

Learning and Labor.

LIBRARY

OF THE

University of Illinois.

CLASS.

305

BOOK.

REV

VOLUME.

3

ECONOMICS

DEPARTMENT

Accession No.

REVUE INTERNATIONALE
DE SOCIOLOGIE

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE TOUS LES MOIS, SOUS LA DIRECTION DE

RENÉ WORMS

Secrétaire général de l'Institut international de Sociologie

AVEC LA COLLABORATION ET LE CONCOURS DE

MM. Ch. Andler, Paris. — A. Asturaro, Gênes. — A. Babeau, Troyes. — M. E. Ballesteros, Santiago. — P. Beauregard, Paris. — R. Béranger, Paris. — M. Bernès, Montpellier. — J. Bertillon, Paris. — A. Bertrand, Lyon. — L. Brentano, Munich. — Ad. Buylla, Oviedo. — Ed. Chavannes, Paris. — E. Cheysson, Paris. — J. Dallemagne, Bruxelles. — C. Dobrogeano, Bucarest. — P. Dorado, Salamanque. — M. Dufourmantelle, Paris. — L. Duguit, Bordeaux. — P. Duproix, Genève. — A. Espinas, Paris. — Fernand Faure, Paris. — Enrico Ferri, Rome. — G. Fiamingo, Rome. — A. Fouillée, Paris. — A. Giard, Paris. — Ch. Gide, Montpellier. — P. Guiraud, Paris. — Louis Gumplowicz, Graz. — M. Kovalevsky, Moscou. — F. Larnaud, Paris. — Ch. Letourneau, Paris. — E. Levasseur, Paris. — P. de Lillienfeld, Saint-Petersbourg. — J. Louchisky, Kiev. — John Lubbock, Londres. — J. Mandello, Budapest. — L. Manouvrier, Paris. — H. Marion, Paris. — P. du Maroussem, Paris. — T. Masaryk, Prague. — Carl Menger, Vienne. — G. Monod, Paris. — F. S. Nitti, Naples. — J. Novicow, Odessa. — Ed. Perrier, Paris. — Ch. Pfister, Nancy. — Ad. Posada, Oviedo. — O. Pyfferoen, Gand. — A. Raffalovich, Paris. — E. van der Rest, Bruxelles. — M. Revon, Tokio. — Th. Ribot, Paris. — Ch. Richet, Paris. — V. Rossel, Berne. — Th. Roussel, Paris. — H. Saint-Marc, Bordeaux. — A. Schæffle, Stuttgart. — F. Schrader, Paris. — G. Simmel, Berlin. — Jules Simon, Paris. — C. N. Starcke, Copenhagen. — G. Tarde, Paris. — J.-J. Tavares de Medeiros, Lisbonne. — A. Tratchewsky, Saint-Petersbourg. — E. B. Tylor, Oxford. — I. Vanni, Bologne. — J. M. Vincent, Baltimore. — P. Vinogradow, Moscou. — R. dalla Volta, Florence. — E. Westermarck, Helsingfors. — Emile Worms, Rennes. — L. Wuarin, Genève.

Secrétaires de la Rédaction : Ed. Herriot. — Al. Lambert. — Fr. de Zeltner.

TROISIÈME ANNÉE

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE, ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, 16

1895

LIBRAIRES CORRESPONDANTS :

BENDA (B.),
BROCKHAUS (F. A.),
FEIKENA CAARELSEN & C*,
FÉRIN & C*,
GEROLD & C*,
HAIMANN (Ig.),
KILIAN'S (F.),
KRAMER & FILS,

à Lausanno.
à Leipzig.
à Amsterdam.
à Lisbonne.
à Vienne.
à Bucarest.
à Budapest.
à Rotterdam.

LOESCHER & C*,
MAYOLEZ (O.) & J. AUDIARTE,
NUTT (DAVID),
SAMSON & WALLIN,
STAPELMOHR (H.),
STECHERT (G. E.),
VAN FLETEREN (P.),
VAN STOCKUM & FILS,

à Rome.
à Bruxelles.
à Londres.
à Stockholm.
à Genève.
à New-York.
à Gand.
à La Haye.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

La Pathologie sociale

(DEUXIÈME ARTICLE)

MALADIES SPÉCIFIQUES DU SYSTÈME NERVEUX SOCIAL

I

Les anomalies, auxquelles est sujet le système nerveux social, prenant toujours le caractère de maladies psychophysiques, c'est à la psychiatrie que le domaine de la pathologie sociale touche de plus près.

La substance corticale du cerveau humain contient, à elle seule, de 500,000 à un million de cellules nerveuses qui donnent naissance à un nombre presque dix fois plus grand de fibres nerveuses. Il suffit, souvent, de la lésion d'une seule de ces cellules ou de ces fibres pour que son état anormal retentisse dans le système nerveux entier. Il en est de même du système nerveux social. Parmi les millions de membres dont est formée une nationalité ou un État, il suffit souvent de l'état pathologique, intellectuel ou moral, d'un seul individu pour que l'anomalie se communique à d'autres cellules-individus et définitivement au système nerveux social entier, par les mille voies et les mille moyens dont dispose l'homme pour influencer ses semblables. Un individu est soudainement pris de l'idée fixe de la venue de la fin du monde, à un jour déterminé très proche. Il cesse de travailler, dilapide tout ce qu'il possède et ne s'occupe qu'à réciter des litanies. C'est un cas de monomanie subjective qui fait l'objet de la psychiatrie. Mais au dixième siècle de notre ère, cette conviction se

répandant par la parole et par l'écriture de proche en proche, avait fini par saisir des populations entières qui quittaient leurs occupations habituelles, léguaient leur propriété aux églises et aux couvents et émigraient en Palestine pour y attendre le jour du jugement dernier. C'est un cas pathologique social. Qu'une femme empoisonne son mari, voilà un crime isolé qui ne touche que la justice criminelle. Mais le procès de la Brinvilliers, par le retentissement qu'il a eu de son temps, a donné lieu à toute une série de crimes de même nature jusqu'à pousser les femmes à organiser des associations dans le but d'empoisonner leurs maris. Le cas implique donc une maladie sociale. Il en est de même de toute idée malade, de tout sentiment pervers, de toute passion dérégulée dès que, par des réflexes directs ou indirects, ils gagnent un nombre plus ou moins grand d'individus ou de groupes d'individus.

Comme l'intelligence et la volonté individuelles ne sont que la résultante de toutes les cellules nerveuses dans leur ensemble, de même l'intelligence et la volonté sociales ne présentent que la résultante de l'action des membres de la société. « Si l'on est bien pénétré, dit M. Ribot (12), de l'idée que la personnalité est un consensus, on n'aura pas de peine à admettre que la masse d'états conscients, subconscients et inconscients qui la constituent, se résume, à un moment donné, en une tendance ou un état prépondérant qui, pour la personne elle-même et pour les autres, en est l'expression momentanée. Aussitôt cette même masse d'éléments constitutants se résume en un état contraire qui passe au premier plan... L'état de conscience prépondérant à chaque instant est pour l'individu et pour les autres sa personnalité. C'est une illusion naturelle dont il est difficile de se défaire, mais une illusion qui repose sur une conscience partielle. En réalité il n'y a que deux attitudes successives, c'est-à-dire une différence de groupement entre les mêmes éléments avec prédominance de quelques-uns et ce qui s'en suit ».

Il en est de même de la personnalité d'un agrégat social. Son état peut être conscient, subconscient ou inconscient selon le groupement des éléments sociaux et selon le degré et la direction que prend l'action réflexe des différentes parties du système nerveux social. L'action devient-elle anormale, il en résulte des états morbides qui atteignent plus ou moins profondément la personnalité sociale comme unité, comme système.

(12) Th. Ribot : Les Maladies de la Personnalité, p. 123.

Ce n'est qu'au sens figuratif qu'on a désigné jusqu'aujourd'hui l'état d'un pays en proie à une crise économique, juridique ou politique, comme un état de démence, de délire ou de paralysie. Après la constatation de l'existence effective d'un système nerveux social, ce n'est plus figurativement qu'il faut concevoir ces états, mais dans un sens parfaitement réel.

Sous la dénomination de folie ou de démence, la psychiatrie entend toutes les anomalies du système nerveux individuel. La folie peut l'embrasser en entier ou bien se borner à la sphère sensible, psychomotrice, intellectuelle ou morale. Elle peut prendre la forme de l'hystérie, de l'asthénie, de la paralysie, de la monomanie, de l'amnésie, dont chacune se subdivise encore en différentes catégories. Grâce au degré plus haut de développement du système nerveux social, il est exposé à des troubles plus variés et plus fréquents que le système nerveux individuel, par la même raison par laquelle l'individu civilisé est plus sujet à devenir la proie de la démence que le sauvage et celui-ci plus que l'animal.

Les troubles dans le système nerveux individuel peuvent être engendrés, soit par un désordre dans la substance cérébrale, soit par la souffrance d'un organe périphérique. Dans ce dernier cas, les folies sont désignées par la psychiatrie comme folies sympathiques.

Pour ce qui concerne les états pathologiques du système nerveux social, ils doivent être tous considérés comme des troubles cérébraux en même temps que sympathiques. Les éléments anatomiques nerveux, les individus humains, n'étant pas liés dans la société mécaniquement les uns aux autres comme dans le système nerveux individuel, tout le système nerveux social peut être considéré sous un certain rapport comme un cerveau dont les parties réagissent les unes sur les autres, à l'égal des cellules cérébrales (13). Mais, comme en même temps la société dispose d'organes spéciaux qui correspondent aux organes périphériques du système nerveux individuel, leur action peut être considérée simultanément comme périphérique et sympathique. C'est la position et la connexion des groupements et des stratifications sociales qui, pour chaque cas, décidera du caractère central ou périphérique, normal ou pathologique, du système nerveux social.

Quant au processus pathologique lui-même, il commence tou-

(13) Tome II, chap. I et suiv.

jours par une surexcitation morbide d'une ou de plusieurs cellules nerveuses, suivie par une dégénérescence et une inertie temporaire ou définitive.

« Quand un groupe de cellules, dit M. T. Luys (14), en état d'éréthisme permanent arrive d'une façon hâtive à un état de délabrement organique, ce groupe de cellules dégénérées, impropre à la transmission des courants nerveux, rayonne à distance, frappe d'inertie les éléments nerveux du voisinage, et, comme une tache d'huile qui se répand, il frappe d'une sorte de désorganisation progressive les territoires ambiants.

« Tous les actes intermédiaires de la folie sont compris entre les deux termes : l'irritation incoercible de la cellule nerveuse au début, et sa nécrobiose, fatalement associée, dans un temps plus ou moins prolongé, à cette irritation primordiale.

« Quand un foyer d'excitation prend naissance dans un coin du cerveau (idée fixe, obsession), les éléments actifs sont, par cela même, amenés à dépenser rapidement leurs réserves. Ils passent d'une façon hâtive à l'état d'éléments usés par un surmenage intempestif, ils subissent la dégénérescence nécrobiotique, et dans un temps rapide, deviennent des non-valeurs cérébrales (15). »

Il suffit de changer les termes de cette exposition du processus pathologique individuel, en y introduisant les coefficients sociaux : individu-cellule et réflexes indirects, pour trouver le parallélisme entre l'action morbide qui se produit au sein du système nerveux individuel et celle dont peut être attaqué le système nerveux social.

Tâchons maintenant de nous rendre un compte plus exact des analogies que présentent les différentes formes de folie et de démence chez les individus et les différentes communautés sociales.

II

M. le Dr Edmond Dupouy définit l'*hystérie*, comme une névrose caractérisée par des troubles variables et complexes du système nerveux de la vie de relation et de la vie organique. L'hystérie convulsive est toujours accompagnée d'une action irrégulière et violente du système musculaire. La société humaine, n'étant formée que d'un système nerveux et d'une substance intercellulaire, ne

(14) T. Luys : Le traitement de la folie, p. 51.

(15) Id., p. 49.

peut pas à, l'égal de l'individu, manifester des troubles hystériques par des convulsions musculaires. C'est la simple dislocation mécanique des individus et des richesses qui supplée dans la société au travail des muscles. Aussi toute action irrégulière et violente du système nerveux social est-elle dans la plupart des cas accompagnée d'un mouvement de dislocation inusité et violent des individus et des produits qui circulent au sein de la société. Une disette, une crise financière, industrielle et commerciale, une guerre surtout sont toujours précédées ou suivies d'une dislocation plus ou moins violente et irrégulière d'une grande partie de la population et des valeurs du pays.

Mais ce sont surtout les troubles psychiques, causés par l'hystérie dans l'organisme individuel, qui présentent des analogies nombreuses avec l'état pathologique d'une société, dont le système nerveux est attaqué de ce mal. M. Dupouy caractérise de la manière suivante l'état intellectuel et moral des femmes atteintes de folie hystérique :

« Femmes, elles sont fantasques, paradoxales, ergoteuses, acariâtres, superstitieuses, avides de notoriété et d'émotions. Elles manquent presque toujours de sens moral. On les voit rechercher avec le même empressement le sermon d'un grand prédicateur, les péripéties d'un procès scandaleux, les joies de la charité et le triste spectacle d'une exécution capitale. Mobiles dans leurs sentiments, elles passent très facilement des larmes au rire, de la joie excessive à la tristesse, de la tendresse passionnée à la colère hautaine, de la chasteté aux propos lascifs et aux idées lubriques. Elles adorent la publicité, et pour arriver à faire parler d'elles, elles emploient tous les moyens, la dénonciation, la simulation d'infirmités, de maladies, et le revolver; elles sont heureuses de passer pour être victimes de quelque chose; elles disent avoir été violées. Pour arriver à leurs fins, elles trompent tout le monde : mari, famille, confesseur, juge d'instruction, et leur médecin au besoin, s'il veut bien consentir à être dupe de leurs affirmations ridicules. »

Cet agencement de la femme hystérique n'est-il pas parfaitement analogue à la manière dont se comporte la population d'une grande ville pendant une crise financière ou à l'occasion de perturbations politiques? Ne présente-t-il pas un tableau fidèle de l'agitation des partis pendant les élections? Et dans le passé ne trouve-t-on pas le même agencement désordonné des forces intellectuelles et morales, causé par des réflexes convulsifs et contradictoires du sys-

tème nerveux social à l'occasion de toutes les révolutions religieuses, économiques et politiques dont l'humanité a été assaillie?

L'hystérie n'est jamais la suite d'une dégénérescence du système nerveux dans sa totalité ; il suffit, pour que le mal éclate, de l'action désordonnée et violente d'un petit groupe de cellules, surtout de celles des centres nerveux. C'est par des réflexes irréguliers et convulsifs qu'ils entraînent les autres parties encore saines du système nerveux dans le cercle de leurs perturbations. Il en est de même de la société. Les crises et les révolutions n'ont été pour la plupart causées que par un petit nombre de personnalités ambitieuses, inquiètes ou fanatisées. C'est par la parole, l'écriture, la presse qu'elles ont entraîné les masses à des actions violentes, quelquefois salutaires s'il s'agissait de combattre un mal plus dangereux, mais pour la plupart destructives et pernicieuses.

L'action réflexe des personnalités historiques qui ont causé des perturbations dans la marche des sociétés a de tout temps porté le caractère de *suggestions* psychiques pareilles à celles qui sont produites de nos jours sur les sujets hypnotisés. La masse populaire n'a été de tout temps qu'un troupeau inintelligent qui a suivi aveuglément les mots d'ordre dictés par ses chefs.

A la question : qu'est-ce que la suggestion hypnotique, réduite à sa formule la plus simple ? M. T. Luys répond (16) : « C'est le cerveau d'un sujet hypnotisé qui est actionné par le cerveau d'autrui ; — c'est la pensée, la volonté de l'hypnotiseur transmise à l'hypnotisé, et mettant directement en action les forces cérébrales automatiques par un véritable artifice expérimental. Si bien que sous cette incitation impérative, d'origine extérieure (altruiste), le cerveau de l'individu hypnotisé complètement inconscient, dont la personnalité consciente sommeille, se met en action, automatiquement, comme un appareil mécanique. »

Les grands conquérants et législateurs, les hommes d'État éminents, les fondateurs de nouveaux systèmes religieux qui ont dominé leur siècle et ont entraîné l'humanité dans des voies nouvelles, n'ont-ils pas été des hypnotiseurs qui ont agi sur le système social nerveux de leur temps, comme l'hypnotiseur de nos jours influe par suggestion sur la volonté et l'intelligence du sujet hypnotisé ? Les effets bienfaisants ou perniciox de ces grandes suggestions histo-

(16) Le traitement de la folie, p. 75.

riques ont dépendu de la source, pure ou trouble, qui leur a donné naissance. L'histoire nous apprend que des États, des nationalités et des races entières ont été relevées de leur abaissement par le génie d'un seul grand homme, tandis que d'autres ont dégénéré sous l'influence de faux systèmes religieux, d'une législation dégradante ou par l'action désordonnée et perverse des chefs.

Toutes les crises violentes, auxquelles est sujet le système nerveux tant individuel que social, sont nécessairement suivies par des état de prostration et d'exténuation des forces vitales.

L'asthénie ou *l'adynamie* constitue un état d'abattement et de prostration générale des forces de l'individu. Elle est caractérisée par un ralentissement et une atténuation des fonctions psychophysiques du système nerveux dans sa totalité, mais ce sont de préférence les centres nerveux qui en sont frappés d'abord et plus facilement. Cet état peut survenir sans aucune lésion des organes et des cellules et sans s'annoncer par aucune douleur sourde ou aigue. L'asthénie n'en constitue pas moins un état pathologique qui sous l'influence de conditions défavorables peut entraîner des suites fâcheuses. Une légère indisposition, une émotion peu violente, sans effet pernicieux pour un organisme sain et robuste, peuvent causer des perturbations profondes à un organisme qui se trouve dans un état de prostration nerveuse. La mélancolie et l'hypochondrie peuvent être considérées comme des cas spéciaux d'asthénie, causées qu'elles sont par un ralentissement et une dépression générale des fonctions psychophysiques.

Cet état d'asthénie, le système nerveux social le subit également et il survient, comme aussi chez l'individu, après de fortes commotions psychophysiques. Les énergies vitales ayant été excitées démesurément, l'équilibre des forces nerveuses ayant été ébranlé trop profondément, la dépense subite du capital nerveux exige, par une réaction naturelle des éléments en souffrance, une réintégration des forces vitales. Une crise économique, un ébranlement politique sont toujours accompagnés d'une dépense excessive des énergies vitales dont dispose une société. Aussi les suites inévitables de telles crises et de pareils ébranlements ont été de tout temps des états d'abattement et de prostration économique ou politique, intellectuelle ou morale.

L'amnésie ou la perte totale ou partielle de la mémoire constitue un cas spécial de prostration nerveuse. Dans la société l'amnésie, comme maladie sociale, se manifeste par un manque de sens pour

les traditions historiques et nationales, un manque de vénération pour les faits et les gestes, les monuments de l'art et la science des ancêtres, par un manque de gratitude pour les bienfaiteurs et les grands hommes de la nation et de l'humanité. Cet état peut témoigner soit d'une extrême jeunesse, soit d'une décrépitude sénile. Aussi l'humanité dans son enfance et les différentes communautés au premier âge ont toujours fait preuve d'amnésie, et il en sera probablement de même aux derniers jours de l'humanité vieillissante. Mais ce sont des états naturels d'évolution psychophysique. L'amnésie d'une société dans la plénitude de ses forces ne peut être causée que par des états pathologiques qui correspondent aux crises hystériques du système nerveux individuel. Aussi le trait caractéristique de toutes les révolutions, c'est le manque de considération et d'attachement pour les traditions et les fondements historiques de la nation et de l'État. C'est que toute révolution implique un état pathologique dont les suites, pour la société qui en est tombée victime, sont les mêmes que pour les individus en proie à la névralgie.

Quant aux *monomanies*, qui constituent des cas de délire partiel causé par l'état morbide d'une partie de la substance grise du cerveau, il n'est pas difficile, après tout ce qui vient d'être exposé, d'en trouver les analogies avec les états pathologiques de la société qui y correspondent. La monomanie intellectuelle de l'individu peut se manifester sous la forme d'une monomanie religieuse, ou comme une monomanie de persécution ou de grandeur. L'histoire, de son côté, ne nous montre-t-elle pas des communautés, des nationalités, des races entières dominées par le fanatisme religieux, entraînées par des idées de gloire et de domination universelle ou bien s'affaissant sous un abattement moral, saisies de paniques subites ? Il en est de même des monomanies de la sphère psychomotrice. Les hordes d'Attila, de Tchingis-Kan, de Tamerlan, féroces, rapaces et incendiaires, ne présentent-elles pas, comme systèmes nerveux sociaux, des analogies exactes avec les états morbides qui dans les individus enfantent la *monomanie homicide*, la *kleptomanie* et la *pyromanie* ? Un grand nombre de communautés de l'antiquité ont péri par les suites de l'*érotomanie* ou *nymphomanie*, favorisée qu'elle était non seulement par des institutions publiques, mais encore par le culte religieux du paganisme. Des classes entières de la société moderne tombent victimes de la *dipsomanie*. La consommation des liqueurs

fortes a dans quelques pays pris des dimensions telles qu'il ne s'agit plus d'un mal qui frappe l'individu, mais d'un fléau social.

Toutes les formes de démence que nous venons d'énumérer peuvent être accompagnées de *délire*. Le délire n'est ordinairement qu'un symptôme d'une surexcitation ou d'une dépression excessive du système nerveux. Dans le premier cas, c'est le délire furieux qui éclate ; dans le second cas, le délire est tranquille. Les associations humaines ne sont-elles pas également sujettes au délire ? Toutes les guerres religieuses et les révolutions n'en sont-elles pas accompagnées ? Toute crise violente, économique, juridique ou politique, implique une surexcitation, suivie d'une prostration nerveuse ; elle prédispose donc le système nerveux social, à l'égal de celui de l'individu, au délire furieux d'abord et tranquille ensuite.

Les anomalies que nous venons d'énumérer ne présentent cependant pas des états pathologiques inguérissables. Il en est autrement de la *paralysie*. Elle indique toujours une dégénérescence et une altération profonde des centres nerveux et des fonctions du système nerveux. La paralysie peut se borner à une partie seulement du système nerveux et alors elle est locale ; elle peut au contraire se propager de plus en plus et alors la paralysie devient progressive. — Des communautés sociales peuvent manifester des symptômes analogues. Un peuple, un État qui ne prêteraient aucune résistance à une invasion ennemie, ne devraient-ils pas être considérés comme frappés de paralysie ? Et les peuplades sauvages qui disparaissent sous l'influence et au contact de la civilisation, ne présentent-ils pas le tableau d'une paralysie progressive, qui les rend incapables de réagir contre le nouveau milieu ambiant qui les entoure ?

III

Après avoir déterminé les analogies que présentent les anomalies du système nerveux social avec celles du système nerveux individuel, il faut en noter aussi les différences. Sans être absolues et essentielles, elles n'en sont pas moins assez profondes et croissent en raison du développement progressif de l'organisme social. — Un aliéniste a eu raison de remarquer que le cerveau de chaque homme, même le mieux constitué, contient un grain de folie. C'est que toute idée fausse et toute anomalie morale implique déjà le commencement de la folie. Si celle-ci n'éclate pas toujours en symptômes

pathologiques précis et saisissables, c'est que, par la réaction d'autres éléments nerveux, le grain morbide est étouffé dans son origine même avant qu'il ait le temps et la possibilité de jeter des racines plus profondes. Ce n'est que quand cette réaction vient à manquer ou se trouve impuissante à rétablir l'équilibre psychophysique, que le mal se répand et étend ses ravages sur un domaine plus large d'éléments nerveux. Mais même alors ces éléments, porteurs d'idées fausses, peuvent agir sans causer de perturbation générale physiologique ou morphologique et sans désorganiser l'unité physique du corps. Il y a des fous parfaitement bien portants. Ce n'est que lorsque les anomalies atteignent un très haut degré qu'elles finissent par désorganiser le physique. Un philosophe qui aurait acquis la conviction qu'il n'existe rien de réel hors de lui dans l'espace et le temps n'en pourrait pas moins vivre à son aise et jouir de tous les bienfaits que la nature et la société lui offriraient. Ce n'est que si cette conviction prenait la consistance d'une idée fixe et amenait ce philosophe à refuser toute nourriture et tout mouvement, que cette idée pourrait indirectement être cause d'une désorganisation de ses forces corporelles.

Il en est autrement de la société humaine. Celle-ci ne consistant qu'en un système nerveux dont la substance intercellulaire sociale n'est que la projection, les éléments nerveux dont elle est formée détermineront directement par les énergies spécifiques qui les animent l'action physiologique (économique), la structure (juridique), ainsi que l'unification (politique) du corps social. Les idées fausses et les anomalies morales qui prennent naissance au sein de la société et qui se propagent en gagnant un nombre toujours plus grand d'adeptes, sans rencontrer une réaction de la part d'autres individus ou associations, peuvent causer immédiatement des perturbations profondes dans la sphère économique, juridique ou politique. C'est à la société humaine que la locution « les idées gouvernent le monde » doit être appliquée dans sa conception la plus large.

Suggérez à la masse populaire qu'elle a un droit absolu à l'existence et que c'est la communauté qui en est responsable et doit lui en fournir les moyens, et les énergies sociales se dirigeront dans la sphère économique vers la consommation au détriment de la production des richesses. Il en serait de même de l'idée du droit au travail que la communauté serait obligée de fournir aux individus et dont elle serait responsable. D'un autre côté, le sentiment de responsabilité individuelle, renforcé du principe d'association et de solida-

rité, peut rehausser et raffermir l'action productive, régler d'une manière plus juste et plus adéquate la distribution et la consommation des richesses.

Si dans la sphère juridique le sens de ce qui est juste se perdait, cette perte agirait d'une manière dissolvante sur toutes les relations fondées sur le droit établi. La structure histologique de la société en serait ébranlée et disjointe.

L'unité nationale, l'attachement à la dynastie régnante, le respect pour la constitution de l'État reposent sur des idées et des sentiments populaires qui se manifestent dans la sphère politique et qui, affaiblis, faussés ou pervertis donnent lieu à des anomalies ou à des diathèses politiques qui réagissent à leur tour sur les sphères économique et juridique.

L'élasticité du système nerveux social, la faculté des éléments nerveux de vicarier les uns pour les autres, la capacité d'accumuler les énergies vitales et de les dépenser à un degré plus grand, voilà ce qui distingue la vie sociale de celle du système nerveux individuel, tant dans son état normal, que dans ses manifestations anormales.

Mais, dira-t-on, si les idées, les convictions et les sentiments individuels et populaires ont une telle puissance par rapport à la société humaine, quelle valeur peuvent avoir toutes les analogies recherchées par la science entre l'action des forces sociales et la vie organique de la nature? C'est que les idées et les sentiments eux-mêmes ne sont que des condensations d'entités et de relations réelles existant dans l'espace et le temps. Une idée, un sentiment juste reflète la réalité d'une manière vraie et complète; une idée fausse, un sentiment pervers présente une généralisation et une condensation déformées de la réalité. En se manifestant à leur tour au dehors, en se propageant, les idées et les sentiments justes et vrais produisent comme dernier résultat l'harmonie et le progrès, tandis que les idées fausses et les sentiments pervers se heurtent nécessairement contre les exigences du milieu ambiant, physique et social, et rencontrent une réaction de la part des intérêts lésés et des lois de la nature qu'ils enfreignent. Ces lois étant communes à la nature et à la société, une idée fausse, un sentiment pervers, en se projetant au dehors, ne peuvent donner qu'une projection anormale et privée d'énergie vitale dans l'une des sphères sociales ou dans toutes simultanément. La méthode d'induction a justement pour objet de séparer les idées et les sentiments justes des idées et des sentiments faux en rectifiant ceux-

ci à l'aide d'analogies entre l'action des énergies sociales et celle des forces organiques de la nature.

ANOMALIES SOCIALES CAUSÉES PAR LA SUBSTANCE SOCIALE INTERCELLULAIRE.

I

La vie intérieure de l'organisme social se manifeste dans ses commencements par une action immédiate des cellules entre elles; c'est un échange de *services* contre services. La vie de famille, et toutes les relations immédiates des individus et des groupes d'individus entre eux au moyen de signes, de gestes, de la parole, sont basées sur l'échange de simples services, principe élémentaire de toute action sociale. A mesure que la vie organique se complique, que l'organisme se développe, les services, grâce à la division du travail, se spécialisent de plus en plus. C'est alors qu'un nouveau facteur vient intercéder entre l'échange immédiat des seuls services : c'est l'échange des *richesses* produites par le travail contre d'autres objets propres à satisfaire les besoins des différents membres de la société. Cet échange peut à son tour consister soit dans un échange de richesses contre richesses, soit dans un échange de richesses contre des services ou du travail (17).

A mesure du développement économique de la société et d'une division du travail toujours plus spécialisée, les richesses produites peuvent, sans être consommées immédiatement, être employées à la production d'autres richesses. En s'accumulant toujours plus fortement elles forment le *capital* fixe et circulant de la communauté; les bâtiments, les moyens de transport, les matières premières, les instruments, les machines en font partie.

C'est ainsi que prend naissance et s'augmente, parallèlement au développement du système nerveux social, la substance sociale intercellulaire, d'après les mêmes principes et les mêmes lois qui président à la formation de cette substance au sein des organismes de la nature. L'endosmose et l'exosmose, phénomène physico-chimique causé par la diffusion des liquides de densité et de nature différentes, l'assimilation des matières utiles et la désassimilation des

(17) Tome III, chap. VIII à IX; tome IV, chap. II et suiv.

matières superflues et nuisibles, voilà ce qui constitue l'action élémentaire de la vie physiologique des simples cellules. A mesure de l'élévation de l'organisme sur l'échelle hiérarchique des êtres, cette action primaire se spécialise de plus en plus; la simple absorption des matières nutritives se transforme en digestion et en respiration au moyen d'organes toujours plus compliqués et plus parfaits. Il en résulte la circulation des matières nutritives au sein de l'organisme, fonction qui a pour but leur répartition entre les tissus et les cellules selon les besoins de chacune d'elles. Le sang est l'agent principal de nutrition pour les organismes des espèces animales les plus élevées. Claude Bernard l'a parfaitement caractérisé comme le milieu intérieur. En effet, c'est le sang qui répartit entre les cellules et les tissus les matières qui lui parviennent au moyen de l'absorption générale et intestinale, par la voie de la digestion et de la respiration, et c'est lui qui reçoit à son tour des matériaux, transformés dans un but spécial par les différents tissus et organes, soit pour les utiliser, soit pour s'en débarrasser. Comme la substance intercellulaire faisant partie des os, des muscles et de tous les tissus protecteurs et vasomoteurs constitue un capital fixe, de même les matières nutritives échangées au moyen du sang et transformées par lui présentent un capital circulant. Il y a donc analogie parfaite entre le processus physiologique de la nutrition des organismes de la nature et l'action économique de la société humaine : de l'un et de l'autre côté il y a appropriation des forces de la nature ambiante, transformation des matières acquises à l'aide de la division du travail, capitalisation, offre et demande, échange, circulation, consommation. Les deux processus impliquent simultanément une action physique et psychique. Il est constant que non seulement les différents organes de l'organisme végétal et animal vivent d'une vie plus ou moins indépendante, mais que même les simples cellules disposent d'une certaine dose de volonté et de la conscience de leur existence. Ainsi il est prouvé que les cellules qui tapissent les intestins ont la faculté de choisir parmi les matières nutritives celles qui leur conviennent le plus. D'un autre côté l'action économique de l'homme, comme membre de la société, ne saurait jamais se soustraire tout à fait au facteur matériel, dont dépend toute production, distribution et consommation des richesses. Malgré l'invention des machines les plus compliquées l'homme ne pourra jamais se soustraire tout à fait au travail mécanique et la consommation ne cessera jamais d'être un procédé physico-chimique. Même la consom-

mation soi-disant immatérielle est toujours accompagnée d'un procédé matériel (18). La différence entre le processus physiologique et le processus économique ne consiste en conséquence qu'en ce que le facteur psychique entre en proportion plus forte dans la formule qui sert d'expression à la loi économique de la société en comparaison de celle qui exprime le processus physiologique propre aux organismes de la nature. Et cette prédominance du facteur psychique est intimement liée à la différence qui se manifeste entre le système nerveux social, plus libre et conscient dans ses parties, et le système nerveux animal, dont les parties sont liées mécaniquement les unes aux autres. La substance intercellulaire, en sa qualité de facteur secondaire de la vie organique, n'étant que la projection du système nerveux, il s'ensuit que les qualités de ce dernier s'y reflètent d'une manière plus ou moins marquante et complète. Ces qualités sont une mobilité, variabilité, capitalisation, idéalité plus ou moins grande autant en ce qui concerne la production, que pour l'échange et la consommation.

Cette analogie se dessine encore avec plus de netteté si l'on considère les principes sur lesquels reposent la *valeur* et l'*utilité* des produits échangés au sein de la société humaine et des organismes de la nature.

En effet, sur quel principe cet échange s'exécute-t-il ? Au sein des organismes de la nature, ce sont les cellules les plus actives et parmi celles-ci les cellules nerveuses et nommément les plus excitables qui produisent et consomment, directement ou indirectement, les matières nutritives en plus grande quantité ou de plus haute qualité. De tous les organes, le cœur produit par ses battements le travail mécanique le plus grand et il dispose de la plus grande quantité de matières nutritives amenées par le sang pour restituer ses énergies dépensées. Le cerveau, siège de l'intelligence et des facultés morales, est l'organe le plus excitable du système nerveux et de tous les organes nerveux il reçoit le plus de sang. Il en reçoit même toujours en proportion de son activité : pendant le sommeil il en dispose le moins et le plus pendant le travail intellectuel. *Ubi stimulus, ibi fluxus*. La plupart des aliénistes les plus marquants de nos jours est de l'opinion que la démence, quelles que soient ses causes psychiques, va toujours de pair avec l'hyperémie du cerveau, la suractivité de la pensée et la surexcitation du sentiment causant toujours

(18) Tome III, chap. VII et suiv.

une congestion cérébrale. — C'est donc le principe des services reçus et rendus, du travail produit et consommé qui, par rapport à l'activité physiologique des organes de la nature, décide de la quantité et de la qualité des substances nutritives échangées. Dans la société humaine, c'est en dernier lieu également la quantité et la qualité de travail rendu qui décide de la possibilité pour le consommateur de se saisir au moyen de l'échange des produits nécessaires à la satisfaction de ses besoins, et c'est par l'échange qu'est déterminée la valeur des objets, leur prix d'achat. La formule qui exprime la loi de l'offre et de la demande contient certainement, outre l'élément de travail humain rendu ou accumulé, encore d'autres facteurs, tels que la rareté des produits, les conjonctures favorables ou défavorables ; mais ces facteurs ne sont qu'accidentels, tandis que la quantité et la qualité de travail rendu et accumulé forment la base même, sur laquelle repose le principe de la valeur. Sous ce rapport, il existe donc analogie complète entre les processus économique et physiologique.

Il en est de même de l'utilité des produits consommés.

L'utilité des produits repose sur un tout autre principe que leur valeur. Celle-ci est en dernier lieu mesurée par la quantité et la qualité du travail ; c'est donc la *production* qui lui sert de point de départ. L'utilité au contraire est déterminée par les résultats de la *consommation*. Or la consommation d'un produit peut causer au consommateur soit un affermissement et une rénovation de ses forces physiques ou psychiques, soit leur affaiblissement et leur désorganisation, soit enfin un simple plaisir sans résultat utile ou nuisible. Dans le premier cas, *l'utilité* du produit consommé sera *positive*, dans le second *négative*, dans le troisième *neutre*. Le pain qui sert d'aliment à la masse de la population est une richesse d'utilité éminemment positive ; l'alcool et l'opium doivent au contraire être considérés comme des produits d'utilité décidément négative ; le tabac, consommé modérément, peut servir de type à une utilité neutre (19).

Non-seulement les utilités physiques mais de même les objets qui ont pour but de satisfaire nos besoins intellectuels, esthétiques et éthiques, tombent sous l'une ou l'autre de ces trois catégories d'utilités.

Un livre instructif, un chef-d'œuvre de l'art, un monument natio-

(19) Tome III, chap. IX.

nal présentent des utilités psychiques positives ; un livre immoral, un objet de luxe sans goût, une pièce de théâtre antipatriotique, voilà des utilités psychiques négatives ; des vers médiocres, un tableau de la main d'un artiste de peu de talent, un objet de luxe d'aucune valeur esthétique, voilà des utilités psychiques neutres.

Vouloir nier la nécessité scientifique de cette classification d'utilités, à cause de la difficulté de tirer une limite précise entre ces groupes, c'est nier la nécessité en général de classer les phénomènes.

Certainement les limites entre les trois catégories d'utilités sont sujettes à se déplacer. Le blé, transformé en alcool, peut changer son utilité positive en utilité négative. L'opium, employé comme remède contre une maladie, peut acquérir une utilité positive.

Il y a des utilités de nature mixte. Un habillement peut, en protégeant le corps contre les intempéries de l'atmosphère, avoir sous d'autres rapports des qualités antihygiéniques et être en même temps un objet de luxe frivole. Il réunirait dans ce cas en lui des utilités positive, négative et neutre. Il en serait de même d'une maison qui aurait été louée pour parties par une société de bienfaisance, par un cabaret, et par un estaminet ; d'une pièce de théâtre dont le premier acte serait instructif, le second immoral et le troisième insipide.

Cependant il y a des richesses typiques, d'utilité positive, ce sont les matières nutritives de première nécessité ; il y en a qui peuvent servir de types comme utilités négatives, comme l'alcool, l'opium, les œuvres immorales d'art et de littérature ; il y en a enfin qui présentent des types d'utilité neutre, comme le tabac, les objets de luxe, etc. C'est à la statistique de faire le bilan des richesses d'un pays conçues sous le point de vue de l'utilité. C'est à elle de vaincre les difficultés que pourrait présenter un travail pareil. La division des capitaux en fixes et circulants est de même une classification à limites très mobiles, le capital, en se transformant, passant sans cesse d'une catégorie à une autre. Cette classification des capitaux n'en a pas moins été reconnue nécessaire par la science et a été l'objet de recherches statistiques.

Un individu peut en même temps être militaire, savant et propriétaire de biens-fonds. Faut-il renoncer pour cela à la classification de la population en catégories distinctes d'après leurs occupations ?

Une utilité négative peut, par le plaisir momentané qu'elle cause, être plus recherchée qu'une utilité positive ; des utilités neutres de beaucoup de valeur d'échange peuvent être demandées par des

consommateurs dont les besoins les plus pressants sont déjà satisfaits et qui disposent de moyens pour satisfaire en outre leurs caprices et leur passion pour le-luxe.

La valeur et l'utilité des produits, reposant sur des principes différents et sous plusieurs rapports même opposés (la valeur, sur la quantité et la qualité du travail ; l'utilité, sur les résultats de la consommation), il s'ensuit qu'il doit y avoir divergence entre l'appréciation de l'état économique d'un pays selon que l'on le juge du point de vue de la valeur ou de celui de l'utilité des produits. De deux pays qui produisent, échangent et consomment une égale quantité de valeurs, celui qui consomme le plus de produits d'utilité positive et le moins de valeurs d'utilité neutre et surtout d'utilité négative doit être considéré comme se trouvant dans une situation économique plus saine et normale. Ne voyons-nous pas des pays pauvres dont la population croît en nombre et jouit d'une constitution physique excellente ; et des pays riches dont la population décroît en nombre et en qualité ? Ne voyons-nous pas des classes entières de population ne lisant que peu de bons livres et d'autres classes travaillées par des idées fausses et des passions inassouvies, se repaître d'une littérature de mauvais goût, immorale et anti-patriotique ?

La grande faute de l'économie politique, c'est d'avoir omis dans ses considérations et ses déductions le facteur important que représente l'utilité des richesses et des services tant physiques que psychiques et d'avoir en général négligé le principe de la consommation pour ne s'occuper que de la production et de l'échange des richesses et des services. Dans plusieurs traités d'économie politique, le chapitre de la consommation manque même totalement. C'est par là que l'économie politique s'est mise en contradiction avec la médecine et l'hygiène d'un côté, avec la morale et la religion de l'autre.

II

Le principe d'utilité, de même que celui de la valeur des produits, se manifeste dans la société humaine parfaitement en analogie avec l'action physiologique des organismes de la nature. Les matières utiles et propres à soutenir la vie de l'organisme, à nourrir, à reconstruire et à régénérer les cellules, les tissus et les organes, l'organisme se les approprie par l'absorption, l'assimilation, la digestion et la respiration ; les produits nuisibles et inutiles, il les refuse ou

s'en délivre par la désassimilation et la sécrétion. Seulement, le domaine de l'action des énergies vitales au sein de l'organisme de la nature est plus restreint ; le temps, l'espace et le degré d'action leur sont assignés dans des limites beaucoup plus bornées, que ce n'est le cas pour l'homme comme membre de la société. Ses besoins sont plus variés et le facteur psychique joue un rôle plus prédominant dans la production, la distribution et la consommation des richesses sociales. Cependant ce ne sont que des différences relatives et non essentielles ; les lois fondamentales qui président à la vie économique de la société humaine et à l'action physiologique des organismes de la nature sont identiques.

La variété plus grande des besoins tant physiques que psychiques, et le choix plus libre des moyens de les satisfaire déterminent la possibilité pour l'homme de dévier plus facilement de la marche normale de développement. L'erreur, la passion, l'incontinence et leurs suites inévitables, la dégénérescence physique, morale et intellectuelle, sont des facteurs qui ont une signification beaucoup plus grande pour la destinée de l'homme que pour celle d'une simple cellule. Aussi les symptômes pathologiques que manifeste la substance intercellulaire sociale sont-ils beaucoup plus variés et fréquents que ceux de la substance intercellulaire des organismes naturels. Mais en même temps l'organisme social, plus élastique et disposant de moyens de réhabilitation plus puissants et plus variés, est en état de supporter beaucoup plus d'irrégularités et d'anomalies par rapport à la composition de sa substance intercellulaire.

Il y a dans chaque société une masse de richesses non seulement d'utilité neutre, mais même d'utilité négative qui y circulent sans cependant désorganiser définitivement l'organisme. Et ces utilités neutres et négatives, tant physiques que psychiques, sont souvent recherchées avec plus d'instance et sont payées d'un prix beaucoup plus haut que les utilités positives. C'est que la satisfaction immédiate et momentanée que cause souvent une utilité négative, la fait préférer, malgré les suites quelquefois désastreuses qu'elle entraîne, à une utilité positive dont la consommation est souvent accompagnée de moins de plaisir et quelquefois même d'efforts pénibles, malgré ses résultats bienfaisants. Ne voyons-nous pas des populations entières préférer l'alcool à une nourriture saine et la vie dans les logements malsains des villes au travail des champs ? Un public nombreux ne préfère-t-il pas la lecture de romans pornographiques aux chefs-d'œuvres de l'art et de la littérature ? Les utilités négatives,

qui circulent au sein d'un organisme social, sont parfaitement analogues aux *poisons* introduits dans un organisme naturel; elles ne tuent pas immédiatement, comme c'est le cas pour les poisons, puisque l'organisme social réagit plus puissamment contre une désorganisation immédiate, mais elles n'en causent pas moins une dégénérescence profonde, physique, intellectuelle et morale.

Par le phénomène physiologique qui est désigné en médecine comme *accoutumance*, un organisme individuel peut, en recevant des matières vénéneuses par des doses successivement toujours plus fortes, s'habituer à des poisons qui l'auraient tué s'il les prenait subitement et sans y être préparé. Une société humaine peut aussi s'accoutumer par l'action lente d'utilités négatives à en supporter des doses qui pour une autre société deviendraient mortelles. Une société très cultivée peut supporter par accoutumance le luxe effréné des classes élevées et les excès d'une presse libre sans en ressentir une perturbation profonde; mais gratifiez-en un pays encore peu développé dont les forces n'aient pas encore atteint le degré de résistance nécessaire pour combattre les effets pernicieux de ces utilités négatives, et il résultera sans nul doute une désorganisation profonde et peut-être la mort.

La consommation des utilités neutres n'entraîne pas des suites pernicieuses aussi prononcées; mais leur indifférence même prouve qu'un organisme social peut parfaitement se passer de cette catégorie d'utilités sans qu'il en résulte un affaiblissement ou une dégénérescence organique. Mais la recherche de ces utilités, qu'on pourrait caractériser plutôt comme des futilités, dirige le travail d'une partie souvent nombreuse de la population vers leur production; c'est donc une dépense d'énergies vitales ne donnant après la consommation que des résultats nuls pour la régénération physique et psychique des individus. La valeur des utilités neutres qui circulent dans un pays, telles que le tabac, la bière et tous les liquides qu'on emploie non pour étancher la soif, mais pour le simple plaisir d'avaler, les objets de luxe sans valeur esthétique, etc., représentent une somme de travail national souvent très grande. C'est donc une dépense d'énergies vitales sans résultat, un poids de matières inertes dont est chargée la société inutilement, et cette dépense et ce poids ne font toujours que croître en proportion du développement de la civilisation moderne. Il en est de même de la masse écrasante de livres médiocres, de journaux inutiles, de tableaux qui ne trouvent pas d'appréciateurs dont est surchargé de nos jours le marché de

tous les pays civilisés. Notre globe entier pourrait être aujourd'hui enveloppé du papier imprimé qui témoigne de l'activité intellectuelle du genre humain. Cependant, hélas, la plus grande partie de toutes ces productions de littérature et d'art, si elles ne sont pas nuisibles, appartiennent par leur caractère à des utilités neutres. Les chefs-d'œuvres, les utilités positives, dans le domaine de l'esprit et de l'art, n'en sont devenues que plus rares.

Comment expliquer l'accroissement progressif d'un tel facteur inerte et inutile sous le point de vue des intérêts vitaux de la société, tandis que les organismes de la nature ne les supportent que dans des proportions très faibles et les rejettent immédiatement par des procédés de désassimilation et de sécrétion? Ce phénomène social est la suite inévitable de la plus grande liberté dont jouissent les membres de la société humaine en comparaison avec les cellules d'un organisme naturel. Grâce à cette liberté plus grande, l'individu peut concentrer entre ses mains, directement ou indirectement, une plus grande quantité de travail épargné en forme de valeurs échangeables, de capitaux, d'argent, de crédit. Il peut en conséquence acheter plus de valeurs et plus d'utilités produites par d'autres. Après avoir satisfait ses besoins les plus pressants un tel individu peut subvenir encore à ses besoins moins urgents, des besoins artificiels enfantés par le caprice, la satiété, l'oisiveté. La recherche des utilités, propre à satisfaire ces besoins, lorsqu'elle est soutenue par l'offre d'une quantité correspondante de travail ou de signes du travail, comme l'argent, les papiers de crédit, etc., provoque la concentration du travail sur la production de ces utilités neutres. Et c'est ici que se manifeste l'incommensurabilité et même l'antagonisme entre les principes de la valeur et de l'utilité des richesses échangeables. La valeur, comme nous l'avons déjà énoncé, représente la quantité et la qualité de travail, l'effort physique que coûte la production; l'utilité est déterminée par les résultats de la consommation, positifs, négatifs ou indifférents. L'eau, utilité éminemment positive, n'a que peu de valeur d'échange; une broche de diamants d'une grande valeur d'échange, ne représente dans la plupart des cas qu'un objet d'utilité neutre. C'est donc la distribution inégale des richesses qui est la cause première de la production et de la consommation des utilités neutres, tandis que par rapport aux utilités négatives ce sont plutôt les passions, l'incontinence, l'immoralité et l'ignorance.

Quoique la consommation des utilités neutres ne donne que des

résultats indifférents pour l'organisme social, la croissance disproportionnée de cette catégorie de valeurs n'en témoigne pas moins d'un état pathologique d'une société et peut, certaines limites dépassées, contribuer à l'affaiblissement et à la dégénérescence du système nerveux social. La dépense d'énergies vitales dans le but de la production d'utilités sans résultat positif pour la régénération des énergies correspondantes, doit avoir pour résultat définitif un épuisement organique pour tout le système nerveux. D'un autre côté, l'offre même de ces utilités ainsi que des utilités négatives éveille artificiellement des besoins, des appétits et des tendances qui sans cela auraient peut-être dormi indéfiniment. L'offre des liqueurs fortes aux peuplades sauvages n'a-t-elle pas été la cause de leur démoralisation et de leur dépérissement ? A combien de dépenses inutiles les objets de luxe exposés dans les magasins, n'entraînent-ils pas le public, souvent au dépens des moyens dont il dispose pour satisfaire des besoins urgents et de toute nécessité ? La consommation des utilités neutres en proportion trop forte a toujours eu pour résultat le relâchement d'énergies et de mœurs, un raffinement excessif de besoins, l'effémination générale. Ce n'est pas sans raison que le beau sexe livre le contingent le plus nombreux des consommateurs d'utilités neutres.

Une distribution inégale des valeurs entraîne toujours une circulation irrégulière d'utilités en dirigeant la production vers les utilités neutres et négatives au détriment des utilités positives. Il en résulte une circulation anormale de richesses en analogie avec la circulation irrégulière du sang dans les veines et les artères. Et comme dans l'organisme de l'individu de telles irrégularités de circulation causent soit des hyperémies, suivies de congestions et d'inflammations, soit des anémies, suivies de défaillances et d'un affaiblissement général des fonctions physiologiques, de même la consommation excessive d'utilités neutres et négatives par un petit nombre d'individus peut, au sein de la société, causer soit une hyperémie, soit une anémie sociale. Rome sous les Césars, en attirant vers elle les richesses du monde entier, souffrait d'hyperémie, tandis que la plus grande partie des provinces, épuisées par des contributions et des impôts excessifs, étaient anémiques.

L'économie politique, en n'estimant la vie économique d'une société qu'en proportion des valeurs d'échange qui y circulent, sans prendre en considération le caractère des utilités, n'a pu arriver qu'à des déductions incomplètes et souvent fausses en ce qui con-

cerne la prospérité véritable des nations. Ce n'est que par les recherches de la Sociologie et spécialement de la Pathologie sociale que ses déductions peuvent être rectifiées et complétées.

Tout ce qui a été dit plus haut concernant la valeur et l'utilité des richesses doit être appliqué également aux services. Le travail échangé, à l'égal des richesses, acquiert une valeur de marché, un prix. Les services échangés contre services sont eux aussi doués d'utilité soit positive, soit négative ou neutre. Les services que se rendent mutuellement les représentants des deux sexes au sein d'une famille bien réglée portent un caractère d'utilité éminemment positive; la prostitution est l'arène d'échange de services d'un caractère éminemment négatif. Une administration éclairée, impartiale et énergique, rend au pays des services d'utilité positive, tandis qu'un gouvernement ignorant, partial et faible ne peut en rendre que de qualité négative. Tout ce qui dans une société est fait de trop, sans qu'il en résulte des conséquences utiles ou nuisibles, doit être mis en compte des services de qualité neutre.

La statistique en dressant les tableaux des mariages, des divorces, de la natalité des enfants légitimes et illégitimes, de la prostitution, des crimes et délits, présente à la Pathologie sociale les données et les matériaux, pour en déduire les combinaisons nécessaires et les lois qui président à la formation des anomalies sociales et à l'évolution rétrograde des associations humaines.

Après avoir étudié celles de ces lois qui concernent le développement du système nerveux social et de la substance sociale intercellulaire, nous allons nous occuper des phénomènes pathologiques qui regardent spécialement chacune des trois sphères dont est constituée la vie sociale, les sphères économique, juridique et politique.

(*A suivre.*)

PAUL DE LILIENFELD,

Membre de l'Institut international de Sociologie.

Le mariage par capture et le mariage par achat ⁽¹⁾.

L'habitude de capturer des épouses règne en diverses parties du monde, et on en retrouve la trace dans les cérémonies nuptiales de plusieurs peuples, indiquant qu'elle se produisait beaucoup plus fréquemment dans les temps passés.

Coxe dit, en parlant des habitants d'Unimak, qu'ils envahirent les autres îles Aléoutiennes, et enlevèrent les femmes — objet particulier de leurs incursions. Chez les Ahts, un homme vole quelquefois une épouse parmi les femmes de sa propre tribu, tandis que les Bonaks de Californie prennent d'ordinaire des femmes quand ils se battent avec d'autres tribus, et les Indiens Macas de l'Equateur achètent leurs épouses, si la femme appartient à la même tribu; autrement ils les prennent par force. Toutes les tribus Caraïbes avaient coutume de prendre des femmes de différents peuples et tribus, de sorte que les hommes et les femmes ne parlaient nullement la même langue; et von Martius affirme qu'au Brésil, « il y a des tribus qui volent habituellement les filles de leurs voisins. »

Chez les Indiens Mosquitoes, quand la noce est arrangée, et les cadeaux payés, le marié saisit la mariée et l'enlève, suivi de ses parents qui font semblant d'essayer de la délivrer. Les Araucaniens considèrent l'enlèvement de la mariée avec une violence feinte comme un préliminaire essentiel des noces, et selon M. E. Smith, c'est même « un point d'honneur pour la mariée que de résister et de lutter, si bien disposée qu'elle soit. » Les Uaupès « n'ont pas de cérémonie particulière à leurs mariages, si ce n'est qu'on enlève toujours la fille par force, ou que du moins on en fait semblant, même quand ses parents et elle sont parties consentantes au mariage. » On peut en dire presque autant des Fuégiens, bien que chez eux la capture soit parfois plus qu'une cérémonie.

Andersson remarque que, chez les Bushmen, la femme n'est que

(1) Extrait d'un livre sur *l'Origine du Mariage dans l'espèce humaine*, d'abord publié en anglais par M. le professeur Westermarck, et dont la traduction française, due à M. Henry de Varigny, docteur ès-sciences, va prochainement paraître chez Guillaumin.

trop souvent une *belli teterrima causa*. M. Conder dit, en parlant des Béchouanas : « En ce qui regarde les cérémonies nuptiales, il y en a une qui consiste dans le jet d'une flèche dans la hutte par le marié ; elle est digne de remarque, parce qu'elle est symbolique. » Chez les Wakambas, le mariage est une vente, mais le marié « doit emporter la mariée par force ou stratagème. » Les Wa-taïta et les Wachaga de l'Afrique équatoriale de l'Est, ont aussi une cérémonie nuptiale de capture, et il en est de même chez les nègres de l'intérieur cités par Lord Kames, et les Abyssiniens. Chez les tribus de l'est de l'Afrique centrale décrites par M. Macdonald, le mariage par capture n'est pas seulement un symbole.

Selon une croyance populaire, la méthode australienne de capturer des femmes serait de la forme la plus brutale. Mais, contrairement à ce que dit M. Howitt, M. Curr nous apprend que ce n'est qu'en de rares occasions qu'une épouse est prise et enlevée à une autre tribu. La possession d'une femme volée amènerait des attaques continuelles, d'où il suit que les tribus elles-mêmes s'élèvent très généralement contre cette coutume. Les enlèvements, selon M. Mathew, sont maintenant plus factices que réels ; mais il y a de bonnes raisons de croire qu'autrefois, quand le continent n'était que partiellement occupé, des enlèvements à l'intérieur de la tribu même arrivaient fréquemment.

En Tasmanie, la capture des femmes des tribus hostiles ou étrangères pour en faire des épouses, existait généralement. Chez les Maoris, la manière la plus générale d'obtenir une épouse était que l'homme réunit quelques amis qui l'aidaient à enlever la femme par force, soit en réalité, soit en apparence. Une coutume semblable prévaut dans les plus grandes des îles Fiji, à Samoa, à Tukopia, à la Nouvelle-Guinée, et très fréquemment dans l'Archipel Indien, et parmi les tribus sauvages de l'Inde.

Chez les Arabes, les Tartares, et d'autres peuples de l'Asie centrale, comme aussi dans la Russie d'Europe, des traces d'enlèvement se retrouvent dans la cérémonie du mariage, tandis que les Tangutans, les Samoyèdes, les Votyaks, etc., ont encore la coutume de voler leurs épouses, ou d'enlever celle qu'ils aiment, lorsque le marié n'a pas la somme fixée pour l'achat. Chez les Lapons, les Esthoniens et les Finnois, le mariage par capture avait lieu autrefois, et on en a trouvé, dans les temps modernes, quelques traces symboliques dans la cérémonie du mariage, en quelques parties de la Finlande.

La même coutume existait chez les peuples de la race aryenne. Selon les Lois de Manou, une des huit formes légales de la cérémonie

du mariage était le rite du Rākshasa, c'est-à-dire « l'enlèvement par la force d'une jeune fille, qui crie et pleure, ses parents ayant été tués ou blessés en la défendant, et leurs maisons dévastées. » Ce rite était autorisé par une tradition sacrée chez les Kshatriyas. Selon Denys d'Halicarnasse le mariage par capture a été une coutume de l'ancienne Grèce, et Plutarque nous apprend qu'il a été conservé à Sparte comme un symbole important dans la cérémonie du mariage. De nos jours même, selon Sakellarios, il arrive qu'on se procure de la sorte des épouses, en Grèce. Chez les Romains, la mariée se réfugiait aux genoux de sa mère, et était emmenée de force par le marié et ses amis. A l'âge historique, ceci n'était qu'une cérémonie, mais, à un^e époque plus reculée, la capture semble avoir été une réalité. « Les premiers Romains, dit M. Ortolan, d'après leurs traditions héroïques ont été obligés de recourir à la surprise et à la force pour enlever leurs premières femmes. » Les anciens Teutons enlevaient fréquemment des femmes pour épouses. En parlant des nations scandinaves, Olaüs Magnus dit qu'elles étaient continuellement en guerre les unes avec les autres, « propter raptas virgines aut arripiendas. » Chez les Welches, le matin du mariage, le marié, accompagné par ses amis à cheval, enlevait sa femme. Les Slaves des temps anciens, selon Nestor, pratiquaient le mariage par enlèvement, et dans les cérémonies nuptiales des Russes et d'autres nations Slaves, des réminiscences de cette coutume survivent encore. En réalité, chez les Esclavons du Sud, la capture *de facto* était en vigueur encore au commencement de ce siècle. Selon Olaüs Magnus, elle était d'usage en Moscovie, en Lithuanie et en Livonie, et Seignior de Gaya dit que son symbole se retrouvait, de son temps, en Pologne, en Prusse et en Samogithie.

La liste des peuples chez qui ce mariage existe, soit en réalité, soit en symbole, pourrait aisément s'allonger. Toutefois, il y a des peuples qui semblent n'avoir rien de pareil. A propos des Chinois, M. Jamieson dit : « Il n'y a, historiquement, à ma connaissance, aucune trace de la capture des femmes, et on n'en trouve pas la forme parmi les cérémonies nuptiales que je connais. » En outre, il est douteux que les cérémonies données comme exemples de captures symboliques soient, en chacun des cas, des survivances de captures *de facto*, au sens vrai du mot, c'est-à-dire où l'on prenait la femme non-seulement malgré elle, mais malgré ses parents. H. Spencer suggère qu'une origine de la forme de capture peut être la résistance de la femme poursuivie, résistance due à une pudeur, en partie réelle et en partie affectée, et quoique cette hypothèse ait été fort attaquée, on ne peut guère

prouver le contraire. Selon le Dr Nansen, sur la côte Est du Groënland, la seule manière de contracter un mariage est encore pour l'homme d'aller à la tente de la jeune fille, de l'attraper par les cheveux ou par tout vêtement donnant prise sur elle, et de la traîner sans façons jusqu'à sa demeure. Des scènes violentes en résultent souvent, car les filles affectent la plus grande modestie, et de l'aversion pour toute proposition de mariage. de peur de perdre leur réputation de pudeur. Mais « la famille de la femme, pendant ce temps, regarde paisiblement ce qui se passe, cette lutte étant considérée comme une affaire intime, et le désir tout naturel qu'a le Groënlandais d'être sur un bon pied avec son voisin l'empêche d'intervenir dans les affaires d'autrui. » Selon M. Abercromby, le mariage avec capture — par où il veut dire la capture d'une épouse associée à quelque autre forme de mariage, telle que celle de l'achat — peut être regardé plutôt comme un résultat du désir universel inné de montrer du courage, que comme une survivance d'une habitude encore plus ancienne de faire les femmes prisonnières en temps de guerre.

M. McLennan pense que le mariage par capture est né de la règle d'exogamie. Mais il y a des peuples — les Maoris, Ahts, etc., — chez qui cette coutume est en vigueur, ou reste à l'état de symbole, qui sont, néanmoins, ce que M. McLennan appellerait endogames. Nous ne sommes pas autorisés à dire que « partout où l'on trouve l'exogamie, nous pouvons être sûrs de trouver, après recherche, au moins les traces d'un système de capture. » En comptant les peuples chez qui la capture et l'exogamie se combinent, M. Tylor remarque que le nombre, « bien que suffisant à montrer que les deux coexistent, n'arrive point à ce qu'il devrait être pour justifier l'idée qu'elles sont, respectivement, la cause et l'effet. »

Il me semble extrêmement probable que la pratique d'enlever les épouses est due surtout à l'aversion pour les mariages entre proches — qui existe, avons-nous vu, aussi chez les tribus endogames — ajoutée à la difficulté qu'a un sauvage de se procurer une femme à l'amiable, sans donner de compensation pour la perte qu'il inflige à son père. Étant quelque chose d'entièrement différent de la lutte pour une fiancée déjà citée comme la méthode la plus primitive de faire sa cour, le mariage par capture florissait à cette étape de développement social où les liens de la famille étaient devenus plus forts, et où l'homme vivait en petits groupes de personnes proches parentes, mais où l'idée de trafic s'était à peine présentée à son esprit. On peut expliquer la généralité de cette coutume par l'universalité de l'horreur de l'inceste,

et par le fait que les hordes primitives étaient dans un état de guerre chronique les unes avec les autres. Mais comme il est impossible de croire qu'il y ait jamais eu un temps où les négociations amicales de deux familles pouvant s'allier étaient entièrement inconnues, nous ne pouvons supposer que l'enlèvement ait été, en aucune période, la forme exclusive pour contracter mariage, bien qu'il ait pu en être la forme normale. En Australie, où ce mariage a lieu seulement entre les membres de communautés hostiles, nous ne connaissons aucune tribu exogame ou endogame qui vive en un état d'isolement complet. Au contraire, chaque tribu entretient des relations constantes et amicales, pour la plupart, avec une ou deux tribus, et même plus, et les mariages entre leurs membres sont de règle. En outre, la coutume qui prévaut chez beaucoup de tribus sauvages, que le mari séjourne dans la famille de sa femme, semble être née de très bonne heure dans l'histoire de l'homme. Et les statistiques du D^r Tylor montrent qu'il y a en différentes parties du monde jusqu'à douze ou treize peuples, exogames d'une manière prononcée, où se retrouve cette habitude.

Il ressort, en définitive, de tous les exemples cités, que l'habitude d'enlever les femmes est une chose du passé. Chez presque tous les peuples non civilisés de nos jours, l'homme doit, d'une façon ou d'une autre, offrir une compensation pour une épouse. Le mariage par capture a été remplacé par le mariage par achat.

La manière la plus simple d'acheter une épouse est, sans doute, d'échanger contre elle une parente. « L'Australien, dit M. Curr, obtient invariablement sa femme ou ses femmes, ou en survivant à un frère décédé, ou en échangeant ses propres sœurs, ou plus tard, en échangeant ses filles ». Une transaction de ce genre s'effectue quelquefois à Sumatra.

Bien plus répandue est la coutume de se faire donner une femme en échange des services rendus à son père. L'homme va vivre dans la famille de la jeune fille pendant un certain temps, durant lequel il travaille comme domestique. Cette pratique avec laquelle nous a familiarisés la tradition juive, est grandement répandue parmi les races non civilisées, en Amérique, en Afrique, en Asie, et dans l'Archipel Indien. Ce sont souvent les hommes trop pauvres pour payer comptant qui servent dans la maison du beau-père jusqu'à ce qu'ils aient donné l'équivalent en travail, mais parfois l'argent même ne peut épargner au marié cette sorte de servitude. En quelques cas, il doit servir son temps avant qu'on ne lui permette d'épouser la jeune fille; en d'au-

tres, il la reçoit par avance. Chez plusieurs peuples, déjà cités, l'homme va vivre, définitivement, dans la famille ou la tribu de la femme : mais Starcke suggère que cette habitude a une origine différente de l'autre, étant l'expression d'un puissant sentiment de clan, et non une question de gain.

Selon H. Spencer, cette manière d'obtenir les épouses pour des services rendus au lieu de payer pour elles constitue une forme de mariage supérieure et qui se développe avec le type industriel de société. « Cette modification, dit-il, difficile à pratiquer parmi des tribus grossièrement prédatrices, devient plus praticable à mesure que naissent des industries établies ouvrant des voies où des services peuvent être rendus ». Mais il faut remarquer que, même à une phase peu élevée de la civilisation, un gendre peut aider son beau-père à la pêche et à la chasse, tandis que le travail industriel facilite l'accumulation de la propriété et, par conséquent, facilite à l'homme l'acquisition de sa femme par un véritable achat. Nous trouvons la coutume de servir pour obtenir les épouses chez des races grossières telles que les Fuégiens et les Bushmen ; et, dans l'Eyrbyggja Saga, Vigstyr dit au berserk Halli qui demandait la main de sa fille Esdi : « Comme vous êtes pauvre, je ferai comme faisaient les anciens, et vous laisserai mériter votre mariage par un dur labeur ». Il semble, donc, presque probable que le mariage de ce genre soit une forme encore plus archaïque que celle du mariage par achat ; mais, en général, on les trouve simultanément.

La compensation la plus commune pour une épouse est un cadeau à son propriétaire. Le prix varie indéfiniment. Une fille jolie, en bonne santé, et capable de travailler, obtient naturellement un meilleur prix qu'une fille qui serait laide et faible ; une fille de haut rang, un meilleur prix que celle qui serait de basse naissance et pauvre ; une vierge, en général, qu'une veuve ou une femme répudiée. Chez les Karoks Californiens, par exemple, on achète rarement une femme pour moins d'un demi-fil de coquilles de dentale, mais « quand elle appartient à une famille aristocratique, est jolie, et adroite à faire du pain de glands et à tresser des paniers, elle coûte parfois jusqu'à deux fils. » Le prix de la mariée, toutefois, varie surtout selon les circonstances des futurs, et selon la valeur attachée au travail de la femme. Dans la Colombie anglaise et à l'île Vancouver, la valeur des articles donnés pour la mariée va de 20 à 40 livres sterling. Les Indiens d'Orégon achètent leurs épouses avec des chevaux, des couvertures ou des peaux de buffles. Chez les Shastika, en Californie, « on achète une

femme à son père avec des chevaux, des couvertures, ou des peaux de buffles, et l'on paie jusqu'à douze ponies cayuses pour une fille très attrayante. » Chez les Navajos du Nouveau-Mexique on trouve si exorbitant de payer une femme douze chevaux, que ce prix n'est donné que pour une ayant des qualités exceptionnelles, telles que la beauté, l'activité et l'adresse à toutes les occupations nécessaires; et les Patagons donnent des juments, des chevaux, ou des ornements d'argent pour la mariée.

En Afrique, ce ne sont pas les chevaux, mais le bétail qu'on juge l'équivalent le plus convenable pour une bonne épouse. Chez les Cafres, trois, cinq ou dix vaches sont un prix peu élevé, vingt ou trente, par contre, en sont un trop élevé; mais, selon Barrow, un homme obtenait fréquemment une femme pour un bœuf ou une couple de vaches. Les Damaras sont un peuple si pauvre qu'ils sont souvent heureux d'accepter une vache en échange d'une fille. Chez les Banyai, on donne plusieurs têtes de bétail ou de chèvres pour décider les parents de la fille à « y renoncer, » ainsi qu'ils disent, c'est-à-dire à renoncer à tout droit sur sa progéniture, car si rien n'est donné, la famille dont elle sort peut réclamer les enfants comme partie d'elle-même. Dans l'Uganda, le prix ordinaire d'une femme est trois ou quatre taureaux, ou six aiguilles à coudre, ou une petite boîte de cartouches, mais M. Wilson s'en est souvent vu offrir une en échange d'un habit ou d'une paire de souliers. Dans le pays Mangoni, on considère deux peaux de daim comme un bon prix, et une chèvre, chez les nègres de Bondo; Caillié nous dit que chez les Mandingues, on ne peut avoir de femme qu'en donnant des esclaves aux parents.

Les Chulims payaient une femme de cinq à cinquante roubles; les Turalinzes, d'ordinaire, de cinq à dix. Les riches Bashkirs paient quelquefois jusqu'à 3,000 roubles, mais les plus pauvres peuvent acheter une femme pour une charretée de bois ou de foin. En Tartarie, les parents vendent une fille pour quelques chevaux, bœufs, moutons, ou livres de beurre; chez les Samoyèdes et les Ostyaks, on la vend pour un certain nombre de rennes. Chez les Indiens Kisans, « deux paniers de riz et une roupie de monnaie constituent la compensation donnée aux parents de la fille. » Chez les Mîshmis, un homme riche donne pour une femme vingt mithums (une espèce de bœufs) mais un homme pauvre peut avoir une femme pour un cochon. A Timor-laut, selon M. Forbes, « on ne peut acheter une femme sans des défenses d'éléphants. » Aux Iles Carolines, « l'homme fait un cadeau au père de la fille qu'il épouse, consistant en fruits, en poisson et choses sem-

blables; » à Samoa, le prix de la mariée comprenait des canots, des cochons, et toute marchandise étrangère pouvant tomber entre leurs mains, et chez les Fijiens, « le prix accoutumé est une dent de baleine, ou un mousquet. »

Chez quelques peuples, le mariage peut avoir lieu à crédit, bien que, en général, la femme et les enfants ne quittent le foyer paternel que lorsque le prix entier est payé. A Unyoro, selon Emin Pacha, quand un mari pauvre est incapable de se procurer le bétail nécessaire pour son mariage, il peut s'arranger avec son futur beau-père pour payer par versements partiels; toutefois, les enfants nés pendant ce temps appartiennent à la famille de la femme, et il faut les racheter avec une vache.

Le mariage par échange ou achat n'est pas seulement pratiqué généralement parmi les races inférieures existantes; il existe, ou existait autrefois de même chez les civilisées. Dans l'Afrique centrale et le Pérou, l'homme servait pour obtenir sa femme. En Chine, on donne un cadeau au père du futur, dont le montant n'est point, comme le ferait supposer le mot « don », laissé à la générosité des parties, mais qui est exactement stipulé par les négociateurs du mariage; M. Jamieson remarque que c'est sans doute un vestige du temps où cette transaction était un marché ordinaire. Au Japon, le mari futur envoie certains cadeaux prescrits à sa future, et cet envoi de présents forme une des parties les plus importantes de la cérémonie du mariage. Dans le fait, quand les cadeaux ont été une fois envoyés et acceptés, le contrat est conclu, et nul ne peut se dédire. M. Küchler dit qu'il n'est pas parvenu à comprendre la signification de ces cadeaux : les livres du pays, sur le mariage, gardent le silence sur ce point, et les Japonais eux-mêmes n'ont pas d'autre explication à donner si ce n'est que la coutume leur a été léguée depuis les anciens temps. Mais il semble évident, d'après d'autres faits, que l'envoi de présents est un reste d'une coutume de mariage par achat qui existait autrefois.

Dans toutes les branches de la race sémitique les hommes avaient à servir pour leurs épouses, ou à les acheter, le « mohar » ou « mahr » étant primitivement une sorte de prix d'achat. Dans les livres de Ruth et d'Osée, le fiancé dit, positivement, qu'il a acheté la mariée, et selon Michaelis, les Juifs modernes ont un semblant d'achat dans leurs cérémonies de mariage, qui s'appelle « épouser avec le sou. » Dans les pays mahométans le mariage n'est pas très différent d'un

véritable achat. La même coutume existait chez les Chaldéens, les Babyloniens et les Assyriens.

En parlant des anciens Finnois, le philologue et voyageur finlandais Castrén remarque « qu'il y a beaucoup de raisons de croire qu'un bonnet plein d'argent et d'or était, parmi nos ancêtres, un des meilleurs négociateurs de mariages. » On trouve d'évidentes traces du mariage par achat dans le Kalevala et le Kanteletar, et dans certaines parties de la Finlande, il en reste des symboles dans la cérémonie nuptiale. Chez les peuples de l'est de la Finlande, le mariage par achat existe, ou du moins existait encore, il y a fort peu de temps.

Chez les nations aryennes, ainsi que le remarque le Dr Winternitz, le mariage avait pour base l'achat de la femme. La mariée hindoue, aux temps védiques, devait être gagnée par de riches cadeaux au futur beau-père, et l'une des huit formes de mariage mentionnées, quoique désapprouvée, par Manou — la forme Asura — était le mariage par achat. Selon Dubois, épouser une femme ou l'acheter, sont des termes synonymes dans l'Inde, chaque père faisant de sa fille un article de trafic. Aristote nous dit que les anciens Grecs achetaient, habituellement, leurs femmes, et du temps d'Homère on appelait une jeune fille « ἀλφεῖβοια, » c'est-à-dire celle « qui procure à ses parents beaucoup de bœufs comme cadeaux de son prétendant. » Chez les Thraces, selon Hérodote, le mariage se faisait par achat. Il en était de même dans l'antiquité teutonne. Les anciens Scandinaves croyaient que les dieux eux-mêmes avaient acheté leurs épouses. En Allemagne, l'expression d'« acheter une femme » était usitée jusqu'à la fin du moyen âge, et nous trouvons ce même terme dans la Loi Norvégienne de Christian IV, en 1604. Jusqu'au milieu du seizième siècle les Anglais conservèrent dans le rituel du mariage des traces de cette procédure légale; tandis qu'en Thuringe, selon Franz Schmidt, la cérémonie des fiançailles, de nos jours même, indique son ancienne existence.

L'achat, ainsi que le fait remarquer M. Schrader, ne peut avec autant de certitude être établi comme la plus ancienne forme du mariage sur le sol romain. Mais le processus symbolique de *coemptio*, — la forme de mariage chez les plébéiens — conservait une réminiscence de la coutume primitive en vigueur, sinon à Rome, au moins chez les ancêtres des Romains. En Irlande et au pays de Galles, dans les anciens temps, le prix de la mariée consistait d'ordinaire en articles d'or, d'argent et de bronze, quelquefois même en terres. Les Slaves, aussi, avaient coutume d'acheter leurs femmes, et chez les

Esclavons du Sud, l'habitude d'acheter la mariée persiste en partie, ou du moins n'a cessé que depuis peu. En Serbie, au commencement de ce siècle, le prix des filles atteignit une telle élévation que Georges le Noir le limita à un ducat.

Malgré la généralité du mariage par achat, nous n'avons aucune preuve que ce soit une étape que chaque race ait traversée. Il faut observer, d'abord, qu'en beaucoup de tribus les cadeaux donnés par le futur mari sont destinés, moins à compenser la valeur de la mariée pour ses parents qu'à disposer ceux-ci en faveur du mariage. Le colonel Dalton dit, par exemple, que, chez les Padams, un des peuples les plus inférieurs de l'Inde, il est de coutume qu'un amoureux montre son inclination en offrant à sa belle et aux parents de celle-ci de petites friandises, telles que des souris des champs et des écureuils, bien que les parents n'interviennent que rarement dans les projets du jeune couple, et qu'il soit considéré comme une honte ineffaçable de trafiquer pour de l'argent du bonheur d'un enfant. Les Ainos de Yèso, dit M. Bickmore, « n'achètent pas leurs épouses, mais ils font cadeau à leurs parents de saki, de tabac, et de poisson » ; et on ne fixe jamais d'avance la quantité de ces dons. Le gibier et les fruits donnés par le prétendu immédiatement avant le mariage, chez les Puris, les Coroados, et les Coropos, semblent à von Martius être plutôt une preuve de sa capacité de nourrir une femme qu'un moyen d'échange ; mais les tribus les plus civilisées d'indigènes brésiliens font un véritable commerce de femmes.

Petroff, en parlant des Yukoni Khotanas, tribu d'Alaska, affirme que la coutume d'acheter les femmes n'existe pas chez eux. Les Wintuns Californiens, comptés parmi les races les plus inférieures, ne paient généralement rien pour leurs épouses. Les Niam-Niam et quelques autres peuples africains, la plupart des tribus Chittagong, les habitants indigènes de Kola et de Kobroor, de l'archipel d'Aru, qui habitent des arbres et des cavernes, et aussi les habitants d'Andaman, ont pour coutume de se marier sans rien payer pour leur femme. Chez les Veddahs, selon M. Le Mesurier, on ne donne de cadeaux de noces d'aucun côté, mais M. Hartshorne affirme « qu'un mariage n'est accompagné d'aucune autre cérémonie que la présentation d'un peu de nourriture aux parents de la mariée. »

A Ponapé, dit M. Finsch, le mariage n'est pas basé sur l'achat, mais c'est contraire aux coutumes générales des Carolines et aussi des Iles Pelew qui sont adjacentes, où l'on achète les épouses, en faisant des cadeaux au père. Dans le groupe Kingsmill, selon Wilkes, « on n'a-

chète jamais une femme, mais on suppose généralement que chacun des conjoints contribuera à monter le ménage ». Ellis remarque, à propos des Hawaïiens : « nous n'avons pas eu connaissance que les parents de la femme aient rien reçu du mari, ou aient donné un douaire avec leur fille ». M. Angas assure même que la pratique d'acheter les épouses n'est pas généralement adoptée en Polynésie. Mais cette assertion est douteuse, car, au moins à Samoa, Tahiti, et Noukahiva, le marié gagne sa femme en faisant des cadeaux à son futur beau-père. Et il est certain que le mariage par achat est universel en Mélanésie. Chez les Kurnai de l'Australie méridionale, selon M. Howitt, les mariages sont amenés « le plus souvent par des enlèvements, moins souvent par capture, et encore moins souvent par échange ou par don. »

On peut dire de l'achat des femmes avec plus de raison que du mariage par capture qu'il forme une étape générale dans l'histoire sociale de l'homme. Bien que les deux coutumes se produisent souvent simultanément, la première a, la plus souvent, succédé à la dernière, comme le trafic en général a succédé au vol. Le caractère plus récent du mariage par achat apparaît clairement par le fait que le mariage par capture se trouve comme symbole là où le mariage par achat est une réalité. En outre, il ne peut guère y avoir de doute que l'échange et le commerce soient des inventions relativement récentes de l'homme.

M. Peschel, de fait, soutient que le trafic existait dès les temps où nous trouvons les premiers signes de notre race. Mais nous n'avons aucune preuve que c'était ainsi que les habitants des cavernes du Périgord, à l'époque du renne, se procuraient les cristaux de roche, les coquilles de l'Atlantique, et les cornes de l'antilope Saiga de Pologne, qu'on a trouvé dans leurs colonies, et nous ne pouvons, en aucun cas, conclure de là que « le commerce a existé de tout temps, et chez tous les habitants du monde. » Il y a même dans nos temps modernes des exemples de peuples sauvages qui semblent n'avoir qu'une idée très vague du trafic, ou même n'en ont aucune. Labillardière raconte, à propos des îles Salomon : « nous ne pûmes apprendre si ces peuples sont habitués à faire des échanges, mais il est très certain qu'il nous était impossible de rien obtenir d'eux de cette manière... pourtant ils étaient très désireux de recevoir tout ce que nous leur donnions. » Quelque temps après que le capitaine Weddell entra en rapports avec les Fuégiens, ils lui donnèrent tout petit objet qu'il semblait désirer, sans rien attendre en retour, mais, plus tard, ils « apprirent l'idée de l'échange. » Les Australiens vus par Cook, et les Patagons visités par

le capitaine Wallis en 1766, ne comprenaient pas non plus, alors, le trafic, bien qu'ils le comprennent maintenant. M. Man remarque, en ce qui concerne les habitants d'Andaman : « Ils n'attachent aucune valeur fixe à leurs diverses possessions et font rarement quoi que ce soit dans le but d'en disposer par le trafic. Ils préfèrent évidemment considérer leurs transactions comme des dons, car leur mode de négocier est de *donner* les objets désirés par un autre, dans l'espoir de recevoir de lui quelque chose qu'ils désirent, avec le sous-entendu qu'à moins de le dire d'avance, aucun *don* ne doit être accepté sans qu'un équivalent soit rendu. La conséquence naturelle de ce système est que la plupart des querelles qui se produisent si fréquemment entre eux ont pour origine le fait que celui qui a reçu les cadeaux ne les a pas rendus dans la mesure qu'on avait attendu. » Il faut remarquer, aussi, que ces peuples non civilisés chez qui le mariage par achat n'existe pas, sont, pour la plupart, des races très grossières.

Ainsi que l'ont suggéré M. Kœnigswarter et H. Spencer, la transition du mariage par capture au mariage par achat fut probablement amenée ainsi : l'enlèvement, malgré ses parents, dut être la forme primitive ; puis vint l'offre de compensation pour échapper à la vengeance, et cela aboutit enfin aux cadeaux offerts à l'avance. Ainsi, chez les Ahts, selon M. Sproat, quand un homme vole une épouse, l'achat suit « parce qu'il faut pacifier les amis de la femme avec des cadeaux. » A la Nouvelle-Guinée, à Bali, et aussi chez les Chukmas et les Araucaniens, il arrive souvent que le marié emporte ou enlève la mariée, et paie ensuite une compensation à ses parents. Chez les Bodos et les Mech, qui conservent encore la forme d'enlèvement violent dans leur cérémonie nuptiale, l'amant heureux, après avoir enlevé la fille, donne un banquet aux amis de celle-ci, et se concilie le père qu'on suppose exaspéré, en lui faisant un cadeau. On en dit autant des Maoris, tandis que chez les Tangutans, selon Prjévalsky, le ravisseur qui a pris la femme de son prochain paie au mari une bonne somme en compensation, mais garde sa femme. »

C'est une affaire de peu d'importance en cette matière, que, chez certains peuples, on ne paie pas le prix de la femme au père, mais à quelque autre personne proche parente, en particulier à un oncle, ou à quelque autre parent, aussi bien qu'au père.

En tout cas le prix doit être regardé comme une compensation pour la perte qu'il a subie en donnant la fille, et comme rémunération des dépenses encourues pour l'entretien de celle-ci jusqu'au moment de son mariage. Quelquefois, comme chez quelques peuples

nègres, les filles sont élevées dans le but d'en tirer profit, mais c'est là une invention moderne, inconcevable avec les idées sauvages. Ainsi, chez les Cafres, l'habitude de faire un marché fixe de femmes existait à peine pendant le premier quart de ce siècle, et le verbe qui exprime le don de bétail en échange d'une jeune fille, n'implique pas, selon M. Schooter, l'idée d'un vrai trafic, mais plutôt celle d'une récompense pour avoir mis au monde et élevé la jeune personne.

Aux yeux de la plupart des sauvages, il ne semble pas qu'il y ait rien à objecter à l'achat d'une épouse. Au contraire, M. Bancroft affirme que les Indiens de Colombie considéraient comme très honneux pour la famille d'une jeune fille qu'elle fût donnée sans un prix équivalent, et, en certaines tribus de la Californie, « les enfants d'une femme pour qui l'on ne paie rien sont comptés comme autant de bâtards, et toute la famille est méprisée. » Il appartenait à une civilisation supérieure de relever les femmes de cet état de dégradation. Nous examinerons, ailleurs, le processus par lequel le mariage cessa d'être un contrat de vente, et la femme un article de commerce.

EDOUARD WESTERMARCK,

Chargé du cours de Sociologie à l'Université d'Helsingfors,
membre de l'Institut international de Sociologie.

La Sociologie et le Droit

Étude communiquée, le 12 décembre 1894, à la société de législation comparée (1).

Messieurs,

La science nouvelle, qui se donne à elle-même le nom de sociologie, rencontre, chez nombre de jurisconsultes, quelque incrédulité et même quelque défiance. Les esprits auxquels nous songeons estiment, sans

(1) Pour faire connaître les principes de la sociologie aux hommes d'étude qui cultivent les diverses sciences sociales particulières, nous avons crû utile

doute, qu'elle se propose de remplacer, c'est-à-dire de supprimer, toutes les autres études sociales, en particulier la leur, et l'on comprend dès lors qu'ils ne voient pas ses progrès sans une sorte d'inquiétude. Mais il y a là, de leur part, une erreur véritable. La sociologie n'a point du tout le but et la prétention qu'ils lui attribuent. Son ambition est plus modeste et plus légitime. Il importe dès lors de dissiper ce malentendu, et de montrer, dans l'intérêt commun de deux sciences également utiles et estimables, que la sociologie et le droit peuvent vivre côte à côte, non seulement sans se nuire, mais même en se prêtant un mutuel et incessant appui. La présente étude a pour objet de donner cette démonstration.

I

Dans ce but, il ne sera pas inutile d'indiquer à grands traits l'évolution suivie par la conception du droit elle-même depuis deux siècles environ. En France, dans les premières années du XVIII^e siècle, les jurisconsultes, magistrats, avocats ou professeurs, ne songeaient certes point, pour la plupart, à assigner au droit d'autre mission que celle de terminer les différends entre particuliers, de la façon la plus conforme possible au texte de la loi écrite ou à la coutume reçue. Ils bornaient volontiers leur tâche à interpréter raisonnablement cette loi ou cette coutume, à appliquer les prescriptions générales y contenues aux cas particuliers qu'ils avaient charge de résoudre. L'activité normale du jurisconsulte ne paraissait pas, à cette date, devoir s'étendre au delà des limites de l'audience. Elle était toute entière contenue dans la *pratique* journalière du Palais.

d'aller les exposer successivement dans les principales associations qui font de ces études particulières leur objet propre. C'est ainsi que, au mois de juin dernier, nous prenions la parole devant la Société d'Economie Politique de Paris; c'est ainsi que, cette fois, nous nous rendions à la Société de Législation Comparée. Dans ces communications, tout en faisant (nécessairement) appel à un fonds d'idées connu des lecteurs de la *Revue de Sociologie*, nous essayons de mettre en lumière le côté de la question qui peut particulièrement intéresser nos auditeurs occasionnels. La Société de Législation Comparée nous a fait l'honneur de nous demander de rédiger notre travail pour son Bulletin; et, comme il jette quelque jour nouveau sur l'emploi des méthodes juridiques en sociologie, nous n'avons pas cru inutile de l'insérer aussi dans cette Revue.

(R. W.)

Une notion plus large s'introduisit par le développement des études de droit public. Le droit des gens avait été fondé, avec Grotius. Les constitutions politiques des pays étrangers, celle surtout de l'Angleterre, venaient de faire l'objet, de la part de Montesquieu, d'un examen remarquable. La nature de la société civile et de l'État fournissait, à Rousseau et aux encyclopédistes, le thème de doctrines en vogue. Au même moment, l'économie politique développait ses premiers systèmes. — Toutes ces recherches spéculatives eurent pour résultat de donner aux juristes l'idée d'un ordre de choses, d'un ordre juridique, différent de celui auquel ils étaient accoutumés. Elles leur révélèrent, sur beaucoup de points, les imperfections de la loi qu'ils avaient jusqu'alors docilement suivie, et inspirèrent à plusieurs d'entre eux le désir de la modifier. Beccaria et Filangieri furent, pour le droit criminel, les apôtres de cette rénovation. Pour le droit civil, les grandes assemblées de la République en devinrent les plus actives ouvrières. Puis le XVIII^e siècle s'acheva et celui qui lui succéda s'ouvrit par une œuvre de codification, imparfaite sans doute, mais en somme grandiose. — Ces tentatives des politiques, s'ajoutant aux tentatives des philosophes de l'âge précédent, montrèrent qu'à côté, et en quelque sorte au-dessus de l'activité du juge, qui se borne à interpréter la loi existante, il y a place, non pas dans le domaine de l'arbitraire et de la fantaisie, mais bien dans celui de la raison et du droit, pour l'activité du penseur qui cherche sur quels points cette loi pourrait être améliorée, et de l'homme d'État qui fait aboutir les projets de réforme, quand ils sont venus à maturité et quand ils répondent aux besoins réels et profonds de la société. Désormais donc, on admit que dans la conception du droit il fallait faire entrer, non plus seulement la *pratique* judiciaire, celle des tribunaux, mais aussi l'*art* juridique, celui de la législation.

A ces deux aspects du droit, qui, tous deux, correspondent à des fonctions parfaitement légitimes et même nécessaires, la pratique et l'art, notre siècle en a ajouté un troisième, en créant ce qui est proprement la *science* juridique. Celle-ci me paraît née de la réaction qui s'éleva, en Allemagne surtout, contre la codification napoléonienne. Le droit se lit dans des textes, sans doute, déclarèrent Savigny et son école; mais il existait auparavant dans la conscience même du peuple pour qui ces textes ont été formulés. Le plus intéressant pour le jurisconsulte, ce n'est donc ni d'appliquer la loi si elle est écrite, ni de travailler à la rédiger si elle ne l'est pas encore, c'est de connaître, de pénétrer les raisons profondes qui ont fait que la coutume dont elle est

issue a été adoptée par le peuple qui l'applique. Ainsi, ce qui importe dans la loi, c'est moins son présent, et même son avenir, que son passé. Et voici pour le jurisconsulte une nouvelle tâche : rechercher l'origine des prescriptions admises, définir leur aspect primitif, suivre leur évolution, dégager leurs transformations successives, en un mot faire l'histoire de sa législation nationale. — Ce nouvel ordre de travaux, je n'ai point besoin, Messieurs, d'en démontrer la valeur. Admis depuis longtemps par les savants de toute l'Europe, il a pris une ampleur nouvelle lorsqu'on a compris qu'à l'étude isolée de la législation de chaque pays dans son développement historique, devait se superposer une synthèse, une comparaison entre ces produits des divers sols et des diverses sociétés; qu'après avoir suivi une institution dans le temps, il était nécessaire de l'envisager aussi dans l'espace, de la voir se modifier avec les lieux, les climats et les races, comme on l'avait vu se transformer avec les âges et les générations successives. Agrandie de la sorte par l'examen de l'histoire et par la comparaison des nations, l'étude du droit devenait véritablement une *science*, au sens où les logiciens prennent ce mot depuis Stuart Mill. Et désormais dans la famille juridique trois souches se différençaient : Le savant proprement dit étudiait les formes variables de l'institution juridique à travers la durée et l'étendue, sans souci d'une application immédiate. L'artiste, l'artisan du droit si l'on veut, ou, pour parler la langue ordinaire, le législateur cherchait à améliorer cette institution dans son propre pays, non sans tenir compte des indications fournies par le savant sur les aspects qu'elle revêt ailleurs. Le praticien, enfin, placé en présence de la loi existante, s'efforçait de l'appliquer de la façon la plus équitable, s'inspirant parfois des travaux législatifs en voie d'exécution, et cherchant alors à interpréter le texte légué par le passé dans le sens qu'il devine être celui de l'avenir.

II

En même temps que s'opérait cette évolution qui élargissait la conception du Droit, une évolution parallèle à celle-là se faisait également dans les autres études sociales. Elle aboutissait, là aussi, à placer, à côté des pratiques et des arts, des sciences véritables. En matière économique, par exemple, les gouvernants, en réglementant la production, la circulation et la consommation des richesses, faisaient depuis longtemps de la pratique d'opportunité, de la pratique empirique. Les physiocrates, dépassant ce point de vue étroit, avaient établi

certaines règles supérieures dans lesquelles ils trouvaient le principe de toute saine organisation, en un mot des formules générales de réforme et d'action : c'était faire de l'art économique. L'école dite classique ou libérale avait continué dans cette voie. Mais son dogmatisme rebuta certains esprits, qui en vinrent à considérer qu'il n'y a point de maxime applicable avec une égale justesse à tous les pays et à tous les temps ; que chaque société et chaque siècle a sa façon particulière de produire et de distribuer les richesses, laquelle dépend de ses nécessités propres au moins autant, sinon plus, que des besoins généraux de l'humanité ; qu'ainsi il y a lieu de substituer, à une théorie prétendant régenter par des dogmes immuables le genre humain, une étude toute d'observation et d'induction qui ferait connaître par le détail la vie de chaque peuple ; qu'en un mot il faut chercher, non ce qui devrait être, mais bien ce qui a été et ce qui est. Tel est le principe de l'école économique, florissante, elle aussi, surtout en Allemagne, qui s'appelle l'école historico-réaliste.

Des faits analogues se retrouvent ailleurs. En matière religieuse, le moyen-âge a connu les scolastiques, tirant d'un texte sacré des déductions sans nombre : c'est l'ère de la pratique. De tout temps cependant on a vu des hommes qui, ne s'enfermant pas dans la lettre, cherchaient à découvrir des principes religieux nouveaux. Mais ce mouvement est surtout devenu fécond depuis l'apparition des Réformateurs au xvi^e siècle : cet âge, et ceux qui le suivirent, furent ceux de l'art religieux. Aujourd'hui on commence à se lasser des controverses dogmatiques et on se préoccupe moins de trouver la religion idéale que de se renseigner sur les cultes de toutes les nations, fût-ce des nations disparues ou des nations sauvages : nous sommes à l'époque de la science des religions.

Même évolution en ce qui concerne l'esthétique. Il y a cent ans, la littérature et les beaux-arts vivaient de l'imitation des classiques. Boileau était aux poètes ce que le Code était aux jurisconsultes. Peu après se produisit le mouvement romantique : on s'ingénia à découvrir de nouvelles formules du beau ; on disserta à perte de vue sur l'essence de la poésie et de la peinture. Ces grandes querelles s'apaisent actuellement, et nous en venons au règne des historiens de la littérature et de l'art, moins désireux d'appliquer un critère unique et absolu que de reconnaître en quoi chaque âge a fait consister son idéal et comment il a tenté de le réaliser.

Pareil phénomène enfin se retrouve jusque dans la politique. L'em-

pirisme politique, seul connu depuis le début du moyen-âge, se voit battu en brèche, depuis la Renaissance, par des théories abstraites : celle de l'autoritarisme, avec Machiavel et Hobbes ; celle du libéralisme, avec Bodin, Locke, Montesquieu. Le XVIII^e siècle est l'âge d'or de cette dernière doctrine, qui y prend deux aspects bien distincts : le libéralisme utilitaire, des Anglais ; le libéralisme rationaliste, des écrivains de notre pays. Avec le XIX^e siècle, les doctrines autoritaires relèvent la tête en Allemagne. Mais c'est en s'appuyant sur un facteur nouveau, qui s'introduit en politique comme en économique et en droit : l'histoire. L'histoire, en effet, vient ici encore transformer les controverses antérieures. Au lieu de se demander quelle est, idéalement, la meilleure politique à suivre ; au lieu de déduire, des principes plus ou moins hypothétiques de la nature de l'individu et de la société, une formule de gouvernement partout applicable, on se demande plus volontiers aujourd'hui comment, en fait, les divers peuples ont été gouvernés. La science des institutions politiques vient ainsi prendre sa place à côté de la science des institutions juridiques, de la science des faits économiques, de la science des religions, de la science des phénomènes esthétiques. Et c'est simplement pour ne pas allonger outre mesure cette démonstration que je me bornerai à vous rappeler qu'il s'est créé pareillement, de nos jours, une science de la démographie, une science du langage, une science des idées morales et de la conduite morale. Le trait commun à toutes ces disciplines nouvelles, c'est qu'elles s'efforcent, non plus (comme les arts qui les ont précédées) de formuler des préceptes d'action, mais bien de reconnaître les faits accomplis et de découvrir les lois générales qui ont présidé à l'évolution des sociétés, sous les divers aspects auxquels peut et doit être envisagée successivement leur activité.

III

A peine étaient-elles nées, que ces différentes sciences se rapprochèrent les unes des autres. Il y a là un phénomène fort aisé à comprendre. Leurs fondateurs, pour faire accepter chacun dans sa branche d'étude l'innovation qu'ils apportaient, durent naturellement s'efforcer de montrer qu'une innovation semblable était reçue, ou commençait à l'être, dans des études voisines. Les sciences nouvelles se mirent donc d'autant plus volontiers en rapport qu'un même esprit, l'esprit historique, l'esprit de comparaison des formes d'une même institution

dans le temps et l'espace, les animait toutes. Et c'est ainsi qu'on fut amené à penser que toutes ces sciences sociales particulières devaient trouver leur synthèse dans une science sociale plus générale, laquelle reçut d'Auguste Comte un nom, mal formé peut-être philologiquement, mais qui enfin est admis et par conséquent doit rester, le nom de *Sociologie*.

La sociologie, en effet, n'est pas autre chose qu'une synthèse des sciences sociales particulières. Cette nouvelle discipline se caractérise donc par deux traits, sur chacun desquels il faut insister un moment : le caractère scientifique et le caractère synthétique.

Le caractère scientifique, tout d'abord, nous venons de préciser en quoi il consiste, en traitant des études sociales particulières. La science est l'examen de ce qui a été et de ce qui est, non la recherche de ce qui pourrait ou devrait être : voilà ce qui la différencie de l'art. Elle procède par observation, classification, induction, non par position d'un principe et déduction de ses conséquences : voilà ce qui la distingue à la fois de l'art et de la pratique. La sociologie est la science générale des sociétés. Elle s'occupe de la manière dont sont construites les formes sociales, dont s'accomplissent les fonctions sociales, et non de la manière dont elles devraient être construites et accomplies. De la sorte, elle reste étrangère au domaine de l'art et au domaine de la pratique. Au domaine de la pratique, entièrement. Au domaine de l'art, pour le moment. Sans doute ce qui a été et ce qui est projette toujours quelque lueur sur ce qui devrait être, et le sociologue ne se refuse pas à l'espoir de contribuer un jour, par ses recherches sur l'évolution humaine dans le passé, à faire entrevoir ce que cette évolution pourrait être dans l'avenir. Mais c'est là un terrain périlleux sur lequel, en ce moment, il se refuse à s'aventurer. Le champ de l'étude scientifique doit être entièrement ou du moins en majeure partie défriché, avant qu'aucune application de cette sorte puisse être tentée fructueusement. Or ce champ est immense, et nous sommes loin de l'avoir retourné : peut-être même n'en avons-nous pas encore mesuré exactement l'étendue et défini les limites. Dans ces conditions, c'est à la tâche proprement scientifique que doit se borner actuellement tout l'effort du sociologue. L'art sociologique est ajourné à plus tard.

Conséquence immédiate. Deux au moins des trois divisions du droit, l'art juridique et la pratique judiciaire, n'ont rien à craindre du développement de la sociologie. Celle-ci ne peut pas leur nuire, puisqu'elle opère exclusivement sur un autre domaine, celui de la science. Pour elles donc, le débat qui s'agite entre la sociologie et les sciences sociales

particulières est sans conséquence fâcheuse, puisqu'elles n'y sont pas parties : c'est à leur égard « *res inter alios acta, quæ non nocere potest* ».

Mais la sociologie prétend-elle davantage empiéter sur le territoire de la science juridique proprement dite? Nous ne le croyons pas. — La science juridique en effet, étudie les phénomènes sociaux sous un seul de leurs aspects, l'aspect légal. La sociologie, elle, les étudie sous l'ensemble de leurs aspects. Elle est éminemment — c'est le second de ses caractères essentiels — une science synthétique. Ce terme même peut être pris en deux sens différents. Pour certains sociologues, et tout d'abord pour Auguste Comte, la sociologie serait la science de l'intégralité des faits sociaux. Elle réunirait en elle les recherches de la science économique, de la science juridique, de la science morale, de la science politique, etc..., et elle les engloberait entièrement. Le seul fait de les rapprocher aurait déjà pour résultat de les faire agir les unes sur les autres, et d'obliger par exemple le jurisconsulte à tenir compte de l'aspect économique, de l'aspect moral, de l'aspect politique des phénomènes qu'il étudie, et pareillement d'obliger l'économiste à s'inquiéter du sens moral, de la valeur légale, de la portée politique des institutions dont il fait l'examen. Mais enfin cette action réciproque des études sociales les unes les autres résulterait simplement de leur juxtaposition au sein d'une science plus générale.

Seulement, je dois le dire immédiatement, cette manière de voir n'est pas partagée par le plus grand nombre des sociologues contemporains. Pour ceux-ci, la sociologie n'est nullement la somme des sciences sociales particulières. Elle en est bien la synthèse, en ce sens qu'elle leur emprunte leurs résultats les plus généraux, c'est-à-dire leurs faits les plus constants et leurs lois les plus vastes, pour en faire la matière de ses propres constructions. Mais tout le détail des phénomènes isolés lui échappe, et reste l'objet exclusif de ces sciences spéciales. A celles-ci, tout ce qui est érudition pure, analyse particulière et technique, investigation minutieuse. A la sociologie, tout ce qui est rapprochement entre des ordres de phénomènes d'abord isolément étudiés, tout ce qui est large synthèse de la vie d'un peuple et loi supérieure d'une évolution historique.

Si cette seconde conception est admise — et nous avons, pour notre part, quelque tendance à l'accepter — on voit immédiatement que la science juridique reste bien distincte de la sociologie. La science juridique, comme la démographie et la philologie, comme la science économique, comme la science des faits moraux, religieux, esthétiques,

intellectuels, comme la science des faits politiques, demeure l'étude d'un seul côté, d'une face isolée de la société, mais en reflétant cette face de la manière la plus complète, tandis que la sociologie prétend, elle, reproduire les différents aspects des diverses sociétés, mais naturellement d'une façon très sommaire, et en s'en tenant aux phénomènes les plus saillants. Celle-ci construirait le faite de l'édifice dont chacune des sciences sociales particulières auraient édifié un mur de soutien. Leur rôle serait donc bien distinct, et la formation de la sociologie générale n'entraverait en rien le développement de la science juridique.

Mais, même si l'on adoptait la première conception de la sociologie, celle d'Auguste Comte, l'existence de la science du droit n'aurait pas à en souffrir. En effet, dans cette doctrine, la sociologie n'est que la juxtaposition des diverses sciences sociales particulières. La science du droit subsisterait donc, tout comme la science économique, la science politique, etc..., à titre de branche de la sociologie. Il en résulterait, sans doute, une moindre autonomie apparente de ces sciences particulières. Au lieu de s'appeler science juridique ou science économique, elles devraient désormais s'intituler sociologie juridique ou sociologie économique. Mais nous croyons les jurisconsultes trop avisés pour mettre leur point d'honneur dans ces questions de terminologie. D'autre part, chacune de ces divisions de la sociologie générale devait s'inspirer des résultats acquis dans les divisions voisines. Mais cela ne se fait-il pas dès aujourd'hui? Mais le jurisconsulte, de nos jours, j'entends celui qui cultive la science du droit proprement dite, et aussi d'ailleurs celui qui s'occupe sérieusement d'art juridique, de législation, et même bien souvent le simple praticien, ne se tiennent-ils pas au courant du mouvement des idées dans les disciplines voisines de la leur? ne cherchent-ils pas à en tirer parti pour leurs propres études? Concluons donc que, sur ce point encore, l'innovation n'aurait rien de bien révolutionnaire. Après comme avant, il y aurait des jurisconsultes, des économistes, des moralistes. Seulement ils prendraient tous, à certains jours, le nom commun de sociologues, ce qui ne serait pas un fort grand mal. Et surtout, à chaque instant, ils se réuniraient et se consulteraient les uns les autres, se prêtant et s'empruntant réciproquement des connaissances et des idées, ce qui sans doute serait un très grand bien.

En un mot, que la sociologie soit conçue comme la somme des sciences sociales ou simplement comme la synthèse de leurs résultats les plus généraux, ces diverses sciences gardent leur raison d'être et

leur utilité. Le jurisconsulte homme de science, pas plus que le jurisconsulte législateur ou que le jurisconsulte praticien, n'a donc point à craindre que le succès de la sociologie générale vienne à rendre ses travaux inutiles. La sociologie n'exclut point la science juridique; c'est ce qui est dès maintenant acquis. Mais nous pouvons aller plus loin, et démontrer que la première a le plus grand besoin de la seconde, et que la seconde, réciproquement, n'est point sans trouver dans la première un appui qui peut devenir précieux.

IV

Il est possible de définir, par des considérations d'ordre rationnel, la place que l'investigation juridique doit tenir dans les recherches du sociologue, et nous le ferons nous-même tout à l'heure. Mais les vues *a priori* doivent être, ici comme partout, subordonnées aux constatations de l'expérience. Au lieu d'établir en logique l'existence de ce lien que nous voulons montrer, tâchons de le découvrir dans les faits mêmes.

Cette découverte d'ailleurs n'est point fort malaisée. On peut reconnaître que, sur les points où ses progrès ont été les plus rapides et les plus sûrs, la sociologie n'a marché qu'en s'appuyant sur l'histoire du droit et le droit comparé. Quelles sont, en effet, les sociétés sur lesquelles la jeune science projette les plus vives lumières? Ce sont les sociétés de l'antiquité. Ce fait semble paradoxal. Il est pourtant bien réel, et même fort explicable. Il y a deux raisons décisives, en effet, pour que les sociétés antiques se laissent plus aisément pénétrer par l'investigateur que les sociétés modernes et surtout contemporaines : une raison d'ordre objectif, une raison d'ordre subjectif. Subjectivement, l'historien, en les étudiant, n'est point gêné par les intérêts et les passions que nous apportons toujours, même et surtout à notre insu, dans l'examen des choses qui nous environnent; du moins, s'il reste encore soumis à l'influence de sa situation et de ses idées antérieures, on conviendra que cette action a toute chance de s'exercer sur lui bien plus faiblement qu'elle n'agirait sur l'historien des faits contemporains. Mais surtout, objectivement, les sociétés antiques sont, par elles-mêmes, un sujet d'étude moins embarrassant que les sociétés modernes, parce qu'elles sont moins complexes. La multiplication du nombre des membres de chaque État, l'accumulation des découvertes, des pratiques et des idées, l'extrême développement des relations intercommunales et internationales, ont créé de nos jours un enchevêtrement des liens sociaux inconnu de nos ancêtres. La nature humaine

individuelle a perdu sa simplicité primitive. La nature sociale, si l'on peut ainsi dire, j'entends par là l'essence de la société et de l'État, est allée chaque jour en prenant une richesse, mais aussi une complication nouvelle. L'objet à étudier devient donc d'un examen sans cesse plus difficile, à mesure qu'on s'approche de nos temps, et en même temps l'esprit du chercheur devient forcément de moins en moins impartial. De là résulte précisément que les sociétés antiques nous sont connues avec beaucoup plus de certitude que les sociétés actuelles.

Mais sur quoi la sociologie s'est-elle fondée pour les pénétrer? Tout d'abord, sur les vestiges qui restaient de leurs institutions juridiques. La première théorie scientifique qui ait cherché à expliquer les phénomènes de la vie antique, c'est la théorie du patriarcat. Or, quel était son fondement? La connaissance qu'on avait de la *patria potestas* romaine. Cette puissance paternelle, on la retrouvait à l'origine de tous les peuples aryens. Fustel de Coulanges la montrait, en Grèce, identique à ce qu'elle était en Italie, et il la retrouvait dans l'Inde antique. Sumner Maine, le complétant sur ce dernier point, la découvrait, toujours semblable à elle-même, à l'autre extrémité du monde aryen, en Irlande, et il rapprochait des institutions d'Erin celles de la Celtique ancienne et celles de la Germanie. Les communautés de famille et de village étaient en même temps décrites chez les Slaves du Sud et chez les Russes. Les travaux de M. Maxime Kovalewsky faisaient voir les mêmes formes familiales toujours existantes au sein des populations du Caucase. D'autre part, en dehors de la civilisation aryenne, des phénomènes analogues se rencontraient. La tribu patriarcale des Hébreux et des Arabes, la famille égyptienne, la famille chinoise, étaient invoquées comme preuve de la généralité de cette constitution du groupe social dans l'humanité primitive. Aux notions sur les relations des personnes impliquées dans le terme de patriarcat, s'ajoutait une série d'autres notions sur le droit des biens (co-propriété de famille), sur le droit pénal (responsabilité collective des parents), sur la formation de l'État, sur la création de la justice nationale. Il y avait là tout un système d'idées aujourd'hui encore très vivant, si vivant qu'il suscite toujours des recherches et reçoit sans cesse des perfectionnements de détail, et dont, à coup sûr, il restera beaucoup dans la science.

Mais, un jour, la question se posa de savoir si cette famille patriarcale était bien le groupement humain le plus ancien de tous. Un érudit, Bachofen, avait cru trouver dans nombre de textes antiques la trace d'un état de choses antérieur. Le chef de la famille, suivant lui,

aurait été, à l'origine, non pas le père, mais la mère. En un temps où la polygamie et l'androgamie étaient simultanément pratiquées, l'attache du père avec ses enfants était pour ainsi dire nulle. Les rejetons se groupaient donc autour de la mère, et celle-ci était à la fois la source de la parenté et la dépositaire de l'autorité domestique. Bachofen découvrait des indices de cette organisation dans des textes juridiques, littéraires et épigraphiques des peuples aryens et sémites ; mais il en montrait aussi le pendant dans les institutions des peuples appelés (d'ailleurs improprement) touraniens, et nombre de voyageurs avaient reconnu l'existence de quelque chose d'analogue chez les tribus indigènes de l'Afrique et de l'Océanie. De cet ensemble dérivait la théorie de la famille matriarcale. Un Écossais, Mac Lennan, y ajouta ses idées sur l'infanticide obligatoire, l'exogamie et le mariage par capture. Un Américain, L. Morgan, après avoir suivi avec grand soin la constitution du matriarcat chez les Indiens de l'Amérique du Nord, indiqua comment le patriarcat pouvait en être dérivé. À vrai dire, la théorie nouvelle, pour se faire accepter dans la science, dut abandonner l'idée paradoxale exprimée par le mot de matriarcat. On continua bien à voir dans la filiation maternelle l'origine de la famille ; mais on reconnut que, dès le début, l'autorité avait appartenu à l'homme, non au père sans doute, mais, dans les civilisations les plus anciennes, au frère de la mère. Ainsi restreinte à une conception généalogique, à une vue sur les systèmes primitifs de consanguinité, la théorie n'avait rien que de très acceptable.

Et cependant, les dernières recherches l'ont dépassée. Les découvertes faites en Afrique, en Amérique, en Océanie, notamment celles de MM. Fison et Howitt, nous ont placés en présence de groupes de parents beaucoup plus étendus que les familles proprement dites, groupes reposant moins sur la parenté effective que sur la possibilité ou l'impossibilité légale d'une union entre leurs membres, et auxquels on a donné, un peu au hasard, le nom de clans. Sans doute, ce type non plus ne peut guère être celui de l'humanité primitive. Mais sa découverte prouve, ou plutôt est une preuve de plus à l'appui de cette idée, qu'il ne faut pas vouloir chercher à ramener à une forme unique tous les groupements sociaux anciens. Dès l'origine, sans doute, les agrégats humains ont été très variés. Les unions stables et les unions instables ont dû coexister ; la monogamie n'est peut-être pas moins ancienne que la polygamie et l'androgamie. La parenté maternelle et la parenté paternelle ont vraisemblablement été connues toutes deux dès le début ; la parenté factice, par adoption ou fraternité contrac-

tuelle, pourrait même être leur contemporaine. L'autorité dans la famille a dû appartenir, ici au plus vigoureux, là au plus âgé, ailleurs au plus habile. La diversité des institutions, en un mot, est probablement un fait primordial. Des similitudes existaient aussi dès le début, grâce à ce qu'il y a partout d'identique dans l'humaine nature, et elles se sont développées par la suite, grâce surtout à l'imitation. Mais elles ne sauraient non plus nous faire oublier ce qu'il y a toujours eu d'original et d'inventif dans la constitution de chacun des groupes sociaux.

Tels sont en un mot, Messieurs, les aperçus que la sociologie nous donne sur l'antique humanité. Il est à peine besoin de montrer que c'est une idée juridique qui fait la base de tous ces systèmes. Le patriarcat et le matriarcat sont essentiellement des états de droit, soit qu'on y envisage surtout l'autorité domestique, soit qu'on s'attache plutôt au mode de calcul de la parenté avec les droits successoraux qui en dépendent. Dans l'un et dans l'autre, une moitié du fait génésique est seule considérée, puisque l'enfant ne se rattache qu'à l'un de ses deux auteurs. Qui plus est, le système de la parenté par clan repose exclusivement sur une conception légale, d'où les liens naturels sont presque entièrement bannis. — Sans doute, à chacune de ces organisations juridiques, correspond toute une organisation religieuse (la *Cité Antiqu*e de Fustel de Coulanges l'a démontré), tout un système d'idées morales, tout un régime politique (l'autorité familiale étant la seule qui soit dès lors reconnue), enfin tout un ensemble d'institutions économiques. Ici la question se poserait de savoir si ce ne sont pas des nécessités économiques qui ont donné naissance à ces diverses formes de famille que nous venons d'énumérer, et si par exemple la plus ou moins grande richesse de l'habitat ne serait pas pour beaucoup dans la cohésion de la famille et dans la forme de son gouvernement. Nous sommes même fort porté à répondre à ces questions par l'affirmative. Mais, quel qu'ait été l'ordre de dépendance des institutions juridiques et des autres phénomènes sociaux dans la réalité historique, un point est incontestable : c'est que c'est par l'étude des institutions juridiques qu'on est arrivé à l'étude des autres ordres de faits présentés par les sociétés antiques, et que les premières ont fourni le cadre dans lequel les seconds sont venus se ranger. N'est-ce point assez pour que nous ayons le droit de conclure que, sans l'histoire des législations comparées, la sociologie n'aurait pu aboutir à ces résultats qu'elle formule aujourd'hui avec assurance ?

V

Il est du reste facile de comprendre l'avantage que possèdent sur toutes les autres les institutions juridiques et qui leur vaut d'être envisagées les premières par le sociologue. Cet avantage consiste dans leur précision. Et cette précision, elles la doivent à ce qu'elles sont fixées par des textes de loi, ou tout au moins par des coutumes ou des traditions de jurisprudence à peu près immuables. Toutes les autres institutions, il faut les découvrir à travers les monuments de toute espèce que nous a laissés le peuple que nous voulons étudier, il faut les dégager péniblement de l'ensemble de sa civilisation. Celles-là au contraire, il nous suffit d'avoir un recueil de ses lois ou de ses coutumes pour en connaître le sens, et, par comparaison avec d'autres législations similaires, pour en saisir la portée. Sans doute, ces textes eux-mêmes, nous ne les pourrons complètement pénétrer que si nous apprenons, par ailleurs, quel était le genre de vie matérielle et morale de la nation à laquelle ils s'appliquaient; en matière sociale, tout se tient, et pour connaître à fond un détail d'une société il faut pour ainsi dire la connaître tout entière. Mais enfin il est clair qu'il est certaines parties des institutions sociales qui peuvent être plus aisément étudiées que d'autres, et qui par conséquent doivent être étudiées les premières : ce sont évidemment celles qui sont soumises à des règles admises par toute la société, des règles aussi claires que possible, des règles assez précises tout en restant générales, des règles incrites dans des monuments dont l'authenticité et l'intégrité sont relativement faciles à vérifier. Tous ces caractères appartiennent aux institutions juridiques et c'est ce qui fait, aux yeux du sociologue, leur prérogative.

Mais ceci même nous met sur la voie d'une conception plus parfaite des institutions juridiques. Ce qui les caractérise, avons nous dit, c'est essentiellement ce trait, qu'elles sont définies par des textes ou des habitudes invariables. Elles ne sont pas simplement le produit de l'activité spontanée des citoyens : cette activité est, en ce qui les concerne, enfermée dans de certaines limites que trace la coutume ou la loi. La collectivité, ici, pose des bornes à l'initiative individuelle; elle jette le produit des activités privées dans une sorte de moule général. Tel est le caractère, le caractère unique à notre avis, qui distingue de toutes les autres les institutions juridiques. Comme on voit, il réside essentiellement dans une certaine forme que des prescriptions sociales

imposent aux actes des particuliers. Mais ces prescriptions, elles peuvent s'étendre à tous les domaines de la vie sociale. Le droit n'a pas d'objet qui lui soit propre, ou plutôt son objet est infiniment extensible. Tous les faits sociaux sont régis par lui, ceux de la vie intellectuelle comme ceux de la vie matérielle, dès que la société s'est mise d'accord sur certains principes qu'elle impose à ses membres dans l'accomplissement de ces faits. Inversement, il n'est peut-être pas un seul ordre d'actes qui ne puisse être idéalement laissé à la libre initiative des particuliers, c'est-à-dire soustrait aux prises du droit. Il serait intéressant de suivre l'évolution qui a fait ainsi que nombre de phénomènes sont entrés dans le domaine de la législation et que d'autres en sont sortis. Il ne semble pas qu'il y ait, sur ce point, de règle générale à poser. Certaines classes de phénomènes se sont affranchies des règles du droit, du moins en nos pays : la religion, par exemple, depuis qu'a été admise la liberté de conscience. Mais d'autres s'y sont pliées : les travaux esthétiques, entre autres, depuis qu'a été consacrée législativement la propriété littéraire. Certaines matières sont tombées sous les prises de la législation, puis y ont échappé, puis y sont retombées : telle l'organisation de l'industrie, réglementée sous l'ancien régime, affranchie par la Révolution et de nos jours réglementée de nouveau. Il est donc fort malaisé de découvrir une loi synthétique de toute cette évolution. Ce qui nous paraît certain, seulement, c'est que, ici comme partout, les excès contraires doivent être également évités. Tout fixer par la loi ou la coutume serait écraser la vie individuelle et arrêter son essor. Ne rien régler légalement, serait livrer les individus à l'arbitraire et à la violence, et détruirait à brève échéance la vie sociale. Il faut qu'en tout temps et en tout lieu une part soit faite à la régularité et à la similitude sociale, sous forme de lois ou de coutumes reçues, et qu'une part soit faite aussi à l'originalité individuelle, sous forme de libre initiative laissée aux citoyens. La limite entre ces deux éléments ne saurait être fixée une fois pour toutes : elle varie avec les sociétés, leurs besoins particuliers et les circonstances spéciales qu'elles traversent.

Désormais nous sommes fixés sur ce qui fait le caractère des institutions juridiques. Nous savons qu'il doit être cherché, non pas dans leur objet, puisque celui-ci varie sans cesse, mais dans leur forme coutumière ou législative. Ceci va nous faire comprendre la place que le droit occupe dans une classification rationnelle des études sociales.

Les sciences sociales doivent être groupées de la même manière que le sont les phénomènes qu'elles étudient. Or, les faits de la vie sociale ne

sont pas autresque les faits de la vie individuelle, seulement considérés d'un point de vue différent, du point de vue de l'action et de la réaction réciproque des individus et non plus de l'action et de la réaction réciproques des cellules d'un même être isolé. Or, dans la vie individuelle, le biologiste distingue trois ordres de fonctions : celles de nutrition, celles de reproduction, celles de relation. Nous allons les retrouver dans la vie sociale. Aux fonctions de nutrition correspondent les phénomènes économiques. Aux fonctions de reproduction, les phénomènes relatifs au mariage et à la famille. Aux fonctions de relation, les phénomènes moraux et religieux, esthétiques et intellectuels, et aussi les phénomènes politiques. Nous ne parlons plus ici des phénomènes proprement juridiques, et pour cause : les institutions juridiques étant purement et simplement les formes que la loi ou la coutume fait prendre aux diverses espèces de phénomènes précités, économiques ou familiaux, moraux ou religieux, intellectuels ou politiques. On voit donc que la science des institutions juridiques ne saurait être mise logiquement sur le même plan que la science des phénomènes économiques ou celle des phénomènes religieux ou politiques. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'elle leur soit inférieure. Cela veut dire simplement qu'elle est d'une autre nature. Les premières sont définies par la spécialité de leur matière ; elle se définit par la forme que le droit donne aux objets auxquels il s'applique. — Mais n'y a-t-il pas d'autres sciences encore qui étudient ainsi les phénomènes sociaux à travers une certaine forme particulière qu'ils ont revêtue ? Assurément. La statistique, par exemple, étudie ces phénomènes à travers les nombres dans lesquels ils se synthétisent. La philologie, si on la considère sous son aspect social et non sous son aspect biologique, examine les institutions à travers les mots par lesquels elles s'expriment. L'archéologie, à son tour, les envisage à travers les monuments où elles se figurent ; l'épigraphie, la paléographie, la numismatique, les devinent à travers les inscriptions, les manuscrits et les médailles qu'elles ont laissées. Tout cet ensemble, lois et coutumes, chiffres, mots, monuments figurés ou écrits, sont des témoins de ces civilisations antiques ou modernes, des témoins infiniment précieux. C'est grâce à leurs dépositions qu'on pourra restaurer les scènes dont ils ont gardé la mémoire. Aussi leur examen constitue-t-il des méthodes d'enquête indispensables aux sociologues. Car c'est par lui, et par lui seul, qu'on peut arriver à faire revivre une société, dans toute la complexité de sa vie matérielle et mentale.

Les disciplines sociales se divisent donc en deux groupes : celles

qui examinent les sources, droit, statistique, philologie, archéologie, etc.; et celles qui, avec les données des premières, reconstruisent l'édifice social, histoire des faits économiques, familiaux, moraux, religieux, esthétiques, intellectuels, politiques. Faut-il, comme on l'a proposé, réserver à ces dernières le nom de sciences, et ne voir dans les premières que des procédés techniques, des méthodes d'investigation? La question est relativement secondaire. Ce qui importe véritablement, c'est de comprendre que, sans ces méthodes d'investigation, ces sciences ne seraient pas possibles, et que par suite la sociologie ne peut se commencer que par celles-là, si elle ne peut s'achever que par celles-ci. A vrai dire même, lorsqu'on emploie dans l'étude des lois et des coutumes juridiques les procédés de la science, observation, classification, induction, avec toute la rigueur qu'ils comportent, pourquoi ne ferait-on pas œuvre proprement scientifique? Mais, qu'il convienne de maintenir à ces études le nom de science du droit ou de leur donner simplement le titre d'enquêtes sociales sur les sources juridiques, d'une façon comme de l'autre, il faudra maintenir qu'il y a là le procédé primordial et l'un des procédés les plus féconds de la recherche sociologique.

VI

Les considérations qui précèdent ont établi ce que le sociologue doit au jurisconsulte. Mais il me semble qu'elles font entrevoir en même temps ce que le jurisconsulte peut attendre du sociologue. Si le droit n'est, comme il nous a paru, qu'une certaine forme coercitive que revêtent divers phénomènes sociaux et que tous peuvent à un certain moment revêtir, il en faut évidemment conclure que cette étude ne saurait se suffire à elle-même. Une forme, en effet, ne se comprend pas détachée de la matière à laquelle elle s'applique. Pour pénétrer le sens des institutions juridiques, il est nécessaire de remonter aux impulsions d'ordre matériel et d'ordre moral qui les ont fait établir. Il faut voir ce que seraient, sous l'action des sentiments individuels, les phénomènes économiques, familiaux, moraux et politiques, pour comprendre ce qu'ils sont devenus sous la réaction des institutions sociales et légales. Ainsi, l'étude des sciences économique, morale, politique, est indispensable pour la complète interprétation des textes et coutumes qu'étudie la science juridique. Est-ce à dire que le jurisconsulte doive étudier ces sciences aussi complètement que celui qui s'y adonne spé-

cialement? Nul ne saurait l'exiger. Mais il faut du moins qu'il en ait une connaissance générale. Où pourra-t-il la prendre? N'est-ce pas précisément dans les travaux des sociologues, puisque la sociologie est la synthèse des résultats les plus généraux des diverses sciences spéciales? Ainsi la sociologie s'impose à l'étude du juriconsulte, comme condition du bon exercice de sa propre profession. Cela est évident pour le juriconsulte homme de science, qui ne peut prétendre connaître l'esprit d'une législation, sans avoir une notion de l'esprit général du peuple qui l'applique. Mais cela n'est pas moins vrai pour le juriconsulte législateur, qui doit posséder l'ensemble des institutions reçues par ses concitoyens pour agir efficacement sur eux. Et cela est peut-être exact encore du juriconsulte praticien, qui ne découvrira les impulsions secrètes cachées au fond des causes dont il est le juge ou l'avocat, que par une connaissance sérieuse du milieu social dans lequel ces procès se déroulent. Ainsi, l'organisation juridique d'un peuple dépendant de son organisation sociale, on peut dire que le droit tout entier, science, art, pratique, n'est sérieusement accessible qu'à l'homme imbu des principes de ces sciences nommées, jusqu'ici, le plus souvent sciences morales et politiques, nommées désormais plus exactement sciences sociales, c'est-à-dire à celui qui est déjà (qu'il le sache ou non, qu'il le proclame, l'avoue ou le nie) dans une certaine mesure, un sociologue.

Cette thèse, en grossissant extrêmement le nombre des sociologues, peut sembler paradoxale. Qu'on la réduise pourtant à ses proportions véritables, et on en verra aussitôt apparaître l'exactitude, je dirais presque l'évidence. Elle n'est autre chose, en définitive, que la constatation de la liaison intime qui existe entre la législation et les besoins sociaux de laquelle elle dérive, liaison qui ne saurait aujourd'hui faire doute pour personne. Ce que nous demandons, c'est que les sciences sociales, au lieu de s'enfermer dans un isolement jaloux, comme parfois elles ont tendance à le faire, s'unissent, s'accordent et se pénètrent réciproquement. En matière scientifique comme en matière morale, le progrès n'est possible que par l'entente des bonnes volontés. C'est à cette entente que la sociologie convie tous ceux qui s'occupent scientifiquement de l'étude de telle ou telle fraction des institutions humaines. Elle a obtenu déjà nombre d'adhésions à ce programme, et des plus considérables. Elle croit être assurée d'en rencontrer beaucoup encore, particulièrement chez les juriconsultes, la science que cultivent ceux-ci étant de celle qui peut le moins aisément se passer de l'aide des

études voisines. Nous serions particulièrement heureux si ce travail pouvait servir à lui en valoir quelques-unes.

RENÉ WORMS.

MOUVEMENT SOCIAL

PORTUGAL

Il y a dix-huit mois nous avons abordé pour la première fois ce sujet dans cette Revue. Nous allons le reprendre au point où nous l'avons laissé.

Nous nous bornerons aux évènements les plus importants et à ceux dont l'influence se fait sentir d'une manière prépondérante dans la vie sociale et nous commencerons par les plus récents parce qu'ils synthétisent une série d'autres faits antérieurs ; car tous sont directement liés entre eux et peuvent être regardés comme les causes plus ou moins nécessaires les uns des autres. Ils sont sans doute les produits d'un milieu plein d'énormes difficultés et ne possédant encore que des tendances mal définies. Par ce procédé régressif, par ce diagnostic, pour ainsi dire, épichrématique, cherchant dans les derniers symptômes ses causes prochaines, on pourra, peut-être, expliquer plus facilement une suite plus étendue de phénomènes, si l'on tient compte de la manière dont à cet égard se manifeste la loi d'inversion des fins en moyens et *vice versa*.

Il s'en suit que nous laisserons de côté l'appréciation de certaines conditions physiologiques spéciales au Portugal et encore l'étude de celles qui lui sont communes avec l'Espagne et avec une grande partie de l'Italie et aussi d'autres nations d'Europe comprises entre les mêmes latitudes géographiques. En effet, quoique indiquant une certaine dépense de forces sans la rénovation correspondante et nécessaire, ainsi que cela a lieu dans les organismes vieux et usés, ces conditions ont cependant de longue date pris un caractère normal dans ces pays et ne peuvent aujourd'hui expliquer d'une façon satisfaisante les perturbations que l'on observe spécialement dans l'un

sans avoir d'analogues dans les autres. Cela tient à ce que par dessus un fond de circonstances communes chaque nation a son organisme propre et son individualité. Sous une certaine égalité de conditions de vie il est des différenciations dont il faut tenir compte, car chaque individu a son tempérament particulier. Ainsi, dans les maladies d'un caractère général et dans les épidémies attribuées à une seule cause, chaque malade offre une nature spéciale et son histoire propre ne saurait se confondre avec une autre quelconque. Il n'y a pas à proprement parler des maladies, mais des malades.

Il en est de même des crises sociales, elles sont plus ou moins intenses, plus ou moins durables et ont des effets plus ou moins violents et dangereux suivant le milieu où elles se produisent, c'est-à-dire, suivant le tempérament social de la nation qu'elles atteignent.

Commençons donc par le mouvement politique vu sa prépondérance et sa domination même sur toutes les autres manifestations de la vie sociale.

* . *

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la décadence et la dépression morale où est tombé le peuple portugais, arrivé à l'extrémité d'une blâmable apathie dans sa vie politique. Et si, alors, nous avons indiqué quelques-unes des causes de cet état de choses, aujourd'hui nous n'avons malheureusement qu'à ajouter quelques faits au moins aussi importants et qui viennent montrer l'étendue du mal.

Le gouvernement par un décret du 28 novembre a clôturé la session parlementaire, mettant fin à ses travaux avant que fussent écoulés les trois mois que doit durer chaque année la session législative aux termes de la Charte constitutionnelle. En effet, le Parlement avait été ouvert le 20 octobre.

Dans ce même décret de clôture le gouvernement a soin de déclarer que les Chambres seront rappelées opportunément, ce qui veut dire, qu'elles ne pourront se réunir de plein droit le 2 janvier, comme le veut la Constitution.

Cette mesure a été regardée comme un véritable coup d'État et un retour franc au régime du pouvoir absolu. Le gouvernement prétend la justifier avec l'appui de la majorité des représentants du pays, laquelle, malgré sa force numérique, ne pouvait faire aboutir les travaux parlementaires par suite de l'attitude de l'opposition dans les derniers temps. Dans le rapport qui précède le décret de clôture le gouvernement fait l'historique de la période dictatoriale et énumère

les projets de loi qu'il avait soumis aux Chambres lesquels, par suite de circonstances diverses, n'ont pu être discutés.

Écartons l'examen de ces circonstances pour le moment, et voyons le fond du rapport du gouvernement, en vérité, très intéressant à divers points de vue. Il comprend : un très long exposé de la situation financière heureusement améliorée suivant les termes officiels ; huit projets de loi relatifs au remaniement de quelques contributions, l'indispensable pour parvenir à établir l'équilibre du budget de l'État, augmentant et développant les recettes du trésor sans rendre écrasantes les charges du contribuable ; des projets de loi relatifs à la réfection de la marine de guerre et au développement de la colonisation des provinces d'outre-mer, cherchant à satisfaire sous diverses formes les exigences pressantes du problème colonial ; la réforme de l'instruction primaire et secondaire dans l'intention de tenir compte des réclamations très justes souvent formulées contre leur organisation actuelle et visant le progrès intellectuel et moral de la nation portugaise ; modification au droit d'initiative, du projet de loi sur la responsabilité ministérielle et dont le projet avait déjà été déposé dans la précédente session ; d'autres projets encore sur les tarifs des frais judiciaires, sur la responsabilité criminelle des aliénés et sur les peines à appliquer aux récidivistes.

Outre ces mesures d'initiative gouvernementale déjà soumises aux Chambres le gouvernement assure avoir élaboré un certain nombre d'autres projets de loi non moins importants : sur la réforme de l'organisation administrative, sur le règlement de la propriété industrielle, sur l'organisation pratique du crédit agricole, sur la création dans le royaume d'un conseil supérieur de discipline pour la magistrature judiciaire d'outre-mer, sur les dispositions spéciales pour le recrutement de forces européennes dans les colonies, sur la modification du code de justice militaire et la promulgation du code de procédure commerciale.

Bien qu'un certain nombre de rapports des commissions sur quelques-uns des plus importants de ces projets de loi eussent été déposés déjà sur le bureau de la Chambre, ajoute le gouvernement, la discussion d'aucun n'a pu être entamée parce que tout le temps de la session législative a été occupé par la discussion de la réponse au discours de la Couronne et par des incidents également de nature politique. Ainsi, les propositions financières, administratives et économiques du gouvernement n'ont pu être examinées, les solutions auxquelles on est arrivé pour le règlement d'un certain nombre de

questions délicates tant de caractère intérieur qu'extérieur suscitées et tranchées pendant l'inter règne parlementaire ne purent également être soumises à la discussion et examinées ; on n'a pas même pu entamer la discussion du bill d'indemnité destiné à dégager le gouvernement de la responsabilité qu'il avait assumée en décrétant quelques mesures d'un caractère législatif.

Au nombre des actes dépendant de ce bill le gouvernement comprend : la contribution industrielle qui a été remaniée d'accord avec les légitimes réclamations de la classe qui en supporte la charge, précédant avis d'une commission compétente ; la réforme de la police civile de Lisbonne, dont la mise en pratique, à ce que dit le gouvernement, a donné lieu à une diminution sensible dans le nombre des crimes en raison de la constante et exacte répression des délits, amenant le maintien de la plus absolue tranquillité publique et aussi la discipline et le bon ordre du personnel et des services ; la création des syndicats agricoles, la fiscalisation des vins et des huiles, et la régularisation du mode de fonctionnement des institutions de banque, mesures incontestablement utiles au développement économique du pays ; finalement la réorganisation de l'école de l'armée, améliorant, élargissant et régularisant l'enseignement militaire.

Puis le Gouvernement dit que comme il appartient aux Chambres en outre de vider la question des responsabilités politiques du ministère en raison de ses infractions à la Constitution, le soin d'apprécier et de juger les mesures décrétées, soit qu'elles les repoussent entièrement, soit qu'elles les sanctionnent si ces mesures méritent leur approbation, soit encore qu'elles les corrigent ou les rendent meilleures dans la forme qu'elles jugent la plus convenable à l'administration de l'État, il avait, lui, Gouvernement, déclaré être disposé, comme il était de son devoir, à collaborer avec le Parlement, faisant ressortir qu'il était prêt à accepter les modifications qui pourraient paraître encore utiles et nécessaires dans le décret relatif à la contribution industrielle ; mais qu'il n'a pas été possible de parvenir seulement à entamer l'examen de ces mesures, quoique le Gouvernement ne se soit jamais dérobé à l'obligation de fournir immédiatement toutes les explications qu'on a pu lui demander devant le Parlement et le pays, et quoique il ait amplement rendu compte de ses actes et des motifs qui les avaient inspirés, ce qui a mérité les applaudissements et la sanction des majorités parlementaires, lesquelles ont donné au ministère des témoignages répétés, significatifs et évidents de leur confiance dans toutes les votations importantes qui ont eu lieu aux chambres.

Le gouvernement dit encore : qu'au lieu de la discussion du projet du bill qui était inscrit à l'ordre du jour depuis une semaine, on a soulevé des incidents tumultueux, suscités et répétés presque tous les jours sur des questions du règlement, ce qui a mis la Chambre des députés dans l'impossibilité de poursuivre régulièrement ses travaux. Et cependant la fermeté sereine, les transactions possibles, même la répression sévère, suivant les termes adoptés dans beaucoup de Parlements des pays civilisés et proposés même parmi nous en des époques non lointaines par des autorités nullement suspectes, tout a été employé par la majorité dans le but de rétablir l'ordre dans cette Chambre et éviter au pays le triste spectacle de scènes aussi regrettables. Mais tout a été inutile. On a dû lever quatre séances après de nombreuses suspensions au milieu du désordre et au bout de près de deux mois de discussions absolument stériles pour le bien public ; on en était arrivé à l'extrémité parfaitement insolite et anormale d'une minorité qui empêchait matériellement l'exercice légitime des droits de la majorité, rendant en fait impossible le fonctionnement régulier et pacifique d'une assemblée législative. Telle était la situation véritablement lamentable créée par les événements à la Chambre des députés, alors cependant que les tumultes persistants et bruyants nés d'incidents d'un caractère exclusivement réglementaire n'avaient pas même pour prétexte aucun acte du ministère, lequel n'eut pas à intervenir dans ces débats. L'intérêt du Gouvernement, comme celui du pays, était de voir se poursuivre les discussions parlementaires, si, comme il était du devoir de tout le monde et comme le veut le régime représentatif, celles-ci eussent porté sur l'examen rigoureux mais calme des actes du ministère, et sur l'appréciation sévère mais consciencieuse de ses projets de loi. Car le Gouvernement ne craignait point le jugement du Parlement et était sûr de celui du pays. Toutefois, si le Gouvernement n'avait aucun motif pour repousser la collaboration des Chambres où sa politique a été consacrée par une grande majorité et où son administration a été approuvée ; si dans les regrettables événements de la Chambre des députés ni dans son origine, ni dans leur développement imprévu, le Gouvernement n'a pas eu à se prononcer, ce n'est cependant pas à dire que la situation ainsi créée et qu'il expose au Roi sommairement ne lui imposât pas des devoirs indéclinables et impérieux. Il n'était pas possible de prolonger plus longtemps un état de choses attentatoire au prestige et à la dignité des institutions et également préjudiciable à la discipline sociale du pays et aux imprescriptibles exigences de l'administration publique, les intérêts les plus hauts et les plus inéluctables de l'État

exigeant des mesures que certainement le Gouvernement voudrait promulguer avec la collobaration des Chambres, mais qui ne pouvaient émaner du Parlement tant qu'il y règnerait le désordre impéditif. Ainsi le Gouvernement n'avait point de responsabilité dans la situation qui avait été créée, mais il prenait la responsabilité entière de proposer au Roi une mesure qui était loin de ses intentions, mais que les faits anormaux et extraordinaires malheureusement rendaient légitime.

Voilà donc les raisons sur lesquelles le Gouvernement s'est appuyé pour proposer la clôture anticipée des Chambres et empêcher leur rentrée le 2 janvier comme le prescrit en termes précis et clairs la Charte constitutionnelle.

Les opposants commentèrent largement et repoussèrent avec énergie ces fondements, sans toutefois contester les faits anormaux qui se produisirent au Parlement. Seulement ils en attribuent la responsabilité à la majorité et au Gouvernement qui l'inspirait. Ils alléguèrent : que pour provoquer la discussion de plusieurs projets de loi présentés par le Gouvernement ils avaient annoncé plusieurs interpellations, demandé communication de documents et des informations, ce qui ne leur avait pas été accordé; qu'ils étaient victimes de passe-droits dans l'inscription pour prendre la parole; que l'on entamait souvent l'ordre du jour bien avant l'heure réglementaire pour éviter leurs réclamations et leurs protestations, et que finalement on a présenté pour la Chambre des députés un nouveau règlement établissant des pénalités nouvelles sans que ce règlement ait été voté par le Parlement qu'on voulait le faire promulguer par le bureau sur une proposition émanant de la majorité dans laquelle il était dit que l'on ne pouvait en demander l'approbation à la Chambre vu qu'elle était en proie au désordre, quand cependant le procès-verbal encore non mis aux voix constatait le contraire.

Lorsqu'on considère calmement ce conflit on ne peut moins de reprocher sévèrement au Parlement son incorrection, car il a oublié toutes les règles de la prudence et de la dignité que réclament les intérêts publics. La majorité gouvernementale ne pouvait dominer l'opposition, et dans sa faiblesse elle ne savait pas bien laisser se dégager les responsabilités des différents incidents, car loin de transiger comme on a dit et de se maintenir calme, on a pu la regarder comme la provocatrice de tous les événements, par simple complaisance envers le gouvernement.

Les Chambres avaient ouvert leurs travaux le 2 octobre. Plus d'un mois fut employé à la vérification des pouvoirs et à l'élection des com-

missions. De ce gaspillage de temps, certes la minorité n'est point responsable. Après, il fallait poursuivre la discussion de la réponse au discours de la Couronne, lequel dans d'autres sessions a été voté par pure déférence pour le chef de l'État. Si cette discussion s'est prolongée en de longs débats cette année, la faute n'en est pas davantage à l'opposition, qui avait le droit d'examiner ce que le Gouvernement faisait si imprudemment dire au Roi. Si bien que le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de revenir sur ces déclarations et d'accepter des motions guères ou pas flatteuses pour lui. Puis venait la discussion du projet de bill d'indemnité, lequel comprenait une série d'actes inconstitutionnels émanant de deux ministères différents : Les uns émanaient en effet du précédent ministère et auraient dû être soumis à l'approbation du Parlement avant la dissolution des Chambres en 1893, alors que le Gouvernement actuel y comptait sur une grande majorité. Les autres correspondent à l'interrègne parlementaire de plus de quatorze mois, pendant lesquels le Gouvernement avait cru pouvoir se passer du concours des éléments représentatifs. Chacune de ces séries comprenait des questions complexes et variées qui ne pouvaient être examinées attentivement dans toute la durée de la session et encore moins si on y prenait les différents projets de loi que le Gouvernement avait présentés aux Chambres. Le Gouvernement ne pouvait donc pas avoir l'intention de soumettre sa conduite au verdict réfléchi et consciencieux du pouvoir législatif, bien qu'il disposât d'une majorité presque compacte que lui avaient données les dernières élections. L'impossibilité matérielle à laquelle il se trouvait acculé, explique mieux la nécessité de chercher un prétexte pour sortir de difficulté. Qu'importe si la loi fondamentale du pays est violée encore une fois ? Voilà la vérité.

En effet, la minorité recommençait chaque jour des demandes de communication de documents sur des questions sur lesquelles elle avait annoncé l'intention d'interpeller le Gouvernement. Les documents ne venaient jamais et les interpellations n'étaient point inscrites à l'ordre du jour. Tous les jours, de différents points du pays, il pleuvait des représentations contre les mesures adoptées par le Gouvernement, surtout contre la contribution industrielle que l'on disait remaniée d'accord avec les représentations des classes sur lesquelles elle pesait. Et le Gouvernement, — il dirigeait en fait les débats à la Chambre des députés par l'intermédiaire de son président, véritable instrument soumis du ministère, — et le Gouvernement, disions-nous, provoquait à chaque moment des protestations véhémentes de l'opposition qui se

voyait dépossédée de ses droits à la parole par des tours de passe-passe. Il est à remarquer que d'un côté comme de l'autre il n'y avait pas abondance d'orateurs, trois ou quatre seulement qui se croyaient en droit d'être appelés à un ministère à la première occasion. Les autres faisaient du bruit en applaudissant le président tout simplement ou en renforçant avec enthousiasme les protestations de l'opposition.

Ce fut dans ces circonstances qu'un député de la majorité, lequel autrefois s'était préparé à la gestion d'un portefeuille en brisant les chaises et les bancs et sous le consulat du ministre actuel du royaume qui a suivi le même procédé pour arriver au pouvoir, ce fut dans ces circonstances qu'un député de la majorité présenta une proposition tendant à autoriser le bureau à remanier le règlement de la Chambre des députés dans le sens du maintien de l'ordre. Et ce fut ainsi qu'un remaniement du règlement fut lu du jour au lendemain pour être mis à exécution de suite, donnant au président le droit de rappeler à l'ordre, de retirer la parole et de proposer la suspension des députés qui ne se soumettraient point à ses indications.

Les députés de l'opposition résistèrent énergiquement tout aussitôt à ce procédé, lequel en vérité émanait plutôt du Gouvernement que de la Chambre. Ils se refusèrent à reconnaître un règlement qui n'avait pas été voté par le Parlement. Ils n'ont même pas voulu admettre l'authenticité du procès-verbal qui donnait ce règlement pour approuvé, car ce procès-verbal n'avait pas été voté par la Chambre. D'ailleurs la séance s'était écoulée de façon à ne pas permettre même la supposition d'une solution régulière et libre.

C'est ce dernier incident qui a déterminé apparemment la clôture prématurée des Chambres. Nous disons apparemment, car il est permis de conclure de toutes ces circonstances que ce plan de combat avait été préalablement arrêté. Ce serait être injuste envers le Gouvernement que de supposer le contraire.

De cette très grave violation de la Constitution qui vient se joindre à tant d'autres, le Roi a endossé encore une fois la responsabilité morale, bien que le Gouvernement déclare l'accepter pour lui tout entière. Il ne s'agit pas en effet d'une clôture normale et les Chambres qui devaient rouvrir le 2 janvier ont été ajournées sans l'avis du conseil d'État, comme l'exige la Charte constitutionnelle pour les mesures de cette nature dans la marche régulière de la vie parlementaire quand seuls les besoins du bien public en exigent la suspension.

Le Gouvernement aurait bien pu s'être trompé du tout au tout en escomptant le jugement du pays, si le peuple n'était pas profondément

contaminé par la perte de toute foi dans les soi-disant partis politiques, lesquels l'ont tous également mené à la plus honteuse situation. Les majorités parlementaires ne sont plus depuis longtemps une indication constitutionnelle de la confiance publique, car tous les gouvernements qui font les élections ont une majorité au Parlement. Si le Gouvernement cherchait le criterium de sa conduite dans le grand nombre d'abstentions et non pas dans le petit nombre de voix qu'obtiennent les opposants, peut-être conclurait-il que le peuple, faute d'armes pour lutter, attend seulement celui qui arrachera le pouvoir aux Gouvernements qui abusent et mettent ainsi la nation à même de se réorganiser, annulant tant d'éléments grandement préjudiciables qui s'en sont emparés. S'il pouvait en avoir la vision, peut-être sa responsabilité serait-elle moindre dans un prochain avenir dont les limites ne se peuvent encore tracer.

Voyons maintenant comment cette situation a été créée et s'est développée. La tâche n'est point difficile.

Le ministère actuel est le même avec de légères modifications qui, vers le commencement de janvier, succéda au cabinet Dias Ferreira à la suite du célèbre revirement de la commission du budget, refusant les mesures proposées par ce cabinet sous le prétexte de vouloir apprécier avant tout les ressources financières de l'État et les économies que les circonstances conseillaient. Le ministère Dias Ferreira avait alors demandé l'ajournement des Chambres pour résoudre plus sûrement la crise que l'on aggravait ainsi ; cet ajournement cependant ne fut accordé qu'au ministère actuel, avec cette différence qu'il fut de plus longue durée que celui très suffisant que demandait son prédécesseur. Ensuite les Chambres ont tenu séance régulièrement jusqu'au 15 juillet 1893, sans que le Gouvernement éprouvât la moindre résistance, car la majorité, bien qu'elle eût été élue en 1892, lui donnait son appui, et la minorité avait promis de ne pas entraver le vote des mesures d'ordre administratif et elle tint sa promesse.

Le Gouvernement cependant voulait arriver à une dictature que les circonstances ne pouvaient guère justifier, et bientôt il jetait sur le Parlement une tache de suspicion et de méfiance absolument inattendue. Parmi d'autres décrets, le Gouvernement a publié celui du 28 août 1893, transférant à la police quelques-unes des attributions du pouvoir judiciaire établies dans l'art. 145, § 7 de la Charte constitutionnelle, en ce qui concerne la liberté individuelle. Par ce décret, on a multiplié les cas auxquels est applicable la prison préventive sans mandat d'un juge, et l'on a permis à la police de maintenir en son

pouvoir et même au secret pendant tout le temps qu'elle le juge convenable les individus arrêtés, lesquels autrefois par ses soins devaient être remis au pouvoir judiciaire dans les vingt-quatre heures.

Puis le gouvernement a dissous la chambre des députés et la partie de la chambre des pairs soumise à l'élection, ce par un décret du 7 décembre 1893 qui ordonnait qu'il serait procédé à de nouvelles élections d'accord avec les lois qui régissent la matière. Par ce même décret les chambres étaient convoquée pour le 7 mars prochain. Le 21 janvier par un nouveau décret ces élections et la réunion des chambres furent ajournées *sine die*. Enfin par un décret du 4 mai les chambres furent convoquées pour le 1^{er} octobre.

La conduite du gouvernement dans ce cas ne peut se soutenir ni au point de vue simplement constitutionnel ni au point de vue des circonstances qui peuvent donner aux actes du pouvoir le caractère de mesures de salut public. Sous le premier de ces points de vue il suffit de remarquer que les articles 2 et 7 § 2 de l'acte additionnel de 1885 déterminent que les chambres se réunissent le 2 janvier de chaque année et que chaque session annuelle dure trois mois au moins, sans compter que dans l'hypothèse de la dissolution les nouvelles chambres doivent être convoquées dans le délai fixe de trois mois et que l'on doit prendre l'avis préalable du conseil d'Etat, qu'il s'agisse d'une dissolution ou d'ajournement. Ces dispositions fondamentales du système représentatif ont été ouvertement violées. Sous le point de vue du salut public ce qui paraît avoir donné cause à l'ajournement des élections c'est une certaine agitation des associations commerciales et industrielles de Lisbonne lesquelles demandaient au gouvernement la révision et la suspension de la loi de l'impôt industriel en attendant que l'on pût réaliser les économies que les circonstances conseillaient. Le gouvernement fit dissoudre ces associations et cela lui valut une telle impopularité qu'il craignait d'être battu s'il consultait alors le suffrage.

Mais en dehors du caprice d'un ministre qui voulait mesurer ses forces et essayer une tactique électorale dans le but exclusif de consolider son influence politique en se donnant la mission de faire élire la majorité, rien n'indiquait la nécessité de la dissolution du parlement et de nouvelles élections. Les faits postérieurs sont venus montrer l'erreur.

Les nouvelles élections ne donnèrent pas une majorité plus considérable que l'antérieure si ce n'est l'apparition de quelques individualités dont le prestige était demeuré inconnu jusque-là. A Lisbonne les partis et les éléments monarchiques conclurent l'habituelle alliance contre

les républicains qui montrèrent malgré cela n'avoir point perdu de terrain. Tandis que les monarchistes obtinrent 7000 voix sur 98000 électeurs, le parti républicain, sans la protection officielle eut un nombre de voix presque égal (1).

Actuellement le parti républicain s'est allié dans l'opposition avec le parti progressiste sans toutefois que l'un ou l'autre de ces partis ait renoncé à ses principes politiques.

Voilà donc la situation présente : Un régime constitutionnel, suspendu à chaque instant par des incidents imprévus au hasard des circonstances, ce qui s'éloigne peu d'une rétrogradation blâmable au système du pouvoir absolu.

Attendre le salut du pays des parlements actuels, composés au gré des gouvernements, par des parasites et des fonctionnaires publics sans l'indépendance nécessaire, c'est se livrer ouvertement aux dictatures des gouvernements et au gouvernement personnel. Avoir confiance dans la responsabilité morale des ministres alors que leur responsabilité criminelle n'a jamais été effective c'est se faire des illusions bientôt envolées, autant en emporte le vent. Si l'on juge avec impartialité le chapelet des fautes des partis qui nous ont conduit à la ruine et à l'humiliation, on reconnaîtra qu'il n'est autre remède que leur entière élimination.

Il faut sortir de suite de cette impasse. C'est aux vices des hommes, surtout des hommes du gouvernement, encore plus qu'à l'insuffisance des lois que l'on doit attribuer toute l'anarchie, tout le désordre présents. Et s'il faut sortir de la loi fondamentale que ce soit pour corriger ces vices et ces insuffisances et non pas pour les aggraver successivement.

Au-dessus des intérêts des partis sans autorité et discrédités, il y a un pouvoir suprême d'équilibre et de pondération qui doit s'inspirer du bien public et se décider sans hésitation ni perplexité pour suppléer au manque d'indications constitutionnelles. Au-dessus des institutions qui peuvent changer et sont peut être inefficaces il y a la patrie dont le nom à lui seul devrait suffire à rallumer tous les sentiments de civisme et à conjurer tous les dangers.

*
* *

Dans ce divorce systématique des gouvernements et des représentants de la nation dans les intérêts publics ils ont accumulé à qui

(1) V. Revue de Droit Public et de la science politique, 1^{re} année, n^o 4, p. 102 et suiv.

mieux mieux des difficultés d'ordre extérieur de la plus grande gravité pour le pays. La crise financière devait produire ses effets sur les créanciers étrangers lesquels ne se sont pas toujours montrés disposés à accepter les transactions qui leur étaient offertes. Les créanciers de l'État et ceux de la compagnie générale des chemins de fer portugais provoquèrent plus d'une fois des situations douloureuses ; les premiers se sont résignés en présence de la supériorité de traitement qui leur a été accordé relativement aux créanciers de l'intérieur et dans l'espoir que l'augmentation des recettes publiques les indemniserait entièrement ; les autres voyaient peu favorablement la situation spéciale faite à l'État comme créancier de la compagnie, sans se rappeler que sans les versements de l'État à la compagnie leurs préjudices seraient encore plus grands, car le crédit de l'État provenait précisément des avances faites au seul bénéfice des créanciers.

Quelques-unes des questions de limites soulevées dans nos possessions d'outre-mer sont encore en suspens. Bien souvent les puissances ont prétendu établir un droit de possession sur des actes de violence au détriment de notre domination de longue date.

On attend également la solution du conflit créé par le Brésil par la rupture de ses rapports diplomatiques avec le Portugal à la suite de l'asile accordé à bord d'un vaisseau de guerre portugais à quelques révolutionnaires, le commandant de ce navire s'étant refusé à les livrer à la furie des vainqueurs qui les auraient fusillés le lendemain. Abstraction faite de quelques circonstances de moindre importance que l'on ne connaît pas encore, voilà les faits que semblent avoir déterminé la rupture brusque et violente avec une nation plus qu'amie, une nation mère, à laquelle, en outre des liens de sang et de famille, le Brésil se rattache par des rapports économiques et commerciaux de la plus grande importance. Si après avoir accordé l'asile, le Portugal avait accédé à la demande d'extradition formulée par le gouvernement brésilien on aurait évité cette rupture, mais la nation portugaise aurait la terrible responsabilité d'avoir commis l'attentat le plus flagrant contre les principes de l'humanité. L'asile excluait l'extradition sous peine de devenir la plus infâme et odieuse violence. Cette considération suffisait pour que l'extradition ne fut point demandée et encore moins accordée entre nations civilisées.

Seul le fait d'avoir accordé l'asile pouvait être blâmé dans les circonstances où il a été offert, le fait d'avoir repoussé l'extradition est au-dessus de tout reproche. Mais encore que l'asile ne fut point admis et justifié par le droit international, quand même les vaisseaux de guerre

des autres nations l'eussent refusé dans le cas où il leur eût été demandé, en ce qui concerne le Portugal il y a des considérations supérieures qui atténueraient beaucoup l'incorrection que l'on pouvait attribuer à cet acte de justice humanitaire. Les Brésiliens sont les fils des Portugais malgré les conditions de dégénérescence plus prononcées dans les derniers temps qui ont fait oublier à quelques-uns leur primitive nationalité. Et quand il n'y aurait rien d'autre, quand il n'y aurait que ces liens de parenté prochaine, leurs noms rappelant ceux de leurs aïeux et les dénominations de leurs terres étant des monuments d'une longue mémoire en souvenir des berceaux de leurs pères, rien que cela devrait faire vibrer le cœur de l'homme rendant sublime le sentiment de l'humanité dans les moments difficiles de la vie. Seule une race oublieuse des grandes épopées lusitaniennes, dont elle est née, pouvait imposer à ces sentiments généreux, la bassesse d'une trahison et la mesquinerie d'une violence qui ne devait servir qu'à donner de la besogne au bourreau. Quand les flots de la vengeance se seront apaisés on pourra voir dans sa limpidité cristalline le fond de justice qui est en la conduite des Portugais.

*
**

Toutes ces circonstances ont influencé puissamment la situation financière et économique du pays. Par décret du 13 mars 1893, le Gouvernement a ordonné une enquête sérieuse sur le régime monétaire de 1854 et son action sur les liquidations internationales et le développement de la circulation fiduciaire jusqu'au mois de mai 1870, ainsi que sur la crise qui s'est produite alors, surtout quant aux conditions de la circulation fiduciaire où la crise se maintenait et se généralisait, et finalement sur la réforme du régime de la circulation des banques et d'autres institutions de crédit. Mais cette enquête n'a abouti qu'à un autre décret du 12 janvier dernier remaniant la législation commerciale relativement aux banques et aux autres sociétés anonymes ou coopératives qui font des opérations de banque.

Depuis ce décret, il ne peut être créé des institutions de banque sans une autorisation spéciale du Gouvernement; ces institutions ne peuvent acquérir pour leur propre compte leurs actions et les actions non libérées de toute autre banque, ni prêter sur gages de leurs propres actions au-delà de 15 0/0 du capital réalisé; les immobilisations de capital pour un délai dépassant trois années et pour une somme supérieure à 5 0/0 du capital, que ces immobilisations aient pour but des achats, des hypothèques ou toute autre opération elles restent toujours sou-

mises à l'agrément des assemblées générales si les statuts n'établissent pas le contraire; l'intérêt des dépôts du compte-courant à vue ne peut dépasser la moitié du taux moyen de l'escompte de la Banque du Portugal pendant le semestre antérieur; la réserve métallique des banques doit correspondre au moins à un cinquième du montant des dépôts à ordre, et les quatre autres cinquièmes doivent être représentés par des valeurs en portefeuille réalisables en un délai qui ne doit pas dépasser quatre-vingt dix jours; les titres de n'importe quelle espèce reçus en dépôt ou en caution doivent être désignés de telle façon par leurs numéros et autres indications qu'ils ne puissent se confondre avec les autres, afin que leur restitution se fasse dans la même espèce où ils auront été reçus; les bilans annuels qui comprendront des valeurs circulantes d'une cotation variable, doivent être accompagnés d'une liste nominative des dites valeurs; aucune Banque ne peut distraire de son fonds de réserve, pour compléter le dividende des actions, une somme supérieure à la dixième partie du total effectif de ce fonds; les parents jusqu'à la troisième génération, et les associés des membres administrateurs ne pourront appartenir à ces administrations; en sont exclus également ceux qui appartiendront à l'administration d'autres institutions de banque; les gérants ou administrateurs sont toujours responsables pour toutes les infractions à la loi ou aux statuts, même si les assemblées les dégagent de cette responsabilité; les banques doivent envoyer chaque mois au département du commerce au Ministère des travaux publics, commerce et industrie, un bilan arrêté au dernier jour du mois précédent, lequel sera publié dans l'*Officiel*; ce même département exerce un droit de surveillance sur les institutions de banque en ce qui concerne les dispositions ci-dessus et à cet effet il doit adresser à la fin de l'année un rapport détaillé au Gouvernement, lequel peut ordonner toute perquisition extraordinaire dans les cas spéciaux et urgents; quand une institution de banque néglige de satisfaire en tout ou en partie les engagements souscrits au cours de ses opérations, le gouvernement doit nommer un commissaire officiel qui en prendra la direction jusqu'à la cessation de l'état de crise, soit que les conditions normales se trouvent rétablies, soit que la faillite se trouve déclarée; quand, après la faillite, les banques devront payer les intérêts ou l'amortissement des obligations émises, les porteurs de ces obligations peuvent aussitôt se constituer en assemblée générale pour prendre part à l'administration; la création et l'émission des obligations sont soumises à l'agrément du gouvernement, quand, en outre des conditions établies dans l'article 196 du code

de commerce, le paiement des charges de l'émission est garanti en présence du bilan correspondant.

Voilà comment le Gouvernement, en ce qui le concerne, a prétendu conjurer la crise. Le Gouvernement n'a pas manqué de consulter toutes les personnalités qui pouvaient lui fournir des explications pour la solution de ce grave problème, mais bien peu lui ont apporté le concours de leurs lumières et de leur expérience comme l'aurait exigé la restauration de l'économie et du crédit national. Nous avons contribué aussi avec notre modeste apport et si nous avons eu le plaisir de voir adopter quelques-unes de nos vues, nous regrettons que l'on en ait négligé d'autres plus importantes et d'une plus grande portée.

Le remède à la situation des banques n'était pas dans l'entrave d'une autorisation préalable du Gouvernement. Cette mesure nous a fait reculer jusqu'aux temps antérieurs à la loi du 22 mars 1867. Il n'était pas non plus dans une ingérence plus grande du Gouvernement, dans la surveillance et l'administration de ces établissements. Ces deux expédients sont absolument condamnés quand on fait dépendre d'eux la confiance publique, car l'incurie et les erreurs des agents du Gouvernement eux-mêmes sont la première cause de l'illusion de cette confiance, soit qu'ils autorisent la création d'institutions sans les conditions nécessaires de vie, soit qu'ils empêchent la création de celles en présentant, soit qu'ils interviennent dans l'administration des banques sans améliorer les garanties des intéressés. Ce système de centralisation et d'absorption signifie seulement une rétrogradation et l'ignorance d'une longue expérience. Il n'y a rien en attendre.

Du moment que les causes de la crise étaient surtout les graves abus des administrations et la compréhension erronée des rapports qui doivent exister entre les banques et le public, tout conseillait d'organiser ces administrations sous une autre forme, déterminant leurs attributions et leurs responsabilités mais déterminant aussi avec précision la nature et les effets de ces rapports. Les liens de parenté entre les membres des administrations et leur participation à l'administration d'autres institutions analogues sont en vérité des inconvénients d'une certaine importance, mais aussi l'ingérence des hommes politiques, ministres, paires ou députés n'ayant dans l'administration de beaucoup de sociétés anonymes qu'un rôle de simples parasites qui avec leur influence, seul capital social dont la plupart du temps ils disposent, permettent les abus et servent les intérêts individuels au préjudice du public et des actionnaires même.

Les exemples ne manquent pas chez nous, d'anciens ministres ou de

politiciens ministrables qui obtiennent des sinécures dans trois ou quatre sociétés anonymes en même temps, sans compter les emplois publics dont on les dote. Il en est qui abandonnent temporairement ces sinécures quand ils sont appelés au ministère. Comme ils ne cherchent qu'à se faire remplacer, ils se nomment les uns les autres, toutes les fois que le gouvernement peut disposer d'une place quelconque d'administrateur ou de fiscal, et somme toute, ils introduisent dans les sociétés anonymes le même système de parasitisme que l'on retrouve dans les services publics.

Personne n'ignore ces faits, tout le monde les condamne, excepté les hommes politiques : voilà pourquoi le décret du 12 juillet les a négligés, bien qu'ils eussent été signalés par l'auteur de ces lignes comme l'un des facteurs les plus importants de la ruine actuelle de l'anonymat. Qu'il nous soit, maintenant, permis d'expliquer mieux nos idées à cet égard. Nous sommes loin de penser que la richesse soit une condition indispensable à l'homme public, attendu que très souvent le talent et la vertu ne l'accompagnent pas. Nous ne demandons pas un cens si élevé pour l'exercice des fonctions publiques. Mais nous croyons aussi que la politique ne doit pas être la proie d'ambitions démesurées, et encore moins l'idéal des professions lucratives. En d'autres temps, les ministres qui quittaient le pouvoir pauvres étaient honorés, aujourd'hui, personne n'a de scrupule de quitter le pouvoir riche, quoique avec la conscience et les mains moins nettes. Ce vice s'est généralisé par trop et, en vérité, on ne peut l'attribuer exclusivement à un pays, il en est plusieurs qui souffrent de cette infirmité ; mais, comme nous l'avons déjà dit, les effets d'une même maladie ne sont pas partout les mêmes et, d'autre part, tout le monde n'emploie pas la même thérapeutique.

*
*
*

Le gouvernement prétendait régler la situation financière de l'État, suivant les termes du budget qu'il a présenté aux chambres, le 29 octobre, lequel n'a pas pu être appréciée par elles.

D'après ce budget, les recettes de l'État dans la métropole calculées pour l'exercice 1894 à 1895, étaient de 47,508 contos et les dépenses de 47,324. Il y avait donc un solde positif de 184 contos, chose en vérité bien extraordinaire qui n'avait pas été observée depuis longtemps et dont la réalité effective paraît encore douteuse.

Pour ce résultat, cependant, il a fallu augmenter les recettes de l'exercice antérieur de 3,669 contos et aussi les dépenses de 2,494, de telle façon que ce petit solde traduit en tout cas un sacrifice énorme.

Les recettes proviennent de :

Impôts directs	12.202 contos.
Timbre et enregistrement.	4.405 »
Impôts indirects	22.602 »
Impôts additionnels	1.140 »
Domaines nationaux et rendements divers.	4.193 »
Compensation de dépense (recette imaginaire).	2.866 »

Ces recettes sont appliquées aux dépenses suivantes :

Ministre des finances	3.277 contos.
» de l'Intérieur.	2.312 »
» de la Justice et des cultes	1.022 »
» Marine et colonies	4.536 »
» Affaires étrangères	413 »
» Travaux publics, commerce et industrie.	6.512 »
Différence de change	400 »
Obligations générales.	7.579 »
Dette publique.	15.991 »
Divers	60 »

Ces chiffres donnent lieu à des considérations très importantes. D'abord en supposant au pays une population de 5,000,000 d'habitants, il revient à chaque habitant la quotité de 9,500 reis, soit 47 fr. 50, et une rente moyenne pour chaque habitant de 95,000 reis ou 475 francs, ce qui est évidemment excessif. Ensuite, il faut remarquer la proportion des impôts directs aux impôts indirects moindre de 50/0 et ces derniers frappent surtout des objets de première nécessité. Dans les impôts directs on comprend 3,177 contos de contribution foncière inique pour beaucoup de contribuables, mais insignifiante pour d'autres principalement pour les influences électorales qui ne permettent point une révision des évaluations qui détermine le rapport imposable des maisons avec l'équité possible. On assure que cet impôt a produit dans l'ancien régime des dîmes, il y a 60 ans, 8,000 contos ; mais, en admettant la moitié seulement quand tous les revenus de l'État ont augmenté dans une proportion supérieure à 200 0/0, il n'est pas difficile de calculer le privilège dont jouissent depuis longtemps les propriétaires. Dans les impôts directs se trouvent compris également, 5,107 d'impôt sur le revenu, lequel, en partie est perçu sur les fonctionnaires publics dans une échelle progressive, mais dont la plus grande partie est prélevée sur les créanciers de l'État dans la proportion de 30 0/0 des

rentes qu'ils recevaient du trésor. C'est la plus grande des iniquités, la prépotence la plus abusive et l'erreur politique la plus grossière de la part de qui n'avait pas le courage d'exiger le sacrifice juste, tout en ayant la force pour oublier de payer sans dignité.

Si nous passons maintenant à la distribution des dépenses, nous y verrons des choses réellement étonnantes. Dans les 47,324 contos, on comprend 15,991 pour les obligations résultant de la dette fondée et 5,368 contos en plus à la charge du Trésor, soit au total 21,359, c'est-à-dire plus de 45 0/0 des recettes de l'État. Des 55 0/0 qui restent, le ministère des finances absorbe presque 7 0/0. La guerre, la marine et la sûreté publique et la garde fiscale représentent une dépense d'environ 9,500 contos ou soit 20 0/0, les travaux publics 14 0/0, le ministère de la justice et des cultes moins de 2,2 0/0, l'instruction publique 544 contos, soit moins de 1,1 0/0.

Résumant pour plus de clarté :

Dettes publiques.	45	0/0.
Guerre, marine, sûreté	20	0/0.
Travaux publics	14	0/0.
Ministère des finances	7	0/0.
Justice et cultes.	2,2	0/0.
Instruction publique.	1,1	0/0.
.	107	0/0.

200

Il est facile de calculer maintenant quel doit être le mouvement industriel et commercial du pays, si intimement lié à la situation financière. L'aggravation des impôts indirects dont la plupart est constitué par les tarifs douaniers obéit à la pensée d'une augmentation des recettes et de protection à l'industrie nationale. Il n'en résulte pas une consommation meilleur marché ni en plus grande échelle. L'industrie luttant en général avec le manque de capitaux et avec un change écrasant, se met entre les mains des banquiers qui prélèvent la part du lion ; le commerce cherchant à prélever sur le consommateur l'énorme somme d'impôts qui pèsent sur lui perd de plus en plus l'intensité de son mouvement, car l'arbitraire de la répercussion a des limites, sauf dans les objets de première nécessité. L'impôt dit protecteur est si absurde relativement à certains produits, qu'il les rend deux fois plus chers sans toutefois pouvoir garantir une production correspondante aux besoins de la consommation. Tout en profitant à une petite classe,

il ruine les autres et porte préjudice en tout cas aux conditions normales de la consommation et du commerce.

Quelques exemples mettraient en évidence les inconvénients résultés chez nous des restrictions arbitraires imposées au principe de la liberté sous le point de vue protecteur, mais cela nous conduirait très loin de notre objet sans aucun avantage pour la solution du problème. Il y a des systèmes que l'on peut adapter aux conditions spéciales d'un pays, sans que l'on doive les généraliser comme par une sorte de contagion.

*
*
*

Les républicains et les socialistes poursuivent leur travail de propagande contre la manière d'être actuelle des institutions politiques : les premiers en déduisant des arguments surtout des erreurs des gouvernements qui, sous le système monarchique, ont compromis les institutions elles-mêmes ; les seconds, pour la plupart des doctrinaires, en cherchant à implanter dans notre pays les programmes de Erfurt et du congrès de Zurich, surtout à l'occasion du Premier-Mai maintenant consacré aux manifestations des ouvriers. Ils ont réuni cette année deux congrès ou comices, à Lisbonne et à Porto, auxquels prirent part respectivement 3,000 et 2,000 personnes. Ils ont encore manifesté par des commémorations de leurs morts dans les cimetières et en encourageant le zèle des nouveaux prosélytes par des réunions et des fêtes.

Le socialiste collectiviste, M. Fuschini, s'était prêté à entrer en 1893 dans un ministère soi-disant conservateur, celui qui est encore au pouvoir. En abandonnant le portefeuille des finances, M. Fuschini causa moins de surprise qu'en l'acceptant. Il semble que son départ n'ait mécontenté personne, car son collectivisme dans les finances de l'État n'a pas donné de résultat plus brillant que dans les finances de la municipalité. Sans le moindre plan viable il a aggravé sensiblement en dehors de toute équité les impôts et s'est livré aux monopolisateurs. Il vécut d'expédients dans une atmosphère toujours troublée par de graves difficultés et se montra au-dessous de la situation qu'il prétendait conjurer. C'est qu'il ne suffit pas de beaucoup de bonne volonté ni d'une longue aspiration au portefeuille ministériel pour suppléer à des lacunes importantes. M. Fuschini, actuellement en opposition au gouvernement, accompagne les progressistes comme les républicains sans se confondre avec eux.

Les ouvriers continuent à demander du travail au gouvernement et à la municipalité, et tout va bien quand on les écoute. *Panem et circenses*, disaient les Romains ; *pan y toros*, disent encore nos voisins

d'Espagne, et nous sommes convaincus que cette formule pourra satisfaire encore pendant longtemps l'aspiration socialiste de la majorité du peuple de la Péninsule, si d'autres causes ne viennent agir sur ses destinées politiques et économiques.

Le peuple est dans sa grande majorité étranger à ce jeu des ambitions qui divise les plus hardis en deux fractions : le gouvernement et l'opposition. Il n'est pas seulement un élément passif, bien pis, il est un élément servile et c'est là le reproche le plus grave qu'il puisse mériter. Il ne se plaint que quand on l'écorche de trop près et alors il réagit un peu. Hors de là, il se soumet à un gouvernement hystérique ou déséquilibré sans s'occuper de ses aptitudes et de ses vertus, pourvu que ce gouvernement lui procure *panem et circenses*. Voilà son socialisme, sans doute le plus commode, le plus utilitaire, mais aussi le plus humiliant. *Suum cuique* (1).

(1) En fait de socialisme je dois signaler ici une institution due à l'initiative privée : la *Cuisine économique*, fondée il y a peu de temps pour venir en aide aux ouvriers de Lisbonne. On ne saurait trop la louer. Elle est de celles qui suffiraient à faire beaucoup pardonner à l'administration publique qui en aurait eu la pensée. Mais l'action paternelle des gouvernements ne s'est point exercée ici. Elle n'est pas non plus l'œuvre d'un groupe de déshérités en lutte permanente avec les difficultés de la vie et cherchant à les vaincre par la faveur, par l'aumône ou par l'une quelconque des formes possibles de l'assistance. On la doit à une âme noble aussi bien douée de sentiments altruistes que bien placée par les conditions de la fortune pour leur donner cours, à un de ceux qui n'ont pas eu besoin de l'expérience de l'adversité pour concevoir et réaliser pratiquement l'une des formes les plus parfaites du socialisme ouvrier. En effet, cette institution au-dessus de tout éloge est l'œuvre de Madame la duchesse de Palinella. Nombre de personnes animées des mêmes sentiments se sont jointes à Madame de Palinella pour coopérer au même but d'alléger le sort précaire de l'ouvrier et de sa famille en proie à l'insuffisance du travail ou de sa rémunération.

La *Cuisine économique* est une association ayant pour but de garantir à l'ouvrier l'alimentation à bon marché. Ce n'est à proprement parler la charité ni l'aumône que l'on y va trouver. L'ouvrier achète sa nourriture mais il la paie un prix que seule l'association des capitaux et une administration sans prétentions peuvent réaliser. C'est un bienfait de grande valeur et en même temps un exemple qui montre pratiquement comment la réunion de forces même petites peut multiplier à l'infini les avantages que ces forces produiraient si elles étaient isolées, comment par cette association les sacrifices individuels se trouvent diminués sans qu'il faille pour cela un autre ressort que le principe de la solidarité agissant par sa double influence de moralité et d'utilité. Par la compréhension nette de ce principe et sa raisonnable réalisation les revendications que beaucoup d'ouvriers formulent

Dans ces derniers temps, l'idée de la création d'un parti catholique a pris quelque consistance. Le parti prendrait une part active dans la politique et chercherait à soumettre l'administration publique aux principes et aux sentiments moraux et religieux dont l'oubli est en grande partie la cause du relâchement des mœurs où nous sommes arrivé. Ce mouvement a été initié par des prélats de l'église portugaise qui supposent pouvoir prendre en mains la direction des masses populaires dans leurs intérêts mondains comme dans leurs aspirations d'outre-tombe. Ils ont trouvé appui auprès de quelques personnes respectables par leur sincérité et bonne foi, mais en vérité on ne peut encore prévoir l'influence que ce parti pourra exercer dans les circonstances actuelles au milieu du désordre moral et de l'incrédulité dans toutes les manifestations sociales.

A l'extrémité d'une vie assez angoissante il n'est pas rare que les désabusés de l'inefficacité des procédés humains renoncent à leurs erreurs pour recourir en dernier lieu à l'action surnaturelle. A cette fin et dans ce but on a organisé des pérégrinations à Lourdes et autres lieux de recueillement et dévotion. Il est incontestable que les impressions qu'on y reçoit, véritables suggestions physico-psychologiques, ont déterminé des résultats hors du commun. Si l'on doit appliquer ce remède à nos hommes publics rien n'est plus facile que de les envoyer à Lourdes et de les soumettre à quelques heures de piscine pendant que le peuple chanterait des hymnes en l'honneur de leur conversion. Ils auraient des chemins de fer à bon compte, ils jouiraient des paysages charmants du Midi de la France. L'expérience ne serait pas difficile. Il ne paraît pas qu'il y aurait à cela quelque blâmable hérésie.

Voilà la conclusion logique à laquelle devrait aboutir le nouveau parti laissant de côté d'autres expédients de moindre importance dans lesquels il ne saurait avoir pour le moment aucune confiance.

demeurent sans prétexte et les injustices dont ils se plaignent n'ont plus lieu de se produire car elles sont plutôt leur fait que la faute d'autrui.

La *Cuisine économique* de Lisbonne possède actuellement deux maisons où l'on distribue par jour en moyenne 1,600 repas au prix de 80 reis chacun (fr. 0,40). Ces repas se composent de : potage, un plat de viande, 125 grammes de pain et 2 décilitres de vin. Elle livre aussi séparément le potage pour 20 reis, un plat de viande ou de poisson pour 30 reis et le pain pour 10 reis. On livre en 15 minutes des repas au choix. Jusqu'ici la vente à ces prix ne compense pas la dépense mais on espère y arriver quand le nombre de repas livrés par jour aura augmenté. Le sacrifice de l'association consiste actuellement dans l'avance des capitaux et l'administration gratuite qui peut servir de modèle aux socialistes les plus exigeants et les plus altruistes.

Il est certain que, dans d'autres pays il y a un parti catholique et la Belgique nous a donné dernièrement l'exemple de son action politique. On ne saurait douter que, étant données certaines circonstances, un parti de cette nature ne puisse rendre de grands services à la chose publique soit en surveillant assidûment les affaires de l'État, soit en leur communiquant même une certaine impulsion. Et si l'on nous demandait quelle importance peut avoir dans la vie politique d'un peuple son éducation morale et religieuse, certainement nous ne regarderions pas le fait comme dénué de signification, bien au contraire, nous le prendrions volontiers comme critérium de sa civilisation. Nous sommes persuadé même que notre plus grand déficit est le déficit de la moralité et une fausse compréhension de la richesse et du bien-être, ce qui précipite un grand nombre d'individus dans le gouffre des ambitions inassouvies.

Mais là où il y a un parti catholique il y a d'autres partis religieux en lutte les uns contre les autres, face à face, levant le drapeau de la liberté de leurs croyances d'où chacun attend tous les bienfaits sociaux. Chez nous il peut y avoir d'autres partis politiques, mais il n'y a pas d'autres sectes religieuses et il n'y a pas de lutte de croyances. C'est là un état idéal que beaucoup d'autres nations n'ont pas encore atteint, malgré peut-être des sentiments religieux plus purs et plus fervents. Transporter donc dans ce terrain neutre du sentiment religieux, le plus fécond en discordes d'une autre genre, encore un parti et une cission en plus, c'est peut-être compromettre le but par l'emploi de moyens imprudents. Comment seront envisagés par les catholiques les partisans d'un autre idéal politique?

Les prélats ont à leur disposition le clergé paroissial pour asseoir une large influence sur l'éducation morale et religieuse des ouailles confiées à leur garde. Quoique dépouillés de l'enseignement officiel des écoles ils ont cependant leurs chaires dans les paroisses où ils peuvent prêcher et enseigner librement sans négliger les devoirs sociaux à l'accomplissement desquels la religion n'est point opposée. Mais ainsi par la communion du même but et des mêmes moyens ils constituent un parti puissant sans éveiller des rivalités ni exciter des passions et sans avoir besoin d'une autre sphère d'action. Quand on les appellerait à résoudre les conflits politiques qui les éloignent de leur mission religieuse ils pourraient se plaindre comme le Pontife romain répondant aux Lombards : laissez-moi le temps d'exercer mon ministère sacré.

Le manque de sentiments moraux et religieux est énorme et de cette lacune la faute est tout entière au clergé, car elle résulte de sa négli-

gence a faire son devoir. Ce dont il a besoin ce n'est donc pas de s'organiser en parti politique, il lui faut uniquement ne pas se laisser contaminer par le milieu et renoncer à se faire plus mondain que les laïques. S'il se lance dans la politique pour servir l'égoïsme il se fera courtier de voix ou député, pour échanger à la première opportunité une cure pour une autre plus lucrative.

Voilà pourquoi le peuple ne croit plus dans la parole du clergé ni dans sa religion. Il ne l'entend pas prêcher et ses actions ne l'impressionnent pas par l'exemple de l'abnégation et du civisme.

Un parti politique constitué avec ces éléments ne viendra peut-être pas augmenter le désordre déjà grand, mais il n'est pas susceptible de se constituer comme force directrice dans ce milieu avec avantage pour la société. Certes, nos mœurs ont besoin d'une réforme profonde, les partis politiques ont besoin de se transformer entièrement, mais ce n'est pas par ce chemin qu'on y arrivera à notre avis. Si nous nous trompons nous ne demandons pas mieux qu'une expérience prochaine vienne nous désabuser.

* *

Disons quelques mots du mouvement juridique. Quelques écrivains regardent son évolution comme bornée seulement à l'action du droit pénal, peut être parce que, celui-ci étant la sanction positive et générale de toutes les branches du droit, d'après lui on peut évaluer le degré de respect qu'obtiennent dans la réalisation pratique leurs prescriptions. Nous sommes très loin d'attacher à l'évolution juridique une acception si étroite. Car elle comprend nécessairement tous les phénomènes juridiques, et tels sont tous les faits sociaux, toutes les institutions en ce qu'elles dépendent de l'administration de la justice comme garantie de l'ordre public. Tout rapport social est un phénomène juridique.

Mais pour traiter la question sous ce point de vue large et général, il faudrait de gros volumes. Et cependant le mouvement juridique n'est intéressant en général qu'en ses aspects les plus saillants, dans ses conditions anormales, c'est-à-dire précisément dans ce en quoi le droit pénal peut lui servir de criterium. C'est peut-être pour cela que le célèbre professeur Lombroso cherchait à déterminer le type du criminel négligeant le type de l'homme normal, sans se rappeler que dans le terrain des anomalies et des exceptions il est inutile de tenter de les soumettre toutes à une formule unique.

Nous nous restreindrons donc aussi et peut-être un peu plus qu'il ne conviendrait parce que les éléments d'appréciation nous manquent,

Il y a plus de vingt années on attachait chez nous une telle importance à la statistique criminelle que l'on a créé au ministère de la justice une direction propre pour les travaux de cette nature. On a publié jusqu'à trois volumes relatifs aux travaux de trois ans et ils avaient quelque mérite, quoique ils fussent loin de la perfection relative que l'on pouvait espérer et qui convenait à la solution des problèmes variés de la criminalité. Mais soit que les fonctionnaires n'eussent pas de sympathie pour ces travaux, ou soit pour d'autres raisons que l'on ne découvre pas facilement, ils ont négligé ce service et le département fut supprimé, mais les fonctionnaires ne furent point destitués, ils furent plutôt mis à leur aise pour continuer avec moins de scrupule à toucher leurs appointements. En cela le système portugais est profondément original.

Le gouvernement dit que la réforme de la police civile de Lisbonne, décrétée dictatorialement au mois d'août 1893, a déterminé une diminution du nombre des crimes par suite de la répression constante et complète des délits commis et par suite du maintien de la plus absolue tranquillité publique. Cette assertion a besoin d'être démontrée et ne s'impose point sans les données positives de l'expérience, seules dignes de crédit. On a affirmé le contraire et l'on a prétendu que cette réforme n'a aucune valeur et doit être repoussée.

Nous sommes dans un régime où l'on remplace la statistique des faits par des présomptions. Un fait anormal survient ici ou à l'étranger, on imagine aussitôt une réforme sans aucune condition de stabilité parce qu'elle ne repose point sur la connaissance des conditions naturelles ou accidentelles du crime. Un même individu répond six ou sept fois aux tribunaux ou bien est arrêté dix ou douze fois par la police, on résout de suite toutes les questions de récidive en cherchant à la réprimer en toutes les circonstances et pour toutes les personnes par une simple aggravation de la pénalité dans l'échelle pénale. Un individu vole vingt fois parce que la société ne lui fournit ni travail, ni pain et l'on ne pense pas que c'est la société même qui a récidivé dans l'incurie. Cela ne compte pas, il suffit d'aggraver la pénalité pour corriger l'individu et pour faire de la société une criminelle. Et ainsi de suite. Avec ce système d'inspiration, rien de plus facile que la tâche du législateur.

Les petits crimes, les vols, les escroqueries, les coups et blessures légères ne sont point l'apanage d'un pays, ou d'une région, ils se produisent dans les plus grands centres de populations si fréquemment que l'on n'en est pas surpris et que tout le monde s'y attend. Ils n'émo-

tionnent même pas l'opinion, tellement ce parasitisme social paraît naturelet en général ne sont punis que parce que l'on ne trouve pas des influences qui fassent hésiter les magistrats.

Les grands criminels contre la propriété publique ou privée les grands artistes de l'appropriation du bien d'autrui qui transforment la technique juridique en des opérations d'une plus heureuse combinaison, ceux-là se moquent de l'action judiciaire et de l'animadversion publique. Les grandes fraudes des compagnies du Panama et des banques de Berlin et de Rome ont été admirablement imitées et reproduites dans les compagnies de Chemins de fer, dans les banques, dans les coffres publics et dans plusieurs entreprises portugaises. Tout cela résulte de rapports officiels soigneusement soustraits à la connaissance du public. Il est certain que jusqu'à présent aucune des personnalités, auxquelles on attribue sous réserve ces exploits, n'a dû se faire sauter la cervelle pour ne pas s'asseoir sur le banc des accusés ni expier ses fautes dans la prison. Tous ils se promènent plus ou moins librement et s'occupent de politique et d'élections. Ils offrent au gouvernement leurs services comme experts en prestidigitation électorales. C'est en vérité bien triste.

Le pouvoir judiciaire, entièrement indépendant aux termes de la constitution du pays, n'a pas la responsabilité de cette situation, si ce n'est quand les criminels étant entraînés devant les tribunaux, ce qui n'arrive pas toujours, les juges sont en même temps des hommes politiques ou particulièrement sous la dépendance du pouvoir exécutif en ce que celui-ci peut favoriser leurs promotions et collocations.

Les gouvernements, en général, préfèrent dans ces cas éviter le scandale public du crime à poursuivre; c'est pour cela que les agents du ministère public manquent souvent d'une entière liberté. Le jury, qui n'ignore pas ces faits, s'en prévaut pour être bienveillant pour les petits criminels qui ne peuvent échapper à l'action de la justice par une sorte d'équité qui compense les privilèges des autres.

*
* *

Mais il est temps de conclure. Nous avons exposé les faits qui par leur gravité peuvent mieux déterminer l'état de l'ondulation sociale, suivant l'expression du malheureux et éminent écrivain Basile Conta. Nous avons rapporté les faits tout en laissant de côté les questions de personnes, car seuls les faits peuvent être regardés comme les éléments du mouvement social. Dans l'exacte exposition de ces faits plus

que dans leur légère critique est toute leur valeur sociale. Sans affinités de parti qui nous puissent faire concevoir de douces illusions et en proie à une écrasante appréhension, il est possible que notre pessimisme ait besoin de quelque atténuation. Puissent ceux qui ont espoir en l'avenir s'inspirer de l'amour de la patrie et donner un démenti à mes tristes prévisions par la restauration de nos glorieuses traditions ! Qu'à cette période déjà longue d'incertitudes et défaillances il s'en suive l'affirmation positive de notre vitalité. Que chaque citoyen, s'il le faut, soit un héros ; que l'aurore de la rédemption brille demain, emplissant de la plus vive lumière le chemin de la liberté et du progrès.

J.-J. TAVARES DE MEDEIROS.

Avocat, membre de l'Académie Royale des Sciences
de Lisbonne et de l'Institut international
de Sociologia.

REVUE DES LIVRES

ERNEST DUBOIS, chargé de cours à l'université de Gand, *Les Trade-Unions et les Associations professionnelles en Belgique* (Projet de loi). — Gand, 1 vol. in-12, 323 pages.

Cet ouvrage est un livre d'actualité non seulement parce qu'il s'occupe de la question si vivante des syndicats ouvriers, mais parce qu'il se propose d'apporter quelque lumière dans les prochaines discussions parlementaires des Chambres belges. En effet, le gouvernement vient de déposer un projet de loi sur la matière : la réforme principale est la disposition qui attribue la personnalité civile aux unions professionnelles. M. le professeur Dubois a élaboré un projet de loi, qu'il fait suivre d'un exposé de motifs et de considérations de nature à justifier un à un les articles du texte qu'il propose et défend. C'est la seconde partie de son étude. La première est exclusivement consacrée à la législation comparée. Elle contient des renseignements précis sur la situation actuelle des *trade-unions* anglaises, leur but, leur composition, leur fonctionnement intérieur, leurs groupements fédératifs, leurs rapports avec les ouvriers non-syndiqués et les patrons. C'est le résumé d'observations faites sur place au cours d'un séjour en Angleterre.

O. PYFFEROEN.

GEORGES LAINÉ, *La Crise sociale en Sicile*. Paris, 1894, broch. in-8.

M. Georges Lainé, déjà connu par plusieurs études de valeur sur l'Italie publiées dans *la Science Sociale*, vient d'écrire sous le titre ci-dessus une brochure des plus intéressantes. L'Italie, ce pays qui fournit tant de matière à l'étude des questions artistiques et plus récemment à celle des questions politiques, devient aujourd'hui l'objet des préoccupations des économistes et des sociologues. A ce dernier titre le travail de M. Lainé nous intéresse parce qu'il nous explique la révolution sociale de la Sicile depuis trente ans. Quoique cette île présente tous les éléments naturels de prospérité et de richesse, la misère la plus noire y règne; la cause en est, d'après l'auteur, le défaut d'esprit d'initiative chez les classes dirigeantes. L'unité italienne n'y apporta, comme dans les autres provinces du royaume, que l'apparat de la civilisation moderne sans préparer le pays aux réformes accomplies; de là des conséquences désastreuses en plus d'une matière. On comprend dès lors que la Sicile, qui acclamait l'unité il y a 33 ans, déteste aujourd'hui la domination italienne et, pour des raisons historiques, l'idée même de l'autorité, et que le socialisme, voire même l'anarchie, devaient y trouver une conquête facile. Si la révolution de l'an dernier a été conjurée et si même un retour aux troubles est difficile à prévoir, il n'est pas dit que le malaise social y ait disparu, et la conclusion de M. Lainé est une décourageante prophétie qui peut donner beaucoup à réfléchir à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la péninsule: « La Sicile, conclut-il, est atteinte d'une maladie mortelle et il est à craindre que la décomposition de ce membre gangrené ne gagne déjà le reste du corps du jeune royaume d'Italie ». Nous n'avons qu'à recommander la lecture de cet excellent travail et à féliciter l'auteur qui, spécialiste désormais des questions italiennes, continuera à nous fournir, nous l'espérons, l'occasion de lui adresser des éloges par de nouvelles études sur l'Italie.

N. POLITIS.

LA PETITE INDUSTRIE (*Salaires et durée du travail*), t. 1^{er} : *l'alimentation à Paris*. 1 fort vol. in-8^o.

L'Office du travail, dont nous avons ici à maintes reprises signalé les intéressantes publications, continue, grâce à de dévoués auxiliaires et d'habiles collaborateurs, la série de ses enquêtes sur la situation des ouvriers dans l'industrie française. Dans le présent volume, il s'attache plus particulièrement à l'étude de ce qui concerne l'alimentation à Paris ou, du moins, à la statistique des travailleurs qui y trouvent l'emploi de leur activité, aux conditions dans lesquelles s'exécute de part et d'autre

le contrat de louage, à l'avenir qu'y peuvent parfois espérer ceux qui pratiquent la persévérance et l'économie, ces deux vertus cardinales de l'artisan. Nous n'insisterons pas — puisque nous avons à cet égard fait souvent déjà connaître notre sentiment — sur l'intérêt considérable qui se dégage de ces investigations conduites avec impartialité et qui éclaire d'un jour si vif et si vrai les rapports du capital et du travail. On trouve là des documents sérieux dont tire profit le sociologue : en disant ce qui est, on prépare ce qui doit être.

La méthode, suivie dans ce volume, ne manque pas d'originalité. La genèse de chacune des industries de l'alimentation y est accompagnée de son évolution. Un fait d'ailleurs domine et s'impose à l'attention ; le boulanger, de même que le pâtissier, le boucher ou le laitier, n'étaient tout d'abord que de modestes commerçants, travaillant par eux-mêmes, aidés par les divers membres de leur famille, et ne désirant en somme qu'un salaire normal ; aujourd'hui le point de vue spéculatif apparaît presque uniquement. Des ouvriers mercenaires accomplissent leur tâche quotidienne sous les ordres du patron qui se préoccupe plutôt de l'exploitation commerciale. Des capitaux fort élevés sont devenus nécessaires pour l'achat des fonds ; souvent on se hâte de faire rendre à une boulangerie ou à une boucherie des bénéfices exagérés et instables pour les vendre aussitôt et continuer avec profit ce genre de spéculations. Par là, l'accès de l'ouvrier au patronat, fréquent jadis, devient de plus en plus difficile. Sans doute, les bureaux de placement se font capitalistes et avancent à certains la somme nécessaire à l'achat d'un fonds, mais trop tôt pour le nouveau patron arrivent les échéances ; il n'y peut faire face et la question du salariat, qu'il avait pensé résolue, quant à lui, se pose de nouveau dans toute son intensité. D'autre part, l'ouvrier accuse le placeur de développer le chômage artificiel par l'appel d'un trop grand nombre d'offres de travail, de peser ainsi sur lui et de paralyser et sa liberté d'action et le triomphe de ses légitimes revendications.

Il n'est point nécessaire d'insister sur les salaires dans ces diverses industries, sur les causes les plus fréquentes de chômage, sur l'apprentissage et la durée du travail : sans conteste ces renseignements méritent d'être médités et envisagés dans leurs conséquences, on peut s'y reporter avec fruit en présence de telle question particulière, à l'appui de tel projet de réforme. Mais notre seul but est d'appeler sur les travaux de ce genre la bienveillante attention des lecteurs de la *Revue* : ils nous prêteront crédit sur notre affirmation que ce volume n'est point inférieur à ses devanciers et qu'on y retrouve les mêmes qualités et des mérites non moindres : une scrupuleuse impartialité jointe à beaucoup de rigueur d'observation et à un plan d'une parfaite logique.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la cour d'appel de Paris.

Digeste de la Déclaration faite par devant la commission royale du travail: Sociétés coopératives, mouvements divers, fonctionnaires publics. Présenté aux deux Chambres du Parlement sur l'ordre de la Reine. Londres, 1893, 1 vol. in-4^o.

Rédiger les différentes discussions, faire connaître les diverses décisions et créations de la *Royal Commission on labour* dans ses 17 séances d'octobre, novembre, décembre 1892, janvier et février 1893, telle est la tâche qu'a remplie *M. Geoffrey Drage* dans son rapport de juin 1893.

D'abord on trouvera — pour servir de fil conducteur à travers toutes les dispositions — une liste des témoins (*witnesses*) ou rapporteurs (page 5). Puis *M. Geoffrey Drage* fait l'analyse succincte de chaque rapport. Parmi les plus intéressants, je signalerai ceux de *M. J.-I. Maxwell* (sur la Cooperative Union of Great Britany and Ireland); de *M. William Maxwell* (sur la Scottish Cooperative Wholesale Society); de *M. F. Harden* (qui donne un compte-rendu des progrès du mouvement coopératif à Oldham); de *M. Greenwood* (ce dernier distingue trois sortes de sociétés : celles où la fusion entre travailleurs et capitalistes est complète; celles où elle est incomplète; celles où il y a, non fusion, mais alliance) : enfin de *MM. Vivian et Walker*. C'est à la page 16 que s'arrête la 1^{re} partie du rapport (6-16).

La 2^e partie (pages 16-35) est consacrée aux *Mouvements divers*. *MM. Tom Mann, Webb et Hyndmann* traitent du socialisme et du collectivisme d'une manière théorique, et appliquent leurs conclusions à l'état actuel des sociétés anglaises. *Sir Thomas Farrer* n'admet pas les conclusions individualistes de *M. T. Mann*; pour lui, il ne verrait aux difficultés présentes qu'un remède: la journée de 8 heures. *M. Fenwick* et *MM. Anderson, Gardener, Smyth, Tozer, Scammel, Loch, Boulton, Guttlen, Allan, Bushill*, font passer sous nos yeux des statistiques curieuses, accompagnées d'idées parfois ingénieuses et — surtout — généreuses.

La 3^e partie est réservée aux divers problèmes que peut soulever la question des appointements à donner aux fonctionnaires et employés des diverses sociétés. *MM. Brabbook, Ludlow, Ogle, Gould, Giffen*, nous font connaître la situation de chacun des « *public officiales* » dans les diverses sociétés actuellement existantes, c'est-à-dire conditions de travail, nombre d'heures imposé à chacun et appointements.

C'est avec cette 3^e partie (p. 36-43) que finit le Digeste proprement dit. *M. G. Drage* a ajouté 4 suppléments (« *abstracts* », littéralement « *résumés* »).

1^{er} supplément. — *Grèves et contre-grèves*. Tout le mécanisme de ces grands mouvements d'ouvriers est démonté sous nos yeux (p. 44-47).

2^e supplément. — *La journée de 8 heures*. Toutes les opinions émises

pour ou contre devant la commission y sont soigneusement notées. On les lira avec intérêt. Parfois la discussion a été chaude, si l'on en juge d'après les expressions dont se sert *M. W. Allan* (p. 50, col. 2) ce 2^e supplément, contient 4 pages (48-51).

3^e Supplément. — *Arbitrage et conciliation*. On examine les différents cas qui peuvent être soumis à l'arbitrage, les raisons qui rendent une conciliation possible ou impossible (p. 52-55).

4^e Supplément. — *Actes du Parlement*. Actes du Parlement par lesquels celui-ci a reconnu l'existence des diverses sociétés d'Angleterre et les principes sur lesquelles elles reposent (p. 56-62).

LOUIS BRANDIN.

JUSTIN DÉVOT, *Cours élémentaire d'Instruction civique et d'Éducation patriotique*. 1 vol. in-8^o, 1894.

M. J. D. a écrit ce Manuel pour répondre au nouvel enseignement que le département de l'instruction publique d'Haïti a voulu introduire dans ses écoles.

Ce cours comprendra deux volumes.

Le premier vient de paraître.

Dans les deux premiers chapitres, l'auteur développe l'idée de Patrie et les raisons pour lesquelles on doit l'aimer.

Il établit ensuite les devoirs que les citoyens ont à remplir à son égard et aussi leurs droits vis-à-vis de la société. Le troisième chapitre est un commentaire chaleureux des trois termes de la formule gouvernementale d'Haïti : Liberté, Égalité, Fraternité.

Chacun de ces chapitres est suivi de questions et de réponses et de citations qui contribueront à rendre plus facile la tâche des professeurs et des élèves dans cet enseignement nouveau.

On retrouve dans ce livre la même chaleur d'âmes, le même enthousiasme que la *Revue* a déjà constaté dans les deux précédents ouvrages de M. D. L'auteur écrit avec son cœur. C'est le plus bel éloge que l'on puisse lui adresser. L'ardent désir qu'il a eu de convaincre sera certainement récompensé.

Il ne sera pas non plus hors de propos de le féliciter d'avoir contribué à la création même de cet enseignement qui est une conséquence directe du mouvement d'idées dont il est un des plus actifs représentants.

Nous n'avons pu nous empêcher à la lecture de penser combien M. J. D. se trouvait admirablement placé au milieu de ce peuple haïtien pour y établir quelques-uns des problèmes qui intéressent à un si haut degré la Sociologie.

Dans cette île lointaine se forme une société, née à l'origine d'un sentiment de révolte contre une race de couleur différente.

Depuis cette époque, elle est restée presque séparée du monde par sa situation géographique et aussi par sa crainte de l'étranger. Quelle marche a suivi la formation de cette nationalité ? A quel degré est-elle aujourd'hui parvenue ? Quels services les lois nouvelles de la Sociologie peuvent-elles lui rendre ?

Il nous semble que M. J. D. nous doit sur ces sujets un ouvrage qui lui méritera les remerciements de tous ceux qui s'intéressent à ces questions.

H. RAPPIN.

M. AGUILÉRA, *l'Idée du Droit en Allemagne depuis Kant jusqu'à nos jours*. — Paris, 1893, 1 vol. in-8.

La philosophie du droit, qui eut son heure de vogue, ne semble plus fort en honneur aujourd'hui. Les juristes la dédaignent, comme trop étrangère aux préoccupations de la vie pratique. Les philosophes le plus souvent la négligent, soit que, appartenant à l'école idéaliste, ils se confinent dans l'étude de la pensée de l'homme isolé, soit qu'au contraire, suivant les principes du réalisme, ils se préoccupent des phénomènes simplement organiques plus que des phénomènes sociaux. Il y aurait pourtant, dans cet ordre d'idées, des recherches à accomplir et des résultats importants à atteindre. Les admirables travaux d'Ihering ont, à cet égard ouvert une voie nouvelle ; et, en France même, le petit livre de M. Tarde sur *les Transformations du Droit* et surtout son important ouvrage sur la *Philosophie pénale* ont appliqué aux phénomènes juridiques une méthode d'interprétation originale et profonde.

A défaut d'efforts nouveaux dans ces mêmes directions, pour continuer un système général de philosophie du droit, pour dégager une vue d'ensemble dominant toute l'évolution juridique, ne pourrait-on du moins faire l'histoire des tentatives de cette sorte, et n'y aurait-il pas profit à résumer ce que de grands esprits ont pensé sur ce sujet ? Assurément. En l'absence d'une science achevée, l'histoire de la science peut nous offrir de très utiles enseignements. Cette tâche, d'ailleurs, quoique restreinte, n'est point toujours elle-même des plus aisées à accomplir. D'abord, ces données, tout au moins lorsque c'est à des philosophes qu'on les demande, tiennent à l'ensemble d'un système plus ou moins métaphysique dont il faut les extraire, sans toutefois les en arracher, sans briser le lien ténu qui unit la fleur à la tige dont elle sort. Puis, les prescriptions générales du droit ont souvent été confondues avec celles de la morale : les en distinguer est encore œuvre délicate. Enfin, aujourd'hui, c'est avec des règles économiques qu'on a d'ordinaire tendance à les mélanger : autre pé-

ril qu'il faut aussi savoir éviter. Ce travail d'isolement n'est nulle part, chose aisée. Mais il devient chose fort difficile quand on doit l'appliquer aux œuvres sorties de la spéculation germanique. Les conceptions des penseurs allemands ne sont point d'ordinaire aussi nettes que celles de leurs confrères français, et la langue dont ils se servent, avec sa profondeur décevante, n'est pas faite pour les éclaircir. Peu d'entreprises sont donc plus ardues que celle-ci : étudier la philosophie du droit en Allemagne. Il faut savoir gré à M. Aguiléra de n'avoir pas reculé devant une tâche périlleuse, que d'autres auraient trouvée rebutante, et de nous avoir donné un travail d'ensemble sur cette théorie délicate.

Dans une première section de son livre, il étudie les origines de la philosophie du droit en Allemagne, tant dans l'esprit du peuple germaniques que dans les premiers monuments de sa législation. Il nous fait assister à la naissance de la théorie du droit naturel, développée par Grotius et Leibniz, continuée par Puffendorf et Wolf. De longues et intéressantes pages sont ensuite consacrées à Kant. L'auteur met bien en lumière l'idée centrale du système kantien : le point de vue proprement éthique substitué au point de vue eudémonique, la règle formelle remplaçant la règle matérielle, et cette règle suivie avec une rigueur qui fait à la fois la force et l'étroitesse du système. La seconde section s'occupe de l'école idéaliste issue de Kant. Fichte élargit le droit jusqu'à en faire un principe universel ; mais il en accentue, encore plus que son maître, l'origine subjective, ce qui laisse la place belle aux doctrines qui feront reposer le droit sur la force. Déjà, avec Hegel, cette tendance se montre, et on sait que les disciples de ce philosophe ont versé entièrement dans cette conception. Une revue assez neuve des idées juridiques de Krause, d'Herbart, de Schopenhauer, termine cette section.

Celle qui la suit est consacrée à l'école historique. La méthode et la doctrine de Savigny sont ici mises en lumière. Puis, nous voyons « l'historisme » s'accommoder à des tendances bien diverses : la tendance théologique, avec Schlegel et Stahl ; la tendance réaliste et évolutionniste, avec Puchta, Bluntschli, Ihering, Schäffle, Kunze ; la tendance matérialiste (l'auteur ici n'exagère-t-il pas un peu son vocable ?) avec MM. Post et Knapp. Enfin, M. Aguiléra nous fait assister à la formation des principes de l'école de législation socialiste, en même temps qu'à la renaissance des doctrines kantiennes grâce aux émules de Wundt.

L'ensemble de cet exposé est fidèle, et à peu près aussi clair qu'il pouvait l'être en une matière extrêmement complexe et compacte. Si l'auteur ne nous montre pas toujours d'une façon suffisamment nette comment les différents systèmes ont compris le rapport des droits de l'individu aux droits de l'État (question capitale aujourd'hui), c'est sans doute parce que, sur ce sujet, la pensée des écrivains qu'il étudie est souvent elle-même bien nuageuse. Ce qu'il y a de plus grave à imputer en propre à M. Aguiléra, [c'est l'extrême négligence de son style et la quantité

d'erreurs matérielles qu'il a laissé glisser dans l'impression. Le livre n'en reste pas moins fort utile à lire, plus encore pour les nombreux renseignements qu'il contient que pour la conclusion personnelle par laquelle l'auteur a crû devoir le terminer. Il ne se place pas au nombre de ces œuvres définitives que nul n'est tenté de refaire. Mais il se range parmi ces travaux honorables que consulte avec intérêt et profit celui qui aborde ultérieurement le même sujet.

RENÉ WORMS.

REVUE DES PÉRIODIQUES

The « Review of Reviews », juillet-décembre 1894, Londres.

Le 2^e Semestre donne une large place aux questions sociales proprement dites. Voir dans le numéro de juillet : « La biologie est-elle favorable ou contraire au socialisme ? » M. Karl Pearson y prend vivement à partie les théories de M. Kidd. Dans le même numéro, page 48, Co-operative working-class settlements; page 57, la France deviendra-t-elle socialiste?; page 50, la question du suffrage féminin en Amérique : cette question délicate et piquante a été soulevée par M. Mathew Hale. Dans la seule ville de New-York le nombre des prostituées est de 30 à 50,000. Quelle garantie morale pourraient offrir les votes de ces pauvres créatures ? Hésiteraient-elles à trafiquer de leurs votes, aussi bien que de leurs corps ? Sur quoi M. Matthew Hale propose des moyens prophylactiques, sous forme d'amendements à l'article de la Constitution. M. M. Hale songe à diminuer la corruption électorale en purifiant le vote des femmes ; oublie-t-il qu'il n'y a pas que des femmes pour vivre de la prostitution ? Dans le numéro d'août, page 143, M. le sénateur Hoare et M. le Dr Buckley expriment les raisons favorables ou défavorables à l'institution de ce suffrage féminin. Ils se bornent à examiner la question au point de vue de l'Amérique. Page 163, Protestation contre le socialisme chrétien analysée d'après la « Quarterley Review ». Ne vise que la « Social Christian Union ». Mais voici mieux : une description d'un meeting anarchiste tenu en Écosse. Ce qui a le plus étonné M. David Watson c'est que l'assistance, après avoir envoyé d'admirables couplets anarchistes en vers anglais, a entonné avec une énergie digne d'un meilleur emploi, la « Carmagnole » — et cela en français. Je ne savais pas qu'en Écosse on cultivât si ardemment notre littérature classique. Le chef du

« chœur » était sorti de prison le jour même du Congrès. Il n'avait été « enjôlé » (1), comme dit joliment l'anglais, que pour excitation au meurtre. Pendant son séjour à l'ombre, il avait eu entre les mains un livre qui l'avait vivement frappé. « Ce livre, disait-il, prêche la mort des tyrans et de la tyrannie. C'est un livre fait pour les anarchistes et les révolutionnaires. » Voilà, certes, sur la Bible, un jugement qui sera pour étonner Sa Sainteté le pape Léon XIII. M. Malato, artiste appartenant au parti anarchiste, publie les portraits moraux (?) de quelques anarchistes (p. 244, n° septembre). Ce sont d'enthousiastes apologues de Ravachol, de Vaillant, d'Émile Henry. Mais nul n'a plus droit — c'est M. Malato qui parle — à notre admiration que cet excellent, cet impeccable Caserio Santo. On peut à la rigueur reprocher à l'assassin de M. Carnot d'avoir laissé çà et là quelques fautes dans ses lettres ; mais cela prouve que Caserio Santo négligeait cette banalité qu'on appelle l'orthographe, et ne songeait qu'à cultiver et fortifier son esprit et son âme. Caserio a été l'Harmodius de la génération !

Pages 286 et suivantes, un important article sur l'Union nationale et sociale, son but, sa méthode, son organisation, son historique (octobre).

Page 340 (octobre), curieux article bien fourni de renseignements sur la reconstitution du parti libéral.

Page 357, charge à fond de train de M. Lord Farrer contre les Bimétallistes.

Une chose m'étonne : c'est qu'après une telle attaque, il reste encore des bimétallistes.

Page 460 (novembre), quelques lignes assez curieuses sur le parti indépendant irlandais. C'est à propos du cri d'alarme poussé par M. J.-E. Redmond dans le « Nineteenth Century ».

Le dernier fascicule (décembre) s'occupe surtout des événements politiques proprement dits. Cf. un article piquant de lord Salisbury sur les projets de lord Rosebery. La suppression des Lords y est vivement critiquée. C'est aussi bien cette question de la Chambre des lords qui semble surtout préoccuper l'esprit de nos voisins d'outre-mer. Cf. page 548 : Que faire des Lords ? article où la question est sérieusement examinée par lord Hobhouse dans la « Contemporary Review » et page 550, par contre, un article de M. Sydney Low montre que la Chambre des communes va dépérissant de jour en jour.

Comme à l'ordinaire, les articles de pure fantaisie sont toujours très jolis et très intéressants. Et la revue des différents journaux est très consciencieusement faite. La « Review of Reviews » (numéro de novembre) donne à M. James Darmesteter un mot d'adieu (2). Son départ de ce

(1) Emprisonné = enjôlé.

(2) Les lecteurs de la Revue ont lu sans doute avec intérêt la notice

monde laissera, dit-elle, un grand vide dans la Revue dont il était un des principaux rédacteurs et directeurs. Une dernière remarque : j'ai été assez étonné de voir la « Review of Reviews » faire une simple mention de l'article de Miss Cécile Hartog sur les *Poètes de Provence*, qui a paru dans le *Contemporary Review* d'octobre 1894. L'article venant d'une main anglaise doit attirer notre attention. Il n'était certes pas facile pour une jeune fille anglaise d'avoir des idées nettes et originales sur la poésie de nos poètes provençaux tant anciens que modernes. Miss Cécile Hartog a admirablement réussi à rendre le caractère particulier de la poésie des Troubadours et surtout des Félibres. Elle a eu la main fort heureuse dans la traduction en vers anglais des vers provençaux. D'un bout à l'autre de l'article on sent une émotion chaude et sincère. Et l'on emporte de la lecture de cette étude simple et bien ordonnée une impression pleine de douceur et de charme. A signaler, parmi les variétés des études détaillées sur Oliver Wendell Holmes, sur « Lourdes » de Zola, article bien fait avec photographies intéressantes. — Nous recommandons aussi aux lecteurs de ne pas négliger les caricatures du début de chaque fascicule. Elles sont toujours bien choisies et fort amusantes.

LOUIS BRANDIN.



INFORMATIONS

Nous sommes heureux d'annoncer que les trois premiers volumes de la Bibliothèque sociologique internationale sont actuellement sous presse. Leurs titres sont les suivants : « Organisme et Société », par M. René Worms; « La Pathologie sociale », par M. Paul de Lilienfeld; « La Population et le Système social » (en traduction française), par M. Francesco S. Nitti.

..

Les Annales de l'Institut international de Sociologie, contenant les travaux lus au Congrès de sociologie tenu à Paris en octobre 1894, paraîtront dans deux mois environ.

que M. René Worms a écrite sur James Darmesteter, n° 11 (novembre) de la *Revue internationale de Sociologie*. Ils auront un portrait complet de l'homme, de l'écrivain, du penseur, du savant dans l'article que lui a consacré M. Gaston Paris dans la *Revue de Paris*, n° 21, 1^{er} décembre.

C'est, nous dit-on, le mois prochain que verra le jour, à Madrid, la « Revista de Derecho y de Sociologia » dont nous avons annoncé la fondation par M. A. Posada.

Il y a quelques jours M. J. Izoulet, professeur agrégé de philosophie au lycée Condorcet, a soutenu en Sorbonne, d'une façon brillante, les deux thèses suivantes pour le doctorat ès-lettres : 1^o de J.-J. Russeo; 2^o la Cité Moderne, ou métaphysique de la sociologie.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Oscar d'Oraujo, l'Idée républicaine au Brésil (in-12). — *Léon Say*, le Socialisme d'État (broch. in-8). — *Pietro Sitta*, Il lavoro della donna (broch. in-8). — *Angelo Majorana*, Teoria sociologica della costituzione politica (in-8). — *Gebrg von Mayr*, Statistik und Gesellschaftslehre, t. I. (in-8). — *S. R. Steinmetz*, Ethnologische Studien zur ersten Entwicklung der Strafe (2 vol. gr. in-8). — *Sales y Ferré*, Tratado de Sociologia; I. del Hetairismo al Matriarcado (in-8). — *Ch. Gide*, le travail manuel et les professions libérales (broch. in-8). — *Ch. Gide*, Almanach de la coopération française pour 1895 (in-18). — Etude sur les résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche; I : Accidents (in-8, publié par l'Office du travail). — *René Worms*, les Théories modernes de la criminalité (broch. in-8). — *Henry Bérenger*, l'Aristocratie intellectuelle (in-12). — Istruzione secondaria e superiore, 1891 (in-4^o). — *L. Vacher*, le Homestead aux États-Unis (gr. in-8). — *George King*, Text-book de l'Institut des actuaires de Londres (broch. in-8). — *Dr Lauziès*, Population du Havre (in-8). — Report of the labour department 1893-1894 (in-8). — *F. S. Nitti*, l'alimentazione e la forza di lavoro dei popoli (br. in-8).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

L'idée et le caractère scientifique de l'Économie.

I

ACCEPTION VULGAIRE DU MOT *Économie*.

Il est impossible de passer de l'ignorance complète d'une chose à sa parfaite connaissance. La nature de la faculté de connaître exige la présence de l'objet à connaître devant le sujet, et exige une série de mouvements, pendant lesquels celui-ci entre graduellement en possession de celui-là. Ce sont l'impression produite sur l'*agent*, par un agent tant matériel qu'idéal qui sollicite la connaissance, lequel aboutit, par le moyen de la réflexion, à la constitution du pouvoir de l'élément *actif* de la connaissance, c'est-à-dire à la pleine information de l'homme, caractérisée par l'évidence et le système, *fonds* et *forme* de la science, but et fin de la faculté de connaître.

On peut certainement arriver à la science de l'*Économie*, puisque les *phénomènes économiques* produisent une *impression* sur nous, dans l'ordre de la connaissance. Comme nous avons des mots qui expriment les idées dont l'analyse nous est nécessaire, pour atteindre le but que nous nous proposons, la science de l'*Économie* peut nous être un très utile précédent, puisqu'aidée par le langage elle démontre, mieux que tous les *faits de l'homme*, la relation nécessaire entre *nous*, et par consé-

quent accuse d'une façon incontestable la *réceptivité* omnilatérale, et particulièrement celle de la connaissance.

Mais il faut signaler ce qu'on entend ordinairement par *Économie*. On ne dit pas d'une personne qu'elle est *économe* lorsqu'elle gaspille, dilapide, ou lorsqu'elle vit dans le désordre, mais au contraire lorsqu'elle agit d'une façon opposée, qu'elle réduit ses besoins aux exigences de certaines fins matérielles, et qu'elle dépense avec mesure, avec ordre; en un mot lorsque, par une prévision systématique, elle arrange sa vie de façon à avoir trop, au lieu de n'avoir pas assez. C'est pour cela que l'on confond souvent l'*épargne* avec l'*économie* et l'on va jusqu'à donner le qualificatif d'*économe* à l'homme qui, tombant dans le défaut opposé au *gaspillage*, ne se rend pas compte que la vie humaine n'est pas possible sans la satisfaction des besoins légitimes.

On emploie aussi le mot *économique* dans l'étude des *questions économiques*, prises comme synonymes des questions ouvrières et sociales. Dans ces derniers temps ce terme a été fréquemment employé pour désigner les nombreux et si intéressants aspects du problème, vieux comme le monde, qui consiste à étudier les moyens d'éviter qu'il y ait des minorités excessivement riches, à côté de la masse des malheureux qui gémissent dans la misère, en sacrifiant si cela est nécessaire le superflu des premiers au nécessaire des seconds; problème évidemment économique dans sa source, ce qui lui a valu sa dénomination, car si on l'examine de près on comprendra combien il est difficile d'exiger du malheureux la vertu, la science et l'amour de la perfection. Le mot de Napoléon : « *Le ventre fait toutes les révolutions* » et ceux de Franklin : « *Un sac vide ne peut se tenir debout* » et de Schäffle « *La question sociale est une question d'estomac* » sont toujours vrais, malgré leur rudesse.

Le mot *Économie* s'emploie au lieu de *finance*, dans le langage du commerce, de la banque, du négoce ou des intérêts économiques de l'État municipal, provincial ou central.

Enfin, on parle par métaphore de « l'*Économie de l'univers* » et de l'*Économie humaine*, pour désigner l'ordre, l'harmonie, le système qui régit un mécanisme ou un organisme.

Il ressort de ce qui précède que le mot *économie* équivaut à ordre, harmonie, entre des parties d'un caractère essentiellement matériel; ainsi on appelle *économe* l'homme réglé dans ses dépenses, la femme qui dirige bien son intérieur. Le problème économique serait résolu si le capitaliste *ne gagnait pas à l'excès* au détriment du travailleur, si l'entrepreneur, avec le régime industriel actuel, se convertissait en *patron*

non des lèvres, mais de cœur, si l'État rétablissait l'ordre dans les finances en soumettant à une sévère économie le régime agricole d'un pays, c'est-à-dire en ne satisfaisant que les véritables nécessités politiques, et en exigeant seulement du contribuable une part de ce qui lui reste, après qu'il a couvert ses besoins légitimes.

II

SENS ÉTYMOLOGIQUE DU MOT *Économie*.

L'*étymologie* d'un mot aide beaucoup à déterminer sa signification, car, comme tout ce qui vit, les expressions de l'idée ont eu leur origine et leurs évolutions, qui expliquent leur état présent, de même que les particularités que présente un être à l'observateur, contribuent en grande partie à la connaissance de sa genèse.

La langue espagnole venant du latin qui a lui-même une origine grecque, c'est dans ce dernier idiome que nous trouverons les précédents nécessaires pour éclaircir le point qui nous occupe.

Aristote qui, d'après l'opinion de l'illustre Macleod, peut être considéré comme le fondateur de la science économique, emploie le mot *Économie* dans le sens d'acquisition de rentes ou de revenus. Dans le livre second de l'ouvrage intitulé *Économie* qui, s'il n'est pas de lui, comme le prétendent certains critiques, appartient sûrement à son école, il décrit quatre sortes d'*économie* : la royale, la satrapique, la politique et la domestique, considérant les trois premières comme les moyens dont les gouvernements monarchiques, satrapiques et les États libres se servent pour se procurer des rentes et définissant la dernière comme le moyen qu'emploient les particuliers pour se créer des revenus. Il faut dire qu'Aristote a été le premier à se servir du mot *économie politique*. Xénophon, dans un dialogue où Socrate discute sur l'*Économie*, dit que c'est là une science distincte et indépendante comme la médecine ou l'architecture, et emploie le mot *οἶκος*, non pas dans le sens de maison, mais pour désigner tout ce que l'homme possède et qui constitue sa fortune.

Dernièrement Macleod (1), s'appuyant sur les textes de poètes, de

(1) *Principes d'économie politique*, chap. III, leç. iv.

philosophes, d'historiens, d'orateurs et de législateurs grecs, attribuait au mot *οἶκος* le même sens que lui donnait Xénophon.

Considéré au point de vue de l'étymologie, le mot *Économie* exprime l'idée de biens, de propriété, d'avoir, de fortune, relativement à leur acquisition et non à leur emploi ou distribution, de sorte que le sens usuel et courant et celui que nous pourrions appeler archaïque lui conviennent également, puisqu'ils impliquent l'idée d'ordre, régime, harmonie, respect des choses matérielles qui servent à la satisfaction de certains besoins humains.

III

LA RELATION ÉCONOMIQUE ENTRE LE MOYEN ET LA FIN (CONSOMMATION)

D'après ce que nous venons de voir, nous pouvons procéder en toute sûreté à la recherche directe de l'idée de l'*Économie*, en prenant pour point de départ la valeur de la location, qui, comme toutes les autres, se rapporte forcément à l'idée qu'elle représente et concorde avec elle.

Tout ce qui existe peut se rattacher à deux termes initiaux et irréductibles, savoir : faire partie du groupe de ce qui vit pour soi : *être*, ou bien de ce qui vit dans l'être et par lui : *propriété*.

L'économie ou ce qui s'y rapporte n'appartient pas au groupe des êtres qui se distinguent par une vie propre, *sui generis*, et par conséquent ne peut pas se comparer à Dieu, à l'homme, à l'animal, à la plante, au minéral. En affirmant que c'est une chose réelle, nous la concevons comme une chose qui se constitue dans un être, dont elle forme partie intégrante, et de telle manière qu'on ne peut admettre l'un sans l'autre. Sur ce point *la propriété et la nécessité* correspondant entre elles.

Il y a une diversité d'êtres, comme il y a une diversité de propriétés ; par conséquent il faut déterminer quels sont les êtres à qui la propriété économique appartient, et quelle est la caractéristique de cette propriété. Tout d'abord sa nature s'oppose à ce qu'on l'attribue à l'Être suprême ou aux êtres spirituels, car il n'est jamais venu à l'idée de personne de parler du vêtement, du logement et de la nourriture de *Celui* qui est à la fois la cause et l'origine de tout ce qui existe, pas plus que de la monnaie ou des honoraires des purs esprits.

Si nous passons de cette catégorie d'êtres à celle qui lui est opposée, c'est-à-dire à celle des êtres exclusivement matériels, comme les *inorganiques*, on ne peut non plus leur supposer la propriété économique, par ce fait qu'ils manquent de vie organique, la seule qui entraîne des besoins, au sens du mot que nous expliquerons par la suite. Dans l'ordre organique, il peut paraître que l'animal (spécialement dans son degré inférieur, extérieurement considéré) manifeste certains besoins tels que la production, la distribution et la consommation, par exemple chez les fourmis, les abeilles, les castors et dans quelques familles d'oiseaux, citées par certains sociologues, et chez lesquelles on remarque quelque chose d'analogue à un régime économique, qui se révèle jusque dans la réserve d'une partie des biens acquis, pour parer à certains besoins qui peuvent surgir à des époques où l'approvisionnement deviendrait impossible. Mais la différence que l'on perçoit entre ce travail, ce régime et l'ordre économique de l'homme, fait que nous n'hésitons pas à considérer l'économie comme une chose essentielle et caractéristique de l'humanité.

Les propriétés admettent également des classifications, par suite de leurs différences fondamentales. Il y a des propriétés universelles et particulières, primaires et secondaires, immanentes ou transcendantes. L'économie doit être considérée comme une propriété particulière, secondaire et transcendante, parce qu'elle ne correspond pas à tous les êtres mais à l'homme, et qu'elle suppose au-dessus d'elle d'autres propriétés, qui sont en quelque sorte sa base, et parce qu'elle montre une relation avec la nature humaine.

Mais elle n'est pas l'unique propriété de l'homme, puisque l'homme est absorbé par beaucoup d'autres propriétés, qui donnent lieu aux nombreuses fins partielles qui sont en même temps des moyens pour l'accomplissement de son destin final. En admettant la distinction essentielle du corps et de l'esprit, qui se fusionnent cependant en une harmonie supérieure, par des relations dont la nature n'est pas encore bien déterminée, malgré les progrès de la psycho-physique, l'économie n'est pas la propriété exclusive de l'un ni de l'autre de ces deux éléments; ni l'esprit ni le corps de l'homme ne peuvent vivre à l'écart, de leur vie particulière, et l'économie doit forcément, comme nous le verrons par la suite, appartenir à l'un et à l'autre; c'est pour cela que nous avons affirmé que la propriété économique est une propriété humaine.

Nous avons dit que la propriété, dont nous nous occupons, est secondaire; en effet, avant elle l'homme possède la propriété de la réalité

ou de l'existence, celle de la substantivité et d'autres qui précèdent nécessairement la propriété économique et qui la déterminent.

Nous avons aussi classé la propriété économique parmi celles de relation ou transcendantes, parce qu'elles exigent un point de repère. Dans cet ordre d'idée, nous concevons ladite propriété comme une relation du moyen à la fin. Cette relation, comme toutes celles de son espèce, trouve sa forme concrète dans l'emploi de toutes les fonctions qui sont nécessaires pour réaliser la fin. Le moyen dépendant de la fin, puisqu'on ne peut concevoir l'existence du premier sans la seconde, il est nécessaire de rechercher ce que doit être la fin économique, pour déterminer ensuite le caractère du moyen qui doit y correspondre.

En quoi consiste la fin économique? Elle ne consiste pas, comme d'aucuns le croient, dans les nécessités de cette nature que l'homme éprouve; car si le besoin est une manifestation incontestable de l'existence, à son point initial, la vie disparaîtrait certainement si les besoins persistaient sans recevoir leurs satisfactions économiques, qui participent de la nature de toute nécessité humaine, puisqu'elles ne sont que des *sentiments douloureux, accompagnés d'une tendance à les faire disparaître*; par conséquent elles se modifient et se distinguent des autres, en ce qu'elles se rapportent directement au corps humain; or, on ne peut nier que ces nécessités soient des phénomènes de la nécessité de sentir, ni affirmer qu'elles n'appartiennent pas à l'*organisme de l'homme*, j'entends non le corps en pure et continuelle coexistence et dépendance de la nature extérieure sensible, mais dans sa relation directe *volontaire* et intentionnelle. Ainsi comprise la fin économique touche *directement* et *immédiatement* à l'existence matérielle humaine (conservation et régénération du corps) et *indirectement* et *médiatement* à l'esprit, étant donné qu'il n'y a pas possibilité de vie humaine sans union ni cohésion équilibrée, harmonique de ces deux éléments, qui se complètent mutuellement.

Par conséquent l'alimentation, l'habillement, l'habitation, la caléfaction, la déambulation ou transport de personnes et de propriétés, sont des nécessités économiques.

On peut affirmer qu'il y a sur ce point entière unanimité entre tous les penseurs et tous les écrivains, depuis ARISTOTE jusqu'à SCHAEFFLE, SAMTER et MENDER; depuis XÉNOPHON jusqu'à KARL MARX, MOLINARI; depuis PLATON jusqu'à SMITH et FLOREZ ESTRADA. Tous admettent que l'homme éprouve certains besoins qui doivent être satisfaits au moyen des biens, des produits et des services et sont d'accord pour déclarer qu'il y a une science de l'économie, qui consiste dans la connaissance

complète de tout ce qui a trait à l'obtention des moyens de satisfaire ces besoins, quand même leur forme différerait par certains points de détail, dans l'expression de la pensée.

La fin économique est une fin universelle humaine, attendu qu'il n'existe pas un seul homme qui ne soit constamment mû par le mobile de l'intérêt personnel (*égoïsme* bien entendu), une des manifestations les plus importantes de l'instinct de notre propre conservation, qui nous oblige à faire tout ce qui est nécessaire pour que la douleur, qui constitue le besoin, devienne le plaisir instantané que détermine la satisfaction de nos aspirations.

Une fois la fin économique connue, il n'est pas difficile de rechercher la nature des moyens propres à l'atteindre. Si la fin économique appartient à l'homme, en tant que corps, si l'homme la sent dans son esprit, et la reporte à l'organisme dont il est doué, le moyen ne peut être que l'œuvre de ces facteurs avec le pouvoir parfaitement explicable du moyen et avec le concours du grand ordre qu'il forme et où coexiste tout ce qui est matériel : concours sollicité et obtenu par l'homme, point de départ et terme de tout ce qui constitue l'*Économie*. En effet « Elle (la Nature), au dire éloquent d'un philosophe d'impérissable mémoire (1), le nourrit et l'alimente; il a été engendré et créé dans son sein; c'est dans son sein qu'il grandit et qu'il revient pour se décomposer et mourir. » — « Le corps, écrit un autre profond penseur (2), dépend de la nature et a besoin d'elle; sans son secours maternel il faiblit, tombe malade et arrive à devenir pour l'homme, au lieu d'un organe intime de son être avec lequel il s'identifie, une charge extérieure inerte, passive, qui finit par le fatiguer et l'embarasse plus qu'elle ne le sert, par la coopération irrégulière qu'elle lui prête. »

Il en résulte donc le *moyen économique* de la collaboration efficace de l'homme et de la nature extérieure sensible, en vertu de laquelle l'utilité ou pouvoir de servir, qui est une qualité des deux éléments constitutifs du moyen, se change en *valeur*, c'est-à-dire en *actualité du service* dans la fonction industrielle. Le moyen économique a deux grandes manifestations; l'élément *matériel* domine dans l'une d'elles, sans qu'on cesse de remarquer l'influence que l'homme exerce dans sa formation. Ce moyen d'un caractère plutôt *objectif* que *subjectif*

(1) Sanz del Rio, Exposé de l'*Analyse de Krause*.

(2) D. Francisco Giner de los Rios, Discours lu à la réception du titre de docteur en droit.

reçoit le nom de *produit*. Dans la deuxième manifestation du moyen économique l'élément *personnel* domine l'élément matériel, il est plutôt *subjectif* qu'*objectif* et se nomme service. Dans le *service* l'homme agit directement et immédiatement sur son semblable, tandis que dans le produit son action est indirecte et médiate, c'est-à-dire par l'intermédiaire du *produit*. Comme la fin est unique le moyen doit naturellement l'être aussi, et tout le travail de l'homme civilisé, dans cet ordre d'idées, consiste à chercher ce qui est *vrai et convenable*, parce que c'est ce dont l'acquisition lui coûte le moins de travail, et qu'on nomme pour cette raison le *moyen minimum*. L'humanité, guidée par le *principe économique*, ou vivant sous la *loi de l'économie* qui n'est autre chose qu'une tendance constante vers l'amélioration, est arrivée de la période des plus grands efforts matériels à celle des inventions et des découvertes modernes, grâce auxquelles l'homme se dépouille chaque jour davantage des attributs de la brute pour se revêtir des attributs de la rationalité. QUESNAY a entrevu ce principe et SAY, PROUDHON, COURCELLE-SENEUIL l'ont énoncé presque de la manière dont il est accepté par les économistes les plus modernes. On trouve fréquemment dans les traités les plus en vogue des propositions comme celle-ci : « Tendre à produire le plus grand résultat avec le plus petit effort. » — « Produire avec les frais les plus petits. » — « Employer le moyen le plus efficace », qui sont autant de manières d'exposer cette loi.

Les produits, de même que les services, remplissent leur mission tant que l'homme les applique à la satisfaction des besoins économiques, donnant lieu à la relation du moyen à la fin, qui a reçu dans le langage courant comme dans le langage scientifique, les noms de *usage, dépense, consommation*.

IV

LA RELATION ÉCONOMIQUE DU SUJET A L'OBJET (PRODUCTION).

Par ce qui précède, nous savons qu'il existe une seconde relation économique, qui est tout à la fois une conséquence et une condition de la première (du moyen à la fin). Elle en est une conséquence parce que si elle n'existait pas, celle qui donne naissance au moyen ne serait pas nécessaire; et c'est une condition parce que la nécessité économi-

que ne pourrait être satisfaite si le moyen manquait (produit ou service). Nous l'appellerons relation du *sujet à l'objet*.

L'homme en qualité d'être rationnel, remplit par cette relation les fonctions inhérentes au *sujet* parce qu'il ordonne, dirige, réalise, agit, en un mot parce qu'il travaille et se révèle comme un être actif en sentant, en pensant, en voulant, et transcendant à l'extérieur dans l'occupation, possession et spécification de la nature. C'est pour cela que notre concitoyen M. ALVARO FLOREZ ESTRADA a pu dire : « C'est le travail qui a divisé les champs, défriché les forêts, aplani les montagnes, adouci les climats, desséché les marais, encaissé les rivières, opposé des barrières aux mers, domestiqué les animaux, choisi et perfectionné les semences, et assuré par tous les moyens la multiplication de l'espèce humaine (1). »

L'homme travaille sur la *nature*, qui est la source intarissable de toute matière *utile*, et pouvant satisfaire ses besoins économiques, car, à côté de la relation *continue, involontaire, ininterrompue*, spontanée et sans effort du corps humain, qui produit des créations et des réactions déterminées par les forces extérieures et sensibles qu'on appelle lumière, chaleur, électricité, magnétisme, composés atmosphériques, on en observe une autre *discrete, intentionnelle, volontaire, laborieuse*, qui consiste dans le profit de tout ce qui est utile pour la satisfaction des nécessités humaines.

La *nature* répond d'une part au travail de l'homme en lui offrant le *sol* (montagneux, accidenté, plat); la *croûte terrestre* qui, par sa constitution géognostique, par la combinaison de ses éléments, se présente tantôt comme un vaste dépôt de matières premières utiles à l'homme et qui sont les résultats des périodes de la création (terres, pierres, combustibles, minéraux, etc.), tantôt comme une machine de production qui, en vertu de la loi de la nature, produit et reproduit continuellement des matériaux utiles (terres, bois, fécondité naturelle des végétaux); le *système hydrographique* dans ses lacs, étangs, torrents, dans leur position par rapport à la mer; éventuellement dans la disposition des côtes; l'ambiant atmosphérique dans ses conditions thermiques et hygrométriques (influence sur l'énergie du travail, sur la flore et sur la faune; dans la consommation, sur la conservation ou corrélation, sur la corruptibilité des biens); l'*extension*, la *position* relativement à

(1) Cours d'économie politique, tome I, chap. II. On trouve quelque chose d'analogue à cette apologie du travail dans l'*Information sur la loi agraire* de l'immortel Jovellanos.

d'autres territoires et spécialement avec la nature des terres voisines et avec le caractère de leurs habitants (1) ; en un mot avec tout ce qu'elle renferme en *force, matière, espace* ou *temps*.

Le moyen économique n'existe donc pas sans le concours des éléments que nous venons de citer : l'homme (sujet) et la Nature (objet). Il faut donc se méfier des exagérations dans lesquelles sont tombés d'une part les physiocrates qui, pour affirmer que la seule industrie *productive* réside dans l'agriculture, se basaient sur ce que la *terre* (Nature) est une sorte de *capital sacré, primitif, impérissable*, qui produit de lui-même et sans le secours de l'homme, déduction logique de la fameuse théorie du *produit net* ; et d'autre part les *industrialistes* qui, pour réagir contre cette doctrine, sont tombés dans l'erreur de soutenir que toute richesse provient uniquement du travail. Les uns et les autres ont servi de base au système émis avec une grande logique par les socialistes communistes et collectivistes, à savoir que du moment que la terre produit sans effort individuel elle doit appartenir à tous, et que si la richesse provient uniquement du travail, elle ne doit appartenir qu'à ceux qui opèrent sur la matière.

Non, il n'est pas possible d'obtenir le moyen économique sans que l'homme dirige ses efforts sur la nature et convertisse en *valeur* les *utilités* qu'elle renferme. La Nature ne produit rien sans l'actif concours de l'homme, de même que celui-ci ne peut confectionner tout seul cette multiple série d'objets destinés à satisfaire ses besoins économiques ; mais en conservant chacun son caractère particulier, tandis que la Nature comme centre de forces vives, source intarissable de puissants moyens, origine de nombreuses actions et réactions, demeure dans une attitude réceptive, en ce qui concerne l'ordre économique, l'homme établit et maintient sa relation avec elle, étant l'*agent* par excellence de la création. C'est pour cela que l'éminent SCHAEFFLE a pu dire en toute vérité : « Le sujet du processus artificiel économique est toujours une personne déterminée, dans toute la sphère de sa vie morale, dans la totalité de ses besoins vitaux extérieurs (2). » CONTZEN a dit, de son côté : « En Économie on ne peut pas parler d'une coopération, d'une confluence de *sources* diverses, comme dans le monde physique ou dans les processus chimiques, ni d'une relation

(1) Knies : *L'Économie politique au point de vue de la méthode historique*, pages 37 et suivantes.

(2) *Système social de l'économie humaine*, pages 108 et suiv. Trad. italienne de Boccardo.

mécanique de coefficients, de *facteurs* mathématiques, mais de la suprématie d'une volonté consciente et intelligente, sur le monde inconscient » (1).

Passons maintenant au processus de la relation économique du *moyen à la fin*. L'homme commence par sentir le besoin, par éprouver ce vide qui est en même temps l'aiguillon qui pousse à l'obtention du moyen qui doit servir pour le satisfaire, et ce phénomène de sensibilité est précisément le point initial de toutes ses déterminations économiques. Ce *sentiment* vague, indéterminé, comme tous ceux de son espèce, demande immédiatement la *connaissance* du sujet qui essaie de pénétrer dans sa nature au moyen des fonctions et opérations de la faculté de connaître, sans lesquels il ne lui serait pas possible d'exécuter cette série d'actes extérieurs, dont le résultat doit être la formation du *moyen propre*; car l'homme ne peut rien faire sans avoir pensé et l'on sait que la pensée constitue la détermination active et temporelle de la connaissance. Nul ne pourrait se procurer les choses nécessaires à la satisfaction de ses besoins, si on ne se rendait pas exactement compte de la nature de ces besoins pour rechercher les satisfactions qui concordent avec eux.

Une fois le besoin *éprouvé* et sa nature *connue*, ainsi que la qualité du moyen encore dans le for intérieur, l'homme, sans sortir de la sphère de la connaissance, mais après *conception* de la fin et *propos* de la réaliser, choisit la partie de la nature où il croit trouver la source et le germe du *moyen* dont il a besoin, forme le plan idéal de l'action qu'il va exécuter, passant *ipso facto* à la détermination d'agir, c'est-à-dire exerçant des *actes volitifs*. Il termine par ce dernier point la série de moments *internes*, nécessairement précédents et préparations de l'extérieur matériel, qui, par la nature de la fin qu'il veut atteindre et par celle de la relation, doivent constituer la dite relation.

L'*obtention du moyen* (*production, industrie*) qui commence ici par l'*occupation* de la possession de la Nature *utile*, se continue par la possession et se termine par la *perception des résultats*.

V

LA RELATION ÉCONOMIQUE DE L'ÉCHANGE

Tandis que la relation du moyen à la fin (*usage, dépense, consom-*

(1) *Die Nationaloekonomie*, page 188.

mation) revêt un caractère universel, c'est-à-dire que tous les hommes la pratiquent, parce que la satisfaction des besoins économiques forme partie intégrante de l'existence, la relation du *sujet à l'objet* (*obtention du moyen, production, industrie*) est particulière, car elle est seulement réalisée par quelques hommes. De même que tous ne sont pas avocats, médecins, professeurs, prêtres, ingénieurs, de même la totalité du genre humain n'exerce pas la profession d'ouvrier, de capitaliste, d'entrepreneur.

En effet, l'homme, comme tout ce qui existe, est avant tout *individuel*, et si dans cette phase de l'existence il se révèle comme le dernier degré de son espèce, comme une chose qui n'admet plus de division ultérieure, il développe son essence et règle sa vie d'une façon propre, *sui generis*, en différence complète de celle des autres. Son existence porte une marque particulière, qui constitue le *caractère*, mélange et résultat du tempérament, de l'individualité physique et d'une certaine inclination d'esprit, d'où naissent l'aptitude et la vocation qui le caractérisent pour exercer ce qu'en appelle une *profession, un métier*. C'est sur cette manière d'être individuelle que se fonde parfaitement la division du travail qui, pratiquée comme il convient, prouve toujours les avantages d'une production plus grande, meilleure et moins coûteuse.

Il semble, à première vue, qu'il existe sur ce point une antinomie, une contradiction essentielle entre les deux manifestations particulières de la vie économique. D'un côté chacun éprouve des besoins qui exigent des moyens de satisfaction, et d'un autre côté quelques hommes seulement se trouvent en état d'obtenir ces moyens; mais cette contradiction se résout grâce au pouvoir de la même *individualité*. Au moyen de cette opposition individuelle, de ce riche contraste de caractères, de tempéraments, d'aptitudes, de vocations, chacun réalise en se consacrant à la profession qui concorde davantage avec sa nature, une fin particulière et contribue à l'accomplissement de la fin universelle.

Ce *miracle* se vérifie dans la société hominale, dans l'institution la plus divinement harmonique, de laquelle nous sommes tous des éléments *sine qua non*. On peut donc dire que l'individu est une *fin* et la société le moyen d'accomplissement de la *fin* que l'individu réalise, dans le monde. La société, en général, est un échange de services: tous nous recevons d'elle quelque chose et nous lui donnons quelque chose; les *nécessités* correspondent aux *facultés*.

Il est donc nécessaire de considérer, dans l'économie, à côté des deux relations mentionnées (*du moyen à la fin et du sujet à l'objet*),

une troisième qui est une sorte de relation entre des relations, celle de l'échange moyennant lequel celui qui éprouve un besoin arrive à le réaliser, bien que ne pouvant pas le faire par lui-même.

Comment peut-on atteindre ce résultat indispensable?

Au moyen de la réciprocité. Les jurisconsultes romains, avec leur merveilleuse intuition de l'existence du droit, ont donné la formule la plus achevée et la plus complète de l'échange : *do ut des ; do ut facias ; facio ut des ; facio ut facias*.

Grâce à cette forme de coopération on a pu arriver à cet admirable résultat qu'à la part *infinitésimale* qui revient à chaque homme dans le concours social, répond la complète satisfaction de ses multiples besoins, sans que ce que nous recevons des autres reste impayé, comme *Smith* et *Bastiat* l'ont démontré par des exemples éloquentes.

Cette relation économique d'échange est *universelle* de sa nature, comme la première. De même que tous les hommes appliquent le moyen pour atteindre la fin, de même tous échangent entre eux.

VI

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SES FORMES.

En somme, le processus économique (relation du moyen à la fin, du sujet à l'objet, et de l'échange) s'étend aux moments suivants : *internes* (*sentiment* et *connaissance* de la nécessité et du moyen propre à la satisfaire ; *conception* de la fin, *propos* de la réaliser, *choix* du moyen naturel, *plan idéal* de l'action, *détermination volitive*) ; *externes* (*obtention* du moyen, *production industrielle*) ; *application* du moyen à la fin (*usage*, *dépense*, *consommation*) ; *intermédiaire* (*échange*).

Bien que leur simple énumération suffise pour en montrer la nécessité, il y a désaccord entre les écrivains sur leur nombre et leur signification ; quelques-uns sont d'avis d'en supprimer une partie, tandis que d'autres demandent la fusion des uns dans les autres ; il en est même qui croient indispensable d'en augmenter le nombre. Plusieurs écrivains estiment que la production doit être considérée comme fonction et moment unique de l'économie, se basant sur ce qu'elle comprend à elle seule toute la vie économique ; même, disent-ils, la

consommation est une production, puisque par la consommation *personnelle* l'homme, l'agent, le producteur par excellence, restaure ses forces ; et par la consommation *industrielle* les matières premières, les produits subsidiaires, l'instrument économique (capital) en un mot, se convertissent en produits destinés à satisfaire les besoins économiques ; l'échange devient production, du moment que la parfaite existence des *choses* ou des *services* économiques ne servirait à rien s'ils étaient inaccessibles aux personnes qui doivent les consommer, ou si celles-ci n'avaient pas de moyens d'échange.

Si l'on se reporte à la véritable nature de la fonction et si l'on écarte le sens métaphorique de certains mots, il n'est pas possible de confondre des choses qui sont parfaitement distinctes : si le mot *production* possède une valeur propre et un sens appréciable, qui ne peut être autre que celui d'acquisition de moyens que l'on obtient par le concours de l'homme travaillant et de la nature, c'est donc un *faire*, parfaitement opposé à *défaire*, qui consiste à *consommer*. Au moyen de *faire* on crée une *valeur*, tandis que par *défaire* on la *détruit*. Existe-t-il de plus grande différence ? Quant à la confusion de la production et de l'échange nous dirons seulement que justement parce que ce qui doit s'échanger consiste en *produits* et *services*, il faut absolument distinguer la première du second. Une personne quelconque peut très bien n'avoir pas à sa disposition en temps et lieu voulus les moyens dont elle a besoin, ou bien elle pourra ne pas se trouver en situation d'échanger, si elle manque de *quelque chose* à donner en rémunération de ce qu'elle reçoit ; mais le moyen ne cesse pas d'exister pour cela.

L'opinion d'après laquelle l'échange constitue le moment par excellence, la fonction unique, essentielle, économique, est plus répandue que celle que nous venons d'examiner. CONDILLAC (1) définit l'*économie* « la science du commerce et de l'échange ». L'archevêque WATHELY disait du haut de la chaire d'économie politique de l'Université d'Oxford : « Adam Smith a fait de son ouvrage un traité *sur la richesse des nations* ; mais ceci indique plus l'*objet matière* que la science même. Le nom que j'eusse préféré comme étant plus expressif et moins sujet à controverses, c'est celui de *Catalactique*, c'est-à-dire, *science des échanges*. L'homme peut être défini : *un animal qui réalise des échanges* ; aucun autre être, pas même ceux qui ont les plus grands points de contact avec les êtres rationnels, ne possède, d'après toutes les

(1) *La commune et le gouvernement, considérés relativement l'un et l'autre*, 1776.

apparences, les plus petites notions de l'échange, ou comme l'on dit vulgairement, du don d'une chose pour obtenir une autre. C'est là l'unique point de vue auquel l'homme peut être contemplé dans l'économie politique. Cette opinion n'est pas essentiellement différente de celle de A. Smith, puisque dans notre science le mot richesse doit exprimer l'idée de *permutabilité*, et que, par conséquent, elle ne doit traiter des choses qu'en tant qu'elles sont ou peuvent être l'objet d'un échange. C'est pour cela que je considère comme plus vraie la définition suivante de l'économie politique : la science de l'échange et non la science de la richesse nationale. Les choses mêmes dont traite cette science seront de portée, s'il n'est pas possible d'en faire un objet d'échange, même si elles peuvent contribuer dans le grade le plus élevé à la prospérité, qui est la fin pour laquelle on recherche la richesse. Un homme, par exemple, qui vit dans une île déserte comme Selkirk ou n'importe quel autre personnage, supposé le protagoniste de *Robinson Crusoë*, se trouve dans une situation qui n'intéresse ni plus ni moins l'économie, puisqu'il possède en abondance les moyens nécessaires pour vivre. Il en serait autrement si l'île était habitée et si les objets étaient *échangeables*.

BASTIAT (1) dit : « L'échange c'est de l'économie politique. Les causes, les effets, les lois de cet échange, constituent l'économie politique ». Parlant des personnes qui se rendent mutuellement des services, il ajoute : « Ici commence la véritable économie politique, parce que c'est ici que nous voyons la *valeur* s'annoncer pour la première fois.

MACLEOD (2) définit l'économie politique : « la science qui traite des lois qui règlent les relations entre des *quantités permutable*s ». Dans un autre endroit de son livre il dit : « que l'objet de la science est de découvrir les lois de ces distributions réciproques, c'est-à-dire de ces échanges ».

Le professeur nord-américain A. Perry (3) écrit : « L'économie est la science des échanges, c'est-à-dire la science de la valeur. Tant que les hommes pourvoient par leurs efforts à la satisfaction de leurs propres besoins sans échanger, ils demeurent en dehors de cette science. Dans ces conditions l'idée de la valeur n'a pas de sens précis, par conséquent il n'y a pas de science de la valeur. La seule définition qui me semble absolument correcte est celle de l'archevêque Wathely : *la*

(1) *Harmonies économiques : échange*, page 88.

(2) Ouvrage cité, page 268.

(3) *Elements of Political Economy*, page 1.

science de l'échange. Cette définition résume à elle seule les plus récentes recherches faites en France, en Angleterre et en Amérique, où la science atteint son plus complet développement et où l'économie politique a été complètement renouvelée. »

Enfin, en Espagne, M. Azcarate (1), considère l'échange comme l'objet de la science économique, et sur cette donnée il établit un plan.

Il est compréhensible que certains économistes, devant l'énorme extension et l'extraordinaire importance que l'échange a prise dans les sociétés modernes, écartent les autres manifestations économiques essentielles, les considérant comme fondues dans la détermination catallactique, ou qu'ils croient que l'échange entre uniquement dans le domaine de l'économie; mais pour celui qui ne s'en tient pas aux apparences, descend jusqu'au fond des choses et s'efforce d'examiner tous les éléments qui composent l'ordre des phénomènes touchant à l'économie, si l'échange a réellement l'importance que lui donne son rôle dans cette sphère essentielle de la vie humaine, ce n'est pas une raison pour que la *production et la consommation* perdent leur importance.

Voici une simple considération destinée à convaincre que l'échange exige nécessairement la production et la consommation. En effet, est-il possible de donner un objet ou de rendre un service si l'un et l'autre n'existent? Ce que l'on donne et ce que l'on reçoit seraient-ils véritablement économiques, s'ils ne pouvaient servir à la satisfaction d'un besoin? On échange ce que l'on a produit et consomme ce que l'on a échangé. Il y a plus : tout échange implique au moins *deux actes de production* et se résout en *deux actes de consommation*. L'échange est une pure relation intermédiaire qui, si elle a une fin, se convertit en moyen pour la satisfaction des besoins (consommation). En effet, l'échange n'est que l'action de donner une chose pour une autre, ou un service pour un autre, ou une chose pour un service et *vice versa*; en un mot, c'est donner une valeur pour une autre valeur; mais on ne conçoit pas que la fonction économique s'arrête ici, sans se continuer par la consommation; autrement on tomberait dans cette absurdité qu'il y aurait beaucoup de biens, beaucoup de services sans application naturelle. La formule de l'évolution économique n'est pas de *produire pour échanger* ou de *consommer pour échanger*, mais de *produire pour consommer* et d'*échanger pour consommer*.

(1) *Études économiques et sociales*.

Les paroles suivantes du savant STUART MILL (1), servent de commentaire à notre opinion : « Les conditions et les lois de l'économie seraient les mêmes qu'aujourd'hui, si l'échange n'entraînait pas dans l'ordre de la société ou si ses effets n'étaient pas admis. Dans le système actuel de la vie industrielle où les occupations sont multiplement divisées et où tous ceux qui se consacrent à la production espèrent une rémunération, l'échange n'est pas la loi fondamentale de la distribution des produits, comme les lois essentielles de la locomotion ne sont pas les voies ni les véhicules, mais simplement une partie du mécanisme par lequel la locomotion s'effectue. Confondre ces idées me semble une erreur, non seulement de logique, mais encore de pratique.

De même qu'il y a des écrivains qui excluent la production et l'échange du processus économique, de même certains auteurs considèrent la consommation comme la fonction la plus importante de cet ordre, sinon la seule. Ceux qui professent cette opinion croient que la production se résout dans la consommation, non seulement, comme dit M. Cauwès (2) parce que ces fonctions ont une manifestation extérieure identique, puisque l'une et l'autre consistent non seulement dans l'*impulsion ou la résistance au mouvement*, mais parce que le fait de produire n'est autre chose que la *perte de la valeur* de certaines matières pour donner de la valeur à d'autres choses, ou ce qui revient au même : la consommation de travail et de capital, moyennant laquelle on obtient un *produit*. D'aucuns voient aussi dans l'échange une consommation puisque ceux qui y interviennent à titre de cédants perdent pour eux la chose ou le service qu'ils donnent ou prêtent.

Nous sommes d'accord sur ce point que la nécessité économique, une fois éprouvée, presse et tyrannise au point que sa persistance au-delà de l'énergie vitale entraînerait infailliblement la mort, que sa satisfaction s'impose sous peine de perdre la vie; et par conséquent nous sommes convaincus que la consommation est la fin de la vie économique, ce qui a permis à A. SMITH de dire : « La consommation est l'objet unique, la fin à laquelle tend la production; l'intérêt du producteur est de voir seulement ce qui est nécessaire, afin de provoquer

(1) *Principes d'économie politique*, livre III.

(2) *Précis du cours d'économie politique*, 2^e édit., liv. I, chap. I, pages 141 et suivantes.

l'intérêt du consommateur. Cette maxime me semble si évidente que je crois absurde de m'arrêter à la prouver; elle ne l'est pas moins, parce que dans le système mercantile, l'intérêt du consommateur a été sacrifié à celui du producteur, comme si la production devait être considérée comme la fin dernière, l'objectif de toute industrie et de tout commerce, au lieu de la consommation ».

Mais si nous sommes d'accord sur ce point, nous ne pouvons en dire autant en ce qui concerne l'opinion hasardée que la consommation est l'unique moment, la fonction exclusive de la vie économique. Non : la production, l'échange et la consommation se présentent comme irréductibles dans l'évolution économique; chacun d'eux emploie une fonction sinon contradictoire, du moins opposée à l'autre. La production en tant que création de *valeurs* équivaut à la *vie*; la consommation en tant que *destruction de valeurs* équivaut à la mort, et l'échange en tant que relation entre les deux est la continuation de la production et le commencement de la consommation. Si la production est *impulsion, mouvement*, la *consommation* est la *fin* et le *terme* de tout mouvement.

Dans la nombreuse bibliographie de l'économie, on rencontre des écrivains qui, en appuyant les accords traditionnels, arrivent à supprimer les moments et les relations essentiellement constitutifs de l'organisme de l'économie. P. Rossi dit, dans la première leçon de son *Cours* : « Nous avons étudié la science dans ses grandes divisions, la production et la distribution de la richesse, et si nous ne nous sommes pas occupé spécialement d'une troisième branche, désignée dans les livres sous le nom de consommation, c'est que cette branche est comprise dans les deux autres. Ce qu'on appelle consommation productive, n'est autre chose que l'emploi du capital. La consommation qu'on a voulu nommer improductive, l'impôt, entre directement dans la distribution de la richesse; le reste appartient à l'hygiène et à la morale ».

STUART MILL le suit dans cette voie, en expliquant de cette façon la suppression du mot *consommation* (1) : « Nous disons production et *distribution*, et non, comme beaucoup d'économistes, production, distribution et consommation, car nous soutenons que l'économie politique, telle que la comprennent ces auteurs, ne peut se rapporter à la consommation de la richesse, séparée de la production et de la distri-

(1) *Unsettled questions*, page 132 note.

tion. Nous ne connaissons aucune loi de consommation qui soit l'objet d'une science distincte. Que renferment les traités sous la rubrique *consommation* ? 1° la distinction entre consommation productive et consommation improductive ; 2° une recherche sur le problème sur la possibilité de produire des richesses à l'excès et s'il convient d'en employer une grande partie à la production future ; 3° la théorie des impôts, par qui ils doivent être payés (*distribution*) et de quelle manière on peut les affecter à la *production* ».

CHERBULIEZ (1) dit : « Production, circulation et distribution, voilà les trois grandes divisions de l'économie politique. Il n'y a pas de question appartenant à cette science qui ne puisse se reporter à l'une de ces trois divisions. La consommation de la richesse, que la plus grande partie des économistes considèrent comme une partie de cette science, est un phénomène qui, dans sa forme la plus importante, accompagne toujours la production et qui lui est si intimement lié qu'on ne peut pas les séparer. Quant à la consommation, elle n'est que l'application définitive de la richesse aux besoins pour lesquels elle a été produite... »

D'une manière générale, nous dirons, pour combattre les opinions des publicistes cités, que l'exagération qui prétend que la consommation constitue toute l'économie, nous paraît plus justifiée que celle qui va jusqu'à supprimer cette partie essentielle du phénomène économique ; somme toute, on produit et on échange pour consommer, la satisfaction du besoin étant indispensable et rigoureuse, sous peine de la mort, et cette satisfaction n'est pas possible sans l'application du moyen convenable. Smith l'a dit : « la consommation est l'unique objet, la fin à laquelle tend toute production. » L'échange peut en certains cas n'être pas nécessaire, en d'autres cas on ne voit peut-être pas bien la production, du côté de l'homme ; mais on ne conçoit pas que l'on puisse vivre sans *consommer*, sans aliments, sans vêtements, si simples et si rudimentaires que soient ces dépenses.

Quant aux raisons que donne Rossi pour fusionner la consommation, la production et la distribution en un seul acte et en une seule fonction, nous dirons que ce n'est pas parce qu'on considère la consommation productive comme un emploi du capital, qu'elle cesse d'être une véritable consommation, lorsqu'elle se vérifie ; au contraire le capital remplit sa mission en se convertissant, moyennent le concours de

(1) *Précis de la Science économique*, page 5.

l'homme et de la nature, en produit, c'est-à-dire en perdant rapidement sa valeur comme matière première, comme matière auxiliaire, ou en se détruisant dans sa forme par sa transformation en instruments, machines, terres cultivées, etc.; il est injuste et hasardeux de dire que l'impôt entre dans la catégorie des consommations improductives, puisque justement cette partie de l'avoir du citoyen, avec laquelle il contribue à soutenir les charges publiques, doit être considérée comme un revenu et non comme une dépense; on le donne comme moyen et non comme fin, et par conséquent il n'a aucun rapport avec la distribution qui, si elle est un moment de la fonction, se rapproche plutôt du premier que du second des éléments de la susdite relation. Pour le reste nous ne nions pas que la consommation puisse avoir des rapports avec l'hygiène et la morale; ce serait tomber dans l'erreur que de soutenir que dans l'homme, dans l'être harmonique par excellence, les différentes directions et modes de son activité n'influent pas, et par là méconnaître que l'hygiène et la morale ne touchent pas la consommation par certains côtés, et de dire que la consommation, en déterminant l'état économique de l'être humain, ne contribue pas en grande partie à produire chez lui l'équilibre du corps et de l'esprit, qui dénote une existence hygiénique et morale.

Quant à l'opinion soutenue par MILL, nous pouvons noter que, quand bien même la consommation ne comprendrait que les trois grands ordres de phénomènes dont il parle, ce serait suffisant pour établir son importance, puisqu'il est très scientifique d'en juger par le nombre plus ou moins grand de questions qui peuvent s'offrir, à défaut de l'intérêt que présente réellement son plan et sa résolution. Ceci dit sans parler de ce qui constitue en outre la matière de la consommation, qui a été et est encore l'objet de nombreuses études de la part des penseurs, comme par exemple : le luxe, les crises, les consommations propres et impropres.

En ce qui concerne le critérium de CHERBULIEZ, nous dirons seulement que ce n'est pas parce que les relations naturelles qui proviennent de la communauté des natures, existent parmi les manifestations diverses d'un ensemble de faits, qu'il faut les confondre. Nous répétons une fois de plus qu'il est impossible que la production (création de valeurs) arrive à devenir la consommation (destruction de valeurs) ni la distribution (participation à la valeur du produit, des éléments qui ont contribué sa formation.)

Beaucoup d'écrivains admettent, outre les moments que nous avons

signalés dans l'évolution économique, deux autres : la circulation et la distribution.

Nous croyons sincèrement que ces deux manifestations distinctes supposées de l'ordre économique, doivent être tout au plus considérées comme des déterminations de l'échange. En effet, en admettant que le mot *circulation* soit juste, il n'indique pas la marche que suit le phénomène économique. Car la ligne droite, doublement parcourue, marque, mieux que le cercle, le chemin de la production jusqu'à la consommation et le moyen par lequel la production devient capable d'une nouvelle obtention de moyens. La circulation n'est qu'une forme ou une modalité de l'échange. La distribution n'étant autre chose que la participation qui correspond à chaque élément productif dans son prix, la nature catalactique de l'acte doit se présenter d'elle-même à l'intelligence de celui qui l'étudie.

En réunissant les renseignements que nous ont donnés les recherches réalisées jusqu'à présent, il résulte que *l'économie est l'ordre constitué par les relations de l'homme avec la nature et avec ses semblables, pour obtenir et appliquer le moyen propre (moyen minimum) qui doit satisfaire les besoins corporels humains* (1).

VII

CLASSIFICATION DE L'ÉCONOMIE.

Dans l'économie et sans contredire son unité, mais au contraire en

(1) Comparez cette définition avec les suivantes : « Effort de l'activité économique d'une personne, dirigé vers l'obtention et l'emploi de moyens matériels pour la satisfaction de ses besoins » (SCHÖNBERG). « L'activité coordonnée de l'homme, avec tendance à satisfaire ses besoins de biens matériels » (ROSCHER). « Le composé des activités de travail d'une personne, dirigés vers la satisfaction de ses besoins et se développant méthodiquement, suivant le principe économique » (WAGNER). « La mesure quantitative du travail dans la formation des biens et la préparation de l'ensemble du plus utile pour la satisfaction la plus complète possible des besoins » (HERMANN). « L'activité ordonnée de l'homme dirigée vers l'obtention des biens matériels » (HELD). « La totalité des actes destinés à pourvoir de biens matériels une personne ou une association de personnes, ou qui se rapportent à l'obtention des biens pour ces personnes ou ces associations » (ROSSI). « La science des lois qui président aux relations de l'homme avec l'humanité, pour se procurer des moyens de subsistance avec le plus petit effort possible » (FIGUEROLA).

l'affirmant comme il arrive de toute division, il existe des différences qui justifient une classification.

Quelques publicistes ont procédé pour faire la division non pas en embrassant tout son contenu de manière omnilatérale, mais en le condensant en un seul point de vue.

WAGNER (1) en harmonie avec les trois principes organisateurs de l'organisme económico-social, « lesquels ont chacun un champ dans lequel ils s'affirment, mais en même temps se complètent » en une combinaison organique, considère trois espèces d'économies : *privée, charitable et comunitative*. Dans celle du premier ordre il place : 1^o les économies individuelles des personnes physiques et par conséquent des familles ; 2^o celles des sociétés de spéculation, sociétés commerciales sous un nom collectif, en commandite, par actions, et quelques espèces d'association, par exemples les coopératives) ; 3^o certaines économies comunitatives comme l'État et les municipalités, dès que leur activité d'acquisition se renferme dans le principe économique privé. Dans le système de l'économie privée, dit-il, « toute activité économique d'échange s'appuie sur le principe économique privé, c'est-à-dire sur la libre concordance, la correspondance exacte, spéciale et complète des services ». L'*économie charitable* se fonde dans le système charitable qui consiste « dans la donation et réception à titre en tout ou en partie gratuit de biens économiques par les personnes qui y participent ». Ce système provient des mobiles moraux de l'homme, de l'activité désintéressée ; il rend possible un emploi moral des richesses acquises, suivant le principe économique privé, et comble les lacunes que celui-ci, seul ou combiné avec le système comunitatif, laisse à déterminer dans la satisfaction des besoins de beaucoup d'économies individuelles ; elle détruit certaines aspérités et adoucit les inharmonies (dérivées des inégalités dans la distribution de la richesse économique) que le système économique comunitatif ne pourrait pas facilement empêcher ; elle engendre l'esprit de bienfaisance et de charité privée et détermine les sacrifices pour l'établissement des institutions d'utilité générale dans l'intérêt de l'art, de la science et des réformes sociales ». Wagner applique le nom d'*économie comunitative* à celle qui, « dans la forme de l'économie libre, pourvoit par des moyens matériels à la satisfaction des besoins communs pour l'accomplissement de laquelle l'économie privée et l'économie charitable ne suffisent pas,

(1) *Science générale ou théorique de l'économie sociale : Principes fondamentaux.*

et qui en même temps comble des lacunes, corrige des inconvénients et aplanit des aspérités résultant de l'ordre de la satisfaction des besoins sociaux par le système économique privé. Par elle, la production et la consommation de moyens matériels s'appuie, non sur le principe économique privé, mais sur le principe économique comunitatif d'une correspondance générale, puisqu'avec elle il n'y a qu'une seule distribution de dépenses et que le sujet de l'économie comunitative établit de lui-même la proportion des services avec leur rétribution dans les relations avec les personnes et par suite avec les économies privées dont elles participent ». Wagner comprend dans cette partie de sa division : 1° Les économies comunitatives libres, formées par la volonté libre de certaines économies privées et qui surgissent en vertu de conventions. Leur action se vérifie par des contractions volontaires non régulières par le principe de l'économie privée. Les services et leur rétributions s'établissent de manière générale. Elles peuvent satisfaire des besoins d'espèces très variées (exemple : les communautés religieuses, les confréries, les associations ouvrières), mais elles peuvent aussi satisfaire des besoins communs, locaux et temporaires (exemple : les associations de secours mutuels, les institutions de crédit hypothécaire entre propriétaires). « 2° Les économies coactives dont la formation, de même que la perception des contributions nécessaires pour atteindre leur but, se fondent sur la coaction ». Celles-ci s'appuient sur l'intervention autoritaire coactive d'un pouvoir suprême de l'État ou de l'institution investie du pouvoir public, dans les sphères d'autres économies particulières, notamment sur les économies privées. Leur objectif réside dans les conditions pour l'existence de l'espèce ou de l'individu, conditions qui touchent le développement de l'économie sociale et du système économique privé qu'elle comprend ; elles ont aussi des objectifs moraux concernant la collectivité comme l'individu. C'est à ces économies comunitatives qu'appartiennent l'État et les corps administratifs, muncipes, districts, provinces, états particuliers, état fédéral, et certaines économies comunitatives réglées pour la satisfaction de certains besoins sociaux déterminés comme les Églises, les compagnies d'assurances, les corporations d'arts et métiers, comme celles du moyen âge. On pourvoit aux dépenses de ces économies au moyen des taxes.

SCHÖNBERG (1) divise l'économie suivant la nature de la personnalité et d'après la nature de l'économie. Sous le premier aspect il distingue :

(1) *Manuel d'économie politique : l'économie sociale.*

1^o L'économie des personnes physiques et celle des personnes juridiques. Ce sont des économies individuelles (économie d'un individu seul qui agit pour lui-même, sans famille ou éventuellement avec un personnel de service) ou des économies familiales (économie de plusieurs personnes qui forment une famille avec un chef, et qui agissent économiquement avec ou sans personnel de service) ou encore des économies de personnes physiques qui, sans constituer une personne juridique, produisent et emploient des moyens matériels pour la satisfaction de leurs besoins économiques. Les économies des personnes juridiques sont très variées. Les économies des États, des municipes, des communautés religieuses, des établissements de bienfaisance (hôpitaux, dépôts de mendiants, maisons d'éducation, etc.), appartiennent à cet ordre de même que les corporations économiques avec personnalité juridique (sociétés par actions, unions, confréries, etc.). 2^o L'économie privée et l'économie publique suivant que le sujet est un particulier ou une personne de droit public (l'État, le municipe, le district, la province et éventuellement l'Église). 3^o Les économies familiales à un corps social doté d'une existence politique. A ces trois espèces d'économies quelques-uns ajoutent l'économie universelle, totalité des peuples de la terre (explication inexacte parce que les nations du monde ne forment pas une personne et encore moins une communauté de personnes satisfaisant leurs besoins par une activité économique organisée).

D'après la nature de l'économie, Schönberg considère deux espèces : les économies particulières comme celles des familles, de l'État et des communes, et les économies collectives (associations communistes, etc.).

Sans méconnaître le mérite des classifications antérieurs il faut noter la manière partielle dont leurs auteurs ont considéré l'économie pour la classer.

Pour cette raison nous essaierons de faire une division plus complète dans le tableau suivant :



VIII

LA SCIENCE DE L'ÉCONOMIE ET SON CARACTÈRE.

L'Économie, comme tout ce qui existe, est susceptible d'être connue par l'homme ; comme il existe une connaissance supérieure qui ne permet pas le doute et qui se caractérise par *l'état de certitude* qui se produit dans la conscience du sujet constitué sous le *principe évident* et sous forme *systématique*, dont la connaissance se nomme science, celle-là peut être scientifiquement connue.

Il est important de bien distinguer l'Économie de la science économique, bien qu'elles soient presque toujours confondues dans les ouvrages les plus estimés ; cette différence apparaît clairement dans le raisonnement qui précède ; de même que l'homme et l'anthropologie sont deux choses différentes et que Dieu et la Théologie sont également distincts, de même l'économie et la science économique sont absolument différentes. La première est une chose qui *vit*, la seconde une chose que l'on connaît.

La science étant une, puisque son objet est un, et la manière dont le sujet la forme, étant également une, on trouve en raison du sujet et en considération de la forme, des différences fondées sur la

variété de la nature des objets, dans leur réalité et dans la manière d'être connus, que cette même diversité de l'objet exige de la part de l'homme, dans la réalisation de la fonction de connaissance. Ceci oblige à procéder à une nouvelle classification de la *science*, nécessaire pour déterminer le caractère de chaque science.

Parmi les nombreuses classifications qui ont été imaginées, nous considérons comme parfaitement acceptable celle qui, en raison de *l'objet*, constate les termes suivants : *Théologie* (science de Dieu), *Cosmologie* (science du monde), *Théocosmologie* (science des relations de Dieu avec le monde). La Cosmologie, à son tour, contient les sciences *somatologiques* (des corps), *psychologiques* (des esprits), *physico-somatologiques* (des esprits incarnés) ; entre ces dernières il existe la science *anthropologique*. Tous les objets de la réalité peuvent se réduire à deux grands groupes, qui font l'objet des sciences *ontologiques* et *catégoriques*.

D'après la manière dont l'homme connaît la réalité — principes, faits, phénomènes et leur intimité, — on classe les sciences en *philosophiques*, *historiques* et *philosophico-historiques*.

Dans la classification admise, la science économique appartient à la catégorie des sciences *anthropologiques*, ou qui ont trait à *l'homme*, parce qu'elle est une de ses manifestations essentielles ; elle rentre dans le groupe des sciences *catégoriques*, parce que l'économie forme une *propriété*, et elle est philosophique, historique et philosophico-historique, parce qu'on y trouve les principes et les phénomènes dans leur relation réciproque, comme nous l'avons précédemment établi.

IX

EXAMEN DES PRINCIPALES OPINIONS SUR LA NATURE DE LA SCIENCE DE L'ÉCONOMIE.

Tous ceux qui ont traité ces matières ne partagent pas notre opinion sur le caractère de la science économique. Envisageant à des points de vue spéciaux le but de la science et n'en admettant pas l'ensemble, certains écrivains sont tombés dans des erreurs qu'il est bon de détruire.

J.-B. SAY (1) dit très nettement que « l'Économie politique est une science expérimentale », tandis que la statistique n'est qu'une science descriptive.

COQUELIN (2) écrit : « Observer et décrire les phénomènes réels, c'est le but de la science : elle ne conseille pas, ne prescrit pas et ne dirige pas. N'est-ce pas une partie des études du naturaliste et une des plus intéressantes que d'observer le travail des abeilles dans l'intérieur d'une colonie, en étudiant son ordre, ses combinaisons et sa marche ? L'économiste, tandis qu'il cultive la science, fait la même chose pour cette abeille intelligente qui s'appelle l'homme ; il observe l'ordre, la marche et la combinaison de ses travaux. *« Ces études sont absolument de la même nature »*.

COURCELLE-SENEUIL (3) accentue ce sentiment lorsqu'il dit : « Comme le physicien, l'économiste procède toujours par *voie inductive*. En *économie politique* comme dans les sciences physiques, les observations, les découvertes, et jusqu'aux erreurs des premiers observateurs servent à ceux qui les suivent, et à chaque nouveau progrès ils modifient et renouvellent les formules de leurs prédécesseurs. »

STUART-MILL (4) exprime clairement son opinion dans les paroles suivantes : « L'état de retard des sciences morales ne peut être compensé qu'en appliquant les méthodes de la science physique dument élargies et généralisées. »

Le champion le plus décidé de ces doctrines est l'illustre réformiste MACLEOD, qui arrive à comparer l'économie avec la mécanique, coïncidant avec notre économiste M. Gabriel Rodriguez, et qui termine ; » Il y a une science morale, l'économie politique, qui se trouve en état de posséder la précision et la certitude d'une grande *science physico-inductive*, parce qu'elle spéculé sur les qualités des hommes de tous les siècles et de tous les pays chez lesquels, malgré la variété, on peut apprécier une uniformité et une invariabilité propres aux qualités des substances physiques et dont les effets se mesurent numériquement. »

Parmi les écrivains qui n'ont pas hésité à qualifier de naturelle la science économique, beaucoup se sont certainement avancés jusqu'aux doctrines, très en vogue par les temps qui courent, que les sociétés

(1) *Traité d'Économie politique*. Discours préliminaire, pages 3 et 5.

(2) *Dictionnaire d'Économie politique*.

(3) *Traité théorique et pratique d'Économie politique*, tome I, page 10.

(4) *Logique*, livre VI.

équivalent aux organismes; doctrine soutenue principalement par HERBERT-SPENCER et, suivant quelques-uns, par SCHAEFFLE, bien que sur celui-ci nous ayons à faire quelques réserves (1); parmi ceux qui pensent ainsi, on doit compter l'anglais JENNINGS (2), qui écrit : « La consommation est ce genre d'actions humaines dans lequel prédomine l'organisme des troncs afférents à la fibre nerveuse, et la production est celui dans lequel les troncs efférents exercent leur action. »

Ceux qui opinent de cette manière ne peuvent disconvenir que les lois qui président aux phénomènes économiques doivent avoir un caractère et une transcendance universelle, ce qui fait qu'ils ne peuvent subir de modifications par l'influence des circonstances de temps et de lieux. Ils ne peuvent non plus éviter l'application exclusive de la méthode inductive dans les recherches de la science et de l'économie.

Avant d'aller plus loin, nous devons dire que si les écrivains appartenant à des écoles aussi différentes et mêmes opposées, comme les orthodoxes, les socialistes théoriques et les possibilistes, sont d'accord sur la méthode propre de la science économique, de la manière indiquée, ils ne sont plus d'accord sur le caractère des lois et sur ce qui le concerne. Tandis que les premiers croient à l'empire des lois universelles et nécessaires identifiées avec les lois physiques et naturelles, les seconds les considèrent comme des tendances qui se réalisent chaque fois que des causes perturbatrices ne les arrêtent pas, ce qui fait que, au lieu de les dénommer lois physiques ou naturelles, ils les qualifient d'*historiques*, ce qui ne sont pas des lois absolues, c'est-à-dire qui ne régissent pas la vie économique en général, mais certaines conditions économiques déterminées, et dont la relativité doit être tenue comme des *régles* qui admettent des exceptions. Les phénomènes constants que l'on dit soumis à des lois ne sont autre chose que des phénomènes *réguliers* régis par des règles.

Nous ne nions pas que beaucoup de connaissances certaines relatives à des objets de l'ordre physico-naturel n'entrent dans les recherches économiques, car somme toute, c'est à elles qu'appartient le corps humain; les nécessités économiques et matérielles, les moyens employés pour leur satisfaction sont naturels dans leur première manifestation comme provenant de la relation du travail humain corporel avec la nature extérieure sensible, source et origine de toutes les

(1) Voyez *Structure et vie du corps social*, intr., page 21, trad. italienne de G. Boccardo.

(2) *Natural elements of political economy.*

choses matérielles. Mais on ne doit pas perdre de vue que l'homme intervient d'une manière active dans la vie économique; l'économie est propriété humaine, l'homme est le principe et la fin de la vie économique, et loin d'être une matière inerte et passive obéissant à des lois nécessaires et fatales, il ordonne, dirige et gouverne, est la cause consciente et volontaire de ses propres actes, et même lorsqu'il est soumis à ces lois il peut en certaines occasions s'en affranchir quand même leur exécution devrait produire des perturbations dans l'existence de celui qui dérange ainsi l'ordre naturel.

La différence entre les lois physico-naturelles et les lois hominales s'accuse ainsi naturellement; on ne peut nier l'existence des premières tant que la matière subsiste, et comme celle-ci n'a pas de conscience ni de volonté, son accomplissement ou son non accomplissement n'est pas possible par elle seule. Avec les secondes, c'est le contraire; l'homme peut leur obéir ou s'opposer à elles en tenant compte des conséquences que leur non accomplissement entraîne nécessairement. Dans l'ordre économique, on voit précisément le contraire de la conformité, de la constance, qui sont des attributs du monde physico-naturel; l'homme y prédomine avec ses changements infinis, avec son éternelle liberté, avec sa volonté *déambulatoire*: *usque ad vitam supremum exitum* (1).

Cette différence entre la caractéristique de ce qui est physique et de ce qui est humain, et par conséquent de ce qui est économique, descend par une voie inévitable aux sciences naturelles, aux sciences anthropologiques, aux procédés que l'on emploie dans les unes et dans les autres, et aux fins auxquelles aspire le chercheur. Le savant se borne à contempler les phénomènes, et s'il arrive à déduire les lois qui agissent sur eux, c'est pour affirmer leur existence, car sa nécessité même, la fatalité, qui est sa marque, empêche l'homme d'arrêter ou de détourner leur influence. Mais si le savant arrive à comprendre le mouvement des forces naturelles il n'arrive pas à déranger leurs effets, ne pouvant faire autre chose que de prévenir les conséquences

(1) Les lois naturelles en vertu desquelles les différentes espèces de biens matériels se forment, se modifient et se détruisent, les éléments atmosphériques et telluriques d'où sortent les produits végétaux, avec lesquels on nourrit les animaux qui sont à leur tour des laboratoires de lait, de viande, de graisse, se combinent; ce ne sont pas des lois de l'économie sociale comme les lois de l'attraction universelle n'en sont pas non plus. Ces lois fixent une action déterminée avec une autre discipline. Knies, ouvrage cité, page 38.

désastreuses qu'elles ont parfois, par exemple en s'écartant du chemin que doit suivre l'ouragan ou en s'abstenant des endroits où il sait que le gaz et les substances incandescentes qui séjournent dans l'intérieur de la terre doivent éclater, en neutralisant au moyen du paratonnerre les terribles effets de l'électricité. Les sciences anthropologiques et par conséquent l'économie, qui spéculent sur l'être conscient, réflexif et libre qui agit *per se*, ont avec la fonction de la véritable connaissance une mission critique qui est de réformer. Elles ne se limitent pas à ressembler aux sciences physiques, à la contemplation du phénomène et à la recherche de la loi, mais elles jugent *ce qui est d'après ce qui doit être*, ce qui a été réalisé et comment on doit déterminer ce qu'il reste à faire et les variations qu'il faut introduire dans la conduite ultérieure pour mettre d'accord *la réalité avec l'idéal*. C'est pourquoi l'étude attentive et réfléchie de la phénoménalité humaine a comme conséquence la transformation de la vie, la destruction des obstacles qui s'opposent à la marche progressive de l'humanité, au changement des conditions historiques dans lesquelles vivent et se développent les sociétés ; si par exemple l'annulation de la propriété existante depuis longtemps est survenue à la suite des dures conditions de certaines classes sociales, la science arrive à la faire disparaître ; les différences de classes, l'esclavage, la servitude, les corporations fermées malgré leur persistance à travers des temps et des civilisations différentes sont vaincus par les progrès de la science.

Quelques économistes, dans une excellente intention, croyant que la science mathématique est la plus avancée, et jugeant avec une certaine légèreté que ses progrès sont dus à ses procédés spéciaux et à son langage technique, n'ont pas hésité à attribuer à l'économie le caractère de science mathématique et à adopter les méthodes et les formes d'expression de la science des quantités et de l'extension.

Les Allemands de THUNEN et HAGEN, les Français CAZAUT et COURNOT ont employé des formules algébriques dans l'expression de leurs idées économiques. Des écrivains renommés comme J.-B. SAY et ROSSI ont soutenu que l'économie tient une place intermédiaire entre les sciences mathématiques et les sciences naturelles.

A notre époque et avant WALRAS et JEVONS que l'on a considérés comme les initiateurs de l'application des procédés et du langage mathématique à la science économique, pour la confusion du dernier des auteurs cités (Gossen dit : on m'a dépassé, quant aux principes généraux et à la

méthode de la théorie économique) (1), un homme obscur, modeste, employé de l'administration prussienne, écrit un livre très méritoire intitulé : *Exposition des lois de l'échange et des règles qu'on en déduit*, qui est l'application la plus rigoureuse des mathématiques à l'économie que l'on connaisse, et duquel JEVONS dit : « autant que je puis le comprendre, sa façon de traiter la théorie fondamentale est plus générale et va plus loin que la mienne ».

L. WALRAS, éminent professeur de Lausanne, se montre partisan décidé de l'opinion que nous exposons « parce que le phénomène fondamental économique étant l'*échange de services* d'où naît la *valeur* qui occasionne le *prix*, et ces trois termes ayant un caractère essentiellement quantitatif, il ne peut qu'être susceptible de recevoir une application non seulement formelle mais réellement objective des formules mathématiques » (2).

Le remarquable écrivain et distingué professeur STANLEY JEVONS (3), croit que l'économie politique est une science naturellement, incontestablement mathématique, et c'est ainsi qu'elle se présente dans les livres où sont employées les formules, les symboles et les courbes. Les notions de demande, d'offre, de valeur, de prix, de capital, de rente, de population, etc., impliquent forcément l'idée de quantité, et ils les expriment dans le langage ordinaire; ils font des mathématiques sans le savoir, comme M. Jourdain de Molière faisait de la prose.

Pour en finir avec ces citations que nous pourrions multiplier facilement, BOCCARDO (4) affirme : « la méthode mathématique est d'une rigoureuse application aux sciences économiques et sociales, tant dans leur représentation algébrique ou plutôt analytique, que dans leur représentation graphique ou géométrique ».

Cette tendance à appliquer les procédés et les formes mathématiques à des sciences de diverses natures n'est pas nouvelle. FECHNER l'emploie dans sa célèbre loi : « la sensation n'est que le logarithme de l'excitation »; avant lui, LAPLACE avait formulé une loi économique d'un véritable caractère mathématique : « la jouissance morale que produit la richesse matérielle n'augmente pas en proportion de celle-ci mais en raison de son logarithme ».

(1) Un économiste inconnu (Hermann Henri Gossen). *Journal des économistes*, 1^{er} avril 1885.

(2) *Économie politique pure*.

(3) *The theory of political economy*.

(4) Bibliothèque de l'économiste. Préface à la 2^e édition.

La représentation graphique ou géométrique a pris une extension non moins grande. PLAYFAIR et HUMBOLDT l'ont mis en usage dans la statistique, et l'emploi de tableaux graphiques est aujourd'hui très fréquent dans l'économie. Le *Traité d'économie* de M. Yves Guyot peut servir d'exemple.

Il est indiscutable que le langage mathématique est très clair et surtout très bref ; mais les mathématiques ne sont ni plus ni moins exactes que les autres sciences. La raison en très convaincante : si la science est le grade supérieur de la connaissance par laquelle elle se constitue, d'après un principe évident, elle détermine chez celui qui la possède l'état de certitude, et sa forme est le système ; ou bien il faut inventer dans l'ordre de la connaissance quelque chose de supérieur à la science et y placer celle de la quantité et de l'extension, ce qui n'est pas justifié par le caractère de la connaissance. Autrement elle doit mériter une considération égale à celle des autres sciences.

Dans ce caractère général il y a des caractères particuliers qui distinguent les sciences les unes des autres comme nous l'avons vu en faisant leur classification, et par conséquent on ne peut transporter aux unes ce qui appartient aux autres.

Tandis que dans la science économique l'homme a une influence décisive par sa volonté libre et variable, par la multiplicité des besoins qui le pressent, par la complexité des mobiles qui le déterminent ; tandis que la variété est la caractéristique de la science anthropologique, dans les mathématiques c'est l'unité, la consistance et l'invariabilité qui dominant. La science économique embrasse des choses instables : les besoins qui varient suivant le tempérament, l'âge, l'usage, le climat, la prévision sociale ; les mobiles qui se caractérisent par leur multiplicité et par les effets qu'ils produisent sur la personne individuelle ou sociale ; les éléments économiques qui changent suivant le sujet, le temps et l'espace ; le travail qui varie suivant l'individu qui le produit ; la nature extérieure, sensible, qui se manifeste par une série indéfinie de phénomènes ; l'instrument (capital) qui, étant un résultat du rassemblement de termes variables, est nécessairement un grade superlatif. On conclut avec STANLEY JEVONS que l'influence des mathématiques dans l'économie est si grande qu'il y a des écrivains qui emploient le langage algébrique sans se rendre compte de ce qu'ils font ; on peut citer comme exemple la loi de l'offre et de la demande et celle de la rente dans RICARDO, GRESHAM, MALTHUS. Mais il sera plus facile de démontrer que beaucoup d'entre elles ne sont que des hypothèses, démenties par les faits.

Le caractère complexe du phénomène économique, comme de tout ce qui a lieu dans l'ordre social, a fait reculer beaucoup de partisans de la méthode mathématique. WHEWELL (1), un des plus enthousiastes partisans de la similitude de l'économie et des mathématiques, avoue : « D'une part l'application des mathématiques à la science de la richesse est aussi utile et aussi légitime qu'elle l'a été à la science du mouvement. Les avantages que l'usage du langage mathématique a procuré à la mécanique ont pu s'étendre à l'économie politique ; plus grande sécurité de principes, plus grande simplification des problèmes, détermination plus exacte des causes perturbatrices ; *mais d'un autre côté, l'économie ne peut aspirer à un caractère scientifique, et toutes les tentatives pour la convertir en une théorie mathématique conduira fatalement à une grande confusion d'idées, à des puérilités de spéculation, à de stériles distinctions, à une vaine logomachie.* »

STANLEY JEVONS, que nous avons déjà cité comme l'un des plus ardents défenseurs de l'opinion que nous combattons, dit dans un de ses principaux ouvrages (2) : « Si c'est une véritable science (l'Économie), elle doit être une science, parce qu'elle traite des quantités ; mais à peine déduisons-nous les équations de l'offre et de la demande, *que nous nous convainquons qu'elle doit avoir une complexité absolument inaccessible à nos moyens de vérification mathématique.* »

« Nous pouvons tracer la forme générale des équations qu'expriment les demandes et les offres entre deux ou trois trafiquants ; mais toutes les fonctions qu'elles comprennent présentent un caractère si compliqué *qu'il fait craindre que la méthode scientifique ne puisse jamais réaliser de rapides progrès dans cette voie.* »

Les considérations antérieures nous autorisent à conclure avec M. Carreras y Gonzaléz (3) : « 1^o ce qu'on appelle méthode mathématique n'est pas à proprement parler une méthode, mais une manière spéciale d'exprimer nos connaissances dans un langage symbolique, une *algorithmie* ; 2^o comme dit très bien ROSCHER, plus se multiplient les faits et plus ils perdent leurs caractères primitifs, moins les formules mathématiques offrent d'avantages ; 3^o les faits économiques ne sont pas fatals comme ceux de la nature physique, ils sont simple-

(1) *Mathematical exposition of some economical doctrines.*

(2) *The principles of sciences*, 1874, t. II, page 547.

(3) *Philosophie de la science économique*, chap. VIII, page 202.

ment nécessaires, produits de la libre activité humaine; par conséquent ne pouvant pas être réduits à des unités comme il le faudrait pour les représenter par des chiffres et pour les soumettre au calcul. »

Un écrivain anglais renommé, enlevé à la science il y a peu de temps, M. CAIRNES (1), a émis une opinion particulière sur le caractère de la science économique. « L'économie politique, écrit-il, semble sur ce point appartenir à cette espèce de sciences qui, comme l'astronomie, la mécanique, l'optique, la chimie, l'électricité et en général toutes les sciences physiques ont atteint le degré déductif. Ses prémisses ne sont pas des fictions arbitraires de l'imagination, sans rapport avec les existences concrètes comme il arrive dans les mathématiques, et ses conclusions ne peuvent s'appliquer à tous les états des faits observés, comme il arrive dans les sciences purement inductives. Comme pour la mécanique ou l'astronomie, ses prémisses se rapportent à des faits positifs, tandis que ses conclusions, comme celles des sciences nommées plus haut, correspondant ou ne correspondent pas aux réalités de la nature externe, et par conséquent doivent être considérées comme des hypothèses ».

On remarque ici à première vue une distinction entre les prémisses et les conséquences que l'on ne peut accepter, à moins de méconnaître complètement la relation logique que l'on voit entre ces éléments; aux prémisses positives produites par une observation attentive du phénomène, une conséquence hors de la réalité ou simplement hypothétique ne peut correspondre, quand l'induction et la déduction qui, scrupuleusement suivies, doivent composer les résultats de l'analyse avec les généralisations de la synthèse, ne sont pas arbitrairement formées. Il peut y avoir des hésitations dans le travail scientifique; mais quand l'objet de la connaissance a été soumis à une profonde et rigoureuse réflexion, quand on a vérifié toutes les fonctions de la connaissance, quand on a exercé toutes leurs opérations, quand on a procédé à cette tâche d'une façon artistique, il est impossible que le principe recherché n'ait une réalisation pratique. S'il n'en était pas ainsi, quelle serait la valeur de la science? quelle transcendance aurait ce travail si difficile et si coûteux?

En supposant qu'il puisse y avoir des sciences qui, comme l'économie, soient positives dans leurs déductions et hypothétiques dans leurs conséquences, ce serait établir un antagonisme entre la théorie et la

(1) *The character and logical method of political economy*, pages 45 et suiv.

pratique, entre l'idée et le fait qui n'est pas compatible avec l'harmonie qu'elles ont dans la réalité. La science économique ne proclame pas des principes là où il n'y a pas d'application possible, puisqu'elle est fondée sur les faits attentivement et profondément observés. Si c'est une vérité que l'homme cherche toujours les moyens économiques qui obtenus avec le plus petit effort possible lui donnent la plus complète satisfaction de ses besoins, que le travailleur et le capitaliste courent toujours après les produits les plus grands, on ne peut considérer, d'après M. CAIRNES, comme une exception à la règle générale, comme une séparation du principe, que l'ouvrier français se contente du type de salaire qui prévaut dans son pays tout en sachant qu'au-delà de l'Atlantique il aurait une double rémunération ; ou que le capitaliste anglais préfère les intérêts de 8 ou 10 0/0 en Angleterre au quadruple qu'il pourrait avoir en Californie ou en Australie, parce que la richesse matérielle n'est pas seulement une cause de satisfaction, mais qu'il y entre pour une grande part l'amour du pays, la difficulté de se transporter dans une région lointaine, la crainte des dangers de l'acclimatation, qui ont aussi leur évaluation, et qui, dûment capitalisés, compensent et même dépassent les plus grandes rétributions que l'ouvrier français et le capitaliste anglais pourraient trouver dans des pays lointains.

Avant de terminer cette rapide revue des opinions sur le caractère de la science économique, nous devons citer la manière originale dont s'exprime un écrivain français de grand mérite, M. CH. GIDE, professeur à l'Université de Montpellier (1) : « la théorie de la richesse et de la valeur a pour but de mesurer et de peser les sentiments et les désirs qui s'équilibrent dans notre âme ; c'est donc une science psychologique. La théorie de la production (à laquelle il faut ajouter celle de la circulation) appartient au groupe des sciences naturelles proprement dites. L'industrie humaine ne se distingue en rien, sauf par l'ampleur incomparable de son développement, de l'industrie de l'abeille et du castor. La théorie de la distribution appartient au groupe des sciences juridiques. Les législations civile, commerciale, et même pénale, qui s'occupent des biens, ne sont que des applications de la distribution. La théorie de la consommation est une science morale. Il s'agit de savoir laquelle doit servir de conduite pour l'homme qui possède la richesse ; s'il doit la dépenser, l'économiser ou la répartir entre de moins fortunés que lui ».

(1) *Principes d'économie politique.*

Le simple exposé de cette théorie est sa meilleure réfutation. Outre certains détails inadmissibles comme celui d'après lequel toute théorie est une science et que l'industrie humaine rationnelle, consciente, réflexive, ne se distingue en rien de l'irrationnelle et irréflexive des animaux, chose incompatible avec le raisonnement de l'auteur ; outre que sa manière de parler en ce qui concerne la qualité déterminante de la distribution tend plutôt à démontrer le caractère économique des sciences juridiques que le caractère juridique des sciences économiques, on voit ici comme une chose particulière à l'économie qui est une condition générale de toutes les sciences, la relation qui s'établit naturellement entre elles.

En outre cette espèce de dissection, de décomposition, de désagrégation à laquelle M. GIDE soumet la science économique jure manifestement avec l'unité qui est la condition essentielle de la science.

ADOLFO BUYLEA,

Professeur d'économie politique et doyen de la faculté de droit d'Oviedo,
Membre de l'Institut International de Sociologie.

La Morale et les lois naturelles

SUITE ET FIN (1).

VII

Le fait que l'équité de la revanche est l'idée, qui actuellement, détermine l'application de la peine, n'implique nullement que la revanche puisse être défendue au point de vue éthique. Des voix puissantes se sont également élevées contre cette opinion qu'il serait juste, au point de vue éthique, d'exiger la peine à simple titre de revanche. Nous avons ci-dessus présupposé que la revanche était juste au point de vue éthique, et nous avons seulement examiné si la responsabilité basée sur la revanche pourrait se concilier avec une manière de voir la vie déterministe. Nous avons

(1) Voir la *Revue* de décembre 1894.

été obligés à donner une réponse absolument affirmative à cette question, et par cela même nous nous sommes également mis en garde contre tous ceux qui rejettent l'équité de la revanche parce qu'ils pensent que celle-ci ne peut être maintenue au point de vue du déterminisme. Le fait de rejeter la revanche au point de vue déterministe est par lui-même tout autre chose que d'examiner son admissibilité éthique. Si l'on part de cette idée que le déterminisme est une notion bien établie et tout à fait garantie, on peut, sur cette base, examiner nos idées éthiques fondamentales. Mais on ne peut, par cela seul qu'on trouve que la revanche est en contradiction avec le déterminisme, rejeter tout de suite l'admissibilité éthique de la revanche, car celle-ci dépend de son rapport aux idées éthiques fondamentales. On pourrait très bien se figurer que la revanche fût dans le rapport le plus intime avec nos idées éthiques fondamentales et que cependant elle fût contraire au déterminisme; elle aurait donc sa validité éthique jusqu'à nouvel ordre, jusqu'à ce qu'on se fût rendu compte que les idées fondamentales sur lesquelles on a jusqu'ici fondé l'éthique, sont fausses. Le déterminisme nous peut amener à rejeter toute la base de notre éthique; mais il ne peut pas directement et immédiatement éprouver la valeur éthique de chaque idée éthique.

Pour nous il est maintenant hors de doute que la revanche est conforme au principe général de toute évaluation éthique. Celui qui viole les conditions de la vie sociale ne peut pas exiger d'être préservé des suites de son acte, et il doit trouver qu'il est juste qu'il soit mis vis-à-vis de ses camarades dans le rapport que son caractère, qu'il révèle par son acte, cause. Il est incontestable qu'un homme a une raison valable pour rompre ses relations de confiance avec celui qui, par conduite, se montre indigne de conserver sa confiance. Dans certains cas, c'est même son devoir de le faire. La rupture de la confiance consiste en partie en ce qu'on évite autant que possible le coupable, et en partie en ce qu'on prend une série de mesures pour se défendre à l'avenir contre ses atteintes éventuelles, par exemple en ayant plus de précautions à l'égard de sa conduite, en l'empêchant de se servir des moyens dont on dispose soi-même et dont il peut abuser, etc. Mais ces conséquences ne sont que des circonstances concomitantes, ce par quoi la confiance interrompue se manifeste. Dans les grandes associations sociales que les individus peuvent former, spécialement la société civile, le rapport entre individu et individu n'a qu'une importance infime, et ici il faut donc une réaction de la

volonté sociale pour rompre la confiance qu'on a en celui qui a violé les exigences de la société. Comme organe de la volonté sociale, le pouvoir judiciaire a non seulement le droit d'interrompre la confiance, mais aussi le devoir impérieux de le faire; car il n'agit pas en son propre nom, mais au nom de tous. La punition, pensons-nous, est justifiée éthiquement, quand elle peut être comprise précisément comme une telle revanche qui frappe l'individu, parce qu'il a mal agi, et qui ne fait que constater, par elle, la rupture de la confiance qui a eu lieu.

L'école criminaliste italienne a, de nos jours, en partant d'un point de vue déterministe, cherché à soutenir que le coupable est irresponsable dans un sens personnel, et que la punition infligée par la société ne peut être justifiée que par des considérations utilitaires. La punition sert à défendre la société, et elle est en même temps, secondairement, autant qu'il est possible, un essai de discipliner et de corriger le coupable. Garofalo dit qu'à la rigueur la punition n'est qu'une élimination du coupable. Dans toute association, dans toute famille, dans tout cercle, dans tout État la réaction de l'organisme social consiste dans l'exclusion d'un membre, qui n'a nullement pu ou qui n'a pu que d'une manière incomplète se conformer aux conditions du cercle dans lequel il vit. Celui qui viole les sentiments ou exigences morales élémentaires qui imprègnent tout le monde dans la société civile, rencontrera une réaction qui l'exclut du cercle social. Seulement cette exclusion est ici plus difficile que dans les petites associations, car un État ne peut pas grever les États voisins d'individus qui se sont montrés impropres, non seulement aux conditions de cet État déterminé, mais aussi à la vie sociale en général. La peine de mort est le seul moyen d'élimination rationnel et absolu quand d'une façon générale il s'agit d'exclure un homme de la vie sociale. On peut employer des moyens plus doux, comme la déportation d'une manière ou de l'autre, à l'égard de ceux qui ne se sont pas montrés complètement antisociaux, mais qui seulement n'ont pu, dans les relations domestiques, se former selon les exigences de la vie sociale. Dans les peines telles qu'elles sont, entre beaucoup de haine et de vengeance, d'envie de faire souffrir le coupable pour le punir de ce qu'il a fait. Cela ne peut pas être justifié éthiquement. La peine n'est éthique qu'en vertu de ce seul motif qu'elle est une élimination exécutée par la société pour sa propre protection. La peine doit seulement exprimer le désir de se voir délivré de la possibilité d'un contact ou d'une relation avec des individus pareils. Il suffit qu'ils disparaissent. La peine que cette éli-

mination peut infliger à l'individu, n'est pas le but ; elle ne fait qu'accompagner cette élimination comme une circonstance concomitante (1).

Tout d'abord on pourrait ici faire des objections contre cette punition exempte de toute passion. Ainsi Tarde remarque qu'il ne serait guère désirable de pouvoir considérer le crime avec la gravité sans passion d'un juge olympien. La colère et le désir de vengeance qui s'emparent de nous à la vue du crime, sont, comme celui-ci lui-même, des phénomènes naturels et déterminés par la causalité ; et pourquoi blâmerait-on ces sentiments, si l'on pense que le crime lui-même est soustrait au blâme ? Cela est sans doute très intelligent, mais d'une intelligence malencontreuse. Plus important est ce que Tarde dit quand il veut prendre la défense du droit de mettre de la colère, de la haine et du mépris dans notre rapport avec le coupable en considération de l'utilité dont ces sentiments sont. Moins il y a de déshonneur attaché à la peine, plus de souffrance physique doit-elle employer comme moyen de devenir énergique. Si l'on ne voit dans le coupable qu'un danger contre lequel il faut se défendre et non un coupable dans le sens moral du mot, cela affaiblira d'une façon générale la signification de la différence qu'il y a entre le bien et le mal, et l'on réduira cette distinction à un processus purement logique et intellectuel en excluant la puissance sur l'esprit que les sentiments forts seuls peuvent exercer. — Ces observations sont d'une grande valeur pratique ; car en réalité il faut que nous soutenions que, si nous cessions d'abhorrer et de mépriser le criminel, il faudrait également que nous cessassions d'aimer et d'honorer le bon et l'honnête. Mais on ne voit pas que la considération principale de laquelle Tarde part, diffère beaucoup de celle de Garofalo. La justification de la peine est cherchée dans son utilité à combattre le crime. Cela comprend à la fois la défense de la société et l'éducation, la correction du coupable lui-même. Le fait que Tarde veut baser l'estimation de la peine sur « *l'opinion* », l'opinion publique prédominant actuellement, sur la conscience juridique, plutôt que sur la notion sèche et claire du plus utile, témoigne de son esprit pratique mais n'introduit pas de nouveau principe.

C'est contre l'essai même de justifier la punition au point de vue préventif et au point de vue de l'éducation qui s'y rattache, que nous faisons des objections. Prise dans son ensemble nous pouvons renvoyer cette justification à l'idée et à la critique des théories de la

(1) GAROFALO : Criminologie, p. 253 à 271.

prévention dans leur ensemble, que Goos donne dans son introduction au droit pénal et à la jurisprudence générale. Mais tandis que chez Goos le point de vue principal est et doit être la démonstration que ces théories ne couvrent pas les idées pénales approuvées dans la société actuelle, notre intérêt est principalement tourné vers leur valeur éthique intrinsèque. Il ne nous suffit donc pas de renvoyer uniquement à Goos.

Notre point de départ pour l'appréciation de la valeur éthique de n'importe quelle idée pénale est le rapport qu'elle a à ce droit fondamental simple, sur lequel est basée la vie *morale* de l'individu, à savoir son droit de rompre son rapport de confiance avec celui qui a montré qu'il ne remplit pas les conditions de cette confiance. Il est assez juste qu'une telle rupture avec les conditions de la société dans les petites associations comme la famille, le cercle, etc, *eo ipso*, ait pour conséquence que l'individu en question sera exclu de l'association. Or Garofalo transporte ce rapport également à la grande et vaste association que nous appelons la société civile. Mais ici il y a précisément cette grande différence qu'une exclusion des petites associations ne touche l'existence de la personne que d'une façon purement périphérique, tandis qu'une exclusion de la vie sociale en général enlève le fondement même de son existence. Une élimination hors des petites associations peut à juste titre être expliquée comme si l'association se sépare de l'intraitable et le laisse s'arranger à sa guise comme bon lui semblera. Mais une élimination de la société est un éloignement du coupable, elle est plus qu'un simple empêchement de le laisser rester dans l'ancien et tranquille rapport de confiance avec les autres hommes. Le moment pénal proprement dit est entièrement lié à l'idée que la personne s'est rendue indigne de notre confiance ; mais l'élimination hors de la société dépasse de beaucoup une telle explication. L'une des exigences les plus importantes du citoyen, comme nous l'avons vu, est très certainement celle de pouvoir passer sa vie à l'abri des dangers qui ne le *concernent* pas ; aussi désire-t-il une protection contre le crime, et la société doit lui offrir cette protection ; car comment pourrait-il vivre tranquillement, s'il devait toujours être sur ses gardes pour se défendre contre toutes les existences criminelles qu'il y a ? Mais ce désir ne peut avoir d'influence sur la nature de la peine que comme moment secondaire ; il ne peut pas en principe soutenir la peine elle-même ; il n'est que l'expression du droit incontestable de déclarer une personne indigne de jouir de la confiance. Un homme a incontestablement le droit d'empêcher un voleur de lui voler sa pro-

priété, quand il le voit sur le point de le faire ; il a le droit de se défendre, si un assassin l'attaque. Mais la violence dont il use pour se défendre n'est pas une punition. L'acte de prévenir un crime n'est pas plus une punition de la part de la société que de la part du particulier, et tandis que le droit de ce dernier de défendre sa personne quand le danger le menace, est admis, la société ne peut invoquer un tel droit. Ordinairement la société n'a affaire au criminel que lorsqu'il a commis son crime ; et quelque fort que soit le soupçon que le criminel à l'avenir renouvelle son acte, cette circonstance ne constitue pas un danger assez déterminé ou assez imminent pour que le droit de défense puisse s'exercer. Si un homme voit que son voisin est en train de pénétrer de force dans sa maison, il peut l'empêcher par force de le faire ; mais quelque grande raison qu'il ait pour soupçonner que son voisin veut essayer de faire une effraction chez lui pendant qu'il est absent, il ne peut pour cette raison lier son voisin avant de sortir de chez lui. Son soupçon peut seulement l'engager à fermer sa maison plus solidement, à refuser au voisin de garder ses clés, en un mot à être méfiant à son égard. A l'égard de celui qui pour de bonnes raisons est soupçonné d'avoir de mauvaises intentions, l'État ne peut aller plus loin que le particulier à l'égard de son voisin. Garofalo s'appuie sur une thèse, que la plupart des criminalistes actuels sont prêts à reconnaître comme la leur, et que nous aussi nous avons pleinement admise. Ce n'est pas, dit-il, le danger social que renferme le crime, mais qui maintenant est passé, qui a quelque intérêt, mais seulement le danger que le crime commis présente pour l'avenir. On a à craindre un mauvais acte de la part de celui qui en a déjà commis. C'est de cette thèse déterministe que nous avons fait ci-dessus notre point de départ fixe. Mais Garofalo ajoute : et on a le droit de se défendre contre ce mal qu'on craint. C'est contre cette addition que nous faisons des réserves.

La vieille théorie de l'intimidation, aussi bien sous la forme dans laquelle on cherche l'intimidation dans l'exécution de la peine (pour effrayer et avertir les individus animés des mêmes intentions), que sous la forme dans laquelle on la cherche dans des menaces de peines, est à présent généralement abandonnée, non seulement parce qu'il est démontré qu'en rendant les peines sévères et en visant directement ce but d'empêcher les gens de commettre un crime en les intimidant, on n'arrive pas au résultat voulu ; mais aussi parce qu'on a reconnu qu'il est éthiquement injustifiable d'infliger à un criminel une peine plus sévère que celle qu'on aurait sans cela voulu lui infliger, uniquement

pour inspirer ainsi une crainte salutaire à d'autres gens. Les peines et la loi pénale (menaces de peines) ont naturellement l'effet d'effrayer, mais ce n'est pas là leur but direct, ce n'est pas par là qu'elles sont justifiées ; elles ne sont pas faites pour détourner des gens jusqu'ici tout à fait inconnus de commettre des crimes qu'ils seront peut-être tentés de commettre. La peine n'a en vue, son but immédiat ne peut être que de punir le crime qui a été commis. Il faut qu'on admette unanimement que l'institution pénale a une grande importance éducatrice : c'est incontestablement un moyen de détourner, ou, on pourrait tout aussi bien dire, d'intimider, des gens de faire un délit. Si l'on cessait de punir, l'ordre juridique s'écroulerait ; car les hommes ont besoin qu'on leur inculque constamment les limites nettes entre le bien et le mal, et qu'on les convainque constamment que les conséquences d'une transgression de la loi sont qu'on se brouille sérieusement avec la société et ses prétentions. Non seulement dans le monde des criminels un crime resté indécouvert et impuni a un effet plus excitant, que l'exécution de dix peines n'a d'effet prohibitif (Holtzendorff) ; mais les honnêtes gens aussi ont besoin qu'on leur rappelle comment leur honnêteté peut se faire valoir, ce que la société exige d'eux et quelles sont les conséquences de la désobéissance. Mais cette influence intimidante de l'ordre pénal, consiste, non pas dans la sévérité de la peine en tant que souffrance physique que le criminel subit, mais dans le caractère moral de la peine, et, en outre, comme nous l'avons déjà dit, il ne peut pas être justifié qu'on punisse l'individu pour effrayer les autres. La peine doit être dictée par le crime même qui se présente. L'utilité sociale de cette peine n'est qu'un résultat secondaire.

Le point de vue de l'école italienne représente ici un grand progrès, en ce sens que ce que cette école veut, c'est d'empêcher un criminel donné de commettre les mauvais actes qu'il pourrait éventuellement commettre dans l'avenir. Ce n'est pas le crime, c'est le criminel qui est puni. Cette théorie est donc dans plusieurs points liée à la théorie éducatrice, car on peut empêcher le crime non seulement par une élimination, mais parfois aussi en donnant à la vie de la volonté une nouvelle direction. Cette théorie d'intimidation individuelle diffère de la théorie éducatrice principalement par sa manière de comprendre l'éducation, car celle-ci est justifiée par l'égard dû à la sécurité que la société réclame ; tandis que la théorie éducatrice justifie la discipline que subit le criminel, principalement comme les parents justifient la correction qu'ils donnent à leurs enfants, par l'égard dû

au coupable lui-même auquel on rend service en faisant de lui un brave et honnête homme.

Le droit d'élever un homme est une question d'une toute autre nature éthique que la question du droit de le punir. Ce que dans la punition nous soutenons comme notre droit, c'est d'avoir en méfiance celui qui est indigne de confiance. Ce droit ne peut motiver l'éducation. Quelque humain que soit l'effort de vouloir améliorer le coupable, la question est grave de savoir à quel degré on a le droit d'imposer à des personnes majeures ses bienfaits. L'éducation de l'enfant est notre droit et notre devoir, car l'enfant est encore mineur. Mais le coupable est une personne majeure, et si nous avons le droit de lui imposer une éducation parce qu'elle est un bienfait, nous devons aussi avoir le droit de lui imposer toutes autres sortes de bienfaits. Si l'on soutient qu'on a le droit de lui imposer une éducation parce que c'est un bienfait qui intéresse tout le fondement de son existence, ce n'est pas en réalité à cause de lui-même que nous donnons une éducation au coupable; car l'importance d'un bienfait ne peut pas justifier l'emploi de la force pour l'imposer à la personne. Dans ses exposés antérieurs, Goos a déjà reconnu ce fait, en faisant valoir que la société n'a pas le droit de donner une éducation aux citoyens majeurs. Le domaine du droit comprend tout ce, où l'ordre moral consiste dans le maintien de certaines conditions extérieures, sans égard aux motifs intérieurs, et le pouvoir judiciaire ne peut par conséquent avoir en vue une éducation proprement dite. On doit se contenter de ce que les citoyens se conforment à la loi sans se demander quels sont leurs motifs. Voilà pourquoi il détermine la peine comme la souffrance qu'on inflige au coupable, pour plier sa volonté à l'obéissance de la loi. Cependant, on comprend facilement qu'en principe c'est là aussi une éducation, car on ne cherche pas à obtenir des empêchements physiques de certains actes : c'est une nouvelle direction de la vie de la volonté qu'il faut produire. Mais c'est en même temps une intimidation, car le droit de punir est motivé par considération de l'ordre juridique de la société, et non par égard au coupable lui-même.

Dans son dernier exposé Goos a abandonné cette manière de voir. La théorie éducatrice n'est pas soutenable, car elle ne peut établir les limites du pouvoir pénal qu'une société civilisée doit exiger. Si le motif et le fondement de la peine doit être l'éducation, il faudra cesser de fixer une quantité de la peine. Car de même qu'il serait absurde de la part d'un médecin de faire sortir un malade avant sa guérison, ou de fixer au commencement du traitement une époque déterminée pour

sa durée, il serait également absurde de condamner un coupable, à un emprisonnement pour un temps déterminé. Avec l'éducation comme motif de la justification de la peine, il faudra nécessairement les peines à temps indéterminé. Mais il faut protester catégoriquement contre cela, parce que la personne, de cette façon, est à la merci de l'arbitraire de l'administration. C'est que dans ce cas ce ne sont pas les tribunaux qui décident la peine, mais les fonctionnaires chargés de l'exécution de la peine, lesquels sont les organes de l'administration. Si en même mesure que jusqu'ici, les tribunaux sont la défense des citoyens contre l'administration, si nous ne voulons pas aller à pleines voiles vers la puissance policière, il faudra maintenir le droit de condamner à des quantités déterminées de peine; mais alors l'éducation ne sera pas le motif de la peine (1). Il faut que la peine soit non seulement une correction de la volonté, mais aussi une expiation. C'est qu'on ne peut fixer une quantité déterminée de peine qu'en appréciant les données qui existent déjà et une telle appréciation ne peut avoir d'autre but que de déterminer ce dont une personne s'est rendue coupable, crime qui est expié par la souffrance qu'elle subira, et par laquelle la société exprime son jugement sur l'importance du crime. La peine comme simple correction ne satisferait pas non plus les exigences qu'a la société qu'il y ait une punition, même si le coupable se repent, et comme moyen pédagogique elle serait incomplète, car un appel aux bons et aux nobles sentiments de l'homme souvent a plus d'efficacité que la crainte de la punition.

Nous ne pouvons que voir dans cette considération modifiée un grand progrès. Cependant il ne nous est pas possible de l'accepter entièrement. Nous pensons que, de même qu'antérieurement Goos n'a pas établi une différence suffisante entre sa conception de la peine et la théorie éducatrice, sa théorie de représailles actuelle n'est pas suffisamment séparée de la plus mauvaise de toutes les anciennes théories, la théorie de la vengeance. Dans son exposé antérieur Goos rejette l'administration judiciaire purement vindicative et expiatrice comme étant non éthique, parce qu'elle se base sur la vengeance, sur la thèse absolument regrettable qu'il faut rendre le mal pour le mal. Mais en s'appuyant à présent sur la théorie de la revanche, il se sent amené à accepter la vengeance, l'expiation, comme postulat éthique. Il ne veut pas discuter comment ce postulat que la souffrance expie le

(1) Goos, *Jurisprudence générale*, II, p. 519 et suiv.

crime, peut s'accorder avec l'autre maxime morale qu'il faut rendre le mal pour le bien, parce que la tâche de la jurisprudence sera achevée lorsqu'on aura démontré que ce postulat en est une présupposition nécessaire. Mais, selon nous, il y a une grande différence entre les deux idées que le crime mérite la souffrance, et que le crime est expié par la souffrance. La première est la revanche dans sa forme éthique pure; la dernière est la vengeance et elle est à tout égard rejetable au point de vue éthique.

L'expiation du crime par la souffrance n'a pas de sens si l'on ne prend pas en considération le sentiment qu'éprouve celui qui punit et qui serait satisfait par la souffrance du coupable. Mais on ne pourrait qualifier ce sentiment autrement que de désir de vengeance. La conscience morale offensée peut exiger qu'il soit constaté qu'un crime a été commis et qu'il soit constaté que c'est un crime; mais de cette façon rien n'est expié. L'indignation du crime ne diminue pas, ce n'est que le zèle de manifester cette indignation qui se calme lorsqu'il a atteint son but. Au contraire le sentiment de vengeance est expié par la souffrance; car lorsque celui qui nous a offensé aura subi sa peine, nous recommencerons, si c'est la vengeance seule qui a agi sur nous, à pouvoir lui montrer de l'indifférence ou de la faveur. Il est donc non éthique de déterminer la peine comme une souffrance qui expie le crime. Et cette détermination ne couvre pas non plus la conception actuelle de la société. Car le coupable subit sans doute sa peine, mais il n'expie pas son crime pour cela; dans ce cas, il devrait, après avoir subi sa peine, être considéré comme complètement réhabilité moralement; mais ce n'est pas là le cas. Nous rejetons donc cette explication qui présente la peine comme une expiation. Par contre, nous admettons comme vraie l'autre thèse de Goos, que la peine est la souffrance, par laquelle la société exprime son jugement sur l'importance du crime.

Il est assez naturel que dans les temps primitifs des sociétés le désir de se venger fût considéré comme une vertu, et nous avons vu plus haut que la vie éthique primitivement devait avoir son centre dans cette idée non-seulement du droit, mais aussi du devoir de la personne de requérir la vengeance. Au fur et à mesure que la civilisation avance et que la vie sociale se développe d'après ses principales conditions, comme la vie commune entre camarades, d'autres appréciations s'y substituent, et le désir de se venger devient une qualité blâmable chez l'individu, tandis qu'au contraire l'indulgence, l'amour du prochain et tous les sentiments bienveillants sont loués et pratiqués. C'est là la base de cette maxime incontestable qu'il ne faut

pas rendre le mal pour le mal, ou plus positivement, qu'il faut rendre le bien pour le mal. Ce qu'il y a de vrai dans cette maxime c'est que tout désir de se venger est non éthique, et que c'est un idéal éthique de pouvoir combattre son désir de vengeance jusqu'à tel point qu'on garde l'intérêt du bien-être de celui qui a causé une offense ou un tort. Mais cette maxime ne contient absolument rien qui puisse être interprété comme un désir de considérer ce qui est arrivé comme non arrivé, de supprimer les limites entre le bien et le mal, et de dire que le prochain est au même degré digne d'amour et de sollicitude quelles que soient ses actions. Au contraire, tandis qu'il est beau de pouvoir continuer à s'intéresser au bien du coupable, il serait contraire au devoir d'aller jusqu'à contenir tout blâme. Le crime constitue une rupture avec les conditions de la vie sociale, et cette rupture est rattachée à une souffrance qui frappe le coupable à cause de son acte. Seule la souffrance qui est une conséquence de notre envie de nous venger, devient regrettable; mais la souffrance qui n'est qu'une constatation, qu'une violation de la loi a eu lieu, est justifiée par le crime même. La maxime : tu ne rendras pas le mal pour le mal, n'est pas contraire à l'autre maxime : la peine est la conséquence d'un mauvais acte. Dans les temps anciens on était enclin à voir la punition de Dieu dans tous les malheurs qui frappaient le méchant. Si maintenant on se figure que la circonstance est que Dieu dans sa colère envoie à l'homme pécheur tous ces malheurs, il n'y aura question que de la vengeance de Dieu.

Mais si l'on se figure que l'adversité devient naturellement le lot de celui de qui Dieu a retiré sa sollicitude charitable, il ne peut être question du désir de vengeance de Dieu quand celui que repousse la main de Dieu sent qu'il devient impuissant à l'égard de l'existence. En même temps ces souffrances qu'il devait subir, ne seraient plus une peine; la peine serait une constatation que Dieu, à juste titre, a cessé d'avoir de la sollicitude pour cet homme, et non la conséquence de cette constatation. Et il est ainsi également dans les rapports naturels des hommes. Nous avons le droit éthique de constater que celui qui a violé les conditions d'un tranquille rapport de confiance avec nous, s'est rendu coupable d'une telle violation. La peine est l'acte par lequel cela se fait.

Cet acte de punition diffère de la façon la plus sensible de tout ce qui s'appelle intimidation et éducation. Car ces deux considérations

détermineraient la nature et la quantité de la peine d'après la probabilité d'empêcher par elle la répétition du crime. La peine, telle que nous la concevons, ne s'en occupe pas du tout; elle se base précisément sur la circonstance qu'on peut s'attendre à ce que le coupable recommencera son acte, et elle exprime par la nature et par la quantité de la peine précisément le degré de cette attente, ou, en d'autres mots, la profondeur de la violation qui a eu lieu. Nous punissons le passé, mais seulement à cause du rapport qu'il a avec l'avenir; nous exprimons par la peine combien de droit nous avons de nous méfier de la personne en question. L'action de punir appartient donc dans la société aux tribunaux seuls, de même que dans la morale générale elle se confond entièrement avec le jugement et avec la publication du jugement. Dans la morale générale, nous manifestons par notre blâme comment nous comprenons notre position à l'égard du coupable. La société va plus loin; elle met par force le coupable dans la place du rapport de confiance qu'il a mérité par son acte. Les tribunaux n'ont pour tâche que de mesurer la faute qu'il a commise, et de déterminer la nature et la quantité de la souffrance pénale, de sorte que celle-ci devient une mesure de la faute. Au contraire, l'administration et le pouvoir judiciaire aura pour tâche de déterminer plus exactement au dedans de ce cadre, la nature et les moyens de la peine, de telle façon que, non seulement elle sert de mesure de la gravité de la violation faite au rapport de confiance à l'égard d'autres, mais qu'aussi elle peut à un aussi haut degré que possible avoir une action protectrice pour la société et une action éducatrice pour l'individu. Ici, il y a un riche champ pour les efforts d'humanité et de civilisation. Mais ces efforts ne peuvent se faire qu'en dedans du cadre, où ils ont une raison d'être éthique et les vraies conditions pour leur activité, quand on les sépare nettement et rigoureusement de la peine proprement dite. La considération que le traitement pénal du coupable sera une mesure suffisante de la gravité de la rupture qu'il a produite entre lui et les autres, doit être la chose principale dans la détermination de la peine.

Une vindicte de cette sorte est si loin de présupposer une liberté proprement dite de la volonté telle que Goos la comprend, qu'au contraire elle est absolument incompatible avec cette dernière. La raison d'être de notre jugement, se maintient ou tombe avec notre droit de tirer des conclusions de l'avenir de la personne d'après son passé; et le déterminisme seul peut motiver cette conclusion.

Le fait que la peine qu'inflige la société se transforme en un emploi

de force, par laquelle on impose au coupable une souffrance, renferme un problème éthique que nous ne pouvons passer sous silence, attendu que beaucoup le considèrent comme difficile. Nous ne lui attribuons pas une grande importance, parce que cette transposition, selon nous, est tout simplement une conséquence de nos conditions d'existence. L'homme privé a le droit d'arranger ses rapports avec les autres, d'après le jugement moral qu'il porte sur eux. Si ceux-ci apprécient son amitié et son estime, ils éprouveront une souffrance en les perdant; s'ils ne s'en soucient pas, son blâme moral rebondira sur eux sans effet: on se sépare et chacun suit son chemin. L'individu n'a pas le droit d'aller plus loin. En analogie avec cela, on pourrait penser que la société a seulement le droit de constater la méchanceté du coupable par telle ou telle déclaration officielle, qui ne causerait aucune souffrance physique au coupable, mais qui seulement lui ferait connaître le mépris général qu'il mérite. Cette pensée serait juste si les hommes en général étaient autrement; mais tels qu'ils sont faits, il faut une rupture manifestée dans leur existence normale pour que leur attention soit effectivement appelée sur ce fait qu'il s'est passé quelque chose d'une importance essentielle pour leur rapport avec leurs semblables.

La souffrance pénale est cette rupture nécessaire qui se fait dans l'existence normale du coupable comme membre de la société, et par laquelle la société s'assure qu'il est amené à la conscience d'avoir fait le mal. Le fait, que cette souffrance et cette conscience de culpabilité peuvent en même temps servir à l'améliorer, est, comme nous l'avons dit, une chose à part, qui n'entre pas dans l'exposé des motifs de la peine, mais qui peut devenir déterminant pour l'espèce de souffrance qu'on voudra infliger au coupable.

Comme moyen pratique par lequel la société met l'individu dans la place du rapport de confiance avec d'autres, qu'il a méritée, il faudra nécessairement tenir la souffrance pénale en dedans de certains cadres, tant à l'égard de l'espèce qu'à l'égard de la quantité. Toute espèce de souffrance ne peut être l'expression du blâme existant. Les mutilations et choses pareilles, qui laissent des traces ineffaçables et irrémédiables sur le corps de l'individu, ne peuvent être motivées que par le désir de vengeance et par une intimidation brutale. Nous pensons aussi que la peine de mort est injustifiable, car aucun crime ne peut être si grand qu'il exclue la pensée que la réhabilitation soit possible pour l'individu, s'il le veut. La privation de la liberté et ce qui s'y rattache se présentent au contraire comme l'expression naturelle d'un

délit dans l'existence normale de l'organisation sociale. Et si cette atteinte à la liberté en premier lieu doit mesurer la gravité de la culpabilité produite par le crime, il faudra qu'elle soit d'une quantité déterminée. Toute indétermination — nous ne parlons pas de celle que renferme une grâce future éventuelle — est contraire à l'essence de la peine. Laisser la quantité de la peine être une échelle du degré de gravité du crime, ne présente pas de difficultés théoriques. Par une combinaison du choix entre l'espèce d'atteinte à l'existence de la personne qu'on cause par la peine, et la durée de cette atteinte, on peut obtenir une échelle assez finement graduée.

VIII

INDIVIDUALISME PRINCIPAL ET PRATIQUE.

Nous avons vu maintenant que et comment il est justice de réclamer la responsabilité qu'on a fait valoir. Ce droit est lié aux conditions fondamentales mêmes d'une vie consciente en général, et il trouve son expression directe en ce que nous ne pouvons donner aucune raison pour avoir confiance en celui qui, de fait, manque des conditions nécessaires pour provoquer ces sentiments chez d'autres. Dans cette conception il y a une rupture principale avec tout ce qui s'appelle individualisme dans la morale. De même que dans l'examen de la peine nous faisons abstraction de toute considération utilitaire, nous devons dans les exigences morales elles-mêmes éloigner toute considération individuelle. En motivant la peine par l'éducation ou par l'intimidation et en exigeant une individualisation de la loi éthique, on ne fait qu'exprimer la même chose de deux manières différentes. Si nous rejetons l'un, il nous faudra également rejeter l'autre. Mais de même que l'éducation et l'intimidation qui, en principe, devraient être exclues de l'examen de la peine, ont leur champ d'activité en dedans de l'exécution de la peine, de même, l'individualisme trouve également son domaine au dedans de la pratique morale. A cet égard nous apprécions beaucoup le traité de Hoffding sur la loi des rapports dans l'éthique, comme étant un essai énergique et nécessaire d'indiquer l'importance de la partie de notre pratique morale qui correspond à l'exécution de la peine dans la société. Mais nous ne pouvons accorder

aucune justification à cette loi des réactions, comme élément principal pour la détermination du commandement moral. La considération fondamentale elle-même, que la même exigence morale peut mettre un fardeau inégal sur différentes personnes, parce que celles-ci ont des aptitudes différentes pour satisfaire à cette exigence, ne peut, comme on le voit facilement, si l'on se place à notre point de vue, conduire à la réclamation d'une individualisation du commandement de la morale. Car dans l'appréciation morale, on ne demande pas selon nous, si la personne portera plus ou moins que d'autres ; mais, précisément, seulement si elle a les aptitudes de porter le fardeau demandé. Il est très vrai qu'un homme peut avoir la meilleure volonté du monde de vivre selon les exigences de la morale, mais il peut avoir à lutter contre des dispositions naturelles innées qui le lui rendent difficile et qui souvent causent sa chute. Vu du côté de ses efforts, il peut donc représenter une force éthique tout aussi grande et peut-être même plus grande que celui qui, doué d'une autre nature, mène une vie morale. Et n'est-ce pas précisément la volonté que nous devons apprécier dans la morale ? Nous ne comprenons pas comment on peut appeler cela une relativité dans la morale. Celui qui est vertueux sans effort, et celui qui, malgré une volonté honnête, succombe, ont chacun sa valeur morale particulière ; c'est que, précisément, on ne peut les comparer directement. L'un a plus de valeur, si nous attachons du prix à, c'est-à-dire si l'exigence porte sur une disposition intérieure pour certains actes ; l'autre a plus de valeur, si l'exigence se porte sur un effort intérieur d'élever sa volonté à l'obéissance à la morale. Une comparaison entre des personnes de cette espèce ne devient possible que si l'on remonte au principe fondamental de toute appréciation morale. Lequel d'eux nous offre la plus grande garantie d'agir, le cas échéant, moralement ? Mettre la volonté en opposition avec toutes les autres facultés comme quelque chose de particulièrement propre au jugement moral, n'est juste que parce que la volonté est le noyau de la personnalité, dans ce sens qu'elle nous dit au service de quels objets un homme emploiera ses autres facultés. Si nous croyons que celui qui, malgré ses chutes fréquentes, constamment s'efforce avec opiniâtreté de vivre moralement, nous donne une plus grande garantie que celui qui, guidé par ses instincts naturels, sur un certain terrain agit comme nous pouvons l'exiger, il est également au point de vue moral une personne d'une plus grande valeur. Mais il n'y a dans ce fait aucune individualisation de la loi morale ; il n'y a qu'une conscience pratique de la difficulté de déterminer ce qui s'accorde le mieux avec l'exigence de la loi donnée. Celui qui a une nature qui,

d'une manière fort étendue spontanément, satisfait aux exigences de la morale, peut, vu de ce côté, nous inspirer une très grande confiance ; mais, nous ne pouvons nullement savoir comment il se présentera, lorsqu'il sera hors de ce cadre, et nous devons à son égard nous attendre à des surprises imprévues et peut-être assez pénibles. L'effort conscient et honnête a pour nous à cet égard une plus grande valeur. Et nous voyons aussi dans la pratique que nous préférons celui qui consciencieusement s'efforce de vivre moralement, à celui qui est moral par instinct, si les observations dont le premier s'est rendu coupable relativement ne sont que petites et si elles diminuent peu à peu. Par contre les graves aberrations et la fréquence constante et continuelle d'aberrations ne seront atténuées à nos yeux par le fait que derrière elles se trouve un effort « honnête » vers le bien. Nous apprécions l'honnêteté de l'effort non pas d'après son existence dans les moments où la tentation n'existe pas, mais d'après sa faculté réelle de pouvoir constamment diminuer la puissance de la tentation sur l'esprit. La loi est le stable, donné avec les conditions objectives, qui peut être reconnu comme une présupposition pour montrer à un autre homme la confiance que la vie sociale accorde. La valeur de l'individu dépend précisément de son aptitude à satisfaire à ces conditions ; et son aptitude, telle qu'elle est, ne peut pas influencer sur la détermination de ces conditions. C'est que ces exigences ne sont pas dictées par notre propre bon plaisir ; elles sont données avec les éléments mêmes de l'existence qui sont tout à fait indépendants de nous.

Parmi toutes les questions qu'un individualisme principal peut soulever, il y en a deux en particulier que nous trouvons être d'un intérêt important dans cette connexion. C'est la question du rapport qu'il y a entre la grâce et la punition et — ce qui n'est que la même chose dans une plus grande étendue — jusqu'à quel point nos sociétés actuelles ont le droit de faire valoir la responsabilité. Hoffding traite ces deux questions, en soutenant que la grâce est un témoignage de reconnaissance de la relativité de la morale et que nos sociétés sont tellement complices du crime de l'individu que leur droit de faire valoir la responsabilité devient douteuse.

Nous ne pouvons que tomber d'accord avec Hoffding quand il dit que la grâce existe à cause du criminel, et que par conséquent elle indique une équité défectueuse dans la loi d'après laquelle on devait punir. Mais la question devient, en principe, celle-ci : la grâce est-elle justifiée en considération de la nature individuelle du coupable ou en considération d'une non-conformité entre les rapports dont la loi a

présupposé l'existence, et ceux qui, dans le cas particulier, existent de fait? Il nous semble qu'il ne peut être absolument douteux, que c'est le dernier qui est le vrai. Nous avons vu plus haut, que toutes les fois qu'une diminution de la responsabilité peut se présenter, c'est quand il y a des circonstances qui rendent incertain un jugement du caractère de la personne consciente. Que ces circonstances soient des circonstances extérieures ou des particularités subjectives intérieures, c'est indifférent en principe. Mais ce n'est qu'à des circonstances de cette sorte que l'exigence de grâce peut se rattacher. La grâce ne dit pas que l'exigence de la morale s'adresse autrement à cet individu spécial qu'à d'autres individus; elle dit seulement qu'on prononcerait un faux jugement sur son caractère, si l'on voulait fermer les yeux sur les différences qui existent de fait entre sa situation et celle que la loi dans son commandement a présupposée. Dans la grâce, la société a un moyen de se conformer d'une manière fort étendue aux exigences de l'individualisme pratique. Mais il ne s'agit nulle part de reconnaître l'individualisme comme principe.

Et il en est de même de l'exhortation que Hoffding adresse à la société de ne pas oublier de se demander jusqu'à quel point elle partage la responsabilité de ce que deviennent les individus. Tant que l'on peut admettre que la personne, qui dans le milieu social devient un criminel, dans d'autres circonstances aurait pu continuer à être un honnête homme, la société aura sa part de la responsabilité. Et cela ne change pas, même si l'on suppose avec Lombroso, qu'il y a des criminels routiniers qui sont conduits au crime par hérédité, par des dispositions déterminées par l'atavisme. Car la société partagerait la responsabilité s'il pouvait y avoir des chocs de retour atavistiques de cette sorte. Les hommes sont les effets de la société avant qu'ils y apparaissent comme des causes.

La grande et importante vérité que renferme cette considération est celle qu'il s'agit non seulement pour la société, mais aussi pour tout individu en particulier, de ne pas s'endormir en orgueil et en vanité. Il est bon que chacun se rappelle constamment que, s'il est devenu un honnête homme, cela peut être dû aux circonstances extérieures dans lesquelles il a vécu. Nous ne devons pas, à la manière des Pharisiens, nous frapper la poitrine et remercier Dieu de ce que nous ne sommes pas comme les publicains et pécheurs. Nous devons reconnaître que nous aussi nous portons en nous de tels germes que dans des conditions dans lesquelles beaucoup conservent leur honnêteté, nous serions peut-être devenus des criminels. Et non seulement nous devons

reconnaître notre affinité avec le criminel; mais nous devons aussi nous rappeler qu'en bien des occasions, nous avons pu répandre la semence du crime dans d'autres par notre conduite, par les formes que nous donnons à nos institutions sociales, par nos paroles frivoles, etc. Chacun de nous a pu être l'anneau dernier et décisif bien que peut-être insignifiant de la série des causes pour lesquelles notre prochain est devenu un criminel. Il y a toujours des choses à corriger et auxquelles il faut avoir attention dans notre propre conduite et dans nos institutions sociales.

Mais nous ne pensons pas qu'on puisse aller au-delà de ceci, qu'à côté de la responsabilité qu'on fait valoir à l'égard du criminel en vertu des règles et avec les restrictions auxquelles toute responsabilité doit être soumise, il peut également y avoir une responsabilité pour la société, qui entraîne une application constante à l'éducation et à l'amélioration. La société ne perd pas son droit de revendiquer la responsabilité du criminel parce que les circonstances sociales ont contribué à sa chute. Tant que la société constamment ouvre la possibilité à un développement moral, la responsabilité d'être devenu un criminel, repose principalement sur la personne elle-même. Et ajoutez à cela, que la société qui contribue à former le criminel n'est pas la même que celle qui réclame sa responsabilité. La société punissante n'est constamment que les individus qui existent pour le moment et qui vivent dans l'association judiciaire, et ce n'est que par une considération tout à fait abstraite que ceux-ci peuvent être identifiés avec les individus qui ont créé les conditions sociales existantes, ou de qui sont parties les influences néfastes qui ont fait de l'individu un criminel. Moins une époque a de conscience de ce que non seulement elle a pour mission de punir les crimes qui se font, mais aussi de travailler à ce que leur nombre soit diminué par des réformes sociales, moins cette époque a le droit de se plaindre de ce que les crimes fleurissent. Par sa négligence elle se fait réellement complice du crime. Mais si une société a une conscience vivante de ses obligations de travailler au progrès et à l'amélioration, elle recouvre son droit entier de revendiquer la responsabilité des individus.

C. N. STARCKE,

Professeur à l'Université de Copenhague,
Membre de l'Institut International de Sociologie.

MOUVEMENT SOCIAL

AUTRICHE.

La politique aime les annales, les chroniques annuelles ; la sociologie devrait plutôt écrire des chroniques séculaires ou du moins demi-séculaires. Car, pendant que, pour la politique, chaque jour apporte quelque chose de nouveau, une scène parlementaire, une crise ministérielle, quelques paroles d'un monarque, une assemblée des ouvriers, etc. : qu'est-ce tout cela pour la sociologie ? Rien. Elle ne s'intéresse qu'aux *grands traits* dans le développement des sociétés ; elle ne regarde pas les atomes de craie qui forment le « cercle dessiné sur la table » de l'histoire, mais seulement les grandes sections de ce cercle qui laissent deviner la direction curviligne.

C'est pour cela que je ne vous donnerai pas un récit de tous les événements politiques qui se sont passés dans l'an écoulé en Autriche : je laisse cela aux chroniqueurs politiques. Du grand nombre des questions sociologiques qui se développent lentement sur le territoire de l'Autriche, je veux vous signaler aujourd'hui *une* seulement, qui dans l'année passée a pris une place principale entre toutes les autres et qui en même temps s'est dessinée si fortement sur notre horizon politique qu'on peut saisir distinctement son développement futur.

Je veux parler de l'*Exposition polonaise* arrangée l'année passée à Léopol en Galicie et qui a mis pendant quelques mois de l'été et de l'automne en mouvement toute l'Autriche : car non seulement l'Empereur et quelques membres de la famille impériale l'ont visitée, non seulement l'Empereur a prononcé à cette occasion des paroles significatives ; mais presque toutes les autres nations de l'Autriche ont envoyé à Léopol des représentants et ont manifesté leurs vives sympathies pour la cause polonaise.

C'est en telle manière que cette cause elle-même est sortie encore une fois de l'ombre historique pour rayonner un moment sur l'horizon de la politique, non seulement autrichienne, mais on peut dire européenne. Pour la sociologie c'est donc un motif suffisant d'isoler cette fois cette question de toutes les autres qui se déroulent en Autriche et

de la montrer dans toute son ampleur et dans toute son importance non seulement pour l'Autriche mais pour toute la partie orientale de l'Europe.

Cent vingt-trois années se sont écoulées depuis le moment où les trois puissances orientales ont démembré la Pologne. En Autriche, dès le commencement, on a regardé ce fait comme une injustice, et l'impératrice Marie-Thérèse a eu peine à céder aux exigences de la politique et à prendre part à « la rapine », comme s'exprime encore aujourd'hui un historien distingué de l'Autriche, M. Hubert, professeur à l'Université de Vienne et secrétaire de l'Académie impériale des sciences à Vienne (1). Cette expression est significative, elle montre que dès le premier moment l'Autriche n'a jamais oublié que le démembrement de la Pologne, auquel elle ne prit part que contrainte par son intérêt politique envers la Russie et la Prusse, était un acte d'injustice internationale. Aussi l'Autriche fût, de ces trois puissances, la seule qui dès le commencement n'ait pas suivi une politique exterminatrice envers les Polonais. Il y avait, il est vrai, de longues périodes de germanisation aussi dans la Galicie : mais jamais ces tentatives pour germaniser n'eurent le même caractère destructeur envers la nationalité polonaise que dans la Prusse et dans la Russie. En Autriche c'étaient plutôt des mesures administratives, mesures mesquines en vérité, mais tendant seulement à faciliter le gouvernement et à faire entrer dans la Galicie la connaissance de la langue allemande reconnue comme langue d'État.

Mais c'est depuis un quart de siècle (environ depuis l'an 1869) que l'Autriche a inauguré envers les Polonais une politique tout à fait autre. Non seulement elle a abandonné tous les moyens administratifs tendant à germaniser la Galicie, mais elle est passée à une politique plus rationnelle, déjà par la constitution de l'année 1867, et a donné à la Galicie la pleine autonomie, introduisant en même temps la langue polonaise (au lieu de la langue allemande) dans les tribunaux, les offices et les écoles.

Quel a été le résultat de cette expérimentation politique ? Pour le dire en un mot : Les Polonais au lieu de faire des révolutions font des expositions !

Du point de vue sociologique c'est chose naturelle. Quand on les opprime, ils font des révolutions. Quand on les laisse développer tou-

(1) Voir son œuvre récente : *Oesterreichische Reichsgeschichte* (1895), p. 184.

tes leurs forces librement, quand on les laisse déployer tous les qualités brillantes de leur esprit national, — alors ils font des œuvres de paix, des expositions.

Aussi l'exposition de Léopol, l'année passée, valait une révolution ; car jusqu'à présent aucune révolution polonaise n'était autre chose qu'une protestation contre le démembrement de la Pologne et une manifestation devant l'Europe de sa vie nationale persistante. Tout cela, l'exposition de Léopol l'était aussi, seulement en voie pacifique ; on peut dire que cette exposition était une traduction d'une révolution polonaise du sanglant en pacifique.

A cette manifestation nationale ont contribué non seulement les produits du travail national qu'on a exposés et qui ont montré que principalement la Galicie a fait des progrès admirables dans toutes les directions de la vie économique, industrielle, administrative et spirituelle ; mais aussi nombre de discours prononcés à l'occasion des différents banquets donnés pour honorer les représentants des diverses nations qui ont visité l'exposition. Tous ces discours n'étaient que des variations d'un même thème, à savoir que la nation polonaise vit et qu'elle ne pense pas renoncer à une vie nationale dans toute l'étendue que se sont partagée les trois puissances. On comprend que cette idée, qui était l'idée directrice de toute l'exposition, était exprimée avec plus ou moins de netteté selon les différentes positions personnelles des orateurs comme sujets de la Russie, de la Prusse ou de l'Autriche. Ces derniers pouvaient parler le plus librement, car ils n'avaient à craindre nul mécontentement de la part du gouvernement. C'était l'Empereur d'Autriche lui-même qui, ayant connaissance du sentiment patriotique qui animait toute cette œuvre, mais sachant aussi bien que les Polonais d'aujourd'hui en Galicie savent concilier leurs légitimes espérances nationales avec la loyauté envers la dynastie de Habsbourg, a prononcé à Léopol ces paroles significatives : « Messieurs, nous nous entendons », paroles qui ont été reçues dans tout le pays avec le plus grand enthousiasme.

En vérité rien ne peut caractériser mieux tout le revirement qui s'est opéré dans la politique nationale de la Galicie que ce fait que l'empereur d'Autriche a prononcé ces paroles en réponse à un discours du président de l'exposition, le comte Adam Sapieha, qui, il y a trente années, a pris vaillamment part dans la dernière sanglante révolution polonaise de l'année 1863 et comme « rebelle » fut mis en prison dans cette même ville de Léopol où il a accueilli à présent l'empereur d'Autriche. Tant est grand le changement qui s'est opéré depuis ce temps,

non seulement dans la nation polonaise, mais encore dans les idées politiques du gouvernement autrichien. En Autriche la question polonaise peut être discutée franchement; les Polonais n'ont pas besoin de cacher leurs espérances nationales et en les exprimant n'ont pas à craindre de compromettre leur loyalisme. Cette fausse idée que le sentiment patriotique et les aspirations nationales ne peuvent pas s'accorder avec le loyalisme envers le monarque actuel, n'existe plus en Autriche.

Les choses ne sont pas encore si avancées dans les pays polonais assujettis à la domination prussienne. Nous en avons eu encore la preuve à l'occasion de l'exposition de Léopol.

Entre autres représentants des Polonais sujets de la Russie et de la Prusse, était aussi présent à Léopol le comte Koscielski, membre de la « Chambre des Seigneurs » prussienne, un des chefs parlementaires du parti polonais dans le parlement d'Allemagne. Lui aussi a prononcé un discours bien significatif. Rendant hommage au progrès du travail national en Galicie, il assurait, au nom de ses compatriotes sujets de la domination prussienne, qu'ils n'oublieront jamais les liens nationaux qui les lient avec le reste de la Pologne qui, nonobstant les partages politiques dont elle est devenue l'objet, forme et formera toujours une *Nationalité une et indivise*.

Ce discours du comte Koscielski a soulevé en Allemagne de vives protestations de la part des journaux allemands, qui ont accusé le comte Koscielski du manque de loyalisme envers l'État auquel il appartient. Mais il semble que l'empereur Guillaume II ne partage pas ces soupçons des chauvins allemands. Un discours significatif, qu'il a prononcé à peu près en même temps à Königsberg et dans lequel il a manifesté ses sympathies pour ses sujets polonais, montre que lui aussi sait bien que le sentiment national en Pologne est impérissable et ne peut pas être supprimé, mais que tout en conservant et développant leur nationalité, ses sujets polonais ne pensent pas faire des révolutions. Comme les Polonais d'Autriche, ils ne songent pas et ne croient pas à une restauration de la Pologne par voie des armes; ils sont des sujets loyaux de l'Empire allemand, mais ils croient — comme tous les Polonais — qu'un temps viendra où les puissances qui se sont partagé la Pologne reconnaîtront leur propre intérêt dans la reconstitution de cet État.

C'est là un article de foi de chaque Polonais, un article de foi qui n'a rien à faire avec la politique actuelle et ne peut pas compromettre la loyauté du Polonais envers les monarques des trois États parta-

geants. Il faut espérer que cette juste idée gagnera du terrain dans l'Allemagne comme elle a déjà gagné les esprits en Autriche.

En vérité, quand on examine au point de vue sociologique cette question polonaise qui ne se borne pas aux limites de l'Autriche, mais qui s'étend de l'Oder jusqu'au Niemen et de la Baltique jusqu'à l'Euxin, il faut dire que c'est une question qui demandera une fois une solution définitive de la part des puissances intéressées. Car elle ne se laissera jamais éliminer de la politique de l'Europe orientale, elle demeurera, aussi longtemps qu'elle ne sera pas définitivement résolue, une plaie ouverte sur le corps de l'Europe.

Depuis un siècle et quart la Pologne rappelle ce serpent apparu à Victor Hugo :

La hache en trois tronçons avait coupé vivant
 Son corps que l'onde arrose,
 Et l'écume de mer que lui jetait le vent
 Sur son sang flottait rose.

.
 Ces tronçons déchirés, épars, près d'épuiser
 Leurs forces languissantes,
 Se cherchaient, se cherchaient.

C'est ainsi que se cherchent et se chercheront toujours les parties démembrées de la Pologne, et elles se chercheront non par quelques dispositions mentales de leurs chefs ou meneurs, non par quelques incitations de la noblesse polonaise, non par quelques inclinations et penchants révolutionnaires, mais par la force d'une loi sociale très naturelle.

Ici se pose une grave question sociologique. Est-ce que ces tronçons se trouveront, est-ce qu'ils deviendront une fois un corps vivant subsistant par soi-même, indépendant ? Le problème est d'un grand intérêt, car l'histoire connaît des conquêtes et des démembrements d'États qui jamais plus n'ont regagné leur indépendance antérieure. N'est-ce pas peut-être la destinée de la Pologne ?

A cette question la sociologie peut donner une réponse bien motivée :

Un siècle et quart s'est écoulé depuis le temps où les trois puissances orientales ont partagé la Pologne et en ont incorporé les parties détachées dans leurs États : quelles sont les causes pour lesquelles elles n'ont pas réussi jusqu'à présent à accomplir l'incorporation *morale*, l'*amalgamation nationale* de ces parties de la Pologne et pour lesquelles

la nationalité polonaise montre aujourd'hui, après un siècle et quart de soumission politique, une vie beaucoup plus développée et vigoureuse qu'avant ce temps ?

La cause est très simple. En vue de l'amalgamation les puissances partageantes ont entrepris l'acte de partage au moins huit siècles trop tard. Si elles avaient fait cela dans l'année 1000 de notre ère, elles auraient certainement réussi à former, de territoires détachés d'un pays, des parties intégrantes de leurs États, elles les auraient certainement amalgamés moralement. Car tous les grands États ne se sont pas formés autrement que par voie d'annexion et d'amalgamation des éléments hétérogènes. Mais ces éléments doivent se trouver dans un état primitif en ce qui concerne leur nationalité. Cela n'était plus le cas de la Pologne à la fin du siècle passé. Elle n'était pas encore une nation pleinement développée, mais elle était déjà si avancée dans la voie de la nationalisation de ses éléments ethniques qu'elle a pu poursuivre cette voie quoique tombée sous le joug des puissances étrangères. Et c'est ce qu'elle a fait jusqu'aujourd'hui avec un grand succès. Malgré tous les obstacles et difficultés qu'ont mis sur leur chemin les puissances partageantes, il faut dire que les Polonais ont accompli la tâche historique de la nationalisation qui n'était pas encore achevée il y a cent ans, avec une énergie et une persévérance qui n'a pas d'exemples dans l'histoire. Depuis qu'on les a partagés, les Polonais sont devenus une nation moralement aussi distinguée, aussi fortement liée que si ces trois parties démembrées étaient unies sous une seule domination. Dans tous les domaines de la vie morale, aussi bien que dans le domaine de la littérature, des sciences, des beaux-arts, la Pologne, n'existant plus comme État, existe entre les nations européennes comme nation et prend parmi elles une place distinguée.

Nous avons vu dans notre temps s'élever et ressusciter de petites nations comme les Serbes et les Bulgares dont le monde a eu peine à se rappeler l'existence, tant peu aujourd'hui encore ils ont eu la possibilité de se marquer entre les nations européennes. Un spectacle tout à fait opposé nous est offert par la Pologne. Comme nation elle est si marquée et distinguée entre les nations civilisées du monde qu'on a peine à s'imaginer qu'elle n'est pas un état indépendant. — La sociologie ne peut pas, d'après ses données scientifiques, juger de tous les phénomènes analogues de l'histoire, admettre qu'une nation qui comme telle manifeste une vitalité si admirable, qui développe au milieu des conditions adverses et pénibles sa vie intellectuelle dans une telle

mesure, sur une échelle si importante, qu'une telle nation soit privée pour toujours de sa vie politique indépendante. Cela n'est pas possible; cela est contraire à toutes les lois qui dominent la vie sociale des peuples.

Mais plus on est convaincu de cette vérité scientifique, plus on devient tranquille, on attend le développement des choses, l'évolution nécessaire des relations internationales de l'Europe.

Les Polonais savent tous cela aujourd'hui, ils célèbrent en paix les anniversaires et les jubilé s séculaires et demi-séculaires de leurs révolutions; ils ne font plus et ne feront pas des révolutions. Ils unissent, à leurs espérances bien fondées dans la nature des choses, leur loyauté envers les monarques qui à présent possèdent les parties démembrées de leur patrie. Le temps n'est pas perdu; la nation se développe sans cesse et sans interruption.

C'est assez; quand la nation vivra, il ne peut pas manquer que la Patrie revive également. Comment cela se fera-t-il? Les intérêts de la civilisation en Europe, les intérêts vitaux des monarchies qui ont partagé la Pologne, demanderont un jour sa reconstitution.

Une nation peut attendre; elle ne demande pas aujourd'hui à ses citoyens des actes de révolte; elle sait qu'elle peut compter sur leur dévouement.

Des autres questions sociales qui s'agitent en Autriche, aucune n'est arrivée pendant l'année passée à un *point* remarquable. C'est par l'effet des circonstances que nous vivons à présent sous un ministère de « coalition ». Ici « coalition » est une idée politique qui signifie : armistice, repos, et il faut avouer que le ministère Plener-Windischgrätz, qui s'est engagé dans cette voie, tient sa promesse. *Officiellement* toutes les autres questions, comme la sociale, la tchèqu e en Bohême, la slave dans le littoral, sont en repos. Cela ne veut pas dire que ces questions ne travaillent pas sous la superficie; mais elles ne rompent pas l'armistice officiel. De temps en temps seulement, çà et là une petite affaire sociale ou nationale nous montre que les courants profonds qui remuent les couches les plus basses des peuples n'ont pas cessé de s'agiter; mais alors le ministère, fidèle à son programme, se hâte d'apaiser les petites tempêtes. Aussi il semble que le ministère de la coalition a crainte de commencer l'unique *action politique* qu'elle a promis de mener à bout, c'est-à-dire la réforme électorale. Plus d'un an s'est écoulé déjà et le projet de cette réforme, discuté ardemment dans les clubs et les commissions parlementaires, n'est pas encore venu franchir le seuil du Parlement. Vous voyez alors que, si je ne

veux pas noter des faits banals, des bagatelles de la vie quotidienne, il me faut attendre jusqu'à ce que ces questions sortent de leur pé-nombre. Cela peut durer encore quelque temps — un an et plus encore. D'ici là le ministère de la coalition jouit d'un repos bien mérité.

LOUIS GUMFLOWICZ,

Professeur à l'Université de Gratz,
Vice-président de l'Institut international de Sociologie.



REVUE DES LIVRES

GASTON BEAUNE, *La terre australe inconnue : onze croisières aux Nouvelles-Hébrides*, Paris, 1894, 1 vol. in-12 de 300 pages.

ÉLIE RECLUS, *Le primitif d'Australie, ou les Non-Non et les Oui-Oui*, Paris, 1894, 1 vol. in-12 de 392 pages.

Les travaux destinés à nous faire connaître l'état social des peuples les plus arriérés se multiplient fort heureusement. Il y a peu de mois, nous rendions compte dans la *Revue* du livre de M. de Prévile sur « les Sociétés Africaines ». Aujourd'hui nous avons sous les yeux deux ouvrages consacrés aux populations de l'Océanie. Ni l'un ni l'autre, il est vrai, ne traitent ce vaste sujet dans son ensemble : l'entreprise eût, sans doute, paru prématurée. L'un se confine dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, l'autre s'occupe du continent australien. Ce qui les réunit sous notre plume, c'est moins encore le voisinage des terres qu'ils ont explorées, qu'un trait commun qui ne peut point laisser les sociologues indifférents. Tous deux, en effet, MM. Gaston Beaune et Élie Reclus ont rompu avec l'habitude des voyageurs, qui ne voient dans un pays que ses contours, son climat et son sol, sa flore et sa faune, ou qui, si par hasard ils veulent bien regarder l'homme lui-même, se bornent d'ordinaire à une description de sa conformation physique, agrémentée de quelques traits de mœurs plus piquants que scientifiquement observés. C'est de la *société* sauvage elle-même que les deux présents ouvrages nous entretiennent : l'innovation n'est pas sans importance, et il faut espérer que cette initiative suscitera des imitateurs. — Autre principe commun : ces sociétés océaniques, MM. Beaune et Reclus les trouvent beaucoup moins imparfaites, beaucoup moins « sauvages » qu'on ne le croit ordinairement. Ils y ont rencontré

une organisation compliquée, artificielle sans doute en un certain sens (puisqu'elle repose sur des idées arbitraires), mais qui, pourtant, par l'effet de la tradition et de l'hérédité, a enfin été acceptée sans conteste par ces populations et s'oppose aujourd'hui à la pénétration en Océanie des coutumes européennes. Cette organisation sauvage, M. Reclus, dont on sait les attaches avec la fraction la plus avancée du socialisme, n'est pas loin de la trouver supérieure à la nôtre. L'on pourrait dire, sans doute, qu'il a dans la question un parti pris. Mais M. Beaune, qui n'a pas les mêmes préventions (officier de marine français, il semble fort attaché à son drapeau et à sa religion), pense, lui aussi, que la vie océanienne a bien ses avantages. Le procès fait à ces races inférieures, qui paraissait terminé par leur condamnation, serait donc, semble-t-il, à réviser.

La part faite aux similitudes de ces deux ouvrages, passons à ce qui est propre à chacun d'entre eux. M. Gaston Beaune s'occupe des Nouvelles-Hébrides, archipel situé, comme on le sait, au nord-est de la Nouvelle-Calédonie, et sur lequel les escadres française et anglaise exercent une sorte de commune surveillance. L'auteur a l'avantage de connaître personnellement le pays, y ayant séjourné pendant onze croisières de vingt jours chacune. Après avoir rapidement exposé l'historique de la découverte de l'archipel, il en examine la configuration, l'origine géologique et les produits, puis donne la description anthropologique des diverses races qui l'habitent. Le chapitre IV étudie la vie extérieure des indigènes : parure, costume, habitation, nourriture, armes. Le chapitre V décrit leurs caractères intellectuels : ruse, impressionnabilité, etc... ; traite de leur langue et de leur système de numération ; expose leurs inventions industrielles, agricoles et nautiques. Dans les chapitres VI et VII il est spécialement question des caractères sociaux. La famille est vue la première : le système de la parenté utérine en vigueur dans l'archipel, la condition (très variable) de la femme et des enfants, la polygamie et la polyandrie (la seconde moins répandue), le traitement (respectueux) fait aux vieillards, sont passés en revue. Venant ensuite à la tribu, M. Beaune nous fait connaître : sa hiérarchie, fondée sur la fortune ; la remarquable influence dont y jouissent les sociétés secrètes ; ses fêtes et ses guerres. Le chapitre VIII traite de la religion (culte des morts et culte des forces naturelles) et le chapitre IX est consacré à la sorcellerie et à la médecine. L'ouvrage se termine par l'examen des phénomènes que produit le contact des blancs avec les indigènes, et par l'explication de la disparition de ces derniers, sous l'action combinée de la phthisie et des « engagements volontaires ». En somme, le livre de M. Beaune est une étude complète de la population néo-hébridaise. C'est l'œuvre d'un esprit cultivé, au courant des principaux problèmes de l'anthropologie, de l'ethnographie et de la sociologie, l'œuvre d'un observateur sagace et

impartial. Si l'objet de ses recherches est limité, on peut dire que, dans ce domaine, les résultats de son enquête ont la valeur d'un document original.

M. Élie Reclus procède autrement. Ce n'est plus le voyageur qui décrit ce qu'il a vu, c'est l'homme de science qui, recueillant les données amassées par les observateurs, en fait le dépouillement et la synthèse. Il ne semble pas que M. Reclus ait, comme M. Beaune, personnellement visité les tribus dont il parle ; en revanche, son érudition est plus étendue. S'il ne cite pas fréquemment ses sources, on voit qu'au moins il les connaît bien. Toutes les populations australiennes sont simultanément englobées dans son étude, à laquelle on peut reprocher de ne pas assez distinguer entre elles, de les considérer comme ayant toutes des institutions presque complètement identiques. Mais le champ de ses recherches ne se limite pas à l'Australie : sans cesse l'auteur fait appel aux coutumes des populations sauvages, barbares et même civilisées, des autres continents, et il les rapproche les unes des autres ; son livre est bien, comme l'indique le sous-titre, une « étude d'ethnographie comparée ». Le plan n'est pas fort différent de celui qu'a suivi M. Beaune. Successivement nous voyons examinés : la nature (sol, flore et faune) ; l'homme physique ; la quête, la pêche et les chasses ; la nourriture, la vêtue (*sic*), l'habitation, l'industrie ; la langue et les manifestations intellectuelles ; la coutume ; les *corroboris* (fêtes indigènes) ; les mariages ; les *cobongs* (groupes de parents formant une confraternité, dans l'intérieur de laquelle le mariage est interdit) ; l'enfance et la jeunesse de l'Australien ; son initiation, ou *bora-bora* ; ses croyances religieuses : culte des morts, crainte des ombres, respect du sorcier, qui a été à l'origine un simple faiseur de pluie, et qui est par là devenu l'initiateur de la morale publique (les Dieux n'accordant la pluie qu'aux tribus dont la bonne conduite les satisfait) et l'inventeur d'une cosmogonie rudimentaire. L'auteur nous fait enfin assister à la destruction, presque achevée aujourd'hui, de la race australienne. Il la déplore d'autant plus que cette race est pour lui au moins l'égale (moralement) des populations européennes. Et il faut reconnaître qu'il a déployé une très remarquable ingéniosité dans l'explication et la défense de ses coutumes. Voici quelques-uns de ses raisonnements : « La parenté que l'Australien s'attribue avec les animaux, dont ses cobongs portent les noms, vient de ce qu'ils sont les uns et les autres « enfants de la brousse » ; le culte qu'il leur voue, des qualités d'adresse ou de force qu'il leur reconnaît. Si la femme est accablée des plus durs fardeaux domestiques, en revanche l'homme demeure chargé d'assurer la protection et la subsistance de tous, et son rôle n'est pas le plus aisé des deux. Si les langues nègres ne se sont pas élevées jusqu'aux mots abstraits, c'est que le sauvage connaît par le détail chaque arbre et chaque animal de sa forêt, et qu'il a pour cha-

cun un nom propre. Si le mariage par capture semble une brutalité, l'expérience montre qu'il produit de meilleurs résultats que les mariages par achat, institution des sauvages demi-policés et des civilisés. L'Australien est misérable, mais il vit libre. Ses tribus souffrent souvent de la faim ; mais, quand la nourriture est ample, elles n'entassent pas avarement des provisions, elles laissent les voisins prendre ce qui leur plaît. Ses sorciers, ses chefs religieux semblent des charlatans ou des fous ; mais, les premiers, ils ont classé les phénomènes de l'univers et entrevu la parenté de tous les êtres qui le peuplent. » — Parmi ces idées de M. Reclus, il en est assurément d'exagérées ; mais beaucoup sont exactes, neuves, dignes d'être retenues par la science. — Sur tout son livre, l'auteur a jeté un coloris singulier. Il a voulu faire vivre devant nous ses Australiens, et pour cela il a imaginé sans cesse des scènes dramatiques ou pittoresques, où il les montre en action. Son ouvrage prend ainsi, dans une certaine mesure, l'apparence d'un roman. Il en a le charme, mais d'autre part, on se demande s'il n'en a pas l'irréalité. M. Beaune nous rapporte comment il a vu se dérouler l'existence des Néo-Hébridais ; M. Reclus nous dit comment il imagine celle des Australiens ; et tout l'éclat du style de celui-ci ne donne pourtant pas la même impression de vitalité vraie que la simplicité du style de celui-là. Peut-être aussi les images de M. Reclus sont-elles cherchées un peu loin, peut-être a-t-il tort d'employer le jargon de nos grandes villes pour peindre l'état d'esprit des sauvages, sans se douter apparemment que sa langue, à la fois ultra-scientifique et ultra-populaire, rend la lecture de son livre très difficile aux non-initiés. On doit, malgré tout cela, avouer que son étude est de celles qui font impression, qui marquent leur trace dans un genre — dirons-nous littéraire ou scientifique ? — et qu'elle est, dans la moins banale acception du terme, une œuvre de talent.

RENÉ WORMS.

JACQUES DUMAS, *Le Problème foncier en Angleterre*. Paris, 1893,
1 vol. in-8.

M. Jacques Dumas apporte une contribution fort estimable à l'étude du problème foncier en Angleterre et propose des remèdes qui, pour nous paraître trop absolus, n'en témoignent pas moins des patientes recherches auxquelles il s'est livré et de la réelle érudition qu'il possède sur la matière.

Avec beaucoup de justesse et de raison, M. Dumas constate que le même problème se posa jadis, avec un intérêt aussi poignant, dans l'antique Rome : Rome trouva des solutions d'ordre juridique ; l'Angleterre sera-t-elle incapable de prévenir par des mesures semblables de violentes

récriminations ? Et l'on s'explique sans difficulté la haine que soulève cette aristocratie terrienne si l'on considère qu'un sixième de l'Angleterre est entre les mains de moins de cent individus, et qu'à côté de cette minorité outrageusement riche, se presse dans les villes une immense population de malheureux que la misère a chassés des campagnes et qui en sont réduits à traîner une lamentable existence. Il faut donc chercher une solution ; mais auparavant on doit être en possession d'une doctrine touchant l'origine de la propriété ; le point de vue critique est le seul auquel on puisse se placer tout d'abord. Après avoir écarté avec une grande force d'argumentation les théories qui fondent le droit de propriété sur le travail, la conquête ou l'occupation, et qui sont insuffisantes ou dangereuses, notre auteur adopte la définition d'Emile de Laveleye : « Le droit personnel de l'homme par rapport à la nature, c'est de posséder une sphère d'action suffisante pour en tirer les moyens de vivre. Cette sphère physique doit donc être garantie à chacun, mais à la condition que chacun aussi la fasse valoir par son travail. Ainsi tous doivent travailler et tous aussi doivent avoir de quoi travailler. » Aussi la propriété ne se présenterait-elle pas avec un caractère sacré qui la garantisse contre toute entreprise qu'exigerait l'intérêt public. Sans doute, si l'on envisage la valeur métaphysique de ces principes, il semble qu'il y ait peu d'objections à présenter : la nature à l'origine dut être à tous. Mais il faut se placer sur le terrain des faits et se demander si dans l'état actuel des choses, on ferait œuvre de pacification sociale en remettant en question ce que les siècles ont consacré, en négligeant la multiplicité indéfinie des intérêts privés dont les titres actuels semblent fort authentiques. Dans le même ordre d'idées, serait-il opportun d'abolir, comme le souhaite M. Dumas, le droit de tester ? Dans le système contraire, on s'appuie sur cette considération que le fils, désormais assuré d'une part égale d'héritage, pourrait sans inconvénient personnel s'abandonner à la paresse ou à de coupables penchants. On répond à cet argument que chacun des héritiers apporte les mêmes soins à ce qui deviendra le patrimoine commun. Mais de part et d'autre on ne se préoccupe que des héritiers et l'on oublie celui qui possède et qui doit avoir, dans une certaine mesure tout au moins, la liberté de disposer pour le temps où il ne sera plus des fruits de son labeur. Dans ces conditions, il est facile de prévoir la tendance de notre auteur : la propriété collective semble satisfaire ses désirs. Toutefois il y a loin du collectivisme pondéré de M. Dumas au grossier collectivisme révolutionnaire : les propriétaires actuels ne seront dépossédés qu'après le paiement d'une juste indemnité ; puis le sol nationalisé sera équitablement réparti entre tous. Nous doutons, quant à nous, que cette mesure soit conforme à la loi d'évolution qui se manifeste de toutes parts dans la nature : ce qui caractérise l'homme, c'est l'effort « à persévérer dans l'être », c'est l'expansion

sion toujours plus grande de sa personnalité jointe au sentiment toujours plus vif de la solidarité sociale ; or, dans le système collectiviste, l'individu devient un rouage, une sorte d'automate sans initiative et sans responsabilité, bientôt peut-être la chose de quelque politicien ambitieux.

Quoi qu'il en soit, dans ces graves problèmes, il y a profit à étudier les doctrines qu'on ne professe point. Lorsqu'elles sont exposées avec méthode et talent, quand l'auteur y propose les résultats de savantes convictions, il y a lieu de l'en féliciter : c'est un devoir dont nous nous acquittons très volontiers envers M. Dumas.

ALFRED LAMBERT,
Avocat à la Cour d'appel.

LOUIS CORNIQUET, *Le Homestead, le foyer de famille insaisissable*, Paris, 1895, 1 vol. in-12.

Nous avons longuement analysé, il y a quelque temps (1), le premier ouvrage de M. Corniquet sur le *Homestead*. Cette analyse critique nous permet, aujourd'hui, d'être bref dans le compte-rendu de ce nouveau livre. L'auteur y a résumé, dans une première partie, l'organisme et le fonctionnement de l'institution américaine et il a surtout insisté, dans une deuxième partie, sur les raisons qui militent en faveur de l'importation du *Homestead* en France. Il critique très sévèrement, mais justement, les lacunes de notre procédure sur les ventes forcées et il voit, dans la suppression du crédit du *Homesteader*, le plus clair bénéfice de la réforme préconisée. Le livre de M. Corniquet contient, à la fin, la traduction de plusieurs documents américains relatifs à l'institution du *Homestead*.

Ce nouveau travail n'a pas dissipé, chez nous, les doutes sur la valeur de la réforme, que nous avons exprimés dans notre précédente analyse ; nous continuons, toutefois, à souhaiter qu'un essai loyal de l'institution américaine soit fait en France ; nous verrons ce qu'il en résultera.

Cet ouvrage de M. Corniquet mérite les mêmes éloges que son aîné et sera certainement lu, avec beaucoup de profit, par tous ceux qu'intéressent les questions sociales et économiques.

NICOLAS POLITIS.

(1) V. cette *Revue*, année 1894, p. 737 et suiv.

LÉON POINSARD, *La question monétaire*. Paris, 1895, 1 vol. in-12.

Nous engageons tous ceux qui s'intéressent à cette question si grave à lire cette étude. Ils y trouveront rassemblés tous les documents nécessaires pour l'approfondir eux-mêmes. Avec sa compétence indiscutable, l'auteur n'a négligé aucun des éléments qui permettent de comprendre ce qu'est la monnaie et le rôle considérable qu'elle joue dans la société.

Le chapitre qui traite des effets de la crise monétaire sur la hausse des changes et qui en fait ressortir comme conséquence immédiate le développement de l'industrie dans les pays restés jusqu'ici les tributaires de l'Europe, intéressera particulièrement les négociants et les industriels.

Ce livre est d'ailleurs une thèse qui, par une marche presque géométrique dans sa rigueur, a pour but de conduire le lecteur à une conclusion formelle.

Cette conclusion, c'est la création d'une monnaie internationale qui mettrait forcément fin à la crise actuelle.

La *Revue internationale de sociologie* ne peut qu'approuver une telle solution. Malheureusement nous ne pouvons la considérer qu'au point de vue théorique. C'est d'ailleurs ce que l'auteur, croyons-nous, en pense lui-même.

Espérons avec lui que son livre, en contribuant à répandre son idée, en avancera tout au moins la réalisation.

H. RAPPIN.

CHARLES BENOIST, *La Politique*. Paris, 1894, 1 vol. in-8.

Cet ouvrage est le premier d'une collection intitulée « La Vie Nationale », laquelle paraît sous la direction de MM. Charles Benoist, le rédacteur bien connu de la *Revue des Deux-Mondes*, et André Liesse, aujourd'hui professeur d'économie industrielle au Conservatoire des Arts et Métiers. Les ouvrages de cette collection, qui seront au nombre de quinze environ, auront pour but de faire connaître les principaux organes et les principales fonctions de l'organisme national français, dans sa vie économique, intellectuelle, politique, etc. Le programme comporte, notamment, un volume sur le commerce, un sur les travaux publics, un sur les colonies, un sur l'instruction publique, etc. Le présent travail, qui est l'œuvre de M. Charles Benoist, sert d'introduction générale. Il se divise en deux parties, l'une philosophique, l'autre législative. La première est consacrée à la théorie de l'État. Nous y voyons avec plaisir l'auteur renoncer aux vieilles formules métaphysiques du rationalisme doctrinal, pour s'inspirer plutôt des vues de la sociologie moderne, et en particulier de celles des écoles naturalistes et évolutionnistes. C'est ainsi que,

reprenant une idée déjà ingénieusement exposée par lui dans son livre sur les *Sophismes politiques*, il substitue, comme base de la politique, à l'idée de souveraineté nationale, aujourd'hui dépouillée de toute portée effective, la notion de vie nationale, infiniment plus large, et plus adéquate à la réalité. La seconde partie de l'ouvrage est un exposé précis des principales institutions politiques (centrales et locales) de la France, sous sa constitution actuelle. L'ensemble du travail est intéressant et bien présenté, et nous souhaitons le succès d'une collection qui s'annonce avec un aussi heureux programme.

R. W.

CHARLES C. ARION, avocat à la cour d'appel de Bukarest, *La situation économique et sociale du paysan en Roumanie*. 1 vol. in-8, 1894, Paris.

Dans cette monographie, écrite d'un style alerte, et suffisamment documentée, M. A. nous peint, sous de très sombres couleurs, la situation économique et sociale du paysan en Roumanie

La misère, la faim, la maladie ont fait leur proie de celui qui met en valeur les riches plaines du Bas-Danube. Après avoir été foulé par les invasions russes et turques, maintenu dans un cruel servage par « *des boyards corrompus et des moines impurs* », opprimé par les tyrans Phanariotes qu'imposait la Turquie, le paysan roumain souffre des conséquences fatales d'un effroyable passé : heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire ! Des expériences réformatrices, dont il fit les frais, réussirent pourtant à démontrer que si on voulait lui venir réellement en aide, il fallait de toute nécessité le rendre propriétaire. Le prince Conza fut l'auteur d'une loi dans ce sens, mais « *le fait d'accorder une indemnité aux grands propriétaires pour les journées de corvée, a empêché les paysans de se développer, de pouvoir jouir de la nouvelle situation qu'on leur créait.* » Pour comble de malheur, après la famine de 1865, la loi de 1866 asservit de nouveau le travail du paysan pour trouver des ressources, et les fermiers juifs ou grecs se trouvèrent être pour le laboureur roumain des intermédiaires autrement néfastes que ceux qui s'attirent chez nous les foudres de M. Méline.

Le paysan roumain avait donc la terre sans en être plus heureux : il lui fallait des capitaux pour l'exploiter. C'est alors qu'après un avortement de l'initiative privée, l'État est intervenu et s'est fait lui-même prêteur. M. A. l'approuve : que M. Paul Leroy-Beaulieu lui pardonne ! Mais que voulez-vous ? Les théoriciens pourront s'échauffer dans des attaques platoniques contre la maxime révolutionnaire : *Salus populi suprema lex esto*. Offrez à un État le choix entre la mort et un principe, je crains pour le principe. Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! est une

phrase de tribune et l'on sait ce qu'en vaut l'aune. L'utilité en pareil cas est forcément la préoccupation dominante; le tout est de bien l'apercevoir. L'État roumain par son intervention directe a-t-il sauvé quatre millions de paysans et la Roumanie du même coup? Si oui, que les économistes effarés crient au socialisme d'État! Le paysan de Roumanie n'en aura cure vraisemblablement. Nous, pas davantage.

Au surplus, que répondre à ces considérations de M. A. lui-même? « Le crédit agricole, pour venir véritablement en aide aux petits cultivateurs, ne peut être, en Roumanie, qu'une institution d'État. L'initiative privée est impuissante et les capitaux si insuffisants, si craintifs encore dans notre pays, ne se dirigeraient qu'avec difficulté vers le crédit agricole. Ou l'on veut intervenir pour aider les paysans, et alors les bénéfices sont limités; ou on les laisse devenir la proie des spéculateurs, et alors le crédit agricole ne serait qu'une calamité. — L'État doit intervenir parce qu'il est de son devoir de protéger les paysans, de les aider et de arracher aux mains de la spéculation. — Il est impossible que l'État n'intervienne pas là où il s'agit d'une classe aussi nombreuse qu'est en Roumanie celle des laboureurs. — Nous ne pouvons qu'approuver l'idée qu'on a eue de transformer le crédit agricole en institution d'État. Pour nous, la mission de l'État ne doit pas être seulement de garantir l'existence des libertés, mais aussi celle de favoriser tous les grands progrès de la civilisation, de relever les classes des travailleurs, de surveiller la répartition des richesses conformément à la justice et à morale. — *C'est le devoir de l'État de tout faire pour empêcher les inégalités excessives dont le résultat fatal est la division de la nation en deux peuples ennemis. Dans un État où il n'y a que des riches et des pauvres, les luttes sont inévitables. Les luttes entre les pauvres et les riches ont perdu les démocraties antiques, les mêmes luttes perdront les démocraties modernes, si on ne fait rien pour les empêcher* — ...Et ce n'est pas faire du socialisme d'État que d'intervenir en faveur des faibles, pour leur procurer les moyens de se fortifier. »

Nous croyons en avoir assez dit pour montrer que la brochure de M. A. mérite d'intéresser non pas les seuls Roumains, mais bien aussi les Français.

R. HÉRY.

GEORGES RENARD, *Critique de Combat*. Paris, 1894, 1 vol. in-12.

Le nouveau livre de M. Georges Renard, bien que consacré principalement à des questions d'histoire littéraire, mérite d'être signalé à toute l'attention de nos lecteurs. Car il inaugure, en ces matières, un genre

nouveau que nous pourrions appeler la critique sociale. L'auteur, en effet, apporte dans le jugement des œuvres dont il traite, bien moins les préoccupations d'un esthéticien que celles d'un sociologue; il veut avant tout savoir, pour chaque écrit, quelle portée il a dans son milieu d'apparition, de quels phénomènes antécédents il est l'indice, quel mouvement il pourra déterminer, s'il accélérera ou retardera l'évolution générale; et c'est là, à notre sens, une attitude excellente.

Sans doute, on peut reprocher à ce livre ses partis-pris socialistes: l'auteur ne rend pas volontiers hommage aux actes, ni même aux intentions, de ceux qui ne sont pas de son parti. Mais son socialisme même a quelque chose de généreux, d'élevé, de vivifiant. Il fait appel, dans une certaine mesure, à l'individualisme, et il répudie, en principe, le recours à la violence.

Autour de sa doctrine, M. Renard groupe habilement des sociologues renommés, de Greef et Pioger, Letourneau et Walras, voire même Th. Ziegler.

On le voit avec plaisir reconnaître ce qu'il y a de louable dans les efforts de l'Université française pour se renouveler. Et, si l'on trouve peut-être un peu sévèrement ironique son jugement sur François Coppée, on ne peut lire sans une véritable émotion quelques belles pages qu'il a consacrées à André Theuriet et à Léon Cladel.

Ce qu'il y a surtout de louable dans ce livre, c'est sa franchise. M. Renard dit nettement ce qu'il pense de certaines « maîtrises » contemporaines; il signale « le vide » de M. Anatole France, « le vague » de M. de Vogué. Il prend hardiment contre MM. Faguet et Brunetière la défense du XVIII^e siècle, et j'avoue que pour ma part j'ai été convaincu par la lecture des cinquante pages qu'il consacre à la question.

Somme toute, l'œuvre de M. Georges Renard n'est pas seulement agréable et attrayante à lire. Elle est solide et durable. L'idée d'une critique sociologique des œuvres littéraires demeurera. D'autres, sans doute, la dégageront de ce qu'il y a de trop systématique dans le présent livre. Ils remplaceront la « critique de combat » par une critique plus impartiale. Peut-être même M. Renard en viendra-t-il, lui aussi, à cette manière plus large. Mais, ne le fit-il pas, que nous devrions déjà lui savoir grand gré d'avoir ouvert le nouveau sillon.

RENÉ WORMS.

CHARLES GIDE, *Almanach de la coopération française pour 1895*. 1 vol. in-18.

Nous avons signalé jadis dans la *Revue* les deux « frères aînés » de cet almanach. M. Gide a su faire en sorte que le 3^e volume ne fût pas une réédition des précédents. Aux douze apôtres de la coopération, il a

substitué, pour faire leur éloge, ses douze vertus. « Voici les douze préceptes du catéchisme coopératif. Quatre préceptes commerciaux : ne pas vendre à crédit ; ne pas vendre au plus bas prix ; ne pas vendre au public ; aller assidûment au magasin. Quatre préceptes financiers : constituer un fonds de réserve ; distribuer des bonis au prorata des achats ; payer un intérêt au capital ; limiter le nombre des voix de chaque actionnaire. Quatre préceptes moraux : faire participer les employés aux bénéfices ; provoquer des rapports fréquents entre sociétaires ; adhérer à l'Union Coopérative ; ne pas favoriser les consommations immorales. » Préceptes excellents en principe, et auxquels M. Gide a donné leur formule définitive, que nous aimons à reproduire d'après lui.

Nous constaterons, d'autre part que, en s'étendant, le mouvement coopératif se précise. Aujourd'hui, ses chefs n'ont plus la prétention de régénérer, par lui et par lui seul, notre pauvre humanité. Ils reconnaissent que la coopération n'est guère accessible aux plus pauvres, qu'elle est utile seulement aux ouvriers les mieux salariés, aux petits employés : elle pourrait aider à constituer, avec eux, une classe nombreuse et raisonnable qui servirait de lien entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'idéal se restreint, mais nous reconnaitrons volontiers que ce serait déjà un résultat fort appréciable de l'avoir atteint

En dehors de ces vues théoriques, l'Almanach donne de bonnes monographies de plusieurs coopératives de divers pays. Il contient la liste de toutes les sociétés coopératives françaises (de consommation, de production, de crédit, de construction) ; celle des unions de syndicats agricoles, des banques populaires et caisses agricoles, des établissements où fonctionne la participation aux bénéfices, existant en notre pays. Ce sont là des indications qu'il est souvent précieux d'avoir sous la main, et l'Almanach, en les condensant, rend à bien des gens un réel service.

R. W.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Revue Philosophique.

Depuis sa fondation en 1875, la *Revue Philosophique de la France et de l'étranger*, sous la direction de M. Th. Ribot, s'est libéralement ouverte à toutes les études d'ordre scientifique ayant pour objet de renouveler les cadres et le contenu de la philosophie. C'est ainsi qu'elle a toujours donné une place aux travaux de systématique sociale. Pour n'en citer dans le passé que deux exemples, c'est elle qui accueillit les premiers essais de M. Tarde, et c'est chez elle qu'ont paru les articles de M. Espinas sur « l'état des recherches sociologiques en France » et les pages du même auteur relatives à l'histoire de la technologie en Grèce. Dans l'année qui vient de s'écouler (1894), la *Revue Philosophique* a offert aux sociologues quantité d'études intéressantes. Citons notamment deux articles de M. G. Ferrero : « l'inertie mentale et la loi du moindre effort » et « les conditions du progrès moral » ; des recherches de M. F. Paulhan sur la sanction morale, et de M. le Dr Pioger sur les origines de la moralité ; une revue, par M. Maurice Vernes, des récents travaux relatifs à l'histoire des religions ; enfin des comptes-rendus intéressants, dus à MM. Gustave Belot et Gaston Richard, des principaux livres sociologiques de l'année. Mais la plus importante contribution que cette Revue ait récemment apportée à notre science, consiste dans les quatre articles consacrés par M. Emile Durkheim aux « règles de la méthode sociologique » dans les numéros de mai à août 1894, et réunis depuis lors en volume. La situation de l'auteur, titulaire du premier cours officiel de science sociale qui ait été fondé dans les facultés françaises, et la notoriété que lui a valu son essai sur la *Division du travail social*, paru antérieurement, non moins que l'importance intrinsèque du sujet traité dans sa dernière œuvre, veulent que nous nous arrêtions quelque temps sur celle-ci.

M. Durkheim commence par définir le « fait social ». Et immédiatement apparaît l'originalité de sa conception. Le fait social, pour M. D., n'est pas un fait physiologique non plus qu'un fait psychologique. Ni l'organisme des individus qui le manifestent, ni leur pensée n'en rendent suffisamment raison. Ce qui l'explique, c'est l'action de la collectivité sur les individus. Jusqu'ici, nous sommes pleinement d'accord avec l'auteur. Il a, à nos yeux, le mérite d'avoir cherché, non plus ce qui unit les faits sociaux à leurs antécédents biologiques et mentaux —

liaison dont le principe est dès maintenant suffisamment établi — mais au contraire ce qui les en distingue, et cette nouvelle recherche, à coup sûr, est d'un intérêt capital pour le développement autonome de la jeune science sociologique. — Seulement M. D. exagère aussitôt son principe. D'abord il pousse au-delà des justes limites la distinction de l'individuel et du social. Le fait social est, dit-il, (*Revue Philosophique*, mai 1894, page 472) « une manière de penser ou d'agir qui est générale dans l'étude du groupe, *mais qui existe indépendamment de ses expressions individuelles* ». Ici, je l'avoue, il m'est impossible de comprendre. Si le fait social est une manière de penser ou d'agir (ce qui est très vrai), en qui donc ces manières de penser ou d'agir se trouvent-elles, sinon en des individus ? L'auteur voudrait-il dire que, si les manifestations du fait social sont individuelles, ses causes sont d'un autre ordre ? C'est ce qu'il avance dans une autre partie de son travail. Mais nous verrons que là encore il n'y a nulle possibilité de concevoir un principe d'action sociale qui n'ait sa source dans un ou plusieurs organismes, dans une ou plusieurs consciences particulières. En somme, une transformation sociale ne peut s'opérer que par des modifications effectuées dans l'intimité des êtres qui composent la société. C'est assez pour établir que le fait social ne saurait exister en dehors de ses manifestations individuelles.

Autre exagération de M. Durkheim. L'action proprement sociale, à laquelle il attache avec raison une importance prédominante dans ses recherches, lui paraît se manifester exclusivement par une *contrainte* exercée sur chaque individu par le groupe tout entier. Or, nous l'avons montré ailleurs (1), la contrainte est la caractéristique d'une partie des faits sociaux, que cette contrainte dérive d'une loi écrite ou simplement de la coutume et des mœurs ; elle n'est pas la caractéristique de tous ces faits (2). Cela est si vrai que M. Tarde a pu, au contraire, voir le type du phénomène social dans le fait de l'imitation, qui est tout l'opposé du fait de la contrainte, puisqu'il réside dans l'adhésion spontanée donnée par un ou plusieurs individus à une manière de faire inventée par un de leurs concitoyens. Et sans doute la théorie des *Lois de l'imitation* est, elle aussi, une doctrine « unilatérale » qui ne saurait être admise exclusivement. Mais tous deux, le système de M. Tarde et celui de M. Durkheim sont des fragments de la vérité totale. Le fait social est tout fait d'organisation collective sous l'action, soit de circonstances

(1) *La Sociologie et le Droit*, article inséré dans la *Revue*, n° de janvier 1895.

(2) Si elle l'était, il n'y aurait plus aucun moyen de distinguer les institutions juridiques des autres institutions sociales, puisque les phénomènes juridiques sont simplement des phénomènes économiques, familiaux, moraux, religieux, intellectuels, politiques, se produisant conformément à une règle obligatoire dans toute l'étendue du groupe social.

communes influant sur un ensemble d'êtres humains (identité de milieu physique, d'organisation biologique et mentale, pression des sociétés externes), soit de ces individus influant spontanément les uns sur les autres. Ces actions s'opèrent tantôt par contrainte, tantôt par attraction imitative. L'un et l'autre mode doit être envisagé par le sociologue, sans qu'aucun puisse, *a priori*, être déclaré le plus important.

Nous avons dû faire cette critique des idées initiales de M. Durkheim, car elles dominent tout son travail et en donnent l'orientation. Après les avoir exposées, l'auteur aborde le détail des règles qu'il estime convenir à l'investigation sociologique. Viennent en premier lieu les règles relatives à l'observation des faits sociaux. M. D. déclare avec grande raison qu'il faut les examiner, non pas, comme les faits psychologiques, du dedans au dehors, mais au contraire du dehors au dedans, en allant des choses aux idées, et en saisissant ces choses elles-mêmes par le côté où elles présentent le plus haut degré de consolidation, par exemple en examinant les institutions dans les monuments où elles se révèlent. A quoi nous ajouterons seulement que si cette méthode suffit à la constatation des faits sociaux, leur interprétation ne sera jamais possible que par un recours aux considérations psychologiques et biologiques, un monument n'étant intelligible que par la restauration de la vie physique et mentale de ceux qui l'édifièrent.

Pour faire connaître à quels phénomènes le sociologue doit surtout s'attacher, M. D. s'efforce de fixer quels sont, dans la vie sociale, les faits normaux et quels sont les faits pathologiques. Ici il aboutit à une conclusion que lui-même déclare surprenante : celle que le crime est un phénomène normal. La conscience sociale en effet, déclare-t-il, qualifie crime ce qui la choque ; or, il ne peut ne pas se produire des phénomènes qui soient en désaccord avec elle. Supposez que le niveau de la moralité monte en un pays, que l'assassinat, le vol, l'adultère y disparaissent. Ce sera le résultat d'une épuration de la conscience sociale, qui aura réagi contre tous ces méfaits avec assez de force pour les faire disparaître. Mais, par l'effet même de son succès, cette conscience deviendra beaucoup plus exigeante. Elle n'était choquée autrefois que des plus lourdes infractions ; elle le sera désormais par des peccadilles, qu'elle qualifiera désormais de crimes. Le nombre des crimes, ou des faits dénommés tels, n'aura donc pas diminué, bien que le niveau de la moralité ait monté. Il y a ainsi un certain taux de criminalité inhérent à chaque société, et qui, par conséquent, est normal pour elle. Tel est le raisonnement de M. D. Il est fort ingénieux, et peut, à première vue, paraître convaincant. Pourtant M. Tarde en a fait, dans le dernier numéro de la *Revue Philosophique* (février 1895), une critique décisive. Le nombre des assassinats, vols, adultères, etc..., a considérablement diminué, au cours de ce siècle, dans le Royaume-Uni, et particulièrement en Ecosse : des sta-

tistiques irréfutables l'attestent. Voit-on pourtant que la conscience anglo-écossaise qualifie aujourd'hui crimes des peccadilles qu'elle innocentait naguère? Non, répond l'expérience. Le raisonnement *a priori* de M. D. échoue devant les faits. Sa démonstration n'est donc pas paradoxale qu'en apparence. Et le sens commun (qui voit dans le crime un phénomène anormal) a raison, ici, contre toute l'ingéniosité du sociologue.

Cela ne nous empêche pas, d'ailleurs, de reconnaître qu'il y a, dans cette section du travail de M. D., des indications excellentes. C'est le cas, par exemple, quand l'auteur veut qu'on juge l'anomalie et la nocivité d'un fait, non d'après une règle invariable, mais eu égard à la société dans laquelle il se produit, et au stade évolutif où elle se trouve. — Nous constatons aussi des intentions heureuses dans la section suivante : règles relatives à la constitution des types sociaux. Pour donner une classification des sociétés, M. D. cherche à définir le groupe élémentaire primitif, la horde (qui se nomme le clan quand elle devient un segment d'une société complexe), avec plus de précision que ne l'avait fait Herbert Spencer. Il voudrait aussi, avec raison, que dans la définition des sociétés complexes, on fit entrer, non seulement leur degré de composition anatomique, mais aussi le genre d'actions qu'exercent réciproquement leurs unités composantes. Malheureusement ce ne sont là que des idées théoriques, et il est fâcheux que l'auteur n'ait pas cherché à appliquer ces vues justes à la formation d'un tableau développé de la classification des sociétés humaines.

Après la formation des types sociaux, l'auteur envisage la découverte des causes sociales. C'est ici qu'apparaît surtout l'étroitesse de sa conception fondamentale. M. D. voit dans la société un être nouveau, qui ne se réduit pas à ses unités composantes — en quoi il nous paraît dans le vrai, mais il ajoute : un être qui n'a rien de commun avec ses unités composantes, qui existe en dehors d'eux, qui s'explique autrement que par eux — en quoi il exagère manifestement. Et voici où ses formules le conduisent. Pour trouver l'explication des phénomènes sociaux, dit-il, on s'adresserait vainement à l'individu. Heureusement « l'individu écarté, il reste la société », formule étrange en vérité, car, que peut-il bien demeurer dans la société elle-même, quand on en retranche ses membres ! L'évolution sociale n'a pas sa raison dans les désirs et les croyances des êtres humains, dans les phénomènes psychologiques ; elle a sa raison dans des phénomènes sociaux antérieurs. A coup sûr, répondrons-nous, chaque état social sort du précédent ; mais celui-ci lui-même, comment s'explique-t-il ? Une régression à l'infini est-elle ici possible ? On le niera peut-être, en disant : il a bien fallu qu'à un moment la société se formât ; avant la constitution du groupe, il existait un état sporadique des individus ; de l'accord qui s'est établi entre leurs mentalités personnelles, ont résulté les premiers

phénomènes sociaux. Cette façon de raisonner ne nous satisfait pas. Nous admettrions assez volontiers que la société humaine n'a pas eu d'autres débuts que ceux de l'humanité même, qu'à aucun moment l'homme n'a pu vivre hors d'une agglomération quelconque. Aussi rejettons-nous la théorie qui met des phénomènes psychologiques à l'origine, et à l'origine seulement, de la société humaine. Mais c'est pour aller beaucoup plus loin qu'elle. Selon nous, les phénomènes psychologiques ne sont pas simplement les causes primitives, ils sont les causes constantes du fonctionnement, de la vie, de l'évolution des sociétés. C'est que chaque état social, en définitive, n'est qu'un ensemble d'états individuels agencés dans une certaine forme. Et cet état social ne peut changer que si tous ces états individuels changent à la fois, ou, ce qui est bien plus fréquent, si l'un d'eux se modifie et entraîne chez les autres une modification corrélative ou consécutive. Et d'où proviennent ces variations individuelles? Le plus souvent, c'est du désir qu'a l'être humain d'améliorer sa situation antérieure, c'est de la volonté qu'il a de réaliser une certaine fin, plus ou moins clairement démêlée, plus ou moins habilement conçue par lui. Tel est le moteur habituel, sinon le moteur unique, du progrès social. M. D. est amené par sa doctrine à en nier l'existence. Suivant lui, tout état social a pour raison la poussée mécanique des phénomènes sociaux antérieurs, et nullement l'effort fait par l'homme pour atteindre un stade plus élevé encore, entrevu dans le vague de l'avenir. Mais nier cet effort, n'est-ce pas fermer les yeux à la vérité? M. D. aurait raison s'il nous invitait à ne pas abuser des causes finales quand les causes efficientes suffisent. Il a tort, quand il nie toute intervention, dans le mouvement social, de la finalité, j'entends de la finalité, non pas transcendante et divine, mais immanente et humaine. Comment n'a-t-il pas vu que cette dernière finalité est une partie intégrante de la causalité elle-même? que ces désirs et ces tendances des hommes sont une fraction de cet « état social antérieur » par lequel l'état ultérieur doit s'expliquer? Il y a là, de sa part, une erreur évidente qui tient à un regrettable parti-pris.

Dans la dernière partie de son travail, M. D. s'occupe des règles relatives à la preuve des liens de causalité particuliers. Il examine l'application à la sociologie des quatre procédés de démonstration définis par Stuart Mill (méthodes d'accord, de différence, des variations concomitantes et des résidus). Il pense, avec justesse suivant nous, que la méthode des variations concomitantes est celle qui peut, ici, être le plus fructueusement employée.

En somme, l'étude de M. D. est un effort pour marquer la place de la méthode sociologique dans l'ensemble des méthodes scientifiques, en mettant surtout en lumière les différences qui le séparent des procédés des sciences subordonnées. Cet effort est certainement considérable, et, sur nombre de points, il est heureux. Nous avons pourtant le regret de n'être

pas d'accord avec M. D. sur les idées fondamentales. Il creuse, entre la sociologie, d'une part, la psychologie et la biologie, de l'autre, un abîme infranchissable, qui, à notre sens, n'existe pas dans la réalité. Sans doute, la tâche propre du sociologue consiste à démêler, parmi les phénomènes, ce qui est collectif de ce qui est purement individuel. Mais il faut prendre garde que ce sont des distinctions introduites seulement pour les besoins de l'analyse, et qu'objectivement la continuité existe là où notre pensée est forcée de mettre la division. Raisonner autrement, attribuer une valeur absolue à des classifications qui sont l'œuvre de l'esprit, ce serait manquer le but en le dépassant. La sociologie n'existerait pas plus sans la biologie que la société elle-même sans les organismes humains. Une excessive prétention à l'indépendance affaiblirait, à coup sûr, l'autorité propre qu'elle peut légitimement revendiquer.

..

Avec la *Revue Philosophique* ne doit pas être confondue la *Revue de Métaphysique et de Morale*. Peut-être celle-ci ne s'est-elle fondée au début de 1893, que parce que la première préférerait très nettement aux études de spéculation pure les recherches de philosophie expérimentale et de philosophie des sciences. Pourtant, la force des idées nouvelles est si grande qu'elles se font jour jusque dans les recueils consacrés à la défense des sciences du passé. La *Revue de Métaphysique et de Morale* a dû faire une place même à la sociologie. En 1893, elle publiait un bon travail de M. Marcel Bernès sur la philosophie du droit. En 1894, elle donnait une étude de M. Bouglé sur les sciences sociales en Allemagne, où étaient surtout analysés les travaux de notre collaborateur M. Georg Simmel. Un peu plus tard, M. Simmel lui-même y écrivait une courte mais très suggestive étude sur « le Problème de la Sociologie ». L'auteur ne veut pas que le terme de sociologie ne soit qu'un nom nouveau pour décorer l'ensemble des études sociales. Il trouve même que ce serait trop peu d'en faire l'indication de cette méthode, aujourd'hui prédominante, qui « dans la religion comme dans la vie scientifique, dans la morale comme dans la culture technique, dans la politique comme dans la pathologie, ramène tout événement individuel à l'état historique, aux besoins et aux activités de l'ensemble ». Non, la sociologie n'est pas un groupe de sciences, elle n'est pas une méthode scientifique, elle est, pour l'auteur, une science spéciale. « Une sociologie proprement dite étudiera seulement ce qui est spécifiquement social, la forme et les formes de l'association en tant que telle, abstraction faite des intérêts et des objets particuliers qui se réalisent dans et par l'association... Dans les groupes sociaux, que leurs buts et leurs caractères moraux font aussi différents qu'on peut l'imaginer, nous trouvons par exemple les mêmes formes de la domination et de la subordination, de la concurrence, de l'imita-

tion, de l'opposition, de la division du travail; nous trouvons la formation d'une hiérarchie, l'incarnation des principes directeurs des groupes en symboles, la division en partis; nous trouvons tous les stades de la liberté ou de la dépendance de l'individu à l'égard du groupe, l'entrecroisement et la superposition des groupes mêmes, et certaines formes déterminées de leur réaction contre les influences extérieures... On étudie par exemple la formation de l'aristocratie. Outre la division des masses primitivement homogènes, la solidarité de ceux qui se sont élevés, leur répulsion à l'égard des personnalités supérieures et des groupes inférieurs, il faut encore, d'une part, rechercher les intérêts matériels qui ont provoqué ces processus, et d'autre part déterminer les modifications que la différence des modes de production comme la différence des idées dominantes leur imposent. Même certaines déterminations qui semblent être de nature individuelle, se réduisent à des processus sociaux, pourvu qu'on se fasse des formes de la société une idée suffisamment large. Les sociétés secrètes, par exemple, soulèvent un problème sociologique particulier : comment le secret agit sur l'association, quelles formes particulières celle-ci prend sous la condition de celui-là, de telle sorte que des réunions, qui à ciel ouvert offraient la plus grande diversité, prennent, par le seul fait du secret, certains traits communs ».

Nous avons tenu à faire connaître, par une citation étendue, la conception de M. Simmel. Nous l'adoptons nous-même en partie. A coup sûr, c'est par cette méthode, et par cette méthode seule, qu'on peut constituer l'histoire des divers organes et des diverses fonctions de l'organisme social. Mais, avant de composer cette histoire, il faut — nous l'avons démontré ailleurs — écrire celle des divers types organiques du règne social, des diverses espèces de sociétés : car c'est de celle-ci seulement que celle-là pourra tirer ses matériaux. Et la dernière ne fait pas moins que l'autre, partie intégrante de la sociologie. Autrement la sociologie se réduirait à une science abstraite, toute la réalité concrète étant du ressort exclusif de l'histoire. Si l'on admettait cette dernière idée, on en arriverait bien vite à séparer radicalement les deux sciences, à attribuer à la sociologie abstraite une absolue indépendance en face de l'histoire concrète. On irait jusqu'à soutenir que les « formes » sociales, dont parle M. Simmel, peuvent être découvertes par la raison seule, et que leur constitution et leur évolution est susceptible d'être décrite *a priori*. Cette entreprise, à ce qu'il nous semble, n'est pas fort différente de celle que M. R. Berthelot, dans la *Revue de Métaphysique* précisément, proposait aux investigateurs sous le nom de « sociologie pure ». C'est précisément dans cette ontologie sociale qu'il faut éviter de tomber; et, s'il y a une objection à faire au travail de M. Simmel, c'est qu'il ne répudie pas assez énergiquement toute parenté avec elle. Nous ne disons pas que son travail y mène : car il a soin de montrer la sociologie, telle qu'il la conçoit, s'appuyant

sur des recherches positives d'ethnographie et d'histoire. Nous indiquons seulement qu'il y a là un entraînement contre lequel les lecteurs, qui approuveront les conclusions de son très intéressant article, devront chercher à réagir.

RENÉ WORMS.



INFORMATIONS

Nous venons de recevoir le 1^{er} numéro, — daté pourtant de janvier, — de la *Revista de Derecho y de Sociologia*, dont nous avons annoncé la fondation.

Le directeur en est M. Adolfo Posada, professeur à l'université d'Oviedo, qui a écrit ici même, en juillet 1894, une remarquable étude sur les mouvements social en Espagne. Il a parmi ses collaborateurs des hommes comme M. de Azcarate, M. Buylla, M. Dorado, M. Torres Campos. C'est dire que la science espagnole est fort dignement représentée dans sa Revue. Celle-ci se propose de se maintenir sur un terrain strictement scientifique, hors de tous les partis et de toutes les écoles fermées. Elle traitera des sciences sociales dans le sens le plus général, et aussi des sciences juridiques. Le public qui la lit devant se trouver surtout parmi les jurisconsultes, c'est au droit qu'elle est obligée de faire la place la plus étendue. C'est ainsi que ce 1^{er} numéro ne contient qu'un seul article de sociologie, une étude de M. de Azcarate à propos du livre de M. Kidd sur l'évolution sociale. Il renferme en revanche plusieurs articles de droit espagnol, étranger et international; un essai législatif, un bulletin de jurisprudence et même des consultations. Dans la bibliographie, la part de la sociologie est un peu moins restreinte. Souhaitons qu'elle puisse grandir parmi les articles eux-mêmes, et que la nouvelle Revue devienne, en Espagne, un centre pour les recherches indépendantes d'économie, d'histoire et de philosophie sociales.



OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Louis Gumpłowicz, Sociale Sinnestäuschungen (extrait de la Neue Deutsche Rundschau). — *Louis Gumpłowicz*, das Eigenthum, als sociale Thatsache (extrait de la Neue Deutsche Rundschau). — Comité de défense et de progrès social : discours de MM. *Anatole Leroy-Beaulieu* (Pourquoi nous ne sommes pas socialistes) et *Georges Picot* (l'Usage de la liberté et le devoir social) (broch. in-8). — Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1892 (in-4°). — *J.-G. Courcelle-Seneuil*, la Conduite de la vie civilisée (in-18). — État général de l'agriculture dans le grand-duché de Luxembourg (in-4°). — Situation de l'industrie et du commerce dans le Luxembourg (in-4°). — La Bourse de travail de Luxembourg (in-4°). — *J. Dallemagne*, Dégénérés et déséquilibrés (gr. in-8). — *J. Dallemagne*, Anarchie et responsabilité (broch. in-8). — *Richard Schüller*, die Klassische Nationalökonomie und ihre Gegner (in-8). — Statistique des bibliothèques publiques d'Italie (2 vol. gr. in-8). — *Jean Izoulet*, la Cité Moderne et la métaphysique de la sociologie (in-8). — *G. de Greef*, le Transformisme Social (in-8). — *R. de la Grasserie*, de l'unification des législations des différents peuples (broch. in-8). — *M. Vanlaer*, les Monts-de-Piété (in-8). — *Edouard Westermarck*, l'Évolution du Mariage Humain, trad. franc., par *H. de Varigny* (in-8).

M. Tavares de Medeiros n'ayant pu revoir les épreuves de sa chronique du mouvement social en Portugal, parue dans le dernier numéro, il s'y est glissé quelques fautes d'impression que nous regrettons. C'est ainsi qu'il faut lire, page 63, ligne 2 : 3800 électeurs, au lieu de 9800. Page 69, il faut porter 5.221 contos au budget de la Guerre, et lire (ligne 25) 50 0/0 au lieu de 5 0/0.

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Transmutation et sélection par éducation.

EVOLUTION EN MASSE ET PAR SÉLECTION. — Les changements qui s'opèrent dans un peuple sont dus à deux causes principales, d'une puissance fort inégale : la modification sous l'influence des milieux et la sélection. Comme la sélection suppose de façon nécessaire une modification qui lui serve de point de départ et lui donne lieu de s'exercer, il convient de préciser d'une manière rigoureuse le rôle de l'une et de l'autre. Cette précaution est d'autant plus nécessaire que dans la pratique il s'établit une confusion constante, et que l'on regarde souvent comme le résultat d'une modification survenue chez tout un peuple le produit d'une sélection caractérisée.

Sous l'action d'une cause générale, une population entière a-t-elle subi une transformation lente ou rapide, en bien ou en mal, on peut dire qu'elle s'est modifiée ou métamorphosée. C'est une *transmutation*. Il y a *sélection* au contraire quand une partie bonne ou mauvaise de la population est mise en état de remplacer les descendants de l'autre, qui disparaît sans laisser de postérité. Cette sélection suppose une modification partielle qui a porté sur une quantité quelconque d'individus et les a rendus plus aptes, ou moins aptes, à la concurrence avec la masse. Les deux cas se différencient nettement par la perte ou le maintien de l'équilibre. Dans le premier, l'arbre généalogique des familles s'élève en flèche, et le schéma qu'on pourrait donner d'une population qui se modifie en masse aurait à peu près l'aspect d'un semis de blé où toutes les tiges s'élèvent parallèlement et d'un mouvement à peu près uni-

forme. Dans le second, certains arbres jettent dans toutes les directions des rameaux vigoureux, tandis que les autres s'étiolent, cessent de croître et périclent. L'expression graphique est l'image d'une forêt aux frondaisons luxuriantes, aux troncs clairsemés, au sol nu.

La transformation en masse, la métamorphose, a par suite un caractère absolu; elle rompt pas les rapports numériques des éléments ethniques et même des familles entre elles. Les bienfaits du progrès, — nous supposons que la marche se fasse vers le mieux, — sont équitablement répartis, il y en a pour tout le monde. La sélection procède à l'inverse: ôte-toi de là, que j'y mette les miens; malheur et mort aux vaincus!

Il existe donc une opposition parfaite entre l'évolution collective et l'évolution sélective. Il y a aussi une singulière différence dans leur rapidité d'action. La sélection est plus expéditive; en un tour de main elle a parachevé son œuvre. L'évolution collective se traîne avec une lenteur séculaire. Supposez un jardinier qui cherche à faire varier une plante dans un sens déterminé, qui veuille, par exemple, augmenter le volume de la racine. En soumettant de génération en génération sa plante à la culture et aux soins nécessaires, il lui faudrait un temps prodigieux, plusieurs existences, peut-être, pour amener à un bon résultat la postérité de tous les individus; il est probable même, ou presque certain, qu'il n'y parviendrait pas d'une manière absolue. Qu'il emploie au contraire à chaque génération, comme seuls porte-graines, les individus qui auront les plus grosses racines, il pourra user une bonne partie de sa vie à la réalisation de son but, mais il est sûr d'y parvenir. Il aura dû sacrifier un nombre prodigieux d'individus moins doués, dont la postérité suspecte aurait encombré le champ d'expériences sans espoir de succès prochain, et ce sacrifice lui aura valu une récolte définitive entièrement composée de sujets irréprochables. Dans ce cas et d'une manière générale, *la sélection coûte en existences ce qu'elle rend en vitesse.*

EXPLICATION CLASSIQUE DE L'ÉVOLUTION DES PEUPLES PAR LE PROGRÈS ET LA DÉGÉNÉRESCENCE. — ELLE EST INEXACTE. — On s'est toujours fait beaucoup d'illusions sur la puissance des causes modificatrices et sur l'évolution en masse dans l'humanité. Les historiens ont abusé de l'idée d'évolution, avant même que l'idée fut inventée. Ils ne manquent jamais, quand ils décrivent le déclin d'un peuple, de s'en prendre à la dégénérescence. Un des lieux communs les plus pratiqués de la rhétorique des anciens, l'invocation des vertus des ancêtres, est basé sur la même idée. Pure

illusion ! les peuples ne dégénèrent pas plus qu'ils ne progressent. Ils contiennent de bons éléments qui se multiplient, d'autres qui pullulent comme des microbes destructeurs, l'équilibre numérique varie sans cesse ; le résultat visible de cette fermentation continuelle se traduit pour les esprits superficiels par les notions de progrès et de dégénérescence, mais l'analyse scientifique l'interprète par une sélection progressive ou régressive. Ce qu'il y a de faux dans la conception ordinaire du progrès et de la dégénérescence des peuples, ce n'est pas l'idée d'évolution en soi, mais la manière grossière dont on la comprend ; l'évolution est, mais sélective et non collective comme on le pense. Je ne connais pas dans l'histoire un seul exemple d'évolution collective, et si j'en ai supposé un tout à l'heure, c'était pour marquer d'une manière tranchée l'opposition qui existe entre l'évolution collective et l'évolution sélective. La seconde est la seule qui existe en réalité dans le domaine historique, peut-être même dans celui de la biologie.

J'ai montré comment les vicissitudes de l'histoire sont subordonnées à la composition ethnique des peuples qui la vivent. Il n'y a rien d'étonnant dans cette idée que l'homme est le facteur principal de son histoire. Ses actes en sont la trame ; ils lui sont dictés par sa structure cérébrale, soumise elle-même aux lois de l'hérédité. Ce qui importe, c'est de montrer comment ces variations de composition qui dominent celles de l'histoire sont le résultat d'une évolution non pas collective mais sélective, et de souder ainsi l'histoire à la biologie.

ÉVOLUTION COLLECTIVE EN BIOLOGIE. — Il n'est pas inutile d'insister sur cette idée que l'évolution collective est problématique en biologie, même dans les expériences de laboratoire où tout est disposé pour le mieux. Cette question présentant une importance très grande, j'ai cherché à m'en faire une opinion personnelle par la méthode expérimentale.

Les Daphnies placées dans un aquarium bien aéré, à l'eau normale duquel on ajoute graduellement une solution titrée de sel ordinaire, peuvent arriver à vivre dans de l'eau chargée de plus d'un centième de sel. Cette expérience est bien connue et réussit toujours à la condition d'être menée lentement. Pour peu que l'on ait la main lourde la mortalité devient grande, mais on peut arriver quelquefois à dépasser le second centième sans avoir cessé de posséder des Daphnies vivantes. Il faut à peu près trois mois pour atteindre ce résultat, et il convient de changer de vase pour éliminer la chance d'erreur fournie par les œufs tombés au fond. Cette expérience a été citée parfois comme un exemple d'évolution collective. Il n'en est rien. Les Daphnies de

la fin ne sont pas celles du commencement, elles en sont séparées par une série de générations, les différences morphologiques apparaissent graduellement, et la mortalité qui frappe les individus rebelles à l'adaptation prélève un contingent à chaque nouvel emploi du compte-gouttes.

J'ai constaté la même mortalité d'adaptation dans mes recherches sur les *Branchipus* et les *Artemia*. Dans ce cas encore les formes sont séparées par une quantité de générations intermédiaires, sur lesquelles la mort fait de tels prélèvements qu'à la moindre imprudence l'expérimentateur voit périr jusqu'au dernier sujet, parfois jusqu'aux œufs même, et l'expérience finit toujours ainsi, pour une dernière goutte de trop.

J'ai fait les mêmes constatations en habituant à une température de plus en plus élevée divers organismes inférieurs. Pour les cultures des microbes en bouillon, le phénomène se constate à l'œil nu. Quand on veut élever d'un ou deux dixièmes de degré la température déjà excessive, le bouillon le plus louche s'éclaircit et ne reprend son aspect qu'après plusieurs heures, parfois plusieurs jours, et tous ceux qui se sont occupés d'atténuation des virus par la chaleur savent combien la moindre variation accidentelle du fonctionnement de l'étuve compromet l'expérience dès que l'on arrive aux températures extrêmes. On fabrique ainsi *in vitro* de véritables espèces nouvelles, douées de propriétés particulières, et qui, replacées dans un milieu de température normale ou peu surélevée, restent, chose singulière, assez longtemps identiques à elles-mêmes, sans retourner au type originaire, comme font bientôt les *Artemia* replacées dans l'eau normale. Pour en arriver là toutefois, il faut, et c'est le point qui nous intéresse, des milliers et des milliers de générations, et un sacrifice tellement grand d'individus que l'expérience consiste, en définitive, beaucoup moins dans la production d'une variation que dans l'élimination aussi rapide que possible des individus incapables de varier.

Ce que nous constatons chez les peuples est donc seulement un cas particulier des conditions biologiques de l'évolution. Celle-ci se fait à peu près toujours, pour ne pas dire toujours, par voie de sélection, d'autant plus sévère que l'intervalle à franchir est plus grand. La différence est toute dans la proportion des victimes, qui peut varier de quelques unités pour mille à la presque totalité des individus de chaque génération.

PRÉJUGÉS SUR LE PERFECTIONNEMENT DES PEUPLES PAR LA CULTURE. — Ces exemples, qu'il serait facile de multiplier ou de documenter davantage,

suffiront à mettre en garde contre les espérances exagérées que l'on peut avoir été tenté de fonder sur le perfectionnement des peuples par la culture, l'agent de métamorphose par excellence aux yeux de tant de gens, et celui dont l'étude s'impose d'abord.

C'est un des préjugés les plus répandus de notre époque que de regarder comme une panacée la diffusion de l'instruction. Moralistes, criminalistes, économistes prêchent depuis longtemps cette doctrine, et dans ces vingt dernières années elle a servi de base à une véritable campagne politique en France. Cette idée fausse a produit des résultats avantageux en hâtant le moment où chaque individu civilisé sera muni de la quantité de connaissances nécessaires pour son entière mise en valeur. Elle a fait parcourir aux gouvernements une partie importante de la voie qui mène au but, et l'on peut commencer à espérer qu'il sera fait plus tard davantage. Ce n'est pas la première fois qu'une erreur de principe aura produit de bons résultats pratiques, mais au point de vue scientifique l'erreur n'en est pas moins grossière.

EFFETS DE L'ÉDUCATION SUR L'INDIVIDU. — EFFETS SUR LA RACE. — Le préjugé sur l'efficacité de l'éducation pour le développement des peuples et de l'humanité vient d'une confusion.

À l'égard de l'individu, l'idée est exacte. Il est évident qu'un homme quelconque gagne à tous égards par l'éducation. Si inférieur qu'il puisse être par sa nature, et si limitée que soit l'éducation dont ses facultés le rendent susceptible, il y a toujours une différence sensible dans son état avant et après la culture à laquelle il a été soumis. Il y a donc avantage pour lui et pour la société à ce qu'il reçoive le maximum d'éducation qui peut lui être utilement applicable. Cette règle n'est pas absolue, nos déclassés en savent quelque chose, mais la faute n'en est pas à l'éducation seule.

LIMITES DE LA PUISSANCE DE L'ÉDUCATION SUR L'INDIVIDU. — La puissance de l'éducation sur l'individu n'est pas illimitée. Pour toute culture il faut un fonds. On ne cultive pas de blé sur un rocher nu ; la mousse et le lichen savent s'en accommoder, mais tout l'art humain n'y fera point venir de plantes utiles. De même, il existe des esprits dont l'éducation ne changera guère la rudesse primitive. D'autres, au contraire, peuvent acquérir une somme prodigieuse de connaissances et d'habitudes, mais cette réceptivité a toujours une limite, et ces heureux esprits sont infiniment plus rares non seulement que les médiocres mais aussi que les plus inférieurs. On peut même dire que notre civili-

sation intense transforme en abîme sans cesse plus profond le simple fossé qui existait autrefois entre les hommes au point de vue de la réceptivité.

A mesure que la somme des connaissances croît, ceux qui peuvent approcher de leur limite sans cesse reculée deviennent plus rares, et l'intervalle qui les sépare du commun et des esprits inférieurs prend des proportions prodigieuses. Il y a cent ans la somme des connaissances était à la portée de beaucoup plus d'esprits qu'aujourd'hui, et la diffusion de l'enseignement primaire ne contribue que pour bien peu à combler l'intervalle immense séparant l'ouvrier instruit de l'homme qui a reçu l'éducation intégrale et celui-ci du savant. D'autre part, j'estime d'après mes propres observations, faites dans des régions différentes et dans des conditions qui me permettent de connaître les dessous de notre culture universitaire, que sur cent individus nés dans la classe moyenne cinquante au maximum peuvent recevoir avec quelque fruit l'instruction secondaire, une vingtaine aborder l'enseignement supérieur. Un très petit nombre des mandarins du plus haut degré, docteurs en droit ou en médecine, agrégés des lettres ou des sciences, sont susceptibles de s'élever par la culture personnelle au-dessus de ce qui leur a été enseigné. Les deux tiers du personnel de notre haut enseignement ne sont de même que des appareils récepteurs et distributeurs, et sont hors d'état de rien produire de leur propre fonds. La plupart des savants n'appartiennent pas à cette classe, ils se font tout seuls dans un monde à part.

L'ÉDUCATION NE CHANGE PAS LE TYPE INTELLECTUEL DE L'INDIVIDU. — La culture la plus soignée n'aboutit pour des raisons nécessaires à rien de plus qu'à fournir à l'individu le maximum de valeur dont son organisation le rend susceptible. Elle ne paraît pas, c'est un fait d'observation, modifier cette organisation même, qui est en corrélation avec celle du cerveau. M. Francis Galton a montré dans *Inquiries into human faculty* (London, Macmillan, 1883), les conséquences de la tendance inégale des esprits vers le progrès. Il oppose la foule, livrée encore aux instincts grégaires des ancêtres animaux, à l'élite des eugéniques, soustraits par leurs perfection à ces tendances serviles :

« Ce sont des aptitudes serviles dont sont exempts les guides de l'humanité, mais qui forment l'élément caractéristique des personnes ordinaires. La grande majorité des gens a une tendance naturelle à se dérober devant la responsabilité de paraître et d'agir seule; elle élève la *vox populi*, même quand elle émane évidemment d'une tourbe de nul-

lités, en *vox Dei*, et se fait volontairement esclave de la tradition, de l'autorité et de la coutume. Les déficiences intellectuelles correspondant à ce vice moral se révèlent par la rareté des pensées libres et originales, comparée à la facilité et à la fréquence avec laquelle on accepte l'opinion des autorités ».

Dans mon étude sur *l'inégalité parmi les hommes* j'ai développé cette question des types intellectuels et je me bornerai ici à y renvoyer.

Il paraît à peu près impossible de parvenir par l'éducation à changer le type intellectuel d'un individu, si intelligent qu'il soit. Toute instruction sera impuissante à lui donner la hardiesse et l'initiative, c'est l'hérédité qui dispose de ces dons. J'ai été frappé souvent de l'intensité de l'esprit grégaire chez les hommes les plus instruits, et qui font autorité dans leur spécialité. La moindre manifestation d'une idée indépendante les blesse, et ils réputent, *à priori*, comme des erreurs pernicieuses, tout ce qui ne leur a pas été enseigné par leurs maîtres. Ces hommes, les pires obstacles au progrès scientifique et matériel, montrent la réunion d'une intelligence très cultivée, de vastes connaissances et d'une servilité d'esprit que rien n'a pu modifier.

Appliquée à des individus qui n'ont pas de spontanéité, aux réceptifs, l'éducation ne change guère le fond. Elle n'aboutit qu'à teindre en quelque sorte celui qui la reçoit, sans modifier sa nature, et à le rendre socialement plus utilisable. De même que le bois teint en noir supplée au besoin l'ébène, de même la simple instruction peut rendre des individus médiocres à peu près aussi aptes que d'autres à certaines fonctions sociales. L'inégalité de valeur intrinsèque se distinguera toujours, mais les services rendus sont de même nature, sinon les mêmes. Je fais cette réserve parce que Galton a démontré l'inégalité du rendement, et de la durée des services, chez les eugéniques et non eugéniques : les premiers sont susceptibles d'une plus grande somme de travail quotidien et mûrissent moins vite pour la retraite.

LES EFFETS DE L'ÉDUCATION NE SE TRANSMETTENT PAS PAR L'HÉRÉDITÉ. —

L'absence de modification du fond explique peut-être à elle seule le phénomène à peu près certain de l'absence de transmission héréditaire. Les connaissances acquises ne se transmettent pas par l'hérédité, c'est un fait hors de doute. La réceptivité elle-même ne paraît pas être augmentée, et l'éducation semble impuissante à agir héréditairement sur la mentalité, ce qui rend très problématique la possibilité d'une évolution progressive quelconque d'un peuple sous l'action de l'éducation.

Cette proposition comporte une opinion faite sur deux questions

d'une haute gravité, l'hérédité psychique et l'hérédité des caractères acquis.

Tant que l'âme a été regardée comme distincte du corps, l'influence de l'éducation a été regardée aussi comme prépondérante, et il n'a pas été possible d'admettre une autre différence entre les hommes que celle de l'éducation, ou tout au plus celle de l'imperfection des organes, instruments de l'âme. A mesure que l'importance de ces organes s'est montrée plus grande, et grande au point de rendre douteuse l'existence d'une âme distincte, le domaine de l'hérédité s'est accru. C'est tout l'esprit humain qui est revendiqué maintenant comme soumis à l'inégalité héréditaire. Le passage de la conception dualiste ou spiritualiste à la conception moniste, improprement appelée matérialiste, a rendu nécessaire une transformation correspondante de la science sociale. C'est cet abîme qui sépare les conceptions de Rousseau des nôtres.

Le christianisme s'accommoderait encore de l'hérédité physique, mais l'hérédité psychique est incompatible avec le dogme; l'âme du produit émanant directement de Dieu ne peut qu'être indépendante de celle des auteurs. Il faut donc nier l'hérédité psychologique si l'on accepte les dogmes chrétiens, — et même ceux de la plupart des religions. Toute la sociologie scientifique roulant sur l'hérédité psychique est, par suite, une science sans objet et fausse par essence aux yeux du chrétien. J'ai indiqué ainsi la principale cause de l'hostilité que rencontre la sociologie basée sur l'idée de race, hostilité que ne partage point avec elle la sociologie vague et prudente des philosophes.

Il n'y a pourtant guère, je crois, de faits plus certains que l'hérédité psychique. Sans se reporter aux travaux nombreux qui lui ont été consacrés de notre temps, il suffit d'observer soi-même pour avoir une conviction faite, et bientôt faite. Pour contester l'hérédité psychique, il faut un jugement bien faussé, ou une mauvaise foi bien insigne.

Mais cette hérédité porte-t-elle sur les caractères acquis? Nous sommes en présence d'un cas particulier, le plus délicat, de la question de l'hérédité des caractères acquis.

Si la théorie de M. Weismann était exacte, la transmission des caractères acquis serait impossible. Cette théorie de l'hérédité est un dogme pour beaucoup de biologistes. Il faudrait distinguer dans le *plasma* transmis par la génération un plasma somatique, qui construit le corps par prolifération cellulaire, et un plasma germinatif, qui se nourrit mais ne se différencie pas, et fournit seulement les éléments reproducteurs. Ce plasma se transmet ainsi de génération en généra-

tion, sans subir le contrecoup des modifications infligées par le milieu au plasma somatique.

La théorie de l'hérédité que j'ai exposée autrefois (*Théorie biologique du droit de succession*, Thorin, 1885) est à peu près celle de Weismann, sauf que j'admettais une réaction, par des moyens inconnus, de l'organisme sur le plasma germinatif. Après avoir connu les mémoires de cet éminent biologiste, j'ai persisté et je persiste encore à regarder comme possible une influence du corps sur les éléments germinatifs, et la postérité à naître. Cette influence est d'ailleurs vague et faible, et la plupart des cas où on l'invoque s'expliquent mieux d'une autre façon.

Les cas un peu démonstratifs de transmission portent non pas sur des qualités acquises, mais sur des pertes de qualités. Cela suffit pour renverser l'édifice de Weismann, mais non pour démontrer l'hérédité des caractères acquis.

Brown-Séquard a démontré que des femelles de cobaye, rendues épileptiques par une lésion artificielle de la moelle épinière, peuvent transmettre une prédisposition à l'épilepsie. Il a été démontré aussi, par le même physiologiste, je crois, et depuis par plusieurs autres, que le ptosis produit par la section du sympathique cervical peut être transmis par hérédité. Il existe de nombreuses observations de transmission de maladies acquises, plutôt que d'aptitude à ces maladies. Tous ces faits prouvent que les éléments génitaux sont impressionnés par l'organisme des auteurs. La contre-épreuve est faite par l'absence d'hérédité des mutilations. Le prépuce des jeunes juifs, la queue des chiens mutilés, les crêtes des coqs de combat reparaissent indénifiquement. J'ai donné, dans mon opuscule sur *Les Lois de l'Hérédité*, l'explication de ce phénomène. Quand l'organe n'existe plus, il n'exerce plus d'influence sur les éléments génitaux et dans l'évolution des descendants. L'influence atavique s'exerce sans contrepoids, elle maintient rigoureusement le type primitif de l'organe. Quand il subsiste, il exerce son influence, et d'autant plus complète qu'il a été moins altéré. On doit donc s'attendre à ce que les chances d'hérédité d'une lésion seront d'autant plus grandes que cette lésion sera plus légère, et nulles si les désordres ont été considérables ou s'il y a eu ablation.

La transmission des lésions devrait donc être étudiée en provoquant par section nerveuse ou ligature artérielle l'atrophie progressive, de génération en génération, d'un membre ou d'un organe. Une série d'expériences que j'avais instituées dans cet ordre d'idées a été arrêtée par les circonstances, mais il serait facile de la reprendre.

On peut considérer en tout cas comme admissible la transmissi-

bilité des déchéances. Elle constitue d'ailleurs un phénomène rare, et il est facile de comprendre que s'il était commun il n'aurait pas donné lieu à tant d'expériences et de discussions.

La transmission des qualités acquises, si elle est possible, doit être un phénomène encore plus rare, car son existence est très douteuse et tous les exemples qui en ont été rapportés peuvent s'expliquer avec une plus grande vraisemblance par des causes de toute autre nature. Même les expériences du D^r Charrin sur l'hérédité des immunités acquises ne peuvent supporter la discussion car le vaccin a pu directement immuniser le plasma germinatif.

Les deux phénomènes ne se supposent pas d'une manière nécessaire, et c'est par légèreté de jugement que les expérimentateurs se sont efforcés d'élucider l'hérédité des qualités acquises en expérimentant sur celle des traumatismes. Le second cas ne comporte que la modification d'une influence héréditaire existante. Le premier suppose l'acquisition d'une influence héréditaire sans précédent. Entre eux il y a plus qu'une différence de degré ; si l'on réfléchit bien, la différence porte sur la notion même du phénomène.

La lutte des variationnistes et des sélectionnistes entre eux et contre les partisans du *Keimplasma* n'est pas près de se terminer, mais ce qu'il faut retenir, c'est que la transmission des caractères acquis est, en général, si rarissime que les meilleurs biologistes peuvent encore les révoquer en doute. Il en est ainsi des caractères psychiques comme des caractères morphologiques.

Cet avis n'est pas celui des variationnistes, mais bien à tort. On s'est laissé leurrer d'une manière un peu naïve par l'observation incomplète de ce qui se passe chez les animaux, et les biologistes ont suivi l'opinion du public. On a constaté, par exemple, chez le chien, une intelligence remarquable, des aptitudes spécialisées tout à fait extraordinaires. Il y a des races courageuses et obstinées comme les bouledogues, d'autres qui dépistent avec une sagacité merveilleuse le gibier, ou même certaines espèces de gibier, et d'autres qui cherchent la truffe ; il y a eu, et l'on cherche à avoir encore, des chiens de guerre ; il existe des chiens d'arrêt qui poussent le perfectionnement jusqu'à tomber en catalepsie à la vue d'un perdreau et des chiens de berger qui en montreraient à leurs maîtres en compétence technique. Il y a des chiens qui, vivant à la maison, prennent une part véritable à la vie intellectuelle de la famille. On sait que toutes ces aptitudes merveilleuses sont héréditaires, qu'elles sont en œuvre dans la même lignée depuis de nombreuses générations et qu'elles paraissent aller en se développant

sans cesse. De ces exemples et de quelques autres, parfois d'ordre purement matériel, comme le perfectionnement des races bovines, ovines, équines, etc., on a conclu, le paradoxe de Rousseau aidant, que l'éducation des générations humaines, prolongée pendant un certain temps, aboutirait au relèvement extraordinaire de la valeur de l'homme.

LES APTITUDES DE RACE DES CHIENS SONT DUES A LA SÉLECTION ET NON A L'ÉDUCATION. — Tous ces raisonnements de chasseurs et de caniphiles sont basés sur une erreur fondamentale et sur une insuffisance d'observation. Ils font le chien primitif plus bête qu'il n'était. Les chiens sauvages de l'Inde ou de l'Afrique, espèces différentes des nôtres, chassent avec une science remarquable. Tous les canidés sauvages, pris jeunes, montrent une intelligence peu différente de celle de leurs congénères domestiques. Ils ont comme eux, chose singulière, la religion de l'homme, qui est la base de la morale canine. L'homme n'a donc fait que développer des aptitudes déjà bien marquées, il ne les a pas créées. Il n'a pas non plus créé les races de chiens, dont chacune a ses instincts si particuliers. Les anciens naturalistes croyaient que la prodigieuse variété des chiens était due à l'homme. Celui-ci a facilité le croisement des types fondamentaux, mais il est certain aujourd'hui que ces types préexistaient. Plusieurs existent encore à l'état sauvage, et l'on trouve les autres à l'état fossile.

Les principaux types de chiens se retrouvent dans les couches quaternaires et pliocènes. M. Boule en a fait la démonstration pour la faune de Perrier. Dans les couches plus anciennes de Perpignan, le *Vulpes Donnezani* diffère bien peu des nôtres. Les types principaux de canidés étaient donc fixés dès le milieu du pliocène. Il est possible que l'homme ait existé dès cette époque, car les espèces de la fin du pliocène ne diffèrent guère des nôtres et il ne s'est pas produit depuis de genres nouveaux de mammifères, autant que nous en pouvons juger. Si l'on admet l'homme pliocène, il faut admettre qu'il était très inférieur à l'homme quaternaire, qui n'a jamais domestiqué le chien ni aucun animal, sauf peut-être le cheval et le renne dans les temps les plus récents. Faire reculer jusqu'à cette époque la différenciation des chiens par l'éducation donnée par l'homme est tout à fait absurde. L'*Anthropodus Rouvillei*, que j'ai découvert dans les marnes astiennes de Celleneuve, près Montpellier, a pu appartenir à la famille de l'homme plutôt qu'à celle des anthropoïdes, et encore n'est-il pas bien certain qu'il n'ait pas été un singe quelconque à incisives plus humaines (*Un*

nouveau singe pliocène. Bull. de la Soc. scientif. et méd. de l'Ouest 1894.) Je ne vois pas bien cependant l'*Anthropodus Rouvillei* travaillant à fabriquer les canidés de M. Boule. Il devait avoir pour souci principal, lui et nos ancêtres quelconques, d'éviter toute espèce de contact avec ces carnassiers sociables mais faméliques.

Les variationnistes qui ont travaillé la question de l'éducation des chiens méconnaissaient de ces vérités ce qu'on savait déjà et ignoraient, naturellement, le reste. Ils oubliaient en outre la part de la sélection, et quand je dis part, c'est peut-être de la sélection que vient tout le progrès. De si bonne race que soient les meilleurs chiens, on ne conserve que les plus parfaits; autrement, par la collaboration des soins de l'homme et de la fécondité inépuisable des chiennes, le globe entier serait surpeuplé bien vite de ces précieux animaux. Les individus qui ont au plus haut degré *pedigree* et *performance*, c'est-à-dire eugénisme et mérite personnel, sont les reproducteurs les plus recherchés, au point que les Anglais paient 100 francs et souvent beaucoup plus la saillie d'un chien hors ligne.

Dans de semblables conditions il est très délicat d'apprécier si le dressage individuel, l'éducation, entre pour quelque chose dans le progrès, ou s'il est dû simplement à l'élimination successive des individus moins parfaits. Il est probable que dans l'espèce humaine, si la fonction de reproduire était réservée par privilège exclusif aux individus d'élite de la race supérieure, au bout d'un siècle ou deux on couderait les hommes de génie dans la rue et que les équivalents de nos plus illustres savants seraient utilisés aux travaux de terrassement, mais il est très douteux que même dans un million d'années l'éducation même intégrale des individus puisse produire seule un résultat semblable.

INEFFICACITÉ DE L'ÉDUCATION POUR ASSURER LES PROGRÈS DE L'HUMANITÉ. — Limitée à quelques peuples, et à quelques individus de ces peuples, l'instruction proprement dite n'a pas pu faire ses preuves. J'en conviens. J'ajoute que, limitée à un sexe, elle ne peut avoir influé sensiblement sur l'hérédité. La femme inculte compense dans la génération l'homme cultivé, et la culture même est rarement continue chez plusieurs générations. Nous verrons aussi plus loin que les classes instruites laissent moins de postérité, que les familles s'éteignent vite, et quant aux savants et aux hommes supérieurs en général, ils procréent d'ordinaire à un âge où ils n'ont pas encore atteint le maximum de

leur puissance cérébrale et de leurs connaissances ; ils tendent donc à transmettre plutôt leur *pedigree* que leur *performance*.

Inégalité de l'empreinte reçue, faiblesse de l'empreinte transmise, neutralisation par le croisement : cela nous suffit à expliquer comment l'éducation ne paraît guère produire d'effets héréditaires. De fait nous ne trouvons rien, rien, qui laisse supposer un perfectionnement de l'humanité par l'éducation. Voilà peut-être cent mille ans que l'homme parle ; si nous n'apprenions pas à nos enfants à parler, je doute que l'hérédité s'en chargeât. L'expérience a été faite maintes fois et jamais les enfants élevés dans l'isolement n'ont parlé. Les enfants nés sourds sont tous sourds-muets, c'est-à-dire ne parlent pas par hérédité, ne peuvent inventer aucun langage articulé. L'éducation seule ou la guérison de la surdité les met en état de parler. Les jeunes Anglais élevés en France dès leur naissance dans un milieu français, ont tout autant de peine à apprendre l'anglais que leurs camarades. L'anglais date, il est vrai, d'hier, mais les jeunes Juifs ne paraissent pas avoir d'aptitudes spéciales pour apprendre l'hébreu, et je puis dire, à la suite d'essais infructueux, que les jeunes Égyptiens ont peu de facilité pour apprendre l'idiome des Pharaons.

PRÉJUGÉ DE L'ACCROISSEMENT DE VOLUME DU CERVEAU SOUS L'ACTION DE LA CIVILISATION. — A l'appui de la théorie du perfectionnement par éducation, on a soutenu que la civilisation et la continuité de la culture avaient une action sur le volume du cerveau. Cette thèse de l'augmentation du volume cérébral remonte à une époque peu ancienne, mais où l'anthropologie, science d'hier, était encore à ses débuts. C'est l'illustre Broca qui l'a produite, il y a quelque trente ans, et son nom lui donne encore crédit dans les ouvrages de vulgarisation. Broca, mesurant un lot de crânes parisiens du XII^e siècle, avait trouvé une capacité moyenne de 1,531 centimètres cubes ; un lot du XIX^e siècle lui donna 1,559. La conclusion naturelle fut que les Parisiens avaient gagné 28 centimètres en sept siècles. Rapprochez de cela le volume très petit du crâne de Neanderthal, représentant alors seul la plus ancienne race fossile connue et que l'on estime cuber seulement 1,200 c. c. environ, et vous aurez les éléments de la discussion qui s'engagea.

Depuis l'on a découvert les crânes de Spy, mieux conservés que celui de Neanderthal, et dont le volume cérébral est loin d'une infériorité si accusée, bien qu'au-dessous de la moyenne. On a découvert le crâne de Chancelade, également contemporain du mammoth, et qui représente un type élevé, avec une capacité céphalique exceptionnelle.

Ce crâne, décrit avec soin par Testut en 1889, accuse une capacité cérébrale de 1,710 c. c. au minimum, soit 150 c. c. de plus que la moyenne des Européens modernes, et suppose un poids cérébral de 1,488 grammes, supérieur de 100 grammes à la moyenne des Anglais, de 128 à celle des Français, de 180 à celle des Italiens ! Entre temps on avait trouvé et publié un grand nombre de séries de crânes de la fin du quaternaire, de l'époque néolithique et des temps qui ont suivi, toutes accusant des moyennes bien supérieures à celles d'aujourd'hui.

A l'heure actuelle il n'existe absolument aucun doute sur ce fait que, l'*Homo Neanderthalensis* King mis à part, les crânes quaternaires, néolithiques et proto-historiques accusent un volume cérébral supérieur à celui des races actuelles, supériorité d'autant plus remarquable que la taille était alors moindre. Cette régression se suit très bien dans le tableau suivant :

Chancelade	1710	Gaulois	1592
Cro Magnon	1590	Mérovingiens	1536
La Truchère	1925	Parisiens du XIV ^e s.	1531
L'Homme-Mort	1606	Parisiens du XIX ^e	1559
Baye	1534		

Une analyse plus exacte, faite par Topinard, des séries étudiées par Broca, donne l'explication de l'augmentation apparente du volume cérébral des Parisiens. La série de la Cité comprenait 125 individus de la classe supérieure du xii^e siècle. La série des cimetières de l'Ouest comprenait 85 individus de la classe aisée, concessions à temps, et le reste de la fosse commune. C'est l'appoint de la fosse commune qui donne à la série de l'Ouest son avantage apparent, comme le montre le tableau suivant (*Anthropologie générale*, 627) :

	HOMMES		FEMMES	
	SUJETS	CUBAGE	SUJETS	CUBAGE
Cité, XII ^e siècle, sép. aristocratiques.	67	1532	42	1320
Ouest	77	1559	41	1337
Différences pour l'Ouest.....		+ 27		+ 17
Ouest, sépultures particulières.....	62	1531	23	1336
Ouest, fosse commune.....	15	1563	18	1340
Différ. pour la fosse commune.		+ 32		+ 4
Cité.....	67	1532	42	1320
Ouest, sépultures particulières.....	62	1531	23	1336
Différence		— 1		+ 16

De ces chiffres il résulte que la capacité crânienne de la classe aisée n'a pas varié du ^{xii}^e au ^{xix}^e siècle. C'est l'élément inculte et de race différente qui donne une moyenne supérieure à la série moderne. Broca, d'autre part, avait trouvé lui-même que la capacité était égale dans les crânes de la fosse commune actuelle et dans ceux des charniers des Innocents, dernier asile des pauvres gens depuis Philippe-Auguste jusqu'au ^{xviii}^e siècle. C'est donc par un phénomène de sélection sociale que s'explique le fait observé par Broca.

La capacité supérieure des crânes des pauvres gens, Innocents et fosse commune de l'Ouest, est due à la présence d'une proportion un peu plus forte de brachycéphales. Tandis que les crânes de la Cité ont un indice de 79,1 et ceux de l'Ouest 79,0, l'indice de la série des Innocents s'élève à 79,5, confirmé par celui de la grande série des Catacombes, 1,000 crânes antérieurs au ^{xix}^e siècle, 79,6. Dans la région qui fournit à Paris sa population, les brachycéphales ont une capacité cérébrale supérieure à celle des autres éléments ethniques : Auvergnats 1,598, Bretons 1,583.

Il faut regarder le volume cérébral comme un caractère de race, et rejeter entièrement les conclusions tirées autrefois du travail incomplet de Broca. Il serait toutefois inexact de dire que ce volume est sans importance. Dans une même race, les individus les mieux doués paraissent avoir les plus gros cerveaux, et aussi les plus grands crânes, et d'autre part si la différence de race des crânes préhistoriques comparés aux nôtres ne permet pas d'affirmer que le volume cérébral soit en régression, il ne faut pas se dissimuler non plus que la sélection tend actuellement à produire un effet de cet ordre. Broca lui-même avait connu et signalé cette tendance.

M. Manouvrier a trouvé une capacité moyenne de 1,663 c. c. pour une série de 32 crânes d'hommes distingués ou de professions libérales. Cette moyenne est bien au-dessus de toutes les moyennes ethniques de races éteintes ou vivantes. On a publié depuis d'autres séries qui conduisent aux mêmes conclusions.

Sur le vivant, j'ai constamment trouvé dans l'Hérault une plus grande longueur, souvent aussi une plus grande largeur du crâne, et par suite une plus grande capacité probable sur les groupes produits par sélection : urbains, intercantonaux. On verra plus tard que ces groupes ont aussi constamment un indice céphalique plus bas. Il n'est donc pas permis de faire une comparaison légitime puisqu'il existe une différence de composition ethnique entre ces groupes sélectionnés et la masse dont ils sont tirés. Il n'en faut pas moins remarquer la

différence des phénomènes qui s'observent dans l'Hérault et à Paris : dans le Midi l'élément dolichoïde a le crâne plus capace que le brachycéphale; à Paris, c'est l'inverse. Nous retrouvons ici la question de race : dans le Nord l'élément dolichoïde se rattache surtout aux Mérovingiens dont le crâne était petit; dans le Midi, il se rattache aux troglodytes néolithiques, dont la capacité crânienne était grande. Cette observation prouve que l'étude des gros cerveaux doit être faite en rapportant chacun à sa race et non à la moyenne d'un peuple. Manouvrier n'a pas tenu compte de cette difficulté.

Ammon, dans le G^d Duché de Bade, a trouvé le crâne des élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire plus volumineux que celui des conscrits : cela prouve simplement que les sujets pourvus de cerveaux insuffisants n'entrent pas au collège ou ne peuvent s'y maintenir. C'est une cause générale qui existe dans tous les pays et se superpose aux causes ethniques et sociales.

En Angleterre la population est beaucoup plus homogène que sur le continent, les régions les plus dolichocéphales et celles qui le sont le moins ne diffèrent guère de plus de trois ou quatre unités, tandis que l'intervalle est de dix en France. L'ensemble étant dolichocéphale, la loi d'Ammon ne s'applique guère. Dans ce pays privilégié, la comparaison des hommes intelligents et de la masse paraît pouvoir, par exception, se faire sans tenir compte de l'objection soulevée à l'instant. Les matériaux, par malheur, font défaut. Les 2,434 étudiants de Cambridge mesurés par le Dr Venn l'ont été d'après une méthode fautive et avec un instrument imparfait. Les mensurations de Beddoe (*Races of Britain*, p. 232), donnent aux Ecossais instruits et Anglais instruits une grande supériorité de longueur et de largeur crâniennes, mais les premiers sont au nombre de 20 seulement et les seconds de 40. C'est assez, mais il serait permis cependant de souhaiter mieux. Inutile d'ajouter que cet excès de volume n'est pas dû seulement à l'influence de l'éducation, comme on l'aurait cru autrefois, que les sélections sociales et pédagogiques en sont la principales, sinon l'unique cause. L'homme instruit n'a pas un gros cerveau parcequ'il est instruit, il est instruit parce qu'il est né avec un cerveau plus gros et plus puissant.

En résumé il est seulement probable que les gros crânes et les gros cerveaux constituent un avantage pour leurs porteurs, qu'ils leur assurent des chances supplémentaires de succès dans la lutte pour la vie. Cette probabilité fût-elle une certitude, il ne faudrait pas se hâter d'en tirer des conséquences quant au progrès de la capacité moyenne, celles-ci risqueraient fort d'être en contradiction avec les faits. Il paraît

certain, en effet, que la mortalité précoce des gros cerveaux est plus grande, et d'autre part, comme les classes élevées et intelligentes sont en voie d'extinction permanente, il n'y a pas beaucoup de chances d'aboutir par sélection naturelle à la multiplication des gros cerveaux et au relèvement de la moyenne.

RÉGRESSION CÉRÉBRALE SOUS L'INFLUENCE DE LA CIVILISATION. — Loin que la civilisation tende à élever la moyenne de la capacité crânienne et celle, corrélative ou non, de la puissance psychique, on peut, en attendant les preuves directes, établir avec une presque certitude tout le contraire. A l'abri de la société les individus les plus mal doués vivent et se propagent. La pire brute peut gagner sa vie comme manœuvre ou en travaillant dans les industries où le travail, infiniment spécialisé, réduit chaque ouvrier au rôle de machine répétant indéfiniment un acte simple et toujours le même. Quelle dose d'intellect faut-il à la rattacheuse ou à la finisseuse d'épingles, au terrassier ou au balayeur de rues? Un quart au moins des métiers permet de vivre à des gens qui, nés dans les milieux où luttent les sauvages les plus obtus, ne tarderaient pas à succomber. Que faut-il en conclure? Que l'homme est soumis comme les animaux à la loi de la régression cérébrale sous l'influence de la domesticité. La démonstration faite par Darwin de l'infériorité du volume cérébral et crânien des animaux domestiques permet parfaitement de comprendre ce qui se passe dans une société où les incapables, loin d'être éliminés, peuvent vivre aux dépens des autres, et multiplient d'autant plus qu'ils sont psychiquement plus près de l'animalité. Ainsi s'expliquent les crânes et les cerveaux énormes des populations quaternaires, néolithiques et proto-historiques, qui ont eu à lutter dans des conditions exigeant une dépense psychique extrême, chaque individu devant être à la fois chasseur, pêcheur, cultivateur, guerrier, artisan de tous métiers, navigateur à ses heures et parfois artiste!

Schaffhausen, frappé de la différence des crânes germaniques et allemands modernes, avait supposé que les dolichocéphales s'étaient transformés en brachycéphales sous l'influence de la civilisation. Cette thèse aurait eu quelque vraisemblance si l'élargissement n'avait pas été accompagné d'un raccourcissement du crâne, et si le type brachycéphale n'avait différé que par la boîte crânienne du type dolichoblond. Émise à peu près en même temps que celle de Broca, elle a fait fortune en Allemagne, pour cette raison peu scientifique qu'elle permettait aux Allemands de se regarder comme des frères à des degrés

divers d'évolution, et de se rattacher tous aux Germains. Cette considération puérile a tout primé pendant des années. On a fini cependant par reconnaître, même en Allemagne, que la différence des types ne portait pas seulement sur l'indice céphalique, qu'elle se manifestait dans tous les détails de la psychologie et de la morphologie; il a fallu avouer que les Allemands avaient dans les veines tout juste un peu plus de sang germain que les Français n'ont de sang gaulois, c'est-à-dire fort peu, sinon à peu près rien. Cependant quelques vieux anthropologistes résistent encore, par exemple Virchow. Le même mouvement s'est produit en Russie, où le patriotisme a consisté à soutenir : 1° que les populations brachycéphales de la Russie actuelle descendent des Slaves de jadis, dolichocéphales et blonds; 2° que cette brachycéphalie est une marque de supériorité, de perfectionnement. En réalité, les Russes sont encore moins Slaves que les Allemands ne sont Germains, et Bogdanow, en soutenant cette thèse, s'inspire de considérations d'ordre tout politique.

En reprenant l'idée de Schaffhausen par le mauvais côté, on serait plus près de la vérité. S'il est douteux que l'état de civilisation contribue, même la sélection aidant, à relever les moyennes de la largeur minimum, on peut comprendre qu'il aboutisse à diminuer la longueur. Celle-ci paraît en corrélation avec l'énergie et l'initiative. Ces facultés sont moins nécessaires et moins fréquemment exercées dans la vie du laboureur et du manœuvre. La sélection permet plus facilement la survie des individus passifs à l'état civilisé qu'à l'état sauvage. Nous verrons ailleurs la supériorité qui en résulte au point de vue de la postérité. J'ai donc cherché moi-même à expliquer le progrès de la brachycéphalie chez les populations brachycéphales par une régression du cerveau et du crâne postérieurs. Ce phénomène, auquel je donnais le nom de castration iniaque, expliquait par les plus grandes chances des passifs extrêmes, les cas d'extrême brachycéphalie observés de nos jours. J'ai introduit depuis, comme explication principale, une autre théorie qui considère l'*H. Alpinus* comme un hybride de l'*Homo* et des *Acrogonus*, en voie de réversion vers ce dernier type, mais je ne cesse pas de considérer comme exacte en soi la théorie de la castration iniaque dont la portée n'est pas limitée à l'explication du progrès de la brachycéphalie chez les brachycéphales.

Régression sous l'influence de la civilisation, castration iniaque, nous voici à peu près aux antipodes de la thèse de Broca, vulgarisée par Carl Vogt et pieusement reproduite par les écrivains de troisième main !

ÉDUCATION ET MORALISATION. — RÔLE PRÉPONDÉRANT DE LA SÉLECTION SOCIALE. — On a attribué à l'éducation un rôle non moins exagéré dans le développement de la moralité et de la religiosité. Cette thèse est soutenue surtout en Angleterre, et par l'école de H. Spencer. C'est toujours la même confusion entre l'évolution collective et la sélection.

En réalité la fonction n'a pas plus été modifiée que l'organe. A chaque génération une sélection rigoureuse a éliminé les individus dont la tournure d'esprit n'était pas conforme aux idées morales et religieuses imposées par l'usage. La descendance de ces non-conformistes se trouvant éliminée par conséquence nécessaire, la société a fini par n'être plus composée que d'éléments héréditairement disposés à regarder comme indiscutables les idées régnantes en matière de morale et de religion. La moralité, la religiosité ne sont donc pas les résultats d'une évolution collective, mais d'un ensemble de sélections sociales dont j'étudierai plus tard le fonctionnement.

INSTRUCTION ET CRIMINALITÉ. — Le physiologiste habitué à l'étude zootechnique des questions d'hérédité et de sélection se demande parfois avec stupeur où l'on espère en venir avec l'utopie de la moralisation par l'instruction. C'était un lieu commun naguère que l'instruction ferait disparaître la criminalité. Dans le monde judiciaire on en doutait un peu, dans le monde politique on n'en doutait pas du tout. Le doute envahit maintenant les politiciens eux-mêmes, mais il reste encore des convaincus, pour ne pas dire des apôtres. Cette question est un cas particulier de celle de la modification des masses par l'éducation. Question principale et cas particulier ne peuvent être séparés : l'instruction ne moralise que les individus, si toutefois elle les moralise, et je crois, en vertu d'une expérience judiciaire suffisante, pouvoir émettre sur ce point plus qu'un doute.

La diffusion et l'obligation de l'instruction n'ont produit qu'une modification dans le mode d'accomplissement des crimes, qui sont devenus plus savants à mesure que l'instruction allait chercher leurs futurs auteurs. Autrefois les malfaiteurs étaient presque tous des illettrés : c'était l'époque des crimes grossiers, l'âge d'or des médecins légistes et des juges d'instruction. Aujourd'hui l'instruction obligatoire a pénétré dans les milieux qui ont la spécialité de produire les pires criminels. Le nombre des crimes et des délits a subi une modification, mais non pas celle qu'on attendait. La criminalité a augmenté, en grande partie par l'effet de l'instruction même, et les crimes, les criminels surtout, sont devenus beaucoup plus difficiles à découvrir. Les

statistiques criminelles accuseraient des chiffres d'une effroyable éloquence si elles étaient sincères. Elles ne le sont pas. Dans la plupart des parquets, sinon tous, les chiffres annuels sont obtenus en ajoutant ou retranchant à ceux d'une année précédente des quantités calculées de manière à satisfaire aux exigences arithmétiques des tableaux qui se contrôlent d'une manière réciproque. Je me souviens d'avoir, dans l'enthousiasme et la sincérité de la jeunesse, dressé ma première statistique criminelle avec une rigoureuse exactitude. Elle me fut retournée deux fois par le parquet général : les totaux ne cadreraient pas. Les cadres ne prévoyaient pas tous les cas possibles, qu'importe ? il fallait faire cadrer ! C'est ainsi que mon patient travail d'un mois céda la place à une statistique correcte, vraisemblable aux dépens de la vérité. Pour avoir une idée complète de la valeur des documents officiels de cet ordre, il faut avoir aussi pratiqué soi-même la correctionnalisation, avoir par soi-même vérifié que le « rendement » en procès-verbaux d'un arrondissement est surtout proportionnel à l'activité du procureur. Suivant le zèle et le talent de celui-ci, les agents inférieurs enterrent ou verbalisent dans une foule de matières délicates : incendies, outrages aux mœurs, avortements. La consigne est de ne pas voir, à moins de scandale public, une infinité de délits et de crimes, souvent de l'ordre le plus grave, mais dont le chef de parquet ne se sent pas capable de faire sortir des poursuites utiles. La préoccupation de celui-ci est moins de paraître actif que de paraître infaillible. Tout acquittement lui vaut un blâme, tout sans-suite douteux un blâme : sa réputation, son avancement dépendent de l'habileté qu'il déploiera pour empêcher d'arriver au registre des entrées des procès-verbaux susceptibles d'aboutir à des acquittements ou à des sans-suite (1).

(1) Sous le bénéfice de ces observations, voici pour la France la comparaison des chiffres officiels de 1860 et 1890 :

En 1860, les affaires criminelles ont été au nombre de 15,019 et en 1890, au nombre de 16,651. C'est une augmentation d'un dixième, très inférieure à la réalité, car la correctionnalisation s'est surtout développée depuis 1860. Parmi ces affaires, 53 0/0 en 1860, 63 0/0 en 1890 ont été classées sous la rubrique « auteur inconnu », soit une augmentation de 42 0/0 en trente ans sur le nombre des crimes restés sans suite, faute de pouvoir en découvrir l'auteur. Le nombre des crimes contre la vie est passé de 292 à 413, soit 62 0/0 d'augmentation pour les meurtres et 44 0/0 pour les assassinats. Les crimes de fausse monnaie sont passés de 30 à 68.

L'augmentation, parmi les affaires correctionnelles, porte surtout sur les vols : leur nombre est monté de 38,074 à 49,801, mais ce dernier chiffre

Les statistiques du ministère de la justice ne répondent donc en rien à l'état réel de la criminalité en France. Celle-ci augmente avec une rapidité effrayante, et en même temps augmente l'impunité. Les empoisonneurs ont renoncé à l'arsenic, les infanticides à la strangulation. Ces modes primitifs ont été remplacés par d'autres qui laissent toujours la possibilité de plaider la mort naturelle, si le parquet risque une intervention imprudente. L'assassinat, grâce à la publicité des journaux, est devenu une sorte de sport dont une infinité de jeunes gredins, très intelligents, très lettrés, élèvent les principes à la hauteur d'un art. L'escroquerie prend des proportions qui font admirer le génie de ceux qui en vivent. Empoisonneurs, infanticides, assassins, voleurs, escrocs échappent d'autant mieux à la justice qu'ils savent mieux combiner leurs opérations. C'est le plus clair résultat de l'instruction qu'on leur a donnée, et cette instruction prétendue moralisatrice n'a

comprend une proportion certainement plus forte de vols criminels correctionnalisés.

Si l'on recherche le degré d'instruction des accusés en 1860 et en 1890, on trouve que la proportion des purs illettrés est moindre, celle des accusés sachant lire, ou lire et écrire, plus forte, celle des accusés plus instruits stationnaire.

	1860		1890	
	0/0 des crimes contre		0/0 des crimes contre	
	la propriété	les personnes	la propriété	les personnes
Illettrés.	46	39	25	19
Sachant lire.	51	54	72	75
Instruits.	3	7	3	6

Cela ne prouve pas que la catégorie sachant lire devienne plus criminelle et celle des purs illettrés moins criminelle, mais que la première augmente tandis que l'autre tend vers zéro par la diffusion de l'instruction primaire. Les statistiques optimistes et officielles ne prouvent donc aucun progrès dans la prétendue lutte de l'instruction contre la criminalité, elles tendent plutôt à faire croire le contraire, et pour qui connaît la situation réelle, l'accroissement continu de la criminalité habile sous l'influence d'une instruction plus grande est d'une complète évidence. L'opinion des parquets et des juges d'instruction, celle du corps médical et celle des sociologistes sont d'accord sur ce point.

servi qu'à développer la préméditation. Une sélection éliminatrice ne tardera pas à remplacer la méthode moralisatrice, nous en avons pour garant l'intérêt de tous.

Améliorer les masses par l'instruction et l'éducation est donc une utopie. De tous les changements de milieu le moins efficace est le changement de milieu intellectuel. Il ne sert à l'individu que selon sa nature et ne donne rien qui paraisse transmissible par hérédité.

G. DE LAPOUGE,

Bibliothécaire universitaire à Rennes.

La Pathologie sociale

(TROISIÈME ARTICLE) (*).

Après avoir fait le diagnostic des maladies sociales d'après leurs symptômes, d'abord en ce qui concerne le système nerveux social et puis touchant la substance sociale intercellulaire, tâchons de nous rendre un compte plus exact des formes que les anomalies sociales peuvent prendre spécialement par rapport à chacune des trois sphères, dans lesquelles se produit l'action des forces sociales, savoir : les sphères *économique*, *juridique* et *politique*. Quoique les trois sphères soient indissolublement liées entr'elles, quoiqu'elles soient immanentes les unes aux autres à l'égal des sphères correspondantes somatiques : *physiologique*, *morphologique* et *unitaire*, chaque sphère n'en manifeste pas moins des symptômes pathologiques spécifiques. Toutes les parties de l'organisme et toutes ses sphères d'action étant solidaires entr'elles et avec la totalité de l'organisme, chaque anomalie doit sans aucun doute réagir sur le tout ; mais il n'en existe pas moins des maladies qui attaquent de préférence soit la sphère économique ou juridique, soit la sphère politique. Une crise financière constitue le symptôme d'un état pathologique

(*) Voir la *Revue internationale de Sociologie*, livraisons de décembre 1894 et janvier 1895.

de la sphère économique quoique les suites en retentissent toujours dans la sphère juridique par un ébranlement des droits publics et des intérêts privés, ainsi que dans la sphère politique par la perturbation qu'elle cause dans les finances de l'État; l'institution de privilèges en faveur d'un nombre restreint de citoyens, l'abolition violente de droits acquis ou leur translation arbitraire d'une classe de la population à une autre constituent des anomalies juridiques quoiqu'elles ne manquent jamais de désorganiser simultanément les relations économiques et politiques. Enfin une déclaration de guerre, l'introduction de l'état de siège par l'administration centrale, toute crise politique se font puissamment et immédiatement sentir dans la sphère économique par le ralentissement de la circulation des valeurs et dans la sphère juridique par la suspension des droits et des libertés publiques, quoique les symptômes marquent de préférence un état anormal dans la sphère politique.

Et comme dans chacune des trois sphères agissent toujours simultanément les deux éléments anatomiques dont est constituée toute communauté humaine : le *système nerveux social*, comme source d'action primaire, et la *substance sociale intercellulaire*, comme projection de celui-ci, et que chacun de ces facteurs manifeste en cas d'anomalie des symptômes particuliers, il en résulte que les maladies économiques et politiques doivent avoir pour substratum physique et psychique soit le système nerveux, soit la substance sociale intercellulaire. L'inertie économique, l'imprévoyance, la dissipation, le manque d'esprit d'épargne, d'entreprise et d'invention, l'absence d'aptitudes industrielles constituent des anomalies spécifiques dans la sphère économique qui ont pour substratum les éléments anatomiques du système nerveux social. Par contre, la prédominance d'utilités neutres et négatives sur les utilités positives, la distribution inégale des richesses, les entraves que rencontre leur circulation sont des symptômes d'anomalies économiques qui ont pour substratum la substance sociale intercellulaire. Cette double source d'anomalies se manifeste de même dans la sphère juridique. Le manque de sens pour le juste, l'absence de respect pour les droits d'autrui, des juges partiaux et vénaux, des tribunaux impuissants à garantir la sécurité publique et privée, voilà les symptômes de l'état pathologique du système nerveux dans son action au sein de la sphère juridique. D'un autre côté, l'accumulation désordonnée de lois contradictoires, l'introduction d'un code civil ou criminel qui ne répond pas aux besoins et au niveau de culture de la masse de la

•

population, l'absence de garanties pour la propriété mobilière et immobilière, pour les transactions financières, pour le commerce et l'industrie, voilà des anomalies qui, dans la sphère juridique, se produisent par rapport à la substance sociale intercellulaire. Il en est de même de la sphère politique. Une guerre civile, le changement d'un ministère, le renversement d'un gouvernement, un pouvoir central impuissant, présentent des symptômes de crises et d'anomalies politiques dont la source git dans un état pathologique du système nerveux social, tandis que le déficit d'un budget, des impôts excessifs, la suspension des paiements de la dette publique constituent des symptômes d'anomalies politiques qui se rapportent à la substance sociale intercellulaire.

Les maladies psychophysiques auxquelles est sujet l'individu découlent également de deux sources : l'une primaire, représentée par les centres nerveux et les nerfs sensibles et moteurs, et l'autre secondaire, représentée par la substance intercellulaire. Toutes les désharmonies, les déséquilibres et les malformations psychiques, toutes les formes de la folie, aiguë et chronique, généralisée et partielle, continue et intermittente, doivent être ramenées à l'une ou à l'autre de ces deux sources et, dans la plupart des cas, à leur action simultanée. Ce sont, d'un côté, les lésions et les dégénérescences du système nerveux, et, de l'autre, la distribution irrégulière et la décomposition du sang, ce représentant de la substance nutritive par excellence, ainsi que les sécrétions morbides accompagnées d'auto-intoxication qui causent toutes les aliénations dans l'acception la plus large de ce terme. C'est au médecin, guidé par les sciences biologiques et la psychiatrie, de faire le diagnostic de la maladie de l'individu d'après les symptômes qu'elle manifeste et d'appliquer les remèdes thérapeutiques que l'art médical indique ; c'est à l'homme d'État, éclairé par la pathologie sociale, d'étudier et d'analyser l'état anormal d'une société et de rechercher les moyens de combattre les maladies sociales dont les symptômes se sont manifestés.

ANOMALIES ÉCONOMIQUES.

I

L'intégration plus intense des énergies marchant de pair avec leur différenciation toujours plus spécialisée constitue les fondements

de la loi d'évolution progressive non seulement pour la vie organique, mais pour la totalité des phénomènes de la nature. Dans la sphère économique de la société humaine cette loi se manifeste par une production, un échange et une consommation toujours plus intenses et plus spécialisées des richesses et des services. Pour que les forces économiques se produisent avec une intensité et une différenciation croissantes, il faut que d'un côté le système nerveux social dans son ensemble et dans ses parties élémentaires, les cellules humaines, agisse avec une vigueur spécifique toujours plus intense et que la substance intercellulaire sociale s'accumule et se spécialise toujours plus fortement. La coopération de ces deux facteurs, dont se compose la vie économique de la société, donne naissance au capital, à la division de travail, à l'échange des produits, à la consommation de valeurs toujours plus variées. Tout cet agencement complexe de forces physiologiques, dont est accompagnée l'évolution progressive de la vie économique de la société, nous l'avons résumé dans la formule :

Augmentation de la propriété marchant de pair avec une liberté économique toujours plus large.

Nous avons choisi cette formule parce qu'elle exprime de plus près l'analogie de l'action des forces économiques au sein de la société humaine avec celle des forces physiologiques des organismes de la nature et surtout du corps humain, comme le plus parfait de ces organismes. La formule correspond en même temps aux deux principes élémentaires dont les manifestations constituent le monde phénoménal qui nous entoure dans sa totalité et dans ses modulations infiniment variées : le principe de consistance, de concentration et de limitation que nous nommons matière, et le principe d'action, de propagation et d'échange que nous nommons force. La propriété c'est le travail concentré, accumulé, délimité; la liberté, c'est l'action des énergies se manifestant au dehors, se propageant, s'échangeant; c'est en conséquence du travail en action.

Sous le terme de la formule : augmentation de propriété, il faut sous-entendre une augmentation de valeurs non seulement en quantité mais encore et surtout en qualité; une concentration de valeurs non pas entre un nombre limité d'individus, mais entre les mains d'un nombre toujours croissant de membres de la société. De grandes fortunes isolées vis-à-vis d'une population nécessiteuse de prolétaires constituent un état social pathologique. Un tel accroissement de la propriété se trouve en contradiction avec la liberté écono-

mique et ne peut se développer qu'à ses dépens. En effet, une population ouvrière vivant au jour le jour et forcée de livrer son travail à vil prix sous peine de mourir de faim, peut-elle être considérée comme jouissant de quelque liberté que ce soit dans ses rapports économiques?

La masse de la population se vouant à un travail toujours plus énergique et en même temps propriétaire, voilà l'idéal d'évolution progressive vers lequel tend la société humaine et qu'indique la formule que nous venons d'énoncer.

Cette formule n'a rien cependant à faire avec les tendances communistes qui ne sauraient être réalisées que par une distribution des richesses violente et arbitraire. Elle n'a pas non plus en vue l'égalité dans la distribution des richesses comme l'idéal économique d'une société qui progresse. Une égale répartition des fortunes est aussi irréalisable que l'identité physique des personnes et l'égalité de leurs qualités morales. Celles-ci, comme les fortunes, peuvent être acquises ou héréditaires. L'école la moins avancée des communistes, en admettant la légitimité de la fortune acquise, dénie celle de la fortune héréditaire. Ce n'est, d'après leur opinion, qu'un arrangement artificiel créé par des lois arbitraires dans le but d'enrichir les classes privilégiées au détriment de la masse des prolétaires. Est-il juste, demandent-ils, de garantir la jouissance des richesses, quelquefois énormes, au profit d'un petit nombre d'héritiers appartenant aux classes élevées de la société, tandis que la masse populaire se trouve dénuée de moyens nécessaires pour satisfaire les besoins même les plus urgents? — Il n'y a qu'une réponse à de pareils arguments : L'hérédité des fortunes n'a pas dès le commencement été instituée par la loi écrite et conventionnelle, mais par la nature même des relations sociales, qui elles-mêmes découlent des lois nécessaires qui président à la vie organique en général. La loi écrite ne fait sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, que sanctionner, régulariser et déterminer avec plus de précision la loi naturelle. L'hérédité des fortunes a existé de tout temps avant toute législation coutumière ou formelle dès que l'humanité fut sortie de l'état primitif et barbare dont le trait caractéristique consistait justement en ce qu'il n'y avait pas de propriété et en ce qu'il n'y avait conséquemment point d'objets à hériter. L'hérédité des fortunes n'est que le résultat de l'objectivation physique, intellectuelle et morale de la solidarité des générations entr'elles. Quant au principe de la justice, il en peut être aussi peu question quant à l'hérédité des fortunes que quant à

l'hérédité des qualités physiques et psychiques individuelles. Est-il juste que cet enfant vienne au monde robuste et sain et que cet autre naisse chétif et maladif? Que ce couple donne naissance à des individus doués de capacités brillantes, tandis qu'un autre ne met au monde que des médiocrités et des demi-idiot? — L'hérédité, instituée par des lois immuables de la nature, non seulement se soustrait aux principes de la justice égalitaire, mais a su encore de tout temps se dérober à la loi positive dès que celle-ci a voulu l'abolir ou même la limiter par rapport à certaines formes de la propriété. Abolissez l'hérédité de la fortune foncière, et les biens-fonds n'auront de valeur qu'en tant qu'ils présentent une rente viagère, tandis que le prix des richesses mobilières, comme des seuls représentants de valeurs héréditaires, s'élèvera. Avec l'abolition du droit d'héritage, même pour celles-ci, les épargnes cesseront tout à fait ou bien l'accumulation des richesses prendra des formes insaisissables pour la loi spoliatrice. Les héritages se feront en cachette, en argent comptant ou en pierres précieuses, au lieu de passer à la postérité au grand jour. — Les individus étant doués d'aptitudes et de capacités infiniment variées et les générations qui se suivent étant indissolublement liées les unes aux autres par une loi immuable de la nature, vouloir égaliser les effets de cette inégalité et limiter cette solidarité en tant qu'elles se produisent et s'objectivent au dehors, dans l'espace et le temps, c'est mutiler une loi naturelle et faire subir à la société les conséquences que doit nécessairement entraîner une telle mutilation, savoir : l'anéantissement de la liberté individuelle, la cessation de toute initiative d'action, de tout esprit d'entreprise, de toute épargne et de toute accumulation de capitaux au-delà de ce qui est nécessaire pour les satisfactions personnelles pendant la courte durée de la vie individuelle.

Tout ce qui concerne la substance sociale intercellulaire n'étant que la projection des énergies du système nerveux social, il faudrait, pour atteindre une égale distribution des richesses, réaliser préalablement l'égalité des énergies de tous les éléments anatomiques qui font partie du système nerveux d'une communauté. Or y a-t-il deux individus qui, sous le rapport physique, intellectuel ou moral, soient identiques? A commencer par l'enfant, encore inconscient de sa propre existence, jusqu'à l'homme mûr dont l'intelligence s'est élevée au niveau de la civilisation de son siècle, à commencer par le crétin jusqu'à l'homme de génie, l'humanité entière et chaque communauté, prise séparément, ne présentent-elles pas une hiérar-

chie d'aptitudes et de capacités infiniment variées et différenciées d'une manière distincte? L'égalité des fortunes ne saurait en conséquence être réalisée qu'à une condition : c'est par la restriction de la liberté d'action des membres les mieux doués et les plus actifs, ou par une réglementation despotique de l'activité de chaque membre pris séparément. C'est ce que font les communautés religieuses basées sur le principe de la discipline monastique, de la pauvreté obligatoire et du célibat. Mais l'existence de pareilles communautés qui, en leur qualité de corporations, disposent elles-mêmes de moyens d'existence et de valeurs mobilières et immobilières quelquefois importantes, n'est possible qu'au sein d'une société qui leur garantit leur droit de propriété et où la communauté religieuse puise le personnel pour renouveler ses rangs.

L'égalité des fortunes se présentant comme une utopie irréalisable, c'est tout au contraire vers la plus grande inégalité dans la distribution des richesses que tend une société dans sa marche progressive; et c'est elle qui se présente comme l'idéal de sa plus grande perfectibilité. Mais qu'on ne s'effraye pas ! Ce n'est pas une inégalité désordonnée et incohérente, passant abruptement d'un extrême à un autre, c'est une inégalité graduée, formant une échelle ininterrompue de termes moyens, qui doit être l'idéal d'une société se trouvant en harmonie avec la loi progressive. Non seulement une telle société doit disposer d'une population de travailleurs qui soient en même temps propriétaires de biens-fonds ou de valeurs mobilières s'accroissant sans cesse par la production et l'épargne, mais il faut encore que de grandes fortunes concentrées entre un petit nombre de mains lui donnent l'autorité, la puissance et l'indépendance financière, commerciale et industrielle. Une telle concentration est absolument nécessaire pour unifier l'action des différents facteurs économiques à l'intérieur, pour leur donner la solidité, la consistance et la continuité hors desquelles tout progrès organique n'est qu'éphémère et illusoire, enfin pour soutenir avec succès la lutte économique à l'extérieur, vis-à-vis des autres communautés, ainsi que sur le marché du monde entier. C'est à une pareille concentration de richesses entre les mains d'une ploutocratie entreprenante et intelligente que l'Angleterre, la France et l'Allemagne sont redevables du rôle qu'elles jouent dans les relations internationales et qu'elles parviennent à garantir la prospérité et la sécurité de leur industrie à l'intérieur. La loi de l'évolution progressive dans la sphère économique découle des mêmes principes généraux que ceux qui président à la sphère

juridique et économique ; c'est, comme nous l'avons déjà énoncé, une intégration toujours plus intense des forces vitales marchant de pair avec une différenciation toujours plus spécialisée. Une communauté, privée d'une forte autorité judiciaire et d'un gouvernement indépendant et puissant, présentera toujours un organisme en proie à des crises, des déséquilibres et des anémies incessantes, comme cela sera de même le cas pour toute association financière, commerciale et industrielle privée de capitaux et de crédit. Dans la lutte pour l'existence et en cas de concurrence, de telles communautés ne manqueront pas de succomber à la longue fatalement, si même les forces vitales dont elles disposent, prises ensemble, mais éparpillées sur différents points, l'emportaient sur la somme des énergies moindres, mais plus concentrées, dont disposent leurs adversaires. C'est que la concentration même des forces constitue un principe nécessaire de progrès et de succès, tant pour la société humaine, qu'en ce qui concerne la vie organique en général.

La réunion des richesses entre les mains d'un nombre plus ou moins limité d'individus et de corporations n'impliquera pas un symptôme pathologique si, à côté des grands propriétaires de biens-fonds et des grands capitalistes, il existe un nombre suffisant de propriétaires et de capitalistes moyens qui serviront de liaison entre ceux-là et la masse des petits propriétaires et des petits rentiers. Ceux-ci, en se groupant autour des représentants des fortunes moyennes, en s'en servant comme soutiens et comme centres d'action, pourront plus facilement se prémunir contre la prédominance excessive des intérêts économiques de l'aristocratie foncière et de la haute bourgeoisie et préserver la communauté des anomalies qu'une telle prédominance entraîne. La petite propriété et la moyenne formeront en même temps la base large et solide où les hautes classes de la société pourront puiser et renouveler leurs forces sans épuiser le sol et sans dégénérer elles-mêmes en parasites. Ce n'est que la dégénérescence de la grande fortune dans ce sens qui implique un état pathologique avec toutes ses conséquences désastreuses.

Mais ce n'est pas seulement sous le point de vue économique que la grande fortune manifeste une influence décisive au sein d'une société. Cette influence se fait sentir dans toutes les sphères : intellectuelle, éthique, esthétique et politique. Un pays sans une concentration de richesses, sous quelque forme que ce soit, serait un pays d'ouvriers, d'artisans et de paysans, non seulement sans grande culture agricole, sans grandes entreprises industrielles et commer-

ciales, mais encore sans une haute culture intellectuelle et sans idéal dans l'art. En fermant à l'individu tout espoir de s'élever au-dessus de ses semblables par son travail, ses aptitudes et ses talents, une communauté basée sur l'égalité des fortunes serait une société où règneraient l'uniformité, l'ennui, l'envie, l'apathie intellectuelle, serait une société dénuée de tout entrain et de toute initiative. Ce n'est pas non plus du principe d'égalité que s'est servie la nature pour la réalisation de l'évolution progressive des forces, tant organiques qu'inorganiques. C'est le plus fort et le plus capable qui, dans le règne végétal et animal, a survécu ; c'est la quantité et la qualité des substances nutritives et leur concentration en faveur d'individus et d'organes privilégiés, les plus capables d'en user et même d'en abuser, qui ont décidé de la victoire dans la lutte pour l'existence. Pour la société humaine le principe et le point de départ sont les mêmes. L'histoire entière et l'état dans lequel se trouvent encore aujourd'hui les peuplades sauvages en rendent témoignage. Mais à mesure de l'évolution progressive de la société ce sont les capacités intellectuelles et les qualités morales qui entrent en une proportion toujours plus grande comme coefficients pour décider de la victoire dans la lutte tant entre les individus qu'entre les différentes associations et les États indépendants. On ne saurait douter qu'à l'avenir de même la lutte s'élèvera à des sphères dans lesquelles le facteur psychique l'emportera dans une proportion toujours plus forte sur les tendances physiques et purement animales.

Une société sans conflits d'intérêts, sans concurrence dans la production, sans lutte pour l'existence serait une société vouée à la mort ; mais l'opposition des intérêts, la concurrence et la lutte ne doivent jamais perdre leur caractère organique dont le principe repose dans une transformation continue et systématique des facteurs vitaux sans les détruire et même sans affaiblir leur action. Ce n'est que par ce chemin que les résultats les plus productifs peuvent être atteints avec le moins de perte d'énergies vitales ; ce n'est que dans cette voie que la société peut avancer en se développant d'une manière progressive selon la loi d'évolution. Une déviation de cette loi implique toujours un mouvement de régression, un état pathologique, une maladie. Le parasitisme sous toutes ses formes, l'affaiblissement de l'action physiologique, la distribution anormale des richesses, la prédominance d'utilités neutres et négatives sur les valeurs d'utilité positive, voilà les symptômes de désorganisation et de dégénérescence de toute association humaine dans la sphère écono-

mique, symptômes qui impliquent toujours en même temps une augmentation partielle de la propriété au détriment de la liberté ou *vice versa* un élargissement de la liberté économique dégénérée en licence aux dépens de la propriété.

L'économie politique a étudié tous ces cas d'anomalies économiques d'une manière très détaillée, mais elle les a considérés hors de toute analogie avec les phénomènes correspondants que présentent les organismes de la nature. Il en est résulté un édifice scientifique privé de la base solide des lois naturelles.

II

L'argent et le crédit présentent les phénomènes sociaux qui, à première vue, semblent se prêter le moins à des analogies quelconques avec tout ce qui se passe au sein des organismes de la nature. Pour les expliquer il suffit cependant de se rappeler que les transformations que subit la substance intercellulaire sociale par l'action du système nerveux social ne constituent que la *projection* des énergies psychophysiques de celui-ci. Or, ces énergies manifestent constamment la tendance vers l'unification, qu'elles réalisent en formant des organes centraux, tels que le gouvernement, les tribunaux, le commandement de l'armée, etc. Cette tendance vers l'unification se projette au dehors et se réalise par rapport aux richesses produites, échangées et consommées par la création d'une mesure commune à toutes les valeurs. Avant d'atteindre cette unification dans les formes qu'elle présente aujourd'hui, avant de s'arrêter aux métaux précieux et aux signes qui les représentent, l'esprit humain a passé par différents essais d'unification incomplète. Les peuples sauvages en Afrique reconnaissent encore aujourd'hui, comme mesures d'échange, du sel, du tabac, du rhum, des perles, des pièces d'étoffe. Les métaux précieux, par leur indestructibilité et par leur divisibilité toujours proportionnelle à la valeur des parties divisées, se prêtent le mieux à servir de mesure d'échange. Aussi l'action unificatrice du système nerveux social s'est-elle définitivement arrêtée aux métaux précieux en projetant sur eux d'un commun accord le centre d'action, autour duquel gravitent toutes les autres valeurs qui circulent dans la société. La meilleure preuve que le prix des produits exprimé en argent présente un phénomène psychophysique

dont la source gît dans les tendances unificatrices du système social nerveux, est donnée par tous les signes, d'une valeur intrinsèque nulle, dont la société se sert pour suppléer aux métaux précieux en leur qualité de mesure de la valeur. Il n'est pas nécessaire que les billets de crédit, les obligations, le papier-monnaie soient réalisables à vue ou à quelque terme désigné d'avance. Il suffit que l'opinion publique attache à ces signes une valeur d'échange relative, pour les rendre propres à servir de mesure d'échange. Si les signes de crédit ont cours au-dessous de leur valeur nominale, c'est que l'opinion publique n'est pas sûre de réaliser ces signes, même dans l'avenir; mais l'espoir une fois raffermi, le papier-monnaie, par l'action psychophysique du système nerveux social, peut servir de mesure de valeur pendant un temps indéfini à l'égal des métaux précieux. Les signes d'argent ont dans la sphère économique la même signification que l'écriture dans la sphère intellectuelle et les objets d'art dans la sphère esthétique. Comme ceux-ci présentent des projections de l'action des cellules nerveuses du cerveau humain, de même les signes d'argent ne sont que la projection du système nerveux social dans la sphère économique.

Se trouve-t-il au sein de notre organisme quelque chose qui corresponde à une pareille projection? Sans nul doute. Le sang des veines et celui des artères est, pour chacun de ces deux systèmes, de composition uniforme et c'est par une action d'intégration du système nerveux, que cette uniformité est produite. Il en est de même de l'égalité de température que le corps humain soutient constamment dans toutes ses parties. Le système nerveux individuel se sert de réflexes comme moyen de communication entre les organes centraux et les différentes parties; la nature des réflexes, leur essence n'a pas encore été saisie par la physiologie et la psychologie; on ne saurait cependant douter que par leur essence et leur analogie avec l'action du télégraphe électrique ils ne portent plutôt le caractère de signes que celui d'une action physico-chimique. L'action des réflexes dans le corps humain est en outre causée par le système nerveux individuel directement, celui-ci étant lié dans ses parties et dans le tout mécaniquement. Il n'a pas besoin de se servir de signes indirects semblables à l'écriture, comme c'est le cas pour le système nerveux social. Par la même raison, le système nerveux individuel ne se sert pas de moyens indirects pour unifier la substance intercellulaire. Il en est autrement du système nerveux social. Ses rapports avec la substance intercellulaire sociale sont beaucoup plus

complicqués et portent, par suite de l'échange des produits qui circulent, le caractère d'une action indirecte. Il a en conséquence besoin de signes indirects pour unifier l'échange. Pour y parvenir il concentre son attention sur un petit nombre d'objets propres à être échangés contre le plus grand nombre possible de valeurs. Ces objets sont représentés par les métaux précieux et par les signes qui servent d'équivalent à l'argent. Ces objets et ces signes n'ont de valeur comme argent que grâce à cette tension concentrée et unificatrice du système nerveux social. Qu'un gouvernement révolutionnaire soit renversé, et les signes d'argent qu'il a émis perdent toute leur valeur comme cela a eu lieu en Hongrie en 1849; qu'on découvre demain un métal plus propre à remplir le rôle de valeur universelle échangeable, et l'or et l'argent n'auront de valeur que comme produits industriels.

Le crédit, encore plus que l'argent, découle de la source primaire de toute action physiologique et économique, le système nerveux. Seulement dans ce cas il s'agit non d'une action patente mais d'énergies latentes. Le crédit a toujours en vue une action future, la dépense de forces actuelles qui doivent être rétablies dans un avenir plus ou moins prochain. Les énergies patentes font, par leur action, crédit aux énergies latentes dans l'espoir d'en être indemnisées dans l'avenir. Cette opération ne devient possible au sein de l'organisme individuel que par l'action régulatrice et rémunératrice du système nerveux qui veille à ce que les obligations de la part de tous les organes, de tous les tissus et de toutes les cellules soient remplies à terme et que les frais des avances faites par les unes soient compensées par le travail des autres.

Le crédit particulier ainsi que tous les instituts de crédit public et gouvernemental reposent au sein de l'organisme social en dernier lieu sur le même principe. Quand un gouvernement fait un emprunt chez la maison Rothschild, celle-ci, en lui prêtant en métaux précieux ou en signes d'argent la somme demandée, lui avance le travail national accumulé sous la forme d'argent dans l'espoir d'en être indemnisée par le paiement d'intérêts et par l'amortissement de la dette contractée, c'est-à-dire par des services et du travail qui doivent se produire encore dans un avenir plus ou moins prochain. La maison Rothschild agit, dans cette occasion, parfaitement en analogie avec l'action d'un groupe de cellules qui, dans le corps humain, coopèrent à la production du sang nécessaire à l'alimentation du cerveau dans l'espoir d'en être indemnisées par une réaction des cellules de la

substance grise dont ils ont besoin pour s'activer de nouveau et accumuler de nouvelles énergies.

C'est pour avoir méconnu le caractère psychophysique de l'argent et du crédit, c'est pour avoir considéré les phénomènes économiques, produits par ces facteurs, comme des phénomènes originaires et non comme de simples projections du système nerveux social, que les économistes ont souvent fait fausse route dans leurs recherches scientifiques et que les hommes d'État, par de fausses mesures, ont amené des crises financières.

Puisque l'argent et le crédit présentent des phénomènes de projection psychophysique qui découlent de la tendance du système nerveux social à unifier la substance intercellulaire, puisque la réalisation de cette tendance unificatrice exige la coopération des éléments nerveux sociaux pris dans leur ensemble, il s'ensuit qu'une désorganisation et une dégénérescence de ces éléments doit se faire sentir avant tout et avec le plus de puissance sur la partie de la substance intercellulaire qui est l'objet de l'action unificatrice, savoir sur les valeurs d'argent et sur le crédit. Aussi les bourses sont-elles les baromètres qui reflètent les moindres perturbations psychiques de la société. Elles reflètent, en conséquence, nécessairement aussi, toutes les anomalies nerveuses : surexcitation, suractivité, abattement, panique, crises hystériques, monomanies de grandeur et de persécution, paralysie, folie lucide et raisonnée. L'argent et le crédit représentent non seulement des valeurs d'échange à l'égal d'autres produits, mais la valeur d'échange intégrée, universelle, échangeable contre toutes les autres valeurs. Il s'ensuit que la quantité et la qualité de pareilles valeurs, ainsi que leurs fluctuations plus ou moins violentes, doivent, par contre-coup, affecter toutes les autres valeurs d'échange soit en haussant le prix, soit en le baissant, soit en en activant, soit en en déprimant la circulation. L'action, partant, de ces centres d'échanges, se répand dans toutes les directions par contre-coups subits ou continus sur un rayon plus ou moins étendu en analogie du processus de surexcitation ou de dépression que subissent les différents groupes de cellules sous l'influence des centres nerveux qui règlent la vie physiologique de l'organisme individuel. En effet, la bourse centrale d'un pays ainsi qu'une banque nationale, en tant qu'elles représentent, non pas seulement des valeurs concentrées, mais aussi des personnalités qui en disposent, correspondent à ces centres nerveux réellement et non seulement au sens figuratif. L'anatomie et la psychologie ne sont pas encore parvenues

à déterminer les parties du cerveau où ces éléments nerveux se trouvent concentrés. Dans l'organisme social ces centres physiologiques sont représentés par des organes spécifiques, que l'on pourrait désigner comme le cerveau de la sphère économique de la société. C'est de ces centres que part l'action régulatrice et unificatrice de la vie économique d'un pays ou d'un État. D'après les expériences et les observations récentes faites dans le domaine de la physiologie et de la psychiatrie, il a été prouvé qu'à chaque partie et à chaque fonction du corps correspond un groupe spécial de cellules nerveuses du cerveau. Dans le corps humain ces groupes spéciaux sont cependant réunis dans un organe central qui, comme dit Th. Ribot, apparaît comme un lacis prodigieusement enchevêtré et inextricable. Dans l'organisme social les différentes sphères : économique, juridique et politique disposent chacune d'organes centraux distincts qui en règlent l'action et qui présentent une hiérarchie de cerveaux. Le faite de cette échelle est occupé par le gouvernement, organe central de la sphère politique, dont la destination consiste dans l'unification de toutes les manifestations spéciales de l'organisme social, les organes spécifiques de la sphère économique et juridique y inclus.

Par suite de cette intégration des intérêts économiques dans des organes centraux à part, représentés par les bourses et grâce à l'irritabilité et à la variabilité des éléments qui en font partie, ces centres économiques sont les plus exposés à des maladies. En effet, nulle part le parasitisme sous toutes ses formes ne trouve une arène aussi favorable qu'à la bourse. Nulle part l'ignorance, l'imprévoyance, l'imprudence ne sont exploitées avec autant de cynisme, nulle part le faible ne se trouve tellement à la merci du plus fort, du plus adroit et du plus rusé, nulle part le hasard et la conjoncture fortuite ne décident à un tel degré de la victoire. La propriété n'y est souvent qu'un accaparement et la liberté ne se fait jour que par une spéculation déréglée et le jeu de bourse.

Si le rôle des bourses se bornait à manifester un agencement morbide pareil, il faudrait les supprimer comme des centres morbides dangereux, qui ne servent qu'à répandre au sein de l'organisme social des sécrétions venimeuses d'intoxication. Cependant malgré les anomalies nombreuses auxquelles sont sujettes les bourses à cause de leur incitabilité malade, un pays de haute culture économique ne saurait s'en passer. Si elles sont une source de déséquilibration et de malformation, elles servent, par contre, dans leur

état normal, à régler, à alléger et à mettre en harmonie la circulation des valeurs qui sont produites, échangées et consommées au sein de la société. Les effets échangés à la bourse sont appelés à répandre dans le pays les capitaux qui font fructifier l'industrie; ils éveillent l'esprit d'entreprise, allègent le commerce, animent le crédit; ce n'est que quand la bourse se trouve dans un état pathologique qu'elle inonde le pays de valeurs imaginaires, et encourage une spéculation basée exclusivement sur le hasard et la confiance aveugle d'un public ignorant. Un pays cultivé, industriel et commerçant ne saurait, en conséquence, comme nous venons de le dire, se passer de l'institution des banques et des bourses; mais malheur au pays où ce cerveau de sa vie économique est atteint d'une diathèse ou d'un état morbide chronique.

Par quels moyens serait-il possible de parer à un tel état morbide ou au moins de mitiger les conséquences désastreuses qui en résultent ?

Les éléments spécifiques nerveux, concentrés dans les institutions de crédit, qui règlent la vie économique d'un pays, correspondent, comme nous l'avons indiqué, aux parties cérébrales de l'organisme individuel qui président à sa vie physiologique. Ces parties spécifiques du cerveau sont disciplinées par l'organe central, le cerveau entier, qui règle et unifie l'action de toutes les forces vitales du corps tant physiologiques que morphologiques et unitaires. Dans l'organisme social cet organe central est représenté par le gouvernement; comme dans l'organisme individuel, par le cerveau entier. L'unité d'action dans l'organisme social ne saurait en conséquence se réaliser que si les organes centraux secondaires : économique, juridique et politique, suivent la direction de l'organe central qui représente l'unité de l'organisme social entier. C'est donc au gouvernement de veiller à ce que les banques, les bourses et toutes les institutions de crédit ne dépassent pas les limites que leur désigne l'intérêt de l'État et de la communauté, que leur action ne soit pas entachée de parasitisme, qu'ils ne prospèrent pas au détriment de la propriété et de la liberté, privée et publique. Toutes les anomalies, toutes les crises financières, ont été plus ou moins causées par un manque de contrôle et de direction de la part des gouvernements vis-à-vis des institutions de crédit publiques et privées. Si d'un côté une réglementation trop minutieuse et trop sévère peut paralyser et étouffer l'esprit d'entreprise et de spéculation, il n'en est pas moins de première nécessité que la vie économique, en ce qui concerne surtout les organes cen-

traux, soit réglée par le gouvernement sous peine de subir des anomalies qui peuvent gagner par degré l'organisme entier et tarir les sources mêmes où il puise ses forces.

III

Les opinions des économistes sur les avantages de la grande propriété immobilière opposée à la petite et de celle-ci vis-à-vis de la première sont très divisées et quelquefois contradictoires. Ceux qui penchent vers les idées démocratiques se prononcent d'une manière décisive en faveur de la petite propriété, tandis que les adeptes des tendances conservatrices et aristocratiques se déclarent en faveur de la grande propriété immobilière. Malgré le grand nombre d'arguments que les uns et les autres énoncent pour défendre leur thèse, la question en litige n'a pu encore être décidée par l'économie politique. C'est que la préférence qu'on devrait donner à l'une ou à l'autre de ces deux formes de propriété ne saurait être déterminée théoriquement. Elle dépend d'un grand nombre de facteurs physiques et psychiques : de la configuration du sol, du climat, des influences atmosphériques, du développement historique d'une communauté, de sa constitution politique, etc. Sur un sol, comme celui de la Chine centrale, qui se prête au jardinage au moyen de la main-d'œuvre et d'outils très simples, la petite propriété peut prospérer. Mais si la Chine était couverte de terre glaise qui ne peut être labourée qu'au moyen d'un grand nombre de bestiaux, la grande propriété ou du moins la propriété moyenne y aurait présenté des avantages plus grands. Dans un pays à irrigation artificielle, la petite propriété ne saurait prospérer que si l'État se charge des grands travaux d'irrigation et en règle tout le système. Dans ce cas, c'est donc l'État qui supplée à l'insuffisance de la petite propriété et se comporte comme le grand propriétaire unique du sol. Par contre, dans un pays couvert de marécages, de grandes forêts et de pâturages impropres à la culture, la grande propriété présenterait des avantages décisifs sur la petite. Et toutes les sphères sociales étant, en ce qui concerne leur évolution et leur action réciproque, solidaires entr'elles, il s'ensuit que la formation de la propriété immobilière dépend en outre de la constitution politique de l'État et de l'évolution historique par laquelle il a passé. Une société aristocratique ne

peut être assise solidement et jeter des racines profondes qu'à condition de s'appuyer sur la grande propriété foncière, tandis que la petite propriété immobilière correspond le plus à une société organisée démocratiquement.

Les mêmes facteurs géologiques, topographiques, atmosphériques, historiques et constitutionnels doivent décider des avantages que présente la propriété commune du sol vis-à-vis de la propriété immobilière personnelle et *vice versa*. La propriété commune du sol existe encore aujourd'hui dans la Russie centrale et orientale, aux Indes, en Suisse et dans plusieurs autres pays. — La propriété commune du sol présente, sans nul doute, des désavantages marqués pour ce qui concerne l'exploitation agricole des biens-fonds, mais la valeur la plus grande d'un pays est représentée non par les produits échangeables, mais par sa population. Or, quant à celle-ci, la propriété commune présente, sur un sol encore vierge et pour un pays qui se trouve encore en marche vers la civilisation, des avantages tellement importants que ce n'est qu'avec la plus grande circonspection qu'on devrait y porter la main. Certainement, à mesure du développement progressif d'une communauté, la propriété commune tend à se dissoudre en petites propriétés personnelles. Une législation sage devrait en conséquence avoir en vue non une dissolution abrupte et violente de la communauté du sol, mais l'évolution naturelle de la propriété immobilière en harmonie avec son développement historique et le génie national de la masse populaire.

Conformément au principe que nous avons énoncé plus haut, que ce n'est pas l'égalité, mais une plus grande inégalité qui caractérise un degré plus élevé de l'évolution sociale, nous sommes d'avis qu'un pays qui réunit en lui toutes les formes de propriété immobilière, la grande à côté de la moyenne et de la petite, et la propriété communale du sol à côté de la propriété personnelle, présente le plus de garanties de prospérité et de progrès vis-à-vis de tout autre pays dont la constitution physique et sociale ne permettrait de réaliser qu'une seule de ces formes de propriété immobilière. Un tel pays à propriété uniforme serait privé des ressources et des avantages que présentent les autres formes de propriété immobilière et serait exposé à des malformations économiques et politiques de nature très grave. Ce n'est que la multiplicité des formes qui, dans la nature, ainsi que dans la société, garantit la plénitude du développement des énergies vitales.

La multiplicité des formes de la propriété immobilière sert égale-

ment d'immunité pour un pays contre toute une série d'anomalies économiques. La prépondérance excessive d'une de ses formes entraîne presque toujours la suppression et la ruine de toutes les autres formes. Ainsi les latifundia de l'ancienne Rome ont absorbé et dissous la petite propriété en Italie, en sapant en même temps les fondements les plus sûrs de l'État romain. Au nord de la Finlande, où prédomine la petite propriété, la grande propriété foncière a complètement disparu. En Russie, la lutte entre la grande et la petite propriété foncière est engagée depuis l'émancipation des serfs, et dans plusieurs parties de l'empire elle finit par la ruine des grands propriétaires. Ce serait un malheur irréparable pour la Russie, si la grande propriété finissait par sombrer définitivement.

La propriété immobilière est sujette à un état pathologique d'une autre nature encore. C'est l'endettement excessif des biens-fonds. Dans quelques pays, les hypothèques atteignent des dimensions qui surpassent la valeur même des biens-fonds. Le propriétaire, dans ce cas, n'est que le fermier du capitaliste, entre les mains duquel se trouvent les obligations hypothécaires. Cette anomalie est surtout au désavantage d'un pays lorsque ces obligations se trouvent entre les mains de l'étranger. C'est sous une autre forme un véritable impôt dont est surchargé la propriété immobilière d'un pays en faveur de l'étranger. C'est la suppression de la propriété nationale par le capital cosmopolite.

Ce que nous venons d'énoncer concernant la propriété immobilière s'étend également à la grande industrie dans ses rapports avec les arts et métiers et la petite industrie, surtout celle exercée à domicile. L'absorption de celle-ci et la ruine des arts et métiers par la grande industrie constituent toujours un état pathologique pour le pays qui en est atteint. Un état morbide pareil ne saurait être prévenu que par des voies naturelles et jamais au moyen de mesures arbitraires et spoliatrices. Or l'évolution naturelle d'une société qui progresse économiquement consiste dans la réalisation du principe de la plus grande inégalité dans le sens que nous venons de lui donner. Ce principe implique une transition graduelle entre les extrêmes de concentration et de dénûment et une multiplicité toujours croissante des rapports qui en résultent. Ce n'est que quand la grande industrie est liée, par une chaîne ininterrompue de nœuds transitoires représentés par l'industrie moyenne, aux arts et métiers et à la petite industrie, que celle-ci peut trouver des garanties suffisantes contre son absorption par le grand capital cosmopolite. Ce n'est

qu'à cette condition que l'industrie, s'appuyant sur une base plus large, peut acquérir une certaine fixité et une indépendance relative vis-à-vis des influences flottantes du marché international. Ce n'est enfin qu'à cette condition que l'industrie d'un pays peut conserver son caractère national sans être privée de la concentration des forces économiques nécessaire pour soutenir la concurrence au dehors. L'idéal du progrès économique auquel, en conséquence, toute communauté doit tendre, c'est la diffusion la plus large, dans la masse de la population, des aptitudes industrielles, de l'esprit d'entreprise et d'invention, de prévoyance et d'épargne, afin que chaque ouvrier ait la possibilité de devenir rentier lui-même et de prendre comme capitaliste une part active au mouvement industriel. Par la réunion, dans la même personne, de la main-d'œuvre et du capital, la question d'antagonisme, à première vue irréductible, entre le travail et le capital, sera résolue par la vie réelle elle-même. Les associations coopératives d'ouvriers, industrielles, commerciales et financières, de production et de consommation, caisses d'épargnes, institutions de crédit mutuel, etc., qui de nos jours ont pris dans la plupart des pays d'Europe un grand essor, en rendent témoignage.

Cependant, malgré ce mouvement réparateur et médicateur, l'antagonisme entre le travail et le capital soulève encore dans les classes engagées dans la lutte des passions orageuses. Le sentiment de solidarité, condition *sine qua non* de toute action sociale, ainsi que de toute entreprise industrielle, devrait servir de contrepoids aux divergences d'intérêts des différents facteurs qui y coopèrent. Cependant ce sentiment ne fait que faiblir de jour en jour, obscurci qu'il est par l'excitation qui a gagné la classe ouvrière. C'est que la prédominance de la grande industrie présente pour un pays des dangers plus sérieux encore que ceux qu'entraîne la grande propriété foncière. La transmigration de la population agricole dans les grandes villes et son entassement dans les grands centres industriels avec tous les désavantages et les périls qui en résultent sous le rapport hygiénique, moral et économique ont donné aux questions sociales le caractère aigu et passionné qui les distingue de nos jours et qui présume dans l'avenir des orages nombreux. La déséquilibre sociale qui en est le résultat a donné naissance à ce qu'on entend de nos jours par la *question sociale* proprement dite, quoique les phénomènes qu'elle embrasse ne constituent qu'un domaine spécial et très limité de la vie organique de la société moderne.

La raison en est claire. Sur le terrain de la grande industrie, le

capital, ce représentant cosmopolite de la fortune mobilière, se trouve placé immédiatement vis-à-vis du travail d'une population concentrée sur certains points du territoire en masses compactes. Les intérêts du travail et du capital se heurtent sur ce terrain limité de plus près et avec le plus d'énergie. Pour l'agriculture, cette opposition d'intérêts n'est pas aussi prononcée, surtout dans les pays où la petite propriété foncière s'est raffermie et où la propriété moyenne sert de liaison et de transition entre la grande et la petite propriété immobilière. L'exploitation agricole est plus disséminée que celle de la grande industrie ; elle est en outre dans la plupart des pays, en ce qui concerne surtout les rapports entre propriétaires et fermiers, réglée, sinon par la loi écrite, au moins par des us et des coutumes traditionnelles, mitigées encore par l'esprit conservateur de la population agricole. Le grand propriétaire, comme aussi le moyen et le petit, sont des personnalités placées vis-à-vis de la population locale. Le capital engagé dans la grande industrie moderne est, au contraire, dans la plupart des cas, impersonnel, anonyme, cosmopolite. Les directeurs des compagnies d'actionnaires ne sont souvent que des mercenaires qui font marcher l'entreprise dans le but unique de procurer des intérêts aussi élevés que possible aux détenteurs d'actions disséminés dans le monde entier, et les actions, cotées à la bourse, passent de mains en mains en dehors de tout contact avec la population ouvrière engagée dans l'entreprise. Que le prix du travail baisse, le taux du capital et la valeur des actions — toutes les autres conditions supposées égales — s'élèveront nécessairement. Le capital étant impersonnel, représentant une chose et non une personne, peut donc manifester, lorsqu'il trouve les conjonctures favorables, des tendances à déprimer le prix du travail jusqu'au dessous du niveau de ce que les Anglais appellent *standard of life*, c'est-à-dire au-dessous de ce dont le travailleur a besoin pour exister. C'est cette tendance du capital à déprimer le prix du travail que les socialistes nomment la loi d'airain, sous laquelle, disent-ils, gémit la population ouvrière grâce à l'organisation économique de la société moderne. Ont-ils raison de prêter ce caractère à la loi qui règle l'offre et la demande de travail ? Sous un rapport, oui. Car toutes les lois naturelles sont nécessaires, immuables et, pour ainsi dire, fatales. La loi d'hérédité ne porte-t-elle pas encore plus ce caractère et ne faudrait-il pas avec encore plus de fondement la désigner comme une loi d'airain ? Dans la coopération ainsi que dans la lutte du capital

avec le travail, il y a deux facteurs sous beaucoup de rapports mutuellement incommensurables : la chose et la personnalité. Le capital est impersonnel, tandis que le travailleur constitue une individualité de chair et d'os. Le capital appartient à la substance sociale intercellulaire, tandis que le travailleur fait partie du système nerveux social. Le tort des socialistes consiste, non en ce qu'ils désignent la loi qui règle l'offre et la demande du travail, comme une loi immuable, mais en ce qu'ils la marquent comme une élucubration artificielle de la société moderne, comme le fruit de l'égoïsme, de l'arbitraire et du despotisme, comme une loi enfin qui peut être abolie par des réglementations législatives ou administratives. Or ce n'est pas par ce chemin que cette loi naturelle peut dans son application et ses conséquences être mitigée et transportée dans des sphères d'évolution plus élevées. Ce résultat ne peut être atteint que par des moyens de même nature que ceux dont est issue la loi elle-même, par des voies organiques. Et c'est justement par ces voies que la partie saine de la population ouvrière cherche de nos jours à y remédier. Nous avons indiqué plus haut les tendances de la population ouvrière à s'organiser, d'une manière indépendante, au moyen d'associations coopératives. Il nous reste encore à marquer le caractère international dont se sont investies quelques-unes de ces tendances.

Ce n'est pas fortuitement que de nos jours le mouvement dont est agitée la classe ouvrière porte un caractère international. L'adversaire qu'elle croit devoir refouler étant investi d'un caractère cosmopolite, ce n'est que sur le même terrain et avec les mêmes armes qu'elle peut espérer le combattre avec des chances de succès. Pour contrebalancer les intérêts internationaux des capitalistes et des grands industriels, soit qu'ils s'appuient sur des associations ouvertement constituées, soit qu'ils agissent de commun accord tacitement, la classe ouvrière organise de son côté des syndicats chargés de veiller à ses intérêts et les délégués de ces associations forment la contre-partie aux relations des représentants de la grande fortune mobilière sur le marché du monde. Ce sont de nouveaux organes en voie de formation d'après les mêmes principes vitaux qui ont présidé à la genèse et au développement de tous les organes spécifiques de l'organisme individuel, ainsi que social, destinés à régler et à équilibrer l'action des différents facteurs dont la coopération ou l'antagonisme détermine l'agencement physiologique d'un organisme. Ces nouveaux organes extérieurs, après s'être

constitués en conformité avec la loi d'adaptation au milieu ambiant, fonctionneront avec les mêmes moyens et dans le même but que les organes coordinateurs intérieurs de l'organisme. En réprimant les excès d'action et en excitant les énergies encore latentes en ce qui concerne l'économie internationale, ces nouveaux organes correspondront parfaitement aux organes de dépression et d'excitation qui règlent toute la vie intérieure des organismes individuels. La science sociale, guidée par les lois naturelles, ne saurait refuser à cette action le droit de se produire et de se développer. Ce ne sont que les anomalies qu'elle manifeste et ses conséquences désastreuses que la pathologie sociale est appelée à étudier et à constater. C'est ce dont nous allons nous occuper,

La thèse fondamentale, qui sert de point de départ aux socialistes et même aux communistes, c'est le principe que le salaire de l'ouvrier doit suffire aux nécessités urgentes de son existence. Rien de plus juste. C'est avant tout la science sociale qui reconnaît les lois naturelles comme base de toute action organique qui y doit souscrire. L'individu constituant l'élément anatomique le plus précieux de l'organisme social en sa qualité de cellule élémentaire, source de toute action vitale, la science sociale positive en déduit que c'est à la conservation, au développement et à l'accumulation des énergies qui l'animent que doit coopérer avant tout l'action de l'organisme social. Mais ce but peut-il être atteint hors de l'action de la cellule elle-même? la cellule peut-elle conserver, développer ses énergies indépendamment de l'exercice autonome de ses propres forces? Non, toute la nature organique nous en rend témoignage. Il faut en conséquence que l'individu, pour conserver, développer et accumuler ses énergies vitales, travaille et que son travail soit d'autant plus autonome et plus intense qu'il veut s'élever plus haut sur l'échelle des êtres. C'est ici que le chemin que poursuit la science sociale se sépare de la voie qu'ont choisie le communisme, le collectivisme et le socialisme. C'est la réglementation du travail d'un caractère plus ou moins coercitif que ces écoles préconisent, tandis que la science sociale positive pose comme l'idéal vers lequel doit tendre toute société dans son évolution progressive, le travail libre.

Le *standard of life* présente deux côtés différents. Il peut être considéré et évalué sous le point de vue de la production ou sous celui de la consommation.

Quant à la production, la norme du *standard of life* a été déterminée de nos jours par les représentants de la classe ouvrière en ces

termes : huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures de sommeil.

Si cette formule n'exprimait qu'une norme idéale de laquelle toutes les branches industrielles devraient s'approcher autant que possible, il n'y aurait rien à redire. Mais, sous le point de vue pratique, la réalisation de ce *pium desiderium* se heurte contre des difficultés sérieuses et quelquefois insurmontables. Il y a des branches d'industrie qui ne peuvent s'y prêter sans être infailliblement ruinées. Telles sont la plupart des professions soi-disant libres, telle est surtout l'industrie agricole. Le paysan du nord de la Russie travaille pendant les longues journées et les nuits claires de l'été jusqu'à 16 et 18 heures par jour pour utiliser l'espace de temps très court que le climat septentrional lui mesure pour la culture des champs, sauf à se dédommager plus tard par un repos prolongé en hiver. Un pays, privé de capitaux et avec une industrie manufacturière naissante, ne peut soutenir la concurrence étrangère, lorsque celle-ci dispose de capitaux plus forts et d'une industrie plus développée, qu'en y suppléant par un travail plus assidu et plus prolongé. En forçant la population d'un tel pays à ne travailler que huit heures par jour, on vouera des branches entières de son industrie naissante à une ruine certaine et la population qui s'en nourrit à la famine. Ce n'est pas tout. Le but que la formule énoncée plus haut a en vue : la prospérité matérielle et le développement intellectuel et moral de la population ouvrière, ne pourra être atteint qu'à condition que les huit heures de repos seront effectivement vouées à relever le niveau matériel et immatériel du peuple. Si les huit heures de repos sont vouées au désœuvrement, à l'intempérance, aux agitations politiques, le niveau général de prospérité d'un pays baissera nécessairement au lieu de s'élever. Il en résultera un état pathologique qui consumera par degrés les forces vitales du pays. C'est que le taux des salaires par lui-même ne peut jamais servir de mesure pour déterminer le degré de prospérité réelle de la population ouvrière d'un pays. Car ce n'est pas la valeur des produits, comme nous l'avons démontré, qui décide du développement progressif du système nerveux social dans son ensemble et dans ses parties, représentées par les individus-cellules, mais c'est de l'utilité positive, neutre ou négative que dépend la prospérité ou la dégénérescence d'une population. Des salaires élevés n'ont souvent servi qu'à une consommation plus forte d'utilités neutres et même négatives en entraînant la population ouvrière à l'intempérance, au désœuvrement

et à la dissipation. Le bas prix des salaires au contraire a servi quelquefois de frein salutaire aux mauvaises passions et a ramené le peuple à une discipline plus sévère du travail. Les populations qui se trouvent placées au bas de l'échelle de civilisation ne font ordinairement preuve d'énergie que lorsqu'elles sont pressées par des besoins urgents et de première nécessité. Pour elles une élévation de salaire ne serait qu'une prime à l'inactivité et leur prospérité marcherait en proportion inverse de cette élévation. C'est que la formule qui doit exprimer le niveau du *standard of life* est composée de deux coefficients : la hauteur des salaires et le niveau moral et intellectuel de la population qui en jouit. Lorsque ces deux coefficients croissent simultanément, ils donnent lieu à une évolution progressive en même temps matérielle et psychique. Si le niveau intellectuel et moral d'une population baisse, le haut prix des salaires ne peut servir qu'à accélérer la marche rétrograde ; tandis qu'une population intelligente et morale peut souffrir matériellement par suite de l'abaissement du prix du travail sans se dégrader et sans donner lieu à une dégénérescence du système nerveux social.

Mais, dira-t-on, bien des membres des hautes classes de la société moderne, surtout dans les pays qui jouissent d'une haute culture et disposent de beaucoup de richesses, ne font que chômer toute leur vie grâce aux valeurs, quelquefois énormes, qui se trouvent concentrées entre les mains d'un petit nombre d'individus. La population ouvrière n'est-elle pas induite par leur exemple à repousser le travail comme un poids dont elle est accablée arbitrairement, et ne serait-il pas injuste de traiter trop sévèrement son désir de participer de son côté aux jouissances de la vie ? C'est la science sociale dont nous sommes les adeptes qui se refuse le moins à reconnaître à la classe ouvrière le droit de se récréer et de raviver ses forces, dépensées au travail, par un repos suffisant et par des distractions, à condition seulement que celles-ci ne se trouvent pas en contradiction avec les règles de l'hygiène et les préceptes de la morale. Les cellules de l'organisme végétal et animal ne se reposent-elles pas également par des intervalles plus ou moins réguliers afin de régénérer les énergies dépensées par le travail organique ? Quant aux fêteurs, nous en avons déjà, dans la première partie de notre étude, relevé le caractère éminemment parasitique qui les livre à la déconsidération publique. Or, une société cultivée et riche peut, sans déchoir, se permettre le luxe d'un parasitisme pareil lorsqu'il est pratiqué par une classe d'individus peu nombreuse. Mais lorsque la masse de la po-

pulation tend à se revêtir du même caractère, nulle communauté, quelles que soient sa culture et ses richesses, ne pourrait supporter un tel déchet de ses forces, sans être vouée infailliblement au dépérissement et à un appauvrissement général.

L'excitation de la population ouvrière à exiger des salaires toujours plus élevés, en faisant même abstraction des conséquences désastreuses qu'une telle agitation peut entraîner pour la classe ouvrière elle-même, ne manque pas de causer encore d'autres perturbations purement économiques. Une élévation excessive des salaires doit nécessairement entraîner, *cæteris paribus*, l'abaissement correspondant du revenu du capital. Celui-ci, quoique n'étant par lui-même qu'une chose et, comme telle, ne constituant qu'une partie de la substance sociale intercellulaire, n'en représente pas moins les intérêts vitaux d'une autre partie de la population, ceux des grands et des petits rentiers. Ceux-ci, de même que les ouvriers, constituent les éléments primaires du système nerveux social. En abaissant le revenu du capital on les prive d'une partie notable de leurs moyens d'existence et la dépression des valeurs peut même, surtout en ce qui concerne les petits rentiers, rabaisser ces moyens jusqu'au-dessous de leur *standard of life*. En abaissant le revenu du capital engagé dans l'industrie, on peut de plus l'en chasser tout à fait, au grand détriment des intérêts de la population ouvrière elle-même. En même temps on décourage l'esprit d'économie et d'épargne et on stimule les tendances d'imprévoyance qui portent l'individu à dépenser ses revenus improductivement. Or, ce n'est que par l'épargne que peut être conservé et augmenté le capital national qui fait fructifier l'industrie, la grande autant que la petite. Toute autre voie de former le capital et de le mettre à la disposition de l'industrie est illusoire. L'État lui-même, s'il devenait le seul entrepreneur industriel d'un pays, ne pourrait se procurer le capital nécessaire que par des impôts et des emprunts, c'est-à-dire en ayant recours aux épargnes forcées ou volontaires de la population même.

Dans le but de mettre fin aux exigences excessives de la classe ouvrière et de les concilier avec les intérêts du capital, dans plusieurs pays à grande industrie se sont constitués des comités d'arbitrage, chargés de résoudre les questions en litige entre les patrons et les ouvriers, entre le capital et le travail. Ces comités représentent de nouveaux organes qui ont pris naissance et qui se sont formés sur le même principe et d'après la même nécessité vitale que tous les

organes appelés à régler l'action physiologique au sein de la société humaine. Ces organes, nouvellement créés, n'ont cependant pas encore acquis la consistance et l'intensité nécessaires pour réprimer la surexcitation qui a gagné une grande partie de la population ouvrière. Des grèves ruineuses continuent à produire leurs ravages, en marquant leur chemin par des ruines et des souffrances matérielles et morales. Les pertes énormes que les dernières grèves d'ouvriers ont causées en Amérique en rendent témoignage.

L'antagonisme naturel entre le capital et le travail se complique encore d'une multiplicité de causes occasionnelles et fortuites. Aucune entreprise ne saurait exister longtemps, si les frais de production des denrées qu'elle débite ne sont couverts par les valeurs produites. Or la valeur des produits est fixée par l'offre et la demande, qui à leur tour dépendent d'un grand nombre de conjonctures déterminées par la concurrence, l'énergie de la consommation et d'autres facteurs, quelquefois tout à fait incalculables. Tous ces facteurs peuvent non seulement rabaisser outre mesure et même réduire à zéro le taux du capital engagé, mais encore forcer l'entrepreneur à congédier une partie des ouvriers dans le but de restreindre la production, ou bien à réduire le salaire des ouvriers jusqu'au-dessous de la norme de leurs frais d'entretien. L'entreprise une fois sombrée, il ne s'agit pas d'antagonisme entre le capital et le travail, mais de la ruine de l'un et de l'autre. Si la ruine n'atteint que des entreprises isolées, la crise peut conserver un caractère temporaire et local. Mais quelquefois des branches entières d'industrie en sont atteintes et alors l'état pathologique peut prendre un caractère chronique et retentir dans l'organisme entier d'une société. C'est aux hommes d'État de prévenir de pareilles crises générales et de parer à leurs suites désastreuses par des mesures financières, législatives et internationales. Quant à la Pathologie sociale, elle n'a qu'à les analyser et à rechercher les lois qui président à ces anomalies dans la sphère économique.

Nous avons déjà énoncé plus haut que, selon les principes établis par la Pathologie cellulaire de Virchow, il n'existe pas de différence absolue entre l'état normal et l'état pathologique d'un organisme. L'état anormal ne consiste qu'en ce que les cellules manifestent une action intempestive, déplacée, ou bien qu'elles agissent avec une énergie soit excessive, soit insuffisante. Une maladie, en d'autres termes, n'est toujours qu'une aberration d'un certain groupe de cel-

lules soit dans le temps, soit par rapport au lieu, soit par l'excès ou le manque d'énergie d'action (1).

Toutes les anomalies dans la sphère économique de la société se réduisent également à l'une de ces trois catégories d'aberrations. Une entreprise financière, commerciale, industrielle ou agricole ne vient à faiblir et à dégénérer que lorsque la production, la distribution ou la consommation des valeurs sont intempestives, déplacées ou qu'il y a excès ou manque de production ou de consommation. Analysez les crises financières qui ont sévi en Angleterre vers la milieu de notre siècle par suite de la construction hâtive et prématurée des chemins de fer et vous trouverez qu'elles ont eu pour source principale une aberration dans le temps. La Russie souffre encore aujourd'hui du déplacement à l'étranger des capitaux représentés par les emprunts d'État ou hypothéqués sur la propriété foncière. C'est donc une aberration d'espace. La crise agricole, à laquelle est en proie de nos jours, une grande partie de l'Europe, est causée par une surproduction de céréales marchant de pair avec un manque de consommation. Par contre, en temps de guerre, un phénomène opposé se produit ordinairement. La demande et la consommation des objets nécessaires pour la défense du pays sont excessives et urgentes ; l'État, et en dernier compte la nation, sont obligés de payer ces objets à un prix outre mesure au-dessus des frais de leur production en enchérissant les entrepreneurs au détriment des finances de l'État. Il y a dans ce cas excès anormal de consommation vis-à-vis d'une sous-production des valeurs qui sont demandées. Ce sont donc des aberrations d'énergie.

Des crises analogues sont quelquefois causées non par des fluctuations subites et imprévues dans l'offre et la demande, comme c'est le cas en temps de guerre ; mais par une transformation et une dislocation lente des conditions dans lesquelles se trouve le marché. La crise agricole de nos jours n'a pas éclaté subitement sur l'Europe ; elle s'est annoncée par des pronostics plusieurs années d'avance. Ce n'est qu'à l'imprévoyance de leurs gouvernements que les agriculteurs doivent imputer les désastres auxquels ils sont en proie. Plus le marché s'étend, plus la supputation et l'appréciation des facteurs qui déterminent l'offre et la demande d'un produit est difficile et sujette à des mécomptes. De là aussi tant de branches d'industrie qui,

(1) Tome IX, chap. VII.

de nos jours, se trouvent en souffrance sans qu'on puisse en approfondir les causes. La complexité des intérêts, l'excès de la concurrence, les déplacements et les fluctuations violentes et imprévues que subit le capital et la main-d'œuvre sont tels que les besoins de régler les intérêts en conflit se fait sentir de plus en plus. Les syndicats des capitalistes et des entrepreneurs, les associations d'ouvriers, locales et internationales, qui se sont formées de nos jours, en rendent témoignage.

Cette partie de la question sociale a déjà été l'objet de tant d'études spéciales que nous croyons pouvoir nous borner à ces indications générales. Elles suffiront pour orienter le lecteur dans le dédale si compliqué de l'agencement et de la connexion des forces sociales et pour le placer au point de vue dont nous considérons la vie économique de la société dans ses manifestations normales et pathologiques.

Individualité et solidarité, ce sont les deux pôles autour desquels tourne toute vie organique et sociale (1). Quoique opposés l'un à l'autre, ces deux pôles n'en constituent pas moins la cheville ouvrière de l'évolution de toute société. L'harmonie, l'unité de l'action constituent certainement le but final de tout être vivant ; mais conformément aux lois immuables de la nature, elles ne sauraient être réalisées qu'au moyen de la lutte des différents éléments qui font partie de tout être organisé.

Dans l'état normal, qui est toujours le symptôme d'une évolution progressive, selon la formule que nous avons énoncée, savoir : accroissement de propriété et de liberté, la lutte ne saurait donner en dernier résultat que des plus-values tant pour les éléments anatomiques qui forment le système nerveux social que pour ceux qui constituent sa substance intercellulaire ; les anomalies et les déviations de la loi de progrès entraînent au contraire toujours la dépression et la dégénérescence des énergies vitales représentées par la population, ainsi que la dévaluation des richesses en circulation au sein de la société. Rechercher la solution de la question sociale hors des lois naturelles qui règlent la vie économique de la société en conformité avec la vie organique générale, c'est construire des utopies, s'occuper de rêves irréalisables, c'est se placer hors du domaine

(1) Tome II, p. 421 ; t. III, p. 380 et 421 ; t. IV, p. 61, 87, 203 et 386 ; t. V, p. 368.

de la science et de la réalité des choses. — La science sociale exclut-elle les considérations éthiques qui doivent régler les rapports du patron et du capital avec le client et l'ouvrier? Celle qui a proclamé comme dogme l'individualisme exclusif et la lutte pour l'existence sans trêve ni merci, s'en est rendue coupable. Mais la science sociale de l'avenir qui reconnaîtra la société en sa qualité d'organisme réel, proclamera, à côté du principe d'individualisme, celui de la solidarité, et celui-ci est un principe éthique par sa nature même. A mesure que le principe de solidarité atteindra des régions plus élevées, il y entraînera le principe de l'individualisme lui-même et l'un et l'autre, dans cette évolution progressive, se satureront mutuellement du principe idéal de toute société humaine, de l'amour chrétien. C'est donc dans cette direction que doit marcher toute concurrence économique, c'est vers ce but que doit tendre la lutte pour l'existence des membres de la société. Toute autre direction impliquerait une marche rétrograde, une concurrence à rebours, une lutte improductive et ruineuse autant pour les énergies vitales concentrées dans le système nerveux social, que pour les valeurs représentés par la substance sociale intercellulaire.

IV

Nos recherches sur les anomalies qui se produisent dans la sphère économique, doivent-elles être suivies d'une étude détaillée des doctrines qui agitent et passionnent les esprits de la génération contemporaine : l'anarchisme, le communisme, le socialisme d'État et le collectivisme? Nous ne le croyons pas. Il suffira de résumer les arguments que nous avons déjà énoncés pour élucider le point de vue que la science sociale guidée par la méthode d'induction occupe vis-à-vis de ces différentes écoles. L'anarchie est la négation absolue de la société elle-même et le communisme implique la négation de toutes les lois qui président à la production et à la distribution des richesses. Ces doctrines se jugent donc par elles-mêmes. Quant au socialisme d'État et au collectivisme surnommé improprement socialisme, il en existe autant de systèmes qu'ils comptent d'adhérents, et chacun de ces systèmes pâtit encore de contradictions intérieures irréductibles. Les uns proposent la réglementation à outrance de la production de la part de l'État, les autres celle de la

distribution des richesses par les mêmes moyens, les troisièmes l'une et l'autre, sans cependant expliquer comment une réglementation de la production et de la distribution des richesses sera possible sans une réglementation de la consommation; car c'est la consommation qui décide en dernier lieu de la quantité et de la qualité des objets qui doivent être produits et distribués (1). Ainsi l'État en se chargeant de l'acquisition et de la distribution des produits nécessaires à l'armée, en règle en même temps d'une manière précise la consommation. Si chaque soldat pouvait exiger un logement, un habillement ou la nourriture à son gré, l'État pourrait-il y suffire? Or une réglementation de la consommation par rapport à une population entière, ne saurait être réalisée que par une armée d'employés et de contrôleurs et par un système infiniment compliqué de règles minutieuses et tyranniques à l'instar des ordres religieux les plus sévères. Cependant les adeptes d'un tel système se posent en même temps comme défenseurs de la liberté individuelle et publique. Il y a donc contradiction absolue entre les prémisses et les déductions dans ce qu'ils proposent.

Il y en a qui proposent l'abolition de la propriété foncière sans expliquer de quelle manière les propriétaires actuels seront indemnisés, sur quel principe les terres confisquées par l'État seront distribuées parmi la masse de la population et ce que l'on fera des dettes hypothéquées sur les biens-fonds, fortune mobilière immense, dont les détenteurs se trouvent éparpillés parmi toutes les classes de la population. Faut-il appuyer encore sur la perte considérable et la dévaluation des capitaux engagés dans l'agriculture qu'un morcellement violent du sol, entrepris dans un but et sur des principes purement théoriques, entraînera nécessairement?

Il y en a qui veulent abolir le capital sans cependant préciser ce qu'ils sous-entendent sous ce terme. Est-ce le capital en général dans sa totalité? Alors c'est le communisme qu'ils prêchent. Est-ce exclusivement le capital engagé dans l'industrie, et alors comment les richesses seront elles produites? Par les moyens de l'État? Mais où les puisera-t-il, si ce n'est en faisant des emprunts et en augmentant les impôts? L'État deviendra dans cet ordre de choses non seulement le seul capitaliste, mais encore le seul entrepreneur d'industrie. Il en résultera un monopole industriel concentré entre les

(1) T. III, chap. IX.

maines de l'Etat, qui étouffera toute initiative individuelle, tout esprit d'entreprise, d'action et de progrès. Le capital devra-t-il au contraire être livré par des associations ouvrières libres ? Rien ne s'y oppose même dans l'organisation actuelle de la société. De telles associations ne représenteraient, comme aujourd'hui, que des compagnies d'actionnaires. Si au contraire elles devaient être formées sur un principe coercitif, c'est de nouveau l'Etat qui en devrait être chargé.

Karl Marx propose de distribuer les produits d'après la quantité d'heures de travail employées à la production sans prendre en considération l'énergie et la qualité du travail. Il en résultera que les ouvriers laborieux et capables seront rémunérés à l'égal des travailleurs paresseux et inhabiles ; il en résultera une concurrence à l'envers, l'inertie, l'incapacité l'emportant sur l'énergie, le savoir, l'habileté, la prévoyance et la moralité, et une pareille concurrence négative ne pourra avoir pour suite inévitable qu'un abaissement général du niveau du travail national. D'autres espèrent réaliser la prospérité générale par une distribution des richesses non en proportion de la quantité et la qualité du travail, mais en proportion des besoins qu'on devrait satisfaire. Or tout travail consiste dans des efforts physiques et intellectuels, circonscrits dans un cercle très restreint, tandis que les besoins croissent d'une manière infinie à mesure de leur satisfaction, et leur satisfaction est toujours accompagnée de plaisir. Dans cet ordre de choses, la consommation augmentera donc toujours au détriment de la production qui ira toujours en s'abaissant. Toutes ces doctrines et ces projets ne sont que des rêves et des fantaisies nébuleuses. Une science positive, comme la Sociologie, ne peut s'occuper que d'entités réelles. Son idéal c'est la vérité scientifique qu'elle tend à réaliser en étudiant les faits historiques et les données que présente la réalité. En étudiant les anomalies sociales, la Pathologie sociale doit, sans aucun doute, rechercher en même temps les remèdes qui pourraient rétablir l'état normal d'une communauté. Mais ce n'est qu'en constatant les lois nécessaires qui président au développement de la société humaine qu'elle peut s'en charger. L'application même de ces remèdes est du domaine de l'art. C'est aux hommes d'Etat, dans l'acception la plus large de ce terme, de s'en occuper. C'est aussi à eux de prendre en considération les besoins, les tendances et les exigences enfantées par les conditions nouvelles de la vie sociale de notre temps, d'en

éliminer ce qui se trouve en contradiction avec les lois constatées par la science et de donner raison à tout ce que, dans les aspirations des différentes doctrines économiques, juridiques et politiques, il y a de réalisable. La législation de plusieurs États s'en occupe déjà et il est à espérer qu'on ne s'arrêtera pas à ces premiers pas. L'individu étant l'élément primaire de toute vie sociale, étant la source où toute communauté puise ses énergies vitales, ce n'est qu'en élevant le niveau physique, moral et intellectuel de l'individu qu'il sera possible d'améliorer le sort de la masse populaire. La Pathologie sociale étant, à l'égal de la médecine moderne, une pathologie de préférence cellulaire, se place au même point de vue. Elle est d'accord sous ce rapport avec le christianisme qui, de même, se fonde avant tout sur la régénération morale de l'individu. Toutes les mesures d'amélioration qui pourraient amener dans leur suite un affaiblissement de la responsabilité, de l'initiative et de l'énergie d'action individuelles ne seraient que des mesures palliatives, dont les conséquences seraient pires que le mal qu'elles seraient appelées à guérir.

Toute communauté, comme unité, n'étant que la résultante des actions individuelles, il s'en suivra nécessairement une dégénérescence du système nerveux social dans son ensemble et, comme suite secondaire mais également inévitable d'une telle dégénérescence, un dépérissement en quantité et en qualité de la substance sociale intercellulaire, c'est-à-dire un appauvrissement général. Les communautés qui se seront préservées d'une telle dégénérescence individuelle et générale supplanteront alors dans la lutte pour l'existence les organismes sociaux affaiblis et incapables de leur résister. La victoire sera décidée soit par des moyens violents, tels que l'annexion d'une partie du territoire, l'imposition de ruineuses obligations financières, commerciales ou industrielles, la conquête du pays entier, soit par une action lente et pacifique, telle qu'une concurrence économique victorieuse, une exploitation usuraire dans la sphère économique ou une immigration excessive d'éléments étrangers. Une forte centralisation administrative, une armée nombreuse, des conjonctures politiques favorables pourront retarder la désorganisation, ajourner l'avènement de la catastrophe définitive, mais ce ne sera toujours qu'un délai de grâce accordé à l'exécution d'un arrêt inappellable, qui sera prononcé par le tribunal inexorable de l'histoire conformément aux lois naturelles auxquelles aucun orga-

nisme social ne saurait essayer de se soustraire sous peine d'en subir les conséquences inévitables.

PAUL DE LILIENFELD,

Membre de l'Institut international de Sociologie.

(*La fin prochainement*).

MOUVEMENT SOCIAL

ITALIE

(LA QUESTION SICILIENNE)

En maintes circonstances j'ai eu à soutenir le caractère essentiellement philosophique de la sociologie; il n'est pas nécessaire cependant qu'elle ait tous les caractères d'une science purement et simplement positive. Les abstractions doivent trouver dans les faits une confirmation entière et par suite si la méthode inductive, basée sur l'observation et sur l'expérimentation, lui est plus généralement propre pour assurer ses progrès, la méthode déductive lui sert davantage encore pour réaffirmer ses principes et leur apporter l'appui d'une nouvelle preuve.

C'est avec raison que M. Majorana affirme que si les sciences physiques ont fait et font de grands progrès grâce à la méthode inductive et expérimentale, on ne peut pas nier non plus qu'elles n'aient tiré profit des méthodes déductives pour donner force de démonstration à ses postulats. Il suffit de se souvenir des multiples applications des mathématiques aux sciences physiques. Dans les sciences morales, au contraire, on est allé si loin dans l'aversion pour la métaphysique qu'on en est arrivé à se refuser à tout emploi de la méthode déductive; et, d'autre part, l'observation se réduit souvent à un relevé empirique des faits et l'induction à une généralisation pleine d'audace et sans base suffisante. Tous les partisans de la nouvelle école sociologique, dans ses formes multiples, ne donnent que trop d'exemples de ces exa-

gérations. Il faut, au contraire, après avoir fortifié le principe par l'induction, le démontrer et, pour ainsi dire, le tempérer, déductivement, en en tirant les conséquences logiques. La déduction a le même rôle que la preuve dans les opérations les plus élémentaires de l'arithmétique; et la démonstration de la bonté d'un résultat obtenu par induction ne peut être mieux faite que par la déduction.

D'après moi, la distinction de la sociologie en sociologie abstraite et sociologie concrète est une théorie vicieuse : les mêmes principes sont en même temps abstraits et concrets, cela dépend seulement du point de vue auquel on se place. Une sociologie philosophique est toujours concrète quand, par la méthode déductive, elle trouve la preuve de la vérité de théories dans de nouveaux faits sociaux, et les lois sociologiques ont leur raison d'être dans la mesure où elles sont la généralisation de certains ordres de faits, observés et vérifiés dans des conditions déterminées.

C'est ainsi que dans l'examen d'ensemble d'un fait social assez complexe, comme la question sicilienne, que nous étudierons ici, il faut se servir à la fois de la méthode inductive et de la méthode déductive parce que, si certains événements rentrent dans des lois sociologiques déjà connues et leur servent de preuve, d'autres, grâce à la méthode inductive, s'ils se répètent fréquemment, nous amènent à des généralisations qui marquent les véritables progrès de notre science.

J'ai déjà eu l'occasion de faire la critique de la doctrine qui distingue la sociologie statique de la sociologie dynamique. Ce qui m'a le plus étonné, c'est que cette théorie a été acceptée par des évolutionnistes de talent. Alors qu'ils affirment que l'évolution des êtres organiques et superorganiques est la loi fondamentale, ils ne s'aperçoivent pas qu'il ne leur est plus possible de parler de *statique* et de *dynamique*, mais qu'ils ne peuvent parler que d'une *dynamique* plus ou moins accélérée. La sociologie statique, qui devrait s'occuper des conditions d'existence, de structure, d'équilibre et d'organisation des agrégats sociaux et plus particulièrement des familles, des classes, des nations, des races, cette *statique* sociale ne peut qu'affirmer l'*évolution* continue de ces formes sociales : la stabilité n'existe que pour un moment donné, mais le mouvement lui aussi, considéré à un moment donné, est stable.

La sociologie dynamique aurait pour objet l'étude des conditions de mouvement, de croissance, de modification et d'évolution des agrégats sociaux, c'est-à-dire l'embryogénie sociale, l'économie sociale, le droit, les institutions sociales et l'histoire ethnographique. Or, il est facile de

comprendre que même ces faits sociaux, considérés à un moment donné, ne sont pas moins instables que les premiers.

Toutes ces classifications, au lieu de servir au progrès de la science d'Auguste Comte, constituent autant d'obstacles qu'il n'est pas facile de surmonter et, pour ma part, je n'en tiens qu'assez peu de compte.

Ce qui caractérise et appartient en propre, au contraire, à la sociologie, ce sont les vues d'ensemble, les considérations générales sur le fait social. Un fait social, si élémentaire soit-il, n'est jamais indépendant. Si c'est un fait économique il n'en aura pas moins des manifestations juridiques, politiques, religieuses, éthiques, etc., plus ou moins importantes, qui le modifient plus ou moins radicalement, même comme fait économique. En tous cas on ne pourra jamais le comprendre et l'interpréter complètement si, dans son examen on s'abstient de considérer en même temps tous ses aspects variés dont l'ensemble seul constitue toute l'individualité du fait lui-même. Les considérations sociologiques sont par conséquent d'autant plus nécessaires et importantes que les faits sociaux sont plus complexes.

Quant à l'observation elle doit être évidemment aussi complète que possible, et elle sera à la fois descriptive, statistique et historique.

Si nous prenons comme exemple la question sicilienne, on s'y est presque toujours placé à un point de vue unilatéral, le plus souvent au point de vue économique.

On comprend en effet, que pour que les socialistes pussent déclarer que ce mouvement social était marqué, il fallait affirmer que le mouvement était uniquement économique. Et partant, leurs adversaires, pour les besoins de la polémique, se trouvaient involontairement amenés à demeurer sur ce terrain.

Ceux qui se sont occupés de la question au point de vue juridique comme MM. Majorana, Ruig, Pierantoni, Muratori, Giannini n'ont parlé que du remède, de l'état de siège, en laissant de côté toutes autres considérations : tout au plus l'ont-ils mis en corrélation avec le fait politique et justifié celui-là par celui-ci. Personne, que je sache, ne s'est posé la question de savoir si l'état de siège peut en Italie se justifier absolument par les mêmes arguments qui le justifieraient si une telle mesure était prise en Allemagne, en Angleterre, en Autriche parce que, ce faisant, on dénature, comme disait Cardona, la révolution italienne, pacifique, juridique et vraiment libérale, et ses conséquences naturelles enlèvent à l'Italie le plus grand des avantages que Dieu lui ait donné et la dépouillent du sort heureux qui n'a pas d'exemple dans l'histoire.

Mon opinion n'a pas de source dans le *chauvinisme*, elle est partagée

par un des esprits les plus éminents de notre époque, le Macchiavel des temps modernes : M. J. Novicow. L'Italie, dit-il, inaugure dans les annales de l'humanité une ère nouvelle, dans laquelle les États seront constitués par le consentement libre de leurs concitoyens. Alors que dans les autres pays on impose le prince au peuple, en Italie — c'est une opposition fort bien mise en lumière par M. Assirelli — le peuple se leva d'abord au nom de la liberté, chassa les maîtres étrangers, puis, par des plébiscites, élut un prince national (1). Nous ne trouvons de fait analogue que chez ce peuple qui ne le cède à aucun autre en fait d'innovations, en France, quand Colbert fit dépendre l'acceptation de son tarif douanier des provinces elles-mêmes, d'où résulta la distinction entre les provinces françaises, nationales et étrangères.

Revenons, sauf à reprendre plus loin cette question, à mes considérations préliminaires sur la méthode, à l'importance des vues d'ensemble en insistant particulièrement sur les faits économiques. Je n'ai pas besoin de rappeler que beaucoup de questions et beaucoup de résolutions qui se sont présentées d'abord avec un caractère essentiellement économique, n'étaient au fond que des questions purement et simplement politiques. La révolution française commencée au Parlement par les nobles sur une question économique et qui trouvait un écho dans le peuple par l'agitation contre les monopoles du blé, prit aussitôt, presque exclusivement, un caractère politique. Hampden refuse de payer l'impôt, c'est l'origine de la révolution anglaise exclusivement politique, contre les Stuarts. De même le soulèvement des États-Unis contre la mère-patrie, l'Angleterre, eut son origine dans un fait économique : il s'agissait d'une question de tarif douanier ; mais le mouvement prit aussitôt un caractère essentiellement politique et quand l'indépendance politique fut reconnue, la dépendance économique demeura ce qu'elle était auparavant. On pourrait citer encore beaucoup d'autres exemples analogues.

Aussi, dans l'étude de la question sicilienne, ne faut-il pas oublier que les faits de l'histoire — comme l'a dit excellemment M. Cognetti de Martiis — et surtout des faits d'une nature aussi variée et aussi complexe qu'un soulèvement politique, se comprennent mal, si on ne les envisage qu'à un seul point de vue ; ils contiennent en eux d'ordinaire

(1) Je remarque en passant que l'opinion de Grotius qui reconnaissait au peuple le droit de se donner un roi est moins violentée par les faits parce que les Italiens ne se sont pas donnés à Victor-Emmanuel II sans condition et qu'entre eux un contrat fut rédigé.

des éléments multiples, unis rationnellement les uns aux autres, et l'attention doit être successivement portée sur chacun d'eux afin d'en reconnaître et d'en définir la nature.

Toutes ces remarques ont trait à la partie négative, à la partie critique. Car, comme le dit M. Bressan (1) « si on a fait du bronze avant de savoir la chimie ; si l'art de la taille des pierres a précédé les solutions théoriques de la géométrie descriptive ; si on a de tout temps plus ou moins guéri les malades sans la biologie et gouverné plus ou moins mal les peuples sans la sociologie » il n'en est pas moins vrai que le bonheur et la prospérité de l'homme sont en raison directe de ses connaissances scientifiques. A tous ceux qui font profession de scepticisme à l'égard des questions théoriques, quelles qu'elles soient, je réponds avec Royer-Collard que « déclarer la théorie une superfluité cela revient à avoir l'audace de dire qu'il n'est pas nécessaire de savoir ce qu'on dit quand on parle ou ce qu'on fait quand on agit ». Comme je l'ai démontré ailleurs (2) le progrès social, soit à l'égard de l'individu soit à l'égard de la société, ne consiste pas en autre chose que dans la satisfaction d'un nombre croissant de besoins, par un travail toujours moindre (3). En d'autres termes, le progrès aurait pour fonction de diminuer constamment le nombre des besoins qui ne sont pas satisfaits et la sociologie qui a, comme l'écrit M. Starcke, pour objet la recherche du bonheur social, ne peut pas se contenter de cette partie négative, constater le mal, mais elle doit indiquer un remède, un idéal social, bien que, injustement ou faussement, on n'en veuille point reconnaître au nom d'un positivisme mal compris.

Chercher à déterminer le mal sans s'efforcer de rechercher un remède possible, c'est un travail presque inutile. Je sais que j'ai la fièvre, mais je ne sais pas que je puis la guérir avec de la quinine ou avec un autre produit pharmaceutique, c'est-à-dire que tout en connaissant mon mal, je ne puis m'en débarrasser parce que je n'en connais pas le remède. Mais alors il n'est vraiment pas utile que je connaisse la nature de mon mal. La science qui étudie la pathologie individuelle est tout aussi bien dans la recherche de la maladie comme dans celle

(1) BRESSAN. *Les trois évolutions*, page 33.

(2) *Le pessimisme et l'école utilitaire*, in « Nuova Rassegna », II^e année, page 643, reproduit en français dans l'« Ermitage ».

(3) C. N. STARCKE, *Samvittghedslivet em fremstilling af principerne for menuskeligt samfundsliv*. Kobenhavn, 1894, pag. 219-228.

de son mode de guérison, et il en est de même de la science qui étudie les maux de la société.

Dans ces deux ordres de recherches, et selon qu'il en sera besoin, je passerai du général au particulier ou inversement ; mais comme je me propose de développer des points de vue essentiellement sociologiques, je m'en tiendrai à des considérations plutôt générales et les événements de Sicile seront pour moi comme une application, un exemple de théories sociologiques, que ne relie pas toujours d'ailleurs un lien logique rigoureux.

Si nous considérons l'augmentation des besoins, même des seuls besoins économiques, qui, devant être satisfaits les premiers et étant moins que les autres susceptibles d'expansion, nous révèlent toute la vie sociale d'un peuple et s'offrent les premiers à l'examen du sociologue, nous serons frappés de la progression dans laquelle ils augmentent. Même sans faire usage des statistiques, on sait que les habitants des villes sont de grands mangeurs en comparaison des habitants des campagnes, et que les campagnards d'aujourd'hui se nourrissent mieux et plus abondamment que leurs ancêtres. Le besoin de bien-être et de confort augmente et suit une marche fatale. Dès qu'un pas est fait en avant, on ne peut plus revenir en arrière. Je ne discute pas ici le fait de savoir s'il est de l'essence du progrès d'accroître les besoins individuels et les besoins sociaux, comme le prétend M. Lewis. Il est certain cependant que le mouvement social moderne est provoqué par ce fait : les classes non possédantes veulent satisfaire un nombre plus considérable de besoins et elles en demandent les moyens à la bourgeoisie. Elle a déjà fait beaucoup de concessions, les salaires d'aujourd'hui, comparés à ceux d'il y a 50 ans, ont considérablement augmenté. Même en Italie de 1850 à 1874, d'après les calculs d'un de nos plus illustres économistes, ils ont augmenté dans la proportion de 15 à 35 (1).

Il en est tout autrement en Sicile et les salaires y sont si bas que même dans les années de crise ils sont aussi faibles que dans les années de prospérité (2). Ce qui a provoqué les troubles récents c'est moins l'augmentation de cette misère que la conscience acquise de cette situation misérable.

Le paysan qui a émigré a senti, en revenant dans sa patrie, que les

(1) *Mulhall*. Dictionary of Statistics, page 579.

(2) *Giornale degli Economisti*. Mai 1894, page 224.

conditions du travail des pays étrangers sont infiniment plus avantageuses que celles de la Sicile et tout le travail des socialistes marxistes a été de faire naître chez les paysans l'idée qu'ils sont dans une condition mauvaise, c'est-à-dire qu'ils ont provoqué chez les paysans la conscience de leur propre misère. Le paysan, ignorant, qui entrevoit la possibilité d'une amélioration de son sort, accepte tous les moyens pour la réaliser, pour jouir d'un plus grand bien-être.

De même ce sont les villes qui offrent le plus de divertissements, le plus de confort, et elles sont par suite une des causes les plus puissantes de concentration de la population.

Cette concentration rend plus difficile la solution de la question sociale. En étudiant la vie des villes, on se rend compte de celle de toute la région dont elles sont le chef-lieu et les maux de la ville sont le reflet, avec des formes différentes, de ceux de la campagne. Si les conditions de celle-ci sont trop bonnes, il y a alors afflux de population vers la campagne, mais la tendance la plus générale est celle de la concentration, ce qui signifie qu'on est moins bien dans les campagnes que dans les villes et qu'il est plus facile dans ces dernières de résoudre le problème de la vie. A parité de conditions on préfère même en général la vie des villes. Considéré à ce point de vue le problème est sociologique, et c'est au sociologue à donner la solution. La natalité, la mortalité, comme l'émigration, l'immigration et l'instruction constituent des données très importantes pour étudier les conditions d'un pays au point de vue social et j'ai, en me servant d'un ouvrage récemment publié par la Direction générale de la statistique (1), dressé pour cette étude le tableau suivant :

(1) *Notizi sulle condizioni demografiche, edilizie ed amministrative di alcune grandi città italiane ed estere nel 1891*. Rome, 1893; *Annuario statistico italiano* pour 1892.

VILLES	Population à l'intérieur de la commune (Chiffres absolus)		Quotient de natalité et de mortalité dans la période 1882-91 pour la population stable et flottante		Augmentation annuelle de la population résultant de la supériorité des naissances sur les décès	Emigration et immigration (sans les garnisons)		Augmentation totale de la population Naissances et immigration	Illotrés de 6 ans et au-dessus pour 1000 habitants en 1881	Conjoints n'ayant pas pu signer leur acte de mariage en 1891	
	1881	1891	Natalité	Mortalité		Immigrés du 1 ^{er} janvier 1882 au 31 déc. 1891	Emigrés du 1 ^{er} janvier 1882 au 31 déc. 1891				Augmentation totale de l'im- migration sur l'émigration
Rome.....	300.467	436.179	29.51	25.58	9.20	432.414	20.507	35.96	45.16	334	182
Naples.....	494.314	518.110	33.58	30.08	2.80	417.415	10.022	2.01	4.81	546	361
Milan.....	321.839	424.195	32.72	28.06	4.02	118.814	31.356	27.78	31.80	196	64
Turin.....	252.832	331.180	29.44	27.17	6.40	93.298	35.532	24.58	30.98	149	56
Palermo.....	244.991	272.039	35.21	25.27	10.50	1.793	1.992	0.54	11.04	604	366
Gênes.....	179.515	211.355	28.17	25.64	3.59	50.921	26.952	14.15	17.74	292	105
Florence.....	169.001	198.407	29.13	26.47	3.31	49.976	29.584	14.00	17.40	312	149
Venise.....	132.826	146.415	30.13	30.89	—0.76	26.461	15.490	9.37	8.61	358	202
Bologne.....	123.274 ²	143.471	26.80	28.01	0.67	84.239	65.334	15.71	16.38	330	177
Catane.....	100.417	117.519	40.00	30.49	10.32	8.006	1.724	6.71	17.03	708	532

Ce tableau est très éloquent parce que si les renseignements ne portent que sur un nombre très limité de villes, et si deux seulement appartiennent à la Sicile, comme elles ont été choisies sans idées préconçues, mais d'après l'importance de la population, elles reflètent parfaitement les conditions générales de l'île.

On pourrait croire que le grenier de Rome, la Sicile, mérite toujours le nom de conque d'or, puisque ce sont Catane et Palerme qui donnent le plus grand nombre de naissances. Or, c'est le contraire qui est vrai. Catane ne le cède à aucune autre ville en fait de mortalité et elle occupe même le premier rang pour la mortalité causée par les maladies infectieuses qui, dans la période 1882-1891, ont occasionné par 1,000 habitants la mort de 7,03 individus, alors qu'il n'en meurt à Rome que 6,84; à Naples 4,72; à Milan 6,46; à Turin 5,62; à Palerme 5,39; à Gênes 4,39; à Florence 6,08; à Venise 6,27; à Bologne 5,41. Un grand nombre de maladies infectieuses, cela suppose que l'hygiène publique est fort négligée, que les maisons sont malsaines, etc.

Le mouvement de la population qui donne le mieux l'état économique d'un pays est celui de l'immigration et de l'émigration à l'extérieur et à l'intérieur. Or, tandis que Palerme, quand on fait abstraction de l'augmentation de la garnison, est la seule des villes considérées qui présente une certaine augmentation de l'émigration sur l'immigration, Catane vient immédiatement après avec une immigration un peu supérieure à l'émigration; et cette supériorité serait encore plus faible si l'on tenait compte de l'augmentation de la garnison qui a été doublée dans la période de temps considérée. De cela il résulte que Palerme et Catane qui ont une natalité plus forte que les huit autres villes, n'en retirent aucun avantage par suite de leur plus grande mortalité et de plus la différence de l'immigration sur l'émigration ne leur sert de rien; Catane, en effet, si nous nous plaçons au point de vue de l'augmentation totale de la population, vient après Rome, Milan, Turin, Gênes, Florence, et Palerme vient même après Bologne ne laissant après elle que Venise et Naples qui, probablement, ont atteint le degré de saturation de la population.

Il semble, en effet, que cette prodigieuse natalité de Catane et de Palerme n'est pas due à une grande prospérité économique, mais à l'imprévoyance que justifie seule l'extrême ignorance de ces populations, comme cela résulte des statistiques que j'ai données ci-dessus. Les principes de Malthus s'appliquent ici dans toute leur brutalité.

Je me dispense de donner d'autres statistiques qui démontreraient de la façon la plus évidente que la natalité plus grande de Catane et

de Palerme est fournie par les quartiers les plus pauvres où d'ailleurs sévissent avec le plus d'intensité les maladies infectieuses. Les deux villes ne font du reste que refléter les conditions de cette région toute entière, et l'on pourrait conclure que les régions qui ont un quotient élevé de natalité sont aussi celles où la population est la plus pauvre et la plus ignorante. En effet, si nous comparons la richesse de chaque région avec sa population, et si nous faisons, pour toute l'Italie, les fortunes privées égales à 100, nous aurons, en chiffres ronds, par habitant : Piémont et Ligurie, 16 0/0; Lombardie, 14; Latium, 13; Toscane, 12; Emilie, 10; Vénétie, 9; la province de Naples, 7 1/2; les Marches et l'Ombrie, 7; la Sicile, 6 1/2; la Sardaigne, 5 (1).

C'est une constatation douloureuse, mais il faut reconnaître que la misère italienne augmente à mesure que du Nord on descend vers le Sud.

Au Nord se trouvent les grands centres industriels et l'immigration est très considérable à Gênes, à Turin, à Milan : quand le paysan trouve sa condition mauvaise, il émigre dans les villes pour se faire ouvrier. Au Sud, au contraire, quand sa situation est mauvaise, ou bien il se résigne ou bien il émigre. Il ne peut se rendre dans les villes où sa condition serait peut-être plus mauvaise encore ; c'est ainsi que nous avons constaté à Palerme ce phénomène étrange pour une grande ville, une petite diminution de population.

L'émigration italienne qui déjà en 1876 dépassait 100,000, en dix ans, en 1887, était doublée ; elle atteignait le chiffre de 215,665 en 1889 et s'élève jusqu'à 293,631 en 1891, qui se répartissent en 175,520 pour l'émigration permanente et 118,111 pour l'émigration temporaire, dont l'augmentation par rapport à la première ne se fait que très lentement. En 1892, nous constatons une diminution assez forte, et l'émigration ne monte qu'à 223,667; la distinction entre les deux émigrations nous permet de constater que la diminution est due tout entière à l'émigration permanente qui est descendue à 117,369. En 1893, nous passons de nouveau à 246,286. Si nous ne considérons que l'émigration sicilienne, son augmentation est continue ; en voici le détail :

(1) PANTALEONI. *Dell' amontare probabile delle ricchezza privata in Italia* in « Giornale degli Economisti ». Août 1890, page 168.

ANNÉES	PERMANENTE		TEMPORAIRE	
	Sicile	Royaume	Sicile	Royaume
1876	207	49.756	1.021	89.012
1881	939	41.607	204	94.225
1882	2.261	65.748	954	95.814
1887	4.148	127.748	505	87.917
1888	5.576	185.993	1.439	94.743
1892	7.432	107.369	4.480	116.298
entier				
1892	3.649	49.805	2.577	86.886
1 ^{er} semestre				
1893	4.811	78.834	3.790	93.015
1 ^{er} semestre				
Différence du 1 ^{er} semestre 1893 sur le 1 ^{er} semestre 1892	+ 1.162	+ 29.029	+ 1.213	+ 6.121

De ce tableau, il résulte que l'émigration sicilienne, de 1876 à 1893, a sextuplé par rapport à celle du royaume (1). Or, on ne peut pas dire pour l'Italie que l'émigration est une soupape de sûreté. En Italie, nous n'avons pas d'hyperpopulation. Je comprends que l'Angleterre, avec une population beaucoup plus dense que la nôtre et qui s'est accrue de 1871 à 1880 de 140 personnes par chaque 10,000 habitants, perde 8 individus par l'émigration, mais je ne comprends pas pourquoi l'Italie, qui de 1871 à 1880 n'a qu'une augmentation de 72 par 10,000 habitants, en perd 18 par l'émigration ! L'émigration italienne est, pour ainsi dire, pathologique : dans certaines régions il y a eu dépeuplement complet, comme, par exemple, pour certaines petites localités de la Vénétie, de la province de Bergame, etc. C'est, si nous pouvons nous servir d'une métaphore, une fuite de vapeur, une force qui se perd, que nous ne savons pas utiliser, mais qui nous serait nécessaire.

L'émigration qui est arrivée au point de saturation en Lombardie, Ligurie et Vénétie, etc., qui les premières formèrent le plus fort appoint à l'émigration, tend d'une façon continue à augmenter vers le sud, où

(1) *Statistica dell' emigrazione italiana nel 1892* in « *Gazetta ufficiale* » du 18 novembre 1893, n° 272.

jusqu'ici elle n'a pas atteint un grand développement, soit par suite du peu d'intelligence de la population, soit parce que les agents des compagnies de transport n'ont pas su organiser la propagande.

La tendance actuelle de l'émigration italienne est d'augmenter là où la culture extensive est plus développée, comme en Calabre et en Sicile. Ce qui signifie que si, jusqu'ici, dans ces régions on n'avait pas des récoltes abondantes par suite du manque de capitaux, bientôt le capital et le travail feront défaut à la fois. Je ne suis pas un adversaire de l'émigration, mais je le suis quand elle est le produit de causes pathologiques. L'émigration au lieu de résoudre le problème sicilien ne fera que l'aggraver, et sa solution économique, tout au moins, sera rendue plus difficile. C'est ainsi que les conditions de la Sardaigne sont très misérables, plus encore que celles de la Sicile, mais il semble évident à tous qu'il y a impossibilité de les améliorer radicalement parce que non seulement les capitaux font défaut, mais la population elle aussi est insuffisante.

Considérée à ce point de vue la question silicienne est digne de la plus grande attention. Il ne faut pas oublier que les lois anti-libérales sont insuffisantes pour empêcher le mouvement d'expatriation; pour qu'un individu reste dans son pays, il faut qu'il y trouve une situation convenable, sinon il saura toujours échapper au gendarme.

. . .

C'est une thèse fort discutable que les événements de Sicile ne sont qu'une simple manifestation du mouvement social international. Ceux qui la soutiennent oublient que tous les mouvements populaires, à tous les moments de l'histoire, se ressemblent beaucoup dans leurs caractères extérieurs. C'est ainsi qu'on a prétendu trouver une ressemblance étroite entre les mouvements populaires d'Angleterre, de France, d'Italie et des Flandres au ^{xiv}^e siècle et ceux qui ont lieu de nos jours dans les différents États de l'Europe et en Amérique. C'est dans leur cause première, dans leur essence qu'on peut trouver des différences. Malgré l'opinion contraire de quelques socialistes, je suis d'accord, en effet, avec l'illustre sociologue M. Novicow et avec M. Pinna-Ferrà, pour admettre que le socialisme a deux programmes : un programme politique et un programme économique, bien qu'ils soient incompatibles, parce que, comme le démontre excellemment M. Lacy : « Justice is the very antithesis of liberty and it is an absolute impossibility for the two to exist side by side » (1).

(1) *Liberty and Law*, London, 1888.

Si les manifestations socialistes dans le domaine économique ont le caractère de généralité, d'universalité propre à ce *fait*, les manifestations politiques ont, au contraire, un caractère plus individuel, plus spécial, plus particulier. Je ne veux pas envisager dans tous ses détails la question au point de vue économique, mais, pour compléter ce que j'ai dit ci-dessus, je veux faire remarquer que même dans leurs causes et dans leurs manifestations économiques, les événements de Sicile ont un caractère d'individualité assez net.

On trouve très fréquemment en Sicile ce qu'on pourrait appeler un latifundium; j'entends par là, comme M. le sénateur Gacini, des terrains immenses, presque complètement privés de maisons de paysans et qui fournissent un revenu élevé par le seul fait de leur extension. En Sicile, l'étendue moyenne des propriétés s'élevait en 1871 à 96 ares, tandis qu'elle n'était que de 8 ares dans les États pontificaux, de 11 en Lombardie, de 14 en Piémont, et que Naples y compris les Pouilles, la Basilicate, la Calabre n'arrivait qu'à 42 ares.

Le contraste est criant quand on pense à la population dense qui pourrait y trouver les moyens de vivre. La Sicile, en effet, au 31 décembre 1892, avait une densité de population de 131 habitants par kilomètre carré; or, de toutes les régions italiennes, nous ne trouvons une population plus dense qu'en Campanie (189), en Ligurie (182) et en Lombardie (163), c'est-à-dire dans des pays où la culture intensive est très avancée (1). La dissonance qu'il y a, en Sicile, entre la population et le système de culture est très grande. On sait que c'est en Italie une théorie en vogue de prétendre que c'est l'accroissement de la population qui pousse à l'emploi des méthodes productives et des formes toujours plus économiques et efficaces pour lutter contre la résistance croissante de la nature (ces progrès étant toujours précédés de longues périodes de décomposition) (2). Ce problème n'intéresse pas seulement l'économiste, il préoccupe aussi le sociologue, et l'on a appelé le territoire et la population les deux éléments irréductibles de la société (De Greef).

Il est probable que l'agitation sicilienne actuelle est due en partie à cette décomposition sociale qui est nécessaire pour passer à une forme de culture plus avancée. Je ne partage pas l'opinion de ceux qui croient qu'il faut supprimer d'un trait et les contrats agraires et les

(1) *Annuario statistico italiano per il 1892*, page 39.

(2) LORIA. *Analisi della proprietà capitalistica*, vol. II.

latifundia, cependant je sais que ceux-là sont aussi dans l'erreur qui affirment que la forme des contrats agraires est tout à fait étrangère aux troubles survenus en Sicile, comme y sont aussi étrangères, et la constitution de la propriété foncière et la grande culture extensive (1). On prétend que le latifundium a tant d'effets et une influence si grande, et il est si profondément enraciné qu'on en arrive à soutenir avec Baer que la révolution française n'a eu aucun effet bienfaisant. Le mal est aussi considérablement aggravé par le grand nombre d'expropriations des petites propriétés faites par l'Etat pour nos paiements d'impôts, et alors que les expropriations s'élevaient de 1872 à 1882 à 13,713, de 1883 à 1893 elles atteignent 17,000 dans la seule province de Callanissetta.

La terre, on le sait, est plus attirante encore que l'eau ; peu importe que les poètes n'aient pas parlé de la fascination qu'elle exerce aussi souvent que des périls attrayants de celle-ci. Michelet écrit qu'elle n'est pas moins forte et qu'elle a été remarquée depuis longtemps. Or, si l'eau limpide a une attraction indéfinie, l'eau limoneuse et putride inspire répulsion et dégoût ; et la métaphore est juste, le latifundium c'est l'eau limoneuse et putride.

La propriété est morcelée dans quelques-unes des parties de la province de Syracuse, le bord de la mer de Mazzara à Trapani, à Castellamare, la Conque d'Or, les terres de Palerme à Aleano, quelques-unes des vallées de la Sicile et plus encore les bords pittoresques de l'Etna,

Wo die Citronen blühen

Im dunkeln Laub die Goldorangen glühn

dans toutes ces régions la population est clairsemée dans les campagnes (2). Dans la plus grande partie des provinces de Trapani et de Palerme, dans une grande partie de Syracuse, dans les arrondissements de Nicosia, Caltagirone et Mistretta, etc., le latifundium domine et les campagnes sont relativement dépeuplées. Plus que partout ailleurs, la condition des ouvriers, agglomérés dans les villages et les villes où l'autorité administrative les écrase sous le poids d'impôts énormes, est très misérable. Je ne puis insister suffisamment ici sur l'influence qu'exerce cet état de choses sur toute la société sicilienne ; il me suffira de faire remarquer avec MM. Sidney Sonnino, Léopold

(1) *Giornale degli Economisti*, février 1894, page 141.

(2) MARQUIS DE S. GIULANO. — *Le condizioni presenti della Sicilia*, 2^e édit.

Franchetti et le marquis de San Giuliano, que tout l'arrangement de la société sicilienne est nécessairement déterminé par l'organisation de la propriété rurale et par l'agriculture qui est la ressource unique du pays.

Contre le latifundium il y a d'autres raisons plus graves et de plus de valeur. En effet, les théories basées sur les droits naturels sont maintenant mises de côté, et l'époque actuelle est caractérisée par un matérialisme économique essentiellement utilitaire, et la propriété elle aussi est justifiée par ces théories. On accepte la propriété individuelle par cette seule raison que, soit individuellement, soit socialement, elle rend plus de services (Mill, Leroy-Beaulieu, Passy, etc.).

Stuart Mill, alors qu'il était individualiste convaincu, écrivait déjà : « aucun homme n'a fait la terre; elle est donc l'héritage primitif de tout le genre humain, the original inheritance of all Mankind ». Par conséquent, dit M. Fouillée, la terre ne peut pas être appropriée par un individu parce qu'elle n'est pas le produit de son travail, et ce n'est que par des raisons d'utilité générale qu'on peut justifier la possession individuelle et exclusive du sol. La rente, considérée en elle-même, ne peut pas se justifier. Aussi, d'après moi, M. Rogers a raison d'écrire que « an ideal state of society is one in which there is no rent of all, in which land is so fertile and so abundant in its produce that the price which the produce commands would be only sufficient to pay interest, recoup outlay and secure wages. Rent is of no interest whatever to any one but the landowner. If it were extinguished by natural causes, no one but he need lament » (1). De là il faut conclure avec St. Mill « que si la propriété privée de la terre n'est pas utile, elle est injuste ».

Cette théorie suffit pour déclarer injustes, tout au moins en partie, les revendications de ceux qui demandent une répartition plus équitable de la production moderne par ce fait qu'ils n'ont pas contribué à l'accroître. En effet, les masses, l'ensemble des ouvriers manuels, et ce ne sont pas seulement les pessimistes qui l'affirment, n'a presque pas progressé, car la force musculaire n'est pas plus puissante qu'elle ne l'était autrefois, et l'habileté musculaire n'est pas plus grande. Si la production moderne est de beaucoup supérieure à celle d'il y a deux ou trois siècles, c'est le résultat des inventions, de la direction

(1) *The Economic Interpretation of history*, page 167.

des classes supérieures. Cette petite minorité produit toute cette partie de la rente nationale que la majorité ne pourrait pas produire sans le secours des « facultés rares » des premières. Ce sont donc ces classes intelligentes qui doivent jouir de cette augmentation de la production. Mais quand ces classes, qui devraient être dirigeantes, restent inactives, comme dans l'exemple que nous fournissent les latifundia par suite de leur système de culture, — alors le droit de propriété individuelle ne se justifie plus, parce qu'il cesse d'être utile et qu'il produit peut-être moins qu'un système communiste. A plus forte raison, on ne peut pas justifier le taux élevé de la rente parce que, si nous en cherchons les causes, nous verrons qu'il ne dépend pas du travail de ces classes.

Il y a eu, dans ces derniers mois, une agitation agraire dans le sens protectionniste. On a augmenté l'impôt sur les céréales et comme, par suite d'un phénomène économique fort simple, on a obtenu un résultat contraire à celui qu'on désirait, on a demandé avec plus d'insistance le relèvement des tarifs d'importation. Les propriétaires fonciers ne veulent pas se donner la peine de se livrer à une culture intensive et ils cherchent à tirer quelques avantages grâce à la protection.

La statistique que je reproduis ci-dessous démontre surabondamment qu'ils ne veulent pas d'une culture intensive.

PRODUITS	Italie	Grande Bretagne	France	Hollande	Belgique	Irlande	Saxe	Norwège
Froment.....	41.07	26	45	21.6	24 3	24.3	20	20
Avoine.....	45.63	40	22.1	38.2	38.2	37	40.1	—
Orge.....	41.40	34	18.1	37	37	30.6	28.7	26
Seigle.....	41.39	30	13.8	16.7	16.7	22.1	22.9	21

L'Angleterre et la Norwège ont une production deux fois plus grande que la production italienne! Ce serait une thèse fausse que de soutenir que le sol italien est épuisé. En tous cas, les principes agraires de Schubart, perfectionnés par Thaer et par Liebig, qui ont produit de si bons résultats dans les autres pays, pourraient aussi

être pratiqués en Italie (1). Il est certain que, quoiqu'il semble que nous sommes restés stationnaires, en réalité il y a régression, car toute régression est relative et elle résulte de la comparaison avec les autres pays. De là suit que en n'introduisant pas les machines en Sicile, certaines industries ont disparu : c'est ainsi qu'a disparu à Catane, par exemple, l'industrie du tissage de la soie et du coton très développée autrefois et qui employait jusqu'à 15 à 20 mille personnes. C'est ce qui arrive petit à petit pour toutes les industries et même pour l'agriculture. Les propriétaires des grands domaines, dit fort bien M. de Lestrade (2), ont vu diminuer leurs revenus soit parce que, alors que tout progressait autour d'eux, ils sont restés stationnaires, soit par suite de la baisse du prix du blé et de la disparition de leurs vignobles.

Tous ces agrariens qui ne veulent pas se donner la peine de faire de la culture intensive, veulent néanmoins en avoir les avantages, et ils essayent de les obtenir par le protectionnisme, qui ici, comme partout ailleurs, n'est pas autre chose qu'un vol. Les propriétaires ne font pas produire à la terre ce qu'elle pourrait donner *par une culture intensive* et c'est là une obligation qu'ils ont envers la société qui a droit à retirer la plus grande utilité possible de ces propriétés. En mettant un impôt sur le blé, on augmente le prix du pain. Les protectionnistes ne font donc pas autre chose que mettre la main dans la poche des autres, et si, pour les y autoriser, il n'y avait pas une loi, ils seraient considérés comme des voleurs. Comment un acte, qui en soi est répréhensible, peut-il cesser de l'être parce qu'il a reçu une consécration légale ?

Un député au Parlement français, M. Naquet, a démontré que le protectionnisme ne peut être justifié qu'avec les arguments qu'on met en avant pour justifier le droit au travail ou des théories analogues. Quand les ouvriers français veulent chasser les ouvriers étrangers, ils ont raison en logique. Les agrariens demandent qu'on protège leurs produits en chassant le produit étranger, l'ouvrier raisonne de la même façon, il demande qu'on protège son produit — le travail.

(1) Ce qui est chez nous plus nécessaire encore que l'engrais, c'est l'eau, l'*humus*. L'irrégularité des pluies fait que les récoltes sont toujours problématique, (SCELSI, *Statistica generale per le Capitanate*. Lo Rê, *La tutela del grano pugliese*, page 10).

(2) *Journal des Économistes*, 1894.

Les protectionnistes, il est vrai, prétendent qu'ils n'y mettent aucun parti pris, mais qu'ils veulent seulement réagir contre la situation qui leur est faite par les pays étrangers ; mais cet argument est sans valeur. Soit un propriétaire de vignobles siciliens ; depuis 1887, c'est-à-dire depuis la rupture du traité de commerce avec la France, il perd 3,000 fr. par an. Supposons que, par représaille, il obtienne un droit très élevé sur les soies manufacturées, sur les articles de Paris, etc. Il n'y a pas là une compensation pour ses 3,000 fr. perdus. Il sera obligé, au contraire, de dépenser davantage par suite des droits protecteurs, pour acheter les articles de Paris, les soieries de Lyon, etc. ; il a en un mot, accru sa perte. Adam Smith, d'ailleurs, a depuis longtemps démontré l'impuissance des représailles pour annuler l'effet du système prohibitif adopté par d'autres pays.

Le prétendu développement de l'industrie nationale est un argument aussi faux : en Italie, chaque fois qu'on augmente les droits sur le blé, l'importation diminue. L'importation du blé s'élevait, en 1862, à 209,000 hectolitres ; en 1882 elle atteignait 962,000, et depuis onze ans, elle n'est plus que de 5,000 quintaux. Et nous savons que les résultats ont été les mêmes pour tous les autres produits protégés.

D'ailleurs, la classe des producteurs est restreinte et les intérêts de la masse sont ceux des consommateurs. Enfin, comme l'a fort bien démontré M. Pantaleoni, il est inexact de prétendre qu'une nation peut disparaître par insuffisance de la production : cela pourrait tout au plus arriver pour de toute petites localités.

Le protectionnisme agraire crée pour une classe très limitée une situation de faveur. Et quels droits y a-t-elle ? Celui de se soustraire à son devoir, en ne perfectionnant pas ses procédés de culture, et cette classe commet une fraude nouvelle en exigeant que le gouvernement la protège contre les blés étrangers. Le gouvernement y perd lui aussi, et l'*Economist*, dans un de ses derniers numéros, voit dans le protectionnisme inauguré avec les tarifs de 1892 la cause la plus importante de la faiblesse actuelle du gouvernement espagnol. On pourrait en dire autant pour l'Italie.

En Italie la question économique est une question de production plutôt que de distribution. Ce qui nous affaiblit ce n'est pas la mauvaise distribution — qui ne vient qu'en second — mais la mauvaise production.

À côté des latifundia il y a une abondante population inoccupée, qui, sous la pression de la misère, émigre soit temporairement soit pour toujours. Or ceux qui se dirigent vers les pays voisins comme ceux

qui vont dans les deux Amériques, se caractérisent par une très grande activité. Le paysan italien est vu d'un mauvais œil en Allemagne, en France, en Suisse, dans l'Amérique du Nord comme dans l'Amérique du Sud, parce qu'il travaille trop pour de faibles salaires. Il est donc capable de travailler et quand il fait grève, en Italie, ce n'est pas pour demander une meilleure distribution, c'est-à-dire une augmentation de salaire, mais il réclame toujours une meilleure production, c'est-à-dire du travail.

Lorsque les propriétaires fonciers d'une grande partie de l'Italie ne remplissent pas leurs obligations, je me demande comment on peut justifier le droit de propriété individuelle, si on ne fait pas appel au droit du plus fort. Mais la force brutale ne peut pas se justifier et si l'état de siège a *réussi une fois* à rétablir l'ordre, l'histoire nous démontre que la force du nombre des masses finit toujours par avoir le dessus. Les propriétaires ont fait appel à l'armée et l'ordre a été rétabli. C'est une force morale qui maintient unis et sans volonté des individus si différents entre eux, mais cette force morale est utilitaire et elle n'est qu'un écho de la nation entière : elle n'est pas difficilement en conflit avec elle, et elle ne l'est d'ailleurs que temporairement. C'est ainsi que l'empereur de Russie tient sous sa domination 125 millions de personnes ; la force musculaire d'un homme étant de 6 kilos par seconde, les hommes adultes de l'empire de Russie disposent d'une force de 249 millions de kilos par seconde. La puissance musculaire de l'empereur de Russie est à peine égale à la 40 millionnième partie de celle de ses sujets : une goutte d'eau dans l'Océan. Si l'empereur de Russie est obéi ce n'est pas à cause de sa force musculaire, mais pour des raisons d'ordre mental, parce que la majorité de ses sujets est convaincue de la supériorité de la monarchie absolue pour leur pays et c'est ainsi que cette forme de gouvernement persiste. Si l'opinion de la majorité était contraire, l'empereur n'aurait plus qu'à se démettre. Le souverain qui aujourd'hui voudrait s'imposer en invoquant la volonté de Dieu n'y réussirait guère, parce que dès que la pensée commence à procéder logiquement elle entre en lutte avec les données traditionnelles de la religion et celle-ci perd, même à l'égard des masses, la force irrésistible qu'elle a eue pendant des siècles (1).

(1) LANGE. *Histoire du Matérialisme*, vol. I, page 2. Chez les peuples mûrs pour la liberté ce caractère religieux ne donnait jamais au roi une puissance despotique (BAGEHOT. *Les lois scientifiques*, etc., page 359). Les échecs continuels de la papauté ont contribué à diminuer, dans ce domaine, le caractère de la

Les masses populaires se disent ensuite que si l'empereur ou le roi n'est pas institué par Dieu, il en est de même des nobles et de toutes les classes riches. Ceux-ci ne peuvent plus se défendre avec l'arme, autrefois puissante, de la justice divine et font appel à un autre moyen de défense qui n'a pas beaucoup plus de force, parce que — je n'en doute pas le moins du monde — tôt ou tard la force brutale est anéantie par la force intellectuelle. Quand les masses se seront convaincues que ce n'est qu'une question de nombre, elles ne douteront plus de leur victoire prochaine. Qui donc, en effet, ne saurait administrer mal et produire de même? — Quelle supériorité a donc l'ignorant propriétaire des latifundia sur la masse populaire qui reçoit aujourd'hui une instruction élémentaire? Or nous savons qu'à un certain moment ce qui décide c'est la force brutale du nombre. La Suisse nous en a donné un exemple récent. 52,000 personnes ont demandé l'introduction dans la constitution du *droit au travail*, mais le *referendum* l'a repoussé par 293,000 voix contre 75,000. Si la majorité avait été intervertie on aurait eu en Suisse le *droit au travail*, comme plus tard on pourra, de la même façon, introduire n'importe quelle autre institution et aussi bien l'abolition de la propriété privée.

Le droit de pétition et d'initiative populaire n'existant pas en Italie, les mêmes faits ne peuvent peut-être pas s'y produire. Mais cela équivaldrait à prétendre, comme disait Montesquieu « qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les lois positives, c'est-à-dire qu'avant qu'on eût tracé de cercle tous les rayons n'étaient pas égaux (1) ».

Il est facile de voir que, chez nous comme en Suisse, c'est la force du nombre qui commande, quand elle n'est plus contenue par la force intellectuelle. Petit à petit les masses se pénétreront de l'idée que le droit c'est la force; et quand ce n'est ni la force intellectuelle ni la force morale c'est la force numérique. Le droit c'est la force qui devient, disent les socialistes. On inculque aussi au peuple cette idée que les plus illustres théoriciens du droit sont d'accord sur ce point. C'est ainsi que Ihering, un des plus célèbres romanistes de notre temps, qui n'a pu se débarrasser qu'en partie des prétendus droits naturels remis en honneur

puissance divine. C'est ainsi que le concile du 18 juillet 1870 déclarait que le pape était infaillible, et le 20 septembre l'armée italienne lui enlevait Rome, le dernier débris de l'état pontifical, et le 2 octobre un plébiscite populaire lui déniait toute souveraineté.

(1) *Esprit des lois*, page 4.

par l'absolutisme allemand, déclare que « la notion du droit est purement pratique, car elle renferme en elle les antithèses du but et du moyen. Le but du droit est la paix, et le moyen du droit pour assurer la paix est le combat, la guerre, la Force. Tout droit dans le monde n'a été conquis qu'à l'aide du combat, car la notion du droit n'est pas une conception logique, *c'est une conception pure de force*, et la vie légale dans son ensemble offre le même spectacle d'activité et de combat que la vie économique et intellectuelle ». Je ne parle pas des déclamations plus ou moins vides de ceux qu'on a appelés les socialistes juridiques et dont le plus illustre représentant est M. Menger; c'est une école qui a beaucoup de disciples en Italie et qui va de MM. Salvioli, Vadalà-Papale, Tortori à MM. Cimbali, Piccione, Gianturco etc., etc.

D'ailleurs l'Italie avec sa constitution contractuelle, réalise l'hypothèse de Hobbes qui s'appuyait sur la forme contractuelle pour transformer le droit du plus fort en droit du plus grand nombre.

Le matérialisme économique fait de tels progrès de nos jours que le principe que l'humanité et l'individu sont leur propre fin pénètre dans tous les esprits et même dans les classes populaires. On comprend, en effet, et c'est ce qu'ont essayé de démontrer les philosophes français du XVIII^e siècle, que l'individu et l'humanité doivent tendre *consciemment, volontairement* à leur plus grand bien. Je n'accorde pas à Minghetti que même dans les masses populaires au-dessus de leur propre intérêt particulier il y ait une morale absolue (1). On finit petit à petit, par faire, avec Rousseau et Diderot, de la volonté de la majorité numérique la base du droit (2).

Pour conclure sur ce point, je pense que le droit de propriété privée qui désormais doit trouver sa justification dans les principes de l'hédonisme social, ne trouve dans ceux-ci aucun appui quand la propriété est soumise à la culture extensive. La culture extensive ne justifie pas les profits des propriétaires, car ils ne sont dus qu'aux dons naturels du sol qui appartiennent à tous. La faute en remonte au gouvernement qui, en accordant des droits protecteurs, vicie le développement libre du fait économique et le transforme en fait politique. Si les propriétaires fonciers n'avaient pas la protection politique, ils seraient forcés

(1) *Des rapports*, etc., page 190-191.

(2) Les agriculteurs étaient en 1881 au nombre de 9 169,000, et les propriétaires de 1,265,000; mais cette statistique est peu précise car elle n'indique aucune profession pour 8,500,000 qui sont probablement occupés aux travaux agricoles.

d'améliorer leur culture. Ces agrariens que le gouvernement appuie et protège ne forment cependant qu'une minorité et ils jouent bien facilement avec la flamme qui tôt ou tard les consumera. Ils jouent avec la force brutale du nombre alors qu'ils sont la minorité, car ils ne doivent pas compter sur la force militaire qui est éminemment instable. Ceux qui voient, comme M. de San Giuliano, ancien membre du ministère Giolitti et les propriétaires siciliens qui se sont récemment réunis à Palerme, dans l'augmentation des garnisons un remède à la question sicilienne, ne se rendent pas un compte exact de la force de la société moderne et de celle de l'armée. Malheur au pouvoir qui s'appuie sur celle-ci ! — C'est ce qu'avait déjà compris Macchiavel : « au commencement on donne le pouvoir au plus fort et au plus courageux », plus tard « au plus sage et au plus juste ». C'est la base aussi de la conception sociologique de M. Spencer qui oppose à la force brutale de l'état militaire la cohésion des intérêts dans l'état industriel. La force militaire caractérise les sociétés primitives, barbares, dans lesquelles le pouvoir est conféré à la force brutale et change continuellement.

L'organisation militaire de Rome, surtout depuis Sylla, nous explique le pouvoir mal assuré des empereurs. Dans les républiques de l'Amérique du Sud, les *pronunciamentos* sont endémiques. C'est ainsi que fut de courte durée le pouvoir de Cromwell, de Bonaparte, de Napoléon III, de Garibaldi, des princes et des rois des petits Etats italiens qui n'étaient pas autre chose que des chefs de bandes militaires qui avaient fait la conquête d'un gouvernement.

Je pense que si les grands propriétaires siciliens comprennent leurs véritables intérêts, ils se livreront d'eux-mêmes à la culture intensive, que la loi ne peut imposer et qui exige des capitaux, et qu'ils diviseront leurs propriétés.

Nous avons aujourd'hui une autre force sociale très puissante, c'est l'opinion publique. Quand elle s'éveille, elle agit puissamment et sans retard sur la *masse populaire*. Celle-ci est constituée par un groupement matériel, physique, comme le dit M. Majorana (1), de beaucoup de citoyens, qui d'une façon directe et purement dynamique, exercent leur influence sur le gouvernement de l'Etat. Cette influence s'exerce par des manifestations, d'abord, puis par la résistance, enfin et surtout par les révolutions (2). Leur caractère juridique est discutable,

(1) *Teoria sociologica della costituzione politica*, p. 160.

(2) Mais comment ne pas justifier jusqu'à un certain point la révolte et la révolution ? C'est ainsi qu'en Sicile n'ont servi à rien ni les autorités locales,

mais il y là certainement un fait de la plus grande importance, que le sociologue ne peut pas laisser de côté. La révolution a pour but principal de renverser le gouvernement établi, mais elle se borne à préparer l'instauration d'un nouveau gouvernement. Les multitudes ne sont pas capables de construire, elles ne savent que démolir.

Il nous faut pour un moment faire abstraction du mouvement socialiste et du mouvement anarchiste et considérer la révolution en elle-même.

Je ne m'arrête pas aux théories ultra-anarchistes que proclamait Marat il y a un siècle et qui sont encore aujourd'hui celles de Ravachol, Vaillant, Caserio. Marat déclarait que « des besoins seuls découlent tous les droits de l'homme. Quand quelqu'un est dénué de tout, ajouta-t-il, il a le droit de prendre à un autre son superflu., que dis-je, son superflu !, .. son nécessaire; et plutôt que de mourir de faim il a le droit de l'égorger et de dévorer ses chairs palpitantes. Pour vivre l'homme a le droit d'abuser de la propriété, de la liberté, de la vie de ses semblables. Pour se soustraire à l'oppression, il a le droit d'opprimer, de massacrer. » Ce sont là des cas de pathologie individuelle et elles ne rentrent pas dans les études du sociologue. Elles sont l'objet de l'anthropologie criminelle.

Les anarchistes qui se proposent de réaliser ces fins en commettant les crimes les plus horribles, ne sont pas des ennemis d'un État plutôt que d'un autre, ce sont des ennemis de la société, de l'humanité. M. Crispi a dit avec raison, à l'occasion de la mort de M. Carnot, Président de la République Française : que les anarchistes n'ont pas de patrie, qu'ils n'appartiennent à aucun état, qu'ils sont hors de la société.

Si l'homme n'est pas lié à une forme d'État déterminée, il est cependant un « animal social ». Comme l'écrivait Gneist, la société humaine n'a pas pour origine unique un acte volontaire, elle est un produit organique de la nécessité et de l'instinct. La volonté des associés peut changer les conditions de l'association, mieux établir les rapports individuels, mais elle ne peut pas détruire la société ni en changer les

ni les différentes enquêtes, ni trente ans de liberté de la presse, ni la tribune parlementaire, pas même l'extension du suffrage. Le gouvernement n'a rien vu et n'a rien essayé ; il se borna à empêcher toute initiative privée; et il fallut l'insurrection armée pour voir qu'on n'avait rien compris aux maux qui frappaient la Sicile et que tout est à faire. (V. ASSOCIAZIONE PER LA LIBERTA ECONOMICA. — *Il decentramento amministrativo*, 1894, p. 6.)

conditions essentielles (1). C'est donc une pure rêverie anarchiste que de vouloir délivrer l'homme de la société, et celle-ci a le droit de se défendre.

Il faut distinguer, comme le faisait déjà Bluntschli en 1882, le crime politique et le crime social. Le crime politique jouit, avec raison, en matière d'extradition, de grandes immunités que l'on refuse aux crimes de droit commun. Pourtant, « ces raisons, disait Bluntschli à l'Institut de droit international en 1882, n'existent pas dans les cas où ce n'est pas seulement l'ordre d'un État déterminé, mais l'ordre public et légal de toutes les nations civilisées qui est mis en danger ou attaqué d'une façon criminelle.

« *Au contraire*, lorsqu'il en est ainsi, la solidarité qui unit tous les États dans les lésions de pareille nature, doit avoir son plein effet et c'est un devoir de droit international de se prêter mutuellement appui dans la poursuite de pareils criminels qui sont dangereux pour tous. Aux maux internationaux, il faut des remèdes internationaux » (2).

Je ne puis cependant pas admettre que le socialisme doive être compté au nombre des délits sociaux, et cela malgré l'opinion de M. Albéric Rolin, professeur à l'Université de Gand et vice-président de l'Institut de droit international (3).

L'anarchie et le socialisme sont deux choses essentiellement différentes, aux antipodes l'une de l'autre. Le socialisme révolutionnaire lui-même n'est pas un attentat contre la société, mais contre une forme donnée de gouvernement. Les lois n'empêchent pas son développement, c'est la liberté qui y portera remède. Quand on a la possibilité de manifester librement ses idées, on n'a pas recours aux moyens violents, parce qu'ils sont superflus, inutiles. Toutes les formes du socialisme deviendront révolutionnaires si on prend contre lui des mesures anti-libérales.

Au point de vue sociologique, les attentats socialistes contre les gouvernements constitutionnels d'aujourd'hui sont l'équivalent des attentats que les libéraux, aujourd'hui au pouvoir, dirigeaient contre les

(1) *Lo Stato secondo il diritto*, Intr., p. XVIII.

(2) *Annuaire de l'Institut*, 1881 à 1882, p. 102 et 103.

(3) *Revue de droit international*, n° 2, 1894. Je regrette que dans le projet de loi adopté récemment par la Chambre des députés sur les mesures exceptionnelles contre les provocateurs à la guerre civile, on ne fasse aucune distinction entre les socialistes et les anarchistes et que l'on se soit servi des mêmes moyens et contre les anarchistes de la Luigiana et contre les socialistes de Sicile.

gouvernements absolus, et s'ils justifient leurs révolutions, leurs délits politiques, il justifient par là même les socialistes.

Peu importe que dans la conscience de la majorité soit profondément enracinée l'idée de l'impossibilité d'un état collectiviste. Il faut simplement considérer le socialisme comme un parti d'opposition. Il a droit aux égards et au respect dus aux minorités. Et cela est d'autant plus juste, si l'on [pense que tous ceux qui suivent les chefs socialistes ne sont pas socialistes. Beaucoup de gens se rangent parmi les socialistes qui n'ont d'autre désir que de changer la constitution politique et l'organisation administrative moderne.

Les événements de Sicile ne doivent pas être considérés comme le résultat d'un mouvement exclusivement socialiste, ils sont plutôt l'effet d'une réaction contre une organisation administrative et économique qui paraissait insupportable.

Les opinions politiques ne se changent pas en un jour et 200 ou 300 mille individus ne les transforment pas en quelques mois. C'est ce que reconnaît M. Colajanni, député socialiste, dans son ouvrage sur la Sicile récemment paru. Beaucoup de paysans siciliens, dit-il, qui, *aujourd'hui*, se disaient socialistes et faisaient adhésion au *fascio* local, après quelque temps n'avaient plus confiance dans cette institution et se rétractaient. Il est impossible de préciser le nombre des socialistes siciliens. Je crois qu'un très petit nombre seulement avait une conscience profonde des idées nouvelles. On a montré, en effet, que les chefs du mouvement eux-mêmes étaient peu versés dans les études sociales.

Cette manifestation des masses siciliennes ne me paraît pas pouvoir être considérée comme le résultat de l'accord commun de tous les sentiments individuels. Il est plus probable qu'elle est le résultat de la vie en commun, un produit des actions et réactions qui se livrent dans les consciences individuelles, et si elle se manifeste chez chacun d'eux, c'est en vertu de l'énergie spéciale qu'elle doit précisément à son origine. Si tous les cœurs vibrent à l'unisson, ce n'est que par suite d'une concordance spontanée et préétablie, c'est qu'une même force les meut dans le même sens. Chacun est entraîné. C'est une application de la loi de l'imitation de M. Tarde et de M. Durkheim ou d'un effet de la suggestion. C'est la conclusion à laquelle j'étais arrivé il y a plusieurs mois déjà, dans deux articles publiés dans l'*Idea liberale*, et tous les événements qui se sont produits n'ont pas modifié ma façon de voir.

J'admets avec Grotius que les minorités ont le droit de s'agiter ; il

n'y aurait pas sans cela de progrès social. Il y a progrès quand la minorité d'aujourd'hui devient la majorité de demain et, à son tour, elle sera détrônée. Le parti qui a la majorité est toujours aussi conservateur que possible. Je reconnais d'ailleurs que le progrès organique et humain ne se fit que lentement et par suite des frottements provoqués par les circonstances internes et externes; je reconnais aussi que les efforts vers le progrès qui se manifestent par des moyens trop brusques et trop violents, ne sont pas physiologiques; mais la révolution, le crime politique, n'a bien souvent que l'apparence d'un moyen brusque: il rompt un état de calme dans lequel cependant des progrès se sont réalisés. C'est un phénomène analogue à celui de l'eau dont la température descend quelquefois au-dessous de 0 sans que la congélation se produise: pour déterminer le changement d'état une secousse est nécessaire: c'est la rupture de la coquille du poussin développé. N'est-ce pas ce qui est arrivé pour la Révolution française de 1789? D'une façon générale, nous pouvons affirmer que la révolution, le crime politique, n'est pas un progrès en lui-même, mais qu'il détermine un progrès; et quand l'effet en est nul, cela signifie que le milieu n'était pas préparé au nouvel ordre de choses. Il s'agit le plus souvent, dans ce cas, d'une explosion d'une minorité opprimée qui cherche à se développer et à s'imposer. On a alors une révolte, une sédition dont l'importance sociologique est discutable.

La révolution est considérée comme un crime politique ou elle ne l'est pas, suivant qu'elle est l'arme d'une minorité ou d'une majorité; c'est par une révolution que le parti autrefois en minorité conquiert la majorité, et Rousseau a raison de dire: « Tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit, il fait bien; sitôt qu'il peut secouer le joug et qu'il le secoue, il fait mieux encore (1) ». Dans une certaine mesure on peut affirmer que tout le progrès social est une série de révolutions.

Si les révolutions sont souvent un crime inutile, comme le disent MM. Lombroso et Laschi, parce qu'elles provoquent une réaction en sens misonéiste, on ne peut pas contester d'autre part l'effet considérable qu'un grand nombre d'entre elles ont exercé sur l'humanité. Je ne puis accepter la distinction que l'on veut établir entre la révolte et la révolution, en considérant la seconde comme bienfaisante et la première comme inutile et odieuse. C'est là une classification très

(1) *Contrat social*, page 16.

empirique, et le plus souvent il est impossible de savoir quel nom il faut donner à un événement donné : le lien qui les réunit n'offre pas de solution de continuité. J'insiste sur ce point afin de combattre la thèse de ceux qui justifient les condamnations énormes infligées aux socialistes de Sicile en soutenant qu'il s'agissait là d'une révolte et non pas d'une révolution. Cette révolte, dit-on, était artificielle, et on a bien fait de la réprimer par des moyens brutaux qui ont ému même ses adversaires.

Si l'on admet le droit à l'insurrection, à la révolution, il faut admettre aussi le droit à la révolte : elles sont l'une et l'autre une conséquence naturelle de la souveraineté populaire telle qu'on la comprend en Suisse. C'est ainsi que, lors de la seconde insurrection du canton de Schwitz en 1830, un des commissaires envoyés par le Directoire, exposa nettement et officiellement l'opinion que le peuple peut toujours, quand il lui plaît, changer sa constitution et s'insurger, alors même que le terme fixé pour la révision n'est pas encore arrivé. Le Directoire lui-même, dans sa proclamation comme dans les instructions données à ses commissaires, prononçait implicitement au moins la chute du gouvernement de Schwitz, reconnaissant ainsi la légitimité de l'insurrection.

Le mouvement politique a une raison historique, il est déterminé suivant les temps par des causes différentes.

Pour bien comprendre les événements survenus en Sicile je dois faire remarquer que les raisons économiques n'ont pas été prépondérantes.

Les causes économiques, en effet, n'ont qu'une faible influence sur les révolutions ; c'est tout un complexe de causes qui les déterminent. C'est ainsi qu'en Turquie et en Grèce, — deux pays qui ne peuvent être considérés comme riches — dans la période de 1793 à 1886, sur 14 séditions, une seule est due à des raisons économiques. L'Italie, dans la même période, a eu 21 révolutions et trois seulement sont économiques (1). La Russie et la Pologne n'ont eu dans ces 104 années aucune révolution économique et l'Espagne et le Portugal sur 19 révolutions n'en ont que 5 de cet ordre.

Au contraire le facteur économique a une grande importance en Angleterre pour les révolutions anglaises de cette période et il en détermine 10 sur 13 ; nous en trouvons 12 sur 15 en Hollande et en Belgique, et 12 sur 18 en France.

(1) La critique statistique doit laisser de côté l'Italie qui se trouve dans des circonstances exceptionnelles par suite du sentiment national qui s'est réveillé en elle.

Il faut ajouter du reste que ces quelques révoltes ou révolutions déterminées par des raisons économiques ne coïncident pas avec les années où la dépression financière fut la plus grande. Pour qu'un peuple se révolte il faut, comme le disait Thiers, « qu'il y ait encore quelque force dans le corps malade dont on attend la guérison » parce que l'excès de prostration ne permet pas plus à un peuple qu'à un homme de réagir.

Nous ne trouvons rien de semblable en Sicile, où les paysans déclaraient « il nous faut mourir de faim ou être fusillés; pour ne pas assister à la mort de nos enfants, la seconde mort est préférable et nous nous révoltons » et ils se révoltaient. C'est là un cas pathologique qui nous fait trouver plus inhumains encore les procédés par lesquels on a rétabli l'ordre.

Le mouvement, en effet, fut un mouvement organisé, il n'y eut pas de violences, je dirais presque qu'il fut plein de sérieux, dans les provinces où le malaise était moins intense, comme dans celle de Catane. Il fut plus désorganisé, là où la misère était extrême. C'est ce qui s'était passé lors de la révolution des paysans anglais en 1381. La province de Kent qui était la moins misérable fut celle où la révolution fut la plus ordonnée.

C'est le Christ qui a prêché le socialisme, disaient les paysannes siciliennes à M. Adolfo Rossi, tout comme en Angleterre les chefs de mouvement : Wat Tyler, Jack Shaw, John Ball, empruntaient à la Bible leurs maximes d'égalité sociale et politique. Cette révolution anglaise fut étouffée, mais elle eut d'excellents effets : les ouvriers, jusque-là sans lien, formèrent une classe. C'est ainsi que pendant plus d'un siècle l'ouvrier anglais resta effectivement libre, malgré les lois et les lamentations continuelles des classes indigentes. L'agriculture elle-même s'adapta à la cherté de la main-d'œuvre en modifiant ses procédés de culture (1).

Il faut espérer que la révolution sicilienne, étouffée malgré le droit, la justice, la souveraineté populaire, n'en aura pas moins les bons effets de la révolution anglaise.

L'histoire des deux pays a des analogies étroites et mon espérance n'est pas absolument vaine.

(*La fin prochainement.*)

GIUSEPPE FIAMINGO,
Directeur de la *Rivista di Sociologia*,
Associé de l'Institut international de Sociologie.

(1) Rogers, op. cit. — *Riforma sociale*, 1^{re} année, page 861.

REVUE DES LIVRES

ANDRÉ LIESSE, *La question sociale*. Paris, 1894, 1 vol. in-8°.

M. André Liesse a publié sous ce titre le troisième volume de l'ouvrage encyclopédique intitulé : *La Vie Nationale*. Nous rappellerons que cette collection se propose comme but d'étudier les diverses manifestations de la vie publique en France.

Deux de ces études ont déjà paru ; la première a pour auteur M. Charles Benoît, qui a traité la Politique ; elle a été analysée dans le précédent numéro de la *Revue*, par M. René Worms ; la deuxième est l'œuvre de M. G. François qui a traité le Commerce. M. André Liesse, à qui avait été confiée cette troisième étude : la question sociale, s'en est acquitté avec sa compétence habituelle.

Le but qu'il s'était proposé avait été double et il a doublement réussi. Tous ceux qui désireraient acquérir rapidement une connaissance superficielle de tous les problèmes qui se groupent autour de ce mot si élastique de question sociale, n'auront qu'à parcourir ce volume, qui par sa division aussi nette que méthodique, les amènera successivement des origines les plus lointaines de cette question jusqu'à sa conception moderne la plus nouvelle et aussi à ses applications pratiques les plus récentes. Et ce même volume permettra à ceux qui voudraient entreprendre une étude approfondie de cette question, après avoir embrassé d'un coup d'œil l'ensemble du travail, d'y trouver l'indication de tous les documents qui leur seraient nécessaires et l'ordre dans lequel ils auraient à les étudier.

Ainsi que nous l'avions dit, la tâche confiée à M. André Liesse a donc été accomplie par lui de la façon la plus heureuse, et nous n'avons que des éloges à lui adresser.

HENRI RAPPIN.

EUGÈNE ROCHETIN, *La caisse nationale de prévoyance ouvrière et l'intervention de l'État*, 1 vol. in-12, Paris, 1894.

On sait qu'une quantité considérable de projets et propositions de lois ont été déposés durant ces dernières années relativement à la question des retraites ouvrières. Pour jeter un peu de clarté au milieu de toutes ces propositions, une commission parlementaire présidée par M. Guieysse

fut créée en 1890 avec mission d'étudier les propositions nouvelles et d'en former un projet unique : ce travail a abouti à un projet tendant à créer une Caisse nationale ouvrière de prévoyance. C'est à ce projet et à sa critique que M. Rochetin a consacré un intéressant volume.

Dans cette difficile matière, une introduction relative aux assurances sur la vie s'imposait, et l'auteur y a consacré la première partie de son livre. Il se borne d'ailleurs à retracer l'histoire des assurances mutuelles, système qui a toutes ses préférences, et dont les compagnies américaines nous ont montré les heureux résultats qu'on en pouvait attendre.

La seconde partie du volume est réservée à l'examen du projet de la commission du travail. Trois éléments font face aux charges des opérations : la contribution patronale, la contribution du salarié et dans une certaine mesure la subvention de l'État. Or, M. R. considère ce projet comme devant se heurter à des difficultés d'application considérables, et comme devant être désastreux pour le Trésor : nous ne pouvons entrer ici dans le détail de l'argumentation de M. R., qui est très nette et très précise, et nous devons nous borner à signaler que, dans le système de capitalisation adopté par le projet de la commission, la Caisse de prévoyance se trouverait avoir dans ses caisses, au moment de son plein théorique, dans une cinquantaine d'années, la somme formidable de 12 milliards, qu'on ne pourra faire fructifier sans jeter un trouble dangereux sur le marché, étant donné surtout la baisse fatale du taux de l'intérêt.

Pour éviter ces dangers, M. R. présente dans la troisième partie de son ouvrage le plan de l'organisation que devrait comporter selon lui la Caisse nationale de prévoyance, qui n'aurait pour but que de servir d'intermédiaire entre la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, réorganisée sur le principe de la mutualité, et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et de centraliser leurs versements, tout en conservant la coopération tripartite de l'État, des salariés et des employeurs, mais en limitant la subvention de l'État à l'assurance en cas de décès. Les derniers chapitres sont donc consacrés à l'organisation possible de la caisse, aux opérations techniques d'assurances, et aux résultats probables de l'institution, qui donnerait d'après l'auteur une économie très sérieuse pour le budget de l'État en même temps que des avantages pour le participant plus considérables que ceux fournis par le projet de M. Guieysse.

Écrite avec netteté, accompagnée de calculs, dont la compétence de l'auteur garantit l'exactitude, cette étude mérite certainement d'être méditée par le législateur et par la commission législative : peut-être toutes les solutions proposées ne sont-elles pas également acceptables ; mais elles méritent du moins d'être soigneusement pesées, car on y trou-

vera des éléments utiles pour l'élaboration d'une législation bienfaisante et sage.

MAURICE DUFOURMANTELLE,
Docteur en Droit, Avocat à la Cour d'appel de Paris.

L. VACHER, *Le Homestead aux États-Unis*. Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

L'Académie des Sciences morales et politiques avait mis au concours (Prix Rossi), la question du Homestead : le travail de M. Vacher, ancien député, président sortant de la Société de statistique de Paris, lui a valu à juste titre une récompense.

L'auteur, dans le premier chapitre, nous donne tout d'abord la définition de l'institution américaine : « le Homestead, dit-il, c'est au sens propre populaire du mot la maison avec la terre contiguë, servant de résidence à la famille ; au sens légal, c'est la résidence de la famille revêtue du privilège d'insaisissabilité ou, comme dit la loi américaine, d'exemption ». Il nous fait connaître le régime de la propriété foncière aux États-Unis et nous présente une analyse intéressante des lois successorales.

La distinction est nettement posée, comme nous l'avions fait nous-même, entre le Homestead du domaine privé, exemption de saisie du home du foyer, établie par la législation individuelle des États, et le Homestead fédéral, système de concession des terres dépendant du domaine public dont le principe a été consacré par l'Act du 20 mai 1862.

M. Vacher expose les origines du Homestead sur concessions de terres publiques : signalons une belle page sur l'histoire parlementaire des États-Unis et saluons en passant le nom du sénateur Bentou qui, trente ans durant, se montra le vaillant défenseur du Homestead. La genèse de l'Act du 20 mai 1862 est suivie pas à pas : les débats qui ont précédé le vote, le conflit entre le Sénat et la Chambre des Représentants, l'opposition du président Buchanan sont minutieusement retracés : il y a même en cet endroit quelques longueurs.

L'auteur se pose ensuite la question de savoir s'il ne faut pas rechercher, dans les principes du régime féodal, l'origine du droit d'exemption : avec beaucoup d'à-propos, il nous fait un exposé curieux des diverses institutions de la législation américaine (subside d'un an accordé à la veuve ou à l'orphelin « years support ou years allowance », douaire de la veuve « dower in common law », et droit d'exemption mobilière « chattel exemption »), qui présentent quelques analogies avec le Homestead et sont marquées au coin du même esprit.

Sa conclusion est que ni le droit anglo normand ni la Grande-Charte du treizième siècle ne peuvent être invoqués comme source originaire du

Homestead : il procède historiquement de l'exemption du chattel, du droit d'exemption mobilière.

Les chapitres VII, VIII et IX sont consacrés à l'exposé du fonctionnement du Homestead. A quelles conditions l'exemption de saisie est-elle subordonnée ? A quels créanciers le privilège peut-il être opposé ? Quelles en sont les causes d'extinction ? L'auteur traite ces diverses questions avec beaucoup de clarté : il analyse avec soin les décisions de la jurisprudence américaine, mais il est vrai de dire que chez M. Vacher l'historien est meilleur que le jurisconsulte : c'est la partie faible de son travail.

L'auteur apprécie les excellents résultats du Homestead Fédéral dont le principe a été posé dans l'Act du 20 mai 1862 : il constate que depuis trente ans, un million de homesteads se sont constitués sur le sol des États-Unis et que cent trente millions d'acres de terres incultes ont été livrés à la culture et se sont transformés en fermes productives.

M. Vacher fait ensuite la critique du Homestead proprement dit : il lui reproche de porter atteinte au crédit. Mais n'est-ce pas plutôt un avantage, puisque le but de la loi de Homestead est de couper court au crédit ruineux qui avait causé l'expropriation en masse des colons américains ?

Mais la somme des avantages l'emporte de beaucoup sur les inconvénients. « Le Homestead, dit l'auteur, peut être considéré comme une institution de prévoyance et comme une institution politique qui a rendu et rendra de plus en plus dans l'avenir des services aux particuliers et à l'État ». Il est intéressant de noter que les États-Unis sont, de tous les pays qui tiennent une comptabilité régulière des faits sociaux, celui qui compte le plus petit nombre d'indigents secourus. Parmi les heureuses conséquences du Homestead, signalons avec M. Vacher l'atténuation de la criminalité aux États-Unis. Le sol est par excellence un agent moralisateur : le paysan est à bonne école : la terre ne lui enseigne pas la grève ou le chômage, et l'auteur relève à l'honneur des colons américains que, sur 3902 grèves survenues de 1881 à 1886, on ne compte que trois grèves agricoles.

La conclusion du livre est celle-ci : « Ne vaudrait-il pas mieux en France, par une loi prévoyante, conserver le foyer de la famille ? » Nous partageons entièrement cette manière de voir.

L'étude de M. Vacher est une œuvre consciencieuse : elle se recommande à l'attention des économistes et des historiens par sa précision et son impartialité : elle est venue à une heure particulièrement propice, au moment où les propositions de loi faites par MM. Léveillé, Hubbard, Lemire donnent à la question du Homestead une brûlante actualité. L'auteur a su faire la part exacte des choses, il a montré que le Homestead du domaine privé n'était point une institution morte-née, que ce

n'est point une légende, une utopie éclosée dans le cerveau de parlementaires et d'utopistes épris des choses d'outremer et qui, ignares des lois américaines, trompés par le mirage, avaient pris le Pirée pour un homme. Nous remercions nos contradicteurs de nous avoir signalé cette confusion ; mais à leur tour nous les prions de vouloir bien se reposer à la lecture si suggestive du récent mémoire publié par un éminent jurisconsulte auquel on ne peut refuser d'avoir vu de près l'Amérique ; il est la meilleure réfutation de leur théorie. Voici ce que dit M. Hall (1) en parlant des lois relatives au homestead du domaine privé : « Leur effet s'est trouvé si humain et si bienfaisant que les autres États (sauf cinq) ont suivi l'un après l'autre l'exemple donné par le Texas ». La dernière loi votée sur la matière porte la date de l'année 1891.

L'ouvrage le plus récent est le traité de Sir Rufus Waples paru à Chicago : plus de 6,000 décisions relatives au homestead du domaine privé sont rapportées et analysées dans le cours de ce travail. Mais laissons la parole à l'auteur (2) : « Le Homestead est un sujet dont l'intérêt va toujours croissant, d'une grande importance pour tout le pays et spécialement pour les États et territoires qui l'ont consacré dans leurs statuts (c'est le cas de presque tous). Non seulement débiteurs et créanciers, épouses et veuves et enfants, mais encore toutes les communautés, sont vitalement intéressées à la conservation des foyers de famille ». Il faut avouer que pour une institution morte, le Homestead du domaine privé donne encore quelques signes de vie : c'est le cas de répéter à nos adversaires le vers fameux :

« Les gens que vous tuez se portent assez bien ».

L.-A. CORNIQUET

Docteur en droit, avocat à la Cour de Paris.

ARTHUR GIRAULT : *Principes de colonisation et de législation coloniale*.
Paris, 1895, 1 vol. in-42.

Le livre de M. G. est en même temps un manuel à l'usage des étudiants et un guide pour les futurs colons : aux uns il offre les idées générales, les théories, les grands aperçus historiques ; aux autres les détails précis, les documents, les exemples instructifs. Un historique succinct autant que complet fait comprendre l'existence d'une foule d'institutions

(1) Ce mémoire a été traduit et publié par les soins de la Société d'Économie sociale dans le numéro de la *Réforme sociale* du 1^{er} janvier 1895.

(2) A treatise on Homestead and Exemption. — Hood, Chicago, 1893.

en apparence inexplicables, en montrant les diverses phases de la colonisation française : le rôle des différents régimes y est précisé de la façon la plus impartiale. Son remarquable exposé de la théorie générale de la colonisation est une critique bien fouillée des différents systèmes. On en pourrait peut-être contester certains points, par exemple la conclusion à laquelle en arrive M. G. quant à la légitimité des entreprises coloniales, et qui revient à adopter l'axiome : la fin justifie les moyens. On sait à quel abus ce principe a conduit les Anglais et les Américains. De même quand il arrive à conclure de son exposé historique que les Français sont colonisateurs, il est difficile de l'approuver ; tout ce qu'on en peut déduire, c'est qu'ils l'ont été. Par contre, on ne peut que s'associer aux critiques méritées qu'il fait de la loi militaire, qui est un obstacle à la colonisation, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, où elle la facilite ; on approuvera également les observations très justes sur les tracasseries administratives. La partie consacrée au droit administratif est traitée avec sobriété, mais d'une manière très suffisante. Les chapitres sur le régime commercial et le régime financier de nos colonies renferment un nombre de documents très appréciable et bien coordonné. Enfin l'étude de deux questions d'une capitale importance, celle des banques coloniales et celle de la colonisation pénale, termine l'ouvrage, qui fait honneur à M. G. par sa clarté, son impartialité autant que par l'abondance des matières et leur heureuse distribution.

FRANTZ DE ZELTNER.

WILSON LLOYD BEVAN, *Sir William Petty, Étude sur la littérature économique anglaise*, publiée par l'Association américaine d'Économie. Londres, 1894, in-vol. in-8.

M. Lloyd Bevan a publié cette monographie de sir William Petty sous les auspices du professeur Brentano, de l'Université de Munich, et du professeur Cossa, de Pavie.

Le premier chapitre renferme la liste complète des moindres écrits de W. Petty, manuscrits ou imprimés, sans omettre ceux dont l'existence est certaine, mais qui n'ont pas été retrouvés. Il est à espérer que ce travail suscitera des recherches qui feront surgir quelques-uns de ces essais des bibliothèques où ils sont oubliés.

C'est avec le même soin attentif que se trouvent indiqués tous les matériaux avec lesquels peut être reconstruite l'existence admirablement active de cet homme doué de la volonté sans trêve qui lui fit gravir un à un tous les échelons de la fortune.

Son intelligence était d'ailleurs à la hauteur de sa volonté, et sa capacité de travail sans limites. Et c'est avec raison que l'un de ses histo-

riens déclare que, s'il était incomparable comme poète latin, il était également digne d'être le premier conseiller d'un grand prince.

Investi par Cromwell de hautes fonctions en Irlande, son esprit dans la manipulation des grandes affaires s'éleva à des considérations générales qui le portèrent à chercher les lois qui régissent les sociétés.

Sous forme de très nombreux essais, il publia ses idées; et sa nature, mélange d'imagination et de qualités positives, l'amena du premier coup à comprendre que la base de tous ses raisonnements devait être les mathématiques.

Son essai sur la mortalité, si court qu'il soit, par son principe même, marque le premier pas de cette science nouvelle qui devait s'appeler la statistique. Ce sera le grand honneur de sir W. Petty.

Ce qui importe à tout gouvernement, dit-il, c'est de connaître les quantités de tous les éléments du royaume : population, production, consommation, agriculture, commerce, industrie. — Ami de Hobbes, il associait, comme lui, l'arithmétique et la raison. M. Bevan passe ainsi et très rapidement en revue les principaux essais de Petty sur la rente, la terre, le travail, la valeur, l'argent, les contributions.

Les courts extraits qui s'accumulent dans quelques pages suffisent, par leur choix judicieux, à nous montrer la pénétration de l'esprit de sir W. Petty embrassant tous les sujets et allant jusqu'au bout. Incontestablement de tels écrits devançant leur époque ont contribué puissamment à éclairer l'Angleterre; aussi, semble-t-il que sur tous les points elle se soit appliqué à suivre les conseils de Petty et à réaliser ses prédictions de fortune et de grandeur.

La lecture de cet opuscule est vraiment bien faite pour inspirer le désir de connaître plus à fond tous les écrits de sir W. Petty, et le meilleur éloge que nous puissions faire à l'auteur c'est de souhaiter qu'après l'avoir lu quelqu'un de nos économistes entreprenne la traduction des principaux essais de Petty, lesquels jusqu'ici, croyons-nous, n'ont pas encore été traduits dans notre langue.

HENRI RAPPIN.



REVUE DES PÉRIODIQUES

Revue mensuelle de l'École d'Anthropologie.

Fondée à Paris par l'initiative privée, l'École d'Anthropologie poursuit, depuis quinze ans, la divulgation des résultats acquis à la science dans les domaines de la biologie humaine, de l'ethnographie, de l'histoire des civilisations. Elle possède des chaires d'anthropologie biologique, physiologique, zoologique, d'anthropogénie, de paléo-ethnographie, d'ethnologie, d'ethnographie comparée, de linguistique et ethnographie, de sociologie, d'anthropologie géographique, de géographie médicale, d'anthropologie pathologique. Il y a quatre ans environ, elle a eu l'heureuse idée de publier une Revue mensuelle, donnant surtout le résumé de son enseignement. Chaque professeur y publie une de ses leçons de l'année, généralement la conclusion ou la leçon centrale qui présente un aperçu de tout le cours. Une quantité considérable de faits et d'idées se trouve ainsi condensée en un petit volume. Nous citerons, comme pouvant plus particulièrement intéresser nos lecteurs, l'étude de M. Letourneau, intitulée « passé, présent et avenir du travail », où le savant professeur de sociologie de l'École examine l'évolution de l'asservissement des travailleurs, sans cesse s'atténuant, en passant de l'esclavage au servage, de celui-ci à certaines formes du salariat et de l'engagement prétendu volontaire, pour disparaître un jour complètement. Le même écrivain traite, en un autre numéro, de l'esclavage chez les fourmis. Mentionnons aussi l'article de M. Schrader sur la connexion de la géographie des Iles-Britanniques avec le caractère de leurs habitants ; celui de M. Capitan sur les facteurs et les effets sociaux de l'alcoolisme ; celui de M. Bordier sur les phénomènes de transmission héréditaire et atavique et leur explication.

La biologie est représentée par un travail de M. Laborde relatif aux sensations et aux centres sensoriels, et une leçon très démonstrative de M. Manouvrier concernant la relation entre le poids du cerveau et l'intelligence. L'anthropologie préhistorique a inspiré de multiples études : M. Mahoudeau reprend (d'après les découvertes de M. Ameghino) la

question de l'homme éocène; M. Gabriel de Mortillet examine les « ter-ramares », habitations primitives terrestres analogues aux habitations lacustres ou palafittes; M. Georges Hervé suit la distribution en France de la race de Cro-Magnon et des Baumes-Chaudes, puis celle des brachycéphales néolithiques qui se superposèrent à elle; M. Adrien de Mortillet traite des figures sculptées sur les monuments mégalithiques de France; en outre, dans plusieurs numéros, M. Gabriel de Mortillet insère une chronique des recherches récentes en paléoethnographie. Chaque fascicule mensuel contient, outre un au moins de ces articles, des matériaux et notes sur des questions d'anthropologie, touchant plus souvent, il est vrai, à la biologie ou au préhistorique qu'à l'ethnographie sociale, et des comptes-rendus intéressants sur les ouvrages de même nature. Somme toute, il faut savoir gré aux professeurs de l'École et à son zélé directeur, M. Abel Hovelacque, de la publication de cette Revue, inspirée par un esprit scientifique excellent et où les sociologues peuvent trouver beaucoup à apprendre.

RENÉ WORMS.



INFORMATIONS

Nous avons déjà plusieurs fois entretenu nos lecteurs de l'état de l'enseignement sociologique dans les différents pays d'Europe et d'Amérique. Voici quelques données sur ce qu'est cet enseignement dans l'Université d'Helsingfors, en Finlande.

M. Édouard Westermarck (dont un travail a paru dans l'avant-dernier numéro de cette *Revue*) a été chargé d'un cours de sociologie à cette université en août 1890. Il a traité de « l'histoire de la famille » en 1891-92. Puis il s'est occupé de science morale, a enseigné la psychologie en 1894, et cette année même supplée dans la chaire de philosophie le professeur ordinaire, élu recteur de l'Université. L'automne dernier, M. Westermarck a fait, du 15 septembre au 1^{er} décembre, un cours élémentaire de sociologie devant un auditoire d'environ 80 étudiants.

On voit que, quel qu'ait été le succès de son enseignement sociologique et du livre qui en est sorti : « L'Histoire du Mariage humain », les nécessités de l'organisation universitaire n'ont pas permis à M. Westermarck de s'y consacrer exclusivement.

..

C'est le 25 mars dernier qu'a eu lieu, en présence du Ministre du Commerce, l'inauguration du Musée Social fondé à Paris, 5, rue Las Cases, par le comte de Chambrun. Au banquet donné à cette occasion, ont pris la parole MM. Ribot, président du Conseil des Ministres, André Lebon, Ministre du Commerce, Jules Simon, Léon Say, Jules Siegfried, Mesureur, etc... — Le Musée Social doit servir à centraliser tous les documents relatifs à la question sociale et aux solutions qui en sont proposées.



OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

J. Lambert, les Accidents du travail et l'assurance obligatoire (in-8).
 — *L. Bodio*, Istruzione e delinquenza (plaquette in-8). — *E. Huc*,
 le Jeu et le Pari (in-8). — Statistica degli scioperi in 1892-93 (in-8).
Joseph Körosi, de la Mesure et des lois de la fécondité conjugale (broch.
 in-8). — *Hubert Brice*, les Institutions patronales (in-8). — *G. Tarde*,
 Essais et mélanges sociologiques (in-8). — *Maxime Kovalewsky*, Ori-
 gine de la démocratie moderne, t. I (grand in-8). — *Ludwig Gumplowicz*,
 Von alten Montesquieu (extrait de la *Neue Deutsche Rundschau*). —
R. M. Breckenridge, The Canadian banking system, 1817-90 (in-8).
 — La Propriété, Origine et évolution : Thèse socialiste, par *Paul*
Lafargue ; Réfutation, par *Yves Guyot* (in-12). — *Arnold Mascarel*,
 la Famille-souche (broch. in-8). — *De P...*, Programme de la rénova-
 tion sociale (broch. in-18). — *René Ghil*, Dire du mieux (in-12).

Dans son étude sur « l'Idée et le caractère scientifique de l'économie »,
 publiée par le dernier numéro de la *Revue*, M. Buylla avait critiqué la
 définition de l'économie politique donnée par M. Charles Gide dans ses
 « Principes ». Or, faisant droit — par avance — à cette critique, M. Gide
 avait supprimé de la 2^e édition de son livre le passage incriminé.
 M. Buylla, qui ne l'a appris qu'après la publication de son propre tra-
 vail, nous demande de le faire connaître à nos lecteurs, et nous nous
 empressons de déférer à son désir.

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE

Beauegency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

La Pathologie sociale

— suite —

ANOMALIES DE LA SPHÈRE JURIDIQUE.

I

Comme il n'existe pas de corps inorganique privé de toute *forme*, pas d'organisme sans *structure morphologique*, de même est-il impossible d'imaginer une association humaine sans aucun élément de *droit*. C'est par le droit, dans l'acception la plus large de ce terme, que les relations des membres d'une société entre eux et avec la puissance publique, quelle que soit sa forme et sa manifestation, individuelle ou collective, momentanée ou constante, sont déterminées d'une manière plus ou moins nette, continue et spécialisée. Tout échange de services, même de ceux qui ne visent qu'à la satisfaction des besoins les plus urgents, toute production, circulation et consommation des richesses, même dans l'état primitif et rudimentaire de la société, nécessitent déjà une démarcation entre les différentes sphères d'action de la vie sociale. L'action de tout individu, qu'elle se manifeste par un acte isolé ou qu'elle consiste dans un agencement continu se répétant périodiquement dans la même sphère, doit nécessairement servir de limite à l'action des autres membres de la société, ainsi qu'à celle des organes centraux (1).

(1) Tome I, chap. IX.

Il en est de même de la nature tant animée qu'inanimée. Ce sont les vibrations périodiques de molécules circonscrites dans des cercles définis qui produisent sur nos sens l'effet de l'impénétrabilité, de la consistance et de la plasticité de ce que nous nommons matière. En analysant plus profondément les phénomènes de la nature, on ne trouve toujours en dernier résultat que des énergies latentes ou patentes, équilibrées ou déséquilibrées, se limitant réciproquement par des sphères d'action plus ou moins restreintes et plus ou moins précises ; le principe d'inertie que nous désignons comme matière nous échappe grâce à cette analyse en dernier résultat tout à fait. La structure morphologique des végétaux et du corps animal n'est également que le résultat de la limitation des forces organiques à différentes sphères d'action, et c'est la coordination de ces vibrations convergentes qui produit l'effet de consistance et d'élasticité des différents organes de notre corps.

Comme l'action des molécules et des cellules se délimite et s'équilibre dans les organismes individuels et en constitue le principe morphologique, de même dans la société humaine l'action des individus-cellules en se délimitant dans l'espace et le temps donne naissance aux éléments du droit et constitue la sphère juridique de la vie sociale.

Le point de départ de toute association humaine, c'est la famille, qu'elle soit constituée sous forme monogame ou polygame, sur un principe de coercition ou de liberté. Mais déjà dans l'état primitif de la société les relations entre les deux sexes ont dû nécessairement être fondées sur une certaine division du travail, ne fût-ce que par suite de la divergence dans la structure physique de l'homme vis-à-vis de celle de la femme chargée par la nature même de l'enfantement et des premiers soins nécessaires pour élever la postérité nouvelle. De même la nécessité de se pourvoir des moyens d'existence, soit en cueillant des fruits, soit en s'adonnant à la chasse ou à la pêche, a dû dès les premiers temps forcer l'homme à s'emparer par la violence, par la ruse ou par un accord quelconque, tacite ou exprès, et pour un temps plus ou moins prolongé, d'un terrain plus ou moins précisément délimité ou d'un certain espace d'eau hanté par la faune aquatique ou enfin d'un nombre plus ou moins grand d'objets propres à satisfaire ses besoins. Or une telle délimitation dans le temps et l'espace a pour postulat nécessaire une délimitation d'actions et d'énergies.

La constitution de la famille sous la forme de matriarcat d'abord

et de patriarcat plus tard, la construction d'habitations temporaires d'abord et de plus en plus fixes ensuite, l'élevage des animaux domestiques, la culture des plantes nourricières, en multipliant et en resserrant les relations des membres d'une horde, d'une tribu ou d'une peuplade ont dû nécessairement, à mesure du développement de ces relations, les délimiter d'une manière toujours plus précise, plus constante et plus variée.

C'est pendant cette phase du développement social que la délimitation des droits et des devoirs sociaux prend la forme d'*us* et de *coutumes* sanctionnés par la tradition et tacitement reconnus et pratiqués au sein de la communauté. En prenant, par un exercice prolongé, toujours plus de consistance, en se condensant et se spécialisant dans des formes toujours plus précises, en imprimant au système nerveux social des aptitudes et des tendances d'action d'un caractère déterminé, les *us* et les *coutumes* donnent naissance aux *mœurs*.

Il en est des *mœurs*, en ce qui concerne l'organisme social, comme des *habitudes* qu'acquiert notre corps par des exercices pratiqués toujours dans le même sens et par l'adaptation au même milieu ambiant pendant un temps plus ou moins prolongé. La constitution matérielle des cellules, des tissus et des organes se développe et se spécialise en conformité avec le fonctionnement même de l'organisme dans une direction et sur un ton déterminés. L'instinct des animaux découle de la même source et entraîne pour les organismes des différentes espèces les mêmes conséquences. Une action, une habitude se matérialisent toujours sous une forme quelconque dans la structure d'un organisme et en déterminent le caractère morphologique. Tous nos organes ne sont que le résultat d'exercices organiques exécutés constamment par une série innombrable d'ancêtres. Nos yeux, nos oreilles, tous nos sens, tous nos organes intérieurs et extérieurs ne sont que le fruit d'un travail ininterrompu de générations qui se sont succédé à travers les siècles et ont légué à la postérité les énergies accumulées et condensées en des formes organiques plus ou moins précises et en des habitudes instinctives, sous-conscientes ou conscientes.

Comme l'instinct des animaux, comme les habitudes de l'homme, de même les *mœurs* d'une société sont déterminées par deux facteurs indissolublement liés entre eux, le facteur physique et le facteur psychique ; et comme dans la vie organique en général, de même dans la sphère juridique de la société, c'est le facteur psychique qui, à

mesure de l'évolution progressive de la société, l'emporte toujours plus fortement sur le facteur physique. Ainsi les us pratiqués à la chasse, à la pêche, à la guerre sont déterminés de préférence par le facteur physique, tandis que les coutumes dont sont accompagnés la naissance, la déclaration de la puberté, le mariage, l'enterrement et surtout les traditions qui déterminent le culte religieux ont pris naissance de préférence, grâce à l'action du facteur psychique.

A une phase de développement ultérieur de la société les us et coutumes, s'étant par les mœurs matérialisés dans le système nerveux social, l'ayant façonné comme unité organique, ayant formulé sa constitution d'après un type déterminé, lui ayant imprégné un caractère et des énergies spécifiques, ont une tendance à être fixés au dehors au moyen de la *loi écrite*. Le processus qui donne lieu à cette fixation des us et coutumes est le même qui amène l'homme à fixer ses pensées et ses aspirations esthétiques par l'écriture et l'art. Et comme les produits littéraires et les objets d'art font partie de la substance sociale intercellulaire et sont les porteurs de réflexes indirects des individus entre eux et avec les différents organes sociaux, de même la loi écrite et codifiée ne présente que la projection des énergies morphologiques du système nerveux social, fixées dans la substance intercellulaire sous la forme de l'écriture. La loi écrite n'est donc qu'un réflexe des mœurs et n'entre par conséquent que comme un facteur secondaire dans la vie juridique d'une communauté. Quand la loi écrite se trouve en contradiction et en conflit avec les mœurs, son action est minime. L'influence qu'elle exerce ne peut s'accroître qu'après que les mœurs se sont façonnées d'après les règles qu'elle établie et la discipline qu'elle impose.

Une loi écrite, faisant partie de la substance sociale intercellulaire, peut, comme toutes les valeurs produites, échangées et consommées au sein de la société, présenter une utilité soit positive, soit négative ou neutre. La révocation de l'édit de Nantes fut pour la France une loi d'utilité négative, tandis que les lois contre l'usure qui dans plusieurs États de l'Europe viennent d'être promulguées, présentent des utilités juridiques positives. Par contre, toute loi superflue porte le caractère d'une utilité juridique neutre. Il y en a de caractère mixte. Les lois organiques qu'on a octroyées à la Bulgarie et à la Serbie présentent un mélange de dispositions sages entremêlées de prescriptions qui ne répondent pas au niveau de culture de ces nationalités, à peine délivrées d'un joug séculaire et barbare, grâce à l'intervention de la Russie. La législation de ces pays présente actuel-

lement un *mixtum compositum* d'utilités positives, négatives et neutres.

Malgré son origine secondaire, la loi écrite peut néanmoins exercer une influence décisive sur la vie et la constitution d'une communauté à laquelle elle est imposée. C'est qu'une loi n'est pas seulement un signe, porteur de réflexes indirects comme les produits de la littérature et de l'art, mais qu'elle est en même temps un moyen de coercition; ce n'est pas un signe que chacun est libre de suivre ou auquel il peut se soustraire à volonté, mais un signe qui exige obéissance et soumission. Ce sont les organes centraux, investis du pouvoir législatif et exécutif, qui veillent à ce que tous les membres de la communauté s'y conforment. De là l'action puissante qu'exerce sur tout organisme social la législation, instrument de progrès autant qu'arme de destruction, moyen de régénération autant que de désorganisation, utilité positive autant qu'utilité négative. C'est un remède, une fois ordonné, que l'organisme social est obligé de subir, que ce soit un médicament bienfaisant ou un poison.

II

Le processus pathologique que subit l'organisme social dans la sphère juridique est le même auquel sont sujettes les sphères économique et politique. La différence ne consiste qu'en ce que l'agencement des forces sociales dans la sphère juridique, en commençant par les ébauches embryonnaires des us et coutumes et en finissant par des systèmes entiers de lois écrites, porte un caractère spécifique, celui de déterminer la *construction organique* de la société en analogie avec la délimitation morphologique des tissus, des organes et des types dans le règne végétal et animal. Comme chez ceux-ci, de même dans la société la consistance et la plasticité des organes ne sont pas l'effet de l'inertie des molécules et des cellules sociales, mais la résultante de mouvements et de vibrations isolées, périodiques ou intermittentes. — Comme dans la sphère économique et politique, de même dans la sphère juridique l'état morbide commence toujours par une dégénérescence de la simple cellule, que celle-ci soit placée à la périphérie du système nerveux social ou qu'elle fasse partie d'un organe central. Cependant ce n'est que quand la dégénérescence se propage par la voie de réflexes directs ou indirects, libres ou coercitifs, sur un domaine d'innervation

sociale plus large, que le mal individuel devient un état morbide social. Une perturbation dans le domaine du droit n'est toujours que le reflet de la déséquilibration dans les idées, les sentiments et les intérêts individuels, même lorsque la perturbation a pour source l'action coercitive des organes centraux, puisque les pouvoirs qui sont appelés à établir les lois, à veiller à leur exécution et à décider des conflits, ne sont composés eux-mêmes que d'individualités. Les principes de la pathologie cellulaire, selon lesquels tout état morbide d'un organisme a toujours originairement pour cause unique une déviation de l'état normal d'une ou de plusieurs cellules, s'appliquent donc à la sphère juridique à l'égal de la sphère économique et politique. D'après les mêmes principes, il n'y a pas de différence absolue entre un état pathologique et l'état normal d'un organisme social. Tout état morbide ne présente, comme nous l'avons vu, qu'une aberration dans l'action des cellules de l'organisme normal soit par rapport au temps, soit par rapport au lieu, soit par rapport à l'énergie d'action. Il en est de même des énergies individuelles qui, dans la sphère juridique de l'organisme social, s'extériorisent sous le point de vue morphologique en délimitant les différentes sphères d'action privée et publique. Comme toute loi exige ou défend l'exécution d'un acte soit à un terme quelconque, soit par rapport à un espace plus ou moins limité, soit quant à l'énergie même de l'exécution, il s'ensuit que toute déviation dans la sphère juridique n'implique également qu'une aberration de temps, de lieu et d'énergie. En effet, une mauvaise législation ne se distingue pas d'une manière absolue d'une bonne loi; elle n'est mauvaise que parce qu'elle est intempestive, déplacée, trop sévère ou empreinte de relâchement. Sous ce rapport, le processus pathologique dans la sphère juridique est non seulement conforme aux principes nouvellement conquis par la pathologie cellulaire, mais de même aux processus analogues de la sphère économique et politique.

Il en est de même de l'application et de l'exécution des lois. Les erreurs de la justice criminelle ont toujours pour postulat une conception fausse de la part du juge quant au temps, au lieu ou à la personne incriminée. Mais c'est surtout en ce qui concerne l'application et l'exécution des lois que les anomalies sont profondes et nombreuses. Trop de sévérité de la part du juge criminel, trop de formalisme dans le droit civil, trop de zèle des organes administratifs peuvent donner lieu à des états pathologiques autant que le relâchement dans les jugements criminels, dans l'application du droit

formel et dans l'action des pouvoirs exécutifs. Ce sont surtout les jurés qui, pour certaines catégories de crimes et de délits, se rendent coupables de manque de sens juridique. Il en est de même des avocats qui considèrent le tribunal non comme un organe régulateur et distributeur de justice, mais comme une arène de déclamations oratoires et d'agitation politique. Le retentissement qu'ont eu de nos jours les procès contre les anarchistes, contre les fauteurs de grèves d'ouvriers et d'autres agitateurs fanatisés a fortement contribué à intervertir le sens du droit dans la masse populaire, de même que les acquittements scandaleux dans les cas d'adultère, de chantage et d'agiotage ont eu pour conséquence l'affaiblissement et la perversion du sens moral du peuple. Le milieu ambiant juridique, en exerçant une influence pareille sur le système nerveux social, en détériorant et déséquilibrant les consciences et les volontés individuelles dans leur for moral, agit comme un poison à l'égard des utilités négatives dans les sphères économique et politique. Un régime pareil peut causer à la communauté qui le subit une diathèse morbide qui la rendra moins propre à résister à d'autres influences pathogénésiques, surtout à celles de même nature, c'est-à-dire de nature juridique. Aussi voyons-nous les sociétés dont les éléments du droit ont été ébranlés, devenir beaucoup plus facilement la proie de révolutions, de crises, de coups d'État de la part d'aventuriers ambitieux, auxquels d'autres communautés qui jouissent d'une structure juridique résistent. Mais, même hors de pareilles actions violentes, une communauté atteinte de la diathèse juridique doit infailliblement régresser et dégénérer par suite d'un processus morbide plus ou moins lent, si, par une réaction des forces conservatrices et médicatrices, elle ne raffermir et ne régénère sa structure intersociale et internationale. Et comme celle-ci ne constitue qu'une extériorisation de la structure intellectuelle et morale de l'individu, c'est par là qu'il faudrait commencer pour redresser l'état normal dans la sphère juridique, comme aussi ce n'est que par cette voie qu'il est possible de guérir d'une manière radicale et non pas seulement par des moyens palliatifs les maux économiques et politiques.

III

Quiconque dépasse les limites prescrites par les coutumes, les mœurs et les lois fait *infraction* dans le cercle d'action des autres

membres de la société ou *heurte* les intérêts de la communauté entière. Il s'ensuit une perturbation fugitive ou prolongée, superficielle ou profonde, dans l'équilibre des éléments morphologiques de la société, un déplacement des limites et des sphères d'action établies, quelquefois même une déformation, une destruction partielle ou la transformation entière de la structure de l'organisme social. — L'infraction des bornes instituées peut être causée par l'action isolée d'un des membres de la société, par des classes entières ou par les organes centraux. Il s'ensuit nécessairement une réaction, un contre coup réparateur de la part des coutumes, des intérêts et des droits lésés. Dans la société primitive c'était d'abord l'individu isolé et puis le chef de famille ou de la tribu qui se chargeaient du rétablissement des bornes d'action outrepassées. La réhabilitation prenait alors un caractère aussi violent que l'infraction même. De là la vengeance sanglante personnelle et héréditaire, de là le droit du chef de famille de disposer de la fortune et de la vie de tous les consanguins et congénères, de là le droit de vie et de mort du chef de tribu pendant la guerre. — Dans les sociétés plus avancées ce sont les pouvoirs publics qui règlent la délimitation des droits et des devoirs des citoyens. Au commencement, les organes qui en sont chargés ne se spécialisent pas encore d'une manière nette et précise : les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif sont encore réunis entre les mêmes mains. Mais à mesure du mouvement progressif de la société la division du travail conduit à la séparation des pouvoirs : le juge, l'administrateur, le chef militaire, le législateur sont représentés par des personnalités distinctes. Plus tard encore c'est le juge civil qui se sépare du juge criminel ; la justice est exercée par des réunions de juges ; des tribunaux civils et criminels se constituent. Enfin, dans les sociétés qui ont atteint une culture très élevée, c'est la haute cour de justice qui, comme organe central, non seulement règle la délimitation des droits et des devoirs des citoyens entre eux, mais décide encore des conflits des citoyens avec les pouvoirs publics.

Les organes qui règlent, adoptent et réalisent les principes du droit dans la société correspondent aux organes du système nerveux individuel qui président à la structure des tissus, des organes et des transformations morphologiques de l'organisme. Mais dans l'organisme individuel cette action est effectuée par des groupes de cellules nerveuses spécifiques qui font partie de l'organe central, le cerveau, ou d'autres organes qui, simultanément, règlent l'action physiolo-

gique et unificatrice. La société humaine, organisme plus parfait et plus différencié, dispose au contraire d'un centre spécial qui préside à la sphère juridique, comme il en dispose d'un aussi pour la sphère économique dans l'organisation des bourses et pour la sphère politique dans le gouvernement central. Cependant la sphère juridique ne constituant qu'un domaine spécial du développement social, doit à son tour, comme aussi la sphère économique, subir l'action unificatrice des organes centraux, du gouvernement. Autrement il s'en suivrait une perturbation générale dans la société entière, comme il en serait de même d'un corps dont la structure morphologique serait en désharmonie avec ses fonctions physiologiques et ses tendances vers l'unité.

Quel est le caractère spécifique qui donne un cachet distinct à toute la sphère juridique? — C'est le principe morphologique, répandu dans la nature entière tant inorganique que vivante, c'est la *forme*. Un droit qui n'est pas formel, qui ne s'appuie pas sur une forme quelque fugitive qu'elle soit, peut avoir une valeur éthique, esthétique ou religieuse, mais il cesse d'être un droit. C'est par ce côté que le droit se trouve quelquefois en opposition avec la morale et même avec la religion. La plupart des martyrs chrétiens ont été immolés par des décisions strictement légales des tribunaux romains. Il en est de même des sectaires jugés d'après le droit canonique. — Cette antinomie, lorsqu'elle se manifeste d'une manière excessive, amène un état pathologique, qui a lieu chaque fois que le droit se constitue et est exercé au détriment de la liberté, terme sous lequel nous résumons toute évolution normale des forces sociales. Cet état pathologique de la société correspond à l'état morbide de notre corps, lorsque la structure des tissus et des organes acquiert une consistance ou manifeste une inertie telles que l'action physiologique et unificatrice en est entravée et en partie supprimée. Les organes isolés ainsi que le corps entier sont dans ce cas sujets au processus morbide qui consiste dans la lignification ou la pétrification des cellules et des tissus. Au sein de la société la liberté peut de même être étouffée par la forme, l'esprit tué par la lettre, l'art arrêté dans son élan par la routine et le sentiment religieux absorbé par les cérémonies extérieures du culte.

Mais la liberté peut de son côté se manifester et se développer au détriment du droit. Sous la forme la plus éclatante et la plus saisissable, cela a lieu à chaque infraction ouverte d'une loi criminelle ou civile de la part d'individus isolés, d'associations, de classes entières

ou de la part des organes centraux. La liberté dégénère alors en licence, en actions arbitraires, en violence ouverte et donne naissance à toute une série de délits et de crimes. La société réagit contre de pareilles infractions qui outrepassent ou détruisent les limites du droit établi, en se servant des organes chargés de veiller à la sécurité de la vie et de la propriété des citoyens. Elle rétablit l'ordre juridique menacé ou violé soit par la réclusion ou l'exécution du criminel, soit par des amendes pécuniaires, soit par l'indemnisation des dommages causés par l'infraction. Quelquefois, cependant, la société manifeste des tendances à punir les infractions, réelles ou prétendues, par une action collective indépendamment des autorités établies et même en opposition avec celles-ci. Dans le premier cas, une pareille réaction prend la forme de la justice du lynch, pratiquée encore aujourd'hui dans quelques parties des États-Unis d'Amérique. En Russie, les communes rurales en usent aussi contre les voleurs de chevaux, poussées qu'elles y sont par les pertes énormes que cette industrie criminelle cause à l'agriculture, ainsi que par le relâchement de la loi pénale vis-à-vis des criminels de cette espèce. Les révoltes et les résistances collectives, soit passives, soit à main armée, dirigées contre les autorités établies ont souvent pour but non le rétablissement de droits lésés, mais plus souvent encore le renversement de droits établis.

Les violences et les crises dont de pareilles actions sont accompagnées, amènent pour la communauté qui les subit un état pathologique qui d'abord peut ne consister que dans une infraction passagère des limites du droit public ou privé, mais qui, par l'ébranlement qui en résulte pour la structure entière de la communauté, peut prendre des dimensions alarmantes. C'est qu'il y a solidarité entre tous les éléments qui forment la sphère juridique, comme il y en a de même entre toutes les forces sociales qui concourent à la vie économique et politique, et qu'en outre les trois sphères sont solidaires entre elles, immanentes les unes aux autres. Les attaques dirigées contre une catégorie de propriété, la propriété foncière ou seulement la grande propriété immobilière, contre le capital en général ou seulement contre les capitaux engagés dans l'industrie, impliquent toujours la négation du droit de propriété en général. Car les différentes formes de propriété concentrées entre les mains du propriétaire représentent des valeurs facilement transformables, grâce à la mesure unificatrice de toutes les valeurs échangeables, l'argent. Cette motilité et transmutabilité des valeurs qui circulent au sein de la société

rendent toutes les catégories de propriétés et de propriétaires tellement solidaires entre elles qu'en attaquant l'une des catégories on les attaque toutes en principe, si ce n'est pas toujours en réalité. En effet, un capitaliste qui vient d'acheter un bien-fonds que l'État confisque n'est-il pas lésé simultanément comme capitaliste et comme propriétaire foncier? Les déclarations contre le capital engagé dans l'industrie sont ridicules, car aucune industrie ne peut se passer de bâtiments, de machines, de matières premières qui, toutes, font partie du capital industriel. Les attaques dirigées contre le capital en général impliquent au contraire la négation du droit de propriété en principe même, toutes les catégories de propriété et tous les propriétaires étant solidaires. Il en est de même des attaques contre le gouvernement. La négation de la souveraineté de l'État dans un cas implique la négation de sa souveraineté en général dans le domaine du droit. Cela explique l'importance que les peuples ont de tout temps attaché à la réalisation des principes du droit en leur donnant même quelquefois un caractère sacré, cela explique la jalousie avec laquelle, dans les pays civilisés, l'opinion publique veille à ce que même les formes, imposées par la loi, soient respectées. Tout droit étant, par son essence même, formel, nier la forme, c'est nier le droit lui-même.

Le respect des formes mêmes du droit peut cependant donner lieu à des déviations dans la sphère juridique d'un caractère spécifique. Les lois, sans être enfreintes ouvertement, peuvent perdre leur efficacité à force d'être commentées de différentes manières ou tournées par des subterfuges plus ou moins adroits. Non seulement des individus dans un intérêt personnel, mais même des corporations, des classes entières et les gouvernements eux-mêmes ont quelquefois recours à une interprétation subtile ou fausse des lois, soit pour se libérer des obligations qui leur sont imposées, soit dans le but d'exercer des droits que la législation ne leur reconnaît pas. Cette tendance à s'habiller de fausses formes légales rappelle un phénomène analogue qui, dans le règne animal, a été observé à plusieurs reprises. Il consiste en ce que les individus d'une espèce imitent les formes extérieures d'une autre espèce afin de se soustraire aux attaques ennemies, contre lesquelles cette dernière espèce est garantie, ou afin de pouvoir plus facilement atteindre leur proie, trompée par les formes inoffensives de l'ennemi. Ce phénomène curieux est connu en zoologie sous la dénomination de *mimicry*. L'engence des interprètes faux de la loi, des chicanes, des parasites qui, sous des

formes légales, s'emparent de leur proie, n'use-t-elle pas des mêmes moyens pour atteindre son but ?

La connexité organique dans la filiation des formes correspond dans la sphère juridique au principe de continuité dans la sphère économique et politique et à l'hérédité, qui représente le principe conservateur dans la nature organique. Rompre d'une manière violente la filiation des formes juridiques, c'est donc déroger à une loi naturelle. Aussi les conséquences d'une telle dérogation ne manquent-elles jamais de se faire sentir et de se manifester dans un avenir plus ou moins éloigné, d'abord par un malaise plus ou moins prononcé, suivi d'une diathèse générale et de crises pathologiques aiguës. De nouvelles formes imposées à une société extérieurement, par un procédé pour ainsi dire mécanique, doivent nécessairement amener des déformations plus ou moins profondes dans la structure intérieure et causer des états pathologiques dangereux.

Voilà donc deux symptômes opposés de maladies dans la sphère juridique : manifestation du droit au détriment de la liberté et de celle-ci au détriment du droit. Quelle est la marche que la société doit suivre pour ne pas tomber dans l'un ou l'autre de ces états pathologiques ?

Ce chemin nous est tracé par la formule qui détermine l'évolution progressive de la sphère juridique en analogie avec la loi de progression qui préside au développement morphologique des organismes de la nature. Les différents types du règne végétal et animal, en se développant d'une manière progressive, changent de formes d'accord avec l'action physiologique et en les subordonnant aux exigences unificatrices de l'organisme. La transformation s'effectue en même temps par adaptation au milieu ambiant, par ségrégation et sous l'influence de la lutte pour l'existence, ainsi que du principe d'hérédité. Il en doit être de même de la marche progressive de l'organisme social. Le droit, élément morphologique, y doit marcher de pair avec la liberté, principe d'action. Les droits établis respectés, les réformes adaptées aux besoins réels de la population, au niveau de son développement matériel, intellectuel et moral, au caractère national, à l'histoire du pays, voilà le chemin du progrès. Les droits ébranlés et abolis par des moyens violents, outrepassés par la licence, les libertés, privées et publiques, rétrécies et étouffées, voilà la marche rétrograde, accompagnée toujours de crises économiques, juridiques et politiques et de symptômes pathologiques.

Toutefois l'état morbide d'une communauté n'est pas toujours

causé par des moyens violents. Des réformes hâtives, prématurées, inspirées par des théories étrangères aux besoins de la communauté, peuvent lui nuire autant et quelquefois même plus que l'ébranlement causé par les haines ou les passions que suscite la lutte des individus et des classes. Le remède appliqué est dans ce cas pire que le mal qu'il s'agit de guérir. De pareils remèdes sont surtout dangereux quand ils sont destinés à transformer la structure d'une communauté. Au lieu d'une transformation naturelle, ils ne réalisent souvent qu'une malformation artificielle. C'est que l'organisme social présente une telle complexité de forces qui agissent souvent dans un sens contraire, quoique solidaires entre elles, que l'esprit le plus lucide est sujet à se tromper sur la nécessité et les conséquences d'une réforme. Faut-il s'étonner qu'il y ait tant de réformes manquées ou donnant des résultats diamétralement opposés à ce qu'on pouvait en espérer?

IV

La différence dans la structure morphologique, intérieure et extérieure, des organes sociaux et des communautés dans leur ensemble constitue le *type* d'un organisme social. La construction du type, effet de la délimitation des éléments anatomiques du système nerveux social en différentes sphères d'action, est par son côté morphologique un produit de la sphère juridique de l'organisme social (1).

Qu'est-ce qu'un type organique et social?

Dans le domaine de la biologie on est généralement d'accord que le rang plus ou moins élevé qu'une espèce végétale ou animale occupe sur l'échelle hiérarchique des êtres organisés est déterminé par la spécialisation plus ou moins prononcée de ses organes concurremment avec leur intégration plus ou moins intense. Mais les végétaux et les animaux manifestent une telle multiplicité et variabilité de formes que le botaniste et le zoologue se trouvent souvent dans l'impossibilité de désigner la place qu'une espèce doit occuper dans la hiérarchie des êtres. C'est que les espèces végétales et animales présentent non seulement différents degrés d'intégration et de diffé-

(1) Tome III, p. 57 et suiv.; t. IV, p. 72, 130 et suiv.

renciation organique dont dépend le niveau de leur développement, mais encore des types organiques distincts. Le type marque la coordination des cellules et des organes et les rapports des différentes couches de cellules entre elles. Il est sous beaucoup de rapports indépendant du degré de développement d'une espèce. Des plantes et des animaux du même type peuvent appartenir à des ordres très différents dans la hiérarchie des organismes et par contre des types distincts doivent quelquefois être placés sur le même degré de l'échelle hiérarchique. Le zoologue Baer a suffisamment par ses travaux éclairé cette question en ce qui concerne surtout le règne animal.

Il en est de même des différentes races et nationalités humaines. Par rapport à celles-ci il est également urgent de distinguer le type du degré de développement. Personne certainement ne sera en peine de distinguer le degré hiérarchique auquel doivent être placés les Hottentots, les Polynésiens et les Samoyèdes vis-à-vis de la race aryenne. Mais il en est autrement dès qu'il s'agit des différentes races plus avancées, comme par exemple de la race sémitique vis-à-vis de la race aryenne, et les difficultés ne feront que s'accroître dès qu'on voudra comparer les différentes branches aryennes de la famille européenne. C'est que les races humaines et leurs différentes branches présentent des types distincts qui ne décident pas, comme aussi les types dans le règne végétal et animal, du niveau de leur développement physique, intellectuel et moral. Aussi tous les essais pour marquer aux différentes nationalités, qui marchent à la tête de la civilisation moderne, une place précise, les unes vis-à-vis des autres, dans l'ordre hiérarchique du développement du genre humain, n'ont rendu témoignage que de la partialité et du manque de lumières, surtout dans les domaines de la biologie et de la sociologie, de la part des savants qui s'en sont occupés. Le Français, l'Allemand, l'Italien, l'Anglais, le Russe présentent différents types caractéristiques d'organisation physique, intellectuelle et morale qui ne décident encore en rien de la question de leur perfection et encore moins de celle de leur perfectibilité. Une race, une nationalité peuvent être douées d'énergies psychiques extraordinaires et ne pouvoir les manifester faute de conditions et d'occasions favorables. Les énergies vitales se trouvent dans ce cas dans un état latent. Quoiqu'elles demeurent en un état de repos relatif et d'équilibre, elles n'en existent pas moins. Que le milieu ambiant change, que les entraves disparaissent, qu'un choc vienne éveiller les énergies endormies et

elles passeront à l'état patent en manifestant leur action au dehors.

Comme les races et les nationalités, de même les individus présentent des types distincts. Selon la différence des tempéraments il y a les types sanguin, cholérique, flegmatique et mélancolique. Mais peut-on ranger les représentants de ces différents types dans un ordre hiérarchique en se fondant sur les qualités, les défauts et le caractère du type même? Peut-on comparer la grandeur de Napoléon comme capitaine avec celle de Newton comme savant et avec celle de Mozart comme musicien? — Ce sont différents types, de guerrier, de savant, d'artiste, incommensurables les uns avec les autres.

Comme les individus, les espèces et les races, de même les différents organismes sociaux présentent des types distincts, économiques, juridiques et politiques. Monarchie héréditaire et élective, absolue et constitutionnelle, république, aristocratie, voilà les différents types d'organisation politique. La législation civile et pénale d'un pays peut également porter une empreinte aristocratique, démocratique ou oligarchique et façonner dans le même sens les mœurs et les relations des membres d'une communauté dans le domaine du droit privé et public.

Enfin la sphère économique nous présente une très grande variété de types. La propriété immobilière grande, moyenne et petite constitue des types distincts d'exploitation agricole. Les entreprises industrielles, commerciales et financières qui ont à leur tête un chef unique en même temps que propriétaire sont constituées d'après le type monarchique. Il y en a qui sont régies par des dynasties entières. Une assemblée d'actionnaires avec des directeurs, élus temporairement, correspond par contre au type républicain, aristocratique, oligarchique ou démocratique selon la position sociale et le nombre des détenteurs d'actions.

Peut-on affirmer qu'un de ces types économiques, juridiques ou politiques implique, comme tel, un plus haut degré de développement que les autres? Non, sans doute. Car le type social, ainsi que le type individuel, est la résultante d'un développement antécédent sous l'influence qu'une longue série de luttes pour l'existence, intérieures et extérieures, de nombreuses adaptations au milieu ambiant, d'accumulations d'énergies héréditaires. C'est l'évolution historique qui décide de la constitution du type social, comme l'hérédité et l'adaptation du type individuel. L'autocratie correspond parfaitement au caractère de la nationalité russe, à ses tendances et ses aspirations, ainsi qu'aux

conditions ethnographiques et historiques dans lesquelles se trouve et par lesquelles a passé l'immense empire des czars. Par contre le régime constitutionnel répond au caractère anglo-saxon, il en est l'expression adéquate, sans parler même des conditions favorables que présente pour le fonctionnement du régime parlementaire la position insulaire de l'Angleterre, qui l'a délivrée jusqu'aujourd'hui de la nécessité de tenir constamment sur pied une force militaire nombreuse. Non seulement au point de vue des exigences de la vie réelle, mais de même au point de vue scientifique on ne saurait soutenir que la constitution politique de l'empire britannique soit plus parfaite que celle de la Russie. Il en est de même d'une constitution aristocratique opposée à une structure démocratique, de la grande propriété foncière comparée à la petite, d'une entreprise industrielle régie par un seul entrepreneur, en même temps capitaliste, vis-à-vis d'une société d'actionnaires avec des directeurs élus temporairement.

Le type une fois constitué, ce qui peut arriver de pire à une communauté, à une nationalité ou à un État, c'est la déformation ou la perte totale de son type historique. La déséquilibration des énergies vitales qui en résulte implique toujours un affaiblissement, une dégénérescence du système nerveux social qui en est atteint. Il en est de même du passage d'un type social, économique, juridique ou politique, à un autre. La nouvelle coordination des éléments anatomiques sociaux, la transformation des organes, les changements dans leur fonctionnement, qu'entraîne toujours une pareille évolution sont dans la plupart des cas accompagnés d'une perte notable de forces vitales, d'une surexcitation nerveuse excessive, de crises violentes. Le déclin de l'ancienne Rome a commencé dès le jour où elle a abandonné le type d'une république aristocratique et où elle a été obligée de se reconstituer sur un type monarchique, poussée qu'elle y était par l'immensité de son territoire et par les attaques des peuples barbares auxquels était constamment exposée sa périphérie. Cependant le nouveau type, elle n'a pu le réaliser dans toute sa pureté et ses conséquences. La Rome des Césars a été un organisme hybride qui n'était ni une république, ni une monarchie héréditaire ou élective. Les États-Unis d'Amérique sont au contraire redevables de leur développement économique extraordinaire et de leur grandeur non seulement à ce que leur institution a été parfaitement adaptée aux conditions historiques dès l'origine même de la nouvelle communauté, mais surtout à ce qu'ils ont su conserver intact dans toute sa

pureté le type originaire d'une république en même temps démocratique et conservatrice. — Il en est de même de toutes les autres sphères de la vie sociale. Le passage de la petite propriété foncière à la grande peut devenir fatal à un pays, témoins les latifundia romains ; comme aussi le passage de la grande à la petite, témoins les perturbations dont souffre l'agriculture dans plusieurs parties de la Russie après l'émancipation des serfs et la translation du droit de propriété d'une grande partie des biens-fonds aux communes et aux fermiers. Une entreprise industrielle en se transformant en une compagnie d'actionnaires, en adoptant le régime démocratique ou constitutionnel, peut déchoir par la perte de l'unité d'action et de centralisation que lui garantissait la personnalité d'un entrepreneur unique. Il était le représentant du principe monarchique de l'entreprise. Sous d'autres conjonctures et par suite de changements survenus dans le milieu ambiant économique, la transformation d'une entreprise dans le sens contraire peut également lui devenir fatale. Un changement de type en ce qui concerne la législation civile et criminelle est de même accompagné de beaucoup de déchets de forces et de dangers. Le passage abrupt du droit coutumier au droit formel ainsi que l'abandon de celui-ci pour l'autre, le passage d'une pratique criminelle très sévère à la mansuétude et du relâchement à une sévérité extrême dans la poursuite des crimes et des délits impliquent des évolutions de types juridiques pleines d'inconvénients graves et de conséquences désastreuses dans le domaine du droit.

Une communauté qui a perdu les trois caractéristiques de son type historique et qui est hors d'état de se réformer d'après son nouveau type se trouve dans l'état d'*atypie*. C'est un état pathologique semblable à celui dans lequel se trouverait un organisme qui aurait cessé d'être amphibie sans être parvenu à devenir soit un poisson soit un animal aérien. C'est d'*atypie* qu'a souffert la Rome des Césars et c'est l'*atypie* de sa constitution politique qui a été la cause principale de la ruine de la Pologne. Sa constitution, en flottant sans cesse entre le type d'une république aristocratique et celui d'une monarchie élective, a dû amener une désorganisation générale de la société polonaise et de l'État polonais. — Si une communauté parvenait à organiser son industrie d'après les recettes de l'école collectiviste, elle présenterait également une organisation économique qui souffrirait d'*atypie*. En réglementant le travail de la manière la plus sévère et en déchaînant en même temps les appétits et les passions de la masse populaire, les initiateurs de ce système n'enfante-

raient qu'un être hybride, dont la constitution flotterait sans cesse entre le despotisme oriental et la licence d'une démocratie privée de tout frein.

V

Toute action sociale ayant pour source primaire l'individu et celui-ci constituant, malgré l'inégalité physique, intellectuelle et morale des hommes, une unité organique indivisible, il s'ensuit que toute projection des énergies individuelles dans l'espace et le temps doit non seulement porter l'empreinte de la spécialisation, comme reflet de l'inégalité individuelle, mais encore manifester la tendance vers l'unité dont est animé chaque individu. En étudiant les anomalies économiques, nous avons démontré que l'inégalité individuelle des aptitudes physiques, intellectuelles et morales se manifeste dans le milieu ambiant économique, — la substance sociale intercellulaire, — par une distribution inégale des richesses. Quant aux tendances unificatrices, elles trouvent leur expression dans une mesure commune et unique pour les richesses échangeables — l'argent. Nous en avons déduit alors que toute société dans son évolution progressive doit tendre à une inégalité de fortune toujours plus prononcée en même temps que graduellement proportionnée et vers une mesure de valeur unique et parfaitement fixe. Dans la sphère politique, comme nous le verrons plus tard, les mêmes tendances divergentes de différenciation et d'intégration se manifestent par une hiérarchie toujours plus développée des différents centres d'action sociale superposés les uns aux autres et aboutissant à la souveraineté de l'État à laquelle tous les citoyens sont également liés.

Tâchons de nous rendre maintenant compte de la manière dont ces deux tendances se réalisent dans la sphère juridique.

Les énergies morphologiques de la société, comme nous l'avons démontré, se projettent au dehors par les us et coutumes d'abord, les mœurs ensuite et définitivement par la loi écrite qui ne présente qu'un réflexe indirect fixé par les signes de l'écriture dans la substance sociale intercellulaire. En analysant l'agencement des forces sociales dans la sphère juridique nous avons relevé, que le principe d'où il part et le but vers lequel il tend consistent dans une délimitation toujours plus nette et plus spécialisée des différents centres

d'action : individus, familles, corporations, classes, pouvoirs publics. A mesure de l'évolution progressive d'une société, la complexité et la coordination des rapports dans la sphère juridique doit gagner sans cesse en énergie et en richesse de formes, tout droit étant, par son essence même, formel. C'est donc par la multiplicité des relations dans le domaine du droit que dans la sphère juridique se manifeste la tendance de l'organisme social vers une délimitation et une différenciation des forces toujours plus spécialisées.

La tendance unificatrice, par quelles voies se réalise-t-elle de son côté dans la sphère juridique ? — L'unité éthique du for intérieur de l'individu, l'unité de conscience qui constitue le principe fondamental de la personnalité, quelle est leur projection sociale ? Eh bien, c'est par l'égalité devant la loi que se manifeste extérieurement l'unité de la conscience individuelle autant que sociale. La législation civile et pénale dans son application représente la *mesure* d'après laquelle sont évaluées les actions des membres d'une société sous le point de vue juridique, comme l'argent sert de mesure économique pour évaluer la quantité du travail effectué. L'inégalité devant la loi constituerait donc un phénomène juridique analogue non à l'inégalité des fortunes dans la sphère économique, mais à l'absence d'une mesure unique et fixe par les valeurs échangeables. Comme tous les échanges, toutes les transactions économiques deviennent incertains et aléatoires par suite de fluctuations dans la valeur de l'argent, de même toutes les relations dans la sphère juridique s'ébranlent et se déséquilibrent par suite du manque d'unité dans l'application et l'exécution des lois. Législateurs ignorants et corrompus, juges partiaux et vénaux, ce sont les faux-monnayeurs du droit. Par contre, l'inégalité des fortunes est un phénomène économique qui correspond à la différenciation, à la multiplicité et à l'inégalité des relations dans le domaine du droit. Comme l'égalité des fortunes aurait pour suite inévitable la suppression de tout esprit d'entreprise et d'épargne, la destruction de la liberté économique, de même la fixation de toutes les relations juridiques à un niveau égal et uniforme aurait pour conséquence nécessaire le despotisme d'une loi formelle, la destruction de la liberté éthique de l'homme. Dans l'un et l'autre cas, la personnalité humaine serait subjuguée par un formalisme extérieur, l'esprit tué par la lettre.

Les esprits faux qui se servent de l'argument de l'égalité devant la loi pour en déduire comme conséquence nécessaire l'égalité des fortunes, se servent de deux prémisses qui appartiennent chacune à

un ordre de phénomènes distincts et même opposés. L'égalité devant la loi correspond à la fixité dans la mesure des valeurs, l'argent; l'inégalité devant la loi aux fluctuations dans la valeur de l'argent. Par contre, l'égalité des fortunes correspondrait à la réduction de toutes les relations juridiques à un niveau unique; l'inégalité des fortunes, à la multiplicité et à la liberté de ces relations. L'argument des égalitaires, en se basant sur des analogies qui en réalité sont des oppositions, pâtit d'une contradiction intérieure irréductible. Ce n'est qu'au moyen de la méthode d'induction que la sociologie est à même de réduire de pareils arguments au néant en démontrant leur incongruité.

PAUL DE LILIENFELD,

Membre de l'Institut international de Sociologie.

(La fin prochainement).



Essai de Notation Sociologique.

I

Si on voulait décrire les contours de la France à l'aide de mots, il faudrait s'exprimer ainsi: « A partir de la frontière belge la côte suit pendant soixante kilomètres la direction du sud-ouest-ouest. De ce point, qui est le cap Gris-Nez, et jusqu'à l'estuaire de la Somme, pendant soixante autres kilomètres, la direction est du nord au sud. Puisse développer une ligne sinueuse, jusqu'au Havre, dont la direction générale est le sud-ouest »... et ainsi de suite jusqu'à Bayonne. On le comprend, malgré les plus grands efforts, la personne qui lirait cette description aurait une idée vague et indéterminée des côtes de la France. Au lieu de tous ces mots, si on regarde une carte pendant quelques minutes, si on la retient dans la mémoire, on a une représentation des contours de la France d'une précision et d'une netteté qui ne laisse rien à désirer.

Notre cerveau retient plus facilement les images que les idées. C'est une donnée élémentaire de la psychologie. Elle sert de base aux méthodes d'enseignement. Plus on peut remplacer les descriptions par la contemplation de l'objet lui-même ou, à son défaut, par un dessin, moins on

exigé d'effort de la part de l'élève. Dans ces dernières années la tendance à substituer les graphiques aux chiffres devient universelle, tant on est convaincu que cela procure de grandes facilités à la mémoire.

Jusqu'à présent on n'a pas trouvé d'autre moyen de décrire les institutions sociales que la parole. Prenons l'organisation de la république romaine comme exemple. On nous apprend qu'il y existait des comices curiates et centuriates, un sénat, puis une série de magistratures : le consulat, l'édilité, la censure, le tribunat, etc. Pour avoir une notion, même superficielle, des institutions romaines, il faut lire un volume entier. Quand on l'a fait, on se trouve précisément dans la situation de la personne qui a lu la description des côtes d'un pays. Malgré un effort considérable, l'esprit a la plus grande peine à se représenter la composition des assemblées curiates et centuriates, à se rappeler les fonctions et les attributions de toutes ces magistratures. Souvent, quand on est à la fin du volume, on a déjà oublié le commencement ; on ne voit pas bien alors le lien qui unit ces différentes institutions ; bref, on a une représentation des plus confuses de la république romaine. De plus, pour obtenir cette représentation, même si imparfaite, on a dû se livrer à un effort si fatigant qu'on est souvent dégoûté de cette étude. Certes, si quelque chose a contribué à jeter le discrédit sur les sciences sociales, c'est, en partie, le fait que leurs données sont si indéterminées et si peu saisissables. Les organes sociaux ne sont ni plus nombreux, ni plus complexes que les organes biologiques. Ces derniers ont même une infériorité des plus marquées : ils sont composés de parties constituantes qui ne peuvent pas s'apercevoir sans de forts grossissements au microscope. Il n'en est pas ainsi des institutions sociales ; elles peuvent toutes s'observer directement sans aucun effort. Malgré cela les descriptions anatomiques sont d'une grande clarté, et les descriptions sociologiques d'une grande obscurité. Pourquoi ? A notre sens, parce qu'on n'a pas su les bien faire ; parce qu'on n'a pas songé, jusqu'à ce jour, à se servir de méthodes graphiques. Au lieu de mots il faudrait employer des dessins qui permettraient d'atteindre la précision désirable. Il suffirait alors de retenir une image dans l'esprit pour avoir la représentation des institutions d'une société, comme il suffit maintenant de retenir une carte pour avoir la représentation de la topographie d'un pays.

II

Passons à un autre point de vue. Les phénomènes naturels sont d'une complexité infinie. Une science ne peut donc se constituer que si elle aboutit à des généralisations plus ou moins vastes. Or que signifie généraliser? Cela veut dire, entre autres, considérer un grand nombre de phénomènes, plus ou moins similaires, comme formant un phénomène unique. Généraliser, c'est apercevoir des ensembles. Or, pour y parvenir, il faut pouvoir présenter les phénomènes d'une façon si succincte, que l'œil ou la pensée puissent les saisir d'un seul coup. Considérons par exemple la formule mathématique :

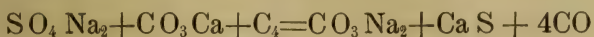
$$\int_0^x \frac{dx}{\sqrt{1-x^2}} = \text{arc sin } x$$

Elle s'énonce comme il suit : — « L'intégrale définie (prise entre les limites zéro et une des valeurs déterminée de la variable) de la différentielle de la variable, divisée par la racine carrée de la différence entre l'unité et la variable élevée au carré, est égale à la valeur de l'arc dont le sinus serait la variable ».

On a la plus grande peine à saisir et à comprendre cette formule quand elle est énoncée en paroles, mais elle devient parfaitement claire une fois présentée de la façon abrégée qui est en usage chez les mathématiciens.

L'ensemble des signes conventionnels à l'aide desquels on représente certains faits s'appelle une *notation*. Aucune science ne peut être complète si elle n'en possède une. Celle des mathématiques est déjà un modèle de perfection. L'astronomie a sa notation, la chimie également. Ainsi, au lieu d'écrire : le sulfate de soude, consistant en un atome de soufre, quatre atomes d'oxygène et deux atomes de sodium, étant traité par le carbonate de chaux, consistant en un atome de carbone, trois atomes d'oxygène et un atome de calcium, en présence de quatre molécules de carbone, il se produira une réaction chimique qui donnera lieu à la formation du carbonate de soude, consistant en un atome de carbone, trois atomes d'oxygène, deux atomes de sodium ; du sulfure de calcium, consistant en un atome de calcium et un atome de soufre ;

et de quatre molécules d'oxyde de carbone, consistant chacune en un atome de carbone et un atome d'oxygène, on écrit :



La notation chimique est encore loin d'être parfaite ; elle n'est pas parvenue à élaborer un ensemble de signes purement idéographiques ; néanmoins, telle qu'elle est, elle abrège à tel point la description des phénomènes qu'elle rend déjà les plus grands services. On se demande même si la chimie aurait pu atteindre un degré d'avancement sérieux sans notation ? Il aurait fallu alors perdre un temps infini pour écrire les formules par des mots et un temps non moins considérable pour comprendre les formules ainsi présentées.

Eh bien ! la sociologie, non plus, ne pourra faire aucun progrès aussi longtemps qu'il sera nécessaire de consacrer un volume entier à décrire les institutions d'un pays. La sociologie a besoin, elle aussi, d'un ensemble de signes abrégés et en partie conventionnels pour représenter l'organisation des groupes politiques.

III

Pour venir au-devant des besoins exposés plus haut, nous avons eu l'idée de la notation que nous présentons maintenant au lecteur. Nous le prions de vouloir bien passer à l'inspection de la planche ci-jointe. Nous avons pris la France pour exemple. Comme on peut le voir, l'organisation politique de ce pays est représentée par un ensemble de signes conventionnels.

Tout en bas des petites cases (surmontées de deux lignes obliques qui rappellent le toit d'une maison), figurent les familles. Ces cases sont occupées par un carré et un rond plus grands et par des ronds et des carrés plus petits : ce sont le père, la mère et les enfants. On peut immédiatement en conclure que la famille française est monogame. Si on figurait la société turque, quelques cases contiendraient plusieurs ronds à côté du carré représentant le chef de famille. On voit de plus que nos cases contiennent tantôt deux, tantôt trois enfants (1), parce que leur nombre moyen, par famille, est en France de 2,60.

(1) Il en était du moins ainsi sur le dessin original de l'auteur ; le graveur n'en a pas tenu compte. Il a fait des fautes dans plusieurs cases.

Un simple regard, jeté sur notre planche, montre également que la société française est arrivée au degré de coalescence, où, sauf la famille, tous les autres groupements, provenant de la parenté, ont disparu. Si on représentait l'ancienne société romaine, il aurait fallu figurer les *gentes*, les *curies* et les *tribus*.

Passons maintenant à l'organisation politique. On voit d'un seul coup sur notre planche que les divisions administratives de la France sont la commune, le canton, l'arrondissement et le département. Puis on y distingue les communes urbaines et les communes rurales. Notre planche contient seize communes dont six portent des hachures; c'est la proportion qui existe réellement en France (en 1886, sur 100 habitants, 65 étaient dans les campagnes et 35 dans les villes).

Un autre fait se dégage d'une simple inspection : c'est que la France est un pays démocratique. Tous les citoyens y ont des droits égaux. S'il y avait, comme en Angleterre et en Russie, des distinctions de classe, les citoyens n'auraient pas été placés tous sur une seule ligne horizontale, mais ils auraient été superposés les uns au-dessus des autres en plusieurs rangées.

Les organes administratifs sont figurés par des espèces de petits cadres dans lesquels sont enfermés les individus qui en font partie. On voit que la commune est gérée par le conseil municipal et par le maire. Des lignes sinueuses (symbolisant l'hésitation qui accompagne souvent le vote), partent des chefs de famille et aboutissent à une petite accolade au-dessous du cadre du conseil municipal. Cela marque qu'il est élu par les citoyens au scrutin de liste. Comme on le voit, des lignes électives ne sortent pas de chaque carré. Cela marque ou les abstentions ou le fait que les voix des minorités sont complètement perdues. S'il y avait en France le vote cumulatif, les élections eussent été figurées autrement. On voit tout de suite aussi que les femmes ne votent pas en France. Une représentation de la société néo-zélandaise aurait fait sortir les lignes électorales des petits ronds comme des carrés.

L'élection du conseil municipal n'est indiquée sur notre planche que pour les deux communes de gauche. Nous ne l'avons pas répétée pour toutes afin de ne pas multiplier les signes outre mesure. Mais il va de soi qu'ici la partie représente le tout.

A la tête du conseil municipal est le maire. On voit qu'il est tantôt élu par les conseillers (ou plutôt à proprement parler par la majorité d'entre eux), tantôt nommé par le ministre de l'intérieur.

La formation du conseil d'arrondissement et du conseil général du département est indiquée sur notre planche dans la division de gauche.

Nous avons employé les mêmes signes conventionnels que pour l'élection des conseils municipaux.

Sur notre dessin le département de droite est affecté à l'élection des députés et des sénateurs. On voit que les députés sont élus à l'arrondissement, au scrutin uninominal et au suffrage de tous les citoyens. On voit également que certains arrondissements élisent plus d'un député.

L'élection des sénateurs est plus complexe; mais elle devient d'une grande clarté par l'inspection de notre planche. On voit que le sénateur est élu par des conseillers municipaux (1), les conseillers d'arrondissement, les conseillers généraux et les députés, au scrutin de liste (l'accolade l'indique).

Des signes, rappelant vaguement deux jambes, montrent que les députés se rendent à la Chambre et les sénateurs au Sénat. Collectivement ils se réunissent au Congrès et élisent le Président de la République. On voit aussi comment se forme le ministère. Il est désigné par la majorité de la Chambre des Députés, mais nommé en même temps par le Président de la République. La ligne sinueuse qui marque l'élection s'unit à la flèche à une barbe de la nomination.

On voit également le nombre des ministres et on aperçoit que l'un est président du conseil. Du ministère de l'intérieur partent les lignes indiquant la nomination des préfets, des sous-préfets et de certains maires (ceux des communes urbaines les plus importantes).

Telle est la description de notre planche. Elle contient certaines erreurs de gravure; nous en demandons pardon au lecteur. Mais il voudra bien nous témoigner son indulgence quand il saura que l'auteur de ce travail habite la Russie et que la planche a été gravée à Paris. Nous espérons faire mieux à une prochaine occasion.

IV

Nous ne nous dissimulons pas les imperfections de notre travail. Nous le présentons comme une ébauche, comme une première tenta-

(1) Par ceux-ci à un vote à deux degrés, puisqu'ils élisent des délégués. Mais l'échelle de notre planche est trop petite pour qu'on puisse y marquer cette particularité.

tive qui pourra être grandement perfectionnée. Mais nous nous décidons à le publier, espérant que cette idée pourra être féconde.

Travaillant dans une ville de province dont les ressources sont très médiocres, l'auteur n'a pas pu exécuter son idée dans toute sa plénitude. D'ailleurs, en mettant un premier essai sous les yeux du public, il fallait éviter toute complication. Une figuration succincte, mais claire, a plus de chance de se répandre qu'une figuration plus complète mais compliquée. Le principal, pour le moment, est que notre planche soit compréhensible de prime abord, pour tout le monde.

Mais si notre système de notation sociologique venait à être adopté, on pourrait lui appliquer des perfectionnements très nombreux. Tout d'abord il faudrait augmenter le format des planches dans une très forte mesure de façon à obtenir des figures à plus grande échelle, par exemple à celle du dix-millième ; alors une famille en représenterait dix mille. Dans ce cas il faudrait, pour représenter la France, une feuille de six mètres. Pour faire un essai, on pourrait prendre d'abord un pays plus petit, la Belgique, par exemple. Pour cette dernière, il suffirait d'une feuille d'un mètre vingt centimètres. Notre planche est purement schématique. Deux communes y représentent un canton, deux départements le pays tout entier. Mais si on adoptait une échelle plus grande, on pourrait donner le nombre réel des divisions politiques. Ainsi la Belgique étant figurée par une ligne de 1 mètre 20, chaque province de ce pays aurait 13 centimètres.

A l'échelle du dix-millième, on pourrait donner des indications démographiques très nombreuses. Ainsi, au lieu de représenter les hommes par des carrés, on les représenterait par des petites têtes vues de profil. De nombreuses combinaisons s'offriraient alors. Par exemple, les profils tournés à gauche marquerait les illettrés. Un petit indice accompagnant les têtes distinguerait les professions. Ces indices devraient être choisis avec discernement, de façon à être aussi symboliques que possible, et à demander le moins d'explications. Ainsi une balance indiquerait les magistrats, une roue dentée les industriels, etc. ; les savants pourraient recevoir un chapeau de docteur, etc.

La simple contemplation d'une planche portant toutes ces notations donnerait une foule de renseignements qu'il faut chercher maintenant dans les tableaux de statistique, où ils sont exprimés de plus par des nombres, c'est-à-dire par ce que la mémoire retient avec le plus d'effort.

Sur une planche à grande échelle on pourrait même marquer les abstentions électorales, les voix perdues par les minorités et une foule d'autres détails.

L'échelle pourrait être adoptée non seulement pour l'ensemble des citoyens, mais encore pour le personnel des institutions politiques; mais, naturellement, pour ces derniers elle devrait être plus grande. Ainsi un député au parlement en représenterait dix et la Chambre française serait figurée par 58 têtes. Les cadres marquant les institutions pourraient être diversifiés également dans une grande mesure. Nous avons déjà essayé cette combinaison. Sur notre dessin le cadre du Congrès est au pointillé pour indiquer que cette institution est temporaire et non permanente. On pourrait adopter différentes autres combinaisons. En général, moins il y aura de légendes sur les planches, mieux cela vaudra. En adoptant une forme spéciale pour le cadre de chaque institution (conseil municipal, départemental, etc.), on aura réalisé un progrès de plus dans la notation. L'idéal serait de pouvoir supprimer tout texte écrit. Alors la notation serait parfaite, car elle pourrait être comprise dans tous les pays, comme l'est maintenant la notation mathématique et chimique.

Notre planche est consacrée entièrement aux institutions politiques; mais une société en comporte un grand nombre d'autres : militaires, judiciaires, financières, économiques, etc., etc. Certes il y aurait avantage à les figurer sur la même planche. On aurait alors une image concrète de la vie sociale, dans son infinie complexité. Peut-être réussira-t-on un jour à réaliser ce desideratum en augmentant la dimension des planches et en employant diverses couleurs pour figurer les diverses institutions.

Si la complexité devenait trop grande, pour plus de clarté on pourrait représenter les institutions d'une même catégorie sur une planche spéciale; un tableau montrerait, par exemple, l'organisation militaire, un autre l'organisation judiciaire, etc., etc. Mais si on pouvait donner un résumé succinct de toutes les institutions en général, même figurées de la façon la plus sommaire, l'avantage serait immense. De même qu'on donne des cartes d'ensemble d'un pays à petite échelle et des cartes de ses différentes provinces à une échelle plus grande, de même on donnerait dans notre système des tableaux portant toutes les institutions et d'autres, consacrés à une seule. On pourrait ainsi employer une planche séparée pour montrer l'organisation administrative d'une ville, ou celle d'un ministère, etc.

Bref, notre système de notation est susceptible de recevoir de très nombreux perfectionnements. Nous le répétons, nous livrons une ébauche dans l'espoir que d'autres l'amélioreront d'une manière considérable. Il nous semble cependant que notre idée fera son chemin. Elle

permet en effet de représenter toutes les conditions de la vie sociale. Ainsi, pour figurer une population nomade, il suffirait de supprimer les lignes obliques qui surmontent les cases des familles et de remplacer le cadre, qui les entoure, par une boucle, placée au-dessus de la ligne du sol. Nous donnons cette suggestion en passant : on pourrait en indiquer un très grand nombre d'autres.

V

Arrivons maintenant aux services que peut rendre notre notation.

Tout d'abord, en remplaçant par une figure ce qui maintenant doit s'expliquer par de longues périphrases, on fait gagner un temps considérable. Combien d'hommes politiques, appelés aujourd'hui à diriger un ministère, ne savent pas comment il est organisé ! Il faut le leur expliquer par de longs discours ou bien les mener dans les pièces occupées par les différents services et leur en présenter le personnel. Alors seulement ils se font une idée concrète des rouages de l'institution. Notre système éviterait ces pertes de temps. L'inspection d'une simple planche permettrait de saisir, d'un seul coup, l'organisation du ministère.

La notation sociologique sera également d'une grande utilité pour l'enseignement du droit. Nous avons déjà dit plus haut combien il est difficile de fixer dans la mémoire les institutions d'une société. Quand le professeur, en même temps qu'il donnera ses explications, pourra montrer une image concrète, sa tâche sera grandement facilitée. D'autre part, quel avantage pour l'élève ! Quand on enseigne la géographie en montrant des cartes, on demande un effort beaucoup moindre au cerveau. Il en sera de même quand on enseignera le droit en s'aidant de la notation sociologique.

Mais les facilités de l'enseignement sont un des moindres avantages de notre système. Son plus grand mérite sera de servir de corps, pour ainsi dire, à la sociologie.

De nos jours, si un botaniste découvre une plante nouvelle, il peut la décrire à l'aide d'un petit nombre de termes conventionnels. Il donne quelques indications succinctes et celui qui les entend ou qui les lit, partant de données connues, se fait une idée assez exacte de la plante nouvelle.

Il n'en est pas ainsi en sociologie. La description d'une société est

chose très pénible et d'une imperfection déplorable, justement parce qu'on ne sait pas quels traits principaux il faut décrire, quelles indications fondamentales il faut donner. Quand les ethnographes décrivent un peuple peu connu, ils nagent en plein dans la plus haute fantaisie. Ils nous donnent les renseignements les plus incohérents et les plus disparates. En parlant de tel peuple, ils relèvent l'organisation de la famille ; de tel autre, un trait psychique quelconque ; en parlant d'un troisième, ils nous informent sur quelque détail du costume ou de l'outillage. Nous avons été particulièrement frappés de ce fait en lisant les dix-neuf volumes de la *Géographie* de M. Reclus. Quand ce savant auteur aborde la description d'un pays, il maintient l'ordre le plus parfait dans son exposition : généralités, orographie, hydrographie, climatologie, flore et faune ; tout cela revient pour chaque contrée avec une régularité mathématique. Mais dans la description des populations règne la variété la plus extrême et l'arbitraire le plus complet. Ainsi il néglige de nous dire parfois si telle population pratique la monogamie ou la polygamie. Il néglige donc de nous informer sur l'un des facteurs principaux de l'organisation sociale.

D'où vient l'imperfection de l'ethnographie ? Certes, dans une immense mesure, de l'absence d'une méthode abrégée d'exposition. Il est fastidieux de revenir toujours sur les mêmes détails en parlant des différents peuples. On fatigue le lecteur par la répétition des mêmes faits. Aussi, en ethnographie, on relève seulement les particularités, les bizarreries, bref, ce qui frappe l'imagination pour une raison ou pour une autre. Cette méthode est anti-scientifique au premier chef. Ce qu'il importe surtout de connaître au sociologue, c'est la structure sociale, la trame solide et fondamentale et non les singularités qui peuvent être éphémères par cela même qu'elles sont anormales. Et puis, quand on réduit l'ethnographie à une série de « faits divers », on autorise le doute le plus sérieux sur la valeur de ses observations.

Avec notre système ces imperfections sont écartées inévitablement. On peut représenter une société sur une seule planche. Son inspection évite les redites inutiles et fastidieuses. L'esprit saisit de suite la structure de la société et la classe dans l'échelle sociologique avec autant de facilité qu'un botaniste classe une plante nouvelle dans l'échelle botanique.

D'autre part, quand on doit figurer la pyramide sociale par un dessin concret, quand on est obligé de la construire en partant de la base, il est impossible de négliger les traits les plus importants, il est impossible de ne pas y penser. Alors on est obligé de prendre des renseigne-

ments circonstanciés, de regarder sérieusement à la besogne. L'ethnographie cesse alors d'être du dilettantisme ou même de l'amusement.

La notation pourra seule fournir au sociologue ces renseignements positifs, nets, clairs, sans lesquels l'édification de l'ethnographie comparée est à jamais impossible. Et, tout le monde le comprend, sans l'ethnographie comparée et le droit comparé, la sociologie est privée de toute base scientifique.

Ce que nous disons des descriptions sociologiques dans l'espace s'applique aux mêmes descriptions dans le temps. Les historiens qui nous parlent des sociétés disparues ne sont pas moins fantaisistes que les géographes qui nous parlent des sociétés éloignées. Les historiens négligent aussi de nous donner des renseignements sur les institutions les plus fondamentales des sociétés. Eux aussi écrivent des « faits divers » en grand, ayant surtout en vue de frapper l'imagination ou d'amuser le lecteur. Cette méthode peut avoir du charme et de l'agrément, mais on doit bien reconnaître qu'elle n'a rien de commun avec la science.

Eh bien ! quand les historiens, eux aussi, décriront les sociétés disparues à l'aide de figures concrètes, il ne pourront plus planer dans l'empyrée. Ils seront obligés de reprendre une à une les institutions sociales et de nous donner sur elles des renseignements catégoriques et positifs.

Comme la notation pourra seule constituer l'ethnographie comparée dans l'espace, elle pourra seule la constituer dans le temps. En figurant les différentes structures, revêtues successivement par la même société, on pourra peut-être apercevoir la courbe de l'évolution qu'elle a suivie. Puis, en comparant ces courbes pour un grand nombre de sociétés différentes, on parviendra peut-être à découvrir quelque loi générale encore non soupçonnée. Cela est particulièrement difficile de nos jours parce que nous nous représentons la structure des sociétés d'une façon très imparfaite. Ayant à parler de choses dont nous avons une image confuse, il nous est impossible, le plus souvent, d'arriver à des conclusions nettes. Avec notre système de notation la précision des images sera possible et la sociologie pourra faire peut-être des progrès aussi rapides que la chimie depuis Lavoisier.

JACQUES NOVICOW,

Membre et ancien vice-président de l'Institut International de Sociologie.

MOUVEMENT SOCIAL

ITALIE

LA QUESTION SICILIENNE (1).

Même si le facteur économique joue un rôle prépondérant dans les révolutions, en tous cas je crois qu'il est dans son essence beaucoup plus complexe qu'on ne le pense. Ce qui, en effet, gouverne la production, l'accumulation, la distribution et la consommation de la richesse, ce sont les passions, les appétits, les affections, les sentiments moraux et religieux, les sentiments de famille, les goûts esthétiques et les besoins intellectuels, et ils sont aussi divers que le sont les différents peuples. La richesse nationale est une richesse historique en ce sens qu'elle est devenue ce qu'elle est par suite de raisons historiques et qu'elle garde des traces visibles de son histoire. Qui dira ce qu'il y a d'histoire dans le prix de la terre, dans sa distribution actuelle ! Toute l'économie nationale est une structure historique, et ce n'est pas de ce point de vue que nous pouvons la justifier et en trouver les raisons intimes (2).

Si nous faisons application de ces idées générales à notre sujet, nous voyons que ce qu'il y a de plus important dans l'histoire de la Sicile, c'est la superposition continuelle des races, et si ce phénomène est secondaire pour l'art historique, il est très essentiel pour la philosophie de l'histoire.

Pour la science, en effet, dans l'histoire de la Sicile, Gélon vaut autant que Thémistocle ou Panaetius, ou Falarise ou Scisète. Pour la science qui s'occupe des lois du développement, peu importe le nom du tyran : c'est une marionnette du processus social, aussi naturelle que n'importe quelle autre. Aussi, quand on déclare que les sociétés ont les crimes qu'elles méritent ou bien, avec Quételet, que c'est la société qui prépare le crime que le criminel exécute, on reconnaît par

(1) Voir la *Revue* de mars 1895.

(2) CLIFFLE LESLIE. — *Essays on in Political Economy*, p. 178-179.

là cette vérité générale que tout est le produit du milieu. Le milieu, dans ce cas, est en même temps le produit des conditions physiques et des conditions sociales, qui d'ailleurs influent les unes sur les autres.

La race est un produit du milieu physique et elle a une très grande influence sur le milieu social. Il faut entendre ici le mot race au sens large du mot et ne pas s'en tenir aux définitions qu'on donne dans nos écoles et qui reproduisent littéralement celle qu'avait proposée Blumenbach.

La distinction en races jaune, noire et blanche ne suffit pas au sociologue, et je crois trop générale aussi la classification proposée par Kiepert qui reconnaît chez les Européens des Celtes, des Germains, des Latins, des Grecs, des Illyriens, des Slaves, des Lithuaniens et des Iraniens, ou celle qu'a proposée Hœckel qui, tout en distinguant 36 races et 12 espèces, ne donne que peu d'importance aux premières et appuie ses recherches sur ces dernières.

Si l'on veut voir là des races, il faut reconnaître alors la très grande importance — peut-être plus grande — des sous-races. Ces classifications peuvent avoir une grande importance pour les anthropologues et les ethnographes, parce que les caractéristiques anatomiques des diverses races sont beaucoup plus accentuées et beaucoup moins incertaines que leurs caractères sociaux (1). Les caractères sociaux sont fort bien marqués dans la grande variété des langues et des dialectes qui constituent un indice sûr de classification sociologique des races. Ainsi comprise la notion de race, que j'identifie en sociologie avec le *groupe ethnique ou social*, et que je considère donc comme particulière à chaque pays et à chaque région avec des caractères physiques et sociaux propres, a une très grande importance dans le processus social.

(1) Les caractères par lesquels on distingue d'ordinaire les races humaines sont tirés de la chevelure, de la couleur de la peau, de la forme du crâne. Or nous savons qu'on ne peut pas parler d'un type de couleur pour la peau ou pour la chevelure et quant à la crâniométrie, on peut dire avec Retzius qu'il n'y a pas de race homogène dolichocéphale ou brachycéphale, parce que dans les limites d'une même espèce la forme du crâne varie dans les limites les plus extrêmes. (V. HÆCKEL. — *Histoire générale de la création*, p. 424.) Sur 108 Papous, qui sont certainement une des populations les moins mêlées, l'indice céphalique va de 61 à 79, c'est-à-dire de la dolichocéphalie la plus caractérisée à la brachycéphalie la plus prononcée (Mantegazza, Morselli). Les variations de l'indice céphalique se répètent dans tous les autres caractères crâniométriques examinés : la capacité cubique, l'indice nasal, l'indice facial, etc., etc.

S'il est très difficile de mesurer l'importance et l'influence de l'*individu*, il est très facile de déterminer et de mesurer le mode selon lequel se comportent les *groupes* ; et je ne puis qu'appuyer cette opinion de M. Mehring : « La philosophie de l'histoire, dit-il, n'a pas à s'occuper de l'individu, cette étude est l'objet d'autres sciences. L'homme ne devient un objet pour l'histoire qu'en tant qu'il a des aptitudes pour *vivre en société* et qu'il y vit réellement » (1). La statistique confirme pleinement cette façon de voir. Tandis que le degré de probabilité est relativement faible quand il s'agit des faits individuels, la masse, l'ensemble, hors les cas de causes exceptionnelles, se comporte avec une régularité remarquable et par conséquent les probabilités que nous pouvons établir sont très grandes. C'est ainsi que le nombre des suicides dans un pays donné présente une grande régularité tout comme les navires qui font naufrage dans l'Océan, les incendies et les attaques à main armée dans une région donnée. Ce n'est qu'en partant de la régularité de la masse qu'il est possible d'entrevoir la probabilité pour l'individu. M. Durkheim affirme avec raison que si le fait social est une façon de penser et d'agir générale dans l'ensemble d'un groupe, il existe cependant indépendamment de ses manifestations individuelles (2).

L'étude des *groupes sociaux* a par conséquent pour la sociologie une très grande importance. Il faut donc étudier ces groupes sociaux dans leur origine, dans leur développement, dans leurs formes variées, dans leur mouvement et dans leur évolution. Voilà les éléments stables sur lesquels on peut faire fond en sociologie, sur lesquels on peut baser des calculs scientifiques. C'est là la direction que doivent suivre nos recherches si elles veulent aboutir. Cette remarque est plus importante, parce que cet ordre de recherches a été laissé complètement de côté en Italie et qu'ainsi se trouve fondée cette assertion de M. Gumpowicz (3), que les sociologues italiens ont négligé le fait de l'importance des races, et cette accusation est plus vraie encore si elle est dirigée contre nos politiciens.

La Sicile, comme l'a justement fait remarquer E. Reclus (4), par sa situation sur le chemin de toutes les nations qui se sont disputé

(1) *Die philosophisch-kritischen Grundsätze der Selbstvollendung oder die Geschichts-philosophie*, 1879.

(2) *Revue philosophique*, 1894, p. 472.

(3) *Sociologie und Politik*, 1893.

(4) *Nouvelle Géographie Universelle*, p. 584.

l'empire de la Méditerranée, doit offrir dans sa condition actuelle le mélange des éléments les plus divers « : All the powers, all the nations, that have doweled round the mediterranean sea had a part in Sicilian history. All the languages that have been spok enround the mediterranean sea have been, at one time or another, spoken in Sicily (1) ». La première invasion dont l'histoire fait mention est celle des Sicanes, en 1654 avant J.-C., ainsi appelés parce qu'ils venaient des bords du Sicano en Espagne d'où ils avaient été chassés par les Ligures (2). Vinrent ensuite les Sicules (1450 av. J.-C.), les Morgètes (1445 av. J.-C.), les Crétois (1284 av. J.-C.), et presque à la même époque les Phéniciens et les Carthaginois. L'immigration grecque ne commence qu'en 738 avant J.-C., mais elle devient si considérable qu'Élisée Reclus pense que les Grecs étaient peut-être plus nombreux là que dans leur patrie. L'île, comme cela est arrivé aujourd'hui pour la Macédoine, la Thrace, l'Asie Mineure, devient une autre Grèce, au détriment de la population autochtone qui se retire, c'est là une loi sociologique, petit à petit vers l'intérieur. L'émigration grecque s'explique mieux que toute autre, car les conditions géographiques et climatériques des deux pays sont les mêmes. Souvenons-nous de la comparaison faite par Élisée Reclus : une légende mythologique nous dit d'une façon touchante l'amour du sol natal que les Grecs retrouvèrent en Sicile, de sorte que l'histoire de la Sicile est puissamment influencée par l'élément grec (3). Les Grecs colonisent l'île alors que les Carthaginois l'exploitent, et bien que ceux-ci y aient demeuré trois ou quatre siècles, ils n'ont laissé presque aucune trace.

Freeman qui a donné pour cette époque un très beau tableau physique des populations qui habitaient l'île, nous montre d'une façon très claire combien grandes étaient déjà la multiplicité et la différence des races. Il résume sa pensée dans ce passage : « il n'y a jamais eu en Sicile aucune langue qui soit parlée par tous les Siciliens et qui ne le soit en même temps par aucun autre peuple hors de la Sicile. »

Les vainqueurs d'aujourd'hui sont les vaincus de demain ; aux Grecs et aux Carthaginois se superposent l'élément romain, puis l'élément vandale. Les Goths, les Sarrazins, les Arabes et les Berbères ont aussi une grande influence dans la formation des races. L'influence de l'élé-

(1) FREEMAN. — *Sicily, Phœnician, Greek and Roman*, p. 3.

(2) LA MONACA. — *Città antiche di Sicilia*, 1846, p. 2.

(3) FREEMAN. — *History of Sicily*, vol. I, p. 23.

ment romain est peu considérable bien qu'ils aient été maîtres du pays pendant longtemps : même en Gaule, Rome domine pendant cinq autres siècles et la Gaule devient romaine et elle change de nationalité quand Rome cesse d'y être maîtresse. Puisque je parle ici de la race, je ferai remarquer, avec M. Fouillée (1), que la véritable tradition historique de ce pays reste constante même quand la Gaule devient la France — c'est là encore un effet de l'élément race.

Un nouvel élément vint se superposer au dernier vainqueur. Les Normands apportent les qualités solides, l'audace, la force indomptable. L'action exercée par cet élément fut considérable sur les populations préexistantes de l'île (2). Les Normands pénétrèrent, en effet, dans toutes les parties de l'île et tentèrent ainsi son unification. Avant leur arrivée on y parlait au moins cinq langues différentes : l'arabe, l'hébreu, le grec, le latin, le sicilien indigène. L'arabe avait les racines les plus profondes et même sous la domination normande les inscriptions des palais et des églises étaient faites dans cette langue. Aussi, quand en 1223 tous ceux qui parlaient arabe furent déportés dans la province de Naples, la race indigène était déjà « profondément modifiée ». Plus tard les Français, les Allemands, les Espagnols, les Aragonais ont aussi contribué pour une petite part à faire de la Sicile un peuple différent du reste de l'Italie par l'aspect, les mœurs, les habitudes et le sentiment national (3).

Qu'on le veuille ou non, il y a aussi des différences entre les diverses régions de l'île, suivant leur origine et les races qui y ont exercé une plus grande influence. Quelle différence entre Catane et la région de l'Etna où l'influence hellénique fut prépondérante « plus pure que les Grecs eux-mêmes », et Palerme, fondée par les Carthaginois ! Ici l'élément arabe eut plus d'influence que partout ailleurs et sa population se distingue par ses manières lourdes, peu sympathiques, presque barbares (Reclus). La mafia, comme les mœurs féroces, guerrières, n'est pas une institution récente. Elle a, au contraire, une tradition historique, parce que, sous différents noms, elle existe depuis les

(1) *L'idée moderne du droit*, p. 76.

(2) BARON DE BAZANCOURT. — *Histoire de la Sicile sous la domination des Normands depuis la conquête de l'île jusqu'à l'établissement de la Monarchie*, 1846, vol. I p. 70 et 71. L'auteur fait remarquer que toute l'œuvre, si pleine de sagesse, de Ruggiero, ne donna pas tous les résultats qu'on en pouvait attendre par suite de la difficulté d'assimiler des éléments si différents.

(3) RECLUS. — *Op., cit.*, vol. I, p. 598.

rois normands, tantôt diminuant, tantôt prenant plus de vigueur selon les conditions sociales qui en constituent le milieu. Ce furent des sentiments populaires semblables à ceux des indigènes de l'intérieur de l'Afrique ou de l'Australie qui se manifestèrent lors de la révolution de Palerme en 1866, quand la population mit à mort les gendarmes et alla jusqu'à manger leurs cœurs.

Il est un autre phénomène qui se répète assez souvent et dont je crois l'explication assez facile; je veux parler de la disparité des caractères, des mœurs, etc., qu'on remarque entre la classe aisée et la classe pauvre d'une même ville, comme on peut l'observer à Catane, à Messine, etc. La conquête amène un phénomène sociologique assez connu : la classe qui s'empare du pouvoir politique s'empare aussi du pouvoir économique. Dans les sociétés déprédatrices, à base unilatérale — c'est, jusqu'ici, le caractère de tous les envahisseurs en Sicile — la force physique et intellectuelle qui assure le pouvoir politique, donne aussi le pouvoir économique; ce processus, remarquons-le en passant, est précisément l'inverse de celui que s'imaginent les auteurs socialistes, et nous fournit une réfutation excellente de cette opinion (1). La supériorité politique comme la supériorité économique est presque toujours la suite de la supériorité intellectuelle (2); quand celle-ci n'existe pas, on a un phénomène inverse de celui qui se produit d'ordinaire, les vainqueurs sont chassés comme les Turcs par les Grecs ou bien ils sont assimilés par les vaincus (3). Il est certain qu'une race ne s'assure la suprématie que si elle constitue une classe noble, riche, tandis que les sujets en constituent une autre sociologiquement et physiologiquement.

Ce résultat ne se produit que quand il y a grande disparité entre les deux races, sinon l'assimilation est réciproque; il se forme une race

(1) Voir les écrits de DE GEEF, LORIA, DE JOHANNIS, NITTI, etc.

(2) Les Turcs ont dominé en Bulgarie pendant cinq siècles, mais quand ils en ont été chassés ils n'ont laissé que très peu de traces de leur domination. Les Osmanlis n'ont même pas entamé le domaine mental des Bulgares, des Serbes, des Roumains et des Grecs. Les Tartares ont dominé en Russie plus longtemps que les Roumains en Dacie, mais de leur puissance il ne reste que quelques mots dans la langue (Novicow, *Revue internationale de Sociologie*, t. I, p. 502). Toute prééminence, qu'on le veuille ou non, est liée au degré d'intelligence et on a reproché avec raison à Buckle la divergence qu'il met entre la morale et l'intelligence.

(3) C'est ainsi qu'en Orient les Romains sont devenus des Grecs, les Francs et les Lombards des Latins, les Arabes en Perse des Persans,

hybride et la formation des deux classes, les possédants et les non-possédants, est due à d'autres causes. Cette différence de race entre la classe possédante et la classe non-possédante est très marquée à Messine; les classes pauvres y ont tous les caractères des Calabrais, les classes riches sont éminemment commerçantes et mieux élevées. Messine, en effet, fut fondée par Anessila, tyran de Reggio, après la destruction de Janela et il est probable que l'identité des caractères des deux classes pauvres est due plutôt à l'identité d'origine qu'au simple voisinage des deux régions, les classes riches descendant des envahisseurs, des vainqueurs.

Avec toutes ces différences « Notwithstanding — dit Freeman (1), qui a étudié l'histoire de la Sicile mieux que tous les autres auteurs étrangers et mieux aussi que la plupart des écrivains italiens — all the divisions of races in the island, notwithstanding all the disputes and wars between cities of the same race, we still see in Sicilian history a certain disposition to look on Sicily as a whole ».

Comme l'écrit Bagehot (2), dans chaque parcelle de terre la science retrouve les traces des causes qui l'ont faite ce qu'elle est et c'est ainsi que nous trouvons l'explication de l'individualité de l'histoire de la Sicile en disant que l'histoire de la Sicile est une *histoire de cycles*; et pour nous servir des expressions de Freeman « the later history is the earlier history coming over again », ce qui signifie que des causes semblables ont été en œuvre à des périodes de temps éloignées les unes des autres et qu'elles ont donné des résultats semblables.

Toutes ces caractéristiques de l'histoire de la Sicile sont dues surtout à sa situation géographique et à ses conditions ethnographiques. C'est ainsi qu'on considère la Sicile comme faisant partie de l'Europe et elle est si proche de l'Afrique que les invasions de l'est et de l'ouest alternent presque régulièrement. Souvent l'île est envahie des deux côtés opposés par des populations essentiellement différentes, et de là résulte cette dissemblance assez radicale qu'on peut noter aujourd'hui encore entre les provinces de l'ouest (Palerme, Trapani, Girgenti, Caltanissetta) et celles de l'est (Messine, Catane, Siracuse) : la criminalité très différente dans ces deux régions marque très bien les différences de caractère qu'il y a entre les deux populations. Qu'il me soit permis, en passant, de reconnaître la justesse de vues de l'*association*

(1) *History of Sicily from the earliest times*, t. I, p. 23.

(2) BAGEHOT. — *Les lois scientifiques du développement des nations*, p. 2.

pour la liberté économique fondée à Milan. Dans son programme de décentralisation administrative elle a partagé l'Italie en seize régions, mais tandis que le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, etc., ne forment chacune qu'une région, elle divise la Sicile en deux régions : Palerme et Messine.

De tout ce qui précède ressort avec évidence l'importance qu'a toujours eu en Sicile l'élément *race* et c'est pour cela que cette île a toujours conservé ses mêmes caractéristiques historiques et une individualité très nette par rapport au reste de l'Italie (1).

*
*
*

« La Sicile, dit St. Mill, s'est toujours senti une existence complètement séparée de la province de Naples, malgré l'identité de religion, de langue et une grande quantité d'antécédents historiques communs » (2). Ce n'est pas là simplement un fait inconscient, qui s'est produit sans qu'on le veuille ; il a été au contraire provoqué. Il me suffira de rappeler que, dès la dernière révolution sicilienne de 1848-49, c'est-à-dire quand le mouvement national était partout commencé en Italie, dans une réunion tenue dans la maison du président du gouvernement, Ruggiero Settimo, où prenaient part les notables de l'île, sur la proposition de Torre Arsa, on vota qu'il ne fallait pas sortir de la voie tracée par le droit historique sicilien « quelle que fut la marche des choses sur le continent » (3). Ici le droit historique était représenté par l'article VIII de la constitution sicilienne de 1812. Cet article déclare que, si le roi de Sicile venait à acquérir un autre royaume, il devrait céder la couronne sicilienne à son fils aîné, en ayant soin avant tout de rendre le royaume de Sicile indépendant de celui de Naples ou de tout autre royaume ou province (4). Et quand Palerme

(1) La révolution sicilienne de 1848 commença par une démonstration armée du peuple de Palerme. On avait d'abord lancé une proclamation, document unique de courage civil populaire, qui fixait le jour où prendrait fin la patience populaire. C'est ce qui arriva. Même ce fait se répète dans l'histoire de la Sicile ! La proclamation du parti socialiste de Palerme du 3 janvier 1894, signée par le député de Felice, Verro, Barbato, etc., et qui fut la cause de leur arrestation, est identique en substance à celle de 1848. La menace eut été, ici encore, suivie d'effet.

(2) *Le gouvernement représentatif*, in « Biblioteca di Scienze sociali e politiche », vol. II, p. 1150.

(3) FARDELLA DI TORRE ARSA : *Ricordi sulla rivoluzione siciliana degli anni 1848 et 1849*. Palerme, 1887.

(4) F. BERTOLINI : *Nuova Antologia*, 16 mai 1888.

se souleva en 1860, pour honorer la mémoire des plus grands citoyens, on éleva deux monuments, un à Carlo Cottone et l'autre à Ruggiero Lettimo, deux libéraux s'il en fut.

Je crois que Napoléon se trompait quand il mettait sur le compte de sa forme allongée le fractionnement de l'Italie. Les causes en sont plus profondes. Et, en effet, de très grands empires, même sans lien territorial comme l'Angleterre, se maintiennent unis plus que tout autre. Il y a, au contraire, de petits États qui sont tiraillés par des luttes intestines et qui tendent à une sécession : « États-Unis, Royaumes-Unis, si vous voulez » comme disait Carlo Cattaneo (1).

Napoléon a reconnu lui-même le 8 octobre toute la fausseté de son système (2). Il a écrit ce jour-là : « Je donnerai à l'Italie des lois italiennes ». Mais à quelles lois faisait-il allusion, car l'expression est vraiment trop vague ?

Cette incertitude de l'expression « italien » nous est prouvée par l'insuffisance d'une constitution qu'on dénomme italienne, insuffisance encore aggravée par ce fait qu'elle n'est pas respectée mais qu'elle est violée quelquefois pour son insuffisance même par les mandataires du pouvoir exécutif du roi.

Si le gouvernement constitutionnel n'est pas une nouveauté pour l'Italie, puisque le Piémont, la Sicile, la Sardaigne et aussi les principats eurent une forme constitutionnelle ; quelle diversité cependant entre toutes ces constitutions, toutes italiennes néanmoins ! Que de traditions disparates se sont formées ! On n'accorda de valeur qu'à la constitution piémontaise : il n'y aurait eu là rien d'exceptionnel si on l'avait tempérée, mise en harmonie avec les autres traditions. Cela était d'autant plus nécessaire que la constitution piémontaise était certainement la moins italienne de toutes. Elle avait été, en effet, copiée sur la charte de Louis-Philippe qui n'eut pas même en France une heureuse fortune et elle repose aujourd'hui dans les archives publiques. On ne tenait pas compte même de la tradition historique du Piémont. Si le Piémont a été quelquefois plutôt français qu'italien, il a cependant toujours eu une individualité propre, et en acceptant une constitution étrangère sans même l'adapter, on commettait une très

(1) Scritti politici ed epistolario, vol. II, éd. 1894, page 263.

(2) Lorsque les désastres militaires ont rompu le charme de la toute-puissance du grand conquérant, le lien qui avait tenu la nation italienne pendant plus de trois lustres attachée au nouveau César disparut immédiatement. Combien ce cas est instructif !

grande imprudence. Bientôt après, en effet, on la trouvait insuffisante. Mais les événements politiques ne permettaient aucun délai, comme cela eût été nécessaire pour « préparer avec calme et mûrir », comme on l'avait promis, les institutions nouvelles. Pierre-Louis Pudelli, député au Parlement subalpin et qui appartenait au parti modéré, disait dans la séance de la Chambre du 28 juin 1848 : « Tout le monde sait que cette constitution octroyée par le roi de sa propre volonté quand il crut juste l'œuvre du *risorgimento*, ne répondait pas complètement à l'état de l'opinion. C'était là aussi notre façon de voir, ajoutait-il, mais nous n'osions l'exprimer par un certain sentiment de gratitude envers celui qui nous avait accordé cette faveur ». Le prince lui-même sentait le besoin de changements à introduire dans la constitution et il exprimait clairement son opinion à la séance d'ouverture du Parlement subalpin. Aussi le gouvernement provisoire de la Lombardie acceptait, par la loi du 11 juillet 1848, l'union avec le Piémont sous condition de la réunion d'une Constituante pour la confection d'une nouvelle constitution. Ce vœu ne devait pas rester à l'état de simple désir, et le ministère Gioberti, en prenant le pouvoir, le 16 décembre 1848, bien que la défaite de Custossa commençât à rendre vaines toutes les espérances, insérait dans son programme politique la convocation de la Constituante, que réclamaient à la Chambre et au Sénat des membres des partis les plus conservateurs et Maximo d'Azeglio lui-même.

Cela se comprend, car c'était dans la logique des événements.

Ce n'est pas un argument suffisant de déclarer que la constitution piémontaise s'en tenait à des généralités et qu'elle pouvait, par conséquent, être appliquée indifféremment à un État comme à un autre.

C'était une première faute de l'emprunter à la charte française, car les Piémontais sont très différents du peuple français. C'est ainsi que l'idée qu'on se faisait alors en France de la liberté était très différente de celle que s'en faisaient les sujets de Charles-Albert. Je n'insiste pas sur ce point parce que le vice du système fut aperçu dès ce moment même.

En nous en tenant au domaine politique, il est certain qu'en 1860, les esprits étaient dans des dispositions différentes suivant les régions. La liberté, entendue dans un sens large, pouvait bien convenir au Piémont, mais elle ne convenait ni à Naples, ni aux Pouilles, ni à la Sicile (1); car, si le sentiment de la liberté était très vif parmi les

(1) Les basses classes siciliennes sont un foyer de corruption électorale en Sicile comme à l'étranger et elles améliorent par là leur condition. Je vois dans

classes riches, il n'existait pas dans la classe moyenne ni dans le peuple, et cela pour deux raisons : par ignorance, la classe moyenne elle-même ne sachant ni lire, ni écrire, et parce qu'il n'y avait personne pour prêcher la liberté. Les Siciliens connus pour leurs opinions libérales avaient dû émigrer, et le plus souvent ils émigraient dans le Piémont, où ils répandaient les nouveaux principes et ainsi se marquaient davantage les différences du Piémont et des autres parties de l'Italie. Il y avait alors deux partis : le parti autoritaire et le parti libéral, celui-ci s'étendant toujours au détriment de celui-là. Comment ce phénomène se produirait-il là où il n'y a personne pour faire connaître le programme libéral ? Quand on put accorder la liberté à tout le monde, elle fut différemment appréciée suivant les régions. Si on avait voulu que les effets de la liberté fussent partout les mêmes en Italie, elle n'eût pas dû être la même partout. Les milieux étaient différents et en leur administrant le même remède on pensait obtenir des effets identiques ; ils n'auraient été tels que si les doses avaient été différentes.

En Sicile, le désir de la liberté était vif, ainsi que l'atteste la révolution de 1848-1849, mais le gouvernement parlementaire était tombé en 1812, et celui de 1849 n'avait pas eu plus heureuse fortune. Tout le monde sait les résultats qu'il donna lorsque Edmond d'Angleterre voulut l'instituer afin d'obtenir de lui la couronne de Sicile pour son fils Henri II (1).

Il n'est pas vrai, comme l'affirme M. Combes de Lestrade (2), que la Sicile ne voulait pas et n'avait pas besoin de la liberté. J'admets avec Dunoyer que les hommes ont le droit d'être libres s'ils le peuvent ; mais les Siciliens ne pouvaient avoir et ne voulaient pas la liberté entendue à la façon piémontaise. Elle heurtait toute la tradition historique que, peut-être seule en Italie, la Sicile possédait et dont la valeur est si grande qu'elle peut supporter avec honneur — comme cela a été fait — la comparaison avec l'Angleterre (3). La constitution sicilienne de 1812 peut être considérée comme la meilleure de toutes celles qui furent établies en Europe au commencement du siècle. Elle

une publication récente du Bureau central de statistique que les Siciliens, qui vivent aux États-Unis d'Amérique, se distinguent par le facilité à se laisser corrompre au moment des élections.

(1) ROGERS, *Op. cit.*, p. 121.

(2) *Journal des Économistes*, Mai 1894.

(3) *Nuova Rassgna*. V. les articles de M. Pierantoni, sénateur. 1893-1894.

est originale au milieu de toutes les imitations françaises, fidèle aux précédents historiques du peuple auquel elle était destinée; elle reproduisait et confirmait des principes et des règles qui étaient dans les traditions et dans les habitudes nationales depuis des siècles.

La Sicile était la seule région italienne qui eut une constitution historique. Elle était la manifestation de cette persistance de son caractère historique que l'Angleterre seule possède à un plus haut degré. Le caractère normand, en effet, en s'adaptant au milieu différent des deux îles, a conservé beaucoup de ses traits originaires.

Ceci étant donné, on comprend facilement pourquoi cette constitution historique devait être plus respectée que n'importe quelle autre, parce que s'il était impossible de l'étendre, telle quelle, à toute l'Italie, elle répondait peut-être mieux à l'esprit du peuple italien que la constitution française copiée par le Piémont.

Une constitution italienne qui fut adaptée aux temps nouveaux (1) et aux nouvelles conditions, aurait trouvé là une source excellente.

L'Italie fut considérée à tort comme un agrandissement du Piémont. On parla d'annexion, mais il serait plus exact de parler d'absorption. Contradiction monstrueuse! A l'instant même où les Italiens étaient appelés à la plénitude de la souveraineté, ils en étaient dépouillés, et le gouvernement lui-même, abusant de son mandat étroit, leur imposait un corps de législation et d'institutions qui auraient dû au contraire se développer spontanément et se modifier petit à petit comme fruit des traditions et du travail de tous. C'étaient des lois empruntés en majorité à la France, des institutions adaptées à un gouvernement centralisé depuis des siècles dans l'immense Paris, mais qui étaient nuisibles à un vaste royaume, à des populations aussi variées que les nôtres, et l'on supprima même sans examen des règlements séculaires et beaucoup d'excellentes lois locales. Le mécontentement éclata aussitôt et comme inconsciemment; quelques personnes signalèrent le danger,

(1) La Sicile ne pouvait pas prétendre au maintien d'une organisation cristallisée, en dissonance avec les temps nouveaux. En effet, au moment de la révolution sicilienne de 1848-1849, tandis que l'artillerie des Bourbons bombardait la ville, De Mayo qui représentait le gouvernement des Bourbons demandait humblement au *préteur* les désirs du peuple de Palerme afin de les soumettre au souverain. Le *Comité* ordonnait au *préteur* de répondre que : « le peuple insurgé ne déposera les armes et ne suspendra les hostilités que lorsque la Sicile réunie en Parlement à Palerme aura *adapté aux temps* sa constitution que ses rois et toutes les puissances avaient reconnue et que l'on n'avait jamais osé enlever à cette île » (FARDELLA, *op. cit.*)

mais ce fut en vain. Notre désir suprême de l'unité nationale, faussé et gâté par le fanatisme de la centralisation de toutes les forces et du nivellement à tout prix, entraîna tout dans le tourbillon de la toute-puissance de l'État, du despotisme, et l'on supprima des franchises paysannes, c'est-à-dire la liberté (1).

Il y a donc conflit éclatant entre l'histoire de la Sicile avant et après 1860 ; et les événements survenus en Sicile récemment, bien interprétés, montrent toute la fausseté du système politique suivi depuis 30 ans.

*
*
*

J'ai déjà parlé de la question de la race ou de l'élément ethnique, social, et je veux ici l'examiner sous un aspect fort important pour mon étude. Je pense, d'ailleurs, qu'elle a une très grande importance en sociologie, bien que je ne la considère pas comme la cellule sociale.

C'est une erreur courante, pour nous servir de l'expression de Bagehot, de croire que les siècles d'isolement social ont eu leur utilité parce qu'ils ont formé les individus pour les siècles où ils ne devaient plus rester isolés. Je pense, au contraire, que le progrès est un accroissement d'individualité pour l'individu physique comme pour l'individu collectif, l'État.

On dit que l'état d'indifférence et de plasticité de la constitution humaine a beaucoup diminué (Peschel, Meyer, Hellwald, Waitz). On comprend cependant qu'étant donnée notre complète ignorance de l'origine première des races-souches, cette première affirmation est absolument gratuite. D'autres soutiennent que la tendance à l'unité a pour cause aujourd'hui des facteurs historiques et sociaux (2), mais nous verrons bientôt qu'ils agissent en sens contraire.

Le courant actuel qui nous mène à l'internationalisme ne peut pas faire disparaître l'immense variété des milieux physiques qui nous fait assister aujourd'hui encore à la formation des races nouvelles. C'est ainsi qu'en Amérique et aux États-Unis nous voyons se développer une modification nouvelle de ce que nous appelons le caractère anglo-saxon. Un type nouveau est né des difficultés de la vie coloniale, de la lutte avec la nature sauvage, et cependant les rapports de l'Angleterre et des États-Unis sont très intimes. Une forte émigration anglaise traverse chaque année l'Atlantique et se répand à travers tous

(1) ASSOCIAZIONE PER LA LIBERTA ECONOMICA. — La décentralisation, etc., p. 3.

(2) COLAJANNI. — *Sociologia criminale*, II, 286.

les États de la confédération. Montesquieu interrogé sur ce fait aurait probablement répondu par la phrase même qui commence le livre qui lui coûta vingt années d'élaboration et de méditation : « Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ; dans ce sens tous les êtres ont leurs lois ».

C'est cette même réponse qu'il ferait à ceux qui lui demanderaient pourquoi l'Italie et l'Espagne doivent être surtout agricoles et pourquoi l'Angleterre occupe le premier rang dans l'industrie métallurgique. Ce sont des lois naturelles qui s'imposent et qui font que l'Anglais diffère de l'Italien et de l'Espagnol. Il y a dans Ausner (1) une statistique de la criminalité par sexes des 19 pays les plus importants de l'Europe : « Là où l'industrie et le commerce dominant, la criminalité féminine augmente d'une façon sensible. » Celle-ci devient par suite de l'hérédité un caractère d'une nouvelle race, et il en est ainsi de tous les autres caractères physiques et moraux. Il s'est formé alors, suivant l'expression de M. Le Bon, une *race historique* (2).

Ce que je viens de dire de l'Angleterre et de l'Italie s'applique aussi au Piémont et à la Sicile, à la Sicile et à la province de Naples. L'internationalisme moderne conduit à la spécialisation régionale. Quand il n'y avait pas entre les individus échange de produits, quand par le seul fait d'appartenir à des tribus différentes on se considérait comme ennemis, chacun produisait tout ce dont il avait besoin et les individus comme les populations naturelles actuelles avaient une tendance à l'identité. Un Hottentot représente beaucoup mieux l'homme moyen de Quételet pour sa tribu qu'un Anglais pour la population du Royaume-Uni. La différenciation individuelle se produit quand les uns sont ingénieurs et les autres industriels, les uns ouvriers et les autres avocats. Contrairement aux rêveries égalitaires, la civilisation moderne ne tend pas à rendre les hommes toujours plus égaux mais toujours plus différents. Une tribu sauvage peut avoir et elle a la même réglementation qu'une autre. Mais essayez de donner le même gouvernement aux États-Unis et à l'Allemagne !

Par suite du progrès, l'individu et la société s'adaptent de mieux en mieux aux conditions naturelles. La grande variété de ces conditions naturelles se manifeste immédiatement par une grande variété dans les races, qui ne sont pas des races-souches, mais des races très déri-

(1) *Vergleichende Statistik von Europa*, 1865.

(2) *Les lois psychologiques de l'Évolution des peuples*, 1894, p. 45-52.

vées. Je ne veux pas prendre part à la discussion entre les polygénistes et les monogénistes, ni parler de la façon dont se sont formées les races-souches. J'admets cependant avec les deux écoles la très grande part qu'elles font aux diverses conditions naturelles (1).

Cette tendance à la spécialisation n'est qu'en apparence en contradiction avec la formation moderne des grands États. Je ne conteste pas aux socialistes la possibilité d'un État communiste. Il est possible là où l'État est un groupement d'individus unis par une commune origine — disait Sumner Maine — et se rattachant à un ancêtre commun qui aurait été la première tige d'une famille. Qu'il est grandiose le rêve des socialistes quand ils personnifient leur État dans l'Angleterre, c'est-à-dire par 310 millions de personnes ! L'Angleterre assure son homogénéité grâce à un système éminemment libéral. Elle a voulu faire une exception pour l'Irlande (2), mais si O'Connel (3) passa pour un fou, ses principes auraient été appliqués par Gladstone, quand son âge l'en a empêché.

L'Autriche-Hongrie est agitée par de vives luttes intestines et le *Rassen-kampf* s'y déploie plus que partout ailleurs ; au lieu de diminuer, ces différences ethnographiques augmentent.

Tous les pays qui, étant donnée leur constitution ethnographique, sont secoués par des luttes intestines, ont dû comprendre qu'il est inutile de vouloir obtenir un nivellement par la force. Au lieu de l'unité, on aboutirait à la désagrégation. Ce que la nature a différencié, c'est une rêverie socialiste de s'imaginer qu'on peut l'unifier législativement. Malheureusement ce rêve a été celui de beaucoup d'hommes d'État. Ils n'ont pas compris que les différentes races, que les différents groupes régionaux sont une manifestation du milieu naturel et que la force ne peut effacer ces différences. L'Autriche avait la prétention de s'assimiler Naples, la Sicile, le Milanais, les Pays-Bas, mais en 1725 les impôts de ces pays rapportaient si peu qu'ils ne suffisaient presque qu'au maintien des armées, et au lieu de les assimiler elle finit par les perdre (4). Récemment les États-Unis ont conquis

(1) SCHÆFFLE. — *Struttura e vita del corpo sociale*, II, p. 65 et suiv.

(2) Du reste, l'Irlande a eu plusieurs lois spéciales, et dans le cabinet des ministres anglais il y en a un pour cette île.

(3) Appelé le grand agitateur (1775-1847), il fut arrêté et mourut à Gênes, mais on le considère aujourd'hui comme le libérateur de l'Irlande.

(4) *Recueil d'instructions aux ambassadeurs de France*. Autriche, p. 15.

sans armée les îles Hawaï, mais ils songent à leur donner une entière liberté. Ils refusent à chaque instant les offres d'annexion (1).

L'attitude de ce dernier pays est l'opposée de celle de l'Autriche et combien les résultats sont différents ! Les conditions naturelles qui se manifestent dans les variétés des races finissent petit à petit par se faire respecter.

*
*
*

C'est tout cela qu'on a oublié lors de la constitution du royaume d'Italie ; on crut pouvoir faire abstraction des conditions naturelles, et à plus forte raison des conditions sociales et de l'histoire. Aussi quand, pour la première fois, au commencement du mois de décembre de l'année dernière, j'ai lu, dans je ne sais quel journal politique, que le gouvernement italien allait mettre fin aux troubles de Sicile par l'état de siège, me vint immédiatement à l'esprit le titre d'un livre qui depuis un siècle environ dort dans les bibliothèques. Le livre a pour titre : *Impossibilité d'un gouvernement constitutionnel sous un chef militaire*, par Charles Comte, l'illustre directeur du *Censeur* qui est aujourd'hui encore, après si longtemps et tant de changements politiques, un des rares journaux vraiment et nettement libéraux. Et lorsque quelques jours après fut publié le décret qui promulguait l'état de siège dans les provinces siciliennes, je ne doutais plus qu'on reconnaissait par un acte public l'insuffisance des principes adoptés jusqu'ici (2) et toute une série de questions constitutionnelles devaient être de nouveau mises en discussion.

On avait une preuve négative avec les événements de 1861 et le soulèvement de Palerme en 1866 qui, eux aussi, avaient été apaisés avec l'état de siège. On espérait alors que ces faits avaient leur cause dans l'état d'abandon et de mauvais gouvernement où on avait laissé la Sicile, et on espérait qu'un gouvernement légal aurait rétabli l'ordre pour toujours (3). Mais ce fut une désillusion. L'insuccès du gouvernement provisoire, qui en six mois changea six fois de ministère, ne faisait que confirmer l'insuccès parlementaire de 1812 et de 1848-49.

Je ne veux pas démontrer ici que l'expérience n'a servi à rien ; Dumas semble avoir raison de déclarer qu'en politique l'expérience ne sert à rien.

(1) *Revue de droit international et de législation comparée* N° 2, 1894.

(2) La criminalité elle-même a augmenté en Italie malgré 33 ans de liberté et malgré les écoles !

(3) RATTAGLIA.. — *Alcune Idee*, etc., 1861.

On a proclamé l'état de siège, appliquant ainsi inconsciemment le principe bien connu de Mill et de Bagehot : un gouvernement absolu peut mieux qu'un autre obtenir l'unification politique. En laissant de côté pour le moment la discussion sur le point de savoir s'il est bon de continuer le programme du nivellement général, il me faut faire remarquer qu'un gouvernement absolu, anti-parlementaire, ne doit pas être confondu avec un gouvernement anti-libéral, anti-juridique. Les journaux politiques italiens espéraient, en effet, que la mission du Commissaire royal en Sicile, et les pleins pouvoirs dont il était investi, ne devaient pas servir à réprimer avec violence et à rétablir par la force l'ordre public. Ce devait être une œuvre de réparation (1). Et, contrairement à toute attente, les plus grandes injustices ont été commises en Sicile sous le gouvernement du général Morra. La liberté a été violée dans ses manifestations les plus élémentaires (2). La sécurité a été tout aussi peu assurée. Les mouvements révolutionnaires ont recommencé pendant l'état de siège.

La presse française (*Écho de Paris*, *Gaulois*, *Libre-Parole*, *Figaro*) avait donc raison quand elle affirmait que les événements de Sicile étaient le commencement d'un mouvement révolutionnaire, et que si on n'en élimine pas les causes, il emportera tout. Et cela, parce que, comme le disait M. le marquis di Rudini, il y a longtemps déjà, à la Chambre des députés, la question sicilienne est une de celles dont dépendent, plus qu'on ne le pense, la prospérité, l'avenir et la gloire du jeune royaume d'Italie. Avec cette plaie qui la ronge, l'Italie ne sera jamais ni vigoureuse, ni robuste.

En Italie, d'ailleurs, l'état de siège est illégal pour plusieurs raisons :

(1) *La Tribuna*, 8 janvier 1894.

(2) Le général Morra avait reçu les ordres du gouvernement central, de M. Crispi. Quant à la politique intérieure de M. Crispi, en voici un tableau très fidèle fait par une des revues les plus importantes de l'Italie. On y montre « que la politique de M. Crispi est essentiellement autoritaire. On veut des préfets énergiques, des maires dévoués, des autorités qui puissent être mises en mouvement par un geste, comme une armée. Aucune résolution ne peut être prise, aucun acte ne peut être fait sans l'approbation du gouvernement central. Celui qui ose résister n'offense pas le gouvernement, mais, comme le déclarait récemment un préfet à un conseil municipal qui ne voulait pas d'un maire imposé contre la volonté de 15 membres sur 15, mais il offense l'autorité et la majesté même du souverain. Par conséquent, sans se soucier des libertés publiques, le critérium est toujours : *Salus populi suprema lex* (*La crisi del sistema parlamentare e i partiti politici in Italia* in « *Nuova Antologia* » Mars 1890, p. 80).

d'abord parce qu'aucune loi ne l'autorise ; mais l'institution des tribunaux militaires est plus illégale encore. L'article 71 de la Constitution du royaume d'Italie — en vigueur encore ? ! — déclare que « personne ne peut être soustrait à ses juges naturels ; on ne pourra pas, par conséquent, créer des tribunaux ou des commissions spéciales. » Cet article, si expressif, n'autorisait pas le gouvernement à instituer des conseils de guerre, car, selon la juste expression de M. Pierantoni, établir des conseils de *guerre* en temps de *paix*, cela révolte même le sens commun : la contradiction est choquante. Je ne peux m'arrêter à étudier la question à ce point de vue, et je me contente de remarquer que toutes les infractions à la justice que les journaux ont eu soin de divulguer, sont en pleine contradiction avec l'*état juridique* moderne et l'État lui-même n'a de raison d'être qu'en tant qu'il est l'organe du *droit* : c'est une condition de développement, d'ordre et d'existence.

L'État fut d'abord théologique, politique ensuite, et dans sa phase la plus élevée juridique. Abandonner la pratique de ce dernier régime constitue un cas d'atavisme social, parce qu'on fait alors retour à l'État guerrier, pour nous servir de l'expression de Spencer, alors que notre idéal devrait être l'État industriel. Dans l'État juridique, le droit public tend à se confondre avec le droit privé afin de lui emprunter sa forme la plus élevée, le contrat.

La sociologie démontre que cette théorie, dans laquelle beaucoup de savants ne voient encore qu'une fausse abstraction, est une conséquence nécessaire des principes reconnus par tous et qui représentent les intérêts du plus grand nombre. Petit à petit, à mesure que la majorité acquerra une conscience plus claire de ses véritables intérêts, elle les affirmera et on reconnaîtra le bien-fondé de cette théorie (1). Bien plus, elle s'est affirmée déjà et c'est à l'Italie que revient l'honneur, comme je l'ai indiqué précédemment, d'inaugurer une ère nouvelle dans les annales de l'humanité, parce qu'il n'y a pas dans toute l'histoire de l'humanité de proclamation royale semblable à celle que Victor-Emmanuel adressait aux Napolitains en octobre 1860, où entre autres choses il est dit : « Je ne viens pas pour vous imposer ma volonté, mais pour faire respecter la vôtre. Votre manifestation est libre. La Providence, qui inspire les causes justes, inspirera le vote que vous déposerez dans l'urne. » Jamais la souveraineté populaire

(1) *Nouvelle Revue*. Novicow. — Les libres groupements des peuples, 1^{er} février 1893.

n'avait été si respectée et jamais les intérêts sociaux des masses ne s'étaient si complètement affirmés.

Victor-Emmanuel promettait le maintien de la constitution et de la justice, en jurant fidélité à la constitution, et en la considérant comme un pacte entre le prince et le peuple. Donc, entre Victor-Emmanuel et ce peuple, se faisait un contrat; par conséquent le gouvernement d'Humbert 1^{er} n'avait absolument pas le *droit* de le rompre, et c'est ce qu'il a fait, en proclamant l'état de siège en Sicile.

Macchiavel a dit une chose qui n'est ni étrange, ni absurde mais que l'on doit, au contraire, prendre en grande considération, quand il affirmait qu'un État doit être défendu et maintenu par les mêmes moyens qui lui ont donné naissance.

Comme ce n'est pas la force qui obligea les provinces siciliennes à faire partie du royaume Italie, on ne pouvait aujourd'hui se servir de ce moyen et leur imposer de ne pas se séparer de l'Italie, même si — ce qui n'était pas — le soulèvement avait eu pour cause un mouvement séparatiste.

D'après la constitution italienne c'est le peuple qui est le juge naturel des délits politiques : ils doivent être jugés par la cour d'assises où les jurés servent d'interprète à l'opinion publique. Les conseils de guerre de Sicile ont, au contraire, jugé contre le sentiment populaire et ils ont servi l'idée socialiste. On a traité d'une façon *identique* les *anarchistes* de la Luigiana et les *socialistes* de la Sicile.

De ce qu'un peuple a accepté une constitution on ne peut pas prétendre que par ce fait il ait perdu sa souveraineté : il n'est pas possible de soutenir sérieusement que le peuple a pu en 1860 lier pour toujours les générations italiennes. A la base du principe de la souveraineté populaire, comme il a été affirmé en Italie, une logique étroite nous amène à reconnaître dans le peuple le droit de demander, à n'importe quel moment, la révision de sa propre constitution et l'exercice du veto. Le peuple n'est plus constitué de même après quelques années. Il n'a pas pu se lier par un engagement dans lequel en même temps il stipule et promet. Aussi la révision périodique est-elle considérée comme un moyen terme entre cette conséquence rigoureuse de principe et l'inconséquence dans laquelle on tomberait si on considérait la sanction populaire une fois donnée, comme valant pour toujours (1).

(1) Aussi en Suisse la révision a été adoptée par tous les États qui ont admis le veto constitutionnel, à l'exception de Schaffouse, Vaud et Genève. Elle

Je ne puis accepter la théorie exposée par M. Brunialti. Il dit « qu'un peuple peut avoir comme un individu des aberrations mentales, et, si dans une de ses crises, une minorité audacieuse prenait l'apparence juridique d'une majorité et proclamait la déchéance de la monarchie, l'acte serait nul et on pourrait le réprimer même par la force, de même qu'on empêcherait un aliéné de brûler la maison que lui ont laissée ses parents et qu'il doit transmettre à ses enfants ». Je remarque d'abord qu'il n'est pas possible d'identifier la personne physique et le corps politique : chez celle-là le droit à la conservation est primordial, chez le second ce droit dérive de l'utilité de tous les individus associés. Il y a entre l'organisme humaine et l'organisme politique une différence essentielle : celui-là se *transforme* et forme une continuité historique alors même que les différences entre deux formes politiques qui se suivent sont très importantes ; bien plus, le passage d'une forme politique à une forme supérieure est une nécessité impérieuse, tout comme l'est, pour l'individu physique, la loi de conservation. Cette défense légitime ne se justifie pas pour un gouvernement politique quand il doit recourir à des moyens extra-légaux comme exemple l'état de siège.

C'est la violation d'un *contrat* (1), si même on ne croit pas ce mandat toujours révocable de la part du mandant. Voyons-y un contrat, la mauvaise application qui a été faite par l'un (gouvernement) le rend insupportable à l'autre ; alors, pour maintenir l'état de calme, les moyens ordinaires ne suffisent plus, mais viciant davantage encore le système, on a eu recours à une coercition qui ne peut se justifier (2).

Si le droit à l'insurrection est discutable, il devient légal, précisément quand on justifie l'état de siège parce qu'on dispose de la force brutale que l'on sait cependant incertaine, momentanée et qui ne peut se justifier que dans les pays où la constitution est octroyée. On enlève

a été aussi introduite dans les États démocratiques de Glaris et de Schwitz. Son plus long terme est de 12 ans (Tessin), le plus court 4 ans (Glaris), la moyenne est 7 ans et demi.

(1) Les pleins pouvoirs impliquent adhésion à l'abolition temporaire de la constitution, et la Chambre n'a pas le droit de les accorder parce que le mandat que les élections lui ont donné ne peut être transmis à autrui sans l'assentiment des électeurs.

(2) Il est très probable que l'Alsace et la Lorraine ont fait plus de progrès dans les 25 ans de gouvernement autocratique allemand que la Sicile sous le gouvernement libéral (?) italien ; mais l'une a été conquise et doit se soumettre à la loi du plus fort, tandis que la seconde s'est donnée par contrat.

toute valeur à la constitution plébiscitaire italienne et on la tient pour une ruse du conquérant. Si les intérêts populaires ont pu vraiment s'affirmer en 1860, 1866 et 1870, ils devraient pouvoir le faire toujours, parce que là repose vraiment la base de la souveraineté populaire et d'une véritable lutte politique pour le meilleur gouvernement. S'il a plu à ce moment aux diverses régions de l'Italie de s'associer et d'accepter un gouvernement, elles ne pouvaient cependant lier, je ne dis pas leur liberté, mais celle de tous leurs descendants. On ne peut plus aujourd'hui se faire l'esclave de quelqu'un, peut-il être permis à un État de devenir maître *pour toujours* d'un individu et de ses descendants?

Le principe de l'association libre comme la forme la plus élevée de la souveraineté populaire, ne doit pas être admis seulement pour le côté positif du droit d'annexion, mais aussi pour le côté négatif du droit de sécession (1) et la cohésion des États au lieu de diminuer augmentera.

Le conflit des races, des intérêts d'un État ne peut donner qu'une cohésion platonique, tandis que, avec la liberté de l'association, ne s'uniront que les intérêts qui sont communs et les races qui, tout en étant différentes, ne sont pas en conflit et de là naît la possibilité d'une cohésion véritable, durable, accrue encore par la loi de l'inertie sociale.

Le principe de nationalité ne peut avoir aujourd'hui qu'une base utilitaire. Pour parler de l'état de la question en Italie, je dirai que les principes de l'école de Mancini et de Palma sont considérés comme incertains par leurs disciples eux-mêmes. Ils acceptent le criterium de Goerning et de Boeck (2) qui voit dans la langue la base de la nationalité, mais on arrive aux États étranges de Hovelacque (3)! A notre époque on a vu des peuples se soulever de nom du principe des nationalités, sans qu'il fut la suite ni l'affinité de race, ni de l'uniformité des lois, ni des frontières géographiques, de sorte que, quelquefois,

(1) L'autorité qui lie peut seule délier. Les États de la confédération américaine sont gouvernés en grande partie par des chartes et des codes élaborés par les *State legislatures*. Ils sont continuellement sujets à des changements, mais cette faculté réside dans l'autorité qui les a formés. C'est ce qui est arrivé en 1865 dans l'État de St-Louis, plus tard dans celui de la Californie, etc. (OBERHOLTZER, *Home rule for our American cities*). La pratique suisse est à peu près la même (CHERBULLIEZ, *La démocratie en Suisse*).

(2) *Die Staat-Bedeutung der Volkssprache als Kennzeichen der Nationalität*.

(3) *La linguistique*.

des peuples différents sous ces rapports se sont groupés en nation, tandis que d'autres, chez lesquels on trouve ces raisons d'affinité, luttent pour des nationalités différentes (1). Leur raison d'être est au-dessus de la race, de la langue (2), souvent même des précédents historiques, elle est dans l'intérêt actuel.

De même que, dans le passé, les États les mieux organisés et les mieux gouvernés sont devenus des centres de groupement pour des régions entières, il en sera de même dans l'avenir. Qui peut contester que le bien-être social sera d'autant plus accéléré qu'il sera plus facile à une région, qui n'est plus aujourd'hui la propriété absolue d'un roi, de chercher un bon gouvernement et que le perfectionnement ou la disparition d'un État sera le résultat de cette lutte bienfaisante pour le meilleur gouvernement ?

Le jour où le droit de sécession, dit M. Novicow (3), ou si l'on veut le droit de nationalité formera la base du droit public, deux résultats d'une très grande importance seront réalisés pour la prospérité des sociétés humaines. D'un côté, les groupements publics se feront conformément aux intérêts des populations, ils pourront plus facilement qu'aujourd'hui s'adapter aux circonstances historiques, topographiques, etc. L'accroissement de la richesse et du bien-être sera plus rapide. Alors, puisque les sociétés se grouperont d'après leurs affinités naturelles, les dépenses nécessaires au maintien de l'unité de l'État seront réduites au minimum : quand on sait que c'est la majorité qui gouverne et qu'elle gouverne parce qu'elle peut remplir cet office mieux que tout autre parti, le droit à l'insurrection des minorités disparaît.

Il faut encore noter comme conséquence importante qu'alors cessera la centralisation immense de nos gouvernements. L'école orthodoxe anglaise nous a conduit — étrange contradiction ! — au socialisme d'État qui étouffe la société moderne. En proclamant que les intérêts sociaux, bien entendus, sont identiques chez tous et que l'altruisme n'est pas nécessaire pour subordonner l'utilité privée à l'utilité générale, on a fait naître la croyance que les intérêts particuliers pouvaient

(1) MORSELLI. — *Il suicidio*, p. 181.

(2) Il est certain que ces faits constituent aussi des intérêts : je ne suis pas obligé de parler italien avec mes compatriotes, de même que je ne suis pas obligé de me servir des mêmes mesures, mais les deux choses me sont utiles, donc il est de mon intérêt de les employer.

(3) *Les luttes entre Sociétés humaines*, page 261.

être rendus généraux et qu'ils pouvaient être gérés par l'État (1). C'est ce qu'on a fait et il en est résulté un conflit nécessaire entre individu et individu, entre région et région, et cela parce que le bonheur d'un individu ou d'une région est très souvent en opposition avec celui de la société tout entière, de l'État (2).

Mais ces conflits d'intérêts entre régions, qui sont très nombreux aujourd'hui, n'arrivent pas à rendre la sécession nécessaire. — Si l'on fait abstraction de l'Alsace-Lorraine qui est française et qui était plus heureuse sous un gouvernement français, de la Pologne chez laquelle cent années de souffrance ont avivé le sentiment national, je crois que même l'Irlande ne désire pas être politiquement indépendante de l'Angleterre. Il en est de même des différentes races italiennes, des races austro-hongroises. Aux États-Unis d'Amérique qui, il y a trente ans, ont fait une guerre de sécession très sanguinaire et qui malgré cela n'ont pas abandonné leur système protecteur, en cas de plébiscite, la majorité serait acquise, même dans les États du Sud, à l'union. C'est ce que nous voyons en Suisse. Là où la souveraineté populaire est reconnue plus que partout ailleurs, des populations très différentes vivent dans une unité parfaite. On réunit les intérêts qui sont communs et on laisse pleine liberté à ceux qui donneraient naissance à de vifs conflits si on voulait les rendre semblables; l'unité italienne, au contraire, n'est qu'une concentration lourde, monstrueuse, funeste à la vie de la nation.

Une mesure financière, ou autre, prise dans l'intérêt des provinces du Sud est nuisible à celles du Nord : on a ici une culture intensive et un développement considérable des industries manufacturières, tandis que la culture est extensive au Sud, où il n'y a pas non plus d'industries importantes (3).

(1) FOUILLÉE, *op. cit.*, p. 180. — MINGHETTI, *op. cit.*, p. 192, 193.

(2) GUYAU. — *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction*, p. 8.

(3) Les résultats de l'enquête agricole publiés dans de gros volumes que personne ne lit ont déjà mis en évidence ce fait pour nos systèmes de culture du sol en démontrant que l'Italie agricole, loin de constituer une unité politique, reflète en soi « plus que tout autre des grands États européens — tout ce qu'il y a de plus disparate en fait d'économie rurale depuis Edimbourg à Stockholm, à Smyrne et à Cadix — du latifundium du moyen âge où l'on trouve la culture extensive primitive; de la petite agriculture où se rencontre la grande spécialisation des produits, à la petite agriculture où sont mêlés les produits les plus divers; de la vente à 5 francs l'hectare aux revenus de 2,000 fr. l'hectare; du paysan propriétaire ou emphythéotique au paysan journalier adventice » (*Rapport JACINI*, p. 10. — *Riforma sociale*, 10 juin 1894).

Depuis six ans l'Italie traverse une crise terrible qui est due en grande partie à l'application du tarif différentiel français. Tout le monde sait qu'en 1889 l'Italie ne renouvela pas son traité de commerce avec la France (1) dans l'intérêt des producteurs du Nord, en sacrifiant ainsi ceux du Sud. C'est aussi le système espagnol : là les provinces protégées sont celles de la Catalogne, des Asturies et de Biscaye; il n'est pas non plus inconnu en France (2).

Le gouvernement italien protège les producteurs de soie du Nord et supprime tout droit d'exportation sur ce produit et il maintient le droit sur le soufre de Sicile, qui est frappé de 11 francs par quintal (3), alors que cependant l'industrie du soufre traverse une crise plus difficile encore que celle de la soie. On a discuté ces temps derniers à la Chambre des députés sur l'élévation du prix de vente du sel qui est un monopole de l'État : en Sicile au contraire le commerce en est libre et tous ses députés, à l'exception de deux ou trois, ont voté cette augmentation. Supposons qu'on discute les conventions maritimes : il y aura conflit très vif entre les ports de l'Adriatique et ceux de la Méditerranée. On pourrait en dire autant pour un nombre infini de questions, à tel point qu'en Italie le régionalisme et le protectionnisme se sont associés. Il est évident que les petites provinces éprouvent les plus grands dommages (4).

L'Italie réagit contre ces maux par le régionalisme. Son gouvernement, en effet, comme me l'écrit M. Gumpowics, n'a retiré de son alliance avec l'Allemagne d'autre bénéfice que l'esprit d'absolutisme

(1) Les effets sont connus de tous et le commerce entre les deux pays est passé de 827 millions en 1876, à 262 millions 1/2 en 1893. En 1887 l'exportation du vin italien en France était de 2, 723,606 hectolitres qui, à un prix moyen de 50 fr., représentent environ 136,180,300 francs, c'est-à-dire la moitié de la perte subie; perte supportée presque en totalité par la Sicile qui faisait la plus grande partie de l'exportation du vin en France. Le dommage aurait été beaucoup moindre s'il ne s'était produit que lentement avec la reconstruction des vignobles français.

(2) *Le Monde Économique*, 10 février 1894, page 14.

(3) De cette façon elle lui ferme le très important marché de l'Amérique du Nord.

(4) La centralisation vicieuse fait que tandis que quelques centres absorbent presque tout, il ne reste presque rien pour les petits centres dont la contribution est plus importante.

Huit provinces, en effet, sur les 69 profitent plus que les autres des dépenses publiques :

et de militarisme, qui s'est si bien manifesté et par l'état de siège et par les conseils de guerre.

La réaction est cependant forte même en Allemagne, c'est le *particularisme*; en Italie, il prend le nom de *régionalisme*, et en Sicile il se trouve renforcé encore par la diversité des races, entendues non seulement au sens sociologique mais aussi au sens physiologique. On se met en contradiction avec l'esprit du pays quand on veut guérir les maux de la Sicile en lui enlevant ce peu de liberté qui lui reste et en voulant la rendre par la force semblable aux autres régions de l'Italie. C'est ainsi qu'on veut lui imposer par une loi le métayage toscan, et l'on veut supprimer les maux du *latifundium* par les mêmes moyens dont on s'est servi à l'autre extrémité de l'Italie : en Vénétie.

L'Angleterre s'est finalement aperçue qu'il était impossible d'identifier l'Irlande avec les autres parties du Royaume-Uni. En Irlande,

Moyenne annuelle des dépenses publiques absorbées par :
(exception faite du paiement des rentes)

	Rome.	Tunis, Milan, Vénétie, Gênes, Florence, Bologne, Naples.	Les autres 61 provinces.	Total.
1875-76	95	349	326	770
77-79	140	318	324	782
80-82	144	361	363	868
83-85-86	195	455	398	1,048
86-87-88-89	295	560	427	1,284

C'est ainsi que tandis qu'en 1875-76, les 8 provinces absorbaient 58 % des dépenses totales, dans la dernière période elles montaient à 67 % et les 61 autres premières, tandis qu'elles jouissaient dans la première période de 42 %, descendent maintenant à 33. Au contraire, tandis que la charge des impôts n'augmente que d'une façon discrète pour les 8 premières provinces, elle augmente pour les 61 autres.

Exercices financiers.	Les 8 provinces.		Les 61 autres.	
	Impôts.	Dépenses publiques.	Impôts.	Dépenses publiques.
1885-86	545	691	731	408
86-87	569	714	746	407
87-88	596	919	766	440
88-89	590	937	755	434

En ce qui concerne la Sicile, il importe de noter que les villes de Palerme et de Catane, par l'importance de leur population, appartiennent au groupe des 8 provinces citées; mais elles ne jouissent pas des bienfaits de la centralisation, et comme les autres 5 provinces, elles paient beaucoup plus qu'elles ne reçoivent.

comme en Sicile, il faut deux choses : la liberté et le changement des systèmes de culture. Gladstone a compris qu'il était inutile de modifier les systèmes de culture sans accorder la liberté et tandis qu'en 1886 il présentait en même temps deux bills, un pour le *Home Rule* et l'autre pour la réforme agraire, parce qu'il croyait encore que les deux projets étaient intimement connexes, l'année passée il s'est contenté de présenter son projet de *Home Rule* (1). Lorsque l'Irlande l'aura obtenu, personne mieux que son parlement ne pourra réaliser la réforme agraire. En Sicile on a eu une période de prospérité extraordinaire quand on a eu la paix et la liberté, alors même qu'on a conservé la même sphère de culture.

« Nul doute, dit E. Reclus (2), qu'elle ne fût une des régions les plus prospères du monde, si elle n'avait été tant de fois ravagée par la guerre et si un régime d'oppression n'avait presque constamment pesé sur elle ».

Si l'on continue à suivre le prétendu système d'assimilation de la Sicile au reste de l'Italie, l'année 1860 sera pour l'île une date douloureuse et de même qu'elle perdit la liberté en passant dans la domination de Rome, elle la perdrait aujourd'hui encore ; mais la Sicile, après trois siècles de domination romaine, était moins latine qu'elle ne l'était auparavant.

Je ne voudrais pas qu'il y eût persistance de son caractère historique ; mais les conditions naturelles ne peuvent être supprimées, il faut les respecter et le processus d'assimilation sociale n'est pas le résultat de la violence mais de la communauté des intérêts. Et ce n'est pas la loi qui pourra faire naître ces intérêts communs, comme se l'imaginent les socialistes qui croient guérir les maux actuels en renforçant leurs causes.

Le *Polizeistaat* n'est l'idéal en Italie que de quelques-uns, la majorité demande l'intervention de l'État dans toutes les questions. L'État au lieu de défendre x contre les agressions de y est porté à prendre à x pour donner à y ou *vice versa*. L'État en voulant calmer augmente les haines ; en voulant les améliorations il les éloigne ; en créant des constitutions

(1) Gladstone, en réalité, se bornait à décider que le futur Parlement irlandais aura le droit de s'occuper de la question agraire dans le cas seulement où le Parlement de Westminster ne l'aurait pas résolue avant trois ans, ce qui est impossible à cause du peu de temps et des grandes difficultés que présente cette réponse.

(2) *Nouvelle Géographie universelle*, vol. I, p. 529.

elle empêche d'autres institutions plus utiles et plus vigoureuses de naître et laisse tomber en ruine ses propres institutions (1). Son ingérence dans le domaine économique ne peut être l'effet de la justice. Jusqu'ici en Italie le gouvernement a trop protégé les grands propriétaires : il veut d'un trait les exproprier. Il s'imagine, cela résulte du projet élaboré pour la Sicile, que le gendarme lui trouvera les fermiers nécessaires pour les terres incultes. Que de fois en Sicile la monarchie des Bourbons s'est servie de ce moyen, sans résultats ! Concéder la terre même gratuitement, sans capital, cela équivaut à donner une bouteille sans vin.

* *

Le fédéralisme est ici un remède efficace. Il procède d'un concept très simple ; comme dit Cattaneo, pour être amis il faut que chacun soit maître chez lui. L'État fédéral garantit en même temps, comme dit M. Robinson, la liberté et l'ordre (2).

Les cités anciennes ne garantissaient ni l'ordre ni la liberté, l'empire romain garantissait l'ordre sans la liberté, le féodalisme la liberté sans l'ordre ; la centralisation actuelle, l'ordre sans la nationalité au sens moderne du mot, c'est-à-dire la communauté d'intérêts ; le fédéralisme assure l'ordre et la liberté nationale, la liberté locale, celle des minorités comme celle de l'individu.

L'importance et l'excellence de ce système sont prouvés par le succès qu'il a eu. En 1787 il est appliqué aux États-Unis, en 1848 et en 1874 en Suisse ; en 1866 et 1870 en Allemagne ; en 1867 au Canada et au Mexique, en 1889 au Brésil ; en 1891 en Australasie. Le fédéralisme dans le sens de décentralisation administrative est indépendant de toute forme ou de toute doctrine politique. Il a pour but de donner une meilleure organisation à l'État et ce but est presque toujours atteint, et de même que la constitution des États-Unis d'Amérique excite l'admiration des Européens, c'est par la politique de la paix, de la décentralisation administrative que l'Attique a atteint un haut degré de puissance et de richesse.

L'état fédéral constitue, pour certains pays, à un certain moment, une véritable passion populaire. M. Novicow dit qu'en ce moment ce système est l'objet de très vifs désirs en France et il fait remarquer que si la France était divisée en 20 ou 25 provinces de 18 ou 20,000

(1) *Circolo popolare di Milano*, — programme, p. 15.

(2) *Nature of federal State*, 1893, p. 140.

kilomètres carrés, jouissant d'une grande autonomie, la prospérité de ce pays serait beaucoup plus grande.

Nous avons en Italie aussi un grand courant dans ce sens. Le ministre Farini, déjà en 1860, aussitôt après la constitution, présentait un plan de décentralisation que l'on put appeler fédéraliste, et qui tendait à redonner la vie aux provinces. Peu de temps après, Farini abandonnait le ministère de l'intérieur et son projet disparaissait avec lui. Minghetti le reprenait et l'améliorait en 1861, mais la commission parlementaire le décida à l'abandonner. Quintus Sella disait à l'assemblée nationale toscane de 1866 : « Je suis Piémontais et je veux garder mon caractère piémontais. Vous êtes Toscans ; que le ciel fasse que vous conserviez vos caractères propres. Mais cela n'empêche pas que nous soyons unis, car nous sommes tous Italiens. » MM. Jacini et Ponza di Martino le reprirent et il fut aussi celui du ministère di Rudini. L'agitation populaire est très vive en ce moment ; elle a à sa tête l'*Association pour la liberté économique* et le *Cercle populaire* de Milan. Même M. Crispi a maintes fois manifesté sa sympathie pour la reconstitution des anciennes provinces (1).

On trouve en Allemagne un mouvement analogue. En Angleterre, on parle de fonder une grande confédération comprenant les colonies. Rappelons en passant la prochaine conférence de Ottawa (2).

Paris représente toute la France comme en partie Berlin et Vienne représentent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Peut-être peut-on en dire autant de Philadelphie. Mais la décentralisation américaine n'a pas empêché Philadelphie de voir sa population passer de 12,000 âmes en 1730 à 1,017,000 en 1888, celle de New-York de 8,000 à 1,493,000. La décentralisation n'empêche pas la formation des grandes villes qui disparaissent, avec la centralisation, au bénéfice d'une seule. De là vient l'antagonisme mal caché entre Milan et Rome, entre Gênes et Rome, etc. L'Italie, dès son origine, fut habitée par des peuples de races et de coutumes différentes. La république romaine les soumit par le despotisme et réalisa l'unité, mais souvent une unité factice. Auguste partagea l'Italie en onze provinces, Dioclétien en seize, y compris la Corse.

(1) R. MARCHETTI. — *Circoscrizioni e Decentramento*, 1894, p. 21.

(2) En Russie les nihilistes ont finalement compris que leur programme était aussi barbare et inhumain que peu pratique, de sorte que sous la haute direction de deux associations secrètes *Narodhaya Pravo* et *Narodhaya Volia*, ils ont changé leurs aspirations et demandent un état fédéral bien compris.

Après la chute de l'empire romain et après les invasions des Barbares, l'Italie renaquit avec ses nombreuses communes qui se gouvernaient comme autant de petits États. Menacées par le despotisme, les communes se groupèrent dans les derniers temps et formèrent sept États. La guerre d'indépendance a balayé les despotes qui, en pactisant avec l'étranger, s'étaient d'eux-mêmes dépossédés et donna à l'Italie l'occasion de se reformer et de réaliser l'unité ; mais on alla trop loin (1). L'histoire, la topographie, l'ethnographie et une infinité d'autres circonstances ont créé en Italie une différence si radicale entre les intérêts des différentes régions, et notamment entre le continent et la Sicile, qu'une très grande liberté peut seule écarter les conflits actuels, dont les troubles de Sicile sont une pure et simple manifestation.

Les provinces sont un produit artificiel, qui ne peut se justifier. En Sicile, les provinces se sont montrées si impuissantes qu'on a dû y suppléer en les réunissant sous un même gouverneur, le général Morra. L'organisation des communes n'est pas meilleure : une commune rurale de 100 habitants a la même organisation que Naples ou Rome (2).

Au lieu de faire disparaître certaines conditions naturelles et certains sentiments profondément enracinés dans la conscience populaire, afin de constituer une « Italie une », on a obtenu un résultat tout à fait opposé et on a fait naître une véritable lutte de races, qui est une cause de progrès, au jugement de Spencer, quand les différences sont peu importantes, mais qui est dissolvante et répressive dans le cas contraire.

Petit à petit le Sicilien voit d'un mauvais œil non seulement le Piémontais et le Lombard, mais aussi le Napolitain, parce que, qu'on le veuille ou non, il a dû se persuader que le gouvernement de Rome dans l'intérêt d'une région prend aux autres ce qu'il donne à celle-là (3).

(1) MARCHETTI. — Op. cit., p. 19.

(2) Les employés dans les administrations centrales s'élèvent à 64,000 et coûtent 135 millions ; on doit ajouter tous les retraités.

(3) En Italie on a protégé les industries du Nord en donnant un développement artificiel aux industries manufacturières. Il en a été ainsi pour les arts sidérurgiques, qui n'en ont pas profité. Si en 1887, ils produisaient 172,274 tonnes de fer et 73,262 tonnes d'acier ; en 1892, ils ne donnaient plus que 124,264 tonnes de fer et 65,543 tonnes d'acier, et pourtant de 1889-93 le ministère des travaux publics a acheté 122,000 tonnes d'acier pour les chemins de fer. Elles coûtent au moins 80 francs de plus qu'elles ne coûteraient à l'étranger. On a donc fait un surplus de dépense de

A la longue, ce sont les régions les plus grandes qui gagnent le plus, mais le plus souvent ce sont celles qui ont des députés très intriguants, et on a vu souvent en Italie « les députés les plus intelligents et les plus honnêtes devoir céder aux plus habiles. » Les masses incultes voient dans leur député un courtier entre le ministre et les électeurs. — Je ne puis qu'approuver ce que disait Odillon Barrot : « Nous sommes arrivés à cette conviction qu'une centralisation excessive est la vraie cause de toutes ces révolutions qui bouleversent périodiquement notre patrie, la démoralisent et l'épuisent » (1).

Ce qui nous amènerait à l'unité réelle des intérêts, c'est la décentralisation au sens administratif et bureaucratique, qui respecterait toutes les conditions naturelles, c'est le système du fédéralisme au sens administratif et politique (2). Il constitue la tendance opposée à la centralisation socialiste et il sera une excellente arme contre le nivellement des individus.

La Sicile ne fera plus de révolution, si on ne veut pas la rendre semblable au Piémont et à la Toscane, mais si l'on s'inspire de ses précédents historiques, naturels, qui diffèrent de ceux de l'Italie continentale, à laquelle l'intérêt la rattachera politiquement.

GIUSEPPE FIAMINGO,

Directeur de la *Rivista di Sociologia*,
Associé de l'Institut international de Sociologie.

9,700,000 francs. Ce chiffre devrait être augmenté de la perte dans les dépenses du petit matériel métallique pour l'armement, pour les cuirassés, pour la marine, etc., etc. La défense nationale y perd encore au point de vue de la qualité des produits. C'est encore en s'appuyant sur l'argument de la défense nationale et de la nécessité de protéger les industries sidérurgiques que l'on protège les constructions pour la marine marchande et qu'on a dépensé en 1871 plus de cinq millions en subventions. L'avantage qu'on en retire est le suivant : en 1891 on atteint 29,754 tonnes, tandis que l'Angleterre sans subvention arrive à 8,015,548.

(1) *De la centralisation et de ses effets*. Paris, 1870, page 13.

(2) Au gouvernement central on ne devrait attribuer que : 1° la tutelle des droits ; 2° la défense contre les ennemis extérieurs ; 3° la politique économique d'intérêt général.



REVUE DES LIVRES

D^r JULIEN PIOGER. — *La Vie sociale, la morale et le progrès*, essai de conception expérimentale. — 1894, 1 vol. in-8.

JACQUES NOVICOW. — *Les Gaspillages des sociétés modernes*, contribution à l'étude de la question sociale. — 1894, un vol. in-8.

JACQUES NOVICOW. — *La Guerre et ses prétendus bienfaits*. — 1894, 1 vol. in-12.

G. TARDE. — *La Logique sociale*. — 1895, 1 vol. in-8.

G. TARDE. — *Essais et mélanges sociologiques*. — 1895, 1 vol. in-8.

JEAN IZOULET. — *La Cité moderne*, métaphysique de la sociologie. — 1895, 1 vol. in-8.

GUILLAUME DE GREEF. — *Le Transformisme social*, essai sur le progrès et le regrès des sociétés. — 1895, 1 vol. in-8.

Dans les numéros de décembre 1894 et février 1895 de cette *Revue*, nous avons rendu compte des travaux récents de sociologie générale parus d'abord dans les périodiques, ceux de MM. Giddings, Durkheim et Simmel. Nous voudrions aujourd'hui donner à nos lecteurs une idée sommaire des études de même nature qui ont été publiées sous forme de volumes dans les six derniers mois. Ils sont dus à MM. Pioger, Novicow, Tarde, Izoulet, de Greef. Nous les examinerons successivement, dans leur ordre d'apparition.

I

Le livre du D^r Julien Pioger fait suite à deux autres ouvrages du même auteur. M. Pioger a compris qu'il n'est pas de bonne sociologie qui ne repose sur une psychologie, une physiologie et une cosmologie, et il a voulu se faire une idée personnelle de ces diverses sciences. Voilà pourquoi il a écrit, en 1892, une étude sur *le Monde physique*, puis une seconde, en 1893, sur *la Vie et la Pensée*. Il aborde aujourd'hui *la Vie sociale, la Morale et le Progrès*. Et l'une de ses précédentes publications annonçait, comme devant suivre, un volume sur *la Vie et la Santé*, qui sera sans doute l'application pratique des données scientifiques antérieurement réunies par l'auteur, aux questions médicales qui lui sont professionnellement familières. Le plan de cette tétralogie est, à coup sûr, judicieux. Le sous-titre, invariable, des différents

livres parus : « essai de conception expérimentale », donne à penser que la méthode en sera scrupuleusement scientifique. Mais la réalisation est-elle aussi heureuse que ces dehors le faisaient espérer ? Peut-être pas tout à fait. Sans doute il y a de fort bonnes pages dans ce nouveau volume. Le Dr Pioger, en un chapitre que notre *Revue* avait publié par avance (février 1894), accepte et défend la théorie de l'organisme social. D'autre part, la solidarité lui paraît être la condition essentielle de toute vie sociale, de même que, dans ses précédents travaux, il en avait fait la condition de toute réalité cosmique et organique. Ce sont là tendances excellentes, que nous approuvons sans réserve. Mais on peut trouver que les idées de l'auteur restent trop générales, qu'elles manquent d'une suffisante démonstration. Expliquer la marche et le progrès des nations par les lois d'équilibration, d'organisation, de solidarisation, de socialisation, cela est très exact sans doute, mais cela est presque trop vrai pour être instructif. L'auteur ne condescend pas souvent à montrer dans l'histoire l'application de ses idées, qui seule pourtant les rendrait fécondes. M. Pioger, en somme, procède trop par raisonnement, trop peu par description. « C'est de la sociologie à l'ancienne manière », disait en parlant de son livre un ethnographe de valeur. Le jugement est trop sévère. Car cet ouvrage est pénétré de conceptions modernes, et les théories évolutionnistes, notamment, trouvent en son auteur un partisan convaincu. Malheureusement il ne met guère au service de ces idées que des procédés scolastiques. La méthode, à coup sûr, ne vaut pas l'inspiration.

II

Les Gaspillages des sociétés modernes, de M. Novicow, sont surtout une étude d'ordre économique. La question sociale, pour l'auteur, n'est pas principalement une question de distribution de richesses. Le mal est ailleurs. « Pourquoi sommes-nous si pauvres ? parce que nous produisons peu et que nous gaspillons trop ». L'auteur a été frappé, non sans raison, de l'immense quantité de temps perdu par l'humanité. Et c'est à l'économie de ce temps qu'il pousse de toutes ses forces. Mais ici il tombe dans des exagérations assez palpables. « Nous appelons progrès, dit-il, une diminution du temps nécessaire pour produire les objets dont nous avons besoin » (p. 19). Certes, il y a là une forme du progrès, mais est-ce la seule ou même la principale ? Si ces objets sont mieux faits, quoique aussi lentement que par le passé, n'est-ce pas encore un perfectionnement ? Pour M. Novicow, tout ce qui est création, amélioration, « se réduit à une certaine somme de journées de travail, ou en d'autres termes, à une certaine durée de temps » (p. 16). C'est là, je crois, tout ce que Carl Marx demande qu'on lui concède pour qu'il en puisse logique-

ment déduire l'intégralité de son système. Et pourtant M. Novicow n'est pas marxiste. Comment donc n'a-t-il pas vu qu'il y a autre chose à considérer dans le travail que sa durée, à savoir son intensité et sa qualité? Je me trompe, il l'a vu pour une forme de travail, celui de l'esprit. « On doit reconnaître, avoue-t-il, que l'activité mentale échappe, plus que toutes les autres, à l'action du temps. Une idée de génie, capable d'opérer les transformations économiques les plus colossales, peut éclore en une seconde » (p. 25). Or une activité mentale, dirons-nous à notre tour, est impliquée dans toute œuvre humaine. Donc il n'en est pas une seule qui se puisse apprécier uniquement à la durée. Voilà donc une concession de M. Novicow qui, si on lui donne toute sa portée, ruine la thèse elle-même.

Ces réserves faites, nous avons beaucoup à louer dans *les Gaspillages*. L'auteur s'attaque avec raison à nombre d'erreurs les plus accréditées : la confusion de la richesse avec l'or; l'illusion protectionniste qui croit enrichir le pays au détriment de l'étranger, et qui ne fait qu'encourager le « parasitisme social »; le « mirage des kilomètres carrés », qui nous fait prendre pour la nation la plus heureuse celle qui a le territoire le plus étendu. Il condamne aussi, comme des travers individuels et des fléaux sociaux : l'intolérance, l'exclusivisme, le misonéisme, dont il pousse la haine jusqu'à affirmer, ce qui est peut-être excessif, que « la somme de bonheur d'une société dépend de la mesure dans laquelle le philonéisme l'emporte sur le misonéisme » (p. 179). Il est vrai qu'il montre avec force et avec esprit combien de temps nous coûtent les vaines cérémonies, les routines administratives, les chinoiseries de l'orthographe, etc... Mais tout, dans notre passé, n'est heureusement pas aussi criticable, et il faut prendre garde que, aller trop vite de l'avant, c'est s'exposer à être ramené en arrière, donc aboutir encore à une perte de temps, qu'une évolution progressive eût épargnée.

Le principal remède aux maux de l'Europe contemporaine, dit M. Novicow, c'est la fédération, qui supprimera à la fois la guerre et les droits de douane. Quant aux questions de répartition des richesses, on en viendra à bout par le développement de la production et par la pratique d'une liberté et d'une équité plus complètes dans les échanges. Sur ces points encore, nous sommes, en général, d'accord avec l'écrivain analysé.

En somme, ce livre procède de tendances généreuses, d'un sincère désir de voir s'accroître le bien-être de l'humanité, sans violence ni révolution, par le développement de la raison et des pratiques rationnelles. Il est fâcheux qu'une erreur de doctrine initiale en compromette, pour partie, la solidité. — Un bon point encore à son auteur. Il a essayé une statistique extrêmement difficile à dresser, celle des gaspillages de nos sociétés. Il y a souvent, dans ses chiffres, des évaluations sans bases

bien sérieuses. Mais c'est la première fois qu'on les risque, et elles se corrigeront par la suite. Cet effort vers la précision, si peu probable qu'en fût le succès, honore celui qui l'a tenté.

Le style des *Gaspillages*, comme celui des précédents travaux de l'auteur, est facile et non dépourvu d'agrément, un peu lâche peut-être, mais d'une grande clarté. Nos lecteurs ont pu en juger eux-mêmes, car la conclusion du livre avait déjà été publiée dans cette *Revue* en avril 1894, de même qu'un nouveau travail de M. Novicow, un essai de représentation graphique des faits sociaux — qui constitue lui aussi, une initiative intéressante — paraît dans le présent fascicule.

III

L'idée de la fédération substituée à la guerre forme aussi la base d'un autre ouvrage du même écrivain, paru à peu de distance du premier. Celui-ci n'est plus un traité scientifique, mais un livre de vulgarisation. M. Novicow connaît à fond la guerre, qu'il a étudiée sous toutes ses faces dans son étude antérieure sur *les Luittes entre sociétés humaines*. Et c'est parce qu'il la connaît à fond qu'il la hait cordialement. Dans son dernier opuscule, intitulé *la Guerre et ses prétendus bienfaits*, il commence par réfuter certains sophismes accrédités. « La guerre, dit un de ses récents apologistes, M. Jähns, est un droit, le premier de tous et le plus évident, celui de vivre ». Le premier de tous les droits, répond M. Novicow, ne peut pourtant pas être celui de tuer (p. 16). La guerre, ajoute-t-on, est une solution. « A la longue, écrit M. Valbert, certains malaises deviennent intolérables, il faut en finir à tout prix, et on n'en finit qu'en se battant ». Mais alors, riposte notre auteur, « si la guerre peut résoudre les questions, comment se fait-il que huit mille guerres n'ont rien résolu et qu'on sente aujourd'hui la nécessité de faire la huit mille et unième ? si de plus huit mille guerres n'ont rien résolu, quelle probabilité y a-t-il que la huit mille et unième résoudra, comme par enchantement, toutes les questions en litige ? » (p. 25). Après ces réfutations, M. Novicow passe à sa propre démonstration. Il établit successivement tous les résultats néfastes de la guerre. Résultats physiologiques : elle produit une sélection à rebours, elle tue les mieux constitués et les plus vaillants. Résultats économiques : elle détruit quantité de richesses et empêche d'en produire quantité d'autres. Résultats politiques : si de grandes nations se forment par l'union des vaincus aux vainqueurs, ce n'est que le jour où la paix est signée, et la fusion des deux sociétés ne s'opère que par la disparition de toute cause de guerre entre elles. Résultats intellectuels : la lutte armée a détruit les sociétés plus spécialement adonnées aux travaux de l'esprit, Athènes, Florence ; de nos jours le budget militaire attire à lui la plus grosse partie des fonds

qui seraient si nécessaires au développement de l'instruction publique. Résultats moraux : la guerre développe les goûts de brigandage, de parasitisme, d'intolérance, de despotisme. « La défaite, croit-on, régénère toujours les sociétés... Étrange raisonnement en vérité ! A ce compte, on devrait toujours désirer la défaite. On dit qu'après une fièvre typhoïde un homme se porte quelquefois mieux qu'auparavant. Est-ce une raison pour désirer la fièvre typhoïde ? Elle régénère aussi. Seulement on oublie qu'elle emporte souvent le malade ». La guerre, en un mot, est une survivance néfaste, condamnée à disparaître du droit public comme elle a disparu du droit privé. Cela n'empêchera pas, évidemment, la lutte de continuer entre les nations sous la forme de concurrence économique, politique, intellectuelle, et cela ne tarira pas, dès lors, les sources de leur activité légitime.

Après cette analyse, il ne nous reste qu'à souhaiter à ce petit livre la diffusion qu'il mérite par les tendances élevées qui l'animent, et à laquelle ses qualités d'élégance et de belle exécution ne nuiront certainement pas. Et puisque nous parlons de son « extérieur », pourquoi ne pas signaler un détail curieux ? *Les Gaspillages*, achevés d'imprimer en septembre 1894, sont l'œuvre, d'après leur couverture, de M. J. Novicow, tout simplement. Mais *la Guerre*, parue six semaines après, ajoute au nom de l'auteur son titre de vice-président de l'Institut international de Sociologie. Il faut songer que, entre les deux publications, avait eu lieu, en octobre, le congrès de Sociologie de Paris. Et c'est assez dire son succès que de constater qu'il a décidé un auteur déjà fort connu à modifier, sur l'invitation expresse de son éditeur, la suscription habituelle de ses ouvrages.

IV

M. Tarde était, comme M. Novicow, un des vice-présidents du congrès de 1894. Et, comme lui, il a rendu à la sociologie, vers la même date, le service d'enrichir coup sur coup sa littérature de deux ouvrages. Le premier est un compact in-8 de plus de 450 pages. Il s'intitule : *La Logique sociale*. C'est la suite du livre capital des *Lois de l'imitation*. Pour l'auteur (on s'en doutait déjà par ses précédentes études) la sociologie est tout entière une psychologie. Et la psychologie est une combinaison tout à la fois mécanique et vivante de croyances et de désirs. Qu'est-ce qu'une action humaine ? Un syllogisme, dont voici la forme constante. Je considère tel but comme désirable ; je crois que tel moyen est propre à le réaliser, donc je dois vouloir ce moyen... et la volonté passe à l'acte. Tous nos mouvements sont ainsi déterminés par le degré de désir impliqué dans les majeures, et le degré de foi contenu dans les mineures de ces syllogismes plus ou moins conscients. Voilà expliquées

la psychologie et la logique individuelles. L'esprit social, d'ailleurs, procède comme l'esprit de l'être isolé. Les consciences particulières s'y comportent de la même manière que le font, en chacune d'elles, les idées et les sentiments. La duel et l'accord, à la fois logique et téléologique, des croyances et des désirs, à l'intérieur de l'individu et à l'intérieur de la société, rendent raison de notre vie tout entière. L'auteur vérifie cette thèse en étudiant, dans nos sociétés, les divers rapports des forces en jeu, qui se ramènent pour lui à une « série historique d'états logiques » (chapitre de son livre qui a déjà paru dans notre *Revue* en janvier 1894); puis en essayant de découvrir les « lois de l'invention », c'est-à-dire les conditions externes (vitales ou sociales) et les conditions internes (ou psychiques) du génie. — Après quoi il l'applique successivement à divers ordres de faits sociaux, la langue, la religion, « le cœur », l'économie politique, l'art, comme il l'avait déjà appliquée à la mode dans ses *Lois de l'imitation* et aux phénomènes juridiques dans ses *Transformations du droit*, comme il l'appliquera bientôt aux phénomènes politiques dans le rapport dont il s'est chargé pour le congrès de Sociologie de 1895. Il est impossible de relever toutes les idées, fines et délicates d'ordinaire, justes assez souvent, que l'auteur a semées dans ces différents chapitres. Elles ne se reliaient d'ailleurs entre elles que par cette vue générale commune, qu'il faut surtout distinguer dans tous les ordres de faits sociaux ce qui est invention et ce qui est imitation. Notons, dans les pages sur l'économie politique, une ingénieuse critique de la « loi » de l'offre et de la demande, à laquelle l'auteur veut substituer une théorie de la valeur qui lui est personnelle. Selon lui « la valeur est le résultat du conflit entre deux ou plusieurs syllogismes téléologiques, conscients ou inconscients, dont chacun a pour majeure un besoin éprouvé, pour mineure un jugement porté sur un moyen de le satisfaire, et pour conclusion le devoir d'acquiescer ou de conserver ce moyen » (p. 358) Aussi « l'inégalité des fortunes et des âmes n'empêche nullement le prix stable et normal d'être déterminé en entier par la concurrence psychologique de désirs et de croyances et non par la concurrence des acheteurs ». Il semble qu'il y ait là quelque paradoxe. La concurrence des désirs explique bien ce que les économistes nomment la « valeur en usage » ; mais il faut tenir compte de la concurrence des fortunes pour comprendre la « valeur en échange ». Il est vrai que M. Tarde répond, avec assez de raison, que, pour les produits usuels, ce sont les hommes les plus pauvres, c'est-à-dire les plus nombreux, qui font la loi, vu que le producteur ne peut vendre ses denrées que s'ils trouvent intérêt à les lui prendre. Cette théorie de la valeur a fort choqué les économistes orthodoxes. Elle paraîtra moins extraordinaire — et moins neuve — à ceux qui ont lu le remarquable précis de M. Charles Gide. Mais c'est que ce dernier auteur (il l'avoue lui-même

de très bonne grâce) s'est inspiré d'articles antérieurs de M. Tarde sur la question. Et ce n'est pas un des moindres bonheurs de ce dernier, d'avoir converti à une partie de ses idées un des maîtres de l'enseignement public dont la parole a le plus de légitime autorité.

Quoi qu'il en soit de ce point spécial, le livre de M. Tarde, dont nous parlons, présente, comme ses devanciers, une réelle originalité. Il est peut-être d'une lecture moins aisée et moins agréable, contenant plus de discussions abstraites et de raisonnements formels. Mais, en beaucoup de pages, on y retrouve le psychologue incomparable de la *Philosophie pénale* et des *Lois de l'imitation*. La délicatesse dans l'analyse mentale est ce qui caractérise son talent. Quand il veut bien ne pas la pousser jusqu'à l'extrême subtilité, elle produit des résultats d'autant plus remarquables qu'au mérite de la justesse ils joignent le charme de l'inattendu.

V

L'autre livre récent de M. Tarde, qui s'intitule *Essais et mélanges sociologiques*, est un recueil de fragments antérieurement publiés dans diverses Revues. Les uns sont relatifs à la sociologie générale; les autres, à la sociologie criminelle. Parmi les premiers, on remarquera l'étude intitulée « Monadologie et Sociologie », dont les lecteurs de cette *Revue* avaient les prémices dès mars et mai 1893. On y lira aussi avec intérêt un mémoire sur la « Variation universelle », contre-partie d'un chapitre connu sur la « Répétition universelle », auquel il s'oppose comme l'invention à l'imitation, ces deux pôles du système de M. Tarde. Sur-tout on aura plaisir à y retrouver le plus ancien écrit de l'auteur, un travail sur « la Croyance et le Désir », paru en 1880, et qui contient en germe toutes les bases de ce système. Dès ce moment, en effet, l'auteur voyait dans ces deux faits la caractéristique de l'esprit humain, et il se posait cette question originale : « Ne pourrait-on assujettir la psychologie aux règles de la mathématique, en déterminant les quantités (et non plus seulement les qualités) des désirs et des croyances en lutte dans notre esprit ? » Tentative que M. Tarde ne se flatte pas, même aujourd'hui, d'avoir menée à son terme, mais qui est à coup sûr du plus haut intérêt, et qui pourrait bien être appelée à faire une révolution dans la dialectique (comme la théorie de la quantification du prédicat en fit une autrefois) en remplaçant par la logique de la probabilité subjective l'ancienne logique de la certitude, dont trop d'erreurs accumulées nous ont appris à nous défier !

Quant aux essais de sociologie criminelle contenus dans ce volume, les principaux portent sur les crimes des foules et des sectes, sur les crimes de haine, sur les délits impoursuivis. On y remarquera une

réaction très nette, et peut-être excessive, contre la tendance qui pousse la plupart de nos contemporains à séparer les délits anarchistes des délits de droit commun, ainsi qu'une extrême sévérité à l'égard des adversaires par principe de l'ordre social. A noter aussi un examen des rapports entre la sociologie criminelle et le droit pénal, destiné au congrès de l'Union internationale de Droit pénal tenu à Paris en 1893, examen qui débute par cette formule riche en conséquences et selon nous définitive : « La sociologie criminelle est au droit pénal ce que la physiologie pathologique est à la médecine ».

Citons enfin, comme faisant partie des *Essais*, d'intéressantes discussions avec MM. Novicow, Durkheim, Gumpłowicz, Espinas, Enrico Ferri, Sighele, à propos des livres des quatre premiers ou de critiques dirigées, par les deux autres, contre les théories mêmes de M. Tarde. Les idées de l'auteur sont si ingénieuses et son style si agréable que ces polémiques se relisent avec intérêt, bien des mois après les événements qui en furent l'occasion, et c'est un mérite assez rare pour qu'on doive le signaler.

VI

En rendant compte, il y a près d'un an et demi, de la thèse de M. Durkheim sur la *Division du travail social*, nous exprimions notre satisfaction de voir la sociologie devenir l'objet de discussions dans des soutenances universitaires. Le fait s'est renouvelé avec la thèse récente de M. Izoulet, défendue brillamment devant la Sorbonne au mois de janvier dernier. Ce n'est pourtant pas une étude de science sociale proprement dite que ce livre sur la *Cité moderne*, et le sous-titre « Métaphysique de la Sociologie » n'en donne même qu'une idée fort imparfaite. En réalité, ce que M. Izoulet a tenté, c'est une rénovation de la psychologie et de la morale par des considérations empruntées aux sciences naturelles et aux sciences sociales. L'homme, dit-il, a une double essence : ce n'est pas qu'il soit corps et âme, cette vieille antithèse ne satisfait pas (fort heureusement) M. Izoulet ; mais il est à la fois être vivant et être sociable, organisme et fragment d'une société. Comme être vivant, il est simplement doué d'instinct. Quant à la raison, c'est la vie en société qui la lui donne : toutes ses facultés supérieures lui viennent de la vie avec ses semblables. De même que sa nature, que son esprit sont doubles, de même une double règle doit présider à sa moralité. D'une part, il doit développer son organisme ; de l'autre, il doit cultiver sa sociabilité, élever sa raison. Il n'y a point de véritable conflit entre ces deux essences superposées, pas plus qu'il n'y en a entre l'individu et la société : tous les intérêts réels sont harmoniques.

Telles nous ont paru être les idées maîtresses de M. Izoulet, et nous

les approuvons en principe. Certes, l'homme est un être à la fois vivant et sociable, et son esprit se ressent des deux influences : sans la vie en société, il ne s'élèverait pas au-dessus de la mentalité animale. L'auteur de la *Cité moderne* a eu grande raison de l'affirmer, d'autant plus que ses confrères les philosophes ne voient presque jamais, dans les difficultés psychologiques, que des problèmes individuels. Seulement, s'il a bien senti que « c'est la cité qui crée la raison », il ne nous a malheureusement pas montré *comment* elle la crée. Il ne nous a pas fait assister à cette lente élaboration, à travers les siècles, de l'esprit humain par le fait de la vie sociale. Il le reconnaît, d'ailleurs, avec une bonne foi qui désarme par son immodestie même : « On m'accusera peut-être d'apporter, au lieu d'une démonstration minutieuse, une intuition personnelle..... Trouver le vrai, d'abord ; le vérifier ensuite : telle est la marche logique. En toutes choses, les trouveurs passent devant » (p. 545).

Ce n'est donc pas une démonstration que contiennent ces six cent soixante-dix pages in-octavo. Mais il serait injuste, en revanche, de dire, comme on l'a fait, que ce n'est qu'une affirmation qu'elles répètent en l'amplifiant. Il y a beaucoup de théories accessoires qui s'y insèrent autour de la conception dominante. Et la plupart ont pour but de rectifier des doctrines tout à fait fausses, trop souvent admises encore dans notre enseignement secondaire de la philosophie. Citons-en quelques-unes. M. Izoulet montre que la distance entre l'homme et l'animal domestique est loin d'être infinie, puisqu'elle est moindre que la distance entre cet animal domestique et le protiste. Il compare la formation de l'élite humaine, véritable tête de la société, à celle du cerveau animal, toutes deux ayant pour origine la différenciation des éléments nerveux, dirigeants. Il montre très justement que la pensée humaine ne peut pas s'expliquer par la seule organisation anatomique de l'individu isolé, mais qu'il est illusoire, d'autre part, de faire appel pour en donner raison à une « substance pensante » ; ce qui condamne également la thèse du matérialisme et celle du spiritualisme, toutes deux trop individualistes, toutes deux « extra-sociales » (p. 154). Il indique aussi que l'humanité n'a pu atteindre les hautes créations psychiques, art, morale abstraite, science, qu'après être sortie de la phase des nécessités matérielles imminentes. Il montre ailleurs (p. 327 et suiv.), la lutte entre l'idéal physique, le plaisir, et l'idéal social, le bonheur, et il affirme fortement la possibilité de les concilier. Toute sa morale renferme des remarques très fines et des vues fort justes, et l'idée maîtresse de son éthique sociale, la nécessité d'établir de plus en plus l'interdépendance et la hiérarchie librement acceptées des individus, répond aux véritables besoins de notre temps.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait aussi fort à critiquer dans ce livre. L'auteur, s'il rapproche l'homme de l'animal, éloigne outre mesure la cité hu-

maine des sociétés animales. De même que la raison, la liberté lui paraît issue de l'organisation sociale. Mais comment cela ? je vois bien que la vie sociale complique les raisons d'agir, et qu'ainsi nous finissons par nous croire libres, parce que nous n'apercevons plus les causes vraies de nos déterminations au milieu de l'enchevêtrement des circonstances simplement antécédentes ; mais si cela m'explique la croyance à la liberté, cela ne m'explique pas la liberté même. En morale enfin, on voudrait que l'auteur ne se donnât pas si facilement raison. Sans doute, il doit y avoir une solution pour les conflits d'intérêts et de devoirs. Mais enfin ces conflits ne sont pas toujours purement apparents, ils sont souvent bien réels, et M. Izoulet ne paraît pas s'en douter. Il n'a pas, semble-t-il, assez profondément pénétré les antinomies que présente la vie. Autrement il eût senti la nécessité d'établir démonstrativement ses principes d'action avant de les développer.

La manière d'écrire de M. Izoulet correspond naturellement à sa façon de penser. Il y a dans son livre des pages agréables, il y en a même d'éloquantes. Il n'y en a pas assez de pleinement convaincantes. Le style est souvent diffus et la disposition typographique elle-même prouve que l'écrivain a trop peu le souci de condenser ses arguments et ses idées. L'ouvrage se lit sans aucune fatigue, mais en le terminant on se demande s'il n'eût point mieux valu, pour la renommée de son auteur, qu'il eût pris le temps de le faire plus court.

VII

C'est un gros livre également que l'essai de M. de Greef sur le *Transformisme social*, et les longueurs n'y manquent pas non plus. Seulement, si l'étude de M. Izoulet pêche par superfluité d'images, celle de M. de Greef pêche plutôt par superfluité de raisonnements. Elle se divise en deux parties. La première expose les principales théories qui ont été émises depuis la philosophie grecque jusqu'à nos jours, sur le progrès social et ses lois. La seconde nous fait connaître les idées propres de l'auteur sur la question. M. de Greef reprend ici les théories qu'il a indiquées dans les deux premiers volumes de son *Introduction à la sociologie* et dans son opuscule sur les *Lois sociologiques*. Il renouvelle sa classification des faits sociaux en faits économiques, génésiques, artistiques, moraux, religieux et scientifiques, juridiques, politiques, suivant un ordre de complexité et de spécialité croissantes, et il essaie de montrer l'action que chacune de ses séries exerce sur toutes les autres. Sans doute il faut applaudir cet effort d'analyse. Mais il est aisé de voir qu'il reste encore bien des points obscurs. Par exemple, pour l'auteur, « les phénomènes et les fonctions immédiatement antécédents agissent le plus immédiatement et le plus directement sur

les phénomènes et les fonctions immédiatement séquents (p. 312) ». Mais, d'autre part, lorsque les « phénomènes et les fonctions plus spéciaux et supérieurs réagissent sur les phénomènes et les fonctions moins élevés, plus simples et plus généraux, leur influence est d'autant plus forte qu'elle s'exerce davantage sur les phénomènes et les fonctions les plus simples et les plus généraux (page 313) ». M. de Greef n'a-t-il pas vu l'opposition qui existe entre ces deux propositions ? Comment, lorsqu'on envisage l'action de l'inférieur sur le supérieur, on trouve cette action d'autant plus forte que les deux séries de phénomènes considérées sont plus voisines ; et au contraire, l'action du supérieur sur l'inférieur serait d'autant plus intense que les deux séries seraient plus éloignées ! Cette dernière vue nous semble en contradiction avec la première, car il n'y a pas de raison pour que la même loi ne régit pas l'action du supérieur sur l'inférieur et celle de l'inférieur sur le supérieur. Aussi bien nous paraît-elle, en elle-même, peu exacte. Nous croyons l'influence de la constitution politique bien plus énergique sur le droit, par exemple, que sur la vie économique spontanée de la nation. M. de Greef ne serait d'ailleurs pas très loin de le reconnaître, ce qui contredit sa proposition générale. Il y a donc là, tout au moins, un point faible pour la théorie. — Un autre est celui-ci : M. de Greef avoue (et comment ne pas l'avouer ?) qu'il n'existe pas de mètre unique pour mesurer le progrès ou le « regrès » d'une nation, qu'on ne peut, pour les déterminer, tirer son critère d'un seul ordre de faits sociaux. Mais alors, que vaut donc la hiérarchie qu'il s'est efforcé d'établir parmi eux ? Si le progrès économique n'entraîne pas un perfectionnement dans toutes les autres séries de phénomènes sociaux, que penser de l'action prépondérante des faits les plus généraux et les plus simples sur les faits plus spéciaux et plus complexes ?

Après cela, nous ne contesterons pas qu'il n'y ait des parties fort bien traitées dans ce livre. La régression des sociétés y est, par exemple, étudiée dans un esprit vraiment scientifique, en partant de l'idée que l'édifice social se « déconstruit » dans l'ordre inverse de celui qui a présidé à sa formation. Mais ici encore, certaines difficultés se posent. « Dans un avenir lointain, affirme l'auteur (p. 396), notre planète se désintégrera, et cette régression coïncidera nécessairement avec une régression correspondante des formes vitales et sociales ». Poser ainsi en dogme (qu'on n'essaie d'ailleurs pas de justifier), cette fin de notre monde, n'est-ce pas aller au-delà des certitudes acquises par la science positive ?

Nos critiques, on le voit, n'ont pas pour objectif les principes du système de M. de Greef, mais seulement ses applications. Nous croyons sa classification des faits sociaux originale et féconde. Nous lui demandons seulement d'en confirmer — ou d'en abandonner — certains corollaires. Peut-être aussi serait-il bon qu'il ne s'y confinât pas exclusivement,

qu'il ne crût pas qu'elle constitue, à elle seule, toute la sociologie. Cela mettrait, à tout le moins, un peu plus de variété dans ses travaux.

Le livre se termine par une bibliographie, en trois pages, des études relatives au transformisme social. Il est à noter que M. de Greef n'y nomme pas la *Revue internationale de Sociologie*, même quand il cite des articles qui en sont extraits. Serait-ce parce que cette Revue s'est permis un jour de critiquer son précédent ouvrage? Nous aimons mieux ne voir là, de la part de l'auteur, qu'un simple oubli, d'ailleurs aisément réparable en une seconde édition, qu'on peut souhaiter à son livre.

RENÉ WORMS.

REVUE DES PÉRIODIQUES

L'Écho des Communes.

M. Fernand Naudier, dont nous avons jadis signalé ici le volume sur *le Socialisme et la Révolution sociale*, poursuit dans une publication bi-mensuelle l'œuvre qu'il avait commencée par le livre. Convaincu que le socialisme révolutionnaire propose des théories régressives et que le collectivisme, but dernier de ses efforts, en détruisant toute initiative individuelle, aboutirait à une déchéance irrémédiable de l'homme, il veut surtout mettre en garde contre ces doctrines néfastes la population de nos campagnes. Pour notre part, nous pensons également que la liberté a en soi un prix inestimable, nous redoutons le socialisme d'État poussé à de certaines exagérations, mais il nous semble toutefois que le principe de solidarité peut avoir fort à craindre de l'égoïsme individuel et que l'ingérence de la loi n'est pas toujours sans nécessité pour vaincre les résistances de l'intérêt personnel, à condition de ne s'engager qu'avec une extrême prudence dans la voie interventionniste.

Quoi qu'il en soit, *L'Écho des communes* mérite l'attention et la bienveillance. Il ne se borne pas à être une feuille de combat, il tient registre exact de tout ce qui concerne le mouvement social; il comprend que le dogmatisme demeure sans valeur s'il ne s'appuie sur les faits, qu'il faut dire ce qui est avant de proposer ce qui doit être.

Aussi une première partie de cette Revue est-elle consacrée à l'étude des questions de droit public et administratif qui offrent un intérêt actuel. Dans la commune décentralisée, les attributions municipales sont multiples; les lois et les actes qui les concernent ont souvent besoin de commentaires et d'explications: on ne les trouvait guère jusqu'à l'heure présente qu'en de savants et gros volumes, d'un prix sou-

vent inaccessible et d'une apparition toujours tardive : *l'Écho des Communes* se propose de combler cette regrettable lacune. Étudiant les projets à l'étude, auquel il consacre des discussions minutieuses, il en montre par avance l'application pratique. Qu'il s'agisse de législation électorale, de navigation intérieure, de chemins ruraux, d'organisation cantonale, d'enseignement primaire, du problème de l'octroi, de questions agricoles, on rencontre sur tous ces points, dans les divers numéros parus jusqu'ici, de précieux renseignements. Les signataires de ces divers articles, et le directeur tout le premier, apportent ici le fruit d'une longue expérience acquise par le maniement des affaires publiques.

La seconde partie s'occupe plus particulièrement de la réfutation du collectivisme et du communisme agraire, auxquels sont opposées les théories de l'école libérale. Thèse et antithèse sont également présentées avec esprit et on ne les embarrasse point de la terminologie scientifique ; s'adressant à des lecteurs qu'il faut surtout instruire et qu'on veut convaincre, ces démonstrations ne s'arrêtent peut-être pas toujours suffisamment au point de vue critique et manquent, en quelques occasions, de toute la rigueur qu'on leur souhaiterait. Sur le fond, nous aurions parfois quelques réserves à présenter : nous les avons laissé pressentir au début de cette analyse.

Enfin, une dernière partie renferme une chronique agricole complète et instructive. Tous ceux qui se livrent à la culture, les économistes et les sociologues qui, même sans partager les doctrines des physiocrates, pensent que le sol est une source extrêmement importante de richesse nationale, la liront avec profit. Ils y verront, à côté de conseils et d'enseignements d'ordre pratique, les efforts et les progrès de notre agriculture, l'avenir que semble lui réserver l'établissement du crédit populaire, l'utilité des syndicats de producteurs ou d'ouvriers des champs qui ont trouvé tout profit à se maintenir dans la légalité.

L'Écho des Communes aura donc un rôle utile. Guide sûr et bien informé pour les administrateurs et les administrés, recueil intéressant à consulter par la population agricole, adversaire du collectivisme révolutionnaire, il tiendra un rang honorable dans les revues d'ordre social. Souhaitons-lui la bienvenue à sa naissance avec le vœu sincère d'une longue prospérité.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'appel.

La Revue des Revues.

Peu de mots, beaucoup d'idées, telle est depuis février 1894 la nouvelle devise de la *Revue des Revues*. Si vous voulez repasser rapidement tout le mouvement intellectuel de l'année dernière, voici M. Finot qui vous présente en 24 livraisons tout ce qu'il y a eu d'important et d'intéressant. De la littérature depuis les études de M. Chachanov sur la Renaissance grusienne dont le prince Tchavtchavadze, le prince N. Barataschwili et surtout le romancier A. Motchkonbaridze sont les plus illustres représentants, jusqu'aux révélations piquantes de M. Jules Simon sur l'Académie et les Académiciens; en passant par l'*Hymne à Apollon* (paroles grecques et musique), et le théâtre chinois (avec — dans la dernière partie — un aperçu très amusant sur la musique qui accompagne ce théâtre), par le théâtre de Goethe et le théâtre allemand contemporain (M. Ernst Von Wildenbruck, M. Ludwig Falda, M. Sudermann, l'auteur de la belle pièce « Hermet » dont Sarah-Bernhardt a donné une interprétation magnifique à la Renaissance, M. Otto Erich Hartleben, M. Max Halbe, et enfin Gerhart Hauptmann), par la poésie universitaire (MM. E. Manuel, E. Dupuy, Jules Lemaitre, E. Des Essarts, Frédéric Plessis, Pierre de Nolbac, E. Nageotte, Georges Dumesnil, pseudonyme Étienne Rouvray, Henri Chantavoine, E. Trolliet, Henri Bernès, Achille Paysant, Pierre Gauthier, Charles Audie, Henri Rouger, L. Damenez, S. Millet, P. Nebout, André Bellesort (1), F. Fabié, Anatole Le Braz, Ch. Le Goffic, E. Hollande, J. Chamard, Gros, Martial, Besson, Bataille, en ajoutant aussi M. G. Leygues, ex-ministre de l'Instruction publique); de la littérature, dis-je, nous avons un tableau vif, intéressant et admirablement complet.

Ajoutons que les plus belles poésies passées dans les Revues sont reproduites dans la « Revue des Revues »; telles les *Hymnes orphiques de Lecomte de Lisle*, dont quelques lettrés connaissent bien des vers par cœur: Meute du noir Érèbe, ô vieilles Erinnyes; tels encore les *Sonnets de la Mort et de la Mer*, de Ary Renan, où l'auteur a su donner une note si simple et si personnelle.

Enfin, les romans sont très intéressants et dus à des hommes de grand talent, comme A. Strindberg (*Tortures de conscience*); Mark Twain (le

(1) Au moment où nous écrivons ces mots, nous apprenons que M. A. Bellesort vient d'être couronné par l'Académie qui a partagé le grand prix de poésie entre M. le vicomte de Borrelli et lui. C'est une nouvelle qu'il nous est agréable de rappeler à nos lecteurs, qui s'intéressent à tout ce qui se passe aussi bien en littérature qu'en pleine sociologie.

Roman d'une vierge esquimaude); Karl A. Tavastsjerna (*Heikki Hytönen*); Herczeg (*Enfant!*); Petropavloski (*Tchiliguine*), etc., etc.

Les questions d'art, les questions sociales, religieuses, scientifiques, philosophiques sont traitées avec autant d'intérêt et de développement que les questions purement littéraires; il serait impossible d'en donner ici un aperçu même très général. Le lecteur se reportera de lui-même à tous les sommaires-index qui sont très bien faits et rendent d'excellents services; il trouvera immédiatement tout ce qui pourra l'intéresser. En feuilletant la Revue on aperçoit à la fin de chaque fascicule une série de caricatures très bien choisies et très bien expliquées. Je dois dire d'ailleurs que la plupart des légendes m'ont semblé inutiles; mais tous nos lecteurs ne seront peut-être pas de cet avis.

LOUIS BRANDIN.

Political Science Quarterly.

Le sous-titre du « *Political Science Quarterly* », Revue spécialement consacrée à l'étude historique et statistique de la Politique, de l'Économie, du Droit, nous en explique le but. La Revue se propose en effet d'appliquer à la politique, à l'économie, au droit une méthode purement scientifique. Elle étudie les événements capitaux de la politique étrangère, mais consacre la plus grande part de ses soins aux questions qui s'agissent aux États-Unis.

M. J.-B. Uhle présente quelques considérations sur la « *Revision de la Constitution dans l'État de New-York.* » Il s'adresse aux délégués chargés de cette mission, et essaie de leur persuader qu'ils ont à doter New-York d'une Constitution large et libérale et lui permettant, en se conformant à la tendance générale d'autres États, de resserrer les liens politiques et commerciaux qui l'unissent à eux. Enfin il s'efforce de démontrer l'importance nationale de l'œuvre.

M. A.-D. Troyes examine jusqu'à quel point on peut rendre les Banques responsables de la panique de 1893. En somme, on peut reprocher aux banques d'émission d'Amérique de n'avoir pas l'élasticité qu'on trouve dans celles d'autres pays. Mais il faut considérer la question de plus haut. C'est en refusant d'adopter le projet Roger Mills qui n'était que la mise en pratique des idées sages et prévoyantes de M. Cleveland, c'est, en outre, en adoptant l'œuvre de trois présidents, M. Harrisson, M. Thomas Reed, président de la Chambre, M. Mac Kinley, président de la commission des voies et moyens (budget des recettes), que le Sénat doit endosser avec le parti républicain la plus grande part de culpabilité dans ce malheur soudain et affreux qui éclata en juin 1893 quand les

hôtels de monnaies de l'Inde anglaise refusèrent de frapper le métal blanc.

Dans un bel article composé avec art et écrit avec intérêt, M. John Dewey étudie la Théorie d'Austin sur la « *Souveraineté* ». Une lecture approfondie de la « *Jurisprudence* » l'a convaincu que la théorie, attribuée à Austin, ne lui appartenait nullement. La légende qui attribue cette théorie à Austin a pour point de départ l'erreur commise par sir Henry Maine dans son histoire des institutions. Erreur qui a été acceptée sans contrôle par T. H. Green, et qui ainsi, après avoir eu droit de cité dans l'histoire, entrerait dans le domaine de la philosophie. Et l'auteur remet les choses au point, en attribuant à Hobbes et à Cornwall Lewis la paternité d'idées à laquelle ils ont droit.

Un article philosophique de Charles M. Platt s'intitule : « *Lois positives* » — au sens Kantien du mot — « *et autres Lois* ».

M. Edward Powitt, sous le titre : « *Révolte contre la Féodalité en Angleterre* », examine les trois grandes mesures que le Parlement a prises en considération dans les années 1832, 1867, 1884; et dont l'application a constitué la franchise électorale actuellement en vigueur chez nos voisins d'Outre-Manche.

Enfin M. Willian J. Ashley, dans « *le Village dans l'Inde* » s'est proposé de nous donner une idée précise du régime communal tel qu'il existe dans les colonies anglaises du Pendjab. Sauf en une partie infime de son territoire, l'Inde n'offre rien qui, dans ses traits essentiels, présente quelque analogie avec la théorie courante de la communauté. A vrai dire, dans les provinces du N.-O., il y a bien un élément archaïque; mais c'est la force persistante d'un lien familial; or propriété territoriale et propriété familiale, voilà deux notions qu'il est nécessaire de séparer absolument, pour souvent qu'elles aient été confondues. Dans une petite partie de l'Inde, sous la domination britannique, à la frontière N.-O. du Pendjab, il y a en outre quelques communautés de paysans; mais n'oublions pas qu'elles n'ont été soumises au royaume d'Angleterre que dans la dernière partie du siècle. En dernier lieu, il y a des traces de l'antique communauté dans les districts centraux... ou du moins l'affirme-t-on. Mais M. Willian J. Ashley attend pour se prononcer définitivement à leur égard, des renseignements et précis et nombreux. Faisons comme lui, et louons-nous de la sincérité dont l'auteur fait preuve en cette occasion.

L'article de M. Lucius S. Merriam est le dernier qui soit sorti de sa plume. L'auteur est mort par suite d'un accident au lac de Cayuga le 18 novembre 1893, et la mort l'a surpris si brutalement qu'il n'a même pas revu l'article qui nous occupe.

Nous ne pouvons que nous associer aux regrets exprimés par l'éditeur

et déplorer la perte que la science et l'étude ont faite en la personne de ce distingué sociologue.

Puis une étude intéressante sur le bi-métallisme où M. Rowland Hazard et M. C. B. Spahr donnent tour à tour des idées substantielles et intéressantes sur la question.

M. J. Franklin Jameson nous retrace l'histoire du comité permanent (Standing committee). Il s'étonne qu'on n'ait jamais songé à éclaircir l'origine de cette institution, véritable caractéristique du système législatif américain ; et, c'est pour combler cette lacune qu'il nous en expose l'évolution depuis 1360 — où il aperçoit le premier germe de ce qui se développera en comité permanent, jusqu'en 1805 — où le comité permanent est complètement formé.

C'est une véritable étude d'économie politique que M. G. H. Blunden nous présente sous le titre de « *British local Finance* ». Elle est faite avec goût et méthode. Quelques détails intéressants, par exemple les dernières lignes de l'article, page 296, n° 2. Nous recommandons à nos lecteurs de ne point lire le texte sans recourir fréquemment à l'appendice.

L. BRANDIN.

La Science sociale.

M. Edmond Demolins continue dans les numéros d'août et novembre 1894 la publication de son Cours d'exposition de la science sociale ; il aborde *les types sociaux du bassin de la Méditerranée* ; il s'attache à démontrer les points suivants : 1° le Grec offre actuellement le spécimen le mieux caractérisé du type maritime propre au bassin de la Méditerranée ; 2° la population grecque se répand de préférence le long des rivages ; 3° les ports occupent une situation caractéristique ; 4° le Grec s'adonne de préférence au travail des transports et du commerce maritimes ; 5° le commerce maritime contribue au maintien de la communauté chez les Grecs ; 6° la communauté chez les Grecs a un caractère essentiellement local ; 7° le commerce développe le goût des cultures intellectuelles et des écoles ; 8° les Grecs ne peuvent retrouver la prééminence sociale et politique de leurs ancêtres. En regard de ce type *moderne* M. E. D. expose ses idées sur le type *ancien* ; il arrive aux conclusions suivantes : 1° les Phéniciens-Carthaginois offrent le type ancien le plus pur des ports maritimes de la Méditerranée ; 2° le lieu de formation du type Phénicien-Carthaginois est le rivage du pays de Chanaan ; 3° l'évolution historique du type Phénicien-Carthaginois a parcouru trois phases : commerce entre les grands Empires ; commerce dans la Méditerranée orientale ; commerce dans la Méditerranée occidentale ; 4° le commerce maritime a ébranlé la communauté familiale et développé l'instabilité chez les Phéniciens-Car-

thaginois ; 5° le commerce maritime fait prédominer la communauté publique et lui imprime un caractère despotique ; 6° l'Empire colonial fondé par de telles sociétés ne peut être qu'un empire colonial instable. Elles ne fondent que des comptoirs d'exploitation, nécessairement répartis de loin en loin et sur le plus d'étendue possible ; 7° enfin, dans une dernière partie, M. E. D. nous montre comment on peut et doit fixer de manière à les rendre durables les heureux effets du commerce et des transports.

Outre la publication de son Cours, M. E. D. nous donne des détails intéressants sur l'école d'Abbotsholmè (Derbyshire) fondée par le docteur Cecil Reddie. (Voir l'article : *la Réforme de l'éducation. Un nouveau type d'école.*

Enfin, du même auteur : *le Bonheur de vivre*, réponse à l'ouvrage de Sir John Lubbock sur le même sujet.

M. G. d'Azambuja, dans son article sur *l'abus des interpellations*, montre que l'interpellation répond à l'état d'esprit de notre peuple, de notre gouvernement, de notre mode de représentation, et qu'on n'arrivera à restreindre le nombre des interpellations que *mutatis mutandis*. Il y a beaucoup de justesse dans cette manière de voir. Et comme le dit finement l'auteur : ce n'est pas en vingt-quatre heures qu'on pourra — par un règlement quelconque — porter remède à un état de choses si profondément inhérent à nos mœurs politiques et nationales.

Du même écrivain : *Un type de famille nègre*, article intéressant et fait sur des notes communiquées par un officier de marine, ayant séjourné à Saint-Domingue — et une variété littéraire : *le Provincial et la Littérature du XVII^e siècle* dont la dernière partie (*le côté provincial de la Révolution française*) me semble se rattacher assez difficilement à la suite du développement et forme une conclusion un peu trop imprévue.

M. Paul de Rousiers précise le sens qu'on doit donner à ces mots : *l'Éducation anglaise* et montre les deux éléments qui la composent, l'élément normand et l'élément saxon. Ce ne sont, d'ailleurs, que des réflexions intéressantes inspirées à M. P. de R. par la lecture du livre de M. Max Leclerc (1). Dans un autre article, il nous montre dans leur vrai jour les causes et l'importance de l'immigration scandinave aux États-Unis ; et, enfin, il nous donne des vues personnelles et intéressantes sur le résultat des élections américaines.

Citons encore : *le Bouddhisme dans l'Inde et chez la race jaune*, de M. A. de Préville ; *la Péninsule Ibérique*, de M. Léon Poinard ; une

(1) *L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre*, par Max Leclerc ; *Avant-propos*, par M. Émile Boutmy.

étude sur *Saint-Thomas d'Aquin et l'École de la science sociale*, du R. P. Schwalm; trois chapitres du livre de M. Paul Bureau sur les *Origines des Lois américaines du Homestead*; enfin, une réponse de M. de Tourville aux objections que l'on fait le plus ordinairement à l'école de la « *Science sociale*. »

LOUIS BRANDIN.



INFORMATIONS

Le centenaire de l'École normale supérieure a été récemment célébré à Paris (21, 22, 23 avril) par des solennités qui ont eu le caractère d'une grande fête en l'honneur de toute l'Université et de toute la science française. De nombreuses distinctions honorifiques ont été données à cette occasion. Nous avons vu notamment, avec plaisir, le gouvernement élever au grade d'officier de la Légion d'honneur M. Alfred Fouillée, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancien maître de conférences de philosophie à l'École normale supérieure; et conférer le grade de chevalier du même ordre à M. Alfred Giard, professeur de zoologie à la Faculté des Sciences de Paris, et à M. Paul Guiraud, professeur d'histoire ancienne à la Faculté des Sciences. MM. Fouillée, Giard et Guiraud ont bien voulu prêter leur concours à la fondation de cette *Revue*. Si l'on ajoute que, peu de semaines auparavant, deux autres de nos collaborateurs, M. Carl Menger, de l'Université de Vienne, et M. Alexis Bertrand, de la Faculté des Lettres de Lyon, avaient été élus correspondants de l'Académie des Sciences morales, dans les sections d'économie politique et de philosophie, il deviendra évident que la sociologie n'est pas vue aussi défavorablement que certains le répètent par les pouvoirs publics et par les hautes corporations scientifiques, du moins en notre pays.



OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Feliciano Candau, Prehistoria de la provincia de Sevilla (gr. in-8).
 — *Frank Feller*, Versuch einer Bevölkerungslehre (gr. in-8). —
 Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tome II, publié par
 l'Office du travail (gr. in-8). — *F. Picavet*, l'Éducation (in-8). —
 Annali di statistica : statistica giudiziaria civile e penale, 1894 (gr. in-8).
 — Inauguration du Musée social (in-4). — *Nicolas Abrikossoff*,
 on Psychology and psychological literature in Russia (broch. in-8). —
D. N. Goubareff, Ame-Vertu (broch. in-8). — *R. Alvarez Sereix*,
 Fechas prehistoricas y porvenir de las razas (broch. in-8). — *Chailley-*
Bert et A. Fontaine, les Lois sociales (gr. in-8). — *Dr E. Laurent*,
 l'Anthropologie criminelle et les nouvelles théories du crime, 2^e édit.
 (in-8). — *Gil Fortoul*, Pasiones (in-12). — *G. Clémenceau*, la
 Mêlée sociale (in-12). — *Adolphe Prins*, l'Organisation de la liberté
 et le devoir social (in-8). — *Georges Albert*, la Liberté de tester (gr.
 in-8). — Hand-Book of the American Economic Association, 1895 (gr.
 in-8). — *Voldemar de Prjévalsky*, l'Unification du droit pénal en
 Suisse (broch. in-8). — *Raoul de la Grasserie*, la Classification du
 droit (in-8). — *Maurice de Baets*, l'Homme de génie selon Lombroso
 (broch. in-8).

PÉRIODIQUES : Bulletin du Comité de Madagascar, n° 1, mars 1895
 (in-8). — Bulletin de la Société populaire des Beaux-Arts, n° 1, mars
 1895 (in-8). — Le Devenir social, revue internationale (marxiste)
 d'économie, d'histoire et de philosophie, n° 1, avril 1895 (gr. in-8).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

LA FRANCE

E

~

|

A



tin uninominal

tin de liste

nmunes urbaines



REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Quelques Observations sur le Délit Collectif ⁽¹⁾

C'est à dessein que nous disons seulement : *Quelques Observations*, parce que l'on pourrait en faire d'autres et même beaucoup d'autres que celles que nous nous proposons d'émettre sur ce sujet. Nous n'avons pas l'intention d'approfondir la question, et, en eussions-nous la force (ce qui est douteux) que nous ne saurions le faire en d'aussi courtes pages.

Notre but est d'attirer l'attention sur ce fait que, alors que de l'avis général les délits de droit commun augmentent, on remarque, sinon dans tous les pays, du moins dans ceux où la criminalité décroît lentement, que les délits collectifs ont disparu avec l'état social qui les avait motivés ou diminuent rapidement dans la mesure où s'amoindrit la puissance des causes dont ils sont l'effet. Quand un certain nombre des rapports sociaux qui ont jadis excité de longues et sanglantes guerres se sont adoucis et harmonisés, sinon absolument, du moins dans la juste moyenne suffisante pour faire la paix, il devient logique que cette harmonie s'établisse ensuite dans toutes les sphères de la vie sociale, pourvu qu'elle renferme en elle un minimum indispensable de justice, et nous pensons qu'il n'est pas impossible de rencontrer cette condition.

(1) Nous sommes heureux de pouvoir donner à nos lecteurs le dernier écrit de l'éminent auteur espagnol, dont les travaux ont si fort honoré son pays et son sexe, Madame Concepcion Arenal. La traduction française en est due à M. Bogelot, avocat à la Cour d'Appel de Paris (R. W.).

Nous n'avons donc pas l'intention de faire une analyse complète du délit collectif. Nous n'avons d'autre but que de fournir au lecteur matière à réflexions sur le sujet ; nous ne lui promettons pas autre chose et nous le prions de ne pas nous demander plus.

Nous avons commencé notre travail pour l'envoyer au Congrès anthropologique de Bruxelles de 1893, mais la santé nous fit défaut et le délai fixé pour l'envoi des mémoires expira avant que nous ayions pu terminer le nôtre. Comme nous allions le finir, nous reçûmes, de M. Tarde, son rapport, excellent comme tout ce qui sort de sa plume, et au premier moment nous eûmes l'idée de laisser notre travail inédit. Mais après réflexion, nous remarquâmes que la question se présentant sous des aspects différents, nous en avons traité un qu'avait négligé l'éminent magistrat de Sarlat (1).

La question formulée au programme du Congrès était : *Du Délit collectif (de la criminalité des foules et des sectes)*.

M. Tarde a traité la partie entre parenthèses, mais à notre avis cette partie n'est pas identique à celle qui la précède et qui fait l'objet de nos observations.

Il peut y avoir délit collectif (à notre avis) sans qu'il y ait crime de foule, de même qu'il peut y avoir des crimes de foule qui restent délits de droit commun et ne sont pas collectifs, d'après la distinction que nous établissons et qui nous paraît indispensable chaque fois que dans la pratique il s'agira de déterminer les responsabilités et d'appliquer les peines.

Quoi qu'il en soit, nous publions ces observations parce qu'elles se rapportent à une des faces du sujet qu'il y a quelque utilité, croyons-nous, à examiner.

I

Le délit collectif, comme l'indique son nom, est celui qui est commis par une *collectivité* d'individus, sans que cependant cette seule condition en soit la caractéristique déterminante. Il y a en effet des bandes, parfois nombreuses, d'assassins, de faux-monnayeurs, d'es-crocs, etc., qui ne commettent point de délits qu'on puisse appeler *collectifs*, quel que soit le nombre de gens associés pour les commettre.

(1) M. Tarde est aujourd'hui chef de bureau de la statistique au ministère de la Justice.

Ce qui est la marque du délit collectif, c'est que le but vers lequel tend celui qui le commet n'est point purement personnel ; que l'idée qui guide, le sentiment ou la passion qui pousse le délinquant, guide ou pousse aussi beaucoup d'autres personnes vers un but qui ne leur est pas exclusivement personnel ; c'est qu'il tend non à réaliser une entreprise, mais à faire triompher une cause (1) bonne ou mauvaise, raisonnable ou absurde, mais commune à tous ceux qui la défendent. A cette cause, les uns sacrifient leur tranquillité, d'autres leurs biens ou leur vie, d'autres y voient une occasion de réaliser quelque calcul intéressé ou de donner carrière à leurs mauvais instincts, mais ces différences dans la manière de servir l'idée, ou de la discréditer, n'empêchent point, chez les auteurs ou les complices du délit collectif, cette idée, ces sentiments, ces passions qui, en lui enlevant le caractère personnel et égoïste, séparent nettement le délit collectif du délit de droit commun.

Il en diffère aussi, non seulement à raison de son but final, mais encore par les moyens employés, qui, bien que parfois violents, ne sont point avilis par des motifs purement égoïstes (2).

Le délinquant collectif prend la vie ou les biens de son adversaire, non pour assouvir sa convoitise ou sa haine contre ceux qui l'ont offensé ou qu'il déteste, mais dans le but de procurer à sa cause les ressources pécuniaires pour la soutenir ou pour se défendre contre ceux qui l'attaquent. Il n'attaque et ne tue point un homme en tant que particulier, mais seulement en tant que défenseur du principe qu'il cherche à détruire, en tant que fonctionnaire, en tant qu'autorité ou représentant d'une institution, d'une caste ou d'une classe.

Une autre différence entre le délit collectif et celui de droit commun, c'est que ce dernier persiste à travers les siècles, tandis que l'autre disparaît avec les institutions qu'il a combattues ou lorsqu'il n'y a aucune raison de les attaquer. En ce cas, les délinquants deviennent de moins en moins nombreux jusqu'à ce que l'idée, le sentiment, la passion, ou la cause n'ait plus aucun partisan. Les révoltes d'esclaves ou de serfs ont disparu avec l'esclavage et la servitude. Les guerres de religion ont cessé lorsqu'on a cessé d'appliquer les lois qui préten-

(1) Cause pris ici dans le sens de *fin* et non dans celui de principe déterminant indispensable.

(2) Sauf le cas où les délinquants ne sont collectifs que par leur nombre, n'étant au fond et par leurs actes que de simples criminels de droit commun.

daient imposer les croyances religieuses par la force. Il est bien rare maintenant, et il le sera de plus en plus dans l'avenir, de voir proscrire la liberté de conscience.

Il y a bien aussi certainement des délits en réunion qui sont l'œuvre des lois, qui apparaissent et disparaissent avec elles. Sans douanes, sans octrois il n'y aurait ni contrebandiers, ni fraudeurs, cependant ces délits restent de droit commun à raison du mobile personnel et égoïste qui les fait naître et parce qu'ils n'ont point pour but de contribuer à une réforme des lois, mais seulement de les éluder.

On pourra nous objecter que, cependant, au cours des siècles, on voit surgir et disparaître certains délits collectifs qui sans être identiques ont cependant une certaine similitude, une certaine parenté. C'est vrai, et la reproduction, la similitude de ces délits quand elle est certaine, peut faire soupçonner qu'il y a au fond une idée raisonnable qui pourra devenir quelque jour une réalité; de telle sorte que ce qui est aujourd'hui une rébellion pourra devenir plus tard la légalité.

Enfin, à ceux qui croient que les délits de droit commun doivent un jour disparaître, parce que la perpétuité n'est pas leur caractère principal, nous dirons, quant à cette opinion, ou cette prophétie, avec le poète :

A i posteri

L'ardua sentenza

(à nos descendants de résoudre cette difficile question).

Quoi qu'il en soit, s'il doit arriver un jour où il ne se commette plus aucun délit, ceux qui persisteront le plus, ceux qui resteront les derniers, ce seront les délits de droit commun, caractérisés par le point de vue égoïste (1).

Pour éviter la confusion qui peut provenir de ne pas déterminer exactement le sens des mots, nous devons dire que nous entendons par ces mots de *délit collectif* : *une action punie par la loi qui n'est pas inspirée par l'égoïsme, mais au contraire par une idée, un sentiment, une passion commune à un grand nombre de personnes, et dont le but final est le triomphe d'une cause.*

On va immédiatement faire des objections à cette définition et

(1) Les régicides ne sont point des égoïstes et ne sont point cependant des délinquants collectifs, mais ce fait n'est point un argument contre notre affirmation que l'égoïsme est la caractéristique du délit de droit commun.

notamment qu'elle a le tort de considérer comme un délit tout fait ainsi qualifié par les lois. Nous répondrons :

1^o Qu'il y a des définitions nouvelles dont la nouveauté est toute de forme, mais qui au fond ne disent pas autre chose que ce que nous disons nous-mêmes.

2^o Qu'il y a des définitions différentes de celle que nous avons donnée qui ne comprennent ni tous les délits, ni même tous les faits que les auteurs cherchent à réprimer, définitions d'après lesquelles on ne peut se faire une idée nette de ce que c'est que le délit et qui n'ont de *positive* que la confusion à laquelle elles aboutiraient si on les admettait.

3^o Que les choses doivent être représentées par un mot qui les exprime. Comment doit-on appeler l'action punie par la loi ? Comme il faut lui donner un nom dont l'ambiguïté ne vienne pas introduire d'erreur dans le raisonnement, nous l'appellerons *délit*.

4^o Que *délit* d'après notre concept n'est point synonyme de perversité, qu'il peut être une action mauvaise, mais aussi un acte bon en lui-même et sublime; et que quelquefois, souvent même, les malfaiteurs sont ceux qui appliquent la peine, et, les gens de bien, ceux qui la subissent, délinquants héroïques, ceux-là, que leurs contemporains immolent et que la postérité, plus tard, honore et parfois divinise.

Nous allons donc nous occuper d'actions (bonnes ou mauvaises) punies par les lois et accomplies par une collectivité, dans un but non égoïste.

Cette courte explication préliminaire était nécessaire, peut-être même trouvera-t-on qu'elle n'est pas suffisante, que notre idée reste vague, et la définition quelque peu arbitraire, mais notre excuse sera que nous n'avons pu trouver à nous expliquer plus clairement,

Le délit collectif n'est pas exclusivement d'ordre politique, il comprend aussi les révoltes à raison de changements d'ordre civil ou religieux, voire même économique. Aussi sous ces diverses formes il peut conserver la même dénomination, en tant qu'on ne se propose que la réforme ou l'abolition de lois qu'on trouve injustes, et non pas la satisfaction des passions ou des calculs individuels.

Autrement dit, comment ne verrait-on pas la différence essentielle à faire entre des Espartaco, Padilla, et des Jaime le Barbu ?

Les similitudes qu'ont entre elles les révoltes ayant pour objet une réforme sociale d'un genre ou d'un autre et les dissemblances qui les différencient des attaques violentes contre les lois dans un but purement égoïste et individuel nous semblent justifier l'extension que nous

donnons au sens du *délit collectif* pour ne jamais le confondre avec le délit de droit commun.

Les conditions du délit collectif sont :

Un milieu social particulier à tel point que ce délit soit devenu possible sinon même inévitable.

Une idée qui en soit comme le noyau et le motif impulsif, alors même que cette idée n'en serait pas la loi même.

Enfin *une collectivité* qui ait pour but de réaliser une idée pour la faire passer dans l'ordre des faits.

II

Milieu social particulier. — Une société où tout le monde serait bon et intelligent, c'est-à-dire juste, dans laquelle personne ne demanderait, n'exigerait ou ne conserverait que ce qui lui est légitimement dû, où il n'y aurait d'autres souffrances que celles qui sont inhérentes à la nature humaine de l'avis de tous; cette société idéale verrait régner chez elle l'harmonie la plus parfaite et ne laisserait place à aucune révolte de quelque nature que ce soit. Aux maux qui ont un remède elle appliquerait la justice et l'amour du prochain; à ceux qui sont irrémédiables la résignation et l'éternelle paix.

A mesure qu'une société s'écartera de cet idéal et qu'elle comprendra plus d'individus déniaient la justice et cherchant l'impossible, on verra se multiplier les protestations et les révoltes, à moins que les opprimés qui souffrent de l'injustice ne manquent d'intelligence et d'énergie, au point de ne plus comprendre leur droit ou de manquer du courage nécessaire pour le revendiquer, ou bien à moins que les mécontents, sans bon motif, ne soient en petit nombre et contenus par la conscience publique et le sentiment général.

La société idéalement parfaite est celle dans laquelle toute rébellion devient impossible.

Celle qui se rapproche le plus de cet idéal est celle où les rébellions n'ont pas de raison de se produire.

La société la moins parfaite est celle où, quand il existe de grands, de puissants et de justes motifs de protester, il ne surgit aucune protestation.

L'injustice considérée comme justice ou comme nécessité temporaire, voilà la plus grande des misères humaines; tous les peuples l'ont plus ou moins subie, et elle persiste encore aujourd'hui chez ceux où subsistent des castes ou des classes privilégiées, et chez ceux qui subis-

sent encore l'esclavage ou le despotisme, la plus terrible des tombes de l'intelligence et de la conscience humaine.

Toute société n'a de révoltes que parce qu'elle a *des opprimés ou des égarés*. Qu'on écrive ce qu'on voudra sur l'étendard d'une révolte suivie par une grande multitude, le penseur y lira *justice* ou *erreur* et souvent les deux.

Si on peut trouver qu'il y a quelque exagération à dire que *les peuples n'ont que les criminels qu'ils méritent*, il nous semble qu'on peut, du moins, affirmer que *les sociétés font leurs insurgés* et que dans les délits collectifs l'élément social se rencontre dans de telles proportions que le côté individuel n'y compte que pour bien peu, si on met à part (comme cela doit être) pour apprécier les insurrections dans leur essence et leur origine, ceux qui ne s'y mêlent que par calcul ou pour donner carrière à leurs mauvais instincts.

Les délinquants collectifs le deviennent pour des raisons :

De Religion ;

D'Institutions civiles ;

D'Institutions politiques ;

D'Institutions sociales et économiques.

Les phénomènes sociaux n'ont pas de limites bien fixes, de contours très nets, de lignes marquant leurs formes et leur étendue. Ces lignes, au contraire, s'entrecroisent, se mêlent non seulement pour le succès du but final, mais encore pour d'autres moins visibles, mais qui cependant ont sur lui une certaine influence.

La politique se mêle parfois aux insurrections religieuses et les idées religieuses aux révoltes politiques ; dans toutes se rencontre l'élément civil et économique ; mais dans une courte étude comme celle que nous faisons, sans négliger aucun élément, nous ne considérerons que les principaux et les plus essentiels.

Délits collectifs pour cause de religion. — Les éléments sociaux de ces délits sont :

Des dogmes qui prétendent renfermer en eux la vérité absolue ;

Des hommes qui prétendent être les interprètes infallibles de ces dogmes ;

Des masses qui ont une foi vive dans ces dogmes et dans l'infaillibilité de leur interprétation ;

Des pouvoirs publics qui prêtent l'appui de la force publique aux pratiques religieuses qui dérivent de ces dogmes d'après leurs interprètes ;

Une ignorance générale ;

Des habitudes de despotisme, d'un côté, d'obéissance servile de l'autre;
Une moralité dévoyée, une sensibilité émoussée.

Chacun de ces points peut affliger le penseur mais l'ensemble ne saurait le satisfaire.

Parfois on poursuit avec raison des sectes immorales, contraires à la saine morale et même à la décence et à l'ordre public, d'autres fois, les révoltés veulent imposer leurs croyances et s'insurgent contre une liberté de conscience qu'ils ne veulent que pour eux-mêmes; mais, en général, dans la sanglante histoire des guerres religieuses, dans celle plus effroyable des bûchers allumés pour cause de religion, la justice est du côté des délinquants collectifs, et les malfaiteurs sont ceux qui, au nom de la loi, veulent imposer leur foi par la violence et appellent rebelles ceux qu'ils ont vaincus, ou qu'ils espèrent vaincre.

On ne peut se rappeler sans une douleur profonde les maux qu'a causés à l'humanité l'alliance des pouvoirs infaillibles, dans l'ordre spirituel, avec les pouvoirs despotiques dans l'ordre matériel. Les despotes étant maîtres des vies et des biens ne s'en contentèrent point; ils voulurent aussi être maîtres des âmes et réduire l'esprit à n'être que l'écho des seules voix qui auraient le droit de se faire entendre.

Dans les pays où le despotisme religieux a été féroce et prolongé, il a laissé des racines qui repoussent et donnent encore des fruits empoisonnés pour les esprits et les consciences, mais les révoltes religieuses deviennent rarement matérielles, au point de former des délinquants collectifs. Ces révoltes deviennent plus rares et l'on voit clairement qu'elles tendent à disparaître du monde civilisé.

Les persécutions contre les juifs, de nos jours, ne sont point un argument contre notre affirmation. On poursuit les juifs plus comme usuriers et comme riches d'une manière absolue ou relative qu'à raison de leurs croyances, et, en tous cas, ils ne sont plus guère poursuivis que chez les peuples de liberté arriérée et chez lesquels on retrouve de récents vestiges de servitude.

Chez les peuples plus cultivés, les croyants des diverses religions s'unissent pour les bonnes œuvres, prient parfois dans les mêmes temples, comprennent par communion des saints celle des justes de toutes les religions et rejettent comme absurde que la foi s'oppose à la charité. La charité de saint Paul finira par être la base de toutes les religions qui, suivant l'étymologie de leur nom, serviront à unir et non à diviser les hommes. Le progrès dans ce sens, bien lent au gré des impatients, est cependant rapide aux yeux de la raison. Si le clergé catholique a repoussé les ministres protestants qui voulurent assister à l'enterre-

ment de cet inoubliable archevêque de Paris, de sainte mémoire, qui mourut sur les barricades, aux États-Unis du moins, les cloches des temples catholiques firent entendre leurs funèbres sons au passage du corps de Channing l'Unitarien.

C'est surtout dans ce genre de délits collectifs que l'action sociale apparaît, non pas seulement comme l'un de ses éléments, mais au contraire comme cause principale. On efface de la loi les crimes de sacrilège et d'anathème, l'État cesse de donner au prêtre des soldats (1) et des bourreaux, et les délits collectifs pour cause de religion disparaissent presque instantanément, pourrait-on dire, si on considère la lenteur des progrès de l'humanité.

Les anciens de notre âge ont encore connu des gens inquiétés par l'Inquisition. Ce n'était déjà plus celle qui alluma des bûchers, brisa des os, et déchira des chairs vives; moins de deux siècles avaient suffi pour de terrible qu'elle était la rendre ridicule, puis peu après absolument impossible. Jamais, en moins de temps, la raison n'a fait sentir sa bienfaisante influence, et fait tomber les armes de tant de mains cruelles, de tant d'implacables furieux.

L'erreur qui se trouve toujours, plus ou moins, au fond de tout délit collectif, soit comme provocation de la part de l'opresseur, soit comme attaque de la part de celui qui s'insurge, l'erreur, facteur courant dans toutes les guerres, est le facteur principal dans les guerres de religion.

Les mauvaises passions et les instincts féroces se jettent toujours dans la lutte, comme les vers sur un cadavre, mais jamais l'égarement des esprits n'est aussi évident que lorsque les hommes s'entredéchirent au nom de Dieu. Le fanatisme religieux se mêle aux autres fanatismes pour déchaîner des instincts qui doivent être réprimés, mais il a son origine principale dans l'esprit et c'est ce qui explique qu'il puisse tout à la fois disparaître dans un temps relativement aussi court et être cependant si terrible pendant qu'il sévit, parce que, à l'abnégation du saint, se joint la furie du fou.

Délits collectifs contre les institutions civiles. — Dans ces délits, plus que dans tout autre, la raison est généralement du côté des rebelles qui souffrent de l'injustice des institutions et ne se révoltent, et encore à de rares intervalles, que contre l'inaltérable, c'est-à-dire que

(1) Il y en a bien encore en Espagne, mais le plus souvent ils ne sont que comme des soldats de théâtre qui n'ont que des épées de bois.

l'origine de ce délit est dans une organisation civile contraire à la justice dans ses bases les plus essentielles et dans ses plus profondes racines.

Les délinquants collectifs n'ont point protesté, en armes, contre telle ou telle loi, ou contre un certain nombre de lois partiales, ou peu équitables, mais contre la grande iniquité générale qui s'appelle l'esclavage et la servitude. Cette misérable fille de la guerre ne dément point son origine et ne renie point sa mère, car elle est comme elle corrompue, rapace, cruelle, sans équité, sans pudeur et sans entrailles.

Dans la furie du combat, dans l'ivresse du triomphe, dans la panique d'une déroute, on comprend les excès de la force, les défaillances de la faiblesse, mais ce qui est incompréhensible, c'est que pendant des années et des siècles la loi de peuples en paix soit celle de vaincus sur un champ de bataille, ou d'habitants d'une ville prise d'assaut. Et il y a eu des sages pour trouver cela nécessaire, des juristes pour le déclarer juste, et de vaillants soldats, des gens d'honneur, qui n'ont point vu que c'était une vilénie lâche et inhumaine d'étouffer dans le sang les révoltes des esclaves et des serfs ! La raison et la justice étaient cependant de leur côté. Dans cet enfer de plusieurs siècles, on les frappa non parce qu'ils étaient coupables, mais parce qu'ils étaient les plus faibles, et ce sont leurs oppresseurs qui sont bien plus responsables qu'eux des excès qu'ils peuvent avoir commis. Comment le possesseur d'esclaves peut-il avoir l'absurde prétention, quand ceux-ci se révoltent, d'avoir devant lui des hommes ?

L'esclavage et la servitude non seulement influencent, mais caractérisent même les institutions économiques ; nous n'en parlerons cependant que plus tard, parce que, quand on opprime un vaincu en en faisant un serf ou un esclave, le plus grave n'est pas de le mal payer, mais c'est de méconnaître sa personnalité avec toutes les terribles conséquences qui découlent de cette méconnaissance.

Délits collectifs contre les institutions politiques. — Les éléments de cette classe de délits sont :

Des pouvoirs tyranniques ou despotiques exercés injustement au grand détriment du peuple ;

Des collectivités qui refusent de se laisser opprimer par ces pouvoirs ;

Des peuples qui, par *souveraineté*, comprennent le despotisme de la multitude ;

Des foules fortes pour l'attaque, faibles après le triomphe que l'opinion publique ne peut contenir avant et qu'elle ne soutient pas après ;

Des masses qui se laissent conduire par des minorités, tantôt victorieuses, tantôt vaincues, mais qui n'ont de force que par les vices, les défaillances, et l'ignorance dont elles sont tout à la fois les représentants et les exploités ;

Des troupes qui ne tiennent pas leur discipline morale de l'opinion et tournent leurs armes contre les pouvoirs qui les leur ont confiées ;

Ou bien encore plusieurs de ces éléments combinés en plus ou moins grande proportion.

Quand ces délits collectifs se multiplient contre une institution politique, c'est un symptôme assuré d'une grosse maladie du corps social.

Si le pouvoir est injuste, la fréquence et l'inutilité des attaques dont il est l'objet prouvent combien est faible dans le peuple l'idée de justice.

Quand le pouvoir est juste, et cependant fréquemment attaqué par la force, c'est que l'idée du droit n'a aucune racine dans le peuple.

Quand des pouvoirs issus d'une révolte ne tardent pas à être renversés par une autre, le peuple souffre tous les maux de la guerre, sans recueillir les bénéfices d'une réforme, et il ne fera que changer des noms et des personnes, tout en restant dans le même état de choses ; aussi, avec beaucoup de justesse, a-t-on nommé ces mouvements populaires des *convulsions* politiques, de même que chez les personnes les convulsions sont la marque de l'irritabilité et de la faiblesse.

Au fur et à mesure que les peuples s'éclairent et se moralisent, c'est-à-dire se fortifient spirituellement, on voit disparaître ces symptômes de faiblesse, et c'est la force morale et non plus la force matérielle qui modifie les gouvernements et les lois. Il en est ainsi, du moins, chez les peuples qui marchent à la tête de la civilisation, et chez les plus arriérés, comme en Espagne, il y a cependant un progrès sensible.

Nous autres, les anciens, nous nous rappelons l'idée que nous nous faisons de la liberté. Nous croyions qu'elle ne serait jamais suffisamment garantie que quand le peuple serait armé pour la défendre. Cette garantie était bien illusoire, mais ce qui était, surtout, certain, c'est cette erreur qu'on ne pouvait exercer un droit quelconque sans que le peuple qui le proclame ne le soutienne par les armes. Aujourd'hui il ne vient même plus à l'idée que les droits politiques aient besoin d'une milice nationale pour les défendre, et, si ces droits s'exercent mal ou ne s'exercent pas du tout, ce n'est pas parce que la force matérielle leur manque, mais parce que l'ignorance ou l'immoralité générale les annihile.

Nous nous souvenons encore que jadis pour un simple (combien sim-

ple) changement de ministère on avait un *pronunciamento* que l'on pouvait, sinon par son importance, du moins par sa forme, qualifier de révolution. Les populations les plus insignifiantes, les centres les plus infimes remplaçaient les autorités légalement constituées par des juntas révolutionnaires, on congédiait tous les employés pour leur substituer des employés nouveaux ou même d'autres qui avaient été déjà renvoyés par la dernière réaction, et, ce qui est pire, parfois le sang coulait. Un général, à propos d'un combat qui avait été très sanglant, commençait sa dépêche en ces termes : Au cri magique de : Vive Isabelle II, le feu commença *des deux côtés* !

De telle sorte que, pour changer tels ou tels ministres contre d'autres un peu plus ou un peu moins libéraux, on allumait la guerre, et cependant cette liberté, qu'on cherchait à augmenter à ce prix, était encore trop grande, puisqu'on ne savait pas en user.

De nos jours on ne comprend plus ces appels à la force pour un changement de ministère ; tout au plus les comprendrait-on pour renverser un trône ; bien des gens n'en veulent plus, même pour cela, et plus tard personne n'en voudra plus parce qu'ils seront inutiles.

Les délits collectifs commis par une force publique peuvent seulement, par exception, être aujourd'hui qualifiés de rébellions militaires, parce qu'ils ne se font plus comme ceux des prétoriens et des janissaires, mais dans un but politique.

Beaucoup de ces révoltes pourront rentrer dans les catégories dont nous parlerons plus tard à propos des calculateurs ou des inconscients ; mais la plupart comprennent des hommes de foi, tous convaincus d'un même fait, agissant au nom d'une idée et fraternisant avec ceux qui défendent la cause qu'elle inspire. Les étrangers, généralement peu familiers avec les choses d'Espagne, commettent l'erreur, en voyant des militaires prendre part à une révolution ou à une émeute, de les qualifier de révoltes militaires. On a déjà vu, et l'on verra de plus en plus, que des soldats seuls ne peuvent rien pour changer la forme d'un gouvernement par leur soulèvement, quel que soit, du reste, le prestige qu'ils puissent avoir. Le prestige d'O'Donnell était grand, mais ce général n'eut passé que pour un simple *cabecilla* (comme il l'a dit plaisamment, sans se douter cependant qu'il ne disait que la vérité), s'il n'eût fait jouer l'hymne de Riego et écrit le manifeste du Mançanarès. Toutes les autres révoltes militaires postérieures ont eu un but politique et toutes celles qui n'ont pas été soutenues par l'élément civil ont échoué.

A propos de l'intervention illégale de la force armée dans la poli-

tique, on peut dire que si les révolutions fréquentes sont un mauvais, un très mauvais symptôme chez un peuple, chez ceux au contraire qui sont plus civilisés et plus moraux les soldats ne sont soldats que pour la patrie et non pour les partis politiques. Nous n'en sommes pas encore à ce niveau, néanmoins nous ne sommes pas sans avoir fait quelque progrès. Nous ne croyons plus tant à la liberté qui sort des casernes et les intelligences, les consciences les meilleures, s'emploient plutôt à convaincre des citoyens qu'à séduire des soldats.

L'étude, bien que peu avancée encore, des vicissitudes politiques chez les peuples avancés en civilisation, démontre manifestement que la lutte à main armée pour changer ou modifier la forme des gouvernements, ou n'existe plus, ou deviendra de plus en plus rare, et il devient évident que les délits collectifs pour causes politiques disparaîtront de tous les pays qui, par ignorance, immoralité ou apathie ne sont pas prédestinés à l'anarchie et au despotisme. Il faut espérer qu'ils deviendront de moins en moins nombreux et que luira un jour où aucun pays ne se trouvera plus dans de si déplorables conditions.

Délits collectifs pour des causes économiques. — Les éléments de ces délits sont :

Une organisation économique défectueuse à un haut degré, soit au point de vue de la production, soit à celui de la répartition des produits du travail, peu d'intelligence et de moralité dans la consommation et l'emploi des bénéfices, d'où résulte une richesse excessive, d'une part, et une misère profonde de l'autre, avec l'habitude de l'indifférence de ceux qui jouissent pour ceux qui souffrent ;

Une collectivité composée, en majorité, de malheureux qui souffrent, qui ne veulent pas se résigner et recourent à la violence, considérée comme le meilleur et l'unique moyen de se faire rendre justice ;

Une organisation économique assez parfaite, vu l'imperfection humaine, et une collectivité qui prend ses aspirations pour de la justice et veut les réaliser en recourant à la force sans tenir compte des possibilités.

Bien que les causes économiques n'aient pas toujours l'influence prépondérante que certains leurs prêtent, il est hors de doute qu'elles manquent rarement d'avoir plus ou moins d'effet sur les révoltes et les révolutions. S'il est bien évident que l'homme ne vit pas seulement de pain et que ce sont les idées, les croyances religieuses et les ambitions qui ont suscité la majeure partie des guerres, cependant il est incontestable qu'elles eussent rencontré moins de ressources chez des peuples

qui auraient joui d'un grand bien-être matériel, ou qui auraient été satisfaits de leur vie économique.

Comme ce bien-être et cette satisfaction n'ont jamais existé nulle part, les protestations violentes apparaissent dans l'histoire, avec plus ou moins d'intensité, à des intervalles plus ou moins rapprochés, sous une forme ou sous une autre, mais soulevant toujours le même problème : améliorer la condition économique du plus grand nombre.

Il se passe souvent des années, de longues années, sans que les misérables se soulèvent, du moins en déployant leur étendard, mais ils finissent cependant par l'arborer, parce qu'il symbolise une cause qui n'est jamais ni gagnée ni perdue ; parce qu'il n'y a ni triomphes décisifs ni défaites définitives, quand on combat pour un progrès qui est aussi sûr que lent. Au lendemain du pillage d'un palais, d'un moulin, souvent les révoltés ont faim et le problème se pose comme avant l'émeute, et il est probable qu'il eût été encore le même si les vaincus avaient été les vainqueurs.

Les délits collectifs pour causes économiques ne se produisent pas quand ces causes sont les plus réelles. La misère dans sa période algide fait des victimes et non pas des rebelles. Quand les Irlandais mouraient de faim il n'y avait chez eux ni soulèvements ni crimes agraires de même qu'il n'y en a pas non plus chez les Russes qui périssent exténués, dans un tel degré d'affaissement qu'ils n'ont plus même l'énergie du désespoir. Ce fait constant paraît obéir à une loi morale mais ce ne serait point un argument pour démontrer que ceux qui souffrent se plaignent à tort puisque d'autres ont souffert plus encore et sont morts sans se plaindre.

La révolte contre ce qui est ou ce qu'on croit être une injustice comprend principalement quatre éléments :

- a) La pensée qu'au moyen de la force on pourra conquérir un droit ;
- b) Le mal que cause l'injustice ;
- c) La sensibilité de ceux qui souffrent de ce mal ;
- d) Un manque de résignation pour continuer à souffrir.

Ceux qui se croient soumis moins par la raison que par la force ont une tendance à recourir à cette dernière pour obtenir les avantages dont jouissent ceux qui détiennent la force. Ils ne comprennent pas la force des choses, et celle des hommes ne leur inspirant aucun respect leur semble l'unique obstacle qui, une fois vaincu, leur permettra de réaliser la justice.

Les maux n'existent qu'autant qu'on les ressent. Ce que l'un voit sans émotion et avec indifférence est parfois pour un autre la cause d'un

désespoir qui peut aller jusqu'au suicide. On dit que de nos jours le peuple est moins misérable, qu'il a moins de privations à subir ; il serait peut-être plus facile d'établir que c'est seulement parce qu'il les sent moins.

Les aberrations de la sensibilité peuvent être plus ou moins folles mais elles servent à en faire la preuve. Certaines façons de comprendre la vie et le désespoir à l'état aigu qui rend la vie odieuse étaient, il y a encore peu d'années, le douloureux privilège des gens instruits et des classes aisées ; aujourd'hui on voit se suicider des soldats, des domestiques, des artisans, tous gens qui ne sont cependant pas *du grand monde*.

Quand le prince héritier fils de l'empereur d'Autriche se suicida, un journal déclara que cette fin *n'était pas de bon ton*, parole qui, devant une pareille tragédie, nous parut cruelle et impie, mais qui vient à l'appui de ce que nous venons de dire.

A tous ces symptômes on voit nettement que le peuple a maintenant une sensibilité plus grande que jadis et que par conséquent avec les privations anciennes et même avec de bien moindres il souffre cependant plus qu'autrefois.

Une plus grande résignation pourrait-elle calmer une souffrance plus aiguë ? Tout au contraire, les croyances religieuses refroidies, les idées et les aspirations à l'égalité, le ferment collectif des haines, le spectacle ou le récit de jouissances fabuleuses qui isolées n'étaient point aussi répandues pendant que, d'autre part, on ne tenait aucun compte de ceux qui manquaient du nécessaire, tout cela comme une coupe de fiel à prendre rend la résignation plus difficile qu'elle ne le fut jamais.

L'organisation économique est injuste : le peuple sent davantage les conséquences de l'injustice, il se résigne moins et dans certains cas en appelle à la force pour la combattre.

Nous disons *dans certains cas* parce qu'il y en a bien peu. On est étonné et cependant rassuré de voir qu'il y a tant de millions d'hommes qui souffrent, qui n'auraient qu'à lever les bras pour anéantir ceux qui jouissent, et ne le font cependant pas ; et que, à un certain jour, des millions de voix se fassent entendre pour protester sans que des mains purifiées par le travail en arrivent à se souiller de sang. C'est là le grand prodige du xix^e siècle, plus grand, bien plus grand encore que ceux de la vapeur et de l'électricité.

Nous disons prodige pour bien rendre l'immense grandeur d'un fait qui impressionne l'âme et l'émeut profondément, et non dans le sens de chose surnaturelle et inexplicable.

Et comment s'expliquer, en effet, que des multitudes souffrantes et justement irritées soient souvent inoffensives ? Sont-elles donc composées de saints ? Non. Elles ne comprennent que des hommes, comme les autres, bons ou mauvais ou tantôt bons et tantôt mauvais. Est-ce la force publique qui les contient ? Que pourraient faire des milliers de soldats contre des millions d'ouvriers ? Et, de plus, qu'est-ce donc que les soldats ? Des fils du peuple, opprimés comme lui, plus opprimés que lui dans bien des pays. L'ordre matériel ne se maintient, ni par la vertu des uns, ni par la force des autres, mais par loi, et nécessité sociale, que quelques-uns comprennent et que les autres sentent vaguement. L'organisation économique enferme le peuple comme dans un filet d'injustices, qui contribue même à former ceux qu'il emprisonne dans ses mailles. Elle est de telle nature qu'elle blesse ceux qui cherchent à la briser violemment tant est compliquée cette machine sociale qu'on appelle la civilisation moderne. Le mécanisme en est si compliqué que si une simple vis vient à manquer il se détraque en entier et tout le monde en souffre, aussi bien les exploiters que les exploités. Les crises violentes pour améliorer la vie matérielle sont dominées par des nécessités pressantes qui en sont comme une sorte de frein automatique. Dans la sphère économique la révolution est impossible, la seule chose qu'on puisse et qu'on doive faire (et ce ne sera pas peu de chose) c'est d'activer *l'évolution*.

Les masses commencent à le comprendre, ou à le sentir vaguement ; on parle moins de révolution et de liquidation sociale, et on voit moins fréquemment d'excitations au vol à l'incendie, à l'assassinat comme moyens d'établir une plus équitable répartition des biens. Comparez l'Internationale d'il y a quelques années avec les associations de travailleurs de nos jours et vous remarquerez un grand progrès, c'est-à-dire moins de propension à recourir aux moyens violents et plus de sentiment de la réalité des choses.

Ceci a été l'ouvrage du temps, non celui qui se mesure par levers et couchers de soleil, mais en ce sens que dans ces dernières années on a été un peu plus juste envers les associations populaires, et qu'on leur a permis de se constituer et de fonctionner. A mesure que diminuait une oppression injuste diminuait de même l'irritabilité et la force révolutionnaire. Avec la publicité et la liberté ont disparu bien des fantômes sanglants auxquels les ténèbres donnaient un corps et il est bon de se rappeler que si à certaines époques les chaînes font des esclaves, il en est d'autres où elles font des bêtes féroces.

Et les anarchistes ? Et les dynamiteurs ?

Les anarchistes sont une minorité parmi les ouvriers qui sont, en général, socialistes, qui peuvent avoir des aspirations plus ou moins réalisables mais qui ne prétendent point les conquérir par la force. Parmi les anarchistes eux-mêmes, les dynamiteurs forment encore une minorité que nous croyons bien minime et surtout bien faible par le manque d'intelligence et de justice de ceux qui la composent. La peur, la mollesse, l'égoïsme altèrent la sérénité du jugement; ils grossissent et exagèrent l'importance de certains attentats sauvages, qui, à les bien considérer, peuvent être pris comme une sorte de miroir de ceux qui les redoutent.

Qui ne sent la part qu'a dans ces crimes l'organisation économique? Il y a des cas où elle en a bien peu et d'autres où elle n'en a aucune et où les criminels n'ont même jamais entendu parler d'anarchisme.

A Paris, il y a des gens qui mangent des mets choisis et boivent des vins exquis, séparés seulement de la voie publique par une grande et mince feuille de cristal; passe un gamin, il lance une pierre et brise la vitre; on s'écrie : c'est un anarchiste! C'est probablement un meurtre-faim, et certainement un provoqué, car s'il y avait une police sociale on ne devrait pas avoir le droit de se rassasier à de somptueuses tables et à une agréable température si près de la vue de gens qui passent grelottant de froid et mourant de faim.

Dans un petit coin de la Galice une explosion de dynamite tue un personnage, son innocente fillette, et blesse gravement un domestique, sans que cet horrible attentat ait rien à voir avec les associations anarchistes ou l'organisation économique. On qualifie de délits collectifs beaucoup trop de délits qui ne sont que de simples délits de droit commun, provoqués le plus souvent par le cynisme, l'égoïsme et l'injustice et rendus plus nombreux par l'esprit d'imitation que suscite la publicité malsaine qu'on leur donne. Enfin les criminels, eux-mêmes, concourent à cette qualification absurde, flattés qu'ils sont de l'idée de transformer, dans la pensée de certaines gens, des assassins et des voleurs en glorieux héros.

Nous croyons que les dynamiteurs, à de très rares exceptions (s'il y en a), sont des délinquants de droit commun ou des insensés dont la raison est plus ou moins troublée, et que les anarchistes sont une collectivité condamnée à disparaître, comme toutes celles qui sont infectées du virus mortel de l'absurdité. L'anarchie peut vivre quelque temps dans une société où se rencontre beaucoup d'ignorance, de doutes et d'injustices, mais elle ne pourra prolonger longtemps une exis-

tence que le manque d'intelligence de ses partisans empêche d'être viable.

Un homme exalté, fanatisé, mais cependant intelligent, peut croire pratique l'idée la plus impraticable et y rallier un autre, et même beaucoup d'autres qui y croient ; mais ce novateur une fois mort, le niveau intellectuel de ses continuateurs va toujours en diminuant. Où sont donc les grandes intelligences de l'anarchisme ? Il n'y en a aucune. Or toute collectivité qui ne sait pas penser ne peut pas vivre.

Est-ce à dire qu'il ne faille redouter aucun attentat sanglant ni aucun délit pour cause d'organisation économique ? Assurément non. Les délits collectifs, de nos jours, chez les peuples civilisés, sont précisément ceux qui tirent leur origine du désir d'améliorer la vie matérielle de ces délinquants qui en viennent aux voies de fait, quelquefois de propos délibéré, mais aussi, d'autres fois, par des circonstances qu'ils n'avaient pas prévues. Etant donnés l'égoïsme des exploiters et l'ignorance des exploités, il est probable qu'à l'avenir les délits collectifs pour cause économique seront fréquents et même graves, mais ils ne le seront jamais autant qu'à l'époque du despotisme des rois et du fanatisme politique et religieux des peuples.

Le caractère même de la question qui s'agite nous donne cette espérance que l'idée de vouloir employer la force pour améliorer les conditions matérielles de l'existence rencontrera, comme nous le disons, un régulateur inévitable, le besoin de pourvoir aux nécessités de la vie. En outre, comme toute guerre ne vit que d'ignorance et de brutalité, et qu'il y a plus de civilisation et d'humanité qu'il n'y en eut en d'autres temps, sinon une harmonie parfaite et une satisfaction complète, nous pensons que la paix matérielle se fera dans cette sphère avant de se faire dans les autres, préparant la somme de justice indispensable dans toute relation humaine quand elle est harmonique.

D'autres délits collectifs ont des causes locales ou passagères que nous n'avons pas à mentionner dans ces courtes observations. Il y en a un néanmoins qui, pour ne pas être général, mérite cependant, par sa persistance, d'attirer l'attention. Nous voulons parler de ce fait fréquent dans les États-Unis d'Amérique qui fait que des collectivités nombreuses se révoltent et engagent des combats parfois sanglants contre la force publique dans le but de s'emparer et d'immoler des accusés acquittés par les tribunaux, ou même de présumés coupables qui n'ont point encore été jugés. Nous n'avons trouvé aucune justification d'un fait si inexplicable chez un peuple éclairé où l'on dit que le pouvoir judiciaire a un grand prestige et où fonctionne le jury, ce dépositaire

exclusif de la conscience publique, au dire de ses partisans. Il vient du peuple comme en viennent ceux qui assassinent ceux qu'il absout. On l'accuse de vénalité, mais cette injurieuse explication, que nous voulons croire calomnieuse, ne peut se soutenir quand les acquittés sont des étrangers pauvres et abandonnés de tous.

Ce fait ayant pourtant sa cause, l'expliquera qui pourra, mais pour nous, nous ne pouvons que nous borner à le consigner comme étant un délit collectif qui dénote de grands troubles de conscience et une grande déviation de l'idée du droit. Une certaine dureté dans la race y contribue peut-être, ainsi que les souvenirs du fouet qu'on appliquait, naguère encore, aux esclaves, peut-être aussi l'exercice d'une souveraineté encore peu pratiquée, qui met la volonté à la place de la loi, et en fait la synonyme de justice. Nous ne saurions le dire.

III

Nous avons dit que le délit collectif a besoin, non seulement d'un milieu social préparé, mais aussi, en outre, d'une idée, qui est le point de départ de son existence et de son impulsion, *bien que cette idée ne soit pas toujours sa loi même*. En effet une idée mal comprise, de raisonnable qu'elle était, tombe dans l'absurde, et semble même n'être plus devenue que passion aveugle ou instinct brutal, et de là vient qu'on ne la reconnaît plus, et qu'on accuse celui qui l'a conçue. Cette accusation est-elle juste ?

Le penseur plein de foi cherche dans le passé l'explication du présent, il explore l'immense champ de l'histoire et se recueille en lui-même ; il étudie l'édifice des organisations sociales, ainsi que l'homme dans ses misères et dans sa grandeur et, après toute une vie consacrée à la recherche de la solution du grand problème, la mort le surprend sans qu'il ait pu dégager l'éternelle inconnue de la douleur et de l'injustice humaine. On lui demande souvent plus qu'il ne peut donner en exigeant de lui, pour la question sociale, les solutions promptes, incontestables, et incontestées des sciences dites exactes.

Dans la science sociale, l'observation, la chose observée, le milieu qu'on étudie, l'instrument dont on se sert, tout se meut, vibre et s'agite, et bien des fois on pourrait comparer le sociologue à un astronome qui étudierait les astres d'un bateau secoué par la tempête.

Les faits qu'on peut étudier avec un calme impassible dans les sciences physiques sont, dans les sciences sociales, des abus tantôt utiles tantôt nuisibles, des iniquités qui indiquent des douleurs qui émeuvent,

et l'on voit les passions ou les erreurs des autres au travers des siennes propres. Dans les autres sciences on étudie pour se faire une opinion ; dans les sciences sociales, il est très rare qu'une opinion préconçue ne précède l'étude, le plus souvent sans s'en douter, et si cette opinion n'est pas exacte, elle constitue un obstacle bien difficile, pour ne pas dire impossible, à franchir.

Une froide impassibilité serait-elle une garantie contre l'erreur ? Non. La raison, à elle seule, jugerait mal des événements où la raison n'entre souvent que pour si peu, nous pourrions dire que pour absolument rien. Il faudrait la connaissance de l'homme, et personne ne peut le connaître, sans avoir participé à ses défaillances, à ses énergies, à ses joies et à ses douleurs ; sans s'être élevé et humilié comme lui, sans avoir senti la force des erreurs ou de la raison. Il est à remarquer que les intelligences qui ont laissé leurs traces à travers les siècles ont toujours fait preuve d'une énergie passionnée, sinon dans la forme, du moins dans le fond.

Le philosophe impassible qu'aucune iniquité ne révolterait, qu'aucune vertu ne toucherait, qui ne compatirait à aucune douleur, et qui armé du scalpel de la raison disséquerait l'humanité comme on dissèque un cadavre, ressemblerait à une belle statue que tout le monde admire, mais à laquelle personne ne demande rien parce qu'on sait qu'elle ne peut rien répondre.

Quand, par un concours d'heureuses circonstances, le penseur découvre la vérité et la formule ; quand, plein de foi, se sentant le porteur d'un présent céleste, il court l'offrir à tous les hommes, il peut se faire qu'il ne songe point qu'il chemine au travers des passions et des délires humains ; il croit porter une lumière dans une atmosphère pure, alors qu'elle est saturée de gaz inflammables, de telle sorte que la lumière de la raison se transforme en torche incendiaire. Qu'on ne lui demande pas une prévision qu'il n'a pu avoir, ce serait injuste. La découverte de la vérité est déjà suffisamment dure et fatigante pour qu'on ne puisse pas exiger, en outre, un courage impossible et une prescience, qu'*a priori* personne ne saurait posséder, de toutes les conséquences qui peuvent découler d'une mauvaise interprétation de cette vérité.

D'autres fois on admet que l'idée est bonne mais en ajoutant comme critique qu'elle est prématurée. Et quand cela serait ! Celui qui la possède doit-il l'ensevelir et commettre cette sorte d'infanticide moral, qu'il serait coupable de commettre, au cas où l'idée serait actuellement pratique. Il est des idées qui ont besoin de fermenter pendant des siècles.

Si cette fermentation se produit, ce sera la faute des lois et non de

celui qui les a émises, et qui, si, en science et en conscience, il les tient pour exactes, a le droit et le devoir de dire à ses contemporains : *Ceci est pour vous ou pour ceux qui viendront plus tard*. Que serait donc le monde sans les idées ! C'est d'elles et pour elles qu'il vit, et, si bien des fois il en fait un mauvais usage, est-ce une raison d'en faire un crime à celui qui les a apportées bonnes !

Les vérités qu'on livre aux masses peuvent être défigurées et elles le sont souvent, mais, après des oscillations plus ou moins fortes et violentes, elles recouvrent l'équilibre et prévalent enfin, parce que toute chose cherche son niveau naturel, et que celui de la vérité est bien au-dessus de celui de l'erreur. Souvent le philosophe peut dire à la multitude : *Qu'as-tu fait de la vérité que je t'ai livrée ? Se la vois si défigurée entre tes mains que je ne la reconnais plus*.

Les penseurs, dit-on, s'arrêtent parfois à des idées absurdes, irréalisables, extraordinairement dangereuses, ils s'égarent, et nécessairement, ils doivent égarer ceux qui les suivent. C'est vrai, les penseurs sont des hommes et comme tels sujets à erreur, mais de même que personne ne cesse de marcher parce qu'il pourrait tomber, de même on ne s'arrête pas de penser parce qu'on pourrait se tromper, et, celui qui est sincère et a fait tout le possible pour atteindre le but, pourra, s'il se trompe, faire du mal, mais il n'en sera point coupable ; triste conséquence de l'infirmité humaine.

Les délinquants collectifs peuvent traduire en cause une idée raisonnable ou absurde ; dans ce dernier cas ses défenseurs indiquent un défaut de raison, sinon à raison de leur nombre du moins à raison de leur qualité. Qu'un grand nombre de gens intelligents cherchent à réaliser, par la force, une idée essentiellement absurde, ce sera rare quoique possible, mais, de toute façon, au lieu d'augmenter ce fait diminuera, de plus en plus, avec le temps, au fur et à mesure que l'instruction se répandra.

Une idée devenue une cause, dont les partisans augmentent avec le temps et le savoir, est une idée viable, qui a un fond-suffisant de justice ; une idée que le temps et la science affaiblissent est une idée qui ne saurait vivre, parce qu'elle n'a en elle-même ni justice ni bonté.

IV

Le Délit Collectif, en outre d'un milieu préparé, suppose, comme nous l'avons déjà dit, une idée qui est son origine, son moteur, mais

n'est pas toujours sa loi, ce qui provient de ce que la collectivité qui veut la réaliser est très hétérogène.

Au point de vue intellectuel cette collectivité comprend :

Ceux qui comprennent bien l'idée ;

Ceux qui ne la comprennent qu'en partie ;

Ceux qui ne la comprennent pas du tout et ne la défendent que par esprit d'imitation, ou parce qu'ils s'imaginent qu'elle réalisera leurs illusions ;

Ceux qui, non seulement ignorent complètement l'idée, ou tout au moins lui prêtent un sens contraire à celui qu'elle a et emploient le même mot pour exprimer des choses toutes différentes.

Au point de vue moral les différences sont encore plus grandes ; dans la collectivité on trouve comme délinquants :

Ceux qui mettent dans l'idée leur foi et leur abnégation, ce sont les héros, les apôtres et les martyrs ;

Ceux qui, tout en ayant la foi, ne se dévouent point à une cause qu'ils trouvent cependant bon que d'autres défendent ;

Ceux qui tout en trouvant l'idée bonne, la trouvent encore meilleure à exploiter et se proposent de le faire ;

Ceux qui ne se préoccupent nullement de l'idée ; auxquels la cause n'importe guère si ce n'est comme moyen de servir leurs intérêts et de satisfaire leurs mauvais instincts ;

Les méchants qui, au lieu de rester faibles et isolés, cherchent une force dans l'association et trouvent alors dans un parti les moyens de faire le mal qu'ils ne pourraient faire seuls ou en petites bandes ;

Les faibles qui, sans être des méchants, se trouvent entraînés comme dans un tourbillon, faisant du bien ou du mal sans grand mérite comme sans grande faute, n'étant qu'une matière qui pèse et agit dans le fort de la mêlée, mais qui ne peut se mouvoir que sous l'impulsion d'autrui ;

Des méchants que l'idée relève et que l'amour de la cause arrive sinon à pacifier du moins à modifier au point de les rendre, pour elle, capables d'actions désintéressées et même de sacrifices ;

Des gens qui paraissaient bons, qui même l'avaient toujours été mais chez lesquels la fermentation collective réveille des énergies séditionnelles et de mauvais instincts, qu'avec le pouvoir ils pourront satisfaire ;

Des déclassés matériellement ou moralement, des tombés par suite d'ignominie, qui croient recouvrer un moment leur personnalité en se joignant à ceux qui en ont une et crient *vive* un tel ou *mort* à un tel, faisant ainsi tantôt le bien et tantôt le mal.

Comment n'entendrait-on pas des voix discordantes et n'assisterait-

on pas à tant de dérèglements dans des collectivités aussi hétérogènes qui réunissent souvent, au point de vue intellectuel, des gens allant depuis l'homme le plus intelligent jusqu'au plus borné, et, au point de vue moral, de l'abnégation la plus héroïque jusqu'au plus vil égoïsme.

On a vu des foules sauvages pousser le même cri de combat que les soldats de cette légion sacrée qui a péri sur la croix, dans les champs de bataille, dans les tortures ou à la potence, et cela, pour sauver leurs semblables de l'erreur ou de la tyrannie, pour leur donner la vérité et la liberté, la consolation de l'amour et la paix de la justice.

Dans des pays lointains, comme à travers les âges, la cause qu'ils défendent est toujours la même, c'est-à-dire le bien de leurs semblables qu'ils cherchent à réaliser de telle ou telle manière au prix de leurs tranquillité, de leur vie et même de ce qu'à leur époque on appelle l'honneur.

Quel est l'être qui, se sentant capable de nobles affections, sachant penser, et ayant le droit et les moyens de répandre ses sentiments, ne se sentira plein de gratitude, d'enthousiasme et de compassion pour les malheurs, les bienfaits ou les mérites de ces initiateurs des grandes idées et des grandes choses, qui ont péri laissant sur leur tombe comme éternelle épitaphe le testament où il léguèrent leur doctrine à l'humanité? Mettons tout notre amour et toute notre vénération à dissiper la haine et à effacer la calomnie dont ils furent victimes.

Il y a des délits collectifs commencés par des ambitieux vulgaires qui songent plus à l'élévation de leur puissance qu'au triomphe de l'idée, et il est naturel que leur misère morale se communique à leurs partisans. Par contre, ce qui semble extraordinaire c'est de voir, comme cela se voit trop souvent, des gens pleins de dévouement se faire les défenseurs d'une cause personnifiée par un chef plein d'égoïsme.

Contraste plus douloureux encore, on voit telle œuvre commencée par amour de l'humanité soutenue, bien des fois, par des êtres inhumains. Cela se vérifie, sur une plus ou moins grande échelle, suivant les temps et les circonstances, quand on a recours à la force et quand on entreprend des guerres. Pourquoi?

Parce que, à la perspective de combats, accourent les délinquants de droit commun qui croient se réhabiliter en défendant une cause qui couvre de son drapeau les attentats, les facilite, les laisse impunis, et les récompense même au jour du triomphe. Qui ne pourrait nommer tels brigands dont la guerre a fait des généraux? Le pire de tout cela c'est que le remède est difficile sinon impossible.

Au cours de nos grandes et sanglantes luttes intestines nous avons en-

tendu de très honorables personnes considérer comme le plus grand des sacrifices qu'elles fissent pour leur cause d'avoir à fréquenter des gens indignes et s'en désoler en des termes, qui, après tant de siècles, rappelaient ceux par lesquels Brutus protestait contre la coopération des amis corrompus de Cassius. Or ce sacrifice, le plus grand de tous, est nécessaire du jour où l'on recourt à la force. En fait il n'est plus possible, alors, de refuser le concours de ceux qui sont, ou se croient, les forts et qui sont braves.

Parmi ces braves il en a qui affrontent le péril de bonne foi par amour de la cause, mais ils seront peu nombreux, très peu nombreux même, car il faut une grande exaltation à une personne honorable de nature pacifique, habituée à la tranquillité et au repos, pour se lancer dans les hasards de la guerre qui, tout au contraire, offre des attraits à l'aventurier audacieux qui, lui, aime naturellement le danger et a une propension naturelle devenue une habitude de se révolter contre la loi. Parfois l'aventurier simulera un grand amour pour la cause, mais il ne faut pas y regarder de si près, et s'il offre son bras on ne saurait lui refuser des armes; on ne le peut même pas, car tous les bras réunis semblent peu de chose et le seront probablement pour assurer le triomphe.

Les adhérents de grande foi et de peu de jugement qui finissent même par le perdre tout entier sont une autre cause de péril et de discrédit pour les révolutions. En plus de ceux que le fanatisme religieux, social ou politique transforme en véritables monomanes tentant d'imposer l'idée qui les domine, il y a des équilibres mentaux instables qui se détraquent du tout au tout au contact de l'atmosphère ardente des révolutions qui ne tarde pas à influencer sur eux parce que l'exaltation à laquelle ils sont en proie, loin de les discréditer, leur donne du prestige, auprès des masses toujours prêtes à contracter le *virus* de leur folie.

Celui qui parle le langage de la raison à des gens grossiers et fanatisés ne peut rivaliser avec ceux qui partagent leur fanatisme et qui, au lieu de leur demander des efforts et des sacrifices, les lancent sur la pente si facile des passions flattées.

Des fous ne sont souvent devenus les idoles des foules que parce que celles-ci, en les adorant, s'adorent elles-mêmes.

L'exaltation qui égare quand on harangue, qu'on discute ou qu'on prend quelque détermination, devient de la folie à l'heure des combats. L'on voit alors multipliés les uns par les autres tous les éléments qui troublent la raison et la justice, dont la voix est étouffée par la colère féroce et contagieuse et l'implacable vengeance. La connaissance

du plus mauvais de tous les individus de cette collectivité ne peut donner idée du mal qu'ils font réunis.

Le combat est une sorte d'épilepsie contagieuse avec des accès homicides.

Ce qu'il y a de plus grave et de plus triste, c'est de voir de combien de mal sont capables des bons, ceux du moins qu'on tenait pour tels et qui l'avaient été jusqu'à ce que la lutte vienne à les *dénaturaliser*, ainsi qu'on l'a dit, ou pour parler plus exactement, à révéler leur nature. Cette terrible révélation n'est l'œuvre ni d'un principe ni d'une idée, elle est la conséquence de la lutte qui réveille les mauvais instincts endormis et vous met dans le cas, parfois même dans la nécessité, d'y donner satisfaction. C'est le résultat de la guerre, qui ennoblit des infamies, élève des bassesses, excuse ou récompense des cruautés, donne le commandement à bien des gens qui devraient être, au contraire, soumis à une étroite obéissance, et des pouvoirs sans limites à ceux que l'exercice du pouvoir absolu grise comme ces boissons qui rendent fou.

Qu'on n'attribue donc point à des théories ou à des principes, des conséquences qui ne sont que celles de la guerre. Lorsqu'elle se prolonge, les belligérants, même soutenant des causes différentes, les défendent par des moyens identiques ou presque semblables, car le combat n'a plus de lois.

Bien des milliers d'hommes vivent et meurent bons, tout simplement parce qu'aucune circonstance extérieure n'est venue féconder les germes de leur perversité. La guerre est une terrible fécondatrice de ces germes; quiconque l'étudie ou l'a vue de près ne saurait en douter. Ceux qui attaquent comme ceux qui défendent les lois foulent aux pieds la justice; ils méprisent l'humanité ou s'en moquent; et si une idée, une cause a fait des délinquants collectifs, c'est la lutte prolongée qui fait des coupables de droit commun et souvent de grands criminels.

La force armée qui se soulève est pour les révolutions un autre élément moralement destructeur, parce que si elle peut bien avoir en elle quelques gens de cœur, convaincus de la cause qu'ils défendent, il y a à côté d'eux, d'ordinaire, un grand nombre d'autres, dont le calcul est le seul mobile. Quant à la masse, elle est inconsciente et de soldatesque trompée devient facilement une soldatesque déchaînée.

Un des éléments qui rend possible et facile de tromper les soldats, c'est le recrutement de l'armée dans la basse classe du peuple. Quand le service militaire est obligatoire et impossible à racheter en argent,

il y a toujours quelqu'un qui raisonne, qui détruit l'omnipotence du sergent, qui, lui, ne pourra plus faire marcher les hommes au champ de bataille ou dans les rues, sans que ceux-ci sachent où on les mène. Il y a un élément de désordre à ce que les classes les plus éclairées et d'habitudes plus indépendantes n'entrent dans l'armée que comme officiers, et ce n'est que dans les pays où l'opinion publique a grande force qu'on pourra l'atténuer.

Au nombre des éléments les plus hétérogènes des révoltes et révolutions, il y en a un qui, sans être prépondérant, mérite cependant une mention.

Quand la lutte matérielle a été courte ou nulle, l'idée a parfois un pouvoir moralisateur, purificateur, pourrait-on même dire, puisque des gens grossiers s'élèvent et que des égoïstes font des sacrifices pour des causes qu'ils disent et font les leurs ; qu'ils s'identifient avec cette cause, oubliant quelque peu, parfois même beaucoup leur bien personnel pour s'occuper de celui d'autrui. Or, bien que la passion ne soit pas tout à fait étrangère à ces sacrifices, il n'en résulte pas moins une certaine élévation de l'âme pour celui qui les fait.

Au *Doit* des révolutions il est juste d'inscrire cet *Avoir*.

Comme nous le disions plus haut, n'est-il pas inévitable que les délinquants collectifs soient mal jugés par des juges qui sont eux-mêmes membres d'un parti, alors que, d'autre part, les accusés forment le mélange le plus étrange, allant du penseur au fanatique, du timide au fou, de celui qui s'élève à celui qui se perd, et du saint le plus sublime au criminel le plus déterminé. Les partisans ne voient plus les vices des leurs, tandis que les adversaires n'en voient plus les vertus, et les juges condamnent ou absolvent, mais il ne jugent point. La postérité, quelquefois même la plus éloignée, est la seule qui puisse juger en réelle justice.

Nous avons déjà dit que les désordres et les cruautés, dans les luttes, loin d'être le fait de telle ou telle idée, sont une conséquence forcée de la guerre, et que, quand celle-ci se prolonge, amis et ennemis de la liberté ou de la religion se conduisent souvent comme des impies et des tyrans ; il convient de le répéter, parce que certaines classes avec le monopole du pouvoir paraissent disposées à revendiquer celui de toutes les vertus.

Dans les délits collectifs, quand une multitude s'exaspère et commet de grands excès ou d'horribles cruautés, les éléments qui la composent n'existeraient point sans l'égoïsme, l'ignorance et la misère

morale des riches. De quoi donc se compose cette tourbe qui hurle et tue, dans la plupart des soulèvements populaires ?

De fous qui avaient déjà donné des marques de folie et qui, dans une société bien organisée, auraient déjà dû être séquestrés ;

De délinquants que la prison a achevé de corrompre ; qui, en sortant, n'ont pas trouvé une main pour les soutenir dans leur bonne résolution de vivre en travaillant et qui, rejetés par la société des gens de bien, vivent nécessairement en état de guerre avec elle ;

De vagabonds qui ne devraient pas l'être, s'il existait réellement une volonté de les obliger au travail ;

De demi-sauvages, abrutis par l'ignorance et les privations, que le spectacle des jouissances des autres provoque, irrite et exaspère ;

D'enfants corrompus avant d'avoir pu, même, être vicieux, qui n'ont reçu que de mauvais exemples et de mauvais traitements, d'enfants *qui semblent n'avoir jamais ri*, ou qui ont le rire des têtes de mort ;

De prostituées tolérées et protégées par les gouvernements, filles séduites et payées d'abord par les riches et, ensuite, abandonnées aux misérables, comme ces bouquets de fleurs qu'on jette au ruisseau après qu'ils ont parfumé les salons.

C'est tout cela qu'on feint d'appeler dédaigneusement *le peuple*. Non, ce n'est pas le peuple. C'est la sécrétion purulente de l'égoïsme et de l'ignorance des classes aisées.

Et même, avec de tels éléments, les délits collectifs n'arrivent jamais aux horreurs des iniquités légales. Jamais. Que disons-nous, les délinquants collectifs ! Mais même les coupables de droit commun n'ont jamais torturé leurs victimes comme l'ont fait des juges tourmenteurs, des prêtres et des bourreaux, au nom de la loi. On frémit d'horreur, on s'épouvante, on n'a plus de mots pour exprimer ce que l'on ressent à lire la description, qu'on n'a plus le courage de finir, à lire le récit de ces infinis tourments, auprès desquels on ne peut plus trouver cruelles les exécutions en masse de fuyards et de blessés sur les champs de bataille.

Dans les tumultes populaires, il y a plus de bruit que de dommages, tandis que les iniquités légales se passent en silence dans l'ordre matériel. On assassine en trois temps au commandement, on torture d'après des règles minutieusement écrites dans un livre, ou, quand il n'y a pas de livres, d'après des traditions dont la mémoire est soigneusement conservée.

On parle des contrastes entre la doctrine et les actions des démagogues ! Et quel contraste fut jamais plus grand que de voir des prêtres,

des juges et des bourreaux disloquer des os et déchirer les chairs d'une faible femme innocente, et, tout cela, en face d'un crucifix, en invoquant le nom du divin Jésus, qui, lui aussi, fut torturé et sacrifié *légalement*.

Et encore, pour abrégér, ne parlons-nous pas de ces guerres déclarées, et continuées par des pouvoirs légaux qui ont immolé des millions d'hommes, de ces guerres avec leurs incendies, leurs dévastations, leurs crimes et leurs héros. Leurs héros ! Il serait difficile de trouver des révoltés plus sinistres et plus vils que Napoléon à Jaffa ou Nelson à Naples !

V

Nous avons dit qu'à notre sens, délit n'est pas synonyme de perversité et qu'il peut être une action mauvaise ou bonne et même sublime.

Ceux qui arrachent à la mort ou aux tortures un esclave que son maître opprime ;

Ceux qui arrachent au fanatisme religieux la victime qu'il conduit au supplice ou au bûcher ;

Ceux qui sauvent un homme honnête et innocent qu'un pouvoir injuste, cruel et soupçonneux cherche à immoler ;

Tous ceux-là et d'autres encore qui leur ressemblent sont des délinquants, ce ne sont pas des coupables ; ce sont des gens de bien et le malfaiteur est celui qui les poursuit, et un bourreau celui qui les égorge.

Quand un délinquant n'est pas un coupable on comprend qu'il puisse avoir le droit de se révolter contre la loi ou le tyran qui méconnaît et foule aux pieds ces droits qu'on peut dire *essentiels*. La vie, la liberté, la fortune, l'honneur, tout est à la merci de la cruauté, de la rapacité et de la luxure du despote et de ses satellites. Tous les peuples ont passé par cette horrible ignominie ; il y en a encore beaucoup dont c'est la vie et cela n'est pas encore si loin de nous que nous puissions y songer avec l'indifférence qu'inspirent les choses anciennes. Ferdinand VII, d'exécration et exécrée mémoire, était *seigneur des vies et des biens* de ses sujets, non pas seulement au point de vue théorique, car il pratiquait la confiscation des biens et la pendaison des innocents.

Quand le pouvoir gouvernant est cruel et rapace, que la vie, la fortune et l'honneur sont à sa merci, quand il n'existe aucune loi qui le retienne, ou, s'il en existe, qu'il les foule aux pieds, ceux qui se révoltent contre lui sont des délinquants honorables.

Il faut cependant une autre condition pour qu'ils restent honorables ; c'est que le pouvoir oppresseur ne se laisse pas discuter, que la propagande de la justice soit persécutée et que la seule protestation possible soit celle par les armes.

On se rend difficilement compte de cette situation, quand on vit aujourd'hui dans des pays plus ou moins civilisés, mais où il y a presse, tribune, réunions et voyages nombreux, avec mille moyens différents de communiquer les idées et de les propager.

On peut se rendre compte de la situation contraire sans avoir besoin d'étudier des époques éloignées de notre histoire. Dans les derniers temps de ce même Ferdinand VII, qu'on ne peut jamais citer pour en dire du bien, la pensée était poursuivie avec une jalouse férocité. On prohibait tous les livres qui, directement ou indirectement, pouvaient jeter quelque discrédit sur le pouvoir établi, au jugement de gens incapables de comprendre, parce qu'il leur manquait pour cela le savoir, l'impartialité et le calme. Il ne fallait pas songer à faire imprimer rien qui pût paraître une censure.

Fréquemment, on ne délivrait qu'ouvertes les lettres adressées aux personnes suspectes, et, par suspectes, il fallait entendre, à très peu d'exception près, toutes les illustrations, même réfugiées dans les campagnes les plus reculées, où elles cherchaient dans l'isolement le seul rempart qui pût sauver leurs idées. Malheureux qui chantait une chanson ou jouait un hymne patriotique. Pour entendre l'hymne de Riego, même après la mort de Ferdinand VII, nous fermions portes et fenêtres, quand il se trouvait quelqu'un pour nous le jouer, tant était grande la terreur qu'inspirait le pouvoir.

Une telle situation n'était même pas la plus défavorable à la propagation des idées, non seulement persécutées, en d'autres temps, avec la plus extrême férocité, mais aussi complètement isolées parce que les communications entre les hommes étaient limitées au plus proche voisinage et qu'il n'y avait ni courrier ni livres.

Il faut toujours avoir cela présent à l'esprit pour ne pas mal juger les révoltés d'autres temps, non plus que ceux du nôtre dans des pays arriérés où les abus du pouvoir sont inhumains et où il n'y a nul moyen de les combattre autrement que par les armes. Lorsque ces deux circonstances font défaut, les délinquants collectifs sont de véritables coupables.

Jamais sans un motif très puissant, sans une véritable nécessité, il ne faut recourir à la voie des armes, car si les maux qu'entraîne la guerre sont si grands qu'ils doivent épouvanter toute cons-

science saine, ceux d'une révolte sont encore bien plus grands. Le combat entre frères est plus acharné, l'armée des rebelles composée d'éléments hétérogènes est moins disciplinée, l'exaltation du soulèvement, la fureur des détenteurs du pouvoir et parfois le mépris qu'ils ressentent contre ceux qui les attaquent, l'explosion des passions contenues, que le combat déchaîne, le sentiment, sincère chez un grand nombre de combattants, de la légitimité et de la sainteté de la cause, qu'ils soutiennent avec un enthousiasme et un véritable fanatisme, tout cela fait que la guerre civile est la plus terrible des guerres et que celui qui la provoque encourt la plus grande des responsabilités.

Si cette responsabilité absolument écrasante ne peut, en conscience, être prise que sous le coup d'une impérieuse nécessité, et avec le sentiment d'une évidente raison contre ceux qui appellent crime de lèse-majesté toute critique qui les discute, comment pourrait-on se croire le droit de s'insurger contre ceux qui permettent à la voix de la raison de se faire entendre et qui se laissent discuter? Partout où existe le droit de discussion, on n'a pas le droit de prendre les armes et, en le faisant, ce n'est pas tel ou tel gouvernement qu'on attaque, c'est à la justice qu'on s'en prend.

Pour justifier des attaques de ce genre, on dit bien des choses; l'une des plus violemment répétées, c'est qu'on met des entraves à la libre discussion à la tribune, dans les réunions ou dans la presse, qu'enfin il n'y a pas de liberté. La liberté! mais il en faut bien peu quand on sait en user pour obtenir ce qu'il est nécessaire d'en avoir. A une époque où, en Espagne, la liberté de la presse était bien réduite (il n'existait rien moins que la censure préventive), un écrivain de talent, mais sans expérience du journalisme, vit son premier article presque complètement mutilé par le crayon rouge du censeur; il en écrivit un autre qui subit encore quelques coupures, le troisième passa en entier. *J'ai trouvé le joint du censeur*, disait le journaliste, *et j'ai trouvé le moyen de dire tout ce que je voudrai*, et il fit comme il avait dit.

On dira peut-être que cela suppose une dose d'habileté que tout le monde ne peut pas posséder. Nous en conviendrons, mais où serait le grand mal que tout le monde ne puisse écrire?

Nous avons pris le cas le plus défavorable, celui de la censure préventive; ce n'est pas, on le comprend, que nous ayons l'intention de la défendre; elle est mauvaise, très mauvaise, mais bien moins préjudiciable qu'on a coutume de le dire, et dans les journaux c'est bien plus souvent l'impartialité ou la science qui font défaut plutôt que la liberté. Si on faisait une collection d'articles poursuivis on verrait qu'en règle

générale, très générale, ils l'ont été moins à raison du fait même qu'il importait de faire connaître, qu'à raison des termes qu'on aurait pu ne pas employer ou parce que sans manquer à sa cause on aurait pu le dire autrement. Les poursuites n'ont presque jamais lieu que pour des questions de forme.

Il y aurait une collection bien plus nombreuse encore à faire de tous les articles qui auraient pu être poursuivis, et qui ne l'ont point été moins par la tolérance des tribunaux qu'à raison de l'impossibilité matérielle et morale de le faire.

Il en est de même pour la liberté de la tribune. Avec de l'érudition, de la volonté et une certaine finesse, un député pourra dire tout ce qui est nécessaire à sa cause. A ceux qui, poussant plus loin la critique, nous demanderaient si nous avons la prétention de croire que tous les députés sont aussi bien doués, nous répondrons que ce n'est pas à coups de fusil qu'on pourra remédier à ce qui leur manque.

Il en est encore absolument de même des réunions sociales ou politiques. Quand elles ne se composent point de majorités intolérantes, plus disposées à hurler qu'à écouter, ou de minorités braillardes remplaçant les raisonnements par des interruptions, on pourra toujours développer tout ce qu'il est indispensable ou nécessaire de dire et, témoin ridicule et impuissant, le délégué de l'autorité n'y assistera que pour prouver qu'elle ne comprend pas plus ce qui fait sa faiblesse ou son pouvoir que ceux mêmes qui se servent de la force pour l'attaquer.

La liberté de communiquer et de répandre les idées alors même qu'elle est, ou paraît, bien restreinte, ne tarde guère, par son propre et inévitable pouvoir d'expansion, à devenir suffisante si le peuple qui la possède sait l'utiliser; aussi les pouvoirs tyranniques ou despotiques, soit d'instinct, soit par raisonnement, l'ont en horreur et la persécutent. Ils comprennent qu'ils sont perdus dès qu'ils sont discutés. La liberté est dans leur organisme comme l'air dans la circulation du sang qui tue dès qu'il y pénètre.

Chez les peuples où l'on ne peut communiquer et propager les idées, les révoltés s'écrient: Nous n'avons pas assez de liberté. C'est une erreur, c'est que vous ne savez pas user de la liberté; si vous le saviez vous trouveriez en elle les moyens de l'augmenter. De deux choses l'une, ou vous ne savez utiliser celle que vous possédez et, alors, il est inutile de vous en donner davantage; ou vous en avez assez, et il est inutile de vous en donner plus, parce qu'un instrument qu'on ne

sait pas employer pour le bien ne peut servir qu'au mal, ou, tout au moins, devient gênant.

Les lenteurs que met la liberté à se consolider et à élargir la sphère de son action, loin d'être préjudiciables, sont nécessaires. Le poids des responsabilités qu'elle impose ne saurait être soulevé par des bras chétifs qui portent encore les cicatrices des chaînes de l'esclavage, et, dans le gymnase social, entre autres choses, ce qu'il faut c'est du temps. Et ce temps nécessaire que rien ne peut remplacer, et qu'on ne peut abrégier que par l'intelligence et les vertus, par quoi comptez-vous le remplacer? Avez-vous donc une légion sacrée d'apôtres, de penseurs d'une intelligence et d'une abnégation sans limites, qui donnent à l'esprit la lumière, l'exemple à la conscience et la joie au cœur? Non. Vous n'employez que la force qu'on peut dire *brutale* quand elle n'est pas la suprême ressource, la force qui n'est que le pire orgueil, la suprême folie, car, c'est l'un et l'autre que d'employer le fusil quand on peut se servir de la raison. Vous ne savez pas user de la liberté et vous voulez trouver dans votre impuissance le droit de recourir aux armes! Et de quel droit? Le peuple verra-t-il plus clairement son droit dans la fumée de la poudre et à l'éclat des sabres dégainés? Quelle aberration! Et quand les idées se font jour avec plus ou moins de difficultés, mais du moins se font jour, pourquoi au lieu de les laisser suivre leur cours naturel en vous bornant à rectifier celles qui sont erronées, à faire valoir celles qui sont bonnes, venez-vous vous imposer aux vôtres, comme si vous étiez les seuls interprètes infaillibles de la vérité? Quelle insolence! Et pour chercher un bien problématique, vous acceptez comme début indispensable le mal des moyens violents; vous allez creuser l'horrible abîme des luttes à main armée, où vont s'engloutir tant d'existences et tant d'honneur; vous allez remplir votre patrie de deuils, de larmes et de sang, et, peut-être, discréditer pour longtemps la cause que vous défendez par les moyens que vous employez pour la défendre! Quelle responsabilité et quelle faute!

Cette responsabilité, cette faute, sont d'autant plus considérables que le pouvoir, lorsqu'on peut le discuter avec un peu plus ou un peu moins de liberté, mais, enfin, quand on peut le discuter, n'est pas intolérable et qu'il n'est pas de ceux qui s'attaquent aux droits *essentiels*, à ces droits de l'homme qu'on peut dire de l'*humanité*, et qui autorisent le recours à la force contre ceux qui en abusent avec une telle iniquité.

Les pouvoirs discutés peuvent administrer et souvent administrer très mal la chose publique; ils discréditent, appauvrissent et ruinent le

pays, mais, quand ils le font ce n'est pas en tant qu'opresseurs mais en tant que corrupteurs et corrompus, comme les représentants de la corruption et de l'ignorance générale. Que peut valoir contre eux la démoralisante révolte à main armée? Ceux qui prétendent employer la guerre pour remédier à des maux qui n'ont pour origine que l'ignorance et l'immoralité, nous paraissent ressembler à celui qui prétendrait assainir une ville en ouvrant les égouts.

VI

Les raisons que nous avons données pour condamner ou pour, suivant les cas, justifier les rebellions, nous paraissent très claires, mais elles ne doivent pas être concluantes puisqu'il y a des auteurs, et non des moins célèbres, qui exigent d'autres circonstances pour consacrer les recours à la force.

MM. Lombroso et Laschi (1), définissent ainsi les bases du délit politique (2) :

« Si donc par toutes les raisons que nous venons d'examiner (dans
« les chapitres précédents), le progrès matériel et le progrès humain
« est lent; s'il lui faut vaincre les fortes résistances que lui opposent
« des circonstances intérieures ou extérieures, et, si l'homme et la
« société sont conservateurs par instinct, il faudra bien en tirer cette
« conclusion que les tentatives de progrès par des moyens trop brus-
« ques et trop violents ne sont point physiologiques, et si, parfois,
« elles sont une nécessité pour une minorité opprimée, cependant, au
« point de vue juridique, elles sont un fait anti-social, et, par consé-
« quent, un fait délictueux ».

... « Tout progrès doit être très lent à se réaliser, autrement il en
« résulte un dommage et un effort inutile ».

... « Les révolutions sont des phénomènes physiologiques, les révol-
« tes des phénomènes pathologiques, et c'est pour cela que les pre-

(1) Il delitto politico e la rivoluzione in rapporto al diritto, all' anthropologia criminale ed alla scienza di governo.

(2) Les auteurs ne donnent point au mot *délit* la signification que nous lui donnons d'action, qui, tout en étant punie par une loi, peut être parfois bonne ou mauvaise; ils lui attribuent le sens d'action coupable (de reato).

« mières *ne sont jamais des délits*, parce que l'opinion publique les
 « sanctionne et les approuve, tandis qu'au contraire les secondes sont
 « toujours des délits ou quelque chose d'*équivalent* »

.

... « Une révolution est l'expression historique d'une évolution »...

Il serait bon, avant d'aller plus loin, de rechercher brièvement ce
 ce qu'il faut entendre par le mot d'*évolution sociale*, nous soulignons
 le mot pour plus de clarté, et pour faire bien comprendre que c'est le
 point de départ de quantité d'erreurs que de comparer les organismes
 animaux et végétaux avec les organismes sociaux, et d'affirmer une
 identité là où il n'y a qu'une analogie, peut-être même seulement une
 apparence de ressemblance.

Nous entendons par évolution sociale un changement dans le sens
 de la perfection, changement prouvé dans la société par la modifica-
 tion de plusieurs de ses éléments, suivant les circonstances et à cer-
 tains degrés.

On comprend bien que l'évolution est forcément lente, parce que, si
 elle n'a pas besoin de modifier *toutes* les parties du corps social, elle
 doit cependant, tout au moins, modifier ceux de ses éléments qui sont
 nécessaires au progrès.

On comprend aussi que cette réforme ne se fera pas en même temps
 chez tous les individus qui sont dans des conditions et des dispositions
différentes pour la recevoir, et on comprend, enfin, que la réforme
 est plus ou moins facile, plus ou moins difficile, ou bornée, ou même
 impossible, suivant les différents éléments intérieurs ou extérieurs de
 la société.

Prenons un peuple où ces éléments intérieurs ou extérieurs rendent
 possible une évolution, et considérons-le dans cette période historique
 par laquelle tous les peuples ont passé, qui est encore celle d'un grand
 nombre de pays où les gouvernements sont cruels, rapaces, sans autre
 loi que leur bon plaisir, sans autre limite que l'impossibilité de pous-
 ser l'oppression plus loin, qui traitent de rebelle et de sacrilège qui-
 conque refuse de plier le genou ou de courber la tête, qui torturent et
 tuent quiconque ose dire (si bas que ce soit) qu'un tel comble d'iniquités
 et d'horreurs n'est pas de la justice ; il arrivera alors à la fin que per-
 sonne n'osera le dire et que le silence ne sera interrompu que par les
 cris de souffrance arrachés par les boureaux et non plus par des pro-
 testations contre la violation du droit ; et cela pourra durer des années

et des siècles. Il suffit de lire l'histoire, si peu que ce soit, pour le savoir.

Comment constatera-t-on l'évolution ? Sera-ce parce qu'il se sera écoulé un grand nombre de jours et de nuits, que les saisons se seront succédé, que le soleil aura brillé l'été et que la neige en hiver aura recouvert des toits sous lesquels opprimés ou oppresseurs ont perdu toute notion du droit ?

Faudra-t-il la voir dans une succession d'actes toujours les mêmes, engendrant l'habitude d'une soumission et d'une obéissance qui des despotes fait des dieux, et des esclaves de purs animaux ?

L'œuvre du temps ? Est-ce que d'aventure, la répétition, si grande qu'elle puisse être, des mêmes causes peut donner autre chose que les mêmes effets ? Est-ce donc simplement du temps que ces hommes qui contribuent à l'évolution sociale par leurs pensées, par leur parole, par leurs actions, qui y donnent et y consacrent une vie qu'ils perdent parfois dans les prisons ou sur les champs de bataille ? Sans ce ferment initial et héroïque de cette petite phalange, la masse resterait inerte, et l'évolution serait impossible. Et Lombroso et Laschi le comprennent bien ainsi quand ils disent :

« C'est pourquoi les révoltes se terminent par la mort de leurs chefs (1). Dans les révolutions, les chefs impriment le premier mouvement (Jésus-Christ) ; leur initiative le plus souvent n'aboutit pas, mais ils finissent presque toujours par triompher, tandis, au contraire, que les révoltes n'ont de succès qu'au début »

« Cela s'explique parce que les révolutions se font quand le terrain est préparé et grâce à l'apparition de génies ou d'excentriques, qui, par leur originalité et leur esprit plus perspicace, pressentent des nécessités que tout le monde finira par sentir plus tard. Le public dans son aversion pour tout ce qui est nouveau (misonéïsme) ne les comprend pas au début, il les méconnaît et délaisse ceux qu'il juge des fanatiques exaltés, quelquefois même des criminels ou des fous. Mais plus tard, leurs prévisions s'étant réalisées, ils entraînent l'opinion générale, qui est le meilleur de tous les pouvoirs, et que favorise encore la réaction contre l'injustice des persécutions, comme le prou-

(1) Ce n'est pas toujours vrai.

« vent les exemples de Jésus-Christ, de Luther, de Szekeny, de Mazzini, de Garibaldi, etc., etc. » (1).

« Pour nous, la base de l'imputabilité du délit politique, c'est le droit de la majorité des citoyens à conserver l'organisation politique qui leur plaît, et le délit consiste précisément dans le fait d'aller contre ce droit. »

« Et l'on ne pourrait pas dire que cette loi de la majorité est arbitraire, de ce fait que souvent des minorités, en face de la masse inerte, représentent cependant la vérité et la justice. Quand cela se produit, les changements politiques demandés ne tardent pas à réunir l'adhésion du plus grand nombre, mais le fait de ne pas les avoir obtenus démontre qu'ils sont prématurés ; mais de même que la nature ne procède pas par sauts, de même dans la loi politique la loi que Comte appelle *dynamique* se déroule lentement et ne tolère pas de secousses ».

« La loi de la majorité est au fond la loi naturelle et la base de l'État qui, au fond, lui aussi, ne représente rien autre chose que la volonté unanime des citoyens qui, comme puissance, prennent tous part à la formation du gouvernement.

« Si cette majorité fut dans le principe asservie par des chefs et des grands, si elle se soumit au pouvoir des monarchies, elle releva la tête dès qu'elle se sentit la force de se gouverner par elle-même, et, après des luttes séculaires pour conquérir le pouvoir politique, elle triompha en assurant à l'élément populaire la participation qui lui est due dans la formation des gouvernements » (2).

Tenons donc, si on veut, pour établi, d'une part, que les institutions politiques améliorées, que les minorités cherchent à constituer, *ne tardent pas* à recueillir l'adhésion de la majorité, et, d'autre part, que pour en arriver là il faut *des luttes séculaires*.

Qui donc soutient ces luttes ? Et comment ? et pourquoi ?

Les pouvoirs absolus se disent tous infaillibles, d'autant plus intolérants qu'ils sont plus intolérables, et les degrés de leur injustice peuvent se mesurer à ceux de la cruauté qu'ils mettent à la défendre. Les écrivains des derniers siècles ne comptaient pas moins de quarante-

(1) *Op., cit.*

(2) Lombroso et Laschi, *op. cit.*

cinq crimes de lèse-majesté. Était délit tout ce qui n'était pas obéissance aveugle, muette, sans restriction, et approbation tacite ou expresse d'obscénités, de cruautés, de caprices et, même, de folies.

La justice étranglée dans ses manifestations les plus élémentaires, quelques individualités, les meilleures, les plus énergiques, faisaient entendre une protestation, le bourreau leur imposait silence ; mais avant de devenir muette pour toujours, leur voix rencontrait un écho qui, résonnant à nouveau, était encore étouffé pour reparaître ensuite et subir encore le même sort, et toujours ainsi pendant des années et des siècles, jusqu'à ce que les bourreaux, au lieu de victimes, rencontrassent des combattants et que des combats s'engageassent et finissent par donner la victoire à la raison.

Quand, dans la conscience des despotes, la justice ne surgit point comme une sorte de génération spontanée, quand, au sein des masses esclaves, il ne surgit pas d'un coup des énergies capables de secouer le joug, il faut que les meilleurs, les plus forts, les moins nombreux, prennent l'initiative de réformes qu'ils ne pourront pas faire eux-mêmes, mais qui ne se feraient pas sans eux. Leurs tentatives avortées sont-elles un élément essentiel de l'évolution ? Il nous semble qu'il y a bien des raisons de le penser.

Lombroso et Laschi parlent comme s'il s'agissait de citoyens, mais ce n'est pas cela ; il s'agit d'opprimés, d'esclaves, de serfs, de vassaux, et cette partie du pouvoir qu'ils ont pour contribuer à la confection des lois qui les oppriment est véritablement si imaginaire qu'on s'étonne de la voir prendre au sérieux par des écrivains positivistes. Et quant à la part d'autorité de multitudes abruties, dupées, écrasées, on peut les représenter ainsi : *c'est ce que serait une personne* (ou une collectivité) *si elle n'était pas ce qu'elle est.*

« La révolution (disent encore Lombroso et Laschi), c'est le bris de « la coquille de l'œuf du poussin qui vient de naître. »

« Un de ses caractères, c'est la réussite, qui peut arriver plus ou « moins vite suivant que l'embryon est plus ou moins avancé, et sui- « vant que les temps et les peuples sont plus préparés par l'évo- « lution. »

« Un autre de ses caractères, c'est sa marche lente et graduée, autre « raison pour qu'elle soit acceptée sans secousses. Néanmoins, il n'est « pas rare *qu'une certaine violence devienne nécessaire* contre les « partisans de l'état présent, car il y en a toujours, quelque justifiées « que paraissent ces innovations. »

.

« D'autre part encore, la plus légitime des révolutions *ne saurait se faire sans qu'il y ait quelque violence*; c'est la rupture de la coquille de l'œuf, qui, parfois, n'est considérée que comme un fait de rébellion par ceux dont elle lèse les intérêts. La solution ne se trouve pas d'un seul coup et ce n'est que plus tard qu'on pourra reconnaître l'heureux résultat dans la participation sur une plus grande échelle de toutes les classes et dans la justice de la cause. Evidemment pour cela il faudra du temps, et beaucoup de temps ».

« Il y a cependant des cas intermédiaires entre les révolutions et les rébellions, ce sont les révolutions faites pour une cause juste, non personnelle, générale, mais prématurée. »

« Elles finissent par triompher, mais jusqu'à ce qu'elles s'adaptent à l'air ambiant elles peuvent constituer un délit (un fait coupable) *évidemment tout temporaire*, et qu'une postérité peu éloignée qualifiera d'héroïsme ou de martyre. »

Que des pouvoirs *de fait* défendent leur existence, c'est la loi générale; qu'ils traitent de révoltés, de révolutionnaires, de traîtres, ceux qui demandent justice, qu'ils méconnaissent cette justice en les jugeant et en les immolant, c'est logique; mais ce qui est absolument incompréhensible dans la théorie du droit, et d'après les lumières de la raison, c'est que le succès soit la base de la justice et qu'il y ait un fait délictueux *temporaire* (et rien moins qu'évident) qui soit un fait anti-social, alors qu'avec le temps il pourra devenir éminemment utile à la société. Ni le raisonnement ni l'histoire n'indiquent que les dernières révolutions, celles qui ont fait des héros, aient pu se produire sans les premières émeutes qui ont fait des victimes.

Quel est donc le crime de ces émeutes? De ne pas avoir réussi; de ne pas avoir su prévoir la défaite? Et comment auraient-elles pu la prévoir? Quand on ne peut combattre les excès du pouvoir par des moyens rationnels et légaux, comment connaîtrait-on l'état de l'opinion?

Les amis du révolutionnaire partagent ses idées, et bien d'autres pensent comme lui. Les idées comprimées acquièrent une sorte de pouvoir explosif supérieur à la force qui les comprime, et, d'autre part, les iniquités qui étouffent les sentiments excitent les passions, et il est naturel d'espérer qu'une cause juste trouvera des défenseurs,

et que bien des gens qui, plus tard, l'abandonneront, ou la trahiront, se compromettent pour sa défense.

Dans les ténèbres du despotisme, il est impossible de voir clairement si les moyens qu'on prépare pour le combattre seront suffisants pour le renverser. Lombroso et Laschi avec toute leur science, avec l'impartialité de gens qui jugent les événements sans y prendre part, ne sauraient dire aujourd'hui *si les nihilistes sont des révolutionnaires, ou de simples révoltés* (coupables ou non). Le savent-ils eux-mêmes ?

Ce fut un malheur et non pas une faute que tant de rebelles vaincus se soient fait immoler pour la patrie et l'humanité sans avoir lu dans l'avenir. Et si en plus de la nécessité il faut du temps et beaucoup de temps, quand saura-t-on qu'il s'en est écoulé suffisamment ? Quand y aura-t-il le temps nécessaire pour qu'on trouve raisonnable d'exécrer les bourreaux de Tonijos et de Padilla ?

D'après les théories sur le délit politique on en donne comme définition :

Tout attentat violent contre le misonéïsme (aversion des nouveautés) politique, religieux, social, etc., etc., de la majorité, contre la forme du gouvernement, qui en est la conséquence et contre ceux qui en sont les représentants officiels.

Ou bien : toute lésion violente du droit établi par la majorité pour maintenir et faire respecter l'organisation politique, sociale et économique, constituée par cette majorité (1).

Nous ne relèverons pas, tout d'abord, que ces définitions comprennent non seulement les délits politiques mais encore tous les délits, et nous ne retiendrons que ce fait qu'elles condamnent également les révolutionnaires (qu'on en exceptait jadis) et les révoltés, puisque, d'après les auteurs que nous citons, *la plus légitime des révolutions ne saurait se faire sans quelques violences*, et, comme toute violence se trouve condamnée dans la définition, il en résulte qu'il n'y a plus de révolution qui soit possible.

Que devient donc tout ce qu'on a dit pour justifier les révolutions, et n'y a-t-il donc de légitime que les gouvernements établis par une majorité réactionnaire ? « *Les Anglais ont bien fait de respecter la loi en vertu de laquelle on brûle les veuves dans l'Inde, le principe du misonéïsme légitime la condamnation de Socrate et celle de Jésus-Christ, et le régicide peut être un crime moindre quand il est*

(1) Lombroso et Laschi, *op. cit.*

l'expression du sentiment général, comme dans le cas de Charles I^{er} et même de Louis XVI » (1).

On n'a plus alors le droit de combattre par la force ce que veut le plus grand nombre ; on suppose que le peuple veut ce qu'il *tolère*, et il est anti-social et délictueux de prétendre soustraire au juge qui les opprime, et de lui arracher les victimes innocentes que sa fureur envoie au supplice : « *la loi de la majorité est au fond la loi naturelle* » (2).

Nous n'allons pas entrer ici dans l'analyse des lois de la nature avec ses sécheresses, ses inondations, ses tempêtes, ouragans, tremblements de terre, etc., etc., et son monde d'êtres qui ne doivent être que la pâture de ceux qui les suivent, sans autre loi que la force et le besoin, mais nous ferons seulement observer :

Qu'il est impossible de comparer complètement le monde matériel avec le monde social ;

Que ce qui est le plus naturel n'est pas toujours le meilleur, ni même l'ordinaire ; que les hommes ont à lutter contre beaucoup de mauvais instincts ; que les sociétés ont une propension naturelle à laisser les forts opprimer les faibles et qu'elles comprennent par force non seulement la force musculaire, mais encore toutes les forces plus polies des civilisations ; forces qui, pour être moins brutales, n'en sont pas moins oppressives.

Que lorsqu'on affirme qu'une chose est naturelle, il faut voir comment et pourquoi, et, en tous cas, alors que cela serait prouvé, il n'est pas par cela même démontré que cette chose soit bonne et juste.

Y a-t-il donc, en général, dans le cas particulier qui nous occupe, un nous ne savons quoi, qui serait, au fond, la loi naturelle des majorités ? Dans l'histoire, nous ne trouvons aucune de ces lois naturelles qui commandent. Nous les voyons obéir ; il n'y en a aucune qui voie respecter son *potentiel* imaginaire ; elles sont, au contraire, opprimées par la force bien réelle et positive des despotes et des tyrans.

Et ceux qui font du succès et de la volonté de la majorité les pôles, sur lesquels tournerait la sphère du droit, ont-ils les moyens de certifier sa volonté, et de faire respecter ses décisions ?

Nous ne savons pas comment on a compté les voix de la majorité qui a condamné Charles I^{er} et, peut-être, de celle qui a condamné Louis XVI.

(1) Lombroso et Laschi.

(2) Lombroso et Laschi.

Quant au degré de considération que méritent les sentiments du plus grand nombre, voyons donc ce qu'en disent Lombroso et Laschi.

« Ce qui est le plus à craindre (disent-ils), ce n'est pas encore la tyrannie de la majorité, parce qu'en général, comme le dit Spencer, *ce ne sont pas les plus nombreux qui dirigent les moins nombreux*, mais c'est le naufrage des caractères élevés, des intelligences supérieures qui subordonne le peuple à des apôtres pernicioeux dont nous avons étudié la maligne influence. Pour un Napoléon, pour un Périclès, il y a cent Cléons, cent Marats, cent Boulangers, c'est pourquoi l'élément intellectuel doit surgir et intervenir chez les moins nombreux comme un *ferment essentiel* ».

« Si le suffrage universel qui représente la suprématie du nombre sur le mérite, et de la quantité sur la qualité peut donner la solution des problèmes d'un intérêt commun, s'il peut manifester les idées générales, s'il peut être utile quand il est besoin de constater un consentement de tous comme, par exemple, pour établir un impôt, etc., etc., il nous exposera volontairement à une erreur certaine dans les cas où suffirait à peine une intelligence supérieure pour donner un bon conseil ».

« C'est le bien-être, et non le pouvoir du plus grand nombre qu'il faut assurer; l'un exclut *nécessairement* l'autre, de même que la santé et la richesse d'un enfant sont en raison inverse de son indépendance absolue et de son bon plaisir ».

« Aidons, le plus possible, tout ce qui pourra augmenter le bien-être du bas peuple, mais quant au pouvoir à lui donner, ne le favorisons que dans la mesure où cela est nécessaire, pour arracher aux classes plus relevées ce qui est nécessaire à ses besoins ».

« Le suffrage universel une fois admis comme un torrent qu'on ne saurait détourner, il faut lui opposer le vote raisonné des hommes de plus grande valeur et qui peuvent voir plus clair que les autres ».

Voilà le respect et la confiance qu'inspire cette majorité dont la prédominance *est au fond la loi naturelle qui lui donne le droit de soutenir ce qu'elle veut*, bon ou mauvais, raisonnable ou absurde, dont la volonté légitime les pires attentats et qui aurait le droit, en bonne justice, de traiter d'anti-social tout fait qu'elle condamne.

La volonté *supposée* de la majorité comme fondement du droit pour elle de punir ceux qui lui résistent avec violence, n'a de base ni en fait ni en justice, d'après les mêmes auteurs qui en font la pierre angulaire de l'imputabilité du délit, puisqu'ils la déclarent incapable,

mineure, comparable à l'enfance, et fictive, qui affirment qu'elle a un droit à la formation des gouvernements, et cependant qu'elle est nulle, qui sont obligés d'avouer avec Spencer que ce n'est pas généralement les plus nombreux qui dirigent les autres, mais bien le contraire.

Rien n'est moins conforme à la vérité que cette supposition qu'un peuple *veut* tout ce qu'il supporte et tout ce qu'il souffre.

Qu'en règle générale ce ne soit point la majorité qui commande dans les États qui se disent libres, ni même chez les peuples à institutions démocratiques où existe le suffrage universel, c'est chose claire pour quiconque observe la réalité des choses, et ne se laisse pas fasciner par les apparences.

Partout où la majorité est lésée en tout et pour tout, lorsqu'elle supporte le poids le plus lourd des charges sociales et n'a que la part la plus petite des avantages sérieux, quand elle se trouve comme enveloppée d'un réseau d'injustices passées en habitude, partout où il en est ainsi, et il en est ainsi dans le monde entier (1), la majorité n'a aucun pouvoir, même si elle a le vote, parce qu'elle ne peut vouloir qu'on l'exploite et qu'on la sacrifie ; par force ou par ruse elle est assujettie, celui qui souffre l'injustice est un opprimé de fait, et une volonté dévoyée ou asservie ne peut être le fondement du droit.

Dans Lombroso et Laschi nous voyons plus d'assertions contradictoires que de raisonnements juridiques sur le sujet qui nous occupe et nous continuons à penser :

Qu'il n'y a pas faute à employer la force contre les pouvoirs qui en abusent pour fouler aux pieds l'humanité et la justice, et qui prohibent et punissent les protestations de la raison et les recours au droit ;

Que le délit politique et tous autres délits collectifs, dans le sens de délit coupable, consistent à employer la force pour détruire des pouvoirs qui n'en abusent pas à un très haut degré et qui permettent qu'on les attaque par des raisonnements, alors même que la liberté de discussion semblerait limitée, parce que cette limitation est bien plus apparente que réelle et tend toujours à diminuer et à disparaître.

Quand le recours aux armes ne constitue point une faute pour celui qui les prend, c'est le cas d'une guerre juste et de lui appliquer cette parole de Montesquieu :

Le responsable d'une guerre est moins celui qui la déclare que celui qui l'a rendue nécessaire.

(1) A de très rares exceptions, si même il y en a.

VII

En résumé : pour qu'il puisse exister des délits collectifs, il faut un milieu social qui y soit préparé, un pouvoir oppresseur et des populations ignorantes, immorales, en partie séditieuses et en partie apathiques, avec un contingent d'individus toujours prêts à l'émeute pendant que les autres en subissent passivement les désastreuses conséquences.

En outre du milieu social les révolutions et les émeutes doivent avoir une idée qu'on espère réaliser et amener à bonne fin. Cette force initiale, origine du mouvement, n'en est pas toujours la loi, parce que ceux-là mêmes qui la proclament y manquent trop souvent. C'est à cela qu'on doit le peu de succès des innovations, car il y a bien peu de gens qui soient convaincus de leurs avantages, même quand ils en jouissent, tandis que beaucoup ne voient que les désagréments qu'il y aura pour réaliser ces innovations et qui, dès lors, s'y opposent, et il en sort une réaction inévitable.

En tous cas, celui qui conçoit une idée utile et qui la propage, comme c'est son droit et son devoir, ne saurait éviter que ceux qui cherchent à la faire passer dans l'ordre des faits ne s'en écartent, plus ou moins. On n'a le droit d'exiger de lui que de la sincérité et les grands initiateurs sont des sincères.

La collectivité qui se révolte pour réaliser une idée qui est ou qu'elle croit bonne sera nécessairement hétérogène. Ce sont les gens de bien, les meilleurs d'entre eux-mêmes qui arborent la bannière du combat, mais aussitôt viennent se ranger à côté d'eux des médiocres, et, parfois, des méchants, car, lorsqu'on a recours à la force, la première condition exigée c'est l'aptitude au combat, qui, en général, chez le vulgaire, ne se rencontre pas avec les idées harmonisées d'une bonne cause qu'il s'agit de faire triompher.

Le contraste qu'on trouve parfois à voir certaines personnes mêlées à des collectivités militantes étonnera moins, si en outre de ce que nous avons déjà dit on considère que ceux qui trouvent que tout va très mal espèrent que tout changement, quel qu'il soit, ne pourra être que meilleur et que souvent les multitudes avilies par des pouvoirs oppresseurs arrivent à se retourner contre eux. Il peut se faire qu'en tête on trouve des penseurs, des hommes d'abnégation, l'élite de l'humanité, et en bas la lie du peuple, qui les immolera plus tard ou, tout au moins, les diminuera.

Quant à ceux qui se tiennent entre ces deux extrémités, ils se trouvent très bien comme ils sont, et l'organisation sociale leur paraît bonne, ou, si même elle leur paraît mauvaise, ils ne se sentent pas l'énergie nécessaire pour la combattre, et il en faut beaucoup pour se risquer à des pertes matérielles, à des dangers et à s'exposer à des calomnies, à des qualifications offensantes ou perfides. S'il y a bien quelques personnes pour s'exposer à tout cela, comment pourrait-on espérer qu'on en trouvera beaucoup et encore bien moins qu'on en trouvera en majorité?

L'autre reproche fait aux innovateurs religieux, politiques ou sociaux, c'est qu'ils n'apportent pas à leur œuvre un calme, qui, en fait, est incompatible avec elle; c'est comme si on voulait aller à l'assaut d'une brèche avec le bon ton et les manières d'une visite de cérémonie. Dans la première période de la lutte il y a toujours un certain degré inévitable d'exaltation et le nom de folie qu'on lui donne est plus niais qu'exact (1).

La lutte passionnée qui, dès qu'elle se prolonge, devient sanglante chaque fois qu'on en vient aux mains, doit être soigneusement évitée, et il ne faut y recourir que dans les cas extrêmes, lorsque les gouvernements suppriment les droits essentiels, étouffent la voix de la raison, et ne laissent plus d'autre moyen de protester que la protestation par les armes.

Les recours à la force qui allument des guerres civiles tendent à être de moins en moins fréquents chez les peuples civilisés, et il faut espérer qu'ils disparaîtront à mesure que l'on comprendra mieux le droit, et qu'on le respectera mieux.

Pourquoi, chez les nations plus avancées, n'y a-t-il plus de délits collectifs pour cause de religion? Parce qu'on y respecte la liberté de conscience.

Pourquoi n'y a-t-il plus de révoltes d'esclaves ou de serfs là où il n'y a plus ni esclavage ni servitude? Parce qu'on y respecte la personnalité humaine.

Pourquoi n'y a-t-il plus de révoltes pour causes politiques là où il y a la liberté politique et où l'on sait s'en servir? Parce que, quand la loi

(1) Une fois cette période passée on peut espérer le calme et tenter de le faire passer dans les esprits afin de consolider la paix. Nous nous rappelons avoir entendu dire à notre inoubliable ami D. Salustrano Olozaga combien il avait eu de travail et de mal à obtenir que le parti libéral arrivât à changer son épithète d'*exaltado* contre celui de *progressista*.

garantit le droit, aucune personne sensée n'a recours à la force et les insensés n'y sont qu'une minorité (sinon en nombre du moins en force), qui ne peut s'imposer que dans des pays médiocrement civilisés et policés.

C'est qu'en somme, dans la sphère civile comme en religion ou en politique, les délits collectifs disparaissent à mesure que le droit augmente et commande, et qu'on a dans les relations humaines la quantité de justice *indispensable* pour avoir la paix (1). Nous soulignons le mot *indispensable* parce qu'il y a une autre justice plus parfaite, plus désirable, une justice *idéale* qu'on peut espérer, qu'on doit rêver d'atteindre, mais qui n'est pas la condition nécessaire de l'harmonie qui rend inutile la lutte à mains armées.

Et si, dans les rapports civils, religieux et politiques les hommes obtiennent la paix quand ils ont le minimum de justice nécessaire, pourquoi n'en serait-il pas de même dans les rapports économiques ? La nature de l'homme, les lois de son esprit, les mouvements qui l'agitent, les passions qui l'excitent, ou la raison qui le guide, sont-ils donc tout différents et tout opposés, quand il s'agit des modes du travail et de la distribution des produits du travail, de ce qu'ils sont quand il s'agit d'égalité civile, de foi religieuse ou de liberté politique ? On ne saurait le soutenir. L'homme dans son essence est toujours le même, qu'il réclame la liberté civile, politique ou religieuse, qu'il se mette en grève, quel que soit enfin le but qu'il se propose ; avec de la justice, toutes les revendications raisonnables finiront et avec le temps toutes les autres disparaîtront.

Et comment établira-t-on l'harmonie entre le travail et le capital ?

Tout d'abord, et en passant, il faut faire remarquer que ce qu'on appelle le *problème* social ainsi posé est posé d'une façon si incomplète qu'elle en est erronée.

La mauvaise condition économique dans laquelle vivent les travailleurs, ou, du moins, la plus grande partie d'entre eux, dépend-elle seulement des *relations* du travail et du capital ? Ils le croient et c'est une grave erreur qui leur est préjudiciable, car le mal est l'effet de bien des causes et ils n'en combattent qu'une, qui dans certains cas est purement imaginaire, d'autres fois peu grave et qui n'est jamais la seule et unique.

(1) En exceptant toutefois, comme nous l'avons déjà dit, les peuples assez abaissés et abrutis pour pouvoir vivre en paix, sans justice.

Tous les économistes amateurs parlent de la *Loi d'Airain*. La loi d'airain ? n'y en a-t-il donc qu'une ? Plût à Dieu. S'il en était ainsi le travail pour l'abolir serait autrement avancé. Mais il y en a plusieurs et partout, et le pauvre les rencontre en tous lieux, alors qu'il croit qu'il n'y en a qu'à la fabrique et à l'atelier (1).

Quant à l'harmonie entre le travail et le capital, les uns la croient impossible, d'autres imaginent qu'elle sera parfaite grâce à des combinaisons desquelles elle doit résulter, à leur avis, combinaisons que nous n'avons pas à examiner dans un si court travail, en regrettant qu'à tout l'ensemble des questions sociales on donne le nom de *problème*, terme propre à induire en erreur bien des gens qui se figurent qu'on peut le résoudre vite et absolument avec tel ou tel système dont on appliquerait la formule.

Nous ne pensons pas que dans la sphère économique une révolution soit possible, mais seulement une évolution plus ou moins lente, selon la somme d'intelligences, de vertus et d'abnégations qui s'y sont dévouées. Mais, s'il n'y a pas nécessité de transformations rapides, il peut y avoir assez de modifications dans un espace de temps, relativement court, pour que dans les relations économiques s'introduise la quantité de justice nécessaire à la paix matérielle.

Ceci nous paraît non seulement possible, mais encore logique et faisable, parce que, comme nous l'avons dit, l'homme est toujours le même, qu'il demande une augmentation de salaire ou une augmentation de ses droits politiques, et, de ses aspirations à une justice croissante et généralisée, il doit résulter qu'elle se réalise, au moins dans la mesure nécessaire pour qu'il se résigne et renonce à la violence.

Dans quelques pays les violences sont devenues très rares parce que c'est la grève qui y est une force et non la violence, pourvu, bien entendu, que les grévistes ne causent aucun désordre. C'est l'emploi d'une arme, bonne ou mauvaise, mais non prohibée, et, si la grève inspire une certaine terreur, tout le monde, au moins, comprend maintenant qu'elle ne constitue pas un délit. La guerre sociale, si redoutable

(1) Nous dirons la Loi d'Airain parce qu'on l'appelle ainsi mais non parce que nous pensons que dans l'état actuel de l'organisation économique le fait auquel elle se réfère soit une loi, c'est-à-dire, *la relation nécessaire qui existe conformément à la nature des choses* (Montesquieu).

Ailleurs (Lettres à un ouvrier), nous croyons avoir prouvé que cette relation, n'étant pas constante, n'est pas nécessaire, et que, dès lors, ce n'est pas une loi, dans le sens général où ce mot se prend d'ordinaire.

et si redoutée, nous semble un sinistre fantôme, mais ce n'est plus qu'un fantôme et rien autre chose.

Que, par ci par là, il y ait encore quelques mouvements, quelques révoltes, des désordres, parfois même quelque atrocité, c'est possible et même vraisemblable, mais une guerre largement généralisée pour des causes économiques, nous ne la croyons plus possible.

Comment ont pu durer ces grandes guerres de Dix, de Vingt, de Trente et de Cent ans? Parce que les armées trouvaient des gens pour les nourrir et qu'elles vivaient aux dépens de ceux qui travaillaient pour eux. Mais quand ce sont des travailleurs qui sont soldats, la lutte pourrait-elle se prolonger longtemps dans une société où il y a tant de besoins et de complications? C'est ainsi, par exemple, que la grève volontaire des mineurs de charbons de Durham entraîna une grève forcée de 40,000 ouvriers du même comté, de 10,000 dans celui de Cumberland, de 50,000 dans les districts de Cleveland, soit un total de 100,000 travailleurs sans pain à cause de l'arrêt d'une seule usine, obligés de recourir à la charité publique parce que la grève forcée ne donne point droit aux secours des caisses de résistance.

Et, de plus, aujourd'hui les gens les moins exigeants ont de nombreux besoins qui bien que traités d'artificiels n'en sont pas moins des besoins impérieux, et les plus pauvres consomment des produits venus des antipodes.

Il faut bien remarquer que jadis quand une centaine d'hommes cessait de travailler, la société n'était privée que du travail de cent personnes, tandis qu'aujourd'hui une grève de cent ouvriers arrête toute une manufacture. Le travail qui manque est celui de machines arrêtées qui représentent des milliers de travailleurs.

Si, à cette énorme somme de travailleurs, c'est-à-dire de produits supprimés, résultat direct d'une grève, on ajoute ce résultat indirect que nous venons de dire, puisque les industries dépendent les unes des autres, on comprendra que le vide que laisserait la production générale deviendrait un abîme et que les travailleurs ne peuvent soutenir longtemps une lutte. Il y aura encore des luttes pour des questions sociales, mais il ne pourra plus y avoir de guerres sociales. La nécessité impérieuse de la production est ce que nous avons appelé le frein automatique plus fort que la force des armes, plus certain que le renoncement de ceux qui jouissent, et que la résignation de ceux qui souffrent.

Il y a des gens qui ne conçoivent point aucune harmonie ni par conséquent de paix en matière économique; pour nous, au contraire,

nous ne concevons point que dans quelque genre de rapports sociaux que ce soit, on ne puisse introduire la quantité de justice nécessaire pour arriver à la paix, sinon à la concorde.

Et quand il n'y aura plus de délits collectifs, comme nous croyons qu'il n'y en aura plus, à une époque plus ou moins éloignée, on verra diminuer dans de larges proportions les délits de droit commun qui, si souvent, ne se produisent et ne se multiplient que dans les insurrections et les révolutions, et y trouvent l'impunité et parfois une récompense.

Nous aimons à croire que ceux qui mettent toute leur foi à travailler à l'œuvre sociale, ne traiteront point d'illusion cette espérance raisonnée et qu'ils sauront éviter ces deux écueils, l'espérance dorée et la terreur irréflectie.

L'œuvre est pénible, elle exige du calme et le sentiment de la réalité des choses, mais cette réalité ne mène pas à faire le mal facilement, mais tout au contraire à se donner beaucoup de peine pour faire le bien.

CONCEPCION ARENAL.

La Pathologie sociale

— suite et fin —

ANOMALIES DE LA SPHÈRE POLITIQUE.

I

La société humaine présente, comme tous les organismes en général, une *hiérarchie* de cellules ou couches de cellules superposées les unes sur les autres et douées chacune de fonctions spécifiques. Déjà aux premières phases du développement embryonnaire, l'organisme animal se différencie en deux couches distinctes : la feuille primaire des intestins et de la germination végétatrice représentée par une couche cellulaire intérieure moelleuse et foncée, et la feuille animale primaire de la peau et de la germination animale représentée par une couche cellulaire extérieure de plus de consistance et de couleur moins foncée. Plus tard ces deux couches primaires de cellules se différencient en quatre couches, ensuite en un nombre plus grand encore et ainsi de suite jusqu'à la différenciation de couches que nous présente l'organisme des animaux des espèces les plus élevées. Des différentes couches organiques, le système nerveux et dans celui-ci les deux hémisphères du cerveau occupent le rang le

plus élevé de la hiérarchie cellulaire. Dans le cerveau se trouve concentrée la vie individuelle, tant somatique qu'intellectuelle et morale, et c'est lui qui règle l'action physiologique, morphologique et unitaire de toutes les cellules, de tous les tissus et de tous les organes. Il a été définitivement prouvé par la science moderne que les capacités intellectuelles et morales, la conscience et la volonté ne constituent que la résultante des processus qui ont leur siège dans la substance grise du cerveau et particulièrement dans la couche corticale. Mais dans le cerveau se trouvent en outre réunis les centres nerveux spécifiques, dont chacun correspond à une partie déterminée de cellules, de tissus et d'organes intérieurs et périphériques du corps. Indirectement la conscience et la volonté sont donc un produit non seulement du cerveau, mais de la totalité des cellules dont est constitué l'organisme dans son ensemble.

Dans la société humaine, le gouvernement représenté par les individus et les classes qui dirigent la vie économique, juridique et politique d'un pays ou d'un État, correspond à l'organe central du système nerveux animal. Mais, comme dans celui-ci, l'action centralisatrice du gouvernement ne se manifeste pas d'une manière isolée et hors du concours de l'organisme social dans son ensemble. Entre le gouvernement, organe central, et la masse des cellules-individus dont est formée la société, s'échelonnent des centres-médiateurs de second ordre, de troisième ordre, etc., d'après un système plus ou moins régulier. Le système hiérarchique lui-même d'une communauté est déterminé par son type aristocratique, oligarchique ou démocratique, par son organisation politique, monarchique ou républicaine, par son développement historique, par le caractère national, etc. Dans un État despotique, les degrés intermédiaires de l'échelle hiérarchique sont affaiblis, l'autorité se concentre de préférence au haut de l'échelle. Dans un pays démocratique le phénomène contraire a lieu et la coordination hiérarchique des différentes couches sociales entre elles devient plus mobile. Mais, quelle que soit la construction d'une communauté, le principe d'autorité et de discipline n'est pas un facteur qui vient s'ajouter seulement extérieurement pour régulariser l'action des énergies sociales; c'est un élément qui pénètre tout organisme social, comme aussi tout agrégat vivant de la nature, d'un bout à l'autre, depuis la cellule jusqu'à l'organe central. Nous ne respirons, nous ne digérons, nous ne sentons d'une manière régulière que parce que notre corps fonctionne d'après un système d'organes coordonnés hiérarchique-

ment, et que chacun de ces organes, pris à part, présente en outre, par lui-même, une association de cellules intégrées et différenciées d'après le même principe hiérarchique. De même, pour qu'un organisme social fonctionne régulièrement, il ne suffit pas qu'il ait à sa tête un gouvernement ; il est encore nécessaire que la vie de famille, l'industrie, le commerce, la propriété, les relations juridiques, etc., soient également pénétrés du même principe, car ce n'est qu'à cette condition qu'elles se prêteront au régime disciplinaire de l'organe central et que celui-ci pourra effectuer, par des réflexes directs ou indirects, son action excitatoire ou dépressive.

Mais comme l'organisme social est formé de cellules plus libres dans leurs mouvements que les cellules somatiques liées mécaniquement à des parties déterminées de l'organisme individuel, il s'ensuit que l'échelle hiérarchique que présente le système nerveux social est incomparablement plus mobile et variée que celle de notre corps. Cette motilité et variabilité augmente encore pour chaque communauté à mesure de son évolution progressive. Car un des symptômes essentiels du progrès consiste non seulement dans une concentration plus forte de l'autorité, mais concurremment dans un élargissement de la liberté. Ce n'est que quand l'autorité dégénère en despotisme et la liberté en licence que les différents facteurs dont est formée l'échelle hiérarchique d'une communauté se déséquilibrent, se heurtent réciproquement et désorganisent l'ensemble de la vie sociale. Il en résulte des états pathologiques que nous étudierons plus tard.

II

La loi fondamentale qui préside à l'évolution de la sphère politique de la société humaine et qui détermine l'unité d'action des énergies dont elle est composée, découle du principe de hiérarchie en analogie avec l'action physiologique qui règle la sphère économique, et du principe de délimitation morphologique des forces sociales qui préside à l'évolution de la sphère juridique. Et comme dans ces deux dernières sphères l'agencement des énergies sociales est déterminé concurremment par le système nerveux social et la substance sociale intercellulaire, de même dans la sphère politique les individus-cellules se groupent dans un ordre hiérarchique en couches, en organes et en unités par l'action concomitante de ces deux facteurs : le système nerveux, comme source première, et la substance

intercellulaire comme reflet et projection de celui-ci. Toutefois la construction hiérarchique d'une communauté ne présente pas un édifice s'élevant pyramidalement en lignes droites d'après une proportion mathématique simple. La spécialisation des fonctions économiques, des formes juridiques et des relations politiques entraîne des divergences dans la coordination hiérarchique des individus, des organes et des États qui, tout en garantissant l'unité d'action de toutes les énergies spécifiques, permet en même temps aux différentes parties de l'organisme social de se spécialiser et de se développer d'une manière plus ou moins indépendante. La semence d'une plante et l'embryon animal sont formés à l'origine de cellules uniformes et indistinctes; ce n'est qu'à mesure du développement de la plante et de l'animal que les cellules se groupent, se superposent et se spécialisent distinctement. Dans les plantes, les unes forment les racines, les autres les feuilles, les troisièmes les fleurs, les quatrièmes l'écorce, etc. De même, dans l'organisme animal, à mesure de son développement, une partie des cellules de l'embryon se spécialisent comme système osseux, d'autres forment le système musculaire, d'autres encore se réunissent en système nerveux et de celles-ci, il y en a qui se différencient en organes spécifiques, tels que l'œil, l'oreille, en nerfs moteurs et sensitifs, etc. Cependant malgré une telle différenciation chacune des cellules spécifiées conserve non seulement ses énergies originaires, mais encore la capacité de se développer dans toutes les autres directions. Toute cellule végétative et animale est un microcosme qui réunit en lui en germe toutes les énergies de la plante et de l'organisme animal dans son ensemble et dans toutes ses parties. L'organisme dans la plénitude de son développement ne présente que l'extériorisation des énergies latentes de la cellule, quel que soit le rang qu'elle occupe dans la hiérarchie des couches organiques et quelle que soit sa spécialisation. Prenez un rameau et même une partie quelconque d'une feuille et il s'en développera la plante entière. Le règne animal ne présente pas les mêmes conditions de multiplication par suite de causes spéciales dont est accompagné l'enfantement, surtout en ce qui concerne les espèces les plus élevées; mais le principe est le même.

Dans la société humaine, l'individu-cellule constitue également un microcosme qui réunit en lui en germe toutes les énergies sociales, dont l'organisme entier ne présente que la projection et l'extériorisation. Un individu, une feuille, détachés volontairement ou d'une

manière violente de la communauté, peuvent fonder une colonie, constituer un nouvel État avec toutes les conditions vitales nécessaires pour l'existence d'un État indépendant, qui ne portera peut-être que l'empreinte plus ou moins forte des traits caractéristiques dont a été doué le fondateur originaire. C'est que, comme toute communauté humaine présente une hiérarchie sociale patente, de même tout individu constitue une unité analogue, mais dont les énergies se trouvent encore dans un état de hiérarchie latente. Le principe de hiérarchie est non seulement immanent à la société humaine dans son ensemble, mais il l'est de même à chaque individu, comme aussi à chaque cellule de l'organisme naturel.

La cellule et l'individu, en construisant hiérarchiquement l'organisme et la société, parcourent consécutivement différentes phases et degrés de développement depuis le germe et l'enfance jusqu'à la maturité. La loi qui préside au développement du germe végétal de l'embryon animal et de l'homme en sa qualité de cellule germinatrice de l'organisme social est la même. Le germe, l'embryon et l'homme parcourent en raccourci toutes les phases consécutives par lesquelles ont passé les générations précédentes; seulement pour l'homme, après les phases de développement purement animal, viennent s'ajouter encore les phases exclusivement humaines, représentées par les éléments nerveux, porteurs de son intelligence et de ses qualités morales. Ces éléments se sont stratifiés dans le système nerveux de l'homme, et de préférence dans son cerveau, par un travail ininterrompu des générations précédentes au sein de la société humaine. Ce travail a été en même temps un travail actif et passif : actif en tant que les générations qui se sont succédé ont exercé leurs facultés intellectuelles et morales, passif en tant qu'elles ont subi les réflexes directs et indirects du système nerveux social. Chaque génération nouvelle, à moins qu'elle n'ait pris une marche rétrograde, a ajouté une couche d'éléments nerveux nouvelle au capital accumulé par les générations précédentes. Il s'ensuit que les individus appartenant aux générations subséquentes ont à parcourir consécutivement pendant leur développement individuel un plus grand nombre de couches nerveuses, porteurs de facultés intellectuelles et morales, que les individus des générations précédentes.

Les végétaux et les animaux, en tant qu'individus, atteignent toujours la plénitude de leur développement à moins d'être arrêtés dans leur croissance par le manque de nourriture, ou par des influences atmosphériques, à moins de succomber à des maladies ou à

des accidents, ou de devenir la proie d'autres organismes. Il en est de même de l'homme, considéré comme représentant d'une espèce. Mais comme l'homme ne saurait exister autrement qu'en société avec ses semblables, son évolution individuelle n'est pas analogue au développement des individus du règne végétal et animal, mais analogue à la cellule au sein de l'organisme individuel. Or, grâce à la construction hiérarchique de tout organisme individuel et de toute communauté sociale, les cellules et les individus ne sauraient atteindre, tous indistinctement, la plénitude du développement de leurs énergies, parce que, dans le cours de l'évolution de l'organisme auquel ils appartiennent, ils sont arrêtés dans leur développement par d'autres cellules et couches de cellules qui, après s'être superposées, entravent la manifestation des énergies des couches inférieures. Ces dernières, tout en conservant leurs énergies originaires dans un état latent, peuvent non seulement être réduites à un état de stagnation, mais être même forcées à régresser. Cette marche rétrograde dans le développement des cellules, des tissus et des organes est désignée en biologie comme *kataplasie* et *atrophie*. Tout organe atrophié se trouve dans un état kataplastique, sans par cela même présenter un cas pathologique. Notre corps contient un grand nombre d'organes qui ont été réduits à un état d'atrophie par suite de conditions défavorables à leur développement créées par les changements survenus dans le milieu biologique ambiant et par suite d'un manque d'exercice. Ainsi, les muscles de nos doigts qui, jadis, quand l'homme ne disposait pas encore d'instruments pour saisir sa proie ou cueillir les fruits des arbres, ont servi au mouvement de ses ongles, se sont atrophiés, faute d'exercice. Les animaux qu'on a trouvés dans des cavernes obscures avaient les yeux atrophiés. Les coutumes des temps préhistoriques, les superstitions infantiles des ancêtres refoulées jusqu'aux coins les plus obscurs des villages d'un pays, présentent également des cas d'atrophie psychophysique du système nerveux social, que les Anglais ont surnommés *revivals*, *survivances*.

Tout organisme et toute société présentent donc une hiérarchie de cellules-individus qui, à un moment donné, se trouvent à un degré différent de développement. Dans la société, c'est surtout par les différents âges d'une population, que cette hiérarchie se manifeste, non seulement sous le rapport physique, mais de même sous le point de vue intellectuel et moral. Les générations nouvellement arrivées, sont rarement arrêtées dans leur développement physique,

à moins qu'il n'y ait pénurie complète de moyens d'existence ou dégénérescence héréditaire de la race. Tout au contraire, c'est dans les classes inférieures d'une société qu'on trouve plus de forces physiques, grâce à l'exercice de celles-ci, et plus de santé, grâce à la modicité même des moyens d'existence. Il en est autrement du développement psychique. La différence dans l'éducation, dans la position sociale et dans les fortunes, a pour résultat une inégalité intellectuelle et morale, non seulement par rapport à des individus de différents âges, mais encore une inégalité très prononcée entre les membres adultes d'une société. C'est sous le point de vue psychique surtout que toute société, et avant tout, un pays civilisé, présente une hiérarchie, dont les marches s'échelonnent les unes sur les autres de la manière la plus variée, en même temps que différenciée. Même dans les pays qui marchent à la tête de la civilisation moderne, la masse de la population se trouve encore au niveau intellectuel et moral de l'enfance; ce ne sont que les classes élevées qui, par des transitions progressives, atteignent la plénitude du développement intellectuel, en spécialisant en même temps leurs facultés selon les exigences du milieu ambiant social. Sous ce rapport, toute société ne présente, à un moment donné et sur un espace plus ou moins limité, que le reflet de l'histoire de l'humanité entière, dont les générations, en se succédant, se sont, dans le cours de leur développement, élevées sur la même échelle hiérarchique intellectuelle et morale, à commencer par l'homme primitif et en finissant par l'homme cultivé de nos jours. L'enfant et l'homme du peuplé qui, dans plusieurs pays, même en Europe, ne savent pas encore ni lire, ni écrire, ce sont les hommes primitifs; l'adolescent et l'homme moyen qui, dans les pays civilisés, ne vivent encore de préférence, que de sensations, ce sont les hommes de l'âge héroïque et mythologique de l'histoire. Et ce n'est pas seulement en un sens figuratif qu'ils le sont, mais en réalité, car les éléments nerveux, porteurs de leurs facultés intellectuelles et morales, se sont arrêtés réellement à la phase de développement de l'homme primitif et de l'adolescent. C'est pourquoi aussi toute société constitue un microcosme social, vis-à-vis du macrocosme de l'humanité entière, non pas dans un sens allégorique, mais en réalité.

III

Le processus par lequel s'effectue l'arrêt et l'atrophie dans le développement des cellules et des différentes couches organiques est le même pour les organismes de la nature et la société humaine. La différence ne consiste qu'en ce que, dans le processus analogue social, prédomine, comme sous tous les autres rapports, le facteur psychique sur le facteur physique, et que par rapport aux différentes communautés mêmes, à mesure de leur évolution progressive, c'est le dernier facteur qui le cède toujours plus au premier.

Dans les organismes végétaux et animaux, les cellules placées accidentellement dans une position plus favorable vis-à-vis du milieu ambiant extérieur ou intérieur, ou douées d'énergies spécifiques plus intenses, refoulent, par une action coercitive mécanique ou chimique, les cellules moins favorisées à une position organique inférieure. En attirant à elles des substances nutritives en plus grande quantité et de meilleure qualité, elles en privent les cellules moins favorisées et forcent même celles-ci à un travail de transformation des substances dans le but de satisfaire leurs besoins spécifiques. Par une concurrence et une lutte pareilles, les cellules les mieux douées ou placées le plus favorablement, s'élèvent par degrés à des couches toujours plus élevées, en refoulant sans cesse à des positions subordonnées les cellules moins favorisées et en les forçant de plus en plus à un travail obligatoire plus spécialisé. Il s'ensuit la formation de couches et d'organes intermédiaires destinés à transférer les substances nutritives, après les avoir transformées à leur tour, aux couches et aux organes supérieurs.

Le même processus a lieu au sein de la société humaine par suite de la distribution inégale des richesses entre les individus et les classes sociales. La concentration des richesses entre les mains d'un nombre limité d'individus, force les classes inférieures de la société à produire des valeurs destinées à la satisfaction des besoins de ce petit nombre. Les valeurs produites sont certainement rémunérées par l'échange de valeurs correspondantes, mais la concentration de celles-ci entre les mains d'individus plus favorisés par la fortune n'en a pas moins pour résultat, une consommation plus intense de valeurs de la part de ceux-ci. C'est surtout le raffinement des besoins et leur satisfaction et le développement esthétique et intellectuel qu'une

telle consommation plus intense a pour résultat, et c'est par là que l'inégale distribution des richesses amène une distinction psychique entre les différentes classes de la société. Dans les pays cultivés, c'est par un travail plus intense que s'effectue principalement la concentration des richesses entre des mains privilégiées. Mais il n'en a pas été toujours ainsi. Dans l'état primitif de la société, c'était la violence qui amenait ce résultat accompagné de l'extermination de populations entières. Plus tard, c'étaient la conquête et l'asservissement des populations par les vainqueurs. Malgré le carnage et les ruines dont ont été accompagnées, de tout temps, les guerres tant internationales que civiles, c'était, dans le temps babares, déjà un pas en avant dans l'évolution progressive de l'humanité que l'accroissement d'une population indigène, au lieu de son extermination par le conquérant. Le résultat en a été, dans tous les pays conquis, la superposition d'une couche sociale, celle des vainqueurs, sur une autre couche, celle des vaincus. C'est par une pareille stratification de couches que la plupart des États européens se sont constitués à l'origine et encore aujourd'hui ils en portent les traits caractéristiques. Dans les pays qui ont été en proie à plusieurs conquêtes successives, les couches sociales se sont superposées en plus grand nombre, comme ce fut le cas pour l'Angleterre. Dans le cours de l'évolution historique, les différentes couches sociales de la plupart des pays conquis se sont rapprochées, entremêlées et croisées, les différences ethnographiques qui les distinguaient se sont, par degrés, effacées, les intérêts communs économiques, juridiques et politiques en ont formé des unités nationales. L'Anglais, le Français, l'Italien, se sent membre d'une unité sociale, sans se rappeler des différences ethnographiques qui ont présidé à son origine. Dans d'autres pays, ces différences se sont conservées intactes à travers les siècles, comme en Autriche, en Turquie, en Égypte, aux Indes orientales. Aussi ces pays ne représentent pas des nationalités, mais des États, dont l'unité se trouve garantie exclusivement par le gouvernement central, la force militaire et la classe des gouvernants. On peut dire que ces pays vivent, non par un seul système nerveux social, mais grâce à plusieurs de ces systèmes superposés ou juxtaposés les uns à côté des autres, et que ce n'est que par la violence ou une équilibration artificielle qu'ils parviennent à fonctionner en commun sans se détruire et s'affaiblir réciproquement.

Contrairement à ce qui a eu lieu dans le vieux monde et en partie dans l'Amérique centrale et méridionale, les États-Unis d'Amérique

ont été dès leur origine même fondés par la colonisation. La population indigène, peu nombreuse, a été rejetée à la périphérie, la distinction des classes en vainqueurs et vaincus y manque complètement. Ce n'est que par la distribution inégale des richesses et leur concentration entre un nombre restreint de mains que la société y est différenciée en plusieurs couches superposées les unes sur les autres. Le système électif appliqué à la création de tous les pouvoirs publics n'y donne naissance qu'à une couche sociale mobile de gouvernants, renouvelée de fond en comble périodiquement.

IV

Les cellules-individus et les tissus-couches, après s'être, dans les organismes de la nature et la société humaine, superposés les uns sur les autres dans un ordre hiérarchique, quelle que soit l'origine de cette hiérarchie, doivent nécessairement réagir les uns sur les autres d'une manière distincte. Les cellules des couches inférieures auront la tendance naturelle à s'élever aux couches supérieures, tandis que celles-ci manifesteront, ne fut-ce que par un sentiment naturel d'inertie et de conservation, la tendance à entraver et à réprimer la marche ascendante des premières. Cette opposition des tendances est naturelle, parce que ce n'est qu'à cette condition que la différenciation hiérarchique des cellules et des couches peut en général s'effectuer et se conserver dans un organisme. Si dans notre corps toutes les cellules visaient à devenir des cellules nerveuses et à appartenir au système nerveux, la formation des systèmes osseux, musculaire, vasomoteur serait impossible. Ce n'est que parce que la plus grande partie des cellules de notre corps, originellement de même nature, s'est, dans le cours de son développement, arrêtée aux phases inférieures de l'évolution ou à mi-chemin et différenciée sous l'influence du milieu ambiant intérieur ou extérieur, que notre corps est doué de tous les organes nécessaires à la lutte pour l'existence, à l'adaptation au milieu, ainsi qu'au fonctionnement physiologique, morphologique et unitaire. Une société composée seulement de savants, d'artistes, de juges, d'administrateurs et d'hommes politiques correspondrait à un organisme doué seulement d'un système nerveux à l'exclusion de tous les autres. Ce serait un pays à l'instar de ceux qu'avait visités Gulliver. Il en serait de même d'une armée composée seulement de généraux. Au lieu de former une force organisée propre à combattre l'ennemi, elle ne

représenterait qu'un agrégat de cellules sans aucun lien hiérarchique et disciplinaire.

Quels sont les facteurs qui arrêtent le mouvement ascendant des cellules-individus appartenant aux couches inférieures dans les organismes de la nature et la société humaine et qui donnent aux couches supérieures les moyens de produire cet arrêt?

C'est d'abord la *position* une fois occupée. La devise de la cellule qui se trouve dans une position d'infériorité vis-à-vis de celle qui, par un accident ou une raison quelconque, s'est réservée une place plus favorable, se résume dans le dicton : ôte-toi de là que je m'y place. La cellule supérieure a au contraire pour devise : j'y suis et j'y reste. C'est le facteur primordial et par conséquent le plus naturel de toute stratification organique et sociale. Il a pour source d'un côté le principe d'action et de l'autre le principe d'inertie qui, tous les deux, par leur concordance indissoluble en même temps que par leur opposition mutuelle, produisent tous les phénomènes de la nature. Le droit des *primi occupantes* a été de tout temps sanctionné par les législations comme un droit naturel immuable. Ce droit ne peut être exercé par un individu ou une personne juridique qu'à l'exclusion des autres personnes ou d'autres associations qui, dans leurs tendances à en user de leur côté, sont arrêtées et réprimées par ceux dont elles voudraient occuper la place. En considérant ce double point de vue, tout ce mouvement, ascendant d'un côté, descendant et dépressif de l'autre, qui a pour résultat la différenciation de tout organisme, ainsi que de la société humaine, en une hiérarchie d'individus, de tissus, de classes et d'organes superposés les uns sur les autres, on se convainc facilement de l'importance du facteur que nous avons désigné comme *position*, en ce qui concerne la construction hiérarchique de toute communauté.

Cependant la vie d'un individu et encore plus celle d'une cellule organique n'étant que fort brève en comparaison de la vie d'un organisme et d'une société, le facteur de la position occupée n'aurait que des conséquences très passagères si ce facteur n'était renforcé par un autre facteur, celui de l'hérédité.

Les cellules organiques se multiplient dans les tissus et les organes auxquels elles appartiennent, en produisant de préférence des cellules de même qualité : les organes du système nerveux produisent des cellules nerveuses et les tissus musculaires des tissus musculaires. Il en est de même de la société humaine surtout en ce qui concerne les communautés à construction coercitive comme, par exem-

ple, celles qui subissent le système des castes. Dans celles-ci les différentes castes : celles des prêtres, des guerriers, des industriels et des agriculteurs ne se recrutent que par la multiplication de leurs propres membres. Dans la plupart des États européens la noblesse constitue encore aujourd'hui une caste à part et ce n'est que le monarque qui a le droit d'y élever les membres appartenant aux autres classes de la population. C'est par cette raison que dans de telles communautés l'hérédité par le sang est un des facteurs les plus puissants de leur différenciation hiérarchique et en même temps l'élément conservateur par excellence des droits établis et de la constitution d'un pays. Grâce à l'hérédité, le facteur de la position occupée se transforme, d'un facteur à courte durée, en un facteur aussi durable que la communauté elle-même; il s'éternise.

Dans les sociétés sorties de l'état barbare, à l'hérédité par le sang vient se joindre un autre facteur de nature secondaire mais néanmoins d'une importance de premier ordre comme agent constructeur de la hiérarchie sociale. C'est l'hérédité des noms et des titres. Cette espèce d'hérédité est-elle naturelle ou exclusivement conventionnelle? — Elle est l'un et l'autre en même temps. Il est indifférent qu'une personne ait pris dès l'origine tel nom, comme il eût été indifférent qu'un arbre fût une herbe et une herbe un arbre. Mais la filiation des générations une fois établie, ce serait dépersonnifier les hommes que d'appeler le fils d'un autre nom de famille que le père, comme on causerait une confusion inextricable dans la langue si on appelait la postérité végétale d'un arbre, herbe, et *vice versa*. Un nom propre ou un nom de famille n'est donc qu'un signe, porteur d'un réflexe psychophysique comme tous les signes qui servent d'intermédiaires entre les parties du système nerveux social. Ce n'est qu'en tant que l'opinion publique reconnaît un nom qu'il a de la valeur. Il y en a qui sont des marques d'opprobre. Il n'est pas indifférent de porter, comme descendant, le nom de Hugo, de Pouschkine, de Schiller ou celui d'un obscurantin dont la vocation a été d'éteindre le flambeau de la science et de l'art. Il n'est pas indifférent de porter le nom d'un héros populaire ou d'un traître à la patrie. Les porteurs de noms illustres forment quelquefois des centres autour desquels viennent graviter, indépendamment même des qualités personnelles de leurs représentants, les souvenirs, les aspirations et les espérances de générations entières. C'est en ces occasions que le caractère psychi-

que d'un nom comme signe pour l'action réflexe du système nerveux social apparaît dans toute sa netteté.

Les noms de famille titrés ne sont que des noms élevés à une puissance plus ou moins forte en vue d'y attacher une plus grande considération sociale, d'y concentrer d'une manière plus intense l'opinion publique. Les titres constituent donc un facteur plus puissant encore que les simples noms de famille pour la construction hiérarchique d'une communauté.

La gratification de titres héréditaires peut-elle être reconnue comme conforme aux intérêts d'une communauté, ou bien l'institution de titres se trouve-t-elle en contradiction avec la justice sociale, n'étant que le fruit de l'ambition et de la vanité d'une minorité jalouse de retenir la position élevée qu'elle occupe dans la hiérarchie sociale non seulement viagèrement mais encore pour tout l'avenir? Notre réponse ne saurait être douteuse. S'il y avait des titres aux États-Unis d'Amérique, la postérité de Washington ne mériterait-elle pas d'être marquée à l'attention de toutes les générations futures de la République par le titre le plus élevé qu'elle pourrait accorder aux descendants de l'homme qui doit être considéré comme le fondateur même de la République? Toutes les générations futures, tant qu'existeront les États-Unis, ne jouiront-elles pas du fruit des travaux et des exploits de Washington? De même est-il injuste que les descendants de Rourik portent en Russie le titre de prince, puisque c'est lui qui est le fondateur de l'État russe? Mais que la postérité de la maîtresse d'un prince soit gratifiée d'un titre héréditaire, c'est un des abus de pouvoir les plus révoltants, puisqu'il a pour résultat la concentration de la considération publique sur un acte originellement immoral, pour tout l'avenir, autant qu'existera cette postérité. Que dire de la vente de titres qui, dans un passé encore peu éloigné, a été pratiquée par les petits princes indépendants, en Allemagne et en Italie?

Ainsi, en tant qu'un titre héréditaire sert de marque et de signe pour concentrer l'attention du système nerveux social sur les descendants de ceux dont l'action bienfaisante retentit encore dans son sein, la gratification de ces titres de la part d'une nation ou d'un gouvernement qui la représente ne peut être que justifiée. Hors de cette condition nécessaire les titres héréditaires ne servent qu'à former artificiellement une caste, séparée par des signes honorifiques du reste de la communauté, et à éveiller dans la masse de la popu-

lation des sentiments d'envie et de haine contre une inégalité non méritée.

Aux agents constructeurs de la hiérarchie sociale, déterminée par la position des cellules-individus et des couches sociales, par l'hérédité du sang, des noms et quelquefois des titres, vient se joindre encore un facteur puissant, c'est l'hérédité des fortunes. Nous avons déjà exposé plus haut les bases naturelles de cette hérédité et les conséquences que doit entraîner son abolition. Nous nous bornerons à relever ici que, dans une société démocratique, dans laquelle les différentes classes ne sont pas différenciées par l'hérédité d'extraction ou de titres honorifiques, ce facteur est prédominant dans la construction hiérarchique de la société.

Tant que la distribution des richesses dans une telle société se trouve en harmonie avec la loi d'évolution progressive que nous avons résumée dans la formule : augmentation de propriété concurrentement avec l'élargissement de la liberté ; tant que l'inégalité des fortunes présente une échelle ininterrompue de marches moyennes entre les extrêmes : la modicité en bas et la grandeur des fortunes en haut de l'échelle ; tant que la concentration des fortunes en haut de l'échelle est le résultat d'un travail productif plus intense et non un accaparement de valeurs d'un caractère parasitique, la différenciation hiérarchique d'une société qui a pour cause l'inégalité des fortunes, correspond parfaitement aux lois naturelles qui président à l'évolution progressive de la vie organique en général. Ce ne sont que les états pathologiques dans la sphère économique que nous avons déjà étudiés, qui donnent naissance à des anomalies dans la construction hiérarchique d'une société sous l'influence de l'hérédité des fortunes.

Il peut y avoir encore une autre cause pathogénésique, c'est la trop grande mobilité de l'échelle hiérarchique, le manque d'équilibre et de consistance qui caractérise les sociétés démocratiques.

Une législation, comme celle de l'Angleterre, qui favorise la constitution de grands biens-fonds en majorats inaliénables, atténue le principe de mobilité attaché à l'inégalité dans la distribution des richesses ; mais, comme l'Angleterre est en même temps un pays aristocratique, cette législation n'y fait que renforcer le principe hiérarchique qui découle de l'hérédité par le rang, les noms et les titres. Avec les législations qui favorisent au contraire la division des fortunes, comme en France et en partie en Russie, il y a à l'inverse opposition dans la construction hiérarchique de la société entre les deux

facteurs. Un pays, privé d'une aristocratie historique, dans lequel la hiérarchie sociale est déterminée par la concentration des fortunes entre les mains d'un petit nombre de citoyens, constitue le type ploutocratique social. Lorsque la classe des chevaliers romains acquit dans l'ancienne Rome une influence prépondérante, la République romaine avait déjà changé de caractère : d'une société aristocratique elle s'était transformée en une ploutocratie. Les États-Unis d'Amérique sont sur le point de se transformer aujourd'hui d'une société purement démocratique, en un type ploutocratique.

V

Toute communauté humaine peut, indépendamment des principes de consanguinité, de l'hérédité des noms et des titres et de l'inégalité des fortunes, se différencier encore par l'action des réflexes du système nerveux social. Grâce à cette action, elle peut faire le *choix* entre les individus et les classes entières pour abaisser les uns et élever les autres. C'est un travail de *triage* qui peut donner un résultat, soit positif, soit négatif au physique autant qu'au psychique. Une femme qui choisit pour mari un homme débile par la seule raison qu'il est titré ou qu'il dispose d'une bonne fortune, peut en donnant le jour à des enfants maladifs causer par son choix la dégénérescence d'une postérité nombreuse. Il en sera de même pour le psychique si son choix tombe sur un individu sain de corps, mais immoral et stupide. L'opinion publique, en élevant ses idoles sur un piédestal immérité et en rabaissant le vrai mérite, n'agit souvent qu'à l'exemple de cette femme. Cependant, à mesure qu'une société progresse, ce travail de triage se perfectionne et s'ennoblit. Le système nerveux social acquiert plus de sensibilité et plus de capacité pour discerner les vrais promoteurs de la science, les poètes par vocation intérieure, les artistes de talent de ceux qui ne se drapent extérieurement que du mérite d'autrui. Mais combien de génies ont péri de tout temps avant même de se faire valoir, moins par suite de persécutions ouvertes qu'en proie à l'indifférence et aux calomnies des contemporains ! Et il en sera de même à l'avenir de ceux qui, dans leur évolution psychique, devanceront de trop le siècle auquel ils appartiennent. Faute de contact entre leurs aspirations et les réflexes du système nerveux de la société contemporaine, ils vivront dans un milieu social ambiant qui leur sera hostile ou pour le moins leur manifestera du mépris et de l'indifférence.

Tout membre d'une société cultivée est dès son bas-âge soumis au triage social. En commençant par les écoles primaires et en finissant par les universités et les instituts spéciaux supérieurs, la jeunesse y subit au moyen d'examens réitérés un triage incessant. Ce ne sont que les plus capables qui atteignent le faite de l'échelle hiérarchique d'éducation.

Pour les adultes le triage s'effectue par voie d'élection qui ne présente qu'une action réflexe du système nerveux social, systématisée et réglée par des prescriptions législatives plus ou moins précises. Il y a des pays où le système électif est appliqué à la construction de toute l'échelle hiérarchique des pouvoirs publics comme aux États-Unis d'Amérique. Il y en a où ce système n'est appliqué qu'au bas de l'échelle comme en Russie. Les maires y sont élus par les communes mêmes, ainsi que les représentants des assemblées des districts et des provinces par les différentes classes de la population. Mais quel que soit le système électif, il implique toujours l'action réflexe du système nerveux social dans le but de constituer une échelle sociale hiérarchique sur une base autre que celle qui repose sur les principes de l'hérédité et de la richesse acquise. Dans les pays où ces derniers facteurs prédominent, le système électif peut être faussé plus ou moins sous leur influence ; il n'en découle pas moins d'une source opposée. — Est-elle parfaitement pure, cette source ? — Elle le serait si les électeurs, au moins dans leur majorité, étaient des modèles de désintéressement, d'impartialité et de bon sens. A en juger d'après le résultat des élections dans les pays même les plus avancés en civilisation, on pourrait en douter. Plus loin nous indiquerons les rapports dans lesquels se trouvent le système électif et le principe d'hérédité avec les éléments libéraux et conservateurs au sein de la société. A cette place nous nous bornerons à étudier les avantages et les défauts des deux systèmes sous le point de vue du triage hiérarchique qu'ils effectuent.

Le triage par hérédité est-il favorable au progrès de l'humanité sous le rapport physique d'abord ? En dernier résultat, oui, puisque l'humanité actuelle par l'effet d'une sélection et d'une ségrégation naturelle dès l'âge primitif s'est perfectionnée au physique. Cependant la question, si les générations actuelles doivent être considérées comme jouissant de plus de santé que les précédentes, reste encore ouverte. Ce n'est que par une statistique médicale très précise et très détaillée qu'elle pourra peut-être être décidée dans l'avenir. Sous ce rapport, comme sous tous les autres, l'humanité ne progresse pas

en ligne directe. Sa marche progressive subit des déviations incessantes et des revirements plus ou moins prolongés. Une disette générale, une guerre exterminatrice, le syphilis, l'alcool et l'opium peuvent causer un regrès physique à des générations entières. Mais, abstraction faite de ces fléaux de l'humanité, c'est en général la pénurie des moyens d'existence autant que leur excès qui causent la dégénérescence physique des individus ou de classes entières, dans le premier cas par le manque de substances nutritives suffisantes surtout au bas âge, par des habitations défectueuses et malsaines et par le surmenage d'un travail prématuré, dans le second cas par l'excès même de nourriture, par les raffinements excessifs du luxe et par les facilités à rassasier les passions immorales.

Dans les temps primitifs et barbares le triage physique s'effectuait par la violence et la coercition. Le vainqueur était en même temps physiquement le plus robuste et le plus fort. Il s'emparait des femmes les plus saines et les plus belles et laissait une postérité plus nombreuse et physiquement mieux formée que celle des vaincus. Le mariage par capture, pratiqué encore aujourd'hui par quelques peuplades sauvages et dont les vestiges se sont conservés sous forme de survivances dans les cérémonies nuptiales en plusieurs pays civilisés, ne représente qu'un mode spécifique de l'accaparement de la femme par violence. Ce mode aussi était favorable au progrès physique des races, parce que ce n'étaient pas, certes, les femmes malades et les laidronnes qui étaient l'objet de la capture ; c'étaient également les individus mâles les plus robustes et les plus courageux qui s'y décidaient. Le mariage par achat, en marquant un adoucissement dans les mœurs, a fait entrer dans la relation des deux sexes un nouveau facteur, la richesse. Au commencement ce facteur ne pouvait influencer d'une manière défavorable l'évolution progressive de la race humaine sous le rapport physique, puisque ce n'étaient que les hommes les plus forts physiquement qui étaient à même d'acquérir plus de richesses et de les défendre en cas d'attaque, et que c'étaient les femmes les mieux formées qui étaient achetées. La race turque s'est embellie par l'achat de belle esclaves circassiennes pour les harems de Constantinople et des autres centres de la puissance turque. Il en fut autrement lorsque la société humaine, sortie de l'état barbare, fut à même de garantir la possession à ses membres physiquement même les plus faibles. Alors la richesse devint non plus la proie des plus forts, mais le fruit du travail du plus habile ou du plus rusé. L'habileté et le ruse ne coïncident cependant pas toujours

avec la force et la santé, et c'est surtout le cas en ce qui concerne l'héritage des fortunes qui se trouvent souvent entre des mains débiles. Malgré leur débilité, ces individus disposent de plus de moyens de pratiquer le mariage par achat ouvert comme dans les pays semi-barbares, ou par achat masqué comme dans les pays civilisés où c'est le plus souvent la fortune qui décide du choix du mari par la femme. Le système de dot pratiqué de nos jours dans la plupart des pays civilisés produit le même effet quant au choix de la femme par l'homme. Ce n'est pas l'inclination naturelle des sexes, ce n'est pas l'amour qui les réunit, mais des conditions de fortune. Il s'ensuit qu'une forte partie de la population féminine entre en mariage malgré la défectuosité physique, tandis qu'une autre partie, la plus apte au mariage, en est forcément exclue. Un tel état de choses ne peut que favoriser la prostitution, cette tache honteuse que la civilisation moderne porte à son front.

Dans les États-Unis d'Amérique, le système des dots est le moins en vogue, aussi est-ce là que l'amélioration physique de la race se fait le plus remarquer.

Mens sana in corpore sano.

Mais il ne s'ensuit pas que la marche de l'évolution intellectuelle et morale soit toujours parallèle au développement physique de l'homme. Non seulement des individus isolés, mais des classes sociales et des races entières présentent, sous ce rapport, des divergences très marquées. Ce sont ordinairement les classes inférieures dans une société civilisée qui se distinguent par la vigueur de leurs forces physiques. Sous ce rapport, la race anglo-saxonne entière l'emporte sur la plupart des nationalités du continent. Elle n'en est cependant pas moins intelligente. Plus une communauté possède d'individus qui réunissent à un physique robuste et sain, une intelligence plus développée et des facultés morales plus élevées, plus le système nerveux d'une telle communauté manifestera d'énergie vitale dans l'agencement de ses forces économiques, juridiques et politiques. Une grande somme de valeurs non seulement échangeables, mais encore sous forme de services et d'énergies latentes, est dépensée et consommée improductivement pour subvenir à ceux qui non seulement sont peu aptes au travail, mais qui en outre ont besoin de services médicaux, d'un milieu hygiénique adapté à leur débilité physique et des moyens livrés par la bienfaisance et le travail d'autrui pour soutenir leur existence. Plus le nombre de pareils

individu est grand, plus les parties du système nerveux social qui y touchent de plus près sont paralysées dans leur action. C'est une charge morte que la société doit porter au détriment de son énergie vitale. Cette charge est encore augmentée de tous les éléments parasitiques qui pullulent au sein d'une société cultivée, de toutes les valeurs d'utilité neutre, sans parler des utilités négatives qui agissent à l'instar de poisons. Faut-il s'étonner que la société moderne soit sur le point de succomber sous une telle charge et que le malaise qu'elle en ressent soit général et profond? Ce n'est par un travail de triage incessant, jamais interrompu, en partie conscient, mais pour la plupart sous-conscient et inconscient, que la société parvient à supporter la charge de tous les éléments inertes et dangereux, charge qui lui est dévolue par l'évolution précédente et par le niveau de son développement actuel. En les séparant des éléments plus énergiques et sains, en les refoulant en arrière, en les atrophiant, la société procède en analogie avec le travail de sécrétion par lequel tout organisme désassimile et rejette hors de lui les substances nuisibles ou superflues.

Le triage sous le rapport intellectuel et moral s'effectue au sein de la société de préférence au moyen des réflexes du système social. Toute éducation, tout enseignement implique l'action systématisée de réflexes nerveux appliquée à développer les facultés intellectuelles et morales de la nouvelle génération. Mais ce n'est pas seulement la jeunesse; tout membre adulte subit pendant sa vie entière l'action éducatrice de la société. Pour la jeunesse le triage s'effectue en la faisant passer des écoles primaires par l'enseignement moyen aux écoles supérieures et spéciales à l'aide d'un système d'examens périodiques. En Chine le système d'examens est appliqué même aux adultes dans le but d'en faire un triage pour l'échelle hiérarchique des employés d'État. Aussi, traité qu'il est jusqu'à son âge mûr en mineur, le Chinois ne reste toute sa vie qu'un grand enfant.

L'éducation officielle finie, tout membre d'une société n'en subit pas moins l'influence, en s'adaptant au milieu social ambiant et en réagissant sur celui-ci à son tour. Par un tel agencement psychophysique réciproque entre l'individu, les associations, les classes et le système nerveux social dans son ensemble, les éléments plus énergiques, doués de plus de vitalité, mieux adaptés aux exigences organiques des parties et du tout, s'élèvent par leur travail, leur position, leurs relations au-dessus des éléments plus faibles, superflus ou hostiles à l'évolution sociale. Le système électif, qu'il soit appli-

qué dans la sphère politique pour constituer le gouvernement, ou dans la sphère économique pour choisir le chef d'une industrie, ou dans la sphère de l'intelligence et du sentiment esthétique pour constituer une corporation de savants, d'artistes ou d'écrivains, ne présente que le même travail de triage, seulement réglé et sanctionné par des prescriptions législatives. Les élections sont des examens institués pour les adultes afin de décider des plus aptes à occuper une position déterminée sur l'échelle hiérarchique de la société. Les examinateurs sont remplacés par les électeurs et les élèves par les aspirants à la position sociale à occuper.

Lequel des deux modes de triage, triage par voie héréditaire, ou par action réflexe du système nerveux social, présente plus de garanties à l'évolution progressive physique, intellectuelle et morale de l'humanité? — Pour le physique, c'est sans aucun doute le triage par hérédité qui en décide. Pour les organes sociaux qui servent d'expression au mouvement intellectuel, esthétique et éthique de la société, c'est sans aucun doute l'action réflexe, sous l'influence exclusive de laquelle le triage doit s'opérer. Ce n'est pas la naissance et l'extraction qui décident de l'admission à l'Académie française ou à l'Institut. Mais entre ces extrêmes, il y a des positions mixtes qui sont remplies par la coopération simultanée du principe héréditaire et de l'action réflexe du système nerveux social. Pour celles-ci ce n'est que l'évolution progressive antécédente et la construction typique de la communauté même qui peuvent décider lequel des deux modes de triage serait à préférer. La Russie, monarchie héréditaire, a produit plus de grands monarques que la Pologne, monarchie élective. La Russie a donc eu des avantages sur la Pologne non seulement grâce à un pouvoir central plus fort, plus indépendant et plus conséquent dans ses actes, mais encore sous le point de vue des capacités intellectuelles et morales des monarques.

C'est que le triage par réflexes présente des désavantages aussi profonds que le triage par hérédité, mais de nature opposée.

Le triage par hérédité n'est pas, comme tel, sujet à l'erreur. Il est le principe organique conservateur par excellence. Il lègue à la postérité la plus éloignée, non seulement les qualités normales de l'individu, mais de même ses défectuosités et ses défauts. Il ne dépend pas de l'individu d'influer d'une manière directe sur l'héritage qu'il laisse à ses enfants comme organisation physique. Ce n'est qu'indirectement qu'il peut exercer, sous ce rapport, une influence par le choix de la femme et par sa vie personnelle. Mais ce choix lui-même,

ainsi que la manière personnelle de se comporter, dépendent de toute une série de réflexes psychophysiques indépendamment du principe même d'hérédité.

Le triage par réflexe, par sa nature plus mobile, est sujet à l'erreur dans un degré plus ou moins fort, selon l'état même des éléments nerveux par lesquels les réflexes sont produits. Tout état pathologique du système nerveux d'une communauté se reflètera nécessairement sur le choix des individus qui doivent représenter, dans quelque position que ce soit, économique, juridique ou politique, l'opinion publique générale ou les tendances et les aspirations des différentes classes sociales. Une société en proie à une des maladies spécifiques du système nerveux social que nous avons énumérées plus haut, tendra à imprimer à ses élus, les idées, les passions, les vertus et les défauts dont elle-même est imprégnée. Sous ce rapport la sentence : les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent, est pleinement justifiée. Pour que le système électif, quels que soient ses modes et ses dimensions : élections locales, corporatives ou suffrage universel, donne des résultats favorables, il faut donc auparavant préparer le terrain qui lui sert de base, en élevant les éléments sociaux, appelés à participer aux élections, au niveau intellectuel et moral des devoirs qu'ils ont à exercer. La réclame, la phrase, l'agitation électorale, tous les faux moyens de se faire valoir réussissent plus facilement vis-à-vis d'une foule incohérente et inconsciente que devant un nombre restreint d'électeurs parfaitement éclairés sur les qualités de la personne éligible, ainsi que sur les intérêts de la société et de l'État. Mais dès que ce petit nombre perdra de vue le bien public et se laissera influencer par les intérêts exclusifs de son parti, au détriment de la communauté, les élections en seront infailliblement faussées. Le correctif proposé par le parti libéral pour parer à de telles déviations, le suffrage universel, pourrait y suffire à condition seulement de présenter des éléments aptes à remplir cette tâche. Mais la masse des électeurs participant au suffrage universel peuvent, de leur côté, tomber dans les mêmes erreurs et les mêmes tendances exclusives que le petit nombre, et alors les élections en seront faussées tout autant, mais sur un niveau intellectuel et moral plus bas. L'Angleterre a produit ses plus grands hommes d'État et ses orateurs les plus éloquents, quand par suite de l'influence de la gentry et par l'existence des soi-disant bourgs pourris, le système électif n'était exercé que dans des limites très restreintes. Ces limites ont été élargies depuis, très fortement, mais

le niveau des talents des élus de la nation a baissé au lieu de s'élever comme on l'espérait.

Dans les démonstrations qui précèdent, nous avons fait abstraction des principes de conservation aussi nécessaires au développement progressif de toute communauté que les éléments libéraux. Nous nous sommes borné à étudier la construction de l'échelle hiérarchique sociale et les états pathologiques qu'une construction défectueuse et anormale de cette échelle peut entraîner. Nous avons déjà marqué quelques-unes de ces défauts. Par les démonstrations qui vont suivre, nous aurons l'occasion d'en relever encore un grand nombre.

VI

Comme dans la sphère économique et juridique ce n'est pas l'uniformité et la simplicité des rapports et de la structure, mais au contraire la multiplicité et la coordination de plus en plus riche des relations et des délimitations qui marquent un plus haut degré de développement, de même dans la sphère politique c'est la multiplicité des degrés hiérarchiques et leur connexité en même temps plus immédiate, plus fortement prononcée et plus libre qui caractérisent l'évolution progressive dans cette sphère. *L'inégalité hiérarchique* la plus grande est donc, pour la société humaine, l'idéal vers lequel elle tend dans sa marche progressive, en conformité avec les tendances physiologiques et morphologiques de l'organisme social vers un idéal d'inégalité économique et juridique, successivement toujours plus grande. Mais comme pour celle-ci l'idéal ne consiste pas dans une inégalité abrupte, sans transition entre les extrêmes, mais dans une chaîne ininterrompue de termes moyens se rapprochant les uns des autres toujours plus près, de même l'idéal social hiérarchique se réalise au moyen d'une échelle ininterrompue d'individus-cellules, de familles, d'associations et de classes superposées les unes sur les autres, jusqu'aux organes centraux qui représentent la souveraineté unificatrice de la communauté, échelle dont chaque marche inférieure touche aussi près que possible à la marche supérieure.

Une telle organisation hiérarchique correspondrait de plus près à celle de notre corps, le plus parfait des organismes de la nature. Car les cellules, les tissus, les organes, les systèmes organiques de notre corps présentent aussi une échelle hiérarchique ininterrompue

et richement différenciée d'énergies psychophysiques, à commencer par la cellule germinative et en finissant par l'organe central du système nerveux, le cerveau. Chaque organe d'un ordre plus élevé règle l'action des cellules et des groupes de cellules d'un ordre inférieur et obéit en même temps aux organes qui lui sont superposés, jusqu'au cerveau qui unifie l'action de tous les organes et de toutes les cellules dans leur ensemble. — Dans les organismes végétaux et animaux moins parfaits, les termes moyens de l'échelle hiérarchique entre l'élément unificateur et la cellule sont peu développés, atrophiés ou manquent totalement. Les corps inorganiques ne présentent qu'une agglomération de molécules rassemblées autour d'un centre de gravitation unique.

L'inégalité sans transition d'un extrême à un autre, en marquant un degré inférieur de développement, constitue, lorsqu'elle est accompagnée d'une évolution régressive, un état pathologique pour la société comme pour tout organisme de la nature.

L'atrophie et la suppression des liens hiérarchiques intermédiaires entre les organes centraux et les cellules primaires, enfantent, dans une société fortement constituée, le despotisme aux deux extrémités de l'échelle hiérarchique ; par contre, dans une société qui se trouve en voie de désorganisation et dont les éléments d'unification sont ébranlés, il en résulte un état pathologique avec tous les symptômes de l'anarchie soit au bas de l'échelle sociale, soit à son faite. En Chine, l'organisation sociale repose sur des bases solides ; mais les termes hiérarchiques intermédiaires y manquent tout à fait. Le principe d'autorité s'y est concentré d'un côté dans la personne du chef de famille et de l'autre dans la personne de l'Empereur. Entre ces deux extrémités de l'échelle hiérarchique il n'y a que le petit nombre d'employés envoyés dans les provinces par l'autorité centrale. Il en résulte une asthénie dans les réflexes du système nerveux de la société chinoise, une torpidité extrême dans la vie intérieure, une stagnation psychique générale. Il en est de même de la plupart des pays musulmans. Au Japon au contraire les termes hiérarchiques intermédiaires ne manquent pas, grâce à une aristocratie fortement constituée ; aussi le Japon est-il plus accessible à l'influence de la civilisation moderne et s'est-il jeté, de nos jours, de plein pied dans la voie d'une évolution progressive. — Dans les républiques de l'Amérique du Sud, la construction défectueuse de l'échelle hiérarchique amène des crises incessantes et fait balloter les communautés entre l'anarchie et le despotisme militaire. La Russie au

contraire présente, à côté d'un pouvoir central souverainement fort, une grande richesse de termes moyens qui s'appuie en partie sur le principe héréditaire et en partie sur le principe électif. Grâce à ces liens intermédiaires, la société russe constitue un organisme dont toutes les parties sont coordonnées de manière à garantir en même temps l'intégration et la différenciation des forces sociales. L'ancienne Egypte, s'étant différenciée d'après le système des castes, a fini par un procès de lignification qui a arrêté l'expansion de ses forces à l'extérieur et étouffé sa vie intérieure. Il en est de même en partie des Indes orientales de nos jours. Par contre l'échelle hiérarchique des États-Unis d'Amérique, qui s'appuie exclusivement sur le principe électif, manifeste une extrême mobilité. Cette mobilité n'implique pas, aujourd'hui, de dangers sérieux, mais seulement grâce à la position isolée des États-Unis dans le nouveau monde et grâce au mouvement expansif de sa population sur un terrain encore vierge. Il en sera autrement dès que ce mouvement aura atteint ses limites et que les États-Unis entreront dans l'arène internationale des luttes politiques. Son système hiérarchique devra s'adapter alors aux conditions créées par le nouveau milieu ambiant. Si son organisme s'y refusait, les chances de la lutte avec d'autres communautés plus fortement constituées pourraient bien être défavorables.

L'inégalité hiérarchique la plus simple, sous condition d'être accompagnée de degrés transitoires, étant l'idéal vers lequel toute société tend dans son évolution progressive, on se demande en quoi le principe d'égalité peut se manifester dans la sphère politique ?

Nous avons énoncé plus haut que, dans la sphère économique, l'inégalité dans la distribution des fortunes trouve son contre-poids dans une mesure égale de la valeur pour toutes les richesses échangeables, et que, quant à la sphère juridique, l'inégalité des relations dans le domaine du droit est contrebalancée par l'égalité devant la loi, comme mesure formelle d'estimation de l'activité des membres d'une société.

Eh bien, comme les tendances du système nerveux social vers l'unification des procédés physiologiques s'extériorisent dans la sphère économique dans la recherche d'une mesure égale pour toutes les valeurs échangeables et divisible proportionnellement à leur valeur même, comme les mêmes tendances vers l'unification morphologique se réalisent dans la sphère juridique par l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de race, de nationalité, de

fortune et de classe; dans la sphère politique les tendances unificatrices de l'organisme social trouvent leur expression dans l'égalité de tous ses membres devant le pouvoir *souverain*, quelle que soit la forme qu'il prenne. Comme dans une monarchie absolue tous les sujets indistinctement sont obligés à reconnaître le pouvoir souverain du monarque régnant, de même dans une république démocratique tous les citoyens sans exception sont soumis à la souveraineté du peuple. L'égalité devant la souveraineté du pouvoir central contrebalance donc la multiplicité des relations hiérarchiques dans la sphère politique, comme dans la sphère économique une mesure égale forme le contre-poids à la distribution inégale des fortunes, et l'égalité devant la loi le contre-poids à la multiplicité des rapports dans la sphère juridique.

Et comme l'application même de la mesure économique unifiée et de la loi égale pour tous porte un caractère coercitif, de même l'exercice de la souveraineté porte un caractère autoritaire. L'égalité dans toutes les sphères sociales n'est réalisée en dernier résultat que par la coercition; l'inégalité au contraire est le fruit du libre exercice des forces sociales. Vouloir transférer le principe d'égalité dans le domaine qui, par la nature même des choses, est assigné au libre exercice des facultés intellectuelles et morales de l'homme, c'est y transporter en même temps la coercition, qui, en se dénaturant dans un milieu ambiant artificiel, doit nécessairement dégénérer en tyrannie et despotisme. L'erreur des communistes, des collectivistes et des socialistes d'État consiste justement en ce qu'ils s'imaginent pouvoir réaliser l'égalité économique hors du principe de coercition, dont elle est le produit et auquel elle est indissolublement liée.

Les idéalistes qui pensent que l'unification économique, juridique et politique peut être réalisée par la liberté, abstraction faite de tout principe de coercition, commettent une erreur dans un sens opposé. Ils transfèrent les principes de liberté et d'inégalité dans ce domaine qui repose sur les principes d'égalité et de coercition. Si chaque membre de la société avait une mesure différente pour déterminer la valeur des produits, les échanges pourraient-ils s'effectuer sur un pied aussi large qu'aujourd'hui? S'il dépendait du bon vouloir de tout citoyen de reconnaître ou de récuser une loi, de se soumettre ou de résister au pouvoir souverain, la désorganisation d'une telle société ne serait-elle pas imminente? Aussi la liberté, transférée dans le domaine social qui appartient à la coercition, dégénère-t-

elle bientôt en licence, et le principe d'égalité est, comme conséquence nécessaire, supplanté par le principe d'inégalité.

Les principes d'inégalité et d'égalité se manifestent-ils également par rapport à l'humanité entière, considérée comme un organisme unitaire dans le passé, le présent et l'avenir? — Sans nul doute. — Le principe d'inégalité est représenté par la diversité des races, des nationalités, des États, des classes sociales et des individus. Le principe d'égalité trouve son expression dans l'estimation égale de tous les hommes en leur qualité d'êtres intellectuels et moraux. C'est l'égalité devant Dieu, principe absolu de toute souveraineté. Le christianisme ayant proclamé ce principe, celle des églises chrétiennes qui se croit appelée à réaliser la cité de Dieu sur la terre, l'église catholique, s'arroge par cela même un pouvoir absolu sur tous les États et sur toutes les consciences. Aussi est-ce la question de souveraineté qui a provoqué les luttes et les guerres acharnées qui ont rempli tout le moyen-âge et dont les échos se font sentir encore aujourd'hui. Il y a encore un chemin immense à faire pour que l'humanité réalise l'idéal chrétien, celui de ne former qu'un seul troupeau mené par un seul berger. Cependant les tendances unificatrices dans le domaine de la science, de l'art, de la bienfaisance témoignent que cet idéal ne cesse d'être le phare autour duquel l'humanité tend à rassembler ses membres dispersés (1).

VII

La conception primaire des phénomènes de la nature nous marque deux états : celui de repos et celui d'action. Comme tous les phénomènes de la nature en général, nous ne pouvons concevoir ces deux états que comme des rapports ; il n'existe pas de repos absolu, comme il n'y a non pas plus d'action illimitée. Nous en jugeons par nous-mêmes, parce que nous nous sentons simultanément comme une force qui agit et comme un corps limité qui résiste à l'action des forces. Ce n'est que par une analogie tirée des conceptions et des impressions subjectives que nous sommes en général à même de juger de ce qui se passe hors de nous.

Repos et action, matière et force étant ainsi, selon nos conceptions, les deux états de relation de tout ce qui existe, ce n'est pas

(1) Tome V, la théologie naturelle.

seulement tout corps inorganique qui se présente à nous sous ce double aspect; le même principe se manifeste à nous dans toute la nature organique, notre corps et nos facultés intellectuelles et morales y inclus. Tous les organismes sont en même temps matière et force, corps et âme, sont des êtres psychophysiques, et non seulement dans leur ensemble, comme individus, mais encore dans toutes leurs parties. Les deux principes sont indissolublement liés, immanents l'un à l'autre.

La cellule est pour l'organisme ce que la molécule est pour le corps inorganique, la partie d'un tout plus ou moins limitée et résistante, plus ou moins énergique et agissante. Comme les corps inorganiques sont formés de molécules dont les unes se trouvent relativement plus en repos et d'autres manifestent relativement plus d'action, de même dans chaque organisme il y a des cellules, plus équilibrées à l'intérieur, plus résistantes aux influences du dehors, et d'autres douées de plus de mobilité, plus impressionables et plus capables de réagir contre le milieu ambiant. La biologie désigne la première de ces deux catégories d'éléments organiques comme *cellules durables* (Dauerzellen), la dernière comme *cellules variables* (Bildungszellen) (1). Quant aux plantes, c'est l'écorce et la moelle qui sont principalement formées de cellules durables; les feuilles, les fleurs et les racines contiennent, au contraire, en plus grande quantité des cellules variables, et c'est dans les végétaux surtout que ces deux catégories de cellules se différencient d'une manière plus nette et plus constante. Au sein des organismes animaux cette différenciation se manifeste d'une manière moins précise et plus coulante. Ici les tissus, les organes et les systèmes organiques sont doués des deux catégories de cellules sans qu'il soit toujours possible d'en déterminer le caractère et les limites d'action. Cependant on ne saurait douter que les cheveux, les ongles, la peau, les os ne soient formés de préférence de cellules durables, et que, dans la formation des nerfs, des muscles, des globules du sang ne prédominent les cellules variables.

La société humaine présente les mêmes relations de repos et d'action, de consistance et de variabilité dans ses parties et dans son ensemble, que les organismes végétaux et animaux. La différence ne consiste que dans une plus grande complexité de ces relations et dans la prédominance toujours plus forte du facteur psychique, prédo-

(1) T. II, chap. XIV.

minance qui va toujours en augmentant à mesure de l'évolution progressive de la société. Mais quelle que soit la place qu'une communauté occupe sur l'échelle des êtres organisés, elle ne saurait se passer des deux éléments dont sont formés tous les organismes de la nature, de cellules durables et de cellules variables. A la première de ces deux catégories de cellules correspondent les éléments *conservateurs* d'une communauté, représentés par les individus et les associations d'individus intéressés à résister à la transformation des conditions vitales établies, à conserver tout ce qui a été acquis, accumulé et construit en vue de raffermir la conscience du corps social. Aux cellules variables correspondent les éléments *libéraux* d'une société, représentés par les individus et les classes enclines à transformer le système nerveux social et la substance intercellulaire selon les besoins, les exigences et les idées nouvellement surgies, à s'adapter avec plus de facilité aux changements imposés par le milieu ambiant.

Là où il y a différence de tendance et d'action, il y a antagonisme et lutte. Comme au sein des organismes végétaux et animaux, les cellules durables et variables se trouvent constamment en une tension opposée les unes aux autres ou comprises en une lutte ouverte, de même dans toute société les éléments conservateurs et libéraux manifestent des énergies soit latentes, soit patentes opposées. C'est de cette opposition même que découle le principe vital de toute société, comme de tout organisme. La cessation de cette opposition impliquerait la désorganisation, la dégénérescence et la mort de tout organisme.

L'hérédité constitue, dans la nature organique et dans la société, l'élément conservateur par excellence, car ce n'est que grâce à cet élément que les énergies physiques et psychiques, une fois acquises et accumulées, ne disparaissent pas avec l'individu sans laisser de vestiges, mais passent comme un héritage inaliénable aux descendants les plus éloignés. L'espèce et le type végétal et animal se sont formés par l'hérédité et ce n'est que grâce à elle que l'homme en naissant dispose en germe de toutes les énergies intellectuelles et morales que les générations précédentes ont accumulées et condensées en couches successives qui se sont superposées dans le système nerveux sous l'influence du milieu ambiant social. Aussi, l'hérédité par le sang a constitué de tout temps le principe conservateur social. La différenciation de l'espèce humaine en races, la constitution de la famille et du clan, le système des castes, la classe

nobiliaire, le principe dynastique lui doivent leur naissance. Nous avons déjà exposé plus haut de quelle manière l'hérédité par le sang est renforcée et élevée en puissance par l'hérédité des noms, des titres et des fortunes, surtout de la grande propriété foncière. Un pays où les classes élevées concentrent entre leurs mains tous ces avantages est, par sa nature même, plus conservateur qu'un pays où l'un ou plusieurs de ces facteurs manquent ou sont disjointement distribués entre les différentes classes sociales. Une noblesse privée de la base solide de la grande propriété foncière présente un élément conservateur affaibli, comme aussi une bourgeoisie, quoique riche, mais privée de traditions de famille et exposée à toutes les fluctuations dans la distribution des richesses et des capitaux engagés dans l'industrie, le commerce et surtout dans les spéculations financières à la bourse.

Malgré la puissance de ces facteurs conservateurs secondaires, la consanguinité n'en est pas moins la source primitive. Elle est le lien qui, par une chaîne ininterrompue joint toutes les générations les unes aux autres et embrasse tout le genre humain comme unité organique. L'humanité entière, sous le point de vue de la consanguinité des générations, apparaît comme un seul arbre immense dont les racines se perdent dans la nuit des temps primitifs et dont les ramifications innombrables apparaissent aujourd'hui comme des membres disjoints et quelquefois isolés. Mais leur extraction commune ne se manifeste pas moins dans l'analogie de leur structure intérieure et extérieure ainsi que dans l'identité fondamentale des aptitudes intellectuelles et des facultés morales de tous les hommes, malgré la diversité *des races* et des degrés de développement. Aucune imitation, aucune suggestion, aucune action réflexe ne seraient possibles entre les différents membres du genre humain, s'il n'y avait dans le passé, aussi éloigné qu'il puisse être, un point de contact par le sang, par l'intermédiaire d'un ancêtre commun.

Si le principe conservateur dans la nature organique et dans la société est représenté de préférence par l'hérédité, le principe de variabilité trouve son expression dans la tendance des organismes à s'adapter au milieu ambiant intérieur et extérieur. Par l'adaptation, directe ou cumulative, les organismes acquièrent de nouvelles aptitudes physiologiques, subissent des transformations morphologiques et changent de type et de caractère individuel. Il en est de même des organes, des tissus et des cellules qui font partie d'un organisme individuel et pour lesquels cet organisme même constitue

le milieu ambiant auquel ils sont forcés de s'adapter. Les cellules qui se plient les premières à cette nécessité d'adaptation, sont les cellules variables, et dans les organismes doués d'un système nerveux, ce sont les cellules les plus excitables. Dans la société humaine, qui n'est douée que d'un système nerveux à l'exclusion des autres systèmes, les cellules variables qui se prêtent le plus à l'influence du milieu ambiant social et qui inclinent le plus facilement à s'y adapter, sont celles qui ne sont pas liées d'une manière irrévocable par des liens de sang au passé, aux traditions et en général aux principes conservateurs de la communauté. Elles changent d'activité et se transforment plus tôt et avec plus de facilité sous l'influence des réflexes directs et indirects qu'échangent constamment toutes les parties du système nerveux social au moyen de la parole, de l'écriture et de l'art. Ce n'est pas sans raison que tous ces modes d'exprimer la pensée et le sentiment ont été surnommés arts *libéraux*. C'est que les cellules qui donnent naissance à ces réflexes et qui les subissent avec le plus d'énergie sont les cellules libérales de la société en opposition avec les cellules conservatrices qui reposent sur la base solide de l'hérédité. L'opinion publique, en tant qu'elle trouve son expression dans la parole publique, dans la presse et dans les produits de l'art, est le résultat de l'action réflexe du système nerveux social, aussi est-elle toujours plutôt libérale que conservatrice. Il en est de même du système électif qui, comme nous l'avons démontré plus haut, ne constitue qu'un mode plus net et réglé par la législation pour l'opinion publique de formuler ses arrêts. Aussi, les élections, de concert avec la presse, ont-elles été de tout temps l'arme la plus sûre pour répandre et faire triompher les idées et les institutions libérales.

Voilà donc deux tendances opposées qui se font jour dans tout organisme social : les tendances conservatrices représentées par les cellules-individus, pour lesquelles le principe d'hérédité, de la tradition, de la consistance organique sert de point de départ, et les cellules-individus variables qui, en subissant avec le plus d'intensité l'action des réflexes du système nerveux social, représentent les principes libéraux. La connexion et la coordination des éléments conservateurs et libéraux est différente selon le type économique, juridique et politique d'une communauté. La grande propriété foncière et la concentration des capitaux entre un petit nombre de mains, la division de la société en classes privilégiées s'élevant au-dessus de la masse de la population, la forme monarchique héréditaire de l'État font prédominer les éléments conservateurs, tandis

que le morcellement de la propriété immobilière, le partage des fortunes mobilières, la construction démocratique d'une société, l'éligibilité des fonctionnaires et du chef suprême de l'État garantissent la prédominance aux éléments libéraux. La tension opposée et la lutte des deux éléments peuvent, selon le type de la communauté dont ils font partie, favoriser l'évolution progressive d'une société ou la faire rétrograder sous le rapport économique, juridique ou politique.

Dans le premier cas il en résultera une augmentation de propriété, de droit et d'autorité concurremment avec un élargissement de la liberté, dans le second cas il y aura décroissance de tous ces facteurs. Les résultats positifs ou négatifs de la tension et de la lutte des deux éléments opposés dépendront pour chaque type social du caractère même des tendances qu'ils manifesteront et des moyens dont ils se serviront dans la lutte. La dépression excessive d'un des éléments par l'autre en contradiction avec les intérêts vitaux de la communauté, pouvant causer la déformation du type lui-même et entraîner la dégénérescence d'un de ces facteurs, constitue un symptôme pathologique pour la société qui le subit. La force médicatrice dont dispose la société la fait alors réagir contre un tel état anormal. Les éléments libéraux déprimés sont renforcés par les éléments *radicaux*, qui ne présentent que ces mêmes éléments, mais doués de plus d'énergie et enclins à surpasser les limites normales après s'être engagés dans la lutte. Les éléments conservateurs refoulés dans leur expansion manifestent de leur côté une *réaction* qui tend à réprimer les excès des éléments opposés. La lutte entre de pareilles tendances extrêmes donne toujours lieu à des crises économiques, juridiques ou politiques et témoigne d'un état social pathologique. L'anarchie et le despotisme représentent les deux pôles auxquels cette lutte peut aboutir. Plus la lutte s'approche de l'un ou de l'autre de ces pôles, plus elle se trouve en opposition avec l'évolution progressive de la société. Une communauté ballottée entre les deux extrêmes du radicalisme et de la réaction, étant jetée d'une crise dans une autre, doit finir par une désorganisation intérieure ou devenir la proie d'un ennemi du dehors.

VIII

La construction hiérarchique de la société, quels que soient les facteurs qui la déterminent, économiques, juridiques ou purement politiques, a fait l'objet de nos études dans la sphère politique, par la raison que ce n'est que grâce au principe de hiérarchie que l'organisme social s'unifie et que le travail d'unification se produit non seulement au sein de la sphère politique, mais simultanément dans les trois sphères, immanentes qu'elles sont les unes aux autres.

Nous avons déjà indiqué plus haut les cas pathologiques causés par les déviations partielles de l'état normal et des lois naturelles qui président à la construction unificatrice de la société en analogie avec les mêmes tendances dans les organismes de la nature.

En résumant nos déductions en une thèse générale, nous arrivons à la conclusion que l'évolution progressive d'une société s'effectue en proportion directe du surplus d'énergies vitales de son système nerveux et des plus-values de sa substance intercellulaire qui résultent de la construction de son échelle hiérarchique, tandis que toute déviation de la norme hiérarchique entraîne un affaiblissement et une dégénérescence économique, juridique ou politique. Une société progresse en conséquence, quand les énergies spécifiques les plus intenses et le mieux adaptées prennent par le triage le dessus sur les énergies moins aptes à remplir le rôle qui leur est dévolu soit par leur position, soit par leur extraction, soit par l'échange des réflexes du système nerveux social concurremment avec la distribution de la substance sociale intercellulaire et en conformité avec le type de la communauté. Tout élément défectueux ou dégénéré étant élevé à une marche supérieure de l'échelle hiérarchique, la société est forcée de le supporter comme une charge sans en recevoir en échange une action qui puisse l'en indemniser. Une telle charge implique par cela même un cas morbide plus ou moins prononcé et difficile à guérir. En proportion de l'élévation des éléments négatifs sur l'échelle hiérarchique, la charge croît toujours en puissance; on pourrait même affirmer que le poids en augmente dans une proportion géométrique. Toute personnalité indigne, toute classe dégénérée, en occupant une position plus élevée et en disposant par cela même de plus d'autorité, peut, par les excitations et les dépressions qui partent de l'organe central dont elle fait partie, devenir incom-

parablement plus dangereuse que si elle était réduite à agir à un degré hiérarchique inférieur. A mesure de l'accroissement de la charge négative soit en quantité, soit en qualité, le cas morbide partiel peut dégénérer en un état pathologique général, en une diathèse morbide et aboutir à la désorganisation de la société dans son ensemble.

Le processus de triage hiérarchique peut par lui-même manifester un caractère positif ou négatif. En rejetant de son sein les éléments pernicioeux, en les refoulant à sa périphérie en analogie avec le travail de sécrétion des organismes de la nature, la société effectue un triage dans le sens négatif. L'exécution capitale, la déportation, la réclusion temporaire ou viagère, le bannissement vers les bas-fonds sociaux des individus moralement dégénérés sont les moyens dont la société se sert pour se débarrasser de ces éléments. Au contraire, en élevant la jeunesse dans les principes de moralité, en éclairant la population par l'enseignement, en soutenant les faibles, en encourageant les timorés, en défendant les opprimés, en corrigeant les égarés, en élevant le vrai mérite, la société effectue un triage dans le sens positif. Plus une société agit dans ce dernier sens, plus elle dispose d'énergies vitales, en conservant même celles qui autrement auraient dû se perdre par le travail de sécrétion, et moins elle a de charge inutile à supporter grâce à la construction mieux équilibrée de l'échelle hiérarchique. La coordination sociale en couches superposées les unes sur les autres sera dans ce cas le résultat d'un mouvement ascendant partiel ou général, tandis que le triage en sens négatif implique toujours un mouvement descendant. Un pareil triage n'est cependant strictement nécessaire que pour éloigner de la société les éléments incorrigiblement dangereux. Tout triage négatif hors de ces limites implique toujours une évolution sociale régressive. Les organes centraux et les classes élevées d'une société qui au lieu d'attirer à eux les couches sociales inférieures les rabaissent matériellement et intellectuellement, effectuent un triage dans le sens d'une évolution régressive. La majorité de la population d'un tel pays finira par former une masse nécessiteuse, ignorante et inerte vis-à-vis des classes supérieures, privilégiées et autoritaires, ou vis-à-vis d'un gouvernement despotique et rapace. Les degrés intermédiaires de l'échelle hiérarchique d'une telle société étant disparus, la marche ascendante de la masse populaire ne sera plus possible. Les pays orientaux, la Turquie, la Perse, la Chine nous présentent de telles constructions hiérarchiques défectueuses. Dans les États-Unis d'A-

mérique au contraire la masse populaire se trouve comprise dans un mouvement ascendant grâce à l'enseignement universel et obligatoire, grâce à la participation active au gouvernement local et central et grâce à la protection dont jouit le travail national. Le niveau des degrés inférieurs de l'échelle hiérarchique en s'élevant progressivement les rapproche dans la société américaine de plus en plus des classes supérieures qui à leur tour ne font que monter.

En Europe ce mouvement ascendant est ralenti par plusieurs facteurs, tels que la surcharge des budgets pour l'entretien de la force armée, la lutte des classes privilégiées avec la masse ouvrière, l'antagonisme entre l'État et l'Église, les traditions historiques, les crises intérieures et les guerres internationales. — L'échelle hiérarchique dans la plupart des pays d'Europe a plus de consistance, celle des États-Unis plus de mobilité. Ce sont deux types d'organisation hiérarchique, dont les extrêmes présentent des dangers et peuvent donner lieu à des états pathologiques, mais qui l'un et l'autre n'excluent pas, dans leur état normal, la possibilité d'une évolution progressive.

PAUL DE LILIENFELD,
Membre de l'Institut international de Sociologie.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

SOMMAIRE. — 1^o Les anarchistes; 2^o Congrès ouvriers et socialistes; 3^o Crédit populaire; 4^o Caisses d'épargne; 5^o Retraites et secours mutuels; 6^o Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents; 7^o Syndicats et bourses du travail; 8^o Conditions du travail; 9^o Musées sociaux.

1. — Pour la seconde fois aux cours de nos chroniques, nous sommes obligés de parler de la secte anarchiste, dont le dernier attentat a été dirigé contre M. Carnot, Président de la République, tombé au cours du voyage qu'il faisait à Lyon à la fin du mois de juin 1894, sous le couteau de l'anarchiste italien Caserio. Ce crime, qui ne se justifiait

par rien, qui atteignait un homme modéré, sage, honnête au sens le plus élevé du mot, révélait dans sa brutalité le but exclusivement destructeur des doctrines anarchistes. Atteint dans son représentant le plus digne, le pays tout entier laissa éclater une douleur profonde en même temps qu'une indignation générale contre les révolutionnaires; cet assassinat a certainement prouvé aux « propagandistes par le fait » qu'ils étaient universellement réprouvés par la nation et qu'ils n'étaient considérés que comme de vulgaires malfaiteurs. On sait les funérailles nationales grandioses que le pays, auquel s'associèrent les puissances étrangères, fit au Président Carnot, le 2 juillet 1894. Sentant le besoin de placer à la tête de l'État un homme énergique et libéral à la fois, le Parlement éleva à une grande majorité à la présidence de la République M. Casimir-Périer, dont le caractère et l'intelligence avaient été précédemment remarqués tant à la présidence de la Chambre qu'à la présidence du Conseil des ministres. Au bout de six mois, pour des motifs demeurés encore obscurs, M. Casimir-Périer donna sa démission : une seconde fois, l'Assemblée nationale, réunie à Versailles le 17 janvier 1895, affirmait ses tendances modérées et démocratiques à la fois, en nommant M. Félix Faure président de la République. Dans ces deux circonstances, les partis avancés, socialistes et radicaux, subirent un important échec de la part de la majorité de la représentation nationale.

À la suite de l'attentat de Caserio, le gouvernement, estimant qu'il fallait à la société des moyens de défense énergiques contre les attentats anarchistes toujours renouvelés, déposa à la Chambre un projet destiné « à empêcher les anarchistes de recruter de nouveaux adhérents et à mettre hors d'état d'exécuter leurs funestes desseins ceux qui étaient déjà contaminés » ; vivement attaqué par la minorité de la Chambre, ce projet fut voté après diverses modifications et devint la loi du 20 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes (1); c'est donc une loi de préservation sociale, qui a pour objet de punir et de déférer aux tribunaux correctionnels les actes de provocation à certains crimes et délits dans un but de propagande anarchiste. Est-ce l'effet de la crainte inspirée par les différentes lois votées depuis 1892 contre les anarchistes ? est-ce la répression impitoyable exercée à juste titre contre les auteurs de crimes anarchistes ? est-ce l'activité de la police et l'énergie du gouvernement, qui ont arrêté les

(1) *Journal officiel* du 29 juillet 1894.

tristes exploits de la propagande par le fait ? Toujours est-il que depuis l'assassinat de Lyon les anarchistes n'ont guère fait parler d'eux, et que l'année 1894 et l'année 1895 se sont déroulées sans attentat, malgré deux ou trois bombes isolées, non suivies d'explosion, d'ailleurs, et dont la provenance anarchiste n'a pas été établie. Souhaitons que ce sujet ne revienne plus dans nos chroniques futures.

2. — Une des formes sous lesquelles la vie sociale du pays tend à se manifester chaque année davantage est celle du congrès : dans tous les domaines, arts, sciences, lettres, politique et économie sociale, c'est un moyen de réunir en un faisceau collectifs les efforts individuels, et à ce titre les congrès représentent assez bien les tendances des groupes qui les composent. En ce qui concerne notre matière, et sans parler naturellement du congrès de l'Institut International de sociologie, analysé dans cette Revue en octobre 1894, et qui eut un tout autre caractère, deux congrès méritent particulièrement d'être cités : le *congrès national du parti ouvrier français* tenu à Nantes, et le *congrès ouvrier* réuni à Dijon, tous deux en 1894. Le congrès de Nantes, qui se serait plus exactement appelé « congrès du parti socialiste français » a eu un grand retentissement, car il contenait le programme d'action du socialisme en France. Considérant la conquête des ouvriers des villes par le socialisme comme chose faite ou en voie de se faire sûrement, le congrès a déclaré qu'il y avait lieu désormais de diriger les efforts du parti vers les paysans. Très habilement, on a résolu d'écarter tout ce qui pourrait effrayer et détourner les habitants des campagnes, comme par exemple la grève générale ou la nationalisation du sol, pour diriger la lutte uniquement contre celui qui ne cultive pas la terre par lui-même, mais qui la fait cultiver par un fermier. L'attitude du parti socialiste paraît quelque peu contradictoire, quand on le voit prêcher le collectivisme et la suppression de la propriété privée aux ouvriers des villes, et le maintien de la propriété individuelle aux paysans : mais pour échapper à cette objection, le congrès de Nantes avait cru pouvoir formuler comme principe justificatif que « les producteurs ne sauraient être libres que lorsqu'ils seront en possession des moyens de production » ; de là cette double conséquence : conserver la propriété individuelle là où le moyen de production peut rester aux mains du producteur, comme la terre ; établir la propriété collective là où l'appropriation individuelle n'existe pas et est impossible à raison de l'outillage mécanique, comme dans l'industrie. D'ailleurs le congrès n'a pas dissimulé que la conquête des campagnes par ce programme n'avait pas

d'autre but que de faciliter au parti socialiste la conquête du suffrage universel et par suite du pouvoir. Il ne semble pas que ce congrès si retentissant ait donné les résultats attendus en fait; son activité paraît quelque peu calmée après sa clôture; mais les élections futures pourront seules nous montrer si la population rurale si sensée de notre pays s'est laissée séduire par les rêves et les utopies du collectivisme.

La question de la propagande socialiste dans les campagnes a également été soulevée et adoptée par le « congrès national du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, dit allemaniste », tenu à Dijon au mois de juillet dernier; mais, moins habilement dirigé que le congrès de Nantes, le congrès de Dijon s'est laissé entraîner dans la discussion de questions politiques, comme la suppression des armées permanentes et la proclamation de la grève générale des socialistes de tous pays en cas de déclaration de guerre, et les résolutions adoptées, frappées au coin de l'internationalisme, ont contribué à limiter la portée du congrès; les séances souvent orageuses, auxquelles ont pris part certains députés socialistes, ont été remplies surtout par des déclamations révolutionnaires, et n'ont pas présenté le caractère sérieux et réfléchi qui caractérise les travaux du congrès de Nantes.

3. — Dans un tout autre ordre d'idées et sous l'empire de préoccupations beaucoup plus élevées, généreuses et pratiques, s'est ouvert à Bordeaux, le 30 avril 1894, le *sixième congrès du crédit populaire*. Loin de vouloir, comme les congrès socialistes, supprimer le capital, le congrès de Bordeaux a compris la nécessité de rapprocher le plus possible le travail et le capital, pour unir dans un même effort d'amélioration sociale leurs forces respectives: aussi a-t-il insisté sur la nécessité d'admettre dans les sociétés de crédit populaire, à côté des ouvriers, des petits industriels, des petits commerçants, toutes les personnes pouvant coopérer, par leurs capitaux, à consolider le crédit de la société, et, par leur compétence, à en seconder l'administration. Dans cette voie d'ailleurs, le succès ne doit être demandé qu'à l'initiative privée; et le congrès a réitéré ses protestations antérieures contre la constitution de toute banque centrale de crédit populaire urbain et agricole par l'intervention de l'État. Une des résolutions les plus importantes prises par le congrès est celle par laquelle, proclamant tout le bien qu'on peut espérer de la coopération, il a donné mandat à l'Union du crédit populaire en France de se mettre en rapport avec le Comité central des sociétés de consommation, la Chambre consultative des associations de production et les divers groupes représentant les syndicats agricoles, afin de réaliser l'entente entre la coopération

de crédit et les autres associations coopératives ou syndicales. C'est là une conception des intérêts des producteurs agricoles ou autres autrement vraie et pratique que celle préconisée par les congrès de Nantes ou de Dijon ; il ne suffit pas de mettre le producteur en présence des moyens de production, il faut encore lui donner la possibilité de les mettre en œuvre ; la puissance du crédit populaire combiné avec les autres formes de la coopération est un des modes les plus efficaces d'amélioration de la condition des producteurs de toute sorte. Nous ne pouvons reproduire ici toutes les résolutions ni tous les vœux émis par le congrès de Bordeaux ; nous sommes obligé de nous limiter à ceux qui présentent une importance particulière ; mais nous devons signaler le désir manifesté par le congrès de voir les sociétés de secours mutuels se faire les promotrices de sociétés de crédit populaire, urbain et agricole ; de voir le Parlement consacrer le libre emploi facultatif et réglé par la loi d'une certaine quotité des dépôts des caisses d'épargne, soit en ouvrant aux caisses d'épargne ordinaires le libre emploi décentralisé de ces dépôts, soit par le moyen de caisses régionales recevant et employant dans une liberté réglée les dépôts des caisses de leur zone.

Les congrès du crédit populaire dans leurs diverses assises ont donné une dose considérable de travail ; leurs efforts n'ont pas été infructueux, car, si la propagation du crédit populaire en France se fait lentement, du moins elle a lieu ; et l'on peut, depuis quelques années, constater la création d'une certaine quantité de banques populaires sur différents points du territoire français. Ajoutons enfin sur cette matière, que le Parlement a voté une *loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole* (1).

4. — Le vœu émis par le congrès de Bordeaux, en ce qui concerne les caisses d'épargne, nous amène naturellement à en faire connaître la situation.

Le dernier rapport paru sur *les caisses d'épargne ordinaires*, nous fait connaître leur état et leurs opérations en 1893 (2). Le nombre des caisses autorisées existant au 31 décembre 1893 était de 544, dont 459 sont placées sous le patronage des conseils municipaux, 56 sont constituées en établissements complètement indépendants, 28 tiennent des deux combinaisons précédentes, et une (Nancy) est annexée à un mont-de-piété. Ces caisses d'épargne sont secondées par 1,115 succursales

(1) *Journal officiel* du 6 novembre 1894.

(2) *Journal officiel* du 28 mars 1895.

ou annexes et par 395 percepteurs autorisés par le ministère des finances à faire des opérations pour le compte de 65 caisses d'épargne; ce dernier service va d'année en année en diminuant, car il donne des résultats peu appréciables, et les caisses y suppléent avantageusement par la création de succursales. Malgré cette cause de diminution dans le nombre des établissements d'épargne, ceux-ci atteignaient donc à la fin de 1893 le chiffre de 2,054, en augmentation sur les exercices précédents.

Les livrets en circulation au 31 décembre 1893 se montaient à 6,172,480, représentant un solde de 3,140,261,867 francs dû aux déposants, ce qui constitue une moyenne de 508 fr. 75 d'avoir pour chaque déposant.

La fortune personnelle des caisses d'épargne représentait à la même date un capital de 92,803,259 francs, composé de 70,375,193 francs pour fonds de dotation, et de 22,428,066 francs pour fonds de réserve, de telle sorte que, par rapport aux sommes dues aux déposants, la fortune des caisses représente un fonds de garantie de 2,955 %. Cette fortune personnelle est placée de la façon suivante :

Versements à la caisse des dépôts et consignations.	56,500,216 fr. 02	soit 60,88 %
Placements en rentes (prix d'achat)	16,206,356	48 — 17,46 —
Placements en immeubles (prix de revient).	18,045,016	89 — 19,45 —
Placements en maisons ouvrières (Lyon, Marseille).	1,503,806	01 — 1,62 —
Prêts aux villes, monts-de-piété, hospices, départements. . .	424,531	68 — 0,46 —
Obligations du Crédit foncier (prix d'achat).	123,332	87 — 0,13 —
	<hr/>	
	92,803,259 fr. 95	soit 100,00 %

Ces placements ont donné un revenu de 2,661,481 fr. 90, soit un taux d'intérêt de 3,91 % pour les rentes, de 0,42 % pour les immeubles, de 2,39 % pour les maisons ouvrières, de 3,63 % pour les prêts aux villes et aux départements, de 3,69 % pour les obligations du Crédit foncier, et de 3,36 % pour les sommes placées à la Caisse des dépôts et consignations.

Le nombre des déposants par 1,000 habitants a été de 161; et de 11,67 par kilomètres carré.

On sait que les caisses d'épargne placent les fonds qu'elles recueillent en compte courant à la caisse des dépôts et consignations, qui est chargée de les administrer. Le total des sommes que la caisse des dépôts et consignations devait au 31 décembre 1893 aux caisses d'épargne ordinaires, tant pour les fonds de leurs déposants que pour la partie de leur fortune personnelle laissée en compte-courant, s'élevait à 3,198,274,699 francs ; en représentation de ces fonds, la caisse des dépôts et consignations avait dans le portefeuille spécial aux caisses d'épargne les valeurs suivantes :

Rente 3 % (en capital)	1,146,423,616 fr.	59
Rente 3 % amortissable (en capital).	1,528,400,641	99
Rente 4,50 %	30,201,824	40
Obligations du Trésor.	243,788,253	80
Obligations de chemins de fer.	9,299,467	36
Obligations du chemin de fer Paris-Orsay.	479,211	75
Bons du Trésor.	144,650,000	»
Compte courant au Trésor.	95,032,110	51

L'ensemble de ces placements représente un taux moyen de rendement de 3,55 %.

La *Caisse nationale d'épargne* ou *Caisse d'épargne postale* possédait au 31 décembre 1893, 2,089,492 comptes ouverts, auxquels il était dû 610,793,920 francs y compris les intérêts, et qui représentait une moyenne de 292 fr. 31 au crédit de chaque compte, et 54,21 déposants par mille habitants. Les revenus de la caisse d'épargne postale se sont élevés durant l'année 1892 à 20,378,790 fr. 68 ; les intérêts capitalisés au profit des déposants ont représenté 15,746,996 fr. 99, ce qui laissait une somme de 4,631,793 fr. 69 applicable aux frais d'administration, somme plus que suffisante, les frais d'administration n'ayant absorbé que 3,158,059 fr. 63 et ayant par suite laissé un bénéfice de près d'un million et demi qui a été versé au compte de la dotation ; ce bénéfice est dû en majeure partie à la réduction du taux de l'intérêt servi aux déposants sur le pied de 2 fr. 75 %.

La question de l'emploi des fonds déposés aux caisses d'épargne constitue toujours le problème le plus difficile de la matière et celui où les discussions sont les plus vives. Il semble pourtant qu'il y ait actuellement une tendance plus prononcée vers le système de l'emploi libre, dont on trouve une trace, très faible d'ailleurs, dans la *loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché*. Cette loi, qui a pour but de développer la construction d'habitations hygiéniques à bon

marché, contient un article 6, § 2, qui autorise la caisse des dépôts et consignations à employer jusqu'à concurrence du 1/5^e la réserve provenant de l'emploi des fonds des caisses d'épargne qu'elle a constituées, en obligations négociables des sociétés de construction et de crédit, indiquées dans la loi du 30 novembre 1894.

5. — Les versements faits à la *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* constituent une autre forme de l'épargne, dont il convient de signaler les résultats actuellement connus (1). Pendant l'année 1893, cette caisse a reçu 976,827 versements s'élevant ensemble à 33,778,283 fr. 05, ce qui constitue une augmentation sur les chiffres relevés dans notre précédente chronique. Comme toujours, les versements collectifs ont augmenté en nombre et en quotité, tandis que les versements individuels présentent une diminution à ce double point de vue. Le nombre des rentes viagères en cours à la fin de 1893 s'élevait à 189,498 pour une somme de 32,908,258 francs, soit une moyenne de 174 francs par inscription, comme pendant l'année 1892.

En vertu d'un *décret rendu le 26 décembre 1894*, « le taux de l'intérêt composé du capital, dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant de la rente viagère à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, est fixé à 3,50 % pour les versements, abandons de capitaux et ajournements de jouissance effectués pendant l'année 1895. »

Une *loi du 29 juin 1894* a été rendue sur la matière spéciale des *caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs* (modifiée sur un point de détail par la loi du 19 décembre 1894, qui fixe sa mise en vigueur au 1^{er} juillet 1895).

6. — Pour en finir avec les institutions de prévoyance, il nous reste à signaler la situation au 31 décembre 1893 des *caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents* (2). Le nombre des assurances individuelles contractées en 1893 à la caisse d'assurance en cas de décès, fut de 182, et le capital total assuré à la fin de ladite année, représentait 2,881,084 fr. 58. Pendant cette même année, il a été effectué 32 paiements après décès de capitaux assurés pour une somme de 58,873 fr. 74 : l'excédent des recettes sur les dépenses a été de 19,145 fr. 32.

En ce qui concerne les assurances collectives en cas de décès, les sociétés de secours mutuels approuvées ayant contracté pendant l'année 1893 sont au nombre de 66 et comprennent 12,241 membres par-

(1) *Journal officiel* du 3 août 1894.

(2) *Journal officiel* du 13 janvier 1895.

ticipants : de ce chef 85,125 fr. ont été versés à titre de primes, et les paiements de capitaux assurés ainsi que les remboursements de versements irréguliers ont formé un total de 79,707 fr. 66 c. Quant à la caisse d'assurance en cas d'accidents, ses résultats sont toujours si insignifiants qu'il nous paraît inutile d'y insister ; qu'il nous suffise de dire qu'il y a été effectué 1,768 cotisations pendant l'année 1893, variant entre 3 et 8 fr. et représentant ensemble 11.798 fr.

7. — Le mouvement des *syndicats professionnels* nous donne au contraire des enseignements intéressants sur l'organisation sociale du travail en France. Depuis le 1^{er} juillet 1893, le nombre des syndicats légalement constitués s'est accru de 414, ce qui donne un nombre total de 4,966 syndicats comprenant ensemble 943,732 membres au 1^{er} juillet 1894 : cette somme totale de syndicats se décompose en 1,518 syndicats patronaux, 2,178 syndicats ouvriers, 177 syndicats mixtes, 1,093 syndicats agricoles. A la même date, il existait 127 unions de syndicats. Les institutions créées par les syndicats professionnels peuvent être rangées en deux catégories : d'une part des cours professionnels (191), bibliothèques (567) et publications diverses (265), c'est-à-dire des œuvres d'un caractère scientifique, et d'autre part des créations se rapportant plus spécialement aux besoins immédiats des travailleurs, telles que des caisses de secours mutuels (336), des caisses de chômage (70), des secours de route (108), des offices de placement (450) ; ce sont là des œuvres d'initiative privée, dont l'utilité est évidente, et dont il faut espérer voir le développer s'accroître sans cesse.

Les *bourses de travail* sont actuellement au nombre de 36.

8. — A côté de l'organisation corporative du travail, il serait intéressant d'exposer les *conditions du travail* individuel. L'Office du travail a entrepris une vaste enquête sur les salaires et la durée du travail dans l'industrie française : deux volumes sont déjà parus ; nous ne pouvons encore résumer les données de cette enquête qui se poursuit, et nous devons nous borner à analyser la situation des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sous l'empire de la loi du 2 novembre 1892, d'après le rapport relatif à l'année 1893 (1). En général les prescriptions légales sont assez bien observées ; mais il n'en est pas ainsi des dispositions relatives à la durée maxima de la journée de travail, qui doit varier suivant l'âge et le sexe des travailleurs protégés ; les inspecteurs constatent que ces mesures ont rencontré et rencontreront toujours de grandes difficultés

(1) *Journal officiel* du 9 août 1894.

d'application ; selon eux « le seul remède à cette situation consiste dans l'unification de la durée de la journée pour tous les travailleurs protégés ; la commission supérieure appelle de tous ses vœux une prompte solution de cette importante question ».

Il convient enfin de signaler une *loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers ou employés*,

9. — Nous venons de passer en revue les diverses manifestations du mouvement social dans la vie journalière de la nation et dans le domaine législatif ; nous ne pouvons pas terminer notre chronique sans signaler la création de deux *musées sociaux*, entreprises dignes d'éloges et d'encouragements, destinés à grouper, à collectionner les innombrables matériaux relatifs à l'économie sociale, et à en vulgariser les richesses. Le premier de ces musées a été installé en 1894 au Conservatoire des arts et métiers, auquel est annexé aujourd'hui un cours d'économie sociale. Le second musée social est dû à l'initiative éclairée et généreuse de M. le comte de Chambrun ; son siège est à Paris, rue Las-Cases, n° 5, et sa direction est confiée à une Société du musée social. Le but de cette institution, reconnue d'utilité publique par décret du 31 août 1894, est de mettre gratuitement à la disposition du public, avec informations et consultations, les documents, modèles, plans, statuts, etc., des institutions et organisations sociales qui ont pour objet et pour résultat d'améliorer la situation matérielle et morale des travailleurs ; ses moyens d'action consistent dans une exposition permanente d'économie sociale ; dans une bibliothèque et une salle de travail ouverte gratuitement ; dans l'organisation de cours, conférences, missions en France et à l'étranger ; dans des publications servant à faire connaître les travaux de la Société du musée social et les documents rassemblés par elle, dans des prix et médailles à décerner aux travaux les plus remarquables et dans l'organisation de concours sur des sujets spéciaux. Tel est le vaste programme de ce musée social libre ; on peut être assuré, par la présence des hommes éminents qui sont à sa tête, qu'il sera rempli et qu'il donnera les heureux résultats qu'on en peut attendre.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Avocat à la Cour d'Appel de Paris,
Docteur en droit.

REVUE DES LIVRES

RAFAEL ALVAREZ SEREIX, *Fechas prehistoricas y Porvenir de las Razas*, Madrid, 1895, broch. in-8.

L'intéressante brochure que M. Alvarez Sereix, ingénieur et correspondant de l'Académie Royale Espagnole, donne aujourd'hui au public est la rédaction d'une conférence par lui faite devant la Société de Géographie de Madrid. Elle pose deux problèmes capitaux pour l'humanité : celui de ses origines et celui de son avenir, et, sans avoir la prétention de leur donner une solution complète, elle apporte sur eux des vues assez nouvelles et fort intéressantes. La première partie est consacrée au préhistorique. L'auteur y montre que l'humanité est plus ancienne qu'on ne serait porté à le croire si l'on ne consultait que les annales des grands peuples de l'antiquité. Mais il ne veut pas, en revanche, qu'on lui attribue un passé fabuleusement reculé, et il s'élève, non sans raison, contre les exagérations des théoriciens qui réclament, pour que son évolution ait pu s'accomplir, des millions de siècles. Amené à s'expliquer sur le témoignage des Livres sacrés, il déclare, fort justement, qu'il n'y a pas lieu de chercher dans la Bible les principes d'une chronologie des premiers âges ; et tout en citant à l'appui de ses vues des écrivains appartenant à l'Eglise, il ne se croit pas obligé de faire sortir la proto-histoire de la théologie. — La seconde partie de l'étude traite de l'avenir des races. M. Sereix, bien que s'inspirant d'un guide d'ailleurs très judicieux et très sûr, le regretté A. de Quatrefages, y émet aussi des opinions personnelles, qui nous paraissent redresser heureusement certaines erreurs accréditées. La supériorité de la race blanche lui paraît, à bon droit, un dogme trop absolu. Il expose que les conditions géographiques où cette race a vécu sont pour beaucoup dans son succès matériel et mental. Il établit qu'elle ne saurait partout réussir également bien, que certains climats ne sont favorables, par exemple, qu'aux populations noires. Il nous fait voir les types européens se modifiant considérablement en Amérique, soit par leur accommodation à leur milieu, soit par leurs croisements avec d'autres races. Sur ce même sol, il montre les progrès considérables des noirs en ce siècle et la formation des classes mulâtres. Ailleurs, dans l'Orient de l'Europe, il nous fait assister à l'assimilation des populations jaunes par la civilisation russe. En un mot, il prouve que l'hérédité n'est pas le seul facteur de la force des peuples, qu'il faut aussi tenir compte, et largement, de leur faculté d'adaptation. Les races ne sont pas, pour lui, enfermées dans leur passé, et leurs triomphes antérieurs ne leur assureront de succès dans l'avenir qu'à la condition qu'elles sachent garder leurs avantages par de persévérants

efforts. C'est une doctrine qui nous paraît aussi exacte qu'encourageante, et nous ne pouvons que féliciter l'auteur d'avoir contribué à la diffusion de ces saines idées scientifiques.

RENÉ WORMS.

N.-E. POLITIS, *Les emprunts d'État en droit international*,
Paris, 1894, 1 vol. in-8.

Les études de législation financière présentent un intérêt sociologique dont on ne saurait douter. Il importe au bon fonctionnement de l'organisme social que des règles précises et rigoureuses soient imposées au capital-argent, qui n'est ou ne doit être que du travail accumulé, et qu'il lui soit par suite assuré une légitime rémunération. Lorsqu'il s'agit de sociétés industrielles, émettant des actions ou des obligations, on se trouve en présence d'un contrat nettement déterminé, qui lie les parties en présence suivant la législation en vigueur; on sait, de part et d'autre, ce qu'on est en droit d'exiger, dans quelle mesure on peut invoquer le secours de la loi; il n'y a jamais là duperie parce qu'on connaît de façon certaine toutes les hypothèses possibles et que la prudence obligeait tout au moins à prévoir. Mais quand un État se fait emprunteur, et s'adresse à des capitalistes étrangers, quelle est pour ceux-ci la garantie d'exécution du contrat, quel est ce contrat lui-même et où faut-il en trouver la sanction? C'est là l'objet du livre fort intéressant de M. Politis.

L'auteur commence par étudier les éléments de ce contrat, qui impose aux parties en présence des obligations réciproques. Préoccupé surtout du point de vue international, il consacre quelques pages savantes aux emprunts en temps de guerre, au devoir des neutres de s'abstenir, à la valeur des émissions émanant des gouvernements de fait, aux règles des divers marchés étrangers auxquels elles doivent se soumettre. On n'ignore pas qu'en vertu des dispositions du code civil français toute clause illicite ou contraire à l'ordre public est nulle et de nul effet. M. Politis se demande si ce principe s'applique, en dehors du pays même où ils ont été émis, aux emprunts des États et il examine la question particulièrement au point de vue de la stipulation d'intérêts usuraires et des obligations à lots. A la première, M. Politis n'attribue pas un caractère d'ordre public international tel qu'il y ait nécessité pour le juge d'en prononcer de façon absolue la nullité; quant aux loteries, émises sous la forme d'emprunts par les États, il faudrait en France une loi spéciale les autorisant, faute de laquelle tout intermédiaire tombe sous le coup des dispositions pénales. Le principe de l'ordre public international en déciderait ainsi. Et cependant, pourquoi cette rigueur à l'égard de cette modalité dans l'emprunt, alors que chaque jour les Chambres françaises autorisent l'émission de valeurs à lots? En quoi la loterie est-elle plus

immorale que l'usure? Et n'y a-t-il pas là une question de fait bien plus encore qu'une question de principe?

Comme tout débiteur, l'État qui émet un emprunt offre des garanties à ses créanciers, garanties plutôt morales que réelles, à telle enseigne que les engagements qu'il prend ne sont pas toujours tenus et qu'il recourt ou à des arrangements honorables, tels que capitalisation d'intérêts dus ou émission d'emprunts privilégiés, ou à des subterfuges douteux sous la forme d'impôts ou de retenues déguisées. Parfois même — trop souvent dans le cours de ce siècle — on aboutit à la « hideuse banqueroute ». Il faut alors exercer contre cette faillite les poursuites utiles : quelle procédure suivre, à quels agents d'exécution s'adresser? Parfois, l'intervention diplomatique, qui déguise mal un abus de la force, obtient quelques résultats heureux ; l'exemple brutal de l'ingérence étrangère s'est montré en maintes circonstances. Mais tous ces moyens sont ou illégitimes ou insuffisants. L'unique sanction, de l'avis de M. Politis comme du nôtre, c'est le discrédit qui retombe sur l'État qui n'a point tenu ses engagements, c'est le souvenir méprisable qu'il laisse dans l'histoire.

En somme, M. Politis a traité d'une manière fort complète le délicat problème des emprunts d'État. Son livre, écrit avec abondance et facilité, mérite l'éloge et l'estime.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la cour d'appel de Paris.

LUCIEN BOCQUET, *Le célibat ecclésiastique jusqu'au Concile de Trente*, Paris, 1894, 1 vol. in-8.

C'est là une œuvre d'érudition exacte et complète, et tous ceux, dont ces mêmes questions attireront la curiosité scientifique, devront consulter l'ouvrage de M. Bocquet. Ce légitime hommage rendu à la réelle valeur de cette étude, nous nous permettrons cependant une critique, grave à nos yeux. — Il nous semble que les divisions adoptées par M. B. ne contribuent pas suffisamment à éclaircir son sujet ; elles ne l'obscurcissent pas, mais elles n'ajoutent rien : elles sont trop vagues. Si l'auteur s'était attaché à leur donner une véritable utilité, nous croyons qu'il aurait été amené à les compliquer, et peut-être même à les modifier dans leur caractère et dans leur portée. — M. B. en effet a divisé son ouvrage par périodes chronologiques, judicieusement choisies et limitées, il est vrai ; mais qui n'aperçoit que cette division dans le temps sert tout au plus à reposer l'esprit du lecteur, sans lui donner une indication précise? Nous dirons même plus : par suite de l'imperfection de ces divisions, la pensée même de l'auteur est à certains endroits comme flottante, sans direction. Elle n'est pas canalisée pour aller droit à un but nettement

indiqué. Chez M. B. le jurisconsulte l'emporte, mais le moraliste et l'historien apparaissent aussi parfois. Le malheur est que cette triple personnalité ne se soit pas assez fondue et synthétisée. L'exposition de détails de réglementation prend la plus grande partie du livre ; mais on y rencontre pourtant des considérations historiques et philosophiques assez étendues. Nous craignons que ces préoccupations diverses soient seulement juxtaposées, et non pas reliées entre elles par une vue d'ensemble, une inspiration unique. — En somme, il s'agissait de faire l'histoire d'une conception de morale sociale qui s'est réalisée par un certain nombre de règles positives. Ces règles positives du célibat ecclésiastique se sont modifiées dans le cours du temps, comme la conception même, dont elles étaient issues, et la conception du célibat ecclésiastique a un caractère, une portée essentiellement philosophique, morale, religieuse, dogmatique. C'est de cette conception et des règles qui en sont sorties, que M. B. a entrepris l'histoire. Eh bien ! nous nous demandons si cette histoire ressort clairement de son livre, si l'auteur a bien réussi à saisir et à nous faire saisir la continuité historique sur ce point spécial. Nous entendons par continuité historique le lien qui rattache les unes aux autres les transformations successives, lentes, à peine sensibles dans les idées et dans la réglementation, transformations dont le célibat ecclésiastique du Concile de Trente est le résidu, le produit, le résultat final, le résultat historique. Cette continuité historique, ce lien, cette solidarité des transformations successives nous semble marquée dans le livre de M. B. par des détails trop abondants d'érudition juridique, portant trop exclusivement sur la réglementation positive. — S'il nous était permis d'exagérer notre pensée pour la rendre plus palpable, nous dirions que l'ouvrage de M. B. est un très précieux instrument de travail plutôt qu'une étude définitive, jetant sur le sujet une lumière sans ombres. La lecture en laisse une impression mal définie : le livre fermé, on n'est pas pleinement satisfait, l'esprit reste hésitant en quête d'une solution ou tout au moins d'une idée claire, autour de laquelle il puisse rassembler l'ouvrage tout entier.

RENÉ HÉRY.

ABBÉ WINTERER, *Le Socialisme contemporain*, 2^e édit., 1 vol., Paris, 1894.

L'abbé Winterer, le député alsacien au Reichstag allemand, est une figure trop connue pour le présenter au public ; depuis longtemps livré à l'étude des questions sociales, il a produit divers livres et brochures justement estimés, consacrés à l'examen des doctrines socialistes. Ce sont ces différentes études qu'il a réunies, refondues et complétées en un volume sous le titre « *Le Socialisme contemporain* ». Après avoir indiqué les origines du socialisme collectiviste et du socialisme anarchiste,

après avoir exposé les conséquences de ces doctrines en ce qui concerne la propriété, la religion, la famille et l'État, l'auteur entre au cœur de son sujet en abordant l'histoire générale du développement du socialisme et de l'anarchisme; cette histoire est prise sur le vif, non seulement dans les faits matériels, comme les attentats anarchistes, mais encore dans la vie politique et privée du parti, dans les luttes parlementaires et surtout dans les congrès tenus à Gand, à Paris, à Zürich, etc. La dernière partie de l'ouvrage, de beaucoup la plus considérable, retrace l'histoire générale du socialisme et de l'anarchisme dans les divers États de l'Europe et en Amérique. Les conditions particulières dans lesquelles se trouvait l'abbé Winterer, lui ont permis d'écrire des pages documentées aux sources et particulièrement intéressantes sur la situation de ces partis en France, ce qui nous touche directement, et en Allemagne, la mère-patrie du socialisme.

Ce livre est un des plus vivants qu'on ait écrit sur ce sujet; il dépeint scrupuleusement une des pages les plus troubles de notre société moderne si agitée. L'inanité et le danger des thèses socialistes y est nettement dévoilée; et si les constatations faites par l'auteur sont souvent attristantes sur l'avenir social, elles indiquent du moins clairement contre quels écueils et de quelles illusions mensongères il faut se garder, si l'on veut assurer le progrès véritable de la civilisation contemporaine.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Avocat à la Cour d'appel de Paris, Docteur en droit.

INFORMATIONS

Parmi les cours, ressortissant à l'enseignement supérieur parisien, qui peuvent intéresser les sociologues, il n'est que juste de citer celui que fait, à l'École des hautes études (section des sciences religieuses), M. Léon Marillier, agrégé de philosophie, sur « les religions des peuples non civilisés ». Ces conférences se tiennent dans un local dépendant de la bibliothèque de la Sorbonne. Elles ont porté, en 1889-90, première année du cours, sur le culte des morts et la sorcellerie en Océanie; en 1890-91, 1891-92, et 1892-93, sur le *tabou* dans les diverses îles de l'Océanie. En outre, une autre série de conférences a été faite, en 1890-91, sur les mythes cosmogoniques et les légendes divines des îles de la Société et de la Nouvelle-Zélande; et, en 1892-93, sur les théories relatives au *totémisme*, puis sur les légendes de l'enlèvement du feu. En 1893-94, le cours a été double également: une conférence par semaine a eu pour objet les mythes et légendes sur l'origine de la mort, le séjour des morts et la condition des âmes dans l'autre vie; une autre a été consacrée à l'étude critique des légendes héroïques et divines en Mélanésie. Même division en 1894-95: les traditions relatives à un déluge, d'une part; les rites du mariage, de

l'autre, forment la matière de l'enseignement. On voit le caractère éminemment scientifique de ces sujets, et on conçoit que leur étude très spéciale ne soit abordable qu'à un petit nombre de personnes. Aussi cette conférence, comme toutes celles de la même École, rappelle-t-elle plutôt les « séminaires » allemands que les cours à apparat des Facultés des Lettres françaises d'autrefois. La méthode suivie par le maître de conférences est excellente : en décrivant l'organisation religieuse d'un pays, il ne manque pas de l'appuyer sur un tableau de son organisation économique et familiale. C'est bien ainsi que doit être comprise l'histoire des religions, chapitre, à vrai dire, de la sociologie générale.

Dans le courant du mois de mai, a eu lieu, à Paris, le congrès de la Société d'Économie sociale et des Unions de la Paix sociale, fondées par Fr. Le Play. On y a surtout débattu des questions ouvrières. De nombreux savants belges (MM. Beernaert, Nyssens, Dejace, Lagasse de Loch, Pyfferoen, Dupriez, etc.) et français (Glasson, Cheysson, Delaire, du Maroussem, D. Zolla, Hubert-Valleroux, etc...) s'y sont fait entendre. On a pu y constater que les économistes catholiques sont, comme les autres, divisés entre le libéralisme manchestérien et le socialisme d'État. Les congressistes ont été conviés à d'intéressantes visites dans divers grands établissements industriels de Paris et dans un groupe de maisons ouvrières de la banlieue.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Ernest Cahuzac, les Œuvres nationales de la prévoyance (in-8). — *Fray Candil*, Baturrillo (in-12). — *Rafael Alvarez Sereix*, el Dominio del Capital (in-8). — *Léon Say*, le Bimétallisme (in-18). — *L. Aucoc*, les Controverses sur la décentralisation administrative (in-8). — *Léon Say*, les Traités de commerce (broch. in-18). — *L. Marillier*, la Survivance de l'âme et l'idée de justice chez les peuples sauvages (broch. in-8). — *Arthur Raffalovich*, le Marché financier en 1894-95 (grand in-8). — *B. Auerbach*, la Germanisation de la Pologne prussienne (broch. in 8). — *R. Verneau*, l'Age des sépultures de la Barme Grande (broch. in-8). — *Henry Dyer*, the Evolution of industry (Londres, grand in 8). — *C. Taganyi*, Geschichte der Feldgemeinschaft in Hungarn (br. in-8). — Statistique des grèves et des recours à l'arbitrage en 1894, publiée par l'Office du Travail (gr. in-8).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE

Beaugency. — Imp. J. Lafray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

L'Organisation spontanée de la Société politique.

Bien des discussions se sont élevées de tous temps sur la terminologie sociologique, plus profitables aux savants qu'à la science, menaçant toujours de fixer les phénomènes observés dans les limites incertaines d'un terme conventionnel, et la pensée vulgaire, si juste dans les appréciations de sa logique sommaire, si erronée dans l'analyse et le raisonnement, paye les frais de la campagne. C'est elle pourtant qui est appelée à profiter de la science, comme d'une prémisses devant servir à l'art social de la vie commune organisée, c'est à elle d'appliquer les notions théoriques à la pratique de l'action; des termes elle fait souvent des drapeaux, il importe qu'elle les utilise dans leur sens strict et scientifique.

Il nous semble incontestable que la terminologie sociologique doit se conformer, autant que faire se peut, aux notions courantes, tout en les éclairant à la lumière d'une investigation méthodique. Mais, au cours de l'investigation, il suffit de s'entendre sur les termes employés et ensuite prouver que ces termes, cueillis au courant de la pratique, peuvent s'appliquer sans se faire violence à un ensemble de phénomènes strictement déterminés. Si la chose est possible, si l'on peut placer les dénominations usuelles, en tête de la classification, concernant les catégories générales des phénomènes sociaux, cela est dans tous les cas incontestablement désirable. Ainsi, entendons-nous

brièvement sur ces termes génériques, ce qui nous dispensera d'explications incidentes.

Nous appelons *Société politique*, le corps social organisé, doué à l'intérieur d'un maximum de solidarité et de cohésion, à côté d'un maximum d'indépendance dans ses relations externes; c'est l'individualité constitutive de la Société internationale. Sa vie se manifeste par une double série de faits, physiques et psychiques, qui doivent être envisagés séparément : d'un côté comme organisation anatomo-physiologique, de l'autre comme systématisation des états de conscience sociale. La dernière sera, autant que possible, soigneusement écartée de la présente étude, pour éviter toute tentative de causation réciproque entre les deux séries, et pour se garer par ce moyen contre une licence de méthode aussi fréquente que contraire à l'esprit scientifique.

Dans ces limites, la Société politique doit être étudiée sous deux aspects différents : statique et fonctionnel. Nous distinguons en effet, d'une part, le substrat organique et inorganique des fonctions sociales, l'état et les propriétés des éléments constitutifs, leurs relations de sociabilité et d'affinité réciproque; d'autre part, l'organisation même des fonctions, les formes diverses de la coopération et leur mode de groupement.

Dans une autre direction, les phénomènes de toute vie organisée sont régis par la double loi d'intégration et de différenciation qui engendre des formes sociales distinctes et établit ainsi deux subdivisions dans chacune des catégories précédentes.

L'intégration s'opère sur les éléments homogènes, ressemblants, en vertu de leur affinité interne et se manifeste par le mode d'organisation spontanée. La différenciation s'opère sur un tout hétérogène, mécaniquement unifié, et se présente sous l'aspect d'une organisation forcée des éléments divergents. Nous arrivons par là aux quatre formes de manifestations de la vie sociale organique, dont chacune envisage la Société politique sous une face particulière, à savoir : La *Nation* et le *Peuple*, en tant que formes statiques, la *Société* (sensu stricto) et l'*État* en tant que formes de l'organisation fonctionnelle.

Cette division est devenue courante dans le droit public, il appartient à la science sociale de lui fournir une base de synthèse et à la placer sous le jour des lois générales (1).

(1) Nous nous croyons autorisés à faire abstraction des formes incontestables

La Nation et le Peuple présentent donc la Société politique, envisagée dans ses relations internes non organisées, l'un dans ses rapports d'homogénéité, l'autre d'hétérogénéité de ses éléments.

La Société et l'État sont deux faces de la Société politique, correspondant à l'organisation des fonctions sociales, tantôt spontanée et volontaire, tantôt forcée et coercitive. — La Société, par conséquent, c'est l'organisation d'une Nation, comme l'État est un Peuple organisé (1).

Ces quelques observations préliminaires désignent la place qu'occupent les phénomènes dont nous allons aborder l'étude dans l'ensemble de la vie sociale; en même temps elles précisent les termes les plus importants en sociologie. C'est donc la Société, *sensu stricto*, qu'il faut entendre sous la définition d'organisation spontanée de la Société politique, embrassant l'activité associative et coopérative de ses groupes, la coordination de l'action commune.

Rappelons que c'est en Allemagne que l'étude de la Société a pris naissance. Elle a été désignée par le nom de « Bürgerliche Gesellschaft », par l'école correspondante (R. v. Mohl, L. Stein, Riehl, etc.), qui a réussi à établir sa distinction de l'État (2). C'est dire que leur union est intime, la ligne de démarcation devient même impossible à fixer sur la base d'une classification aprioristique des faits. Une même fonction sociale peut tantôt être réalisée par une action spontanée des groupes intéressés, tantôt par l'intervention forcée de l'État, mais la différence des lois qui président au développement des fonctions dans les deux cas, aussi bien que la diversité du mode d'organisation,

blement anormales, où les limites de certains de ces groupements ne coïncident pas avec celles des autres et donnent par là à la Société politique, l'aspect d'un empiétement indéterminé et excentrique. Leur genèse et leurs lois une fois établies, il sera aisé de faire les corrections et les rectifications nécessaires.

(1) Nous ne pouvons présenter ici une justification plus ample du contenu que nous croyons inhérent aux quatre catégories mentionnées des formes sociales. — Ayant l'intention de publier, dans un avenir prochain, une étude complète sur la Société politique, nous prions le lecteur d'admettre la classification proposée à titre d'explication provisoire.

(2) « L'idée de la Société coïncide en partie avec celle de l'État; mais en partie seulement, pour autant que le but de la Société exige pour sa réalisation des moyens de contrainte extérieure ». Rudolph v. Ihering, *Der Zweck im Recht*, Leipzig, 1884, I, p. 89. Voir aussi : W. II. Riehl, *Die Bürg. Gesellschaft*, Stuttgart, 1851, p. 4.

délimiteront toujours suffisamment les deux groupements sociaux. C'est ainsi que l'instruction publique, l'assistance, les voies de communications, le service des postes, etc., peuvent être entrepris par l'initiative exclusivement libre et privée et faire partie des fonctions de la Société, ou bien être sanctionnés, contrôlés, organisés parallèlement ou même monopolisés par l'État; ces fonctions alors sortent partiellement ou complètement du domaine de la Société. Il suffit d'observer qu'une classification correspondante des phénomènes sociaux ne peut être faite d'après leur matière, mais uniquement d'après leur mode de fonctionnement et leur caractère.

C'est précisément ce critère qui nous fait considérer la Société comme une des faces de la Société politique. Produite par l'intégration des éléments semblables, elle peut être déterminée d'autre part comme l'ensemble des fonctions librement coordonnées et remplies par des groupes spontanément organisés.

C'est que dans tout groupement social spontané, la similitude du matériel humain joue un rôle déterminant. Quoique cette proposition puisse à la rigueur passer pour une évidence, elle est trop importante dans le cas donné pour être posée d'emblée, la similitude constituant la base même des formes organiques de la Société.

La ressemblance est le plus fort stimulant d'une sociabilité constante, un stimulant plus vigoureux que la dépendance mutuelle et l'échange de services : tous les domaines de la vie commune nous en fournissent des exemples. Les ressortissants d'un même pays se retrouvant à l'étranger, manifesteront toujours une tendance à se rapprocher et à s'unir entre eux, plutôt qu'avec les habitants du pays où ils séjournent et cela malgré le commerce constant qu'ils entretiennent avec la Société qui les fait vivre. Les gens exerçant la même profession, sans être nullement nécessaires les uns aux autres, se gênant au contraire mutuellement, entretiennent de préférence entre eux des relations suivies et non avec les représentants des professions complémentaires, indispensables à l'exercice de leur métier, ou avec leur clientèle d'affaires. Les différentes couches sociales, quoique divisées à l'intérieur par la concurrence, ne contractent qu'à titre exceptionnel des liens sociaux avec les membres des autres couches. Les conquérants anciens ou modernes, Espagnols ou Anglais en Amérique, Colons blancs des pays africains, Turcs en Europe, Anglais aux Indes, Allemands dans les provinces Baltiques, Russes en Pologne, toutes ces populations d'immigrants n'ont pas pu s'assimiler aux indigènes ni se les assimiler. Entremêlées sur un même

territoire, elles s'érigent en sociétés distinctes, sans établir aucune organisation spontanée entre éléments profondément dissemblants (1). Pour déterminer la coopération et constituer l'association par voie spontanée, il faut au moins que la similitude de caractères et de qualités qui entrent en rapports fixes et stables, soit assez forte pour contrebalancer toutes les diversités capables de compromettre la communauté. Une homogénéité plus profonde qu'une identité de besoins et d'intérêts éphémères forme le substratum des constructions sociales, mais sur ce fond commun, les liens varient en nombre et en force, et les formes organiques dénoteront toujours une stabilité proportionnelle.

S'il en est ainsi, si l'intégration des éléments s'opère sur la base de la ressemblance, il est indispensable d'expliquer un fait qui semble être en contradiction avec l'énonciation ci-dessus. En effet, c'est précisément à cause d'une similitude de position et de leurs intérêts identiques que des individus, désirant acquérir des objets dont le nombre est restreint, entrent en conflit, en un mot font naître la *concurrence*. Ici, l'identité de tendances produit le désaccord social.

Quand plusieurs individus poursuivent un même but exclusif, deux manières d'agir se présentent à chacun des intéressés : Ou bien combattre ses rivaux et s'emparer de l'objet visé par la lutte, pour céder la place à son tour à un concurrent plus fort qui saura le déloger, ou bien réunir ses forces à celles des autres compétiteurs, atteindre le but par un effort combiné et jouir en commun des avantages acquis. La première voie présente un grand risque, une chance moindre et une stabilité précaire, elle n'exige aucune socialisation. C'est la lutte biologique pour l'existence, transformée, mitigée et adoucie, mais régie toujours par les lois particulières à la biologie collective et non par celles propres à la sociologie. Les deux régimes humains de la vie animale collective et de la vie sociale commune se coudoient sur le même champ d'action, surtout (on pourrait le supposer *a priori*) sur le champ où l'organisation est la plus faible, où la propriété personnelle rend les individus plus éloignés les uns des autres et plus inégaux en forces, — dans le domaine de la vie économique. L'antagonisme une fois réveillé, la concurrence entre compétiteurs est loin de viser un objet commun ou un but identique, elle se tourne directement contre le concurrent, tend à le désarçonner, à le mettre hors de

(1) Voir aussi H. Spencer, *Principes de sociologie*, III, p. 374 et *Premiers principes*, § 168.

combat; c'est un antagonisme qui s'attaque exclusivement au seul côté professionnel de la vie, à la lutte pour l'existence d'une entreprise, et dans ce domaine la concurrence efficace suppose une différence dans les forces matérielles ou intellectuelles, l'inégalité de position, par conséquent, la dissimilitude des éléments mis en jeu. Toutes les fois que les forces des concurrents sont égales, qu'ils visent directement un but commun, l'accord ne tarde pas à s'établir et la lutte se change en association.

En tant que les divergences subsistent, elles se rapportent à l'ensemble des relations non organisées entre éléments hétérogènes compris dans l'agglomération d'un Peuple. Mais leur portée sociale va en diminuant : en effet, à mesure que la socialisation avance, le régime de la coopération empiète de plus en plus sur le régime de la concurrence, exclut ce dernier du domaine de la vie organisée et le réduit à une simple rivalité entre individus, sans portée sociale.

Il est de règle que les groupes professionnels s'associent de préférence malgré la concurrence entre individus qui les composent. Un rapprochement sociétaire entre membres d'une même profession pourrait à la rigueur s'expliquer exclusivement par l'identité du type professionnel, cela prouverait déjà que les sentiments éveillés par la concurrence économique ne sont pas suffisamment forts pour détruire la tendance à l'association sur la base de la ressemblance. Mais un fait analogue de caractère purement économique devient presque de règle de nos jours. « Il est très visible — dit M. Gide — que l'organisation industrielle de notre temps s'achemine, non vers la concurrence, mais vers le monopole, — monopole de fait, exercé par de puissantes compagnies isolées ou syndiquées. Le commerce, le transport, l'industrie, les mines, tendent à se concentrer entre les mains de grandes associations, lesquelles tendent à leur tour à se fédérer en associations au second degré, devenues fameuses dans ces derniers temps sous le nom de Kartels, Trusts, Rings, etc. » (1). Les syndicats ouvriers ayant détruit complètement les vestiges de la concurrence dans leur sein, tendent à la faire cesser dans la vie économique de la classe ouvrière entière.

Ainsi la prétendue exception ne fait que confirmer la règle, que nous n'avons nullement voulu étendre au-delà du domaine des lois de socialisation.

(1) Charles Gide « Principes d'économie politique », Paris, 1891. p 77.

En déterminant à grands traits la place qu'occupe la Société au milieu des quatre groupements représentant les diverses faces de la Société politique, nous l'avons désignée à la fois comme catégorie fonctionnelle et comme organisation spontanée. Une explication plus nette s'impose à ce sujet. En effet, on serait facilement porté à faire intervenir ici l'analogie de l'organisme animal et à considérer toute organisation sociale comme fait de structure morphologique et partant à la placer d'emblée dans la classe des phénomènes statiques, dans une catégorie correspondant au substrat organisé des mouvements vitaux. Il n'y aurait que ces derniers, coordonnés en systèmes, qui devraient épuiser le contenu de la Société (1).

La nature des faits sociaux s'oppose à une pareille classification. Les organisations sociales n'occupent à l'instar des organes d'un être animal, à trois dimensions et à forme concrète et palpable, aucune position déterminée dans l'espace; leur étendue n'est que négativement délimitée par le champ de leur activité qui ne dépasse pas certaines bornes spaciales, et cela encore sous réserve d'un fait tel que les agents d'une organisation qui peuvent parcourir le monde entier sans briser le lien associatif les rattachant à la métropole. Et peut-on parler d'étendue au sens physique du mot, quand plusieurs organisations peuvent coexister sur un même territoire, entrelacées dans des combinaisons diverses ?

Toute organisation sociale n'est qu'une fonction maintenue en état d'activité par des éléments humains, souvent changeants, mais dont les efforts sont coordonnés, combinés et doués d'une fin commune. Une fonction sociale, ce n'est pas un organe en activité, mais par contre un organe social n'est qu'une fonction organisée dans ses mouvements.

S'il est permis de parler de structure morphologique d'un organisme social, elle se décomposera d'une part en aménagements, constructions et remaniements que subit le monde ambiant, d'autre part en éléments de ressemblance et de différence, d'homogénérité et d'hétérogénéité du matériel humain; mais il est rare et exceptionnel que ces similitudes et ces disparités n'échappent à l'observation directe: la plupart sont imperceptibles, consistant en traits d'instincts, en caractères et aptitudes diverses, et ne révèlent leur nature que par leur acti-

(1) Dans notre schéma de classification, l'organisation sociale ferait alors partie de la Nation et les fonctions seules appartiendraient à l'étude de la Société.

tivité fonctionnelle. Cela nous suffit pour ne pas les assimiler aux tissus différents d'un corps animal.

Ainsi, tout ce qui est organisation dans la Société ne l'est que par cohérence, la systématisation et une finalité particulière de son fonctionnement.

Mais il ne serait pas possible de retourner la proposition : tout fonctionnement n'est pas nécessairement fixé dans une organisation, quoiqu'il soit toujours, jusqu'à une certaine mesure, régularisé par l'enchaînement des faits et doué de finalité, en vertu de l'orientation générale de l'ensemble.

Dans l'ordre de l'évolution du monde organique, la fonction apparaît avant l'organe : la nutrition par endosmose, la respiration par la membrane cutanée, la reproduction par division et bourgeonnement présentent des fonctions dont l'organisation particulière nous échappe et que l'on peut appeler *diffuses*. Il en est de même d'une multitude de manifestations fonctionnelles de la vie sociale. Entrons dans quelques développements.

Toute fonction sociale, c'est-à-dire toute activité continue, répondant à un besoin collectif, est un *travail*, est le travail même (1).

Que l'activité sociale s'applique à la production proprement dite, matérielle, morale ou intellectuelle, au ravitaillement, au développement de l'organisation, à la régularisation des fonctions, ou au remaniement des formes internes, la Société exécute un travail discontinu qui est l'essence même de sa vie. Le travail est toujours collectif, malgré l'apparence des efforts individuels qui ne sont que des moments particuliers d'un entassement d'œuvres continues et d'un fonctionnement d'ensemble. « Tout travail en tant qu'il est productif d'effets quelconques, n'est toujours qu'un travail social, exécuté et rendu possible par le fait de la Société » (2).

Le caractère social du travail resterait inconcevable sans la *coopération*. Elle relie les efforts particuliers en une série continue de mouvements fonctionnels et fait collaborer à une œuvre commune les générations passées et présentes.

(1) « Le travail est à la Société ce que la fonction est à l'organisme. » J. Pioger, *La vie Sociale*, Paris 1894, p. 47. Si nous disons que le travail correspond à un besoin collectif, ce n'est pas pour nier qu'il puisse avoir pour mobile individuel un intérêt particulier. Nous verrons dans la suite sous quel sens il faut l'entendre.

(2) J. Lehr, *Grundbegriffe und Grundlagen der Volkswirtschaft*, Leipzig 1893. p. 4.

La métaphore de M. Fouillée que « celui qui a inventé la charrue laboure encore, invisible, à côté du laboureur et Gutenberg imprime encore tous les livres que lit le monde entier » (1), exprime le fait de la *coopération successive* des générations en termes de la *coopération simultanée*. La mention de ce double caractère de la coopération n'est pas dénuée de toute importance, vu que c'est l'enchaînement successif des œuvres qui détermine la culture des Nations. Les progrès réalisés, l'expérience accumulée durant un long passé de travail collectif se cristallisent d'une part dans des objets-types de la matière façonnée et constituent la culture matérielle et technique d'une Nation; d'autre part, ils se résolvent en traces imprimées à l'instinct et au caractère des masses et forment sa culture intellectuelle. Dans tout fonctionnement social ce sont justement des éléments de cette culture humaine et matérielle qui agissent ou sont mis en œuvre pour subir une accumulation nouvelle. Or ces éléments de culture constituent toujours un fait présent et forment la partie intégrante, le substrat qualitatif de tout travail humain. Leur succession dans le temps n'est rien d'autre que la tradition sociale, un phénomène qui relève de la vie psychique. Une conception stricte du domaine de la Société, telle que nous l'avons établie, c'est-à-dire limitée aux faits d'ordre purement physique, ne peut s'accorder avec la notion de coopération successive : celle qui épuise les fonctions de la Société ne saurait être envisagée autrement que dans ses formes d'activité simultanée.

La coopération sociale dans son ensemble se présente sous l'aspect de fonctions dispersées. Avant de systématiser son activité, de la grouper en organes, elle débute par la forme diffuse du travail, par des efforts isolés convergeant dans leurs résultats vers un ordre relatif, produit par l'adaption mutuelle des fonctions. Comment se déterminent cet ordre relatif et cette finalité extrinsèque dans l'ensemble des fonctions diffuses et non coordonnées par l'organisation ? Le fonctionnement social est une *production* au sens large du terme, les fins qu'il poursuit c'est la *consommation* et les deux dans toute l'acception du mot, tant matérielle qu'immatérielle du travail en général et de son utilisation. (2) Les besoins de la consommation déterminent en traits généraux la production quant à la quantité et à la qualité du travail appliqué (3). Or

(1) La propriété sociale et la démocratie. Paris, 1884, p. 21.

(2) « Notre action sur les choses engendre des produits, notre action sur les hommes engendre des qualités ». Ch. Turgeon, *Rev. d'Éc. Pol.*, III, p. 224.

(3) Au point de vue de l'économie d'une Société, l'importation rentre dans

les données de la consommation se retrouvent dans cette portion particulière de la culture d'un peuple que les Anglais appellent « *standart of life* », le taux de la vie et de ses besoins. C'est là qu'il faut chercher le principal régulateur externe des fonctions sociales.

L'évolution de la Société est un passage constant et successif de la forme diffuse à la forme organisée, autrement dit, une intégration graduée du travail, un accroissement progressif de l'organisation spontanée des fonctions.

Toutes ces énonciations, communes en somme et peu contestées en elles-mêmes, acquièrent pour notre sujet une importance particulière par ce fait qu'elles expriment dans leur ensemble le contenu de ce qui forme la Société et les traits généraux de son fonctionnement spontané.

En parlant des fonctions diffuses de la Société, on ne peut passer sous silence une forme importante de leur manifestation, celle qui embrasse les fonctions d'assistance personnelle non organisée.

Sur la base de l'affinité interne d'une Nation qui saisit indistinctement tous les membres d'une Société, il s'établit une affinité individuelle plus intense dans un rayon très restreint de relations personnelles, qui suscite une fonction sociale importante, quoique amorphe, et embrasse par chaînons la Société entière. C'est le réseau de secours réciproques, d'assistance mutuelle non organisée qui ne se laisse jamais suppléer complètement par les associations, car il s'étend jusque sur les besoins les plus intimes et les satisfait dans l'intimité. La chaîne des relations personnelles dans nos Sociétés modernes est ininterrompue : en poursuivant la file des rapports de bienfaisance mutuelle, réciproque ou unilatérale, on pourrait aisément découvrir un lien durable, quoique intermittent, entre tous les membres de la Société indistinctement.

Il serait difficile de rendre compte, même approximativement, de la somme immense de secours dans l'infortune, de conseils précieux, de protection et d'assistance, dépensée par cette activité obscure qui amortit pourtant bien des chocs et adoucit bien des frottements de la machine sociale. L'assistance mutuelle, comme toutes les fonctions d'ailleurs, s'organise progressivement en groupes et perd par là beaucoup de son caractère de philanthropie personnelle; mais dans la grande masse de son activité elle reste et restera longtemps encore un simple enchaînement fonctionnel de faits individuels qui ne contribuent

la production, comme l'exportation n'est qu'une forme de la consommation productive.

pas moins d'une manière puissante au maintien et au développement de la communauté sociale : où l'assistance mutuelle est forte, la Société l'est aussi.

La division classique de la coopération, en *simple* et *composée* (1), s'applique aussi bien aux fonctions coopératives diffuses qu'à leurs formes organisées.

La coopération simple, consistant en une somme d'activité similaire de travail homogène, n'est pas moins propre aux fonctions diffuses de la Société que la coopération composée, quoi qu'on ne l'aie pas encore envisagée à ce point de vue. Les deux formes s'accompagnent en règle générale, et si l'on peut parler de coopération composée entre activités de genres différents, convergeant vers un même but, il est inévitable qu'il faille admettre la coopération simple au sein d'un même genre, puisque partout où il y a « division du travail » en procédés divers, il y a identité de procédés dans une même subdivision.

Le terme de *coopération composée* répond ici beaucoup mieux au phénomène social correspondant que celui de *division du travail* qui va à l'encontre de ce qu'il veut définir. En effet, la prétendue « division du travail » s'établit par un processus d'intégration entre fonctions diverses qui s'unissent par leur côté commun et se rapporte à des phénomènes d'ordre différent de ce que présente un processus de différenciation d'un ensemble fonctionnel homogène (2).

Considérons les faits dans leur ordre historique : l'exogamie, en diversifiant la même tribu en plusieurs clans, formés sur la base de la parenté par les femmes, originaires d'autres tribus, introduisit déjà les premières diversités d'aptitudes et de connaissances techniques et créa des modes distincts dans la manière de vivre. L'incorporation d'étrangers, sous forme d'adoption ou d'esclavage, rend ces différences plus variées. Mais, ce n'est que la fusion de tribus, opérée simultanément avec la réunion en un seul pays d'espaces territoriaux, divers par leur nature et par leurs produits, qui a déterminé une spécialisation professionnelle définitive dans le travail social, devenu plus étendu et varié (3). Si le commerce prit naissance dans les tribus, il faut en cher-

(1) J. St. Mill « Principes d'Écom. pol. ». Paris, 1873, I, p. 131, sq.

(2) « La soi-disant division du travail, union téléologique en réalité, c'est la combinaison des travaux entre eux ». G. Tarde, La logique sociale. Paris, 1895, p. 383. Note.

(3) « Les habitants riverains des rivières et des lacs se sont particulièrement appliqués à la pêche et à la navigation ; ceux des plaines fertiles sont deve-

cher la source dans la spécialisation fonctionnelle primitive au sein de ces tribus distinctes. Aussi longtemps qu'elles sont livrées à des luttes continuelles, au rapt des biens et à l'extermination des adversaires, il ne peut évidemment s'établir aucun rapport d'échange régulier et d'autant moins une division de travail quelconque. Ce n'est que la fusion suivie de la consolidation nationale, la paix et un certain degré d'assimilation qui permettent aux particularités des groupes de se compléter mutuellement. Ainsi, les différences nécessitées par la coopération composée ont été créées, dans l'ordre historique, par voie d'intégration de groupes, qui tout en différant partiellement, sont devenus homogènes dans leur fond et ont pu établir sur cette base une coopération sociale composée.

Il en est de même dans nos relations modernes. Quand une branche nouvelle de l'industrie surgit, par exemple l'industrie électrique, un certain nombre d'individus l'étudient, adaptent leurs facultés aux exigences de la technique particulière et cette branche s'introduit dans l'organisation productrice et s'intègre au travail collectif : une nouvelle excroissance surgit et s'ajoute au corps producteur qui acquiert par ce fait un degré de complication plus élevé.

« C'est toujours un double facteur, dit M. Schmoller, qui donne lieu à la division du travail : différences et d'autre part communauté d'individus se trouvant en un certain rapport entre eux » (1). Or, ces diffé-

nus plutôt et plus facilement agriculteurs et ceux des hauts plateaux, éleveurs ; là où se trouvait le silex, on s'est mis à travailler pour soi et pour d'autres ; où se trouvaient des métaux, on s'est mis plutôt aux travaux métallurgiques. Lenormand a érigé en théorie que la race touranienne s'était, en premier lieu, occupée de l'art de forger et d'exploiter les mines... Ces dispositions préhistoriques devinrent un levier très puissant de la division du travail par rapport aux métiers. De nos jours encore, chez beaucoup de tribus africaines, les forgerons sont, comme chez les Juifs au temps de Saül, des descendants d'autres races... En Abyssinie, presque tous les artisans sont de race étrangère... Aux Indes, bien des différences de castes qui indiquent des différences de métiers, coïncident encore aujourd'hui avec celles de race et de tribu. Dans l'Allemagne orientale, les pêcheurs pendant des siècles étaient slaves ». (G. Schmoller, *La division du travail étudiée au point de vue historique*, *Rev. d'Écon. Pol.*, III, p. 589). Ajoutons la race juive, commerçante partout où elle s'établit, et les Bohémiens de la Hongrie qui n'exercent guère d'autres métiers que ceux de musiciens ou de chaudronniers ambulants, pour ne mentionner que des cas où la spécialisation professionnelle d'une race est manifestement antérieure à la consolidation des sociétés modernes.

(1) *Ibid*, p. 235.

rences se constituent en vertu d'un surplus de particularité acquise par des subdivisions d'un travail coopérateur. Mais peut-on « diviser » ce qui n'est pas unifié ? Est-il, par conséquent, légitime d'appliquer le terme de « division du travail » aux fonctions diffuses de la Société ? Nous pensons qu'il n'y a là qu'un phénomène de coopération composée. Un substrat homogène ne suffit pas pour constituer l'unité fonctionnelle d'un corps et produire la division du travail au sens propre du mot. Les genres de travail dans la coopération diffuse sont déterminés par une sorte de sélection naturelle ; la spécialisation s'obtient par un surplus de culture particulière qui est surajoutée au fond homogène, mais nul rapport fixe et constant ne s'établit entre les fonctions complémentaires : l'une reprend l'œuvre là où l'autre l'abandonne, il y a là un enchaînement et non pas une division qui ferait supposer un plan, une finalité appliquée à la distribution même des tâches à remplir. On ne peut guère parler de « division du travail », qu'au sein d'une *organisation* qui se partage la besogne en vue d'une fin commune. Passons aux formes organisées de la coopération sociale, toujours dans les limites de l'union spontanée entre éléments.

Une première question se pose : Quels sont les caractères distinctifs de la coopération organisée par rapport aux fonctions coopératives diffuses ? Les traits suivants peuvent être relevés d'emblée :

1° Les éléments coopérateurs diffus, homogènes quant au genre de fonction collective à laquelle ils sont isolément voués, se groupent en un tout connexe doué d'une cohésion interne.

2° Le travail individuel s'intègre en une fonction complexe et cohérente exercée en commun.

3° La finalité intrinsèque et extrinsèque des fonctions diffuses et isolées, similaires dans leur essence, se généralise et préside au fonctionnement de l'organisation entière.

En dehors de ces caractères particuliers et pour ainsi dire extérieurs, il y a le caractère essentiel de toute organisation, à savoir la multiplication de la force dépensée par les éléments constitutifs, ou, ce qui revient au même, l'augmentation de la productivité du travail et de l'intensité de la fonction. Plusieurs facteurs d'ordre différent convergent vers ce résultat. « Il y a dans tout composé — observe M. Paulhan — quelque chose qui ne peut se retrouver dans ses éléments, à savoir l'ordre même de ces éléments, leurs relations réciproques et les résultats généraux qui en dérivent. » Voilà une considération d'ordre purement mécanique. Elle s'applique aussi bien à la machine, composé inerte, produit du travail social, qu'à l'organisation de ce dernier.

Tout ce qui a trait à l'union et à l'économie des forces, obtenue au moyen de leur juste application, à la disposition des parties et à leur engrenage, intervient dans l'organisation sociale qui permet, grâce à son arrangement, d'entreprendre des travaux excédant les forces individuelles. Mais il y a plus. « Une erreur très répandue — dit M. Ribot — consiste à croire que lorsque l'on a résolu un tout complexe en ses éléments, on a tout ce qui le constitue. On oublie que la plupart des composés ressemblent plutôt à des combinaisons chimiques qu'à de simples mélanges, qu'ils ne se forment pas par une simple addition et qu'il y a plus dans la synthèse que dans l'analyse. » Cette considération qui fait intervenir la nature chimique de certains tous composés se retrouve dans l'organisation sociale. Toute communauté de cet ordre, basée sur l'affinité naturelle des éléments constitutifs, dégage une partie de leur énergie latente, la convertit en force vive et devient ainsi la source d'un surcroît d'activité. En remontant encore l'échelle de l'évolution, nous constatons une particularité appartenant à tout corps vivant et qui consiste dans la division fonctionnelle du travail, réglée selon les besoins de l'organisme lui-même. En vertu de cette organisation de l'activité, il y a économie de matériel, épargne de forces, adaptation des éléments actifs à leurs tâches spéciales, enfin une direction générale conforme au but grâce à la séparation des fonctions régulatrices et exécutives. L'organisation sociale, ce mécanisme pénétré de l'affinité interne entre éléments, étant doué de *vie* corporative, la met au service de l'économie des forces, de la coordination des fonctions et de la conservation de l'ensemble.

Ces trois facteurs d'ordre si différent se retrouvent en proportions diverses dans toute organisation sociale et produisent un surcroît incontestable de forces mises en commun. Une organisation plus forte implique par conséquent une intensité plus grande des fonctions sociales.

Avant d'aborder les divers modes d'organisation spontanée, il importe de bien établir la nature du matériel qui entre dans la construction. Présenter les faits sous leur entendement vrai est d'autant plus difficile ici, qu'on les dénature couramment. On admet généralement que d'une part ce sont les individus qui entrent dans les combinaisons sociales, d'autre part que la séparation entre eux est aussi prononcée et absolue qu'elle nous semble l'être dans notre vie d'organismes indépendants et isolés. Pour faire justice de cette opinion, il suffit de considérer une société éloignée, avec laquelle aucun lien personnel ne nous unit, une grève grandiose d'ouvriers américains, les fortes associations

anglaises poursuivant des buts d'utilité publique, une peuplade africaine luttant contre l'invasion européenne ou une secte religieuse. Les individus se fusionnent entre eux et disparaissent dans un groupe compact qui se meut, pense et agit « comme un seul homme ». Ce n'est que par l'analyse ou plutôt par analogie avec notre propre vie d'individus biologiques, que nous pouvons supposer et dégager des intérêts et des buts particuliers et individuels dans cette masse unifiée qui représente toujours une fin sociale et défend des intérêts collectifs. Et encore ces buts particuliers sont-ils toujours des buts communs que l'individu fait siens, par cette raison qu'ils n'ont pu prendre naissance et se formuler que grâce à la collectivité et dans son sein. Ce n'est pas tout. Dans les Sociétés modernes où la vie associative a pris une grande extension, les groupements sociaux n'englobent nullement l'individu entier, ils n'engagent qu'une partie de ses fonctions, correspondant à la fonction de la collectivité. De nos jours on est en même temps membre de la famille, destinée à procréer et élever les générations naissantes, on est professionnel, c'est-à-dire membre d'un groupe producteur, on fait partie d'une congrégation religieuse, d'un parti politique, on est militaire, citoyen de l'État et en outre membre de sociétés et corporations multiples, poursuivant des buts d'utilité publique, de bienfaisance, d'instruction ou de divertissement. Chacune de ces associations n'engage qu'une quote-part de notre vie et de nos forces individuelles. Cette quote-part, fondue avec la vie collective, laisse une empreinte particulière sur notre être et détermine notre *personnalité* correspondante. Nous en avons autant qu'il y a de communautés sociales qui se partagent notre prétendue unité interne (1). Pour se rendre compte jusqu'à quel point les formes différentes du commerce social organisé ont du pouvoir sur nous, il suffit de rappeler qu'on peut, par exemple, être doux et avenant comme père de famille, réservé dans la vie sociale, sévère comme supérieur et fougueux en politique. Les agglomérations sociales moulent nos personnalités, leur impriment un caractère corporatif ou du moins collectif dans la sphère de leur activité propre, mais aucune de ces agglomérations ne saurait absorber d'une manière durable l'individualité entière. Dans nos sociétés modernes il n'y a plus

(1) Il est établi, par les recherches modernes de la psychologie expérimentale, que nos personnalités sont multiples et changeantes. Si nous employons là un terme emprunté à la psychologie, ce n'est qu'à défaut complet de la notion même des traces physiques, correspondant aux fonctions particulières que nous exerçons dans la vie sociale.

ni prophètes ni apôtres illuminés : les hommes à principe unique seraient classés parmi les cas morbides d'affection par l'idée fixe ou la manie de grandeur. L'homme est multiple et la Société dans son fonctionnement fait abstraction de l'individu en tant qu'être entier.

C'est un vrai travail d'analyse qui s'opère ici : les individus sont pour ainsi dire décomposés en instincts, besoins et intérêts stables, en tendances et aspirations fixes, et leurs personnalités respectives se rapprochent les unes des autres en vertu de leur similitude et se fusionnent en blocs plus étendus. Reste-t-il un résidu de cette analyse, un élément propre, le particulier, pour employer le terme de la logique, incapable d'entrer dans aucune combinaison ? S'il s'agit de combinaisons organisées, certes il y en a, et une multitude d'éléments individuels vivent de leur propre force, restent latents ou isolés surtout dans les sociétés peu développées, où la socialisation fait ses débuts. Mais ces éléments particuliers, ces besoins poursuivis isolément, ces tendances inassouvies, sont toujours des produits de la Société, soit comme purement humains, soit comme relevant de la vie animale. Dans ce dernier cas ils sont encore engendrés par l'hérédité de l'espèce humaine, moulée à son tour par la vie sociale. On est obligé d'admettre sans restriction la formule de M. Gumpłowicz : *nihil est in intellectu quod prius non fuerit in societate*. L'invention la plus hardie n'est rien d'autre que la découverte d'une formule répondant à une conclusion tirée de prémisses établies par la vie sociale, une simple onde montante de plusieurs courants sociaux qui se choquent et se redressent dans les replis d'un cerveau synthétisant. Le particulier proprement dit serait une création *ex nihilo* et encore, si un demi-dieu inventeur se trouvait parmi nous, socialement il n'existerait pas, tant qu'il resterait enfermé dans son isolement, et avant d'avoir fécondé l'esprit des masses, qui doivent fournir un terrain propice à l'adoption et à la propagation de la découverte.

Quest-ce donc que l'individu au point de vue de la Société ? Il n'est que le point d'intersection de divers courants collectifs, de diverses organisations, une synthèse de ses propres instincts et tendances qui sont ceux de la Société, différenciée en organes que l'individu dessert tour à tour ou simultanément.

La conclusion qui nous semble légitimement résulter de ceci est que l'intégration sociale des temps modernes s'opère sur la base des besoins communs des groupes combinés *ad hoc* et non sur les individus qui les composent. On serait pourtant tenté de croire que ces besoins communs, organisés en fonctions, représentent exactement une association de besoins propres aux individus isolés qui, tout en ne pour-

suivant que leurs intérêts immédiats et personnels, trouvent dans la collectivité leur expression la plus fidèle. Dans une société développée il n'en est point ainsi. L'intérêt du groupe prime l'intérêt individuel et le premier est, à son tour, primé par l'intérêt de la Société entière.

Nous ne mentionnerons pas les faits innombrables d'altruisme social, de sacrifice personnel pour le bien public, sans récompense et sans équivalent personnel quelconque. On pourrait dire que nous faisons intervenir les sentiments moraux dans un domaine d'activité humaine où le calcul personnel et égoïste règne sans partage. Eh bien, on a remarqué à juste titre, que le médecin a un intérêt personnel à l'apparition d'épidémies qui lui fournissent une clientèle nombreuse, et pourtant il fait tous ses efforts et réunit son activité à celle d'autres médecins pour les enrayer. C'est que son prétendu intérêt d'individu s'efface devant l'intérêt du médecin, ou plutôt de la médecine, de cette fonction collective qui cesserait d'agir si les individus voués à son maintien ne savaient ou ne voulaient dégager leur personnalité respective de l'isolement propre au *struggle for life* à outrance. Tout producteur a intérêt à livrer ses produits au prix le plus élevé et pourtant il n'a rien de plus pressé que de les offrir au meilleur marché possible. Encore ses tendances doivent-elles rester passives et sa manière d'agir se conformer à celle de tout le groupe des producteurs. Et celui-ci se pénètre de plus en plus de cette idée qu'il est dans son intérêt, comme dans celui de la production, de vendre à bas prix mais en grande quantité (1). Les ouvriers auraient un intérêt personnel immédiat à détruire les machines qui rendent une bonne partie, souvent tout leur travail inutile, cette tendance s'est fait même jour dans les débuts du mouvement ouvrier, mais l'intérêt de la classe des travailleurs qui est intimement lié au développement de la production, a triomphé facilement des aspirations individualistes.

Enfin, considéré isolément, chacun aurait intérêt à violer le droit d'autrui et pourtant ces faits sont exceptionnels, car toutes les fois qu'ils entrent en conflit avec les intérêts de la Société, la violation est

(1) Les mobiles personnels et les tendances intimes qui font agir les hommes nous importent peu au point de vue du fonctionnement de l'organisation sociale, ils rentrent dans la morale, et encore, pour la formation des idées collectives, ont-ils une importance très restreinte. La production, quoique toujours entreprise en vue de fins privées, prend mesure sur les besoins de la Société; c'est pour elle qu'on produit, c'est son intérêt qui a le dernier mot dans tout commerce social régulier.

suivie de réparation ou de répression; par contre ils se produisent couramment toutes les fois que le bien ou le prétendu bien de la Société l'exige. Ainsi les soi-disant intérêts individuels ou bien feront le vide autour d'eux, ou se butteront contre la répression sociale.

En somme, nous devons distinguer avec M. Villey (1) l'intérêt personnel actif des tendances passives qui n'existent pas socialement. L'intérêt actif des individus, en tant que membres d'un groupe, défie toutes les considérations abstraites sur les rapports isolés d'individu à individu. Poursuivi en commun d'une manière combinée ou organisée, il est toujours l'intérêt du groupe coopérateur, de l'organe social lui-même et non une somme de tendances individuelles qui restent impuissantes à faire valoir leurs énergies. L'intérêt du groupe, à son tour, à mesure que la coordination sociale se consolide, est forcé de se conformer à l'intérêt de la Société, qu'il partage ensuite de bon gré, et entre finalement dans l'engrenage des fonctions régulières de l'ensemble. Ainsi, d'organe indépendant, ayant une vie propre, il se fait organe de la Société et règle ses fonctions d'après celles du corps social tout entier.

Quand nous parlerons, dans la suite, d'intérêts individuels, ce sera toujours dans le sens des modifications que nous venons de développer.

Si les groupes fonctionnels de la Société sont indépendants des individus dans le sens indiqué plus haut, c'est-à-dire n'engagent qu'une partie de leur activité, ils le sont aussi dans un sens plus strict. Les éléments d'un groupe sont dans un état de continuelle permutation, les individus meurent, se déplacent, changent de profession et de tendance, — l'intérêt collectif, le besoin social persiste et la fonction organisée, affranchie des liens individuels, s'exerce indépendamment des éléments mobiles qui maintiennent l'organe social en état d'activité. Et plus l'ensemble est parfait, moins de secousses en subira le fonctionnement, par suite des changements de personnes survenus, plus il sera indépendant de certaines individualités dont la supériorité pourrait le dominer.

La communauté a formé son capital de son expérience antérieure, et si ce capital est accumulé solidement dans les cerveaux des membres du groupe, il fonctionne comme une machine dont le mouvement régulier dépend peu de l'ingéniosité de celui qui la conduit. Les nou-

(1) Edmond Villey, « Les instincts de l'homme. L'intérêt personnel et l'intérêt général ». *Rev. d'Éc. pol.*, V, 1891.

veaux venus s'assimilent de toutes pièces les éléments de cette culture corporative, une bonne routine collective remplace à la longue avantageusement les hasards des influences géniales mais intermittentes. La *routine* fonctionnelle, dégagée de son acception et de son sens vulgaire, voilà ce qui persiste à travers les changements du matériel humain que subit tout groupe-organe de la Société (1).

Le type de l'organisation spontanée, c'est l'*association par ressemblance* ou plutôt l'association entre éléments homogènes. Les instincts sociaux, les intérêts et tendances semblables ont une affinité naturelle qui les pousse à s'unir. Ce fait (*attraction of sameness*) étant général et bien connu, il serait superflu d'y insister encore. Ce qu'il faudrait examiner de plus près, ce sont les conditions nécessaires à la formation des associations humaines et leur mécanisme interne.

1° La première condition préliminaire indispensable à la naissance d'un groupe associé, c'est que les éléments semblables destinés à le constituer soient mis en rapport. Dans une Société peu développée, où le commerce entre individus est presque exclusivement limité à la commune, aux relations de parenté ou d'affaires quotidiennes, où la faible extension des voies de communication ne permet pas un déplacement facile, il est évident que les tendances identiques ne sauraient se faire jour ni se rapprocher. Un contact fréquent entre individus, une certaine *densité sociale* (Durkheim) est nécessaire pour établir des rapports fixes et constants. La consolidation de la Société, en tant que formation sociale distincte de l'État et de la Nation, est l'œuvre d'une culture relativement élevée, pouvant rendre le commerce entre les hommes suffisamment fréquent pour mettre en rapport les divers intérêts qui ont une tendance à s'unir dans un effort commun.

2° L'aptitude à la coopération, à l'action commune, est non moins nécessaire pour provoquer un développement suffisant de la vie associative. L'apathie innée, l'inertie produite par une longue tradition de dépendance ou de soumission, l'habitude de compter sur l'action des pouvoirs publics qui réglementent et organisent ou sur les institutions établies, plutôt que sur l'initiative privée, les empêchements internes que les individus peuvent trouver dans leur caractère, voilà autant

(1) « Le progrès aurait donc pour effet de détacher de plus en plus, sans l'en séparer toutefois, la fonction de l'organe, la vie de la matière, de la rendre plus souple, plus libre, en la rendant plus complexe ». E. Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, 1893, p. 375.

d'obstacles à l'union organique volontaire. L'aptitude à la coopération est un critère des plus sûrs du degré de socialisation.

3^o En dernier lieu, pour que les éléments ressemblants puissent s'associer, il est indispensable que toutes les différences qui pourraient compromettre l'action commune soient écartés. Supposons que certaines tendances concordantes entre individus soient accompagnées d'autres tendances contradictoires ou rivales, l'intensité suffisamment grande de ces dernières est non seulement apte à contrarier l'union, mais elle peut aller jusqu'à la décomposition des tendances communes, vu la particularité de l'esprit humain prompt à mettre en relief telles qualités ou tels défauts qui lui sont suggérés par l'orientation générale du raisonnement. Ainsi les luttes religieuses, politiques ou sociales, les préjugés ou les haines personnelles empêchent nombre d'entreprises d'utilité publique d'embrasser toutes les tendances similaires d'une Société et les rivent aux groupes restreints mais plus homogènes dans leur composition générale ou aux coteries isolées. Un individu bien formé à la vie sociale contemporaine doit être apte à la différenciation de l'ensemble de ses aspirations générales en tendances précises, dont il fera un élément d'une individualité collective particulière, et savoir en même temps distinguer entre les personnalités diverses des autres individus et ne pas les confondre dans un vague sentiment de sympathie ou de répulsion envers l'homme. Nous appelons un individu « entier » celui qui est absorbé dans la poursuite de buts exclusifs et ce n'est pas dans un sens favorable que le langage commun interprète cette qualité.

L'aptitude à cette analyse particulière est développée par la Société elle-même, moulée sur une longue pratique d'action commune ; elle suppose une haute échelle de socialisation et opère une délimitation précise de buts et de moyens que se proposent les diverses formes d'associations, les empêche d'empiéter les unes sur les autres et leur fait embrasser uniquement l'intérêt ou la tendance commune (1).

Cependant il ne faut pas perdre de vue qu'une même circonstance, à savoir une certaine confusion entre les intérêts mis en présence, tout en constituant un empêchement à l'association des forces, alors que les intérêts subsidiaires présentent une divergence, peut aussi bien la renforcer toutes les fois qu'ils constituent un surcroît d'homo-

(1) C'est ce qui condamne au point de vue de la civilisation tout communisme unitaire qui confond dans une même association les besoins et les intérêts multiples des individus.

généité. C'est ce qui a lieu dans les débuts de la vie associative quand la solidarité n'est pas encore spécifiée et vise plutôt l'individu entier que son côté particulier qui est en jeu. De même quand l'affinité est faible, une association, pour se maintenir, cherche d'autres liens subsidiaires qui pourraient affermir et corroborer le but principal. C'est alors qu'on renforce par exemple le but d'une association philanthropique par un but de plaisir, le but politique par des avantages matériels, les tendances nationales par l'élément religieux, etc.

Le mode de formation des associations et le mécanisme de leur fonctionnement supposent plusieurs moments que nous énumérerons dans leur ordre logique.

1^o Lorsqu'un groupe relativement homogène et similaire dans ses intérêts ou dans ses fonctions diffuses se trouve en présence, l'*initiative*, qui est un premier pas vers l'organisation naissante, surgit. Qu'elle soit individuelle ou collective, elle suppose un organe régulateur en voie de formation qui entreprend la fonction organisatrice. C'est le champ de l'activité la plus proprement personnelle, puisqu'elle équivaut souvent à une invention, naissant au rapprochement de facteurs sociaux et d'un terrain héréditaire propice. Deux qualités au moins sont nécessaires à l'organe initiateur pour fonder une organisation durable : il doit constituer en lui-même une personnalité capable de représenter l'intérêt du groupe entier, renfermer en soi la personnalité de l'association elle-même et prendre une position précise et déterminée à l'égard de l'intérêt correspondant de la Société entière, sinon l'embrasser d'emblée. En second lieu, l'organe initiateur doit représenter en raccourci l'organisation potentielle et le fonctionnement futur de l'œuvre commune. Toutes ces qualités peuvent aussi bien être l'apanage de tous les éléments constitutifs que d'une partie d'entre eux ; moins ils sont doués, plus intense doit être la personnalité de l'organe initiateur.

2^o Au sein du groupe auquel l'initiative a imprimé son caractère, il se produit un surcroît d'assimilation qui souvent dépasse les limites assignées et s'étend au loin sur le terrain propice de tendances qui sommeillent encore. Les particularités individuelles s'effacent, les éléments différentiels sont écartés, l'affinité interne augmente et toute la masse devient plus consistante, plus homogène. Ce surcroît peut aussi bien provenir d'une assimilation supplémentaire mutuelle, que d'une initiative particulière, mais il accompagne toute organisation spontanée naissante.

3^o Les tendances individuelles assimilées se consolident, celles qui

antérieurement n'étaient qu'ébauchées, se précisent et il s'opère entre elles une *fusion*, c'est-à-dire qu'elles se fondent ensemble pour ne former qu'une individualité collective, représentant l'intérêt du groupe entier. Observons entre parenthèse qu'au point de vue psychique, lors de la fusion, au « moi » des individus isolés se substitue le « nous » collectif et unique. Mais comme tout « moi » ne peut être conçu que simultanément avec le « non-moi », la fusion est accompagnée de la délimitation plus ou moins précise des bornes de la collectivité.

4^e Après la fusion — l'organisation. De toute association consolidée il se dégage un organe régulateur qui représente l'individualité de l'organisation, veille sur la réalisation normale de l'intérêt collectif, tient sous sa garde les fonds matériels communs et dirige les affaires courantes. L'organe régulateur n'est, le plus souvent, que l'organe initiateur transformé, dont il reprend la tâche principale, celle d'affermir et d'élargir l'organisation, tout en représentant la personnalité de l'association dans toutes les particularités de son caractère (1).

Il pourrait sembler de prime abord qu'une association par ressemblance exclut nécessairement la coopération composée, aussi bien que toute complication plus grande dans le mécanisme de l'organisation. Il n'en n'est pas ainsi cependant, pourvu que l'augmentation de la complexité suive la même progression intégrante entre éléments ressemblants. — Toutes les fois que des associations formées par ressemblance, poursuivant des buts identiques ou complémentaires, ne sont pas limitées à une activité purement interne ou locale, elles peuvent s'unir sur les points communs pour former un tout plus vaste, des associations au second degré.

Le fonds commun représente alors l'élément de ressemblance du complexe entier, tandis que les segments particuliers sont doués d'un surplus d'homogénéité propre qu'ils mettent en mouvement d'une

(1) Les phases diverses qui se succèdent dans la formation d'associations par ressemblance peuvent faire défaut; nous avons alors des formes imparfaites ou inachevées d'activités concomitantes sans organisation établie. L'initiative peut se réduire en un simple exemple suivi par un groupe entier, agissant sans concert préalable; le « moi » collectif peut s'arrêter au degré préliminaire d'une affinité émotionnelle qui pénètre un certain nombre d'individus, sans les encadrer dans une organisation déterminée. Ainsi pouvons-nous trouver des groupes homogènes dans toutes les phases de la consolidation intérieure, depuis une simple juxtaposition, jusqu'à une association complète.

manière autonome et indépendante, sans établir aucun rapport direct avec ce qu'il y a entre eux de diversité. Un organe régulateur central régit les fonctions communes. Ainsi peut s'établir, sur la base de la ressemblance pure, une coopération composée, sans division de travail **proprement dite**, puisque ni l'organe central, ni le corps entier des associés ne distribue aux divers segments des fonctions particulières, pas plus qu'il ne les dirige, bien que celles-ci puissent se compléter mutuellement.

L'association par ressemblance au second degré prend la forme de l'organisation *fédérative* dans ses nuances diverses d'unité plus ou moins forte. Aussi longtemps que l'activité de l'ensemble est bien coordonnée, toute réglementation des fonctions, toute contrainte de la part de l'organe régulateur devient superflue.

Vu que là où la ressemblance est complète, c'est-à-dire où les éléments communs engagés dans l'organisation se prêtent suffisamment au but général, la coordination est aussi parfaite, le schéma ci-dessus épuise le type de l'association par ressemblance dans sa manifestation pure.

Mais la forme d'organisation dont nous avons retracé les caractères se retrouve rarement sans certaines complications. Il en est ainsi du reste de tout ce qui veut former un type unique. Le champ de son action est limité par cela même qu'il exige à la fois une grande précision dans le dégagement de l'élément commun et une assimilation considérable. Les deux conditions s'accordent difficilement avec un but rendu complexe, pouvant être poursuivi par des moyens différents, se rattachant à des tendances secondaires ou exigeant une unité d'action précise à coordination compliquée. Une différenciation peu avancée des fonctions sociales ne permet pas de dégager un ensemble d'intérêts, sans attirer dans la sphère des fonctions correspondantes d'autres intérêts concomitants, ayant entre eux peu ou point d'harmonie.

L'association par ressemblance a reçu un grand développement dans les temps modernes, c'est donc dire qu'elle a devant elle l'avenir, mais en attendant, les associations les plus fortes, les plus étendues, les plus complexes, présentent un type mixte dont l'organisation à côté d'éléments semblables en englobe d'autres concomitants aux premiers.

C'est pour cette raison que nous les appelons *associations par concomitance* ou plus exactement associations des éléments concomitants, la ressemblance restant toujours la base de l'organisation.

Les éléments en question peuvent être classés en plusieurs catégories.

1^o Il est difficile que les individus s'unissant sur la base d'une analogie d'intérêts, ne fassent intervenir dans l'action commune certaines particularités de caractère (de tempérament, de sensibilité, de méthode intellectuelle) qui leur sont propres et qui, par cela même, constituent des éléments accessoires, exerçant une influence souvent considérable sur le mode d'activité. Fréquemment, des individus sont tellement absorbés par l'œuvre commune, qu'ils y mettent « toute leur âme », c'est-à-dire qu'ils y engagent non seulement cette personnalité particulière qui est le produit d'une pénétration mutuelle et d'une assimilation réciproque, mais encore leur individualité entière. Évidemment, il y a là un élément de diversité (d'ailleurs intimement lié au principe constituant) qui pénètre dans l'association et en fait dans une certaine mesure une association non seulement de personnalités mais encore *de personnes*.

2^o Tout but proposé, toute activité fixée dans ses traits généraux entraîne en se développant des conséquences qui, peut-être, de prime abord, n'ont pas été prises en considération. La complexité de la vie sociale elle-même crée des cas imprévus, des complications qui ne peuvent être évitées sans porter atteinte au but lui-même. Or, les *conséquences* nécessaires de la cause commune peuvent constituer un élément de diversité, tout en étant intimement liées à l'agglomération existante. Ainsi une association religieuse ou autre commence à être persécutée : le fait éveille nécessairement une activité complémentaire, destinée à préserver la communauté contre les conséquences de la nouvelle position qui lui est faite et nécessite un ensemble d'action beaucoup plus compliqué. Une semblable association repoussée, isolée par le milieu au sein duquel elle vit, développera probablement une activité accessoire de secours mutuels et d'assistance, évitera la publicité, se consolidera à l'intérieur, etc.

3^o Aux buts sont associés les *moyens* employés à les atteindre. Or, on peut être d'accord quant aux buts et différer quant aux moyens, quoique cette diversité de vues ne cesse d'être regardée comme secondaire, lorsqu'on la compare à l'objectif principal, d'autant plus que souvent l'on emploie parallèlement les moyens qui sont multiples. Nous avons là encore une forme d'association par concomitance où l'élément hétérogène est entraîné par la présence même d'un lien d'homogénéité.

Par exemple, un syndicat d'ouvriers ayant pour but la défense de leurs intérêts professionnels, emploie souvent à côté des moyens pour

ainsi dire normaux (bureau de travail, participation au conseil des prud'hommes) des procédés extraordinaires, comme la grève ou le boycottage; or, sur ce dernier point, les divergences sont toujours plus fortes, puisqu'un nouvel élément de coordination est mis en jeu.

Dans toute association par concomitance, à mesure que l'élément de différence, qui y est impliqué, perd de sa vigueur et, à force de s'exercer dans l'action commune, acquiert un degré suffisant d'assimilation, — la concomitance se transforme en ressemblance et l'association rentre dans le type précédent. Si, par contre, l'hétérogénéité inhérente venait à absorber l'élément commun ou à le dépasser en intensité, il surgirait un désaccord interne et finalement la dissolution complète. Enfin, si la tâche remplie par l'association était socialement indispensable, il y aurait intervention de l'État et organisation forcée de la fonction.

La structure elle-même des associations par concomitance, en quoi diffère-t-elle de celle des associations par ressemblance pure? Certes, ce n'est pas nécessairement par sa plus grande complexité. Nous l'avons vu, on peut se représenter des fonctions multiples, organisées d'une manière autonome, réunies en un seul corps complexe et dirigées par un organe central régulateur, où toute relation associative sera un lien de ressemblance, où, par conséquent, les diversités fonctionnelles n'étant pas mises en rapport, en tant que différences, n'existeront pas au regard de l'entier.

La différence consiste dans une double particularité propre aux associations par concomitance : la division du travail s'établit dans leur sein et une certaine puissance est conférée à l'organe régulateur.

1^o Toutes les fois que les tâches parcellaires, pour quelque cause que ce soit, n'ont pas été entreprises par des groupes complémentaires constitués préalablement, puis intégrés en un seul tout, force est de diviser le travail complexe, entrepris par l'association déjà constituée, en opérations particulières, d'opérer un classement entre les sous-fonctions et de les confier à des organes, groupés *ad hoc*. Seulement, notons-le bien, ce n'est pas une différenciation organique entre les membres qui s'établit par ce fait, c'est une différenciation fonctionnelle entre les travaux de genres distincts, ce n'est pas par conséquent une inégalité entre participants, mais une diversité d'action qui en est la conséquence. Les deux faits doivent être soigneusement distingués, vu que le premier peut aussi bien se présenter dans les associations par concomitance. Dans ce cas, ce n'est que d'une manière indépendante, par suite d'une

différence originaire d'aptitude, d'influence ou d'initiation, librement subie par les membres à titre d'hétérogénéité concomitante, puis sanctionnée par l'organisation. Une division du travail se greffe d'ordinaire sur ces inégalités sans être nullement leur cause déterminante.

2° La coordination des éléments différentiels nécessite un pouvoir régulateur, destiné à maintenir leur cohérence. Quelques exemples suffiront pour mettre cette proposition en relief. Un chœur bien exercé peut chanter d'accord sous une direction régulatrice élémentaire, mais qu'il soit appelé à figurer dans une pièce de théâtre, une direction absolue devient nécessaire pour rapprocher, unir, rendre cohérente la diversité de capacités scéniques et de compréhension des rôles. Pour maintenir en ordre une assemblée animée d'un même esprit, il faut un pouvoir discrétionnaire beaucoup moins fort que pour une assemblée hétérogène, surtout si elle est peu soucieuse du maintien de l'ordre. Figurons-nous encore une association quelconque qui, menacée dans son existence légale, se transforme en une société secrète. Le but de conservation, jusqu'ici pleinement réalisé par l'identité de tendances, exige désormais des qualités nouvelles et toute une série compliquée d'actes cohérents, impossibles à accomplir sans un pouvoir directeur, voire même gouvernemental.

Toute association par concomitance est douée d'un ou de plusieurs organes exerçant une puissance coordinatrice sur les éléments imparfaitement assimilés ou insuffisamment cohérents. Cette puissance peut aller jusqu'à une subordination complète, dans les limites de la participation volontaire à l'œuvre commune. L'histoire fourmille de ces exemples d'associations libres, gouvernementalement organisées, qui par leur discipline et le pouvoir exercé sur les membres rivalisent avec l'organisation de l'État. Mentionnons seulement les monastères du moyen-âge, les ordres religieux, la franc-maçonnerie, les puissantes associations politiques depuis les Carbonari jusqu'aux Ligues contemporaines. Il y a enfin les Églises qui ont présenté souvent de vrais gouvernements, non seulement des âmes, mais des corps : l'adhésion, primitivement spontanée, étant devenue héréditaire au cours des générations et toute rétractation rendue impossible par la contrainte, certaines Églises ont confiné aux formes d'une organisation d'État, vu leur tendance à englober les croyants sinon dans tous leurs besoins de la vie commune du moins dans leurs intérêts concomitant à la vie spirituelle. Dans ce dernier cas, après avoir acquis une base territoriale, l'Église peut se transformer en État régulier.

Les associations spontanées jouent dans la vie des sociétés un rôle

beaucoup plus considérable que l'opinion répandue veut bien le croire. Leur activité augmente toujours, et « l'accroissement de l'action directe de la Société est, en réalité, une loi du développement social. » (1)

Ce serait cependant une erreur d'affirmer que l'organisation sur la base de la ressemblance est un apanage des temps modernes : dans l'antiquité déjà, à l'époque où l'intensité de la vie sociale était faible, elle fut le fondement de la structure segmentaire des agglomérations primitives et prépara l'État-Cité. Le groupe familial archaïque est une association maritale d'abord, puis successivement une association de parents utérins et consanguins à descendance commune. Sous leur forme antique, ces organisations embrassent à la fois les dieux, les hommes et les choses : tels la famille quiritaire, la gens, la curie et la tribu romaines, toute cette série d'associations à lien fédératif, ayant chacune des dieux propres, un culte, des repas et des sépultures communes et pratiquant l'assistance mutuelle sur une large échelle. Les communes du moyen-âge débutent la plupart par la constitution d'une association commerciale ou gilde marchande, souvent d'une conjuration, consacrée par un serment de secours mutuel (commune jurée). Après avoir obtenu la charte du suzerain, elles se transforment en seigneuries en nom collectif, acquièrent un territoire et des sujets et entrent par ce fait dans le rouage de l'État.

De la forme segmentaire qu'elle présentait à l'origine, l'organisation spontanée passe graduellement à des formes plus compliquées : la ressemblance primitive, si intense, qu'elle englobait la sphère entière de la vie sociale, devient de plus en plus partielle, spéciale et se distribue entre un grand nombre de groupes divers. Mais l'activité exercée par ces groupes devient de nos jours presque illimitée quant aux fins qu'ils poursuivent, depuis la tâche modeste d'une stimulation de la vie sociétaire, jusqu'à la mission étendue de seconder l'action de l'État et parfois de le suppléer dans certaines de ses fonctions. Les associations spontanées procurent des jouissances, développent l'adresse et la force physique, favorisent les progrès de la science et la culture des arts, répandent l'instruction, subviennent aux besoins religieux ou moraux ; elles combattent les maladies, luttent contre la misère, améliorent les conditions du travail, font acquérir des richesses nouvelles et organisent de vastes entreprises hardies et risquées ; c'est encore leur activité

(1) S. K. Hamilton, Le développement des fonctions de l'État, *Rev. d'Éc. pol.*, V, p. 153.

qui stimule et attise la vie publique, seconde parfois la défense du pays et le maintien de l'ordre intérieur, provoque des changements et des réformes dans l'organisation politique, engendre une colonisation rationnelle, etc., etc.

On a convenu — bien à tort — de placer toute cette catégorie de phénomènes sous la rubrique de « l'initiative privée » ; en l'appelant ainsi, on réduit ce mouvement immense au rôle effacé d'efforts individuels, au lieu de le considérer comme un système de fonctions, exercées par l'organisation spontanée de la Société. Il est temps que la théorie les remette à leur vraie place.

(*La fin prochainement.*)

SIGISMOND BALICKI
de Genève.

Études sur la propriété communale dans la Petite-Russie.

I

LA COPROPRIÉTÉ DE FAMILLE.

De toutes les questions relatives à l'histoire générale de l'organisation économique et de l'organisation foncière dans l'ancienne Petite-Russie, questions que la science n'a pour ainsi dire pas abordées jusqu'ici, celle qui se rapporte aux siabres (coparticipants) et aux propriétés siabrynales (copropriétés des familles), a été la moins étudiée. On n'a jamais expliqué cette forme de possession de terre dont quelques vestiges se sont conservés dans certains endroits du gouvernement de Tchernigoff, et les statisticiens mêmes de ce gouvernement l'ont complètement passée sous silence. Pour ce qui concerne l'histoire de l'institution des propriétés siabrynales, tous ceux qui ont fait des recherches dans les documents où se rencontre fréquemment le mot « siabre », afin de connaître le genre de vie des

familles de la Petite-Russie, à l'exemple de M. Antonovitch (le savant professeur qui a traité de l'histoire de la Petite-Russie), et des commentateurs polonais et russes qui ont interprété les anciens monuments législatifs du code lithuanien et « *Droits dont on usait pour juger le peuple dans la Petite-Russie* », etc.; tous ces écrivains, dis-je, ont évité au même degré d'analyser cette institution et d'éclaircir le sens du mot « siabre », le rôle qu'il a joué et l'importance qu'il a eue dans l'histoire de la propriété foncière en Petite-Russie et dans les provinces du nord-ouest.

D'après cela, il est évident que les difficultés se présentent en grand nombre à quiconque se décide à pénétrer dans un domaine si ignoré, si délaissé, et désire entreprendre l'étude des questions qui se rapportent aux siabres et aux possessions siabrynales de la Petite-Russie. Ces difficultés sont d'autant plus grandes que celui qui a voulu faire des recherches suivies a dû, avant tout, se mettre en possession des matériaux indispensables à cette étude et réunir par groupes les documents épars dans les archives particulières, et dans les archives de certaines villes de la Russie méridionale. Toutes les éditions des documents parues jusqu'à présent, ne donnent qu'une faible idée du caractère et surtout de la forme des possessions siabrynales; et sans le secours de papiers fournis par quelques archives particulières, et de documents réunis dans les livres terriens composés sur l'ordre du gouverneur général Roumiantsev et contenant une description détaillée de la Petite-Russie en 1766-1768, il aurait été impossible de faire un pas en avant dans l'étude de la question.

Ce n'est que petit à petit et à grand'peine que l'auteur a réussi à se procurer une quantité de données comparativement très insignifiante, pouvant jeter un peu de lumière sur l'organisation des possessions siabrynales, organisation qui a une grande importance, non seulement pour l'histoire de la Petite-Russie, mais aussi, et peut-être une plus grande encore, pour l'histoire des changements survenus successivement dans la forme de la possession des terres en général. Je dis, avec raison, que je n'ai pu me procurer qu'une quantité insignifiante de documents, car ceux que j'ai eus sous la main n'embrassaient qu'une étendue géographique assez limitée et précisément la partie nord-ouest du gouvernement actuel de Tchernigov, c'est-à-dire le territoire formant les districts de Tchernigov, Horodnia et Oster.

Il ne sera donc pas superflu de dire quelques mots sur ces documents avant d'entreprendre l'étude de la question concernant les

siabres, afin d'appuyer les déductions que j'expose dans le présent article.

Je me suis servi de documents relatifs à l'histoire des possessions de terres dans les trois villages de Kosly, Nédantchitchy et Micy (district de Tchernigov), et qui appartenaient à feu M. Konstantinovitch. Ils se rapportaient surtout à cette « coparticipation » dont jouissaient, au XVIII^e siècle, dans leurs terres siabrynales, dans leurs maisons de campagne des villages cités, les ancêtres de M. Konstantinovitch. Si insignifiante que se soit trouvée la quantité de ces documents, ils ont du moins servi de base solide à mes études sur le caractère et surtout sur certaines formes de possessions siabrynales. Mais les interruptions qu'ils contenaient et principalement l'absence de données pouvant me faciliter l'étude de la forme de jouissance en usage chez un groupe entier de siabres et de familles siabrynales, m'a indispensablement forcé à recourir à la source première des connaissances qu'on possède sur la vie économique en Petite-Russie aux XVII^e et XVIII^e siècles, c'est-à-dire à cette partie de la description Roumiantsev qui embrasse presque tout le gouvernement actuel de Tchernigov et qui se trouve dans la bibliothèque de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg. Des cent cinquante in-folio dont se compose cette partie de la description, je n'ai eu à ma disposition que cinq volumes qui contenaient la description d'une partie de villages appelée « centaine » (sotnia, hundred,) de la « sotnia » de Lubetch, et de quelques villages et hameaux appartenant aux sotnias de Raisky et de Gorodnia (t. 6, 7, 8, 9, 13). Quelques rapports sur les villages ci-dessus mentionnés, ainsi que des documents relatifs aux siabres et aux possessions siabrynales ont suppléé aux documents des archives Konstantinovitch. Une troisième source est venue se joindre à ces deux premières, et m'a été fournie par les archives particulières des familles Evreinov et Stakhovitch. Le plus grand nombre des documents que ces archives contenaient concernait les possessions siabrynales du village de Pérépice (district de Horodnia). Ressemblant assez par leur caractère et leur contenu aux documents des archives Konstantinovitch, ils étaient cependant plus complets que ceux-ci, car ils embrassaient une plus grande période (du commencement du XVIII^e siècle jusqu'à la fin de ce siècle), et ils m'ont procuré un acte très important relatif aux partages ou lotissements périodiques des dépendances siabrynales en 1716. Plusieurs déclarations des villages et des hameaux faisant partie de la sotnia d'Oster, dont le manuscrit appartient à la bibliothèque de

l'Université de Kiev, ont contribué à compléter les données déjà signalées. Quoique ce manuscrit, qui est un fragment des livres terriens de Roumiantsev, ne m'ait procuré que peu de documents relatifs aux siabres, en ce sens qu'il ne date que de l'époque à laquelle la possession siabrynale a commencé à disparaître dans les villages de la sotnia d'Oster, il m'a fourni deux ou trois fois le modèle des formes de possession siabrynale qui s'y étaient conservées presque intactes et sous l'aspect qui leur était propre.

Tels sont les matériaux dont j'ai pu disposer. Leurs données se sont évidemment trouvées insuffisantes pour m'amener à la solution définitive de la question, et trop incomplètes dans le cas présent pour en éclaircir tous les côtés, d'autant plus que maintes fois elles n'ont pas répondu à mes recherches. Cependant, comme elles se rapportaient au district où, autant que je sache d'après les enquêtes qui ont été faites, la possession siabrynale s'est conservée jusqu'à présent et s'est plus ou moins maintenue telle qu'elle était aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, alors qu'elle représentait la forme de possession prédominante, il m'a été possible, en m'appuyant sur les documents cités, d'éclaircir quelques traits de cette forme en usage dans la Petite-Russie aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Je suis parvenu, en outre, à compléter ces données, à interpréter les articles du statut lithuanien sur les siabres, et enfin à exposer quelques formes de jouissance dans les terres siabrynales possédées par indivis.

Je n'ai pas eu en vue de faire connaître, dans le présent article, toutes les conclusions que j'ai tirées des matériaux que j'ai eus à ma disposition. Je n'ai pour but que de parler des traits les plus caractéristiques de la possession siabrynale dans la Petite-Russie, de représenter les côtés les plus saillants de cette forme de jouissance, de donner une définition juridique plus ou moins détaillée de son institution, afin de la distinguer des autres, de tâcher, autant que possible, d'en donner une première idée sur les pages encore blanches de l'histoire du droit petit-russien, et enfin d'augmenter le nombre des données connues, en y ajoutant celles qui sont encore inconnues et qui peuvent servir à faire des études de comparaison entre les institutions foncières primitives.

I

La première question que nous devons étudier, en commençant notre exposé, est celle qui a pour but d'expliquer ce qu'on entend par le mot « siabre », et d'éclaircir le sens et l'importance de ce mot. L'usage l'a fréquemment consacré non seulement dans la Petite-Russie, mais aussi dans différentes localités de la Grande-Russie et même au dehors, dans presque tous les pays slaves. Nous le trouvons au nord, au midi, à l'est et à l'ouest de la Russie, en Sibérie, en Serbie, etc... Nous lisons, même dans le dictionnaire de Dal, sur les idiomes de la Grande-Russie : « siabre et ses synonymes, siaber, sèbre, siber, chabre, chaber, chabra, etc., signifient coassocié, coparticipant » ; et plus loin : « voisin, propriété, famille, cour, mir, communauté de village » ; plus loin encore : « on les emploie pour indiquer des terrains possédés par indivis et en commun, et désignés sous le nom de : terres communes » (partagé une prairie entre cinq chabres). Ils indiquent, par conséquent, des cas tout à fait différents ; ils sous-entendent ce que le code de lois russe appelle « possession commune, communauté de biens, famille conjointe, communauté de village », en un mot, ils sont employés pour désigner toute association quelle qu'elle soit. Ces mots ont une signification aussi vague et aussi peu arrêtée dans la Grande-Russie actuelle.

Examinons maintenant quel sens on a donné au mot « siabre » en Petite-Russie. Ses synonymes sont les mots suivants, dans les actes édités comme non édités des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles : « siabre, coparticipant (uczęsnik), coassocié, proche, commun » ; ensuite : « voisin, covoisin » ; c'est-à-dire qu'il remplace par lui-même tous les mots qui ne définissent pas clairement ce qu'ils indiquent. Cependant on peut arriver, d'après certains documents, à donner une définition plus exacte du mot « siabre », quoique, il faut l'avouer, il ne m'ait pas été possible d'interpréter toutes les significations qu'on lui a données en Petite-Russie, vu la trop petite quantité de ces documents. Quiconque a consulté les actes de vente petits-russiens datés du ^{xviii}e siècle, a certainement eu occasion de se heurter à la vente, tantôt d'un moulin, tantôt de la moitié d'un moulin, tantôt d'un tiers, d'un quart, etc... ; de même qu'à la vente d'une pierre entière ou meule, d'une moitié, d'un tiers, d'un quart, etc., ou bien d'une moitié, d'un quart, d'un huitième du revenu de la meule, c'est-à-dire de la

mouture. Cette forme de vente était le résultat d'une coparticipation à la construction d'un moulin, et c'est cette coparticipation qui portait le nom de « siabrynage ». Les copropriétaires d'un moulin, les coassociés étaient tous désignés dans les actes de vente sous le nom de « siabres » (1). Chaque siabre avait droit à une partie proportionnelle du moulin, soit à plusieurs meules, c'est-à-dire à une partie du revenu de ces meules; la réunion de tous les siabres formait une association (2) obligée de respecter les droits des coassociés lorsqu'il était question de transférer une partie du moulin dans des mains étrangères.

Un étranger pouvait toujours être admis à faire partie de l'association en remplacement d'un autre membre, mais à condition que tous les membres consentissent d'abord à son admission, ou, ce qui revient au même, au cas d'un refus provenant de tous les membres en général et de chacun d'eux en particulier, à faire acquisition de la partie aliénée. Cette coparticipation avait, pour ainsi dire, un caractère non pas matériel, mais idéal. La chose possédée ne consistait pas en réalité dans une partie quelconque du moulin, mais dans le revenu de la mouture, dans la « recette faite au moulin », proportionnellement au droit que chacun des siabres avait sur le moulin, que ce droit fût sur une moitié, un tiers, un sixième, etc... (3).

(1) Voici un modèle d'acte de vente emprunté à un grand nombre du même genre. En 1733, un cosaque « possédant, dans un moulin, une meule, dont une moitié avait été mise en gage par feu son père », vend l'autre moitié à un tel, parce que celui-ci, étant son siabre, est « intéressé » dans l'achat, et parce que, lorsque son père avec tous ses associés « siabres » avait vendu au sus-nommé un tiers de la digue, les coassociés avaient déclaré, d'un commun accord, que si un des meuniers voulait vendre un jour sa part à un étranger et non à l'un d'eux, l'intéressé (acheteur dont il s'agit dans l'acte de vente) devrait la payer.

(2) Voir à ce sujet, les documents parus dans les publications périodiques du gouvernement de Tchernigov, de l'année 1858; pages 135, 136, 144, 145, 153 et autres.

(3) De là une masse de titres d'achat à propos de la vente du droit qu'on avait sur telle ou telle partie du revenu d'un moulin. Voir, par exemple, un titre d'achat daté de l'année 1694 qui se trouve dans les documents de la sotnia de Zolotonocha (Univ. de Kiev, I, n° 9). La vente avait tout d'abord un caractère très original : si une partie du moulin ou les droits qu'on avait sur cette partie étaient vendus pour une certaine somme, l'autre partie égale devait être vendue pour la même somme. En 1716, une paysanne de Lubetch vendit avec son fils la moitié du moulin pour 80 pièces d'or et « il

Le procès-verbal d'un jugement qui a eu lieu en 1737, dépeint et fait ressortir particulièrement le caractère du siabrynage et en donne la signification. Nous y trouvons un contrat passé pour la construction d'un moulin, et basé sur les principes de l'association siabrynale. Le 9 janvier 1737, trois frères du nom de Jatsenko et un cosaque du nom d'Harbouse se présentèrent devant l'assemblée de la commune du village de Loukachy, et déclarèrent avoir l'intention de bâtir un moulin, en commun et à leurs frais, sur la digue existant dans ce village. Les conditions du marché consistaient en ce que le cosaque Harbouse, à qui appartenait la digue, donnerait aux frères Jatsenko l'autorisation de bâtir un moulin, si ceux-ci consentaient à prendre sur eux la moitié des réparations qu'exigerait la digue, tandis que lui, Harbouse, prendrait sur lui l'autre moitié. Le marché fut conclu et les quatre coparticipants prirent dans le contrat le nom de « siabres ». Il fut convenu, d'après ce même contrat, que le revenu fourni par l'entreprise, c'est-à-dire « la recette qui se ferait au moulin », serait partagé entre tous les siabres, de manière que la moitié revînt à Harbouse et l'autre moitié conjointement aux trois Jatsenko. Chacun de ces derniers se trouvait de la sorte en possession d'un sixième du revenu de l'entreprise qui ne devait avoir lieu que pour un certain temps. Le terme de l'association était fixé par ces mots : « jusqu'à ce que le bâtiment soit en bon état ». Il n'était pas permis de renouveler le contrat ni de rebâtir le moulin.

Dans ce cas, ainsi que dans bien d'autres cas du même genre, nous avons affaire à une entreprise qui n'est autre que purement industrielle, et qui est fondée dans un but commercial par des gens étrangers l'un à l'autre et n'étant pas unis par des liens de parenté. L'emploi dans ce cas, du mot « siabre » prouve qu'au XVIII^e siècle, on ne désignait par ce mot en Petite-Russie qu'un simple cointéressé, un membre coparticipant d'une entreprise exécutée par plusieurs.

C'est une des significations qu'on a données au mot « siabre » en Petite-Russie. Mais elle n'était ni unique ni prédominante, puisque le mot avait bien d'autres sens encore. Le mot « siabrynage » s'appliquait à un très grand nombre de cas se rapportant à l'industrie agricole, aux cas de possession et de jouissance de la terre laboura-

fut déclaré que son siabre avait vendu pour 80 pièces d'or aussi la part qui lui était échue en héritage de son père ». Description de Roumiantsev, Lutchetch, t. 6.

ble, des forêts, des étangs, etc., et ces derniers cas étaient ceux-là mêmes pour lesquels il était principalement employé.

On se demandera quel caractère avait ici le siabrynage? s'il représentait une simple coparticipation, une société en commandite ou quelque chose d'analogue? Était-il basé sur des principes d'association, sur le travail, ou émanait-il d'autres principes?

A en juger par ce qui a été dit jusqu'ici des siabres dans les ouvrages historiques russes et polonais, le principe d'association était essentiellement particulier au siabrynage. Maciéjowsky, dans uns de ses articles imprimés dans *La causerie russe*, donne du mot « siabre » la définition suivante, qui a été maintes et maintes fois répétée par d'autres : « Le sebras ou coparticipant, s'associant avec un maître de maison, recevait de celui-ci une portion de terre et la cultivait à son propre profit. D'après le travail fait par l'ouvrier, le Lithuanien décidait si le sebras était digne de son ultérieure bienveillance. Si l'ouvrier se montrait capable, le maître l'admettait comme coassocié, et à partir de ce moment il le nommait son enfant (wakjas, jeune homme; vakjai, enfants), le nourrissait pendant l'hiver et le destinait à devenir un de ses laboureurs l'année suivante ».

Cette définition est-elle exacte et explique-t-elle le passé? Jusqu'à quel point peut-on l'appliquer à ce qu'on désignait autrefois en Petite Russie sous les noms de « siabre, siabrynage » lorsqu'il s'agissait de la terre et des relations agricoles? Pour résoudre ces questions il est indispensable de connaître avant tout quelles étaient l'organisation et les relations réciproques existant entre des individus qui, en cas de manifestation conjointe de leurs droits et de leur pouvoir sur les terres possédées par indivis, recevaient le nom de siabres.

II

Il est reconnu que le fait des partages fréquents, l'individualisation, l'aspiration de chaque famille à une existence indépendante et complètement libre constituent les traits caractéristiques de la vie, chez le peuple de la Petite-Russie. Et cela est parfaitement juste s'il s'agit de la vie du peuple actuel; mais nous commettrions une grave erreur, si nous reportions ces traits au passé de la Petite-Russie. Ces aspirations ne datent ni d'une époque reculée, ni de temps im-

mémorial. Elles datent d'une époque relativement assez récente, car il y a environ un siècle, lorsque fut rédigée la description de l'Ukraine par Roumiantsev, un fait d'un caractère absolument opposé se manifestait fréquemment sur toute l'étendue du territoire qu'occupent à présent les gouvernements de Tchernigov et de Poltava. De nos jours, il ne s'est conservé que de rares vestiges de l'ancienne organisation des familles et les statisticiens de Poltava n'ont réussi à retrouver de cette organisation qu'une quantité insignifiante d'exemples représentant le type de la famille conjointe ou unie (joint-family), formée par un groupe plus ou moins nombreux de parents qui dirigeaient conjointement les propriétés, qui possédaient la terre en commun et qui rappelaient, en partie, la « zadrouga » des Serbes (1). Cependant vers le milieu du XVIII^e siècle, malgré la crise que traversait alors la Petite-Russie, crise qui a amené de grands changements dans l'organisation des familles et de la société petite-russienne, et dont la répartition des propriétés foncières eut le contre-coup, le nombre des cas d'existence de familles vivant en commu-

(1) Dans un village du district de Poltava se trouvait, par exemple, une cour où demeuraient trois frères mariés avec un frère célibataire et une marâtre. Celle-ci était à la tête de la maison (on l'appelait la mère). La plus âgée des épouses était chargée de la cuisine et des provisions alimentaires et tous les membres de la communauté mangeaient à la même table. Ceux qui étaient mariés, avaient leurs logements séparément, ainsi que le bétail et les vêtements, mais ils cultivaient la terre en commun. Recueil de la statistique économique du gouvernement de Poltava, t. II, p. 20-21. — Il en était de même pour le district de Mirgorod. Dans le hameau Maslo se trouvait une famille composée d'un oncle et de deux neveux mariés, fils de deux frères différents. Chaque neveu avait avec lui sa propre mère, ce qui n'empêchait pas toute la famille de respecter comme des parents l'oncle et sa femme. C'est celle-ci qui dirigeait la maison, qui était la mère. Ils habitaient tous des chaumières séparées les unes des autres, et ils avaient en commun non seulement la table, le pain et le bétail, mais aussi les vêtements qui s'achetaient sur le compte de la famille. Tous les membres s'occupaient conjointement des travaux champêtres. Dans un autre hameau se trouvaient cinq frères dont quatre étaient mariés. Le frère aîné était considéré comme le maître de la maison, et sa femme surveillait le personnel féminin. La nourriture, l'habillement, le bétail, etc., étaient en commun. *Id.*, t. III, p. 17. — Il est curieux de comparer l'expression « *dae privid* » (qui donne l'impulsion) avec l'expression employée dans un testament daté de l'année 1685. « Ma femme devra rester maîtresse et diriger la maison ». Description de l'Ukraine par Roumiantsev, I, 124. Nous renvoyons le lecteur aux travaux de la commission sur le droit coutumier dans le gouvernement de Poltava (1873). « Sur les droits des maîtres de maison ».

nauté était encore très considérable, et, si ces familles ne donnaient pas le ton au genre de vie d'alors, du moins elles ne faisaient point exception à la règle générale. Dans les déclarations innombrables qui remplissent les folios de la description Roumiantsev et qui se rapportent aux années 1766-1768, il n'est pas rare de trouver des familles qui vivaient en communauté. Les cours dans lesquelles demeuraient trois, quatre, cinq, six, huit familles et plus étaient en très grand nombre; ces familles se composaient non seulement de frères, mais aussi de cousins, de neveux, d'oncles, de tantes, de beaux-frères, de gendres, etc... Et ce qui est encore plus frappant c'est que la plupart de celles qui demeuraient dans une même cour ne représentaient nullement des unités séparées n'ayant de commun que la cour qu'elles habitaient. S'il en arrivait autrement ce n'était rien moins que le résultat d'une organisation nouvelle. Ces familles indépendantes, au contraire, formaient presque toujours les unes avec les autres un tout indivisible : elles possédaient en commun et par indivis la terre achetée conjointement par elles toutes; elles dirigeaient ensemble la propriété et elles avaient souvent le bétail en commun. Le fait avait été cité depuis bien des années par M. Lazarewsky, qui en avait donné un aperçu (1). Ce sont les déclarations des villages faisant partie de la sotnia de Konotope qui l'avait amené à cette conclusion. On pourrait citer un nombre infini d'exemples fournis par les déclarations de villages et de hameaux

(1) Il faut généralement faire remarquer, écrit M. Lazarewsky, qu'il y a cent ans, dans les familles cosaques, cette extrême divisibilité d'à présent n'existait pas. Il y avait des familles où tous les cousins demeuraient ensemble, quelquefois même avec leurs tantes, etc... Recueil de Tchernigov, I, page 175. — Ajoutons encore deux ou trois exemples : dans certain village de la sotnia de Kozeletz (Descript. Roumiantsev, biblioth. de l'Université de Kiev), existait une cour où, dans une des chaumières se trouvant dans cette cour, demeuraient deux frères, leurs quatre fils mariés et un gendre; dans une autre cour demeuraient un oncle des premiers et ses fils mariés; tous ensemble, ils formaient une famille vivant en communauté. — Dans une autre cour se trouvaient cinq chaumières : l'une d'elles était occupée par une veuve, ses trois fils, son neveu et sa mère; une autre, par un neveu et la veuve d'un autre neveu; une troisième, par la veuve d'un neveu avec son fils et son gendre; une quatrième, par deux neveux; une cinquième, par un gendre avec son fils; il y avait en tout seize familles qui possédaient la terre en commun et qui dirigeaient conjointement la propriété (village Irjavetz). Outre cela, dans le même village se trouvaient deux cours ayant sept chaumières habitées par onze familles vivant en communauté.

appartenant à différentes localités de l'Ukraine et qui serviraient de preuve à l'appui. Ces déclarations nous font connaître des faits plus intéressants encore. Il arrivait parfois que deux, trois, et même un plus grand nombre de cours fussent habitées par des familles parentes qui avaient en commun le profit d'une terre possédée par indivis et qui dirigeaient conjointement la propriété. Ces cas, il est vrai, étaient comparativement assez rares en 1766. Cet état de choses se trouvait sans doute déjà en pleine décadence alors. Mais il avait indubitablement survécu à celui qui prédominait avant lui.

Les terres qui appartenaient en commun aux familles vivant en communauté et qui étaient désignées sous le nom de « terres communes possédées par indivis, terres d'association, etc... », existaient encore, au milieu du XVIII^e siècle, en nombre assez considérable par rapport à la totalité des terres possédées dans tout le pays. C'étaient surtout des biens avitins parfois achetés conjointement et qui, dans un cas ou dans un autre, continuaient à servir de profit commun à tout le groupe de familles. Pour ne pas remplir de chiffres les pages de cet article, je n'en citerai qu'un exemple : Dans cinq villages seulement de la sotnia de Zolotonocha qui, vers le milieu du XVIII^e siècle, avait eu à subir un changement particulièrement important dans son organisation foncière, sur 3,297 journaux de terre labourable il s'en trouvait, en l'année 1767, 1,305 possédés par indivis et en commun, c'est-à-dire environ 40 0/0. La possession en commun de la terre, sa culture faite en commun, allaient de front avec le genre de vie d'alors et se résumaient par la formule sacramentelle « vivre du même pain, d'un même pot, feu et chateau », *in uno pane sedere* ou *vivere* (1).

C'est le droit coutumier d'alors qui nous fait voir jusqu'à quel point à cette époque, et plus encore à une époque plus reculée, le genre de vie des habitants de la Petite-Russie était basé sur des principes de communauté familiale ou « gente » ; ce droit en est la preuve la plus évidente, puisqu'il était fréquemment mis en usage dans les cas de restriction de ventes, d'aliénation de propriétés foncières et de rachat de biens patrimoniaux, dont font souvent men-

(1) Voir *Akta grodskie i zemskie*. Lemberg, t. XV, nos 3922, 3926, etc.

En 1699, trois frères qui demeuraient avec leur père ne pouvant plus « vivre du même pain », procédèrent, après la mort de celui-ci, au partage de leur maison et de leurs terres possédées par indivis. — Description de l'Ukraine, v. VIII.

tion les documents qui se rapportent aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et qui sont une manifestation d'un passé plus récent. Les traces de ce qu'on appelle « survivals » s'y rencontrent à chaque pas. Le droit coutumier ne reconnaissait pas le droit de prescription en ce qui concerne les biens patrimoniaux. Les parents étaient censés avoir le droit de racheter une terre aliénée quelle qu'ait été la durée de l'aliénation. Je dirai plus. Dans les cas où le dernier possesseur refusait d'accepter la somme offerte pour le rachat, les parents pouvaient verser cette somme devant témoins et rentrer en possession de la terre patrimoniale. Si la vente des terres avait lieu, ce n'était pas autrement qu'après « délibération et avec l'autorisation et le consentement » de tous les parents « proches et éloignés », de toute la « maison », et lorsque tout le groupe de parents en général, et chaque membre en particulier, refusait de donner la somme nécessaire au rachat ou n'avait pas le moyen de la donner. Cette dernière circonstance, à elle seule, forçait l'aliénation. Il est évident que tous les parents étaient considérés comme intéressés dans la terre qui avait été autrefois la propriété de leur groupe, de leur réunion indivisible. Le fait était tellement inhérent aux idées d'alors qu'assez souvent, et même encore aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on en défendait la vente; dans les cas où on l'autorisait, elle ne devait avoir lieu qu'entre parents, ou elle était forcée (1).

(1) Je citerai quelques exemples parmi tous ceux que m'ont fournis les documents. En 1727, un tel avertit ses parents qu'il désirait vendre la terre et leur demanda l'argent de sa valeur; mais il dut la vendre à un étranger, « car les parents ne voulurent pas la racheter ». En 1749, un autre déclara avoir maintes et maintes fois exigé le paiement de ses parents. En 1729, un individu désirant vendre sa terre, demanda à ses oncles de l'acheter, car « si vous n'avez pas la possibilité de l'acheter », leur dit-il, « je la vendrai à un étranger ». Les oncles refusèrent et la terre fut vendue. En 1742 : « Notre gendre a racheté la terre; mais s'il a un jour l'idée de la revendre à quelqu'un qui ne lui soit pas parent, celui-ci n'aura pas le droit de l'acheter à notre insu et sans notre consentement, car c'est à nous qu'appartient le droit de verser au gendre ou à sa femme la somme nécessaire au rachat. » — La même année : « Si notre parent veut vendre la terre à un étranger, je lui en montrerai l'argent si cela m'est possible, car notre terre ne doit pas être aliénée ». — En 1712, un parent, « en sa qualité d'héritier direct », voulut racheter une terre qui avait été acquise par un curé. Celui-ci refusa de vendre ladite terre et de prendre la somme qu'on lui en offrait. Le parent porta l'argent à l'évêque, puis à l'hôtel de ville et rentra en possession pleine et entière de la terre aliénée. Tous ces documents se trouvent dans la descrip-

Il est vrai qu'au ^{xvii}^e siècle et encore plus au ^{xviii}^e, dans le plus grand nombre de cas de ventes de ce genre, nous avons affaire à des vendeurs qui ne faisaient déjà plus partie d'une famille unie et qui agissaient de plein gré ; mais les difficultés dont les ventes étaient entourées, le droit très étendu qu'on avait au rachat, de même que le droit que donnait le retrait du lignage sont un pur témoignage de la force et de l'influence des liens du sang chez les habitants de la Petite-Russie d'alors.

Plus nous remontons vers le passé et plus domine l'existence des familles unies et conjointes qui possédaient les terres en commun ; ou qui, tout en étant déjà tombées en familles plus ou moins séparées, avaient cependant conservé la possession de leurs biens en commun. La colonisation de la rive gauche du Dniéper en porte des traces indubitables. La plus grande partie des villages qui s'y sont établis et dont l'histoire nous est connue, ne proviennent que de hameaux ou de métairies, de lieux d'habitation d'un groupe de familles qui conservaient une étroite union, dirigeaient la maison en commun dans leurs biens possédés en commun et donnaient une dénomination patronymique à leurs lieux d'habitation. C'est pour cela même que vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, existait toute une série de villages comme, par exemple, Cocheny, Woliewatchy, Oupiry, etc., dont les habitants formaient déjà des familles séparées et même non-parentes ou récemment immigrées. Mais les documents datant d'une époque antérieure au ^{xvii}^e siècle prouvent que ces villages n'étaient auparavant que des hameaux dont les habitants étaient tous parents. Le village de Cocheny était habité par des membres de la famille Cocheny ; Oupiry par les Oupiry ; Woliewatchy par les Woliewatchy... Au ^{xviii}^e siècle, les familles qui portaient ces dénominations se transportaient parfois dans d'autres hameaux, mais il est de fait que les villages ci-dessus mentionnés leur durent leurs noms, à eux ainsi qu'à leurs lieux d'habitation.

Les dénominations patronymiques démontrent clairement le caractère de colonisation de l'Ukraine. Il y a une masse d'exemples

tion Roumiantsev (Bibl. de l'Univ. de Kiev). Nous lisons dans un acte testamentaire de l'année 1699 : « Si ceux qui ne veulent plus être en possession des terres qui leur sont échues en partie proposent de les vendre, je leur défends expressément : ils n'ont le droit de vendre leur part d'héritage qu'à ceux des parents qui possèdent l'autre partie des biens patrimoniaux. »

parmi les populations de villages qui avaient conservé leur caractère primitif. Je me bornerai à quelques-uns : Au XVIII^e siècle encore, le village Manky était habité par des cosaques nommés Manky ; Krivitzkaïa, par des Krivitzky ; Bérémitzkaïa, par des Bérémitzky ; Harbousino, par des Harbousy ; Biéliky, par des Biéliky ; Choumany, par des Choumany ; Pouziky, par des Pouziky, etc. Si nous reportons notre attention sur cette circonstance qui faisait que les dénominations patronymiques d'une certaine partie d'un groupe de parents n'étaient pas les mêmes pour le groupe entier ou pour chacun de ses membres en particulier (familles simples), l'extension des villages ou des hameaux ayant le caractère d'une famille conjointe devient encore plus explicite. Voici un exemple pris au hasard : En 1649, le roi Wladislaw IV avait donné aux Maslovitchy et aux Dantchitchy une charte qui confirmait leurs droits sur une terre appelée Schtchoukovtchisna. Après plusieurs générations, ces deux noms de famille disparurent et firent place à d'autres ; mais les familles qui les portaient demeurèrent toutes dans le village de Kosly, situé sur le territoire de Schtchoukovtchisna. Ce furent les Otrochenko (auparavent Otroky), les Opanasenko, les Schtchoukovsky, etc... Une série de faits du même genre nous amènent à la même conclusion. Nous rencontrons un grand nombre de villages qui, tout en n'ayant pas porté la dénomination patronymique des familles qui les possédaient, n'en ont pas moins été habités presque exclusivement par les membres d'une seule et unique famille conjointe. Ainsi, le village Lopatky était habité par les cosaques Savenko ; celui de Wilitchko, par les Taraciévitch ; celui de Micy, par les Bogouchy et les Térémitzky, etc. En outre, la plus grande variété des noms de familles se trouvant dans un seul village ne prouve pas toujours qu'il n'existait entre ces familles aucun lien de parenté ; les documents les montrent très souvent unies par les liens du sang et de l'origine. Ainsi dans le village Bieliki, au commencement du XVIII^e siècle, se trouvaient les familles Kopty, Chougouny, Bovdy qui, d'après les actes, étaient toutes consanguines. De même dans le village de Kosly, où les Fedchenko, les Krivopaltsy, les Pilipenky et autres étaient les membres consanguins d'une famille unie, et où, comme tels, ils vendirent en 1718 une terre qui leur appartenait à tous en commun.

Ajoutons encore un fait à ce que nous avons avancé. Au milieu du XVIII^e siècle, il n'existait pas de grands villages dans le district ci-dessus mentionné. La plupart d'entre eux ne contenaient guère que

de 3 à 15 cours; ceux qui n'avaient que 3, 7 ou 8 cours, étaient les plus nombreux. Beaucoup, comme nous le savons déjà, n'étaient habités que par une seule grande famille, « par des consanguins » qui possédaient leurs biens tantôt en commun, tantôt séparément, par lots répartis sur la terre commune, comme nous le verrons plus loin.

Si nous comparons les faits mentionnés avec ceux que nous fournissent çà et là les ouvrages documentaires traitant de l'histoire de la Petite-Russie, nous verrons ressortir d'une manière plus évidente encore le caractère des lieux d'habitation, comme étant exclusivement une organisation basée avant tout sur des principes de famille. Qu'il s'agisse de la rive gauche ou de la rive droite du Dniéper, du sud-ouest ou du nord-ouest de la Russie, de la noblesse ou des paysans, les actes nous fournissent des preuves également fréquentes, qui nous mettent en contact avec des familles unies par les liens du sang et qui possédaient leurs terres en commun. Je me bornerai, en leur donnant un ordre chronologique ascendant, à une simple énumération de quelques données prises parmi celles que j'ai réunies à ce sujet.

En 1514 un certain Polosowitch cède son tributaire avec « tous ses oncles ». Un autre nommé Némiritch, « avec tous ses frères », et de plus, il ajoute qu'ils vivent tous « en communauté et possèdent leurs terres par indivis » « *pospolito* » (1). En 1512, dans un autre acte, il est dit qu'on cède 20 individus avec leurs « frères, neveux et gendres » (2). Dans les actes où il s'agit des boyards, nous lisons, par exemple : « qu'un tel a acheté une terre à un tel et à ses frères, cousins et neveux », et qu'au commencement du xvi^e siècle quatre chefs de familles avaient vendu conjointement deux prairies (3). Les actes de 1409 sont plus explicites encore : un vendeur déclare avoir cédé la moitié des biens avitins qui lui appartenaient conjointement avec ses frères, son gendre et ses sœurs (4). Dans un acte de 1378 il est dit : « une telle se présenta devant le tribunal avec tous ses enfants, ses petits-enfants, son beau-frère et toute la famille de ce der-

(1) Recueil archéologique de la Russie, N.-O. VI, n° 3.

(2) Documents sur l'histoire de la Russie occidentale, II, 109.

(3) Documents sur l'histoire de la Russie occidentale et méridionale, I, n° 11, H. I, n° 74.

(4) Akta grodskie et zemskie, Lemberg II, n° 9.

nier, ses gens, sa tribu » (1). En 1366, un tel achète des biens avitins à un tel et à toute sa famille (gens), à ses frères et à leurs enfants (2); et en 1351, des biens avitins sont achetés à un tel, à ses frères et à ses neveux « qui comparaissent tous devant le tribunal avec leur tribu » pour terminer l'acte de cession de leur cour et toutes ses dépendances (3).

Nous avons donc partout affaire au fait clairement exprimé de l'existence des groupes de familles, portant le nom de « gentes » ou « tribus », unies par les liens du sang, et agissant comme un seul individu juridique. Quand nous lisons, par exemple, que tel ou tel individu, en son propre nom et au nom de ses frères et parents, décide d'une chose ou d'une autre et déclare qu'il possède conjointement avec tous ses frères « une terre avitine avec ses bois, ses rivières, ses étangs, ses prairies » etc., quand nous voyons que les membres d'une telle famille conjointe partagent entre eux, et par groupes de familles, les biens avitins qu'ils tiennent en commun (4), que nous représentent ces actes, sinon l'existence de familles unies qui pourtant sont déjà en voie de décadence?

Nous avons montré sous des traits généraux l'organisation des familles telles qu'elles existaient autrefois dans la Petite-Russie, et telles qu'elles sont parvenues à se conserver à une époque relativement assez récente. Quel rapport a eu cette organisation des familles avec la possession appelée « siabrynale? »

III

Pour déterminer ce rapport, je me permettrai de donner quelques exemples tirés de l'histoire de l'Ukraine de la rive droite et de la rive gauche du Dnieper. Ces exemples seront par eux-mêmes plus convaincants que tous les raisonnements possibles.

Dans le district nommé Siéverchchina, sur les terres qui formèrent dans la suite les sotnias d'Oster, de Lubetch et autres, nous

(1) Holowatzky, documents sur l'histoire de la principauté de Galitch, n° 3.

(2) Holowatzky, documents sur l'histoire de la principauté de Galitch, n° 4.

(3) Holowatzky, documents sur l'histoire de la principauté de Galitch, n° 4.

(4) Archives sur l'histoire de la Russie sud-ouest (pub. à Kiev), IV^e partie, t. I, nos 1, 3, 4, 5, 12, etc.

rencontrons aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles tout un groupe de lieux d'habitation se trouvant, dans la majorité des cas, sous la dépendance « à perpétuité » des boyards. Les lustrations ou dénombremments du commencement du ^{xvii}e siècle nous apprennent que ces boyards ne possédaient pas individuellement leurs terres, mais qu'ils la possédaient conjointement avec tout un groupe de parents qui portaient le nom de « uczęstników » (coparticipants), c'est-à-dire « siabres ». « Les propriétaires de cette terre », dit par exemple la lustration des années 1615-16, « sont Théodore Maricanenko avec les messieurs Jouk, leurs siabres; ainsi que les messieurs Loutchenko, qui sont au nombre de huit ayant chacun leur famille (1). Dans une seule starostwo (baillage) les assesseurs avaient compté environ trente de ces groupes consistant en familles qui, à vrai dire, portaient déjà différents noms, mais qui étaient parentes entre elles, comme nous l'affirment les chartes données par les rois de Pologne.

Un fait analogue se présente dans la starostwo d'Oster où nous avons sous les yeux les noms de toute une série de groupes de familles qui, de même que dans la starostwo de Lubetch, avaient donné des dénominations patronymiques à la plus grande partie de leurs colonisations.

Dans les chartes données par les rois de Pologne aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles, les droits que les boyards avaient sur la terre n'étaient pas assurés à un seul individu, mais toujours et invariablement à tout un groupe d'individus parents. « Nos boyards de Lubetch », dit, par exemple, une de ces chartes, celle de Wladislaw IV datée de l'année 1645 (2). « Omélian, Pierre et ses fils Réchinsky, Pouchkar et Théodore Pousik, nous ont demandé un droit sur la terre Listvensky, conjointement avec leurs frères et leurs cousins, Jean, Gabriel, Lucas, Mathieu, Théodore. » Le roi leur donne le droit sollicité par eux et leur assure des possessions de terres « avec leurs dépendances » afin qu'ils « en aient la possession avec les terres labourables, les forêts de pins, les bois, les prairies, les rivières, les étangs, etc... » Ceci se répète à la lettre dans une masse d'autres chartes données aux bourgeois Lévonitch en 1638, aux boyards Jouskiévitch-Kraskovsky et Bogouch en 1630, aux Tara-

(1) Jablonowsky Lustration. Zrodla dziejowe, tome V, 87. Comp. *id.*, p. 122 et suiv.; p. 196 et suiv.

(2) Description de l'Ukraine, div. de Tchernigov, t. VIII.

ciévitch « et leurs frères » en 1638, aux Maslovitch et Mannitch en 1649, etc. (1). Tous ces individus ne semblent former qu'un seul individu dans les formes judiciaires, et, dans la plupart des cas, comme on le constate même d'après les lustrations, ils possédaient encore au xvii^e siècle en commun et sans partage, les terres de leurs aïeux et de leurs bisaïeux avec leurs dépendances. Les asséeurs ont indiqué le partage des terres chaque fois qu'il a eu lieu pour une propriété quelconque d'un groupe de familles. Ils ont signalé si la terre était possédée de moitié par certains groupes de familles, ou si elle était divisée en parties, en « sortes », entre des groupes de familles moins grands (2).

Lorsque sous Bogdane Chmelnitzky commença la lutte avec la Pologne, une grande quantité de ces familles se mirent du parti ennemi de la Pologne, et, sous l'influence de la séparation de la Petite-Russie d'avec ce pays, les boyards d'auparavant redevinrent cosaques. Mais ils se réservèrent leurs propriétés et conservèrent la même forme de jouissance que précédemment. Le droit du 31 mars 1656, leur assura leurs anciens droits : « Nous, Bogdane Chmelnitzky, commandant la grande armée des Zaporogues et toute la noblesse qui la compose pour combattre pour la gloire de la foi orthodoxe, nous leur assurons les possessions et les privilèges qui leur ont été donnés autrefois par les rois de Pologne » (3). Et cent ans plus tard, au moment où la description de l'Ukraine fut rédigée par Roumiantsev, tous ces boyards cosaques ainsi que les Globy, les descendants des Antonovitch (du village Antonovitchy), les Sémak (du village Sémaky), les Taraciévitch, les descendants des boyards Kosly (du village Kosly) avec une masse d'autres, conservèrent bien des dépendances dans la propriété commune, et précisément celles qui leur avaient été assurées par les rois de Pologne. Dans les rapports et documents de la description Roumiantsev, ils sont tous, ainsi que bien d'autres, des bourgeois et des paysans désignés sous le nom de « siabres ».

Afin que ce qui a été dit plus haut ne paraisse pas trop peu fondé au lecteur, je donnerai un exemple caractéristique au plus haut

(1) Description de l'Ukraine, t. VI, documents relatifs aux villages Kosly, Krascovsky, Levonky, etc... Comp. lustracye V, 204, 205, 206.

(2) Lustration V, 198, 208.

(3) Description de l'Ukraine, div. de Tchernigov, t. VI, documents du village Krascovsky.

degré. J'ai en vue le village Biéliky qui faisait partie de la sotnia d'Oster.

Nous ne connaissons pas l'époque à laquelle apparut ce village et nous ne savons pas davantage quand Biéliky devint un village : on ne le désigne pas comme tel dans les lustrations ; ce n'est que la description Roumiantsev qui le nomme ainsi. Il provint assurément d'une métairie bâtie par un groupe de familles de boyards du nom de Biéliky. En 1560 encore une charte confirmative fut accordée à ces derniers, leur donnant un droit sur les terres do Loukarevky, charte qui fut confirmée aussi en 1594, en 1600 et dans les années suivantes (1). Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, les boyards Biélik, comme on le voit, formaient un groupe de familles, divisé au xvii^e siècle seulement en huit groupes, dont trois portaient le nom de Jarmolitch, deux le nom de Smolitch et trois le nom de Bilkowitch, auxquels fut donnée conjointement en 1646, par Wladislaw IV, une charte leur confirmant la possession des terres de leur « aïeul » Biéliky. Jusqu'au commencement du xviii^e siècle, époque à laquelle une partie des terres fut partagée « à l'amiable » entre les groupes de familles, toutes les terres appartenant à la famille Biéliky, terres labourables, prairies, champs, bois, etc., étaient la propriété commune de tous ses membres. Voici ce que nous lisons dans la description du hameau de Biéliky en 1766 : « aux habitants de Biéliky, outre la terre qui se trouve près de leurs cours et qu'ils possèdent en commun (terre labourable et prairie) est échu, après un partage à l'amiable, une forêt se trouvant non loin du village et qui appartenait anciennement aux boyards Biélikovitch, d'après les privilèges que ceux-ci avaient reçus. De ces terres, les suivantes constituent leur propriété commune des Biéliky : un champ situé près de leurs cours, une prairie située près du village Doubrovka et de la rivière Loukarevka, et deux forêts, dont une de bois de construction et l'autre de bois de chauffage, qui se trouvent près du marais » (2).

Pendant presque 150 ans, nous assistons dans cette circonstance à toute une suite de changements survenus dans le hameau Biéliky. Nous y sommes tout d'abord en contact avec un seul groupe de

(1) Description de l'Ukraine, documents provenant de la bibliothèque de l'Univ. de Kiev, sotnia d'Oster, t. II, relevés du hameau Biéliky. Complustration de la starostie d'Oster, 1628, dans les archives de la Russie sud-ouest, partie 7, t. I, p. 344, 346.

(2) Description Roumiantsev, *id.*

familles qui possèdent conjointement et sans partage toutes les terres appartenant à la race entière des Biéliky. Au ^{xvii}e siècle le groupe original se sépare en familles conjointes; il dégénère en huit groupes dont chacun représente aussi une famille conjointe, mais les groupes possèdent encore les terres en commun. Au commencement du ^{xviii}e siècle ces groupes forment déjà des cours séparées, et cet individualisme, qui s'accrut ensuite, s'exprime par le partage à l'amiable d'une partie des biens communs en biens particuliers à chaque cour. En 1766, le hameau était formé de dix cours; or, en réalité, il y existait huit groupes de familles puisque les cours 2 et 3 de la description, ainsi que les cours 7 et 8, possédaient en commun et non séparément la terre qui « leur était échue ». Dans le cours des années, jusqu'en 1766, cette manière d'individualiser alla en augmentant, étant donné que passablement de terres auxquelles avaient droit les groupes de familles séparées furent aliénées et vendues à des mains étrangères; et cette opération même se manifesta davantage parmi les groupes de familles séparées, quoique assez faiblement encore.

Par suite de la division des familles conjointes dégénérées en cours séparées, mais conservant la possession en commun, il revint à chaque groupe la huitième partie des dépendances communes en considération des huit groupes qui s'étaient formés au ^{xvii}e siècle. Le possesseur d'un lot, qui lui avait été ainsi réparti, le vendit en 1747 : « la huitième partie de toutes les propriétés, des prairies, de la forêt de pins qui va jusqu'à Nosovtchina, de la terre labourable, des étangs et des autres dépendances appartenant aux habitants du hameau Biéliky » (1). Comme les limites marquées par lui bornaient la possession commune de tout les parents, il n'indique pas, dans son acte de vente, celles du petit lot vendu. La vente qu'il avait faite ne consistait qu'en ce qu'il avait cédé à un autre individu le droit de coparticipation qui lui appartenait sur toutes les dépendances du hameau. Deux ans plus tard, deux familles qui étaient entrées dans l'ensemble d'un groupe de familles formé lui-même de six familles, vendirent leur droit de coparticipation, mais non pas en proportion d'un huitième, mais en proportion d'un tiers de ce huitième, c'est-à-dire d'un vingt-quatrième du lot qui leur avait été échu (2).

(1) Description Roumiantsev, documents relatifs à la sotnia d'Oster, t. II, documents relatifs au hameau Biéliky.

(2) La signification de ces fractions sera expliquée plus loin.

Il est évident que, dans cette dernière circonstance, nous avons sous les yeux un cas typique de la possession siabrynale basée sur des principes de parenté et de consanguinité. Dans les dix cours du hameau formé d'une métairie, demeuraient exclusivement les descendants d'un « ancêtre », d'un Biéliky du xvi^e siècle, mais ils portaient déjà des noms de famille différents : Bilikoff, Bilitchenkoff, Jarochovitch, Jarochenkoff, Chtom, etc... Un fait semblable à celui dont nous venons de faire mention, s'est accompli sur un terrain géographique tout à fait autre, sur la terre Ovroutch (gouvernement de Volynye) où se sont produits les mêmes phénomènes que ceux que nous venons de citer relativement au hameau de Biéliky.

Sans m'arrêter sur une suite de données concernant les boyards d'Ovroutch et le caractère de leurs propriétés, données complètement analogues à celles qui concernent les boyards de Siéverchina, j'attirerai plutôt l'attention du lecteur sur un certain acte. Cette affaire est survenue en 1552, et elle a été insérée dans un tome des archives de la Russie du sud-ouest, dédié à l'histoire des races nobles de la Petite-Russie (n° XII, p. 56 et suivantes).

Nous voyons passer devant nous tout un groupe d'individus unis entre eux par des liens du sang. C'étaient, d'une part, les Solouïan, les Sidorowitch, maître Newmiritzky avec ses fils, et, d'autre part, les Gridnia et Oniky Sidowitch, Théodore, André et leurs frères Gridkowitch, c'est-à-dire deux groupes de famille qui, dans l'acte, sont désignés tout simplement sous le nom de « siabres, sièbres » (1). Ils avaient tous les mêmes ancêtres, membres d'un groupe de familles qui se subdivisa et continua à se subdiviser de plus en plus. Leurs cours se trouvaient l'une près de l'autre sur le même emplacement. Leurs pères, le père de Solouïan, et ses frères, Nestor et Echouta vivaient encore conjointement (spolnie) (2), mais par la force de motifs inconnus, ils se séparèrent et en arrivèrent au partage de leurs biens communs, de leurs biens « avitins ». Un terrain fut partagé « en trois lots » qui furent tirés au sort (sors). Leurs des-

(1) L'emploi du mot « siabre » n'est pas rare dans les actes avec le sens qu'on lui a donné ici. Voir les archives de la Russie du sud-ouest, partie IV, t. I, pages 11, 41, 44, 64 et autres.

(2) Voir les archives de la Russie, page 101 : « Kubilinskim i braci ichze, spolnie tez dobra trzymaicym ». De même, pages 118, 5, 13 et autres. Actes relatifs au partage des dépendances de famille entre siabres ; v. *id* , pages 10, 11, 17 et autres.

cendants tombèrent en désaccord au sujet de ce terrain, ainsi qu'au sujet de la terre possédée « en commun ». Solouïan se plaignit que ses siabres avaient pris la terre se trouvant sous son « drapeau » et demanda réparation au droit violé. Le sort de Nestérowsky, oncle de Solouïan, était le principal sujet de la discorde. Ce sort qui appartenait d'abord aux siabres Solouïan, avait passé à Solouïan lui-même, mais les siabres le lui avaient bientôt enlevé. Au demeurant, la concession n'avait été faite qu'en partie puisque, suivant certaines conventions, les siabres s'étaient réservé un droit d'entrée sur ce terrain pour y installer leurs ruches. Ce sort représentait un terrain séparé ; un sort tout à fait pareil se trouvait déjà entre les mains des siabres Solouïan (la forêt Maksimovsky et Slimoff), dans lesquelles ces derniers avaient, pour y installer des ruches, le même droit d'entrée que ses siabres dans le sort de Nestérowsky.

L'affaire se termina en faveur de Solouïan qui, comme deux de ses fils, et conformément au partage entre parents, reçut un lot de même étendue que le leur avec un groupe plus considérable de parents ou siabres. Les deux sorts, et chacun en particulier, devinrent la propriété séparée de chacun des groupes de familles, qui conservèrent pourtant un droit d'entrée réciproque pour l'installation de leurs ruches. Le pâturage qui se trouvait à proximité des cours et qui auparavant était possédé par indivis, fut aussi « partagé, délimité et séparé ». Quant à leurs « propriétés et aux prairies qu'ils possédaient par indivis, Solouïan et ses fils (ses siabres) pourront les posséder de moitié, selon l'ancienne coutume ».

Ce principe des liens de parenté sur lequel reposait la possession siabrynale dans les deux exemples cités, se montre d'une manière distincte dans les cas très nombreux où nous le rencontrons. Et il faut ajouter que la possession siabrynale basée sur des principes de parenté, de « consanguinité » se maintint fortement et solidement parmi la population. A la fin du XVIII^e siècle, même, elle ne se perdit pas complètement, malgré la dénaturalisation presque entière de la forme de possession siabrynale qui fut occasionnée par suite de l'acquisition d'une quantité considérable de propriétés siabrynales et de lots de terre faite par le même individu. En 1799, au tribunal de première instance de la ville de Tchernigov, après l'examen d'une affaire survenue entre Evreinoff, le possesseur du village Vaguanitch, et les siabres du village de Pérépicy, la déclaration suivante fut faite par ces derniers : « les seize forêts situées près du village de Pérépicy nous appartiennent de temps immémorial et sont possédées

jusqu'à présent sans partage par les habitants de ce village; les actes de vente de siabres à siabres, en ce qui concerne la possession de ces forêts, en sont une preuve à l'appui ». Ces actes de vente, à ce qu'ils dirent, furent « établis pour servir d'accommodement à l'amiable entre des gens parents entre eux, et non entre des gens étrangers et d'une autre origine » (1). Quelques années auparavant, en 1762, nous lisons ce qui suit dans un acte de vente : un tel vend « dans les terres nommées Vélitchky, dans les forêts nommées Koropy, Véresky, Sémianitsky, Possady, et qui appartiennent à la race des Krivopichine, 1/4 de tous les lots qui lui sont échus » (2).

C'est pourquoi, chaque fois qu'il s'agit des lots siabrynaux, des terres siabrynales en général, celles-ci sont désignées dans les actes sous une dénomination claire et précise qui montre directement le caractère familial du siabrynage. Soit que nous lisions les actes des sotnias de Lubetch ou de Horodnia, nous rencontrons partout des expressions de même nature « terres avitines, terres patrimoniales, lots siabrynaux ». Voici quelques exemples pris au hasard. En 1700, un certain Govor, vend une terre avitine avec ses dépendances, « situées en plusieurs endroits ». En 1754, on vend un lot, situé dans « des forêts siabrynales avitines » (3). En 1757, deux frères, habitant le village Micy, vendent « une forêt ainsi qu'une terre labourable, une prairie, un champ, un étang et leurs dépendances, situés dans une forêt avitine » (4). Et ce qu'il y a de plus curieux encore, c'est qu'un héritier direct vendit son lot à un parent éloigné, que celui-ci le revendit à un de ses parents, et cependant le mot « mon bien avitin » se répète invariablement dans l'acte de vente, pour la première vente comme pour la dernière.

Jusqu'à quel point le principe de parenté fut-il inhérent à la possession siabrynale, le cas d'organisation artificielle du siabrynage nous en convainc, outre les preuves déjà données. Il émana de la parenté réelle ou de la parenté n'existant que de nom, de cette « fraternité » dont font si souvent mention les actes les plus anciens (5).

(1) Papiers de famille des Evreinov.

(2) Description Roumiantsev, div. de Tchernigov, sotnia de Lubetch, t. VI; documents du village Nédantchitchy.

(3) Papiers de famille des Evreinov.

(4) Description de l'Ukraine, *id.*; documents du village Micy.

(5) Dans un document de l'année 1687, par exemple, nous lisons : « Je sousigné Stéphane Evgueiko, habitant de la métairie Kopteff, déclare que je

Voici un exemple caractéristique et typique au plus haut degré de ce siabrynage; je le citerai presque in extenso, car il ne peut donner lieu à aucuns commentaires. « Je soussigné, Lucas Dmitrenko, habitant du village Kositz », est-il dit, dans un acte de l'année 1706 (1), « déclare qu'ayant trouvé un homme qui me plait, n'ayant pas de parents et me trouvant seul en ménage, je prends pour $\frac{1}{3}$ de toutes mes terres, de mes champs, de mes prairies, de ma cour, et de toutes les dépendances que je possède, Nikita Golovenko, habitant du village Koslov; je lui cède aussi $\frac{1}{3}$ du bétail, des chevaux, et du menu bétail à condition que nous « vivions du même pain ». Ce qui restera appartiendra, non seulement à Nikita et à moi, mais aussi aux enfants de Nikita et aux miens. »

IV

Basé comme il l'était sur des principes de parenté, de consanguinité, le siabrynage se retrouvait chaque fois que la source dont il émanait, la famille conjointe, se subdivisait en ses parties intégrantes, en groupes de familles, et qu'elle passait d'une jouissance entière des biens en commun à une jouissance partielle de ceux-ci; l'idée qu'on avait de considérer les dépendances comme étant la propriété de chaque groupe de familles n'avait pas encore perdu sa force, mais le ménage et l'agriculture étaient dirigés par chaque

suis le frère de nom de Théodore Guirenko, qui est aussi habitant de Kop-tev ». — Description Roumiantsev, sotnia d'Oster, documents du village Kopty. De là, provint le cas de restriction dans le rachat des biens patrimoniaux. « Si mon fils, en revenant de la guerre », est-il dit dans un acte de vente de l'année 1753, « veut racheter la forêt vendue, il devra en proposer 20 roubles, afin que personne ne l'achète, étant donné que lui et moi devons être acquéreurs du même terrain ». *Id.*, sotnia de Guelmasovsky, documents du village Plechkany.

(1) Papiers de famille des Konstantinovitch. Ces cas n'étaient pas rares. En 1765, un neveu fut accepté dans ces conditions, pour la $\frac{1}{2}$ du tout; en 1766, un gendre fut accepté pour $\frac{1}{3}$ du tout, à condition de tout mettre « en commun ». — Description Roumiantsev, sotnia de Jagotine, documents du village Nitchiporowky. Il serait curieux de comparer ces faits avec les données qu'on possède sur les « passyrzb » et qui nous sont fournies par les Akta grodzkie i ziemskie, par exemple dans le tome XII sous les nos 748 (année 1440), 682 (année 1439), 4068 (année 1492), 683, 735, 748 et autres.

groupe de familles à ses risques et dépens. De là, les partages qui en furent une des conséquences inévitables et à propos desquels les actes nous fournissent une masse de témoignages pareils à celui dont fait mention l'acte de 1552, dont nous avons parlé plus haut.

Il est évident que ces partages, ces « divisions » entre groupes de parents, n'étaient rien moins que des partages de biens patrimoniaux, et que, par cela même, ils en portaient tous les traits. La manière dont s'effectuait le partage dans un groupe de familles plus restreint était exactement la manière dont s'effectuait le partage dans un groupe plus nombreux, dans une réunion de familles. L'égalité était son principe fondamental, et toutes ses parties, tous les membres de l'ancienne famille unie, chacun des groupes dans lesquels était tombée la première famille conjointe, recevait après le partage des lots de même étendue, répartis sur le bien commun. Le droit coutumier maintint, en Petite-Russie, jusqu'à une époque assez avancée, ce trait primitif des partages patrimoniaux. Par exemple, une petite famille, qui se composait de deux frères et de trois sœurs, demeurant « conjointement », résolut de rompre son association et de procéder au partage du bien « patrimonial ». Le partage fut effectué en 1756, en présence de tout le village; il eut lieu de la manière suivante : « on mesura la terre Evtouch et la prairie Trigoub; dans la prairie Evtouch, on obtint 8 cordes en longueur de 42 toises chacune, plus 11 toises, et en largeur, 4 cordes et 15 pieds; en supposant qu'il y eût 2 pieds par toise, cela fait 175 toises. Dans la prairie Trigoub, on obtint en largeur 5 cordes et 20 pieds, ce qui fit avec les pieds 220 toises. Une corde prise en largeur dans la prairie Trigoub, fut remise sur le lot pris en longueur dans la prairie Evtouch. Sept cordes et 11 toises furent partagées en 5 lots de 61 toises chacun; 2 lots faits de la prairie Trigoub, et consistant en 122 toises au bord du chemin, échurent à deux frères, les sœurs reçurent 3 lots de la prairie Evtouch et auxquels il fut ajouté la corde provenant en largeur des lots pris sur la prairie Trigoub; en somme, elles reçurent 225 toises qui furent marquées par des signes en forme de croix et enfoncés en terre » (1).

(1) Description Roumiantsev, sotnia de Guelmasovskaïa, documents du hameau de Kavraï. Le partage des terres communes s'effectuait de la même manière, d'après ce que nous voyons dans les actes de partage des terres communes d'Oster en 1709 (Description de l'Ukraine, documents de la sotnia d'Oster), de Lépliava et d'autres villages, et se rapportant aux terres com-

Ce fait n'était nullement une exception : tous les actes de partage que nous avons trouvés dans la description Roumiantsev avaient ce même caractère et étaient pénétrés de ce principe d'égalité de l'étendue des lots (1). Ces lots étaient désignés par un terme particulier « païka (lots) », et que nous aurons occasion de retrouver plus loin.

Mais en même temps, lorsque dans les partages ordinaires de famille il s'agissait des partages sans retour, de la transmission des « lots » à quelque individu désirant se séparer et avoir entièrement ces lots sous forme de propriété, lorsqu'il s'agissait du partage des possessions siabyrnsies, nous nous heurtons à un cas d'un tout autre caractère. Bien que lui ressemblant par la forme, le partage siabrynal différait extrêmement par sa nature du partage de famille exclusif sous sa forme la plus nouvelle. Avant tout, le partage ou sort siabrynal ne détruisait pas la communauté des biens. La terre était censée possédée en commun après le partage comme avant, et on ne la désignait pas autrement que sous la dénomination de terre commune. Chaque siabre ou chaque groupe de familles ne recevait, en vertu du partage, qu'un droit de jouir d'un ou de plusieurs lots, droit à une certaine partie de toutes les dépendances sans exception qui avaient été possédées en commun par le groupe de familles avant sa subdivision ; il devenait, selon l'expression de Maurer, le possesseur d'une partie idéale d'un entier possédé en commun, ou, selon les actes petits-russiens, le possesseur d'un « droit d'entrée », d'un « droit de coparticipation, de jouissance ». La quantité innombrable de documents qu'on possède relativement aux siabres ne laissent pas de doutes à ce sujet. « J'ai vendu », écrit un siabre du village de Krotine, « j'ai vendu le droit d'entrée que je possède sur toutes les dépendances, avec les autres siabres du village de Krotine » (2). Un siabre

munes de Kozeletz, etc... (Description Roumiantsev, documents des sotnias de Léplivsky et de Kozeletz).

(1) Voici encore un exemple. En 1700, par suite d'une querelle qui s'éleva entre un frère et sa sœur à propos des lots, il fut décidé de leur laisser leurs propriétés telles qu'elles étaient, c'est-à-dire que le frère « aurait trois lots, le sien et ceux de deux de ses frères, de même que la sœur, qui aurait, avec le sien, un lot provenant de son père, et un lot provenant de son oncle ». *Id.*, sotnia de Jagotine, documents du village Plougeniky. Voir *id.*, les documents du village de Nitchiporovky de l'année 1753 ; les documents de Kozeletz de l'année 1729 et autres.

(2) Description de l'Ukraine, sotnia de Lubetch, t. VI, documents du village de Krotine.

du village Nédantchitchy déclare au tribunal qu'il a « un droit d'entrée sur les forêts de Nédantchitchy », etc., etc. (1).

Il suffit de lire deux ou trois actes pour se représenter clairement cette coparticipation idéale, ce « droit d'entrée ». Voici ce que nous lisons dans un acte de vente relatif au village de Nédantchitchy et qui est daté de la fin du XVIII^e siècle, de l'année 1782 (2) : « Nous vendons aussi la terre qui nous est échue en héritage, mais il nous est impossible de la désigner ou d'en déterminer les limites, n'en ayant pas fait le partage légal avec les siabres. » Et ceci se répète constamment dans les descriptions des villages de la sotnia de Lubetch, de même que dans les rapports du village Biéliky et d'autres villages, où il est dit que tous les siabres possèdent un droit de coparticipation, de jouissance sur les dépendances siabrynales. Ordinairement, lorsqu'il lui arrivait de vendre son droit inné de coparticipation, le vendeur, en « cédant son droit » à l'acheteur, ajoutait qu'il lui « cédait » aussi le droit d'exiger des siabres un « partage légal », ou, ce qui revient au même, qu'il lui cédait son droit sur le lot réel qui lui serait échu après le partage définitif des possessions siabrynales communes. Comme on le voit, il ne vendait pas une terre désignée, mais la partie idéale de cette terre et qui « lui reviendrait après le partage ».

Les formules usitées dans les actes de vente se rapportant aux terres siabrynales nous prouvent absolument les faits. Il suffirait de mentionner deux ou trois actes pour faire saisir complètement mon idée. Je ferai remarquer que les actes du XVII^e siècle ne diffèrent en rien, sous ce rapport, de ceux du XVIII^e et qu'ils contiennent absolument les expressions, qui étaient employées par les rois de Pologne dans les chartes et les privilèges accordés aux boyars et autres (voir plus haut). Nous possédons un acte de vente daté de l'année 1663 et où les vendeurs siabres s'expriment de la manière suivante : « Nous vendons nos terres de Vélitchkovsky, avec celles de Nestorovitch et d'Evceitch, ainsi que les champs, les forêts de pins, les arbres à ruches avec leurs abeilles, les arbres où on peut

(1) Papiers de famille des Konstantinovitch.

(2) Papiers de famille des Konstantinovitch. Dans un autre acte de l'année 1781, nous lisons : « Je vends la quatrième partie qui m'est échue des terres labourables, des prairies, des champs, des marais, des forêts, des étangs, etc., et dont je ne puis déterminer les limites n'en ayant pas fait le partage. »

installer des ruches, les bois, les rivières, les étangs, les chasses au castor et toutes les dépendances en général comme les possédaient nos ancêtres » (2). En 1781, le cosaque Guslod déclare, en délivrant un acte de vente, qu'il vend : « les terres que ses ancêtres ont obtenues par privilège des rois de Pologne, les terres labourables triennales dont il est impossible de déterminer les limites, les forêts, les étangs, les prairies, en un mot le lot qui lui est revenu des cosaques Ewtouch et qui est formé d'un tiers des dépendances » (3). En 1747, un habitant du village Micy vend « les prairies, les étangs, les forêts, les terres où se trouvent des arbres à ruches, et toutes les dépendances en général qui lui viennent des siabres » (1). En 1726 encore : « Nous vendons le lot qui nous revient en partie égale avec celle de nos siabres, les habitants de Vérébié, dans les terrains de Molotchkovsky, les bois, les forêts, les prairies et les étangs » (2). En 1703 : « Je vends les terres dont je possède la moitié, ainsi que les forêts, les terres labourables et non labourables, les arbres à ruches et ceux où on peut installer des ruches, les prairies, les potagers et toutes les dépendances, dans les mêmes conditions que les possédait mon aïeul à qui elles étaient échues ». Enfin, en 1700, on vend : « une troisième partie égale à celle des coparticipants, à l'exception de leurs parties » (3).

Contrairement aux actes de vente renfermant les cas de vente de propriétés réelles et entières, les actes concernant les terres siabrynales n'indiquent que très rarement les limites ou les « covoisins » des lots vendus. Chaque fois que ces limites sont indiquées, ce sont toujours celles de la terre siabrynale considérée sous son principe de communauté et non celle des lots qui se vendent (4). D'autre

(1) Papiers de famille des Konstantinovitch.

(2) Papiers de famille des Konstantinovitch.

(3) Papiers de famille des Konstantinovitch.

(4) Papiers de famille des Konstantinovitch; descr. de l'Ukraine, t. VIII, documents du village Antonovitch.

(5) Description Roumiantsev, sotnia d'Oster, documents du village Kraciovka.

(6) Consulter, par exemple, un acte de vente de l'année 1736, se rapportant aux siabres du village de Krotine qui vendent, chacun séparément, 1/6 de la partie qu'ils possèdent. Les limites sont indiquées dans tous les actes de vente, mais elles sont toujours les mêmes, étant celles de toute la possession siabrynale en général. Description Roumiantsev, sotnia de Lubetch, t. VI, documents du village Krotine.

part, comme nous le voyons d'après les actes de vente mentionnés plus haut, ces limites font toujours connaître la vente d'une partie de toutes les dépendances, sans en excepter une seule, de toutes les dépendances « sans exception, sans se conserver quoi que ce soit » ; et lorsqu'on ne vend pas entièrement son droit de jouissance, mais qu'on n'en vend qu'une partie, le fait est clairement signalé dans l'acte de vente.

Ces ventes entre siabres, et qui eurent lieu plus tard entre individus étrangers l'un à l'autre, se faisaient très fréquemment ; une fois que les arrangements étaient conclus entre les siabres, ceux-ci étaient absolument libres. Tous les siabres de l'association, chaque groupe de familles en particulier, de même que chaque famille désunie pouvait vendre son droit à la jouissance soit entièrement, soit en partie. C'est ainsi qu'en 1698 « des siabres (suit l'énumération de 5 familles) possédant une forêt conjointement et par indivis, vendent un lot de leur droit de jouissance sur cette forêt et sur toutes les dépendances, comme nous les tenions, nous les avons vendues d'un commun accord » (1). En 1720, une famille désunie vend sa terre avitine : « 1/3 de la cour avec une chaumière, un jardin et une grange, 1/3 des champs, des forêts, des prairies avitines que nous possédons dans la forêt de Gounkovsky, 1/3 de la forêt Pouchkareff, 1/6 de la forêt Réchinsk, etc. » (2). En 1780, par exemple, un siabre ne vend qu'une partie de son « droit d'entrée » : « Un lot de la terre labourable de ses ancêtres, dans le village Kosly, et une partie de la forêt à l'exception d'un arbre à ruche et d'une prairie » (3). En 1736, trois familles unies vendent « de la moitié de la forêt de Krotine deux lots qu'elles possèdent » (4) ; en 1744, deux familles conjointes ne cèdent qu'un champ de tout ce qu'elles possèdent dans le village Nédantchitchy (5) ; enfin en 1699, une famille vend une partie du bien provenant du père et du grand-père avec toutes les dépendances, « à l'exception d'une prairie, qu'il fut décidé de ne pas vendre en vidant un pot de vin » (6).

(1) Description Roumiantsev, sotnia de Lubetch, t. VII, documents du village Dovgik.

(2) Description Roumiantsev, sotnia de Lubetch, t. VI, documents du village Pousiky.

(3) Papiers de famille des Konstantinovitch.

(4) Description Roumiantsev, t. VIII, documents du village de Krotine.

(5) Description Roumiantsev, t. VI, documents du village Nédantchitchy.

(6) Description Roumiantsev, documents de Lubetch.

Cependant ce n'était pas une liberté d'aliénation entière et absolue. Non-seulement les ventes faites à des individus dont la parenté n'était pas réelle étaient passibles des mêmes restrictions que les ventes des biens entre parents, mais il en était de même pour les ventes faites aux siabres, entre gens « unis par des liens de parenté ». Pour que la vente pût avoir lieu, il fallait le consentement des siabres. Elle devait être effectuée « à leur escient » (1); on en informait les siabres dans leurs réunions, dans leurs « assemblées » (2); leur présence était indispensable à l'aliénation et l'expression « en présence des siabres » était l'expression consacrée dans tous les actes de vente (3). Il résulte que le nouvel acquéreur ne pouvait entrer en possession du lot acquis qu'après l'autorisation des siabres. En 1718, des habitants du village de Kosly, trois frères, un beau-fils et un cousin, vendirent leur « droit d'entrée »; tous les siabres furent présents à la cession du droit de coparticipation vendu à l'acheteur (4). La vente effectuée à l'insu et sans la présence des siabres n'était nulle et non avenue. Je citerai un exemple particulièrement caractéristique. En l'année 1736, un siabre du village de Pérépicy, « étant ivre mort » à ce qu'il déclara lui-même, vendit son « droit d'entrée », « à l'insu des habitants de Pérépicy, ses siabres ». Revenu à sang froid, il avoua la faute dont il s'était rendu coupable, et dans un autre acte de vente, remis cette fois à un autre de ses siabres, il jura que si, avec son frère, il « vendait sa possession siabrynale avitine » à des étrangers, il s'engageait à payer cette audace, cette légèreté, cette imposture, d'une peine pécuniaire de 200 roubles, et d'une peine corporelle consistant en coups de bâton et infligée sans pitié et en public sur la place de Glouchov ou de Tchernigov » (5).

Cette restriction du droit d'aliénation était quelquefois établie sous forme de contrat. En 1741, par exemple, les siabres du village de Pérépicy tombèrent d'accord avec les habitants du village de Vaguanitchy à propos des limites des terres leur appartenant. Ils

(1) Description Roumiantsev, documents de Lubetch.

(2) Acte de l'année 1705. *Id.*, t. VI, village Lévonky.

(3) Consulter, par exemple, un acte de 1692. *Id.*, t. VI, village Lévonky.

(4) Consulter, par exemple, un acte de 1692, documents du village Nédantchitchy. Comparez les actes d'entrée en possession dans les propriétés Konstantinovitch et datés de l'année 1781. Papiers de famille des Konstantinovitch.

(5) Papiers de famille des Eveinov.

décidèrent donc à ce sujet que si l'un d'eux (soit habitant de Pérépicy, soit habitant de Vaguanitchy) venait à vendre son bien avitin, la vente ne pourrait s'effectuer sans le consentement des habitants de Pérépicy. « Si quelqu'un d'entre nous, habitant de Pérépicy, désire proposer la somme nécessaire à l'achat d'un bien de ce genre, il devra nous le vendre à nous, et non à des étrangers; de même que nous, habitant de Pérépicy n'avons pas le droit de vendre à d'autres qu'aux habitants de Vaguanitchy. »

Cependant, le dernier cas cité était déjà d'une origine plus récente. Le principe des liens de parenté, de consanguinité, fut remplacé, comme on le voit, par un principe nouveau qui émanait du premier : ce fut le principe du voisinage et des droits entre voisins. Toute une série de documents siabrynnaux datant du ^{xiii}e siècle, et dans lesquels le mot « siabre » est remplacé par celui de « covoisin » (vendre à tel ou tel siabre qui est son convoisin) nous prouvent ce fait nouveau qui sort du cadre du présent article.

V

Le droit à la participation seule, le « droit d'entrée » dont chacun avait sa part sur les dépendances siabrynales, le droit qu'on avait de jouir d'une de leurs parties idéales, d'une partie qu'on pouvait, de plein gré, aliéner entièrement ou non, était étroitement lié à un autre trait caractéristique de la possession siabrynale. Je veux parler des nouveaux partages ou lotissements qui survinrent dans les terres siabrynales possédées par indivis, des nouveaux partages des parts siabrynales ou lots.

Nous ne savons pas si ces lotissements datent d'une époque reculée dans les possessions siabrynales, ou s'ils sont survenus à une époque plus récente : nous n'avons pas plus de données pour résoudre la question au ^{xvi}e siècle, que relativement au ^{xvii}e. Il est vrai qu'en comparant les différentes formes qu'a eue à subir la possession siabrynale de la Petite-Russie, avec les mêmes formes de possession des autres peuples de la Russie septentrionale, par exemple, d'après la description de M^{me} Efimenko, on aurait pu tirer quelques conclusions plus ou moins fondées à ce sujet. Mais je n'ai pas l'intention de m'y arrêter ici, ne voulant pas sortir de mon cadre, et tenant aussi à ne rien affirmer sans faits à l'appui.

En compensation, nous possédons, relativement au XVIII^e siècle, toute une série de faits qui ne laissent aucun doute sur l'existence des lotissements. Ceux-ci s'effectuaient dans les « assemblées », en présence de tous les siabres, comme le prouve un acte de l'année 1705, dans lequel un siabre déclare que la partie qu'il possède des terres Antonovsky, Chiribanovsky et Guirmansky, « qui est la même que celles des autres siabres », « lui a été assignée en présence de l'assemblée des siabres » (1). Ils se faisaient de la même manière que les partages ordinaires de famille que nous connaissons déjà. Un document du village de Pérépicy et daté de l'année 1716 (2), nous en donne une preuve plus convaincante encore. Les siabres firent « le lotissement » d'une dépendance siabrynale, « de la prairie Jastrebnitsa » et la divisèrent en lots. Ils obtinrent 17 lots qui furent distribués à 17 siabres ; ce qui resta de la prairie sur les 17 lots fut donné à un groupe composé de 4 familles. « On leur donna un coin qu'elles désiraient » est-il dit dans l'acte, et ce fait est absolument parallèle à celui que nous avons déjà signalé au sujet de l'affaire survenue en 1552. Dans un autre acte daté de 1733, on fait une allusion indirecte à un fait semblable. Les habitants du village Grabov qui se trouvaient sous la dépendance de l'abbaye de la Trinité à Tchernigov déclarèrent que « depuis longtemps, depuis plus de cinquante ans, leurs ancêtres possédaient conjointement des biens situés dans les environs du village Grabov avec toutes leurs dépendances : les cours, les terres labourables et non labourables, les forêts de pins, les bois, les prairies, etc. ; Koupré avait un lot entier appelé Bronevsky, un lot entier appartenait à Tchirka Titovsky, un lot entier à Chodarenkov, un lot à Abakoumenkov, un lot à Kousminov, un lot à Zacharie Ponourky », et que tous ces lots avaient été vendus conjointement à l'abbaye (3). Le fait que nous allons citer nous prouvera une fois de plus que nous avons affaire à un lotissement dans le genre de celui du village de Pérépicy. Dans les papiers de famille des Konstantinovitch nous avons rencontré une observation très curieuse qui avait été faite par un de leurs ancêtres

(1) Description de Roumiantsev, t. VIII, documents du village Antonovitch,

(2) Papiers de famille des Evreinov. Original : « Un lot à Jacques Gvovor. un 2^e lot à Lapouchtza, un 3^e lot à Alekcieff, un 4^e lot à Théodore Ivantchenko, etc... »

(3) Description Roumiantsev, sotnia de Lubetch, t. VI, documents du village Grabov.

et conçue en ces termes : « lorsque sera effectué le lotissement du champ Koslovsky, il devra nous revenir une $1/2$ sur le lot des Evtouch plus $1/3$ sur ce qui restera de ce lot, et, $1/3$ sur le lot de Fedka, c'est-à-dire qu'un lot sera pour nous, un lot sera pour le curé et un lot sera pour les cosaques Fedka ».

Il est évident que chaque dépendance se partageait en lots qui étaient distribués entre les siabres proportionnellement à l'étendue du droit de coparticipation qu'avait chacun d'eux sur la possession commune. Ceci avait lieu dans les cas où il s'agissait de la réunion des dépendances communes, comme dans les cas où il s'agissait du lot seul ou du « coin qui restait » réduit dans son étendue, et dans ceux où le partage survenait dans des familles désunies, si chacune d'elles dirigeait le ménage à part. C'est ainsi que dans le hameau Biéliky, par exemple, deux familles demeurant dans la même cour et une famille d'une autre cour avaient la jouissance en commun « d'une prairie partagée en 5 lots de 30 meules chacun ». De là proviennent les expressions que nous rencontrons si fréquemment : moitié d'une sixième partie, tiers d'un huitième, etc... expressions que j'éclaircirai plus loin.

De quelle nature étaient ces lotissements ? Étaient-ils périodiques ou annuels ? Nous ne prenons pas la responsabilité de répondre à la question d'une manière catégorique. Nous manquons de données au sujet de toutes les localités qu'embrasse notre rayon. Mais d'après plusieurs documents on peut voir qu'ils étaient annuels, au moins dans certaines associations siabrynales. Nous possédons un document de ce genre relativement au village Kosly (sotnia de Lubetch). Un siabre met son lot en gage, ce lot se composait de 3 prairies de 12 chariots chacune ; « ces prairies » est-il dit dans le document, « passent chaque année d'un siabre à un autre, lorsque un lot de ce genre écherra au débiteur, il devra être fauché par les créanciers dans la mesure de 12 chariots » (1). De cette manière, le siabre mettait en gage non pas un lot qu'il désignait, mais un droit de jouissance d'une certaine étendue, puisque les lots formés des prairies passaient chaque année dans d'autres mains. C'est le même ordre de lotissement qui s'est conservé jusqu'à présent dans une localité qui m'est bien connue, mais qui fait partie d'un autre rayon. Je veux parler du village de Denicy dans le gouvernement de Poltava.

(1) Papiers de famille des Konstantinovitch. Documents de l'année 1778.

Les actes du siècle dernier nous apprennent entre autres que ce village possédait, sur la rivière Soupoï, une prairie qui était commune à plusieurs « coparticipants ». De nos jours une des prairies est possédée en commun et divisée en lots qui se repartagent chaque année, de telle sorte que le possesseur d'un lot devient l'année suivante possesseur du lot voisin et ainsi de suite en suivant le cours du soleil.

Ce n'est que plus tard, au xviii^e siècle, par suite de la décadence de la possession siabrynale, par suite de la vente d'une masse de lots siabrynaux au même individu et de leur partage en propriétés séparées, que cet ordre de choses changea considérablement. Dans le village de Nédantchitchy par exemple, en l'année 1754, les lots formés de prairies étaient déjà fauchés à tour de rôle une fois chaque trois ans par les siabres (1). Il en était de même pour les étangs, qui subissaient aussi le partage en lots dont on jouissait alternativement (2). L'accumulation des lots entre les mains du même individu réduisit l'étendue de la jouissance. C'est ainsi que cinq étangs, se trouvant non loin de Lubetch, furent partagés en seize lots, dont quatorze plus $\frac{1}{6}$ de lot tombèrent entre les mains du même individu, tandis que deux lots moins $\frac{1}{6}$ devinrent la possession de plusieurs groupes de familles. Dans deux autres étangs, dont la jouissance était de moitié entre les mains de gros propriétaires, « la quatrième partie de la moitié d'un maître revenait chaque deux ans à un cosaque » (3).

VI

On se demandera à présent quelle était l'étendue de cette part de jouissance idéale qui revenait à chaque membre du « siabrynage ».

(1) « Les siabres fauchent la troisième année. » Documents de l'année 1778.

(2) « L'étang de Staroë Selo appartient aux Taraciévitch et aux habitants de Nédantchitchy depuis la 1^{re} fête de saint Alexis jusqu'à la 2^e fête de saint Alexis. » Un lot d'un étang appartenait aux Protskoff, un autre lot aux Polonbotky, un 3^e aux Taraciévitch et un 4^e aux Bovda. Description Roumiantseff, sotnia de Lubetch, t. VI, village Velitchky. Comp. les données fournies par l'article riche en documents de M. Milaradovitch : Lubetch, « Mémoires de la Société historique de Moscou et autres, » 1871, II, pages 148-149.

(3) Milaradovitch, Lubetch, page 119.

C'est là le point capital de la question dont la solution présente les plus grandes difficultés. Ces difficultés proviennent de ce que dans la description Roumiantsev, dans les rapports concernant les villages et les hameaux, on n'a fait qu'esquisser les traits généraux du droit de jouissance sur les dépendances possédées en commun, et on n'en a pas indiqué la véritable étendue. La description nous dit que tel ou tel siabre avait un droit de jouissance sur certaines forêts ou sur certaines dépendances communes possédées par indivis par les habitants d'un village quelconque où siabres, mais elle ne nous dit rien de plus. Les documents nous fournissent plus de données à ce sujet; mais comme ce sont, pour la plupart, des titres concernant les ventes, nous n'y avons trouvé, en vertu du caractère de la possession siabrynale, aucune définition exacte sur la quantité de terre vendue. De plus, dans le courant du XVIII^e siècle, une masse de dépendances siabrynales tombèrent dans des mains étrangères. Avant l'apparition des listes de description, les Savitch, les Lisogoub, les Poloubotok et bien d'autres, eurent encore le temps d'acheter une quantité de lots siabrynaux, et ils ne laissèrent aux anciens siabres que de pitieux restes. Enfin, par suite de la liberté de vente des dépendances siabrynales et de partage entre les familles d'un même groupe, la propriété foncière siabrynale disparut dans beaucoup de villages.

Il s'ensuit que, pour éclaircir la question, nous n'avons eu à notre disposition que très peu de faits à l'appui dont nous n'avons pu tirer que des conclusions incomplètes.

En étudiant les données fournies par la description et en les comparant avec celles de certains documents restés intacts, on peut remarquer que chaque cour faisant partie de l'association siabrynale avait toujours le même droit de jouissance, sur les terres labourables triennales et sur les dépendances communes. Comme nous l'avons vu plus haut, il n'y a pas de doute à ce sujet et il ne saurait y en avoir. La question est de connaître l'étendue de ce droit de jouissance sur toutes les dépendances communes.

Il n'est possible de la définir que pour les terres labourables, et cela en partie seulement, pour les villages qui, vers le milieu du XVIII^e siècle, avaient encore conservé quelques vestiges de l'organisation siabrynale.

La terre labourable qui appartenait à chaque cour se trouvant dans ces villages est toujours indiquée pour toutes les terres triennales sans exception, mais l'étendue de la terre n'est pas égale pour chaque

cour. Le hameau de Choumany faisait seul exception parmi les villages de la sotnia de Lubetch. Il s'y trouvait deux cours habitées par trois groupes de familles dont chacun jouissait de la même étendue sur les terres triennales, c'est-à-dire de huit quarts, quoique, il faut le faire remarquer, les groupes de familles ne fussent pas égaux dans leurs parties intégrantes. Tandis qu'un groupe se composait de trois familles, un autre n'en avait que deux et le troisième une seule.

Dans les autres villages nous ne rencontrons déjà plus cette égalité de proportion ; en revanche, nous avons un tableau intéressant de proportionnalité réciproque entre la quantité de terres labourables que possédait chaque cour. Après avoir remarqué que la quantité de terre labourable qu'avait chaque cour avait été indiquée en général pour les terres triennales possédées par indivis ; citons des chiffres qui diront plus que des mots.

Dans le hameau Manka, se trouvaient trois cours habitées par des cosaques. Deux d'entre elles ne s'étaient pas encore séparées en 1766 et elles possédaient encore la terre labourable en commun.

Les cours 1 et 2 — 7 familles — 20 journaux de terre labourable.

— 3 — 4 — — 12 —

Village Halkoff consiste en trois cours :

1 cour — 3 familles. — 18 journaux.

2 — — 3 — — 6 —

3 — — 2 — — 6 —

Village Nédantchichthy consiste en 6 cours :

1 cour — 3 familles. — 12 journaux.

2 — — 2 — — 8 —

3 et 4 — 7 — — 4 —

5 — — 4 — — 16 —

6 — — 2 — — 12 —

7 — — 1 — — 2 —

Nous avons affaire, dans ce cas, à un droit de jouissance d'étendue inégale, mais en compensation, il est proportionnel, d'après ce qui se voit. La possession d'une cour est à la possession d'une autre cour ce que : 1, 3, 2, etc. Nous ferons remarquer que dans ces hameaux et ces villages toutes les cours jouissaient, outre cela, de dépendances siabrynales possédées en commun. Voici ce qui est dit, par exemple, à propos du village Nédantchichthy : « La forêt qui s'étend sur une

longueur de 20 verstes est possédée en commun, par tous les habitants du village de même que les pêches, » etc...

L'étendue du droit de jouissance sur ces dernières dépendances, conformément à ce que j'ai déjà dit, n'est pas indiquée avec précision dans la description et on ne peut arriver à la déduire que d'une manière indirecte avec le concours des actes de vente.

En 1734, les cosaques Vethchoursky, habitant du hameau Oubégitschy, déclarèrent qu'ils possédaient de leurs parents, les Korol, les Boukévitch et les Osmouch, la quatrième partie des forêts, des terres labourables, des prairies avitines, des arbres à ruche, des forêts de pins, des bois, des pêches, des jardins, etc..., se trouvant dans le village (1). Dans les actes de vente ces individus désignaient toujours quelle fraction de cette quatrième partie était vendue par eux, si c'était la moitié, le tiers, etc... Il est évident que lors de la subdivision des groupes de familles en familles séparées, de même que lors des partages égaux, le droit qu'on avait sur la terre partagée dut nécessairement être égal au chiffre du premier partage (dans ce cas il est de $1/4$), divisé par le nombre des familles qui se séparaient. Lorsque fut rédigée la description du hameau d'Oubégitschy, il ne restait que deux cours : l'une appartenait aux Vetschoursky et l'autre aux Korol. La première contenait dix familles dont la part de chacune était représentée par $1/40$. De là provient toute la série d'expressions que nous trouvons dans les actes : « Un tel vend $1/6$ de la moitié, $1/8$ du quart, etc... (2). Pour indiquer ces petits lots, ces parties d'un plus grand lot, les siabres se servaient d'un signe symbolique : c'était un denier (3). Il suffisait de le montrer ou d'en montrer une de ses parties pour prouver le droit qu'on avait à la jouissance. Vers l'année 1704, un tel déclara son droit de jouissance sur une

(1) Description Roumiantsev, t. VI. Documents du hameau Oubégitschy.

(2) « Pris deux parties sur la moitié du bois » (1736, village Krotine); « la huitième partie du $1/6$ de toute la forêt » (1736, village Kisly); « une moitié des lots appartenant à tous les Bowd, sur lesquels Domna Bobrovnitzy a droit à un quart » (1742, village Blév); « la moitié de la terre revient par droit de succession à deux frères », l'un d'eux a vendu la moitié de la moitié et l'autre « la même partie que son frère » (1703, village Antonovitch); « une sixième partie qui lui est échue de ses frères » (1731, village Krotine), etc.

(3) Il m'est impossible de déterminer le véritable emploi de ce denier. Il servait de signe de sort pendant les lotissements. Dans la Grande-Russie, on l'appelle tout simplement « sors ». (Voir le mot « groche » dans le dictionnaire de Dal.)

partie de tous les étangs « pour un demi-denier »; en 1729, nous lisons: « Je vends ma part de jouissance en présence de mes siabres; un denier Marosovsky, un demi-denier moins $1/3$ qui m'est échu du lot des Moros, et un $1/4$ d'un demi-denier qui m'est échu de Sidorenko (1).

Si nous comparons ces données avec ce que nous savons déjà sur le hameau de Biéliky, où le chiffre primitif du partage était $1/8$, de même qu'avec toute une série d'autres données (2), la déduction de l'étendue du droit de jouissance ainsi que de l'étendue du lot idéal sera facile à faire. Cette étendue, cette part de jouissance se précisait par le premier partage, et lors de la subdivision des groupes de familles, elle n'était plus désignée par la première fraction, mais par une fraction de cette fraction divisée par le nombre des familles désunies (3). Tout d'abord, très importantes par leur étendue en ce que, lors du premier partage, elles étaient données par coins de terre sur toutes les dépendances, ces parts de jouissance se réduisirent à mesure qu'augmenta le nombre des siabres indépendants et ne possédant plus que des lots. Le premier partage avait été celui du groupe fondamental, tous ceux qui suivirent furent ceux de chaque groupe séparé, de chaque cour qui se partageait à son tour en cours nouvelles. Par suite des ventes et des aliénations de toutes sortes, la divisibilité du droit de jouissance augmenta de plus en plus. Que pouvait-il rester, par exemple, des possessions siabrynales lorsqu'on en achetait un $1/20$ de lot, un $1/4$ de deux autres, comme cela arriva dans le hameau de Pérépice (4), ou lorsque, comme dans l'exemple donné plus haut à propos des Konstantinovitch, une $1/2$ de la part des Evtouch et un $1/3$ de l'autre moitié se trouvaient appartenir aux Konstantinovitch, tandis que les Evtouch eux-mêmes n'avaient que les deux autres tiers de la moitié? Le système extrêmement compli-

(1) Description de l'Ukraine, t. VI. Documents du village Lubetch, t. VIII. Documents du village de Krotine.

(2) Tandis que dans le hameau de Biéliky la part de jouissance était égale à $1/8$, à Oubégitchy elle était de $1/4$, et à Chtchovouktchisna (Kisly) elle n'était que de $1/3$. (V. Descrip. Roumiantsev, Rapports du village Kisly.)

(3) Cette forme de jouissance eut son influence sur les formes de possessions en communauté des villages de la Petite-Russie. Consulter la description que j'ai faite des formes de jouissance des sotnias et des déciatkis des hameaux Kotloff, district de Zolotonocha. Aperçu de Poltava (Obzor) 1884.

(4) Papiers de famille des Evreinov, lettre d'un colonel de Tchernigov, Paul Poloubotok, à la veuve Stachowitch en 1744.

qué et embrouillé de l'étendue des « droits d'entrée », l'immense réduction des lots, des lots de terre labourable qui n'atteignaient plus qu'un $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{8}$ de carré, des lots de prairies qui se réduisaient à 3 ou 5 charretées de foin, provoqua les discussions, les combats sanglants et les meurtres dont l'histoire des siabres est remplie à la fin du XVIII^e siècle.

VII

En nous appuyant sur les données dont nous venons de parler, il nous sera peut-être possible d'expliquer ce que c'était que la possession siabrynale de la Petite-Russie, et ce qu'on entendait par le mot « siabre » ; nous pourrions peut-être donner une idée de l'époque relativement reculée où elle commença à se développer en dehors des changements que l'histoire lui a fait subir dans le courant du XVIII^e siècle, et des complications survenues dans son organisation au XVIII^e siècle et qui l'ont complètement dissoute.

La possession foncière siabrynale était assurément une forme particulière et originale de la possession foncière en général, forme qui n'était ni celle d'une communauté de village et encore moins celle des familles séparées. Elle dut son apparition à la décadence de la grande famille conjointe et unie qui tomba en groupes de familles séparées ou en cours, liées entre elles par leur communauté d'origine, par les liens du sang, et qui formaient une « race, une tribu », mais qui, malgré leur décadence, conservaient la possession de leurs terres en commun, ainsi que des dépendances de leurs pères, de leurs grands-pères et de leurs ancêtres. Ces terres, dont plusieurs parties furent divisées en lots, furent distribuées entre les groupes lorsque survint le partage égal ; et ensuite, lors de la subdivision croissante de ces groupes, elles furent réparties proportionnellement à l'étendue du « droit d'entrée » de chacun des groupes nouvellement organisés. Ces lots n'étaient pas invariablement la possession de tel ou tel groupe, mais ils passaient périodiquement de l'un à l'autre après les lotissements, ce qui fit que chaque groupe avait droit, non à une terre indiquée, mais à une part idéale d'un lot d'une certaine étendue formé sur toutes les terres et les dépendances possédées en commun, sans exception. La possession siabrynale se distinguait de la forme de possession d'une communauté de village : a) par l'iné-

galité de l'étendue des droits de jouissance; *b*) par la liberté d'aliénation et de vente des lots dans l'association et entre siabres, comme en dehors de l'association entre individus étrangers sur le consentement des siabres; elle se distinguait de la propriété de familles séparées : *a*) en ce que la possession des lots n'était pas immuable, qu'elle n'était pas liée à une terre délimitée; mais qu'elle subissait le lotissement et qu'elle était distribuée périodiquement entre les cours qui, bien que sur une autre terre, conservaient le même droit de jouissance, qui, en d'autres termes, jouissaient d'une part idéale et non réelle de la terre, et en ce que le droit de jouissance qu'on avait sur les lots, quoique inégal, était proportionnellement réparti entre les cours.

De là provient la signification qu'on a donné au mot « siabre » à une époque plus reculée; cette signification devient compréhensible. C'était une famille ou un groupe de familles, 1^o qui avaient un droit de jouissance d'une certaine étendue sur les dépendances appartenant à toute une association de parents unis entre eux par les liens du sang, réels ou artificiels; 2^o qui avaient leurs voix dans les réunions siabrynales pour la répartition des dépendances; 3^o qui n'avaient des terres et dépendances communes, qu'une part de jouissance donnée sur certaine cour faisant partie de ces dépendances, cour qui, lors du premier partage, avait reçu sa part du droit de jouissance idéale sur toutes les terres et dépendances appartenant à l'association siabrynale.

J. LOUTCHISKY,

Professeur à l'Université de Kiev,

Membre de l'Institut international de Sociologie.



MOUVEMENT SOCIAL

BELGIQUE

La division du travail, qui s'impose à la méthode scientifique aussi bien qu'aux procédés industriels, exige que ceux qui étudient la sociologie se divisent en deux catégories, non sans doute opposées et étrangères l'une à l'autre, mais néanmoins distinctes, ayant chacune un rôle différent à remplir. Les uns observent (1), notent les faits sociaux, en opèrent le premier groupement, marquent le degré de développement d'une société déterminée : c'est particulièrement l'objet de ces chroniques du mouvement social, auxquelles la seconde partie de la *Revue internationale de Sociologie* est consacrée. Les autres dégagent de ces faits les conclusions, déduisent de l'expérience les règles de l'évolution, établissent la science théorique, les lois de la progression constante des sociétés : toute la première partie de chacune des livraisons de cette *Revue* est réservée à ces études remarquables et éminemment utiles. Notre rôle modeste ne sera donc ici que d'énumérer les faits : tels que dans un journal les articles de fonds sont suivis des renseignements politiques et autres qui se trouvent commentés à la première page. Nous adopterons dans notre exposé les mêmes divisions que dans notre précédente chronique afin de mettre plus de clarté dans cet exposé, et de faciliter les rapprochements si importants pour apprécier les progrès d'une nation.

I. — RÉFORMES POLITIQUES.

La Belgique est entrée en 1894 dans une phase toute nouvelle de son histoire. Un autre régime a pour ainsi dire succédé à l'ancien. Nous avons montré précédemment comment le suffrage censitaire fit place à l'électorat généralisé, et sur quelles bases le système du vote plural fut

(1) Sur la méthode d'observation, voir l'excellente étude de M. Lagasse de Loch : *De la Méthode scientifique en économie politique* (Travaux du congrès international des catholiques. Bruxelles, 1894).

établi. Cette réforme substituait à la classe bourgeoise, durant soixante ans seule investie de l'autorité politique, l'ensemble des classes de la société et spécialement les masses ouvrières auxquelles le suffrage universel, même organisé par les degrés de pluralité, assure la prépondérance dans le gouvernement futur du pays. Aussi ce fut une conséquence presque fatale, et qui pourtant dépassa toutes les prévisions, que le bouleversement profond apporté aux groupements sociaux, aux forces des partis politiques par ce changement des lois électorales.

Depuis plus de cinquante ans la lutte parlementaire s'était trouvée circonscrite entre les conservateurs et les libéraux. Personne ne songeait au parti socialiste, qui ne comptait pas un seul représentant aux Chambres. Et pourtant dans le pays, il avait manifesté sa force par de nombreuses démonstrations, des grèves et des conflits divers, par une agitation colossale en faveur du suffrage universel. Or, voici qu'aux élections d'octobre 1894, il fit tout à coup son apparition sur les bancs parlementaires, avec un contingent nombreux. Sur un total de 152 sièges, les socialistes en obtenaient plus de trente, soit le cinquième. En revanche, l'ancien parti libéral doctrinaire qui avait pendant un si grand nombre d'années, depuis 1830, dominé le pays, disparaissait presque complètement en même temps que le régime censitaire dont il avait vécu. Une vingtaine de députés se réclamait encore, il est vrai, de l'opinion libérale. Mais parmi eux, un seul, M. Anspach-Puissant, représentait encore le programme doctrinaire dans son intégrité; les autres étaient plutôt des adhérents de la fraction radicale. Cela est si vrai que M. Anspach, conscient de son isolement et de son impuissance au Parlement, a été amené à se retirer de la vie politique et à donner sa démission comme député.

Un seul des anciens partis parlementaires sortit intact, même renforcé de la crise revisionniste : le parti catholique. Sans doute aussi dans son sein des nuances nouvelles se firent jour, des divergences de vues qui iront peut-être en s'aggravant à l'avenir. Mais pour le moment catholiques conservateurs et catholiques démocrates sont unis entre eux pour appuyer le gouvernement dans la plupart des questions de politique courante. Les deux groupes ont en effet entre eux ce trait d'union puissant : la communauté de vues confessionnelles. Le parti catholique compte à lui seul plus des deux tiers des membres de la Chambre. Les dernières élections censitaires avaient envoyé 93 conservateurs à la Chambre; aujourd'hui la droite y compte 105 représentants sur un total de 152 sièges; et au Sénat elle est proportionnellement plus nombreuse encore.

Tel est le résultat des élections majoritaires de 1894. Le sociologue pourra, d'après ces données, se rendre compte de l'état des esprits en Belgique, et présager dans quelle voie la nation belge devra presque nécessairement marcher. Toutefois, il ne faut pas se figurer que la représentation parlementaire soit exactement proportionnelle aux forces réelles de chaque parti, de chaque opinion en présence. Le système majoritaire, la combinaison du scrutin de liste et des grands arrondissements faussent quelque peu le résultat. Que l'on compare en effet le nombre des voix obtenues par chaque parti et le chiffre des mandats qui leur a été attribué (1) :

Catholiques : 927,000 voix : 104 députés, soit un député pour 8,913 voix.

Radicaux et libéraux : 535,000 voix : 20 députés, soit un député pour 26,750 voix.

Socialistes : 325,000 voix : 28 députés, soit un député pour 11,607 voix.

Cette inégalité offre un grand danger pour la stabilité de nos institutions politiques; car il suffirait d'un léger déplacement de voix, 30,000, pour renverser cette majorité et le ministère. C'est ainsi qu'à Bruxelles où il y eut ballottage, la liste catholique passa à une majorité relativement faible : le résultat contraire eût amené un déplacement de 36 voix sur le total de 152 députés.

Mais si le principe si juste de la représentation des minorités n'a pas été accueilli par le législateur, un autre principe nouveau a été inscrit dans notre droit public : le vote obligatoire. Il en est résulté que, malgré les difficultés et l'inexpérience du début, le nombre de citoyens qui ne se sont pas servis de leur droit de suffrage a été infime : il n'a guère dépassé en moyenne 5 0/0 pour tout le pays. Encore la plupart de ces rares absences s'expliquaient-elles par des raisons de force majeure. Très peu de peines ou de réprimandes ont dû être prononcées par les juges de paix contre les électeurs défaillants.

L'instrument du pouvoir législatif ayant été modifié, l'œuvre qui en

(1) Cette question a été tout particulièrement approfondie par mon savant collègue, M. d'Hondt, professeur à l'Université de Gand, auteur du système de représentation des minorités qui nous paraît le plus parfait. Nous ne citerons que son étude la plus récente, répondant le mieux aux objections soulevées en ces derniers temps : *Le Pourquoi de la représentation proportionnelle de l'association réformiste belge*. Bruxelles, Société belge de librairie, 1895, in-8, 43 pages.

sortirait allait aussi accuser des formes nouvelles. Malheureusement cet instrument de suffrage universel que la Belgique a voulu essayer, n'a pas jusqu'à présent au point de vue des travaux parlementaires donné les résultats que l'on en attendait. Il fonctionne mal; il a eu de nombreux accroc; il produit moins que l'ancienne machine législative. On espérait des Chambres nouvelles l'adoption immédiate de diverses lois ouvrières. Hélas! les nouveaux députés, si nombreux, qui devaient apporter la vie et l'activité, n'ont donné que la fièvre et une excitation malade. Les interpellations se sont multipliées d'une façon effrayante et la longueur des discussions budgétaires est devenue une réelle calamité. Les budgets qui auraient dû être votés dans les deux Chambres au 31 décembre dernier, ne sont pas encore arrivés à mi-chemin à la seule Chambre des représentants. Les questions les plus vitales restent en suspens. Jamais la crise parlementaire n'a été aussi grave. Ajoutez à cela le désordre, le scandale même de certaines séances, dans l'enceinte du Palais de la Nation, autrefois si paisible, si apte aux discussions calmes et raisonnées! Avions-nous raison de dire que le nouvel instrument paraît moins bon que l'ancien? Peut-être est-ce parce qu'on ne connaît pas encore assez et le moyen de s'en servir et les modifications de détail, de procédure par exemple, qu'il faudrait y apporter.

Il était impossible, après avoir enlevé aux censitaires et aux capacitaires le privilège de la direction des affaires politiques, de leur laisser celle des affaires administratives. La revision de la loi électorale générale, appelait logiquement celle de la loi électorale communale. Ici se dressait un problème épineux. On étendrait le droit de suffrage local; tout le monde était d'accord sur le principe. Mais jusqu'à quelles limites et sous quelle forme cette extension serait-elle concédée? Les résultats de la réforme électorale politique n'avaient pas satisfait tout le monde. Aussi les uns voulaient-ils pour la commune et la province rester en deçà du suffrage universel plural organisé pour les élections législatives; les autres prétendaient arriver directement aux extrêmes, au suffrage universel égal. Quelques-uns, et nous étions du nombre (1), pensaient qu'une solution transactionnelle, d'ailleurs mieux adaptée à la composition véritable de la société moderne, devait être cherchée dans la représentation distincte des diverses classes dont l'ensemble forme l'État. Le gouvernement parut un instant pencher

(1) *Les Réformes communales*, Électorat, fonctionnaires, police, 1 vol. in-12, x-338 p. Bruxelles, 1395, Société belge de librairie.

vers des idées de ce genre. Mais les esprits étaient trop peu préparés à des innovations aussi hardies.

On se décida donc à apporter simplement au vote plural existant pour les élections législatives quelques amendements de nature à l'adapter aux besoins spéciaux des élections locales : conditions d'âge (30 ans) et de résidence (3 ans), part d'influence plus effective à la propriété et à la capacité par la concession d'une quatrième voix et des conditions plus rigoureuses pour l'acquisition de la seconde voix, différenciation du taux du revenu exigé pour l'obtention des voix supplémentaires.

Le parti socialiste, qui réclamait le suffrage égal de tous, s'efforça de combattre le projet ministériel par tous les moyens possibles. La menace de la grève générale fut l'arme dont il se servit de préférence. Elle lui réussit moins bien qu'en 1893 au moment de la revision constitutionnelle. Le gouvernement se montra décidé à réprimer énergiquement toute tentative de désordre; la bourgeoisie, consciente du danger que des concessions malavisées présenteraient pour l'avenir, se ressaisit en quelque sorte, et se tint prête à faire courageusement son devoir de défense sociale. Il ne faut pas oublier en effet que la bourgeoisie, organisée militairement par l'institution de la garde civique, peut à certains moments employer la force pour se défendre. Cette attitude fit réfléchir les chefs du mouvement gréviste : ils renoncèrent à la violence, et la loi proposée par le gouvernement fut votée. Une seule modification y fut apportée. On adjoignit aux conseillers communaux élus par le suffrage direct, universel et plural, dans les centres industriels qui possédaient un conseil de l'industrie et du travail, un certain nombre de patrons et d'ouvriers, un ou deux de chaque catégorie, élus directement par ces conseils, pour faire partie du conseil communal. C'est l'application partielle et timide du principe de la représentation des intérêts que défendaient un grand nombre de publicistes et d'hommes politiques. Elle n'est d'ailleurs pas éloignée du système de la représentation directe des classes que nous préconisons.

L'électorat communal était une grosse difficulté politique : le gouvernement parvint heureusement à la surmonter. Un problème résolu, un autre surgit aussitôt. Voici en effet que la question scolaire, qui de 1879 à 1884 a si profondément troublé le pays, est de nouveau agitée. La loi si libérale de 1884 semble aujourd'hui insuffisante au parti catholique qui l'avait lui-même votée à l'unanimité en 1884. Il se plaint maintenant de l'inégalité de conditions financières entre les écoles

officielles et les écoles libres. Les unes doivent subsister de la générosité des particuliers; les autres vivent des ressources du budget et des impôts des contribuables. Quelques écoles libres ont même de la peine à se soutenir. Quoi de plus simple que de s'adresser à l'État et de l'obliger à intervenir pécuniairement dans les dépenses de ces écoles! Le principe de ces subsides scolaires est discutable. Quoi qu'il en soit, il a reçu sa première application par le vote au budget de 1894 d'un crédit de 300,000 francs à distribuer entre les écoles libres. On veut désormais augmenter ce subside, et le rendre stable et régulier. Comme conséquence il fallait établir légalement et les bases de la répartition, et les conditions que les établissements d'instruction primaire devraient remplir pour obtenir les subsides du gouvernement. Ce sera vraisemblablement l'objet d'un projet de loi que le gouvernement déposera sous peu, et qui sera de nature à influer puissamment sur le développement de l'éducation populaire. Mais, de toutes les réformes scolaires, la plus importante à cette heure en Belgique, serait bien plutôt l'introduction du principe de l'instruction obligatoire.

II. — QUESTIONS DE LANGUES.

Le mouvement flamand est une des faces les plus importantes de la question politique en Belgique. L'intensité de ce mouvement varie selon les circonstances du moment, suivant que d'autres problèmes plus ou moins urgents et graves dominant la polémique du jour. Les chefs de ce mouvement avaient fondé de grandes espérances sur l'avènement au suffrage des couches populaires. Il s'est fait au contraire que les questions ouvrières ont occupé la première place dans l'attention des électeurs lors de leur première consultation; et le parti flamand, que quelques-uns voulaient constituer, et dont le *volksraad* (3^e réunion annuelle, 21 avril 1895) devait être le conseil de guerre, n'a pas pu se fonder. A Bruxelles seulement, les *flamingants*, comme on les appelle, se présentèrent avec une liste distincte de celle des partis politiques en lutte. Ce fut un fiasco complet : ils n'obtinrent qu'un nombre de voix insignifiant en comparaison du chiffre considérable des électeurs de l'arrondissement. C'est que tous les électeurs sont embrigadés dans l'un ou l'autre des trois grands partis, catholique, socialiste, ou libéral. Sans et contre l'influence de ces partis aucune individualité ni aucun groupe ne peut réussir, parce qu'il lui manque les ressources, l'orga-

nisation et la discipline, tous les moyens d'action sur les masses. Du reste il est assez difficile d'entraîner les foules pour un principe abstrait et même pour quelques griefs fondés, si l'on ne peut se présenter en même temps avec un programme complet de réformes en matière politique, sociale et économique.

Toutefois le mouvement a été loin de s'arrêter ou de reculer : on peut tout au plus dire qu'il n'a pas atteint les prévisions de ses chefs. Mais l'œuvre de nationalisation par le flamand, la seule langue parlée par le peuple des Flandres et de la plus grande partie de la Belgique, continue. Le ministre de la justice, M. Begerem, un Gantois, donc un Flamand, a complété une réforme que ses prédécesseurs n'avaient fait qu'entamer. Le journal officiel, le *Moniteur*, paraît actuellement dans les deux langues. Auparavant on traduisait déjà les lois et décrets les plus importants et on publiait la traduction à la suite du texte français. Toutes les publications officielles du *Moniteur* se font aujourd'hui en français d'un côté, en flamand de l'autre, les deux textes par conséquent en regard. Mais le texte français demeure néanmoins le seul officiel. Quoique le flamand soit la langue maternelle de la majorité des Belges, le français a toujours été admis, depuis 1830, comme l'unique langue officielle pour tous les actes généraux du gouvernement. Il en est résulté ce fait malheureux que les classes supérieures ont considéré le français comme la seule langue qui fût digne d'elles ; qu'elles ont négligé d'apprendre l'idiome du peuple, et qu'il s'est créé entre elles et ce dernier un abîme qui constitue pour celles-là un danger permanent, pour celui-ci une cause d'infériorité regrettable. Cette ignorance du flamand est un obstacle à l'action des riches et de l'aristocratie sur les masses ; elle est la principale cause qui a arrêté pendant cinquante ans le développement intellectuel du paysan flamand. Cet usage abusif tend heureusement à prendre fin. Spécialement en ce qui concerne la langue à employer par le pouvoir législatif, la même séance du 19 mars 1895 a vu surgir deux propositions de lois émanant de deux groupes différents de représentants flamands, et tendant l'une et l'autre à voir proclamer les deux langues nationales officielles, et mises sur un pied de parfaite égalité dans la rédaction des lois et des règlements généraux.

Ainsi que nous le faisons prévoir dans notre précédente chronique, les élections du suffrage universel ont envoyé à la Chambre plusieurs députés qui se sont servis de la langue flamande dans leurs discours et rapports parlementaires et dans la rédaction de leurs propositions de loi. Pour les discours flamands, il n'y avait aucune difficulté de

principe : il convenait seulement de tenir compte de l'ignorance de cette langue chez un grand nombre de députés ; les paroles des orateurs flamands ont donc été publiées aux *Annales Parlementaires* avec une traduction française. La nomination de quelques employés sténographiant aussi bien en flamand qu'en français, a suffi pour lever tout obstacle. Il y avait au contraire de plus graves objections à l'usage du flamand dans la rédaction des propositions de loi. Tant que le texte français est seul officiel, il importe que les articles soient discutés et votés d'après une rédaction dans la même langue. Le bureau de la Chambre a donc commencé par n'admettre les propositions et les rapports qu'en français, avec une traduction flamande au gré de leur auteur. Cette façon d'agir suscita de vives protestations et pour régler définitivement ce point délicat, les mêmes propositions de lois déposées le 19 mars, dont nous parlions plus haut, veulent consacrer le droit des députés de faire leurs propositions en flamand, et régler la procédure à suivre pour élaborer les deux textes officiels des lois (proposition De Vriendt, suivie immédiatement de la proposition Coremans, plus radicale que la précédente).

Quoiqu'il en soit, l'usage des deux langues à la Chambre des représentants est désormais un fait entré dans les mœurs et qui, vraisemblablement se généralisera de plus en plus. Déjà tous les députés du pays flamand, sauf un, ont prêté en flamand le serment de fidélité, requis par la Constitution après chaque élection ou réélection. Or, il y a trente ans, quand M. de Laet se servit le premier de la langue flamande en semblable circonstance, il n'y avait pas assez d'épithètes injurieuses pour qualifier sa conduite. De même l'emploi des deux langues dans les discussions parlementaires deviendra peu à peu un fait accompli, et la Belgique se trouvera sous ce rapport dans la même situation que le conseil national Suisse.

Une autre proposition émanée du groupe des députés flamands a soulevé à la Chambre une question qui demanderait également une solution à bref délai. Elle est relative à l'emploi des langues devant les tribunaux militaires. Des lois antérieures, celle du 3 mai 1889 notamment, ont réglé l'emploi des langues devant les tribunaux répressifs de droit commun, et malgré quelque opposition au début, elles satisfont aujourd'hui à peu près tous les intéressés. Ces dispositions n'ont pas jusqu'ici été rendues applicables aux juridictions spéciales. Les prévenus militaires continuent donc à être jugés en une langue qui leur est étrangère. L'abus est d'autant plus grave que les tribunaux

militaires sont d'ailleurs ceux qui offrent à la défense le moins de garanties.

Il n'y aura plus alors que les tribunaux civils devant lesquels le français conservera son monopole, même en pays flamand. Il est assez rare, en effet, de voir le flamand employé dans les plaidoiries, les conclusions et les actes judiciaires, en matière civile, sauf devant les justices de paix où l'intervention personnelle des parties en cause rendrait toute autre façon de procéder impraticable. Devant les tribunaux de première instance et de commerce, les cours d'appel et de cassation, non seulement les avocats et avoués ont pris l'habitude de se servir presque exclusivement du français, mais la jurisprudence leur a même refusé le droit de se servir du flamand, à moins que les membres du tribunal ne déclarent comprendre cette langue. Dans tous les cas, les jugements sont rendus en français sans aucune traduction ; de même que dans la plupart des cas, les exploits signifiés à des Flamands sont rédigés dans une langue que ceux-ci ne peuvent comprendre. Pour remédier à ces abus, un grand nombre de pétitions ont déjà demandé à la Chambre une réforme législative. L'une de ces pétitions était couverte des signatures de tout le barreau gantois et d'une grande partie de la magistrature du ressort de la cour d'appel de Gand. Il y aura certes des difficultés à vaincre, peut-être des intérêts à combattre pour arriver à modifier l'état des choses. Mais on peut s'attendre qu'en cette occasion comme chaque fois qu'il s'est agi de la liberté des langues, le temps et la persévérance des Flamands finiront par avoir raison de tous les obstacles.

III. — RÉFORMES MORALES.

L'alcoolisme sévit en Belgique avec une déplorable intensité. La rigueur du climat à certaines époques de l'année, l'insuffisance de la nourriture chez un grand nombre d'ouvriers astreints à de rudes labeurs, sont parmi les causes principales de ce mal. Depuis quelque temps des esprits prévoyants ont entrepris une campagne de réaction contre l'abus des boissons alcooliques. A côté des ligues de tempérance, imitées des associations anglaises de ce nom, les pouvoirs publics sont intervenus énergiquement. Dans les écoles primaires, la tempérance est devenue un point essentiel du programme de l'éducation. En vue de stimuler le zèle, le gouvernement a conseillé la création de

cercles scolaires de tempérance auxquels les garçons peuvent être affiliés à partir de l'âge de 11 ans. Déjà 1,281 de ces cercles existent, et comptent 23.072 membres.

Dans la récente discussion du budget de la justice au Sénat, M. Lejeune, le titulaire précédent de ce département, a prononcé un discours aussi remarquable par le fonds que par la forme, dans lequel il faisait ressortir de façon saisissante tous les dangers dont l'alcoolisme menace le pays. Le Sénat a été si frappé de cet éloquent réquisitoire qu'il a décidé, d'accord avec le gouvernement, de constituer une commission d'études en vue de rechercher les meilleurs moyens de combattre le fléau.

Mais, de toutes les causes, celle qui a le plus contribué à développer les habitudes alcooliques, principalement chez l'ouvrier, c'est la multiplicité des débits de boissons et liqueurs. Aussi M. Beernaert avait-il compris, lorsqu'il était au ministère, que pour couper le mal autant que possible dans sa racine, il fallait diminuer les tentations des buveurs, chercher à réduire le nombre des cabarets. Non seulement on moraliserait ainsi les populations, mais on ferait disparaître nombre de débits si insignifiants que ceux qui les tenaient ne parvenaient guère à gagner leur pain sans recourir soit à la falsification des boissons, soit à des moyens d'attraction peu avouables. Une loi fut donc proposée et votée qui frappait d'un fort droit de licence tout nouvel établissement de vente en détail de liqueurs alcooliques, tout en respectant les droits acquis des débits préexistants. Le résultat immédiat fut de faire tomber à un chiffre notablement inférieur le nombre total de ces exploitations. Beaucoup de nouveaux commerçants déclarèrent ne vouloir vendre que de la bière pour échapper au droit de licence. De là chez ces derniers, aussi bien que chez d'autres catégories d'intéressés dont le droit de licence diminue les bénéfices, des protestations d'autant plus écoutées que les cabaretiens ont toujours représenté une force électorale en Belgique. Le groupe radical de la Chambre a donc proposé l'abolition du droit de licence. Mais le gouvernement s'y opposa, et pour enlever tout fondement aux réclamations, il a donné des instructions afin qu'une surveillance plus active recherchât et poursuivît les débits clandestins de boissons alcooliques.

Une autre loi édictée sous le même gouvernement conservateur de M. Beernaert punit de peines assez rigoureuses le délit d'ivresse publique. Mais c'est ici surtout que l'on a constaté combien sont au-dessous de leur tâche les autorités investies des pouvoirs de police, de la mission de veiller à l'observation des lois. Les fonctionnaires communaux, bourg-

mestres et commissaires de police, sont exclusivement chargés de la police locale. Cela est vrai en Belgique plus encore qu'en France, puisque nous avons conservé, sans presque rien y changer, la législation de 1789 et de 1790 sur cette matière. C'était trop demander à des fonctionnaires électifs que d'espérer d'eux une répression énergique à l'égard de leurs propres électeurs, fût-ce même dans le but élevé de moraliser le peuple. La loi sur l'ivresse publique resta donc *inexécutée*.

La centralisation de la police au profit de l'État, du moins dans les grandes villes, sera d'ailleurs la principale des réformes à accomplir lorsqu'on voudra réellement garantir l'ordre et la tranquillité publique aussi bien que lorsqu'on voudra combattre efficacement l'alcoolisme. Les autres États l'ont depuis longtemps compris, et l'expérience en démontrera de plus en plus la nécessité. Ce n'est pas la démocratisation des autorités locales, la généralisation de droit du suffrage dans les élections administratives qui améliorera le moins du monde la situation existante sous ce rapport. Bien au contraire on a constaté, depuis le jour où tout le monde est devenu électeur, une diminution sensible des affaires portées devant les tribunaux répressifs. Peut-on attribuer cette différence à une amélioration subite, instantanée des masses? Evidemment non! La vérité est autre : la rigueur des autorités locales chargées de rechercher et de constater les infractions s'est notablement adoucie. On n'entend plus parmi les honnêtes gens que cette plainte universelle : « il n'y a plus de châtiment pour les délinquants. » En cette circonstance la crainte de l'électeur n'a pas du tout été le commencement de la sagesse.

IV. — RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

A la fin de la dernière session parlementaire, le gouvernement avait déposé un projet de loi très important, dit « des feux et fanaux ». Ce projet contenait trois parties bien distinctes; il supprimait les droits de fanal assez lourds qui frappent les navires débarquant dans les ports maritimes; en guise de compensation, et aussi par mesure de réciprocité, il établissait des droits d'entrée sur certaines marchandises; enfin il remaniait sur d'autres points le tarif douanier dans un sens plus favorable aux intérêts nationaux. De ces différentes propositions la première et la dernière eussent probablement passé sans difficultés; mais il n'en fut pas de même de la deuxième, les droits d'entrée. Parmi ces

droits nouveaux ou augmentés il y en a de deux sortes. Les uns étaient des droits exclusivement compensateurs, c'est-à-dire de nature à défendre l'industrie nationale contre une concurrence déloyale, qui se fait entr'autres pour les farines à l'aide du système des acquits-à-caution. Ceux-là méritaient l'approbation de tous les esprits réfléchis. D'autres au contraire étaient des droits purement protectionnistes, qui devaient enrichir une classe de la société au profit des autres, et spécialement faire hausser au profit des cultivateurs ou de quelques propriétaires le prix des produits agricoles et en particulier des céréales. Ce fut la pierre d'achoppement du projet.

Cette partie de la loi ne tendait à rien moins qu'à faire entrer le pays dans une voie économique toute nouvelle, sans qu'il eût même eu l'occasion de se prononcer sur cette grave évolution. Car les élections précédentes s'étaient faites sur une seule question, excluant toutes les autres, savoir la revision constitutionnelle. Les chambres constituantes n'avaient moralement d'autre mission. Une fois la revision faite, elles pouvaient sans doute élaborer quelques lois secondaires, mais elles ne pouvaient pas inaugurer une politique imprévue, aussi gravement en contradiction avec tous les antécédents.

Voilà pourquoi toute la gauche et une partie de la droite déclara qu'elle ne prendrait aucune part à la discussion de ce projet : cette grève parlementaire, si elle s'était réalisée, eût empêché la Chambre de réunir le quorum nécessaire pour délibérer valablement. Le gouvernement se vit donc forcé de retirer le projet de loi. Et ce fut même pour le ministère une solution heureuse. Car les électeurs consultés le 14 et le 21 octobre dans tout le pays se déclarèrent en majorité nettement hostiles au protectionnisme et à toutes les mesures qui pourraient augmenter le prix des grains ou des denrées alimentaires. Mieux avisé le gouvernement reprit son projet de loi en y laissant les dispositions les plus sages et en effaçant celles qui appliquaient les théories protectionnistes.

Tel est le nouveau projet sur les feux et fanaux déposé par le ministre des finances, M. de Smet de Nayer, un travailleur énergique et un homme de bonne foi. Cela ne faisait pas l'affaire des agrariens, un petit groupe qui s'est constitué au Parlement depuis peu. Ce groupe proposa donc par voie d'amendement de frapper certaines céréales d'un droit de cinq francs les 100 kilos. La section centrale chargée de l'examen du projet de loi eut le tort d'admettre ce droit d'entrée pour les avoines, et de faire ainsi un premier pas dans la voie de la protection douanière.

À la Chambre la discussion fut longue, interminable, comme le sont

actuellement toutes les délibérations au Parlement belge. Elle continue encore à l'heure qu'il est sans que l'on puisse en prévoir le résultat définitif.

Autre difficulté grave contre laquelle le gouvernement eut à lutter ; la question du Congo. Il y a un an, comme nous l'écrivions à cette place, l'opportunité d'une politique coloniale au point de vue belge était à l'étude. La participation de l'État indépendant du Congo à l'exposition d'Anvers avait été pour lui un succès sans précédent, et pour beaucoup de nos compatriotes une révélation. Il semble qu'on voulut mettre à profit la popularité grandissante de l'œuvre du Roi pour atteindre d'un coup le but final poursuivi par le souverain : l'annexion du Congo par la Belgique. Cette annexion fut donc à l'improviste proposée aux Chambres par le gouvernement. Le pays était mal préparé à une décision aussi radicale. Les sentiments en faveur du Congo subirent un léger recul dans l'opinion publique. Mais l'agitation anti-congolaise et même anti-dynastique fut si violente que peu à peu, le calme revenant aux esprits, une nouvelle réaction se produisit, et le public, du moins les classes supérieures de la société, se déclarèrent bientôt favorables à l'annexion. Tous les cercles commerciaux du pays votèrent des vœux en ce sens. Cependant le gouvernement jugea plus sage de consentir à un ajournement du projet de reprise, et l'on chercha une transaction en vertu de laquelle l'État Belge ferait à l'État Indépendant les avances nécessaires pour continuer les tentatives de colonisation (1).

Il y a quelques réformes économiques et financières à signaler, dues à l'initiative et à la grande activité du ministre des finances, M. de Smet de Nayer ; nous citerons : 1° la conversion de la dette publique de 3 ½ % en 3 0/0 ; 2° le remplacement de la monnaie de billon en cuivre par la monnaie en nickel ; 3° la réduction des frais de rédaction, d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales, en vue de faciliter entre les mains du cultivateur et de l'ouvrier agricole la constitution d'un petit patrimoine, application en matière de propriété rurale du principe de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières ; 4° les modifications aux lois sur la contribution personnelle, substituant le revenu cadastral à la valeur locative comme première base de l'impôt, et supprimant la taxe sur les portes et fenêtres. Bref tout un ensemble de mesures que le ministre se propose d'ailleurs

(1) Voir la brochure de M. Gustave Abel, avocat : *En faveur du Congo et contre sa reprise immédiate*. Gand, Buyck, 1895, in-12, 49 p.

de compléter successivement pour arriver à une refonte intégrale de notre régime fiscal.

Les réformes financières proposées par de simples députés étaient moins heureusement conçues. Aucune d'entre elles n'a d'ailleurs abouti. Les uns veulent supprimer l'impôt foncier, ou l'accise sur le tabac; les autres changer le tarif et le mode de perception des droits de succession et de mutation, d'autres établir l'impôt progressif sur le revenu d'après le système de la loi prussienne, etc.

V. — INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Parmi les institutions de prévoyance qui fonctionnent déjà en Belgique, il faut citer les sociétés mutualistes et les associations coopératives. Les unes et les autres ont atteint en Belgique un développement qu'elles n'ont dépassé dans aucun autre pays. La loi de 1894 sur les sociétés mutualistes a donné lieu à un livre documenté et précis, un manuel des sociétés de secours mutuels, par MM. Tobback et Vanden Heuvel, auquel nous renvoyons non seulement ceux qui veulent participer à l'action mutualiste, mais quiconque désire connaître le mécanisme des sociétés de ce genre, fonctionnant en Belgique.

Quant aux associations coopératives, elles se sont encore multipliées cette année plus que les précédentes, surtout les sociétés de construction et de consommation. Ces dernières, là où elles se sont fondées, n'ont pas laissé d'apporter souvent un certain trouble dans la situation économique d'une localité. En effet si elles rendent de grands services à la population ouvrière en amenant la baisse des denrées alimentaires; elles font d'autre part une concurrence redoutable à la petite bourgeoisie; elles éliminent brusquement et en masse un nombre considérable de petits détaillants. A Anvers, par exemple, la création d'une nouvelle coopérative pour la fabrication du pain a provoqué une crise assez sérieuse parmi les boulangers, et suscité un mouvement de vive protestation. Au surplus il est vrai de dire que ce n'est pas la forme coopérative en soi qui détermine ces conflits; il faut en chercher bien plutôt les causes dans la lutte de la grande industrie contre des établissements plus faibles, incapables de produire aux mêmes conditions avantageuses.

Une députation des petits commerçants lésés dans leurs intérêts a exposé ses doléances au ministre des finances qui leur a promis à peu près tout ce qu'il est rationnellement possible de faire en leur faveur :

interdire aux fonctionnaires d'occuper une fonction administrative quelconque dans les coopératives; — défendre à tout industriel de payer ses ouvriers en marchandises; — admettre la responsabilité limitée des commerçants en leur permettant de fonder des coopératives entre eux, ne fussent-ils qu'au nombre de trois ou même de deux, au lieu de sept membres fondateurs aujourd'hui requis par la loi; — refondre notre régime fiscal pour atteindre plus directement et plus exactement les revenus et les bénéfices réalisés de fait effectivement.

D'autres institutions de prévoyance sont encore en quelque sorte à l'état embryonnaire. Elles fonctionnent sans être reconnues expressément par la loi. Tels les syndicats professionnels qui peuvent en Belgique se former librement en vertu du droit d'association et du droit de réunion inscrits dans la Constitution, mais qui ne jouissent pas de la personnification civile. Il est question de reconnaître cet avantage dans une très large mesure à toutes les associations professionnelles. C'est l'objet d'un projet de loi déposé par le gouvernement et que des circonstances diverses ont jusqu'à présent empêché de discuter et de voter. Le principe n'en sera probablement pas contesté : mais d'importantes modifications pourraient bien être apportées au texte proposé par le ministre de la justice (1).

Les assurances ouvrières sont devenues depuis les dernières élections un sujet de discussion non moins important et fréquemment agité. Trois propositions ont été déposées à la Chambre des représentants au commencement de 1895 tendant toutes à instituer une caisse de retraites ouvrières, émanant l'une du groupe socialiste en vue d'assurer une pension aux vieux houilleurs, les deux autres de députés catholiques et démocrates, établissant l'assurance de tous les ouvriers contre l'invalidité et la vieillesse. L'examen de ces trois propositions se fait par une même commission parlementaire, qui cherche à fusionner les différents projets en une œuvre commune. Il en sortira probablement l'une de nos plus prochaines lois sociales. Nous aurons soin d'exposer alors les grandes lignes du système adopté.

(1) Les Trade-unions et les associations professionnelles en Belgique (projet de loi) par Ernest Dubois, chargé de cours à l'Université de Gand, Bruxelles, société belge de librairie, 1894, in-18, 223 pages. — L'Évolution du mouvement syndical ouvrier par Étienne de Smet, avocat, Gand, Hoste, 1894, 67 pages in-8.

VI. — LE CONTRAT DE TRAVAIL.

L'inspection du travail, dont nous faisons pressentir la prochaine création dans notre dernière chronique, a été organisée par l'arrêté royal du 21 septembre 1894. C'est donc une institution dont le gouvernement a pris à lui seul l'initiative et qu'aucune loi n'est encore venue consacrer jusqu'à présent. Mais les fonctionnaires qui en font partie puisent leurs pouvoirs dans une interprétation extensive de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes et dans la loi sur le travail des femmes et des enfants. Ils sont chargés de toute la police du travail et de l'industrie, police qui entrait auparavant dans les attributions exclusives des autorités locales; et celles-ci s'étaient montrées aussi incapables de réprimer les abus en cette matière qu'à l'occasion de l'ivresse publique dont nous parlions tantôt. L'organisation de l'inspection du travail est par conséquent une extension des droits de police du gouvernement central, faite dans l'intérêt des ouvriers. Le personnel de l'inspection du travail se compose de certaines catégories d'agents, qui participaient déjà antérieurement à la surveillance de l'industrie, mais exclusivement en vue de prévenir les dangers ou les inconvénients des établissements industriels pour les voisins, et d'empêcher la falsification des denrées alimentaires. Ce sont : les inspecteurs centraux des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, dont le nombre a été augmenté par l'adjonction de délégués et d'inspecteurs du travail en province; les inspecteurs des denrées alimentaires et les inspecteurs vétérinaires. Les ingénieurs du corps des mines ont également vu leurs attributions s'élargir, pour leur permettre de faire toute la police du travail. En tout une centaine de personnes prennent part à l'inspection. Depuis quelques jours, des ouvriers ont aussi été appelés à prendre part à ce service sous le titre de délégués (1). La compétence de ces agents est de faire observer la loi sur le travail des femmes et des enfants du 13 décembre 1889, la loi sur les industries classées de 1888, le règlement général sur l'hygiène et la salubrité des ateliers du 21 septembre 1894, et les conditions d'exploitation

(1) Sur cette question, voir la brochure de E. Haveu, un pseudonyme cachant une personnalité très compétente, sur les *Délégués ouvriers à l'inspection des mines*. Bruxelles, Monnom, 1895, in-8°, 33 pages.

imposées par les arrêtés spéciaux d'autorisation relatifs à chaque établissement. En outre, les inspecteurs ont à contribuer très activement à l'élaboration des statistiques du travail.

En même temps que l'arrêté organisant l'inspection du travail, a été promulgué un arrêté royal prescrivant les mesures à prendre pour protéger la santé des ouvriers employés dans les usines et pour prévenir les accidents. Ce règlement édicté par le gouvernement de sa propre initiative, toujours en vertu d'une interprétation extensive de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, forme un véritable code complet de la police du travail. Depuis le premier janvier 1895, le gouvernement fait paraître mensuellement le *Bulletin spécial de l'Inspection du Travail* qui tient le public au courant des lois, règlements, circulaires et instructions relatifs à la réglementation du travail et à la surveillance des ateliers, des résultats produits par l'inspection, du nombre des visites faites et des accidentssurvenus.

Un Office du Travail, créé par arrêté royal du 12 avril 1895, est venu compléter l'inspection; il a pour mission d'élaborer les statistiques, de centraliser les renseignements et de faire toutes les études nécessaires à l'amélioration de la législation ouvrière. A cet effet, dans chaque province, un même bureau réunit les divers services relatifs à l'organisation du travail qui, jusque-là, étaient distribués entre plusieurs fonctionnaires; et à Bruxelles, un bureau central dirige l'activité des employés provinciaux, recueille les données statistiques et autres sur la situation des ouvriers, leurs rapports avec les patrons, l'effet des lois qui les intéressent spécialement. L'Office du Travail devra assurer administrativement l'application des diverses lois concernant le travail et préparer les réformes opportunes. Enfin, il est chargé de se tenir au courant de la législation ouvrière étrangère et de la faire connaître en Belgique, par la publication qu'il éditera : la *Revue du Travail*.

En attendant que cet organisme, tout récemment créé, fonctionne régulièrement, de nouvelles et nombreuses propositions de loi ont surgi, tendant à régler l'une ou l'autre des matières du contrat de travail. Il faut signaler tout d'abord le projet du gouvernement organisant un contrôle complet de l'ouvrier sur le mesurage et le comptage des travaux qui lui sont payés à la tâche. Quelques abus avaient été signalés dans cet ordre d'idées à la Chambre, avec une violence extraordinaire et une exagération manifeste. Ils avaient ému le pays. Une vaste enquête par tout le pays avait même été proposée pour découvrir tous les faits de ce genre. Le ministre de la justice, M. Begerem, la rendit inutile en prenant l'initiative du projet de loi en question. Ce projet,

hâtivement élaboré, est sorti des délibérations de la section centrale profondément remanié, et sera voté probablement sans longs débats. D'autre part, une proposition signée de quelques députés réclame l'aggravation des dispositions prohibitives du truck-system, dans le but de pouvoir supprimer radicalement les économats d'usine. En même temps a paru le rapport triennal sur l'exécution et les effets de la loi sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. Ce rapport est un document assez volumineux. Il prouve seulement qu'il y aura encore beaucoup à faire avant que cette loi ne soit complètement exécutée.

Il n'y a guère que six ans, que la première loi réglementant le travail a été votée en Belgique; elle ne concernait que les femmes de moins de 21 ans et les garçons de moins de 16 ans. Aujourd'hui, on veut aller plus loin et réglementer même le travail des adultes, interdire le travail de nuit, imposer le repos hebdomadaire ou dominical et fixer la durée maximum de la journée de travail de tous les ouvriers, quel que soit leur âge ou leur profession. Une proposition de cette nature a été faite à la fois par deux groupes différents de la Chambre, par le parti démocratique chrétien d'une part, par les socialistes d'autre part, auxquels s'était joint l'abbé Daens. Nous aurons vraisemblablement l'occasion de revenir sur ces projets et de dire plus tard le sort qui les attend.

Parmi tant d'autres propositions de loi qui ont plu sur la tribune de la Chambre des représentants au commencement de cette année, il faut encore citer celle relative à l'organisation du marché du travail industriel et agricole, celle établissant des inspecteurs ouvriers chargés de la surveillance des travaux souterrains des mines, celle portant organisation d'une représentation professionnelle de l'agriculture, etc. Ce ne sont là, sans doute, que des propositions plus ou moins importantes, en proportion de l'influence et de l'autorité du groupe dont elles émanent. Mais leur nombre, leur objet et leur esprit sont la caractéristique d'une tendance nouvelle du mouvement social belge. Ce sont les symptômes d'une évolution profonde, qui pourra transformer toutes les conditions de vie de la nation, et amener les conséquences les plus graves. Nous aurons à en parler plus en détail dans notre prochaine chronique.

Au moment de terminer cet article, nous apprenons la création d'un ministère du travail, distinct des sept départements déjà existants, et portant la dénomination officielle de *Ministère de l'industrie et du travail*. C'est une réforme importante dont nous reparlerons. A la

tête de l'institution, se trouve un homme de talent, d'énergie et de bonne volonté, M. Albert Nyssens, député et professeur à l'Université de Louvain.

1^{er} juin 1895.

OSCAR PYFFEROEN,
Chargé de cours à l'Université de Gand,
Avocat à la Cour d'appel.

REVUE DES LIVRES

ADOLPHE PRINS, *L'Organisation de la Liberté et le Devoir social*,
Paris, 1895, 1 vol. in-8.

« Le jeune homme plein d'espoir et d'illusion qui, dans la nuit d'été, élève son âme vers les cieux parsemés d'étoiles, s' imagine qu'il est le premier qui, dans cette solitude sans bornes, ait forgé des rêves d'avenir... Et perdu dans la poussière d'or de ses songes, il ignore qu'avant lui, devant les mêmes étoiles, des milliers et des milliers d'êtres humains ont déjà désiré, lutté et souffert.

« Ainsi, à chaque siècle, sur un point quelconque de l'univers, l'humanité refait les mêmes projets de bonheur, construit les mêmes plans d'une cité idéale et oublie les générations passées qui ont consacré leur existence à poursuivre les immortelles chimères sans jamais les atteindre. »

Tel est le poétique et magistral début du livre de M. Prins. Telle en est aussi l'idée mère, génératrice. Car, si malgré la marche en avant de l'humanité « l'histoire avec son rythme éternel d'action et de réaction se répète toujours » c'est qu'il a manqué aux vieilles sociétés l'organisation de la liberté et la détermination des devoirs sociaux. Les civilisations ont été successivement des systèmes de centralisation absolue aux systèmes de l'individualisation à outrance, elles n'ont pu jusqu'ici atteindre ce juste milieu qui caractérise l'organisation de la liberté. C'est pour cela que sous les modalités changeantes des théories les éléments sociaux réels définitifs se sont montrés irréductibles. « Et, dit l'auteur, parmi ces éléments qui constituent le fond éternel de la société, je pense que l'un des plus irréductibles, c'est l'inégalité des hommes. »

L'inégalité des hommes est en même temps un fait indéniable et

une nécessité imprescriptible d'évolution et de progrès. Elle est la loi et la condition du développement individuel et social dans l'univers, elle s'accroît à mesure que la liberté augmente. On ne saurait la faire disparaître. « Mais on doit agir de telle sorte que les inégalités, au lieu de se heurter avec violence, se combinent et s'harmonisent. » L'inégalité n'est donc point condamnable en elle-même. Ce qu'il faut condamner c'est une inégalité factice fondée sur une classification fautive et arbitraire. Mais jamais, dit l'auteur, en admettant que par miracle l'égalité absolue eût pu être imposée aux hommes, ils ne seraient sortis de la barbarie.

L'inégalité est une des conditions du progrès. Quant à ce progrès lui-même, deux conceptions opposées ont exercé une influence énorme sur la marche de l'esprit humain.

L'auteur examine ensuite chacune de ces deux conceptions. L'une, l'école du droit de nature, consiste à tout ramener à un état de nature parfait qui aurait existé à l'origine. Elle est fautive et dangereuse à la fois. L'autre, l'école du progrès organique, repose sur les lois de l'histoire, sur la filiation des générations, des hommes et des choses : sur l'enchaînement, en vertu duquel l'ensemble du présent dépend de l'ensemble du passé et prépare l'ensemble de l'avenir. Cette doctrine est conforme aux faits, mais elle a toutefois son écueil. Les partisans du droit de nature sont entraînés à sacrifier la tradition au mouvement, l'autorité à la liberté, la société à l'individu. Le problème consiste à concilier la continuité de la vie sociale avec la liberté de l'individu en quête du mieux, la tradition qui a été un jour un progrès avec le progrès qui est le début d'une tradition.

Le progrès est, du reste, indéniable. Il est basé sur l'inégalité des conditions, sur ce sentiment intime et inné d'amélioration et de supériorité qui travaillait déjà l'homme des temps primitifs. L'homme tient d'abord au nécessaire, ensuite au superflu. Puis le superflu devient bientôt le nécessaire et la poursuite du bonheur continue à l'infini. Lassalle, Marx, Engels, Henri George, Burns, Guesde ont contesté l'applicabilité de la loi du progrès à l'ouvrier moderne. Ils ont affirmé que les progrès de l'industrie seuls augmentaient sans cesse, que l'ouvrier devait éternellement être ramené au niveau du strict salaire. Ils ont enseigné que le prolétariat est fatalement la proie de l'industrie, et que, tant qu'existera l'organisation capitaliste bourgeoise, les riches deviendront toujours plus riches et les pauvres plus pauvres.

L'auteur démontre qu'il est faux que les riches deviennent toujours plus riches. Se basant sur des données empruntées au travail de M. d'Avenel, il conclut que « le richard du siècle de Charlemagne est devenu un ouvrier et nous arrivons à une situation où le revenu des 81,000 francs possédés au IX^e siècle ne serait plus que le prix d'une journée de travail. » Quant à la seconde thèse socialiste, l'ouvrier s'appauvrissant progressi-

vement, l'auteur montre que l'ouvrier anglais actuel est en grand progrès sur l'ouvrier de 1830. « C'est lui qui, en Europe, touche les plus hauts salaires et a les journées de travail les plus courtes ; c'est lui qui fournit à l'industrie la plus grande somme de travail et de capacité. »

Mais malgré le progrès continu et général, des aspirations nouvelles surgissent chaque jour au cœur des bourgeois comme à celui des prolétaires. Cette poussée éternelle de la sève qui revient, monte, entretient la vie et fait que la société recule sans cesse les limites de son horizon. Elle a sa raison d'être et de persister dans l'inégalité même. « Le jour, dit l'auteur, où tous les individus, tous égaux, seraient tous contents de leur destinée, et qu'il n'y aurait donc plus pour eux d'idéal à atteindre sur cette terre, je pense que la société croupirait comme une eau stagnante. » Mais cette inégalité nécessaire doit être tempérée par la loi morale ; sans la moralité, les mieux doués auraient le droit d'étouffer le développement des moins bien doués. « Toute la question sociale, dit l'auteur, est dans cette organisation de la société, dans la participation du plus grand nombre d'hommes au plus grand bonheur possible, dans la conciliation entre le droit et le devoir des inférieurs et le droit et le devoir des supérieurs. » La société a besoin de cohésion et la lutte actuelle ne peut se dénouer que par des transactions aboutissant aux conciliations nécessaires.

L'auteur résume ainsi ces conciliations indispensables au dénouement de la crise que traverse la société actuelle.

« La conciliation entre la liberté et l'autorité, c'est l'autorité décentralisée, substituée à l'État centralisateur.

« La conciliation entre l'élément individuel et l'élément social, c'est le groupement social des intérêts substitué à l'isolement de l'individu.

« La conciliation entre les droits et les devoirs de chacun, c'est le développement de l'esprit social, c'est-à-dire la morale de la fraternité, du désintéressement et de l'amour, substituée à la morale de l'égoïsme et de l'intérêt personnel. »

Ces trois points de vue essentiels sont méthodiquement analysés et discutés dans le restant de l'ouvrage. L'auteur étudie d'abord les moyens de concilier la liberté et l'autorité. Il expose les avantages et les défauts des systèmes basés sur l'un ou l'autre de ces deux principes en faisant l'examen historique de la question. Il démontre quela liberté a profité aux faibles, l'autorité aux forts. Et que, dans le domaine économique comme dans le domaine de la bienfaisance, on a été régulièrement de l'autorité à la liberté et réciproquement.

La conciliation des deux principes est dans la décentralisation. Il faut que l'État prépare non sa destitution mais sa décentralisation.

« La décentralisation est la seule expression de l'autorité qui concilie l'ordre et la démocratie, et empêche celle-ci de devenir la tyrannie d'une

majorité. » Et l'auteur développe cette idée dans une étude de la décentralisation et du gouvernement local. Le caractère unitaire de notre civilisation nous vient particulièrement du droit romain. « Les Césars nous ont légué le type d'une autorité dégagée des réalités historiques, détachée de la vie sociale, vivant au-dessus et en dehors de la nation, absorbant à son profit tous les droits collectifs ou individuels. Le moyen-âge qui aurait pu consacrer l'implantation définitive du régime des libertés locales, a centralisé à son tour. Et l'erreur de principe est devenue un danger réel quand la démocratisation s'est ajoutée à la centralisation, car tous les appétits étant éveillés en même temps, sans qu'il y ait de responsabilité nulle part, il se produit une lutte à outrance où ce ne sont ni les meilleurs ni les plus capables qui l'emportent. » Le gouvernement devient alors à la merci des passions de la foule. Les classes appelées gouvernantes s'éloignent du gouvernement dans le vrai sens du mot. Les grandes démocraties centralisées n'ont rien de stable; les moindres réformes y sont difficiles. « L'Europe, pour se ménager un développement normal et régulier, devra en revenir aux anciennes traditions des peuples libres, à ce régime pour lequel l'autorité est comme la vie elle-même. La vie ne choisit pas des hauteurs où elle trône dans la solitude, elle est répandue partout. Comme elle, l'autorité doit être répandue dans tout le corps social. »

La solution des difficultés actuelles est donc dans le gouvernement local. Telle est, sur le terrain de la pratique, l'idée directrice des tendances de l'auteur. A ceux qui pourraient objecter que la complexité de la décentralisation, c'est le passé, le particularisme, les frottements, les lenteurs d'exécution, il répond : « Ce qui a fait la force des cités grecques, de la ligue aschéenne, des communes flamandes, de la ligue hanseatique, de la ligue des villes du Rhin, des Confédérations des villes du sud de l'Allemagne et des villes lombardes, ce qui a fait la force des Pays-Bas et de l'Angleterre, fait encore, en ce moment, la force de la démocratie rurale en Suisse, des États-Unis d'Amérique et de l'Empire britannique. » Et l'auteur emprunte des exemples aux situations économiques et politiques de ces divers pays. Il termine cette étude par une démonstration de l'utilité de la décentralisation dans l'organisation de la justice, de l'instruction et des lettres, dans le système fiscal, dans le domaine de la bienfaisance, dans le domaine philosophique et religieux.

Après cette première conciliation du principe d'autorité et du principe de liberté, l'auteur étudie les moyens de concilier l'individu et le groupe social. Il envisage d'abord isolément chacun des deux facteurs du problème.

L'individualisme moderne est une doctrine pleine de contradictions. Il n'a rien de commun avec le respect de l'individualité. Il a subi l'action du droit romain, de la théorie du contrat social et des systèmes écono-

miques. Il a été fatal au contrat du travail, il a renforcé et aggravé le paupérisme, il a poussé à la désagrégation de la famille, au relâchement et à la dissolution des mœurs tout aussi bien parmi les bourgeois que parmi les prolétaires.

Le groupement social est une manifestation de la tendance universelle au groupement qui s'observe dans la nature entière. L'histoire, comme les sciences, comme la philosophie, attestent partout cette espèce d'aspiration des choses organisées vers le groupement et la socialisation. Cette tendance à l'organisation aboutit à l'adaptation progressive des différentes forces sociales aux différents buts sociaux. « Et si, faisant un pas de plus, nous recherchons le moyen de réaliser cette adaptation, nous le retrouvons dans le groupement des intérêts. Le groupement fondé sur les liens du sang appartient aux époques primitives de la civilisation, le groupement fondé sur les divisions territoriales est une création artificielle du pouvoir. Le seul qui soit vraiment organique et vraiment libre à la fois a pour base la similitude des intérêts sociaux. »

L'auteur étudie ensuite les avantages et le rôle du groupement des intérêts dans le droit moderne. Le groupement se distingue nettement de l'ancien système corporatif et n'est pas un recul vers le passé. M. Prins examine successivement l'union des capitaux et l'union des personnes, les trades unions et la coopération.

La solution de la question sociale gît donc en grande partie dans l'organisation des collectivités d'intérêt. « Si nous voulons, dit Prins, nous prémunir à la fois contre l'atomisation et l'absolutisme, nous devons rechercher le meilleur groupement possible des forces sociales et, en repoussant la tyrannie de l'État sans exclure le concours de l'État, multiplier les associations douées d'une personnalité collective et d'une vie organique. » Puis il ajoute : « Il ne suffit pas de ne pas leur opposer d'entraves, nous devons les encourager, les protéger et les reconnaître légalement. C'est la question des personnes civiles. » Et cette question fait l'objet, de la part de l'auteur, d'une étude, dont nous résumons les points essentiels. Le droit moderne est hostile à l'égard des personnes civiles ; il ne leur reconnaît à tort qu'une vie fictive. Cependant la réalité de la vie juridique des associations de droit privé est incontestable en principe comme en logique. Les légistes de l'ancien régime ont méconnu la force organique du groupement des individus. Ils ont confondu la corporation et l'établissement public. Les arguments de droit et de fait qu'on invoque contre l'attribution de la vie juridique aux associations de droit privé sont passibles de réfutation catégorique. Il n'existe aucun inconvénient à favoriser les personnes civiles de droit privé.

Mais il ne suffit pas d'organiser les groupements d'intérêts en leur accordant la personnalité civile, il faut encore les représenter. La représentation des intérêts fait l'objet d'un chapitre spécial. L'auteur étudie

successivement ce qu'il nomme les correctifs du suffrage universel. Il examine de cette façon la représentation des minorités, le vote plural, le vote uninominal. Il écarte ces correctifs pour admettre en leur lieu et place la représentation des intérêts dont il démontre la supériorité. Il étudie en dernier l'application du principe à la fois dans le passé et dans le présent. Et de cette manière, par l'organisation des personnes civiles sanctionnant le groupement et la représentation des intérêts, se réalise, selon l'auteur, la seconde des conciliations indispensables à la solution de la crise sociale actuelle, celle qui doit mettre fin à l'antagonisme entre l'élément individuel et l'élément collectif.

La dernière des conciliations indispensables, la conciliation suprême, entre les droits et les devoirs de chacun fait l'objet des deux derniers chapitres de l'ouvrage. Cette conciliation doit venir à la fois de la culture intellectuelle et de la culture morale.

L'auteur examine ce que doit être la culture intellectuelle à notre époque. Il regrette son manque d'unité. Il déplore le caractère trop professionnel de l'enseignement universitaire, la multiplicité des examens pratiques, l'excès de la spécialisation. Il insiste sur la nécessité d'une culture plus générale dont il démontre la haute portée sociale. Mais la culture intellectuelle seule ne suffit pas.

La culture morale est indispensable. Toute notre culture morale a été utilitaire, la morale sociale contemporaine doit s'attacher à développer dans l'homme les penchants désintéressés. La Révolution a commis l'erreur de ne point proclamer les devoirs des hommes entre eux à côté de leurs droits. Le devoir social est tout aussi nécessaire que le droit social. « L'avenir nous est inconnu. Mais on peut affirmer que si la civilisation doit échapper à la tourmente ou renaître après la catastrophe prédite, elle n'y réussira qu'en faisant appel aux deux forces sans lesquelles aucune société n'est durable, le principe d'organisation sociale et l'idée du devoir social. »

Nous avons tenu, dans ce qui précède, à rendre avant tout la pensée de l'auteur. Un pareil livre, un tel travail, des propositions touchant aux choses supérieures et ultimes de l'organisation sociale demandent à être longuement méditées avant que de passer au crible de la critique. Tout au plus pourrait-on dire qu'il reste de ces pages souvent pleines de coloris et d'ampleur une sorte de vision charmeresse et indéfinissable. Ce n'est plus le songe d'or des nuits d'été de l'adolescent fraîchement éclos à la vie intellectuelle et morale, c'est la contemplation tranquille et recueillie du sage dont l'intelligence et le cœur apaisés forment pour l'humanité des vœux d'avenir et de félicité. Mais il est permis, le mirage disparu, la vision évanouie, à tous ceux qui restent inquiets quand même, d'interroger l'horizon et de continuer à douter et à chercher. La liberté s'organisera peut-être, elle s'organise même probablement cha-

que jour, mais l'organiser par des mesures économiques, politiques et juridiques, à coups de lois et de décrets, nous laisse indécis et hésitant. Les choses marchent d'une éternité à l'autre; l'homme, un instant arrêté entre ces deux éternités, sait voir parfois et comprendre à demi le passé; l'avenir reste fermé à ce qu'il croit être son intelligence et sa volonté.

JULES DALLEMAGNE,

Professeur à l'Université de Bruxelles,

Membre de l'Institut International de Sociologie.

NERINX, *Du régime légal de l'Enseignement primaire en Angleterre.*

— R. MOYERSOEN. *Du régime légal de l'Enseignement primaire dans les Pays-Bas.* — 2 vol. in-8, Engeleke, Gand, 1895.

Ces deux études sont le fruit d'une enquête poursuivie dans l'un et l'autre de ces pays par des jeunes gens de l'Université de Louvain, se préparant de la sorte au doctorat en sciences sociales et politiques. C'est ce qu'on pourrait appeler la thèse requise pour l'obtention de ce diplôme. Mais elles diffèrent de la généralité des thèses en ce que le sujet choisi n'est point du tout banal, et que le travail produit est digne d'attention, plein de faits intéressants et riches en renseignements nouveaux. Ces deux volumes sont même d'actualité en ce moment, car on se propose en Belgique de remanier prochainement la législation sur l'instruction primaire, et ces études de législation comparée pourront être d'une grande utilité à tous ceux qui ont le souci du bien public et du progrès des institutions.

L'Université de Louvain compte déjà trois publications de cette nature sorties de son école des sciences politiques. M. Legrand avait antérieurement publié une étude très méritoire sur *l'Impôt sur le revenu* en Prusse. D'autres thèses sont également sous presse. Dans quelque temps les autres universités belges feront également paraître des études de ce genre. A Gand et à Liège, en effet, l'enseignement des sciences politiques, administratives et sociales a reçu un développement considérable; les grades de licencié et docteur en ces sciences a été créé, et le doctorat subordonné à la présentation d'une thèse. Parmi les thèses présentées, les plus remarquables seront probablement imprimées.

La *Revue* a déjà fait connaître, du reste, l'organisation et le programme de cet enseignement spécial (V. 1893, p. 540 et 541).

OSCAR PYFFEROEN.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Publications of the American Economic Association.

L'Association Économique des États-Unis publie, plusieurs fois par an d'ordinaire, des brochures ou de courts volumes in-octavo, dont la réunion forme déjà dix tomes. La *Revue* a déjà analysé, comme livres, plusieurs des études parues dans cette collection. Ici nous signalerons seulement celle de ces publications qui a plus spécialement le caractère de périodique, le Hand-Book annuel de l'Association. Celui que nous avons sous les yeux et qui a paru en mars 1895, contient (outre les statuts et la liste des membres) le récit du congrès tenu par l'Association à New-York, dans les locaux du Columbia College, du 26 au 29 décembre 1894. Paru presque au lendemain du congrès, ce volume n'a pu, malheureusement, donner des discussions qu'un résumé bien succinct, d'un peu moins d'une centaine de pages. C'est dommage : car beaucoup des sujets traités méritaient d'être approfondis. Sur leur liste nous relevons, entre autres, les titres suivants : 1^o les sans-travail ; 2^o population et capital ; 3^o commerce des États-Unis avec l'Est ; 4^o le pape et l'encyclique du travail ; 5^o la concurrence comme base de l'économie politique ; 6^o théorie des dépenses publiques ; 7^o le fondement éthique de la distribution ; 8^o la statistique comme instrument d'investigation en matière sociale ; 9^o l'école historique ; 10^o l'économie politique dans l'enseignement secondaire. Mais de tous les sujets traités à ce congrès, celui qui touche le plus directement à nos travaux, est celui des « relations de la sociologie avec l'économie ». Le professeur A.-W. Small, de l'Université de Chicago, auteur de la question, a émis des vues qui, dans la mesure où l'on en peut juger par le bref compte-rendu du Hand-Book, s'éloignent assez peu de celles que nous avons développées dans un article sur le même sujet, paru ici même en juin 1894. Après lui, le professeur Patten, de Philadelphie, a insisté sur la nécessité d'harmoniser dans les Universités les enseignements sociologique et économique. Puis, le professeur Giddings, de Columbia College, a présenté une classification des sciences fondée sur le même principe que celle du Dr Manouvrier, et où la sociologie figure parmi les sciences concrètes, tandis que l'économie et la morale sont considérées, pour partie tout au moins, comme sciences abstraites. Les autres idées contenues dans cette communication semblent un résumé de l'ouvrage du même auteur sur la « Théorie de la Sociologie », que notre *Revue* a analysé en décembre dernier. Ont encore pris la parole les professeurs Lester Ward (de Washington), et W.-J. Ashley (de l'Université Harvard). Le premier déclara que « l'économie politique est une

de ces sciences qui se trouvent, par rapport à la sociologie, dans la même situation que la géologie et la géographie par rapport à l'astronomie, et que la botanique et la zoologie par rapport à la biologie », comparaison sur laquelle nous faisons d'expresses réserves. Le second, appelé à expliquer pourquoi la sociologie ne paraît pas avoir en Allemagne (pays sur lequel les États-Unis calquent volontiers leur organisation universitaire) autant de succès que chez d'autres peuples, en donna une raison qui nous paraît assez exacte. C'est, dit-il, que le mouvement de rénovation des diverses études sociales par la méthode historique s'était déjà fait, en Allemagne, avant que le terme de sociologie ne s'y introduisit; tandis qu'ailleurs les sociologues apparurent comme les premiers apôtres de l'observation et de l'induction en matière sociale, ce qui fit leur succès. Nous sommes loin de croire, pour notre part, que là même où la méthode historique était déjà pratiquée, en droit et en économie, la sociologie n'eût rien à enseigner : n'apportait-elle pas avec elle l'idée nouvelle et féconde de l'unité des études qui ont les sociétés humaines pour objet? Mais enfin nous reconnaissons volontiers qu'il y a une grande part de vérité dans l'idée de M. Ashley.

Ce qui paraît, en somme, ressortir de ce débat, c'est que nombre de savants américains sentent la nécessité de renoncer à la méthode exclusivement déductive que l'économie politique emploie dans leur pays. On sait que les discussions logiques et mathématiques appliquées aux faits et aux principes économiques n'ont trouvé nulle part autant de faveur qu'aux États-Unis. C'est de ce pays, notamment, que nous est venue l'ingénieuse théorie de la valeur-limite. Eh bien, quelque attrait que présentent ces spéculations, les Américains commencent à s'en lasser. A cette économie qui raisonne, plusieurs voudraient substituer une économie qui observerait et constaterait. Or cette nouvelle méthode est justement celle que préconise la sociologie. Voilà pourquoi ils se tournent vers celle-ci, et lui demandent de rajeunir leur économie. C'est un mouvement dont, à coup sûr, les amis de notre science ne peuvent que se féliciter.

RENÉ WORMS.

Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft.

La publication que dirige avec un grand talent le Dr Schäffle, entre dans la 51^e année de son existence. Cette longue et honorable prospérité atteste hautement sa valeur scientifique et le crédit qu'elle a trouvé auprès des économistes les plus autorisés de tous les pays, nous fait un devoir de la signaler à l'attention bienveillante des lecteurs de cette Revue. Outre le Dr Schäffle, qui consacre à l'étude des questions

économiques une méthode rigoureuse et sûre, la « Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft » a su grouper autour d'elle des hommes qui, par les situations considérables qu'ils occupent en Allemagne et en Autriche dans l'enseignement et la politique, sont parfaitement qualifiés pour aborder avec compétence les délicats problèmes que soulève l'organisation des sociétés. La publication du Dr Schäffle ne répugne pas d'ailleurs à un certain éclectisme de bon aloi ; en tous cas, — et cet exemple paraît se généraliser fort, — elle ne borne pas aux seuls pays allemands le domaine de ses investigations. Chacun de ses volumineux fascicules trimestriels accorde une large place à l'analyse des travaux de science sociale parus à l'étranger et l'on y retrouve avec satisfaction exposés et critiqués les ouvrages remarquables des plus distingués sociologues de tous les pays.

La partie dogmatique domine cependant comme de raison. Des nombreuses et intéressantes études qu'offrent au lecteur les 4 fascicules de l'année 1894, nous ne voulons retenir ici que celle consacrée par M. Schäffle lui-même problème des Chambres de commerce.

Dans une première partie, l'auteur recherche l'essence et la composition des Chambres de commerce ; ce point élucidé, il s'efforce de déterminer minutieusement leur sphère d'activité ; il expose ensuite les règles exactes qui président à leur organisation et à leur administration, aborde dans des vives critiques l'exposé des propositions de réforme émanées de la Prusse.

Une seconde partie consacre un examen approfondi à la détermination des rapports qui existent entre les Chambres de commerce, l'organisation politique et les pouvoirs publics, les différentes branches du droit public et privé.

Il y a là, en résumé, une somme considérable de travail et d'érudition, et le problème est envisagé sous tous ses angles, aux points de vue les plus multiples et les plus divers. On ne saurait guère mieux, nous semble-t-il, présenter en un nombre assez restreint de pages, une étude plus complète et plus précise d'une question particulièrement intéressante : il n'est point douteux, en effet, que le rôle des Chambres de commerce ait une utilité et une efficacité réelles et qu'il réponde à l'un des besoins impérieux de la vie sociale.

Voilà dans quel esprit la « Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft » aborde les questions économiques, avec gravité et minutie. C'est donc un organe remarquable dont la lecture est fructueuse et dont on prend connaissance avec un intérêt toujours soutenu.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Publications du Bureau ethnologique des États-Unis (Smithsonian Institution): 1^o an ancient quarry in Indian territory, par *William Henry Holmes*; 2^o list of the publications of the Bureau, par *Frederick Webb Hodge* (2 broch. in-8).

Publications du service des renseignements commerciaux et de la colonisation au Ministère français des colonies: 1^o le Tonkin; 2^o la Nouvelle-Calédonie; 3^o le Sénégal; 4^o la Cochinchine (4 broch. in-8).

Paul Errera, un Précurseur de Montesquieu: Jean Bodin (broch. in-8).

Frédéric Passy, sur la Nécessité de renouer les relations commerciales avec l'étranger (broch. in-8).

Eugène d'Eichthal, Souveraineté du peuple et gouvernement (in-12).

Jules Payot, l'Éducation de la démocratie (in-18).

Statistica giudiziaria penale per l'anno 1893 (in-4).

Émile Worms, la Politique commerciale de l'Allemagne (in-8).

Notice biographique sur André Réville et Discours prononcés sur sa tombe (broch. in-8).

Ernest Carette, les Assemblées provinciales de la Gaule romaine (in-8).

Léon Aucoc, une Page de l'histoire du droit administratif: M. Boulatignier (broch. in-8).

J.-G. Fichte, Discours à la Nation allemande, traduction française de *Léon Philippe* (in-12).

Pierre Ruppert, l'Enseignement supérieur et moyen dans le Grand-Duché de Luxembourg (fort vol. in-12).

Frank Fetter, the Exploitation of theories of value in the discussion of the Standard of deferred payments (broch. in-8).

C. Carles, Codigos postal y telegrafico, por la Republica Argentina (très fort vol. in-8).

Louis Gumplowicz, Die Monarchie; extrait de la Neue Deutsche Rundschau (broch. in-8).

Paul de Rousiers, la Question ouvrière en Angleterre (grand in-8).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

L'Organisation spontanée de la Société politique

(Suite et fin).

Nous avons étudié jusqu'à présent la Société dans ses rapports de coopération et d'association entre forces humaines, en laissant momentanément de côté le *fonds matériel* de la Société, auquel elle se trouve attachée, et qui pénètre toute sa vie fonctionnelle, pour être à son tour remanié conformément aux besoins de la collectivité. Ce fonds, composé de matériaux bruts, de substances et d'êtres organisés, constitue pour la Société un vaste atelier, champ d'une coopération humaine, corroborée par celle de la nature. C'est le domaine de la production au sens restreint, économique du mot, de cette somme de travail collectif, dont la fonction consiste à façonner, remanier et reconstruire le monde ambiant et dont le but est double : sustenter la vie animale du contingent humain et, d'autre part, augmenter, affermir et consolider ses forces au moyen d'organes artificiels — s'il y a quelque chose d'artificiel dans la nature — en vue d'une intensité plus grande de la vie sociale. Le sol fertilisé, les forces naturelles assujetties, les animaux domestiqués, les aménagements, les constructions, les moteurs, machines et outils, toute cette partie intégrante du corps social, produite ou formée par la coopération économique, la stimule à son tour, la groupe autour d'elle et lui imprime une physionomie particulière. Au système asso-

ciatif précédant qui relie les individus entre eux, en les unissant par leur côté commun, s'ajoute un élément nouveau, le fonds productif, auquel ils sont rattachés organiquement par leur travail.

On ne pourrait guère trouver d'autre distinction entre la production au sens large du mot et celle propre à l'économie sociale que les deux caractères suivants, propres à la seconde : elle opère spécialement sur un matériel non-humain et exige pour son exercice des *moyens* particuliers, à savoir la matière première, y compris le sol, et l'outillage en général, y compris les forces motrices.

Deux facteurs principaux, relativement indépendants, interviennent donc dans le mouvement de l'intégration fonctionnelle que subit la coopération économique diffuse dans sa transition en formes organisées : d'une part, le degré de socialisation qui consiste dans l'aptitude à l'action commune et à l'association ; d'autre part, le rôle spécifique des moyens de production, déterminé par leur accumulation, leur rendement et leur répartition.

Le premier facteur est commun à tout le courant associatif dans son ensemble, aussi les diverses formes de participation à l'œuvre de la production, depuis les plus arriérées et primitives jusqu'aux plus modernes, se prêtent également à une organisation partielle sur la base d'une similitude d'intérêts, toutes les fois que l'orientation générale de l'économie leur fournit un terrain propice. Quelques exemples suffiront pour élucider le rôle de ce facteur.

L'industrie du foyer (1) [domestique], du moment qu'elle sort de la forme segmentaire, où le groupe producteur se suffisait à lui-même, devient une branche subsidiaire de l'économie domestique et commence à travailler pour le marché, elle est mûre pour l'association en vue de l'écoulement en commun des produits confectionnés. Il en est de même des métiers, dès que l'offre précède la demande. Notons que, dans les deux cas, il ne s'agit que de l'écartement des intermédiaires qui, tout en se substituant à l'initiative commune, auraient mis isolément les producteurs en communication médiate avec les consommateurs. Dans ces mêmes conditions l'organisation peut être effectuée par l'initiative individuelle venant du dehors ; elle prend alors la forme d'une entreprise qui, tout en conservant intact le mode de production, lui donne un plan général et le transforme en « industrie à domicile. » Il ne

(1) Charles Bücher, *Les formes d'industrie dans leur développement historique*. Rev. d'Ec. Pol., VI.

survient aucun changement dans la technique de la coopération, mais l'intervention du capital, du second facteur sus-mentionné, modifie sensiblement les résultats de la répartition. Nous en parlerons dans la suite.

La participation à la production sous forme de « travail loué » débute par une coopération du dehors, « à la journée », subsidiaire à l'économie du foyer. En vue de tâches plus compliquées, se constituent déjà des associations passagères avec les voisins, comme les secours volontaires des paysans. Mais le travail loué suit l'évolution : il dessert les métiers, puis toutes les grandes entreprises modernes, différant de son prototype en ce qu'il est rétribué « à la pièce » et qu'au consommateur du produit qui l'engageait autrefois se substitue le consommateur du travail. En ce point il se prête également à la coopération associée, comme le prouvent les « artels » russes et certains syndicats ouvriers qui se chargent de travaux déterminés à forfait. Ce mode d'association, comme les précédents, ne fait qu'évincer les intermédiaires — entrepreneurs, et transformer l'embauchage individuel en embauchage collectif.

Les métiers, qui n'exigent que des moyens de production relativement simples, s'organisent aisément en ateliers coopératifs et travaillent directement pour le marché, en évitant l'interposition de l'initiateur — capitaliste. Mais la nécessité de fonds considérables ou d'une intervention extérieure pour l'extension de l'activité productrice donne naissance à la manufacture, c'est-à-dire à une entreprise.

Mentionnons encore les sociétés coopératives de consommation, qui sans poursuivre des buts productifs directs, les servent indirectement, comme tout le commerce d'ailleurs, en mettant les produits à la portée des consommateurs. Ici encore le résultat final ne fait qu'éloigner les intermédiaires et répartir les bénéfices ainsi gagnés entre les associés.

Les faits cités font ressortir la conclusion suivante : le mouvement associatif dans le domaine de l'économie sociale, en tant qu'il se laisse observer, abstraction faite de toute intervention directe du facteur particulier, représenté par les moyens de production, aboutit à un effet unique, à l'élimination de l'initiative extérieure et des intermédiaires, c'est-à-dire des éléments contingents à la production, dont l'intervention ne fait qu'obvier au manque de socialisation, de savoir-faire et d'aptitudes organisatrices de la part des intéressés. En écartant un rouage superflu, ces corps rendent d'autant plus productives les fonctions sociales de leurs membres ; en refrénant l'accaparement

ils exercent une action notable sur la répartition, dans le sens de l'égalité.

Ayant un but précis et limité, libres de toute complication d'intérêts concomitants et douées d'une harmonie de tendances complète, toutes ces associations se constituent sur la base de la ressemblance pure.

Passons au deuxième facteur, à l'influence qu'exercent les moyens de production sur la détermination des formes organisées de la coopération économique.

A peine est-il nécessaire d'observer qu'un certain fonds de biens matériels est en règle générale également indispensable au fonctionnement de toute association ; cependant, il y joue un rôle effacé et secondaire : celui de collaborateur facilitant la tâche et non pas d'accumulateur du travail, de but d'exploitation et de production, comme ce qui se passe dans l'organisation économique, appelée à créer des utilités nouvelles. Dans le premier cas les apports des membres à la masse commune, étant à peu près semblables et constituant pour ainsi dire une partie intégrante des forces effectives qu'ils fournissent, n'altèrent en rien les rapports d'égalité intérieure et l'état d'homogénéité de l'association ; dans le second cas, à la diversité quantitative des apports se joint une différence qualitative entre les participants à l'œuvre de la production.

Nous n'avons pas à relever ici les causes historiques qui ont amené ce fait, à savoir la différenciation de la Société politique en castes, ordres ou classes et la concentration des moyens de production entre les mains d'un groupe prédominant. Les phénomènes d'hétérogénéité primordiale ou dérivée forment le contenu du Peuple et rentrent en entier dans son étude. Un ensemble de causes multiples, telles que : la différence de culture entre les classes, l'inaptitude à la coopération spontanée, la quantité limitée des moyens de production, la nécessité sociale d'une accumulation des biens, enfin la prééminence politique exclusive d'un ordre, attribua pendant de longues époques aux organisations productives un caractère nettement coercitif, érigé par l'État en institution publique. Elles ne se détachaient guère au début de l'organisation politique en général, comme nous le voyons dans le régime des castes, et sortaient par conséquent du domaine de la Société pour faire partie intégrante de celui de l'État. Une délimitation s'est opérée de nos jours entre les fonctions de production et celles de gouvernement, mais les inégalités sociales pénètrent toujours jusqu'au cœur même de la vie économique et altèrent le caractère de spontanéité des

groupements correspondants. Voyons dans quelle mesure se produit cette altération.

Les inégalités qui impriment leur cachet aux sociétés modernes se résolvent toutes, en dernier lieu, en ce fait, que la classe des travailleurs est dépourvue de moyens de production et se trouve par là sous la dépendance économique du groupe qui jouit de leur possession exclusive. C'est ce qui donne au type actuel de la corporation organisée la forme presque universelle d'*entreprise*.

Or quel en est le mécanisme ?

L'entreprise comprend trois moments distincts, quoique intimement unis pour la plupart et, par suite, aisément confondus. C'est, en premier lieu, l'initiative et l'administration de l'organisation économique, ensuite, le travail de production lui-même qui constitue la raison d'être de l'entreprise par rapport à la Société, enfin l'appropriation des produits qui constitue sa raison d'être par rapport à l'entrepreneur. Ces trois moments se trouvent nécessairement, à des degrés divers, sous la dépendance des moyens de production (c'est-à-dire de la matière première et des instruments de travail ou de leur équivalent conventionnel — des valeurs monnayées) sans lesquels d'ailleurs la production elle-même perdrait son caractère économique.

Ainsi l'initiative, si on la soumet à une analyse plus serrée, ne tient à l'entreprise que par son côté matériel, représenté par les fonds nécessaires à la production, qui sont fournis pour la plupart par l'initiateur lui-même.

Abstraction faite de cet élément subsidiaire, elle se laisse détacher comme fonction indépendante, incidente et purement contingente à l'œuvre de l'entreprise. Nous en avons présenté plus haut une preuve indirecte. Si les associations coopératives aboutissent à l'élimination des initiateurs intermédiaires, sans toucher en quoi que ce soit au mécanisme de la production, c'est que cette fonction particulière dont elles se chargent se laisse dégager pour ainsi dire par voie expérimentale. Une autre preuve de même nature est fournie par l'évolution moderne des grandes entreprises. Constituées en sociétés par actions, elles disjoignent complètement les deux rôles : celui de fournisseurs de capital, représenté par les actionnaires, et celui d'initiateur, représenté ordinairement par des techniciens qui remplissent par la suite les fonctions de gérants. Ainsi l'organe initiateur devient l'organe régulateur de l'entreprise, fait que nous avons constaté ailleurs comme étant typique et propre à toute association spontanée. Ce n'est donc point l'initiative, non plus que la gestion des affaires, exercées par le

capitaliste, qui pourraient être invoquées comme traits caractéristiques de l'entreprise, capables d'établir sa distinction de toute association spontanée en général.

Est-ce la fonction productrice elle-même et son mode d'organisation technique ? — pas davantage. Le fonds matériel, servant de moyens de production, détermine il est vrai l'agrégat quant à ses limites et sa structure technique (atelier, chantier, manufacture, fabrique, etc.), mais d'une manière absolument indépendante du caractère d'entreprise ou d'association que peut prendre le groupe. En effet, la transformation de l'une en l'autre pourrait s'opérer sans la moindre modification dans l'organisation interne de la production : ainsi, un syndicat d'ouvriers se chargeant de travaux à forfait, un atelier coopératif ne diffèrent en rien à ce point de vue des entreprises correspondantes.

Reste la question de répartition des produits du travail collectif.

C'est là évidemment que gît tout le caractère propre à l'entreprise, comme forme particulière de la coopération économique organisée. Du double but qu'elle fournit, un seul est social, l'exploitation des richesses naturelles ou la production organisée ; l'autre, l'exploitation des forces productives du travail ou la répartition particulière du revenu en profit et salaires — est exclusivement privé. Or, s'il y a dans un groupe producteur similitude et concordance d'intérêts quant à la production, si tous les participants tiennent à la bonne marche de l'affaire, en un mot, si la coopération est spontanée, il y a une divergence inhérente aux rapports entre capitalistes et travailleurs quant à la répartition, qui est imposée d'une part et subie de l'autre, inéluctable pour ceux qui sans les moyens de production sont impuissants à mettre leur travail en œuvre, et par cela même elle est coactive et forcée à leur égard (1).

(1) On soutient fréquemment, souvent en vue de fins pratiques, que la production elle-même n'a cessé d'être coercitive de fait, sinon de droit. C'est commettre une confusion. Le travail par lui-même n'est pas moins un besoin de l'homme que le repos. Le choix de la profession est limité, il est vrai, mais il l'est également pour toute occupation rétribuée, qu'elle dépende d'un entrepreneur, des consommateurs, des associations ou de l'État ; ce sont les besoins sociaux qui leur assignent certaines bornes. Si l'on voulait opposer le fait des grèves qui atteignent sensiblement la production elle-même, l'argument se tournerait contre l'objection, puisque les ouvriers n'en souffrent pas moins que l'entrepreneur. Une question de tactique n'est pas à confondre avec une question de fond. — L'organisation productrice, envisagée comme telle, est incomplète de nos jours, mais elle a perdu définitivement le caractère de coercition.

Ce rapport de subordination est-il impliqué par l'organisation même de la production et dans quelle mesure ? Comme c'est le détenteur des moyens qui détermine la constitution et le fonctionnement de l'entreprise, comme il exerce de ce fait un pouvoir disciplinaire sur les ouvriers et statue sur les règles qui doivent régir la marche du travail commun, il est en quelque sorte souverain dans ce domaine, et le mode d'administration en subit un contre-coup important. Mais la répartition proprement dite est absolument étrangère à l'œuvre de la coopération organisée, elle n'est pas une fonction collective mais un système de rapports isolés qui n'ont aucune individualité, comme c'est le cas de l'entreprise.

La répartition dépend de l'inégalité de forces, de l'hétérogénéité organique entre classes et — nous revenons ici à notre point de départ — son domaine propre est celui du Peuple, régie qu'elle est par la loi de différenciation, venant contrecarrer le libre essor de l'intégration coopérative, et réglée dans ses détails par la lutte pour l'existence qui en est la contre-partie. En effet, elle se pose toujours comme un conflit entre classes et tous les efforts tentés pour la faire avancer sur le terrain d'un groupe producteur isolé n'ont fourni qu'une preuve de plus, que tout relèvement des salaires ne peut être atteint d'une manière stable sans l'action combinée de l'ensemble des ouvriers d'un métier sur un marché donné. Si cette action concertée affecte la forme d'associations professionnelles constituées *ad hoc* (syndicats), c'est que les fins qu'elles poursuivent sont indépendantes de l'œuvre de la production organisée.

Voilà encore pourquoi les tentatives de faire participer les ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, c'est-à-dire de joindre aux buts coopératifs communs un élément concordant sur le point de répartition, malgré leur simplicité et la justesse manifeste de leur principe, se sont modifiées en simples œuvres de philanthropie sans portée sociale et ont subi le sort de toute union factice dans une même association de fins foncièrement étrangères et à bases différentes.

Concluons : L'entreprise, en tant qu'elle est destinée à l'exploitation de la force productive du travail en vue des bénéfices, est complètement étrangère à l'œuvre de la coopération organisée, mais en tant qu'elle poursuit l'exploitation en commun des forces productives de la nature, qu'elle est une fonction sociale, elle se ramène au type des associations spontanées en général (1).

(1) M. Ch. Gide dans ses Principes d'économie politique a fait ce rap-

On pourrait aisément objecter, que les membres d'une association poursuivent en règle générale le but même de l'association, tandis que les membres d'un groupe producteur n'ont en vue que leur propre intérêt personnel et se soucient fort peu de la fonction sociale de la production. Nous avons déjà insisté au cours de cette étude sur le fait que les intentions intimes des individus n'ont aucune portée sociale, qu'il n'y a que l'intérêt actif qui exerce son influence sur les fonctions collectives et qu'ici cet intérêt coïncide avec le but du groupe. S'il y a une différence entre la coopération spontanément organisée pour la production et une association expressément volontaire, s'il manque aux membres de la première une « claire conscience qu'ils font partie d'une œuvre collective et la ferme volonté d'y coopérer » (Gide), cette différence est d'ordre purement psychique et dépasse le domaine des fonctions organiques de la Société.

Tous les traits caractéristiques des associations spontanées, concernant leur formation, leur fonctionnement et leur organisation, que nous avons retracés à leur place, se retrouvent dans les groupes producteurs constitués par voie d'entreprise, avec les modifications qu'entraîne nécessairement la question de répartition, mêlée à la production d'une manière incoordonnée.

1. *L'initiative*, comme il a été démontré, après avoir été un apanage exclusif des détenteurs de moyens de production, se constitue en action indépendante et spontanée, donne naissance à un organe régulateur exécutif, détaché du groupe des capitalistes, et rentre dans les règles de la formation des associations en général.

2. — En dehors d'une certaine homogénéité professionnelle qui se trouve au fond de tout groupe producteur, un *surcroît d'assimila-*

prochement d'une manière explicite, mais qualifie d'incomplète « l'association entre les propriétaires et capitalistes d'une part et les travailleurs d'autre part... Il n'y a ici qu'une association de fait, non de droit, une association dans la production, non dans la répartition ». — « Les entrepreneurs et les ouvriers — dit M. J. Lehr — sont membres d'une sorte de corporation productrice ». (p. 89) — Sous cette forme la proposition est fautive. Ce n'est pas en sa qualité de capitaliste, mais en celle de gérant irresponsable d'une œuvre de production qu'un entrepreneur peut être envisagé comme faisant partie du groupe associé : on ne saurait trouver aucun lien pareil entre les travailleurs et les actionnaires d'une compagnie. Ces derniers forment une association à part qu'on pourrait appeler « association coopérative de bénéfices » et vis-à-vis de laquelle le groupe producteur joue un rôle affilié et subordonné, mais complètement autonome.

tion interne est nécessaire pour la bonne marche de l'organisation. Tout entrepreneur tient à garder longtemps les mêmes forces ouvrières, à les adapter les unes aux autres, à les perfectionner dans les détails techniques particuliers à l'entreprise, pour former un tout bien coordonné.

3. — Il y a toujours une certaine *fusion* des personnalités respectives de tous les membres d'un groupe producteur en une seule individualité collective. Le travail en commun dans un même établissement produit cet effet entre les personnalités des travailleurs en ajoutant à leur « nous » professionnel un surplus de communauté, le « nous » de tel atelier ou fabrique. Toutes les fois que les conflits soulevés au sujet de la répartition n'entrent pas en jeu pour une cause quelconque, cette individualité collective embrasse indistinctement tout le personnel de l'entreprise, y compris l'entrepreneur ; le groupe entier ne forme alors qu'un tout, s'appliquant exclusivement au service de la fonction productrice. On voit souvent dans ce cas l'intérêt personnel s'effacer devant l'intérêt général, représenté par la marche régulière de la production.

4. — Vu la complexité de la tâche qui incombe à tout groupe producteur, l'assimilation mutuelle quant au travail en commun et l'adaptation aux besoins de la technique, poussées aussi loin qu'on veut, ne peuvent jamais assurer une coordination parfaite d'activité. Une division du travail compliquée réunit en un seul tout des métiers et des occupations complètement hétérogènes, qu'il s'agit d'accorder entre eux. Ensuite, les machines et moteurs qui ont une structure et un fonctionnement propre exigent une discipline stricte du travail. Ainsi, rien qu'en vertu des considérations techniques, le groupe producteur tend par sa nature même vers le type de l'association par concomitance.

Il y a en outre le côté administratif de l'entreprise, commun à toutes associations et surtout à celles par concomitance qui, par suite de divergences internes de coordination, confère toujours un pouvoir plus grand à l'organe régulateur.

Ici pourtant une particularité se présente, si on compare cette forme avec la structure normale de l'organisation spontanée. En effet, cette dernière suppose généralement une égalité pour ainsi dire organique entre les personnalités qui s'engagent dans la combinaison et une équivalence quantitative de leurs apports. S'il y a des différences qualitatives, se manifestant tantôt par des diversités d'aptitudes, tantôt par des divergences de tendances accessoires, elles ont un caractère fonctionnel, ne se révèlent que dans le cours de l'activité collective et en-

traînent, comme seule conséquence, une complication de la structure interne d'un groupe égalitaire.

Dans l'entreprise, par contre, l'inégalité primordiale se pose dès le début : elle est foncièrement organique, puisque les moyens de production octroyent une véritable force sociale aux capitalistes ou à leurs ayants-droit et leur confère non seulement le pouvoir d'organe régulateur, mais une vraie souveraineté sur l'entreprise entière. Elle est surtout manifeste là, où elle est exercée d'une manière directe, c'est-à-dire là où le capitaliste se place lui-même à la tête de l'entreprise. Nous avons observé ailleurs que les fonctions sociales deviennent au cours de l'évolution indépendantes des individus qui composent l'organe correspondant, qu'elles sont soutenues par des personnes ou des groupes changeants; ce sont l'égalité et l'homogénéité des éléments, appliqués à la fonction, qui permettent cette substitution. Dans une entreprise directe, la souveraineté est une puissance inamovible, attachée à la personne de l'entrepreneur et l'organisation affecte pour ainsi dire la forme de « monarchie », en comparaison avec une association coopérative de production qui, tout en exerçant les mêmes fonctions sociales, est constituée en « république » (1).

Dans une entreprise par actions c'est le comité directeur qui exerce le pouvoir au nom des fournisseurs de capital et c'est un pouvoir *institué* par rapport au groupe producteur, non *constitué* par lui.

Aux éléments différentiels concomitants, déterminés par les complications techniques et administratives de l'association productrice par entreprise, il faut ajouter ceux qui proviennent d'une insuffisante délimitation de la question de répartition que la vie pratique mêle couramment aux fonctions mêmes du groupe. Les contestations et conflits au sujet des salaires et de la position subordonnée et dépendante, créée aux travailleurs, se reflètent sur le régime interne et augmentent d'autant le pouvoir de l'organe régulateur, sans parler des abus possibles, qui peuvent survenir. Mais ici comme ailleurs, si l'élément de différence pénètre dans l'association et altère les buts communs, cela ne veut pas dire qu'il soit posé à titre normal et impliqué par l'organisation productrice en elle-même. Ce dernier cas est propre aux organisa-

(1) Ces termes ne sont employés ici qu'en guise d'explication, les deux régimes se rapportant à l'organisation forcée de l'État, obligatoire par sa nature et imposée aux membres par la contrainte. En dehors de cette différence l'analogie est frappante, d'autant plus qu'elle est l'œuvre de facteurs identiques.

tions coercitives (l'État) qui ont pour tâche spéciale de maintenir la cohésion et la cohérence des éléments hétérogènes et cela sur les points mêmes de leur divergence.

Ainsi le pouvoir de l'organe régulateur dans l'entreprise est une extrémité dans la constitution d'associations par concomitance, qui n'altère pourtant en rien le caractère spontané de l'organisation productrice et reste parfaitement comparable au type centralisé de certaines sociétés politiques ou religieuses.

Pour clore cette analyse, un peu longue, des corps économiques, il nous reste à dire quelques mots sur la division du travail au sein des groupes producteurs. C'est là que se trouve sa vraie place, attendu qu'en dehors de l'organisation il n'y a point « division » mais bien coopération composée.

Depuis la division du travail dans un ménage, qui se greffe sur les différences physiologiques des sexes, unis en communauté, c'est toujours un processus d'intégration entre fonctions concomitantes, dissemblables mais complémentaires, qui forme la base de toute coopération composée, érigée en organisation régulière. Ces diversités fonctionnelles intégrées dépendent en règle générale de l'hétérogénéité de la *matière première*, employée dans la production, des particularités du fonds, auquel s'applique la main-d'œuvre.

La division du travail proprement dite, par contre, suppose une *différenciation* fonctionnelle d'un même métier collectif, partagé en plusieurs procédés, en vue de sa productivité plus grande; elle suit la variété des instruments, qui accomplissent une besogne indissolublement unie à celle de l'ouvrier et divisible par excellence. Ainsi, le travail humain homogène en lui-même ne se particularise qu'en tant qu'il emploie des outils divers, mis en mouvement par la force musculaire des travailleurs. Un aperçu de l'organisation technique de la manufacture et de la fabrique éclaircira cette pensée.

Toutes les fois que la matière première joue un rôle prépondérant dans la manufacture, son atelier est une combinaison de métiers indépendant, et conserve ce caractère, malgré la consolidation intérieure de la technique. Les artisans de professions distinctes, capables de les exercer dans toute leur étendue, commencent par travailler dans un même local, par groupes isolés. Puis il perdent l'habitude et la capacité d'opérations étrangères à l'entreprise, et leurs métiers originaux se désagrègent et se simplifient au point qu'ils ne sont plus que des procédés partiels et complémentaires les uns des autres, réunis dans

la confection d'un seul et même produit (1). C'est toujours, pour ainsi dire, une association par concomitance entre opérations, précédée d'une analyse antérieure des métiers confinant au même but.

Par contre, dans les branches, où la matière première est simple, uniforme et joue un rôle secondaire, tandis que la main-d'œuvre à outillage complexe est la plus importante, la production débute par la coopération simple : le groupe est constitué par la réunion d'un grand nombre d'ouvriers, dont chacun fabrique un objet semblable. Cependant le changement constant d'outils au cours de ce travail individuel impose une simplification, et à la répétition des opérations partielles se substitue l'organisation, basée sur une différenciation dans l'ensemble des fonctions : on décompose le métier, on sépare, on spécialise les outils et isole les travaux divers, jusqu'à les rendre indépendants (2). Alors le maniement des instruments atteint une simplicité extrême et se trouve à point pour être remplacé par la machine.

Les groupes parcellaires d'ouvriers avec leurs outils, employés à une même fonction, forment déjà autant d'organes particuliers du corps de la manufacture. Au moment où elle devient fabrique, la coopération par division du travail reparait dans une combinaison de machines dont les opérations, spécialisées, correspondent chacune à une spécialisation semblable dans le système du mécanisme combiné. La grande industrie crée tout un organisme de production à caractère impersonnel et le groupe des travailleurs ne forme avec lui qu'un seul tout consolidé.

Comme nous le voyons, la division du travail proprement humain, en tant que différenciation d'un ensemble homogène en subdivisions partielles et hétérogènes, n'est dans le cours de l'évolution qu'une forme passagère, déterminée par la différenciation d'un outillage devenu plus complexe, mais dont la force musculaire est l'unique moteur.

Le perfectionnement des instruments permet de substituer la spécialisation du mécanisme à la spécialisation du travail. Il est évident que plus un outil est parfait, plus sa structure est complexe, plus il est automatique et indépendant dans ses mouvements, d'autant moins il exige de travail spécifique, de qualités particulières de la part de l'homme.

En termes plus brefs, plus un travailleur emploie d'outils, moins

(1) K. Marx, *Le Capital*, ch. XIV.

(2) « Cette différenciation et spécialisation des instruments de travail caractérisent la manufacture », K. Marx, *ibid.*, p. 148.

son travail est qualifié, moins différencié, moins divisé au point de vue de la production d'ensemble : c'est le travail de l'outil, de la machine qui se diversifie à sa place.

Les travaux d'art pur, qui dans leur grande complexité exigent un minimum d'outils, supposent un maximum d'individualité de la part des travailleurs et une différenciation correspondante de leurs facultés, par rapport au groupe professionnel entier. Si l'on compare le travail d'un peintre avec celui d'un photographe, on peut juger jusqu'à quel point la reproduction de la nature est simplifiée, généralisée et uniformisée au moyen de l'appareil. Les effets sont peut-être encore plus frappants, si l'on considère le travail de la machine. La confection manuelle d'une enveloppe et celle d'un clou, d'une dentelle ou d'une chaussure supposent des aptitudes tellement différentes, qu'elles pourraient difficilement se retrouver chez un même individu. Tous ces ouvrages, livrés à la machine, exigent de la part des travailleurs ajusteurs des facultés beaucoup plus semblables et de la part des ouvriers machinistes qui surveillent le moteur une main-d'œuvre presque identique.

Reuleaux, directeur de l'Académie industrielle de Berlin, (1) observe que les progrès industriels rendent chaque jour plus manifeste ce qu'il y a de superficiel et d'erroné dans l'importance attribuée par les économistes à la division du travail. « Le principe de la machino-facture, dit-il notamment, se trouve, au moins partiellement, en contradiction avec le principe de la division du travail. Dans les usines modernes les plus perfectionnées, on a généralement l'habitude de faire permuter les ouvriers qui desservent les différents appareils. C'est le travail de la machine qui se spécialise de plus en plus, mais l'inverse se produit pour le travail de l'ouvrier, qui devient, dit Reuleaux, plus machinal à mesure que la machine devient meilleure travailleuse ». Le travail se divise de plus en plus, mais c'est surtout le travail mécanique, tandis que la main-d'œuvre manifeste un progrès évident vers l'uniformité, vers l'homogénéité de ses fonctions (2).

Ce qui a lieu dans un groupe producteur isolé, se reproduit en grand

(1) Cité par M. G. Tarde, *Les lois de l'imitation*. Paris, 1890, p. 71.

(2) Voilà encore une considération qui corrobore fortement la thèse de M. Durkheim : « Ce que la division du travail met en présence, ce ne sont pas les individus, ce sont des fonctions, c'est-à-dire des manières d'agir définies, qui se répètent identiques à elles-mêmes dans des circonstances données. » *Op. cit.* p. 410, 457.

dans l'ensemble du corps social. A mesure que la technique devient plus compliquée, ce qui marche toujours de pair avec les progrès de la coopération composée, c'est la technique elle-même qui se diversifie, la matière remaniée par l'homme qui se différencie, mais le matériel humain subit un surplus d'assimilation entre éléments et un surplus d'intégration générale (1).

Nous avons tenté d'assimiler les groupes producteurs au type générique des organisations spontanées et de les rapprocher de la forme associative, basée sur une ressemblance de fond commun. Ce qui corrobore singulièrement cette unité, c'est qu'au point de vue fonctionnel tous ces phénomènes rentrent dans un même ordre de faits.

Quelle différence y a-t-il entre les fonctions économiques et non économiques (puisque'il n'y a pas de terme propre pour les désigner) de la Société? L'activité des deux est incontestablement un travail, ses résultats dans les deux cas sont des biens d'utilité sociale; seulement ici le travail façonne le fonds ambiant, là, le fonds humain; ici les biens sont des utilités matérielles fixées dans les choses, là, des utilités morales incarnées dans les personnes. Jusqu'à quel point ces deux genres d'activité se rapprochent et se confondent, il est aisé de le conclure de la controverse célèbre et non encore tranchée entre économistes sur la question des richesses immatérielles (2). La discussion porte

(1) L'auteur cité plus haut arrive à une conclusion analogue, tirée de prémisses différentes : « Le costume ne nous semble pas être autre chose que le type professionnel qui, pour se manifester même à travers les vêtements, les marque de son empreinte et les différencie à son image. C'en est comme le prolongement.... La diversité des costumes symbolise donc avant tout des différences morphologiques; par conséquent, s'ils disparaissent, c'est que ces différences s'effacent. Si les membres des diverses professions n'éprouvent plus le besoin de se distinguer les uns des autres par des signes visibles, c'est que cette distinction ne correspond plus à rien dans la réalité. Pourtant les dissemblances fonctionnelles ne font que devenir plus nombreuses et plus prononcées; c'est donc que les types morphologiques se nivellent. Cela ne veut certainement pas dire que tous les cerveaux sont indifféremment aptes à toutes les fonctions, mais que leur indifférence fonctionnelle, tout en restant limitée, devient plus grande. » *Ibid.* p. 373.

(2) « Dans la vie réelle du monde les choses matérielles et immatérielles se trouvent dans une connexion aussi intime et se conditionnent mutuellement à ce point qu'il n'est possible de considérer isolément l'un sans tenir compte de l'autre que sur le terrain d'une abstraction théorique pure. » Dr Julius Lehr, « Grundbegriffe und Grundlagen der Volkswirtschaft, Leipzig, 1893, p. 172. Et M. Ch. Gide : « Tout acte de l'homme qui est de nature à répondre à un désir d'un autre homme, lui procurer certains avantages, peut rentrer

sur les limites de l'économie politique, en tant que science; elle serait presque oiseuse si on la faisait porter sur l'ensemble des faits de la vie sociale. Ici nous ne saurions guère établir d'autres différences fonctionnelles que celles désignées plus haut, ni tracer une ligne de démarcation précise. Tels besoins moraux trouvent leur satisfaction par voie de production matérielle (arts plastiques par exemple), tels intérêts matériels par contre ont pour objectif immédiat l'être humain ou certaines de ses facultés : pour le maître d'esclaves, voire même pour l'entrepreneur moderne, l'ouvrier n'est qu'un instrument, une machine humaine, et à ce point de vue l'école professionnelle sera un atelier de pièces de précision. Les qualités intellectuelles et même morales ont une valeur qui se loue et un bon conseil au jeu de bourse vaut une fortune. *Lex* exemples sont devenus communs; ils suffisent pour prouver qu'une classification rigoureuse de faits ne se laisse appliquer qu'aux fonctions collectives, envisagées au point de vue de l'objectif auquel le travail s'applique. Autrement dit, on peut classer les résultats de ces fonctions, mais non les lois générales qui les régissent.

En effet, le mode de production des biens matériels et immatériels subit la même évolution intégrante, en passant de la forme dispersée à une coopération organisée; dans l'un et dans l'autre le fonctionnement se détache consécutivement des éléments changeants qui l'exercent; la répartition elle-même en tant qu'inégalité originaire intervient dans la vie des associations non économiques sous la forme d'aptitudes plus grandes, de suprématie intellectuelle ou morale, et attribue par cela même à quelques personnes les fonctions d'organes régulateurs. Les inégalités morales, moins brutales et plus profitables à la Société, sont plus facilement admises et reconnues spontanément, et voilà toute la différence. La consommation enfin des biens immatériels existe, puisqu'il en faut toujours de nouveaux pour satisfaire les besoins croissants. En somme, toutes les fonctions organisées de la production « immatérielle » aussi bien que matérielle se ramènent aux lois générales de l'économie sociale. La Société ne connaît qu'une économie, celle par laquelle elle développe son organisation productrice et une loi principale qui la régit, celle de l'association spontanée des éléments et de leur intégration consécutive (1).

dans la sphère économique et constituer une richesse. » *Op. cit.*, p. 44. Pour l'avis contraire, voir surtout Charles Turgeon, Des prétendues richesses immatérielles, *Rev. d'Ecol. Polit.*, 1889, t. III.

(1) Pour relever l'importance de cette loi, faisons observer par anticipation,

Nous pouvons embrasser maintenant d'un coup d'œil la Société dans son entier.

Elle se présente comme un système coordonné de fonctions coopératives qui développent et perfectionnent par voie spontanée l'organisation de la Société politique, basée sur la Nation. Comme la culture de ce dernier n'est que la somme d'instincts sociaux capitalisés par l'expérience des générations, qu'un dépôt, qu'un sédiment des fonctions spontanément organisées, son accroissement va de pair avec la pratique de l'action commune et concertée. Si donc le degré de culture est un critérium infailible du développement d'une Nation, la densité associative l'est dans une même mesure pour le développement de la Société.

Il y a un terme qui s'impose pour désigner l'intensité de ses fonctions ou, ce qui revient au même, le niveau de son organisation, (deux manières d'exprimer le fait de l'intégration coopérative spontanée) : c'est *la civilisation*, dont la notion complexe et mal définie reçoit par là une précision suffisante.

Dans l'acception proposée, elle n'est que la socialisation (fait de culture) en état d'activité et renferme par conséquent les mêmes éléments constitutifs qu'elle, à savoir, le degré de facilité avec laquelle s'opèrent au cours d'une fonction : le dégagement des intérêts et instincts communs ou l'analyse sociale ; l'assimilation et la fusion des tendances, c'est-à-dire l'incarnation de l'intérêt individuel dans l'intérêt général ; la coopération combinée et coordonnée ; enfin l'établissement de l'organisation suffisamment complexe pour remplir les tâches dans toute leur multiplicité possible. En tenant compte de ce fait que la densité coopérative est un corollaire de l'intensité fonctionnelle et que cette dernière n'est qu'une expression de la productivité du travail collectif, on serait de même autorisé à définir la civilisation, comme le degré de la productivité du travail social, pris dans son acception la plus large.

Le système complexe de l'organisation spontanée est en voie de continuelle formation et de consolidation incessante, et ce travail d'intégration est ce qui constitue la vie même de la Société. Dans cette évolution croissante, les Sociétés civilisées modernes ont atteint des niveaux bien différents au point de vue de l'unification des fonctions

qu'à l'organisation de la société par voie *d'intégration* correspond la systématisation de la pensée sociale par méthode *d'induction*, ce qui n'est qu'une manifestation de la même loi, appliquée à la vie psychique de la collectivité.

particulières, dont la plupart ne se composent guère que d'une petite somme d'associations isolées et non définies dans leurs rapports réciproques. Certaines branches d'activité dans les pays les plus avancés sont parvenues à un degré très élevé d'intégration organique. Dans ce tableau bigarré, quels sont du moins les éléments et les caractères d'unité qui se révèlent au cours du fonctionnement des Sociétés, envisagées dans leur ensemble ?

La Nation et son pays, n'étant par eux-mêmes qu'un dépôt accumulé des produits immatériels et matériels de l'activité sociale, sans exercer d'influence directe sur la cohérence des fonctions, unifient leurs résultats et fournissent un substrat à la consolidation de la Société. Si de ce chef elle n'acquiert pas d'unité organique, elle est séparée des Sociétés environnantes et obtient des conditions favorables à la connexion interne, soit d'une façon positive, soit encore d'une façon négative.

Si l'on veut découvrir l'élément unificateur de la Société il faut le chercher dans ses fonctions elles-mêmes, dans sa coopération composée et la finalité à laquelle elle tend (1).

Nous avons insisté, dans le cours de cette étude, sur ce point, que les fonctions sociales, même organisées, se détachent des agglomérations variables d'individus qui les mettent en mouvement. Ce qui est vrai pour un organe particulier, l'est aussi pour la Société entière avec son activité mi-diffuse, mi-organisée. Une certaine coordination fonctionnelle précède sa consolidation en organes déterminés à structure fixe; sa cohérence en pâtit certainement, les frottements sont habituels, les lacunes fréquentes, la productivité du travail faible, mais l'ensemble n'en présente pas moins une somme d'activité spontanée d'une coopération composée, unifiée par la finalité même de ses efforts.

Toute fonction suppose nécessairement un rapport entre le mouvement de quelques besoins de l'organisme; de même l'harmonie indispensable dans la satisfaction des besoins sociaux entraîne une certaine harmonie correspondante entre fonctions. Leur ensemble place la Société à un certain niveau d'indépendance qui détermine son individualité à l'égard des autres sociétés qui l'environnent.

Effectivement, si nous prenons la vie associative en général, ou plus

(1) « Quand le physiologiste cherche les fonctions d'un organe donné, il ne fait pas autre chose que chercher la finalité particulière de cet organe et comment il s'associe systématiquement avec les autres organes du corps. » Fr. Paulhan, *L'activité mentale*, p. 141.

spécialement la vie économique, nous y observerons toujours une coordination fonctionnelle et une cohésion grandissant avec le progrès. Les associations non économiques, qui par leur nature même incarnent plus facilement l'intérêt de leur groupe dans l'intérêt général, s'organisent en complexes plus grands, se partagent les fonctions avec un certain plan, se prêtent un appui mutuel et règlent leurs efforts conformément à l'ensemble des besoins de la Société. Il en est de même jusqu'à un certain point dans la production matérielle, malgré la propriété individuelle qui divise les entreprises, malgré les diversités telles que la concurrence et la lutte des classes dont elle est imprégnée. Les économies particulières ne sont nullement indépendantes et l'engrenage général de la vie en commun les force à s'entre-aider et à se déterminer mutuellement d'une façon consciente ou inconsciente.

L'économiste A. Wagner appelle à juste titre l'économie sociale « ein organisches Ineinander, nicht ein mechanisches Nebeneinander von Einzelwirtschaften. »

Malgré tout, malgré les progrès constants qu'elle effectue dans cette voie, la Société est loin d'être unifiée d'une manière complète, et cela quant à son fonctionnement même, sans parler d'une organisation achevée, qui pourrait maintenir un état de coordination plus parfait et plus précis. Cette insuffisance trouve un double correctif dans l'ensemble de cet organisme complexe que nous avons appelé Société politique : d'une part dans sa vie psychique qui par voie de systématisation consciente atténue l'imperfection du fonctionnement et les défauts de finalité propres à la coopération spontanée; d'autre part, dans l'organisation forcée de l'État, chargée de maintenir par la contrainte la cohésion et la cohérence entre éléments hétérogènes et divergents. Les rapports de ces deux domaines avec la vie de la Société, malgré leur union intime, dépassent les limites de notre étude.

SIGISMOND BALICKI

de Genève.

Les Institutions de Prévoyance des Ouvriers Mineurs.

I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les Chambres françaises, en votant la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, sont entrées dans la voie de l'assurance obligatoire. Pour justifier le nouveau principe, on a prétendu à la tribune que l'État avait le droit de contraindre le patron à secourir ses employés et d'empêcher que la faute d'un seul ne retombât sur la société entière.

Cet argument avait été déjà formulé en Allemagne, quand il s'était agi de la loi d'assurance obligatoire sur les maladies du 15 juin 1883. Nous devons cependant reconnaître que les situations n'étaient pas identiques. Chez nos voisins, l'assistance revêtait le caractère d'une obligation ; on comprend que le pays, pour éviter cette lourde charge, prescrivit la prévoyance. Il y avait, en outre, une seconde raison qui pouvait militer en faveur de cette solution, c'était la situation faite aux indigents secourus. Ils étaient privés de leurs droits politiques.

Le législateur français n'était pas arrêté par les mêmes précédents. Le projet rencontra d'abord une forte opposition à la Chambre. Pour vaincre les résistances, le rapporteur invoqua les dispositions de la loi du 21 avril 1810. L'État, prétendait-il, en vertu de cette loi, avait le droit d'imposer toutes les mesures qu'il croyait nécessaire de prendre dans l'intérêt des ouvriers mineurs.

L'interprétation n'était pas soutenable. L'art. 50 ne concédait qu'un droit de surveillance pour assurer la sécurité du personnel. Le décret-loi du 3 janvier 1813 n'avait fait qu'appliquer ce principe, en prescrivant aux concessionnaires d'entretenir, « sur leurs établissements, un chirurgien, des médicaments et des moyens de secours ».

Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 5 février 1857 avait été rendu dans ce sens (1). La Cour avait décidé que la clause par laquelle le gouvernement avait imposé aux compagnies le devoir de prendre part à la caisse de prévoyance établie à Mons n'avait aucun caractère obligatoire.

Il serait plus vrai de dire que l'industrie minière, étant une des plus dangereuses, a fait l'objet, dans presque tous les pays, de dispositions particulières ou d'une législation spéciale, à ce point de vue.

En Prusse, les associations ou corporations de mineurs sont très anciennes. L'ordonnance de Kuttemberg de 1300 en parle déjà. Les ordonnances de Joachimstal de 1548, de Nassau de 1559, de Goslar en 1538, sont très détaillées sur ce genre d'exploitation. Avant 1854, la loi laissait à l'initiative privée le soin d'établir des caisses de secours où elle le jugeait utile. L'obligation a été imposée par la loi du 10 avril 1854. Le ministre, après entente des intéressés, peut fonder une caisse de secours dans chaque district. La loi fondamentale sur les mines du 24 juin 1865 a conservé les prescriptions de la loi de 1854 qui sont encore en vigueur. La loi d'Empire du 15 juin 1883, rendant obligatoires les caisses de secours de maladies pour un grand nombre de professions, les a consacrées à nouveau. Cette dernière loi a cependant fixé un minimum de secours et reste applicable aux sociétés qui n'avaient pas d'institutions de prévoyance organisées, comme les mines de fer de Silésie.

Les exploitations de houille de Chemnitz, de Dresde et de Zwickau, dans le royaume de Saxe, étaient régies, avant 1868, par l'ordonnance ou mandat du 10 décembre 1822. La loi du 16 juin 1868 prescrivit l'obligation de participer aux caisses existantes et en créa de nouvelles.

L'Angleterre n'a pas de législation spéciale concernant les institutions de prévoyance des ouvriers mineurs. Les « friendly societies », pour ce genre d'exploitation, sont de deux sortes. Les unes, limitées à une mine ou à un puits, assurent les employés contre la maladie et les accidents; les autres ne se réfèrent qu'aux accidents et couvrent un district entier.

En Italie, aucune loi n'impose la création de caisses de retraites et de secours pour les mines. Exception est faite relativement aux provinces vénitiennes qui n'ont pas abrogé certaines lois autrichiennes, comme

(1) M. Ricard a reproduit cet arrêt dans la séance du 5 juillet 1889 à la Chambre des députés.

celle du 24 mai 1854, contraignant les patrons à entretenir des sociétés de prévoyance pour leur personnel. Des compagnies particulières ont cependant suppléé partout et principalement en Sardaigne, à l'absence de toute coercition légale.

Après la catastrophe de la mine de l'Espérance arrivée pendant l'année 1838, le Ministre des Travaux publics de la Belgique facilita l'établissement des caisses de maladies. Le gouvernement, en 1840, voulut pousser plus loin et inséra dans le cahier des charges pour la concession des mines, une clause obligeant les exploitants à créer des institutions de secours. L'arrêt de la Cour de Bruxelles, cité plus haut, admit une solution opposée, mais, en fait, la décision ministérielle est encore suivie dans la plupart des sociétés. La loi du 20 mars 1868 a donné une existence légale aux caisses minières et les a fait bénéficier des prérogatives accordées aux associations de secours mutuels. Ces institutions, au nombre de six, comprennent des caisses communes, destinées à subvenir aux ouvriers blessés grièvement, et des caisses particulières, ne secourant que les infortunes passagères. Les employés ne versent aucune cotisation aux institutions communes de Charleroi, de Liège, de Namur et de Mons. Seules, les caisses du Centre et de Luxembourg opèrent les retenues sur les salaires des ouvriers.

Ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni la Belgique ne se sont préoccupées des retraites des mineurs.

La France a, sur les institutions des mines, de nombreuses dispositions qui méritent d'être signalées. L'édit d'Henri IV du 14 mai 1604, ordonnait de prélever sur chaque exploitation « un trentième (3,30 0/0) » sur la masse entière de ce qui en proviendrait de bon et de net.... « pour l'entretienement d'un ou deux prêtres, selon qui en serait besoin, » tant pour dire la messe à l'heure qui serait réglée tous les dimanches « et jours de fête sur semaine, administrer les sacrements, que pour l'entretienement d'un chirurgien et achat de médicaments ».

Mais l'édit du roi Louis XIV de septembre 1739, supprima ce droit de trentième, sauf aux concessionnaires à pourvoir eux-mêmes aux dépenses sur ce nécessaires, et au grand maître des mines ou à son lieutenant, de veiller à ce qu'il soit pourvu aux secours spirituels et temporels des ouvriers et des autres employés aux dites mines (1).

Le décret du 3 janvier 1813 permit au Ministre, sur le rapport des préfets et du directeur général des mines, d'imposer aux exploitants,

(1) Traité de législation des mines, par Louis Aguilhon. T. II, p. 351.

l'obligation d'entretenir dans leurs concessions, un chirurgien et une boîte de secours.

Ici, comme en Italie, en Angleterre et en Belgique, l'initiative privée fit beaucoup pour améliorer le sort des employés (1). Le rapport de M. Keller, ingénieur en chef, publié en 1884, nous donne des renseignements utiles sur les institutions de prévoyance établies par les compagnies françaises. Les unes, comprenant 70,000 ouvriers, étaient alimentées par les versements des patrons et les retenues ouvrières, les autres, ne s'étendant qu'à 28,000 employés, recevaient les versements exclusifs des patrons. Par application du décret de 1813, les soins médicaux et les médicaments étaient généralement à la charge des exploitants. Beaucoup de caisses servaient des pensions de retraites, de 480 à 600 fr., à 55 ans d'âge et après 30 ans de services. Elles entretenaient des écoles, des orphelinats. Certaines concessions, comme les houillères du Nord et plusieurs exploitations du bassin de la Loire, reconnaissaient la nécessité du livret individuel.

Ces mesures étaient excellentes, mais elles n'étaient pas toujours observées par les exploitants. Il est malheureusement établi que 15 ou 180/0 des ouvriers arrivaient seuls à la retraite. Les employés ne touchaient en cas de maladie qu'un salaire souvent dérisoire de 0 fr. 67 c. par jour pour les hommes mariés et de 0 fr. 33 c. pour les célibataires aux mines d'Anzin, de 0 fr. 46 à Champagnac, de 0 fr. 50 à Lens, à Decazeville, de 0 fr. 60 c. à Aubain, à Mourchain, à Ostricourt, à Bourganeuf.

Les ouvriers retraités pouvaient avoir 5 ou 600 fr. de pension, mais à côté de ces privilégiés, combien d'autres, renvoyés sans motif légitime, étaient privés de tout droit à la retraite. Dans les mines d'Aniche, l'art. 7 décide qu'un employé qui a travaillé pendant 15 ans consécutifs et qui a supporté une retenue de 3 0/0, a droit à une pension, mais l'art. 9 ajoute que le Conseil d'administration, composé exclusivement de patrons, peut le renvoyer et lui faire perdre le bénéfice de ses versements antérieurs. Un mineur de Decazeville, âgé de 58 ans, a été renvoyé par la Compagnie, sans raison plausible, malgré ses 38 ans de services.

Les pensions même acquises et fixées pouvaient être supprimées dans certaines circonstances graves, dont le Conseil d'administration restait

(1) Il est bien entendu que les mots employés et ouvriers sont pris indistinctement pour désigner tout le personnel des mines. L'art. 1^{er} et l'art. 11 de la loi du 29 juin 1894 font une distinction à ce sujet, que nous aurons l'occasion de signaler.

seul juge. Celui là seul pouvait prétendre à être pensionné dans ses vieux jours, qui restait attaché à une exploitation pendant toute sa carrière. Encore, fallait-il qu'il ne déplût pas à son patron par ses opinions politiques ou pour toute autre cause. Malgré toutes ces entraves, il n'était assuré de toucher sa retraite que si la Société réalisait des bénéfices. L'absence de réserve distincte amenait des catastrophes lamentables, comme celles de Voulte et de Terre Noire. A Bessèges notamment, 16 millions, qui se trouvaient dans les caisses de prévoyance, furent ainsi engloutis. Si les ouvriers avaient fait partie du Conseil d'administration, ce malheur aurait pu être évité. A Vicoigne et à Noux, la direction était encore confiée, en 1894, à un comité composé de l'ingénieur, du receveur, du sous-directeur, du médecin, d'un maître porion et de quatre employés du fond choisis par les patrons.

Une réforme devenait urgente, elle a été réalisée par la loi du 29 juin 1894. Désormais, le mineur peut circuler librement dans toutes les exploitations de son industrie, sans encourir la perte des versements faits en son nom. Les cotisations mensuelles et corrélatives du patron et de l'ouvrier sont mentionnées sur un livret individuel qui est la propriété de celui-ci. Si l'employé vient à quitter le travail des mines pour une autre situation, il ne conserve pas moins son droit éventuel à une pension calculée suivant les sommes versées à son profit. La limite d'âge, pour la jouissance de la rente, ne serait plus, dans ce cas, fixée à 55 ans, mais à 60 ans, suivant les règles ordinaires de la caisse nationale des retraites.

En Allemagne, il en est tout autrement. Les droits acquis par la participation à une institution de prévoyance se perdent généralement quand on quitte cette institution. Par exception, les statuts de certaines compagnies contiennent des dispositions spéciales permettant, par voie de réciprocité, aux mineurs d'une exploitation, de se faire inscrire à la caisse d'une autre concession, dans le cas où ils viendraient à délaisser la première. Depuis la loi du 10 avril 1854, les droits à pension acquis, dans plusieurs sociétés de la Prusse, peuvent être maintenus par un paiement mensuel déterminé fait postérieurement par l'ouvrier. Dans le royaume de Saxe, le même principe se trouve à toutes les périodes de la législation des mines. L'ordonnance du 10 décembre 1822, la loi du 16 juin 1868 contiennent des dispositions dans ce sens. La loi du 28 février 1882 modifiant les articles 69 et 84 de la loi de 1868 prévoit dans certains cas, soit le remboursement des sommes versées si l'ouvrier abandonne le charbonnage, soit, au contraire, la conservation de ses droits à une pension, à condition qu'il continue à verser des

cotisations calculées sur la moyenne des 75 dernières journées de travail.

La loi de l'Empire allemand du 22 juin 1889 instituant des pensions obligatoires de vieillesse et d'invalidité pour les employés de toutes les professions, contient une disposition qui offre une analogie assez lointaine avec le système du livret individuel français.

Les versements, au nom de chaque employé, sont constatés par des timbres apposés par le patron sur une carte délivrée à l'ouvrier et renouvelée annuellement. Les cartes sont centralisées à l'établissement d'assurance, auquel les derniers versements ont été faits. Le comité directeur réunit toutes les fiches et se rend compte, de cette façon, des sommes versées pour l'ouvrier. Le système allemand est, dans un sens, plus pratique que le nôtre. Le livret individuel peut être perdu, de là des complications pour le remplacer. Un dépouillement des registres des dépôts et consignations et des compagnies devient nécessaire. Il est toujours plus facile de remplacer la carte ne contenant que les versements de l'année que le livret individuel qui est unique pour les versements effectués pendant toute la carrière de l'employé.

Une seconde innovation importante introduite en France par la loi actuelle consiste dans la réserve spécialisée des sommes versées par patrons et ouvriers. Les fonds placés au mieux des intérêts des employés leur assurent des secours et des retraites. Les désastres, comme celui de Bessèges, ne sont plus à craindre. Les ouvriers participent, de plus, dans la proportion des 2/3 à la gestion des caisses de maladie et, dans une proportion au moins égale, à celle des caisses de retraites, quoique la loi soit muette sur ce dernier point. La question des accidents a été renvoyée à la loi générale sur les accidents dans toutes les professions, actuellement en discussion devant les Chambres.

Le législateur français de 1894 ne s'est occupé que des caisses de secours et de retraites. Dans les discussions qui eurent lieu au Sénat, les 16 et 21 février 1893, les mines, minières et carrières souterraines étaient placées sur la même ligne pour l'application de la loi (art. 1). L'art. 34 du projet, alors en délibération, permettait à l'État d'étendre l'assimilation aux minières et carrières à ciel ouvert. La loi du 29 juin 1894 a supprimé, dans l'art. 1^{er}, la partie concernant les minières et carrières souterraines. Elle n'a pas jugé utile d'établir la distinction que l'on essayait d'introduire entre les minières ou les carrières souterraines et les minières ou les carrières à ciel ouvert. L'art. 31 s'applique indifféremment aux deux espèces. A cause du petit nombre des employés travaillant dans ces dernières exploitations, le législateur a pensé qu'il

fallait leur laisser le choix ou de vivre sous le régime de la liberté ou d'obtenir leur agrégation aux institutions minières (art. 34).

Dans l'hypothèse d'une demande formulée, en ce sens, de la part des ouvriers, il est nécessaire d'avoir l'avis conforme des patrons et du conseil d'administration. L'art. 12 § 4 permet de plus, à la requête des parties intéressées et sous l'autorisation du Ministre des Travaux publics, de réunir aux circonscriptions des sociétés de secours des mines, les industries annexes des exploitations des mines. La loi ne statue que pour les caisses de secours ; les mêmes motifs de décider existent pour les institutions de retraites. Quoique le législateur ne mentionne rien de particulier pour les minières, il y aurait lieu de les faire bénéficier des dispositions du § 4 de l'art. 9. Les industries annexes existent aussi bien dans les mines que dans les minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert.

Il s'agit maintenant de savoir qui est assujéti à la loi. L'art. 1^{er} répond : les exploitants des mines et les ouvriers et employés de ces exploitations. Nous devons ajouter les exploitants, les ouvriers et employés des minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert assimilées aux mines par décret rendu en Conseil d'État.

Le législateur, en parlant des employés et ouvriers, en général, n'a voulu certainement viser que ceux qui sont en relation directe avec l'exploitation. Les ouvriers et employés du fond et du jour, qui n'ont que des rapports très éloignés avec cette exploitation, ne sont pas compris dans les prescriptions de l'art. 1^{er}. Ils doivent être rangés dans la catégorie des ouvriers et employés des industries annexes et, comme tels, ne peuvent bénéficier des avantages de la loi que s'ils se sont fait agréger aux caisses minières. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter l'art. 11 qui concède le droit d'être électeurs aux ouvriers et employés du fond et du jour. Ainsi seraient considérés comme faisant partie des industries annexes, les ouvriers et employés des mines qui travailleraient, ainsi que l'a fait remarquer le Ministre, à la fabrication des coques ou des agglomérés par opposition à ceux qui seraient occupés au lavage des combustibles ou à la préparation mécanique des minerais.

Dans les minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert, l'industrie annexe serait, par exemple, celle affectée à la transformation de la pierre fossile en ardoises de couverture. La branche spécialisée à l'extraction de cette pierre serait considérée comme faisant partie des minières et carrières.

En Prusse, tous les ouvriers stables ou instables font partie des caisses des mines. Mais avant la loi du 22 juin 1889, les stables jouissaient

de certains privilèges. Cette dernière disposition a disparu depuis la loi de 1889. Le royaume de Saxe a toujours admis les ouvriers à faire partie des sociétés de prévoyance de leurs concessions et à bénéficier indistinctement des avantages qui y étaient stipulés.

L'art. 1^{er} § 2 de la loi française du 29 juin 1894, ne s'applique qu'aux ouvriers et employés dont les appointements ne dépassent pas 2,400 fr. Au delà de cette limite, les agents des Compagnies, comme les ingénieurs, les médecins, les receveurs et autres ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme, des dispositions de la loi. Ce dernier point a été emprunté à la législation allemande, mais chez nos voisins, les employés dont les appointements sont supérieurs à 1,800 mark ne sont pas assujettis à l'assurance, même jusqu'à concurrence de la limite indiquée.

A plusieurs reprises, on a agité, dans les Chambres françaises, la question de savoir s'il fallait réserver les avantages de la loi exclusivement aux ouvriers français, tout en contraignant les ouvriers étrangers à verser leurs cotisations. Une semblable décision serait regrettable. Elle violerait les principes de l'équité et pourrait entraîner des mesures réciproques de la part des autres nations. Il n'est pas vrai de dire, ainsi qu'on l'a soutenu à la tribune, qu'une pareille mesure ne serait pas à redouter, le patron étant libre de fixer, comme il lui plaît, les règlements de son atelier. Ce n'est pas la société qui imposerait cette clause, mais la loi elle-même, par l'intermédiaire de celle-ci. La loi du 20 juillet 1886 autorise les étrangers à faire partie de la caisse nationale des retraites. Les Allemands admettent pareillement que l'employé étranger qui « a fait l'objet de versements » reçoit une pension de retraite pendant tout le temps qu'il habite l'Allemagne. S'il vient à quitter ce pays, il touche un capital définitif, s'élevant à trois fois le montant de sa rente.

Nous aurons l'occasion d'examiner si le principe de la faculté peut subsister à côté de l'obligation créée par notre loi de 1894. Disons cependant, par anticipation, que M. Vuillemain, président du syndicat des sociétés minières, avait formellement combattu ce système. « Les caisses de retraites, prétendait-il, ne s'établiraient pas si l'on n'imposait point aux ouvriers l'obligation de retenues sur leurs salaires ».

La loi du 29 juin a fait l'objet de deux décrets portant règlements d'administration publique pour l'exécution des art. 23, 24, 26, 27, 1, 2, 3 et 28. Le premier, du 23 juillet 1894, s'occupe de la transformation des anciennes caisses, du recours à la commission arbitrale et de la composition de cette commission. Le second est du 14 août 1894 et rend

applicables aux versements effectués à la caisse nationale des retraites, conformément à la présente loi, les dispositions du décret du 28 décembre 1886, rendu à l'occasion de la loi du 20 juillet 1886. Ce dernier décret a été reproduit et commenté dans une longue instruction de M. le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations. Une loi rectificative du 19 décembre 1894 a prorogé le délai pour l'application des articles 1 et 24 jusqu'au 1^{er} juillet 1895. Le délai primitif était fixé au 1^{er} janvier de cette année.

II

CAISSE DES RETRAITES.

I. — *Ressources.* — Le projet, admis en première délibération, par la Chambre des députés, contenait un article 2 ainsi conçu :

« Les caisses de prévoyance des exploitations houillères seront alimentées par :

1^o Une retenue obligatoire de 5 0/0 sur le salaire de tous les ouvriers et employés sans exception ;

2^o Une allocation obligatoire des patrons s'élevant à 5 0/0 ;

Les 100/0 prévus par le projet étaient destinés à garantir des secours, des indemnités d'accidents et des pensions de retraites, aux employés des concessions de houille. Les autres branches de l'industrie minière n'avaient pas fait l'objet des sollicitudes du législateur. Les fonds étaient répartis entre les différentes institutions de la manière suivante : sur un total de versements de 110 fr., calculé d'après le salaire moyen des employés pendant l'année, on attribuait 20 fr. à la caisse de maladies, soit 1,83 0/0, 25 fr. à celle des accidents, soit 2,27 0/0. En déduisant les 5 fr. réservés pour couvrir les dépenses de liquidation des anciennes institutions, on avait un reliquat de 60 fr. pour la caisse de retraites, ce qui formait une cotisation de 5,45 0/0.

En deuxième délibération, la Chambre prononça la disjonction de la partie de la loi concernant les accidents et réduisit le montant des sommes versées aux caisses de maladies et de retraites à 3,50 0/0 pour les patrons et à 3,50 0/0 pour les ouvriers. 4 1/2 0/0 sur ce tota

devaient assurer les pensions de retraites. Les cotisations prescrites par le Sénat, dans la séance du 21 février 1893, s'élevaient à 9 0/0, dont 30/0 pour chacun des trois risques, maladies, retraites, et accidents. Le projet voté par le Sénat, le 16 mars de la même année, n'offre aucune différence sur ce point avec la loi actuelle. Les patrons doivent maintenant verser 1 0/0 à la caisse de maladies et 2 0/0 à celle des retraites. Les retenues des ouvriers ne doivent pas dépasser 2 0/0 dans les deux cas. Il n'y a pas lieu de s'occuper des accidents, comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer. Nous examinerons dans un chapitre spécial, réservé à une statistique anticipée de la loi, si les cotisations actuelles sont suffisantes pour assurer le fonctionnement normal des nouvelles institutions.

Le minimum de 4 0/0 versés à la caisse des retraites peut être augmenté par l'accord des deux parties intéressées. « L'exploitant peut prendre à sa charge une fraction supérieure à la moitié du versement ou sa totalité. » Il est libre de décider que la retenue de 2 0/0 restant constante pour l'ouvrier, il s'engage, par exemple, à fournir une part contributive de 4 0/0. Son droit existe aussi bien dans le cas d'une convention intervenue entre son personnel et lui, que dans l'hypothèse où il agit de sa propre initiative. L'engagement peut être consenti, en faveur d'un employé seul, ou de tous les ouvriers indistinctement. L'ouvrier, de son côté, peut verser pour son compte personnel à la caisse nationale des retraites une certaine somme jusqu'à concurrence de 500 fr. de versements annuels et de 1,200 fr. de rente.

Pour se faire une idée exacte de la portée du § 2 de l'art. 2, il faut le rapprocher des termes de l'art. 5. Les libéralités que le concessionnaire peut faire à son personnel sont de trois sortes. Elles peuvent consister : 1^o soit en un supplément de tant pour cent fourni chaque mois, conformément aux §§ 2 et 3 de l'art. 2; 2^o soit en des rentes viagères ou temporaires; 3^o soit en un capital à payer au décès de l'intéressé, au moment de sa retraite ou à toute autre époque.

Le 1^{er} cas rentre dans les prévisions de l'art. 2. Il n'était pas nécessaire d'exiger ici la garantie du supplément de versement stipulé; la mention de ce versement est faite sur le livret individuel, au même titre que les versements prescrits par la présente loi. Dans les deux dernières hypothèses, la solution doit être différente. On comprend que le législateur ait voulu assurer l'efficacité des libéralités consenties par le patron. « Le capital formant la garantie des engagements résultant des conventions ou des règlements devra être versé ou représenté à la Caisse des dépôts et consignations ou dans les Caisses créées en vertu

de l'art. 4. Le Ministre peut vérifier si les valeurs fournies sont suffisantes pour faire face aux engagements pris par l'exploitant et appeler l'attention de ce dernier sur les fausses évaluations qu'il aurait pu faire. Mais l'Administration, a eu le soin d'ajouter le Ministre, n'assume aucune responsabilité en cette matière.

Voilà où naît la difficulté : dans quel cas y aura-t-il lieu à garantie de la part du patron ? La circulaire du 29 juin 1894 répond : l'art. 5 ne s'applique que s'il y a « convention », c'est-à-dire engagement permanent résultant d'un règlement qui forme une sorte de complément du contrat de travail. Les libéralités, sous quelque forme qu'elles soient, qui n'auront qu'un caractère passager, « occasionnel », ne sont pas prévues par l'art. 5.

Que faut-il entendre par ces mots « permanent et occasionnel » ? Un engagement peut être permanent, s'il est pris en faveur de tous les employés d'une exploitation, ou si, ne concernant qu'un ouvrier en particulier, il a pour effet d'assurer à celui-ci une libéralité qui ne lui est pas accordée, dans une circonstance « occasionnelle », pour un besoin pressé. Examinons chacun de ces cas.

L'art. 5 ne s'applique-t-il qu'aux engagements contractés en faveur de tous les employés ? Il suffit de se reporter aux termes de l'art. 5 § 1 : « Si des conventions *spéciales* interviennent entre les exploitants et leurs ouvriers... » Malgré le terme « spéciales » dont se sert l'article, dira-t-on que la loi a voulu viser tout le personnel en mettant le mot « employés » au pluriel ? Le législateur a parlé en général *des patrons* et *des ouvriers* des exploitations, sans attacher un sens particulier à telle ou telle expression. Comment admettre, de plus, que la loi eût voulu protéger la masse des employés et ne pas étendre sa sollicitude sur un ouvrier pris isolément ?

La seconde hypothèse n'est pas plus admissible. L'art. 5 § 1 nous fournit encore une réponse décisive : « Si des conventions interviennent..... dans le but d'assurer soit un supplément de rente viagère, « soit des *rentes temporaires* ou des *indemnités déterminées d'avance*. »

Mais de quelles libéralités passagères peut-il être ici question ? Il est certain que l'article 5 n'a pu vouloir viser des avantages qui pourraient être faits en dehors du travail, dans une circonstance « occasionnelle », il eût été dans ce cas inutile. Pour me faire comprendre, je prends un exemple. Je suppose qu'un employé vienne trouver son patron et lui demande, d'homme à homme, une certaine somme que celui-ci promet de lui remettre à une époque déterminée ; il ne peut être question de garantie. Mais si ce même ouvrier avait obtenu de l'exploitant cette

promesse, comme complément de son contrat de travail, la garantie s'imposerait. Si c'est la distinction qu'a voulu indiquer la circulaire, il n'était pas nécessaire de la mentionner.

Un autre argument qui tendrait à détruire la différence que veut établir le Ministre, pourrait être tiré des dispositions de l'art. 11 §§ 2 et 3. L'art. 5 contient implicitement ces derniers §§, puisqu'il parle en général, des libéralités consenties par le patron à son personnel. Si ce point est établi, soutiendrait-on que l'art. 1^{er} fasse la distinction précitée? La circulaire reconnaît que les suppléments des versements « *permanents et occasionnels* » accordés dans le sens de l'art. 1^{er} sont toujours consignés sur le livret individuel. Mais alors, pourquoi poser, au point de vue de la garantie, une règle différente dans l'hypothèse de l'art. 5? Le mot « *convention* » employé par cet article autoriserait la distinction, dit la circulaire. Une convention peut être cependant particulière autant que générale, passagère aussi bien que permanente.

Les concessionnaires adresseront chaque année, par l'intermédiaire du préfet, au Ministre des Travaux publics et dans les formes déterminées par lui, le compte-rendu des mesures prises en exécution des §§ 1 de l'art. 5 et 2 et 3 de l'art. 1^{er}. La circulaire ministérielle du 29 juin 1894 contient des détails très précis à ce sujet, nous ne pouvons mieux faire que d'y renvoyer, après avoir fait les restrictions que nous avons indiquées plus haut.

Les versements exigés par les Compagnies minières de France étaient généralement insuffisants pour assurer aux employés une pension de retraite. Les exploitations de Vicoigne et de Noux (Pas-de-Calais) donnaient 3 0/0 et n'imposaient aucune retenue à l'ouvrier. A la Société d'Anzin, 5 0/0 devaient seuls couvrir les risques résultant de la maladie, des accidents et des retraites. Dans la plupart des concessions, le total des versements ne dépassait pas 6 0/0. La commission arbitrale d'Arras avait déjà reconnu l'urgence d'une réforme, en admettant les revendications des 30,000 mineurs du Nord. Ces derniers réclamaient des cotisations égales des patrons et des ouvriers ne pouvant être inférieures à 5 0/0 pour les retraites. Les inconvénients signalés ont en grande partie disparu avec la législation actuelle.

Les caisses de retraites créées, en Allemagne, par la loi du 22 juin 1889, sont différentes de celles qui sont établies en France, pour les ouvriers des mines. Les institutions garantissent, chez nos voisins, pour toutes les professions, des pensions de retraite à 70 ans et d'invalidité à tout âge. Le maximum des rentes ne dépasse pas 191 m. ou 238 fr. 75. Il serait cependant intéressant de rappeler dans quelle proportion les

ouvriers et patrons participent aux charges imposées par la loi allemande. En dehors des 50 mark versés par l'État en une seule fois pour chaque employé retraité et des 60 mark prélevés pour les invalides, les cotisations peuvent varier dans les 31 établissements d'assurance de l'Empire. Faute de documents précis, on a fixé pour dix ans un minimum de versements. Pour déterminer, dans la suite, le montant des sommes que l'on devra fournir, il faudra tenir compte des maladies, des frais d'administration, des remboursements de capitaux, du fonds de réserve qui doit être égal au $\frac{1}{5}$ de la valeur du capital des rentes à payer et pourra s'élever jusqu'au double. On a fixé à un mark par tête les frais d'administration. Les derniers renseignements recueillis dans le Bulletin de l'office du Travail français du mois d'avril de cette année montrent que le chiffre prévu n'a pas été atteint; il est descendu à 50 pf. (62 c. $\frac{1}{2}$). Les professions sont divisées, suivant les salaires, par classes, pour le paiement des cotisations. La classe des mineurs devrait payer 24 pf. (30 c. $\frac{1}{2}$ par semaine,) ce qui représenterait pour une année ($47 \times 30,50$) 14 fr. 33 c. environ. Les patrons sont tenus de verser autant que les ouvriers, ils ne peuvent supporter une cotisation plus faible. La loi les encourage même à supporter toute les charges.

II. — *Dépenses.* — Les institutions de retraites des mineurs sont tenues chez nous de délivrer à l'époque fixée pour la jouissance, des rentes viagères établies suivant des tarifs qui seront sensiblement les mêmes pour la caisse nationale des retraites et les sociétés créées par l'art. 4. Il faudra tenir compte dans ce calcul : 1° de l'intérêt composé du capital; 2° des chances de mortalité, en raison de l'âge du titulaire au moment de l'opération et de son âge à l'époque où doit commencer la retraite; 3° enfin du paiement, au décès, du capital assuré par la clause de réserve, lorsque cette clause a été stipulée (loi du 20 juillet 1886, art. 9 et 10 § 3). Dans les exploitations antérieures à la loi actuelle, la rente était calculée différemment. On attribuait à l'employé une certaine somme par année de service. Ce procédé est suivi en Allemagne.

En 1888 (1), la limite d'âge, dans ce dernier pays, pour les pensions d'invalidité des mineurs, était de 48 ans environ. La loi française du 29 juin 1894 a reculé cette limite jusqu'à 55 ans. La divergence entre les deux législations peut s'expliquer par la situation de l'ouvrier des mines qui n'est pas la même en France et en Allemagne.

Le mineur allemand fournit une somme de travail plus considérable

(1) Disc. parlem., Chambre, 22 mars 1888.

et d'une plus longue durée que l'employé des mines de notre pays. On comprend que ses forces soient plus vite épuisées et que le besoin de repos se fasse sentir à un âge moins avancé.

Il est d'ailleurs à remarquer que la loi allemande, avant 1889, n'accordait une pension qu'en cas d'invalidité, quel que fut l'âge de l'ouvrier mineur.

La commission du Sénat français avait proposé, le 16 mars 1893, de s'arrêter à la limite établie en Allemagne. Cette opinion fut vivement combattue. Pour la faire rejeter, on alléguait que l'ouvrier ne pouvait que perdre à une pareille mesure. Il est établi que de 50 à 55 ans, sa pension augmente de 33 0/0. Il a moins de causes de fatigue que par le passé. L'ascension de quatre ou cinq cents mètres qu'il était obligé de faire, après son travail, sur une échelle, a été supprimée. Que l'on permette à celui qui jouit de toutes ses forces d'ajourner jusqu'à 65 ans l'époque d'entrée en jouissance et d'augmenter ainsi la rente à laquelle il aura droit, rien de plus juste. Mais la loi a prudemment agi en déclarant que les versements cesseront d'être obligatoires pour l'employé, à l'âge de 55 ans.

« Si le titulaire, après un ou plusieurs versements, est atteint, avant
« l'âge fixé pour l'entrée en jouissance, de blessures graves ou d'infir-
« mités prématurées entraînant une incapacité absolue de travail, la
« pension peut être liquidée immédiatement, même avant 55 ans,
« et sans qu'il soit nécessaire que la jouissance de la rente commence à
« une année d'âge accomplie. Le chiffre en est fixé d'après les tarifs,
« en raison de l'âge au moment de la liquidation et en proportion des
« versements effectués (loi du 28 décembre 1886, art. 11). Les rentes
« liquidées par anticipation peuvent être bonifiées au profit des ouvriers
« français exclusivement, à l'aide d'un crédit ouvert chaque année, au
« budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie. La bonification
« ne saurait avoir pour effet de porter la rente totale bonifiée à un
« chiffre plus élevé que celui de la rente qui avait été calculée sur
« l'âge d'entrée en jouissance primitivement choisi. Dans aucun cas,
« la rente totale, bonification comprise, ne peut dépasser ni le triple du
« produit de la liquidation anticipée, ni le maximum de 360 fr. »
(loi 1886, art. 11; art. 32 à 37, 108 à 112, Instr. Caisse des dépôts et consignations).

Les autres dépenses des caisses de retraites se réfèrent : 1° au remboursement des capitaux assurés par la clause de réserve et au paiement des arrérages courus jusqu'à la date du décès du titulaire du livret (loi du 20 juillet 1886 art. 17); 2° au remboursement des verse-

ments dans le cas où le contrat ne peut être exécuté (art. 118 à 120, Instruction déjà mentionnée).

Les frais d'administration ne doivent pas entrer en ligne de compte dans le cas où les fonds seront versés à la Caisse nationale des retraites. La Caisse des dépôts et consignations qui a la gestion de cette institution, en supportera toutes les charges. Il n'en est pas de même des sociétés syndicales ou patronales. Pour ces dernières, on a évalué approximativement à 400,000 fr. les charges annuelles qui résulteront de ce chef, ce qui représentera au bout de 40 ans, date de l'évolution normale de ces sociétés, 16,000,000 fr. qui viendront en déduction des capitaux placés. Il est à présumer que ce chiffre est exagéré, car les institutions d'assurances allemandes ne réclament pas plus d'un mark (1 fr. 25) au maximum par employé (1). Avec le système français, les charges s'élèveraient à 3 fr. par chaque ouvrier. La base de calcul des tarifs devant rester la même, les caisses syndicales serviront une rente moins élevée que celle qui sera fournie par la Caisse nationale des retraites.

La loi de 1894 n'exige pas pour les caisses de retraites de notre pays, l'établissement d'un fonds de réserve. Les dépenses ne sont pas imprévues. Les capitaux versés annuellement et placés au mieux des intérêts du personnel, doivent y pourvoir. La pérennité des Sociétés assure le fonctionnement régulier de l'institution. Il y a une certaine continuité, une communauté, tels que l'État, les communes. Pour calculer cependant les aléas de la tontine d'une façon constante, il est nécessaire que les caisses aient une certaine extension. Les grandes associations offrent, d'ailleurs, plus de sécurité. En admettant qu'une institution vienne à périliter, les autres caisses pourraient la soutenir. Les frais de gestion répartis sur la masse seront moins considérables. La concurrence sur le marché étant moins grande, le placement des sommes versées se fera, en outre, d'une façon plus avantageuse.

Les caisses de retraite et d'invalidité d'Allemagne sont tenues d'entretenir (§ 21 loi du 22 juin 1889) un fonds de réserve, qui doit être égal au $\frac{1}{5}$ de la valeur en capital des rentes à payer et peut être élevé par les statuts jusqu'au double. Tant que le taux normal ne sera pas atteint, on ne pourra toucher à la réserve qu'avec le consentement de l'Office des assurances. A première vue, il semble que le législateur

(1) Le chiffre d'un mark était excessif, il n'est plus que de $\frac{1}{2}$ mark ou 62 c. $\frac{1}{2}$ (Bulletin Office du Travail, France, avril 1895).

n'avait pas à se préoccuper de cette question. Ses dépenses consistant en rentes de retraite, d'invalidité, en frais de gestion sont nettement précisées. Les Sociétés sont de plus obligées d'opérer des versements en proportion des charges annuelles. Quand la période de l'évolution ordinaire sera atteinte, les capitaux placés doivent couvrir toutes les charges. Si l'on tient de plus compte de la continuité des Compagnies, la situation paraissait semblable à celle qui a été résolue plus tard en un sens opposé par la loi française du 29 juin 1894. Il existe cependant certaines particularités qui permettent de justifier les prescriptions de la loi allemande. Les cotisations versées aux caisses de retraites, en cas de maladie de l'employé, sont à la charge des mêmes institutions.

Le temps de maladie avec incapacité de travail, compte pour autant de versements que l'ouvrier met de semaines à se rétablir; mais le tout ne doit pas dépasser une année au maximum.

L'art. 8 de la loi de 1894 met, chez nous, cette dépense à la charge de la caisse de secours. Tous les projets de la Chambre et du Sénat ont toujours décidé en ce sens. Nous les reproduirons sans aucun commentaire :

« En cas de maladie entraînant, pour les ouvriers, incapacité de travail, la caisse est chargée du paiement des annuités pour la retraite pendant la durée de la maladie. »

(Chambre, 1^{re} délib. 24 mars 1888, p. 1145).

« En cas de maladie entraînant, pour les ouvriers, une incapacité de travail de plus de 4 jours, la caisse effectuera des versements pour la retraite, sur leurs livrets individuels, en faveur des ouvriers, tant que sera allouée aux ouvriers malades l'indemnité de salaire prévue par les statuts.

« Le versement qui sera fait mensuellement sera calculé pour chaque intéressé à 4 1/2 0/0 du double du produit de l'indemnité de salaire à lui allouée. »

(Chambre, 2^e délib. 5 juillet 1889, p. 1808).

En France, comme en Allemagne, la création d'un fonds de réserve pourrait avoir son utilité dans certaines circonstances. Si le taux de l'intérêt diminue, ce qui se produira certainement à cause de la concurrence des capitaux, la réserve pourrait servir à éviter ce danger qui réduirait à des proportions infimes, les rentes servies par les caisses. Il y a de plus un second inconvénient qui pourrait être ainsi écarté. Je suppose qu'une année, les cotisations soient trop faibles pour couvrir les frais d'administration et autres, ici encore les sommes versées seraient d'un grand secours. Les grandes associations pourraient, il est

vrai, réaliser ce dernier desideratum, toutes les Sociétés agrégées se soutiendraient mutuellement.

III. — *Caisses*. — Le versement des 4 0/0 prescrit par la loi française de 1894 est effectué mensuellement pour les patrons, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit dans une des caisses prévues à l'art. 4 de la dite loi. Le premier projet admis à la Chambre des députés, le 26 mars 1888, décidait que les pensions seraient servies exclusivement par la Caisse nationale des retraites. Les Sociétés syndicales ne furent autorisées qu'en deuxième délibération. On ajouta le mot « patronales » dans la séance du Sénat du 16 mars 1893, par suite du vote du projet de loi sur les institutions de prévoyance des autres professions. Si l'exploitant avait oublié d'opérer les retenues sur le salaire des ouvriers, il ne pourrait pas, à notre avis, revenir sur son erreur. Il serait censé avoir versé, en son nom propre, au profit de ses employés. Cette solution est admise par la législation allemande qui se rapproche beaucoup de la nôtre sous ce rapport. Dans les deux pays, en effet, la loi encourage les concessionnaires à supporter une grande partie, sinon la totalité des charges.

Le législateur, en Allemagne, n'a pas jugé prudent de laisser aux anciennes caisses des mines, le soin d'assurer des pensions de retraite et d'invalidité. Elles ne lui offraient pas une garantie suffisante. Il a remplacé les institutions professionnelles fonctionnant dans toutes les industries, pour les accidents, par « des établissements d'assurances » comprenant un État entier, une province, une région. 31 assurances ont été créées ainsi dans tout l'Empire. Seules, quelques caisses qui avaient des ressources suffisantes ont été conservées, telles sont les institutions des chemins de fer de Bavière, de Saxe, de Bade et d'Alsace-Lorraine, 3 sociétés de mineurs et quelques Compagnies spéciales.

On a vivement discuté dans les Chambres françaises, la question de savoir s'il fallait autoriser les versements aux caisses de retraites à capital aliéné ou à capital réservé. Les versements à capital réservé permettent d'assurer une pension à l'intéressé et un petit capital, au décès de celui-ci, à ses héritiers. Mais cette mesure est très onéreuse pour l'ouvrier ; avec la clause de réserve, sa rente diminue et devient insuffisante pour son entretien. La loi du 20 juillet 1886 a d'ailleurs laissé la plus grande liberté aux individus pour le placement de leurs épargnes ; il n'y avait pas de raison pour innover en cette matière. Après bien des hésitations, le principe admis par la Caisse nationale des retraites a prédominé. La règle veut que les sommes soient toujours versées à capital aliéné ; la stipulation de réserve du capital est l'exception.

L'exploitant verse toujours, pour son personnel, à capital aliéné. Les retenues sur les salaires sont, sur l'indication donnée par l'ouvrier ou l'employé, versées soit à capital aliéné, soit à capital réservé (art. 14. Instruction, Caisse des dépôts et consignations).

« Lorsque la clause de réserve du capital a été stipulée pour des versements provenant de retenues, soit au compte de l'ouvrier ou de l'employé, soit au compte de son conjoint, le titulaire de la rente constituée à capital réservé peut, à toute époque, faire l'abandon de tout ou partie du capital assuré à son décès, par suite de cette clause de réserve, à l'effet d'augmenter sa rente, dans la limite du maximum de 1,200 fr. (loi de 1886, 15). Il a le droit d'user de cette faculté, alors même que la déclaration de versement contiendrait la désignation du bénéficiaire de la réserve » (Art. 24, 124, 126. Instruction, Caisse des dépôts et consignations).

En Allemagne, la distinction que nous venons de signaler n'existe pas. On ne se base pas sur l'abandon du capital ou la réserve stipulée pour établir le quantum de la pension ; le montant en est fixé d'une façon constante, d'après le tarif de la classe à laquelle appartient l'employé. Cependant, si un ouvrier meurt avant d'avoir joui de sa pension, sa veuve ou ses enfants âgés de moins de 15 ans, ont droit à la moitié des versements effectués par lui. Chez nous, les héritiers ne touchent rien si le capital n'a pas été réservé.

La question la plus délicate sur ce point, consiste dans l'emploi qui peut être fait des fonds de retraites des mines, dans notre pays. Nul besoin de s'occuper des sommes versées à la Caisse nationale des retraites, ils seront gérés par la Caisse des dépôts et consignations, au même titre que les nombreux capitaux qui seront accumulés dans cette dernière caisse pour les retraites. L'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 prescrit des mesures identiques à celles qui sont insérées dans l'article 4, § 3 de la loi de 1894. Mais la loi devait imposer certaines obligations aux Compagnies, pour éviter les effondrements tels que ceux de Bessèges et de Terre-Noire. L'art. 4, § 3, décide que : les fonds versés par les exploitants dans les caisses syndicales ou patronales devront être employés en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales ; les titres seront nominatifs.

Le législateur a peut-être eu tort de trop circonscrire les limites pour le placement des capitaux. Il était urgent d'assurer une entière sécurité, mais la même garantie aurait pu se retrouver dans d'autres situations aussi avantageuses et ne présentant pas les inconvénients qui

résulteront, dans un avenir plus ou moins éloigné, de l'application de l'art. 4. Il est à présumer que le principe de cet article emprunté lui-même aux dispositions de l'art. 22 de la loi du 20 juillet 1886, sera étendu aux caisses de retraites qui vont être établies pour les autres professions. Quand des centaines de millions seront jetées sur les marchés et affectées à l'acquisition des titres énumérés, n'y aura-t-il pas lieu de craindre une énorme concurrence qui aura pour effet de détruire l'épargne privée et d'abaisser, dans des proportions considérables, le taux de l'intérêt ?

Il eût été préférable de laisser ici une certaine liberté, comme cela se pratique pour les caisses d'épargne de Prusse, d'Italie et de Belgique. En Prusse, beaucoup de ces institutions emploient leur avoir en escompte d'effets de commerce (1). Mais la plupart trouvent leurs revenus dans les prêts hypothécaires. Lors du dernier relevé, l'ensemble des capitaux s'élevant à 3,715 millions de mark était employé de la manière suivante : 2,096 millions, soit 56 0/0, en hypothèques ; 495 millions en billets ou effets de commerce ; 1,176 millions, soit 29 0/0, en valeurs de bourse ; 55 millions en prêts sur gages et 272 millions en avances à des établissements publics ou à des corporations. On aurait même pu autoriser les institutions de l'art. 4 à placer des fonds dans les entreprises de construction d'habitations ouvrières. Le législateur aurait suivi, sur ce point, l'exemple des caisses d'épargne de Marseille et de Lyon (2). L'art. 2 de la loi postérieure du 30 novembre 1894 ne défend pas ce mode « d'encouragement ». Les capitaux ne seraient pas ainsi enlevés de la région où ils ont été recueillis ; ils contribueraient à améliorer le sort de la classe malheureuse.

L'État devrait cependant exercer une surveillance active sur les placements.

IV. — *Gestion*. — La loi du 29 juin 1894 ne contient aucune disposition sur la gestion des caisses syndicales ou patronales. Le législateur a peut-

(1) Bulletin de l'Office du Travail du mois de janvier 1895.

(2) D'après les statistiques de M. Bötticher, ministre, en Allemagne, les établissements d'assurances ont déjà prêté des sommes s'élevant à 5,740,000 mark pour la construction d'habitations ouvrières ; ils ont avancé aux communes et aux corporations 2,400,000 mark pour fonder des hôpitaux et autres établissements en faveur des assurés, et ils ont disposé d'une somme d'environ 4 millions de mark pour la création d'autres œuvres sociales, telles que : écoles, abattoirs, conduites d'eau, soit au total 13 millions de mark. Les placements sont facultatifs. (Bulletin Office du Travail, France. Avril 1895).

être pensé que les intéressés préféreraient recourir à la Caisse nationale des retraites afin d'éviter des frais considérables. Dans cet ordre d'idées, en admettant cependant que les exploitations entretiennent des institutions de retraites, il serait peut-être avantageux de confier la direction de ces dernières caisses et des Sociétés de secours à un même comité. Les fonds seraient distincts et la surveillance de l'Administration prévue aux art. 4 § 4 et 15 pourrait s'exercer concurremment. La loi ne prescrit rien de contraire à cette solution. Elle exige que les caisses ne soient pas confondues (art. 4 § 4, art. 8, art. 14), mais elle ne décide pas que la gestion des deux institutions sera confiée à des mains différentes. En procédant ainsi, on éviterait des difficultés presque insolubles sur le mode de nomination du conseil et sur la direction des sociétés de l'art. 4.

Dans les établissements d'assurances d'Allemagne pour la retraite, le directeur de la caisse nommé, suivant les circonstances, par l'État ou la représentation provinciale est assisté d'un conseil composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers, au minimum de 5 membres par chaque catégorie. Le conseil n'est pas élu, comme chez nous, par le suffrage de tous les ouvriers, mais par un corps d'élite, composé en grande partie des administrateurs.

Pour finir sur le chapitre des institutions de retraites, il nous reste à examiner quelques points particuliers. Dans la séance du 9 juin 1894, un de nos députés demandait à la Chambre de décider que l'État devait verser 0 fr. 40 c., par jour, à la caisse des retraites pour les ouvriers et employés des mines se trouvant sous les drapeaux. Cette mesure est appliquée en Allemagne. L'Empire paie de ce chef, par semaine, 20 pf. pour chaque ouvrier, soit 25 c. 1/2. Si la proposition précitée avait été adoptée, en France, le montant des versements se serait élevé à 0 fr. 60 c. par semaine, pour un ouvrier, à 28 fr. 20 annuellement par tête, soit à 733,200 fr. environ pour le personnel des mines. Une pareille disposition réduite dans des proportions plus faibles, aurait amené d'excellents résultats. La retraite de l'ouvrier aurait été augmentée, sans qu'il en résultât une charge trop lourde pour le pays.

L'art. 18 de l'Instruction de la Caisse des dépôts et consignations s'exprime ainsi :

« Les rentes viagères de la Caisse nationale des retraites sont incessibles et insaisissables de droit jusqu'à concurrence de 360 fr. (loi de 1886, 8).

« La clause d'incessibilité et d'insaisissabilité des rentes dépassant 360 fr. ne peut être insérée dans les déclarations faites par les exploi-

« tants des mines, pour les versements effectués en exécution de la loi
« du 29 juin 1894. Cette clause n'est admise que pour les versements
« résultant d'une libéralité, conformément à l'art. 1981 du code civil. »

Cette décision ne peut se restreindre qu'aux sommes versées en exécution du § 1 de l'art. 2. Les versements prévus aux art. 2 § 2 et 3 et 5 § 1 sont de véritables libéralités et comme telles doivent bénéficier des dispositions de l'art. 1981 du Code civil. L'art. 9 de l'Instruction rappelée, contredit sur ce point l'article 18. Nous lisons, en effet, (art. 9, § 2 in fine)« alors même qu'une partie des versements
« faits en faveur des ouvriers serait due à la libéralité de l'exploitant. »

Le privilège de l'incessibilité et de l'insaisissabilité doit être étendu aux caisses de l'art. 4, par application de l'art. 3 § 1.

La même instruction contient un art. 124 qui dispose que :

« Les livrets étant nominatifs et devant toujours rester à la disposition des exploitants qui ont l'obligation légale d'effectuer des versements périodiques, et, d'autre part, le titulaire ayant à toute époque le droit de faire abandon du capital réservé à son décès, pour augmenter sa rente, les capitaux réservés figurant aux livrets ne sauraient faire l'objet de cession régulière par le titulaire du livret ».

Si le législateur avait autorisé l'ouvrier à céder tout ou partie des fonds placés à son profit, il aurait détruit indirectement son œuvre. Attiré par une somme plus ou moins importante qu'on lui aurait offerte, l'employé aurait sacrifié toutes ses épargnes antérieures et se serait condamné à la misère, dans ses vieux jours. Ce principe étant constant, les capitaux ne peuvent être frappés d'opposition, contrairement à l'article 126. Du moment que l'art. 15 de la loi du 20 juillet 1886 reconnaît à l'intéressé le droit de faire à toute époque l'abandon dont il est question, ce droit ne peut être paralysé par une signification. En admettant la thèse contraire, on arriverait à annihiler les dispositions de l'art. 15 précité. Les tribunaux pourraient, en effet, reconnaître le bien fondé de l'opposition et la maintenir pour toute la durée de la vie de l'ouvrier. La cession indirecte serait donc implicitement admise.

III

CAISSES DE SECOURS.

I. — *Ressources.* — L'art. 2 du projet admis à la Chambre des députés, le 24 mars 1888, était ainsi conçu :

« Les institutions de prévoyance pour les retraites, les accidents et les maladies seront alimentées par :

- « 1^o Une retenue obligatoire de 5 0/0 sur le salaire de tous les employés et ouvriers sans exception ;
- « 2^o une allocation égale des patrons ;
- « 3^o Une retenue obligatoire de 10 0/0 sur les redevances dues aux propriétaires tréfonciers ;
- « 4^o Les sommes allouées par l'État sur les fonds de subventions accordés aux sociétés de secours mutuels ;
- « 5^o Les dons et legs ;
- « 6^o Le produit des amendes ».

Sur les 110 fr., représentant le total des cotisations, 20 fr. étaient attribués à la caisse de maladies, soit 1,83 0/0. Les versements aux sociétés de secours s'élevèrent ensuite successivement à 2 1/2 0/0, à 3 0/0. D'après la loi actuelle, l'ouvrier contribue aux charges de cette dernière institution dans la proportion de 2 0/0 et le patron doit fournir 1 0/0.

On avait proposé au Sénat, le 21 février 1893, d'imposer à l'exploitant et à son personnel un versement égal de 1,50 0/0, mais d'après la loi en préparation, le concessionnaire devant supporter toutes les charges résultant des assurances contre les accidents, il n'y avait pas un grand inconvénient à faire retomber sur les ouvriers la plus grande partie des frais de la caisse de secours.

La loi allemande du 15 juin 1883 est identique à la nôtre sous ce rapport.

Après une longue discussion, la Chambre a rejeté le § 3 de l'art. 2 précité. Il eût été injuste, en effet, de demander une cotisation aussi forte à ceux qui ne font point partie des exploitations des mines. Les ressources prévues aux §§ 4, 5 et 6 du dit article ont été réservées exclusivement aux sociétés de maladies.

Comment seront distribuées les subventions de l'État (§ 4 art. 2 id.) ? Conformément aux dispositions qui régissent les institutions de secours mutuels, déclare le Ministre (1). Mais comme on l'a fait remarquer, les sociétés de secours mutuels ne reçoivent de subventions que dans le cas où elles opèrent des versements à la caisse des retraites. Cette situation ne peut se présenter chez nous, les versements des caisses de maladie des ouvriers mineurs ne devant pas être affectés aux retraites. Dans ces conditions, les sommes allouées par l'État devraient être dis-

(1) Discussion parlem. Chambre, 7 juin 1894.

tribuées proportionnellement à l'importance de l'institution si l'on voulait se maintenir, pour le moins, dans l'esprit des lois qui régissent les sociétés de secours mutuels. Il résulterait de cette interprétation que les caisses de maladies qui n'ont que des ressources peu importantes, recevraient des subventions moins élevées que les institutions dont le chiffre des recettes est plus fort.

Avant la loi de 1894, chaque exploitation avait des règlements particuliers, concernant le mode d'alimentation des caisses de prévoyance. Les concessions de Vicoigne et de Noux (Pas-de-Calais) ne demandaient aucune participation à l'ouvrier et donnaient 3 0/0 pour les retraites et les maladies. La Société du Creuzot versait 9 0/0 pour les maladies, les accidents et les retraites, mais les versements, dans la plupart des Compagnies, ne dépassaient pas un total de 6 0/0. Les 30,000 grévistes du Nord réclamaient pour les caisses de secours une contribution égale des patrons et des ouvriers, ne pouvant être inférieure à 3 0/0. La Chambre fut saisie d'une demande formulée en ce sens par le syndicat des houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Les caisses minières allemandes sont très anciennes et diffèrent, sous beaucoup de rapports, des Sociétés créées chez nous par l'art. 9 de la loi de 1894. Avant la loi d'Empire du 15 juin 1883, les mêmes caisses assuraient contre les maladies et les accidents; cette dernière charge incombe maintenant aux corporations des mines (1). Elles devaient de plus fournir, pendant la période antérieure à 1889, des pensions d'invalidité. A cette époque, la retraite d'âge était inconnue, l'invalidité donnait seule droit à une rente. Quand l'ouvrier reprenait ses forces, il n'avait plus rien à réclamer, quel que fut son âge.

En 1780, l'exploitation de Bochum, en Prusse, recevait des ouvriers, un versement de 1,66 0/0 qui s'éleva à 5,60 0/0 après 1781. Les patrons donnaient en 1770, 0,838 0/0 de la récolte brute totale. Les employés des autres concessions payaient, à ce moment, 4 0/0. Les cotisations des exploitants étaient inférieures à celles de leur personnel (1/2), quelquefois égales, rarement supérieures.

Avant 1854, la faculté des versements existait dans les Compagnies des mines prussiennes. Depuis les lois du 10 avril 1854 et du 24 juin 1865, celles-ci devaient imposer aux ouvriers des cotisations proportionnelles à leur salaire et des versements, aux exploitants. La cotisation

(1) La loi du 10 avril 1892 autorise les corporations à supporter toutes les charges des caisses de maladies.

la plus forte des employés à Saarbrück (Silésie) était de 4,51 0/0; la moyenne ne dépassait pas 3,58 0/0 pour les exploitations de houille et 3,08 0/0, pour toutes les institutions. On ne pouvait descendre au-dessous d'un minimum de 3,1 0/0. La part contributive des patrons était plus faible. En Silésie, la moyenne, pour ceux-ci, était de 82 à 90 0/0 des sommes versées par leur personnel et de 98,40 0/0 dans la plupart des Sociétés. Les recettes accessoires des institutions se composaient de droits d'entrée, de droits de mariage, d'amendes et d'un subside payé par l'administration des mines. La loi du 15 juin 1883 a maintenu les caisses existantes et prescrit un versement obligatoire des 2/3 pour les ouvriers et de 1/3 pour les patrons.

Dans les Compagnies limitées à une mine, en Angleterre, les employés donnent 3 à 4 pence par semaine, et dans les Sociétés couvrant un district tout entier 1 à 3 ou 4 pence. Les patrons ne fournissent aucune cotisation dans le premier cas et 25 0/0 seulement dans la seconde espèce. Les caisses anglaises sont très différentes des nôtres.

Les institutions de prévoyance, assez rares en Italie, opèrent une retenue de 3 à 4 0/0.

En Belgique, les contributions étant de 1 1/2 0/0, on comprend que les secours distribués par les Compagnies minières soient minimes.

II. — *Dépenses*. — Le texte de l'art. 7 de la loi actuelle est sensiblement différent des dispositions des premiers projets. L'art. 3 adopté par la Chambre en première délibération, le 24 mars 1888, décidait :

« Pour assurer les secours en cas de maladie, aux employés et ouvriers et à leurs familles, si les statuts particuliers des caisses autorisent cette extension, il est établi une caisse de prévoyance au siège d'exploitation de toute concession de mines. Néanmoins deux ou plusieurs concessionnaires peuvent se réunir pour l'établissement d'une caisse commune à leurs exploitations. Cette caisse a pour but d'assurer des secours médicaux et pharmaceutiques et une indemnité de salaire à tous les employés et ouvriers tant de l'intérieur que du jour. »

De légères modifications furent introduites, le 5 juillet 1889, en deuxième lecture, à la Chambre. La dernière partie de l'article précédent fut adoptée; mais les statuts pouvaient prévoir en outre des allocations et gratifications exceptionnelles et renouvelable en faveur des veuves ou des orphelins d'ouvriers et employés morts de maladie, après avoir participé à la caisse.

Le législateur de cette époque n'avait pas imposé aux sociétés, comme maintenant, l'obligation de fixer, en cas de décès des membres

participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou à leurs ayants-droit.

L'art. 7 de la loi du 29 juin 1894 contient deux sortes de dispositions : les unes, obligatoires ; les autres, facultatives :

« Les statuts des Sociétés de secours *doivent* fixer : 1^o la nature et
« la quotité des secours et des soins à donner aux membres partici-
« pants que la *maladie* ou des *infirmités* empêcheraient de travailler ;
« 2^o en cas de décès des membres participants, la nature et la quotité
« des subventions à allouer à leurs familles ou à leurs ayants-droit.

« Les statuts *peuvent* autoriser l'allocation de secours en argent et
« de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des
« membres participants et à leurs ascendants (1). Ils peuvent ainsi
« prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants
« des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territo-
« riale appelés à rejoindre leurs corps, enfin des allocations exception-
« nelles et renouvelables en faveur des veuves ou orphelins d'ouvriers
« ou employés décédés après avoir participé à la Société de secours. »

La loi n'a pas défini ce qu'il fallait entendre par le mot « *maladie* » ; de là, une très grave lacune. Faut-il prendre ce terme dans le sens adopté par les institutions d'assurances privées ? L'accident n'existera que dans un traumatisme dû à une cause violente, fortuite, extérieure, à laquelle la volonté de la victime sera restée étrangère. Ainsi, les blessures, les asphyxies, les empoisonnements subits seront considérés comme tels. Toutes les affections à solution non immédiate constitueront, au contraire, des maladies. Citons, pour exemples : les empoisonnements progressifs provoqués par des substances toxiques, les lésions organiques dues à l'absorption lente de poussières délétères. Certaines affections, comme les lombagos, les ruptures de varices, les hernies et autres, revêtent cependant les caractères de l'accident ou de la maladie. Dans ces conditions, l'arbitraire le plus grand existera dans l'application de la loi. Telle Société décidera que le lombago est un accident, telle autre, que la rupture de varices est une maladie.

Serait-ce pour parer à cet inconvénient que la loi a ajouté le mot « *infirmités* » dans l'art. 7 ? Quelle est la signification de ce dernier terme ? Écartons d'abord une première hypothèse qui ne pourrait s'expliquer. Il serait étrange que la loi eût voulu décider que l'ouvrier

(1) L'art. 9 de la loi du 1^{er} juin 1894, sur les Sociétés de secours mutuels, en Belgique, déclare incessibles et insaisissables les secours alloués à leurs membres.

serait secouru s'il lui arrivait, dans la suite, une *incapacité* de travail, mais qu'il ne recevrait pas des soins dans la première période, pendant laquelle on ignore si l'accident entraînera une infirmité. Ce mot est-il plutôt employé pour désigner une incapacité de travail quelconque, comme semble l'indiquer l'art. 7 ? Cette infirmité peut alors résulter soit d'une maladie, soit d'un accident. Si le législateur a imposé aux Sociétés de secours, la charge des accidents, il n'a eu en vue que ceux qui entraînent une incapacité temporaire, partielle. Les incapacités temporaires totales et les incapacités permanentes, qu'elles soient partielles ou totales, n'ont pas fait l'objet de ses prévisions. Tel a été, en effet, son but. Il s'est référé pour le règlement des accidents et des maladies pouvant exiger des soins pendant une période assez étendue, à la loi en préparation sur les institutions de prévoyance contre les accidents, dans toutes les industries. S'appuyant sur le principe qui a guidé les législations allemande et autrichienne, il a voulu mettre à la charge des Sociétés de secours, les maladies et les accidents pendant les 30 premiers jours (projet, art. 8, séance du 5 juin 1893. Chambre des députés). En Allemagne, cette limite était de 13 semaines (1). Mais la loi sur les accidents n'ayant pas encore été votée, on se trouve en présence de cette double obligation : ou de supprimer, par une illégalité, le mot infirmités introduit dans l'art. 7, si l'on décide que les Sociétés de secours ne doivent pas supporter les risques des accidents, ou d'imposer à ces institutions les frais résultant de tous les accidents sans distinction, ce qui est contraire aux intentions du législateur. Cette conséquence est logique, car le mot « infirmités » est pris dans un sens général (art. 7).

La loi n'a pas fixé la quotité des secours qu'il fallait accorder aux intéressés, elle a laissé, sous ce rapport, à chaque caisse, une entière liberté. Cette solution n'offre pas, chez nous, de grands inconvénients. Les 2/3 des membres chargés de la gestion des Sociétés sont élus par les ouvriers, parmi leurs congénères. Il est à présumer que dans ces conditions, les soins seront distribués d'une façon équitable.

En Allemagne, la situation était différente. Une grande partie des caisses étaient administrées primitivement par des comités composés

(1) Les comités locaux de toutes les institutions allemandes de secours demandent que ce délai soit abaissé à 7 et même à 4 semaines. (Bulletin Office du Travail, France, mai 1895). — Ce dernier desideratum se trouve déjà inscrit dans le projet français (art. 8) admis par la Chambre des députés, le 5 juin 1893.

d'exploitants et d'anciens élus par les employés, mais soumis au choix ou à l'approbation des patrons. Le législateur pouvait craindre que l'ouvrier ne reçut pas les secours que nécessitait son état. On s'explique qu'il ait tenu à déterminer les sommes que l'on devait verser aux associés en cas de maladie ou, après leur décès, à leurs veuves et à leurs enfants. La loi du 15 juin 1883 a fixé un minimum de secours, au-dessous duquel on ne peut descendre. Le salaire de l'employé court à partir du troisième jour de la maladie et comprend, pour le moins, la moitié de la paie moyenne d'un journalier, dans la localité où se trouve cet employé, en tant que la paie ne dépasse pas 5 francs. Ce minimum peut être élevé jusqu'aux $\frac{3}{4}$, si l'intéressé fournit un certificat de médecin constatant l'incapacité de travail. Le délai de 13 semaines, pendant lequel la caisse de secours doit supporter les charges des accidents et des maladies, peut être reporté à un an. En cas de décès du mari, la femme peut recevoir les $\frac{2}{3}$ du salaire de celui-ci et l'enfant touche jusqu'au $\frac{1}{4}$. Les soins médicaux et les médicaments sont accordés gratuitement à l'employé, mais l'exploitant peut éviter ces derniers frais ainsi que l'indemnité de maladie, en faisant soigner son ouvrier dans un hospice. Il est nécessaire, dans ce cas, que l'employé n'ait personne à secourir ou que le patron consente à verser à sa famille la $\frac{1}{2}$ des secours auxquels il aurait eu droit s'il avait été en traitement chez lui. Au moment du décès du sociétaire, on donnait comme frais d'enterrement une somme s'élevant à 20 fois le salaire journalier habituel dans la localité.

Dans la plupart des anciennes Compagnies minières de France, les secours accordés étaient dérisoires (0 fr. 50 cent. par jour). Les Sociétés d'Épinac, de Montrambert, de Bruay, prescrivaient aux patrons de supporter exclusivement les charges résultant des soins, médicaments et autres, mais le salaire de l'ouvrier malade n'était pas très élevé dans ces exploitations.

Les autres dépenses des Sociétés de l'art. 9 comprennent les versements faits, en cas de maladie, à la Caisse nationale des retraites, conformément à l'art 8 de la loi actuelle. La loi ne décide pas que l'ouvrier devra verser aux institutions de secours, pendant la durée de sa maladie et le temps qu'il passe sous les drapeaux. Dans le silence du législateur, devra-t-on dire que l'employé est dispensé de toute contribution, comme le décide la législation allemande ?

Au nombre des dépenses, il faudra pareillement tenir compte des frais d'administration qui seront considérables. Ceux-ci s'élèvent de

ce chef, en Allemagne, à 1/2 mark par tête, soit 62 c. 1/2 (1). On a évalué, chez nous, à 400,000 francs la gestion des caisses de retraites; mais ce chiffre est exagéré. La proportion n'est que de 0 fr. 92 c. par tête pour les Sociétés de secours mutuels. En Belgique, elle ne dépasse pas 0 fr. 40 centimes pour les 6 institutions de prévoyance, comprenant 116,420 mineurs (Bulletin Office du Travail, avril 1894, France).

Les charges prévues d'avance devant être couvertes par des versements annuels, il semble que la création d'un fonds de réserve ne s'imposait pas. Mais l'art. 7 autorise les Sociétés à servir des pensions et des subventions dans des cas déterminés. Les art. 18 et 23 prescrivent de plus aux Sociétés de secours actuellement existantes et dont les statuts sont approuvés par l'autorité administrative, de continuer les rentes temporaires d'invalidité ou d'accident auxquelles l'ouvrier pouvait avoir droit. L'employé qui touche une retraite proportionnelle de la caisse des retraites peut, en outre, recevoir un supplément de la Société de secours. Si l'on tient compte de ces différentes causes qui peuvent faire varier, d'une année à l'autre, les dépenses des institutions de maladies, on s'explique que les fonds de réserve soient appelés, dans une certaine mesure, à faire face aux frais qui peuvent excéder les recettes, pendant un temps plus ou moins long.

L'art. 4 admis, en première délibération, par la commission de la Chambre, le 24 mars 1888, décidait qu'« à la fin de chaque année, le conseil d'administration de la caisse de maladies fixerait, sur les excédents disponibles, les sommes qui devraient rester dans la caisse, pour en assurer le service, et celles qui devraient être déposées à la Caisse des dépôts et consignations ».

La loi de 1894 a fixé le quantum de la réserve et a complété l'ancien texte, en y ajoutant les §§ suivants :

« Ce dépôt devra être effectué par le Conseil d'administration, dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de l'art. 408 du Code pénal. Les administrateurs qui auraient effectué ou laissé effectuer un emploi de fonds non autorisé par les statuts, encourent la même responsabilité et les mêmes pénalités. Le total de la réserve ne pourra dépasser le double des recettes de l'année. »

(1) Bulletin de l'Office du Travail du mois d'avril 1895 (France). Ce dernier chiffre a été affirmé en 1895 par M. de Bötticher pour toutes les assurances allemandes; pour les associations minières, en particulier, les dépenses s'élevaient à 1 fr. 77 en 1892 (Bulletin Office du Travail, France, juin 1894).

Nous aurons l'occasion d'étudier, dans le chapitre de la statistique, la question de savoir si, eu égard aux ressources actuelles, le fonds de réserve peut fonctionner d'une façon normale. Supposons, pour l'instant, ce point résolu. Le législateur, en exigeant toutes les précautions prescrites à l'art. 4, aurait pu laisser l'excédent des recettes dans les caisses de Sociétés de secours. Le versement à la Caisse des dépôts et consignations n'était pas nécessaire, il ne peut qu'obérer davantage cette dernière institution qui sert déjà 33,168,092 fr. de rentes pour la caisse nationale des retraites et qui devra faire fructifier les 4 ou 5 millions versés annuellement pour les retraites des mineurs et les 8 millions de la réserve prescrite à l'art. 16.

Le montant des sommes ainsi réservées ne pourra dépasser le double des recettes d'une année et non de l'année, comme le dit l'art. 16. Quand ce total sera atteint, l'excédent des recettes sera employé à augmenter les secours qui devront être distribués. La loi n'a pas voulu que les institutions pussent dépasser le double des ressources, pour éviter inutilement une trop grande agglomération des capitaux et pour empêcher que les sociétés, par mesure d'économie, ne réduisissent les soins et les secours. Les caisses jouissent d'une liberté absolue pour la fixation des sommes qui devront, chaque année, alimenter le fonds de réserve.

Les sociétés minières en Allemagne, ont également des réserves. Avant 1889, les mêmes caisses étaient chargées des secours de maladie et des rentes d'invalidité. Dans ces conditions, les sommes réservées auraient dû être suffisantes pour couvrir toutes les dépenses annuelles. Il en était cependant tout autrement; au Verein de la Marche, les charges se décomposaient, ainsi qu'il suit :

Pensions d'invalides.....	1.418.926 fr,
— de veuves	738.301
— d'orphelins	700.931
	<hr/>
	3.157.650 fr.

et l'avoir de la Société en 1883 n'atteignait que 2,362,556.

Le rapport entre les réserves et les dépenses s'élevait à 2, 5, à Saarbrück et à 3,33 dans la Silésie supérieure.

Depuis 1889, la question a changé dans l'Empire. Les pensions de retraite devant être fournies par des institutions spéciales, la loi a prescrit le maintien d'un fonds de réserve, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le constater.

Dans le royaume de Saxe, les sommes réservées, depuis la loi de 1884, doivent correspondre aux dépenses d'une année ordinaire ; le montant peut être augmenté contrairement à notre législation qui fixe une limite. Tant que le minimum n'est pas atteint, le dixième des cotisations annuelles doit être consacré à l'alimentation de ce fonds. Le rapporteur de la loi de 1894 avait proposé d'introduire, en France, cette mesure, mais le législateur a été d'un avis contraire.

Dans les anciennes Compagnies françaises, il n'y avait aucune réserve spéciale ni pour les retraites, ni pour les maladies et les accidents. Cette raison a déterminé, en grande partie, le vote de la loi de 1894.

III. — *Caisses*. — Avant la loi actuelle, il n'existait chez nous qu'un petit nombre de caisses spéciales de secours. Les versements et retenues destinés à couvrir les risques qui pouvaient résulter des maladies, des accidents et des retraites, étaient presque toujours confondus dans une institution unique de prévoyance. La Chambre des députés établit, le 24 mars 1888, la distinction des caisses ; mais elle voulut centraliser et solidariser celles qui dépendaient d'un même arrondissement minéralogique, dans le but de permettre aux institutions de s'entr'aider mutuellement. Le législateur de 1894 maintint le principe de la division des Sociétés, en décidant cependant que chacune aurait son autonomie.

Les institutions de secours des mines ne sont en somme, maintenant, que des institutions de secours mutuels dont l'objet spécial est défini à l'art. 7 et qui se caractérisent par l'affiliation obligatoire des intéressés. L'obligation de cette affiliation entraîne, d'autre part, une intervention de l'administration (1). Comme conséquence de l'assimilation dont nous avons parlé, les Sociétés de maladies actuellement existantes et dont les statuts sont régulièrement approuvés par l'autorité administrative, conservent leur organisation et leur mode de fonctionnement pour ce qui touche les obligations nouvelles, sauf dans le cas où leur transformation serait reconnue nécessaire par le Ministre des Travaux publics, sur l'avis du Conseil général des mines. Elles jouiront d'ailleurs des recettes prévues par l'art. 6 qui précède (art. 18).

Les caisses de prévoyance qui n'étaient pas exclusivement limitées aux maladies ne sont autorisées à fonctionner que pour l'exécution des engagements antérieurement contractés. Toutefois, dans le premier

(1) Conf. Circulaire ministérielle du 25 juin 1894.

mois de la mise en application de la loi, elles doivent assurer les secours et les soins aux malades en traitement (arg. art. 23).

L'art. 19 autorise les Sociétés des mines à décider, dans leurs statuts, que le service des secours sera confié à une Compagnie d'assurances. Qu'il nous soit permis de faire des réserves sur ce dernier point. Les institutions d'assurances seront soumises aux prescriptions de la loi au même titre que les caisses de maladies; mais que décider dans le cas où elles viendraient à être déclarées en faillite? Les ouvriers mineurs auraient-ils un privilège à l'encontre des autres créanciers? (1) Chacun sait que l'État n'a aucun contrôle sur ces Compagnies. S'il y avait doute, à ce sujet, on n'aurait qu'à se reporter à l'arrêt du Conseil d'État du 14 mai 1880, qui a supprimé la surveillance du gouvernement sur les institutions d'assurances sur la vie qui sont de beaucoup les plus importantes. L'éventualité de la faillite n'est pas un mal chimérique, elle se réalise chaque jour, étant donné que le fonds de réserve des quatre premières Compagnies françaises à primes fixes ne s'élève qu'à 450,000 francs, à une somme absolument dérisoire, eu égard à leurs opérations.

En Allemagne, le district minier qui correspond à la Société de secours de notre législation est déterminé par le Ministre, après entente des intéressés et de l'autorité minière (loi du 10 avril 1894). Toutes les institutions allemandes ont, chacune, leur administration propre.

IV. — *Gestion*. — Dans la plupart des exploitations de mines qui existaient en France, en 1894, l'administration était confiée presque exclusivement aux patrons. Les ouvriers ne pouvaient exercer aucun contrôle sur l'emploi des fonds; de là, les catastrophes, dont nous avons déjà parlé. Pour remédier à ces graves inconvénients, le législateur actuel fait participer le personnel à la gestion, dans la proportion des retenues qui sont opérées. Les employés peuvent donc élire les 2/3 des membres, c'est-à-dire six sur neuf, qui composent le conseil; l'autre 1/3 est désigné par les exploitants.

Sont électeurs tous les employés du fond et du jour, Français, jouis-

(1) En vertu de l'art. 2101 C. C., les ouvriers pris en général, ont un privilège assurant le paiement de deux années d'arrérages pour les salaires correspondant au mois qui a précédé la faillite du patron. A la Chambre en 1888 et en 1890 au Sénat, on avait limité à l'année écoulée et à l'année en cours, la garantie du paiement de la pension de l'ouvrier atteint d'incapacité permanente et absolue, mais cette solution a été repoussée avec raison par le rapporteur de la Commission du Sénat dans la séance du 10 juin 1895.

sant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la paie (article 11). L'inscription sur les listes électorales, d'après le projet admis à la Chambre, le 26 mars 1888, devait avoir lieu sur la représentation d'un certificat émanant du directeur ou de l'ingénieur de l'exploitation et constatant que l'électeur travaillait dans la concession depuis un an ; à défaut de certificat, sur le renseignement recueilli par le maire et ses assesseurs. Cette décision était critiquable ; le droit d'électeur confié à l'ouvrier pouvait être tenu en suspens par l'exploitant. Aussi le législateur de 1894 a-t-il agi plus sagement, en décidant dans l'art. 11 que, dans les 8 jours qui suivent l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, les listes électorales devaient être affichées à la diligence du patron, aux lieux habituels pour les avis donnés au personnel. Dans le cas de négligence de la part du concessionnaire, le préfet pouvait faire dresser et afficher les listes aux frais de celui-ci (art. 11).

Étaient éligibles, suivant le projet du 26 mars 1888 : 1^o les électeurs âgés de 25 ans au moins ; 2^o les ouvriers mineurs ayant été attachés à l'exploitation, pendant un an au moins, âgés de 25 ans accomplis, jouissant de leurs droits politiques. Nous n'approuvons pas cette dernière décision. Le législateur permettait ainsi à des étrangers de s'immiscer et de porter le trouble dans la direction des Sociétés de secours. L'art. 10 admis au Sénat, en première délibération, le 21 février 1893, méritait les mêmes reproches ; il autorisait à choisir les élus du conseil parmi les membres participants et les membres honoraires. Ce dernier terme n'avait, à proprement parler, aucune signification. Dans la législation allemande, les patrons des caisses de maladies pouvaient être des membres honoraires, mais, dans le projet français de 1893, ils étaient tenus de faire partie des institutions de maladies. Il a été dit, au Sénat, qu'on avait voulu comprendre par cette dénomination, les ingénieurs. Mais ceux-ci étaient des membres participants, en 1893, car à cette époque, on n'avait pas encore décidé que l'employé ne serait considéré comme tel, que jusqu'à concurrence de 2,400 francs.

D'après l'art. 11 § 2 de la loi de 1894 : sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire, et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation aux termes des dispositions, soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des art. 414 et 415 du Code pénal, les électeurs âgés de 25 ans accomplis, occupés depuis plus de 5 ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la Société de secours. Toutefois, dans les cinq premières années de l'exploitation,

le nombre des années de service exigées sera réduit à la durée de l'exploitation elle-même.

Il serait peut-être intéressant de savoir si maintenant l'ingénieur peut faire partie, comme employé, de la gestion de la caisse de secours. La réponse affirmative semble s'imposer. Du moment qu'il est employé, il doit jouir des prérogatives attachées à ce titre et notamment du droit d'éligibilité pour le tout, car ce dernier droit ne s'aurait s'exercer pour partie.

Le vote a toujours lieu au scrutin de liste, un dimanche. Les membres du conseil sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année. Les contestations sur la formation des listes et sur la validité des opérations devaient être portées, suivant le projet de 1888, devant le conseil de préfecture qui était tenu de statuer dans le délai de huit jours. L'art. 13 de la loi actuelle a introduit une grave innovation sur ce point ; il a préféré la juridiction du juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu. La décision de ce magistrat rendue sans frais ni forme de procédure, dans les 15 jours de la déclaration faite au greffe, est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi doit être formé dans les 10 jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Formé par simple requête déposée au greffe, il est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour et jugé d'urgence, sans frais ni amende (art. 13).

Le contrôle de l'Administration dans la direction des institutions se réduit à trois chefs principaux. Celle-ci doit intervenir tout d'abord, dans la constitution de la Société, pour assurer, en vertu de l'art. 11, le vote qui permet de nommer le premier conseil d'administration chargé d'élaborer les statuts.

Ces statuts doivent de plus être approuvés par elle. En troisième lieu elle exerce sur la gestion une surveillance définie par les art. 15, 16 et 17, pour empêcher que les fonds ne soient employés à d'autres destinations que celles prévues par les statuts et la loi (1).

Le conseil des neuf membres représente l'institution en justice et extrajudiciairement. La caisse est une personne morale qui peut acquérir des droits, contracter, ester en justice. La seule garantie des créanciers n'existe que sur le capital ; les ouvriers pensionnés n'ont sous ce rapport, aucun privilège à leur encontre.

Avant la loi du 10 avril 1854, la direction des Sociétés minières, en

(1) Circulaire ministérielle du 29 juin 1894.

Prusse, était entre les mains des exploitants. L'employé de district, chargé de l'administration, était aidé par les anciens. L'élection de ceux-ci avait lieu à 2 degrés. Les ouvriers élisaient un certain nombre d'anciens et le patron choisissait parmi eux les membres qui devaient l'assister dans le conseil. Ces nouveaux élus n'avaient que voix consultative. En 1854, le comité était désigné ; moitié par l'exploitant, moitié par les ouvriers. L'administration se réservait toujours le droit de choisir ceux qui lui étaient agréables. La loi du 24 juin 1865 décidait que les membres du conseil devaient être, pour moitié, élus par les patrons et moitié par les anciens. Ces derniers étaient eux-mêmes désignés, par district, par les ouvriers.

La direction du charbonnage de l'Institution d'Oberhohndorf, dans le royaume de Saxe, était chargée en 1857, de la gestion de la caisse. L'administration courante était exercée par un comité de 5 membres, dont 3 anciens élus au second degré par une commission de 9 membres nommés au suffrage universel. Tout membre valide était électeur et éligible au premier degré, mais il fallait savoir lire, écrire et compter pour être éligible au second degré.

Depuis la loi du 15 juin 1883, les Sociétés allemandes sont administrées par un conseil composé de $\frac{2}{3}$ d'ouvriers et d' $\frac{1}{3}$ de délégués du patron.

En Angleterre, la gestion des Sociétés limitées à une mine est confiée exclusivement aux ouvriers. Les institutions couvrant un district tout entier ont un comité comprenant également des membres participants et des membres honoraires.

IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Dans la partie concernant les dispositions transitoires, le législateur s'est montré très obscur. Il se trouvait en présence d'ouvriers et d'employés pensionnés par les institutions existantes ; il fallait faciliter à ceux-ci les moyens de se mettre d'accord avec les dispositions de la loi nouvelle, en respectant les droits qui pourraient leur être déjà acquis dans les Compagnies dont ils faisaient partie.

Relativement aux Sociétés patronales, trois systèmes pouvaient être appliqués : la liquidation, la superposition et la juxtaposition. Le Sénat, dans sa première délibération du 20 février 1893, avait prescrit de liquider toutes les institutions primitives, en tenant compte des règles propres à chaque exploitation. Le patron avait seul le droit de fixer le montant de la rente et la date éventuelle de l'entrée en jouissance. La thèse de la liquidation fut soutenue, de nouveau, par le Ministre de l'Agriculture, le 12 juillet 1893. Le Ministre permettait cependant à l'ouvrier de conserver le *statu quo*. Cette solution présentait de nombreux inconvénients. En premier lieu, l'employé ne pouvait qu'y perdre. Les aléas de la tontine supprimés, il ne touchait que 15 0/0 des capitaux en caisse. Le respect dû au contrat était, de plus, violé ; on transformait en un droit réel, un droit éventuel. En supprimant le passé, la loi avait, en outre, un effet rétroactif.

La superposition ne pouvait trouver des défenseurs. Il eût été injuste de permettre à l'ouvrier de cumuler toujours la pension qui lui était promise par son patron et celle qui devait lui être assurée par application des nouveaux principes.

Nous ne parlerons que pour mémoire, d'un système, abandonné d'ailleurs par son auteur. Mû par un sentiment très louable, M. Lacombe voulait garantir aux employés une somme plus forte que celle des 15 0/0, résultat de la liquidation pure et simple. Pour atteindre ce but, il divisait les ouvriers en trois classes : *a*) ceux qui avaient moins de 5 ans d'emploi dans l'exploitation ; *b*) ceux qui avaient plus de 5 ans, mais moins de 25 ; *c*) les employés comptant plus de 25 années. La première catégorie ne renfermait que des nomades ne méritant pas la sollicitude du législateur ou des ouvriers jeunes qui pouvaient s'assurer une rente suffisante, en se conformant aux exigences de la loi nouvelle. On pouvait donc supprimer, pour ceux-ci, tout droit éventuel à une pension. De 5 ans à 25 ans, on restituait les sommes versées. A partir de 25 ans, le concessionnaire était tenu de servir la rente convenue.

L'ouvrier retraité pouvait avoir l'espoir de toucher une somme plus élevée, mais combien cette solution présentait d'arbitraire ! Pourquoi spolier les employés de la première classe de ce qui avait été versé à leur profit ? D'autre part, était-il juste de rembourser purement et simplement leurs versements, aux individus compris dans la limite de 5 à 25 ans ? Ils avaient couru toutes les mauvaises chances de la tontine et au moment où ils pouvaient penser réaliser le gain qui devait légitimement leur revenir, ils se voyaient frustrés de leurs droits.

En présence d'abus si révoltants, le système de la juxtaposition se trouve implicitement justifié. Le contrat primitif est maintenu et mis en harmonie avec les prescriptions de la loi de 1894. Le législateur dispose :

« Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, dont le service « incombe à l'exploitant, seront fournies comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise (art. 21).

« Le montant des pensions en cours d'acquisition, dont le service « incombe à l'exploitant, sera calculé par application des règlements « ou des usages, en vertu desquels ces pensions étaient précédemment accordées.

« Si la rente acquise à raison des versements effectués en exécution « de l'art. 2 est inférieure au montant de la pension calculée comme « il vient d'être dit, la différence restera à la charge de l'exploitant.

« Il pourra être dérogé aux dispositions des deux paragraphes qui « précèdent par des conventions librement intervenues entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés » (art. 22).

Pour faire comprendre le sens de l'art. 22, citons quelques exemples. Je suppose que la rente en cours d'acquisition s'élève à 400 francs et que la pension acquise en raison des versements prescrits par l'art. 2 ne dépasse pas 200 francs; l'exploitant (art. 23, § 2) devra garantir à l'ouvrier le paiement de la différence, soit 200 francs. Si la rente primitive est calculée sur la base de 150 francs et que la pension assurée par la loi nouvelle est de 200 francs, que décider dans cette hypothèse? En se reportant à l'interprétation du rapporteur du 12 juillet 1893, on ne devrait pas imposer à l'exploitant une charge totale supérieure à celle qu'il a librement consentie, dans l'espèce, plus de 150 francs; mais comment soutenir, alors, qu'il y a juxtaposition: le contrat lie le législateur. La difficulté a été agitée au Sénat. Sur une question de M. Félix Martin, le rapporteur n'a pas répondu, mais l'affirmative a été soutenue par M. Lacombe (12 juillet 1893). Il faut donc décider que le cumul peut avoir lieu.

Quand il s'agira de faire concorder la loi et le contrat, on se heurtera à d'autres difficultés. Prenons une espèce. Primus, pensionné, devait toucher la rente à 60 ans, en vertu des statuts de telle Compagnie. Supposons qu'il opte pour la continuation de l'ancien état de choses; aucun doute sur ce point, il ne touchera sa retraite qu'à 60 ans. Mais si ce même Primus accepte les conditions de la loi nouvelle qui fixe la limite d'âge à 55 ans, que décider dans ce cas? Quelle que soit la solution que l'on admettra, la loi sera violée par le contrat ou réciproquement.

Conformément au § 3 de l'art. 32, les patrons et les ouvriers peuvent déclarer, par des conventions particulières, que le « *statu quo* » sera maintenu. Cette disposition est regrettable. En poussant à l'extrême le respect du contrat, on livre l'employé à toutes les incertitudes, à l'insécurité des anciennes Compagnies. L'inconvénient est atténué avec le système de la juxtaposition, mais il subsiste pour toute la période antérieure à l'application de la loi régie par le contrat.

Les caisses de prévoyance organisées avec le concours des ouvriers et des patrons (art. 23) ne sont autorisées à fonctionner que pour les engagements antérieurement contractés. La liquidation est ici de règle, mais rien n'empêche que les parties conservent le « *statu quo* ». S'il faut liquider et prescrire la constitution d'une rente actuelle ou différée, sur quelle base se fera cette liquidation ? Devra-t-on restituer les sommes versées, avec intérêts capitalisés, ou tenir compte de la part d'éventualité résultant de la capitalisation des intérêts et de la mutualité ? La loi ne dit rien sur ce point.

Le premier projet du Sénat du 21 février 1893 prescrivait la liquidation générale de toutes les institutions, tant patronales que mixtes.

Le projet précité décidait que les tribunaux étaient seuls compétents, quand il s'agissait de Sociétés établies par les exploitants. S'il était question, au contraire, de caisses de concessionnaires et d'employés, une commission arbitrale de neuf membres nommés : 3, par le conseil supérieur du travail ; 3, par le conseil général des mines et 3, par la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, était plus apte à trancher les difficultés. Cette commission avait les pouvoirs les plus étendus ; les tribunaux ne pouvaient que sanctionner ses décisions.

On ne s'explique pas la différence que le législateur voulait établir en cette matière, entre les caisses patronales et les autres Sociétés. Cette anomalie a disparu avec la loi actuelle.

« Les intéressés sont d'abord appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison des engagements précités sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

« A défaut d'entente entre les exploitants, d'une part, et la majorité des ouvriers ou employés, d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la commission arbitrale instituée par l'art. 26 ci-après.

« Si les exploitants et la majorité des ouvriers et employés ne peu-

« vent se mettre d'accord dans le délai de six mois susindiqué, ni sur
« les mesures à adopter, ni sur le recours à la commission arbitrale,
« les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus dili-
« gente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en
« présence, la liquidation de la caisse de prévoyance.

« Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribu-
« nal » (art. 24).

La composition de la commission a été modifiée. Celle-ci comprend maintenant sept membres permanents, nommés :

« Deux par le conseil général des mines ;

« Deux par la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

« Deux par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la Cour ;

« Un par la Cour des comptes de Paris, parmi les conseillers de la Cour, etc...

Nous avons dit que les ouvriers et employés des caisses patronales et mixtes avaient le droit de maintenir le « *statu quo* » ou de se soumettre aux prescriptions des art. 22 et 23. En admettant que les intéressés prescrivent la juxtaposition des rentes anciennes et des pensions nouvelles, cette décision ne lie pas l'ouvrier pris en particulier. Celui-ci peut, en vertu de l'article 25, être dispensé de la retenue prescrite par l'art. 2, s'il déclare, devant le maire de sa résidence, qu'il entend renoncer au bénéfice de cet article. L'exploitant est également dispensé de tout versement pendant la durée de la renonciation.

M. Trarieux (1) s'est élevé avec raison contre cette décision, dans la séance du 12 juillet 1893. « *L'option accordée à l'ouvrier* » ne peut que lui être préjudiciable. On comprend que ce droit soit accordé à tous les ouvriers qui peuvent discuter, en commun, leurs intérêts et mieux apprécier le résultat de leur décision. Mais l'employé seul, livré à ses propres forces, est faible et plus porté à se laisser éblouir par une promesse plus ou moins aléatoire de la part du patron.

L'art. 25 ne pourrait être invoqué par les ouvriers et employés pensionnés par les caisses mixtes. Deux hypothèses peuvent, en effet, se présenter. Ou le *statu quo* sera maintenu, ou la liquidation sera prononcée par les statuts. Dans le premier cas, la décision de l'ouvrier est inutile pour permettre à celui-ci de bénéficier des anciennes dispositions. Si

(1) Les paroles de M. Trarieux sont reproduites dans le n° du 13 juillet 1893 du *Journal officiel*.

nous nous plaçons dans la seconde espèce, l'employé ne pourra rien recevoir d'institutions qui n'aient plus d'existence.

Les premiers projets adoptés par la Chambre déterminaient une certaine somme devant servir à liquider les institutions. Le législateur de 1894 a laissé aux intéressés le soin de fixer le mode de réalisation des ressources nécessaires au fonctionnement des Sociétés primitives ou à leur liquidation, suivant les cas. Les ouvriers nouveaux, ne profitant pas des avantages stipulés dans ces Compagnies, devront contribuer à cette liquidation, au même titre que les ouvriers anciens.

Au point de vue de la garantie des engagements contractés en vertu des art. 22, 23 et suivants, la loi ne s'est pas montrée assez prévoyante. Elle aurait dû imposer aux patrons et ouvriers l'obligation de verser les fonds, soit à la Caisse nationale des retraites, soit dans une des caisses prévues à l'art. 4 et d'assurer le placement des capitaux, conformément au § 3 du même article. Elle a prescrit, dans l'art. 5, des mesures de sécurité relativement à des suppléments facultatifs de pension et pour la constitution des sommes destinées à assurer l'exécution des mesures transitoires, elle a été moins exigeante. L'art. 28 décide, en effet, que le capital constitutif des rentes incombant, soit aux caisses de prévoyance, soit aux exploitants, *pourra* être déposé, en totalité ou par annuités successives, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui devra, en ce cas, inscrire les rentes au livret individuel de chaque ayant-droit et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

V.

STATISTIQUE ANTICIPÉE DES CAISSES DE RETRAITES ET DES SOCIÉTÉS DE SECOURS (1).

I. — CAISSES DE RETRAITES.

L'art. 2 de la loi du 29 juin 1894 prescrit un versement de 40/0 pour les retraites.

(1) Nous ne nous occupons que du personnel des mines. Il ne nous est pas permis d'établir, dès maintenant, le nombre des employés et ouvriers des in-

Le 9 juin de la même année, M. Souhet avait demandé, à la Chambre des députés, de porter le versement à 6 0/0 pour les patrons et à 3 0/0 pour les ouvriers, en tout à 9 0/0. En calculant à 3 0/0, au lieu de 3.50 0/0 (la rente étant montée au-dessus du pair), l'auteur de l'amendement établissait que l'ouvrier, sur un salaire de 1,200 fr. à 55 ans d'âge, après 30 années de service, ne pouvait toucher qu'une pension de 226 fr. 08. Sur le taux de 3 fr. 50 0/0 la rente aurait atteint 261 fr.

Le Ministre avait critiqué cette proposition, en affirmant que l'employé travaillait depuis 14 ans. D'après le calcul établi sur la base de 1,200 fr., l'ouvrier devait recevoir, selon lui, une rente de 410 fr. à 55 ans d'âge et de 700 fr. à 60 ans.

Nous n'adoptons pas l'optimisme du Ministre. Le salaire annuel moyen de l'ouvrier n'est pas de 1,200 fr. mais de 962 fr. 30 (voir plus loin Caisses de Secours). Il n'est pas certain que l'ouvrier qui débute à 14 ans, dans le travail des mines, touche 962 fr. 30; il ne reçoit qu'un salaire de 450 fr. environ, dans les premières années (Disc. parlementaires, 9 juin 1894). En admettant que de 14 ans à 18 ans, il reçoive 450 fr. et à partir de 19 ans jusqu'à 55, 962 fr. 30; en tenant compte des années de service militaire, on trouve que l'ouvrier a droit à une pension de 292 fr. 55 à 55 ans. On est loin des 410 fr. dont parle le Ministre. Poussons plus avant et supposons que l'ouvrier verse, dès l'âge de 14 ans, sur un salaire de 962 fr. 30 (ce qui est impossible), on arrive à une retraite de 349 fr. 71. Il n'a pas été tenu compte cependant du chômage qui doit être pris en considération. En juillet 1894, 1,8 des mineurs et 1,6 des carriers ont été sans travail. En septembre et octobre de la même année la proportion du chômage a été de 3 0/0 pour les mines et de 3 0/0 pour les carrières. En décembre 1894, 3 0/0 des carriers et 70/0 de ces derniers, en avril 1895, n'ont pas trouvé d'emploi (Bulletin Office du Travail, juillet, septembre, octobre, décembre 1894, avril 1895).

La rente était également au-dessus du pair, le taux de 3 fr. 50 0/0 sur lequel sont établis les tarifs de la caisse des retraites est trop élevé. Par voie de conséquence, la rente correspondant annuellement à chaque versement de l'ouvrier doit être diminuée. On avait donc raison de protester, dans une certaine limite, contre ce chiffre de 4 0/0. En le

dustries annexes des mines, des minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert et de leurs industries annexes, qui demanderont à faire partie des nouvelles institutions (art. 9 § 4 et art. 31).

fixant à 5 0/0, comme l'avait décidé le projet de la Chambre du 24 mars 1888, on serait arrivé à un résultat plus équitable. L'industrie minière n'aurait pas eu à supporter des charges considérables; l'excédent de 10/0 représenterait 15 ou 16 c. en plus par tonne et des droits de douane de 1 fr. 20 par tonne avaient été établis pour protéger les exploitations françaises contre la concurrence étrangère (Sénat, 16 février 1893. J. O. du 17).

En prenant pour base le salaire annuel moyen de tous les mineurs de France, les exploitations verseront annuellement aux caisses de retraites :

$$\frac{1.39663.410,50 \times 4}{100} = 5.586.536,42.$$

La période à laquelle les institutions de retraites auront atteint le maximum étant de 40 ans environ, on peut calculer les rentes énormes que ces institutions auront alors à servir.

Les dépenses occasionnées par les frais de gestion des caisses syndicales ou patronales devront venir en déduction des sommes versées; mais il est à présumer qu'elles n'atteindront pas le chiffre exagéré de 400,000 fr. par an; en Allemagne, elles ne dépassent pas, de ce chef, 1/2 mark (62 c. 1/2) par tête.

II. — SOCIÉTÉS DE SECOURS

I. — *Sociétés de Secours Mutuels.*

La circulaire ministérielle du 29 juin 1894 engageant les intéressés à s'inspirer des opérations des Sociétés de secours mutuels, il serait donc intéressant d'examiner rapidement le fonctionnement de ces institutions.

D'après le rapport en date du 1^{er} novembre 1894 présenté par le Ministre de l'Intérieur (Bulletin de l'Office du Travail, Janvier 1895) les Sociétés de secours mutuels, en 1892, comprenaient 1,283,021 membres participants, dont 952,490 pour les Sociétés reconnues ou approuvées et 330,531 pour les Sociétés autorisées. Les recettes, dans le premier cas, s'élevaient à un total de 22,241,668 fr. et les dépenses à 20,481,322 fr. soit un excédent de recettes de 1,760,346 fr. Dans le second cas, les recettes étaient de 9,118,542 fr. et les dépenses de 6.981.115, soit un

excédent de recettes de 2,137,427 fr. Les seules cotisations des membres participants n'auraient pas été suffisantes pour pourvoir à la dépense moyenne totale que chacun d'eux occasionnait à l'association dont il faisait partie. En 1892, la recette moyenne fournie par chaque membre aurait été de 14,93 et la dépense de 19,36.

II. — *Caisses de Secours.*

A. — *Recettes.*

1° Cotisations des patrons et du personnel.

En 1892, il y avait 146,645 mineurs touchant un salaire moyen annuel de . . . 977 fr. 08 par tête (1).

En 1893, il y avait 145,135 mineurs touchant un salaire moyen annuel de . . . 962 fr. 30 — (2).

Si nous prenons la dernière statistique comme base, nous arrivons aux résultats suivants :

a) Salaire annuel moyen de tous les mineurs français :

$$145,135 \times 962,3 = 139.663.410,50.$$

b) Pour avoir les cotisations totales qui alimentent la caisse, il faut prendre les 3 0/0 du salaire annuel de tous les mineurs, soit :

$$\frac{139.663.410,50 \times 3}{100} = 4.189.902,31.$$

c) Donc la cotisation moyenne annuelle par mineur est de :

$$\frac{4.189.902,31}{145,135} = \underline{\underline{28,87.}}$$

Le chiffre de 20 fr. accordé primitivement par la loi à la caisse de maladies était donc insuffisant.

(1) Bulletin Office du Travail, mars 1894.

(2) Bulletin Office du Travail, avril 1895.

2° Autres recettes.

Les ressources des caisses comprendront de plus (art. 6) :

- a) Les sommes allouées par l'État sur les fonds de subvention aux Sociétés de secours mutuels ;
- b) Les dons et legs ;
- c) Le produit des amendes.

Étudions chacune de ces sources de revenus :

a) Subvention de l'État. Dons et legs. Le Ministre a affirmé à la Chambre que les fonds seraient distribués comme pour les Sociétés de secours mutuels. En tenant compte de cette déclaration, on arrive au résultat suivant :

Le total des fonds distribués aux sociétés de secours mutuels s'élevait 1892 à 1,389,735 fr. et le nombre des membres participants s'élevait à 1,283,021, cela donne par membre :

$$\frac{1.389.735}{1.283.021} = 1,08 \text{ (1).}$$

Pour 145,135 mineurs, on obtient une subvention de :

$$145,135 \times 1,08 = 156.745 \text{ fr. } 80$$

b) Amendes et droits d'entrée :

$$\frac{380.918 \times 145.635}{1.283.021} = 43.089,35.$$

Soit au total : $156.745,80 + 43.089,35 = 199.835,15$.

$$\text{Ou par tête } \frac{199.835,15}{145.135} = \underline{1,38.}$$

En ajoutant $(1,08 + 1,38)$ ou 2,46 à 28,87, on trouve comme recettes totales 31,33.

B. — Dépenses.

Le rapport en tant pour cent des dépenses, pour les Sociétés de secours mutuels, s'élève à 18,11

(1) Bulletin Office du Travail, janvier 1895.

Cette proportion sera légèrement modifiée dans notre cas. D'après le compte-rendu de M. l'ingénieur en chef Keller, les accidents dans les mines sont de 30 0/0. Pour les sociétés de secours mutuels, ils ne s'élèvent pas à plus de 24,85 0/0. On devra tenir compte des 5 0/0, qui pourront faire monter la moyenne de 18,11 à 21,73

Les ressources seront suffisantes pour couvrir les dépenses, étant donné que celles-ci se renouvelleront d'une façon constante. Les membres faisant partie des caisses atteindront presque immédiatement leur maximum, tous les ouvriers et employés étant assujettis à la loi. Il en sera ainsi, par voie de conséquence, des recettes et des dépenses.

L'excédent des recettes devra servir, partie, à augmenter les pensions de maladies; partie, à alimenter le fonds de réserve.

Si l'on suppose que l'excédent des recettes est versé entièrement à la réserve, soit :

$$31,33 - 21,73 = 9,60$$

Comme la réserve totale doit être de :

$$4,189,902,31 \times 2 = 8,379,804,62$$

Et que les 9,60 représentent $\frac{4.189.902,31 \times 9,60}{400} = 402.231,62$

Pour réaliser la réserve, il faudra donc :

$$\frac{8.379.804,62}{402.231,62} = \underline{21 \text{ ans environ.}}$$

Il est vrai que les frais pourront être augmentés s'il faut mettre, au moins provisoirement, à la charge des caisses de maladies, les frais résultant de pensions fournies pour tous les cas d'invalidité (Arg. mot « Infirmités » de l'art. 7) (1).

La statistique des mines de Prusse nous apprend, en effet, que sur 37,598 invalides, en 1892, il y avait 35,406 entièrement incapables de travailler et 2,492 demi-invalides.

Le travail que nous avons établi plus haut, concerne la période normale des institutions de secours, période qui sera atteinte, quand la loi obligatoire sur les accidents sera votée et que la loi actuelle sera mise en application (art. 23).

(1) Bulletin Office du Travail, juin 1894.

S'il fallait s'appuyer sur la statistique des caisses des associations minières d'Allemagne (Bulletin Office du Travail, juin 1894. France), on trouverait par membre participant, une recette moyenne de 89 fr. et une dépense de 77 fr. Mais nous ne pouvons accepter cette statistique, comme base de comparaison, car elle prévoit le règlement des accidents survenus pendant le travail et de toutes les invalidités sans exception.

Voici quelques rapprochements que nous avons établis :

1^o L'indemnité de maladie était, en 1892, de 1 fr. 30 environ pour les Sociétés françaises de secours mutuels et de 1 fr. 80 pour les caisses minières d'Allemagne. Rappelons pour mémoire que la plupart des anciennes Compagnies minières ne donnaient, chez nous, que 0 fr. 50 en moyenne.

2^o Le nombre annuel moyen de jours de maladie, par membre participant, était, en France, de 5 jours et en Allemagne de 7 j. 7 (6 j. 7 en 1891). La différence tenait aux accidents qui étaient réglés dans le second cas et qui n'étaient pas prévus dans le premier.

3^o Les frais de gestion se sont élevés, en France, à 0 fr. 91 pour les Sociétés de secours mutuels, en 1892, et en Allemagne à 1 fr. 91 pour les institutions des mines.

4^o Les frais de maladie atteignaient une moyenne de 19,56, chez nous. En Allemagne, la proportion était de 24,41. Cet écart tenait à l'étendue des caisses allemandes.

5^o Pour la même raison, les arrérages de pensions, étaient, en France, de 2,14 et en Allemagne, de 43,53.

En Belgique, les six caisses minières du Centre, de Charleroi, de Liège, de Luxembourg, de Mons, de Namur, comptaient, en 1892, 116,420 membres. Leurs recettes ne dépassaient pas 2,713,535 et leurs dépenses 2,219,591. La valeur moyenne de la cotisation patronale était de 18,50 (les institutions du Centre et du Luxembourg opéraient seules, des retenues sur les salaires des ouvriers, soit une somme de 215,124 fr.). La dépense moyenne totale était de 19,10.

VI

CONCLUSION.

Il se produit en Europe, en ce moment, une poussée irrésistible du côté de l'obligation. L'Allemagne et l'Autriche ont ouvert la voie qui a

été bientôt suivie par la France (loi du 29 juin 1894) et la Norvège (loi du 23 juillet 1894). Le gouvernement suédois a déposé, au commencement de l'année 1895, un projet d'assurance obligatoire contre l'incapacité permanente de travail (Bulletin Office du Travail, mai 1895, France). Dans le 3^e Congrès international des accidents du travail tenu à Milan, du 1^{er} au 6 octobre 1894, les délégués italiens ont déclaré hautement qu'ils optaient pour l'obligation. La Suisse, depuis 1887, étudie les bases de l'assurance obligatoire. A cet effet, le conseil fédéral a prescrit la statistique des accidents, et le recensement de la population et des ouvriers pour connaître le rapport exact entre le nombre des accidents et celui des ouvriers. Déjà, les cantons de Bâle et de Saint-Gall (loi des 19-25 mai 1894) ont établi une assurance obligatoire contre le chômage.

Le Bulletin de l'Office du Travail du mois de mai de cette année donne un aperçu de la situation financière des caisses d'assurance-maladies, en Allemagne. Les résultats obtenus ne sont rien moins que satisfaisants. Les organes locaux de toutes les caisses se sont unis pour demander que le délai légal de 18 semaines soit abaissé à 7 et même à 4 semaines, comme en Autriche. La loi du 10 avril 1892 autorise les corporations à se substituer aux institutions de secours, mais cette disposition n'est pas suffisante; les délégués demandent que l'assurance-accidents prenne à son compte toutes les charges, bien avant la quatorzième semaine.

Nous n'entreprendrons pas ici de justifier le système de l'obligation; l'avenir seul établira si cette solution était la seule bonne. La grande affluence des capitaux sur les marchés ruinera l'épargne courante et abaissera le taux de l'intérêt. Il est à craindre que, dans ces conditions, les revenus ne soient pas suffisants à couvrir les dépenses.

Du moment que l'obligation des versements et des retenues est reconnue nécessaire, on ne doit pas permettre aux affiliés de se soustraire aux exigences de la situation. Le principe de la liberté que l'on invoque souvent ne trouve pas ici son application. La faculté serait nuisible à l'ouvrier et au patron. L'ouvrier pourrait se laisser éblouir par une promesse plus ou moins certaine et perdre le bénéfice de la pension à laquelle il peut avoir droit. Le patron, de son côté, devant maintenir l'égalité de salaire entre tous les employés, soumis ou non à l'obligation, supporterait, en définitive, toutes les charges. Par devoir d'humanité, il serait encore tenu de secourir les ouvriers libres qui se trouveraient dans une situation malheureuse. La loi de 1853 n'a pas

craint, d'ailleurs, de violer la liberté, en imposant aux fonctionnaires des retenues sur leurs traitements.

La loi du 29 juin 1894 a réalisé un grand progrès et mis fin à de nombreux abus. Il est à présumer que les patrons ne donneront que le minimum prescrit par la loi; plusieurs de leurs organes ont déjà émis leur opinion à ce sujet. Les ouvriers se montrent, en général, satisfaits des nouvelles dispositions établies en leur faveur. Leurs députés ont eu plusieurs fois l'occasion de s'expliquer, sur ce point, à la tribune. Seules, quelques exploitations telles que celles de Grand-Combes et de Bessèges ont déposé des pétitions à la Chambre pour le maintien des anciennes institutions.

PIERRE BUTEL,

Docteur en droit,

Juge suppléant au tribunal civil d'Orléans.

Une grève d'imprimeurs parisiens au XVI^e siècle 1539-1542

La *Revue* a publié, dans son numéro de septembre 1894, le récit d'une grève des typographes lyonnais au xvi^e siècle. Dans les documents qui accompagnaient cette étude, il était souvent fait allusion à un conflit analogue, qui faillit, vers la même époque, arrêter le travail de l'imprimerie parisienne. Le 30 juin 1541, maître Pierre Granier, délégué à Paris par les consuls, leur rapportait que le chancelier n'avait pas voulu accorder définitivement un édit sur la matière avant que le lieutenant civil eût prononcé sur le cas des maîtres et compagnons imprimeurs de Paris. Et l'ordonnance royale du 28 décembre 1541, qui met fin à la grève lyonnaise, rappelle ce qui s'est passé à Paris, « où aussi les serviteurs compagnons imprimeurs faisaient tout de même que ceux-ci, s'étant élevés contre les maîtres, avec telles occasions que dessus ».

Les deux conflits de Lyon et de Paris sont donc à la fois contemporains et parallèles. — Grâce au précieux *Catalogue* de M. Léopold

Delisle (1), j'ai pu étudier, aux Archives nationales, dans les registres du Châtelet, les lettres et édits royaux relatifs à cette affaire (2). J'essaierai d'analyser ces documents, et de comparer les événements de Paris avec ceux de Lyon.

I

Le *tric* lyonnais avait commencé au printemps de 1539 (3); il semble que le conflit parisien lui soit postérieur de quelques semaines au moins. — Le roi ne s'exprime pas avec une minutieuse exactitude lorsqu'il écrit, en novembre 1541, que la lutte dure depuis « deux ans en ça ». Mais, tandis que le sénéchal de Lyon avait déjà rendu sentence sur le cas des imprimeurs de cette ville à la date du 31 juillet 1539, sentence confirmée par le roi dès le 21 août, c'est seulement le 31 août qu'est signé le premier édit relatif aux imprimeurs de Paris. Au reste il n'est pas impossible d'établir une liaison entre les deux mouvements; je ne sais si les ouvriers parisiens ont été excités à la rébellion par l'exemple et les conseils de leurs camarades d'entre Saône et Rhône, mais à coup sûr les maîtres imprimeurs de la capitale ont suivi très attentivement ce qui se passait chez leurs confrères, car la requête qu'ils présentèrent au roi est copiée, parfois littéralement, sur la sentence précédemment prononcée à Lyon par Jean du Peyrat. Le roi ne paraît jamais avoir considéré ces deux affaires que comme liées l'une à l'autre, les édits qu'il rend pour Lyon reproduisent ceux qu'il rend pour Paris et réciproquement; les uns et les autres, au moins en tant qu'ils suppriment les confréries d'ouvriers, s'inspirent également de la grande ordonnance de Villers-Cotterets, qui est aussi du mois d'août 1539.

La requête présentée au roi par les maîtres de Paris, nous a été

(1) T. IV nos 1168, 11239, 12243. — Dupont *Hist. de l'impr.* signale ce conflit, t. I, p. 139 et t. II, p. 522, cite le préambule et la fin de l'édit du 31 août 1539 (déjà indiqué par Brillonn) et l'article sur les marques.

(2) *Bannières*, Y. 9, f° 162 v°, 166 et 231. M. L. Delisle signale, de ces mêmes pièces, des copies du xvii^e siècle, aux Archives de la Préfecture de Police, *Lamoignon*, t. VI, f° 558 et 665.

(3) « Depuis trois ou quatre mois en ça », dit-on le 31 juillet, et le 21 août : « puis quatre ou cinq mois en ça ».

conservée intégralement dans l'édit du 31 août ; elle y est incorporée (1), et l'édit ne fait guère que lui donner force de loi. Cette requête, qui contient dix-sept articles, nous renseignera sur le vrai caractère du conflit.

Notons d'abord que les choses ne se passent pas exactement à Paris comme à Lyon. Tout d'abord est-il certain que le travail ait effectivement cessé dans l'imprimerie parisienne dès le début du conflit ? C'est ce que le texte ne nous dit nulle part. On se borne à nous faire savoir, dans le préambule, que « les compagnons et ouvriers dudit état d'imprimerie, besognants sous lesdits maîtres, au moyen de certaine confrérie particulière qu'ils ont élue entre eux, ont par monopole et voie indirecte fait délibération de ne besogner avec les apprentis ». Il s'agit donc bien d'une coalition ayant pour objet la cessation combinée du travail, mais la grève avait-elle déjà éclaté, ou était-elle simplement menaçante ? Il est vrai que, dans le cinquième article, on interdit aux compagnons de faire « aucun *tric*, qui est mot pour lequel ils laissent l'œuvre » : d'où l'on pourrait inférer que la chose avec le mot était venue de Lyon jusqu'à Paris, si précisément cet article n'était la copie littérale du huitième de la sentence du sénéchal. En outre, la question des apprentis semble avoir joué à Paris un rôle tout à fait prépondérant, bien plus important que celle des salaires (2).

Le *tric* lyonnais avait donné lieu à un procès devant le lieutenant du sénéchal, représentant local de la justice royale ; le roi était intervenu, d'abord pour confirmer la sentence, ensuite pour conférer à son délégué l'autorité nécessaire pour châtier les récalcitrants ; il fixe les détails de la procédure et édicte des pénalités. Rien de tel à Paris. Ce ne sont pas deux parties, représentées par un certain nombre de mandataires nommément désignés qui comparaissent devant un tribunal pour y soutenir contradictoirement leurs prétentions ; ce sont les maîtres qui saisissent directement le roi de leurs plaintes ; celui-ci leur donne complètement raison, et laisse aux tribunaux ordinaires, Châtelet et Parlement, le soin d'assurer l'exécution de son ordonnance. Cette différence entre les deux textes vient-elle de ce que la confrérie des ouvriers typographes n'avait pas, à Paris comme à Lyon, une

(1) Mais elle a été préalablement remaniée par le conseil, puisqu'on y lit, art. 10 : « aux conservateurs de nos privilèges... »

(2) Les maîtres parisiens ne proposent pas de remplacer le salaire-nourriture par un salaire-argent. Le contrôle des aliments est remis au prévôt de Paris, et non à une institution charitable.

organisation aussi puissante que celle des maîtres (1) ? On leur interdit bien « de faire aucuns serments, monopoles, et n'avoir aucun capitaine entre eux, lieutenant, chef de bande ou autres, ni bannières ou enseignes, ni s'assembler hors les maisons et poêles de leurs maîtres ni ailleurs en plus grand nombre de cinq », mais c'est peut-être là une clause de style, car elle se trouvait déjà dans la sentence de Lyon. Il peut en être de même de l'interdiction de porter « aucunes épées, poignards ni bâtons invasibles ». Les atteintes à la liberté du travail ne semblent pas avoir eu à Paris le même caractère de gravité qu'à Lyon. On ne signale pas, du moins au début, de violences contre les maîtres, ni contre le guet. La grève, même lorsqu'elle eut lieu, n'a pas été une sédition, et le roi ne songe pas à menacer les compagnons de la torture ou de la peine capitale. C'est un simple procès civil qui se débat entre les deux confréries.

Entre les imprimeurs lyonnais et le roi, il y avait le consulat, c'est-à-dire une forte oligarchie municipale, très soucieuse de conserver à la ville son renom et sa richesse. Il envoie un délégué en cour à côté de celui des maîtres, et l'édit du 28 décembre 1541 sera rendu à « l'humble supplication de nos chers et bien amés les consuls, échevins, manants et habitants ». Mais Paris n'a pas de véritables institutions communales; le roi s'y trouve en contact immédiat avec ses sujets; c'est le prévôt de Paris qui seul est compétent pour s'occuper du *tric*, à la fois comme justicier et comme conservateur des privilèges de l'Université, car les imprimeurs se rattachent à ce grand corps. Aussi les maîtres s'adressent-ils directement au roi, sans passer par l'intermédiaire du prévôt des marchands et du bureau de la ville; ils ne songent pas à effrayer les Parisiens par la menace d'un exode collectif, et l'on ne voit même pas que le corps municipal s'intéresse à cette crise. Les maîtres sollicitent du roi non seulement la dissolution de la confrérie ouvrière, mais un règlement général de leur industrie; ils insèrent dans leur requête des réclamations absolument étrangères au *tric*; l'une relative à la propriété des marques, l'autre aux correcteurs de latin; ils s'interdisent aussi de se débaucher réciproquement leurs ouvriers. C'est en leur nom seul que ces diverses plaintes sont présentées au roi, et c'est à « l'humble supplication de nos bien amés les maîtres imprimeurs

(1) Le préambule de l'ordonnance atteste l'existence de la confrérie, avec bourse commune, qu'alimentent en partie les cotisations imposées aux apprentis, avec serments, assemblées, banquets, etc.

de notre bonne ville et cité de Paris » qu'est promulgué l'édit du 31 août.

Quelles sont les raisons qui poussent le roi à accepter purement et simplement tous les articles de cette requête? Il paraît n'avoir en vue qu'un seul intérêt, celui de la culture littéraire et scientifique. Dans un fort beau langage (où l'on peut reconnaître la main du signataire de l'édit, Guillaume Budé), il célèbre les services rendus par l'imprimerie à l'esprit humain; elle travaille aussi « à l'honneur et louange de Dieu notre créateur, manutention, soutènement et dilatation de la sainte foi catholique et sainte chrétienté par l'universel monde ». Il rappelle tout ce qu'il a fait lui-même pour développer cet art en son royaume, et comment il a naguère institué à Paris des « imprimeurs royaux ès langues latine, grecque et hébraïque » (1).

II

Cet édit, donné à Villers-Cotterets le 31 août, devait être deux fois lu et enregistré : d'abord en l'auditoire civil du Châtelet de Paris, sur les registres de ce tribunal; puis encore dans ce même auditoire, mais sur les registres de la conservation des privilèges royaux de l'Université. Le premier enregistrement n'eut lieu que le 13 septembre, le second le 14 novembre seulement, car les ouvriers avaient fait opposition à l'un comme à l'autre, et le roi s'était vu dans la nécessité d'adresser au prévôt des lettres pour ordonner l'enregistrement de son édit.

Le registre où nous lisons l'édit du 31 août porte en effet deux fois cette mention : « Vues et publiées en jugement... en ensuivant autres secondes lettres par lesdits maîtres imprimeurs obtenues du roi notre sire ». Nous possédons ces secondes lettres, datées de Compiègne, le 14 octobre 1539 (2). A ce propos il convient de signaler une difficulté chronologique : Les lettres du 31 août sont enregistrées le samedi 13 septembre et le vendredi 14 novembre (3), en même temps que les

(1) C. Néobar, institué imprimeur pour le grec (Dupont, t. I, p. 131 et Delisle, t. III, p. 691) le 17 janv. 1539, et R. Estienne pour le latin et l'hébreu (Dupont, *ibid.*, Delisle ne donne rien à cette date), le 24 juin.

(2) *Bann.*, Y. IX, fo 166 à 167.

(3) Le 13 septembre tomba bien un samedi et le 14 novembre un vendredi (Mas-Latrie, *Trésor de chronol.*)

secondes lettres; or, celles-ci sont datées du 14 octobre, c'est-à-dire d'une date postérieure au premier enregistrement. Faut-il croire que ces lettres du 14 octobre ne sont pas les secondes, mais les troisièmes obtenues par les maîtres, et qu'entre le 31 août et le 13 septembre, le roi publia d'autres lettres, perdues pour nous? Je ne le crois pas; car les lettres du 14 octobre signalent celles du 31 août dans des termes qui ne permettent guère de supposer qu'il y ait eu des lettres intermédiaires, et dans son édit du 19 novembre 1541, le roi fait allusion à deux, et non à trois actes antérieurs. Il faut donc admettre que l'une de ces deux dates, 13 septembre ou 14 octobre, est inexacte ou a été inexactement transcrite sur le registre.

Quelle que soit la vérité sur ce point, il est bon de noter l'attitude prise par les ouvriers depuis la signature de l'édit du 30 août. Ils ne se sont pas seulement opposés à l'enregistrement, mais ils « s'efforcent à continuer les monopoles, assemblées illicites, forces, violences et ports d'armes, autant ou plus qu'ils auraient accoutumé de faire ». Les expressions royales indiquent même une recrudescence d'agitation : les ouvriers tiennent « les maîtres imprimeurs en plus grande sujétion, captivité et crainte qu'auparavant, les injuriant et menaçant tant en public que en privé, troublant leurs maisons et familles et faisant discontinuer le train de l'imprimerie ». On le voit par cette dernière phrase, le travail avait définitivement cessé, et c'est bien à un *truc* que l'on avait affaire.

Les Parisiens étaient-ils encouragés à la résistance par l'exemple des Lyonnais, qui venaient d'interjeter appel au Parlement? Le 29 septembre, le roi donne au sénéchal de Lyon tous pouvoirs pour juger sans appel les faits de grève; le 14 octobre (si toutefois cette date est exacte), il accueille de nouveau les plaintes des maîtres parisiens, ordonne l'enregistrement et l'exécution de son édit du 21 août, et permet au prévôt de juger et punir les contrevenants; on pourra appeler de ses sentences, mais seulement au roi et au conseil privé (1). La plus forte peine que puisse prononcer le prévôt est l'emprisonnement.

Si dur que fût le texte de ces nouvelles lettres, le droit d'en appeler au roi offrait aux ouvriers un nouveau moyen dilatoire; ils en profitèrent aussitôt. Tandis que leurs camarades lyonnais profitaient des grands jours de Moulins pour faire rendre par le Parlement, sur la

(1) L'interdiction d'en appeler à toute autre juridiction indique peut-être que le roi craignait de voir le Parlement soutenir les compagnons, comme il le fit à Moulins.

question des apprentis, un arrêt contraire aux décisions royales, ceux-ci adressèrent au conseil privé une opposition contre les articles III, VI, VII, XIII et XVII (1) de la requête des imprimeurs, c'est-à-dire de l'édit du 31 août. Ces articles sont relatifs : 1° au nombre des apprentis, que le roi refuse de limiter; 2° au droit qu'a l'imprimeur de donner une partie des travaux qui pressent à d'autres ouvriers; 3° au travail des vigiles et au chômage des fêtes; 4° au droit de renvoi; 5° au travail des fondeurs (2).

Nous n'avons de détails précis que sur le règlement donné à la première de ces cinq questions. Les ouvriers avaient sollicité du roi la limitation légale du nombre des apprentis : il serait interdit à chaque maître d'en employer plus de deux ou trois par presse. Le roi en son conseil décida la formation d'une commission d'enquête chargée de rechercher si cette limitation serait ou non avantageuse. L'enquête paraît avoir été faite avec soin du côté des compagnons; à côté de leurs propres témoignages, ils apportent ceux de leurs anciens camarades qui avaient quitté la profession « et s'étaient mis à être taverniers (3) et d'autre métier ». Mais les maîtres se refusèrent à une contre-enquête, sous prétexte « qu'ils ne pouvaient avoir d'autres témoins qu'eux-mêmes » (4).

Dans ces conditions, l'information ordonnée par le roi ne pouvait aboutir à un résultat sérieux. Les parties furent renvoyées devant le lieutenant civil, chargé « d'aviser sur le fait de ladite limitation d'iceux apprentis ». Le roi revenait donc en partie sur son dernier édit, par lequel il avait interdit à ses justiciers de tout ordre de recevoir les appels ou oppositions.

Il n'est pas du tout certain que ce nouveau procès, s'il s'était poursuivi régulièrement, se serait terminé par l'échec des ouvriers. Ils demandaient en somme l'introduction dans l'art d'imprimerie d'une règle en vigueur dans tous les métiers organisés, et le Châtelet, gardien né des vieilles institutions corporatives, pouvait très bien leur donner raison. Ils se crurent assurés de la victoire; ils se laissèrent emporter à des violences contre ceux qui voulaient continuer le travail, si bien que plusieurs grévistes furent emprisonnés. Ce

(1) Le texte dit XVIII, mais il n'y en a que dix-sept en tout.

(2) Tous ces articles reparaitront dans l'édit donné pour Lyon le 28 déc. 1541.

(3) Est-ce déjà le type classique du cabaretier en grèves ?

(4) Si nous avons conservé les procès-verbaux de l'enquête, nous y trouverions sans doute un tableau complet de la situation de cette industrie.

nét'ait pas le moyen de disposer le roi en leur faveur. — D'autre part leur sort se trouvait de plus en plus étroitement lié à celui de leurs camarades lyonnais. En effet, les maîtres de Lyon, au mois de juin 1541, avaient obtenu du chancelier un édit qui révoquait l'arrêt de Moulins. L'édit était déjà « octroyé et corrigé » par le chancelier, lorsque les maîtres parisiens eurent vent de la chose; ils réclamèrent aussitôt pour eux-mêmes ce qu'on accordait à leurs confrères, et le chancelier suspendit toute décision jusqu'à ce que le lieutenant civil eût prononcé son jugement.

Tout porte à croire que ce jugement ne fut jamais rendu (1) et que, par un dernier revirement, le roi accueillit une nouvelle requête des maîtres et trancha souverainement le litige. Il se rendait fort bien compte qu'en demandant la limitation légale du nombre des apprentis les ouvriers réclamaient, par voie indirecte, une augmentation de salaire. Il fallait alors environ cinq hommes employés à chaque presse; si on ne permettait pas au maître d'y occuper plus de deux apprentis, il était contraint de faire appel à trois ou au moins à deux ouvriers salariés. Cette mesure aurait eu pour résultat un renchérissement considérable de la main-d'œuvre. En effet, ce texte nous donne à entendre qu'il arrivait souvent que les maîtres fissent desservir une presse uniquement par des apprentis, ou par quatre apprentis et un seul compagnon; la nouvelle réglementation aurait donc augmenté de deux ou trois cinquièmes la part laissée au travail salarié. Une telle augmentation ne nous paraît pas exorbitante et, ce qui nous confond au contraire, c'est que les apprentis aient pu être employés aux presses dans la proportion de quatre contre un, et même de quatre contre zéro. Mais François I^{er} ne jugeait pas comme nous : les patrons, pensait-il, seront par le nouveau système forcés « d'acheter » leurs ouvriers, qui deviendront les maîtres du marché du travail, et qui, en usant de la grève (2), pourront faire monter indéfiniment le taux de leurs salaires. Il ne veut pas souffrir ce qu'il appelle une « extorsion » et une « exaction », ni tolérer que les compagnons puissent prélever sur leurs

(1) L'ordonnance du 19 novembre annule les « procédures faites de la part des serviteurs et compagnons imprimeurs et *qu'ils font encore de présent contre lesdits maîtres.* »

(2) « Lesquels au plus fort de leurs besognes, par commune intelligence... laisseraient iceux maîtres pour eux faire rechercher encore à grandes prières avec paiement et salaires tels qu'ils voudraient extorquer à leur discrétion... »

salaires des sommes qui leur permettraient de résister à leurs maîtres et de plaider contre eux. Aussi, par un acte arbitraire, il rejette « l'incivile requête » des compagnons, et, recevant au contraire celle des maîtres, confirme pour la dernière fois ses précédents édits, notamment en ce qui concerne la non-limitation du nombre des apprentis. Les procédures engagées par les compagnons, même celles qui étaient alors en cours, sont mises à néant; « silence » leur est imposé, et défense leur est faite de se concerter et cotiser pour plaider contre le nouvel édit; le droit de grève leur est plus formellement que jamais retiré.

Comme on le voit, la défaite des compagnons était complète après cet édit du 19 novembre, enregistré au Châtelet le 9 janvier 1542. A cette dernière date, le roi avait déjà étendu à Lyon, par l'édit du 28 décembre 1541 (1), les mêmes mesures de rigueur et de compression. Commencés à peu près à la même époque et pour les mêmes causes, étroitement liés ensemble pendant près de trois ans, les deux mouvements échouaient presque en même temps. La confrérie parisienne, moins fortement organisée que la lyonnaise, sans doute moins nombreuse, à coup sûr moins mêlée d'éléments étrangers, turbulents et hardis, plus directement soumise au roi, avait été la plus facile à vaincre; le triomphe des maîtres parisiens précipite celui des maîtres lyonnais.

Ainsi donc dans ce xvi^e siècle où l'on croirait qu'une forte organisation corporative rendait impossibles les conflits entre le travail et le capital, nous voyons une des principales industries troublée, dans les deux villes où elle est le plus prospère, par une interminable grève. Seules, de nombreuses études de détail permettraient de dire si les conflits étaient, dans les autres industries, aussi fréquents et aussi graves. Dans tous les cas, il y avait des raisons pour que l'industrie typographique fût une des premières à donner le spectacle de ces luttes. Le roi lui-même indique très nettement la principale de ces raisons : « Ce n'est point métier que l'imprimerie, dit-il, et n'y fait-on aucun chef-d'œuvre, mais est maître qui veut... » En effet, l'imprimerie n'avait jamais été soumise aux règles corporatives ordinaires, elle vivait sous le régime de la libre concurrence. Ce n'est pas seulement par là qu'elle différait des autres industries de l'époque : elle employait des machines, si rudimentaires qu'elles fussent encore, et cela seul

(1) Copié sur celui de Paris, « de mot à mot, mué ce qui faisait à muer. »

était une nouveauté; pour conduire ces machines, il lui fallait un personnel très nombreux d'ouvriers et d'apprentis, et les « poëles » des maîtres ressemblaient déjà moins à un ouvroir du Moyen-Âge qu'à un atelier d'aujourd'hui; l'imprimerie produisait un très grand nombre d'objets du même type, elle les vendait à bon marché, et, sous la pression de la concurrence, elle était amenée à baisser sans cesse les prix de vente, et par suite les prix de revient. Pour toutes ces raisons, elle exigeait de gros capitaux; s'il ne fallait pas, pour y devenir maître, faire un chef-d'œuvre, il était nécessaire d'y engager des fonds bien plus importants que dans les métiers réglementés. L'imprimerie inaugurerait le futur régime mécanique et capitaliste de l'industrie moderne. Elle ne pouvait guère réaliser de bénéfices qu'en réduisant les frais de production: d'où la tentation d'économiser sur la main-d'œuvre, de diminuer les salaires ou, ce qui revient au même, d'augmenter la part du travail non payé, puisque la loi ne limitait pas cette part dans cette industrie comme dans les autres.

A côté de l'imprimerie, qui faisait ainsi dès sa naissance le fécond mais périlleux apprentissage de la liberté, les autres métiers restaient emprisonnés dans ce réseau de règles qui constituaient pour les maîtres et pour les ouvriers à la fois des garanties et des entraves; mais tous étaient plus ou moins atteints par la révolution économique qui se produisait alors, en particulier par l'avilissement des métaux précieux. Aussi craignait-on que la rébellion des compagnons imprimeurs ne fût imitée par d'autres corps d'état: « Car c'est donner, disait François I^{er}, un exemple et occasion aux autres compagnons et serviteurs de métier qui sont en notre royaume de faire quelquefois le semblable, qui est un vrai fondement et entretenement de mutineries et séditions, qui tournent à la fin au grand détriment de la chose publique ». — Telle est la raison de la sévérité déployée par le roi contre les imprimeurs grévistes de Lyon et de Paris.

H. HAUSER,

docteur ès-lettres, maître de conférences d'histoire
à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand.

DOCUMENTS ANNEXES (1).

I

ÉDIT TOUCHANT LES IMPRIMEURS DU ROYAUME DE FRANCE.

François, etc... Reçu avons l'humble supplication de nos bien amés les maîtres imprimeurs des livres de notre bonne ville et cité de Paris, contenant que pour acquérir science à l'honneur et louange de Dieu notre créateur, manutention, soutènement et dilatation de la sainte foi catholique et sainte chrétienté par l'universel monde et décoration de notre royaume, icelui art et science d'imprimer les bons livres et les bonnes lettres ait toujours de notre temps été favorisé et maintenu.

Et mêmement en notre bonne ville et cité de Paris, et jusques puis aucun temps en ça que les compagnons et ouvriers dudit état d'imprimeurs, besognants sous lesdits maîtres, au moyen de certaine confrérie particulière qu'ils ont élue entre eux, ont par monopole et voie indirecte fait délibération de ne besogner avec les apprentis, ce qui pourrait causer la perdition et discontinuation dudit état, font banquets des deniers qu'ils tirent des apprentis, leur font faire serment tel qu'il leur plaît, et au moyen de ladite confrérie, assemblée et monopole, *cel estat, qui par ci-devant était* (2) venu en augmentation, tombe et vient en discontinuation, destruisent, et les livres incorrects et mal imprimés.

Et à cette cause lesdits suppliants, pour réprimer lesdites fautes, monopoles, males et pernicieuses versations, nous ont présenté certains articles dont la teneur s'ensuit :

Premièrement, que lesdits compagnons et apprentis d'icelui état d'imprimeur n'aient à faire aucuns serment, monopoles, et n'avoir aucun capitaine entre eux, lieutenant, chef de bandes ou autres, ni ban-

(1) Je n'ai modifié que l'orthographe de ces documents.

(2) Je corrige ainsi le texte : « ..., et monopolle *que par cydevant nestat* venu en augmentation... »

nières ou enseignes, ni s'assembler hors les maisons et poêles de leurs maîtres ni ailleurs en plus grand nombre de cinq sans congé d'autorité de justice, sur peine d'être emprisonnés, bannis et punis comme monopoliseurs, et autres amendes arbitraires (1);

Item qu'iceux compagnons ne porteront aucunes épées, poignards ni bâtons invasibles ès maisons de leursdits maîtres en l'imprimerie ni par ladite ville et ne feront aucune sédition, sous peine que dessus;

Item que lesdits maîtres fassent et puissent faire prendre autant d'apprentis que bon leur semblera, et que lesdits compagnons ne puissent battre ni menacer lesdits apprentis, ains les laisser besogner à la volonté et discrétion de leur maître, et lesdits compagnons et apprentis ne feront aucuns banquets, soit pour entrée, issue d'apprentissage ni autrement pour raison dudit métier, sur les peines que dessus;

Item ne feront aucune confrérie, ni célébrer messe aux dépens communs desdits compagnons et apprentis, ne pourront choisir ni avoir lieu particulier, ni destiner ni exiger argent pour faire bourse commune comme ils ont fait par ci-devant, pour fournir aux dépens de ladite confrérie, messes, banquets, ni pour faire autre conspiration, sur les peines que dessus;

Item lesdits compagnons continueront l'œuvre encommencée et ne la laisseront qu'elle ne soit parachevée et ne feront aucun tric, qui est mot pour lequel ils laissent l'œuvre, et ne feront jour pour jour, ains continueront, et s'ils font perdre forme ou journées aux maîtres par leurs fautes et coupes, seront tenus de satisfaire lesdits maîtres (2);

Item si le marchand à qui sera l'ouvrage veut avoir plus hâtivement l'œuvre que ne se pourrait faire par ceux qui l'auraient commencée, le maître en pourra bailler partie à faire à d'autres imprimeurs, néanmoins lesdits compagnons ne lairront icelle encore qu'elle ne soit parachevée par eux ou lesdits autres. Et pourront lesdits maîtres assortir lesdits compagnons en leurs ouvrages ainsi qu'ils verront être utile et nécessaire (3);

Item que lesdits compagnons feront et parachèveront les journées aux vigiles des fêtes, sans rien laisser pour faire ne besogner lesdites fêtes, auxquels jours lesdits maîtres ne seront tenus ouvrir imprimeries pour besogner, si n'était pour faire quelque chose préparative et légère pour le lendemain (4);

(1) Comparez *sentence du sénéchal* les items 1, 2, 3 et 4.

(2) *Sentence*, 8.

(3) *Sentence*, 10.

(4) *Sentence*, 11.

Item iceux compagnons ne feront aucunes fêtes que celles qui sont commandées par l'Église (1);

Item que lesdits maîtres fourniront auxdits compagnons les gages et salaires pour chacun mois respectivement et les nourriront et leur fourniront la dépense de bouche raisonnablement et suffisamment selon leurs qualités, en pain, vin et pitance, comme on a fait de coutume louable (2);

Item s'il y a aucune plainte de pain, vin ou pitance, lesdits compagnons pourront avoir recours au prévôt de Paris ou aux conservateurs de nos privilèges ou à leurs lieutenants pour y pourvoir sommairement; et sera ce qu'il en sera ordonné exécuté inclusivement, nonobstant appel, comme en matière d'aliments;

Item lesdits gages et dépens desdits compagnons commenceront quand la presse commencera à besogner et finiront quand ladite presse cessera (3);

Item s'il prend vouloir à un compagnon de s'en aller après l'ouvrage achevé, il sera tenu d'en avertir le maître huit jours devant, afin que durant ledit temps ledit maître et ses compagnons besognants avec lui se puissent pourvoir (4);

Item si un compagnon se trouve de mauvaise vie, comme mutin, blasphémateur du nom de Dieu ou qu'il ne fasse son devoir, le maître en pourra mettre un autre au lieu de lui sans que pour ce les autres compagnons puissent laisser l'œuvre encommencée;

Item que lesdits maîtres ne pourront soustraire ni malicieusement retirer à eux les apprentis, compagnons et fondeurs ni correcteurs l'un de l'autre, sur peine des intérêts et dommages de celui à qui aura fait la fraude et d'amende arbitraire;

Item ne pourront prendre les maîtres, imprimeurs et libraires les marques des uns des autres, ains chaque maître en aura une à part soi, différentes les unes des autres, en manière que les acheteurs des livres puissent facilement connaître en quelle officine les livres auront été imprimés, et lesquels livres se vendront auxdites officines et non ailleurs;

Item si les maîtres imprimeurs des livres en latin ne sont savants et suffisants pour corriger les livres qu'ils imprimeront, seront tenus avoir

(1) *Sentence*, 12.

(2) *Sentence*, 5 et 6.

(3) *Sentence*, 7.

(4) *Ordonnance* du 28 décembre 1841, 12 et 13.

correcteurs suffisants sur peine d'amende arbitraire, et seront tenus lesdits correcteurs bien et soigneusement de corriger les livres, rendre les corrections aux heures accoutumées d'ancienneté et en tout faire leur devoir; autrement seront tenus aux intérêts et dommages qui seraient encourus par leur faute et coulpe;

Item et pour ce que le métier des fondeurs de lettres est connexe à l'art d'imprimeur et que les fondeurs ne se dient imprimeurs ni les imprimeurs ne se dient fondeurs, lesdits articles et ordonnances auront lieu quant aux commandements, inhibitions, défenses, es peines dessusdites, aux compagnons et apprentis fondeurs ainsi qu'ès compagnons et apprentis imprimeurs, lesquels outre les choses dessusdites seront tenus d'achever les fontes de lettres par eux encommencées et les rendre bonnes et valables, autrement seront tenus aux intérêts et dommages des maîtres; et commenceront à besogner par chacun jour à cinq heures du matin et pourront délaissier à huit heures du soir qui sont les heures accoutumées d'ancienneté (1).

Nous humblement requerants lesdits suppliants pour l'observation des choses susdites, manutention et commodité dudit état, sur ce pourvoir de notre grâce;

Pour ce est-il que nous, ces choses considérées et que, pour le grand désir et affection que nous avons à la manutention et dilatation de la sainte foi catholique et religion chrétienne par l'universel monde, nous avons de notre temps pourchassé notre royaume être muni de gens de grand savoir et expérience, à quoi ils ne pourraient parvenir sans copiosité des livres utiles et nécessaires, bonnes, saintes et dévotes lectures, pour à quoi parvenir avons naguères créé et ordonné en notre dite ville de Paris imprimeurs royaux es langues latine, grecque et hebraïque;

Pour ces causes et autres à ce nous mouvants, et après que nous avons fait voir, visiter et entendre lesdits articles par aucuns principaux de notre conseil, avons dit, déclaré et ordonné, voulons et nous plaît que lesdits articles dessus déclarés soient tenus, gardés et observés et iceux avons concédés, loués, confirmés, ratifiés et approuvés, concédons, *etc.*, de notre certaine science, *etc.*, par cestes présentes, par lesquelles nous mandons aux prévôt et bailli de Paris, conservateurs des privilèges royaux dudit lieu, à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenants, que iceux et tout le contenu en cestes présentes ils entre-

(1) *Ordonnance* du 28 décembre 1541, 18.

tiennent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer et enregistrer, à ce que aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, sans faire ni souffrir aucune chose être faite au contraire, mais si aucune chose y était faite ils la réparent et fassent réparer immédiatement et sans délai et procèdent et fassent procéder contre les infracteurs, si aucuns sont trouvés après la publication, tellement que ce soit exemple à tous autres. Car ainsi nous plaît-il être fait. En témoin de ce nous avons fait mettre notre scel à cestes présentes. Donné à Villers-Cotterets, le dernier jour d'août, l'an de grâce mil cinq cent trente-neuf et de notre règne le vingt cinquième. Ainsi signé, sur le repli : Par le Roi en son conseil, maître Guillaume BUDÉ, maître des requêtes de son hôtel. Signé ROBERTET. Et encore sur ledit repli est écrit ce qui s'en suit : « Lues et publiées en jugement en l'auditoire civil du châtelet de Paris en suivant autres secondes lettres par lesdits maîtres imprimeurs [obtenues] du Roi notre sire, ès présences des avocats et procureur du Roi, des conseillers d'icelui seigneur audit Châtelet, et ordonnées être enrégistrées le samedi treizième jour de septembre, l'an mil cinq cent trente-neuf signé [blanc]. » Et aussi encore sur ledit repli est écrit ce qui s'ensuit : « Lues et publiées en jugement en la conservation des privilèges royaux de l'Université de Paris en l'auditoire civil dudit Châtelet de Paris en ensuivant autres secondes lettres par lesdits maîtres imprimeurs obtenues du Roi notre sire, et ordonné icelles être enrégistrées en la présence des gens du Roi en ladite conservation, conseillers, avocats, procureurs et praticiens en grand nombre, le vendredi quatorzième jour de novembre l'an mil cinq cent trente-neuf. Ainsi signé : F. LORMIER ». Et scellées sur double queue de cire jaune. (Archives nat. *Bannières*, Y. IX, f^{os} 162 v^o à 166 r^o.)

II

TOUCHANT LES IMPRIMEURS.

François, par la grâce de Dieu, Roi de France, au prévôt de Paris, conservateur des privilèges royaux de l'Université dudit lieu, ou à ses lieutenants et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants, salut. Reçu avons l'humble supplication de nos bien amés les maîtres imprimeurs de livres en notre bonne ville et cité de Paris, contenant que pour réprimer certains monopoles que grand nombre de

serviteurs ont fait par ci-devant en notre dite ville et cité de Paris, lesdits suppliants nous auraient présenté en notre dit conseil certains articles, lesquels après qu'ils ont été vus et entendus en icelui, nous, par nos lettres-patentes en forme d'ordonnance et édit ci-attachées sous le contrescel de notre chancelier, données à Villers-Cotterets, le dernier jour d'août dernièrement passé, aurions mandé et ordonné les articles contenus en icelle être gardés et observés comme équitables, raisonnables et conformes à bon ordre, paix et tranquillité, et pour faire cesser tous monopoles, désordres et malversations que font lesdits serviteurs ouvriers de l'imprimerie; lesquelles vous auraient été présentées de la partie desdits suppliants afin de icelles faire lire, publier et enregistrer, garder et observer ainsi que mandé vous est par icelui; mais aucuns desdits serviteurs non voulants eux régler ni conformer à raison, mais continuer au désordre dessusdit, se sont opposés à ladite publication et observation de nosdites lettres et par le moyen de leur opposition s'efforcent continuer les monopoles, assemblées illicites, forces, violences et ports d'armes, autant ou plus qu'ils auraient accoutumé de faire, tenant les maîtres imprimeurs en plus grande sujétion, captivité et crainte qu'auparavant, les injuriant et menaçant tant en public que en privé, troublant leurs maisons et familles et faisant discontinuer le train de l'imprimerie, au grand mépris et irrévérence de nosdits édit et ordonnance, détruisent et dommage de la chose publique;

Et à cette cause se seraient lesdits suppliants de rechef retirés par-devers nous en nous humblement requérant sur ce leur pourvoir de notre grâce et remède convenable.

Pour ce est-il que nous, ces choses considérées et même le contenu en nosdites lettres et articles contenus en icelles qui ont été en notredit conseil trouvés raisonnables et utiles pour le bien dudit métier et de la chose publique, vous mandons, et, pour ce que nos dites lettres ci-attachées sont à vous adressants, commandons et enjoignons et à chacun de vous si comme à lui appartiendra, que vous faires icelles nos lettres lire, publier et enregistrer, tant es auditoires de notredit Châtelet que de ladite conservation et partout ailleurs où il appartiendra, et lesdits ordonnances et articles contenus en icelles de point en point selon leur forme et teneur entretenir, garder et observer par mandement, provision et jusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, et à ce faire, souffrir et obéir contraignez et faites contraindre les opposants et tous autres qu'il appartiendra et pour ce seront à contraindre réellement et de fait et par toutes voies et manières dues et

raisonnables, mèmement par arrêt, détention et emprisonnement des personnes de ceux qui voudraient aller au contraire, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, relevées ou à relever, et sans prendre d'icelles la connaissance, desquelles si aucunes en sont interjetées nous avons retenu et retenons à nous et à notre privé conseil et icelle interdite et défendue, interdisons et défendons à tous nos autres juges quelconques. Car tel est notre plaisir. Nonobstant comme dessus et quelconques lettres impétrées ou à impêtrer, ordonnances, mandements, restrictions ou défenses à ce contraires. Donné à Compiègne, le quatorzième jour d'octobre, l'an de grâce mil cinq cent trente-neuf et de notre règne le vingt-cinquième. Ainsi signé : Par le Roi en son conseil, DE LA CHESNAYE. Et scellées de cire jaune sur simple queue. (*Ibid.* f^o 166 à 167 r^o.)

III

LETTRES D'ÉDIT TOUCHANT LES IMPRIMEURS.

François... [*ut suprà*]... salut et dilection. Reçu avons l'humble supplication de nos chers et bien amés les maîtres imprimeurs de livres de notre bonne ville et cité de Paris, contenant que depuis deux ans en ça étant averti des grands désordres et monopoles que les serviteurs compagnons imprimeurs faisaient ordinairement pour ne se vouloir ranger ne contenir en la forme et manière de vivre entremise et accoutumée depuis cent ans en l'art de l'imprimerie, nous aurions pour y pourvoir et donner certain ordre fait mettre et rédiger par écrit en forme d'ordonnance et édit ladite manière de vivre et icelle confirmer, louer, ratifier et approuver par nos lettres-patentes ci-attachées sous le contrescel de notre chancellerie; à la lecture et publication desquelles lesdits serviteurs et compagnons dudit art, voulant continuer leurs monopoles, troubles et discords, se seraient opposés; et pour cette cause nous aurions, par autres nos lettres-patentes aussi ci-attachées et pour les causes contenues en icelles, mandé que nonobstant leurs oppositions nosdits ordonnance et édit fussent lus, publiés et enregistrés, ce que aurait été fait, sur quoi iceux serviteurs et compagnons auraient encore formé autre opposition en tant que touchait les III^e, VI^e, VII^e, XIII^e et XVIII^e articles d'icelles ordonnances. Et depuis parties ouïes en notre privé conseil ;

Mèmement quant au III^e desdits articles, contenant que lesdits maîtres imprimeurs feraient et pourraient faire et prendre autant d'apprentis que bon leur semblerait, lesquels lesdits compagnons laisseraient besogner avec eux à la volonté et discrétion desdits maîtres, sur peine de prison, bannissement et *par nósdits conseillers* (1) aurait été ordonné que icelui article demeurerait en sa force et vertu, moyennant que le nombre des apprentis serait compétent, suffisant et raisonnable. Et combien que auparavant cestui arrêt les causes et raisons desdits maîtres et compagnons eussent été amplement déduites, débattues et entendues, néanmoins iceux compagnons, persistants obstinément à vouloir troubler ledit art d'imprimerie, seraient venus nous importuner de certaine autre requête, où ils nous auraient donné à entendre que de permettre auxdits maîtres et imprimeurs avoir et prendre tant d'apprentis que bon leur semblerait, était chose pernicieuse et à eux grandement dommageable, alléguant là dessus ce que bon leur avait semblé, afin que fût fait certaine limitation du nombre d'apprentis qu'auraient dorénavant lesdits maîtres. Vu laquelle requête en notre dit conseil nous aurions octroyé lettres de commission pour sur ce informer, ce qui aurait été fait, et les informations rapportées par devers nous et icelui notredit conseil privé; et d'autant que lesdits maîtres n'auraient de leur part informé pour la preuve et justification du contraire pour ce qu'ils ne pouvaient avoir autres témoins qu'eux mêmes, contre lesdits compagnons qui s'étaient aussi servis et aidés pour témoins d'autres qui auraient délaissé l'art et s'étaient mis à être taverniers et d'autre métier, les parties auraient été renvoyées par devant vous prévôt de Paris ou votre lieutenant civil pour, appelés nos conseillers, procureur et avocat en notre Châtelet, aviser sur le fait de ladite limitation d'iceux apprentis ainsi que demandaient lesdits compagnons; lesquels voyant qu'ils étaient ouïs en leurs inciviles requêtes et que leur voie leur était ouverte pour continuer le procès contre leurs dits maîtres, qui était un moyen pour mettre en combustion ledit art et le faire cesser et en ce faisant ranger iceux maîtres à leur discrétion, ont recommencé à faire d'autres plus grands monopoles, insolences et batteries, pour lesquels aucuns sont prisonniers, empêchant les uns les autres de besogner, dont ils ne se soucient pas beaucoup, pour ce que ce n'est point métier que l'imprimerie et n'y fait-on aucun chef-d'œuvre. Mais est maître *qui veut... et pour aider à l'aug-*

(1) Je supplée ainsi à une déchirure qui se trouve au haut du f° 231. v°.

mentation (1) d'icelui a toujours été franc et libre. Et est à considérer que ce qui meut et persuade lesdits serviteurs et compagnons à demander et requérir la limitation des apprentis, c'est qu'ils savent bien qu'un maître ne peut besogner avec un seul ou deux apprentis ou compagnons, mais qu'il faut qu'il en ait toujours cinq pour chacune presse, et que étant astreints et réduits iceux maîtres à n'avoir que deux ou trois apprentis pour presse, il faudrait que de nécessité ils achetassent les compagnons, lesquels au plus fort de leurs besognes par commune intelligence qu'ils auraient ensemble, laisseraient iceux maîtres, pour eux faire rechercher encore à grandes prières avec paiement et salaires tels qu'ils voudraient extorquer à leur discrétion, comme ils ont fait ces jours passés et font encore de présent, qui est une vraie exaction publique et manifeste, laquelle ne doit se tolérer, ni aussi semblablement ce qu'ils ont fait en cet endroit pour parvenir à leur intention, ayants mis ensemble argent en commun pour s'élever contre leurs maîtres : car c'est donner un exemple et occasion aux autres compagnons et serviteurs de métier qui sont en notre royaume de faire quelquefois le semblable, qui est un vrai fondement et entretenement de mutineries et séditions qui tournent à la fin au grand détriment de la chose publique. A cette cause, et d'autant que la limitation dessusdite, quand tout est bien considéré, est plus pernicieuse et dommageable que commode est profitable, lesdits maîtres nous ont très humblement supplié et requis que notre bon plaisir fût vouloir faire ensuivre notre premier édit et l'on tienne forme de vivre dudit art de l'imprimerie, lequel jusques ici a été réduit en si parfaite lumière et excellence que notredit Royaume en demeure honoré, exalté et décoré par tout l'universel.

Pour ce est-il que nous, après que les choses dessusdites ont été bien entendues et considérées en notredit conseil... (2), avons dit et déclaré, disons et déclarons, voulons et nous plaît de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale par ces présentes que nos dites lettres d'édit et ordonnance sur la forme et manière de vivre en l'art de l'imprimerie, ci attachées comme dit est, aient leur plein et entier effet et soient entretenues, gardées et observées de point en point selon leur propre forme et teneur, mêmement en ce qui touche l'article faisant mention des apprentis, où il est dit que les maîtres pour-

(1) Déchirures. Voici l'état du texte : « Mais est maistre... on peult sans riens... augmentation ».

(2) Déchirures.

ront faire autant desdits apprentis que besoin leur sera, nonobstant les poursuites et procédures faites de la part desdits serviteurs et compagnons imprimeurs et qu'ils font encore de présent contre lesdits maîtres, lesquelles nous avons de notre puissance et autorité mises et mettons au néant comme chose non avenue, en imposant sur ce silence à iceux serviteurs et compagnons auxquels nous avons défendu et défendons par cesdites présentes, sur les peines indictes par icelui édit d'amende arbitraire et d'être punis comme infracteurs de nos ordonnances et défenses, de ne plus lever argent en commun pour plaider contre la teneur d'icelui notre édit, mais que dorénavant ils aient à besogner quand ils en seront requis par les maîtres en leur offrant et baillant (1) les gages et nourritures accoutumés, vivant honnêtement en paix, amitié et accord comme ils faisaient anciennement et que est contenu par iceux nosdits ordonnances et édit.

Si vous mandons, promettons et enjoignons que nos présents déclaration et vouloir, défenses et contenu ci-dessus vous entretenez, gardez et observez, faites entretenir, garder et observer, lire, publier et enregistrer si besoin est, sans faire ne souffrir faire, aller ne venir directement ni indirectement au contraire en quelque façon ou manière que ce soit ; car tel est notre plaisir, nonobstant comme dessus et quelconques ordonnances, restrictions, mandements ou défenses, et lettres au contraire... (2). Donné à Eschou (3), le *xix^e jour de novembre, l'an* de grâce mil cinq cent quarante et un et de notre règne le vingt-septième. Ainsi signé : Par le Roi en son conseil, BAYARD. Et scellé sur simple queue de cire jaune, et au-dessous est écrit : « Vues et publiées en jugement en l'auditoire civil du Châtelet de Paris, en la présence des avocats et procureur du Roi notre sire audit Châtelet, des conseillers dudit seigneur, avocats, procureurs et praticiens en icelui Châtelet, et ordonnées être enregistrées, lesdites gens du Roi ce requérant, le lundi neuvième jour de janvier l'an mil cinq cent quarante-un. » (*Ibid.* f° 231 à 233 r°.)

(1) Le passage depuis « nos ordonnances » jusqu'ici, d'abord oublié par le scribe, a été ajouté en marge.

(2) Déchirures.

(3) Le texte porte « Eschou », suivi d'un blanc. M. L. Delisle ne reproduit ce nom qu'en le faisant suivre d'un ? — Il est à noter que nous avons, du 19 novembre 1541, huit actes datés de Fontainebleau (Delisle, t. IV, p. 255-6, et t. VI, p. 645). Il existe, à environ 18 kil. à l'E.-N.-E. de Fontainebleau, au lieu dit « Echou », qui a donné son nom à un bois voisin, et un village et un château d'Echouboulains. C'est sans doute de là qu'est daté l'édit.

MOUVEMENT SOCIAL

ÉTATS-UNIS

La grande Exposition internationale de 1893 a montré au monde entier les ressources énormes et les possibilités extraordinaires des Etats-Unis; mais elle a — en même temps — découvert l'inutilité de ces ressources quand la défiance du public n'ose y recourir et les mettre en usage. De véritables montagnes d'argent étaient entassées dans les banques; mais l'appréhension du public l'avait détourné d'emprunter cet argent et de le mettre en exploitation dans le commerce ou dans l'industrie. C'était la paralysie au sein de l'abondance. Si l'on veut des preuves pour étayer le caractère psychologique d'une crise, on peut les trouver dans les événements de la fin de 1893 et du commencement de 1894. C'est surtout l'affaire de l'économie politique; mais la psychologie sociale peut aussi tirer parti de ces faits significatifs.

Le marasme de l'industrie et le désordre des classes ouvrières ne sont pas choses extraordinaires; mais la méthode adoptée pour remédier à la situation a été chose unique. Elle a consisté en une pétition personnelle adressée au Congrès national par des compagnies et des processions de personnes sans emploi.

L'auteur de ce plan est un nommé Coxey, homme d'affaires respectable, établi dans l'Ohio central. Il avait annoncé à grand bruit le départ pour Washington d'une armée de 100.000 ouvriers; mais à l'époque fixée il n'en réunissait qu'une centaine, qui commença, dans les derniers jours de mars 1894, sa marche — longue de trois cents milles — sur la ville fédérale. Le cahier de Coxey demandait surtout l'émission de 500.000.000 de dollars de rente fédérale à raison de 20.000.000 par mois, pour la construction de chaussées nationales. En suivant cette méthode il engageait dans les travaux publics tous les ouvriers sans emploi, qui devaient obtenir du travail à raison de 7 fr. 50 par jour, la journée étant de huit heures. — Un autre projet consistait à permettre à tout Etat, territoire, comté ou municipalité d'emprunter au gouvernement fédéral, pour des travaux publics, jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de l'emprunt. L'Etat ou la municipalité dépose

ses propres obligations qui ne rapportent aucun intérêt, au ministère des finances fédérales, et le gouvernement prête des billets fédéraux d'une valeur égale. L'emprunt est remboursable en vingt-cinq versements annuels. — L'*armée* marcha sans se livrer à aucun excès, par des temps affreux, à travers un pays montagneux; les pauvres ouvriers allaient à pied, M. Coxey en voiture, et le lieutenant Brown à cheval. Le lieutenant Brown était doué d'un caractère singulier; c'était un politicien sans esprit de suite doublé d'un mystique exalté. Il nommait sa compagnie l'*Armée de la République de Jésus-Christ*; et il attendait l'incarnation de l'âme du Seigneur dans le peuple. Il annonce la révolution sociale et le grand renversement de « ce système infernal de la banque, ce système suceur de sang » (*the infernal blood-sucking bank-system*) et du *règne de l'usure*.

Cependant le projet de Coxey relatif aux chaussées nationales reçut l'adhésion de la Fédération américaine du travail; mais l'expédition n'aurait que fort peu attiré l'attention publique si les journaux n'avaient pas exagéré l'affaire. Cette armée était chose qui ne s'était jamais vue, et une foule de reporters la suivirent à cheval. Les mouvements de la compagnie étaient télégraphiés partout; et ces pauvres pèlerins aveugles furent — pendant plusieurs semaines — le centre de l'observation générale. Encouragées par la notoriété qu'on fournissait si gratuitement à ce corps expéditionnaire, d'autres armées se mirent en marche de divers points des Etats; il en vint même de Californie; et quelques-unes passèrent les Montagnes-Rocheuses.

Coxey avait annoncé qu'il menait 100.000 hommes à l'assaut du Capitole, pour montrer d'une façon sensible la misère des ouvriers. Mais le 1^{er} mai une malheureuse bande de 336 infortunés se présenta à la vue des passants dans les rues de Washington. Les manifestations étant interdites dans le parc du Capitole, cette « pétition bottée » ne put arriver au palais du Sénat. Les pèlerins durent s'arrêter aux frontières de la terre promise; cependant Coxey et Brown dépassèrent les lignes des gendarmes; mais arrêtés et emprisonnés, ils furent condamnés à une amende « pour avoir foulé l'herbe ». Telle fut la fin mélodramatique de la grande armée. Les troupes diverses furent pendant quelque temps une source d'ennuis pour les municipalités où elles se trouvaient; mais peu à peu elles se dispersèrent et l'affaire tomba dans l'oubli. Quelques-unes de ces troupes étaient composées de pauvres enthousiastes, exaltés par des théories impossibles à réaliser; mais la plupart n'étaient que des « chevaliers de la chaussée » qui virent là une occasion de gagner leur pain, et de se faire transporter

aux fais du peuple. La police de Washington avait fait des préparatifs bien agencés; précaution inutile! Toutefois dans l'Ouest la chose fut plus sérieuse. On arrêta des trains et on exigea des communes une fourniture de vivres considérable; mais en quelques semaines l'ordre se rétablit. Il ne reste de tout cela maintenant que le souvenir d'un rêve; et tout est passé comme un chapitre d'histoire ancienne. L'affaire n'eut aucun résultat. Son écroulement a montré que bien des personnes se trouvaient sans emploi; mais ces essais de réforme n'ont absolument servi à rien.

Quant au marasme du commerce, nombre d'opinions différentes s'élevaient. Quelques fonctionnaires, pour impressionner vivement le public, pour augmenter les secours charitables, pour faire preuve de sollicitude envers le peuple, ou par intérêt politique, ont exagéré le nombre réel des ouvriers sans emploi, et ont peint la situation sous des couleurs plus sombres qu'il ne convenait. Dans le *Quarterly journal of Economics*, janv. 94, M. Closson a donné des statistiques exactes concernant certains centres d'industrie; mais il n'a pas osé tirer des conclusions générales. Pourtant certains faits ne sont que trop évidents. Ce sont les Etats et les villes où s'exerce principalement l'industrie et l'exploitation des mines, qui ont dû porter le fardeau le plus pesant. Au contraire les villes qui se trouvent dans une région tributaire d'agriculture sont celles qui ont le moins souffert. D'ailleurs la situation n'a rien eu que d'ordinaire. Chaque hiver beaucoup d'ouvriers chôment; et la crise ne fit qu'exaspérer un état chronique.

La grève du grand chemin de fer (1894) a peut-être été une affaire d'un intérêt plutôt économique que sociologique. Elle a pourtant montré les avantages et les limites de la combinaison de ces éléments ouvriers et grandes corporations. Les difficultés avec la « Great Pullmann Sleeping Car Company » firent naître une grève sur toutes les lignes qui se servaient de ces wagons. Le centre du trouble était à Chicago; et c'est là que la violence des grévistes éclata et terrifia le pays, jusqu'à l'arrivée des troupes appelées pour réprimer les désordres. La presse a donné force comptes-rendus de cette affaire; mais le plus digne de confiance se trouve dans le rapport de la commission chargée par le président Cleveland de faire sur ces événements une enquête complète. Occasionnellement, le compte-rendu fait une critique de la célèbre ville de Pullmann, que la Compagnie possède tout entière, et qui a passé pour avoir résolu le problème d'une vie idéale pour l'ouvrier. La commission en regarde l'administration comme trop paternelle, et pense que les employés devraient avoir plus de voix dans les affaires de la ville.

Après avoir condamné la combinaison du Railway comme outrepassant les droits des corporations, le compte-rendu critique aussi vivement le « Labor Union ». L'omission dans la constitution de l'« American Railway Union » d'une clause expresse pour la punition d'un membre qui commet des violences ou incite à des violences sur les personnes ou la propriété, mérite, dit-il, une condamnation sévère. Cependant il n'y a point de preuve que les officiers aient commis des actes d'illégalité; les outrages venaient des oisifs plutôt que des grévistes.

Les recommandations de la Commission ne sont pas du tout radicales, mais elles se présentent avec une grande différence d'opinions. Elle considère comme prématuré de donner au gouvernement la propriété du chemin de fer ou l'arbitrage coercitif, mais elle recommande l'institution d'une « Commission des grèves des États-Unis » avec la puissance nécessaire pour donner à ses décisions force de loi. Quant aux États, elle leur recommande un système d'arbitrage, et elle demande que les contrats qui contraindraient les employés à ne pas se joindre à une « Labor Union » soient considérés comme illégaux. Personne ne peut se plaindre du conseil donné aux patrons d'employer des moyens plus doux et plus conciliants.

La législation de l'année dernière, dans les États de l'Union, n'a pas fourni des résultats bien fructueux. Un tiers environ des Chambres de représentants a tenu ses réunions, et quelques-unes ont formulé des lois d'un caractère économique et social. L'amélioration de l'état des employés a fait un grand pas. Cette amélioration s'est d'abord produite pour les États comprenant de grandes villes et de grands centres de population. Ordinairement, l'État de Massachusetts arrive au premier rang pour les lois concernant les fabriques; mais beaucoup d'autres États le suivent de près. On a imité, en Maryland, les lois sur le règlement des « petites industries », règlement mentionné dans ma dernière chronique (1).

(1) Voici le texte de la loi à Maryland : « Si un individu ou un corps engagé dans la fabrication ou la vente d'habits, ou de tout autre article par lequel le mal soit transmissible, a, sciemment, par achat, contrat ou toute autre manière, directement ou indirectement, ordonné ou permis que quelques vêtements, ou toute autre chose que ce soit, comme il a été précédemment dit, fussent fabriqués ou confectionnés, en tout ou en partie, et dans un endroit ou dans des circonstances nuisibles à la santé publique, ledit individu ou ladite corporation, après avoir comparu devant une cour de juridiction compétente, sera condamné à une amende de 10 dollars au moins et de 100 au plus pour chaque vêtement ou article, faits ou fabriqués ainsi qu'il est dit ci-dessus. »

On a essayé de préciser le sens de ces mot : *une place nuisible à la santé publique*. La loi déclare que toutes les salles d'une usine ou d'une fabrique doivent avoir au moins 400 pieds cubiques d'espace pour chaque ouvrier. Si le thermomètre monte à 80° Fahrenheit (1), du mois d'octobre au mois de mai; si dans une salle de moins de 500 pieds carrés il faut avoir de la lumière artificielle entre huit heures du matin et quatre heures de l'après-midi; si les débris de la fabrication ne sont pas enlevés tous les jours; si la ventilation n'est pas suffisante; s'il y a dans la salle des ouvriers frappés d'une maladie contagieuse, l'inspecteur doit citer le propriétaire devant le tribunal compétent. La loi est très bien conçue, sauf le mot : *sciemment*, qui laisse au propriétaire un moyen de se dérober; il faut constater, en effet, qu'il avait *connaissance* de la maladie qu'il a contribué à répandre.

Maryland a aussi établi une loi pour limiter l'emploi, dans les fabriques, des enfants au-dessous de douze ans. Chose curieuse! les exceptions à la règle sont les plus nombreuses dans les manufactures spéciales de cet État. Ce qui est défendu dans les manufactures de laine, de coton, etc., est justement permis aux établissements de raffinerie, etc. D'autre part, c'est surtout en été qu'on emploie, dans les fabriques, des enfants ne remplissant pas les conditions ci-dessus mentionnées.

Il y a, dans les lois sur le travail, faites dans différents Etats, des progrès évidents, mais de moindre importance. Dans l'Ohio, les cours d'arbitrage peuvent maintenant faire exécuter leurs décisions pour autant que les parties l'ont stipulé dans leur demande d'arbitrage. Le Colorado et l'Utah ont adopté, pour les travaux publics, la journée de huit heures. A New-York, les citoyens des Etats-Unis peuvent seuls être employés dans les travaux publics de l'Etat. A New-York, également, l'emploi des condamnés sur les grand'routes, dans un espace de 30 milles autour de la prison, a été accepté. Quand, en réponse aux protestations de *l'union du travail*, les condamnés furent privés de tout emploi, les meilleurs esprits prédisaient que ce plan ne vaudrait rien. Les politiciens ne semblent pas prêts à décider la question; toutefois, ce mouvement à New-York est un essai louable pour donner au prisonnier un moyen de payer sa vie. Quelques Etats récriminent contre les biens de la prison. En fait, l'Etat de New-York a incorporé, dans sa nouvelle constitution, une clause stipulant qu'après janvier 1897, les

(1) Environ 27° c. (Note du traducteur.)

condamnés ne seraient pas employés à la manufacture d'articles quelconques, en concurrence sur le marché avec les produits du libre travail. La législature doit trancher la question dans l'espace de deux ans. Sans doute, la concurrence avec les entrepreneurs spéciaux qui font leur travail à des prix bien moins élevés que des profanes, est digne d'être prise en considération; mais ce n'est pas une raison pour tenir les prisonniers dans l'inertie aux dépens de l'Etat; d'autant plus qu'au point de vue moral il est bon de ne pas remettre de telles natures en contact avec le monde sans leur donner de l'occupation, alors qu'ils ont l'esprit abattu par l'emprisonnement.

Cet hiver, deux commissions très utiles ont fonctionné. L'une dans le Massachusetts, sous la présidence du professeur D.-R. Dewy, a creusé la question de « l'inemployé » et en fera un compte-rendu sous la législature de 1895. L'autre, à New-York, appelée « House Commission », a attiré l'attention sur une foule de maux des districts populeux de la ville.

L'Ohio a maintenant une chambre d'arbitrage pour les discussions relatives au travail. Le Massachusetts protège l'ouvrier contre les extorsions du « labor bureau ». Si le travailleur qui obtient sa place par l'un de ces bureaux est renvoyé par son patron pour toute autre raison que son refus de donner satisfaction, l'agent doit payer 5/6 de la somme donnée à titre de commission.

D'autres lois établissent la journée de huit heures, pour les travaux publics, dans le Colorado et dans l'Utah. On ne peut employer que des citoyens dans l'Etat de New-York. Dans le Iowa, le payement bi-hebdomadaire est obligatoire.

La question des liqueurs a obtenu un regain de considération durant l'année. Le projet de la Caroline du Sud, publié dans mon dernier compte-rendu, a heureusement abouti. Sa mise à exécution a causé un grand bruit et une forte ébullition dans certaines parties de l'Etat, si bien que l'armée a été appelée au secours du gouverneur. En avril 1894, la majorité de la cour suprême de l'Etat a décidé que la loi était inconstitutionnelle, parce qu'elle créait un monopole de la vente des liqueurs, fonction qui n'appartenait pas au pouvoir de police de l'Etat. Mais une nouvelle série de juges a tenu cour en octobre et a décidé que les liqueurs énivrantes étaient dangereuses pour la morale, pour la santé, pour le bon ordre, que c'étaient des denrées extraordinaires; d'où l'Etat peut — à titre d'exercice des pouvoirs de la police — contrôler la vente des liqueurs même au point d'en monopoliser le commerce. La loi est très impopulaire dans les villes et les cités, mais extrêmement

appréciée dans les districts moraux de la Caroline du Sud. Nous pouvons voir que les expériences continuent à donner de bons résultats, malgré bien des difficultés. Dans le Massachusetts, on a failli faire passer un bill, qui avait les principaux traits du système pratiqué en Suède. Les adresses et les comptes-rendus du professeur E. R. L. Gould ont eu une grande influence sur la propagation de la connaissance de ces matières dans les Etats-Unis.

Le nouvel intérêt que l'on prend à l'étude de la sociologie, en Amérique, est un phénomène digne de considération. Assurément, il y a toujours eu des personnes qui ont écrit et professé sur les sciences de la société; mais c'est seulement dans ces dernières années qu'on les a jugées dignes de prendre une grande extension dans les cours académiques.

Le mouvement, en Amérique, revêt un caractère mi-populaire, mi-scientifique. Les grandes maisons d'éducation, qui rayonnent en tous sens des écoles de Chantanam et tout ce qui est connu comme *University extension*, inculquent à des milliers de familles les éléments de l'économie politique, et vulgarisent cette idée que la société doit être étudiée suivant une méthode scientifique. Avec le concours des journaux, et d'un petit nombre de prédicateurs avancés, le public comprend — comme il n'avait jamais fait jusque-là — que les grèves et les troubles sociaux doivent être réglés d'après des principes scientifiques. Peut-être les premiers résultats pratiques en ont-ils été l'organisation de la charité sur une base scientifique. Il sera pourtant long de faire comprendre à la grande masse du public que les dons faits au hasard sont plus nuisibles qu'utiles, et que la bonté du cœur humain peut créer une classe de vampires sociaux. Mais la plupart des cités importantes prennent les mesures nécessaires pour que leur œuvre de charité soit conduite par des enquêteurs habiles, assistés des citoyens désireux du bien public.

Mais le fait remarquable qui fait augurer d'un bon avenir, c'est la fondation de nouvelles écoles et de nouvelles chaires de professeur de sociologie dans les différentes universités. La science sociale a peut-être reçu sa plus grande impulsion, dans ces dernières années, à l'Université de Johns Hopkins. Mais d'autres n'ont pas tardé à suivre cet exemple, et ont continué à marcher dans la voie ouverte. Les facultés les plus fortes pour l'année à venir seront à Columbia College dans la ville de New-York, et à l'Université de Chicago. Il est très remarquable que le meilleur travail a été le produit de ces universités,

situées dans de grandes villes, où l'humanité et le problème social peuvent être le mieux étudiés.

Des associations diverses ont servi d'instrument pour éveiller le goût du public dans ces matières, aussi bien que son intérêt scientifique. La plus ancienne de ces associations est la « *American Social Science Association* », fondée en 1865 ; jamais depuis lors elle n'a fait de travail plus précieux dans ses réunions annuelles, et dans la publication de son « *Journal of Social Science* ». Crime, punitions, éducation, santé publique, et mille autres problèmes sociaux ont été chaque année pris en considération, et les débuts de l'application pratique des méthodes scientifiques peuvent être rapportés aux efforts de cette société. Jusqu'à ces derniers temps elle avait le champ large pour elle-même. La société pour l'avancement de la « *Christian Sociology* » se propose d'appliquer la morale du Nouveau Testament aux questions économiques du jour, et de montrer aux ministres chrétiens la nécessité de faire attention aux problèmes sociaux et de les aborder avec des connaissances et une intelligence particulières.

Il n'est pas jusqu'à l'« *American Economic Association* » — dont le champ n'est pas nécessairement social — qui ne donne beaucoup d'attention aux questions sociologiques. Au congrès tenu à New-York pendant les vacances de Noël, bien du temps a été consacré aux discussions du domaine relatif à l'Économie Politique et à la Sociologie. C'est là une preuve de la nouveauté de la science dite Sociologie, et peut-être une telle discussion n'est-elle pas du plus haut profit, mais elle montre la place à laquelle la Sociologie prétend dès maintenant dans la hiérarchie académique.

Des ouvrages récents comme « *Handbook of Sociology* » (1) de Giddings, « *Introduction to the Study of Society* » (2), de Small et Vincent, s'attaquent encore aux limites de la science ; mais ils servent de base utile pour l'étude et les recherches scientifiques. De vives discussions sur la question de savoir si la Sociologie doit renfermer toutes les autres sciences à elle relatives, ou seulement une part d'entre elles, ne sont pas pour apporter beaucoup de vérités pratiquement utiles ; mais l'intérêt sera éveillé par elles, et les études concrètes se poursuivront, et bientôt on en arrivera à donner une définition exacte.

Comme contribution à l'étude de la question des races en Amérique,

(1) Manuel de Sociologie.

(2) Introduction à l'Étude de la Société.

on peut noter « *Statistics of the Negroes in the United-States* » (1) de M. Henry Gannetts. Pour la statistique, M. G. a largement puisé dans le « *United-States Census* » (2). Mais la corrélation est de son crû. La brochure est accompagnée de tables et de diagrammes intéressants. En voici les conclusions :

« Les nègres croissent rapidement dans ce pays, et cependant diminuent relativement aux blancs.

« Ils émigrent vers le Sud en venant des États frontières et descendant dans les États du Sud vers l'Atlantique et le Gulf.

« Ils préfèrent la vie de la campagne à celle de la ville.

« La proportion des criminels chez les Nègres est bien plus grande que chez les Blancs, et celle des pauvres est au moins aussi grande.

« Au point de vue de l'éducation, le nombre des Nègres fréquentant les écoles est bien inférieur au nombre des Blancs ; mais il augmente rapidement.

« Une seule génération s'est écoulée depuis l'établissement de la liberté dans ce peuple d'esclaves. Pour élever un peuple sauvage à l'état civilisé, ce ne sont pas des années, mais bien des générations qu'il faut laisser passer. Les progrès que cette race a faits dans cette génération en activité, en moralité, et en éducation, sont pour combler de joie tous ses amis, — sauf ceux toutefois qui espéraient une conversion tenant du miracle. »

Traduit par L. Brandin.

JOHN-MARTIN^{*} VINCENT,

Professeur à l'Université Johns Hopkins de Baltimore,
Associé de l'Institut International de Sociologie.

REVUE DES LIVRES

ABBÉ MAURICE DE BAETS, *L'Homme de génie selon Lombroso*,
broch. in-8°, 1895, Louvain.

C'est une critique alerte et par moment une exécution en règle des théories du célèbre maître italien au sujet de l'homme de génie. Le génie est, pour Lombroso, comme on sait, une psychose dégénérative du groupe épileptique.

M. de Baets résume brièvement chacun des arguments invoqués par le rénovateur de l'anthropologie criminelle et le fait suivre d'une critique succincte mais souvent fort juste.

(1) Statistique des Nègres dans les États-Unis.

(2) Recensement des États-Unis.

L'homme de génie est souvent petit, dit Lombroso. Il cite 37 individus plus ou moins géniaux, de taille inférieure, et n'en trouve que 22 de haute taille. « Il serait bien téméraire, dit M. de Baets, de baser une théorie scientifique sur une pareille induction. » En effet.

Les anomalies crâniennes mises au premier plan par le maître italien n'offrent guère d'argumentation plus convaincante. Les génies ont souvent, comme les fous, des capacités crâniennes considérables ; mais il en est qui ne présentent qu'une capacité réduite ; et il est probable qu'il ne existe un grand nombre de capacités moyennes. Ce qui fait que les génies présentent en somme les variétés communes à l'espèce humaine en général et qu'il n'y a pas là, de nouveau, matière à différenciation physique.

M. de Baets souligne particulièrement l'étrange contradiction de Lombroso, au sujet de ce que le génie comporte de misonéisme. Il est, en effet, fort singulier de voir Lombroso, à la page 21 de sa dernière édition, affirmer que les génies *sont essentiellement misonéiques*, puis écrire, à la page 636 : « les génies ne sont pas misonéiques, mais sont des haisseurs du vieux, des fauteurs du nouveau et de l'inconnu. »

Lombroso considère, comme les caractères des productions géniales, l'inconscience et l'instantanéité. M. de Baets constate, au contraire, que les œuvres de génie sont marquées au coin d'une persistance et d'une volonté remarquables. Il cite l'exemple de Newton qui calcule pendant vingt ans avant de lancer sa théorie de la gravitation.

Quant au feu du génie, qui, selon Lombroso, fait ressembler l'homme de génie au fou dans ses accès, il n'est autre que l'excitation renforcée qui accompagne toute besogne intellectuelle, voire même toute préoccupation un peu vive. Et même l'amnésie, si commune aux hommes de génie, selon Lombroso, n'est que la conséquence de cette préoccupation intense qui concentre l'attention et les facultés qui en dérivent sur un seul point, laissant l'esprit comme fermé pour le restant.

Lombroso cite un grand nombre d'hommes de génie chez lesquels il croit retrouver les caractères appartenant à l'épilepsie. Or, il faut avouer qu'un très grand nombre de ces caractères n'ont guère de parenté avec ce que nous savons des manifestations du mal comitial ; puis, on est tout aussi autorisé à tenir la crise épileptique, quand elle existe — ce qui est rare — comme l'expression d'un épuisement dû au surmenage intellectuel, qu'à considérer l'œuvre géniale comme un succédané de l'accès convulsif.

Mais la réplique la mieux motivée est celle qu'adresse M. de Baets à l'assertion du maître italien prétendant que « tous les pays de rase plaine, la Belgique et la Hollande..... manquent d'hommes de génie. » Le critique, touché au vif, réplique d'abondance. Et il a la partie belle du reste. Il lui suffit de citer nos Rubens, nos Vandyck, nos Téniers, nos Jordaens, nos Van Eyck, nos Memling, etc., pour démontrer que dans les

arts, par exemple, les génies ne manquent pas dans les rases plaines de la Belgique. Et nos rases plaines ne sont pas plus pauvres que d'autres en matière de savants illustres ou de littérateurs de grand talent.

L'auteur termine son travail par quelques considérations sur ce qu'il faut entendre par génie, et sa manière de voir se rapproche beaucoup de celle exprimée par Nordau qu'il cite, du reste, avec complaisance.

JULES DALLEMAGNE.

Professeur à l'Université de Bruxelles,
Membre de l'Institut International de Sociologie.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Revista de Derecho y de Sociologia.

Dans le numéro de la *Revue* de février dernier, nous signalions l'apparition du 1^{er} fascicule de la *Revue* espagnole de droit et de sociologie. En montrant ce qu'avait de louable cette tentative pour faire pénétrer en Espagne les conceptions sociologiques, surtout parmi les juriconsultes, nous conseillions à la jeune *Revue* de donner une place moins étroite à la science sociale, fut-ce au détriment de la jurisprudence. Nous avons eu le plaisir de voir ce conseil suivi. Outre une étude de M. Gumerindo de Azcarate à propos du livre de M. Kidd « *Social Evolution* », la « *Revista* » a publié un travail de M. Francisco Giner de los Rios sur « les personnes sociales dans l'Ethique de Wundt », et divers fragments de MM. de Aramburu, Buylla, Posada, Sela, Dorado, V. Letellier, etc... En outre, elle a reproduit en langue espagnole d'intéressants articles sociologiques de MM. Louis Gumpłowicz, Antoine Menger, Charles Gide, G. d'Aguanno, G. Richard. Dans sa revue des livres et des périodiques, elle a analysé d'une façon très complète les principaux ouvrages et articles de science sociale parus en 1894 et 1895. Ses six numéros mensuels, de janvier à juin 1894, forment donc une série tout à fait digne d'attention, et l'on eût pu espérer que, sous l'active direction de M. Adolfo Posada, son fondateur, le succès la couronnerait. Il paraît malheureusement que l'indifférence du public n'a pu être vaincue, et une note parue en tête du numéro de juin de la « *Revista* » nous annonce qu'elle va cesser d'être publiée. Nous le regrettons vivement, car cette tentative pour attirer de plus en plus l'Espagne dans le mouvement sociologique contemporain méritait à tous égards de réussir. Espérons que ses promoteurs, désormais disjointes, voudront, du moins, la continuer par leurs travaux individuels.

RENÉ WORMS.

INFORMATIONS

L'Institut International de Sociologie vient de faire paraître, à la librairie de la *Revue*, le premier volume de ses *Annales*. Celui-ci renferme les statuts de l'Association, la liste de son bureau, de ses membres et de ses associés, le compte-rendu du congrès qu'il a tenu, à Paris, en octobre 1894, et la reproduction intégrale des mémoires qui ont été présentés à ce congrès, avec un résumé des discussions qu'ils ont soulevées. Nous ne rappelons pas les titres de ces travaux, cités déjà par la *Revue*, dans son numéro d'octobre 1894. Nous dirons seulement qu'ils sont dus à MM. Abrikossov, Combes de Lestrade, Dorado, Enrico Ferri, Fiamingo, Douglas Galton, Louis Gumpłowicz, Maxime Kovalevsky, C. de Krauz, John Lubbock, J. Mandello, Novicow, Posada, Simmel, Tarde, Tœnnies, Émile Worms et René Worms. (*Voir la 4^e page de la couverture*).

Le V^e congrès pénitentiaire international vient de se tenir à Paris, avec beaucoup d'éclat, en présence d'un grand nombre d'adhérents étrangers, dont plusieurs délégués officiels de leurs gouvernements. On y a discuté, du 1^{er} au 10 juillet, des questions relatives à la législation pénale, au régime des prisons, aux moyens préventifs contre le crime, à l'enfance coupable. De nombreux rapports, adressés au congrès, ont été ou vont être publiés.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

- Pierre Arminjon*, le Gouvernement local en Angleterre (in-8°).
Travaux de l'American Economic Association (in 8°).
Gaston Moch, Alsace-Lorraine (in-12°).
P.-C. Revel, la Vie future (in 8°).
André Lichtenberger, le Socialisme au XVIII^e siècle (in-8°).
Ed. Benoit-Lévy, Manuel des Sociétés de Crédit agricole (broch. in-8°).
Maurice Charnay, Législation directe et parlementarisme (in 12°).
Statistica delle elezioni generali politiche, 1895 (in-8°).
Alfred Fouillée, Tempérament et caractère selon les individus, les sexes et les races (in-8°).
G. Tarde, les Lois de l'Imitation, 2^e édition (in 8°).
Frederic Harrison, the Meaning of History (in 8°).
E.-T. Hamy, Considérations générales sur les races jaunes (broch. in-8°).
A. Douarche, les Anciennes Minutes des notaires (broch. in 8°).
Ladislav Gumpłowicz, von der Weltbühne, poésies traduites du polonais d'Adam Asnyk (broch. in-8°).
René Henry, étude sur la Compensation en droit romain (in-8°).
René Henry, la Petite propriété rurale en France (in-8°).
N. Reichesberg, Sozialismus und Anarchismus (broch. in-8°).
R. dalla Volta, della Beneficenza nel presente momento (in-12°).
Miss Collet, report on the Statistics of employment of women and girls (in-8°).
Moustafa Kamel, Conférence sur l'Égypte (broch. in-8°).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. Lafray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Quelques réflexions sur l'enseignement de la sociologie.

L'enseignement de la sociologie en France en est encore à ses débuts. Un cours de sociologie a été créé en 1887 à la Faculté des Lettres de Bordeaux, et il est professé depuis cette époque par M. Durkheim. Le conseil municipal de Lyon subventionne depuis deux ans un cours de sociologie professé par M. A. Bertrand. Il n'existe pas jusqu'ici d'autres créations régulières de ce genre (1). C'est bien peu, et cependant, quelque espoir que l'on ait dans l'avenir de cet enseignement, on ne saurait s'étonner beaucoup de la lenteur de ses premiers développements. L'idée même de la sociologie est aujourd'hui mal déterminée; et comment donnerait-on à l'étude de cette science une grande extension, lorsqu'on n'a encore qu'une notion assez flottante de ce qu'elle devrait être, et des services qu'elle pourrait rendre?

La récente création d'un doctorat ès sciences politiques et économiques me paraît cependant devoir contribuer tôt ou tard à augmenter l'importance de l'enseignement de la sociologie; et la question de

(1) Je mentionnerai cependant, en passant, quelques conférences de sociologie faites dans les Facultés de Droit. Ainsi, cette année même, M. Hauriou a fait à la Faculté de Droit de Toulouse un cours de sociologie.

savoir comment cet enseignement doit être compris reçoit, par suite de cette création, un intérêt plus immédiat.

Il n'est pas inutile que, pour aider à la solution de cette question délicate, ceux qui se sont risqués les premiers dans cette voie mal frayée fassent connaître les résultats des expériences qu'ils ont tentées. C'est dans cette pensée que je publie dans cette *Revue* les programmes des deux premiers cours libres de sociologie, que j'ai faits en 1894 et 1895, à la Faculté des Lettres de Montpellier. Mais, auparavant, j'indiquerai quelques-unes des raisons qui m'ont décidé à choisir d'abord des sujets de sociologie générale, et je résumerai les remarques que j'ai pu faire au cours de ces leçons sur les conditions qui pourraient assurer le succès d'un enseignement de cette nature.

I

Avec l'organisation actuelle de notre enseignement supérieur et la distinction tranchée des diverses Facultés, il est très probable que l'enseignement des sciences sociales sera institué exclusivement dans les Facultés de Droit, et confié par conséquent à des agrégés de Droit. Il est vrai que, dans la discussion qui a précédé au Conseil supérieur de l'Instruction publique l'établissement du nouveau doctorat, l'administration a reconnu qu'il ne s'agissait nullement d'instituer un monopole en leur faveur. Mais, dans la pratique, l'idée ne se présentera guère de faire appel à d'autres auxiliaires; et on peut tenir pour certain que presque seules les Facultés de Droit seront chargées d'enseigner la sociologie, à quoi je vois à la fois des avantages et des inconvénients, que je vais indiquer brièvement.

Les premières recherches des sociologues après Auguste Comte, ont été principalement des recherches d'un caractère très général. Les sociologues se sont bien souvent opposés eux-mêmes aux juristes, aux économistes, comme aussi, d'ailleurs, aux politiques et aux moralistes de la vieille école. Et cependant, c'était de droit, c'était d'économie politique, de politique ou de morale qu'ils s'occupaient, eux aussi. Mais leur prétention était d'en traiter scientifiquement; et ils considéraient volontiers les spécialistes comme des hommes de l'art. Ils leur reprochaient de vouloir trancher, avec leurs préjugés traditionnels, des problèmes d'une extrême complication; et ils leur assignaient comme tâche de recueillir, puis d'appliquer ou de tourner en préceptes

les lois que la sociologie leur ferait successivement connaître. Voilà peut-être des raisons qui ont d'abord enfermé la sociologie dans les généralités. Cette attitude s'imposait dans l'étude purement scientifique d'objets très complexes, dont les détails très variables ne peuvent guère donner matière à des prévisions même approchées.

Il est possible que cette attitude soit encore aujourd'hui celle du plus grand nombre des sociologues. Cependant, surtout dans ces dernières années, elle s'est peu à peu modifiée, depuis que les spécialistes, cessant de plus en plus d'établir leurs recherches sur des considérations purement traditionnelles, et prenant plus nettement conscience de l'intérêt social qui s'y attache, ont commencé un peu partout de se piquer eux-mêmes de sociologie. Ce sont eux qui ont, bien qu'un peu timidement, dénoncé le caractère conventionnel, simpliste, et souvent très arbitraire des théories sociologiques; et, de ce côté, du moins, leur œuvre est à louer à peu près sans restriction.

Ainsi, dans la sociologie, un second courant s'est formé, sous l'influence du premier, mais contre le premier. De plus en plus on se défie de la sociologie générale; on admet couramment que, le champ des études sociales étant beaucoup trop vaste pour être mis en valeur par un seul esprit, et étant même très incomplètement exploré, le mieux est de s'en tenir aux études de détail. C'est à la longue, et par l'effort parallèle et indépendant de tous ceux qui s'occupent de l'économie politique, du droit, de la science politique ou de la morale, que la sociologie pourra se constituer comme science.

Cette division du travail ne présente plus, d'ailleurs, aujourd'hui, les sérieux inconvénients qu'elle aurait eus naguère. Il n'y a plus à craindre que l'enseignement du droit soit systématiquement hostile à toute nouveauté, décidé d'avance à se maintenir indéfiniment dans les limites d'une pratique routinière, et à user de toutes les arguties d'une scolastique expérimentée pour la seule justification du fait établi. La plupart de ceux qui le donnent savent faire une place aux changements qu'apporte toujours à la conception même du droit le mouvement de la vie sociale: ils savent distinguer, dans des institutions qui sont le produit d'une lente fixation de la conscience du passé, ce qui est solide encore et bien vivant, de ce qui est déjà branlant, battu en brèche par des sentiments ou des aspirations nouvelles, et ne tient plus debout que par la force de l'habitude. Et de même, on ne voit guère, dans nos Facultés, l'enseignement de l'économie politique se réduire à un tranchant exposé de principes infiniment trop simples, à un développement tout déductif et rationnel; et ceux qui le donnent

savent reconnaître la complexité des problèmes, et qu'il ne suffit pas de détourner la tête devant les constants démentis que l'expérience donne à des théories trop étroites.

L'habitude de l'analyse concrète, et la pratique de la méthode comparative historique, se sont généralisées. Une place importante leur est donnée, à peu près partout, même dans l'étude du droit, où cependant la méthode dialectique doit jouer le premier rôle, en raison, soit des fins professionnelles de l'enseignement, soit de la dépendance étroite du droit positif vis-à-vis de la réflexion et de la volonté de l'homme. Le droit comparé, l'histoire du droit, la statistique ont déjà leurs chaires dans plusieurs Facultés. L'organisation du nouveau doctorat fera nécessairement augmenter leur nombre et favorisera le développement de tous les enseignements qui touchent à la science sociale. Ce n'est pas tout de créer des chaires; mais je m'empresse d'ajouter que, parmi les jeunes agrégés de droit ou parmi les professeurs en exercice, on n'aura pas de peine à trouver des hommes compétents et bien préparés à les occuper.

Si la sociologie n'était enseignée que par des philosophes, il faudrait redouter qu'elle ne restât étroite et systématique, trop générale, et par suite très peu pratique, ou même dangereuse, si elle avait la prétention d'énoncer des règles d'action. Enseignée par des historiens, elle tournerait facilement au travail de pure érudition; et, s'enfermant dans la reconstitution d'un passé lointain, elle ne verrait dans le présent qu'un point imperceptible, perdu dans la grande étendue des périodes historiques; par là, elle perdrait encore toute valeur pratique.

Ainsi, le principal avantage que je verrais à cette division des études sociologiques, et à leur développement dans les Facultés de Droit, c'est que la sociologie pourrait bien y gagner en portée pratique, et qu'elle ne serait pas seulement matière à développements ingénieux et brillants.

II

Mais la médaille a son revers. Il y aurait de graves inconvénients à vouloir enfermer cet enseignement tout entier dans les Facultés de Droit; et cela, non seulement parce que telle branche de la sociologie offre un caractère plus spécialement philosophique ou historique,

mais parce qu'on ne pourrait, sans danger, à mon avis du moins, renoncer à poursuivre, parallèlement aux recherches spéciales, les études de sociologie générale.

Remarquons tout d'abord que, parmi les sciences sociales, il en est une qui concerne tout particulièrement les philosophes, c'est la science de la morale. Aussi bien, dans ces dernières années, presque toutes les fois qu'un philosophe s'est tourné vers la sociologie, c'est de morale surtout qu'il s'est occupé. Or, vis-à-vis de la sociologie tout entière, la morale joue en quelque sorte le rôle de science *normative*. Elle indique la direction idéale, et elle fixe les limites de l'action sociale. Faire abstraction complète des considérations morales, c'est rétrécir toutes les autres études sociologiques. Je ne crois pas, sans doute, qu'il soit exact de dire que *la* question sociale est *une* question morale; mais il me paraît évident qu'en toute question sociale une question morale est impliquée; et qu'ainsi, pour résoudre celle-là, il faut tenir compte de celle-ci.

Or, la morale ne tient pas dans une liste de formules absolument claires, indiscutables et indiscutées, que chacun pourrait, sans préparation et sans compétence spéciale, poser comme autant de principes ou de conditions restrictives, au début de ses recherches. On sait bien aujourd'hui ce qu'il y a de pauvreté, d'étroitesse et d'erreur, au point de vue pratique, dans cette réduction de la morale à un aride catéchisme. Les questions morales sont d'une extrême complexité; et la plus fine des observations psychologiques jointe au plus rigoureux des raisonnements ne suffit pas à les résoudre, sans le secours d'une multitude de notions objectives et d'observations comparées sur les mœurs des divers groupes sociaux. J'ajoute même que la fermeté pratique des convictions m'y paraît tout aussi nécessaire que le talent du psychologue ou la science de l'historien.

Nous ne possédons pas en France une solide organisation de l'étude de la morale; et elle existe ailleurs, en Allemagne, par exemple. Nous n'avons encore que bien peu de travaux à opposer à ceux qui, depuis vingt ans et plus, ont paru à l'étranger; et, sauf quelques rares exceptions, nous avons trop longtemps vécu en ces matières sur des notions purement traditionnelles ou beaucoup trop purement formelles.

La sociologie sans la morale reste mutilée; et par la morale, elle sort des cadres des Facultés de Droit et se rattache plutôt à la philosophie.

Je ne veux pas insister ici sur les rapports très évidents qui existent entre la plupart des études sociologiques et l'histoire; mais je voudrais

établir qu'il existe un lien plus solide encore et plus important de ces études à la philosophie ; que, si une sociologie générale ne peut remplacer, elle doit toujours compléter l'enseignement des diverses sciences sociales, et que, bien comprise, elle serait la meilleure des garanties contre les systématisations hâtives et dangereuses.

C'est qu'en effet, les sciences sociales sont des sciences toutes jeunes et extrêmement imparfaites. J'ai entendu d'excellents esprits, très ouverts à toute innovation, de ceux qui ont le plus contribué à rajeunir l'enseignement du droit, qualifier la création du doctorat ès-sciences politiques et économiques (en dépit de la modestie de son titre), de création hâtive, plus spécieuse que vraiment utile. L'une des causes de cette défiance, c'est que ces sciences ne sont encore, dans aucune de leurs branches, constituées d'une façon définitive. Or, non seulement il semble qu'un diplôme, qui ouvre certaines carrières, ne puisse trouver de garanties sérieuses dans des recherches mal définies ; mais encore, et surtout, toutes les fois qu'il en sera autrement, l'étudiant, qui commence par aborder les questions du dehors, sera constamment exposé à prendre pour des vérités acquises ce qui n'est que l'expression provisoire de résultats très incomplets, au moyen d'hypothèses plus ou moins ingénieuses. Pour donner aux idées la forme didactique, on sera conduit à les plier à des postulats généraux, qui sont eux-mêmes contestables ; et au lieu de favoriser le développement de la sociologie, en lui amenant de nombreux adeptes, on risquera d'en compromettre l'avenir, en fixant prématurément ses conditions générales dans l'esprit de ceux qui s'en occupent.

On dit couramment que, seules les études spéciales peuvent donner des résultats positifs ; que, hors d'elles on reste dans les systèmes. Si par là on entend qu'on ne peut se passer d'elles, j'en tomberai d'accord ; mais veut-on dire qu'elles doivent exister seules ? Je crois que c'est une erreur. Les sciences sociales n'ont pas seulement à constater des faits ; mais à en dégager le sens. Et les faits dont elles traitent sont étroitement dépendants les uns des autres, et s'éclairent les uns par les autres. Les études partielles en sociologie ne peuvent être que des analyses préparatoires, dont on ne saurait encore tirer de conclusions pratiques. Aussi, le systématisme est-il un défaut commun à ceux qui, s'enfermant dans les recherches de détail, en feraient sortir des règles d'action, des solutions pour les problèmes de la vie sociale ; comme à ceux qui croiraient que les sciences sociales peuvent se déduire d'une sociologie générale. On peut penser qu'Auguste Comte ou même H. Spencer sont trop souvent systématiques, parce qu'ils

attribuent une valeur excessive à des généralités. Mais aussi que d'économistes, de juristes, de moralistes, sont systématiques, parce que, considérant à part les facteurs économiques, ou juridiques, ou moraux, des faits sociaux, ils se croient en état de trancher ainsi les problèmes qui se posent chaque jour dans la vie sociale, et qui se divisent pour le savant en classes distinctes, suivant que des considérations économiques, juridiques, morales ou autres y jouent ou semblent y jouer un rôle prépondérant.

Il y a donc un systématisme qui naît de la division excessive des phénomènes qui se tiennent, comme il y en a un qui naît de l'habitude de se contenter de vues d'ensemble sur des phénomènes d'une grande complexité. Les spécialistes de la sociologie se sont gardés du dernier; ils échappent moins souvent au premier; et ce qui les y expose, c'est la nature même de leurs études, jointe à l'intérêt pratique de ces questions, à la hâte que l'esprit a toujours de conclure et à la confusion qu'il établit si aisément d'une idée ingénieuse avec une idée juste.

Certes, l'analyse des faits sociaux ne saurait en épuiser la réalité et en saisir d'avance jusqu'aux moindres particularités; aucune science n'épuise son objet; et moins que toute autre la sociologie, à cause de la grande complication de ses données, ou même en raison de la nature de certains de leurs éléments. Mais, d'autre part, l'intérêt pratique des questions sociales oblige le sociologue à tenir compte, au moins en bloc, des éléments que ses analyses ne réussissent pas à isoler. A plus forte raison irait-il à l'encontre de son but, et ajouterait-il, à des difficultés déjà grandes, des difficultés et des causes d'erreurs nouvelles, s'il prétendait dissocier tout à fait les divers phénomènes qui, réellement inséparables, composent la trame serrée de la vie sociale.

Il a toujours le droit de prendre son centre de perspective dans les uns plutôt que dans les autres; mais il ne s'en suit pas qu'en traitant les uns il puisse oublier ou ignorer tous les autres. Je sais bien que la formule d'une loi sociale quelconque, par exemple d'une loi économique quelconque, n'exprime jamais qu'une relation conditionnelle : *Toutes les fois que seront données les conditions a, b, c, dans des circonstances déterminées, le phénomène m se produira*. En cela d'ailleurs, ces lois ne diffèrent pas des autres lois scientifiques. Mais convenir d'avance que *a, b, c* ne peuvent être que des phénomènes économiques, c'est faire de cette relation conditionnelle une relation simplement fictive, qui n'exprimera ni de près ni de loin aucun état réel de la vie sociale, qui ne suffirait par suite à établir aucune prévision, aucune conclusion pratique. Ces formules d'une économie politique exclusive, pour-

ront bien trouver place parmi les recherches qui précèdent l'énoncé des lois économiques; mais elles ne seront plus que des anneaux d'une chaîne qui, en aucun cas, ne se termine à elles, et elles ne retiendront pas plus l'attention que ne la retient, dans un développement analytique, une proposition intermédiaire quelconque.

S'il est vrai que l'intérêt des sciences économiques soit un intérêt pratique, la connexité des divers aspects de la vie sociale fera que, dans l'énoncé d'une loi économique, devront entrer en ligne de compte, non seulement des facteurs économiques, mais aussi des facteurs politiques, juridiques ou moraux.

Il en va de même des autres branches de la science sociale; et par là il est vrai de dire qu'une sociologie générale, c'est-à-dire une détermination préalable des caractères généraux de la vie sociale, est impliquée en toute étude de sociologie spéciale. Mais comment doit-on comprendre ces caractères? à quels signes se distingue un fait sociologique? Se laisse-t-il décomposer entièrement en facteurs individuels, ou comprend-il des facteurs sociaux irréductibles? Doit-il se déterminer exclusivement comme chose, c'est-à-dire par ce qu'il enferme de consolidé? ou ne le saisit-on qu'en le suivant dans son mouvement même et dans la direction idéale de ses changements? A toutes ces questions qui touchent à l'objet et aux méthodes de la sociologie, des réponses différentes ont été faites explicitement par la sociologie générale, et, dans chacune de leurs conclusions particulières, les savants spéciaux les supposent, eux aussi, résolues dans un sens plutôt que dans un autre. La diversité des conclusions en ces matières, les oppositions et les discussions qui en résultent, viennent pour une large part d'une différence dans les solutions admises de ces problèmes généraux. Chacun examine et retourne les faits de toutes les manières et n'arrive guère en fin de compte à entamer les convictions de ses contradicteurs. C'est qu'il faut chercher l'origine du différend ailleurs, dans les postulats qui déterminent le point de vue propre à chacun, et ainsi, pour le vider, c'est à la sociologie générale qu'il faudrait remonter.

Je sais bien que, pour écarter au moins provisoirement ces questions, on allèguera l'exemple des sciences objectives qui n'ont progressé, dit-on, qu'en se séparant de la philosophie, c'est-à-dire en éliminant ou en ajournant les questions générales qu'elles avaient tout d'abord posées. — Vouloir obliger la sociologie à faire ce que ne font plus les sciences positives, n'est-ce pas vouloir l'enfermer à jamais dans cette phase métaphysique qui n'est que l'enfance de la science?

Ce rapprochement de la sociologie et des sciences objectives me paraît inexact à la fois dans ses deux termes :

1^o Il n'est pas vrai que les sciences de la nature aient progressé en éliminant toute philosophie, et, dans cette opinion aujourd'hui banale, je vois une confusion et une erreur. La vérité est que les sciences ne se sont constituées qu'en écartant, soit des questions qui n'ont pas de valeur nécessaire, qui n'ont peut-être même pas de sens (ainsi les questions de première origine), soit des questions qui, n'étant pas de leur compétence, se mêlaient au début avec leur objet propre (ainsi s'est établie la distinction des phénomènes, seuls objets de science, et de la réalité absolue des choses, qui concerne plutôt la métaphysique). Mais cela revient à dire qu'elles se sont constituées à mesure qu'elles ont pu définir leur objet et délimiter leur tâche.

Écarter des questions illusoires ou étrangères, ce n'est pas se dégager de toute affirmation générale et philosophique. Et l'état, dit positif, des sciences, ne consiste nullement à supprimer tout postulat philosophique; mais, ce qui est tout différent, il est atteint lorsque les sciences peuvent sans inconvénient sous-entendre ces postulats; enfin, elles peuvent les sous-entendre lorsque, dans les limites qu'ils leur ont données, ou mieux par le fait même de leur donner des limites exactes, les savants se sont mis d'accord, ou à peu près, sur les postulats qu'ils acceptent. Ainsi, pour prendre un exemple très général et commun à toutes les sciences de la nature, le déterminisme causal peut être considéré, dans les limites de ces sciences, comme un postulat qu'on n'énonce pas, parce que tout le monde l'accepte, et qui résulte d'une exacte définition des conditions dans lesquelles on est convenu d'enfermer la science objective. Le déterminisme causal, voilà l'idée dominante de la philosophie incontestée, mais non pas nulle, des sciences objectives.

Il est faux, par conséquent, que la première condition à réaliser pour arriver à la science, soit d'écarter toute considération philosophique.

2^o Mais, de plus, la sociologie n'est pas exactement comparable aux sciences objectives. Elle en diffère précisément parce que la complexité supérieure, ou peut-être même la nature propre de son objet, lui impose un plus grand nombre de postulats moins simples. Un fait social dépend, en effet, à la fois de conditions physiques, biologiques, psychologiques et sociales. Et par suite, non seulement il est aisé de se laisser aller à ne voir en lui qu'une partie de ses conditions et à le définir par celles-là seulement, tout en croyant l'épuiser; mais

il devient difficile, ou même impossible de saisir l'importance relative exacte de toutes ces conditions. Aussi l'accord s'établira-t-il lentement et d'une façon incomplète sur les postulats de la sociologie et sur la valeur de chacun d'eux.

Je ne veux pas examiner ici la question de savoir si cet état d'imparfaite fixation est inhérent à la sociologie, ou n'est qu'une phase de son développement. Pour la question pratique, qui nous intéresse en ce moment, il suffit que l'on m'accorde que tel est l'état présent de cette science. Il est certain que l'accord est loin d'être réalisé entre les sociologues sur les postulats de leur science. Aussi est-il impossible d'en traiter exactement comme on traite des sciences positives.

Si on tient à la comparaison de la sociologie avec les sciences objectives, on dira que la sociologie n'a pas dépassé la phase philosophique. Et dès lors, s'il faut, en vue de garantir ses progrès futurs, et d'en accroître peu à peu la portée, multiplier les recherches particulières, si l'on ne doit pas se contenter de vues générales, et surtout croire que ces vues d'ensemble tiennent lieu de tout le reste, il est cependant nécessaire, pour empêcher l'esprit de système de s'introduire dans les recherches spéciales et d'en fausser les résultats, de poursuivre parallèlement l'examen comparatif et critique des théories des sociologues.

Par là seulement il sera possible de rectifier et de compléter à la longue les postulats de la sociologie, et d'obtenir sur eux, dans la mesure du possible, cet accord que réalisent dès à présent, sauf sur quelques points secondaires, les sciences de la nature.

La philosophie des sciences sociales ne serait pas actuellement sans danger éliminée de l'étude de ces sciences; elle en apparait comme la garantie et le complément indispensable.

Qu'on m'entende; je ne veux pas dire qu'on doive diviser la sociologie en deux domaines étrangers l'un à l'autre : celui des études spéciales, et celui des constructions philosophiques, générales et dogmatiques. Je désire qu'il y ait dans l'esprit de tous ceux qui s'en occupent pénétration mutuelle aussi complète que possible de ces deux courants. Mais cette fusion ne fera jamais qu'il ne soit pas possible de se placer de préférence à l'un ou à l'autre des deux points de vue; et de plus, il faut la préparer; puisqu'en règle générale, elle n'est pas dès maintenant faite chez les sociologues. Les spécialistes qui, dédaignant les idées générales, ne peuvent s'en passer, se contentent d'accepter sans examen celles qui répondent le mieux à leur préjugés. Croire qu'on peut se passer d'idées directrices, c'est tout simplement devenir victime des préjugés individuels et s'enfermer dans la routine. De leur côté,

les sociologues philosophes attachent le plus souvent une valeur exagérée à leurs théories ; ils sont dogmatiques et tranchants ; et ils plient les faits à leurs principes plutôt que d'élargir et d'assouplir leurs principes au contact des faits : ce qui leur manque le plus, c'est le sens pratique et la connaissance vraie des choses sociales, qui ne s'acquiert que dans la vie, et par l'action.

La sociologie générale, qui est nécessaire pour préparer les esprits à une entente de plus en plus sûre des faits sociaux, ce n'est pas une sociologie purement constructive, qui sera nécessairement trop simple ; c'est plutôt une sociologie critique, appuyée sur l'étude comparative des diverses conceptions de la vie sociale, sur l'élimination des théories trop étroites et superficielles, et sur la rectification graduelle et réciproque de toutes celles qui prennent leur fondement dans la réalité. Les conclusions qu'au terme de cet examen la sociologie générale peut se risquer à établir, elle doit les regarder, non pas comme absolues et définitives, mais simplement comme supérieures à telle ou telle autre, et elle pourra leur attribuer une valeur pratique d'autant plus grande que les comparaisons qui les ont préparées auront porté plus loin. Ces conclusions, le sociologue ne peut d'ailleurs jamais les donner comme épuisant la réalité sociale ; elles sont simplement une partie, — la partie la plus constante et la plus générale, — des conditions infiniment nombreuses et variables dont dépend chaque problème posé par les sciences sociales particulières, ou mieux encore par la vie sociale elle-même.

L'utilité d'une sociologie générale ainsi conçue me paraît d'autant plus grande que les sciences sociales prennent un plus grand développement, et jouent un plus grand rôle. S'en passer, en effet, ce n'est pas, j'ai cherché à le montrer, se passer de théories, c'est accepter sans choix dans les recherches spéciales la direction de la première venue, et de la plus inconsistante des théories. Et c'est, dans l'action sociale, ou bien se réduire à ne demander d'inspiration qu'à des sentiments confus et indéterminés, et par suite, à cause de l'extrême diversité des intuitions individuelles, c'est introduire partout, multiplier à l'infini les conflits de toute sorte, et laisser se dépenser inutilement le meilleur des énergies sociales ; ou bien, c'est accepter simplement la conclusion d'un spécialiste sur chaque question qui se pose ; et dans ce cas c'est s'inspirer encore de principes généralement mal établis, multiples et opposés entre eux ; par suite, c'est substituer au conflit tumultueux des passions aveugles l'antagonisme, peut-être plus absolu encore parce qu'il est plus arrogant, des écoles rivales. Entre

l'individualisme aveugle et l'esprit de coterie, le choix ne me paraît pas devoir aller à l'un plutôt qu'à l'autre; et je ne crois pas non plus qu'il faille se résigner à assister, simple spectateur, attristé ou indifférent, aux innombrables conflits qui ne peuvent manquer de naître en chacun d'eux ou de l'un à l'autre.

III

Indiquer le rôle qui, selon moi, revient à la sociologie générale dans l'enseignement des sciences sociales, c'est donner aussi la raison du choix des premiers sujets que j'ai traités. La première année de mon enseignement sociologique a été consacrée toute à une introduction critique à la sociologie générale; dans laquelle, en examinant les principales théories des sociologues, j'ai cherché à fixer quelques-uns des caractères propre de l'objet ou des méthodes de cette science.

Abordant, la seconde année, le développement du programme qui avait été la conclusion des leçons précédentes, et passant d'une détermination toute générale de la sociologie à la fixation déjà plus particulière des divers aspects sous lesquels on peut considérer la vie sociale, j'ai abordé l'examen de la science de la morale au point de vue sociologique. Mon choix s'est fixé d'abord sur la morale en raison de la direction de mes études antérieures, et aussi de l'importance pratique de cette branche de la sociologie. On verra, d'ailleurs, par le programme de ce cours, qu'il n'a été encore qu'une introduction historique et critique, destinée à préparer un plan d'études, dont je compte développer successivement dans la suite les diverses divisions.

Quels ont été maintenant les résultats obtenus jusqu'ici, quelles sont les difficultés principales que j'ai rencontrées au cours de cet enseignement, et dans quelles conditions faudrait-il qu'il fût donné pour avoir toute son utilité? Telles sont les questions sur lesquelles, en terminant, je voudrais faire encore quelques remarques.

Lorsqu'il s'agit d'un cours public, il faut considérer successivement les conditions dans lesquelles il doit être fait pour être profitable aux étudiants, et les conditions de son succès auprès des auditeurs libres.

Pour qu'un enseignement de sociologie générale fût tout à fait utile aux étudiants, il faudrait d'abord obtenir de ceux auxquels il s'adresse plus directement, étudiants en droit, en histoire, en philosophie, certaines qualités ou certaines habitudes qu'ils ne possèdent que très imparfaitement.

Nos étudiants en droit, qui se recrutent malheureusement de plus en plus généralement aux derniers rangs de nos classes de philosophie (1), ont souvent trop peu d'ardeur au travail pour ajouter à leurs cours réguliers des cours supplémentaires, non obligatoires ; et la plupart, trop écoliers encore d'esprit, ne savent apprécier que ce qui les conduit directement au but immédiat, et ce qui leur est nécessaire pour passer un examen. Nos étudiants en histoire sont trop tôt enfermés dans les recherches de pure érudition. Ces recherches, excellentes en elles-mêmes, prennent prématurément le meilleur de leur temps, et font tort à l'achèvement de leur culture générale, les détournent trop des idées, même lorsque ces idées, comme en sociologie, touchent de très près aux choses de l'histoire. Nos étudiants en philosophie, plus habitués aux recherches générales, sont souvent trop amateurs de spéculation pure, et insuffisamment portés aux études pratiques et morales, peu disposés à voir, je ne dis pas les petits détails, mais, ce qui est tout différent, le côté vivant des questions.

Ainsi ce qui manque aux uns pour prendre d'eux-mêmes intérêt à de sérieuses études de ce genre, et par suite pour en tirer un réel profit, c'est le goût du travail ; aux autres, c'est une suffisante largeur de vues ; aux derniers, le sens de la pratique.

Du côté des étudiants, l'enseignement de la sociologie générale ne trouve donc pas en moyenne un auditoire assez bien préparé pour être très sur et très persévérant.

Pour avoir prise sur eux, il serait nécessaire que le cours public fut accompagné de conférences, consacrées en partie à éveiller leur initiative, à diriger leur travail personnel : dans ces conférences, étant plus près d'eux, on pourrait plus aisément leur faire toucher du doigt les insuffisances et le danger d'études purement spéciales de sociologie, et leur rendre sensible le vrai caractère de la sociologie générale.

J'aurais désiré pouvoir compléter de cette manière l'essai que je tentais. Malheureusement jusqu'ici le loisir m'a manqué pour songer à organiser ces conférences ; et la chose est d'ailleurs peut-être plus difficile à réaliser qu'il ne pouvait sembler tout d'abord. Quoi qu'il en soit, faute de cette condition, les résultats n'ont pas été, en ce qui concerne les étudiants, aussi bons que je l'aurais voulu. Un petit nombre seulement ont fréquenté le cours avec assiduité ; et ceux-ci ont

(1) Les meilleurs allant d'ordinaire aux lettres ou aux sciences, et la moyenne de préférence à la médecine.

été surtout des philosophes, mieux préparés que d'autres à comprendre un exposé de questions générales. Quelques étudiants en droit semblent avoir tenté de suivre et se sont retirés peu à peu, se sentant débordés sans doute. Je remarquerai d'ailleurs, en passant, que les étudiants en droit et en histoire ont été dès le début beaucoup moins attirés par les leçons sur la morale au point de vue sociologique que par le cours de sociologie générale. On croirait vraiment que pour eux les questions de morale ne comptent pas ; n'y aurait-il pas là une suite de cette fâcheuse confusion qu'établit une opinion traditionnelle entre la science de la morale et un recueil de préceptes aussi vides qu'ils sont absolus ?

Il peut être encore intéressant de noter que quelques étudiants en droit, en lettres ou même en médecine, qui ont plus constamment assisté au cours, s'y trouvaient mieux préparés par un cours de philosophie inspiré des mêmes préoccupations, et qu'ils avaient antérieurement suivi dans ma classe. Si j'indique ce fait, c'est qu'il confirme ce que je disais plus haut de l'utilité de conférences spéciales à côté du cours : un enseignement nouveau, et qui se développe en dehors des cadres des études régulières, ne peut guère porter sans une action personnelle et directe du maître, et cette action, que le professeur du Lycée a tout naturellement dans sa classe, à la Faculté, c'est aux conférences surtout qu'on peut la demander.

En somme, les résultats ont été, à mon gré, tout à fait insuffisants jusqu'ici en ce qui concerne l'assiduité des étudiants. Pouvait-on attendre quelque compensation des auditeurs libres ? Cela n'était guère à prévoir, à cause de la grande généralité des premiers sujets traités, et des connaissances spéciales qu'ils exigeaient pour être compris. Et cependant, c'est parmi eux qu'il s'est rencontré peut-être le plus grand nombre d'auditeurs fidèles ; et le nombre s'en est accru sensiblement lorsqu'en passant de la sociologie à la morale, il m'a été possible de substituer à une classification toute analytique des questions et des systèmes un ordre surtout historique, et plus accessible par suite à l'avance à des esprits de culture moyenne.

Toutefois, à cette partie de l'auditoire, ce qui serait surtout nécessaire, ce sont des conférences de forme littéraire, dans lesquelles l'idée se trouve en partie masquée et rendue plus vague par le grand nombre des redites et le souci dominant de la forme. Ce n'est pas cela d'abord et surtout que je m'étais proposé d'obtenir en faisant ce cours de sociologie ; et je crois que, lorsqu'il s'agit d'une science qui se fait, et que l'enseignement est, autant qu'une exposition, une recherche, cette mé-

thode, si elle est plus séduisante pour le professeur, et plus agréable pour l'auditeur, est mauvaise, parce qu'elle cache les vraies difficultés, ou glisse sur elles, au lieu d'y insister pour les bien mettre en relief.

C'est aux étudiants qu'il faut penser d'abord, et non aux dilettantes; et, si je réussissais à leur donner dans la suite les moyens d'aborder plus aisément et de suivre avec plus d'intérêt un enseignement de sociologie, je m'estimerais satisfait du résultat.

Je ne sais si je pourrai longtemps poursuivre, et surtout si je pourrai développer, comme je le voudrais, et pousser à bout cette tentative. Je désire du moins que ces indications, si sommaires qu'elles soient, puissent être de quelque utilité à ceux qui voudraient faire des essais analogues. Je souhaite surtout qu'ils soient nombreux : car la sociologie générale a une fonction utile à remplir, et de son développement il peut résulter des avantages importants pour les études sociales. Ces études attirent aujourd'hui un nombre toujours croissant d'esprits; elles sont de plus en plus indispensables à nos sociétés modernes. Mais la façon dont on les comprend le plus souvent n'est pas sans danger; car il semble qu'on ne sache pas communément s'y frayer une voie entre le systématisme téméraire et tranchant de quelques théoriciens et politiques et la routine aveugle de beaucoup d'autres. Je vois surtout dans la sociologie générale une garantie contre ces exagérations et ces erreurs.

MARCEL BERNÈS.

État actuel de la question du repos du dimanche et des jours de fête chez les peuples de race allemande ⁽¹⁾.

Tout le monde, ou à peu près, est d'accord pour reconnaître que le repos hebdomadaire régulier des travailleurs est une mesure dont la réalisation est désirable, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral : le travailleur y puise une nouvelle vigueur pour la

(1) Communication faite au Congrès des sociétés savantes tenu à la Sorbonne en avril 1895.

besogne de la période suivante de travail ; son esprit et son intelligence en bénéficient, les efforts de l'activité tendue vers un labeur matériel étant momentanément suspendus ; la famille y trouve enfin son compte, car les membres séparés pendant toute une semaine par le travail peuvent se réunir un jour entier autour du foyer domestique et en goûter la saine intimité.

Quand il s'agit d'appliquer en pratique ce desideratum idéal, la question devient plus délicate. Pourtant à l'égard d'une certaine catégorie de travailleurs, les femmes et les enfants, l'accord entre les économistes est fait au moins sur le principe : toutes les législations leur imposent le repos obligatoire hebdomadaire. La discussion reste ouverte en ce qui concerne les adultes. Est-il exact, comme le soutient l'école libérale, que rendre le repos hebdomadaire *obligatoire* pour les adultes serait porter une atteinte à la liberté du travail ? Oui, cela est vrai, mais j'estime que dans cette question il ne suffit pas de se placer au point de vue purement théorique ; il faut envisager le problème en fait et se demander si une réglementation légale sur ce point offre des avantages ou des inconvénients supérieurs à ceux de la non-intervention de l'État. Or, en dehors des déclarations de principes, on n'a jamais établi qu'une loi sagement faite sur le repos obligatoire des travailleurs, dût présenter des inconvénients supérieurs à ses avantages ; on n'a jamais prouvé que cette mesure dût amener un trouble ou un ralentissement dans la production nationale, diminuât la force de travail et d'énergie des ouvriers en engendrant des habitudes de paresse, ou développât la misère et la mendicité. Quant aux avantages du principe en lui-même, que nous avons signalés en commençant notre étude, ils sont certains et ne sont niés par personne. D'ailleurs, en fait, le repos hebdomadaire est observé par la très grande majorité des travailleurs en ce qui concerne la minorité qui y échappe, il faut bien reconnaître qu'elle n'y participe pas moins parce qu'elle préfère librement se livrer à un travail continu, ou parce que le besoin de vivre lui en fait une loi, que parce que sa présence ininterrompue à l'atelier, au chantier ou au magasin est exigée par le patron désireux d'augmenter sans cesse sa production et ses profits ou de satisfaire aux exigences pressantes de sa clientèle ou du public. La plus grande partie de cette minorité de travailleurs ne bénéficiant pas du repos hebdomadaire subit cette situation, plutôt qu'elle ne se la crée librement. Si donc l'observation du repos hebdomadaire constitue, comme nous le croyons, un progrès sur sa non-observation, si une telle obligation légale ne doit en définitive gêner que des individualités

isolées dans la masse des travailleurs et protéger au contraire une énorme majorité contre l'imposition possible d'un travail excessif, pourquoi n'attendre la réalisation de ce progrès que du développement toujours lent et souvent incertain des mœurs? Pourquoi ne pas aider les mœurs par une mesure législative en harmonie avec leur tendance?

Mais alors quel jour faut-il consacrer législativement au repos hebdomadaire? Ici encore les mœurs doivent servir de guide et, en se plaçant au point de vue français, faire choisir le dimanche. Ce choix effraie beaucoup d'esprits qui y voient une tendance religieuse et confessionnelle. J'avoue n'avoir jamais compris la portée de cette critique. Le choix du dimanche n'entraîne aucune contrainte de la liberté de conscience : et c'est précisément parce que la question religieuse doit être complètement étrangère à celle du repos dominical, parce que celle-ci doit être envisagée au seul point de vue social et économique, que je ne m'arrête pas à l'objection tirée de ce que la religion israélite, par exemple, sanctifie le samedi au lieu du dimanche. Laisser à chacun le soin de choisir et de fixer à sa guise le jour du repos hebdomadaire obligatoire, serait par contre vouloir rendre inapplicable et inappliquée la mesure législative et rendre toute surveillance impossible de la part des inspecteurs du travail. Ne voit-on pas, en outre, qu'un des buts les plus élevés de notre doctrine, c'est-à-dire la restauration et la consolidation de la famille par la réunion de ses membres en un jour de repos, ne serait pas atteint avec un pareil système? la loi française du 2 novembre 1892 n'a pas su éviter cet écueil à l'égard des enfants et des femmes, et c'est une des plus justes critiques qu'on lui adresse.

A l'heure actuelle un mouvement considérable se produit pour rétablir et vivifier l'esprit de famille; la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations ouvrières a été une des manifestations de cette haute pensée; mais il ne suffit pas de faciliter la création du foyer domestique, il faut y amener et y retenir les membres de la famille : pour réaliser ce but, le moyen le meilleur est de fixer *pour tous un jour unique* de repos hebdomadaire, le plus en rapport avec les mœurs, c'est-à-dire le dimanche; agir autrement, c'est vouloir faire désertier le foyer domestique, désorganiser la famille et détruire la portée bienfaisante de la loi du 30 novembre 1894 (1).

(1) BIBLIOGRAPHIE : Hayem, repos hebdomadaire, Paris, 1873. — Comptendu du Congrès international du repos hebdomadaire tenu à Paris du 24

Or, tandis qu'en France le régime de liberté absolue règne à l'égard des adultes depuis la loi du 12 juillet 1880 (1), qui a abrogé celle du 18 novembre 1814, la plupart des pays étrangers ont légiféré tout récemment sur la question du repos hebdomadaire. Nous allons examiner cette législation dans les pays de race allemande et voir les enseignements qu'on peut en tirer.

§ I^{er}. — AUTRICHE.

Dès le début du siècle, l'Autriche a été soumise au principe du repos obligatoire du dimanche et des jours de fête fondé sur des préoccupations d'ordre religieux, dont on voit la trace dans la règle qui donnait au pasteur ou au curé le droit de lever la prohibition dans les cas de nécessité (circulaire du 29 septembre 1803, décrets du 17 mars 1825, du 18 mars 1833, ordonnance du 18 avril 1850). Cette législation resta en vigueur jusqu'à la loi du 8 mars 1885, modifiant le code industriel de 1859, lequel était muet sur la question du repos des travailleurs. Déjà une première loi du 21 juin 1884, spéciale au travail dans les mines, avait imposé dans les exploitations minières le repos dominical pour une durée de 24 heures à partir de 6 heures du matin, règle ne comportant d'exception qu'en ce qui concerne les travaux non susceptibles d'interruption, ou qui ne peuvent être exécutés que quand l'exploitation cesse, ou quand il s'agit de parer à un danger imminent. Mais ce n'était là qu'une tentative isolée de la part du législateur, et la première réglementation générale date de la loi du 8 mars 1885 (art. 75), qu'il est utile de bien connaître quoiqu'elle soit aujourd'hui remplacée par une loi toute récente. La règle formulée par la loi de 1885 est absolue et d'ordre public : le travail industriel doit cesser le dimanche à l'égard des enfants ou des femmes comme des adultes : le dimanche commence à six heures du matin pour tout le personnel ouvrier de la même exploitation et doit durer 24 heures entières et consécutives ; en d'autres termes la répartition du temps de repos par équipes d'ouvriers n'est pas permise. Enfin la sanction de la prohibi-

au 27 septembre 1889, Paris, 1890. — Bulletin de la ligue populaire pour le repos du dimanche en France, siège social, 15, rue de la Ville-l'Évêque, Paris.

(1) Il est précieux de constater que la société ouvrière « la Moissonneuse », dont on connaît l'esprit démocratique, a exprimé le vœu que le jour du repos hebdomadaire fût fixé au dimanche.

tion du travail dominical consiste dans une amende de 10 à 400 florins (art. 133). Cette réglementation sobre et sage, fondée sur des considérations purement économiques, ne s'appliquait en principe qu'aux ouvriers de l'industrie; elle fut étendue par voie d'ordonnances aux professions commerciales dans une certaine mesure.

On comprend néanmoins que le principe prohibitif devait subir des exceptions par la force même des choses : l'article 75 a indiqué dans quels cas ces exceptions sont possibles. En premier lieu les travaux de nettoyage et de maintien en bon état des locaux et des appareils peuvent être exécutés le dimanche, car ils sont impossibles durant la semaine alors que l'atelier est en pleine activité. En second lieu l'interruption du travail est impossible dans certaines industries, comme les industries métallurgiques, à raison même de leur nature. En troisième et quatrième lieux enfin, les nécessités des communications publiques ou les besoins de la consommation peuvent exiger la continuation de l'exploitation de certaines entreprises même le dimanche. Dans ces trois dernières hypothèses, les exceptions sont déterminées par voie d'ordonnances ministérielles. Il faut reconnaître que les ordonnances rendues dans ce but le 27 mai 1885, le 21 septembre 1885, le 12 mai 1894 ont été très modérées et ont limité le plus possible les exceptions édictées; par exemple le travail du dimanche ne fut permis dans les industries dont l'exploitation est incompatible avec une interruption de travail, que dans la mesure où l'interruption du travail était impraticable; de même les boulangers furent autorisés à faire la préparation du pain le dimanche jusqu'à 10 heures du matin et à partir de 10 heures du soir; les commerces de bouche furent autorisés à vendre les marchandises jusqu'à midi, et en outre pour une durée maxima de deux heures après six heures du soir. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que dans tous ces cas exceptionnels le patron devait veiller à ce que chaque ouvrier eût un dimanche libre sur deux ou trois, ou qu'il eût chaque dimanche la demi-journée.

Si l'on considère la loi autrichienne de 1885 au point de vue du repos obligatoire du dimanche, on peut donc dire qu'elle a été une loi sage, modérée et répondant aux desiderata économiques; elle a d'ailleurs été généralement bien accueillie en fait, et les rapports des inspecteurs de l'industrie constatent que le repos hebdomadaire du dimanche a été bien observé dans la grande industrie; la loi ne fut guère violée que dans certains petits métiers, comme l'industrie du vêtement, qui se rapprochent des industries exercées en chambre.

Le législateur de 1885 a néanmoins gâté en partie son œuvre en

abordant le terrain religieux et en s'inspirant de préoccupations dogmatiques pour décider « qu'aux jours de fête il doit être donné aux ouvriers un temps suffisant pour pouvoir se rendre avant midi au service religieux, conformément à leur confession religieuse » ; prescription absolument rigoureuse qui ne comportait aucune des exceptions relatées plus haut. N'était-il pas à craindre que cette demi-mesure jetât un trouble sérieux dans l'exploitation industrielle pendant une partie de la journée de fête par l'absence momentanée de tout ou partie du personnel ? Et c'est sans doute en majeure partie ces inconvénients qui expliquent les constatations des rapports des inspecteurs de l'industrie, qui relèvent que la prescription de la loi de 1885 sur la sanctification des jours de fête n'est pas observée même dans la grande industrie, où pourtant le repos dominical est respecté. Ce ne fut guère que dans les provinces orientales, en Galicie, dans la Bukovine, que la sanctification des jours de fête fut scrupuleusement observée ; mais alors un inconvénient se produisait dans ces provinces : les jours de fêtes religieuses s'y multiplient d'une façon exagérée à raison des différents cultes grec, catholique, israélite, qui y sont pratiqués et qui ont chacun leurs fêtes spéciales et leur calendrier différent ; les entreprises industrielles ou commerciales peuvent recevoir de ce chef une entrave dangereuse à leur développement. Plus sage a été la loi hongroise du 14 avril 1891, qui, s'inspirant de considérations purement économiques, s'est bornée à prohiber le travail industriel ou commercial le dimanche, ainsi que le jour de la St-Étienne et les jours de fêtes nationales, c'est-à-dire aux fêtes légales.

Il semble qu'instruit par l'expérience, le législateur autrichien ait dû, dans la refonte projetée de la loi de 1885, s'inspirer avant tout des principes économiques et laisser de côté toute préoccupation religieuse. Il n'en fit rien pourtant : le projet de réforme présenté en 1894 par le gouvernement impérial, tout en contenant certaines améliorations indiscutables, était inspiré en grande partie par des considérations d'ordre religieux : dans la séance du 19 mai 1894, le Ministre du commerce déclarait ouvertement à la Chambre des députés qu'il fallait instruire le peuple sur ce point comme sur beaucoup d'autres ; conception à coup sûr élevée, mais sur l'efficacité de laquelle il est permis d'avoir des doutes. Quoi qu'il en soit, le projet aboutit avec quelques modifications et la nouvelle loi du 16 janvier 1895 a abrogé et remplacé par celle de 1885.

Cette loi de 1895 n'a été que le développement de la loi précédente et des ordonnances ministérielles rendues à sa suite ; nous n'aurons

donc qu'à en signaler les traits caractéristiques et nouveaux, et à en indiquer l'esprit, sans pouvoir encore la juger dans ses résultats, puisqu'elle ne dut entrer en vigueur qu'au mois de mai 1895.

La nouvelle loi conserve l'ancien principe général prohibant tout travail industriel le dimanche pendant une durée de 24 heures commençant au plus tard à six heures du matin et s'appliquant également à *tout* le personnel de chaque exploitation. Ce principe comporte deux catégories d'exceptions. En premier lieu, certaines exceptions générales, applicables à toutes les branches d'industries, sont édictées par la loi elle-même ; elles s'appliquent aux travaux de nettoyage et de mise en état de l'exploitation, qui ne peuvent être effectués en semaine, à la garde des locaux de l'exploitation, aux travaux d'inventaire une fois par an, aux travaux urgents ayant un caractère accidentel et qui sont nécessités soit par des mesures de police soit par un besoin pressant, enfin aux travaux personnels du propriétaire de l'entreprise, pourvu qu'ils soient effectués non publiquement et sans le concours d'un ouvrier. Pour éviter les fraudes, la loi édicte une nouvelle mesure de contrôle en obligeant, dans les quatre premiers cas, le patron à dresser la liste des ouvriers employés ainsi le dimanche, avec indication de la nature et de la durée de leur travail, et à tenir cette note à la disposition des inspecteurs. — En second lieu, certaines exceptions peuvent être accordées par voie d'ordonnances ministérielles. Ce second groupe se subdivise à son tour : des exceptions générales peuvent être accordées par le Ministre du commerce en faveur de certaines industries, soit pour des motifs techniques, lorsque l'interruption du travail y est impossible, soit à raison des nécessités imposées par les besoins de la population ou des communications publiques ; à ce dernier point de vue, la loi de 1895 réalise un progrès heureux en autorisant le Ministre du commerce à lever la prohibition de travail dans des conditions variant avec les régions, d'après les besoins, les mœurs ou les usages locaux, à la condition de prendre l'avis préalable des communes et des corporations intéressées ; le ministre peut même déléguer ses pouvoirs sur ce point aux autorités politiques provinciales.

Dans tous les cas où le travail du dimanche est exceptionnellement permis (sauf quand il s'agit du travail d'inventaire et du travail personnel du propriétaire de l'entreprise), l'ouvrier employé pendant plus de trois heures, doit jouir d'un repos d'au moins 24 heures pendant le dimanche suivant, ou, en cas d'impossibilité, soit pendant

un jour entier de la semaine, soit pendant deux jours de la semaine pour une durée de six heures par jour.

Une innovation considérable de la loi de 1895 est d'avoir réglé elle-même la question du repos dominical à l'égard des professions commerciales. Le travail du dimanche leur est permis, mais seulement pour une durée de six heures, qui par exception peuvent être dans certains cas portées à huit ou dix heures : la fixation des heures, où le commerce est permis, est laissée au soin de l'autorité politique provinciale qui doit prendre l'avis des communes et des corporations intéressées.

Toutes ces dispositions sont sages, libérales et modérées; elles tiennent un juste compte des nécessités de la production du commerce et de la consommation; elles sont inspirées par un exact sentiment des principes économiques, qui donne à la loi de 1895 un caractère vraiment social. Le législateur s'est malheureusement laissé dominer par des considérations purement religieuses pour édicter certaines prescriptions qui me paraissent excessives ou contraires à la liberté de conscience. En effet, les travailleurs industriels, empêchés, par les travaux permis exceptionnellement le dimanche, d'assister à l'office religieux du matin, doivent être libérés le dimanche suivant pendant un temps suffisant pour leur permettre de se rendre au service divin; de même les travailleurs des professions commerciales doivent avoir un laps de temps suffisant à cet effet pendant la matinée du dimanche. Les intérêts religieux des catholiques, des protestants et des orthodoxes sont ainsi sauvegardés; mais il n'en est pas de même des israélites, pourtant si nombreux en Autriche, répandus un peu partout sur le territoire de l'Empire, et qui forment des agglomérations ouvrières importantes à Vienne et à Prague; la loi doit être égale pour tous, et pourtant elle cesse de l'être en se plaçant sur le terrain religieux, ce qui montre le danger de ce point de vue dans une loi d'ordre économique. De même le législateur de 1895 ordonne de laisser aux travailleurs du commerce comme de l'industrie un laps de temps suffisant pour se rendre au service divin du matin des jours de fête : quels seront ces jours de fête? un amendement proposait de laisser aux lois provinciales le soin de les fixer; cet amendement fut repoussé, et le législateur a préféré s'attacher sur ce point aux usages des diverses confessions; la liberté de conscience est ainsi respectée pour tous, il est vrai; mais la multiplicité des fêtes dérivant de la variété même des cultes ne va-t-elle pas désorganiser le personnel des entreprises, ces jours-là? C'est cette considération qui a empêché de faire, des jours

de fête, des jours entiers de repos; en se bornant à limiter le temps de repos pour chacun au temps nécessaire pour assister au service divin du matin, la loi a atténué ces inconvénients sans les faire disparaître. L'expérience montrera si cette disposition de la loi de 1895 est mieux observée que la disposition analogue de la loi de 1885.

§ II. — ALLEMAGNE (1).

Les développements, que nous avons consacrés à la législation autrichienne, nous permettront d'exposer rapidement la législation impériale allemande qui lui a souvent servi de modèle, et qui contient certaines dispositions analogues.

Jusqu'en 1891, la question du repos du dimanche et des jours de fête a été réglée en Allemagne par l'art. 105 du code industriel (*Gewerbeordnung*) et par une quantité incalculable de lois particulières à chacun des États confédérés, et d'ordonnances de police spéciales aux diverses provinces ou aux villes. Malgré cette abondance de dispositions légales, on considéra la réglementation comme insuffisante, et en 1885 une enquête s'ouvrit sur les réformes à réaliser. L'enquête fournit des constatations intéressantes, que nous résumons ainsi : les établissements de la grande industrie travaillant le dimanche oscillaient selon les centres industriels entre 5,4 0/0 (Cologne) et 97,7 0/0 (Posen); ceux de la petite industrie, entre 24,8 0/0 (Cologne) et 66 0/0 (Berlin); les maisons de commerce entre 78,3 0/0 (Oppeln) et 98,8 0/0 (Posen); le nombre des ouvriers travaillant le dimanche variait, dans la grande industrie, entre 12,6 0/0 (Berlin) et 67,2 0/0 (Magdebourg); dans la petite industrie, entre 18 0/0 (Oppeln) et 56,9 0/0 (Posen); dans le commerce, entre 70 0/0 (Magdebourg) et 86,7 0/0 (Cologne). Les patrons consultés dans ces trois catégories se montrèrent en majorité favorables au principe de la prohibition légale (environ 65 0/0 *pour*, et 35 0/0 *contre*); la proportion fut encore plus forte parmi les ouvriers (75 0/0 *pour*, et 25 0/0 *contre*) (2). Sur ces entrefaites, une conférence

(1) BIBLIOGRAPHIE. — Uebersicht der in dem deutschen Reiche geltenden Polizeibestimmungen über die Vornahme gewerblicher Arbeiten an Sonn- und Festtagen; Berlin, 1886. — Fey, Sonn- und Festlageruhe nach dem Arbeiterschutzgesetz, Mayence, 1892. — Rosseck, die Sonntagsfrage, Gotha 1891. — Rüdiger, die Sonntagsruhe in Gewerbebetriebe auf Grund der Kaiserl. Verordnung und Bekanntmachung vom 4 und 5 februar 1895; Berlin, 1895.

(2) Cf. Stieda, Reischenquete über die Sonntagsarbeit (Jahrbuch für Gesetzgebung publié par Schmoller, année 1888).

internationale ouvrière s'ouvrait à Berlin en 1890, et exprimait le vœu de voir fixer un jour de repos hebdomadaire au dimanche pour tous les travailleurs. Les projets de réforme furent alors poussés activement et aboutirent à la loi du 1^{er} juin 1891 modificative du code industriel, et qui règle notre matière dans les articles 105 *a* à 105 *i*, dont on peut avant tout critiquer la rédaction trop détaillée et quelque peu confuse.

La loi allemande prescrit le repos des travailleurs pendant le dimanche et les jours fériés sous une double sanction. Au point de vue du droit civil, elle décide d'une façon générale que les industriels ne peuvent obliger leurs ouvriers à travailler ces jours-là, c'est-à-dire qu'un tel contrat serait nul et sans effets, et que le refus par l'ouvrier de s'y soumettre ne peut pas être une cause de renvoi ou de demande en dommages-intérêts à son égard. Au point de vue répressif, la loi allemande ne procède pas par voie de prescription générale comme la loi autrichienne; elle énumère au contraire un certain nombre d'industries (art. 105 *b*), à l'égard desquelles elle impose le repos obligatoire du dimanche et des jours fériés, énumération qui peut être d'ailleurs complétée par ordonnance impériale avec l'approbation du Conseil fédéral. Cette réglementation manque à coup sûr de simplicité, et l'on peut s'étonner du défaut de parallélisme entre la prescription civile générale à toutes les industries, et la disposition répressive spéciale à quelques-unes seulement.

Dans les industries où le travail du dimanche et des jours fériés est prohibé, le repos doit être au moins de 24 heures à partir de minuit; si un dimanche et un jour férié sont consécutifs, le repos doit être de 36 heures; aux fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte, il est de 48 heures. Ces prescriptions comportent naturellement des exceptions déterminées soit par la loi elle-même (art. 105 *c*), soit par décision du Conseil fédéral (art. 105 *d*), soit par décision de l'autorité administrative (art. 105 *e* et *f*); ces exceptions correspondent à peu près, quoique avec plus de détails, à celles que nous avons relevées dans la loi autrichienne de 1895, ce qui nous dispense de nous y arrêter.

En ce qui concerne les entreprises commerciales, le travail est prohibé entièrement le premier jour des fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte; les autres jours fériés et les dimanches, il ne peut en principe durer plus de cinq heures.

Ajoutons enfin que les infractions aux prescriptions de la loi de

1891 (1) sont en règle générale punies d'une amende pouvant s'élever à 600 marks, et en cas d'insolvabilité de l'emprisonnement (art. 146 a).

Si la loi allemande nous paraît inférieure à la loi autrichienne dans sa méthode de réglementation et dans sa rédaction, elle nous semble au contraire avoir moins subi l'influence des préoccupations religieuses. Celles-ci ont pourtant inspiré les dispositions décidant que les heures, pendant lesquelles le travail peut avoir lieu dans les entreprises commerciales, doivent être déterminées en tenant compte du moment de l'office religieux, ou que les jours fériés sont déterminés par les gouvernements des États particuliers en tenant compte des conditions locales et religieuses. Mais à côté de ces prescriptions, il en est d'autres où le souci des intérêts économiques et sociaux ou du respect des mœurs l'a évidemment emporté : ainsi dans les cas exceptionnels où le travail industriel est possible le dimanche ou les jours fériés, les ouvriers empêchés d'assister au service divin doivent avoir un dimanche sur trois réservé à un repos de 36 heures, ou un dimanche sur deux libre de six heures du matin à six heures du soir : de même le législateur allemand décide qu'en principe les jours fériés sont *entièrement* consacrés au repos ; si la sanctification religieuse avait été sa principale préoccupation, la loi se fut bornée à réserver à l'ouvrier un temps suffisant pour se rendre au service divin du matin de ces jours de fête, comme l'a ordonné la loi autrichienne. Le législateur allemand a d'autant plus de mérite à ne pas s'être laissé dominer entièrement par les considérations de religion, que le sentiment religieux est encore très vif chez les Allemands, il faut le reconnaître et les en féliciter. Par contre les lois particulières des États confédérés, qui peuvent coexister avec la loi d'Empire, n'ont pas eu la même réserve que celle-ci ; la plupart ont presque uniquement pour but d'assurer la tranquille célébration du service divin, et ont par suite un caractère marqué de mesures de police municipale ; une des plus curieuses réglementations à cet égard est celle de l'ordonnance badoise du 18 juin 1892 (2).

Il n'est pas encore possible de connaître les résultats pratiques pro-

(1) Nous laissons à dessein de côté certaines dispositions secondaires sur le travail des dimanches et fêtes (art. 41 a, 55 a, 105 i), et quelques règles relatives aux enfants, aux femmes et aux filles (art. 120, 126, 136 à 139).

(2) On trouvera les lois et ordonnances encore en vigueur des différents États confédérés dans l'excellent livre de C. Büttner, *die Sonntagsruhe im Gewerbebetrieb und in Handelsgewerbe* ; 1 vol. in-12, Leipzig, Berger, 1895.

duits par la loi de 1891 ; en effet, sa mise en vigueur n'a d'abord été ordonnée qu'à l'égard des entreprises commerciales (ordonnance du 28 mars 1892). Quant à ses autres dispositions, une ordonnance impériale du 4 février 1895 les a fait entrer en vigueur le 1^{er} avril 1895, en même temps qu'une seconde ordonnance rendue le 5 février 1895 énumérait les exceptions à apporter à la prohibition du travail dominical dans les exploitations industrielles, d'après le long et consciencieux travail auquel s'était livrée une commission mixte composée d'ouvriers, de patrons et de fonctionnaires. Les éléments d'appréciation de l'œuvre du législateur allemand sont donc actuellement insuffisants pour la critique scientifique.

§ 3. — SUISSE ALLEMANDE (1).

Autant la législation allemande est complexe et prolixe sur la question du repos des travailleurs, autant la législation fédérale suisse est sobre et laconique. Deux lois règlent la matière : la loi du 23 mars 1879 (art. 14) sur le travail dans les fabriques, et la loi du 27 juin 1890 sur l'exploitation des chemins de fer.

La première loi prohibe le travail le dimanche, sauf en cas de nécessité absolue, et sauf dans les établissements qui par leur nature exigent un travail continu : mais, même dans ce dernier cas, l'ouvrier doit avoir un dimanche libre sur deux. La sanction consiste (art. 19) dans une amende de 5 à 500 fr., plus un emprisonnement facultatif de trois mois au maximum en cas de récidive.

La seconde loi concerne les chemins de fer, les entreprises de bateaux à vapeur, les postes et les autres entreprises de transport concédées ou exploitées par la Confédération suisse. Les ouvriers, employés et fonctionnaires ont droit à 17 dimanches libres par an ; de plus, le service des marchandises est interdit le dimanche en petite vitesse ; le tout sous peine d'une amende de 500 fr. au plus, qui peut être portée à 1,000 fr. en cas de récidive. Le Conseil fédéral peut accorder des exceptions dans des circonstances spéciales.

La loi de 1890 ne s'est pas occupée de la question du repos des jours fériés. La loi de 1878 sur les fabriques attribue au contraire à la législation cantonale le droit de déterminer les jours de fête, où le travail

(1) En dehors de la législation fédérale, nous n'apprécions ici que les lois des cantons de langue allemande.

est interdit, à la condition que ces jours fériés ne dépassent pas le nombre de huit par an, et sous la réserve qu'ils ne seront obligatoires que pour les membres des confessions religieuses chômant ces fêtes (1) (art. 14, § 2). Les lois ou ordonnances cantonales votées ou rendues en exécution de la loi de 1877, sont toutes imbues au plus haut point de la préoccupation dominante de la sanctification religieuse du dimanche et des jours de fêtes ; c'est leur pensée fondamentale et leur objectif pour ainsi dire unique ; souvent même la réglementation y prend un caractère minutieux, qui rappelle les prescriptions étroites et curieuses du moyen-âge. Cette organisation s'explique par les mœurs paisibles et traditionnelles du peuple suisse, composé en majeure partie d'une population agricole ; elle serait inapplicable dans un pays comme la France, où l'industrie a pénétré presque partout, et dont le caractère s'accorde moins avec une discipline rigoureuse. Sans entrer d'ailleurs dans le détail de ces lois cantonales, qu'il nous suffise de signaler les défauts, particulièrement évidents en Suisse, du système qui fonde le repos des jours fériés sur des considérations religieuses. Ces jours de fête étant fixés en fait d'après les traditions du culte dominant dans chaque canton, il s'en suit que les fêtes spéciales au culte pratiqué par la minorité de la population du canton peuvent n'être pas consacrées au repos obligatoire, d'où il résulte pour cette minorité une situation inégale, particulièrement choquante en Suisse, où dans le même canton telle localité d'une vallée pratique souvent telle confession, tandis que la localité voisine dans la même vallée pratique une confession différente : pourquoi dès lors favoriser les coutumes de la première plutôt que celles de la seconde ? On touche ici du doigt les inconséquences auxquelles aboutit une réglementation basée sur des considérations confessionnelles et religieuses.

Arrivé au terme de notre étude, il nous paraît inutile de résumer les appréciations et les critiques que nous avons formulées au cours de ce travail. Nous voulons seulement faire ressortir le caractère que doit, selon nous, avoir une législation sur le repos des travailleurs ; toute préoccupation politique ou religieuse doit en être écartée ; vouloir assurer la sanctification religieuse du dimanche et des jours fériés dépasse le pouvoir du législateur et entraîne inévitablement des atteintes à la liberté de conscience de tel ou tel culte ; ce rôle élevé doit être réservé

(1) Pourtant l'ouvrier qui refuse de travailler un jour de fête religieuse non compris dans les huit jours réservés n'encourt pas d'amende pour ce fait (art. 14, § 4).

aux mœurs libres fondées sur la saine éducation de l'enfance ; en cette délicate matière, la loi doit s'abstenir de toute ingérence même indirecte, et garantir à tous, Églises et citoyens, la liberté la plus absolue et l'égalité la plus étroite. L'État doit se borner par conséquent à assurer aux travailleurs le repos du dimanche et des fêtes *légales* sans autre préoccupation ; à cette seule condition on peut espérer faire œuvre libérale, égale pour tous et vraiment sociale.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Docteur en droit.

L'immoralité de la science (1).

I

L'intelligence humaine, usant de tous les procédés dont elle dispose, a créé trois branches bien distinctes de la connaissance : l'art, la religion et la science. Chacune de ces branches, peu différenciée chez l'homme primitif, est devenue autonome, et même, de l'avis de ses représentants, contraire aux autres. Le primitif ne voit dans le fétiche qu'un instrument analogue à son arc ou à son couteau, de même le chant n'est qu'une arme pour effrayer l'ennemi et pour se donner de la force. La danse, le chant et la musique servent le même but d'un usage immédiat, pour la réalisation duquel leur concours est nécessaire.

Quand un Australien tombe malade, le sorcier qui n'est qu'un médecin, arrive avec son tambour et ses drogues ; il chante et se démène devant le malade, tandis que les membres de la tribu hurlent et dansent

(1) Cette étude a été écrite lors de la polémique soulevée par un récent article de M. Brunetière, polémique qui est encore dans toutes les mémoires. L'abondance des matières nous a obligé à en différer pendant quelque temps la publication. Nous pensons que le lecteur ne nous en gardera pas trop rancune, le sujet étant de ceux dont l'intérêt ne s'efface pas en un moment. (R. W.)

une ronde infernale autour de la couche du patient. Après ce premier essai thérapeutique, le sorcier sort quelque herbe plus ou moins efficace qu'il administre à son client. Comparons cet état de l'union de l'art, de la foi et de la science à celui d'aujourd'hui où l'Église, l'École de Médecine et l'Opéra forment trois corps distincts qui ne vivent pas souvent en paix.

L'évolution, évidemment, a opéré des séparations, par la division du travail, et surtout par la différenciation des besoins de l'homme. Il s'agit de connaître les raisons de divergences et la valeur de distinctions qui, au cours de l'évolution, se sont établies entre différentes formes et méthodes qu'emploie la raison.

Afin de ne pas nous égarer dans de vaines définitions, établissons d'abord la valeur de ce qu'on appelle opération mentale.

II

L'art, la science et la religion, comme faits intellectuels, malgré les différences qui les caractérisent actuellement, ne pouvaient sortir des limites que l'intellect avait comme champs d'opération, et l'analyse du but général de l'opération mentale va résumer la valeur de ces différentes formes.

L'homme, privé de la simplicité de l'amibe ou de la complexité d'un sélacien, eut besoin de chercher, dans le phénomène psychique, l'arme que les autres animaux trouvaient dans l'excellence de leurs sens, de leurs armes naturelles, telles que la griffe de tigre et la peau de pachyderme, ou dans d'autres conditions organiques ou topographiques de l'existence. Les animaux supérieurs possèdent les mêmes éléments de la vie psychique que l'espèce humaine; ce qui diffère, c'est le degré de diversité des faits secondaires de cette vie.

La mémoire, l'imagination, le sentiment, la raison, existent chez tous les mammifères, mais le chien a une autre intellectualité que le chat, et le raisonnement basé sur l'odorat n'est pas le même que celui dont le principe générateur est représenté par l'ouïe ou par la vue. La différence de sens change la direction de la mémoire, donne des formes spécifiques à l'attention et se réalise autrement dans l'action. L'ensemble des conditions organiques de l'homme, sous peine d'extinction, l'obligeait à avoir une mémoire particulière du milieu, où il vivait; et de cette façon son intellect a changé, et sa vie ne ressemble plus à celle d'autres animaux. L'opération psychique, basée sur la

mémoire, fut une des plus grandes conquêtes de l'humanité; du moment où elle devint non seulement le mouvement centripète suivi d'un mouvement centrifuge approprié, mais encore le mouvement centripète, isolé temporairement des organes de relation, c'était l'origine de l'activité centrale (idée, raisonnement) qui n'a aucun rapport direct avec une action définie, mais qui supplée à l'insuffisance de l'organe pour les besoins, par création d'un organe artificiel, appelé instrument. L'humanité commence avec la machine, quelque rudimentaire qu'elle soit, et son histoire c'est le perfectionnement de ces machines pour le bien de l'espèce. Le besoin primitif de suppléer à l'insuffisance d'un organe par un jeu d'organes, n'ayant aucun rapport direct avec l'organe dont il s'agit, est la base et le but de l'intellect.

Éveiller l'activité nerveuse générale par des procédés appropriés du moment où le fait extérieur ne peut le faire constituera l'art; saisir les rapports de simultanéité entre les faits dont le rapport causal échappe donnera la religion; connaître le rapport causal des faits et leur nature pour les approprier aux besoins formera la science. Et tous les trois ne sont que les résultats des rapports et les effets de l'insuffisance organique dans la lutte pour l'existence.

Tout fait intellectuel ne peut donc être compris, hors du terrain de la sélection et de l'adaptation; et il n'a d'autre but que la suffisance de l'espèce humaine. Toutes les catégories de diverses branches de l'activité psychique : l'extase et la beauté dans l'art (1), la foi et la divinité dans la religion, le fait et la nature dans la science ne sont que les manifestations historiques des adaptations continues de l'espèce humaine, et seule la critique sociologique peut élucider leur valeur.

III

Examinons à présent les critiques scientifiques faites sur un autre terrain que celui de la sociologie. Elles peuvent être de deux ordres : la critique dogmatique et la critique psychologique.

La critique dogmatique se base sur la vérité et sur la méthode. Critiquer la vérité de la religion, la valeur de la science ou celle du rythme, amènerait chaque fois à amasser des faits, nécessaires pour

(1) La philosophie de l'art, *Courrier social*, n° 1, 1894.

prouver le contraire, par la méthode qui facilite le mieux l'établissement du dogme qu'on veut démontrer.

L'erreur et la vérité, ces deux formes d'intolérance et de manque du sens critique, subordonnent les efforts humains à nos propres désirs et aspirations, et ne laissent nullement comprendre la valeur et l'efficacité de l'activité humaine.

Tout devient cerveau, mais rien ne pense à l'homme dans la critique dogmatique. Et pourtant il est plus important de connaître la force vive de la divinité ou de la nature que de savoir si Dieu est plus vrai que la matière, ou si tous les deux ne valent pas le phénomène. La logique du Port-Royal, des Péripatéticiens et de Stuart Mill est aussi vraie pour nous que l'aile l'est pour l'oiseau, la nageoire pour le poisson et les membres pour l'homme. Le procédé de penser n'a qu'une valeur purement historique, et le seul moyen d'apprécier l'idée est de lui donner une valeur, c'est-à-dire de mesurer sa valeur historique par rapport à un peuple, sa valeur biologique par rapport à l'humanité. L'art, la religion et la science peuvent être appréciées à juste titre, à condition qu'on sache que tout effort de l'être a pour but la vie.

Comme nous l'avons dit, la critique dogmatique apprécie les procédés cérébraux et ignore les faits biologiques. Elle est donc une simple opération d'esprit, une escrime nécessaire pour développer certaines fonctions cérébrales, indispensables pour l'évolution, mais elle n'a aucune valeur critique, vu le défaut de balances et l'ignorance des faits à peser.

Au contraire, la méthode sociologique, basée sur le principe d'adaptation, permet de comprendre les différentes formes de l'opération cérébrale, leur valeur respective suivant les conditions d'existence, et nous amène à la conclusion sur la forme la plus appropriée, c'est-à-dire la plus féconde, de l'activité psychique de l'homme. Analysons encore, et d'une façon plus que concise, la critique psychologique.

La critique psychologique des faits intellectuels ne peut non plus être satisfaisante. La critique dogmatique systématise seulement les faits pour faciliter une exposition. La critique psychologique n'arrive qu'à la connaissance des opérations mentales de l'individu; elle saisit la causalité mentale qui ne dépasse pas le seuil de conscience de celui qui apprécie et de celui qui est apprécié. Elle explique le rapport qui existe entre le cerveau et ses produits, mais elle ignore les rapports qui existent entre la fonction d'un organe et son efficacité. Elle est donc nécessaire pour la psychologie, mais est sans importance pour la science des valeurs mentales, car le côté pratique de l'opération

mentale lui échappe. Pourtant tous les efforts ne tendent que vers ce but, et c'est grâce au caractère infiniment pratique de l'activité psychique qu'une de ses parties est rentrée dans l'inconscient, dans l'instinct, en prenant les apparences du désintéressement, c'est-à-dire de la stérilité pratique pour pouvoir agir sans perte de force pour des fonctions acquises. En résumé la seule méthode d'appréciation des phénomènes intellectuels est celle de la sociologie.

IV

Tâchons d'appliquer cette méthode dans notre analyse des faits intellectuels. Parmi ces faits je laisse de côté l'art, dont j'ai déjà parlé autre part, et j'étudierai seulement la valeur sociologique de la religion et de la science qui, toutes les deux, dernièrement, avaient à subir la critique dogmatique, d'une part, des partisans de la religion et, d'autre part, des champions de la science.

Les premiers, rigoristes de Dieu, croyant voir une certaine lassitude régner dans la science, essaient d'orienter les esprits vers la religion. Leurs griefs aussi nombreux que spirituels se réduisent aux faits suivants. La science n'a pas répondu aux questions les plus brûlantes : d'où vient l'homme ? quelle est sa destinée ? quelle doit être sa conduite ? De plus, la science établissant le règne exclusif de la loi naturelle, nuit à la perfection de l'homme qui a besoin de divinité réparatrice, car le péché originel explique la nécessité du frein contre l'excellence de la nature qui ne peut diriger les efforts dans la perfection. Ce raisonnement a démontré à tous les esprits religieux la supériorité de Dieu sur la nature.

Mais les savants n'en furent point édifiés. A ces récriminations, ils répondirent dogme contre dogme que la science avait beaucoup de choses, que la religion n'a pas pu fournir, mais qu'elle ne promettait point de résoudre les questions d'origine, et même qu'elle ne promettait rien du tout ! Ces raisons ont démontré à tous les adversaires de la religion la supériorité de la science. Depuis tout est rentré dans l'ordre. Profitons du silence pour expliquer les défauts de ces procédés. Certes le savant a raison de défendre son travail, mais son point critique me semble déplacé : pourquoi, a priori, l'intolérance vaudrait-elle moins que la tolérance, ou le chemin de fer plus que la vieille berline de nos pères ? Pourquoi la science ne promet-elle rien (fait du reste inexact si on pense aux promesses des savants) ? Pourquoi est-ce un

sociétés et leur physiologie comparée. Dans la première, on rapproche les groupes sociaux suivant la forme de leurs éléments, c'est-à-dire de leur milieu physique (sol, climat, productions minérales, végétales et animales) et de leur population, étudiée successivement dans ses caractères anthropologiques (y compris sa nature d'esprit et sa langue), dans ses caractères démographiques, et dans sa répartition entre les classes et professions. Il faut ainsi instituer des chaires : de géographie comparée ou, pour employer un terme plus large, de mésologie sociale; d'anthropologie comparée, de psychologie et de philologie comparées; de démographie comparée; enfin, si l'on nous permet ces néologismes, d'organologie et d'histologie sociales. — La seconde section de la sociologie comparative rapproche les groupes sociaux suivant l'activité de leurs éléments, suivant leur vie de nutrition, de reproduction et de relation. Il est nécessaire, si l'on veut étudier cette vie, de créer des chaires relatives chacune à l'histoire comparée d'une grande institution à travers le temps et l'espace. Pour la vie de nutrition, qui est la vie économique, il faut une chaire consacrée à la production des richesses (histoire du travail); une à leur distribution ou répartition; une à leur circulation et à leur consommation. Pour la vie de reproduction, l'ensemble des phénomènes génésiques et domestiques (l'amour, le mariage, la vie de famille, l'éducation des enfants) nécessitera peut-être deux chaires. Il en faudra bien plus encore pour la vie de relation : l'histoire des religions, celle des idées morales et des mœurs, celle des beaux-arts et des lettres (qu'il y aurait même évidemment avantage à dédoubler), celle des sciences, celle du droit, celle des institutions politiques, comportent chacune un enseignement distinct. — On arrive ainsi à un chiffre total d'environ vingt-six chaires, auquel il convient encore d'ajouter, croyons-nous, une chaire de sociologie générale (ou de philosophie sociale, ou d'introduction à la sociologie) consacrée à la discussion des questions relatives à l'objet et à la méthode des sciences sociales, et surtout à la synthèse des résultats acquis dans les diverses branches de la sociologie; chaire qui rayonnerait, pour ainsi dire, sur toutes les autres, et, en ramenant à l'unité leurs recherches, symboliserait leur indissoluble liaison.

Mais il ne conviendrait pas, croyons-nous, de joindre dans cette Faculté l'enseignement des *arts* sociaux à celui des *sciences* sociales. Sans doute, les arts sociaux ne peuvent progresser que s'ils s'inspirent des sciences sociales. Seulement, cela ne veut pas dire qu'ils doivent être professés dans le même établissement. Ainsi, en France,

l'École Centrale des Arts et Manufactures, l'École des Mines et l'École des Ponts et Chaussées enseignent des arts qui reposent sur la connaissance des sciences mathématiques et physiques. Cependant, ces écoles restent bien distinctes de nos Facultés des Sciences. Il en doit être de même, ce nous semble, en matière sociale. Les arts, ici comme partout, n'ont de valeur que s'ils ne se contentent pas de poser un idéal général, mais s'efforcent en outre de montrer les moyens de le réaliser. Il faut donc que ceux qui sont chargés de les enseigner descendent dans le détail des applications techniques. Or, comment placer tout cela dans la Faculté des Sciences Sociales? Ne vaut-il pas mieux laisser subsister les Facultés et Écoles qui s'occupent, dès à présent, des divers arts sociaux particuliers? L'art économique, l'art juridique, l'art politique, continueront à être enseignés dans nos Facultés de Droit; l'art moral et l'art pédagogique, dans nos Facultés des Lettres; l'art religieux, dans les Facultés de Théologie des différents cultes; les arts dits libéraux, dans les Écoles des Beaux-Arts. Les élèves de toutes ces maisons auront profit à venir quelquefois s'asseoir sur les bancs de la Faculté des Sciences Sociales; cela pourra même devenir obligatoire, dans une certaine mesure, pour plusieurs catégories d'entre eux. Mais ces grands établissements eux-mêmes ne disparaîtront pas.

Quant au régime de l'enseignement dans les Facultés des Sciences Sociales, il devra être, croyons-nous, fort analogue à celui de nos Facultés des Sciences ou de la partie scientifique de nos Facultés des Lettres. Chaque professeur ferait un cours par semaine pendant l'année scolaire. Il tiendrait, en outre, chaque semaine également, une conférence, dans laquelle il pourrait faire connaître aux élèves, par le menu, les documents dont il se sert au cours, et les exercer eux-mêmes à se servir de ces documents et à présenter devant leurs condisciples des exposés sur certains points particuliers. Enfin, à chaque chaire, serait annexé un laboratoire. Nous avons donné le plan général de ces laboratoires dans un article spécial, inséré dans le numéro de septembre 1895 de la *Revue internationale de Sociologie*, et nous n'avons pas, par conséquent, l'intention de revenir aujourd'hui en détail sur ce point. Nous dirons seulement que ces laboratoires devraient être adaptés aux diverses chaires de la façon suivante. Pour la sociologie descriptive, le titulaire de chaque chaire serait conservateur d'un musée ethnographique réunissant *tous* les objets relatifs aux sociétés dont l'étude appartiendrait à cette chaire: il y aurait, dans le musée même, et distinct des collections ouvertes au public, une ou plusieurs

salles de travail, où les pièces seraient reçues à leur arrivée, décrites, cataloguées, et où elles pourraient plus tard être rapportées des vitrines pour être de nouveau soumises à l'examen des travailleurs. Quant à la sociologie comparée, il serait formé pour elle des collections d'un autre genre, embrassant, non plus les divers objets ressortissant à un même peuple, mais ceux qui se rapporteraient à une même institution considérée à travers les différents peuples : là aussi, le professeur aurait la conservation des pièces, et l'usage de locaux pour le travail. Enfin, la chaire de sociologie générale pourrait disposer d'une collection plus sommaire, présentant un résumé synthétique de toutes les autres. Ce qui est essentiel, c'est que les élèves soient initiés au manie-ment des matériaux de première main sur lesquels se fait la science, c'est-à-dire des produits dérivant directement de l'activité des sociétés qu'elle envisage tour à tour. Dans la conférence, les documents écrits ou imprimés seront d'ordinaire, par une tendance trop naturelle, mis au premier plan. Il faut que, dans le laboratoire, ce vice de méthode soit corrigé et que là les choses elles-mêmes soient consultées sans intermédiaire.

Maintenant, comment recruter les maîtres du nouvel enseignement ? Il est tout indiqué qu'à l'origine on les prendrait parmi les hommes actuellement qualifiés par des travaux scientifiques dans les diverses branches qu'embrasserait la Faculté des Sciences Sociales. Entre ceux-ci, pour assurer l'harmonie de ce nouveau corps avec ceux qui composent déjà l'ensemble universitaire, on choisirait de préférence ceux qui enseignent déjà dans les autres Facultés ou qui possèdent les grades les plus élevés délivrés par elles. Nous pouvons affirmer qu'on en trouverait encore un nombre suffisant pour composer le personnel de la nouvelle Faculté. Bien entendu, nous ne voulons pas citer de noms, pour ne pas susciter des discussions, dont le moment n'est pas venu. Mais on verra, par ce que nous dirons tout à l'heure, comment une grande partie du corps enseignant est déjà assurée dans le présent. Quant à l'avenir, il va de soi que les futurs professeurs de la Faculté seraient choisis parmi les docteurs qu'elle aurait à instituer. Faudrait-il, entre eux, établir un concours d'agrégation ? Ce concours ne semble pas donner de fort heureux résultats dans les Facultés de Médecine. Pour les Facultés de Droit, il est en voie, sinon de disparition, au moins de transformation. Peut-être, dès lors, le meilleur mode serait-il le choix des professeurs et chargés de cours par le Ministère, sur la présentation de la Faculté intéressée, laquelle tiendrait évidemment grand compte de la valeur scientifique de la thèse du

candidat, et pourrait, au besoin, lui faire subir une épreuve spéciale pour s'assurer de ses aptitudes à l'enseignement. C'est, à peu de choses près, le système qui existe dans les Universités allemandes pour la nomination des professeurs et des « privat-docenten ».

Reste à dire un mot des étudiants et des buts qu'ils pourront poursuivre dans la Faculté. Quelle condition leur demandera-t-on de remplir à l'entrée? Il faut distinguer entre les auditeurs libres et les élèves réguliers. Les premiers devront être admis libéralement à tous les cours et si possible aux exercices pratiques, sans qu'on exige d'eux la production d'un diplôme initial, mais sans non plus qu'ils puissent en attendre un de la Faculté elle-même, sauf peut-être une sorte d'« attestation d'études supérieures » analogue à celle que délivrent plusieurs de nos Facultés des Lettres. Quant aux élèves réguliers, ils devront être, à l'entrée de la Faculté, bacheliers de l'enseignement secondaire (nous admettrions du reste fort bien que le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne donnât ici les mêmes droits que celui de l'enseignement secondaire classique). A la Faculté, ils pourront prendre deux grades : licence et doctorat ès-sciences sociales. La première, conçue sur le type des licences ès-lettres et ès-sciences, nécessitera un minimum légal d'un an d'études, mais ne sera guère, en fait, obtenue qu'après deux années au moins passées à la Faculté. Elle sera délivrée à la suite d'un examen écrit et oral, portant sur toutes les principales matières enseignées à la Faculté, dont seule, il est vrai, la connaissance générale sera demandée au candidat. Quant au doctorat, il sera l'apanage des licenciés qui présenteront une thèse jugée satisfaisante sur une question sociologique, thèse imprimée et soutenue publiquement, et à laquelle pourra être jointe, comme à la Faculté des Sciences, la discussion de « propositions données par la Faculté ». — Quels droits conféreront ces diplômes? Il résulte de la nature même du nouvel enseignement qu'ils auront une valeur bien plus scientifique que professionnelle. La seule carrière pour laquelle le doctorat devra être exigé, sera l'enseignement même des sciences sociales. Quant à la licence, il sera juste de la considérer comme équivalente aux licences ès-lettres et ès-sciences en vue d'assurer la dispense de deux années (sur trois) de service militaire; et peut-être aussi de l'assimiler à la licence en droit pour permettre de prendre part aux concours de certaines administrations publiques. En outre, il est clair qu'elle constituera, pour ceux qui en seront munis, une recommandation s'ils veulent entrer dans la vie politique, dans la magistrature, etc... Mais c'est tout ce qui est souhaitable. Les nou-

veaux titres devront tirer leur valeur, moins des fonctions qu'ils ouvriront, que des mérites réels qu'ils supposeront chez les candidats. A cet égard, il dépendra de la Faculté, par la bonne composition des programmes, la sévérité des épreuves et leur direction intelligente, de faire beaucoup pour le renom des grades quelle sera appelée à délivrer.

III

Le plan général des Facultés des Sciences Sociales étant tracé, il importe d'indiquer les moyens qui existent dès maintenant pour le réaliser.

Evidemment, on ne saurait songer à créer du premier coup et simultanément seize Facultés des Sciences Sociales dans les seize centres académiques existant en France. Il faut d'abord en établir une à Paris, puis en instituer dans les principales villes universitaires de province, telles que Lyon, Bordeaux et Montpellier (trois villes où la sociologie est enseignée dans les Facultés des Lettres); plus tard on pourra songer à en créer aussi dans les autres centres. Mais déjà, pour Paris, se pose la question de savoir comment on trouvera le personnel et les ressources — assez considérables — qui sont nécessaires à l'installation du nouvel organe.

Nous ne voyons à ce problème qu'une seule solution possible. A défaut d'une création de toutes pièces, à laquelle on ne peut songer dans l'état présent de nos finances publiques, il faut demander la transformation d'un établissement d'instruction supérieure déjà existant. Et le Collège de France paraît tout indiqué pour cette transformation. On ne s'étonnera pas, vu la nouveauté de ce projet, que nous nous efforcions de donner à l'appui un assez grand nombre de raisons, dût-on en trouver quelques-unes moins probantes.

D'abord, le Collège de France a été institué pour enseigner les sciences nouvelles, ne rentrant pas dans le cadre de l'Université. Il s'est trouvé sans doute que celle-ci l'a parfois rattrapé, qu'elle a admis chez elle les études inaugurées par lui, et de là des doubles emplois dans les chaires. Mais, du moins, le Collège a conservé de l'esprit de son institution cette idée, qu'il doit être à l'avant-garde de la science. C'est lui qui, tout récemment encore, créait le premier (et jusqu'ici le seul) des chaires d'histoire des religions, de psychologie

expérimentale et comparée, d'histoire générale des sciences, et cela en faveur de penseurs d'ordinaire considérés comme hétérodoxes. Or, de toutes les études, il n'en est assurément pas de plus neuve que les études sociales. En les accueillant largement, en leur sacrifiant même complètement les autres disciplines, qui sont déjà entrées définitivement dans des voies purement scientifiques et qui peuvent être laissées sans désavantage aux Facultés existantes, le Collège ne ferait, semble-t-il, que rester fidèle à sa mission originelle, qui constitue sa raison d'être.

Cette idée même, de le faire servir uniquement à un enseignement d'ordre social, a des précédents. On sait qu'en 1848 l'Assemblée Nationale avait voté la transformation du Collège en une « École d'Administration » chargée de former les jeunes gens qui se destineraient aux carrières politique, administrative, diplomatique. Sans doute cette expérience ne fut pas complètement heureuse, et l'École nouvelle n'eut qu'une bien courte existence : mais on peut penser que l'établissement du régime dictatorial fut pour beaucoup dans sa suppression, et des discussions récentes ont établi que l'œuvre de l'École, pour avoir été brève, n'était pourtant pas demeurée infructueuse. Sans doute aussi, on peut dire qu'il n'y avait là qu'une École consacrée à l'enseignement de quelques arts sociaux, et non une Faculté destinée à la culture de l'intégralité des sciences sociales. Nous sommes loin de contester que, en effet, notre projet diffère fort de celui de 1848 — et la différence des temps et des situations suffirait à justifier, s'il en était besoin, ce changement de point de vue. Mais du moins on voit que notre conception n'est pas isolée, sans précédent, qu'elle se rattache, au contraire, à un mouvement d'idées qui a failli, une fois déjà, triompher.

Bien d'autres raisons militent en faveur du Collège de France, pour en faire notre Faculté. Topographiquement, il est placé au centre du quartier des Écoles, entre la Faculté de Droit, la Faculté des Sciences et la Faculté des Lettres. C'est la représentation exacte, dans l'espace, de la place qui appartient aux études sociales dans l'ordre de nos connaissances. C'est aussi une excellente condition matérielle pour que le nouvel organe attire des élèves venus des autres Facultés, et pour que ses maîtres et ses étudiants puissent, sans grande peine, trouver tout auprès d'eux, ceux-là, les renseignements, ceux-ci, les enseignements sur les études connexes aux leurs dont ils pourraient avoir besoin.

Le Collège de France ne délivre pas de diplômes à ses élèves. Il ne sera donc pas étonnant de le voir, sous sa nouvelle forme, ne décerner que des grades sans valeur professionnelle. — De même, il ne demande

pas de diplômes à ceux qui aspirent à y enseigner. Heureuse condition pour l'établissement de chaires nouvelles, alors que les maîtres les plus compétents pour remplir celles-ci pourraient (dans quelques cas, tout au moins) ne pas se trouver fort gradués par ailleurs!

Mais le meilleur argument, peut-être, est qu'il existe déjà au Collège beaucoup d'enseignements qui semblent aptes à former le noyau de la nouvelle Faculté. Presque toutes les sciences sociales abstraites y sont déjà représentées : la psychologie comparée (1), la philologie ou grammaire comparée (2), l'histoire unie à la géographie et à la statistique économiques (3), l'histoire des lettres (par de nombreux cours) et celle de la philosophie (par deux chaires), l'histoire de l'art (4), l'histoire des sciences (5), l'histoire des religions (6), l'histoire des institutions juridiques (7). Quant aux sciences sociales concrètes, il suffirait de faire enseigner l'histoire des divers peuples antiques ou éloignés par les savants, si nombreux au Collège, qui sont actuellement occupés à y étudier leur langue ou leur littérature (8). Dans l'une des chaires de biologie existantes, on traiterait des sociétés animales; les autres, ainsi que les chaires de sciences mathématiques et physiques, seraient transportées à la Faculté des Sciences ou au Muséum d'Histoire naturelle. Celles de littérature non utilisées dans la nouvelle Faculté seraient adjointes à la Faculté des Lettres. En somme, dans les quarante et une chaires existantes, il serait facile de trouver la matière des vingt cinq à trente chaires que comporte notre plan de la Faculté des Sciences Sociales. Quant à ses laboratoires, nous avons déjà dit que c'est d'une meilleure organisation de nos musées ethnographiques qu'il faut les attendre. Mais, pour son enseignement, on voit que c'est du Collège de France qu'il doit sortir tout naturellement. Il y a, sans doute, des frois-

(1) M. Th. Ribot.

(2) M. Michel Bréal.

(3) M. Em. Levasseur.

(4) M. Lafenestre.

(5) M. Pierre Laffitte.

(6) M. Albert Réville.

(7) M. Jacques Flach.

(8) Chaires de langues et littératures : 1^o de la Chine; 2^o de l'Inde; 3^o de la Perse; 4^o de l'Assyrie; 5^o de la Judée; 6^o de l'Égypte; 7^o de l'Arabie; 8^o de la Turquie; 9^o de la Russie; 10^o de l'Allemagne; 11^o de la Gaule; 12^o de l'Europe méridionale, etc. Pour les pays non représentés au Collège, on trouverait le personnel compétent à l'Ecole des Langues Orientales, laquelle devrait, elle aussi, se fondre dans le grand corps universitaire.

sements à éviter, des droits acquis à sauvegarder, des mesures transitoires à prendre. La direction de l'enseignement supérieur saura y pourvoir au mieux des intérêts généraux. Elle trouvera les moyens les plus appropriés pour atteindre cette fin si désirable : la complète installation de notre première Faculté des Sciences Sociales au moyen des ressources actuellement utilisées par le Collège de France.

A cette transformation il y aura un dernier avantage, auquel tous les amis de notre enseignement supérieur seront sensibles. Cet enseignement, tel qu'il avait été organisé sous Napoléon I^{er}, était multiple et fragmentaire, divisé en Facultés isolées conférant des grades professionnels, en Écoles préparant la jeunesse dans des internats, et en établissements scientifiques indépendants tels que le Collège de France et le Muséum d'Histoire Naturelle. Au cours de ce siècle, les inconvénients de ce système ont apparu, et l'on a compris la nécessité de refaire l'ancienne unité du corps universitaire. Non seulement il commence à y avoir pénétration réciproque des Facultés les unes par les autres, mais les élèves des principales Écoles deviennent de plus en plus étudiants de ces diverses Facultés. Quant aux deux grands établissements scientifiques indépendants, ils font aujourd'hui presque double emploi avec les Facultés des Lettres et des Sciences, par suite de la création de nombreuses chaires nouvelles dans celles-ci. N'est-il pas temps de sortir de cet état de choses et de faire entrer ces deux organes dans le corps universitaire, où ils pourront tout à la fois se différencier plus complètement de tous les autres et se coordonner plus complètement avec eux — suivant l'idée si juste de Spencer, que différenciation et coordination vont s'accompagnant? Pour cela, la voie à suivre est tout indiquée. Il faut faire du Muséum la Faculté des Sciences Naturelles de l'Université de Paris, en y incorporant les chaires de biologie existant à la Sorbonne et en ne laissant plus à l'ancienne Faculté des Sciences que l'enseignement des mathématiques, de la physique et de la chimie. Il faut, en même temps, faire du Collège de France la Faculté des Sciences Sociales de cette même Université, au moyen des transformations que nous avons suggérées ou de tous autres changements qui seraient reconnus désirables. C'est là, croyons-nous, à la fois l'intérêt des sciences sociales, qui ont avantage à voir leur enseignement condensé en un corps unique, dans un lieu déjà consacré par de glorieuses traditions ; l'intérêt du Collège de France, qui doit se renouveler s'il ne veut disparaître, car il est évident qu'aujourd'hui, par comparaison avec la Sorbonne grandissante, il a diminué d'éclat ; l'intérêt enfin du corps universitaire de Paris, de toute « l'Université

de France », et des études supérieures elles-mêmes. Souhaitons que tous ces intérêts soient nettement aperçus par ceux qui ont charge de les représenter ; qu'ils apparaissent ce qu'ils sont vraiment, c'est-à-dire harmoniques et non antagoniques ; et une réforme à coup sûr utile, peut-être même glorieuse pour notre enseignement national, sera proche de sa réalisation.

RENÉ WORMS.

MOUVEMENT SOCIAL

ALLEMAGNE.

Les changements sociaux qui se sont produits sur le terrain de l'empire allemand actuel, dans le courant de ce siècle, ont été en grande partie provoqués par des *causes générales*, dont l'influence est visible dans tout le domaine de la civilisation moderne. L'action de ces causes présente en même temps la *continuation* normale de l'évolution qui s'était accomplie depuis la chute de l'empire romain, dans tous les domaines de la civilisation européenne ; et cette évolution peut, en général, être considérée comme l'évolution des villes. La *formation* des villes, et leur floraison en tant que produits isolés des territoires plus ou moins étendus, est terminée dans sa partie essentielle vers l'an 1500 ; depuis ce temps, prédomine la tendance à leur union, en partie par le progrès du commerce et des rapports réciproques, qui signifient un *mouvement* plus vif des hommes et des biens ; en partie, par la croissance prépondérante et la domination de certaines villes, qui, au milieu de ce progrès, deviennent *capitales*. L'union est utile à l'augmentation de l'échange et aux besoins communs de la défense et de la lutte pour les *intérêts communs*. L'événement capital, dans le courant de ces siècles, est la formation des *sociétés* commerciales de la même langue et des *États*, d'abord territoriaux, puis *nationaux*.

Les causes générales de l'évolution ont leurs racines naturelles :

1° dans la nécessité pour les hommes, sauf des exceptions peu nombreuses, d'être *actifs pour vivre*; 2° dans le désir qui existe et agit chez la plupart, d'affirmer et, autant que possible, d'améliorer leur position sociale; 3° dans la convoitise des richesses et de la puissance qui anime et aiguillonne quelques-uns. Ces facteurs provoquent la *concurrence* en même temps *entre les nations* et à l'*intérieur des nations*. La concurrence réagit sur ces facteurs, et surtout renforce le troisième d'entre eux, dont la forme spéciale, la tendance au *gain commercial*, la généralise. Cette tendance, après avoir été toujours le motif de l'*échange* des biens, devient de plus en plus aussi le motif de leur production. C'est la force mouvante de la *fabrication*, c'est-à-dire de la tendance à la *concentration* des ouvriers et des outils, que cette concentration n'ait lieu que dans le *comptoir du marchand*, qui fait les commandes (manufactures séparées), ou dans les ateliers mêmes (manufactures réunies); qu'il s'agisse de la concentration des ouvriers, qui exécutent collectivement un travail *divisé*, ou de celle des outils, qui produit l'outil collectif, la *machine*.

Toutes ces tendances ont, par conséquent, pour but l'augmentation du commerce, c'est-à-dire, le *libre échange*; elles s'efforcent à vaincre toutes les limites *naturelles* et *sociales*. Elles ont pour but de faciliter et d'augmenter le mouvement des biens et des hommes, partant de multiplier et d'améliorer les voies de communication et de transport par la terre et par l'eau. Contre le lien socio-naturel, qui unit la production à la consommation prochaine, elle s'efforcent de généraliser la *forme-marchandise* des produits, de provoquer et d'augmenter la production des marchandises directement et, autant que possible, en masse. Le transport et la production sont *mécanisés*, en même temps qu'il sont de plus en plus compris et considérés comme moyen menant au but absolu et général de l'*enrichissement*. La machine est le moyen absolu et général du *capital*.

Les progrès de ces tendances générales remplissent les quatre derniers siècles; grâce aux nouveaux moyens de production et d'échange, elles prirent, au *xix^e* siècle, une telle étendue et une telle vitesse, que leur influence dépasse les changements survenus aux trois siècles précédents dans une mesure difficile à exprimer.

Le premier tiers du *xix^e* siècle subit l'influence de l'*outil-machine*, qui révolutionne la production; le deuxième y ajoute l'application de la *vapeur* en qualité de force motrice; le troisième enfin, celle de l'*électricité*. La machine à vapeur a une importance extrême pour l'amélioration du transport; l'électricité multiplie et favorise les innovations

dans les deux domaines : celui de la production aussi bien que celui du transport.

Toute cette *révolution dans la vie* a exercé sur l'état des pays qui forment aujourd'hui l'Empire allemand, une influence d'autant plus forte, que ces causes générales avaient eu dans ces pays, au cours des siècles précédents, une importance moindre que dans les pays qui avaient plus vivement participé au commerce transatlantique, comme surtout la Hollande, séparée de l'ancien Empire allemand, la France et la Grande-Bretagne.

La participation au *commerce transatlantique* se réduit pour l'Allemagne presque exclusivement aux villes de Hambourg et de Brème, qui aussi ont fourni dans le courant de ce siècle, une croissance énorme. Moins considérable est l'évolution des places qui s'adonnent plutôt au commerce de la Baltique, comme Lubeck, et les villes prussiennes de Stettin, de Danzig et de Königsberg. La plupart des villes maritimes, étant situées aux embouchures des grands fleuves, sont aussi d'une grande importance pour la navigation intérieure, par exemple, Hambourg, pour le transport de l'Elbe; Brème, pour celui de la Weser; Stettin, pour celui de l'Oder. La navigation intérieure, de même que la navigation transocéanienne, a éprouvé une augmentation considérable grâce à l'introduction des bateaux à *vapeur*; cela s'applique en Allemagne, surtout à la navigation sur le Rhin. La construction des voies navigables artificielles, des *canaux*, qui autrefois formaient le moyen principal d'augmenter l'échange intérieur, s'est peu accrue depuis que l'importance des voies continentales s'est tellement agrandie, grâce à la voie ferrée et aux voitures à vapeur. La signification d'un moteur à bon marché fut beaucoup plus grande pour le transport par voie de terre que pour la navigation. Cependant grâce à la construction seule des chaussées pavées, le mouvement sur les chemins territoriaux était considérablement accru déjà dans le premier tiers de ce siècle, et même au siècle précédent. Sur l'ancien territoire de la Prusse, il n'y avait, en 1816, que 552 1/2 lieues de chaussées; en 1862, il y en avait déjà 3,791. La voie ferrée avait précisément pour l'Allemagne une haute importance, d'abord, à cause de sa participation relativement exigüe au commerce maritime, puis, à cause du manque de voies navigables artificielles. Les chemins de fer ont puissamment contribué à l'unification économique et politique. Cette relation est indiquée par ce fait que les commencements et les plus rapides progrès des chemins de fer ont lieu dans le *deuxième* tiers du siècle; les grandes lignes principales sont prêtes à la fin de cette époque.

Quoique le développement depuis 1868 soit également énorme, car, en 1868, il y avait 31,4 kilomètres des chemins de fer à voies larges, sur 1,000 kil. carrés, et 42,5 kil. sur 100,000 habitants, tandis qu'en 1894, les chiffres correspondants sont 80,5 et 85,7, l'accroissement, avant 1868, à commencer de 1835, où fut inauguré le premier chemin de fer allemand, entre Nuremberg et Fürth, avait été beaucoup plus considérable et riche en conséquences. L'accroissement annuel de la longueur des voies ferrées, qui atteignait encore 6-8 0/0 au début de la dernière époque, tomba, depuis 1880, à 1-2 0/0 environ. Au contraire, la construction des chemins latéraux à voies étroites n'a commencé que dernièrement, et leur total a rapidement monté de 323 kilomètres à 1,340 kilomètres.

En ce qui concerne l'accroissement, dans le courant du siècle, du commerce entier, tant extérieur qu'intérieur, nous n'avons pas pour lui de mesure exacte, mais des indices infaillibles nous montrent que cet accroissement, tant au point de vue de la masse que de la valeur, a été plusieurs fois plus grand que celui de la population. Dans le courant des vingt dernières années, la valeur évaluée des *importations* du commerce spécial a monté de 3 1/2 milliards de marks à 4 milliards; celle des *exportations*, de 2 1/2 milliards à plus de 3 milliards. L'accroissement avait été indubitablement beaucoup plus grand dans le premier, et surtout dans le deuxième tiers du siècle. Le développement du commerce intérieur a pu subir une progression plus régulière.

Il peut se mesurer jusqu'à un certain degré par l'usage croissant des services de la poste et du télégraphe.

On compte sur 100 habitants :

	EN 1872	EN 1893
Lettres envoyées	1.216	3.775
Colis postaux	152	269
Valeur des mandats transmis	1.290 M.	10.770 M.
Télégrammes envoyés	24	55

L'événement principal de l'évolution dont il s'agit, à côté de la croissance immense des échanges intérieurs et extérieurs, fut la transformation de l'Allemagne, qui autrefois exportait du blé, en un pays qui en importe. Le surcroît moyen des exportations du blé de l'Union douanière (Zollverein) sur les importations pour la période de 1837-41 avait été évalué à 66 millions de marks environ (en monnaie actuelle).

Après 1850, l'inverse se produit pour le seigle : on en importe plus qu'on en exporte ; le même phénomène n'atteint le froment, l'orge et l'avoine qu'après 1870 ; le surcroît des importations totales du blé sur les exportations a atteint, comme moyenne de la période quinquennale 1890-94, jusqu'à 400 millions de marks. La *laine* aussi avait été autrefois un objet important des exportations agricoles ; là aussi on a vu l'inverse se produire vers le milieu du siècle, et actuellement les importations dépassèrent les exportations, dans la période précitée, de plus de 200 millions ; l'importation des matières brutes, en général, dépassa d'un milliard l'exportation.

L'importance, nous dirons la nécessité des *industries d'exportation* s'en est accrue. Il faut couvrir à l'étranger le déficit des moyens de subsistance et celui des matières premières, ainsi que satisfaire la demande des métaux précieux, dont la circulation ne peut pas se passer. De cette façon, les exportations prédominent seulement en matière de *produits fabriqués* ; la valeur moyenne du surcroît de ces exportations s'élève, elle aussi, dans la période indiquée, à un milliard environ. Le reste des importations, qui n'est pas payé avec les produits industriels, représente les intérêts des emprunts. L'Allemagne appartient de plus en plus au nombre des pays qui sont les créanciers de l'étranger.

Des industries d'exportation de l'Allemagne, la plus importante était encore, au commencement de ce siècle, celle du *lin* qui, tout en gardant le métier manuel comme base technique, était centralisée et exploitée par les négociants ; elle avait son siège principal en Silésie, mais son importance (surtout pour les articles fins) grandissait aussi en Westphalie. La Silésie appartenait au royaume de Prusse depuis le traité de Hubertusburg (1763), et la Westphalie — définitivement depuis le congrès de Vienne (1815). Cette vieille industrie textile a vu dans le courant du siècle son importance décroître, d'abord lentement, puis (dans sa deuxième moitié) rapidement ; la cause essentielle en est la concurrence du *coton*. L'industrie cotonnière constitue le pôle opposé de celle du lin ; elle est moderne et favorable à l'usage des machines, à l'universalisation de la *marchandise* ; elle fait venir sa matière brute des pays transocéaniques, où la culture peut en être augmentée sans limites. Spécialement, le filage du lin, qui est devenu professionnel en Allemagne seulement dans le courant de ce siècle, ne put former ici une industrie mécanique, tandis que le filage du coton est devenu une importante industrie d'exportation. L'industrie cotonnière avait d'abord son siège principal dans le royaume de Saxe, dans le Wur-

temberg et Bade; après le traité de Francfort vint s'y ajouter l'industrie textile de l'Alsace. L'accroissement général de la consommation du coton est un fait connu; en Allemagne, au début du siècle, c'était encore un article coûteux, car la livre se payait environ 1 thaler (3 fr. 75); dans la période 1836-40, on évaluait, sur le territoire douanier allemand, la consommation du produit brut (donc, l'usage productif inclus) à 0,34 kg. par tête d'habitant; aujourd'hui elle atteint 5,14 kg.; le nombre des fuseaux est d'environ 5 millions, il égale donc celui de France; mais la France et l'Allemagne réunies ne possèdent pas encore un quart des fuseaux de la Grande-Bretagne. — Beaucoup avant le tissage du lin, celui de la *laine* était, en Allemagne, un métier important, beaucoup plus indépendant, qui jouissait d'une estime plus haute et enrichissait souvent l'artisan. Grâce à la chute des villes libres et à la disparition des vieux chemins marchands, aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, ce métier avait beaucoup reculé, mais ensuite la politique mercantiliste des princes l'aida fortement: la laine des brebis indigènes devait être filée dans le pays. Ainsi, le métier des drapiers reflorissait avec une force grandissante depuis le milieu du siècle passé (1); la production totale des lainages dans le royaume de Prusse seul avait été évaluée par Krug, en 1802, à 13 millions de thalers (environ 49 millions de francs), dont on exportait plus de la moitié; c'étaient des sommes considérables pour cette époque et eu égard à la valeur de l'argent à ce temps. Outre le Brandebourg prussien et la province Rhénane, le siège principal de cette industrie se trouvait dans le royaume de Saxe (la bonneterie à côté de la draperie) et dans quelques petits États voisins, et aussi en Allemagne du Sud, surtout dans le Wurtemberg. Sur toute l'étendue de cette industrie, comme sur celle du filage, qui est liée avec elle, on constate, contrairement à l'industrie linière, un développement croissant et, en même temps, la victoire de la grande production mécanique, victoire beaucoup plus décisive que dans le domaine linier. Selon le dénombrement des professions de 1882, les personnes occupées dans le tissage du lin avaient sur l'établissement principal 2,9 aides;

Dans l'industrie du coton, 7,8;

Dans celle de la laine, 11,3.

Ces moyennes sont, bien entendu, largement dépassées dans les districts industriels proprement dits. Les exportations des tissus de

(1) Schmoller, *Die Entwicklung der deutschen Weberei*. Berlin, 1873 (Vortrag), p. 17.

laine atteignent, pour la période 1890-94, la valeur de 214 millions en moyenne. — L'industrie de la *soie* n'a jamais été importante en Allemagne ; son centre a toujours été Crefeld, qui, depuis 1815, a toujours appartenu à la Prusse. L'Allemagne n'exportait en quantité considérable que des produits demi-soie et le fil de soie brute.

Une importance énorme pour la richesse nationale de toute nation moderne revient, comme on le sait, au *charbon* et au *fer*. L'un et l'autre se trouvent dans l'empire allemand, et peuvent même être exportés en quantités considérables. L'exportation dépasse l'importation surtout pour la houille et les produits de fer de toute sorte, le fer en barres, en équerres, en coins, le fil de fer, etc. Les plus grands districts houillers de l'Allemagne sont situés : 1° en Silésie supérieure ; 2° aux bords de la Sarre ; 3° surtout au bas du Rhin ; ils appartiennent tous les trois à la Prusse ; mais le royaume de Saxe possède aussi un bassin. L'exportation *nette* de la houille représente aujourd'hui la valeur de 44 millions environ. Grâce à la perfection des fabrications de fer, la production *des machines* est devenue aussi importante pour l'exportation. En quantité moindre que les produits de fer, on exporte aussi ceux de *cuivre* ; ce métal est extrait en quantités considérables dans les provinces saxonnes de la Prusse, jusqu'à la valeur annuelle de 20 millions ; c'est un vieux trésor de l'Allemagne, comme aussi autrefois, et au degré plus haut encore, le minerai d'argent, qui est extrait principalement dans le royaume de Saxe actuel, et qui est encore aujourd'hui un important article d'exportation, quoique son importance soit fortement diminuée, en partie par rapport à la consommation mondiale actuelle des métaux précieux, en partie grâce à la chute de la valeur relative de l'argent. Le surplus de l'exportation de l'argent brut et en barres représente pourtant encore aujourd'hui une valeur annuelle de 32 millions environ. En ce qui concerne les *sels*, surtout récemment les sels potassiques, la production propre de l'Allemagne est aussi importante et son exportation s'accroît. La grande industrie *chimique* y est rattachée ; avec elle, l'Allemagne occupe le premier rang sur le marché du monde ; surtout les matières colorantes à base de goudron (aniline, etc.) représentent une valeur d'exportation de près de 50 millions, qui s'est rapidement accrue dans ces dernières années. Enfin, il faut mentionner les industries, qui se sont puissamment développées, des fonctions secondaires de l'agriculture, qui sont, jusqu'à présent, restées liées à l'agriculture et sont considérées comme en formant partie, mais qui subissent, plus ou moins, comme l'agriculture elle-même, l'influence de la science chimique : c'est la production de la

bière, de l'alcool et du sucre de betterave. Dans ces trois branches, on constate un développement rapide de la grande industrie et une forte exportation à l'étranger; surtout la sucrerie, qui est stimulée par l'État au moyen des primes d'exportation (comme en France), exporte jusqu'à la valeur annuelle de 200 millions. La sucrerie doit son apparition à un chimiste allemand; « les Français ont le mérite d'avoir appliqué en grand l'invention allemande et d'avoir soutenu la concurrence (1) »; pourtant, l'Allemagne est devenue « le premier pays du sucre de tout le monde, qui produit la plus grande partie du sucre pour le marché mondial et qui, en même temps, peut se vanter d'avoir conduit à une haute perfection la culture des betteraves et leur traitement technique (2) ». Cette industrie débute dans le deuxième tiers du siècle, par un produit de 1,408 tonnes; aujourd'hui, la production s'élève à 1,300,000 tonnes, dont on exporte plus de la moitié; l'extraction utile des betteraves a monté de 5,55 0/0 à 12,40 0/0. Le centre principal de cette industrie est la province saxonne de la Prusse, ensuite la Silésie. Par l'exportation de la bière — 1 million d'hectolitres — l'Allemagne occupe aussi le premier rang dans le commerce universel; la plus grande partie en appartient à la Bavière, où la transformation de la brasserie en grande industrie est la plus accusée. Mais cette même transformation est aussi prouvée sur le reste du territoire allemand payant l'impôt sur la bière (non compris : la Bavière, le Wurtemberg, Bade et l'Alsace-Lorraine), par ce fait, que le nombre des brasseries qui payaient moins de 6,000 marks d'impôt, est tombé, depuis 1874 jusqu'à nos jours, de 12,505 à 7,338, tandis que celui des brasseries plus grandes, imposées au-dessus de 6,000 marks, de 523 est passé à 907. — La distillerie est devenue une grande industrie d'exportation, depuis que l'on extrait l'alcool des pommes de terre. Cette industrie est également spéciale à la Prusse; ses représentants sont principalement des nobles propriétaires de grands domaines, les soutiens historiques de l'État prussien. « Pour les terres où le sol léger prédomine, il n'y a pas de culture de meilleur rapport que celle des pommes de terre; les grands domaines, ayant un sol pareil, sont presque nécessairement poussés à convertir leurs pommes en alcool ou bien en empois. Aussi, la distillation de l'alcool des pommes de terre a lieu principalement dans les parties de l'Allemagne où prédominent

(1) H. Paasche, dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (Conrad), V, 867.

(2) *Loc. cit.*

bien? et y a-t-il du mal dans les abondantes promesses non réalisées de la religion? *Ignoramus*; ce que nous voyons, c'est qu'on préjuge trop la valeur de ce qu'on désire, et qu'il est nécessaire de déplacer le point de critique pour apprécier la valeur de la religion et de la science. Pourquoi, d'ailleurs, traiter d'ignorants nos ancêtres, ou mieux accuser de méchanceté nos contemporains, lorsque les uns dans le passé, et les autres dans le présent, ne veulent qu'une chose : éviter la mort et améliorer leur vie?

Laissons donc l'évidence logique et les supériorités d'invention de la religion ou de la science, et analysons à notre point de vue la valeur sociologique de ces deux formes intellectuelles; c'est-à-dire, sans nous préoccuper de la logique des faits incriminés, cherchons leur valeur sélective.

V

Tel l'enfant qui essaie la vigueur de sa première dent sur le sein qui le nourrit, ainsi l'homme, sorti des langes de la religion, essaya sur elle ses premières forces. A la science de la foi et des notions à priori, il voulut substituer celle de l'observation et de l'expérience (Bacon, Locke, Hobbes, Gassendi, Helvetius, Diderot, Condillac, Cabanis, etc.). Les recherches, au début, plutôt escarmouches qu'études, passèrent ensuite à l'époque de sagesse et de paix. Les observations minutieuses, l'analyse des méthodes, la construction des grandes généralisations secondèrent les efforts primitifs, et la conception de l'homme nouveau naquit (Hume, Kant, Rousseau, Hegel, Spencer, Lyell, Cl. Bernard, Bichat, Darwin, Haeckel, etc.).

Examinons cette nouvelle conception basée sur l'observation, et voyons son rapport avec l'ancienne, née de la foi. Pour ne pas élargir le champ de notre analyse, limitons-nous seulement aux sciences anthropologiques.

L'homme, grâce à la biologie, comprit qu'il portait en lui la vie de l'univers (Baer), et que depuis des siècles il réalisait la perfection, donnée par la sélection (Lyell, Darwin, Hertwig, Haeckel, Gegenbaur, Perrier, Kölliker, C. Vogt).

L'étude des entrailles de la terre lui montra que, depuis les temps les plus reculés, s'élaborait sa destinée, et que lui, l'individu, était un des anneaux de la chaîne ininterrompue de l'espèce. La biologie a encore appris à l'homme que, dans la matrice de la mère, il réalisait la vie de tous les êtres, depuis les céentérés jusqu'à l'homme, et

que, en dehors de la matrice, l'homme, rendu à la vie sociale, devait développer ce qui est devenu humain, à force d'avoir vécu ce qui ne l'était pas (Haeckel, Romanes, Lubbock, Wundt, Ribot). Ainsi l'homme a compris que sa destinée était dans sa vie. Les études sur l'hérédité (Weisman) montrèrent que, dans l'être vivant, il y avait une partie, relativement stable, qui reproduisait l'espèce, et l'autre instable qui formait la vie individuelle de l'unité vivante. Ce fait donna à l'homme l'espoir de demeurer dans sa partie stable, par sa fécondité, et de changer pour le mieux, grâce à l'instabilité de l'autre partie. La notion de l'avenir devint alors plus nette, et l'activité humaine plus libre en tant qu'utilité et plaisir.

Rien ne pouvait empêcher la perfection dont l'idéal se créait sans fin par le développement de l'individu pour le bonheur de sa race, les efforts humains puisaient des renforts puissants dans l'univers qui les entourait et qui n'avait aucune hostilité préméditée envers la race humaine si elle voulait être perspicace et intelligente.

Autrefois, grâce au martyre et au sacrifice, seuls quelques saints surent réaliser cette harmonie des êtres. La généralité des hommes était trop peu clairvoyante pour comprendre que l'humanité n'est qu'une des plantes qui prend racine dans le limon. Les cantiques de saint François d'Assise qui parlait aux oiseaux, charmèrent quelques fidèles, mais l'ignorance du siècle ne permit point de suivre celui qui glorifiait la nature, car la foi dédaignait la vie, et seul l'amour quelquefois, par une cruelle intuition, la chantait. Grâce à la biologie, l'exception devint une règle. Cette science de la vie, rendant l'homme aux lois générales, a augmenté sa confiance en la vie; le cercle humain a été élargi, et l'homme a pu détendre son bras fatigué, sans heurter la limite ennemie ou l'inexorable mystère. La religion n'avait point ce don de rendre liberté à l'homme, en l'enrichissant des biens et des sympathies. Mais, dira-t-on, si la religion méprisait la nature et la chair, elle donnait au croyant l'espérance et la confiance en Dieu. Sans doute! autrement elle ne vivrait pas trois jours dans l'humanité, qui ne peut se nourrir seulement de ce qui nuit, et même au point de vue historique elle ne choisit que le plus utile et le plus accessible pour le moment. Aussi je ne serai point de ceux qui disent que la religion a obstrué le chemin de la perfection. Quand le barbare eût reçu, sur ses épaules, les lourds héritages des civilisations antiques, et qu'une nouvelle destinée eut tracé son sillon tortueux devant ses yeux, il ne put plus couper le gui, ni servir le dieu du foyer.

Il fallut qu'un principe d'unité liât une foule d'éléments hétérogè-

nes formant la civilisation primitive des peuples européens, et que la vie nouvelle recommençât avec de nouvelles charges et de nouvelles inquiétudes. Le christianisme fut l'ordonnateur des hordes dissemblables, il leur rendit l'unité, indispensable pour la résistance et le développement.

La foi apporta une mesure unique du bien et du mal, et permit aux aïeux de préparer le festin pour leurs petits-fils. Mais, avec le temps, la vie se divisa; l'unité, utile autrefois, devint nuisible, et l'unique mesure dut se multiplier.

Comme un roc résiste aux flots, et s'effondre sous le choc des éléments plus complexes, de même l'homme, armé de la religion, ne pouvait lutter que contre la vie peu différenciée.

Pour résister aux nouvelles complications, satisfaire des nouveaux besoins, il fut obligé à diversifier et à multiplier ses ressources. Sa forteresse intellectuelle devait faire face aux nombreux ennemis et son architecture se compliqua en raison de nouveaux dangers; il fallut des courbes diverses de résistance, des voûtes et des clefs d'édifice pour prévenir les événements hostiles. La religion avec sa mesure fixe et ses armes uniformes ne suffisait plus, la science est venue la remplacer; ayant mille branches, mille procédés, toujours prête à changer ses mesures suivant les besoins de la guerre, elle décompose les forces d'attaque, augmente ses munitions et rend plus sûrs les piliers. Nous concluons donc que l'homme d'autrefois devait croire, et que le bûcher, peut-être, fut salutaire pour les téméraires et les impatients qui, avant l'heure, apportaient des nouvelles mesures. Il est probable que si le bourreau n'avait pas écrasé les efforts glorieux des martyrs de la pensée, leurs applications auraient prouvé leur insuffisance.

Le martyre éloigna l'heure des applications hâtives, et permit au fruit de mûrir, pour la gloire de ceux qui succombaient pour lui. La religion, grâce à sa nature restrictive, rapprocha les éléments hétérogènes de l'humanité, broya les personnalités et les groupes trop rebelles à la loi de communauté, et rendit à l'expérience des générations, des faits acquis par les longues luttes des ancêtres. Ces faits, correspondant aux conditions très fixes et très limitées, il fallut les suivre à la lettre, sans s'en écarter de peur de se détacher de la souche à laquelle on appartenait depuis peu. Les abîmes entourent la pauvreté, et la tradition est nécessaire pour une société misérable, c'est-à-dire qui a peu d'hommes et peu de conscience. Ainsi la religion, par ses dogmes inflexibles, par ses éléments de morale et de réglementation, créa un lien entre les hommes de divers métiers, de diverses conditions et de diverses

racés, et les rendit responsables les uns envers les autres par l'intermédiaire de Dieu. L'évolution de la vie sociale amena la complexité. Les règles rigides de la tradition divine ne pouvaient plus satisfaire les besoins de l'homme et du groupe; les prescriptions et les nombreuses obligations envers Dieu, c'est-à-dire envers tout ce qui était général pour le groupe, gênaient l'activité humaine du moment où le progrès même de la vie la rendit plus instable. Ce fait de l'instabilité, qui s'accroît par rapport à la complexité, se voit en règle générale aussi bien dans le monde inorganique que dans le règne biologique et social. Comme les substances moins complexes de la série grasse sont plus stables que les combinaisons si variées des substances protéiques, et la vie de l'éponge plus uniforme que celle de l'amphioxus, de même le clan primitif est plus conservateur que la fédération, et la nation moins conservatrice que celle-ci. Avec l'accroissement de la population, des besoins et des instruments s'accrut la différenciation des règles; quand la foi groupa en communautés les clans et les tribus, la société, après avoir passé par cette période de formation, augmenta le cadre de son activité, diversifia les moyens de lutte et éprouva le besoin de changer la mesure des choses.

Dieu qui ordonne le champ d'expérience qui rend quelques faits licites et d'autres dignes de répression, qui astreint l'homme à la tradition acquise, répondait, certainement, aux besoins d'un milieu peu complexe et de formation récente. Du moment où la vie se différencia et où les agglomérations humaines se consolidèrent, le groupe tint à utiliser son énergie non seulement pour ne pas se disperser, mais encore pour s'accroître et améliorer sa vie intérieure. Dès ce moment le rôle historique de Dieu finit, et la science arriva sur le champ de bataille en apportant ses mesures, et donnant à l'homme de nouvelles conceptions de la valeur. Nous avons vu le rôle de la biologie dans cette évolution. Cette belle science n'a pas répondu à beaucoup de questions! Mais ce reproche est loin de la condamner vu que le rôle de la foi et de la science n'est point de répondre à notre curiosité, mais de la rendre utile à la vie. La logique, l'éducation et l'impatience posent des problèmes. La vie les multiplie, les écarte au besoin, et quelquefois répond; sa réponse n'est pas un don gracieux, fait à notre imagination, mais un poteau indicateur sur la route que nous suivons.

La biologie qui montra à l'homme ses forces, qui lui fixa sa place dans la nature, et lui permit de faire quelques pas en avant, donne tout ce qu'elle devait donner, car elle répondit à la plus grave ques-

tion : que faire ? et détermina de graves changements dans la nature humaine.

VI

Passons maintenant aux autres sciences intéressant l'homme, et parlons de l'histoire, de la philologie et de la morale. Ces sciences, secondées par la biologie, permirent d'établir quelques lois de la vie des nations ; Buckle, Comte, Quételet, Spencer, Fustel de Coulanges, Marx, Taine, Metschnikoff, Wundt, Morgan, Bakounine, Reclus et autres établirent, par des études claires et laborieuses, le rôle des croyances, du langage, des besoins, des climats, des milieux, des races, des inventions et des génies. Ces constatations faites, l'homme se remit à la recherche de l'unité. Chacune des sciences, après un grand effort de l'activité humaine, apporta des faits nouveaux qui rendirent à la vie moins de désolation. L'ancienne notion du péché, si salulaire quand nos pères posèrent la première pierre des cités, fut remplacée par celle de la sélection sociale, de la justice promorale (Spencer). On a vu que malgré toutes les misères, chaque heure resserrait les liens entre les hommes et les rendait meilleurs. On a constaté que celui qui était jeté en bas du fossé chez les Spartiates, pouvait être couronné chez nous. On a compris que chaque nouveau besoin nous rendait plus humains, et que chaque nouveau désir tournait nos yeux vers les autres. Renforcés par le principe de la perfection continue, nous avons appris le respect de l'effort humain, malgré toutes les apparences des antagonismes sociaux ; séparés par les intérêts des classes, divisés par nos appétits individuels, nous nous sommes unis par la vie de l'espèce et par les passions, maintes fois expérimentées par toute la souche des ancêtres qui, grâce à la multiplication continuelle des efforts individuels ou collectifs, entrèrent peu à peu en plus grande communion avec la nature et l'homme.

VII

A cette analyse du rôle sociologique de la science, on pourrait faire deux objections : 1° que les constatations de la science sont ignorées par la majorité, et souvent ne sortent guère du milieu restreint des savants ; 2° que, malgré les apparences des conquêtes, nous assistons actuellement au spectacle peu glorieux de la lutte entre les hommes

qui eut rempli de joie Hobbes qui a dit autrefois : *Homo homini lupus*. Commençons par l'analyse de la première objection.

Est-il nécessaire que tous les faits de la science soient connus de tout le monde pour qu'ils puissent diriger la vie ? et la religion apporte-t-elle la connaissance générale des faits la concernant ?

Pour la religion, ma réponse sera prompte. Les chevaliers et les enfants des croisades étaient très peu versés dans la théologie, et aujourd'hui la généralité des âmes pieuses ignore les arguments de saint Thomas sur l'existence de Dieu et ceux des molinistes sur la foi ; ce qui, du reste, ne les empêche point de croire et d'obéir aux injonctions des représentants de la haute science théologale. Certainement on pourrait m'objecter que la religion *a priori* se base sur l'autorité et exclue la connaissance des faits qui déterminent l'action ; aussi sans insister ni sur cette objection superficielle, ni sur ce fait de l'ignorance des croyants en fait de Dieu, démontrons que les membres de la société n'ont pas besoin de connaître tous les résultats des sciences pour subir leurs effets, car, en ce qui concerne la science, il s'établit, dans le milieu où elle se manifeste, une circulation tacite des idées qui modèlent en conséquence les cerveaux des membres d'un groupe malgré leur ignorance des faits particuliers des sciences.

Comme nous l'avons dit, une connaissance a pour but la pratique, l'application plus ou moins directe des faits acquis. Ainsi, par exemple, la théorie de Newton aboutit à des règles nouvelles de la construction des ponts et des machines, et les gens qui jouissent des effets de la théorie n'ont aucun besoin de connaître les calculs de Newton pour apprécier la supériorité des nouvelles constructions sur les anciennes.

La théorie de Darwin, devenue chez Pasteur la théorie microbienne, et chez Lister la théorie antiseptique, a changé et changera encore davantage les règles d'hygiène et des rapports humains sans que les gens qui la pratiquent consciemment aient besoin de connaître les travaux de ces savants. La cuisine du *xix^e* siècle répond plus à nos connaissances de chimie et d'hygiène qu'à celles du moyen-âge, et pourtant peu de cuisinières ont entendu parler de Lavoisier, de Liebig, de Chevreul ou de Claude Bernard. Ces faits prouvent qu'une connaissance crée une atmosphère spéciale qui transforme les conditions d'existence ; elle déprécie certaines valeurs, donne une force vive aux faits ignorés, et les applications sont si loin de la source, que souvent on ne l'aperçoit même pas. Peu de gens connaissent les travaux de Huxley sur l'anatomie, de Toricelli, de Mariotte, de Regnault sur la physique, mais la plupart d'entre eux consultent aujourd'hui les baro-

mètres pour connaître le temps, et s'adressent plutôt à une compagnie d'assurances qu'à Dieu pour éviter les malheurs naturels tels que la foudre, l'incendie, la grêle ou les accidents professionnels. Aussi plusieurs de ces sociétés portent de préférence le nom de « Providence ». Bien peu ont vu le microbe virgule, ce qui n'empêche pas que beaucoup savent que l'enfant de parents tuberculeux doit être autrement soigné que l'enfant d'alcooliques. Sans connaître la théorie de Spencer, l'homme d'aujourd'hui ne gaspille pas les jardins publics, et apprécie autrement la vie humaine que l'ancien Gaulois.

Si les hommes, sans connaître les résultats théoriques d'une science spéciale, la suivent dans la vie pratique, c'est que cette vie même a changé, grâce à la répercussion de l'idée qui rend au milieu qui se produit un aspect particulier, modifiant la manière de sentir, de penser et d'agir de la généralité des gens. Toute idée se transforme en fait objectif équivalent, et crée un milieu qui l'exprime. De cette façon, il s'établit dans le cours de l'existence une circulation tacite de l'idée qui modèle les conditions d'existence et oblige l'homme non avisé à la suivre sans la connaître directement.

Donc la science, malgré l'ignorance relative de la majorité, fait du reste regrettable pour d'autres raisons, agit et réagit aussi bien que la religion, et même mieux yu la diversité de ses réactions et la longueur du terrain où elle opère.

VIII

Passons maintenant à l'autre objection.

La science a-t-elle amélioré les rapports humains ?

Certes, grande est notre désolation et la paix n'est point notre pain quotidien. Mais « que celui qui se trouve innocent, jette la première pierre ». Cette résolution sera-t-elle apaisée par la foi ? Est-ce que l'âge mystique de Dieu et l'âge logique de l'Église n'eurent pas leurs martyrs de l'heure actuelle ? Les gens ne quittaient-ils pas le monde pour Dieu, quand leur vie leur était impossible ici-bas ? Et leur foi n'était-elle pas la nécessité de s'abstenir plutôt que celle de fructifier ? La science ne permet plus de ces abstentions, car elle nous oblige à participer, même dans la solitude.

Autrefois, l'homme croyait, et à tout moment il devait expier ses fautes. Mais tout entier rendu à l'amour ou plutôt à la foi divine, il risquait de manquer de clairvoyance, et son salut était toujours compromis.

La science, au contraire, apporte dans la vie cet élément ordonnateur qu'est la clairvoyance ; à force de s'appliquer à mesurer ce qu'elle concevait, ce qu'elle espérait et ce qu'elle avait, la science comprit dans les magistrales formules de Laplace les lois de probabilité.

L'erreur fut ainsi rendue à l'homme, et fit fructifier l'espèce. Autrefois, l'homme n'avait pas besoin de respecter sa propre erreur ; il vivait depuis trop peu de temps parmi les hommes pour pouvoir leur apporter le sacrifice de sa déchéance. Il l'offrait à Dieu, et pour son bien. Aujourd'hui l'erreur n'est plus une affaire entre lui et Dieu ou ses représentants, mais entre lui et ceux avec lesquels il vit. De cette façon l'erreur ne se perd pas dans le silence du confessionnal, mais apporte au grand marché, une nouvelle connaissance qui devient utile à tous.

L'erreur, passée dans le domaine humain, fut, comme je le dis, l'effet de la clairvoyance qui, seule, permit de la rendre utile, non plus à l'homme envers Dieu, mais aux autres envers lui. La science, mesurant les choses, pour découvrir des connexions entre les faits, donna à l'homme la possibilité de prévoir et de tâtonner.

Il est certain que sur un chemin peu tortueux, la foi pouvait suffire comme guide. Mais quand la route se fut élargie, il fallut mettre plus de circonspection pour avancer. La foi, très croyante et très visionnaire même, n'était pas de force à accomplir cette tâche, et ce fut la science, armée de clairvoyance, qui se chargea désormais de tenir le fanal de la vie, si variée et si difficile. Grâce à elle, l'humanité est devenue plus nombreuse, les damnés disparurent *logiquement* ; l'activité humaine se multiplia, et de la foule jaillit la source des œuvres utiles et fécondes. Les hommes utiles et actifs se sont rapprochés ; les besoins se sont multipliés et ont rendu l'homme meilleur. La communauté exclusive et autoritaire a cédé sa place à la nation, corps plus large, donc moins oppressif.

L'individu même, du moment que les autres le regardèrent non seulement comme élément utile, mais comme principe nécessaire, se vit plus libre dans ses propres désirs et acquit le droit à la vie, même malgré la volonté du groupe.

Autrefois, l'autorité indiscutable, divine absorbait l'individu ; aujourd'hui il y a réciprocité : la société vit du membre, à condition qu'il y trouve son intérêt. Sous le régime de Dieu on sacrifiait tout pour le bien de l'Église et le salut de l'âme, sous le régime de la science chacun se mit à mesurer selon ses forces, et à réaliser selon ses possibilités. Et s'il y avait des obstacles il avait droit à la critique. La balance de

l'équité de l'individu et du groupe apparut ainsi dans la race humaine, et le droit de prendre fut reconnu criticable par celui qui donnait.

Le règne de la spoliation passive céda la place à la réciprocité des services, ou à la critique de l'inégalité du droit et de la force. C'est ainsi que malgré la désolation et les luttes, la science a apporté quelques belles fleurs qui manquaient à l'humanité, l'augmentation des besoins, par conséquent, et des sympathies, la notion d'équité et le droit à la critique, ou même à la résistance raisonnée.

La religion procédait par restriction et demandait l'obéissance à la loi de Dieu dans tous les faits de la vie. Elle était donc un fait moral appliqué en bloc à tout ce qui concerne l'homme. Elle ordonnait une action dont, par conséquent, on admettait la nécessité, sans toutefois en admettre l'évidence. C'était l'action par obligation et non par nécessité : c'était le chemin épouvantable de l'ordre formel et du salut forcé.

Autrement, procéda la science. En premier lieu elle ravit à la divinité deux faits principaux : l'infailibilité par le droit de l'erreur, et la clairvoyance par la probabilité des événements. De cette façon elle mit l'homme en rapport direct avec ce qui pouvait l'intéresser. Les moyens d'investigation, l'analyse et l'observation remplacèrent les prières, les sacrifices et les ordres de Dieu. L'obligation a pris fin, et la science n'oblige plus et n'ordonne plus à personne. Elle procède par évidence, et sollicite une action sans obligation ; *a priori* l'homme guidé par la science a le droit de choisir ce qu'il veut ; la science ne fait que lui apporter l'évidence de certains faits, en lui laissant le choix à ses risques et périls. De cette façon, comparée à la religion, elle est dénuée de tout sens restrictif et moral, et a un but unique : mettre l'homme en rapport direct avec ce qui l'intéresse, c'est-à-dire avec les conditions de son existence.

La science est donc essentiellement immorale, et purement démonstrative (1).

L'homme devient absolument libre de vivre ou de mourir, d'agir « selon sa propre conscience » ! Telle est la gloire de la science ! c'est-à-dire de l'analyse directe par observation et par expérience, *de l'examen*. Cependant, cet examen a ses formes, ses débuts, ses développements.

L'homme, dans la science, ne peut agir par sanction divine, mais

(1) Il est nécessaire de remarquer que l'auteur de l'article emploie le mot « immoral » pour désigner ce qu'on nomme aujourd'hui plus généralement « amoral ».

la nature des faits sanctifie malgré elle. Si la science, grande et libératrice par rapport au passé, est petite et insuffisante par rapport à l'avenir, cela ne peut que prouver que tout passe et que les armes changent suivant le développement et les besoins.

En effet, le rôle consultatif de la science n'est réalisé qu'en partie. La science actuelle a pour but l'analyse des faits pour créer des lois, c'est-à-dire des généralisations des faits accessibles à ses mesures. Elle crée des généralités, des réalités intellectuelles desquelles dépendent les réalités expérimentales. Elle ne connaît pas les phénomènes, elle s'intéresse seulement à leur succession; et la succession des faits n'a pour elle de valeur qu'autant qu'elle permet de créer une généralité, une abstraction.

La biologie ne s'occupe pas du fait complexe qui s'appelle la vie, mais des faits qui la composent et qu'elle isole. De cette façon elle connaît bien les éléments de la vie qu'elle unit avec les éléments de la chimie pour arriver à ceux de la physique et créer le monisme, mais elle n'arrive point à connaître la substance vivante, l'individu vivant. Cet individu, dit-elle, importe autant qu'il correspond aux lois générales.

De même, la psychologie connaît les éléments de la pensée, mais ignore l'ensemble de la vie psychique, l'être pensant, sachant et agissant. En sociologie les mêmes généralités : elle ignore Pierre et Paul, elle ne s'occupe que d'un membre du groupe. Elle n'étudie pas les lois de certains groupes, mais des groupes en général.

En un mot, la science moderne aboutit au régime des lois générales contre les cas particuliers, et crée une moralité spécifique qui consiste dans la subordination du fait complexe aux formes supérieures de la pensée. Cette moralité se manifeste dans les mathématiques comme la somme du plus grand nombre; dans la physique, comme la prépondérance des forces ou la résultante; dans la chimie, l'addition des corps simples; dans la sociologie, la supériorité du groupe contre l'individu. Sa règle se réduit à peu de choses : plus grand est le nombre, plus il est conforme à la loi générale. L'unité n'a le droit de vie dans la science moderne, que comme élément d'addition. La science dite expérimentale, la pensée moderne, basée sur l'observation, part de l'addition pour aboutir à la soustraction (Taine, « de l'Intelligence »), à l'abolition du fait particulier, non conforme au général. Le moins est battu par le plus.

Ainsi la science, partie de la critique, finit par la foi, car partout où il y a principe, il y a loi, vérité, méthode, c'est-à-dire partout où

existe abstraction, appelée galamment généralisation, il y a nécessité d'éliminer tout ce qui ne la constitue pas, et de consacrer tout ce qui la justifie.

La religion disait : le salut est sûr, si le culte est bon ; la science affirme : il y a vérité, s'il y a démonstration conforme à la règle générale d'investigation. Et cette règle est le général, la connaissance des lois de la nature. La méthode, le procédé, l'investigation ne sont pas regardés comme des moments évolutifs de la vie, mais comme ses règles, armes perfectionnées de l'intelligence.

La vérité générale est devenue aussi autoritaire que Dieu, et les anciennes classifications scolastiques se retrouvent largement dans la science. La règle de la nature, c'est-à-dire du général palpable, a remplacé la règle de Dieu, c'est-à-dire du général impalpable. Le principe des généralisations étant présent, il fallut s'attendre à rencontrer ses conséquences : la scolastique. le règne du mot et de la définition. La stérilisation des réalités bat son plein, et tout fait complexe est mutilé pour la logique *expérimentale* de la définition.

Atroce conséquence, qu'une telle science, devenue règle et principe définitif de la raison. La raison voit, mais pourquoi divinise-t-elle ? Pourquoi ces fétiches du savoir modernes, ce fanatisme de la règle, cette intolérance de l'évolution ?

Le fait n'est pas un moyen pour connaître les lois générales. Cela ne regarde que l'histoire. Il n'est qu'un moyen de comprendre la valeur de l'existence, de l'unité comme ensemble des forces. *Συ και ουκ παν*. La science des lois générales écarte tout fait particulier, tout ce qui constitue la chose, l'objet, l'être, tout ce qui s'appelle individualité. Et alors, grâce à cette généralisation, elle finit par devenir une simple récréation intellectuelle, nourrie des faits nécessaires, une simple gymnastique des gens de métier. C'est le règne de la grâce, de la définition et du mot.

La psychologie est basée sur l'association des idées qui n'est qu'une simple image des faits psychiques, et qui aboutit forcément à la psychologie descriptive des agrégats psychiques, sans aucune relation phylogénétique des phénomènes. La physique ne sort point de la notion de la force, malgré l'insuffisance de cette idée, et la chimie ne met aucune prudence dans la thécrite des corps simples. Et ma foi ! comme Montfort, la science à l'air de dire : Tuez ! Dieu reconnaîtra les siens ! Et apparaissent les sentiments intellectuels, religieux, les émotions et les sous-émotions, les caractères infaillibles, dressés en table des lois.

Le mot, cette idole, dont se plaint Bacon, a toujours grand cours dans la science générale qui ne peut sortir de l'intellectualisme étroit, et c'est ainsi qu'elle arrive à ces belles classifications, où tout est ordonné, numéroté, où on n'oublie rien, sauf la vie. Et pourtant le tableau attrayant des faits classés, *des moyennes*, peut tout au plus flatter le sentimentalisme du savant, mais n'apporte autre chose qu'une table mnémonique pour combattre quelques vagues amnésies.

La généralisation, arrivée à ce bout de son champ, devient la science qui classe et définit les faits, les isole du milieu vivant, les rend, en un mot, de pures catégories intellectuelles, garnies du bagage expérimental, et représente les derniers vestiges de l'esprit religieux. Les âmes pieuses disent : la science est immorale ! Répondons : elle ne l'est pas assez ! Sa parenté avec vous, la compromet.

La science, en lutte avec la religion, avait pour but de connaître directement la nature, le milieu. Elle a particularisé la notion abstraite en la rendant expérimentale et féconde. Elle a pour ainsi dire monétisé la divinité. Mais là, elle s'arrêta. Les raisons de cet arrêt résultent de la nature même du fait intellectuel.

La société primitive était pauvre. La religion l'a enrichie, en la consolidant. La science des lois générales a augmenté cette richesse en donnant la connaissance exacte des lois matérielles. Mais, aujourd'hui, cela ne suffit plus. Comme la théologie autrefois, la science des lois générales a encore beaucoup de patience et un grand champ de recherche ; mais, il lui manque la grande fièvre et le champ fécond.

Sur cette route, les grands jours de découvertes sont bien finis, quoique la curiosité rampe encore autour des faits armée de ses calculs, de ses balances, de ses mesures. Vains efforts ! ce qui ne répond plus à la vie, n'invente plus. Tout, aujourd'hui, se réduit à la confirmation et à l'amélioration de bon aloi. Des travailleurs assidus s'escriment à prouver que Newton ne se trompe pas, que Darwin a raison, que Tylor voit juste. Il n'y a plus de grandes conclusions, de nouveaux champs de découvertes ; tout se réduit aux constatations utiles, mais modestes, extrêmement modestes, des lois prévues.

La science de la belle Asie qui console Prométhée enchaîné, est devenue celle d'une simple ménagère, savante dans l'art de faire le pot au feu. Cette noble dame, une fois la révolution faite, ne fait que dresser son budget, policer les faits, pour le plaisir de tous les cerveaux impuissants et curieux. Elle ne bat plus la diane pour la découverte d'un monde nouveau, et des fenêtres de son vieux palais, elle ne peut nous montrer que des paysages usés où chevauchent les chevaliers

râpés de sa suite. Elle est la véritable dogmatique, sorte de sèche puritaine qui veut surtout garder sa virginité.

La science, large et libératrice, est devenue étroite et intolérante, car cela sied à la débilité.

Cependant, la société riche et l'homme fort ne peuvent plus battre la campagne pour le plaisir des preuves consolantes. Ils ont hâte d'user leurs richesses, de trouver une nouvelle orientation, de créer un monde nouveau.

Et les anciens procédés ne peuvent plus suffire à cette besogne. Les lois générales nous gênent, nous oppressent ! Enrichis par les conquêtes du savoir, nous ne voulons plus sacrifier, pour un bien, quelque partie de notre être. Le sacrifice, l'atténuation du particulier contredit notre vie, et nous sommes obligés d'abandonner ces façons de vivre. En vérité, le sacrifice n'est que la pauvreté, et l'homme est riche et fort. L'humanité ne peut rester impassible devant les richesses accumulées par les longues conquêtes, mais elle veut créer un milieu nouveau pour son emploi le plus utile. Et pour cela, elle change d'armes : du régime ancien, elle ne connaît que critique et dépréciation, car la science, l'art et la pensée des pauvres ne conviennent pas aux riches.

La négation devient ainsi le seul moyen pour forger l'avenir nouveau. Les encyclopédistes, pour donner l'ordre nouveau, apportaient surtout de nouvelles armes, et dans l'œuvre collective de leur critique, ils émirent une nouvelle conception, qui changea l'aspect de l'univers. Ils ne bouchèrent pas les trous de l'édifice vieilli, ils le rebâtirent, car le métier de savetier ne convenait guère aux grands architectes.

Comme la religion ne satisfaisait point leur société, la science des lois générales ne suffit pas à la nôtre. Orientons, comme eux, le monde, et s'il le faut, arrêtons la terre, comme les autres arrêtaient le soleil. Pénétrons-nous de cette idée, que la science moderne n'est qu'une ébauche de la science d'avenir, et que celle-ci sera d'autant plus féconde, qu'elle sera plus contraire à celle d'aujourd'hui. Continuer la vie, c'est l'adapter aux conditions nouvelles, et plus ce changement est profond, plus la vie s'améliore. Ne renions pas la science actuelle, mais fixons sa valeur, et ayons le courage d'avouer son insuffisance sociologique. La science moderne nous a appris les règles des lois générales, la science de demain doit créer celles des lois particulières, et connaître, non plus les éléments additionnels des faits réels, mais les faits eux-mêmes, les unités. La science moderne fixe le rapport du fait à l'intellect, il s'agit de déterminer le rapport du fait au fait, de l'unité à l'unité.

Cette science des individualités ne serait guère possible sans la science antérieure des lois générales, comme celle-là ne pourrait exister sans la science divine qui la précédait.

L'individualité est la base de la science qui connaît les lois générales, comme la loi générale était la base de la science qui ne connaissait que Dieu. Le savoir, sous n'importe quelle forme, complète ce qui est inconscient ; mais, une fois adapté à la vie, il devient stérile pour l'intelligence.

Le Dieu des chrétiens est caché dans la vie par la science des lois générales, qui l'a particularisé ; la science des lois générales entre dans la vie, et il s'agit de la spécialiser de même façon. Il faut au savoir donner son vrai rôle : adapter les faits non adaptés, utiliser et coordonner les faits inutiles et désordonnés. La science des lois générales n'est plus une adaptation, mais une pure connaissance, une simple luxure cérébrale. Il faut la rejeter et donner au savoir sa forme réelle, l'utilité dans sa lutte et pour la sélection. La science d'avenir, consciente de la valeur réelle de l'individualité, doit se débarrasser de toutes les règles de la religion, de tous les fétiches de l'intellectualité. Elle aura soin de découvrir le X de la science actuelle, la vérité plus unie, et moins isolée. La science actuelle ne connaît que deux formes de manifestation : objective et subjective. La science d'avenir n'appréciera pas seulement un fait objectif, c'est-à-dire œuvre, création, preuve, ou un fait subjectif : constatation et conclusion, mais elle cherchera le rapport intime qui existe entre le fait et la vie, entre la création, l'individu et l'espèce.

C'est ainsi que, débarrassée des derniers vestiges du moyen-âge, la science s'appliquera à chercher les connexions existant entre le milieu biologique, sociologique et cosmique par rapport à chaque unité, et après avoir rendu la dignité à l'homme contre Dieu, elle la rendra à l'homme envers l'homme.

Aujourd'hui la science n'admet que les faits utiles, c'est-à-dire adaptés à la règle générale ; la science d'avenir regardera comme utile le fait même d'existence et de création, car aucun fait humainement admis ne saurait être autre chose que force vive et féconde. L'utilité par la loi générale est la pauvreté d'acquisition et d'adaptation. L'utilité par le particulier écarte toute idée de contradiction et de supériorité, et prouve l'adaptation de l'homme, sa conquête sur l'existence, sa richesse, c'est-à-dire sa liberté. Croyez-vous que la machine qui crée des grandes richesses bien au-dessus des besoins, que les conditions économiques qui n'attachent plus l'homme au métier, mais chargent

la machine de gagner la vie, ne créeront pas en même temps des valeurs nouvelles, basées entièrement sur la fécondité humaine, sur la liberté de l'effort? Les individualités contraires que la science actuelle broie pour le bien du plus grand nombre, ne pourront exister là où toute utilité de l'homme envers l'homme, du fait envers la conscience, sera dans la multiplication et la diversité des efforts. Le général, entré dans la vie, n'aura plus besoin d'être dans l'intelligence qui n'aura à apprécier que les unités. La moralité du grand nombre sera écartée, et celle de chacun proclamée.

Mais, dira-t-on, que deviendront les faits inconnus? Et la synthèse de l'amidon, et l'analyse de l'opium, et la connaissance de la structure exacte de l'amphioxus et du mollusque, et le rôle de la capsule surrénale ou bien l'origine du diabète des maigres? Patience! la curiosité ne perd rien en changeant de direction. Scientifiquement, sans pouvoir préciser ce que sera la science d'avenir, nous pouvons dire ce qu'elle ne sera pas. C'est le droit de la science que de déterminer l'inconnu par le connu, l'heure prochaine par l'heure présente. Et puisque la science n'est qu'un moyen dans la lutte pour l'existence et qu'elle doit se conformer à la logique des événements, à la loi sociologique, et non à la prétendue nature, nous affirmons qu'elle changera en raison de la vie. Et puisque les besoins humains ne peuvent être satisfaits par le règne des lois générales, la science d'avenir les écartera. Et vu qu'en écartant le général, elle donne droit au particulier, la science d'avenir sera celle des valeurs individuelles, et si les sciences actuelles ne répondent pas à ses besoins, elles s'atrophieront comme s'atrophie tout organe inutile. Sa négation est donc complète, car c'est seulement de l'opposition des règles que sort la synthèse, l'œuvre nouvelle.

En résumé : la science des lois a vécu, la science des choses arrive pour nous apporter l'immoralité complète de l'intelligence, la démolition des règles générales d'investigation, la négation des conclusions basées sur le droit du plus grand nombre, du plus essentiel et du supérieur qualitativement, et pour préparer le terrain pour la dernière expression de l'intellectualité, l'esthétique, qui fermera le cycle de la vie de la pensée humaine, sans fermer pour cela celle de la vie de l'espèce. L'intelligence usée tombera comme une feuille automnale, mais la race, toujours plus vigoureuse, continuera son évolution, puisant partout les éléments nécessaires à sa vie. Les nouveaux organes apparaîtront, et le cerveau, devenu trop grand et trop encombrant, cédera place à quelque chose de meilleur. Mais arrêtons nos pressentiments

des évènements lointains. La frêle barque des prévisions flottera longtemps sur les vagues d'avenir, car aucun Orphée ne viendra la guider, sinon notre propre prudence.

Pourtant, que le triste sort du cerveau ne trouble pas les âmes sensibles ! L'humanité rendue clairvoyante et perspicace ne craint pas le changement, et la fragilité des fétiches présents ne saurait l'inquiéter pour l'avenir. Nous avons le respect du fait et nous connaissons la valeur de l'expérience. Le changement ne nous effraie donc pas, et l'avenir n'afflige point le présent. Seuls quelques doctes esprits crient : gare ! tout s'effondre ! Nous disons : tout fleurit, car tout le présent est déprécié.

Ainsi instruits par la vie passée, rendons un juste hommage aux cités anciennes et aux basiliques de nos pères, combattons les derniers vestiges du moyen-âge dans la pensée humaine, et continuons notre route, sûrs que l'humanité ne rebrousse jamais chemin, et que les appels de ceux qui restent, n'arrêtent point ceux qui avancent.

MÉCISLAS GOLBERG.

MOUVEMENT SOCIAL

RUSSIE

I

Plus la théorie de l'évolution gagne du terrain, plus il devient évident qu'il existe des lois historiques applicables à toutes les sociétés. La science abandonne l'ancienne méthode des analogies arbitraires : la méthode comparative conduit à des conclusions positives. Les faits extraordinaires n'exercent plus autant d'attrait qu'auparavant. Les curiosités n'intéressent presque plus personne. On commence à se préoccuper surtout des phénomènes semblables qui s'accomplissent dans les milieux les plus divers.

C'est à ce point de vue que l'histoire de la Russie est digne des méditations du sociologue. Jusque dans ces derniers temps elle était considérée comme ayant une marche tout à fait particulière et *sui generis*. Les historiens commencent à s'étonner maintenant de trouver des analogies fondamentales si grandes entre l'évolution des peuples occidentaux et orientaux, malgré une diversité de détails qui paraît très considérable. Il faut bien reconnaître, il est vrai, que les lois générales de l'histoire ont revêtu en Russie un caractère particulier, car ce pays se trouve à la frontière de l'Europe et de l'Asie; et, bien que peuplé d'une population arienne, il est fortement mélangé d'éléments finois et ouralo-altaïques.

Selon nous, le caractère distinctif d'une nation (résultante produite d'une part par les lois universelles et de l'autre par les circonstances locales) se manifeste surtout et avant tout dans son évolution. Encore à cet égard la Russie présente un phénomène des plus instructifs et des moins bien analysés.

La différenciation en classes sociales constitue le premier pas de la vie d'un peuple : c'est une nécessité inévitable. Elle s'opère cependant dans les limites les plus variées et ces limites mêmes créent des types sociaux différents. L'Angleterre nous offre le type le plus pur d'une organisation aristocratique; la Suisse et la Norvège sont des échantillons parfaits de démocraties. La France est aussi considérée comme le type d'une démocratie par les Français eux-mêmes : selon Carnot, le but de la Révolution française a été l'établissement de la démocratie et ce but a été atteint, car, en dépit de toutes les réactions postérieures, les Français sont restés la nation la plus démocratique de l'Europe sous le premier empire et sous la restauration (1). Mais avant la Révolution, la France paraissait la grande prêtresse du culte de la féodalité. Plus tard elle a conservé quelques traces assez nombreuses de l'esprit féodal, qui s'est maintenu surtout grâce aux méthodes et aux programmes de l'instruction publique.

La France offre un intérêt particulier au sociologue parce qu'on peut y observer de bonne heure la lutte entre l'esprit aristocratique et l'esprit monarchique, tandis que la démocratie véritable en Suisse et en Norvège s'accommodait de la constitution républicaine. La Russie offre un intérêt analogue, mais à un point de vue différent. Ici la loi de différenciation sociale est associée à un besoin très vivement ressenti de

(1) Mémoires sur Carnot, par son fils. Paris, 1861. I, 20

concentration. Il s'est produit un type assez rare réunissant l'absolutisme le plus extrême à la plus extrême démocratie.

Les causes de ce phénomène remarquable sont très claires. Les Russes se sont trouvés occuper une plaine immense, une région purement continentale. A cause de cela la croissance externe (forme particulière de l'intégration sociale, à laquelle sont soumis tous les peuples) constituait leur principale préoccupation. L'histoire de la Russie est pour ainsi dire celle d'une colonisation : ses anciennes annales sont remplies de récits d'établissements en pays nouveaux ou de récits de migrations. Le milieu créa l'idéal du Russe : posséder des terres immenses, avoir la gloire militaire, une patience sans borne et une autorité sans limite. Le christianisme en Russie revêtit aussi un caractère spécial. Le caractère national se manifesta également parmi les classes dirigeantes de la Russie sous l'aspect du panslavisme et de la doctrine du comte Léon Tostoy sur la non résistance au mal.

La nécessité d'un pouvoir très concentré fut inspirée d'abord par l'exemple de l'autocrator byzantin, puis il s'imposa par suite des guerres continuelles des princes apanagés et enfin par suite de l'invasion des Tartars. Les expéditions continuelles des seigneurs féodaux formèrent en occident un grand nombre de petits États et produisirent la différenciation des classes. En Russie les guerres civiles semblent continuer les expéditions, en pays désert. Elles préparent la centralisation sans laquelle la Russie aurait succombé sous les attaques des nations de souche mongolique. La lutte entre la Russie et ces nations dura six siècles. Pendant deux cents ans elle fut malheureuse et eut pour conséquence le joug tartare. Le caractère politique de la Russie se dessine dès le commencement du xv^e siècle : un État sans limites avec un pouvoir central incontesté. D'après l'opinion de Herberstein, ambassadeur du Saint Empire, Basile III (1505-1533) avait un pouvoir « que ne possédait aucun monarque au monde ». Jean le Terrible avait la monomanie de l'autorité. Il le témoigna en prenant le titre de tsar et de *samoderjets* (autocrate). Depuis cette époque le pouvoir du souverain continua à croître, même dans les circonstances les moins favorables. Malgré la longue période des troubles qui suivit l'extinction de la dynastie de Rurik, les Russes ne mirent pas un seul instant en doute les avantages de l'autocratie. Les usurpateurs qui se donnèrent pour le fils de Jean IV, les faux Démétrius, servirent même à consolider le pouvoir monarchique. Quand les Romanof montèrent sur le trône, ce pouvoir n'était plus mis en question. Pierre I^{er} fit de grandes réformes ; à son époque la Russie subit de nombreux changements, dans toutes

les branches du gouvernement, mais le principe monarchique n'en fut nullement atteint.

Les circonstances historiques favorisèrent peu la différenciation sociale en Russie. Après huit siècles d'existence ce pays présentait une masse informe et inorganique. Pas de classes nettement délimitées, pas de citoyens, mais des sujets divisés en grands, moyens et petits selon le rôle de leurs contributions. Chacun pouvait aspirer à tous les emplois indistinctement et chacun pouvait espérer monter aux échelons supérieurs de la hiérarchie sociale. La commune rurale et urbaine, l'église, les principautés des branches cadettes, les États généraux, le conseil des boyars, tout fut sacrifié au besoin de la concentration du pouvoir. L'asservissement de plus en plus général se montre en Russie parallèlement à l'accroissement de l'autocratie. Nous allons montrer les conséquences que ce processus eut sur le développement des classes supérieures en Russie, classes qui présentent le plus grand intérêt pour les occidentaux parce qu'ils peuvent les comparer avec leur aristocratie.

II

Un phénomène remarquable se produit à l'origine de l'histoire russe, et il donne un caractère particulier à ce pays. Les métiers et le commerce avaient une grande importance dans l'ancienne Russie kievienne, pays de climat assez modéré et de sol fertile couvert de terreau noir. Plus tard, en colonisant le Nord-Est, les Russes firent de l'agriculture sur des terrains argileux et marécageux. Un embryon considérable de classe moyenne se voyait dans l'ancienne Russie, même avant l'arrivée des Varègues et des Normands. Cet embryon, loin de se développer, ne fit que s'atrophier avec le temps. La classe des paysans perdit peu à peu ses droits ; elle conserva seulement celui de passer d'une propriété dans une autre. Les propriétaires terriens eurent d'abord une grande importance. Il semblait que la Russie devait commencer par l'organisation aristocratique.

Nous voyons se produire tout d'abord un état de choses qui rappelle la féodalité. En Allemagne les chefs de guerre étaient entourés de compagnons (*Geleit*, *comitatus*, la *truste*). De même en Russie, Rurik et ses successeurs, les princes (*kniaz*, en slavon, mot identique au *konung* ou *konig* scandinave) étaient entourés de la *droujina*. Le mot de *droujina* vient de *droug*, ami. La *droujina* était analogue à la *truste*. Elle était formée, comme chez les Francs, des compagnons du prince. Ces com-

pagnons entraient librement au service d'un chef de leur choix et en changeaient avec la plus grande facilité. Les compagnons les plus âgés s'appelaient boyars (de *bolchoi*, grand); ils siégeaient dans le conseil du prince et étaient chargés de diverses fonctions administratives. Les compagnons plus jeunes étaient appelés « enfants boyars »; ils servaient dans les compagnies militaires ou étaient attachés au service personnel du prince et de la princesse, qui avait, parfois, sa *droujina* particulière.

Dès le principe il s'établit cependant une différence capitale entre la Russie et l'occident. Le membre de la *droujina* n'avait pas de droit de primogéniture, par conséquent le compagnonnage du prince ne produisit pas de caste. Entrait qui voulait dans la *droujina* sans distinction de classe. Elle était même ouverte aux étrangers. La *droujina* était payée en majeure partie sur le produit des redevances assignées spécialement pour son entretien. C'était d'ailleurs aussi le cas du prince. Il était « nourri » par les populations. Les membres de la *droujina* tenaient peu à acquérir des terres. Vu le peu de densité de la population, elles ne rapportaient presque rien. Les paysans et les citadins libres étaient absorbés par leurs propres affaires. Ils ne consentaient pas à travailler sur la terre des autres. Quant aux esclaves (*kholopy*), ils étaient alors encore très peu nombreux.

Il semblerait que la période des guerres entre les princes apanagés de la dynastie de Rurik, qui s'étend de 1050 à 1250, devait favoriser le développement de l'aristocratie. Cependant il arriva juste le contraire. Il y avait à cette époque près de quatorze principautés indépendantes en Russie; mais toutes n'avaient pas la même importance. Celles qui étaient situées dans le midi et qui jouissaient d'un climat plus doux et de terres plus fertiles, comme la principauté de Kief et de Galicie, par exemple, offraient naturellement des attraits plus considérables. Les princes de la maison de Rurik se les disputèrent donc. Ils avaient besoin des services de la *droujina* pour leurs guerres perpétuelles. Chaque prince tâchait donc d'attirer des soldats à son service en leur procurant de nombreux avantages. On leur accordait des terres en alleu. Les officiers supérieurs de la *droujina* furent même associés parfois au gouvernement. Des boyars furent chargés dans certaines circonstances de gouverner les principautés pendant les minorités des souverains. Mais les membres de la *droujina* ne surent pas profiter de tous ces avantages. Ils restèrent nomades; ils s'attachèrent peu à la possession des terres et préférèrent le plus souvent une solde en nature ou en numéraire. Ces soldats quittaient sans remords un prince pour s'attacher à

un autre. Ils ne prirent racine nulle part. Le peuple ne les intéressait en aucune façon; ils n'eurent qu'un seul souci : avoir la solde la plus haute possible. Les populations étaient hostiles à la *droujina*; elles tenaient plutôt pour le prince qui tâchait de réfréner les appétits parfois trop développés de ses compagnons d'armes. La *droujina* comprenait mal ses intérêts. Ses membres étaient hostiles les uns aux autres et semblaient une bande de brigands au moment de partager le butin. De plus, le nombre des engagés dans les *droujinas* devenait très grand. Les princes, ayant leurs franchises coudées sous le rapport du recrutement de leur trûste, la remplissaient de Tartares, de Finois, d'étrangers autant que d'indigènes. L'offre étant plus grande que la demande, le métier de compagnon du prince s'avalissait. Les luttes fratricides des descendants de Rurik préparaient le terrain à l'autocratie. Les destinées des descendants de ce conquérant furent des plus diverses. Dans les centres les plus fortunés, ils formèrent des États riches et centralisés, où le pouvoir du souverain devint considérable. Mais beaucoup de princes de la maison de Rurik perdirent bientôt leur domination et ne gardèrent que leurs titres. Ils entrèrent alors au service de parents plus fortunés et occupèrent les premières charges de l'État. Les compagnons de la trûste durent alors se contenter des situations inférieures. Ils formèrent simplement la suite du prince. Les boyars, autrefois si fiers de leur rang, s'appelèrent désormais des « serviteurs libres » et les enfants boyars descendirent au rang de simples *dvoriane* (de *dvor*, cour, c'est-à-dire personnes vivant dans la cour du prince, en latin *domestici*).

III

Cette évolution sociale s'accomplit dans la Russie du nord à Souzdal, à Wladimir et à Rostof. L'autocratie héréditaire prit naissance ici. Personne ne convoitait ces régions froides et inhospitalières, peuplées de Finois barbares. A Souzdal il y avait peu d'industrie et de commerce. Toute la richesse provenait de l'agriculture. Bien que les terres fussent argileuses et de mauvaise qualité, les princes de ces régions furent obligés d'en faire grand cas, puisqu'elles étaient leur unique source de revenu. Souzdal était loin des peuples pillards de la steppe. La sécurité y étant plus grande, l'armée avait moins d'importance. Aussi les princes de ce pays firent des économies sur son entretien. Souzdal restait dans la même dynastie vu que personne ne désirait se l'approprier. Ses princes accumulèrent des richesses pendant plusieurs

générations. André I^{er}, de Souzdal, était à cette époque le prince le plus riche de la Russie. En 1169, il marcha sur Kief, s'en empara et la mit à sac. Mais à Kief, où les anciennes contumes s'étaient conservées, le prince avait des pouvoirs limités, tandis que chez lui, à Souzdal, André I^{er} était un monarque absolu. Il traitait tous ses sujets en esclaves. Il fut tué par ses boyars qui ne pouvaient pas encore s'habituer à ce nouveau régime.

Mais ce régime triompha complètement à Moscou. Cette ville devint la capitale de la Russie en 1328. Sa situation géographique contribua tout d'abord à cet événement. Moscou est située au milieu d'un triangle formé par le Volga, l'Okâ et le Dniepr. A cette époque cette région était le centre de la colonisation russe. Moscou était protégée par un anneau d'autres principautés, qui lui étaient peu dangereuses, cependant, à cause de leurs discordes intestines. De nouveaux colons affluaient constamment vers Moscou. De plus elle était le centre du commerce entre l'Europe et l'Asie. Le pays lui-même était pauvre ; cela contribua à former une population de travailleurs acharnés. Tandis que les princes du midi étaient prodigues et chevaleresques, ceux de Moscou étaient patients, avarés, cauteleux et rusés. Ils inaugurèrent une politique nouvelle. Au lieu de faire des campagnes, ils préférèrent souvent acheter des territoires ; ils prirent le machiavélisme pour principe, et surent s'attirer les faveurs du Khan des Tartares, suzerain de la Russie, à force de servilisme. A l'intérieur ils introduisirent le régime le plus despotique. Les princes de Moscou surent profiter de l'imbécilité des Khans de la Horde d'Or pour fonder leur propre puissance. De plus Moscou fut bien servie par ses boyars qui formèrent de bonne heure l'embryon d'une classe nobiliaire. Nous ne parlons pas du clergé. L'église d'Orient n'eut jamais un chef unique comme le pape. A cause de cela elle ne forma nulle part ce qui s'appelle en Occident « le premier état ». Le clergé russe suivit les traditions byzantines. Il se mit au service du gouvernement, il se fit le serf du pouvoir politique pour acquérir des richesses. Le clergé russe trouva à son avantage de s'appuyer sur l'État. Les boyars, à leur tour, préférèrent servir un prince puissant que des princes faibles. Ils affluèrent à Moscou et d'autant plus volontiers qu'ils ne perdaient pas leurs propriétés héréditaires dans leurs pays d'origine. En effet nul ne contestait à cette époque le droit de passer du service d'un prince à celui d'un autre.

A Moscou les boyars, serviteurs du prince, furent souvent convoqués en conseil et formèrent ce qu'on appelle la *douma boyarskaya*. De nombreuses fonctions leur furent confiées et bientôt, comme à Byzance,

une hiérarchie s'établit entre elles. Des charges correspondant à celle de connétable (*comes stabuli*), de pannetier, de bouteiller et de fauconnier furent créés. Les princes de Moscou confirmèrent aux boyars le droit de posséder des alleux (1). De plus, à partir du xv^e siècle, ils leurs accordèrent des terres en bénéfice pour le temps qu'ils seraient à leur service. Ces bénéfices eurent les conséquences les plus graves. Les boyars, s'ils quittaient les princes qui les leur avaient accordés, étaient traités, désormais de traîtres et de parjures. Leurs domaines héréditaires étaient pillés et ils étaient considérés comme criminels par les laïques et les clercs.

IV

Telles étaient les conditions de la Russie quand elle entra dans la quatrième période de son histoire, qui va de 1450 à 1650. Cette époque offre un intérêt particulier pour le sociologue.

Le pouvoir autocratique s'établit alors en Russie. Malgré toute sa puissance le prince avait à compter avec les traditions et les institutions du passé. Les unes et les autres se personifiaient dans la classe des boyars. Aussi toute cette période nous montre la lutte entre le pouvoir absolu et l'aristocratie. Elle aboutit à la grande débacle de la période des usurpateurs après l'extinction de la dynastie de Rurik (1606-1613).

Comme en Occident, la lutte fut inévitable. Il y avait encore des principautés indépendantes en Russie jusque vers 1550. Quand le prince de Moscou acquérait les territoires des anciens princes apanagés, il ne les annexait pas toujours purement et simplement. Il laissait subsister quelques restes de l'organisation antique dans l'administration supérieure. Quand Moscou en eut fini avec les Tartares, elle se tourna vers l'Occident. Les boyars entrèrent en contact avec l'aristocratie polonaise et subirent l'influence de ses idées.

L'administration n'était pas encore bien organisée en Russie. L'appui des boyars était nécessaire pour la guerre et le gouvernement des provinces annexées. La dynastie de Rurik s'abâtardissait. Il arriva

(1) Nous nous servons de ce terme d'une façon un peu abusive pour traduire le mot russe *votchina*. La *votchina* était une terre possédée à titre héréditaire et sans aucune obligation. Tel était, dans une certaine mesure, l'alleu occidental. Nous opposons seulement le mot alleu à celui de bénéfice.

aux boyars de devoir gouverner l'État pendant la minorité des princes. Le nombre même des boyars établis à Moscou fit naître en eux des velléités de jouer un rôle politique. Les princes médiatisés et les anciennes familles de boyars cherchaient à s'isoler au milieu d'une société où commençaient à abonder des parvenus et des étrangers venus de différents pays de l'Europe (même de la France et de l'Angleterre); ces grandes familles prirent un nom spécial, se firent fabriquer des sceaux particuliers. Elles cherchaient à se distinguer des parvenus en déterminant strictement les rangs de la prééminence. Elles finirent même par obtenir en 1555 l'établissement d'une chambre héraldique chargée de tenir les registres nobiliaires pour écarter les intrus.

Mais tout se terminait par cette soif de distinctions honorifiques. Les boyars russes ne songèrent jamais aux intérêts du peuple, pas même aux intérêts de leur caste. L'autocratie avançait d'un pas sûr. Tous les jours elle enlevait quelques privilèges aux boyars. Sous Basile III, le dernier des princes apanagés de la dynastie de Rurik fut mis en prison. La foule l'y accompagna avec des rires et des horions. Personne ne bougea parmi les boyars. Quelques-uns d'entre eux siégeant en conseil présentaient des objections contre les mesures proposées par le prince. Celui-ci leur faisait donner des coups de bâton. Les autres boyars ne protestaient pas. Au contraire, ils remerciaient le monarque d'avoir « corrigé » un des leurs. Basile III avait le pouvoir de faire un esclave du premier des boyars. Leur classe perdait toute importance politique. Des parvenus remplaçaient les vieilles familles aristocratiques. Ils sortaient des classes inférieures de la société. On observe le même phénomène dans quelques pays occidentaux. L'aristocratie de cour remplace l'aristocratie territoriale. Le tsar donnait les places, les bénéfices et les émoluments. Tout dépendait de lui. Le grade le plus envié fut celui de *camérier*, c'est-à-dire d'individu vivant dans la maison et la familiarité du prince et lui rendant les services les plus serviles.

Malgré l'abaissement extrême de la classe des boyars, Jean IV se crut appelé à l'exterminer pour le bien de l'État. Il se mit à enfoncer des portes ouvertes. Il traita ses boyars comme Louis XI ou Richelieu traitaient l'aristocratie territoriale en France. Cela galvanisa le cadavre. Le tyranisme et les cruautés de Jean IV, la dégénérescence de la dynastie de Rurik, l'influence occidentale venue de Pologne, la présence des étrangers, tout cela fit naître une certaine agitation parmi les boyars et leur ouvrit les yeux sur le rôle politique qu'ils pouvaient jouer. Quand Jean IV rendit le dernier soupir, les prétentions des boyars se firent jour immédiatement. La Russie traversa une période qui a des analo-

gies avec la Fronde. Les boyars luttèrent non pour arriver à un vizirat temporel, mais pour établir une dynastie tirée de leur sein. Pour la première fois le pouvoir monarchique subit des limitations, formulées dans le manifeste du faux Démétrius, puis dans le rescrit de Basile Chouiski quand il fut élu tsar en 1606. On croit que le premier monarque de la maison de Romanof s'était aussi engagé à publier un rescrit du même genre. Cette circonstance n'a pas encore été élucidée, comme plusieurs autres événements de l'histoire russe. Mais le rescrit de Chouiski est une nouvelle preuve de l'incapacité des boyars. Comme en Pologne et en Suède, les boyars ne songent qu'à leurs propres intérêts oligarchiques ; ils ne se soucient en aucune façon des intérêts populaires. Il n'est donc pas étonnant que Moscou soit retombée dans l'autocratie pure après l'élection d'une nouvelle dynastie, celle des Romanof.

La ruine de la classe des boyars était inévitable. Le besoin d'un pouvoir monarchique était universellement ressenti. Personne ne soutenait les boyars. On les détestait parce qu'il s'efforçaient d'attacher le paysan à la glèbe. Cette aristocratie ne voyait pas d'autre moyen d'acquiescer des richesses. Sauf quelques rares exceptions, les boyars russes furent des gens rapaces qui n'identifièrent jamais leurs intérêts avec ceux du peuple. Composés d'éléments venus des quatre coins de l'horizon, ils n'avaient aucune attache dans le pays. Les boyars n'avaient pas de châteaux comme les barons de l'Occident ; ils ne vivaient pas sur leurs terres comme les aristocrates anglais. Ils se pressaient à la cour comme les gentilshommes français. Ils tâchaient de grimper les échelons de la hiérarchie administrative et faisaient les plus plates bassesses pour acquiescer des dons et des places, ou des distinctions honorifiques, qui flattaient leur amour propre. Ils pressuraient le peuple et le poussaient parfois au désespoir et à la révolte. Les hauts dignitaires boyars se montraient même très durs à l'égard de la petite noblesse ; inutile de parler de la classe moyenne : des industriels et des commerçants ; les boyars les traitaient en vils esclaves.

Cependant, les boyars commençaient déjà à se fondre en une seule classe avec les *dvorianis* (noblesse) sous la dénomination des « hommes de service ». Ces « hommes de service » correspondirent d'abord à l'ordre équestre de l'Occident et à l'*Izslachta* polonaise, mais cela seulement par rapport au bas peuple. Au point de vue politique cette classe n'était rien. C'étaient véritablement les serviteurs de la couronne, qui les entretenait pour la défense du pays. Ces « hommes de service » succédaient aux anciens « *enfants boyars* » qui, comme nous l'avons vu, s'étaient confondus avec la petite noblesse terrienne. Souvent les « hommes de

service » recevaient du tsar une terre en bénéfice, à charge du service militaire. Celui-ci était fort lourd ; le bénéficiaire tombait parfois dans la gêne. Souvent il se distinguait peu du simple paysan. Le bénéficiaire était privé de sa terre aussitôt qu'il cessait de remplir ses obligations ; de plus il était même soumis aux châtiments corporels pour les plus légers délits. Mais les tsars, en donnant les bénéfices, donnaient la terre avec la population qui l'habitait. La terre, à cette époque, n'avait aucune valeur par elle-même ; tout dépendait de la population. Voilà pourquoi les souverains russes furent obligés d'imiter l'exemple de la Lithuanie et d'attacher les paysans à la glèbe. Une loi de Boris Godounoff leur défendit, en 1590, de changer de résidence. Alors il se forma en Russie une classe spéciale : les individus possédant des serfs, qu'on appelle communément la noblesse (*dvorianstvo*). Cette classe eut des privilèges et des droits par rapport au peuple, mais elle n'en eut aucun par rapport au souverain. Au contraire, comme le souverain donnait la terre et les hommes, la noblesse tomba encore plus sous sa dépendance.

V

Ainsi l'ancienne histoire de la Russie finit comme celle des pays de l'Occident où la monarchie absolue parvint à s'établir. Les résistances de l'aristocratie furent vaincues. La noblesse territoriale fut remplacée par une noblesse de cour entièrement à la dévotion des souverains et devenue un instrument de domination entre leurs mains. Cette aristocratie de cour accapara toutes les fonctions de l'État et devint comme une barrière dressée entre le souverain et le peuple. Mais l'autocratie trouva encore un appui de plus dans la petite aristocratie terrienne qui haïssait les hauts dignitaires pour leur orgueil et leur morgue. Il arriva ainsi que le pouvoir monarchique détruisit toutes les institutions politiques : les comices populaires des communes rurales et des villes, les états-généraux du pays entier. Mais grâce au triomphe même de l'autocratie, l'esprit démocratique du peuple, qui avait toujours lutté contre l'esprit aristocratique, obtint ainsi une victoire complète. La victoire du pouvoir central étant complète, ses fonctions s'en accrurent d'autant. Il devint responsable de tout. L'initiative des réformes dut venir désormais d'en haut et non d'en bas. Tous les progrès dépendaient maintenant du souverain.

Cette évolution historique de la Russie fut achevée par Pierre le

Grand. Ce souverain fut loin d'être un révolutionnaire, comme on est habitué à le dire en considérant sa fiévreuse activité.

Par le tableau de la hiérarchie administrative (*tabel o rangakh*), promulgué en 1722 et qui régit la matière jusqu'à nos jours, Pierre I^{er} créa le *dvorianstvo* moderne. Il opéra la fusion entre l'ancienne classe des boyars et la classe de la petite noblesse terrienne. Ce mot de *dvorianstv* montre par lui-même l'état de choses qui existait à cette époque. Toutes les anciennes grandes familles étaient éteintes ou étaient tombées dans la misère.

Comme le *tchine* (le titre, le rang dans la hiérarchie administrative) dépendait des services rendus et de la volonté du souverain, l'ancienne classe nobiliaire se transforma entièrement en une classe de fonctionnaires payés, civils et militaires, à l'esprit démocratique. Appelés à diriger les services publics comme commis du tsar, les *dvoriane* furent privés de tous droits politiques. Ils étaient même soumis aux peines corporelles comme les paysans. Mais, par contre, tout individu qui arrivait à un certain échelon de la hiérarchie administrative devenait noble et pouvait acquérir des serfs. Le *dvorianine* (noble) devenait la chose du souverain. Il était obligé de le servir pendant toute sa vie, de remplir toutes les fonctions dont il lui plairait de le charger. Par contre Pierre I^{er} fit de la *noblesse* la classe dirigeante dans l'empire; il la libéra des impôts; il fonda des écoles pour son instruction; il la récompensa par des ordres et des décorations; il lui donna des titres, lui octroya des armoiries et institua un département héraldique pour tenir les registres des familles nobiliaires. Il essaya même de préserver la noblesse de la ruine en instituant le droit de primogéniture. Pierre se montra très dur pour le peuple. Il renforça les liens du servage et introduisit l'impôt de capitation (charge qui disparut seulement sous Alexandre III). Pierre obligea chaque paysan qui quittait sa commune à se munir d'un certificat d'identité, délivré dans sa commune même. Ces certificats furent un instrument d'oppression très cruel. Ils ne sont malheureusement pas encore complètement abolis.

Ce fut en imposant à la Russie un joug plus lourd que celui des Tartares, ce fut en établissant une subordination complète allant du dernier paysan jusqu'au premier fonctionnaire, que Pierre I^{er} put opérer ses réformes uniques dans l'histoire. Pierre porte le pouvoir autocratique à son point culminant, par une série de mesures : il prend le titre d'empereur; il le définit par une loi, comme en Suède; il fait établir une loi de succession au trône; il rompt définitivement avec l'église; au lieu d'une chlamyde byzantine il revêt le costume militaire;

il modifie les armes de l'État et remplace l'image des saints par l'aigle à deux têtes.

A un certain moment, Pierre I^{er} eut contre lui le pays presque tout entier. Cependant, ce héros ne connut jamais la peur. Il parcourait toutes les parties de son empire sans la moindre appréhension. Malgré ses cruautés, personne n'attenta jamais à sa vie, parce qu'il anoblit et éleva l'autocratie. D'un regard de génie il comprit la véritable mission d'un empereur. Il était la personnification de l'esprit de son peuple, le représentant de la démocratie dans la meilleure acception de ce mot. Toujours soumis au plus dur labeur, travaillant de ses mains au point d'en avoir des durillons, Pierre donne un rare exemple. Il montre qu'un souverain devait être le serviteur le plus dévoué de ses sujets. Pierre sépare pour la première fois son trésor particulier du trésor de l'État. Il s'approprie seulement ce qu'il gagne par son travail. Pierre usait les forces de son peuple entier, depuis le dernier paysan jusqu'au premier ministre, sans aucune pitié. Mais il ne dépouillait pas ses sujets pour accumuler des richesses afin de se donner des jouissances ou d'assurer la durée de sa dynastie. Il employait au bénéfice du peuple tout ce qu'il prenait au peuple. Il exigeait de lourds impôts, mais payait avec usure, par les éclairs de son génie, par sa prodigieuse activité, par son oubli complet de soi-même et son dévouement absolu à la chose publique.

Dans la personne de Pierre le pouvoir monarchique triomphe des dernières entraves; puis, de sa propre initiative, sans être sollicité par personne, ce pouvoir appelle à son aide toutes les forces vives de la nation. Pierre I^{er} supprima toutes les attitudes serviles à l'égard du monarque. Il tâcha de répandre le plus possible le *selfgovernment* en Russie. Pierre tenait en très haute estime le principe de l'élection des fonctionnaires, qui avait existé dans la Russie ancienne même sous Jean le Terrible. Pierre introduisit de plus l'élection dans l'armée. Il créa un corps auquel il confia l'administration supérieure de l'État : le *Sénat*; un autre auquel il confia l'administration de l'église : le *Saint Synode*. Ces deux pouvoirs étaient presque égaux au sien. Peu de temps avant sa mort il rêvait la création d'un conseil supérieur de l'empire, investi de pouvoirs encore plus grands que ceux du Sénat et du Saint Synode.

VI

Les idées de Pierre I^{er} ne périrent pas après sa mort. Les traditions de sa politique civilisatrice se conservèrent à la cour et dans le peuple.

Les lois sociales trouvent leur application dans les événements qui se passent en Russie après la mort du grand empereur. Sa victoire à Poltava l'avait débarrassé de la Suède. La Russie ne courait plus de dangers immédiats venant de ses voisins. La concentration du pouvoir cessa donc d'être une nécessité. D'autre part, la machine gouvernementale devenait d'une complexité beaucoup plus considérable et exigeait le concours de la nation. On continua donc la politique de Pierre par rapport au principe de l'élection à certains charges.

L'impératrice Anne fut forcée, comme le tsar Basile Chouiski, de signer un acte limitant les droits monarchiques. Mais peu de temps après elle le déchira (1) et reprit le pouvoir absolu. L'ambassadeur d'Angleterre auprès de la cour de Russie vit la possibilité d'établir la bienheureuse constitution (*happy constitution*) dans les premiers actes de Catherine II. On a lieu de croire qu'à la mort de cette souveraine les grands seigneurs de l'empire résolurent d'écarter Paul I^{er} du trône s'il ne consentait pas à signer une constitution déjà rédigée, et d'y porter son fils Alexandre I^{er}, qui s'engageait sous serment à l'observer.

À la mort de Paul, la tradition veut aussi que Panine proposa à son successeur d'organiser le gouvernement comme en Suède. Alexandre I^{er} promit une constitution à la Russie dans son discours de Varsovie. En 1825, mêmes tendances chez les officiers qui firent les journées de décembre. Enfin on pense qu'Alexandre II voulait octroyer aussi des libertés constitutionnelles à son peuple peu de temps avant sa mort prématurée.

Ces espérances déçues, ces contradictions perpétuelles, ces changements de ligne de conduite sont liés à la question sociale. La responsabilité en retombe en majeure partie sur les hautes classes. Les libertés politiques sont toujours octroyées en premier lieu aux classes supérieures. C'est ce qui arriva en Russie. Pierre I^{er} accorda de nombreux privilèges à la noblesse. Il essaya de lui donner du relief par l'instruction, il essaya surtout de lui inculquer l'amour de la chose publique. Pour lui, qui se disait le *premier serviteur du peuple*, ne pas avoir de patriotisme paraissait un crime. Mais l'aristocratie administrative formée par Pierre I^{er} n'eut aucun souci des intérêts populaires; elle marcha sur les traces des boyars de l'ancienne Russie. Cette nouvelle noblesse fut vaniteuse, rapace, exclusive, et de plus les divisions

(1) Cette charte est encore conservée aux archives du Sénat à St-Petersbourg, déchirée en deux morceaux.

s'établirent dans son sein, grâce à l'envie que les petits seigneurs portaient aux grands. Les nobles ne songeaient qu'à leurs intérêts; ils volaient l'État tant qu'ils pouvaient; il tâchaient de tirer de leurs charges le plus possible de bénéfices illicites; enfin, comme seigneurs des serfs, ils les dépouillaient sans aucune pitié.

Ils parvinrent à mettre le souverain de leur côté. On commença à considérer l'empereur comme le premier *dvorianine* (noble) de la Russie. La noblesse rampait devant le trône; elle n'était donc pas à craindre; mais elle donnait de l'éclat au pouvoir et le pouvoir entretenait sa vanité. Sous Catherine II, les registres de la noblesse furent remplacés par le *livre de velours*. Paul I^{er} y ajouta l'armorial. Aujourd'hui on y inscrit la généalogie des familles de la noblesse, comme autrefois on tenait registre des familles féodales de l'Occident. On multiplia les ordres et les titres. La cour de Russie octroya ceux de prince, de comte et de baron. Les rangs de la noblesse s'élargirent grâce aux nominations directes du souverain. Ils s'ouvrirent pour des étrangers, des orientaux, des Cosaques, des Tartares, pour des favoris de la cour, quelquefois même pour des cochers et des laquais. L'octroi des terres s'accrut sous l'impératrice Anne. Elle donna des propriétés peuplées d'un nombre immense de paysans, même parfois des villes entières. Des favoris, mendiants la veille, possédèrent des milliers de paysans le lendemain. L'agriculture devint un droit exclusif de la noblesse. Les terres données en bénéfice se transformèrent peu à peu en alleux. Tout cela, cependant, n'empêcha pas la ruine de la noblesse. Les majorats établis par Pierre I^{er} ne parvinrent pas à entrer dans les mœurs. Ils furent abolis peu d'années après sa mort. Les nobles gaspillaient leur bien et tombaient dans la misère; alors ils allaient mendier les faveurs de la cour. L'impératrice Élisabeth institua une banque foncière pour venir au secours des nobles accablés de dettes. Le gouvernement établit des écoles réservées uniquement à la noblesse; il organisa des assemblées périodiques pour cette caste. On se relâcha de la sévère discipline imposée par Pierre I^{er}. Le service de l'État ne fut plus exigé de la noblesse d'une façon suivie; puis enfin il cessa même complètement d'être obligatoire par l'édit de Pierre III sur la *liberté de la noblesse* (1762).

Catherine II, qui cherchait en toute chose à détruire le souvenir de son époux abhorré, le suivit seulement sur ce terrain. Par son rescrit de 1785 elle modifia complètement le caractère de la classe nobiliaire. Les nobles cessèrent d'être les serviteurs de l'État; ils formèrent une caste possédant des droits et des privilèges. Les nobles furent affranchis

des châtimens corporels; leurs terres devinrent insaisissables; ils furent désormais des souverains absolus par rapport à leurs serfs; les autres classes durent leur donner des témoignages de respect. Mais ce n'est pas tout. Les nobles reçurent le droit de se réunir en assemblées périodiques, d'élire des maréchaux pour les présider. Ces assemblées nommèrent à quelques fonctions locales. La plupart des fonctions du gouvernement furent exclusivement réservées à la noblesse. Cette caste eut même le droit de porter un uniforme spécial.

Comme dit le célèbre slavophile Samarine « le *pomechtchik* (propriétaire terrien de la classe noble qui avait le privilège d'avoir des serfs) devint un fonctionnaire en robe de chambre, et le fonctionnaire un *pomechtchik* en uniforme. »

Catherine II fonda de plus de nombreuses institutions de crédit pour venir au secours de la noblesse. Cette correspondante de Voltaire porta les servitudes des paysans à leur plus extrême limite. Elle distribua des terres immenses à ses favoris. De nombreux paysans, qui avaient encore conservé la liberté, la perdirent à cette époque.

Il semblait que le gouvernement voulait créer une *gentry* comme en Angleterre. Mais la noblesse russe ne sut pas profiter de l'occasion. Elle continua à vivre au-dessus de ses revenus, à gaspiller ses biens, à se ruiner, et à assiéger les antichambres pour obtenir des faveurs et des places. Il suffit d'un décret pour faire rentrer dans la poussière cette caste méprisable. Paul I^{er} la soumit de nouveau aux châtimens corporels; mais, qui plus est, il rendit, de nouveau, le service de l'État obligatoire pour elle. Paul traitait les nobles de « parasites ». Cependant, personne ne songea à abolir le servage. Et pourtant cette institution était devenue complètement inutile, les circonstances économiques du pays s'étant modifiées d'une part et l'inutilité de la caste privilégiée étant démontrée de l'autre. Mais les paysans eux-mêmes commencent alors à s'éveiller. Dès le règne de Pierre III (1762), de nombreuses révoltes partielles éclatent de toute part. Plus tard, sous Catherine II, Pougatchef soulève les paysans de la région du Volga. Il semble que la révolution va triompher en Russie. Il faut faire une véritable campagne pour la vaincre.

VII

La question du servage devint mûre à partir du commencement du XIX^e siècle. Elle était intimement liée à celle des privilèges de la classe aristocratique. Il semble que la nécessité de l'affranchissement devait

être évidente pour un souverain comme Alexandre I^{er}. Son caractère noble et libéral, l'éducation de La Harpe, tout imbu des idées des encyclopédistes, sa conduite à l'égard des Polonais et des Français à qui il avait fait octroyer des constitutions, sa promesse faite aux Russes de leur donner des institutions modernes, tout cela semblait présager qu'Alexandre prendrait en main l'intérêt des malheureux paysans.

Il est impossible d'établir une constitution dans un pays où existe le servage. Alexandre I^{er} rêva de l'abolir pendant tout son règne, d'autant plus que les révoltes se multipliaient. Mais il réussit seulement à abolir la servitude de la glèbe dans les provinces baltiques, en 1819. Il se contenta, en Russie, de promulguer quelques mesures partielles qui allégeaient un peu le sort des paysans. Alexandre I^{er} était d'un caractère soupçonneux, dissimulé et timide. Les circonstances dans lesquelles il était monté sur le trône avaient laissé une profonde empreinte sur son caractère; ses irrésolutions étaient continuelles; il finit par tomber dans le mysticisme qui le conduisit à la réaction la plus aveugle, quand il tomba sous l'influence de son mauvais génie, le général Araktcheef. Il ne sut pas résister aux intrigues du vieux parti des « patriotes » moscovites, imbu de l'idéal de l'ancienne Russie, hostile à l'Occident, qui tâchait de le brouiller avec Napoléon et avec les admirateurs de la France comme Speranski. Ce groupe d'adorateurs du passé, germe des Slavophiles futurs, à la tête duquel se trouvait l'historien Karamzine, modifia les bonnes intentions du faible Alexandre I^{er}.

Ce souverain semblait s'émouvoir des souffrances des serfs. En effet elles étaient horribles. Les rapports judiciaires de l'époque disent que les propriétaires tourmentaient leurs serfs d'une telle façon qu'il était impossible d'en parler sans frémir. Alexandre continua à prodiguer des faveurs à la noblesse comme sa grand'mère Catherine. Il inaugura son règne en confirmant le rescrit de Pierre III sur les privilèges de la noblesse. Un grand nombre d'écoles leur fut de nouveau réservé d'une façon exclusive. On publia une nouvelle édition de l'*Armorial* contenant les registres de 403 familles titrées et de 1,285 sans titre. Un certain nombre d'individus furent élevés à la noblesse, d'autres reçurent des titres. Quand on créa les ministères, les fils de familles se précipitèrent à la curée des places; elles furent données à ceux qui avaient de hautes protections, de belles manières et qui savaient parler le français. Les fils de familles envahirent aussi la garde impériale, alors très à la mode.

Nicolas I^{er} s'indignait contre le servage à l'égal de son frère Alexandre. Aucun souverain ne décréta autant de mesures partielles contre cette institution. On alla même jusqu'à mettre sous tutelle des propriétaires qui se conduisaient trop durement à l'égard de leurs serfs. Six comités secrets furent institués sur ces affaires. Mais les « patriotes » moscovites veillaient. Ils profitèrent du caractère et de l'éducation du nouvel empereur. Nicolas I^{er} était un modèle d'inflexible volonté et d'orgueil. Son aspect rude et autoritaire effrayait tout le monde. Quand il se mettait en colère, tout tremblait devant lui. Ce monarque entêté et courageux avait été élevé dans la plus rude discipline. Il tutoyait tout le monde et ne disait « vous » que quand il était en colère. Mais il mettait très haut l'autorité et la puissance de la Russie et ne souffrait pas de contradiction, même en dehors des limites de sa puissance. Nicolas I^{er} ne connaissait pas l'Europe et encore moins les rouages de l'administration civile de son empire. Il n'avait aucune confiance dans les libéraux et s'appuyait constamment sur les réactionnaires de la nuance des « patriotes » moscovites. En réalité il était le jouet de ces derniers. Le programme de son règne fut formulé par le ministre de l'instruction publique Oubarof. Il était emprunté aux idées des slavophiles et pouvait se résumer dans ces trois mots : autocratie, orthodoxie, nationalisme. Dès 1848, Nicolas I^{er} remplace Metternich dans sa fonction de gardien du conservatisme le plus outré et du *statu quo* politique à tout prix.

Cet empereur se flattait d'être un véritable patriote. Il essaya de revenir aux institutions de l'ancienne Russie, oubliant seulement son esprit démocratique. Il confondait l'idée nationale avec le servilisme chez ses sujets. Pour l'obtenir il fallait étayer le pouvoir souverain. Il ne voyait d'autre appui que l'aristocratie et l'armée. Son faible pour les soldats lui venait aussi des traditions des hobereaux prussiens. Il avait épousé une sœur de l'empereur Guillaume I^{er}. Étant donné ces circonstances, il est facile de comprendre comment le plan d'émancipation des serfs, élaboré par Speranski, fut écarté grâce à l'influence des membres de la haute aristocratie, ayant le Grand-Duc Constantin à leur tête. Le servage continua à fleurir. Le nombre des serfs augmenta même dans une mesure incroyable. A un certain moment il atteignit 45 pour cent de la population totale de l'empire. Comme par le passé, les *pomechtchiki* usaient des moyens de répression les plus brutaux et allaient même jusqu'à la torture. Les serfs de la glèbe étaient réduits à l'état d'esclaves domestiques sans aucun obstacle. Or la condition de ces derniers était infiniment plus mauvaise que celle des premiers. On

fit une loi contre cet abus seulement en 1858, quand le nombre de ces malheureux atteignit 1.500.000 individus des deux sexes. Les propriétaires continuaient à mener grand train et à gaspiller. Ils vivaient des redevances et du travail forcé des paysans. Mais ils n'exploitaient pas seulement leur puissance de travail, ils mettaient même à contribution leurs talents individuels. Ainsi beaucoup de propriétaires enseignaient la musique à leurs serfs et se composaient de cette façon des orchestres complets. D'autres leur enseignaient la médecine ou la peinture. Ce fut le cas du poète Chevtschenko. Les souffrances étaient en raison inverse du nombre des serfs. Les propriétaires qui en avaient de 10 à 20 les exploitaient naturellement de la façon la plus dure. Dans une des plus jolies satires de Tchchedrine on montre comment un petit paysan nourrit trois généraux dans une île déserte. Les nobles s'approprièrent même parfois l'argent affecté par l'État à la nourriture du peuple en temps de famine. De nombreux serfs fuyaient leurs maîtres et se réfugiaient dans les steppes de la Russie méridionale. Les révoltes augmentèrent. En 1843 il y en eut jusqu'à deux cents. Soixante-dix propriétaires étaient massacrés bon an mal an.

Nicolas I^{er} souffrait de cet état de choses. Cependant, il continuait à favoriser la noblesse comme son frère et sa grand'mère. Il chercha à soutenir la grande propriété, il rétablit les majorats; les banques foncières de l'État donnèrent des prêts hypothécaires plus élevés à des taux plus modérés qu'auparavant. Nicolas donna des terres de l'État à des nobles dont les patrimoines avaient été trop diminués par les partages successoraux. Il leur accorda des secours en argent; il prit l'éducation de leurs enfants à la charge de l'empire. Les fonctions furent multipliées. Il ne resta presque plus de nobles, non revêtus d'un des titres de la hiérarchie administrative. Mais rien n'y fit. La noblesse russe ne secoua pas sa paresse et ne perdit pas ses défauts. Ses terres succombaient de plus en plus sous les charges hypothécaires; il fallait leur nommer des administrations officielles, ou les vendre aux enchères publiques. De plus le nombre des nobles allait en augmentant, ce qui déconsidérerait la caste entière. Vers le milieu du règne de Nicolas, les *dvorianis* arrivèrent à être un million. Cela faisait un noble par soixante-huit habitants. Dans cette tourbe, 882 familles avaient une origine vraiment russe remontant au-delà du xvii^e siècle. Et encore, parmi ces familles, quelques-unes étaient tombées dans la misère.

VIII

Alexandre II résolut enfin la question du servage. Son intervention personnelle joua un très grand rôle dans le fait de l'affranchissement. Une dame infligeait les plus cruelles souffrances à ses paysans. Le récit en parvint à Alexandre II. Cela l'empêcha de fermer l'œil pendant toute la nuit. Le lendemain il déclara qu'il avait pris la ferme résolution de mettre fin à ces horreurs. Il tint parole, bien qu'au péril de sa vie. Après les terribles sacrifices accomplis pendant la guerre de Crimée, le peuple espérait obtenir la liberté. Une commission fut instituée en 1857 pour s'occuper de l'amélioration du sort des paysans. C'est grâce à la volonté personnelle d'Alexandre II qu'elle n'avorta pas comme toutes les autres.

Les propriétaires nobles firent une résistance acharnée. Ils cherchèrent à enrayer le mouvement par toute sorte d'intrigues. Ils effrayaient l'empereur affirmant que la libération donnerait le signal de la révolution sociale. Les grands demandaient l'organisation d'une aristocratie privilégiée comme en Angleterre. Quand il fut question non seulement de libérer les serfs, mais encore de leur reconnaître la propriété d'un lot de terre, les nobles crièrent à la confiscation et à la révolution. Les délégués de la noblesse, réunis dans la capitale pour discuter la question de l'affranchissement, furent priés de retourner chez eux ; le maréchal de la noblesse du gouvernement de St-Pétersbourg fut exilé dans ses terres. On passa outre sur l'opposition de la noblesse. Cependant, elle ne fut pas sans effet. Le conseil de l'empire réduisit le lot que la commission avait attribué aux paysans. Les membres les plus influents de cette commission furent accusés par les propriétaires d'être des radicaux, des anarchistes. Ils perdirent la faveur du souverain. Miloutine et Lanskoi donnèrent leur démission de ministres.

Mais les paysans s'agitaient ; l'empereur maintenait sa ferme résolution d'en finir et l'affranchissement s'accomplit en 1861. Ce fut une victoire de l'esprit démocratique. Ce même esprit se manifesta dans toutes les autres réformes d'Alexandre II : les assemblées provinciales et les nouvelles institutions judiciaires avaient pour base l'égalité des citoyens devant la loi, sans distinction de classe.

L'affranchissement des paysans résolut la question des castes. Les nobles conservèrent, il est vrai, tous leurs privilèges sauf un seul : le droit d'avoir des serfs. A vrai dire c'était le seul qui avait de la valeur ;

tous les autres n'étaient que de la parade. Les nobles n'avaient pas su même faire leurs affaires pendant qu'ils jouissaient d'une situation privilégiée ! L'Etat leur alloua une indemnité pour les lots qu'ils cédèrent aux paysans. Quand ils la touchèrent, ils s'abandonnèrent aux douceurs de l'abondance, menèrent la vie à grandes guides et dissipèrent bientôt cette dernière ressource. Sur cent millions de dessiatines (1) qui restèrent à la noblesse, après la soustraction opérée pour donner des lots aux paysans, plus d'un quart fut vendu en peu d'années. Les majorats ne parvinrent pas à s'acclimater en Russie. Vers 1861 il y en avait seulement cinquante. Peu à peu la noblesse perdit les privilèges qui lui avaient été conservés en 1861. Quand le service militaire universel fut introduit en Russie, les nobles, qui en étaient exempts jusqu'alors, y furent soumis comme les autres classes. Les peines corporelles furent abolies pour tout le monde ; l'aristocratie rentra sur ce point dans le droit commun. Certaines attributions des assemblées de la noblesse furent transférées plus tard aux assemblées provinciales ouvertes à toutes les classes de la population. Un grand nombre de fonctions se donnèrent désormais à l'élection ; la noblesse perdit ainsi un débouché pour les places. Enfin il fut même question un moment d'abolir les titres de la hiérarchie administrative (comme conseiller aulique, conseiller d'État, etc... etc.).

Il semblait que la Russie allait entrer enfin dans une ère démocratique ; il semblait qu'elle allait se débarrasser de cette fausse aristocratie administrative qui lui avait été imposée par une imitation maladroite de Byzance et de l'Allemagne. Mais la puissance des survivances est énorme en Russie, où s'observent de longues périodes de régression après de courtes périodes de progrès.

Le prince Odoevski disait à Alexandre II en 1868 : « la Russie sera puissante aussi longtemps qu'elle n'aura pas d'aristocratie dans le sens occidental de ce mot ; notre *dvorianstvo* est tout autre chose. » Les vieux « patriotes » moscovites assaillirent Alexandre II comme ils l'avaient fait pour son oncle et son père. Ils furent soutenus par Bismarck dont l'influence était grande à St-Petersbourg jusqu'en 1878. Les « patriotes » profitèrent du mouvement nihiliste, qui commençait alors, pour tourner vers la réaction. Les réformes de la première moitié du règne d'Alexandre II furent en partie annulées.

De nouveau on cherche à galvaniser le cadavre de la caste nobi-

(1) La dessiatine a 109 ares.

liaire. On prodigua de nouveau les titres. En 1874, l'instruction primaire fut placée sous le contrôle de la noblesse. Sous Loris Melikof, il fut même question de leur accorder le droit de surveiller les fonctionnaires de l'État.

La situation des paysans empira aussi de son côté. Quand les hommes généreux, qui avaient inspiré l'abolition du servage, furent morts, on n'espéra plus corriger les erreurs commises en 1861. Ces erreurs étaient manifestes. Les lots des paysans avaient été de trois à quatre dessiatines. C'était trop peu. C'était à peu près ce qu'ils avaient à l'époque du servage. De plus, les propriétaires avaient gardé pour eux les terres les plus fertiles. Les impôts ayant augmenté, ils dépassaient parfois tout le revenu du lot. Le paysan russe avait toujours considéré la terre comme sa propriété. De là des agitations qui éclatèrent vers 1879. Il se forma des sociétés secrètes pour obtenir le partage des terres. Ces conjurés prétendaient agir par ordre de l'empereur. Dix ans à peine après l'affranchissement, des centaines de milliers de paysans n'avaient plus de propriété. L'émigration vers la Sibérie, où la terre était en abondance, augmenta dans une très forte mesure. Les paysans se jetèrent aussi dans les métiers ; ils envahirent les villes où ils formèrent le cinquième de la population.

IX

Il semblait que l'héritier d'Alexandre II était appelé à continuer les réformes démocratiques de son père. Par éducation, il était étranger aux tendances de l'ancienne aristocratie moscovite et du *junkerthum* prussien. Les précepteurs d'Alexandre III : M. Pobedonostsef, l'économiste Tchivilé, voyaient en lui un homme doux, réservé, modeste, droit, haïssant le luxe, les abus et surtout les malhonnêtetés financières. Il garda ces qualités sur le trône. Ce père de famille exemplaire jouissait de la plénitude du bonheur au château de Fredensborg en Danemark. Ses enfants l'appelaient « oncle Sacha ». Il rappelait Nicolas 1^{er} par sa force musculaire, sa grande taille et son aspect imposant. Alexandre III travaillait avec ardeur. Plus il avançait en âge, plus son application augmentait. Il passait une partie de ses nuits à lire les rapports de ses ministres qui s'allongeaient d'année en année. En marge, il écrivait des résolutions parfois complètement irréalisables. Ses occupations le clouaient dans l'humide Gatchina. Alexandre III rappelait aussi son grand-père par l'inflexibilité de sa volonté,

par son indifférence pour les femmes, qui n'exercèrent jamais d'influence sur lui, enfin par son amour de l'ordre parfois même trop méticuleux. Il se distingua par son attachement à tout ce qui était russe. A ses audiences, il corrigeait parfois des fautes de prononciation. Une fois, en Danemarck, à ce qu'on raconte, il dit qu'il considérerait comme son plus beau titre d'être appelé l'empereur des paysans.

Pendant qu'il était héritier du trône, Alexandre III étudia beaucoup la Russie. Il la parcourut dans tous les sens, parfois pour exécuter des missions confiées par son père. Alexandre III travailla beaucoup avec Miloutine, le bras droit d'Alexandre II dans l'œuvre d'émancipation. Il éprouvait plus de sympathies pour les Français que pour les Allemands ; il se refroidit complètement à l'égard de ces derniers après le congrès de Berlin. Il montrait un esprit très indépendant ; il se prononça contre la réaction des dernières années du règne de son père. Il blâmait les mesures de la police et se prononça contre les rigueurs de la censure. La campagne de 1877 fit naître en lui une profonde aversion contre la guerre et les turpitudes qui en sont la conséquence. Il présida la commission qui vérifia les comptes de l'intendance pour la campagne de Turquie. Il put se convaincre combien les malversations étaient énormes et en conçut une haine profonde contre les *tchinovniki* concussionnaires.

Tout cela faisait naître dans le public des espérances semblables à celles qu'avait excitées Alexandre II. On parlait, de plus, de « couronner l'édifice » en exécutant les dernières volontés du Tsar libérateur. Pendant les premiers jours du règne, la lutte fut vive à la cour entre les libéraux, le comte Loris Melikof, le général Miloutine et Abaza, et les conservateurs M. Pobedonostsef, le comte Tolstoy, Adlerberg et le journaliste Katkof. Les principes rétrogrades prirent le dessus sous l'impression de la sombre tragédie du 13 mars. Le 29 avril 1881, l'empereur signa à Gatchina un manifeste affirmant hautement la nécessité de l'autocratie « pour le bien du peuple et le maintien de l'ordre ».

Les ministres libéraux, MM. Loris Melikof, Miloutine et Abaza, donnèrent aussitôt leur démission. Pour la première fois il se dessinait donc en Russie quelque chose qui ressemblait à un « cabinet » dans le sens occidental de ce mot. M. Pobedonostsef et le général Ignatief se placèrent au premier plan. Mais le général Ignatief était un slavophile. On le disait partisan de la convocation des États-généraux. On répandit le bruit parmi le peuple qu'une nouvelle distribution de terres allait être faite aux paysans et que les *pomechtchik* allaient être complètement expropriés. Lors des fêtes du couronnement, les maires des

communes rurales furent réunis à Moscou. Alexandre III leur répéta l'affirmation des principes autocratiques et il leur déclara qu'il n'y aurait aucune modification dans leur situation. Le général Ignatief quitta le ministère de l'Intérieur. Il fut remplacé par un représentant du parti aristocratique, le comte Tolstoy, qui gouverna la Russie pendant sept années, appuyé par la *Gazette de Moscou* de Katkof.

Nous l'avons dit : en Russie de courtes périodes de progrès sont suivies de longues périodes de réaction. C'est ce qui arriva encore cette fois. Il fallait abandonner toute espérance. La direction du règne tout entier se manifesta de la façon la plus claire. Le comte Tolstoy prit d'une main forte la direction de la réaction. Il revint aux visées de Nicolas I^{er} et d'Ouvarof et le *nationalisme* eut la même signification qu'alors. Plus les années passèrent, plus on abandonna les traditions d'Alexandre II. Les mesures temporaires de cet empereur, dont l'esprit était contraire aux institutions fondamentales de son règne, devenaient des mesures définitives sous son successeur. M. Pobedonostsef, le principal collaborateur du comte Tolstoy, subordonna tout aux intérêts de l'orthodoxie. Les autres ministres emboîtèrent le pas. C'étaient fort souvent des individus sortis des situations les plus modestes. On se gêna peu pour aller les prendre dans les rangs inférieurs de la société, parmi les brasseurs d'affaires dont la réputation n'était souvent pas très pure. Ces individus appliquèrent la nouvelle politique sans aucune réserve. Ils firent régner « l'ordre », la « régularité » et « l'autorité ».

Ce nouveau programme gouvernemental était la négation des idées de Pierre I^{er} et d'Alexandre II ; il prétendait rétablir les castes, supprimer partout l'élection populaire, abolir le selfgovernment ; tout devait être basé sur l'autorité du fonctionnaire. La Russie redevenait une monarchie purement administrative, une *Polizei Staat*, comme disent les Allemands. On s'en prit d'abord aux *Zemstvo* (assemblées provinciales). Le nombre des députés fut diminué ; leurs attributions limitées. L'instruction publique fut retirée des mains des laïques pour être confiée à celles du clergé. Les maîtres d'écoles furent sévèrement surveillés. On limita même les mesures d'hygiène publique des assemblées provinciales.

Par contre la police fut réformée. A Pétersbourg les concierges mêmes devinrent ses agents. Un fonctionnaire spécial, avec rang d'ad-joint du ministre de l'Intérieur, prit la direction de la police secrète. Une garde spéciale fut créée pour assurer la sécurité de l'empereur.

L'état de siège fut proclamé dans tous les grands centres de l'empire. On parla même de rétablir les châtiments corporels.

La censure devint d'une extrême sévérité, bien que le nombre des publications périodiques fut extrêmement minime en Russie (800 pour tout l'empire, dont 500 seulement publiés en russe). Depuis 1882 pour supprimer un journal il ne fallait plus un arrêté du Sénat, mais simplement ceux de quatre ministres. En 1883 et 1884 un grand nombre de journaux furent suspendus. Les cabinets de lecture furent sévèrement surveillés. Il leur fut permis de tenir seulement les ouvrages approuvés par le ministère de l'Intérieur ; les gravures mêmes furent soumises à la censure. Mais le parti révolutionnaire ne mettait pas bas les armes. Son activité augmenta beaucoup vers 1890. Alors les arrestations se multiplièrent.

Plus la réaction triomphait, moins les garanties judiciaires étaient observées. La publicité des débats des affaires politiques fut supprimée en 1881. En 1885 une forte atteinte fut portée à l'inamovibilité des juges. Un grand nombre de causes furent soustraites à la compétence du jury. Les juges de paix cessent d'être élus par les citoyens à partir de 1889. Cependant, malgré cela, on introduisait les institutions judiciaires d'Alexandre II dans certaines régions où elles n'avaient pas encore été établies. Le ministre de la justice, M. Mouravief, vit des inconséquences dans cette politique. On lui a confié récemment la révision complète des institutions d'Alexandre II. On a institué aussi une commission pour rédiger un code civil et un code pénal.

Mais les tendances d'Alexandre III s'affirmèrent surtout dans l'instruction publique. Ici on fit grand. La faculté de médecine fut fermée aux femmes en 1882 ; les écoles supérieures pour les femmes furent fermées à Moscou, à Kief, et à Kazan. Un nouveau statut pour les universités remplaça le statut libéral d'Alexandre II. La nomination des professeurs fut soustraite, désormais, aux conseils académiques, et confiée au ministre de l'instruction publique. Les écoles d'instruction moyenne (gymnases) furent soumis à une discipline presque militaire, comme sous Nicolas I^{er}. Le ministère de l'instruction publique avec les 20 millions de roubles qui constituaient tout son budget ne put rien faire pour l'instruction primaire, d'autant plus que le clergé lui faisait concurrence. On restreignit aussi les exemptions que l'instruction donnait pour le service militaire (1886). Aussi, l'instruction populaire est dans un état navrant. La population lettrée monte à 8 pour cent à peine. Il faudrait fonder 2,000 écoles par an, rien que pour faire face à l'accroissement normal de la population.

Sous l'égide de M. Pobédonostsef, l'église essaya de s'emparer de l'instruction primaire. Des écoles de paroisses furent ouvertes au détriment des écoles laïques. Mais elles réussirent peu. Des ressources spéciales ne leur furent pas allouées. On les mit à la charge du clergé. Celui-ci montra peu de zèle. D'ailleurs, les prêtres sont pauvres, ignorants et accablés d'autres besognes.

On s'occupa aussi beaucoup des progrès de l'orthodoxie. On voulut faire de la religion orthodoxe un instrument de russification. Les malheureux Israélites furent horriblement pressurés et tous les jours les persécutions augmentaient contre eux. Ils furent exclus des conseils municipaux et comme électeurs et comme éligibles. La limite de leur résidence fut restreinte de plus en plus. On leur ferma les gymnases publics, on limita leur faculté de s'occuper de certains métiers, comme le barreau. Naturellement, toute fonction publique leur fût fermée. Les non-conformistes furent persécutés à l'égal des Israélites. Les plus grandes rigueurs furent surtout dirigées contre une secte appelé *Stunde* qui est un rameau du protestantisme. Cette secte a été déclarée dangereuse par un décret publié peu après la mort d'Alexandre III.

La russification forcée des provinces Baltiques et de la Pologne fut aussi des plus caractérisée sous Alexandre III. Dans les derniers jours du règne de ce souverain, on songea même à s'en prendre aux malheureux Finlandais.

Telles furent les mesures gouvernementales. Mais, on l'a vu, Alexandre III prétendait appeler à son aide la noblesse de son empire. Cette aide se manifesta par la création des administrateurs ruraux (*zemski natchalnik*). Ils furent recrutés parmi la petite noblesse, avec ou sans instruction supérieure. Ils furent des fonctionnaires de l'État à gages; mais ils ont été investis de nombreuses attributions administratives et judiciaires. Ils doivent jouer le rôle de providence parmi les paysans, parce que leur ancien *selfgovernment* communal est soumis au contrôle de ces nouveaux administrateurs; ils ont le droit de les soumettre sans appel à des peines disciplinaires. Les paysans pensèrent dans plusieurs cas que ces nouveaux administrateurs ressuscitaient les anciens propriétaires de serfs. L'institution des administrateurs ruraux mit à néant une des réformes les plus utiles d'Alexandre II : la séparation complète des pouvoirs administratif et judiciaire. Ces administrateurs eurent pour mission de limiter l'autonomie des assemblées provinciales. Ils furent chargés de surveiller les élections à ces assemblées.

L'institution des administrateurs ruraux est un des meilleurs exemples des contradictions du régime d'Alexandre III. Ce souverain avait

des tendances démocratiques. Cependant, les administrateurs ruraux furent une tentative d'accroître les privilèges des nobles et de leur procurer un débouché pour les récompenser de services absolument hypothétiques. Les administrateurs ruraux sont nommés par les gouverneurs de provinces, mais leur choix est approuvé par les maréchaux de la noblesse. De nouveau, comme sous les prédécesseurs d'Alexandre III, on fonda des banques du gouvernement pour venir en aide aux propriétaires nobles. La banque foncière, fondée en 1885, fut formée à l'aide d'un capital provenant d'une émission de valeurs à lots.

Mais encore une fois, il fut impossible de galvaniser le cadavre. La noblesse russe a perdu toute importance par suite d'une longue série d'événements historiques. Elle donne les signes les plus évidents de dégénérescence. Comme un moribond, elle gémit et se lamente sans cesse. Tous les jours elle demande de nouvelles faveurs.

On peut dire que les efforts du gouvernement pour augmenter le bien-être des classes moyennes sont tout à fait vains. On établit un tarif de douane presque prohibitif pour le bénéfice de 25,000 fabriques et usines où travaillent trois millions d'hommes. Les intérêts des masses populaires furent offerts en holocauste à cette infime minorité. La production industrielle monte à peine à 2,250,000,000 de fr. ; l'exportation à 1,250,000,000. Elle consiste en majeure partie en matières premières. Sous Alexandre III on fit une loi pour protéger les ouvriers des fabriques. Les mineurs et les femmes furent exclus de certains métiers. On institua un corps d'inspecteurs des fabriques.

L'aménagement matériel de l'empire a attiré l'attention du gouvernement impérial. On fit une loi en 1888 pour empêcher la disparition trop rapide des forêts qui a pour conséquence un assèchement général du sol et qui donne aux rivières un caractère torrentiel. On s'occupa beaucoup des chemins de fer. Le transcaspien fut construit en deux années. Le transsibérien, qui aura 7,500 kil., a été commencé. Une moitié du réseau des anciennes compagnies a passé sous l'administration directe de l'État. On espère de cette façon diminuer les frais d'exploitation et augmenter le revenu !

On fit pour le régime des communes urbaines ce qu'on avait fait pour les assemblées provinciales : diminution du nombre des députés et des électeurs, extension du pouvoir des gouverneurs qui pouvaient casser les décisions des conseils municipaux. Les cabaretiers et le gros commerce acquirent la prépondérance dans les nouvelles municipalités. Les tarifs des douanes furent systématiquement surélevés

pendant tout le règne d'Alexandre III. En 1893, la politique protectionniste aboutit presque à une rupture complète avec l'Allemagne. Naturellement le poids de tous ces nouveaux droits de douane retombe sur les épaules du véritable producteur qui est en Russie le paysan et le propriétaire foncier. Ce protectionnisme outré ruine le pays. Les villes sont très pauvres en Russie; les capitaux y sont rares. A cause de cela, le taux de l'intérêt est quelquefois très élevé; le gouvernement crut pouvoir combattre l'usure en faisant, en 1890, une loi qui la punit.

La politique d'un gouvernement se voit surtout d'une façon nette dans ses rapports avec les masses populaires; en Russie, les masses sont composées en majeure partie de petits cultivateurs. En 1882, on institua une banque pour permettre aux paysans d'acheter des terres. En 1894, on institua même un ministère de l'agriculture. Mais le gouvernement le traite en marâtre. Les affaires concernant le crédit foncier et le commerce du blé sont soustraites à sa juridiction ! Pour comble de malheur, la Russie fut désolée par plusieurs mauvaises récoltes. La famine de 1890 s'étendit sur un territoire peuplé de 20 millions d'hommes. Cependant, les charges des paysans allaient toujours en augmentant. La contribution payée par eux pour l'amortissement du lot, qui leur a été alloué lors de l'émancipation, absorbe parfois la totalité du revenu de la terre. Comme la population augmente, la terre commence à manquer dans la Russie centrale. Les paysans espèrent toujours qu'un nouveau décret de l'empereur leur concédera de nouveaux lots. Il y eut quelques révoltes agraires qu'il fallut faire réprimer par la troupe. La misère était grande parmi les paysans. Bien souvent on vendait leur dernière vache pour recouvrement de l'impôt. Les paysans des provinces baltiques forment un prolétariat rural. En 1883, ils formèrent des ligues agraires comme en Irlande.

Le cœur compatissant d'Alexandre III se remplissait de pitié. Il distribua de très fortes sommes aux affamés. Il donna de nombreuses terres appartenant à la famille impériale, il fit des économies sur les dépenses de la cour. Les trois quarts des charges du palais furent supprimées; les apanages des parents du souverain et leurs titres furent limités. En 1883, un million et demi de paysans furent affranchis de tous rapports financiers avec les anciens propriétaires. Dans la région du terreau noir, beaucoup de propriétaires préféraient les prestations en travail au paiement en argent. Ils ne consentaient donc pas à recevoir le montant de la valeur du lot cédé au paysan. En 1883,

on réduisit aussi de 12 millions de roubles les annuités payées par les paysans pour le rachat. Quelques années plus tard (1886) disparut la dernière trace de l'ancien servage ; l'impôt de capitation fut aboli. L'État perdit de ce chef 60 millions de roubles de revenu, perte qui fut couverte par des impôts d'une autre nature.

L'émigration attira aussi la sollicitude du gouvernement. 3,000 familles émigrèrent vers l'orient en 1865 ; 80,000 émigrèrent en 1892. Sous Alexandre III, 400,000 émigrants passèrent de la Russie d'Europe en Sibérie et 60,000 dans l'Asie centrale. L'État commença à accorder des secours aux émigrants ; une société se forma aussi à St-Petersbourg pour leur venir en aide.

La terre forme l'unique espoir du paysan russe. Il se montra satisfait quand on fit en 1894 une loi garantissant l'inaliénabilité et l'indivisibilité des lots. Le paysan montre la plus grande ardeur à acheter des terres. Souvent il le fait, non par efforts individuels, mais au moyen d'associations. La banque des paysans facilite ces acquisitions. Les paysans possèdent actuellement près de 150 millions de dessiatines, soit près de la moitié du terrain arable de la Russie d'Europe. Les trois quarts de ces terres sont en communaux. La commune rurale voit d'un œil très favorable toute nouvelle acquisition de terre faite par le paysan. Elle n'y met pas d'obstacles ; au contraire, elle appuie ces transactions. L'avenir montrera ce que vaut la commune russe. Il faut, pour qu'elle puisse acquérir toute sa puissance, que les annuités du rachat prennent fin (cela sera en 1935) ; il faut qu'elle soit libérée du joug de la responsabilité collective, des passeports (1) et de l'ignorance de ses membres.

L'antique *mir* (communauté des biens) peut être considéré comme une assurance mutuelle entre paysans ; si le *mir* ne favorise pas l'introduction des procédés de culture plus parfaits, il empêche par contre le paysan de devenir un prolétaire rural comme en Angleterre. Le *mir* a démontré sa vitalité. Il a résisté à Jean le Terrible, au servage, il a habitué le paysan au *selfgovernment* et lui a donné un sentiment très vif des intérêts sociaux. Les nouveaux administrateurs ruraux du comte Tolstoy ne pourront certes pas désorganiser cette institution séculaire.

Ce qui permet encore de nourrir l'espoir d'un avenir meilleur, c'est

(1) Carte d'identité délivrée au paysan qui s'éloigne de sa commune. Ceux qui n'en sont pas pourvus sont traités de vagabonds et passibles d'une peine.

l'organisation foncièrement démocratique de la Russie. Toute tentative d'y établir des institutions aristocratiques, a échoué à la longue. Les réformes d'Alexandre II ont grandement contribué à établir l'égalité des citoyens devant la loi. Il ne sera plus possible de revenir là-dessus, comme il sera impossible de rétablir le servage. Tout le monde comprend cela, depuis le plus grand aristocrate jusqu'au dernier des paysans. Tous les partis sont d'accord là-dessus. Les slavophiles eux-mêmes sont désenchantés. Ils se sont aperçus que leur programme : « autocratie, orthodoxie, nationalisme », ne s'applique pas du tout comme ils l'entendent. Par « nationalisme » ils veulent dire « démocratie ». Or, à les entendre, dans ces derniers temps, une nuée de fonctionnaires rapaces et formalistes forment une barrière entre le peuple et le souverain. Les slavophiles disent que les *tchinovniks* rappellent la *droujina* des anciens princes russes.

En janvier dernier on est venu à apporter des félicitations de tous les coins de la Russie à l'héritier d'Alexandre III. Le nouveau souverain saisit l'occasion pour se prononcer sur le pouvoir autocratique. Il a traité d'insensée toute espérance du peuple de prendre part à l'administration centrale de l'empire. Mais on ne peut rien prédire encore quant aux tendances du nouveau règne concernant l'organisation sociale de la Russie.

Cependant, il faut choisir une voie. Aucun peuple ne peut se passer d'une direction et d'un programme. Les lois sociales sont inéluctables. On a beau faire, on n'édifiera jamais rien de durable sans respecter la justice et l'égalité.

ALEXANDRE TRATCHEVSKI,

Professeur d'Histoire à l'Université de Saint-Petersbourg.

REVUE DES LIVRES

EDOUARD WESTERMARCK, *Origine du mariage dans l'espèce humaine*, traduction française par HENRY DE VARIGNY. — Paris, 1895, 1 vol. in-8° de 530 pages.

Les lecteurs de la *Revue* savent que M. Edouard Westermarck a enseigné successivement la sociologie et la philosophie générale à l'Université finlandaise d'Helsingfors, et ils connaissent déjà quelque peu son

livre par un de ses chapitres, consacré au mariage par capture et au mariage par achat, paru ici même en janvier dernier. L'ouvrage a été écrit en anglais par son auteur lui-même, et a paru à Londres en 1891, avec une courte introduction de M. Alfred Russell Wallace, l'éminent émule de Darwin. Dès janvier 1894, une seconde édition anglaise en était publiée. Peu après, on en voyait annoncer des traductions dans presque toutes les langues scientifiques de l'Europe. Et notamment M. Henry de Varigny, docteur ès sciences naturelles, en donnait une en français dans les premiers mois de 1895.

C'est un service qu'il a rendu là aux lecteurs français, curieux de l'histoire de l'humanité primitive. Et lorsqu'on songe que les livres de Bachofen, de Mac Lennan, de Lewis Morgan, n'ont pas encore passé en notre langue, on ne peut que féliciter M. Westermarck d'avoir vu son livre recevoir si tôt les honneurs d'une traduction, dont, il faut le dire immédiatement, il est du reste fort digne.

La version de M. de Varigny est claire et facile à lire. Sur quelques points où nous avons eu l'occasion de la comparer avec l'original (la 2^e édition anglaise) elle nous a paru exacte. Certains détails pourtant sont malheureux. C'est ainsi que, page 224 de la traduction, dernière ligne, l'âge auquel en France, une fille ne peut se marier sans l'agrément de ses parents, est fixé à dix-huit ans. Or, cette indication est contraire, tout à la fois : 1^o à la vérité (voir l'article 148 du code civil); 2^o au texte de M. Westermarck, qui ne contient pas cette erreur; 3^o enfin, à la suite elle-même de la traduction, car la phrase immédiatement postérieure indique incidemment l'âge vrai, qui est vingt et un ans. L'erreur, si l'on veut, est aisément réparable, mais il n'en faudrait pas beaucoup de semblables pour ôter confiance au lecteur.

Ajoutons que, cette confiance, la traduction fait peu d'efforts pour l'inspirer. De parti pris, tous les renvois aux sources, fort abondants dans l'édition anglaise, ont été supprimés. Or, quand il s'agit d'un ouvrage d'ethnographie, il est de première importance de connaître l'origine d'un fait cité, pour pouvoir se reporter à la narration première, ou parfois même, suivant les cas, pour le révoquer immédiatement en doute. Or, M. de Varigny n'a traduit, en note, aucune des références de l'auteur. Ajoutons qu'il a également supprimé la table des ouvrages cités et la table alphabétique des matières traitées. Cela rend encore moins aisées les recherches. Nous avons entendu dire, à la vérité, que ces suppressions ont été exigées par les éditeurs, qui craignaient de voir grossir démesurément le volume. Le raisonnement nous paraît erroné. Car de semblables livres ne sont pas destinés au « grand public », qui s'inquiète peu de la science qu'ils renferment. Ils ne peuvent avoir comme lecteurs qu'un nombre relativement restreint d'hommes d'étude. Et si l'on ôte à ceux-ci les moyens de contrôler la valeur de l'ouvrage, et parfois même

de s'y reconnaître — lorsque l'auteur avait, au contraire, fort sagement multiplié ces moyens — ne voit-on pas qu'on leur ôte du même coup le désir de lire ou de consulter cet ouvrage, donc le désir de se le procurer ?

Ajoutons que ce n'était pas trop de ces diverses tables pour mettre un peu de jour dans le travail de M. Westermarck. Car l'auteur, ayant dû écrire très rapidement ce volume — fruit de l'enseignement d'une seule année — y a condensé une foule de données prises de tous les côtés et de toutes mains, sans peut-être toujours veiller assez à leur ordonnance. La suite générale des chapitres est suffisamment logique, mais, dans l'intérieur d'un même chapitre, les affinités naturelles des phénomènes sociaux entre eux n'apparaissent pas toujours fort nettement. M. Westermarck place côte à côte des institutions qu'il a trouvées chez les nations les plus éloignées par leur situation géographique, leur composition ethnique et l'ensemble de leur organisation sociale. Il n'imité pas la disposition sagement progressive de M. Letourneau, qui va toujours d'un peuple au peuple le plus voisin et d'un groupe inférieur de sociétés à un groupe supérieur — disposition dans laquelle réside, au dire de certains, le principal mérite de ses travaux. Au contraire, on voit notre auteur (je cite un exemple au hasard) lorsqu'il s'agit d'étudier les mariages consanguins, passer sans transition des Egyptiens antiques aux sauvages Veddahs, et de ceux-ci aux Parisiens contemporains (pages 325 et suiv.). Il est clair qu'il y a là une organisation criticable.

Ces réserves sur la traduction et le livre lui-même étaient nécessaires, parce qu'il s'agit de questions de méthode, et qu'en laissant s'introduire, à la faveur de l'abondance des faits, une exposition défectueuse, on jugerait peu équitablement les travaux, et on nuirait à la science même. Mais, cela dit, nous sommes les premiers à reconnaître hautement que ce livre se distingue par d'éminentes qualités, qui rendaient fort utile sa traduction. L'une des premières est la richesse de son information. Sur presque tous les sujets se rapportant à l'histoire en mariage, surtout du ses stades primitifs, on trouvera dans ce livre des renseignements fort utiles, et il ne sera guère permis d'écrire à leur sujet sans l'avoir consulté. En second lieu, l'auteur part de cette idée, juste suivant nous, que l'union des sexes doit être étudiée dans l'espèce humaine suivant la méthode précise avec laquelle elle l'a été dans certaines autres espèces biologiques, et en comparant, quand c'est possible, les résultats de ces diverses enquêtes entre elles. Il a soin, d'ailleurs, de se garder de certaines exagérations qui rendraient cette vue inexacte et dangereuse. Enfin, et ce n'est pas non plus un mince mérite, l'auteur a su se faire une théorie à lui. Il repousse absolument l'idée de la promiscuité primitive, qui faisait jusqu'ici le fond de la sociologie génétique des peuples inférieurs. On peut dire que plus de la moitié de son livre, et, à certains égards, le

livre tout entier, n'ont d'autre but que de réfuter cette conception de Bachofen et de son école. Ses arguments sont de deux sortes. D'une part, il réfute les preuves fournies par ses adversaires - et l'on comprend qu'il soit complètement impossible d'entrer ici avec lui en une discussion, qui exigerait un volume au moins aussi étendu que le sien. De l'autre côté, il invoque toutes les raisons qui ont pu faire établir, dès l'origine, la propriété exclusive d'une femme (ou de plusieurs femmes) par un homme : la jalousie entre autres, et les conditions économiques. Peut-être, au fond de sa doctrine, trouverait-on quelques restes des anciens préjugés, d'origine théologique, qui ont fait écarter de l'histoire l'idée de la cohabitation promiscue. Mais la méthode de discussion de l'auteur est, en tous cas, fort bien adaptée aux exigences de l'esprit scientifique moderne. On lira, avec le plus grand intérêt, les chapitres consacrés à la saison d'accouplement existant chez l'homme aux temps primitifs ; à l'absence originaire du célibat et aux causes de sa formation ; à la cour que se font les sexes l'un à l'autre ; à la sélection sexuelle, à propos de laquelle l'auteur rejette entièrement l'opinion de Darwin ; à l'explication de la prohibition du mariage entre parents ; enfin, aux formes, règles et rites de l'union humaine, ainsi qu'à sa durée. Toutes ces pages sont pleines d'idées ingénieuses et de faits précieux. Faut-il dire que les conclusions en sont démonstratives ? Nous n'irons pas, au moins sur bien des points, jusque-là. Nous conservons, après avoir lu l'ouvrage de M. Westermarck, la conviction que nombre des doctrines auxquelles il s'attaque, et qui ont pour auteur Bachofen ou Morgan, Darwin ou Spencer, Lubbock ou Tylor, demeurent fondées. Mais nous avouons aussi que, là où elles sont criticables, l'auteur a le plus généralement su trouver le défaut de la cuirasse. Parfois même, il mérite, sur plusieurs questions de détail, d'être, à notre avis, déclaré vainqueur. En tous cas, le résultat de son livre devra être d'obliger ses adversaires à réviser beaucoup de leurs argumentations, et, s'ils ne veulent les abandonner, à les renforcer. C'est assez pour que ce travail compte dans l'histoire des institutions primitives.

RENÉ WORMS.

KARL MARX, *Le Capital, troisième volume.*

Karl Marx, entraîné par les luttes, n'a pu finir lui-même le travail énorme dont il s'était chargé : la critique scientifique du système social actuel. Cependant, grâce aux soins pieux de son ami F. Engels, les bribes des pensées du grand maître du socialisme contemporain apparaissent peu à peu, fait, du reste, peu réjouissant pour les politiciens socialistes qui se sont emparés du 1^{er} volume du *Capital*, sans avoir prévu la suite du développement de l'idée critique de leur maître. Marx,

après avoir établi le rôle du travail dans la formation des valeurs par la célèbre formule que la valeur d'échange est déterminée par la quantité du travail socialement nécessaire à sa production, après de mûres analyses et de longues études, se propose de démontrer que cette notion de valeur n'est qu'un moment de l'évolution du capital et qu'à une certaine période le capital constitué tend à former un taux moyen et uniforme des profits qui correspond à une forme plus spéciale du travail, rendu valeur sociale. Nous tâcherons d'exposer ces idées, exprimées dans le dernier travail posthume de Marx; chose peu facile, d'ailleurs, en raison de l'insuffisance des notes remises par la rédaction, à cause des expositions inachevées, où souvent l'on voit à peine l'ébauche d'une idée.

Le troisième volume du Capital se compose de sept parties distinctes dont les trois premières sont consacrées à l'étude de la norme du revenu, la quatrième, au capital commercial, la cinquième à la division du revenu en intérêt du capital et en revenu d'entreprise; la sixième traite de la rente; la septième, des formes de revenus: de la rente, de l'intérêt du capital et du salaire. Toutes ces questions peuvent se réduire à trois principales: le revenu industriel, le revenu commercial et le revenu de non-valeurs.

Commençons par l'analyse du revenu industriel. Tous les capitaux sans distinction de forme, dit Marx, ont une tendance à l'égalité de leurs profits; et cette égalité est absolument nécessaire à la production capitaliste. Les économistes allemands appellent la formule mentionnée « l'énigme du Sphinx » (der Sphinxrâthel bei Marx). Voici en quoi elle consiste: la base du revenu est le travail non rétribué du salarié, la plus-value. Cette plus-value n'est donc pas créée par le capital entier d'exploitation, et la soustraction du capital d'exploitation du prix de vente ne donne pas le revenu réel. En effet, le capital d'exploitation se compose de deux parties: du capital stable et improductif (les frais proprement dits) et du capital mobile, employé pour l'achat de la force humaine. C'est seulement celui-ci qui est capable de créer la plus-value, le revenu proprement dit du capital. Le capitaliste inscrit dans son budget la somme totale de dépenses, par exemple 200 francs, qui, après les calculs faits, rapportent un bénéfice de 150 francs. Ces cinquante francs ne sont pas créés, comme le pensera leur propriétaire, par les 200 francs entiers, mais par une partie du capital, par exemple 100 fr., dépensée pour l'achat de la force humaine. Dans le troisième volume, Marx affirme que les 200 francs rapporteront toujours le même bénéfice. Il s'agit alors de savoir ce que devient la plus-value, et comment se manifeste la formule du travail-valeur du premier volume! Imaginons-nous deux industries différentes dont le capital organique est égal à 200 fr., mais dont la composition n'est pas identique: c'est-à-dire que

dans les deux cas les rapports des capitaux fixes et des capitaux mobiles ne se ressemblent pas ; mettons que dans une industrie le capital fixe est de 150 francs et le capital mobile de 50 fr., et que dans l'autre les rapports soient contraires, 150 fr. de capital mobile et 50 fr. de capital fixe. Il faudrait s'attendre à ce que les profits de la deuxième industrie fussent trois fois plus grands que ceux de la première, car elle avait trois fois plus de capital mobile, c'est-à-dire de capital créant la plus-value. Ce n'est pas le cas cependant. Le revenu comme intérêt du capital constitue le taux du profit (profitrate). Mais il n'est que la plus-value réelle sous une forme nouvelle, car, dans ce capital, seule la plus-value constitue le bénéfice. La plus-value par rapport au capital productif (mobile) constitue le taux de la plus-value, par rapport à l'ensemble du capital elle constitue le taux du revenu. Le capital présente donc quatre éléments distincts : le taux de la plus-value, le taux du revenu, le capital mobile et le capital entier (ou organique). L'ensemble du capital agit sur le taux du revenu, et le capital fixe agit sur le taux de la plus-value, car les rapports entre le capital fixe et le capital mobile changent les conditions nécessaires pour la création de la norme moyenne des profits. Les deux taux sont donc égaux à l'égalité de ces grandeurs (les capitaux fixe et mobile), ou à leur inégalité quand elles changent en proportion inverse. Si le capitaliste diminue ses frais, en augmentant l'intensité du travail de l'ouvrier ou sa durée, le taux du revenu monte ; de même la négligence des frais d'hygiène et de sécurité, l'avalissement du prix des matières premières, etc., tout en laissant au capital sa grandeur primitive apparente, changent ses rapports avec le capital entier, et par cette raison changent aussi la hauteur moyenne des revenus. Ainsi donc, le taux des revenus, en général, résulte non seulement de la plus-value, mais aussi du rapport entre le capital productif et le capital fixe. Socialement, ces rapports sont stables et déterminés, dans une nation : le taux des revenus est constant au sein d'une nation, à un moment donné. Si les revenus d'une industrie augmentent, c'est qu'il y a changement des rapports entre les capitaux ; par exemple, l'ouvrier y afflue en délaissant une industrie moins favorable, et l'équilibre s'établit ; de même les différences dans la hauteur des salaires sont compensées par la différence entre le travail simple et le travail qualifié. De cette façon, dans un pays et à certain moment, le taux de la plus-value est égal pour tous les capitaux. On pourrait supposer que le capital transformé et mis en vente crée des revenus autres que ceux qui résultent de la plus-value, appliquée à l'ensemble du capital. Cependant, le revenu du marché du capital n'est qu'apparent, car la marchandise se vend au prix des frais, qui sont égaux aux frais de production plus l'intérêt du capital. Ce qui n'est qu'une nouvelle expression de la plus-value : la plus-value d'une société, divisée sur tout le capital social, formant le taux du revenu et étant l'expression du travail

total. Ainsi il y a formation de la plus-value par le travail; cette plus-value est divisée entre les capitalistes, comme les dividendes le sont entre les actionnaires, suivant le nombre des actions. La conversion de la valeur en prix de production devient donc un moyen de répartition entre les différentes grandeurs du capital, « l'échange des marchandises suivant leur valeur est l'expression d'une production inférieure à l'échange suivant les frais de production. »

Examinons de plus près la théorie de Marx. L'auteur veut prouver qu'à un certain moment de la production capitaliste le revenu s'égale, et que la plus-value devient ce que sont les dividendes. Pour arriver à cela, l'industrie vend les marchandises suivant les frais de production. Comment ce nouveau système se réalise-t-il ? L'évolution du capital nous le montre. Le capital autrefois appliqué à la formation de la plus-value individuelle (de l'industrie donnée) est devenu aujourd'hui une force productrice de la plus-value générale. Sur le marché, les capitalistes ne font qu'échanger leurs produits, mais leur revenu est déjà constitué. Pour obtenir ce résultat, il fallut réduire le nombre des capitaux individuels, ce qui, augmentant le capital fixe, diminuait le taux du revenu. La création du capital monopole, la concentration des capitaux par l'anonymat, concentration résultant du perfectionnement du machinisme et de l'augmentation du contingent des sans-travail, permet au capital productif de se généraliser et de vendre suivant les frais, et non suivant la valeur; de cette manière s'établit la circulation égalitaire pour l'ensemble des capitaux, pour le capital qui forme un grand organisme s'appliquant à élaborer la plus-value qui se manifeste comme frais de production. L'uniformité de la plus-value et l'unification sociale des capitaux simplifient la répartition; la somme des profits d'un capital donné, sans différence d'industrie, est égale au taux du revenu, multiplié par le nombre d'unités qui représentent le capital. La formation du prolétariat particulier établit ainsi la base de cette transformation sociale qui tend, de plus en plus, à se généraliser, et qui existe déjà dans beaucoup d'industries, telles que les raffineries à sucre, les chocolateries, les fonderies, etc. Ces industries monopolisent des capitaux énormes, et, par l'intermédiaire des échanges, finissent par établir une norme égalitaire des revenus. C'est pour ainsi dire l'organisation du capital, son unification qui malgré les apparences de bonhomie, « le bon marché des produits », rend le capital plus redoutable aux travailleurs.

Il est certain que cette nouvelle formation de la société basée, non plus sur le travail comme valeur, mais sur le simple échange, ne peut convenir aux disciples de Marx qui n'assistaient qu'à la naissance du capitalisme — à l'apparition du capital désuni. Mais aussi, n'oublions pas que le maître vaut toujours mieux que l'élève !

Ce fait de l'égalité des revenus est bien évident encore dans les rapports

commerciaux. Si le commerce est une fonction improductive (cap. VII, ch. IV), et que par cette raison le travail employé ne peut y produire de valeur d'échange, comment se fait-il que le revenu commercial existe ? Le commerce est utile à l'industrie, car il permet à l'industrie d'échanger ses valeurs et de ne pas interrompre sa production pour le temps de son échange. Le commerçant n'est ainsi qu'un organe de l'industrie, qui lui cède la marchandise avec un rabais. C'est ce rabais, qui n'est qu'une partie de la plus-value, qui forme le prétendu bénéfice commercial. Quant aux opinions des économistes, que la circulation crée le bénéfice, elles sont fausses. Tout le bénéfice n'est que la plus-value de l'industrie. Le seul revenu de la circulation c'est la plus-value, créée par l'emploi du salarié pour le commerce, plus-value qui diminue les frais de circulation.

Passons maintenant aux revenus qui apparaissent sans travail, qui ont l'air de constituer un surcroît par autre chose que la plus-value. Telle est la rente foncière. La rente est la forme de la possession agricole où l'agriculteur et le propriétaire du sol ne sont pas les mêmes personnes. L'agriculteur paie au propriétaire un revenu pour avoir le droit de travailler, et ce dernier reçoit l'argent sans avoir touché la charrue. Quelle est la raison de cette valeur sans travail ? Ricardo disait que la rente est la partie du produit agricole qu'on paie au propriétaire du sol pour les qualités primordiales et inépuisables du sol donné. Cette définition ne suffit pas à Marx. Il dit que la rente dans sa forme pure et « catégorique » est composée de la plus-value qui forme le surplus du revenu. Elle a deux formes : la rente différentielle qui résulte de la différence de fertilité et de capital, et la rente absolue qui oblige à imposer les barrières à la propriété pour la culture des terres moins fertiles. De cette façon le prix du blé monte pour couvrir les frais de production et le revenu du propriétaire : ainsi « la propriété se crée une rente elle-même » (III, II, 287) ; c'est la rente absolue dont les modifications enchainent celle des rentes différentielles. Elle existe quand il y a encore des terres non cultivées ; quand toute la terre est occupée, il ne reste que la rente différentielle. Le prix monte et finit par atteindre sa valeur, et alors apparaît le prix du monopole.

Ainsi, aussi bien la valeur du sol que celle de l'industrie tendent à modifier leurs expressions, qui, dans le moment historique de la constitution de la production capitaliste, sont exprimées par les différences de fertilité et l'extension de l'exploitation pour le sol, par les différences de la plus-value, exprimée en revenu directement. Une fois la production constituée, apparaît le monopole, et le capital-terre ou capital-travail non rétribué servent à créer le taux uniforme des revenus, par la formation de la plus-value moyenne et générale pour un groupe donné. Le revenu du capital devient le dividende réparti entre les capitalistes suivant la grandeur absolue de leurs capitaux.

Tel est le prétendu Sphinx de Marx, Sphinx dont la connaissance nuirait surtout aux abondants programmes du parti socialiste collectiviste, appelé scientifique par ses représentants ignorants.

MÉCISLAS GOLBERG.

CAMILLE LYON ET GEORGES TEISSIER, *les Opérations de bourse et l'impôt du timbre*, Paris, 1894, 1 vol. in-12.

L'article 76 du Code de commerce, qui institue le monopole des agents de change, semble lettre morte; malgré les pénalités qu'entraîne sa violation, on ne se fait pas faute de proclamer par d'éclatants exemples que les habitudes sont plus fortes encore que les textes de loi, et des maisons de banque, puissantes et honorables, fondent précisément leur prospérité sur la violation flagrante de la loi. Depuis le fameux procès de la coulisse de 1859, la chambre syndicale des agents de change, loin de protester, semble vivre avec les coulissiers, ses concurrents illégaux, sur le pied d'un accord tacite que rien ne saurait troubler. Elle comprend à merveille que son insuffisance, par suite de l'extension considérable du marché financier de Paris, jointe à des raisons d'ordre politique fort sérieuses, rendent délicate, sinon impossible, la revendication rigoureuse de son monopole, et que la coulisse a rendu au pays des services qu'il ne peut oublier sans ingratitude. Dans ces conditions, tout impôt sur les opérations de bourse se heurtait *a priori* à de graves obstacles. N'allait-il pas entraîner une reconnaissance officielle du marché libre? Ne fallait-il pas tout d'abord au contraire proclamer la déchéance et l'expulsion des intermédiaires illégaux? Pouvait-on entre ces deux hypothèses extrêmes trouver une solution médiane, satisfaisante et respectueuse à la fois d'une situation de fait et d'une situation de droit? Devait-on enfin renoncer à toute imposition et continuer ainsi au marché libre une sorte de privilège, puisqu'il échappe à l'obligation du bordereau imposé aux agents de change?

La loi de finances du 28 avril 1893 et le règlement d'administration publique du 20 mai 1893 tranchent cette fort délicate question, ou du moins pensent la trancher, car à une situation provisoire, les rapports de la coulisse et du parquet des agents de change, on ne saurait apporter qu'un remède provisoire. Et en raison même de cette incertitude, de cet enchevêtrement d'intérêts opposés, de la souplesse et de la rapidité des opérations de bourse, la loi, conçue hâtivement, et le règlement, élaboré dans un fort court espace de temps, prêtent à des doutes et à des obscurités, peuvent parfois devenir pour le fisc et les contribuables une source d'incertitudes et d'hésitations, qu'est venu très heureusement prévenir l'ouvrage fort judicieux et très savant de MM. Lyon et Teissier,

Par la situation qu'ils occupent au Conseil d'État, ils se trouvaient mieux placés que quiconque pour projeter sur ce problème de législation financière la lumière d'une analyse sûre et toujours féconde.

Après avoir exposé la genèse de la loi nouvelle avec ses précédents tant en France qu'à l'étranger, ils s'efforcent d'en dégager l'esprit général, qui est de ne point trancher la question de la légalité des marchés de Bourse effectués en coulisse, et de laisser à l'article 76 sa portée absolue. Puis ils entrent dans une étude minutieuse de la matière imposable, sur laquelle nous ne pouvons nous arrêter ici malgré la façon magistrale dont elle est conçue, parce qu'elle porte essentiellement sur des situations particulières. Enfin, le tarif et le mécanisme de la perception de l'impôt, la sanction des prescriptions de la loi fiscale sont l'objet de développements fort abondants aussi bien que précis, où l'on trouve la solution de toutes les difficultés qui peuvent embarrasser.

Le livre de MM. Lyon et Teissier révèle une érudition profonde en matière fiscale, une sûreté de vues remarquable en même temps qu'un vif sentiment de la pratique des affaires financières. Le banquier autant que le jurisconsulte le consultera avec fruit et l'étudiera avec un profit certain. Malheureusement, il n'entre guère dans le cadre de la sociologie, comme répondant à une situation trop spéciale et dégageant un point de vue surtout formaliste. C'est ce qui explique la brièveté de cette analyse et ces quelques lignes seulement consacrées à un ouvrage de talent et remarquable à plus d'un titre. On ne saura, désormais, sans lacune, le négliger, si l'on veut avoir une connaissance exacte des opérations de bourse; il tiendra dans notre littérature financière une place éminente et qui ne sera point usurpée.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'appel de Paris.

R.-M. BRECKENRIDGE, *The Canadian banking System (1817-1890)*, Londres, 1 vol. in-8, 1895.

M. R.-M. Breckenridge nous présente l'histoire des banques du Canada depuis leur origine jusqu'à l'heure actuelle.

L'histoire de ces banques est celle du pays lui-même. Dispersées à l'origine sur la surface immense de ce territoire, en chacun des groupes sociaux qui s'y développent et dont elles servent les intérêts, peu à peu elles grandissent avec ces mêmes groupes; comme eux, elles solidarisent leurs intérêts, participent aussi à leurs crises, s'en relèvent plus fortes. Elles aussi unifient leurs régimes divers, pour obéir enfin à une loi commune.

C'est à ce point de vue tout sociologique que ce livre nous a paru

intéressant pour les lecteurs de la Revue et c'est à ce point de vue aussi, qui nous est plus spécial, que nous adressons nos félicitations à l'auteur.

H. RAPPIN.

INFORMATIONS

Le second Congrès de l'Institut International de Sociologie se tiendra à Paris, dans la salle des séances de la Société d'Anthropologie, du 30 septembre au 3 octobre prochain. Son ordre du jour comprendra, *au minimum*, la discussion des questions suivantes : 1° des diverses définitions de la sociologie (rapporteur : M. René Worms); 2° le passage historique de la propriété collective à la propriété individuelle (rapporteur : M. Maxime Kovalewsky, de Moscou); 3° le matriarcat (rapporteur : M. Edouard Westermarck, d'Helsingfors); 4° y a-t-il une loi de l'évolution des formes politiques? (rapporteur : M.G. Tarde); 5° le crime, comme phénomène social (rapporteur : M. Ferdinand Tönnies, de Kiel). Le public pourra être admis à assister aux séances sur cartes d'invitation délivrées par le secrétaire général (M. René Worms, à Paris, rue Quincampoix, 35). Les travaux du congrès seront publiés en volume, dans le plus bref délai possible.

On sait que ceux du 1^{er} Congrès ont paru à la librairie de la *Revue*.

Parmi les décorations conférées par le gouvernement français à l'occasion du 14 juillet, nous avons relevé avec grand plaisir, sur la liste des nouveaux chevaliers de la Légion d'Honneur, le nom de M. Gabriel Tarde. Nous n'avons à exprimer qu'un regret : c'est que la croix lui ait été donnée par le Ministère de la Justice, pour vingt-six ans de services dans la magistrature et l'administration, et non par le Ministère de l'Instruction publique, pour les œuvres dont il a enrichi la philosophie et les lettres françaises.

Nous croyons de notre devoir de signaler à nos lecteurs l'Exposition Africaine établie en ce moment à Paris, au Champ-de-Mars. Plus de trois cent cinquante noirs, venus du Sénégal et du Soudan français, y sont installés. Les plus intéressantes remarques peuvent être ainsi faites sur leur constitution physique et mentale, sur leur façon de s'alimenter, de se vêtir, de se loger, de travailler, de se distraire, sur leur langue, leurs mœurs, leurs religion, leur vie domestique, etc... Cela ne vaut

pas, à coup sûr, comme instruction, un voyage en Afrique, mais cela suffit pour dissiper bien des erreurs, à moins de frais, de peine et de dangers, et pour donner une vue précise sur nombre de points ignorés ou négligés.

*
*
*

Les journaux nous ont appris la mort de Frédéric Engels, l'ami et le continuateur de Karl Marx. Son travail le plus connu en France est une étude sur les origines de la famille, de la propriété et de l'État, où il adapte les recherches de Lewis H. Morgan aux doctrines marxistes.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Adolfo Zerboglio, il Socialismo et le piu comuni obiezioni (in-12°).

Léon Lallemant, les Congrès nationaux d'assistance et de répression aux États-Unis (broch. in-8°).

R. Dugay, les Assurances agricoles (in-12°).

Louis Gumpłowicz, das Verbrechen als soziale Erscheinung (broch. in-8°).

Arsène Dumont, la Civilisation scientifique en France (broch. in-8°).

Arsène Dumont, la Natalité dans le canton d'Isigny (broch. in-8°).

Max Leclerc, l'Education en Angleterre (in-12°).

Max Leclerc, les Professions et la Société en Angleterre (in-12°).

Vicomte G. d'Avenel, la Fortune privée à travers sept siècles (in-12°).

Isidore Finance, les Syndicats ouvriers aux États-Unis (in-4°).

Guide de l'émigrant en Nouvelle-Calédonie, publié par l'Union Coloniale Française (in-8°).

Frederick Wood, history of taxation in Vermont (in-8°).

Statistica giudiziaria civile e commerciale nell'anno 1893 (in-4°).

Emigrazione italiana all'estero nell'anno 1894 (broch. in-8°).

Tableau synoptique des principaux articles publiés par la Revue Socialiste, depuis sa fondation (broch. in-8°).

Fr. S. Nitti, il Lavoro (broch. in-8°).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

De la forme graphique de l'évolution.

S'il est une vérité banale et qui, au premier abord, semble justifiée par l'expérience, c'est que le progrès dans l'humanité, au lieu de décrire une ligne droite, décrit un cercle fermé, revient au bout de quelque temps au point de départ, que les civilisations s'éteignent comme les astres, pour recommencer ensuite, tout à coup, à nouveaux frais, que les idées sociales les plus généreuses aboutissent à un retour en arrière, lequel n'est pas définitif, il est vrai, mais se convertira à son tour en une nouvelle marche en avant, rapide d'abord, mais condamnée d'avance à devenir rétrograde. Les esprits plus hardis et plus confiants déniaient, il est vrai, la réalité d'un tel *processus*, et soutiennent que, sauf quelques retards et quelques pas en arrière, le progrès indéfini marche toujours, même dans l'humanité, que les régressions complètes ne sont que des illusions d'optique, ou des oscillations imperceptibles dans l'ensemble, et dont le grossissement dépend du lieu d'observation où nous sommes placés. Lesquels ont raison, ces pessimistes, ou ces optimistes? Les deux, peut-être, à la fois, si leurs sentiments sont conciliables. En tout cas, il est du plus vif intérêt, non au point de vue subjectif d'une plus ou moins grande confiance en l'avenir, mais à celui tout objectif de la science, de chercher à retracer exactement la forme graphique de l'évolution.

Est-ce une ligne droite, comme le pensent les uns? un cercle fermé

ramenant toujours à l'origine, comme le croient les autres? N'est-ce point quelque autre figure?

L'observation attentive du devenir de chaque phénomène social nous l'apprendra.

C'est, en effet, seulement dans la marche de l'humanité, de la société et de ses divers phénomènes, que nous allons étudier cette question. La recherche dans l'ensemble cosmique nous entraînerait trop loin, et le sujet ainsi restreint fournit ample matière à notre observation.

Cependant, comme le monde entier se tient et que le règne humain n'est qu'une variété des autres règnes, il n'est pas inutile de remarquer, car cette remarque pourra nous fournir déjà sa lumière, que, dans le monde cosmique, lequel aussi ne vit que par le mouvement, ce mouvement intégral est le résultat de la combinaison de deux éléments: 1^o celui giratoire et intérieur, lequel se traduit extérieurement en un mouvement en ligne droite (de même que le projectile qui a tourné dans un canon rayé conserve ce mouvement au sortir du canon); 2^o la force d'attraction des autres corps, ou pesanteur, qui tend à substituer la ligne droite verticale de chute à la ligne horizontale de force. De la combinaison de ces deux éléments, résulte un mouvement non exactement circulaire, mais ellipsoïde, en tout cas aboutissant à un cercle fermé, et qui fait que certains astres tournent autour d'un autre.

Tel est le processus dans l'ensemble cosmique, quant au mouvement lui-même. Si nous considérons le résultat des mouvements non plus des astres entiers, mais des molécules, nous voyons qu'il consiste, après un état de raréfaction complète, à produire çà et là des centres de condensation de plus en plus considérables, puis, ces condensations se détruisent, et on arrive à un état voisin de la raréfaction première, jusqu'à ce que des nouvelles affinités se manifestent, qui aboutiront à une condensation nouvelle. De même, enfin, dans le monde chimique, sous l'empire de la chaleur, les éléments qui étaient restés réfractaires à toute association se combinent; si la chaleur augmente, la combinaison se réduit et les éléments combinés se dissocient.

Nous ne donnons ces faits ici qu'à titre d'exemple, car nous voulons nous borner, comme nous l'avons dit, à l'observation de l'évolution psychologique et sociologique des faits humains.

Avant d'arriver à une conclusion et au dégagement d'une loi, nous devons faire passer le lecteur par la suite d'inductions que nous avons traversée nous-même avant d'arriver à des observations concordantes.

Nous étudierons la direction du mouvement de l'évolution : 1° dans le droit ; 2° dans la langue ; 3° dans la religion et les mœurs ; 4° dans l'art et les sciences ; 5° dans l'histoire générale.

1° DANS LE DROIT.

Si nous observons la situation relative des personnes dans la famille, et si nous ne remontons pas jusqu'à la période préhistorique, ce qui nous frappe, non seulement en droit romain, mais partout, c'est la prépondérance du père de famille qui va jusqu'à annihiler les droits, non seulement ceux subordonnés des enfants et des serviteurs, mais même ceux coordonnés de la femme. Pendant des siècles, celle-ci, loin de se relever, tombe de jour en jour, et sa soumission devient complète ; son patrimoine, suivant l'exemple de sa personne, passe complètement à son mari ; il n'est même pas question alors de régime matrimonial. C'est le règne plus ou moins absolu du patriarcat.

Jusqu'en ce siècle on avait cru que tel avait été l'état social primitif, et cette erreur était bien naturelle. C'est l'homme qui possède la force musculaire, et à une époque surtout où la force était tout, elle devait lui procurer l'omnipotence. Le mariage lui-même n'était-il pas un acte de violence, ainsi que le prouve l'exemple de l'exogamie ? Peu à peu, tantôt la faiblesse, tantôt la ruse vient déjouer la force brutale ; c'est alors que l'indépendance de la femme peut s'entrevoir, mais non pas auparavant.

Depuis, des observations pénétrant dans le monde social préhistorique et prenant pour amorce des cas exceptionnels encore subsistants, ont rendu certain qu'au moins dans plusieurs régions, le matriarcat a précédé le patriarcat ; les enfants portaient le nom de leur mère seule, étaient élevés par elle ; il n'y avait pas de puissance paternelle, mais bien une puissance maternelle, et si la mère était trop faible pour l'exercer, elle passait aux mains de ses frères, oncles des enfants.

Sans doute, un tel état ne correspond pas à celui de sa faiblesse et peut sembler suspect à ce point de vue ; mais nous verrons que la force de ses frères suppléait à la sienne. Par ailleurs, l'incertitude de la paternité, qui doit rester telle tant que les mœurs ne se sont pas affermies, fait bien comprendre comment on rattachait les enfants seulement à leur mère. Pour les relier à leur père, il faut en venir au système du harem ou du gynécée, car la preuve morale, la présomption de

paternité ne pouvait entrer dans les idées de cette époque. Tout le monde connaît maintenant le matriarcat.

Nous ne décrirons donc pas cet état social, si étrange pour nous, mais si naturel, si nous comparons l'homme aux animaux avec lesquels il avait alors des ressemblances nombreuses.

D'ailleurs, autant le sentiment maternel a précédé le sentiment paternel, autant l'idée du matriarcat a dû précéder celle du patriarcat.

L'ordre véritable est donc : 1° matriarcat ; 2° patriarcat.

Le patriarcat s'est affaibli peu à peu. Son point culminant existe encore dans certains pays. La femme est enfermée dans un harem, sans aucune participation à la vie active ; la paternité est alors certaine. Le harem devient le gynécée, ailleurs plus libre. A cette femme succède la matrone, puis la dame et la vassale féodales. Le mari n'est plus propriétaire de tous les biens ; ceux-ci deviennent communs, mais plutôt nominalement ; le mari en dispose, la femme n'ose refuser. On vient à son secours par le régime dotal, par une série de garanties. Cependant la femme, non mariée elle-même, reste souvent en tutelle. Toute participation à la vie politique lui est d'ailleurs interdite ; elle n'a, dans la famille, aucun droit d'autorité sur ses enfants tant que le père existe ; elle ne peut remplir aucune fonction et presque aucun emploi.

Dans notre siècle, la situation de la femme se transforme de nouveau. D'abord le mariage n'est plus indissoluble, dans la plupart des pays ; la personnalité de la femme mariée ne peut donc plus être absorbée par celle de son mari.

Les régimes sans communauté deviennent dominants. Les emplois, puis les fonctions s'ouvrent devant elle. On peut prévoir que, dans un avenir prochain, même la femme mariée deviendra indépendante, et vraiment l'égale de l'homme.

Mais, jusqu'ici, le progrès des mœurs a de beaucoup devancé le progrès des lois. La femme tend à prendre dans le ménage non seulement l'égalité, mais la prédominance, elle en a la direction libre, dépense à son gré, élève les enfants à sa guise. Il semble que, peu à peu, par la liberté de sa manière, par l'indépendance de son caractère, par les amitiés féminines qu'elle se crée, par la dissolubilité même du lien matrimonial, elle retourne lentement au matriarcat. C'est la femme germanique qui a commencé ; la femme latine la suit de très loin ; mais elle la suit.

Si cette évolution était exacte, nous aurions décrit un cercle véritable

qui nous ramènerait au point de départ. C'est bien ce qu'objectent les antiféministes : retour à l'état premier, à la barbarie.

La paternité était une abstraction, une idéalisation sociale ; la maternité, fait certain, est un fait matériel et quasi-brutal. Mais, en réalité, le point de retour analogue au point de départ, ne coïncide pas avec lui.

En effet, la situation de l'homme ne redevient pas effacée et nulle comme dans le matriarcat. Il demeure toujours le père ; seulement, tandis qu'il avait autrefois tout pouvoir sur l'enfant, la mère en acquiert aussi un propre, de sorte que l'enfant ne sera plus soumis au pouvoir *maternel* proprement dit, comme dans le temps du matriarcat, ni au pouvoir *paternel* seul, comme dans le temps du patriarcat et de ses dérivés, mais au pouvoir des deux, autrement dit, au pouvoir *parental*. De même, la femme qui régnait seule d'abord, n'aura plus que sa part du pouvoir qui ne sera plus ni le pouvoir *uxoral*, ni le pouvoir *marital*, mais le pouvoir commun de chacun des époux sur l'autre, le *pouvoir mutuel* ou *matrimonial*, avec prédominance de la femme, cependant, car la balance sociale n'est jamais exactement juste. Quant aux biens, ils resteront séparés, et la femme dépensera peut-être la plupart des revenus, mais pour la maison. Enfin, elle partagera les fonctions publiques, en prenant sa part sur celle de l'homme, sans détruire celle-ci, mais en la diminuant. Elle pourra vivre de son propre travail, et non plus seulement d'une manière parasitique. L'état primitif est donc reproduit, mais avec une modification importante qui l'améliore et l'élève.

En effet, les motifs de ces deux états si ressemblants ne sont plus les mêmes. Dans le premier, le facteur était l'incertitude de la paternité ; dans le second, c'est la réaction de la faiblesse contre la force, de l'égalité dans la mesure du possible contre les inégalités artificielles. Le résultat aussi est tout différent : celui du premier état était la négation de la famille ; celui du second est l'élément de la volonté substitué à celui de la nécessité dans la constitution de cette famille, auparavant forcée.

Néanmoins, les deux situations se ressemblent par le règne de la femme, règne tantôt absolu, tantôt tempéré, qui succède à celui de l'homme. Cet état social de prédominance de la femme, qui n'existe pas encore, mais qui point et viendra certainement, ne sera pas sans doute la fin de l'évolution, mais ce ne sont pas les simples possibilités que nous devons observer. En ne dépassant pas les faits vus ou entrevus, on peut constater que, du *matriarcat* au *patriarcat*, et de celui-ci au *matrimoniat*, le *processus* social semble avoir décrit un cercle, mais

que ce cercle n'est pas fermé, qu'il s'élève toujours, que le point d'arrivée se trouve bien sur la même ligne verticale que le point de départ et lui correspond, mais qu'il ne se trouve pas sur la même ligne horizontale; qu'en un mot, ce cercle monte à l'infini sur la ligne courbe. Cette figure est celle qu'en géométrie on désigne sous le nom de *spirale*; la marche du progrès est *spiraloïde*.

C'est ce qui ressortira mieux dans la suite, quand nous aurons vu tous les points de l'évolution se déplacer en suivant la même voie.

Sans quitter la constitution de la famille, nous occupant plus particulièrement du mariage, nous pouvons observer qu'à l'origine des sociétés, il se contracte par l'achat de la femme par le mari, par la *coemptio*; c'est le mari qui fournit la dot, idée qui paraît aujourd'hui bien étrange, dans certains pays, par exemple le nôtre. Ce principe domine tous les droits originaux: le droit romain, le droit arabe, le droit germanique. La dot par le mari prend, ici et là, des aspects et des dénominations différentes. Ici c'est le *morgengabe*, prix de la virginité, offert le lendemain du mariage; ailleurs, c'est le douaire. Ce qui est certain, c'est que la femme n'apporte que sa personne, le mari donne toutes les ressources pécuniaires. Quoi de plus juste! Dans le mariage, c'est la femme qui donne, qui perd corporellement; la compensation doit venir de la part du mari. Le mariage n'est matériellement qu'une vente *sui generis*.

Mais bientôt il s'idéalise, mais cette idéalisation semble prendre d'abord une tournure contraire. Le mari, moins généreux, n'apporte plus rien; il exige, pour se marier, que la femme donne à la fois sa personne et des biens. C'est là l'état contemporain dans les sociétés latines. Qui ne connaît la chasse à la dot? C'est cette dot seule dont le montant est connu, et c'est la femme elle-même qui, jusqu'au mariage, reste anonyme. Ni la beauté, ni l'intelligence, ni l'éducation n'y peuvent rien; la fille non dotée ne se marie pas. Cela semble très injuste, et cependant c'est facilement explicable. Dans un état de luxe développé, la femme coûte plus qu'elle ne rapporte à la maison; elle ne fournit aucun travail, s'entoure de domestiques, leur confie les enfants, ne pense qu'à continuer une vie opulente aux dépens du mari qui ne peut y suffire. Elle doit y contribuer, et comme il y a rarement une mesure dans les évolutions sociales, elle finit par fournir le tout.

On ne consent à l'épouser que si elle paie suffisamment cette charge. A son tour, c'est le mari qui se vend.

Mais, dans le monde germanique, se sont produits des faits qui ramènent partout un état voisin de l'état ancien. Les filles n'ont plus

de dot; par contre, elles apportent non seulement leur personne, mais leur travail, leur adresse, leur intelligence.

C'est beaucoup, et c'est, à son tour, en présence de tous ces avantages, au mari à payer. Il le fait, non avec son patrimoine, car, de par la liberté de tester, il n'en a pas d'assuré, tant que ses parents vivent, mais avec le produit de son industrie ou de son commerce. La fortune qui doit exister comme première mise, c'est lui qui la fournit, il épouse une femme non dotée.

Nous voici, semble-t-il, après un tour d'évolution accompli, revenu au même point exact, la femme sans dot, le mari payant et achetant sa femme, avec un peu plus d'euphémisme. Mais cette identité n'est qu'une apparence. L'évolution, en tournant, s'est élevée. La femme vendait d'abord sa personne, souvent même c'étaient ses parents qui la vendaient, et cette opération était choquante, on avait beau la dissimuler, cette brutalité éclatait d'autant plus que ce qu'elle vendait ainsi c'était uniquement sa personne corporelle, le mari la payant pour une somme une fois donnée. Dans l'état nouveau, la vente devient un échange, et en tout cas, ce que la femme fournit, ce n'est plus seulement sa personne physique, mais aussi sa personne intellectuelle et morale, plus élevée et qui élève l'autre. Le mari, de son côté, ne paie pas en une seule fois par une dot constituée, mais tous les jours en fournissant ce qui est nécessaire pour élever la famille. Le retour à l'état ancien est donc singulièrement modifié, il y a coïncidence de nouveau sur la ligne verticale, mais non sur la ligne horizontale de la marche du progrès; le cercle n'est point fermé, il continue de tourner en spirale; seulement les deux points du tour de spire peuvent se réunir par une droite, se correspondent.

Le même processus spiraloïde s'observe en ce qui concerne la dissolution du mariage. Tout d'abord, le mariage existant à peine, se dissout *ad nutum*: c'est ce qu'on a appelé depuis le mariage libre. Puis le lien se resserre de plus en plus, le mariage devient, en même temps que monogamique, indissoluble; à peine si des causes de nullité peu nombreuses sont admises. Cet état nouveau dura pendant tout le moyen-âge et, de nos jours encore, subsiste chez les nations latines. Mais, à partir de l'hérésie protestante, le divorce fut admis de nouveau, d'abord pour des causes déterminées, puis par consentement mutuel, et de concession en concession, on glisse sur la pente qui conduit au mariage libre. Même sans qu'il y ait divorce, la jurisprudence a singulièrement évolué, en ce qui concerne l'obéissance de la femme. Sans même que le texte de notre code civil ait été modifié

sur ce point, la femme pouvait être ramenée, *manu militari*, au domicile conjugal; le mari ne peut plus, désormais, user de ce droit.

Est-ce à dire que le mariage où l'on divorce facilement soit identique à l'union libre d'autrefois? Il s'en faut de beaucoup.

Cette union au commencement de l'évolution était au profit du mari qui répudiait unilatéralement sa femme à volonté; maintenant, elle est plutôt au profit de la femme, en tout cas elle est *mutuelle*. Le mariage peut être rompu à volonté par l'un ou par l'autre, non par un seul, mais la persistance de l'intérêt qu'on a au mariage empêche que cette rupture ne soit continue et capricieuse. D'ailleurs, la coercition matérielle et unilatérale en pareille matière est des plus odieuses. Il y a donc progrès. On se retrouve au même point sur la verticale de l'évolution, mais la ligne horizontale est différente.

Le régime successoral tient de très près à la personnalité, c'est la survivance de celle-ci. La première idée qui y domine, c'est celle de la continuation de la personne ou plutôt de la famille et du *condominium familiæ*; les enfants sous la puissance du père et ses commensaux, lorsqu'il meurt, recueillent les biens *jure non decrescendi*; ils sont tenus des dettes *in infinitum*; ils entretiennent le foyer de famille et succèdent aussi *ad sacra*.

Il est impossible de les dépouiller; il n'y a même pas ouverture de la succession testamentaire; plus tard, à Rome, et sous la loi des Douze Tables, c'est, au contraire, la volonté du testateur, son affection déclarée, qui l'emporte sur l'idée de copropriété familiale; elle est même sans limite; on peut tout donner à d'autres, il suffit d'avoir employé pour cela la précaution d'exhérer. Mais, peu à peu, on revient en partie au premier système; sans doute, le père de famille conserve toujours le droit de tester, mais il doit laisser une certaine partie de ses biens à ses héritiers naturels, qu'ils soient ou non sous sa puissance; c'est la réserve.

Ce dernier état ressemble beaucoup au primitif. La réserve augmente de plus en plus.

Lorsque l'invasion des barbares vient commencer un nouveau tour de spire dans l'évolution, la réserve, point auquel on était arrivé, s'étend de plus en plus; on ne peut disposer à la fin que d'une faible portion de ses biens; le tour de spire est entièrement accompli et même on est au-delà. Mais bientôt l'interdiction se relâche; c'est le stade de notre droit civil français; la réserve n'est plus que d'une quotité modérée et en profit de quelques parents.

Mais à côté, dans les nations anglo-américaines, un principe nou-

veau se fait jour, c'est celui de la liberté absolue de tester, lequel correspond à celui qui suivit la loi des Douze Tables. On s'y trouve au milieu d'un second tour de spire.

Cependant, aux points de correspondance, on peut observer qu'il y a non identité, mais progrès véritable. Lors de la conservation absolue des biens dans la famille du *pater familias*, aucune part n'était faite à l'affection ni à la volonté; il y avait là une atteinte même à la propriété que dominait l'indivision primitive. Au contraire, lors de l'établissement de la réserve, cette réserve était un *officium pietatis* et une idée de justice. De même, le premier état de liberté complète de tester était le résultat du pouvoir absolu qu'avait pris de plus en plus le père; celui que nous voyons se manifester chez les nations germaniques est inspiré par l'idée de libre répartition entre les enfants pour un meilleur gouvernement de famille, on veut les exciter ainsi à une plus grande activité; le même principe, lorsqu'il reparait à distance, est transformé et agrandi. Telle est l'oscillation entre la succession testamentaire et celle *ab intestat*.

Si nous écartons la succession testamentaire pour examiner seulement celle *ab intestat*, nous trouvons que les principes qui lui ont servi de règle ont été successivement : 1^o le *condominium familiæ* qui est une parenté *subjective*; 2^o puis l'affection présumée qui répond au choix testamentaire; 3^o enfin la parenté, lien du sang, parenté cette fois *objective*. Dans le premier état, sont seuls héritiers ceux qui se trouvent sous la *patria potestas*; dans le second, qui était le stade sous Justinien, l'affection présumée fait venir ceux qui sont les plus proches en degré et qui ont eu des relations avec le *de cujus*; enfin, sous le système germanique des parentèles qui reprend le dessus, c'est la parenté *objective*, généalogique, qui sert de règle. Le troisième état reproduit le premier, mais d'une manière approximative, et avec la différence qui existe entre la *famille subjective* et la *famille objective*.

Dans la sphère des obligations et des contrats, une particularité bien remarquable du droit primitif romain, c'est l'*unilatéralité*; il n'existe pas de contrats synallagmatiques, dans les plus anciens, longtemps les seuls: les contrats *re, verbis, litteris*; même, il n'y a qu'une seule obligation engendrée, soit que l'obligation corrélatrice soit déjà accomplie, soit qu'on ait violemment séparé de l'obligation sa cause consistant en l'obligation réciproque. Les actions qui dérivent de tels liens sont des actions de droit strict, où il n'y a rien à examiner pour diminuer ou balancer le droit formé. Plus tard, au contraire, lors de l'apparition du contrat *consensu*, les deux obligations corrélatives qui

existent se tiennent en échec, forment la condition l'une de l'autre, le contrat est synallagmatique, toutes clauses de bonne foi y sont sous entendues, et si l'une des parties ne remplit pas son devoir, elle ne peut réclamer son droit.

En passant du droit romain au droit des peuples modernes, ce dernier s'est encore développé davantage, la réciprocité est en honneur, les contrats unilatéraux eux-mêmes deviennent bilatéraux *ex post facto*, les tiers ne peuvent venir du chef de leur débiteur invoquer son droit, sans qu'on ne puisse leur opposer ce que celui-ci doit lui-même. C'est le second stade. Mais il en est né un troisième qui s'est développé parallèlement au second et qui tend à le remplacer. Dans le droit commercial, les obligations corrélatives ne sont plus dépendantes l'une de l'autre, au moins en regard des tiers; on a pris l'habitude de les diviser; à peine nées, chacune se transforme, quand elle consiste en somme d'argent, en effets de commerce, billet à ordre ou lettre de charge; dès lors elles prennent une existence indépendante; on ne se préoccupe pas de savoir si elles sont nées d'un contrat synallagmatique.

Plus exactement, tout contrat synallagmatique se décompose en deux contrats, chacun unilatéral. Chacun dès lors est soumis aux règles les plus strictes du droit; il doit s'exécuter au jour même de l'échéance; on ne peut lui opposer ni compensation, ni moyen de nullité. Du droit commercial, ce caractère d'unilatéralité envahit le droit civil; on réalise le prix des ventes en des billets, on transporte la créance, c'est la clause à ordre qui opère cette transformation.

On est ainsi revenu à l'état primitif où il n'y avait pas de contrat synallagmatique stable; les marchés se réalisent par un paiement comptant ou par la remise d'un papier valant monnaie. Est on retourné à l'état ancien? Non, il existe une nuance importante, ce n'est que vis-à-vis des tiers que le contrat a toujours été unilatéral; entre les parties, il reste encore synallagmatique. Le tour de spire s'est accompli, mais le point correspondant au premier se trouve au-dessus.

En matière de droits réels, le premier état du droit n'en permettait la constitution qu'au moyen d'un acte matériel; celui purement volontaire était impuissant. Ce principe est bien connu. En droit romain, la tradition est nécessaire, ou à défaut, les actes cérémoniels qui suivent la prise de possession.

Cette tradition dans une société restreinte emporte toujours de la publicité. Les droits réels accessoires, comme les servitudes ou l'usu-

fruit, exigent une quasi-tradition; l'hypothèque elle-même se réalise de la même manière, il faut une translation de propriété, avec clause de fiducie. La tradition est encore en vigueur dans notre ancien droit; de même l'investiture qui répondait à la mancipation du droit romain. Cependant un nouveau stade commence, qui n'est pas de longue durée. D'abord l'hypothèque peut s'établir par le seul consentement, mais elle a des effets restreints; puis, d'après le code civil français et beaucoup d'autres, le consentement suffit lui-même pour transférer la propriété pleine. Mais bientôt un retour se fait sentir vers le premier stade; le consentement ne suffit plus pour que la propriété soit transmise, au moins vis-à-vis des tiers; une inscription sur un registre public, sorte d'investiture, devient nécessaire; il réalise la publicité qui, autrefois, était contenue dans la tradition.

Ici encore il y a donc eu retour en arrière, mais le point d'arrivée ne coïncide pas parfaitement avec le point de départ; si un fait matériel est nécessaire, ce fait est une inscription sur un registre, et la nécessité n'existe que vis-à-vis des tiers et non entre les parties.

D'une manière générale, la publicité est à l'origine un élément essentiel du droit; elle se réalise d'ailleurs facilement lorsqu'il n'existe pas de relations lointaines; dans la vie purement communale, tout se passe au grand jour. Plus tard, quand les relations sont plus complexes et éloignées, la publicité par les anciens moyens n'est plus possible. Au lieu de s'étendre, elle tombe; l'individualisme augmente d'ailleurs; les faits et gestes sont privés; mais bientôt les relations sont tellement éloignées et nombreuses, que les actes juridiques occultes deviennent dangereux: les tiers sont trompés, alors une réaction se fait, on réclame et on institue une publicité plus complète que la première.

Un exemple très frappant du processus que nous étudions est la formation et la transformation de la propriété individuelle. Il est certain que tous les peuples ont commencé par le collectivisme, au moins en ce qui concerne les immeubles; le sol arabe, le mir russe sont des persistances de cet état. On distribuait les terres en jouissance, le fond restait à la communauté. Dans le droit romain, on n'a que le domaine utile du sol, et l'*ager publicus* reste encore en toute propriété au peuple romain. En droit anglais, la nue-propriété des terres appartient encore à la commune. Le droit féodal tout entier était fondé sur un principe analogue. La propriété privée n'a été d'abord qu'une usurpation plus ou moins tolérée. Mais, après de longs essais, l'appropriation individuelle finit par prévaloir. On fut investi non seulement du *jus utendi*

mais du *jus abutendi*, et sans rechercher son origine, la propriété devient inviolable.

Le retour à l'état d'indivision ne fut possible que dans des cas rares; celui d'expropriation pour cause d'utilité publique, par exemple, et encore ne fût-ce que tardivement que cette exception fut admise. La propriété particulariste se substitua définitivement à la propriété collective, si bien que celle-ci disparut, ne laissant de trace d'elle-même que dans les biens communaux.

Depuis, une nouvelle doctrine s'est levée, qui conclut au rétablissement du collectivisme.

Nous n'avons pas à la discuter, puisque ce n'est pas un fait et que les faits accomplis tombent seuls sous notre étude. Mais il est certain que certaines fractions en ont passé dans notre droit public. La propriété individualiste se maintient, mais grevée d'un droit de créance au profit des nécessiteux, créance qui se traduit en ressources pour le cas de vieillesse, infirmité et accident, et en progressivité de l'impôt.

D'ailleurs, l'État se substitue à une foule de services privés qu'il exerce lui-même ou monopolise. D'autre part, des condensations collectives se réalisent dans les grandes sociétés financières, communales et industrielles.

Il y a donc une tendance certaine à passer de l'individualisme à un collectivisme mitigé. Mais, s'il en est ainsi, cet état nouveau ne coïncidera point avec l'état ancien dont il est, cependant, la reproduction spontanée. La répartition ne se fera plus d'après la force de chaque individu qui prenait sa part en revenu de la terre conquise, mais d'après sa capacité ou ses besoins, bien entendu, en théorie pure, et sauf les déperditions résultant du frottement du milieu. Ici, nous ne discutons pas une doctrine, nous constatons des faits sociologiques.

La prédominance de l'élément de la *personne* ou de celui de la *chose* dans le droit a été alternative. Avec la *personne*, c'est, d'ailleurs, l'élément volontaire qui triomphe; avec la *chose*, l'élément du matériel et du nécessaire. Eh bien ! dans le premier état du droit, c'est la réalité qui l'emportait, ou plus exactement l'élément *chose*. On peut l'observer dans les contrats en ce qui concerne la *cause*. Cette cause n'était jamais la volonté, mais la *res*, le premier contrat romain est le contrat *re*. La *res*, la tradition était aussi seule translatrice de propriété, ou créatrice de ce droit dans l'occupation.

D'autre part, les garanties consistent dans la remise d'un gage ou dans le transport d'un objet en propriété avec clause de fiducie. Plus tard, la cause du contrat devient plus fréquemment la *personne* ou

plus exactement le consentement de la personne. Quant aux garanties, elles deviennent absolument personnelles, elles se font au moyen de fidéjusseurs, de correi, de débiteurs solidaires ; le contrat de cautionnement remplit toute une période de droit romain, et se continue dans le droit commercial au moyen des cosignataires des effets de commerce. Enfin, un troisième stade semble faire retour vers le premier. En particulier et en ce qui concerne la garantie, en matière de gage immobilier, le consentement ne suffit plus à l'égard des tiers, il faut une inscription, une possession du registre, un acte accompli sur lui ; et quant au gage mobilier, il exige désormais la remise d'un objet, surtout aux mains d'un tiers et dans une caisse publique, et non la coobligation d'un ami ; le cautionnement déposé en espèces remplace la caution. Cependant il est facile de constater en quoi le troisième état diffère du premier ; dans le cautionnement, ce n'est plus une valeur matérielle mais une fongible qui est fournie ; dans l'hypothèque, c'est le registre et non l'immeuble qui est possédé.

La distinction entre les meubles et les immeubles a été jusqu'à ce jour fondamentale ; mais dans la fortune publique, tantôt les immeubles ont presque exclu les autres valeurs, tantôt on n'a possédé que des meubles. Lorsque les peuples étaient nomades, ils ne pouvaient que posséder des meubles primitifs, des troupeaux surtout, les immeubles n'auraient pas eu de sens pour eux. Lorsqu'ils se fixèrent commença le long règne de la propriété immobilière qui a duré jusqu'à notre siècle et qui subsiste dans maintes dispositions légales ; *vilis mobiliū possessio*.

C'est seulement dans le xix^e siècle que l'importance des immeubles a décliné par rapport aux meubles ; l'essor de l'industrie et du commerce en est la cause immédiate. La fortune mobilière tend à dépasser l'autre, elle consiste en actions et en obligations industrielles, en espèces, en marchandises, non en meubles corporels proprement dits. Il y a donc régression au premier stade. On peut emporter dans sa poche sa fortune montant à plusieurs millions, de même que le sauvage primitif ou le nomade garde partout sous sa main ses instruments de chasse ou de pêche ou ses troupeaux. Cependant la coïncidence n'est pas exacte, il ne s'agit plus de meubles corporels, de valeur, d'objets presque improductifs et se consommant, mais de valeurs frugifères. Puis la mobilisation envahit même les bâtiments et le sol ; par des régimes hypothécaires plus savants, celui-ci se monétise, il devient à ordre, au porteur même, et ma ferme ou ma maison est dans mon portefeuille. D'autres travaillent pour moi, creusent le labour, descen-

dent dans les mines ; tout ce qui est immeuble pour eux est meuble pour moi.

Comment naît-on ou devient-on national d'un pays ? Le devient-on d'abord autrement que par naturalisation volontaire ? Ne suit-on pas autrement, d'une manière indéfinie, la filiation du sang ? Les temps et les pays ont varié pour la réponse. Écartons d'abord le cas de la nationalité purement volontaire, ou naturalisation. Il reste le *jus sanguinis*, personnel, et le *jus soli*. Dans le très ancien droit c'est le *jus sanguinis* ; dans l'ancien droit, c'est le *jus soli*, le principe réel qui l'emporte ; ce principe traversa en France la période révolutionnaire. Le code civil malgré des obscurités proclame le principe contraire, le *jus sanguinis* ; la nationalité dépendant de la race est admise sans commentaire ; le tour de spire est accompli. Mais, depuis, on est revenu en grande partie au principe du *jus soli* qui doit l'emporter à son tour. C'est ainsi que l'enfant né en France peut, à sa majorité, pendant un certain temps, et même plus longtemps dans certains cas, réclamer la nationalité de Français. D'après la loi de 1851, l'enfant né en France d'un étranger qui, lui-même, y est né, devient de plein droit Français dès l'instant de sa naissance, sauf la faculté résolutoire de réclamer la qualité d'étranger dans l'année de sa majorité. Depuis, on s'est aperçu que l'étranger né et habitant en France profitait de sa situation pour se soustraire aux obligations du service militaire dans les deux pays et une loi est venue l'astreindre à ce service et l'assimiler, sous bien des rapports, à un Français.

La tendance actuelle est donc dans ce sens ; on revient à faire dominer le *jus soli* sur le *jus sanguinis*. On se trouve ramené ainsi au stade de l'ancien droit. Cependant il existe une différence entre les deux ; la nationalité *jure soli* est tantôt sous condition suspensive, tantôt sous condition résolutoire. Il n'y a donc pas coïncidence, d'ailleurs le cercle qui n'est pas fermé continue à courir ; c'est même le second tour de spire qui est commencé.

Le droit international privé est dominé tout entier par la grande question du statut personnel et du statut réel auquel on ajoute la règle : *locus regit actum* et celle de l'ordre public international. Il s'agit de savoir la loi de quel pays régit tel fait juridique donné.

Mais la question des statuts n'a pas toujours existé, elle établit des distinctions, et c'est sans distinction que la question avait d'abord été résolue.

L'évolution en cette matière montre bien clairement le processus que nous venons d'observer ailleurs.

Le droit romain, le droit barbare, en cela conformes, proclament hautement le principe de la personnalité des lois ; les pérégrins sont soumis à leur loi nationale, même lorsqu'ils habitent Rome, ce principe n'est même pas restreint par celui de l'ordre public international et par la règle *locus regit actum*, il est d'abord absolu. De même, sur le sol Gaulois, les vaincus conservaient leurs lois, les Lombards, les Wisigoths, les Francs avaient chacun la leur, chacun était jugé suivant la sienne.

Plus tard, le principe tout contraire prévaut : celui de la réalité pure ; c'est le résultat mécanique de la fusion des races ; chaque terre a une coutume qui régit tous ceux qui s'y trouvent, la loi est entièrement territoriale.

Puis on retourne, en partie du moins, au stade ancien, et la personnalité se fait jour de nouveau. C'est la période qui règne encore aujourd'hui.

Le code civil français fait cependant une distinction ; il continue d'appliquer la territorialité de la loi quand il s'agit de la forme des actes, des lois de police et de sûreté, et des immeubles, mais il adopte le système de la personnalité quand il s'agit de questions très importantes : ainsi la capacité et l'état. En outre, la tendance est d'élargir de plus en plus cette personnalité qui permet de suivre les nationaux sur le terrain étranger. L'exception relative aux immeubles n'en est pas une, car les immeubles se personnifient, ils sont français ou anglais, suivant leur situation ; celle relative aux actes n'en est pas une non plus, car il est permis de les formaliser d'après la loi d'origine et, si on le peut aussi d'après la loi de la situation, c'est pour ne pas créer une impossibilité.

Cependant, le dernier stade ne coïncide pas parfaitement avec le premier, il distingue là où celui-ci ne distinguait pas, il donne une personnalité aux immeubles et quelque fois aux meubles, il tient compte de la bonne et de la mauvaise foi. La personnalité s'est perfectionnée.

En droit civil, la preuve testimoniale fut, jusqu'à l'ordonnance de Moulins, admise sans restriction : *témoins passent lettres*. On en reconnut les inconvénients, et, à partir de cette ordonnance, l'admission de cette preuve fut restreinte dans les plus étroites limites. Ce fut une nouveauté, car de même que l'ancien droit, le droit romain l'avait admise sans réserve. Depuis, l'évolution fut toujours contraire à la preuve testimoniale, et notre code civil ne l'admet que tout à fait par exception, soit au-dessous de 150 francs, soit en cas d'impossibilité de se procurer une preuve par écrit. C'est une garantie, mais aussi une grande gêne ;

et il y a des cas où il n'est pas impossible de se procurer une preuve par écrit, mais où il n'est pas d'usage et où il est difficile de le faire, alors on souhaiterait son admission équitable.

Peu à peu on s'en est aperçu, et, tout d'abord, on fit une exception en matière commerciale; là, on reçoit sans limitation la preuve par témoins. Mais les tribunaux civils eux-mêmes trouvèrent souvent que l'interdiction absolue profitait trop au plaideur de mauvaise foi; la jurisprudence tourna la loi et la tourne encore chaque jour, profitant de ce que la preuve testimoniale redevient admissible, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. Il s'agit seulement de faire naître ce commencement de preuve par écrit.

Elle se sert de l'interrogatoire des parties. Si les réponses de l'une d'elles contiennent un demi-aveu, ou sont contradictoires, ou seulement obscures, elle y voit le commencement de preuve désiré, ce qui était, certainement, bien loin des intentions du législateur, et alors elle admet la preuve testimoniale, quel que soit le chiffre de l'affaire.

Ainsi, on a parcouru le cycle suivant : 1° admission sans limite de la preuve testimoniale; 2° interdiction presque absolue de cette preuve; 3° admission de nouveau par des subterfuges, admission qui passe en usage et qui passera bientôt plus entière dans la loi. Voilà encore une fois le cercle parcouru, nous ramenant bientôt au point de départ; cependant ce cercle n'est pas fermé; si le législateur, comme cela est probable, admet de nouveau la preuve testimoniale en thèse, il l'entourera de certaines garanties, de la condition d'absence d'usage de l'écrit, par exemple; il y aura perfectionnement.

Mais, ce que nous voulons faire ressortir, c'est ce singulier retour périodique à un état ancien.

Sur des points qui sont des détails du droit civil, nous voulons faire observer aussi le même *processus*. Par exemple, la solidarité a eu de singulières fortunes. Tout d'abord, c'est un des pivots du droit des obligations. Elle remplit tout ce chapitre du droit romain. Le *correus* actif ou passif revient à chaque instant dans les textes. La solidarité a les plus grands effets, elle est parfaite et implique, en outre, un mandat réciproque, le codébiteur solidaire est averti dans la personne d'un de ces codébiteurs des actes qui ont un effet juridique contre lui, quoiqu'il les ignore. Dans notre ancien droit, la solidarité est aussi en honneur et notre code civil lui-même l'organise avec soin.

Mais les mœurs, plus fortes que les lois, vont abandonner bientôt la solidarité avec ses effets si gênants et si injustes, ou bien les débiteurs solidaires ne sont plus que ceux liés d'ailleurs par d'autres liens : le

mari et la femme, par exemple. La solidarité ne figure plus guère comme moyen de garantie; le cautionnement qui l'implique souvent disparaît.

C'est le second stade.

Mais le troisième stade commence. Il a son origine dans le droit commercial. L'habitude de la solidarité, cette fois de plein droit, est conservée dans les effets de commerce, dans la société de commerce. On s'y habitue tellement dans cette sphère que la jurisprudence finit par décider qu'il y a solidarité sous-entendue dans tout acte de commerce fait par des cosignataires. Avec cette nouvelle puissance la solidarité envahit le droit civil dans les codes nouveaux. Le projet du code civil allemand l'admet de plein droit toutes les fois que, dans un acte, il se trouve plusieurs cocontractants vis-à-vis d'un autre.

Le cercle a donc été une fois parcouru, ou est sur le point de l'être. Mais la dernière solidarité diffère essentiellement de la première; elle n'est plus qu'imparfaite. Chacun est tenu pour le tout; mais le mandat fictif a disparu; l'avertissement donné à un codébiteur n'a plus d'effet contre le débiteur solidaire. Ici, encore, on est revenu sur une des coordonnées du point de départ, mais non sur l'autre; il y a eu amélioration.

En matière de compensation, on peut observer un processus analogue. Le droit romain n'avait pas tout d'abord admis la compensation; jamais, en tout cas, il ne l'avait reconnue que comme *judiciaire*, s'opérant au moment où on l'invoquait. Notre ancien droit, par une erreur exégétique, avait admis la compensation légale qui règne encore dans notre code civil. Mais, depuis les nouveaux progrès de la science, les législations abandonnent ce système et reviennent à une compensation équivalente au paiement, mais volontaire comme lui; cette compensation est tantôt judiciaire, tantôt conventionnelle, tantôt résultant d'une déclaration unilatérale comme dans le projet du code civil allemand. Dans ce second cas, il y a progrès dans le retour.

Lorsque, en droit romain, la femme mariée ne fut plus *in manu mariti*, ce qui entraînait une confusion de biens au profit du mari seul, le régime matrimonial fut le régime dotal, qui n'est, au fond, qu'une séparation *sui generis*, aggravée par l'inaliénabilité; aucun bien n'est commun entre eux. Plus tard, après l'invasion du monde romain, le régime dotal persista dans les pays où le droit romain fut conservé, en particulier, dans le midi de la France, mais, presque partout ailleurs, les coutumes établirent le régime de la communauté où les biens sont communs, mais, en réalité, profitent au mari. On peut penser

qu'il y a dans cette évolution un tour de spire tout entier : 1^o *manus*, tout passe au mari ; 2^o *séparation* avec *régime dotal* au profit de la femme ; 3^o *communauté* au profit du mari.

Cette communauté reproduit le *manus*, mais imparfaitement, la femme conserve un droit éventuel, elle a droit au partage après décès, il y a un progrès certain, non sur l'état antérieur, mais sur l'état premier. Mais, à partir de ce moment, commence un second tour de spire. Le régime de la communauté, même celui réduit aux acquêts, est de toutes parts battu en brèche, ainsi que l'onnipotence du mari.

La plupart des législations germaniques adoptent soit le régime sans communauté, soit celui de séparation de biens, mais sans dotalité. Il y a analogie avec l'état de la séparation de la fin du droit romain, mais avec une modification importante ; les biens ne sont plus frappés d'inaliénabilité. Le projet de code civil allemand est dans ce sens.

Le droit Anglais a fait dans cette direction une évolution bien plus remarquable encore. Au commencement du siècle il en était encore à un état voisin de celui primitif du droit romain, de la *manus* ; le patrimoine de la femme était absorbé par le mari. Tout d'un coup par la loi *women's property act* la femme mariée a été émancipée quant aux biens ; elle vit sous le régime de la séparation de biens la plus absolue.

Le droit civil tout entier, chez tous les peuples, est rempli d'exemples du même *processus*, et nous dépasserions les limites de cette étude où nous ne voulons donner que des preuves de la forme de l'évolution, si nous les rappellions tous. Le droit commercial, à son tour, va nous en fournir.

Tout d'abord, ses rapports généraux avec le droit civil ont évolué de cette manière. A l'origine, il y a peu de commerce, il est vrai, mais même longtemps après que le commerce est né, il n'y a point de droit commercial proprement dit ; le droit civil en fait fonctions. C'est ce qui a lieu pendant toute la période du droit romain. Plus tard, au moyen-âge, le droit commercial se forme à côté du droit civil ; on trouve désormais deux droits parallèles, et il prend un grand développement. Mais le parallélisme subsiste ; seulement les progrès, les institutions nouvelles se portent de préférence sur le droit commercial.

C'est alors que le troisième stade commence, le vieux droit civil est ébranlé, plusieurs de ses parties s'imprègnent des principes du droit commercial ; la société, le mandat, le louage de travail en prennent les formes ; la lettre de change, le billet à ordre s'acclimatent parmi les non-commerçants ; les opérations de banque et de

bourse deviennent communes à tous; le régime de la faillite finit par s'appliquer aux non-commerçants. Le domaine de l'état et de la capacité reste seul purement civil. On peut prévoir le moment où le droit civil presque tout entier se sera commercialisé. Alors, sera revenue l'ancienne confusion du droit commercial et du droit civil, le cycle entier se sera accompli. Mais, entre le premier état et le dernier, il existe une différence importante; autrefois, c'était le droit civil qui absorbait et renfermait en puissance le droit commercial; au contraire, ce sera le droit commercial qui aura absorbé le droit civil.

Le régime de l'exécution, et ici nous revenons au droit civil, mais par une transition qui tient au droit commercial, est un des exemples les plus remarquables de la marche spiraloïde de l'évolution. Tout le monde sait quel était, sur ce point, le système primitif du droit romain. Lorsqu'un débiteur était insolvable, le créancier ne pouvait, pour se payer, que vendre l'ensemble de ses biens, tout son patrimoine, c'était *l'emptio bonorum*; l'acquéreur, *emptor bonorum*, n'était pas l'acheteur de tels et tels objets, mais du patrimoine dans son ensemble, actif et passif; il était le continuateur de la personne, comme l'héritier.

Il payait à chacun des créanciers un dividende. Toute mesure partielle d'exécution était interdite.

Plus tard, un tel procédé fut trouvé rigoureux pour le débiteur, gênant pour le créancier. On partit du cas où celui-ci était gagiste; il put vendre le gage à son profit; puis, même sans gage, il put provoquer l'aliénation d'un ou de plusieurs biens seulement, ce fut la *distractio bonorum*. Ce procédé fut conservé par notre droit civil; il se réalise dans nos diverses saisies. Tel fut le second stade de l'évolution. A la procédure collective, succéda la procédure individuelle.

Mais le résultat en fut et en est encore inique. La saisie et la vente successive des différents biens entraîne beaucoup de lenteurs et de frais; en outre, elle peut favoriser des créanciers au détriment des autres, c'est ce qui a lieu surtout dans la saisie-arrêt. Ne serait-il pas plus simple, quand l'insolvabilité est déclarée, d'agir à la fois sur tous les biens et au profit de tous les créanciers? C'est ce qu'on pensa en droit commercial et la procédure collective de faillite apparut. Mais on continua à penser différemment en droit civil, et la procédure individuelle de la déconfiture persista.

C'est ici que commence le troisième stade de l'évolution en cette matière. Les avantages de la procédure collective frappèrent vivement, et on résolut de l'employer en matière civile. La déconfiture

fut assimilée à la faillite par les codes de nombreux pays parmi lesquels on peut citer ceux des divers pays germaniques et il est probable que, d'ici peu, le régime de faillite s'appliquera partout au civil. Le cycle sera accompli.

Cependant, une grande différence subsiste entre le point de départ et le point d'arrivée. Au point de départ, on vendait tout le patrimoine en masse à la même personne qui payait un dividende; maintenant, on réalise les biens un à un, dans l'intérêt de leur vente, ce sont les prix de vente qui sont centralisés et distribués; ce système est bien plus favorable aux créanciers.

Il y a amélioration évidente.

Le droit commercial, quoique d'origine plus récente, a évolué aussi dans beaucoup de ses parties.

Tout d'abord, la société était uniquement en nom collectif, elle était conforme, en cela, à la société civile et les règles de celle-ci lui suffisaient. Puis on adjoignit des associés, simples bailleurs de fonds, et la société fut en commandite, c'était un état mixte. Enfin, naquit la société anonyme où il n'y avait plus que des bailleurs de fonds, c'était une société de capitaux. Tel est le second stade de l'évolution, c'est la société commerciale proprement dite.

Mais il point une société industrielle dans laquelle les personnes réapparaissent et où le but est autant de ne pas perdre que de gagner; elles sont fondées sur le mutualisme; le capital, au lieu d'être fixe, est variable; variable aussi est le nombre des personnes qui en font partie. Celles-ci sont presque toutes coopératives. Ces sociétés se rapprochent singulièrement de celles du premier stade; les capitaux passent au second plan, les personnes reviennent au premier, mais les responsabilités continuent à être limitées, au lieu d'être solidaires, et le progrès est évident.

Le plus ancien mode de négocier fut le *troc*, ou l'échange de la main à la main; aucune trace de la transmission, point d'acte nécessaire, toute opération se fait nécessairement au comptant; on retrouve des traces de cet état dans l'ancien droit romain et dans ses solennités qui rappellent ce procédé archaïque.

Plus tard, il est remplacé par de plus savants; le crédit naît, les paiements sont différés, les contrats sont nécessaires, et tout le droit s'édifie sur cette distance de temps entre l'obligation et l'exécution. Cette organisation est tellement bien établie, qu'il faut venir jusqu'en notre siècle pour la voir ébranlée.

Mais elle l'est fortement, et il se fait un retour singulier à l'état pri-

mitif. Tous les droits se concentrent dans des titres, soit à ordre, soit au porteur. Ces titres, comme autrefois les objets mêmes, passent de main en main, sans formalités. Il existe un marché spécial où l'on procède à cette opération, c'est la Bourse. D'une main on donne les titres, de l'autre on reçoit l'argent. L'opération se fait au comptant, comme, autrefois, l'achat d'une denrée sur un marché. On est revenu, par la science financière, à l'état primitif.

Mais une différence existe : ce ne sont plus les objets mêmes, mais les représentants, les images des objets qui se vendent au comptant et se transmettent au porteur. Quelquefois, le retour à un état voisin de l'état primitif, mais perfectionné, est encore plus direct. Lorsque les paiements des lettres de change qui représentent la marchandise ne se font point en deniers, mais par compensation dans les clearing-houses, il en résulte qu'il n'existe plus aucun déplacement de numéraire ; les marchandises d'un pays se compensent directement avec celles d'un autre, ou celles d'un des agents compensateurs avec celles d'un autre ; on a, en réalité, le troc pur et simple.

Le droit criminel offre, à son tour, la preuve de la forme d'évolution que nous décrivons, mais c'est surtout dans la procédure pénale qu'on en trouve les plus frappants exemples.

Une des formes les plus anciennes de la privation pénale de la liberté fut le cachot. La détention ne suffisait pas ; on enfermait le condamné dans un lieu solitaire, avec ou sans tortures corporelles.

En France, à partir de la Révolution, une vive réaction se fit contre ce procédé jugé inhumain, et l'emprisonnement, les travaux forcés eurent lieu en commun. Ce système pénitenciaire a dominé tout notre siècle.

Mais, à la fin du *xix^e* siècle, des idées tout autres se sont fait jour, qui font retour, dans une certaine mesure, à l'état ancien. Le cachot reparaît avec l'emprisonnement cellulaire, avec l'ergastule. On s'est aperçu des dangers de la promiscuité ; là, se forment les récidivistes incorrigibles ; on est revenu partout à l'isolement.

Cependant, le cachot nouveau diffère du cachot ancien ; il n'est, en général, que temporaire, souvent volontaire par la prime d'une diminution de peine ; le régime, d'ailleurs, en est moins dur ; donc, il y a progrès.

Dans les temps primitifs, alors qu'il n'existait qu'une organisation imparfaite de la justice sociale, chaque personne lésée se faisait forcément justice à elle-même ; c'était l'époque de la vengeance privée ; on était maître d'y renoncer moyennant une compensation pécuniaire,

et alors, la société ne pouvait plus pousser. Plus tard, la justice privée est interdite, la justice publique doit pourvoir à toute répression. C'est le stade auquel nous nous sommes trouvés jusqu'à ce siècle. Cependant des actes de vengeance privée éclataient, mais ils étaient sévèrement punis; quelques-uns seulement étaient tolérés, par exemple, le meurtre du mari sur sa femme adultère; d'autres non tolérés s'étaient conservés avec une grande ténacité, il s'agit surtout du duel. — Dans notre siècle, la vengeance privée semble avoir repris le dessus; non seulement en fait, mais presque en droit. Le jury étant maître absolu, absout les crimes passionnels. La femme séduite et abandonnée prend l'habitude de se venger.

Le procédé est le même dans une foule de cas. Partout où la loi pénale ne peut donner une satisfaction suffisante, on admet la vengeance privée, pour y suppléer. Cette tendance augmente de jour en jour.

Il y a là un retour évident à l'état ancien. Une différence existe cependant, ce procédé n'est admis que lorsque la provocation a blessé la passion ou l'honneur de celui qui se venge.

Une des institutions fondamentales dans notre droit criminel français, c'est celle du jury, mais elle ne date que de 1789, chez nous.

Il est curieux d'en suivre l'évolution générale, soit au civil, soit au criminel. En droit romain, le jury est tout d'abord en honneur, les jurés portent le nom de juges, mais ne sont pas des magistrats; tandis que le prêteur juge le droit, ils jugent le fait, même au civil; les jurés ne sont pas les supérieurs, mais les pairs de la partie. C'est là l'idée essentielle. Plus tard, et lorsque la procédure formulaire disparaît, il n'y a plus de juges-jurés; le magistrat nommé décide seul. Dans ce droit, l'évolution se trouve ainsi terminée, et semble incomplète. Mais elle se complète si on interroge toute l'histoire. A l'époque tout à fait primitive, lors des actions de la loi, sauf dans la *judicis postulatio*, le magistrat juge d'abord seul, sans adjonction de jurés, de sorte que le *processus* est le suivant : 1^o magistrat; 2^o juge-juré; 3^o magistrat. Il est à noter que c'est au civil que le juge-juré a existé à Rome.

Dans l'Europe du moyen-âge et moderne, l'ordre de l'évolution a été inverse, et c'est surtout au criminel que le jury a été en vigueur.

En France, d'abord, c'est, au moyen-âge, le jugement par les pairs qui est la règle; il est un des principes du droit féodal.

Lorsque le procès concernait des vassaux nobles, il ressortissait à la cour féodale qui se composait du suzerain président, et d'un certain nombre de vassaux, pairs de l'accusé; cette cour était juge aussi des

contestations entre le vassal et le seigneur ; la cour royale était composée de la même façon. Les roturiers avaient aussi, très souvent, le droit d'être jugés par leurs pairs et ce droit s'étendait jusqu'aux serfs.

Plus tard, et sous l'influence des juridictions ecclésiastiques, le jury disparaît et est remplacé par des juges royaux nommés, supérieurs des justiciables. On n'est plus jugé par ses pairs. Ce stade nouveau dure jusqu'à la Révolution française, où, tout à coup, le jury reparait, au répressif. Mais l'occasion de ce retour est singulière.

L'Angleterre avait conservé le droit féodal, et, parmi ce droit, l'institution du jugement de l'accusé par ses pairs, tant au civil qu'au répressif.

Ses institutions libres avaient fait, en France, l'objet de nombreuses études, et ce fut par imitation directe et voulue que le jury fut importé d'Angleterre en France. Il le fut, d'ailleurs, seulement en matière criminelle, mais il répondait certainement aux besoins de l'évolution ; il se fut introduit en tous cas, mais peu à peu.

Depuis, l'institution du jury s'est étendue en France ; il a été admis au civil, dans une matière spéciale, l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le nouveau code de procédure civile allemand l'applique aux tribunaux de bailliage. Il a été question en France d'établir le jury correctionnel.

Il y a donc eu retour à l'état primitif ; le jury actuel repose sur l'ancien principe du jugement par les pairs. Mais ces jurés sont tirés au sort, au lieu d'être choisis par le suzerain ; on peut exercer contre eux le droit de récusation ; l'institution est transformée.

Dans le droit public, à son tour, la même évolution se révèle sur les points les plus essentiels. Tout d'abord, le système des armements, si nous envisageons l'Europe depuis l'invasion des barbares, présente ce processus d'une manière caractéristique. Il n'existe point, à l'origine, d'armée permanente, mais seulement des levées en temps de guerre ; tout le monde est soldat, dès qu'il est requis de l'être, l'enrôlement est alors régional, c'est chaque seigneur qui fournit au suzerain un nombre d'hommes. A la fin du moyen-âge, le système s'est transformé, il y a une armée royale et permanente ; ceux qui en font partie, exercent une véritable profession, ils ne font plus partie du corps de la nation, ils vont même quelquefois louer leurs services à l'étranger ; le reste de la population devient inhabile au métier des armes. Ce sont ces armées qui ont fait les grandes guerres des temps modernes. Lors de la Révolution française, le système change ; devant le

péril, on fait des levées en masse, les engagements volontaires sont nombreux; cette armée mixte, qui comprend une partie de la nation, fait les grandes guerres de la République et de l'Empire. Puis on retourne, en France, au système précédent; mais, en Allemagne, le système de l'armée, corps séparé, fait place à celui de la nation en armes. De nombreuses réserves atteignent tous les citoyens jusqu'à un âge avancé. La France, après les désastres de 1870, adopte le même système, ainsi que le reste de l'Europe. L'armée se compose de tous les citoyens armés. Ce n'est pas exactement le procédé de la levée ancienne, mais cela s'en approche beaucoup. On a fait ainsi retour à l'état ancien. En Allemagne, la landwehr et la landsturm, en France, la réserve, l'armée territoriale et la réserve de l'armée territoriale correspondent à cette levée, ainsi que la seconde partie du contingent. La première partie seule du contingent est la conservation de l'armée permanente; mais, la durée de service de cette fraction se restreint de plus en plus, d'abord à trois ans, dans certains cas à un an.

On a ainsi accompli le tour de spire, en revenant au-dessus du point de départ, mais à la différence du premier état, dans celui-ci chaque citoyen est préalablement exercé au métier des armes, et la partie temporaire est soutenue par un noyau permanent.

Au point de vue purement gouvernemental, dans le régime républicain, on a employé partout, d'abord, le gouvernement direct; cela se comprend, l'État se bornait territorialement à la cité; tous les citoyens pouvaient facilement délibérer sur un intérêt commun; c'est pourquoi ce régime subsiste dans quelques cantons de la Suisse. Les anciennes républiques avaient le gouvernement direct, le seul qui réalise, d'ailleurs, le type démocratique pur.

Ce régime a des inconvénients; les citoyens sont dérangés à chaque instant de leurs occupations habituelles, et, en outre, statuent sur des questions pour lesquelles ils sont incompétents. D'ailleurs, il est difficile de mettre le système en œuvre, quand le territoire est très étendu. Le régime direct fit place partout au régime indirect ou par délégation. C'était le régime républicain parlementaire, celui qui existe chez nous. Ce régime est un legs de la monarchie, mais il s'accommode bien à la république. Il a l'avantage de faire voter les lois par des personnes un peu plus compétentes.

Mais le parlementarisme a ses vices nombreux; la compétence des législateurs est, en fait, très restreinte, les améliorations législatives très lentes, les promesses des programmes électoraux ne sont pas remplies; le peuple devient plus instruit et désire prendre une part

plus active à la direction. C'est l'évolution de l'avenir. Alors, au régime parlementaire succède le régime plébiscitaire, tel qu'il existe dans certains autres cantons de la Suisse. Sur les questions importantes, la nation est directement consultée, et répond par oui ou par non; l'étendue du territoire ne contrarie pas un tel processus. En outre, un referendum est admis après la loi votée, s'il est réclamé par un certain nombre de citoyens.

On revient donc ainsi à l'état primitif, mais avec des différences. Le referendum est éclairé par des débats préalables dans l'Assemblée. Encore une fois, le cycle est parcouru; mais le point spiroïdal auquel on parvient est plus élevé.

Le travail n'est pas né libre, il a été, longtemps et pendant toute la durée de la civilisation antique, purement servile, même le travail intellectuel. Dans le monde européen nouveau, il réapparut avec de nombreuses entraves qui le protégeaient au dehors, mais le gênaient intérieurement. Le système des corporations fermées régna pendant tout le moyen-âge et jusqu'à la Révolution. Il existe encore aujourd'hui, sporadiquement, certains monopoles qui rappellent le système des jurandes. Ces corporations étaient, d'ailleurs, toutes au bénéfice des patrons, les ouvriers en étaient membres passifs, tant qu'ils ne devenaient pas patrons eux-mêmes; cependant ils avaient droit à des secours.

La Révolution française supprima les corporations, et déclara le travail libre; chez les autres nations, on suivit ce mouvement. Le résultat fut d'abord bienfaisant; la libre concurrence, comme toujours, produisit des merveilles. Mais bientôt cette liberté fut menacée d'un autre côté et finit par disparaître. De par l'introduction des machines et les progrès de l'industrie, il s'éleva de grandes compagnies auxquelles les ouvriers, sans relations entre eux, et chacun isolé, ne purent résister. C'est le régime de la féodalité financière.

On cherche le moyen de sortir de cette pression. Il n'y en a pas d'autres que le retour à l'état ancien, et de toutes parts, en ce moment, on cherche à rétablir les anciennes corporations; on en a seulement changé le nom. C'est le syndicat professionnel. On favorise législativement ces associations qui pourront résister par une force sociale à celle, sociale aussi, des grandes sociétés et qui opposeront de petits centres de condensation à ces condensations immenses des grandes compagnies.

Il y a donc encore ici un tour de spire accompli. Le point d'arrivée n'est pas identique au point de départ. Il ne s'agit plus seulement de

corporations au profit des patrons ; il y a désormais à côté des syndicats de patrons des syndicats d'ouvriers ; le travail est véritablement favorisé. En outre, les corporations sont libres.

La constitution d'un pays est successivement fédérale et unitaire ; la marche historique est la même partout. D'abord la vie communale, puis la vie provinciale ; enfin, les provinces se réunissent en une seule nation. Lorsque cette nation est constituée, les barrières entre les communes, puis entre les provinces s'abaissent peu à peu. Le régime fédéral de l'Italie et de l'Allemagne fait ou fera place au régime unitaire. Le même effet s'est produit plus tôt en Espagne, en France et en Hollande. La Suisse et les États-Unis en sont encore à l'état fédéral. Mais celui-ci tend à disparaître en Suisse, au moins au point de vue législatif. L'évolution est certaine et ne comporte aucune exception. Il y en a cependant d'apparentes, mais d'apparentes seulement, par exemple, en Autriche-Hongrie, où les différentes nationalités, artificiellement réunies, se séparent.

Mais ce n'est pas le terme de l'évolution, ni même d'un cycle d'évolution. A peine l'unification complète est-elle réalisée, que le corps total semble trop vaste ; il faut tout voir et tout entendre de loin, aussi voit-on mal et entend-on mal. De là, une poussée dans l'opinion publique vers la *décentralisation*, qui n'est, au fond, qu'un retour vers la fédération.

Ce mouvement est tel qu'il a quelquefois l'apparence d'un mouvement séparatiste, tel celui des Félîtres en France. On revendique même, dans ce but, les patois. La force centripète est si grande, qu'à peine celle de décentralisation a-t-elle pu obtenir quelques minces résultats ; mais la balance s'établira bientôt en sens inverse et l'avenir est à la décentralisation. L'évolution sera ramenée ainsi à son point de départ.

Mais la coïncidence n'est pas absolue. Certains bienfaits de la centralisation resteront : unité de la législation, uniformité du régime gouvernemental, économie des frais généraux ; mais, à côté, se développera une vie générale plus intense, et si les institutions sont communes, le personnel se formera par centres moindres. Il y aura donc, en somme, progrès.

Les rapports respectifs des Églises et de l'État ont suivi une évolution curieuse. Tout d'abord, le clergé domine à ce point que l'État est, pour ainsi dire, absorbé ; il est au moins sous une entière dépendance, et l'empereur n'est que le bras séculier de la papauté. En dehors de

l'évolution chrétienne, le même phénomène s'observe; à Rome, les rois sont d'abord des pontifes.

Puis, le résultat est tout à fait différent. L'État s'émancipe. Les longues guerres du sacerdoce et de l'Empire conduisent à ce résultat. L'Église n'a plus que sa liberté, l'État conquiert la sienne. C'est le résultat auquel on arrive pendant la période du catholicisme lui-même.

Mais bientôt ce stade est dépassé, et l'État tend à asservir l'Église. C'est ce qui est arrivé dans les États schismatiques où le souverain temporel devient souverain spirituel, dans les États protestants où le souverain devient chef de l'Église, dans les pays concordataires eux-mêmes où l'Église n'est qu'une mineure émancipée. Cependant, ce dernier stade est supérieur au premier, car une indépendance relative est assurée à chacun.

La politique internationale s'est basée successivement sur des principes bien différents. D'abord, aucune alliance véritable entre les peuples; chacun agit pour soi, et ne tend qu'à dominer les autres, non toujours à les conquérir, mais à les mener sous son hégémonie, soit intérieure, soit extérieure. De là, les grandes guerres des temps anciens, et surtout les guerres romaines. Il faut établir un lien dans le monde civilisé, et ce lien ne peut résulter que de la conquête. Si elle réussit pleinement, toutes les nations ne font plus qu'un seul vaste empire. De là, la succession des empires : Assyrien, Mède, Macédonien, Romain. De nos jours, l'empire de Charlemagne, puis celui de Napoléon, répondent au même idéal.

Lorsque l'autonomie de chacune des nations civilisées se fortifie, il en est tout autrement. Chacune cherche à rester isolée, et ne craint rien tant que ces liens momentanés et forcés. Ce qui forme la cohésion nécessaire, c'est un principe nouveau, celui de l'équilibre européen. C'est le moyen, d'ailleurs, d'éviter la guerre. On soutient la nation attaquée contre celle qui acquerrait trop de force, si elle triomphait. C'est le principe qui a dominé les temps modernes.

Mais on s'aperçoit qu'ainsi les guerres ne peuvent pas être évitées, que l'isolement de chaque nation les entretient, et le besoin se fait de nouveau sentir de chercher un refuge dans une autorité supérieure. On commence par des arbitrages isolés, mais de là à l'arbitrage commun, il n'y a qu'un pas. Or, cet arbitrage commun suppose une autorité supérieure. Cette hégémonie nécessaire sera donc encore recherchée, et on se retrouve ainsi au premier stade, mais ce n'est plus au moyen de la conquête, c'est par celui de la fédération. Ce stade n'est pas encore atteint, mais nous le voyons venir. Ce n'est plus

l'empire européen, mais la fédération européenne qui part sans doute de la même idée, mais qui est bien supérieure.

Une évolution tout à fait remarquable existe, en ce qui concerne le moyen de correspondre entre les différents peuples de langues différentes. Le besoin d'un langage universel s'est fait sentir dès après l'invasion de l'Europe par les barbares, et on y a satisfait par l'emploi de la langue, seule civilisée et connue alors, de la langue latine. Ainsi, les peuples de langues diverses, dans leurs classes lettrées, purent se comprendre. Ce fut un immense bienfait.

Mais bientôt cette langue savante exerça une véritable tyrannie sur les langues naturelles et vivantes, tyrannie qui n'a pas entièrement cessé de nos jours, où le latin forme encore la base de l'instruction secondaire. Elle empêchait le perfectionnement de celles-ci, tuait dans leur germe leurs littératures, et nuisait par là même à l'esprit national de chaque peuple. Son exclusion fut une des premières conditions de l'introduction des idées modernes. Le protestantisme, dès son apparition, mit en honneur les différentes langues nationales. Dès lors, l'usage de la langue latine, comme langue internationale, disparut. Chacun parla la sienne propre, avec l'énergie et l'expression vive d'une langue maternelle.

Mais, alors, on s'aperçut que le lien international des pensées était rompu, d'autant plus qu'on n'apprenait plus les langues étrangères, mais qu'on se contentait de la sienne. L'horizon se rétrécit, nul courant du dehors n'entraîna plus. Cependant, les relations internationales augmentaient, on se voyait sans se comprendre. C'est alors qu'un revirement s'opéra; on en revint à l'idée d'une langue commune. Seulement, cette idée se réalisa de diverses manières; pour les uns, ce fut la recherche, qui dure encore, d'une langue internationale universelle; pour d'autres, le moyen plus simple fut celui d'apprendre deux ou trois des langues étrangères vivantes les plus répandues. Le point d'arrivée est le même que le point de départ : une langue internationale et universelle, mais les moyens sont différents : ils sont meilleurs.

Telles sont, dans la sphère juridique et sociologique, les exemples nombreux de la loi universelle de l'évolution. Nous aurions pu en citer davantage; nous avons voulu nous contenter des plus frappants. Jamais l'humanité n'a évolué en ligne droite; toujours, après un certain temps de progression, elle s'est arrêtée, puis a fait un retour apparent vers un état antérieur.

Il semble qu'elle décrive un cercle, et cette direction est faite pour

désespérer du progrès véritable. Mais un œil attentif observe la différence entre l'état ancien et l'état reproduit; ce dernier se complique toujours d'un élément nouveau qui s'ajoute à l'autre, et l'améliore; ce n'est point la clôture du cercle, c'est un nouveau point de départ pour commencer un tour de spire nouveau.

Il ne faut, d'ailleurs, pas confondre ce retour à un état antérieur avec le mouvement de régression qui accompagne presque toujours le mouvement de progression et alterne avec lui. Lors même que l'évolution suit sa courbe progressive, après avoir marché en avant, toujours elle éprouve un mouvement de recul plus ou moins prolongé, c'est une oscillation périodique, une déviation distincte de la marche générale. En cosmologie, la terre oscille autour de son axe, tout en faisant sa révolution autour du soleil. Dans le monde humain, il se produit aussi la complexité de ce double mouvement.

Il n'est pas rare de voir une période de réaction succéder à une période d'action; des poussées directes sont suivies de poussées inverses; la philosophie et la religion attirent tour à tour les classes dirigeantes; les esprits sont tour à tour conservateurs ou libéraux.

Plus l'action a été vive, plus le mouvement rétrograde s'accélère aussi; l'évolution s'avance, mais en marquant chaque pas par une oscillation.

On pourrait retracer la marche générale du mouvement par une figure graphique figurant un arbre autour duquel monterait une spire, comme c'est la réalité dans la disposition des feuilles alternes sur la tige.

2^o DANS LA LINGUISTIQUE

Le fait humain se manifeste de plusieurs manières, dans les institutions de droit, comme nous venons de le voir, et aussi dans le langage, lequel exprime, peut-être d'une manière plus intime, ce qui se passe inconsciemment dans la pensée.

Les phénomènes linguistiques ont la plus grande portée, et sur eux aussi on peut marquer très clairement les étages de l'évolution. On peut dire que le langage est un réactif qui fait apparaître la psychologie, comme le droit fait apparaître la sociologie.

Un des phénomènes où la psychologie est en cause plus directement, est celui de l'ordre des mots dans la phrase, ce qui correspond à l'ordre des idées dans la pensée. Or, cet ordre est triple et la succession chronologique est régulière. Tout d'abord, cet ordre n'a rien de

volontaire ; pour celui qui parle, il est obligatoire ; si l'ordre était dérangé, on ne serait pas compris, d'autant plus que c'est, dans beaucoup de langues, cet ordre seul qui sert à exprimer les diverses relations.

Cet ordre obligatoire est, chez la plupart des nations, à l'origine, un ordre renversé ; le déterminant, qualificatif ou adjectif, y précède le déterminé ; les compléments du verbe y précèdent le verbe. L'étude des langues existantes, si l'on ne tient pas compte de leur histoire, semble conduire à une conclusion différente ; certaines langues suivraient cet ordre renversé, par exemple, les altaïques, d'autres auraient l'ordre libre, le grec et le latin ; d'autres, et des plus diverses, le français et le chinois, par exemple, prendraient l'ordre obligatoire, mais direct, non renversé. Mais si l'on tient compte de l'histoire, on trouve que presque toutes les langues ont passé par les trois états et ont commencé par l'ordre obligatoire inversif.

C'est ce que, dans une très curieuse étude, M. Bergaigne a démontré pour le latin. Le latin classique que nous connaissons en est à la seconde phase, l'ordre libre, mais, auparavant, il existait un ordre obligatoire inversif. On en retrouve des vestiges dans les anciens composés, comme : *me-cum*, *se-cum*, et dans la tournure élégante cicéronienne, où le verbe a conservé son ancienne habitude de clore la proposition. Comment cet ordre devint-il libre, et comme arriva-t-on ainsi à la deuxième phase ?

Ce sont les désinences claires de la flexion qui en ont été la cause ; on put, désormais, les mettre à n'importe quelle place, leur sens fut indiqué par leur son, l'ordre dans la phrase prit un rôle secondaire, stylistique. L'ordre libre se produisit alors mécaniquement. Bientôt, mécaniquement toujours, l'ordre redevint obligatoire, ce fut dans les langues romanes, lorsque les flexions s'effacèrent, les relations ne purent s'exprimer que par des prépositions ou par l'ordre des mots. On employa l'un et l'autre moyen, mais l'ordre devint direct, c'est-à-dire que le déterminant génitif, ou adjectif, suivit le déterminé, le complément du verbe suivit le verbe. On retourna, en français en particulier, au système primitif d'ordre des mots obligatoire ; seulement, cet ordre fut autre.

Pourquoi cette différence d'ordre ? Parce qu'au moment où, la première fois, l'ordre fut obligatoire, la pensée était concrète ; or, il y a concrétion à englober toutes les idées en un seul conglomerat et à ne penser celle principale qu'après les autres accessoires. Au contraire, au moment où l'ordre obligatoire se produisit pour la seconde fois, la

pensée était devenue abstraite, les idées n'étaient pas enfermées les unes dans les autres, mais se mouvaient librement.

Il y a donc eu dans l'ordre de la pensée un tour de spire accompli : seulement, le point d'arrivée ne coïncide pas tout à fait au point de départ; dans les deux, l'ordre est obligatoire au lieu d'être libre, mais l'ordre est en sens inverse.

Certaines langues semblent résister à ce *processus*; quelques-unes, comme le chinois, paraissent avoir eu toujours l'ordre obligatoire direct, et les langues altaïques, l'ordre obligatoire contraire. Mais le chinois est dans un état non archaïque, mais plutôt dégénéré, il est probable qu'il a passé par les autres phases; il s'en trouve un indice dans la relation adjectivale, où le déterminant se met au premier rang. Quant aux langues altaïques, l'explication est qu'elles n'ont pas dépassé le premier stade de l'évolution.

Un fait très curieux, c'est que certains peuples semblent avoir commencé un second tour de spire, c'est ce qui est arrivé pour l'allemand moderne. Après avoir atteint, comme les autres langues germaniques, l'ordre libre (la lecture d'anciens textes du moyen allemand suffit pour l'établir), l'allemand est revenu à l'ordre obligatoire inversif, ce qui lui donne une physionomie particulière. En réalité, il n'y a pas de second tour de spire; on est bien revenu au stade primitif, mais cette fois, sans interversion de l'ordre; il y a en retour régressif complet, fermeture du cercle.

Les mots du discours peuvent être réunis ou séparés, et leur union, lorsqu'elle a lieu, peut être plus ou moins intime. La langue dans un cas est synthétique, dans l'autre elle est analytique. La synthèse peut se renforcer et aller jusqu'à la polysynthèse ou l'eucapsulation. Nous n'avons pas à examiner ici ce phénomène en détail.

Les langues synthétiques réalisent des condensations de mots, et les analytiques, des raréfactions; or, dans la langue, comme dans la nature, les condensations et les raréfactions sont alternantes.

Le premier état est certainement celui de raréfaction : les mots sont éloignés les uns des autres, et les langues sont analytiques, quel que soit l'ordre des mots dont nous ne nous occupons plus en ce moment. C'est aussi l'état dans lequel apparaissent la plupart des langues de l'Océanie et de l'Afrique. Puis, une condensation s'opère, les mots se rapprochent, ils finissent même par se souder, comme cela arrive dans les langues ouralo-altaïques où le mot vide se postpose et s'attache au mot plein, ou dans les langues américaines où, sans intermédiaire de mots vides, plusieurs mots principaux forment un seul conglomérat.

Cette condensation augmente ensuite ; une partie de chaque mot s'atrophie et perd une de ses syllabes ; on peut réunir ensemble une dizaine de mots en un seul, système algonquin et surtout esquimau ; ou bien un mot s'ouvre et en reçoit un autre entre ses syllabes, c'est l'infixation.

Dans tous les cas, la condensation est tellement étroite qu'elle aboutit à une sorte de combinaison où l'on ne reconnaît plus bien les éléments ; la conjugaison objective du Mordouin en fournit un frappant exemple. Au moyen des règles du Sandhi le sanscrit lui-même produit des conglomérats importants.

Mais, à la fin, la proposition fléchit sous le poids ; le conglomérat dépasse toute mesure ; l'esprit a trop accumulé son effort, il faut desserrer la trame ; les mots se détachent d'eux-mêmes, d'abord, ceux qui sont sur le contour de la masse. La langue redevient analytique ; il y a retour à l'état ancien. On peut même dire que le retour est complet, on va en deçà du point de départ, les relations s'expriment alors souvent, comme en français, par des mots vides, détachés, qui ne traduisent que cette idée abstraite. Telles sont les raréfactions et les condensations successives des mots.

On peut dire que, dans nos langues modernes, on commence, sous ce rapport, un nouveau tour de spire ; on a une tendance à la condensation de nouveau. Si l'on tient compte du langage parlé plutôt que du langage écrit, on remarque que, grâce aux abréviations incessantes, les mots se réunissent à nouveau, se confondent et forment déjà de petits groupes.

Les langues se divisent, à certains points de vue, en langues monosyllabiques et en langues polysyllabiques. Le point de départ est l'unité de syllabe : puisqu'une seule peut exprimer une idée, pourquoi en employer plusieurs pour former un mot ? La nature est toujours économe.

Mais bientôt cette unité fait place au polysyllabisme. En joignant une seconde syllabe à la première, on peut ajouter une nuance à l'idée. Puis des mots vides de dérivation viennent s'affixer à la racine pour former le mot. Les mots peuvent acquérir ainsi un nombre indéfini de syllabes.

C'est alors qu'intervient un autre élément, l'usure phonétique qui s'attaque au polysyllabe ; elle en efface tous les contours, en fait tomber les désinences, contracte le milieu des mots, fait disparaître les syllabes non accentuées, et bientôt une seule reste debout, celle qui porte l'accent. La langue est redevenue monosyllabique, mais d'un

monosyllabisme indirect et hystérogène. C'est ce résultat qui se produit fréquemment en français et en anglais. De là, les nombreux homophones du français.

Ce nouveau monosyllabisme revient à l'état primitif, et le tour de spire est terminé, mais il se différencie du monosyllabisme primitif par ses nombreux homophones tout accidentels. On ne peut dire ici qu'il y ait toujours progrès.

Il est parfois difficile de décider si l'on a affaire à un monosyllabisme primitif ou hystérogène; c'est ce qui a lieu pour le chinois; on a longtemps cru pour lui à un monosyllabisme primitif; il est démontré aujourd'hui que cette langue a été polysyllabique, et que son monosyllabisme n'est que de décroissance.

Dans la phonation humaine, la syllabe ou unité naturelle phonétique primitive, a été celle qui se composait d'une voyelle seule ou d'une consonne plus une voyelle, en d'autres termes, la syllabe ouverte.

C'est aussi dans cet état qu'elle apparaît dans les langues monosyllabiques. Ce n'est que plus tard et surtout grâce à l'écrasement de la seconde syllabe des mots dissyllabiques qu'on a obtenu la syllabe fermée, c'est-à-dire se composant d'une voyelle + une consonne, ou bien d'une consonne + une voyelle + une seconde consonne. Arrivé à ce point, les phonèmes s'accumulent, et souvent, comme en allemand, la syllabe comprend jusqu'à quatre ou cinq consonnes. Quelques langues semblent rester à ce stade d'une manière ferme. Mais dans la plupart des autres, en français surtout, l'usure phonétique accomplit encore son œuvre; elle s'attaque de préférence aux consonnes de la fin du mot, et les élimine de la prononciation. En français oral, la plupart des syllabes redeviennent ouvertes; en français familier et surtout rural, presque aucun mot ne se termine plus par une consonne; la *mort* est la *mo*; on va dans ce but jusqu'à éliminer une syllabe entière: le *pé*, la *mé*, pour le *père*, la *mère*.

Encore une fois, l'évolution à accompli son cycle en revenant à son point de départ.

A l'origine, la conception de l'homme est concrète; il ne perse les idées que surdéterminées, individualisées; il n'extrait point d'un objet ses qualités ou ses actions, mais voit le tout en bloc. Il ne conçoit pas non plus le verbe actif détaché de son complément direct, ni le nom d'une partie de corps sans son possesseur. Cet état primitif est bien connu.

Peu à peu, l'esprit de l'homme en sort et s'habitue à concevoir des

idées abstraites; même il destine certains mots à exprimer les relations. C'est l'état actuel dans notre civilisation. Les mots qui expriment les êtres deviennent alors moins nombreux; on n'énumère plus les espèces, on s'occupe des genres. Plus tard, cependant, en ce qui concerne la lexicologie, la science veut un langage plus exact, elle exige qu'un mot différent désigne chaque variété. De là, de nombreux mots techniques. Mais il s'agit là d'une langue conventionnelle et spéciale, et nous n'en parlerions pas si elle n'avait exercé une influence sur la langue réelle. On s'habitue à la précision et à l'individualisation. C'est ainsi que, chez nous, il est plus souvent question des nuances les plus variées que des couleurs elles-mêmes. Il a là une tendance à un retour en arrière.

Mais cette tendance ne s'applique qu'à la lexicologie et non à la grammaire; dans sa sphère, elle n'a que des avantages; elle est donc supérieure au concrétisme ancien.

Si les premières conceptions de l'homme ont été concrètes, elles ont été d'abord aussi subjectives, et ce caractère est révélé par la grammaire. L'homme rapporte d'abord tout à lui; aussi un des mots les plus anciens du discours est le pronom personnel, soit sous sa forme possessive, soit sous sa forme prédicative. Le Hottentot n'emploie pas un seul substantif sans qu'il le fasse suivre d'un pronom personnel de l'une des trois personnes au prédicatif; dans les langues Algonquines et dans d'autres américaines, beaucoup de substantifs n'apparaissent qu'accompagnés d'un possessif. En outre, la plupart des phénomènes grammaticaux s'accomplissent sur le mot subjectif par excellence, le pronom, au lieu de le faire directement sur le substantif. Nous en avons donné les preuves dans d'autres études. Plus tard, cet échafaudage nécessaire disparut.

Il n'y a plus, par exemple, de conjugaison où le verbe renferme, sous forme de pronoms, tous les mots de la proposition. La grammaire devient objective. C'est celle des langues civilisées classiques.

Mais les langues dérivées retournent à l'état premier. Elles font grand usage du pronom personnel et le convertissent en article, lequel est le plus puissant instrument de la grammaire et de la stylistique de quelques-unes d'entre elles, par exemple, du français. Les articles et les prépositions sont l'âme de cette dernière langue. Or, l'article n'est autre chose que le pronom de la troisième personne partout préposé, c'est un retour à l'idée subjective.

Les mots d'une langue ont partout originairement un sens matériel; ce n'est que plus tard qu'ils prennent un sens immatériel et figuré.

Par exemple, le mot français *être* dérive non de *esse*, mais de *stare* qui signifie se *tenir debout*; le mot *âme*, *anima*, *animus*, signifie le souffle, avant de signifier l'âme, et *virtus* est la *virilité*, puis, le *courage* et enfin la vertu.

Ce processus est bien connu. A ce point de vue, il y a dans la sémantique deux stades successifs; celui du sens matériel et celui du sens figuré.

Il n'y a presque pas de mot qui n'ait passé par ces deux étapes. Le sens s'affine de plus en plus. Mais, ce qui est curieux, c'est que, le premier sens perdu, il faut y revenir, car une idée ne peut manquer d'expression; le mot latin *caput*, tête, devient *chef*, *chapitre*, il faudra bien retrouver un mot matériel pour exprimer l'idée de tête; le français emprunte le mot *testa*, tet, débris.

Ainsi la sémantique texitologique, du matériel au figuré, a parcouru trois degrés successifs : 1° le mot à sens matériel; 2° le même à sens désormais figuré; 3° un autre mot reprenant le sens du premier. Mais le troisième stade ne correspond pas tout à fait exactement au premier : la langue s'est enrichie en chemin. Le sens figuré reste acquis et on a retrouvé le sens matériel.

Le même processus se produit quand un mot passe du sens lexicologique au sens grammatical, il faut alors retrouver un autre mot à sens lexicologique, de sorte qu'on a parcouru trois stades : 1° mot lexicologique; 2° mot à sens grammatical exprimant les relations; 3° autre mot reprenant le sens lexicologique du premier. C'est le cas, par exemple, du latin *casa*, qui est devenu *chez*, et qui a dû être remplacé substantivement par *maison*.

L'idéalisation du sens se porte souvent sur les adjectifs. D'une qualité matérielle on est passé à une qualité morale, ou d'une qualité à une qualité différente, détournée, augmentée ou diminuée. C'est ainsi que les expressions : *brave homme*, *galant homme*, *bon homme* ont pris une acception toute particulière, différente de celle originaire, et qui est bien connue.

Cependant on avait besoin d'exprimer le premier sens. Un moyen très simple s'offrait pour le retrouver; il suffisait de changer l'ordre des mots, on dit alors *homme brave*, *homme galant*, *homme bon*, et l'on revint ainsi au sens primitif. Mais le dernier état ne coïncide pas avec le premier; on a gagné en route par l'acquisition d'un sens spécial.

Le français, comme toutes les langues romanes, s'est formé du latin, par une formation naturelle, c'est dire que les mots se sont modifiés, diminués, les syllabes atones sont tombées et souvent le

mot n'est plus reconnaissable. Qui reconnaîtrait *fragilis* dans *frêle*, *blasphemum* dans *blâme*, *porticus* dans *porche*? Cependant, avec la modification phonique, le mot a pris un sens un peu différent : *frêle* n'est plus la qualité d'une chose qui se brise matériellement mais de celui dont la santé est délicate; le blâme n'est pas un blasphème, et le porche n'est qu'un portique à construction utilitaire. Il fallut retrouver les sens anciens; on ne le fit point directement. Au xvii^e siècle on puisa de nouveau à la source latine, mais il n'y eut point d'élaboration naturelle et on ne respecta pas les règles de la persistance de l'accent latin. De là de nouveaux mots : *fragile*, *blasphème*, *portique*, venant se placer à côté des anciens, ayant le même sens, et formant doublets. Mais, bientôt, ces doublets se différencièrent quant au sens et attirèrent à eux le sens primitif. On arriva, par un autre moyen, à la même évolution que celle que nous venons de décrire. Ce procédé constitua en même temps une évolution phonétique de la même forme; après le mot nouveau qui s'était formé par dégénérescence du mot ancien, on revenait au mot ancien lui-même.

La loi du moindre effort est une des capitales de la linguistique; les mots se prononcent, d'abord, dans leur intégralité, puis la prononciation plus paresseuse n'en retient que ce qu'ils ont d'essentiel. Souvent des syllabes entières tombent, et le mot est tellement atténué qu'il se tient avec peine debout. Plus particulièrement toutes les désinences tombent, *fides* devient *fe*, *bonus* devient *bone*, etc. Mais alors, apparaît ce qu'on appelle la loi de compensation; la voyelle de la syllabe qui reste est amplifiée, *foi*, *bueno*, etc. C'est la même évolution, mais plus rapide.

Cette même loi du moindre effort a pour résultat d'affaiblir les consonnes, surtout lorsqu'elles sont isolées ou placées entre deux voyelles; elle convertit les ténues en sonores, les sonores en spirantes ou en semi-voyelles. Ce mouvement est partout en train de s'accomplir, aussi bien dans les langues germaniques que dans les autres. Mais, tout à coup, dans celles-ci, apparaît un nouveau facteur : l'accent d'intensité qui a succédé à l'accent d'élévation; il a pour effet, par son effort énergique, de relever la prononciation. On rebrousse chemin, de la spirante on retourne à la sonore, de la sonore à la ténue; cet effet régressif est très curieux, il n'est pas général.

La linguistique nous présente un grand nombre d'autres exemples, non seulement dans sa branche principale, mais aussi dans ses branches accessoires : la sémantique, la rythmique; cependant, ces exemples sont moins nombreux et moins frappants que dans le droit et la

sociologie, parce que l'évolution dans ces dernières est moins intérieure, plus apparente.

Nous allons examiner rapidement la marche de l'évolution dans la religion, les arts et les sciences, l'histoire générale de l'humanité.

3° DANS LA RELIGION.

Par la religion, nous entendons aussi la philosophie, qui n'en est qu'une forme nouvelle. Les religions se divisent en grands systèmes que se succèdent chronologiquement. La plus ancienne est le fétichisme; elle consiste essentiellement dans l'adoration des objets de la nature qu'on divinise objectivement. Peu à peu l'adoration se concentre sur les principaux objets et on a alors le culte du soleil, celui du feu, etc. Mais l'objet du culte est toujours en dehors de l'homme, l'homme ne s'adore pas lui-même. Au contraire, il se sacrifie; à cette époque, les sacrifices humains sont fréquents; on veut apaiser une force naturelle hostile. La religion est toute de terreur; d'autre côté, elle est essentiellement altruiste.

Au fétichisme succède le polythéisme ou, plus exactement, l'anthropomorphisme. Ce qu'on adore, ce sont d'abord les aïeux, les mânes, c'est-à-dire les morts; puis des dieux nombreux, des héros créés à l'image de l'homme. Ces divinités sont plus clémentes, les sacrifices humains diminuent, l'homme est heureux dans ce culte; au fond, il s'adore lui-même; c'est la religion *égoïstique*.

Enfin, apparaît le monothéisme; le Dieu unique n'est plus une image de l'homme; il est pris en dehors de lui, en dehors aussi de la nature. Ce Dieu est sévère, la religion s'assombrit de nouveau. Il n'y a plus de sacrifices sanglants, mais de nombreux sacrifices de volonté, de l'ascétisme. La religion redevient altruiste; elle présente de nombreux rapports avec celle originaire.

Mais elle en diffère en ce qu'elle est beaucoup plus élevée. Le Dieu, pris en dehors de l'homme, est au-dessus de la nature. On lui attribue beaucoup de sévérité, mais aussi de la justice. Telle est la marche générale des religions de l'humanité.

Si l'on descend à chaque groupe de religions, on trouve le même processus. Si l'on étudie le groupe de celles nettement monothéistes, on trouve la succession des religions judaïque, chrétienne et musulmane. La première est une religion entourée des rites précis, promettant des récompenses matérielles, tout hygiénique, et cherchant la domination d'un pays par les armes. La religion chrétienne, quoique

née de la première, a un caractère tout à fait différent. Son esprit est très large, aux premiers temps de sa fondation ; elle ne promet pas de récompenses temporelles ; elle n'a pas d'idées belliqueuses, elle s'immatérialise. La religion musulmane est certainement un retour vers le concept de la religion juive ; le caractère est belliqueux, seulement c'est la domination du nombre qui devient le but, les récompenses sont des jouissances matérielles et immédiates. Il y a aussi retour à l'état premier.

Si nous prenons le groupe chrétien seulement, l'évolution et sa marche régressive, au bout d'un certain temps, devient encore plus évidente. Le premier Christianisme, l'Évangélique, n'est nullement autoritaire, il subit la persécution, prêche la fraternité effective et presque collectiviste. Dans une seconde phase, le caractère se modifie après le triomphe ; l'Église persécutée devient souvent persécutrice, les cérémonies et les prescriptions deviennent minutieuses ; l'autoritarisme succède à la liberté. Mais, plus tard, il y a un retour à l'Église primitive et évangélique dans le Protestantisme. De là le nom même de la Réforme. Le christianisme, ainsi modifié, est souvent l'objet de persécutions, il exclut l'autoritarisme et cherche à retrouver la ferveur des premiers jours.

Si nous examinons le détail du culte de chaque église, l'évolution de sa morale, la formation de ses dogmes, nous trouverions la même marche d'évolution. Nous ne voulons citer que quelques exemples. Le culte des mânes, après avoir longtemps régné, a disparu presque totalement ; il a été remplacé par celui de divinités étrangères qui ont peuplé l'Olympe : mais il revient ensuite dans le culte des héros, des saints ; l'humanité se retrouve quasi divinisée ; il revient surtout avec le monothéisme, où les hommes divinisés font cortège au Dieu unique. Les premiers cultes sont pleins de sacrifices ; ceux-ci sont moins fréquents dans le polythéisme grec et romain, mais ils reviennent sous une forme figurée dans le Christianisme, où le Sauveur a dû se sacrifier lui-même.

A l'origine, les sacrifices anthropophagiques étaient religieux ; on s'imaginait, en mangeant un ennemi, s'incorporer ses qualités ; cet état social cessa pendant longtemps ; la religion chrétienne le reprit ; la communion qui, dans sa doctrine, est une réalité, et non un symbole, consiste à manger le corps et à boire le sang du Christ pour acquérir, autant que possible, ses vertus. Partout on retrouve la trace de cette évolution qui ramène à l'état plus antérieur, mais mo-

diffé de manière à constituer un état nouveau, mais bien moins éloigné de celui-là que de l'état intermédiaire.

La dépendance ou l'indépendance respective de la religion et de la morale nous font assister à la même marche de l'évolution. Il est certain que, dans les religions primitives, il n'y a aucun rapport entre la religion et la morale; il suffit, pour être agréable aux dieux, de croire et d'accomplir les prescriptions cultuelles; au contraire, dans les religions monothéistes, surtout les chrétiennes, la morale entre dans la dépendance de la religion et subit son influence chaste; enfin, de nos jours, par un regrès, la morale tend à redevenir indépendante des croyances et à prendre une existence autonome.

Enfin, en ce qui concerne la foi et la raison souvent en lutte, il est certain que c'est la foi qui d'abord domine seule; peu à peu la raison, surtout lorsque la science s'est développée, prend sa place et a sa dernière expression dans le positivisme, qui nie provisoirement ce qui n'est pas prouvé scientifiquement. Mais le besoin de croire reprend le dessus et réapparaît de nos jours dans les tendances au spiritisme, et dans les essais même de la science de synthétiser ses résultats et d'expliquer prématurément les origines.

4° DANS L'ART ET DANS LES SCIENCES.

D'une manière générale, tous les arts passent par trois périodes. Dans la première, les règles ne sont pas encore trouvées. L'artiste, en même temps qu'il invente l'œuvre, est obligé d'inventer aussi les procédés, ce qui est une difficulté très grande. Les règles sont fluides, élastiques, elles n'enchaînent point encore l'artiste, et il y a une harmonie merveilleuse entre le produit et le procédé. Mais le produit est plus lent à s'accomplir. C'est une période archaïque ou anté-classique.

Dans la période classique qui suit, il en est tout autrement. Les règles sont formées, rigides et, l'artiste est obligé de s'y conformer. L'œil, l'oreille y sont habitués et ne trouveraient pas adéquat au beau ce qui ne s'y adapterait pas. Du reste, c'est une facilité pour l'artiste; les règles le gênent quelquefois, mais le portent souvent. Le plus grand inconvénient, c'est que le mode uniforme finit par donner trop d'uniformité à la pensée, la production a moins d'originalité. Les mêmes rythmes, les mêmes canons empêchent la variété, la fantaisie. La période classique touche à sa fin.

C'est alors que naît, et quant au fond et quant à la forme, la période

romantique. Les règles deviennent moins rigides, ou plutôt, au lieu de consulter ces règles, on cherche au-delà à découvrir les lois elles-mêmes, lesquelles sont plus amples en même temps que plus profondes. Dès lors, on se meut plus librement, on crée souvent un instrument approprié, en même temps que l'œuvre. En versification, les rythmes deviennent plus nombreux et plus élastiques; en musique, on découvre de nouveaux moyens de sonorité qui semblaient d'abord antimusicaux; en peinture, on vise des effets qui auraient été évitées: la musique, l'harmonie simple ne suffit plus, on y ajoute celle discordante qui crée un nouveau genre et de rythme poétique et de musique.

Cet état se rapproche beaucoup du premier, le tour de cycle est accompli; un second commence, dans lequel on se servira des nouvelles lois découvertes.

Ces lois se fixeront, deviendront des règles, et rigides, formeront en cet état une seconde période classique, car les novateurs d'aujourd'hui sont toujours les conservateurs de demain; et un nouveau tour de spire s'accomplira.

L'art, dans son ensemble, est passé par les phases bien distinctes du naturalisme, de l'idéalisme et du réalisme. Tout d'abord, on a représenté en peinture les objets tels qu'ils sont séparément, dans une exactitude qui n'était artistique que dans le détail; en littérature, on a narré, aussi juste que possible, sans recherche du style; les batailles sont racontées par le menu; les sensations, même obscènes, étalées. Bientôt cet état de l'art a semblé grossier, tant en la forme qu'au fond. On a imaginé, idéalisé; la peinture a donné la perspective, saisi l'ensemble, cherché à mettre en relief une pensée; on voile ce qui semble indigne de la représentation; dans la littérature, on ne choisit de la vie que le meilleur, on l'idéalise, au risque de souvent le fausser.

Mais on finit par se fatiguer de cette sublimation continuelle qui aboutit au fictif. On retourne au réel du premier stade; de là, l'art réaliste qui triomphe de nos jours, il a quelques-uns des vices du premier état, mais il ajoute l'observation profonde et cherche le beau dans la vérité.

Dans la littérature, les deux formes d'expression sont les vers et la prose. Lorsque l'homme parle, il le fait en prose, et ainsi la prose est le mode primitif. Mais peu à peu elle s'affine, se rythme, s'empreint de musique, se chante, et dès lors, elle se constitue en vers. C'est le second stade; alors la prose disparaît; on enseigne en vers, même les sciences, les proverbes populaires sont de la prose, mais rythmée. L'histoire est versifiée dans le poème épique. C'est la seconde phase,

le vers envahit jusqu'au théâtre où il est si peu naturel dans le dialogue.

La troisième période est une réaction contre le vers; elle se fait vivement sentir dans notre fin de siècle et dans notre pays. La prose reconquiert le poëme qu'elle convertit en roman; elle chasse le vers du théâtre; celui-ci doit se réfugier dans la poésie lyrique. On a fait retour à l'état ancien où la prose seule était connue; mais cette prose est plus harmonieuse, elle a acquis quelques-unes des qualités du vers.

Dans les sciences, le même *processus* est certain.

Faute d'instruments suffisants, les sciences d'observation, celles naturelles ont été négligées; on s'occupait seulement de la science de l'homme; de là cette science générale, tantôt de la théologie, tantôt de la philosophie qui dominait tout le reste, sans conduire, d'ailleurs, à de grands résultats: elle était aprioristique.

Beaucoup plus tard, et dans le monde moderne seulement, on abandonna l'étude des causes et des fins, on négligea celle des faits humains, et muni d'instruments découverts, on se tourna du côté des sciences exactes et des naturelles qui firent d'immenses progrès.

Tel fut le second stade.

Dans le troisième qui commence, on s'aperçoit que les sciences humaines pourraient être étudiées par des procédés analogues et scientifiques et on se tourne vers elles. On voit surgir de ce côté des sciences nouvelles non soupçonnées, et le succès se dessine. D'autre part, après une profonde analyse, on synthétise et on généralise les résultats des sciences naturelles elles-mêmes et on tente de reconstruire un ensemble de philosophie, non plus aprioristique, cette fois, mais basé sur des faits et induit.

Enfin l'homme savant embrasse d'abord le domaine de toutes les sciences. Plus tard au contraire, on se spécialise de plus en plus, les progrès de la science semblent à ce prix. Mais aujourd'hui on reconnaît que cet exclusivisme peut être funeste, on éclaire les sciences limitrophes les unes par les autres.

5º DANS L'HISTOIRE GÉNÉRALE.

Les retours à un état primitif se font sentir jusque dans l'histoire générale, dont il est cependant plus difficile d'observer les lois. Indiquons seulement quelques points.

La civilisation antique avait été précédée d'une longue période de

barbarie; elle devait s'avancer en se développant toujours; les Romains devenaient de plus en plus policés; le christianisme lui-même était venu perfectionner l'état social, régénérer les parties caduques de l'Empire; la civilisation, d'ailleurs, s'étendant peu à peu, allait gagner le monde entier.

C'est alors que survint l'invasion des barbares qui replongea l'Europe dans les ténèbres.

La civilisation périt presque entière. On revint à l'état ancien; cependant, le nouveau différait un peu, les restes de la civilisation détruite étaient un ferment précieux pour l'avenir. Les nouvelles races étaient fortes, elles substituaient à des corps usés des corps vigoureux pour continuer de penser l'idée.

C'est alors que commença, par la barbarie nouvelle, le nouveau tour de spire. On arriva à une civilisation nouvelle répondant à l'ancienne, mais supérieure, c'est notre stade actuel. Quel sera le suivant?

Dans l'histoire, il y a des condensations et des raréfactions de peuples qui alternent. Le premier état est celui de raréfaction; tous les peuples sont épars; il n'y en a même pas mais seulement des tribus. Puis se forment les centres de civilisation qui attirent les autres peuples par des conquêtes. C'est d'abord l'Égypte; puis l'Assyrie; l'empire Assyrien détruit, nouvelle dispersion. Plus tard, une nouvelle condensation sous l'empire Persan qui aboutit à une plus forte sous l'empire Macédonien, puis dispersion nouvelle, il en résulte une foule de royaumes. A son tour, l'empire Romain les englobe sous une plus durable hégémonie. Mais cet empire se brise à son tour sous les coups des barbares. Il se forme une foule de petits États; les principautés barbares sont disséminées. Il se forme de nouveau après la condensation barbare Hunnique une vaste condensation sous Charlemagne; mais, aussitôt après, le faisceau se brise; l'Allemagne, la France se morcellent de plus en plus sous le stade féodal; en vain l'Allemagne essaie de reprendre l'hégémonie, celle-ci n'est plus que nominale. Au commencement de l'ère moderne, une condensation nouvelle a lieu sous Charles-Quint, elle englobe un instant le Nouveau Monde. Puis, raréfaction, tous les pays réunis se dispersent. Cependant, l'Angleterre essaie une condensation et la réalise en ce qui concerne l'empire de la Mer et des Colonies, elle s'adjoint les États-Unis, l'Inde, l'Australie, mais bientôt son empire maritime se brise par la défection des États-Unis qui, à leur tour, deviennent un centre de condensation partielle. Enfin, Napoléon, par ses conquêtes violentes et l'annexion momentanée d'une partie de l'Europe, réalise une vaste condensation nou-

velle. Ces raréfactions et ces condensations successives composent l'histoire de l'humanité, comme celle de la formation des astres.

Nous avons achevé notre tâche, qui était de démontrer que, dans tout le monde des faits humains, l'évolution incessante, tantôt accélérée, tantôt ralentie, suit une même direction, qu'elle ne s'avance point en ligne droite, qu'elle ne suit point non plus une courbe dessinant un cercle fermé, mais qu'elle décrit une véritable spirale, dans le cours de laquelle, tout en s'élevant toujours, elle passe et s'arrête sur une des coordonnées du point de départ, quoiqu'elle située au-dessus de l'autre, que, par conséquent, elle semble reproduire l'état ancien et primitif, de sorte qu'il n'y aurait pas de progrès, mais que cette apparence n'est qu'une illusion, la ligne horizontale nouvelle étant supérieure. Ce mouvement est curieux. Il se complique d'un autre qui explique les périodes d'action suivies presque régulièrement d'époques de réaction dans la même période. D'après ce second mouvement, l'évolution oscille à chaque instant autour de son axe, autour de la courbe qu'elle suit.

Nous n'aurions pas de peine à établir que, dans le règne de la nature, comme dans celui du fait humain, l'évolution est spiraloïde aussi. Mais nous devons nous borner au cadre choisi.

Seulement, comme nous l'avons dit en commençant, la marche de l'évolution du règne humain s'explique bien par la comparaison avec des faits naturels et astronomiques. Tous les corps sont doués d'un mouvement de force vive initiale qui leur fait décrire une droite; mais cette force est contrariée et en partie neutralisée par la pesanteur ou attraction qui convertit la droite en courbe; si l'action de la gravitation est assez forte, cette courbe forme un cercle fermé; si elle est moins forte, le cercle devient un ellipsoïde; si elle est moins forte encore et si la force vive donne un excédent plus considérable, l'ellipse s'ouvre, elle continue à courir et la trajectoire est spiraloïde. Quant à la direction en ligne droite que la force vive vient à donner, elle n'est acquise qu'au moyen d'un tournoiement de l'objet sur lui-même, ce qui se vérifie en balistique et se réalise dans le mouvement rotatoire des planètes.

Nous croyons avoir décrit exactement et mis en relief une loi sociologique et psychologique certaine qui pourra donner l'explication de bien des phénomènes historiques et sociologiques inexpliqués. La forme graphique du mouvement de l'évolution est spiraloïde.

L'avons-nous découverte et la présente étude en est-elle la première révélation faite au public savant? Nous le voudrions, mais telle n'est

pas la vérité. Nous en avons seulement apporté des preuves multiples, et nous en avons donné la synthèse; mais le germe en existe dans les écrits de penseurs que nous devons mentionner maintenant.

Un esprit universel, Goethe, l'avait pressentie et signalée et lui avait déjà donné sa formule. Il a écrit que l'évolution des sociétés suit une spirale qui semble toujours revenir sur elle-même et qui, cependant, en fait, avance et monte. Hegel, sans être aussi précis, considère comme une loi du progrès la ressemblance des formes dernières et futures avec les formes primitives; il en est de même de Vico. MM. E. Ferri dans le droit criminel, J. Ferrari dans les sciences historiques et politiques, A. Vera et R. Mariano dans la métaphysique, de Laveleye dans la sociologie, Stanley Jevons dans l'économie politique et beaucoup d'autres, se sont inspirés de cette idée. D'autres, comme M. de Greef, tout en la rejetant dans la forme, en font des applications. Il n'est pas jusqu'au proverbe populaire, mais de source lettrée et biblique : *rien de nouveau sous le soleil*, qui n'en contienne la formule, quoiqu'incomplète. Cependant, elle n'a jamais été produite qu'incidemment, plutôt exprimée comme une image saisissante que comme une vérité directe. Nous avons essayé de la placer en pleine lumière.

RAOUL DE LA GRASSERIE,

Docteur en droit, juge au tribunal de Rennes,
Associé de l'Institut International de Sociologie.



Les Paysans au Moyen-Age

XIII^e et XIV^e siècles

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (1).

I

L'AGRICULTURE AU MOYEN-AGE.

La paroisse : le domaine seigneurial ; les tenures ; les terres communes. — L'art agricole : défrichements, assolement, espèces cultivées ; instruments agricoles. Recettes mystérieuses. — L'élevage et les épizooties. — Le rendement.

Mesdames, Messieurs,

Lorsque le département de l'Instruction publique — auquel je suis heureux d'adresser ici mes remerciements publics — m'invita à venir faire une série de conférences dans cette ancienne et glorieuse Université de Genève, ce ne fut pas sans une pointe d'inquiétude que j'acceptai cet honneur. En effet, des voix plus autorisées, plus considérables que la mienne, ont déjà fait connaître, ici-même, le nom que je porte, et venant après elles, je crains que la mienne ne vous paraisse bien insuffisante. Jamais je n'ai mieux compris qu'aujourd'hui combien un nom honorablement porté pendant plusieurs générations est parfois un périlleux fardeau. J'ai accepté cependant, et je suis venu, au risque d'être taxé d'outrecuidance, parce qu'il m'était très doux de nouer, à mon tour, après mon bisaïeul et mon aïeul, après mon père et mon frère, des liens plus étroits avec cette Université, asile impérissable de science libre où mes aînés se sont nourris, avec cette ville

(1) Notre collaborateur André Réville, si prématurément enlevé l'an dernier à la science, avait, peu de temps auparavant, fait à Genève quatre conférences sur la situation économique et sociale du paysan au Moyen-Age. Ces conférences, qui furent fort appréciées par leurs auditeurs, n'avaient pas été réunies. Nous commençons aujourd'hui à les publier, dans la forme même où elles ont été faites. (R. W.)

de Genève que j'admire et que j'affectionne, à laquelle me rattachent, dans le passé comme dans le présent, tant de sentiments communs et tant de relations d'amitié et d'alliance. C'est sous le patronage de ces liens et de ces pieux souvenirs que je me permets de solliciter votre bienveillante attention.

Invité à vous entretenir d'un sujet relatif à l'histoire des classes laborieuses, j'ai fait le choix du point suivant : *Le Paysan au Moyen-Age*. En quoi un paysan du Moyen-Age se distinguait-il d'un campagnard antique ou d'un cultivateur de nos jours ? Comment travaillait-il la terre ? Que gagnait-il et quelle était sa condition économique ? Comment vivait-il ; quel était son ordinaire de chaque jour ; ses distractions des jours de fêtes ? Que savait-il, que pensait-il, quels étaient ses sentiments à l'égard des autres classes de la société ? Je n'ignore point que je serai loin d'épuiser un aussi vaste sujet ; qu'au défaut de traiter rapidement certains de ces points qui mériteraient d'amples développements et des discussions approfondies, j'ajouterai celui d'omettre complètement d'autres chapitres, comme celui des droits du seigneur, du servage, etc. Mon excuse est que j'ai dû me borner, et que ne pouvant tout dire, j'ai tenu à vous exposer la partie de cette histoire que le public connaît le moins, et que je pourrais résumer dans cette formule d'actualité : la question sociale dans les campagnes du Moyen-Age.

Ce soir, je me propose de rechercher quel fut le degré d'avancement, quelles furent les méthodes et les résultats de l'art agricole au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle.

Le sol rural, en ce temps, n'était plus divisé comme à l'époque romaine, et n'était pas encore divisé comme de nos jours. A l'époque romaine, le sol était partagé, non en villages — ce terme n'existe pas dans la langue latine — mais en domaines, autant d'unités topographiques. Aujourd'hui il est découpé en communes. Au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles, le sol est divisé en paroisses : c'est déjà le village, mais c'est un village de formation ecclésiastique ; ce groupement se fait autour d'un clocher ; qu'il y ait un ou plusieurs domaines, peu importe, c'est l'Église qui imprime son unité à toute l'agglomération. L'atmosphère ecclésiastique enveloppe, baigne, pénètre toute la vie du Moyen-Age ; la communauté rurale est une paroisse, le paysan, un paroissien.

Qu'est-ce donc qu'un village à cette époque ? Le village de ce temps a l'aspect d'une rue ; les maisons sont à peu près alignées à côté les unes des autres, près de la rivière, s'il y en a une. Point de fermes isolées. Au milieu est l'église, souvent très grande ; il n'est pas rare

de voir une église pouvant contenir cinq cents fidèles dans des paroisses de cinquante âmes. C'est que l'église ne sert pas seulement aux fidèles de lieu d'édification : ils en font leur grenier, y entassent leur grain, y établissent leur halle, y tiennent leurs assemblées et en font leur hôtel de ville, et s'ils ont à repousser une incursion de pillards ou une invasion armée, c'est dans l'église, la seule construction solide du village, qu'ils se réfugient, et alors elle devient leur forteresse. On y danse, on s'y bat, on s'y tue comme en champ clos : c'est la maison commune. L'église de village sert à toute fin. A côté de l'église est le presbytère, chaumière où vit le curé, en général très misérable, pauvre, ignorant et grossier, presque autant que ses paroissiens, où il vit de la même vie que les paysans, le plus souvent en compagnie d'une concubine, que les paysans appellent « la prêtresse ». Non loin de là est le manoir du principal seigneur du village. Oh ! que ce mot de manoir n'évoque pas en vous l'idée d'une résidence somptueuse, vaste, élégante, de seigneur moderne : personne de nous ne voudrait aujourd'hui d'un pareil séjour. Le manoir ne consistait qu'en une sorte de tour, élevée le plus souvent sur une hauteur, naturelle ou artificielle, à laquelle on accédait par dessus un fossé par un pont-levis, et où l'on pénétrait par une porte basse. A l'intérieur, deux étages : le rez-de-chaussée et le premier ; au rez-de-chaussée, une grande salle, sur la terre battue ; c'était la salle de réception, où les paysans venaient exposer leurs griefs, se faire juger et rendre leurs comptes. Au premier, une chambre unique, sans cheminée, souvent sans vitres, avec d'étroites ouvertures sur l'extérieur et qui servait de dortoir à toute la famille seigneuriale. Ce n'était pas trop, et l'on peut dire que le règne du cabinet de toilette était encore loin. C'est que la plupart des seigneurs, — des seigneurs moyens et petits — étaient de pauvres hères, sans avances, sans ressources à longue échéance, et ne pouvaient partir pour la Croisade qu'en empruntant aux Juifs ou en leur brocantant des objets de valeur. Comme le curé, le seigneur était souvent un paysan par l'esprit, le goût, les mœurs ; mais un paysan dont le métier, dont la raison d'être, dont la justification ici-bas était de ne rien faire, de rendre la justice ou de se battre, de rendre la justice d'une main, tandis que, de l'autre, il la violait en se battant.

Le seigneur est souvent un seigneur laïque, c'est plus souvent encore un seigneur ecclésiastique. L'Église, en effet, possédait alors des domaines dont l'étendue confond l'imagination, ce qui ne l'empêchait pas, d'ailleurs, de dépeindre aux autres la pauvreté comme un état méritoire et profitable : et ces domaines allaient toujours s'arrondis-

sant. L'Église mendiait, et, mendiant pour Dieu, elle ne craignait pas d'être exigeante. Ne disait-on pas, d'ailleurs, que les bienheureux, que Dieu lui-même intervenaient par des miracles pour rappeler les puissants à leurs devoirs de générosité envers l'Église? Quand on transféra, au ^{vi}^e siècle, le corps de saint Médard, le saint se fit, tout à coup, si pesant, qu'on ne put l'enlever du sol. Le roi lui accorda alors la moitié d'une terre qu'il possédait près de Soissons; mais le saint ne se laissa soulever que d'un côté, et il fallut que le bon roi accordât toute la terre. A d'autres, Dieu montrait en songe leur place en enfer, ou, comme à Dagobert, leur âme pesée dans une balance, afin qu'à leur réveil ils se hâtassent de jeter dans l'autre plateau des libéralités permettant à leur âme de monter au ciel. Et Clovis dépeignait naïvement cette insatiable avidité quand il disait : « Saint Martin est un « allié qui fait payer cher ses services ». Voilà comment il se faisait qu'au Moyen-Age il y eut encore plus de domaines d'Église que de domaines laïques, et surtout de plus grands.

Enfin, à l'entour du manoir, se succédaient la forge, le moulin, les chaumières des villageois : je ne vous en dirai rien ici, car je reviendrai tout spécialement sur ce point dans la troisième de mes conférences.

Voilà, Messieurs, l'aspect général de la paroisse rurale; ce type est uniforme, il semble avoir été le même presque partout.

Mais il faut en venir à la terre, à la terre cultivée, car c'est elle, surtout, qui doit nous occuper ici. Eh bien! la terre appartient, en général, au seigneur, quelquefois à plusieurs seigneurs mitoyens, très rarement au cultivateur. En certaines régions d'Europe, sans doute la terre appartient au paysan; mais ces régions sont exceptionnelles; en Angleterre, — dans ce pays qui est aujourd'hui le dernier refuge, la citadelle suprême de la grande et aristocratique propriété, — la petite propriété se répand et se développe au ^{xiv}^e siècle; mais ceci ne se produit qu'à la fin de la période à laquelle je limite cette étude. En règle générale, peut-on dire, la terre appartient au seigneur.

Qu'en fait-il? Il ne l'exploite pas lui-même; il n'y suffirait pas. Il en fait trois parts : 1^o une part qu'il se réserve pour son usage personnel, que ses gens cultivent, d'où il tire ses choux et ses raves, le blé pour faire son pain, l'avoine de ses chevaux; c'est le domaine principal; 2^o une seconde part divisée entre les paysans qui détiennent leurs parcelles le plus souvent à titre héréditaire, à titre de *tenanciers*; d'où le nom de *tenure* donné à chacun de ces lots; 3^o enfin, une part commune, faite surtout des terres les moins fertiles, des landes, des bruyè-

res, des pâturages, des bois. Sur ces terres-là, chaque tenancier a des droits d'usage : sur les pâturages, il peut envoyer un nombre déterminé de grand et de petit bétail ; dans les bois communs, il est autorisé à prendre du bois, tantôt à discrétion (on voit bien que le commerce des bois n'était pas développé comme aujourd'hui), mais plus souvent jusqu'à concurrence d'une certaine charge : ici le tenancier peut prendre chaque année la charge d'un âne, de deux ânes ; là il peut s'approprier, en outre, le bois nécessaire aux réparations de la chaumière, à la confection de ses outils, de ses échelas. En un mot, tandis que le seigneur fait cultiver sa terre propre, et que les tenanciers cultivent chacun leur lot, les uns et les autres voisinent sur les terres communes, soit en personne, soit dans la personne de leurs bestiaux.

De ces trois parts, il en est deux qui vont sans cesse en se restreignant : c'est d'abord la part que se réserve le seigneur. Plus les temps avancent, plus le commerce et l'échange se développent, plus les seigneurs ont de facilité pour se procurer les vivres qui leur sont nécessaires ; au x^e siècle, tel seigneur qui n'aurait pas trouvé sur sa terre de quoi se nourrir, aurait couru risque de mourir de faim. Au xiii^e et au xiv^e siècles, plus n'est besoin de produire ce qu'il faut pour vivre, ce que l'on n'a pas, on peut l'acheter au marché ; aussi, au lieu d'exploiter directement, de s'infliger les soucis, les tracas d'une surveillance et d'un contrôle perpétuels, de discuter les prix d'une main-d'œuvre, les seigneurs trouvent plus simple de diviser en lots le domaine principal, ils en font de nouvelles tenures pour de nouveaux tenanciers, quitte à vivre, non plus du produit de leurs terres, mais de leurs revenus. — En même temps, l'étendue des terres communes subit une diminution du même genre : les usagers empiétaient souvent sur les droits du seigneur, envoyaient sur les pâturages plus de bêtes qu'ils n'auraient dû, dérobaient plus de bois qu'ils n'en avaient le droit ; de plus, les usagers, qui n'avaient pas les préoccupations du propriétaire, ne craignaient pas de détériorer, de gâcher les biens auxquels ils participaient. C'était l'occasion de luttes incessantes entre le seigneur et ses sujets, de procès, de rectifications. De plus en plus, les seigneurs procédèrent au cantonnement de ces communaux : au lieu de laisser à leurs tenanciers un certain droit d'usage sur l'ensemble des terres communes, ils partagèrent celles-ci en lots, et assurèrent à chaque tenancier la jouissance perpétuelle et exclusive d'un lot proportionné à ses anciens droits.

En un mot, plus de communisme ; à chacun son bien particulier, et,

d'autre part, au-dessus de la foule des travailleurs, un seigneur, propriétaire éminent, qui ne travaille pas, qui ne fait même plus travailler, et qui se contente de percevoir des rentes : tel est le but vers lequel marche la société rurale de cette époque; il n'est pas encore atteint, mais elle y tend. Ce but n'est autre que l'individualisme social.

Maintenant, Messieurs, que nous voyons le paysan, dans sa paroisse, à côté de son seigneur et de son curé, installé dans sa maisonnette et en possession d'un lot de terre, regardons-le au travail, la pioche en mains; voyons-le semer, suivre d'un œil anxieux l'apparition et les progrès de la moisson nouvelle; accompagnons-le à la grange, à l'étable, à la fromagerie, et constatons ce qu'était l'art agricole de ce temps.

On dit volontiers qu'au Moyen-Age l'agriculture était une pure routine. Sous cette forme absolue, l'allégation est un peu exagérée: le Moyen-Age a ses agronomes distingués qui, dans des ouvrages parvenus jusqu'à nous, ont exposé, développé, discuté les principes mêmes de l'art agricole. Je citerai parmi les plus célèbres Pierre de Crescens, citoyen de Bologne au ^{xiii}^e siècle; et en Angleterre, de la même époque, l'évêque de Lincoln, Robert Grossetête et Walter de Henley. Seulement, ce qui est vrai, c'est que ces ouvrages ne pénétrèrent pas dans les masses, qu'ils n'étaient accessibles qu'aux seigneurs éclairés, qu'aux propriétaires ecclésiastiques; en sorte que les perfectionnements qu'ils provoquèrent ne se propagèrent que lentement dans les campagnes. Mais, avons-nous le droit de juger bien sévèrement ces campagnards du Moyen-Age, aujourd'hui que, malgré la diffusion de l'instruction primaire, malgré l'imprimerie, malgré la presse, nos cultivateurs montrent encore si peu d'empressement à réaliser les progrès qu'on leur propose, qu'on leur crie, dont on leur assourdit les oreilles? Il faut reconnaître, en outre, que les agriculteurs du Moyen-Age ont eu le mérite de conquérir à la culture de grandes étendues de terres incultes, qu'ils ont su défricher des bois, réduire les immenses forêts que les misères de la décadence romaine et les dépeuplements au temps des invasions avaient multipliées en Europe; qu'ils réussirent à dessécher de nombreux marais, grâce à des canaux de dérivation, comme en Angleterre; qu'ils ont su gagner de fertiles terrains sur la mer, en Normandie, par exemple. Tout cela, Messieurs, dénote de salutaires habitudes de travail opiniâtre, patient et intelligent. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le paysan est un infatigable piocheur. Ce qui est vrai, c'est que par certains points, l'agriculture du Moyen-Age

était très inférieure à la nôtre, mais qu'à d'autres égards, elle la valait, ou peu s'en faut.

La grande infériorité de l'agriculture au Moyen-Age, et je pourrais même ajouter dans les temps modernes, tenait à trois causes principales :

D'abord, le nombre des espèces cultivées était bien moins considérable qu'aujourd'hui. Si les céréales étaient à peu près les mêmes (froment, seigle, orge, sarrazin, méteil, avoine, millet), si l'on cultivait déjà le lin et le chanvre, et le coton dans l'Italie du sud, en revanche, en fait de plantes oléagineuses, on ne connaissait pas encore le colza, et les cultivateurs du Nord, qui n'avaient pas la ressource de l'olivier, en étaient réduits à des plantes d'une valeur secondaire, comme la rabette et le pavot; en fait de plantes industrielles, on ignorait la betterave; en fait de légumes, on ne cultivait ni la pomme de terre, ni le topinambour. Enfin, et surtout, la culture des fourrages était à peu près ignorée; on connaissait, et on employait pour la nourriture des bêtes l'herbe naturelle, mais on ne songeait pas à se créer des prairies artificielles; pas de luzerne, pas de sainfoin, pas de trèfle; ces espèces ne s'introduisirent que plus tard en Europe, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles. Qu'en résultait-il? D'abord un moindre bénéfice pour l'agriculteur qui, ayant des récoltes moins variées, réalisait aussi des gains moins variés eux-mêmes; de plus, il avait moins de facilités que le paysan de nos jours pour approprier à chaque morceau de terre la culture qui lui convenait le mieux; de même encore, il était moins protégé contre les surprises du climat. Aujourd'hui que le paysan partage ses terres en une foule de cultures différentes, il trouve dans cette variété même une sorte d'assurance contre les accidents. Qu'une sécheresse prolongée, comme cela s'est vu cette année, réduise les fourrages à néant, il se rattrape en partie sur les céréales, sur le colza, les pommes de terre; qu'une humidité excessive, des gelées tardives compromettent la récolte de froment, le paysan peut néanmoins gagner beaucoup sur les fourrages. Cette espèce d'assurance que le cultivateur d'aujourd'hui se procure à lui-même en diversifiant ses cultures, le cultivateur du Moyen-Age ne pouvait pas la posséder au même degré. Enfin, et ce fut là peut-être la plus désastreuse conséquence de cette pénurie d'espèces, elle avait pour effet de fatiguer la terre, de l'épuiser. Ne connaissant que peu d'espèces, et encore des espèces parentes entre elles pour la plupart, les agriculteurs semaient fréquemment les mêmes graines sur les mêmes terres, ce qui, vous le savez, a pour suite inévitable, pour des raisons que la

chimie agricole explique aisément aujourd'hui, d'appauvrir le sol, de lui ravir une partie de ses qualités nutritives, de l'épuiser. Voilà, Messieurs, pourquoi j'avais raison de vous dire, il y a un instant, que la rareté des espèces fut une des grandes infériorités de l'art agricole au Moyen-Age : moins de profits, moins de sûreté, appauvrissement du sol ; tels en étaient les pernicioeux effets.

Mais, direz-vous, pour combattre l'une au moins de ces redoutables conséquences, je veux dire l'appauvrissement du sol, il suffisait d'abondamment fumer le sol, de l'engraisser, de lui rendre ainsi la richesse que des cultures perpétuellement identiques risquaient de gaspiller. Mais c'est que, précisément, l'art de l'engrais était peu avancé au Moyen-Age ; il le fut peu, du reste, jusqu'à une époque peu éloignée de nous. Et, en abordant ce nouveau point, j'arrive à la seconde des grandes infériorités de l'ancienne culture. On fumait insuffisamment la terre au Moyen-Age. Ce n'est pas que l'utilité, les avantages de l'engrais ne fussent pas connus. Les théoriciens de l'art agricole, dont je vous citais le nom il y a un instant, insistent sur la nécessité de l'engrais. Walter de Henley donne d'excellentes directions relatives aux fumures ; dans les baux, en Normandie, entre seigneurs et paysans, il y avait d'ordinaire une clause par laquelle le fermier était obligé de marnier et de fumer ses terres (la marne réchauffe les terres trop humides en absorbant l'eau qu'elles contiennent). Mais il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, d'excellentes intentions. L'enfer lui-même n'en est-il point pavé ? Encore faut-il pouvoir les mettre à exécution. Or, c'était précisément cette possibilité qui faisait défaut : il n'y avait pas assez d'engrais pour la culture, au Moyen-Age. Aujourd'hui les agriculteurs les plus intelligents font un très grand usage d'engrais chimiques. Ces engrais-là étaient complètement inconnus autrefois. De plus, presque partout on recueille avec soin le fumier des villes, pour le plus grand profit des champs voisins, où les détritux les plus nauséabonds, les pourritures les plus infectes provoquent l'éclosion de choux admirables, de bouquets d'asperges savoureuses. Rien de tout cela au Moyen-Age : le fumier des villes était négligé, jeté à la rivière ou au ruisseau, c'est-à-dire au milieu de la rue, au plus grand détriment de l'hygiène publique. Il ne restait donc pour les champs que le fumier des campagnes, et vous comprendrez sans peine, par ce que vous voyez aujourd'hui, que cela ne pouvait suffire. Les terres n'étaient pas fumées chaque année. D'un passage de Henley, on peut conclure qu'elles ne recevaient souvent d'engrais que tous les deux ans. Ce n'était pas ainsi que l'on pouvait restituer à la terre les

qualités nutritives que la répétition incessante des mêmes cultures lui enlevait. L'engrais était pauvre, la terre était pauvre, la récolte ne pouvait être riche.

Pour obvier à ce défaut, l'usage était, comme dans l'antiquité et comme dans les temps modernes, de laisser de temps en temps reposer la terre pour qu'elle se refit, pour qu'elle pût ressaisir au simple contact de l'air les éléments utiles dont elle était appauvrie. Tous les deux ou trois ans, chaque terre était laissée en jachère; elle avait son dimanche, qui était une année de repos. Voici comment l'on procédait d'ordinaire : vous savez qu'on sème le blé en deux saisons différentes, soit en automne, soit après les gros froids de l'hiver, au mois de mars. Le blé de mars qui ne reste que six mois en terre, épuise moins le sol que le blé d'automne qui reste dix mois; mais aussi il arrive souvent qu'il est moins beau, moins abondant. Soit donc un champ quelconque : une première année, on y semait du blé d'automne, et durant dix mois de suite la terre portait dans ses flancs la récolte future. Ce grandiose travail d'enfantement terminé, notre champ se reposait jusqu'au mois de mars suivant, époque à laquelle on y semait du blé de mars, et ainsi s'écoulait la seconde année faite de six mois de jachère et de six mois d'activité. Enfin, la troisième année entière, il était laissé au repos : c'est ce qu'on appelait l'assolement triennal, d'où il résulte qu'en trois ans un champ donnait une fois pleine et entière récolte, une fois récolte probablement de second ordre, et une autre fois ne donnait rien du tout. Ou, en d'autres termes, sur toutes les terres qu'un paysan pouvait cultiver, il n'y en avait qu'un tiers de plein rapport, un autre tiers de moyenne productivité, un tiers enfin de production nulle. Que de demi-valeurs, que de non-valeurs à la fin de l'année! Ces ménagements forcés à l'égard de la terre, cette grande épuisée du Moyen-Age, diminuaient de plus d'un tiers les profits de la culture.

Voilà, messieurs, quels étaient les trois grands vices de l'art agricole de ce temps : peu d'espèces, peu d'engrais, trop de jachères.

En revanche, les instruments agricoles se perfectionnèrent passablement dès le Moyen-Age, et l'on peut dire qu'à ce point de vue, l'agriculture était à peu près aussi avancée au xiv^e siècle qu'il y a cinquante ou soixante ans dans nos campagnes. De l'an 1400 aux environs de l'an 1830, il n'y eut guère de progrès sur ce point, sauf, peut-être, en Angleterre, depuis la fin du xviii^e siècle. Tous les paysans, pas plus qu'aujourd'hui, d'ailleurs, ne possédaient pas de charrues; on considérait que le domaine exigeant le travail d'une charrue devait être au

moins de soixante acres (environ 40 hectares). Or, tous les villageois n'exploitaient pas soixante acres; au-dessous de ce chiffre ils remuaient la terre avec la bêche, et ils sont désignés dans les textes sous le nom de *pauvres laboureurs de bras*. Parfois ils s'associaient à plusieurs pour posséder une charrue en commun. Ces charrues étaient souvent fort bien conditionnées. Les paysans n'hésitaient pas à y atteler des bêtes nombreuses; ici, on y attèle deux bœufs et deux chevaux; les dames de Caen attelaient huit bœufs à chaque charrue; ailleurs on y attelait quatre bœufs et quatre chevaux, même six bœufs et quatre chevaux. En revanche, sur la fameuse tapisserie de Bayeux (il est vrai qu'elle est du ^{xii}^e siècle), on voit une charrue trainée par un seul et pauvre âne. Mais ceci était exceptionnel. Et j'ajoute, pour l'honneur de nos ancêtres, que jamais, à ma connaissance, aucun d'entre eux ne conçut l'idée peu galante d'atteler à sa charrue, comme c'est la mode en Tunisie, le singulier couple de son âne et de sa femme. En général, pour tirer les charrues, les bœufs étaient préférés aux chevaux. Walter de Henley faisait remarquer qu'ils coûtaient moins cher à nourrir, qu'ils étaient plus durs à la fatigue, et que si on les mettait au vert en été, on pouvait, de plus, les vendre pour la boucherie. Les boucheries de cheval, on le voit, n'étaient pas encore inventées. Les chevaux, il est vrai, disait-il, sont plus rapides, et peuvent labourer plus vite; mais à quoi bon? remarquait-il avec toute l'amertume d'un philosophe campagnard sans illusion superflue; les valets, trop paresseux pour les suivre, leur feraient ralentir le pas. — La herse était connue et employée; pas toujours cependant; car, parfois, au lieu de herses, les paysans les moins fortunés employaient une simple échelle, ce qui était assez primitif. — La herse, vous le savez, sert à un double usage: d'abord à ratisser les mauvaises herbes, restées à la surface d'un champ qu'on vient de labourer, ensuite à recouvrir les semences que le paysan, de son pas lent, régulier et grave, vient de jeter à la terre, cette compagne bien-aimée, toujours prête à enfanter pour lui; elle les dérobe ainsi aux corbeaux et à tous les oiseaux qui, sans cela, compromettraient à jamais la récolte. Les oiseaux devaient être bien voraces au Moyen-Age, car sur les miniatures des manuscrits, on voit parfois les cultivateurs suivis de gamins qui, une fronde et des cailloux en main, donnent la chasse aux oiseaux que leur appétit indiscret attire de ce côté. Voilà une précaution qui ne se prend plus aujourd'hui, et quelle que soit l'ardeur que l'on déploie en tous lieux pour tous les genres de sports, ce sport-là n'a pas encore été réorganisé dans les campagnes à l'usage des petits garçons.

On sarclait au Moyen-Age comme de nos jours. Vous savez quel est l'objet de cette opération : elle consiste à arracher à la terre, au moment où la moisson commence à s'épanouir, les mauvaises herbes et tout spécialement les chardons, qui, sans cette précaution, prendraient à la terre le meilleur de son suc nourricier, et étoufferaient la récolte. A cet effet, les travailleurs des champs se servent aujourd'hui de pinces en bois à longs manches, avec lesquelles, sans se baisser, ils saisissent le chardon et l'arrachent. Peut-être cet instrument, d'une conception très simple, était-il connu au Moyen-Age; mais à coup sûr on en connaissait un autre plus compliqué, dont l'existence nous est révélée par une curieuse miniature d'un manuscrit anglais, *le Psautier de Louterel*. Deux femmes sont occupées à sarcler un champ de blé. D'une main elles tiennent une longue fourche en bois dont les deux branches sont très courtes; au moyen de cette fourche, elles saisissent les chardons dont elles coupent la tige avec une petite faucille, disposée au bout d'un manche dont la longueur égale celle de la fourche. Ce procédé avait de graves défauts : s'il était ingénieux, il était compliqué, et surtout s'il permettait de couper les mauvaises herbes, il n'en arrachait pas les racines. Or c'est là le point important : car, tant que la racine reste en terre, le mal est là.

Des autres instruments agricoles, je n'ai rien de spécial à vous dire, ce sont encore les nôtres : la faux et la faucille étaient également connues, et l'on usait tantôt de l'une, tantôt de l'autre, peut-être cependant un peu moins de la faux qu'on ne le fait aujourd'hui. On battait le grain, dans le Nord, à coups de fléau; dans le Sud, sous le sabot des chevaux. Les corbeilles à l'aide desquelles on vannait le grain sont encore en usage dans nos fermes.

Eh bien, Messieurs, reportez-vous, par l'imagination, à cinquante ans en arrière, disons cent ans pour l'Angleterre, avant l'époque où les appareils mécaniques ont fait leur lente entrée dans nos campagnes. Que trouviez-vous alors dans les granges et les écuries? Les mêmes instruments ou peu s'en faut que ceux que je viens de vous décrire. Un laboureur du temps de Charles VI ou de Richard II en savait autant qu'un laboureur du temps de Louis XV. Du *xiv^e* au *xviii^e* siècle, aucun progrès sérieux ne fut réalisé sur ce point.

J'ajouterai même que le paysan du Moyen-Age en savait plus. Ceci vous paraîtra peut-être paradoxal : mais jugez vous-mêmes en possession de quels merveilleux secrets il était, et que nous avons perdus, quelles recettes miraculeuses il possédait pour s'assurer de belles récoltes. Pour cela, il y avait d'abord, à ses yeux, un moyen des plus

efficaces : c'était de ne commencer à labourer qu'après avoir promené trois fois du pain et de l'avoine, avec un cierge allumé, autour de la charrue.

Voilà un genre d'engrais que vous ne soupçonniez pas, j'imagine. De même, pour que les semences fussent meilleures, il savait, à n'en pas douter, qu'il fallait les faire passer par un crible fait d'une peau de loup, et qui ne devait avoir que trente trous; ou bien encore il fallait les faire toucher par l'épaule d'une taupe. Pour éloigner les oiseaux gourmands du champ où ils auraient pu être disposés à faire un repas friand aux dépens de la récolte future, point n'était indispensable de les poursuivre à coups de pierre : il suffisait, et c'était même plus sûr, d'arroser le champ avec de l'eau dans laquelle avaient trempé des écrevisses ou de la corne de cerf, ou bien encore d'écrire çà et là le mot *Raphaël*, ou bien même d'enfouir dans le champ un vase dans lequel était enfermé un crapaud; seulement, n'oubliez pas ce détail, au moment de moissonner, il fallait enlever le vase, autrement le blé aurait eu un goût d'amertume. Il ne suffisait pas de beaucoup récolter, il fallait conserver la récolte, en dépit des insectes et de leur appétit redoutable; pour cela, on plaçait du buis béni sur le fourrage; de même pour tuer les chenilles d'un jardin, il fallait y jeter les os d'une tête de jument; pour empêcher un puits de tarir, il fallait y jeter du pain (voilà qui aurait pu être précieux l'été dernier); pour empêcher les poules de s'égarer, il fallait tracer une croix sur la cheminée. Quand on savait tout cela, on était bon laboureur. Heureux les laboureurs de ce temps! J'ai ouï dire que ces recettes ne sont plus de mode aujourd'hui, tant il est vrai que le scepticisme exerce ses pernicieux effets jusque dans les milieux les plus simples!

Si je m'en tenais là, Messieurs, j'omettrais l'un des plus importants chapitres de l'histoire de l'art agricole au Moyen-Age : je veux parler du chapitre pour l'élevage. L'élevage, en effet, fut toujours considéré au Moyen-Age comme l'une des parties les plus importantes de l'économie rurale. « Si votre terre est bien garnie de bétail, » disait Walter de Henley, « elle vous rapportera trois fois plus que si vous vous contentez de la cultiver. » Sur les terres ecclésiastiques, il y avait, parfois, un véritable luxe de bétail : les Templiers, dans leurs cinq maisons du bailliage de Caen, en 1307, avaient soixante-seize chevaux, cent vingt-sept têtes à cornes, quinze cent soixante-douze bêtes à laine, cent soixante-dix-huit cochons; sur tel domaine, on trouve cinq cents brebis et quatre cents agneaux; sur tel autre, deux cents porcs, trente à quarante vaches. Les bêtes normandes étaient célèbres dès le ^{xii}^e siècle.

cle; en 1346, Froissard dépeint le Cotentin comme gras, plantureux, couvert de chevaux, et des bœufs les plus beaux du monde. Dès cette époque, la réputation du pré-salé était bien établie. Mais, nulle part, l'élevage n'était plus abondant qu'en Angleterre. L'Angleterre, en effet, qui évoque aujourd'hui l'idée d'un pays exclusivement industriel et commerçant, l'image d'une immense galerie des machines où l'on entend perpétuellement le ronflement des roues d'acier et des lanières de cuir, dont les innombrables cheminées crachent tant de fumée que l'air des villes en est obscurci, dont les docks reçoivent en entrepôt les marchandises du monde entier, l'Angleterre n'est, au Moyen-Âge, qu'un pays producteur de matières premières, c'est-à-dire fournies par la terre, à peu près comme l'Australie pastorale de nos jours, un pays agricole, et tout spécialement un pays d'élevage. L'Angleterre avait à peu près le monopole de la production de la laine en Europe; elle en importait en Flandre des cargaisons si énormes, que les Edouard et les Henri ont pu soutenir de grandes guerres continentales à l'aide de taxes mises à l'exportation des laines. La reine Mathilde se vantait que dans un de ses châteaux, cent des plus vigoureux seigneurs d'Angleterre pourraient se défendre en usant de ses fromages en guise de projectiles, et que jamais les munitions ne leur feraient défaut. Du temps de Richard II, une autre grande dame du nom de Mathilde, femme de Guillaume de Briouse, présenta un jour à la reine trois cents vaches et un taureau, tous blancs avec des oreilles rouges; un autre jour elle gagea avec Beudoin, comte d'Aumale, qu'elle avait bien treize mille vaches à lait. (Il n'y a pas que la Gascogne qui produise des Gascons.) On élevait dès lors les mêmes espèces qu'aujourd'hui, grand bétail, petit bétail, animaux de basse-cour, sauf le dindon qui nous vint plus tard d'Amérique, la pintade et le cochon d'Inde. Les lapins aussi étaient plus rares qu'aujourd'hui : au ^{xiii}^e siècle, un lapin coûtait le tiers du prix d'un bouc; au ^{xiv}^e siècle, un lapin était considéré comme équivalent à une oie. Des éleveurs s'essayaient déjà, non sans succès, aux croisements de races, et l'on introduisait en Normandie des chevaux arabes, des moutons d'Espagne et d'Angleterre.

Malheureusement, il arrivait de temps à autre que de formidables fléaux venaient décimer ces troupeaux dont les grands seigneurs se montraient si fiers : ces fléaux, c'étaient des épizooties. On était impuissant à les combattre, car l'art vétérinaire était encore dans l'enfance. C'étaient les maréchaux-ferrants qui, en général, faisaient fonction de vétérinaires, et leur science se bornait le plus souvent à donner des pointes de feu et à saigner. Il est vrai que, s'ils ne possédaient pas

tous nos remèdes, ils en connaissaient d'autres qui, depuis, je ne sais pourquoi, ont perdu quelque peu de leur vertu curative : ainsi, ils recommandaient bien de faire sortir les veaux à reculons quand on les séparait de leur mère; pour guérir un agneau du bouchet, on prenait un bâton de sureau qu'on fendait en croix, qu'on mettait dans la bouche de l'animal, et qu'on déposait ensuite en un lieu sec : à mesure qu'il séchait, l'animal devait guérir ! Guérissait-il toujours ? Jugez-en vous-mêmes : en 1280, les animaux d'Angleterre tombèrent malades de la peste; cette peste se prolongea deux ou trois siècles avec des alternatives d'extrême violence et de modération relative. Ce fut une consternation générale parmi tout le peuple : en 1348, en un seul lieu, il périt cinq mille moutons. Un historien a dressé la liste des pertes subies dans un manoir au cours du xiv^e siècle; en une seule année, que je prends au hasard, il constate la mort de treize bêtes à cornes, de soixante-neuf moutons, de trente-quatre porcs, de quatre ruches d'abeilles. En 1384, dans ce manoir, les pertes sont si formidables qu'on élit des *cadaveratores*, des *cadavreurs*, à charge d'enterrer les victimes et de tirer parti des carcasses. Ces épizooties consternaient les populations, qui voyaient dans cette épreuve la main de Dieu appesantie sur elles. Il est vrai que les paysans faisaient tout ce qu'il était en eux pour propager le mal : ou bien ils vendaient ces bêtes malades à vil prix ou bien ils les abattaient, et servaient la viande à leurs ouvriers : « Si une des bêtes meurt, dit Walter de Henley, trempez la viande de l'aurore jusqu'à trois heures; puis, faites-la égoutter, saler et sécher : cela servira pour vos ouvriers ». Un écrivain postérieur est de sens plus pratique encore; il conseille de tuer les sujets malades, de les saler et de les réserver pour l'exportation : ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Angleterre réserve au continent ses faveurs les plus précieuses.

C'est à peu près ce que j'avais à dire sur la culture proprement dite et l'élevage. Mais, il y a bien d'autres parties encore dans l'art agricole, et je n'en finirais pas, si je les voulais toutes passer en revue. Je voudrais seulement ajouter quelques mots sur la fabrication des boissons. Le vin se fabriquait un peu partout, partout du moins où il était possible de faire pousser la vigne, même au nord de la France, par exemple. Faut-il en conclure, comme on l'a fait souvent, que le climat européen a dû, depuis cette époque, subir un refroidissement ? Je ne le pense pas. Il serait encore possible aujourd'hui de fabriquer du vin dans le nord de la France, mais comme la récolte serait peu abondante et mauvaise, et que les vins du Midi, de meilleure qualité et à meil-

leur compte, pénétrèrent partout sans grands frais de transport, on se dispense de se donner cette peine inutile, et l'on consacre son travail et son terrain à des cultures plus fructueuses, ou bien à produire des boissons de consommation populaire, telles que le cidre ou la bière dont le sol fournit les éléments avec abondance. Il n'en était pas de même au Moyen-Âge : les moyens de communications étaient peu développés; les péages, les guerres paralysaient à tout instant le commerce; il fallait produire sur place ce que l'on ne pouvait pas toujours faire venir de loin. D'ailleurs, ne vous faites point d'illusion sur la valeur de ces vins du Nord au Moyen-Âge : le petit-bleu de Suresnes ne vous donne probablement qu'une idée atténuée de leur douceur, et nos ancêtres, qui n'avaient cependant ni le palais ni l'estomac bien délicats, qualifiaient le jus de la vigne cultivée dans les zones septentrionales avec une énergie qui ferait envie à l'école naturaliste : ils appelaient le vin d'Avranches le vin *tranche-boyau*, et le vin de Laval, le vin *rompt-ceinture*. Et pourtant, les paysans de ce temps étaient de très malins vigneron; ils recouraient encore à des moyens surnaturels pour s'assurer de bonnes cuvées, pour forcer, si je puis ainsi dire, le vin à être bon : la vigne devait être plus féconde si on la taillait avec une serpe enduite de graisse d'ours, et si le vigneron était couronné de lierre; pour empêcher le vin de se gâter, il était un moyen sûr : il fallait, quand on mettait la vendange dans la cuve ou le vin dans le tonneau, répéter : « Saint-Martin bon vin »; il fallait planter un couteau de fer entre le bois et le premier cercle de la cuve ou du tonneau; il fallait enfin écrire sur le tonneau : *Gustate et videte, quod bonus est Dominus* (Goûtez et voyez que le Seigneur est bon). Si, avec tout cela, les vins du Nord restaient néanmoins peu savoureux, c'est que probablement le soleil y mettait de la mauvaise volonté, et que le climat de ce temps n'était pas plus propice que le nôtre à la culture de la vigne.

En d'autres régions, on fabriquait de la bière, mais de la bière sans houblon, faite d'avoine, d'orge, de froment; pour atténuer la fadeur de cette mixture, on y versait des épices.

Quant au cidre, bien que connu dès l'époque mérovingienne, il fut longtemps de qualité inférieure et d'usage restreint. — Dans les vies de saints, le fait de boire du cidre était considéré comme une preuve d'austérité, de mortification : « Il buvait du cidre », écrivait-on de saint Guingalve. En Normandie, au ^x^e siècle, on buvait, non du cidre, mais de la bière. C'est au ^{xv}^e siècle seulement que l'art de fabriquer le bon cidre se répandit en Normandie. A la fin du ^{xiii}^e siècle, Guillaume le

Breton chantait les fruits rouges du pommier et le cidre mousseux de la vallée d'Auge. Mais, longtemps, le cidre ne fut pas la boisson commune. A Caen, en 1371, on vendait trois fois plus de vin que de cidre. C'est au *xiv^e* siècle seulement que l'usage de cette boisson devint tout à fait général, et Julien de Paulmier, qui écrivait au *xvi^e*, disait que partout, dans les monastères, dans les châteaux, on trouvait encore les vestiges des anciennes brasseries. Ce n'est que peu à peu que le cidre de Normandie, si gai, si franc, et si sain, a conquis sa glorieuse réputation.

Et maintenant, Messieurs, pour couronner cette rapide esquisse de l'art agricole au Moyen-Age, il resterait à se demander ce que la culture rapportait en somme, quel était le rendement de la terre en ce temps. Oh ! rassurez-vous ; je n'étalerai pas devant vos yeux les chiffres, les statistiques qui ont été dressées, et dont j'ai collationné une partie sur cet aride sujet. Je ne veux vous apporter ici qu'une conclusion. Cette conclusion, vous la prévoyez sans doute, car elle ressort avec évidence de tout ce que je viens de vous dire : c'est que le rendement des terres au Moyen-Age, toutes conditions égales, d'ailleurs, était très inférieur à ce qu'il est aujourd'hui ; le froment, dans les bonnes terres, devait donner cinq fois la semence ; le seigle, sept fois ; l'avoine, quatre fois ; encore était-ce là un idéal, et vous savez quelle distance il y a de l'idéal au fait. C'est peu. Aujourd'hui, ces chiffres, dans les bonnes années, sont doublés, triplés même, quand le cultivateur est un agronome instruit. On a calculé, qu'en moyenne, à cette époque, une bonne récolte équivalait à une récolte médiocre de nos jours. Ajoutez à cela qu'un an sur trois chaque terre restait en friche ; qu'il fallait chaque automne abattre une partie des animaux de ferme qu'on ne pouvait nourrir pendant l'hiver, quitte à saler la viande et à la vendre peu à peu, et vous comprendrez sans peine que l'agriculture de ce temps payait fort peu l'agriculteur ; il suffisait d'une simple élévation du prix de la main-d'œuvre pour réduire le bénéfice à néant.

Et cependant il allait toujours, le laboureur de ce temps. — Pierre le Laboureur, comme on disait en Angleterre, Jacques Bonhomme, comme on l'appelait en France, infatigable, insensible aux privations, parfois découragé ou furieux, le plus souvent joyeux et plein de vie ; sans rancune pour ce sol qui, malgré tant de peines lui donnait si peu, amoureux de cette terre, son immortelle compagne, qu'il possédait de père en fils, et qu'il rêvait déjà peut-être, dans les longues soirées d'hiver, auprès du foyer de famille, à la lueur pâle du feu, d'avoir un

jour à lui tout seul. Ce jour était bien éloigné encore : cette terre, il la possédait, mais il n'en était pas le propriétaire ; il en devait la rente à son seigneur. Qu'était cette rente ? A quoi s'élevait-elle, et que lui restait-il de son revenu annuel, une fois qu'il l'avait acquittée ? C'est ce que nous étudierons ensemble, si vous le voulez bien, lundi, dans notre prochaine réunion.

ANDRÉ RÉVILLE,

Agrégé d'histoire, archiviste-paléographe,
Professeur d'histoire du travail à l'Hôtel-de-Ville
de Paris.

Un Laboratoire de Sociologie.

Dans un de nos premiers articles publiés par la *Revue Internationale de Sociologie*, nous écrivions que « les écoles des sociologues devraient se transformer en laboratoires ». Hélas ! les écoles des sociologues sont bien peu nombreuses encore ; et, malgré les efforts faits de divers côtés depuis peu d'années, le nombre des cours consacrés à cet enseignement est faible, le nombre des conférences ou des séminaires rattachés à ces cours est infime. Parler de la transformation d'une institution à peine née, paraîtrait donc une folie. Peut-être, cependant, en y réfléchissant, trouverait-on qu'il est plus facile de remettre dans la bonne voie une création récente, que de le faire lorsqu'elle a déjà atteint l'âge adulte. Mais, après tout, ce qui existe, en fait de cours, de conférences et de séminaires sociologiques, a du bon. Les diverses institutions déjà fondées dans cet ordre d'études sont appropriées aux besoins locaux et aux ressources locales. Aussi ne proposerons-nous pas d'y toucher. Ce que nous voudrions voir créer est autre chose qu'elles. Si le projet en peut être réalisé, elles auront elles-mêmes à examiner plus tard si elles doivent s'inspirer de cette organisation nouvelle.

La création que nous appelons de nos vœux, est celle d'un *laboratoire de sociologie*. Il y a contre elle une première objection : le mot de laboratoire, en matière sociale, étonne et effraie. Ce n'est là, sans doute, qu'une question de terminologie. Mais on sait que de semblables questions ont, pour beaucoup d'esprits (superficiels sans doute), une importance capitale. Le mot même de « sociologie » n'a-t-il pas eu de grandes

difficultés à s'acclimater? N'a-t-il pas longtemps nui au succès de la science nouvelle qu'il désignait? Pour le mot de laboratoire, on voit tout de suite ce que certaines gens lui reprocheront. Il rappelle les termes usités dans les sciences physiques et les sciences naturelles; il ne peut donc, en induit-on, être adopté que par ceux qui veulent assimiler à ces études celle des faits sociaux; mais les « sciences morales » n'ont-elles pas un caractère tout différent de celui des sciences de la nature! Les lecteurs de cette *Revue* savent déjà ce que nous pensons de semblables objections. Oui, les sciences sociales sont distinctes des sciences biologiques, mais comme le complexe est distinct des simples qui le forment. Entre celles-là comme entre ceux-ci, il y a continuité, non abîme. Les procédés d'investigation varient, avec la complexité de l'objet à connaître. Mais le principe général de la méthode reste le même, et peut toujours se formuler en ces termes : observer, expérimenter, classer, induire, et quelque fois déduire. Aussi n'aurons-nous, pour notre part, nulle répugnance à dire que les laboratoires de sociologie devront — dans une certaine mesure, bien entendu — prendre pour modèle les laboratoires des physiciens et des naturalistes. Leur assigner le même procédé *général*, ce n'est pas d'ailleurs les condamner à une imitation servile. Car d'abord ces laboratoires où travaillent les hommes qui s'adonnent aux sciences, dites positives, sont très différents les uns les autres. Celui du chimiste, avec ses cornues, ne ressemble pas à celui du physicien, avec ses machines. L'anatomiste, qui dissèque, procède autrement que le physiologiste, qui expérimente. Même la méthode de dissection varie avec les sciences : ce n'est pas du tout la même chose de faire des coupes ou des sections dans un animal vivant, dans une plante, dans un fossile ou dans un minéral. L'observatoire de l'astronome, la clinique du pathologiste, l'officine du pharmacien, sont tous aussi, en un sens, des laboratoires : ressemblent-ils pourtant aux précédents? Le laboratoire du sociologue différera peut-être davantage de chacun de ceux-là qu'ils ne diffèrent les uns des autres. Mais il se rattachera à la même préoccupation, celle d'étudier la nature par les procédés difficiles, mais éprouvés et sûrs, de la science positive. C'est assez, croyons-nous, pour justifier son nom.

Qu'on ne l'oublie pas, d'ailleurs. Certaines sciences sociales particulières, plus voisines que toute autre, par leur objet, des sciences naturelles, ont déjà constitué des laboratoires de recherche. A Paris, il existe deux laboratoires d'anthropologie, l'un au Muséum d'Histoire

naturelle (1), l'autre à l'École des Hautes-Études et à côté de l'École d'Anthropologie, sans compter le service d'identification anthropométrique de la préfecture de police (3). C'est aussi de l'École des Hautes-Études que relève le laboratoire de psychologie expérimentale, installé dans les bâtiments de la Sorbonne (4). La géographie possède, à la Faculté des Lettres, une installation assez analogue. L'archéologie se traite à l'École du Louvre, la paléographie à l'École des Chartes et à l'École des Hautes-Études, dans des conditions qui rappellent celles des laboratoires. Au Musée d'ethnographie du Trocadéro, au Musée Guimet pour l'histoire des religions, les travailleurs peuvent assister à des conférences, accompagnées de démonstrations faites sur les pièces des collections. Le futur laboratoire de sociologie que nous voudrions voir, lui aussi, placé à Paris, centre le plus important aujourd'hui des études sociologiques — sauf à être ensuite imité ailleurs — le futur laboratoire de sociologie, disions-nous, pourrait profiter de tous ces exemples, et il serait, d'une certaine manière, une extension de toutes ces institutions.

Cependant il aurait son originalité, son caractère bien distinct, par le fait même de la nature synthétique des études qu'il embrasserait. C'est toujours à ce caractère synthétique qu'il faut en revenir quand on veut définir les œuvres de la sociologie générale. Et c'est, cette fois encore, une pensée d'unification, de rapprochement, qui a présidé à l'élaboration du présent projet. Il existe de par le monde un assez grand nombre de personnes qui étudient la sociologie. Il en existe une certaine quantité dans une même grande ville, à Paris notamment. Mais, sans s'ignorer les unes les autres, elles ne songent pas, ou songent trop peu, à solidariser leurs efforts. Chacun travaille chez soi et pour soi. Que s'en suit-il ? C'est que chacun travaille sur des matériaux incomplets, et ne peut dès lors aboutir qu'à des résultats forcément imparfaits. Un homme isolé, si riche qu'on le suppose, ne peut pas avoir tous les livres, tous les documents, toutes les collections, tous les instruments qui sont nécessaires au sociologue ; si actif qu'on l'imagine, il ne peut pas non plus, par ses seuls efforts, faire à la fois

(1) M. E.-T. Hamy, directeur ; M. R. Verneau, assistant.

(2) M. J.-V. Laborde, directeur ; M. L. Manouvrier, chef des travaux pratiques.

(3) M. Alphonse Bertillon, directeur.

(4) M. Beaunis, directeur ; M. Al. Binet, directeur-adjoint ; M. Ch. Henry, maître de conférences.

le travail de l'analyse et celui de la synthèse, lire en prenant des notes, observer en dessinant, mesurer, expérimenter, rapprocher les faits similaires et conclure. Chacune de ses diverses opérations, qui sont indispensables à qui veut étudier une société donnée ou même le plus minuscule fragment d'une société, ne peut être faite que par un individu distinct; et leur ensemble, par suite, exige le concours d'un groupe de travailleurs. Le service que rendrait le Laboratoire de Sociologie serait d'abord celui-là : il rapprocherait les moyens de travail, il rapprocherait les travailleurs eux-mêmes. Il y a là un double ordre d'idées sur lequel il faut insister quelque peu.

Parlons d'abord du groupement des hommes. Il est encore plus important, suivant nous, que le groupement des instruments. Car, pour la confection de la sociologie, un ensemble de chercheurs animés de l'esprit scientifique et d'accord entre eux pour se diviser la tâche, fussent-ils peu fournis de livres et d'appareils, vaudrait mieux (s'il fallait choisir) qu'un unique travailleur muni des documents les plus rares et des engins les plus perfectionnés. Tous ceux-ci, en effet, ne sont que des moyens d'aider l'esprit dans sa recherche; ce qu'il faut, d'abord, ce sont des esprits, ayant le goût de la science, et, en particulier, dans notre hypothèse, le goût de la sociologie. Ces derniers ne manquent pas, nous l'avons dit, même dans l'intérieur d'une seule ville : nous en pourrions citer un assez bon nombre au besoin. Qu'ils ne se fréquentent pas davantage les uns les autres, cela est à peine concevable. Car, précisément, la science qu'ils cultivent avec prédilection, la sociologie, a pour premier principe que l'homme isolé est bien peu de chose — sinon rien — et que le groupe, l'association, est presque tout, dans le domaine du moins de la vie humaine. Or, ce principe n'est pas moins vrai en ce qui concerne l'activité mentale et scientifique qu'en ce qui touche à l'activité matérielle et économique. Aussi, personnellement, dès que nous l'avons pu, nous sommes-nous efforcé de réagir contre cet isolement des sociologues. La publication de la *Revue Internationale de Sociologie*, puis la fondation de l'Institut international de Sociologie ont eu, entre autres, ce but. Mais elles n'ont pu, comme on le comprend, l'atteindre qu'incomplètement. La *Revue* ne groupe les sociologues qu'en tant qu'auteurs et lecteurs : c'est seulement tous les mois que, grâce à elle, ils communiquent, et encore par les yeux seulement. L'Institut les convie à un congrès annuel, où ils peuvent produire le résumé de leurs patientes recherches; là, pendant quelques jours, on discute, on se combat, on s'accorde, on prend contact en un mot; mais,

au bout d'une semaine, il faut se séparer, et les congressistes se dispersent aux quatre coins de l'univers. Le laboratoire, lui, serait, en quelque sorte, une réunion permanente des sociologues. Il aurait, d'abord, le même grand avantage que le congrès : il permettrait aux sociologues de se mettre en relation *verbale* les uns avec les autres, de se rencontrer, d'échanger des idées en un local spécialement destiné à cette intention, où ils ne gêneraient personne et ne seraient gênés par personne. Comme le congrès, il serait international, c'est-à-dire ouvert aux travailleurs de toutes les nations — ainsi que le sont déjà, si libéralement, les cours, conférences et laboratoires des Facultés françaises. Il serait même plus largement ouvert que ce congrès. Celui-ci, s'il accepte tous les auditeurs de bonne volonté, n'admet, en revanche, à la parole, que les membres et associés de l'Institut international de Sociologie, c'est-à-dire des travailleurs ayant fait leurs preuves. Mais le laboratoire, lui, admettrait tout aussi bien des étudiants, des débutants : il leur permettrait de s'instruire au contact des maîtres et des chercheurs plus avancés, de pénétrer même dans la familiarité de ceux-ci, et par là il établirait, entre toutes les générations de travailleurs, cette association sans laquelle il n'est pas de progrès possible. *Lieu de réunion*, il pourrait, au besoin, devenir un *lieu de conférence*, où les plus instruits exposeraient aux autres les résultats de leurs efforts, et un centre de discussions contradictoires, où ces résultats seraient passés au crible de la critique. Il servirait aussi, si l'on peut ainsi dire, de *lieu d'abri* aux étudiants en sociologie. Il leur offrirait à tous la table de travail, avec (nous allons y revenir) les moyens de travail. Et ce n'est pas si peu de chose qu'on le croit. Car, matériellement, plusieurs d'entre eux sont dans l'impossibilité de se les procurer par eux-mêmes, avec leurs modestes ressources; d'autres, qui le pourraient, et souvent le souhaiteraient, n'ont pas le courage de le faire, et préfèrent perdre leur temps à des futilités qu'à un labeur dont les préparatifs seuls demanderaient déjà de l'initiative. Le laboratoire suppléerait à la gêne des uns et à l'indolence des autres : il réunirait les bonnes volontés impuissantes des premiers, aux bonnes volontés indolentes des seconds, et il les ferait tourner toutes au profit de la science. Une fois assemblés, tous ces jeunes gens ne pourraient guère, sauf les moments (utiles aussi) de discussion, que se mettre à la tâche, au labeur le plus souvent collectif. Et le laboratoire serait ainsi, pour eux, ce qu'il doit être avant tout, un *lieu de recherche*.

Mais, pour cela, il est nécessaire qu'il soit convenablement outillé. C'est ici le second point que nous indiquions tout à l'heure. Le personnel des travailleurs ne suffit pas, il faut encore le matériel du travail. En quoi celui-ci doit-il consister?

Pour le dire, il faut d'abord savoir si le laboratoire sera unique ou multiple. On peut concevoir, et nous comptons en donner prochainement le plan, une Faculté des Sciences Sociales comportant de multiples chaires, chacune vouée à l'étude d'une fraction définie de la vie sociale. Dans ce cas, il serait nécessaire que, auprès de chacune de ces chaires, il existât un laboratoire spécial, comme il en existe un auprès de chacune des chaires de physique, de chimie et de biologie dans nos Facultés des Sciences. La réalisation d'un semblable vœu serait, certainement, la plus conforme aux légitimes exigences du développement des sciences sociales. Malheureusement, on peut craindre qu'elle se fasse encore attendre un certain temps. Il paraît, dès lors, assez sage de commencer par la création d'un laboratoire de sociologie unique et central, sauf à voir ensuite multiplier les créations de ce genre. Qu'on ne s'inquiète pas, d'ailleurs, de ce qu'il deviendrait au cas où une organisation complète de l'enseignement sociologique se trouverait possible. Dans cette hypothèse, en effet, ou bien les éléments de ce laboratoire serviraient à constituer le premier fonds de ceux qui seraient attachés aux chaires où s'enseigneraient les diverses sciences; ou bien, ce qui, sans doute, vaudrait mieux, il demeurerait lui-même en son intégrité et se verrait relié à une chaire de sociologie générale, laquelle serait comme le centre et le noyau de la naissante Faculté. Raisonnons donc en vue d'un laboratoire unique, seul desideratum qui semble immédiatement réalisable, et voyons comment il faudrait l'aménager.

La première chose à y mettre, ce seraient des livres. Sans doute, on en trouve déjà beaucoup dans les bibliothèques ouvertes aux travailleurs, à Paris notamment. Mais on peut constater, d'abord, que celles-ci ne renferment pas tout ce qu'on y voudrait voir : pour ne citer qu'un exemple, des collections de revues ethnographiques très précieuses et très connues ne se trouvent, à Paris, dans aucune bibliothèque de l'État, mais seulement dans celles de certaines sociétés privées, accessibles aux seuls membres de ces associations. En second lieu, les livres ne sont pas, dans ces bibliothèques publiques, rangés le plus souvent avec un ordre parfait. Nous savons bien que les exigences du format et de la date d'entrée des volumes s'y opposent dans une large mesure. Mais alors il faudrait qu'un catalogue analytique

fort bien dressé suppléait à ces inconvénients, et c'est ce qui n'a pas lieu. Pour une collection d'ouvrages sociologiques, l'ordre à suivre est fort simple. Il est rigoureusement parallèle à la division de la science même, que nous avons établie dans nos précédents travaux. D'une part, doit être placé ce qui touche à la sociologie descriptive : une à une, les sociétés humaines seront passées en revue, chacune dans le détail de ses formes (territoire, races, population, organes et tissus sociaux) et de ses fonctions (vie économique : production, circulation, répartition, consommation des richesses ; vie génésique et familiale ; vie de relation : faits esthétiques, religieux, intellectuels, moraux, juridiques, politiques). De l'autre côté seront mis les ouvrages de sociologie comparée, qui, reprenant un à un chacun de ses éléments de la structure et de la vie sociale, les étudieront dans l'ensemble des sociétés (géographie, anthropologie, démographie, organologie et histologie sociales comparées ; science comparative des phénomènes économiques, domestiques, esthétiques, religieux, etc.). Enfin, dans des rayons distincts, devront être placés ceux qui traitent de l'art social et de la pratique sociale, divisés eux-mêmes, du reste, suivant des principes identiques. Ce classement méthodique des ouvrages — dans les rayons, si faire se peut, et à tout le moins dans un catalogue analytique — facilitera singulièrement les recherches. En dernier lieu, une autre supériorité de cette bibliothèque du laboratoire sur nos bibliothèques publiques, sera la faculté qu'elle donnera aux lecteurs de chercher eux-mêmes les volumes dont ils auront besoin, comme cela se fait dans les bibliothèques attachées aux laboratoires des sciences physiques et naturelles, et même, à la Faculté des Lettres de Paris, dans la collection mise à la disposition des étudiants sous le nom de « bibliothèque Albert Dumont ». Il est vrai que cette liberté devient, pour diverses raisons, plus difficile à maintenir quand le nombre des livres croît beaucoup. Mais, lorsque cette croissance sera suffisante, on pourra justement songer à doubler, à diviser le laboratoire et sa bibliothèque. Et ce n'est pas là, il faut le reconnaître, un danger dont l'imminence soit fort à craindre.

À côté des livres, il faudra, dans le laboratoire, faire une place à des documents d'une autre nature, à des documents graphiques. Les atlas géographiques, les tables et les atlas statistiques, s'y devront abondamment rencontrer. Il sera aussi fort utile d'y avoir des représentations directes des hommes et des choses appartenant aux diverses sociétés : des photographies d'individus des différentes races, des plans de leurs maisons et de leurs villes, des dessins de leurs instru-

ments, etc. Il n'y aurait même qu'avantage, si cela était possible, à voir tous ces éléments de la vie sociale reproduits par des peintures, des statuettes, des réductions architecturales ou des moulages, comme l'on en trouve dans nos divers musées ethnographiques. Toute figuration d'une forme sociale ou d'un fait social par l'art humain est, à ce point de vue, précieuse.

Mais, plus précieux encore, évidemment, sont les produits spontanés de la vie sociale, réunis en collection. Si l'on pouvait recueillir une quantité suffisante des aliments, vêtements, meubles, parures, armes, instruments de tout genre, dont se servent les nations, cela vaudrait mieux que d'en avoir la description ou la reproduction. Et de même il serait préférable de posséder une case de sauvage (comme on en voit notamment une, provenant des Fuégiens, au Trocadéro), ou des spécimens authentiques de l'art grec (comme le Louvre en renferme), que de se borner à des réductions de l'une ou des autres. En les examinant, le sociologue prendrait un contact presque direct avec ces civilisations éloignées de lui par le temps ou l'espace. Seulement, la place de semblables collections est-elle bien dans le laboratoire de sociologie? N'avons-nous pas déjà d'admirables galeries, au Muséum d'histoire naturelle et à l'École d'Anthropologie, au Musée du Trocadéro, au Louvre, à Saint-Germain, au Musée d'Artillerie, etc... qui rendent à la fois difficile et inutile la constitution de toute collection analogue? Il faut s'entendre. Nous croyons, bien évidemment, qu'il serait puéril de dédaigner l'immense travail, souvent si fructueux, qui a présidé à l'organisation de ces belles galeries. Mais, d'abord, on peut trouver que, dans nombre de cas, elles ont été disposées plutôt pour le plaisir du visiteur que pour l'instruction du savant. Lorsqu'un jour existera une Faculté complète des sciences sociales, la question se posera de savoir s'il ne convient pas de rattacher à ses différentes chaires les diverses collections publiques qui possèdent des objets de fabrication humaine. Nous verrions, par exemple, sans aucun regret, les collections d'ethnographie océanienne, au lieu d'être dispersées dans trois ou quatre musées, réunies en un bâtiment unique, placé sous la direction du professeur chargé d'étudier et d'exposer la structure et le fonctionnement des sociétés de l'Océanie; et de même pour les collections d'ethnographie africaine, américaine, etc.; tout ainsi qu'actuellement chacune des grandes collections biologiques du Jardin des Plantes est administrée par l'un des professeurs du Muséum d'Histoire naturelle. Seulement ceci, encore une fois, n'est pas immédiatement possible. Nous plaçant dans l'hypothèse, plus aisément réalisable, d'un premier et unique laboratoire de

sociologie, devons-nous conclure qu'il doit renfermer des collections? Nous pensons qu'il lui serait utile d'en posséder au moins des synthétiques. Il pourrait grouper des pièces typiques, faciles à trouver, en assez petit nombre d'ailleurs pour chaque civilisation. Celles-ci, réunies au laboratoire, permettraient à l'étudiant de se faire une première vue, très générale, des sociétés les plus importantes, dont il irait ensuite étudier le détail dans les divers musées existants. D'autre part, étant rapprochées les unes des autres, elles lui permettraient aussi de faire immédiatement des comparaisons utiles et intéressantes, de se former une idée d'ensemble de l'évolution d'un type donné d'instruments ou de produits, ce qui n'est guère facile dans nos grands musées analytiques. Mais, à supposer même que l'on conclue contre la réunion de collections (même sommaires) dans le laboratoire, celui-ci aurait au moins l'avantage de renseigner les étudiants en sociologie sur les collections placées ailleurs, sur leur composition, leurs moyens d'utilisation. La direction du laboratoire les y enverrait certainement travailler, en les mettant en rapport avec les conservateurs de ces musées. Elle pourrait peut-être les y guider elle-même, leur faire par avance un exposé de ce qu'ils auraient à y chercher, ou leur faire faire après coup un résumé de ce qu'ils y auraient trouvé. Elle aviserait, en un mot, à ce qu'ils puissent utiliser au mieux de leurs besoins ces merveilleuses collections, dont nombre d'entre eux, malheureusement, ignorent aujourd'hui jusqu'à l'existence.

Ce que nous venons de dire des collections pourrait presque se répéter des instruments. La présence des instruments est ce qui semble caractériser un laboratoire. Et l'on nous objectera peut-être qu'on ne voit pas de quels instruments matériels se servent les sciences sociales. Pour répondre, il nous suffirait de citer les appareils de mesure des géographes et ceux qu'ils utilisent pour le dressage des cartes ou la construction des globes; les instruments avec lesquels l'anthropologiste mesure les dimensions des diverses parties du corps humain; ceux dont le psychologue se sert pour nombrer l'intensité et la durée des sensations; la machine à calculer des statisticiens, etc... On voit donc que, si on voulait réunir dans notre laboratoire les divers appareils utiles aux sciences sociales, ce serait la besogne qui manquerait le moins vite. Mais quoi! ces différents instruments se trouvent déjà colligés par les spécialistes: les premiers, par les topographes et cartographes; les seconds et les troisièmes, dans les laboratoires, précités, d'anthropologie et de psychologie expérimentale; les derniers, à l'Office du travail et du Bureau de la statistique municipale de Paris. Est-il donc

nécessaire qu'on les retrouve au laboratoire de sociologie générale? On pourrait y placer les plus indispensables, les plus fondamentaux de ces appareils de toute espèce. L'étudiant qui débute s'y essaierait à les manier, sauf à passer ensuite dans les laboratoires spéciaux pour se perfectionner dans leur emploi et le compléter par celui des instruments d'usage moins fréquent. Le seul fait de s'être servi, par exemple, de la toise et du compas pour prendre les mesures anthropologiques les plus communes lui aurait déjà révélé bien des choses avant qu'il ne quittât le laboratoire de sociologie générale. Mais, encore une fois, si l'on ne veut pas qu'il en soit ainsi, si (faute de fonds, par exemple) on ne peut placer dans ce laboratoire aucun instrument, eh bien! il rendra au moins le grand service d'apprendre à ceux qui le fréquenteront où ils pourront trouver ces appareils, de les engager à aller s'en servir, de les diriger dans l'emploi qu'ils en feront, de recueillir au besoin pour les synthétiser, en vue de conclusions d'une portée sociale très générale, les données qu'ils auront acquises par leur maniement.

Et maintenant, ce laboratoire, que nous supposons outillé comme il vient d'être dit, de quelle manière va-t-il fonctionner? Ce qu'on pourra y faire est multiple, et les services qu'il rendra sont d'espèces assez distinctes.

D'abord, par la concentration des ouvrages et des revues de science sociale, il permettra d'accomplir un travail de dépouillement bibliographique des plus précieux. Deux choses sont à faire, à cet égard : 1^o résumer ce qui est déjà acquis à la sociologie ; 2^o suivre ses progrès de chaque jour. Pour le premier point, on concevrait très bien que les élèves du laboratoire fissent des abrégés d'études parues sur les principales questions sociologiques : évolution de la famille et de la nation, évolution économique, évolution mentale sous toutes ses formes, etc... Ces abrégés seraient, soit conservés au laboratoire comme documents que les travailleurs viendraient y consulter, soit (ce qui vaudrait mieux) publiés en une collection spéciale. Pour le second point, des fiches seraient constituées, comme résultat du dépouillement de tous les livres et périodiques nouveaux apportant quelque contribution à la science sociale. Elles pourraient, elles aussi, être publiées, soit dans une Revue déjà existante, soit dans la collection spéciale du laboratoire. L'idée de ce dépouillement des ouvrages nouveaux avait été lancée, il y a un an environ, par l'Office de bibliographie sociologique de Bruxelles. Notre conception diffère de la sienne en ce qu'il vise surtout les études d'art et d pratique sociales, tandis que

nous songeons surtout à celles de science sociale proprement dite. En un sens, la nôtre est plus large, puisque ce dépouillement des études sociologiques nouvelles devrait être, suivant nous, précédé (ou, si l'on veut, accompagné) d'un travail tendant à fournir un résumé de toute la science sociologique antérieurement constituée.

Mais toutes ces recherches dans les livres et les revues ne peuvent valoir l'étude directe de la vie sociale. C'est surtout le grand livre de la nature qu'il faut déchiffrer. Le laboratoire, ici encore, aura son utilité. Sa direction en initiera les élèves à la méthode des recherches sociales, par des conférences qu'elle leur fera, et par des enquêtes qu'elle les mènera faire. On sait que, dans l'école de Le Play, ces enquêtes ont conduit à l'élaboration d'intéressantes monographies de familles et d'ateliers. Mais il y a bien autre chose dans le monde social que des familles et des ateliers, et nos étudiants en sociologie seront exercés à faire et à recueillir également des observations sur la constitution anthropologique et démographique des sociétés, sur les organes et tissus sociaux de toute espèce, sur la vie urbaine et rurale, sur toutes les institutions d'ordre religieux, scientifique, juridique, politique, etc... Supposons le laboratoire placé à Paris : ils auront, dans cette ville seule, l'occasion de faire d'innombrables recherches de ce genre. Mais la plupart d'entre eux sont des provinciaux, un certain nombre sans doute viendra de l'étranger : tous ceux-là auront l'occasion d'appliquer les méthodes apprises au laboratoire, dans l'étude de leur pays d'origine. Enfin ce n'est pas, sans doute, trop espérer que de penser que, lorsque des expéditions scientifiques se feront en de lointains pays, les gouvernements voudront bien joindre, aux enquêteurs chargés des relevés topographiques, des constatations météorologiques et des recherches sur la flore et la faune, une ou deux personnes chargées d'étudier l'ethnographie des peuples à parcourir ; et où celles-ci pourraient-elles mieux avoir appris leur métier, qu'au laboratoire dont nous parlons, ou dans des institutions analogues ? Ainsi nous avons tout lieu de penser que sa création servirait grandement les intérêts de la science sociale descriptive.

Seulement, on ne peut pas oublier que la récolte des faits n'est que la première tâche de la science, et que leur synthèse est nécessaire pour son complet achèvement. C'est à faire œuvre synthétique, encore une fois, que la sociologie doit surtout viser. Ici l'utilité du laboratoire devient évidente. Nous avons, dès maintenant, dans les sciences sociales, d'innombrable matériel, bien que, sur quantité de points, nous n'en ayons pas encore assez. Et, d'autre part, nous y avons aussi

de remarquables tentatives de coordination, celles d'Auguste Comte, de Spencer, de Schäffle, pour ne citer que les plus connues. Mais le malheur est que ces théories générales sont trop loin des faits à coordonner : leurs auteurs, Spencer excepté, n'ont pas assez constamment cherché à s'appuyer sur l'observation. Le résultat est que ces doctrines ont de la valeur comme œuvres d'esprits individuels très puissants, mais beaucoup moins comme représentations de la réalité objective. Que faut-il donc ? Renoncer pour le moment aux synthèses tout à fait générales, pour s'efforcer de construire des synthèses partielles, se tenant très près des faits observés, sauf à grouper ensuite peu à peu ces synthèses partielles en synthèses de plus en plus générales. L'on voit immédiatement que le laboratoire est le lieu le plus approprié à la constitution de ces synthèses partielles. Ses travailleurs recueillent les faits, soit en les observant eux-mêmes, soit, quand ce n'est pas possible, en les tirant d'ouvrages soigneusement critiqués. Ils les groupent, d'une part, selon les sociétés dont ils proviennent, d'autre part, suivant l'ordre de phénomènes auxquels ils se rattachent ; ils rapprochent les uns des autres ces faits de diverses provenances et de divers ordres. Ils en constituent ainsi des classes, et souvent peuvent arriver à formuler des lois partielles. Ils rédigent des résumés de tout cela, sous forme de tableaux, ou mieux de graphiques, suivant l'ingénieuse méthode préconisée dans cette *Revue* même par M. Novicow. Puis ces tableaux et ces graphiques sont ultérieurement comparés entre eux : et de ces classes distinctes se forment des divisions plus étendues, de ces lois partielles s'induisent des lois plus générales. La marche se fait ainsi progressivement et avec continuité de l'individuel à l'universel (ou à ce qui s'en rapproche le plus), suivant le principe de toute science positive fondée sur l'observation.

Si le laboratoire de sociologie peut rendre tous les services que nous venons d'indiquer, il faut, cela n'est pas douteux, procéder à sa création le plus rapidement possible. On voit aisément qu'il ne ferait double emploi avec aucune des institutions existantes : ni avec les cours ou conférences de sociologie, ni avec les bibliothèques, ni avec les musées ethnographiques, ni avec les laboratoires qu'ont dès maintenant à leur disposition certaines sciences sociales particulières, ni avec l'Office de bibliographie sociologique de Bruxelles, ni avec l'Office du travail et les Bureaux de statistique, ni avec le Musée social du comte de Chambrun, qui est surtout un musée des institutions patronales et qui se limite presque aux questions ouvrières contemporaines. Il aurait à profiter des travaux de toutes ces institutions, mais il serait

bien loin de se confondre avec elles. On peut dire avec vérité qu'il serait le centre d'élaboration de la jeune science sociologique. Que faut-il pour qu'il soit créé? L'appui des autorités universitaires y suffirait. Peut-être l'initiative particulière pourrait-elle épargner cette charge nouvelle à notre budget de l'instruction publique. Dès maintenant, plusieurs bonnes volontés sont acquises à cette création. Que tous ceux qui peuvent et veulent, d'une façon et dans une mesure quelconque, y aider par leurs conseils, leurs encouragements, leur collaboration ou leur appui matériel, consentent à se faire connaître, et nous assurons que la réalisation sera prochaine.

RENÉ WORMS.

MOUVEMENT SOCIAL

SUISSE

(JUIN 1894 A JUIN 1895).

I. — *Confédération.*

Une centralisation à tendances socialistes, telle paraît être actuellement la caractéristique générale de la politique suisse. Ces tendances socialistes n'ont d'ailleurs rien de subversif, comme on le verra, et l'absorption des souverainetés cantonales par la Confédération s'accomplit avec mesure. Au reste, la plupart des institutions nouvelles dont la Suisse s'occupe aujourd'hui sont encore à l'état de projets. Deviendront-elles, à brève échéance des réalités? Il est difficile de le dire. Notre démocratie est, au fond, conservatrice comme toutes les démocraties. Il est possible que le peuple suive une fois ou l'autre ses députés dans la voie d'une assez profonde transformation de notre état politique et social; on peut être à peu près sûr qu'il ne se laissera pas entraîner très loin. A tort ou à raison? Je n'ai pas à le dire, dans cette chronique où l'on demande moins des appréciations que des faits.

Procédons par ordre!

La question des relations commerciales entre la France et la Suisse

vient d'être provisoirement réglée. A l'heure où j'écris ces lignes, les Chambres des deux pays n'ont pas encore ratifié le projet d'arrangement par MM. Lachenal et Barrère. Mais il est peu probable que des difficultés surgissent, quoique bien des voix s'élèvent en Suisse pour protester contre toutes concessions dont l'équivalent ne nous serait pas garanti. En vérité, la Suisse, qui a beaucoup de sympathie pour la France, croyait n'avoir rien fait pour mériter d'être exclue en quelque sorte du marché français. Elle n'aurait, certainement, pas pris l'initiative d'une entente, d'autant plus qu'elle avait retrouvé, du côté de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Autriche, ce qu'elle perdait en France. Consommateurs et producteurs s'accommodaient du nouvel état de choses. Il faudra quelques années, et un instrument diplomatique moins précaire que la convention négociée dernièrement à Berne, pour que la France reconquière en Suisse son ancien chiffre d'exportations. On peut prétendre que les fêtes de Mâcon du 15 au 17 septembre 1894 ont contribué pour une forte part au rapprochement. Les deux conférences de MM. Numa Droz et Jules Roche ont fait la lumière et préparé la paix.

Dans le domaine de la politique intérieure, les grosses réformes et les chaudes batailles n'ont point manqué.

Je vous ai parlé, l'an dernier, du *Bentezug*. Une demande d'initiative fut lancée dans le but d'annuler le compromis financier consacré par la charte fédérale de 1874 et d'attribuer aux cantons, à raison de deux francs par tête de population, une partie des recettes douanières de la confédération. Cet assaut, conduit notamment par les intransigeants du parti catholique, a été repoussé, le 4 novembre 1897, à une majorité de plus de 200,000 voix. Une ère de discorde et de luttes aurait été la conséquence d'une victoire de l'initiative. Les conflits confessionnels auraient vraisemblablement recommencé et l'on aurait introduit, dans notre démocratie, d'assez vilaines mœurs, en alléchant les électeurs par l'appât de l'argent fédéral. Cette campagne a, d'ailleurs, porté ses fruits : elle devait affaiblir le pouvoir central, elle l'a fortifié et encouragé les espérances des centralisateurs.

Voici longtemps qu'on travaille à une réorganisation administrative en Suisse. Les uns voudraient faire élire le conseil fédéral par le peuple, d'autres augmenter le nombre des conseillers fédéraux, leur traitement, la durée de leur mandat, d'autres adjoindre à nos conseillers fédéraux des sous-secrétaires d'États, etc. Enfin l'imagination des hommes politiques ne chôme pas. Certes, notre administration fédérale, pour n'être point parfaite, peut être considérée comme un modèle

de ponctualité et d'honnêteté. Mal payée, elle sert bien. Le favoritisme, le « coulage », la routine ne l'ont pas encore atteinte. C'est peut-être dans le sens de la routine qu'elle tend à dévier. Et, comme nos fonctionnaires fédéraux n'ont pas droit à une retraite, on est obligé, par humanité, de les conserver, lors même qu'ils sont devenus incapables de remplir leur tâche. Ceci, dans les emplois subalternes, tout au moins. En définitive, toute notre réorganisation administrative va *desinire in piscem*. On créera un poste de second vice-chancelier, on confiera, comme jadis, le département des affaires étrangères au Président de la Confédération, et ce sera à peu près tout. Il est possible, au demeurant, que nous ayons, avant qu'il soit longtemps, l'élection directe du conseil fédéral par le peuple, avec la représentation proportionnelle. Ce sera alors le règne des comités politiques, un premier pas vers le pouvoir personnel et, probablement aussi, une diminution d'influence de la Suisse française dans l'autorité exécutive ou une recrudescence de l'antagonisme des races qu'on pouvait croire éteint.

Le 3 février 1895, le peuple suisse a rejeté une loi, que tous les hommes clairvoyants jugeaient opportune, sinon nécessaire, sur la représentation diplomatique de notre pays à l'étranger. Il s'agissait moins d'innover, que de régulariser ce qui existe. En somme, rien de changé, mais un vote de mécontentement à l'égard de nos agents diplomatiques et consulaires; ils ne l'avaient point mérité, et nous voilà condamnés à ne pas développer rationnellement, pour le plus grand détriment de notre industrie et de notre commerce, une institution dont les masses ne comprennent pas l'utilité, mais dont une nation civilisée ne peut guère se passer.

Nous sommes en train de réviser successivement presque tous les chapitres de notre constitution fédérale de 1871. L'équipage législatif est chargé au point qu'on se demande s'il ne versera pas. En attendant, il est presque sûr que la centralisation militaire, réalisée en bonne partie dès 1871, sera très prochainement un fait accompli. Le Conseil national et le Conseil des États sont entrés en matière, à de fortes majorités, sur un projet qui enlève aux cantons les derniers attributs, plutôt décoratifs d'ailleurs, de leur souveraineté dans ce domaine. Les cantons se débarrassent ainsi d'une dépense annuelle de quelques millions. Cela vaut bien la perte de compétences bien platoniques; aussi les particularistes ou fédéralistes à outrance ont-ils seuls boudé la révision des articles militaires de la charte de 1874.

En même temps que la Confédération met la main sur l'armée, elle essaie de faire son entrée à l'école, où les cantons sont restés maîtres

absolus. Elle procède habilement, offrant des subsides contre un droit de contrôle fort anodin. Mais le projet vient d'être publié; il subira bien des modifications avant d'être une loi. Je n'insiste pas et n'appuierai pas non plus sur les projets d'assurance contre les accidents et la maladie; le texte définitif n'en a pas encore été soumis aux Chambres.

Une très importante affaire est celle de la Banque d'État. M. le Conseiller fédéral Hauser a rédigé un projet destiné à exécuter l'article 39 de la Constitution, qui donne à la Confédération le monopole des billets de banque. Cet article ne prévoit sans doute pas expressément la création d'une banque d'État, mais la circonstance que les deux tiers au moins des bénéfices du futur établissement financier de la Confédération ont été réservés aux cantons, a rendu très difficile, si ce n'est impossible, une solution par la voie d'une banque mixte ou d'une banque privée. Aussi le système de la banque d'État a-t-il prévalu : l'opposition ne s'est recrutée que dans la Suisse romande, la haute finance est une fraction du parti catholique. Nous aurons donc, si le peuple ne se sépare pas de ses représentants, la Banque d'État pure, avec monopole de l'émission des billets de banque et responsabilité illimitée de la Confédération. C'est, à tout prendre, une banque fédérale imitée de la plupart de nos banques cantonales; et, quoi qu'on ait prétendu, cette institution ne révolutionne rien en Suisse. Répondant au principal argument des adversaires du projet, c'est-à-dire au danger que courrait la Banque, en cas de guerre, M. Hauser s'est exprimé comme suit : « Certes, a-t-il dit, la propriété privée est plus sûre, en cas de guerre, que la propriété de l'État, bien que les belligérants réquisitionnent aussi, contre des bons, la propriété privée. Du reste, la banque centrale, même si elle n'était pas banque d'État, devrait faire les opérations de caisse de la Confédération et aurait en mains des valeurs appartenant à celle-ci, tant et si bien que les risques ne seraient pas sensiblement moins graves. Enfin, si l'ennemi pénétrait en Suisse, il va de soi qu'on prendrait ses mesures pour qu'il ne trouvât pas à Berne la caisse de la Banque. » Je dois ajouter que d'autres critiques, assez sérieuses, ont été soulevées contre le projet de M. Hauser. M. Numa Droz les a formulées dans un article très remarqué de la *Bibliothèque universelle*; je me borne à en extraire ce passage significatif, et qui n'est pas sans portée dans un pays où le droit d'initiative populaire est largement accordé par la Constitution :

« Si l'on pouvait douter des illusions qu'on se fait dans les milieux populaires sur les services qu'on croit pouvoir attendre d'une banque

d'État, on en aurait la preuve dans la pétition adressée par la Ligue des paysans au Conseil fédéral, sitôt après la réunion de la commission, et qui demande tout uniment que la nouvelle banque fournisse à l'agriculture des prêts hypothécaires à 2 1/2 0/0. Le Conseil fédéral a répondu, il est vrai, que les prêts hypothécaires ne rentraient pas dans les opérations de la banque à créer, qui doit être uniquement une banque d'escompte et d'émission. Mais allez faire comprendre cela aux intéressés ! C'est là précisément ce qu'il y a de plus inquiétant dans le système de la banque d'État. On aura beau l'établir sur les bases les plus correctes, quant aux opérations qu'elle doit faire, rien ne garantit qu'avec l'initiative formulée une demande comme celle de la Ligue des paysans ne réunira pas une majorité populaire, et alors, adieu prudence et précautions ! Le crédit de la banque aura reçu une atteinte irrémédiable. »

Quoi qu'il en soit, la banque d'État l'emportera certainement. L'énergie du chef de notre département fédéral des finances et les majorités décisives qui existent en faveur de cette institution, tant dans le Conseil national que dans le Conseil des États, laisse supposer que le projet Hauser passera sans encombre.

La haute finance traverse une mauvaise période en Suisse. Certains faits qui se sont produits dans l'administration de l'une ou l'autre de nos grandes compagnies de chemins de fer ont engagé le législateur à reviser les dispositions de notre code fédéral des obligations qui traitent du droit de vote des actionnaires. Le projet de loi dont s'agit ne vise que les sociétés anonymes exploitant au moins 100 kilomètres de chemins de fer. On craint la prédominance des capitalistes étrangers, on redoute aussi que les intérêts publics ne soient sacrifiés à des intérêts privés qui ne sont pas toujours dignes de la protection légale. L'économie de la nouvelle loi, qui n'est pas encore adoptée mais qui est assurée du succès, réside essentiellement en ceci : c'est que la forme actuelle de l'action, qui est au porteur, fasse place à l'action nominative. Les actionnaires ne sont nullement dépouillés ; on se contente d'exiger que les titres non nominatifs soient inscrits au nom des propriétaires dans les registres des compagnies, pendant un certain temps, pour que les droits de vote y afférant puissent être exercés. Celui qui voudra conserver ses titres au porteur en aura la faculté ; mais il renoncera par cela même à son droit d'assister aux assemblées générales et de participer à l'administration de la Société.

De nouveau, la Suisse romande, presque unanime, et la haute finance se sont rencontrées pour condamner ce projet de loi. C'est la

lutte entre les théories individualistes et étatistes, celles-là très en faveur dans les milieux politiques de langue française, celles-ci fortement ancrées dans les populations de langue allemande. Encore un symptôme du réveil de l'antagonisme latent des races, ou des tempéraments, dans notre démocratie « trilingue ».

Et ce n'est pas tout. Le même phénomène s'est reproduit à propos du monopole fédéral des allumettes, sur lequel le peuple aura à se prononcer dans un avenir peu éloigné.

Mais la vie politique et économique ne se concentre pas tout entière dans les Assemblées législatives. Un mouvement intéressant, et très intense, se dessine contre l'alcoolisme. La Confédération y a pris part en décrétant le monopole de la fabrication des spiritueux. Les cantons et de nombreuses associations particulières se sont mises à l'œuvre. Les « ligues contre l'alcoolisme » se multiplient ; les sociétés de tempérance luttent contre le fléau avec une opiniâtreté digne d'une aussi excellente cause. On a fondé des asiles voués exclusivement au traitement curatif des buveurs ; ils rendent des services très appréciables. Dans le canton de St-Gall, une loi de 1890 a autorisé les conseils communaux à interner dans quelqu'un de ces asiles les professionnels de l'ivrognerie, sur la présentation d'un certificat médical, constatant l'état alcoolique et la nécessité de la séquestration pour la guérison ; la durée de la cure est fixée de neuf à dix mois. Dans d'autres cantons, à Zurich, à Neuchâtel, à Bâle, etc., on se préoccupe vivement de la même question.

L'unification du droit pénal et du droit civil en Suisse aura non seulement pour but de supprimer le chaos législatif dans lequel nous vivons, mais d'accomplir de profondes réformes sociales. Le projet d'un code pénal suisse est très avancé. Le projet de code civil exige plus de temps, mais il nous promet des progrès économiques d'une réelle valeur. Ainsi, pour ne toucher qu'à ce point, la statistique démontre que la population agricole est en baisse dans notre pays et que sa situation devient de plus en plus difficile. Des remèdes seront proposés : on cherchera, par exemple, à entraver le morcellement de la propriété foncière, à faire entrer dans nos mœurs l'indivision entre cohéritiers, à garantir l'intégrité des domaines ruraux, à admettre les substitutions dans une mesure raisonnable.

II. — *Cantons.*

Depuis trente ans, l'idée centralisatrice a marché. La vie cantonnale et communale n'est point épuisée pour autant.

Dans le canton de Berne, le peuple a rejeté, le 5 février dernier, un projet de loi consacrant le principe de la vaccination obligatoire. Le corps médical était unanime, — à l'exception de quelques doctrinaires, — pour reconnaître l'excellence du principe. Les électeurs ont été d'un avis différent, par 26,000 voix contre 23,500. La démocratie a de ces inspirations originales.

Le 17 mars suivant, le canton de Soleure a fait peau neuve, si l'on peut ainsi parler. Ce canton n'avait pas d'impôts directs. Ses seules ressources consistaient dans le revenu annuel des domaines de l'État et dans quelques impôts indirects ; elles étaient parfaitement insuffisantes pour équilibrer le budget. Un déficit chronique de 200,000 fr. se produisait depuis 1867 ; les déficits accumulés s'élevaient, en 1894, à la somme de 2,790,000 francs. Or, Soleure est un petit canton ; l'impôt direct y était un mal nécessaire. Diverses tentatives de réforme fiscale avaient échoué en 1868, en 1874, en 1879, en 1893. Le peuple ne marquait aucun goût pour les contributions et les partis exploitaient ses répugnances. Les radicaux au pouvoir ont résolu d'en finir avec le système des déficits et une politique de banqueroute. Ils ont mis en œuvre une revision constitutionnelle tendant à l'institution de l'impôt direct ; mais, pour obtenir le concours de l'opposition, ils ont lié la question de l'impôt direct à celle de la représentation proportionnelle. Voici, en résumé, les dispositions essentielles de la Constitution révisée, concernant l'impôt.

Un impôt de 1 0/0 a été établi sur le revenu, un impôt de 0,5 0/00 sur le capital, avec progression. Les impôts sur le revenu et le capital sont majorés de 10 0/0 pour les contributions de 20 à 30 fr., de 20 0/0 de 30 à 40 fr., de 30 0/0 de 40 à 60 fr., de 40 0/0 de 60 à 80 fr., et ainsi de suite, jusqu'à 100 0/0 pour les contributions dépassant 200 fr. La loi affranchit de l'impôt sur les capitaux les fortunes inférieures à 7,000 fr., si elles appartiennent à des personnes incapables de gagner leur vie ; sont en outre exemptes du même impôt toutes les fortunes inférieures à 3,000 fr., de même que le mobilier, les ustensiles domestiques, les instruments aratoires, les outillages industriels et agricoles. De plus, chaque contribuable a droit à une déduction de 700 fr. sur son revenu imposable ; cette déduction est portée à 900 fr., pour les contribuables ayant charge de ménage et elle est augmentée de 100 fr. pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans.

Enfin, le prix du kilogramme de sel a été abaissé à 12 centimes ; les tarifs d'émoluments administratifs et judiciaires et les droits de mutation ont été considérablement réduits.

Dans le minuscule demi-canton de Auswald, la landsgemeinde, à l'ordinaire très docile aux ordres de ceux qu'on appelle les « magnats », a voté une réduction de taxe exorbitante — 6 0/0, je crois — de l'intérêt des lettres de rente (*Geltbriefe*). Rien n'y a fait, le bon sens populaire a triomphé.

A Zurich, les électeurs ont rejeté, le 19 mai écoulé, un projet de loi introduisant l'inventaire obligatoire au décès. Cela pour la troisième fois, et par 34,000 voix contre 21,000. Ils ont adopté deux autres lois : l'une sur l'assurance obligatoire du bétail, d'après laquelle l'assuré paiera à l'État 1/2 0/0 par année sur la valeur de son bétail, le surplus étant à la charge de l'État et des communes ; l'autre prévoyant une réduction du nombre des notaires. Il faut espérer que le peuple zurichois ne tardera point à supprimer la liberté du barreau, une liberté qui a eu de si déplorables conséquences qu'on ne cite pas moins d'une demi-douzaine d'anciens pensionnaires des maisons de correction parmi les avocats du canton.

Dans les cantons romands, l'activité législative a été infiniment plus politique que sociale. A Neuchâtel on a corrigé la loi électorale et voté une loi sur la gratuité des sépultures. Le Tessin a, endépit des efforts de l'opposition conservatrice, décidé la création d'un asile d'aliénés ; il a, par contre, repoussé une revision, dans le sens radical, de la loi qui règle les rapports de l'Église et de l'État. A Genève, l'attention publique a été absorbée par le règlement de la question de la zone et par la préparation de l'Exposition nationale de 1896 ; je ne dois pas oublier l'intelligente initiative de la Société genevoise pour l'amélioration du logement, mais il y faudrait consacrer un article spécial.

VIRGILE ROSSEL,

Professeur à l'Université de Berne..

REVUE DES LIVRES

BENJAMIN KIDD, *Social Evolution*, Londres, 1 vol. in-8°, 348 pages, 1894.

Ce livre jouit de succès en Angleterre : paru au commencement de l'année dernière, il a déjà eu plusieurs éditions et a été remarqué par la critique sérieuse ; il mérite donc qu'on s'y arrête.

Dès le début, l'auteur affirme la nécessité d'appliquer d'une manière conséquente dans le domaine de la science de la société les méthodes

scientifiques d'investigation, auxquelles la biologie contemporaine doit ses récents progrès. Ces méthodes ont amené cette dernière à créer la si fertile théorie évolutionniste. D'ailleurs, les fondements mêmes des phénomènes sociaux seraient à chercher dans les phénomènes biologiques, car la société humaine n'est, elle aussi, qu'une des diverses manifestations de la vie, la manifestation la plus compliquée de toutes, sujettes à notre investigation scientifique. Les données de la biologie contemporaine et les vastes généralisations de la théorie évolutionniste : voilà les auxiliaires choisis par l'auteur pour étudier l'évolution sociale ; il manifeste la tendance à se guider d'après l'observation absolument impartiale des phénomènes sociaux et à éviter toute opinion préconçue. Une tâche pareille a, évidemment, cela d'ingrat, que les efforts vers sa réalisation ne laissent aucun espoir d'arriver à une théorie d'ensemble ; on est forcé de se contenter d'aperçus spirituels, mais partiels, et de suppositions hardies.

Le thème principal du livre est le suivant : le biologiste, en observant l'évolution de la société, est amené à la conclusion qu'elle ne consiste point dans le développement de l'intellect, mais en celui des sentiments altruistes, et que cela se trouve en concordance complète avec le principe de la sélection naturelle, car il s'ensuit que la lutte pour l'existence — condition essentielle de tout progrès, de toute évolution — se fait *dans les conditions de plus en plus égales, grâce à l'égalisation des hommes de diverses situations et d'origine diverse*. C'est là la tendance de toute la civilisation contemporaine, qui améliore ainsi les conditions de la lutte et de la sélection et, par elles, celles du progrès. Or, le développement des sentiments altruistes a eu toujours pour source les systèmes religieux, car l'altruisme, privé de la sanction rationnelle (la raison ne pouvant, selon l'auteur, consacrer que les tendances égoïstes de l'individu), trouva toujours dans les convictions religieuses, qui contredisent à tous temps la raison, l'explication de tous les sacrifices, imposés à l'individu par le cours du monde, et que la raison doit toujours forcément et complètement renoncer à expliquer.

L'évolution générale du monde aboutit à l'homme, être doué d'une force nouvelle : celle de la raison. L'homme, englobé dans l'évolution cosmique en général et dans celle de la vie organique, veut, comme être rationnel, comprendre quel est son rôle personnel dans cette évolution, quel est le sens de son existence comme être individuel, qui ne peut aucunement participer aux effets futurs de son activité quelconque. Cette contradiction est impossible à résoudre par la raison ; les religions, au contraire, la résolvent. Depuis que l'homme apparut, comme être doué de la raison, apparurent inévitablement les religions, qui présentent autant d'explications du sens de la vie, du rapport de notre être individuel aux destinées du monde, explications non rationnelles, inaccessibles à la raison.

Cette signification des religions dans l'histoire de l'humanité a été, selon l'auteur, jusqu'à présent trop peu appréciée, et pourtant son importance seule explique aux yeux d'un biologiste évolutionniste le fait saillant de la domination exercée par les religions dans l'évolution sociale. Les religions sont des facteurs nécessaires de cette évolution, car elles concilient les tendances raisonnées de l'individu égoïste avec les aboutissants irrationnels de l'évolution générale du monde, qui, peut-être, n'a rien de commun avec les buts de l'homme.

L'auteur considère comme inexactes les hypothèses qui déduisent les religions du sentiment de la peur, etc. (Spencer, Letourneau); il prouve que la raison, voyant l'absurdité de l'existence individuelle, crée les idées religieuses, inaccessibles à la raison, mais qui déterminent la conduite morale de l'individu.

A quoi l'humanité contemporaine est-elle redevable de l'idée de l'égalité des hommes, de l'égalité de leurs droits ?

La raison, et sa manifestation supérieure — la science — n'ont pu la formuler; car tout ce que nous apprennent les recherches scientifiques sur les origines, le développement, l'hérédité des hommes, sur les qualités physiques, intellectuelles, morales des individus, témoigne contre l'égalité. Et l'histoire de l'humanité prouve que le fait de l'inégalité humaine était non seulement reconnu, mais encore soutenu par toutes les lois, et qu'il n'était point question de l'injustice de ce fait.

Aucune morale utilitaire ne peut non plus consacrer les tendances altruistes de l'individu, contraires à la raison. S'arrêtant à la formule essentielle des utilitaristes : « le plus grand bonheur du plus grand nombre », — formule que Herbert Spencer, dans les « *Data of Ethics* » a rendu apparemment scientifique, — l'auteur s'élève contre cette doctrine, comme contraire aux données de la science évolutionniste. Toute la doctrine des utilitaristes se butte à ce fait, incontestablement observé, que la force évolutionnaire agissant dans la société humaine s'applique au *progrès d'ensemble de l'organisme social*, le rôle prédominant étant ainsi dévolu aux intérêts des générations futures, qui ne sont pas encore nées, qui naîtront dans des siècles, des milliers d'années, qui dépassent le cadre de la pensée, et qui sont complètement indifférentes à tous les individus aujourd'hui vivants.

Seules les croyances religieuses, toujours inaccessibles à la raison, incompréhensibles, souvent absolument irrationnelles, ont donné, donnent et donneront les idéaux irrationnels, altruistes.

Dans l'évolution sociale tous ces idéaux altruistes ont guidé et continuent à guider l'humanité dans la voie du progrès, car, en égalisant les hommes des diverses situations et d'origine diverse, ils rendent les conditions de la lutte pour l'existence de plus en plus justes. Cela amène la différenciation des types humains, l'individualisation croissante des

individus et l'éloignement de la vie de troupeau ; et dans ces conditions la lutte pour l'existence « donne des résultats toujours meilleurs », en quoi consiste précisément le progrès social.

D'ailleurs, nous pouvons terminer cette note par ces mots, qui commencent le livre de M. B. Kidd : « Malgré les grands progrès, effectués par la science au courant du siècle dernier dans diverses autres branches, il faut avouer que la vraie science de la société humaine n'existe encore point ».

NICOLAS ABRIKOSSOFF,
Associé de l'Institut International de Sociologie.

ÉMILE WORMS, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Rennes, *La Politique Commerciale de l'Allemagne*. 1 vol. in-8° Paris, 1895.

Pour M. Émile Worms, ainsi qu'il l'explique lui-même dans ses prolegomènes, ce nouveau livre est l'achèvement des grands travaux qu'il a entrepris sur l'Allemagne économique. Ces travaux commencent avec sa fameuse *Histoire de la Ligue hanséatique*, que l'Institut couronnait il y a 30 ans, et se sont continués ensuite par son *Histoire*, non moins connue, du *Zollverein allemand*. Ils appelaient un complément pour le mouvement qui s'est produit dans la sphère des intérêts matériels allemands, depuis la formation de l'Empire jusqu'à l'heure actuelle. Que le dernier volume du professeur de Rennes provoque l'attention des agriculteurs, des industriels, des producteurs et consommateurs de l'Allemagne et de tous autres autres pays en communication avec elle, comme aussi l'attention vigilante des économistes ainsi que celle des historiens, nous l'admettons et le comprenons très bien. Par surcroît, il n'est pas dénué d'intérêt pour le sociologue lui-même, et c'est au point de vue sociologique seulement que notre présente notice en enregistre l'apparition avec plaisir. Grâce à l'auteur, en effet, il devient possible, en s'en tenant à la branche commerciale de la politique générale, qui relève de l'art, non de la science, d'en étudier les vicissitudes, l'évolution dans un grand pays voisin du nôtre.

Il est intéressant, par exemple, de constater qu'après que le Zollverein, cette cheville ouvrière de l'unité allemande, se fût signalé, sous l'influence notamment du comte de Bismarck, par des tendances libre-échangistes, consignées dans le traité de commerce qu'il passait avec la France en 1862, l'Empire allemand n'était pas plutôt constitué avec le Reichstag pour principal organe législatif, qu'un nouveau courant, nullement contrarié par le Chancelier de fer, emporta les esprits. Ce revirement tenait à des causes diverses, telles que dépréciation des terres, con-

currence industrielle des provinces annexées, facilités plus grandes données législativement aux intérêts particularistes, et dès qu'il put se livrer carrière par l'expiration des conventions existantes, il ne s'en fit pas faute à partir de 1879, dans des tarifs protectionnistes, secondés par les tarifs des chemins de fer et des mesures de police sanitaire. C'était là une évolution plus ou moins facile à prévoir chez des gouvernés que la griserie de leur force subitement accrue devait rendre plus égoïstes, plus fermés, et chez des gouvernants comme M. de Bismarck, dont de récentes sorties à Friedrichsrue ont mis de nouveau en lumière la physionomie fondamentale de hobereau rural. Ce n'était ni plus ni moins, au point de vue de la marche des idées, qu'un recul, mais un recul comme il s'en produit souvent dans le cours des âges et ailleurs même qu'en Allemagne, sans que la foi des hommes qui croient au progrès doive en être par trop fortement ébranlée.

Et de fait, les Allemands, donnant en cela un exemple, qui ne devait pas être perdu pour d'autres, n'ont pas persisté indéfiniment dans ces errements rétrogrades. On les a vus, dès 1891, en renouant avec les principaux peuples de l'Europe et spécialement avec la Russie des relations contractuelles, racontées avec une chaleur communicative par M. Worms, rentrer, sous l'impulsion, il est vrai, d'un chancelier nouveau, dans les voies momentanément délaissées. Ils y sont rentrés sans doute avec quelque hésitation et quelque timidité, et non sans subir les assauts furibonds d'intérêts aveugles qui n'ont même pas désarmé encore; mais, en reprenant avec mesure leurs traditions les plus libérales, ils ont attesté cette puissance mystérieuse qui pousse les hommes les uns vers les autres, sans égard pour les frontières artificielles; ils ont consolidé, à la faveur des expériences faites, des déceptions subies, le penchant vers l'échange international des produits, des idées, des bons sentiments, et ce qu'il faut souhaiter maintenant, ce qu'on peut même attendre avec confiance, pour l'enseignement universel, c'est que la politique la plus large, la plus généreuse, prouve de plus en plus qu'elle est aussi la politique la plus féconde en excellents résultats au profit de ceux qui ont eu la clairvoyance de la pratiquer.

H. RAPPIN.

La Propriété, origine et évolution : Thèse communiste, par PAUL LAFARGUE; *Réfutation*, par YVES GUYOT. Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

C'est une pensée originale et féconde qui a présidé à l'édition de cet ouvrage, celle de présenter dans un seul et même volume la thèse et l'antithèse et de permettre ainsi au lecteur de juger en toute connaissance de cause et de prononcer avec, sous les yeux, toutes les pièces du débat; c'est une rencontre non moins heureuse de voir la propriété défendue et atta-

quée par deux personnalités qui, par leur notoriété dans des camps ennemis, ont le droit de prendre la parole au nom de l'école libérale d'une part, de l'école communiste de l'autre.

M. Lafargue voit dans le retour au communisme primitif le salut pour les sociétés modernes, profondément corrompues et avilies par le culte exclusif et égoïste du capital ; M. Yves Guyot pense que la propriété demeure la base essentielle de l'ordre social, qu'elle assure la dignité, l'indépendance et la valeur morale de l'individu, que le progrès n'est point un mouvement régressif, que l'idéal est dans l'avenir, non dans un passé justement flétri par la civilisation actuelle, et qu'une doctrine, qui s'appuie sur la violence et place son espoir dans « le rouge drapeau », dont le triompherait l'anéantissement de l'individualité, qui ferait de l'homme un rouage et un mécanisme sans volonté, qu'une telle doctrine se montre singulièrement présomptueuse et inconséquente en affirmant détenir la vérité, posséder le secret de l'universel bonheur.

On sait quelle souplesse de discussion, quelle variété d'arguments également solides, M. Yves Guyot apporte dans toutes ses œuvres, accueillies avec une légitime bienveillance, dans les milieux scientifiques aussi bien que dans les masses populaires. Ce succès s'explique admirablement par la probité intellectuelle de l'auteur, sa rigoureuse logique, non moins que le tour enjoué, aimable et pittoresque qu'il sait donner aux questions les plus abstraites, aux problèmes les plus austères. M. Lafargue a eu affaire à un redoutable adversaire, qui l'enserme si bien dans les mailles de son impitoyable dialectique qu'il aura grand-peine, ce nous semble, à s'en dégager.

M. Yves Guyot met tout d'abord en lumière les précautions purement politiques du communisme, réfute les sophismes qui chargent le capital de tous les péchés d'Israël, et montre que la propriété est un de ces faits naturels et nécessaires contre lesquels toute protestation est vaine parce que illogique. Puis il instruit le décisif procès du prétendu âge d'or du communiste, en invoquant l'impartial témoignage de l'histoire qui affirme de façon victorieuse et irréfutable, combien misérables, combien dégradées, combien serviles furent les sociétés où fleurissait l'idéal cher à M. Lafargue, et quelle triste époque fut la féodalité où se perpétuèrent les derniers vestiges du collectivisme. C'est à la Révolution qu'on doit l'immense développement de la petite propriété ; si l'œuvre qu'elle contenait en germe ne s'est point encore pleinement réalisée, si les effets qu'on était en droit d'attendre n'ont pas tous été obtenus, c'est du moins à la lumière des principes qu'elle a posés qu'il faut éclairer la civilisation, c'est dans la seule voie qu'elle a ouverte, qu'on doit résolument marcher pour atteindre et réaliser le progrès dans la mesure relative où il est humain.

Ainsi donc, la doctrine de M. Yves Guyot est la réfutation énergique et absolue de celle de M. Lafargue. Si celui-ci se bornait à déplorer les

méfais de certains capitalistes, à se plaindre de la crise contemporaine et à souhaiter qu'une plus efficace solidarité prémunit les hommes contre les surprises et les trahisons de la fortune, et assurât à ceux qui tombent honorablement dans l'âpre combat de la vie, une aide utile, on n'aurait qu'à le suivre en fidèle disciple. Et l'on serait d'autant plus aisément convaincu que son indignation s'exprime en une rhétorique toujours brillante et qui parfois touche à l'éloquence. Mais qu'on regretterait une adhésion trop prompte ! Écoutez M. Lafargue : voici l'infailible solution qu'il propose au problème si complexe et si difficilement soluble du bonheur social : « L'heure si vainement et si ardemment attendue durant d'interminables siècles est proche ; encore un peu et l'humanité va revenir au communisme ; elle va retrouver son bonheur perdu et se laver des vils intérêts, des basses passions, des égoïstes et anti-sociales vertus de la période propriétaire. Elle domptera alors les forces économiques incontrôlées et portera à leur plus haute perfection les belles et nobles qualités de l'homme ».

Est-il besoin de dire que ce rêve d'orne réaliserait qu'un horrible cauchemar, que l'individu, désormais sans initiative, deviendrait un pur automate et que le soleil de la civilisation aurait cessé d'éclairer l'univers ? Si la liberté absolue, sans contrôle et sans frein, présente ses dangers, combien plus redoutable l'asservissement sous l'universel communisme ?

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Associé de l'Institut International de Sociologie.

RAFAEL ALVAREZ SEREIX, *El dominio del capital*. — Brochure in-8° de 40 pages. — Madrid, 1895.

Dans l'avant-dernier numéro de la *Revue*, nous parlions d'un travail de M. Alvarez Sereix sur les dates préhistoriques et l'avenir des races. Le même auteur vient de faire une nouvelle conférence, également intéressante à signaler, et cette fois devant le cercle des contribuables de Alcala de Henares. Celle-ci porte sur « le règne du capital ». Il suffit de la rapprocher de la précédente pour voir que son auteur sait embrasser aussi bien les questions sociales de l'heure présente que les problèmes du passé le plus lointain et de l'avenir le plus éloigné de l'humanité, en montrant la largeur de vues qui est nécessaire au sociologue. Du reste, M. Sereix est aussi bien informé dans un cas que dans l'autre. Il voit notamment, d'une manière très nette, l'idée maîtresse du collectivisme. Peut être même l'exagère-t-il un peu, quand il commence par distinguer absolument la propriété du capital : celle-là s'entend, dit-il, des moyens de consommation ; celui-ci, des moyens de production. Il défend la pre-

mière en montrant què la consommation du riche, si excessive qu'elle puisse paraître, profite à quantité de gens bien plus qu'à ce riche même. Quant au second, il reconnaît tout le danger que sa concentration cause, et il n'est pas très éloigné de croire qu'une révolution pourrait un jour l'emporter. Mais il se hâte d'ajouter que, dans sa patrie, ce péril est bien moindre. Il n'aperçoit pas, en Espagne, d'hommes qui exploitent leurs concitoyens. Là, « les entreprises de chemins de fer sont françaises ; les compagnies minières et les sociétés qui monopolisent les vins sont anglaises ; les grandes entreprises maritimes et les compagnies d'assurances sont aussi en majeure partie étrangères » ; et ainsi, conclut l'auteur, « notre patrie est exploitée, elle n'est pas avilie ». On serait tenté de lui répondre qu'il vaudrait pourtant mieux pour l'Espagne qu'elle pût subvenir par ses propres capitaux à la marche et au développement de son industrie et de son commerce. Mais on ne peut pourtant nier qu'il y ait quelque chose d'exact dans sa thèse : à savoir que la rareté du capitalisme industriel et commercial en Espagne a, au moins, pour ce pays, l'avantage de n'y pas exaspérer les luttes économiques entre concitoyens. Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que d'autres questions sociales ne s'agissent pas entre Espagnols, par exemple les problèmes agraires. M. Alvarez Sereix le reconnaît de très bonne foi. Il avoue qu'il a sous les yeux bien des maux sociaux, dont les maux économiques ne sont qu'une fraction. — Quel remède propose-t-il pour les combattre ? Il repousse le socialisme collectiviste, et également son contraire, l'individualisme anarchiste. Il n'a, d'autre part, que des mots amers pour le socialisme d'État. Il est mieux disposé pour le socialisme chrétien. Il regrette, par exemple, que la confiscation des biens des couvents ait porté un grand coup à l'assistance des malheureux. Mais il reconnaît que le temps marche, que les idées changent, et qu'on ne peut que difficilement revenir en arrière. D'ailleurs, dit-il, l'Église n'a pas de système social préféré. Il ne faut pas chercher dans les livres sacrés une économie politique, pas plus qu'il n'y faut chercher, avait-il dit dans sa précédente conférence, une histoire de l'humanité préhistorique. — Où donc est le salut, en matière sociale ? Dans des réformes positives inspirées par l'esprit d'équité. M. Sereix cite surtout des réformes fiscales, les plus pressantes, en effet, dans son pays. Il critique brièvement l'impôt de consommation, trop lourd aux pauvres ; l'impôt personnel, qu'il voudrait voir transformer en impôt réel ; les concessions aux grandes compagnies et l'exonération fiscale de la rente, favorables aux seuls capitalistes. La véritable égalité devant l'impôt lui paraît donc la première réforme à accomplir. On sait qu'en France, en ce moment, des problèmes semblables se posent. Ceux mêmes qui ne partageraient pas les tendances de M. Rafael Alvarez Sereix auront intérêt à discuter ses idées, toutes inspirées, en somme, par un amour réfléchi et éclairé du bien public.

L'organisation et le fonctionnement de la Bourse du travail dans le grand-duché de Luxembourg, in-4°, 16 pages, 1895.

Rapport général sur la situation de l'industrie et du commerce dans le grand-duché de Luxembourg pendant l'année 1893, 1 vol. in-4° de 148 pages, 1894.

L'enseignement moyen et supérieur dans le grand-duché de Luxembourg. Textes recueillis et publiés par PIERRE RUPPERT. 1 fort vol. in-12 de 500 pages, 1895.

L'activité législative et administrative du grand-duché de Luxembourg est véritablement très grande, pour un pays de dimensions aussi restreintes. Nous avons eu l'occasion de montrer, dans les bulletins de la Société de législation comparée, comment cet État sait heureusement utiliser les lois adoptées ou projetées en France, en Belgique et en Allemagne, pour accomplir chez lui des réformes utiles qui, parfois, à leur tour, peuvent devenir des guides pour les gouvernants de nations plus considérables. Mais, pour faire de bonnes lois, il faut être éclairé par des renseignements précis sur les objets à réglementer. C'est ce qu'a compris le gouvernement grand-ducal, et il s'est efforcé de multiplier les publications servant à faire connaître l'état exact de toutes les principales questions sociales dans son pays. Nous avons sous les yeux, notamment, une très intéressante brochure sur la bourse du travail luxembourgeoise. Cette institution est strictement limitée, là-bas, à sa fonction originaire, qui est de servir d'intermédiaire entre les ouvriers et les patrons pour la conclusion du contrat de travail. Elle ne sert pas, comme en France, d'instrument à un parti politique. Les offres et les demandes sont tout simplement affichées dans les bureaux de poste et les stations de chemins de fer. Et il semble que ce système ne soit pas mauvais, par les résultats déjà obtenus. Créée à la fin de 1892, l'institution amenait, en 1893, 1,067 demandes et 1,750 offres; en 1894, 749 demandes et 1,821 offres. Les réalisations comprenaient : en 1893, 898 demandes et 1,674 offres, ayant trait à 2,054 ouvriers; en 1894, 793 demandes et 1,825 offres, ayant trait à 2,360 ouvriers. Bien que, au terme de l'arrêté de création, l'administration des postes et télégraphes ne soit que provisoirement chargée « des opérations dites : de Bourse du travail », on ne voit pas quel avantage les intéressés auraient à ce que ce procédé économique et, à ce qu'il semble, rapide de placement soit modifiée.

La seconde publication qui nous a été adressée émane, non plus du gouvernement, mais de la Chambre de Commerce de Luxembourg. Elle donne un aperçu très complet de la situation des diverses industries dans le grand-duché, en 1893, et une statistique douanière étendue; en outre, des renseignements précieux sur les institutions d'enseignement, d'épargne et d'assistance créées en faveur des ouvriers. Un passage

nous en a particulièrement frappé, parce qu'il montre la crise ouvrière se produisant dans ce petit État, sous la même forme que dans les plus considérables nations européennes. Suivant le rapport (pages 18-19), « l'essor extraordinaire que le système des machines a pris en général, et l'étonnant perfectionnement dont les outils-machines ont été l'objet, ont exercé une influence défavorable sur le métier, et, en divers endroits, sur le petit commerce. Le métier comme aussi la petite industrie se sont vus forcés d'abandonner la fabrication de beaucoup de produits industriels, dont s'étaient emparées les grandes fabriques travaillant à bon marché. Le travail individuel et la main-d'œuvre furent supplantés sur beaucoup de points par la fabrication en masse, de façon que la situation fut déplacée au grand détriment de la petite industrie ». Et qu'en conclut la Chambre de Commerce? « Étant donnée la grande importance qu'ont l'État et les communes dans la conservation du métier et de la petite industrie pour le perfectionnement professionnel, pour la culture de l'art et pour une production saine et morale, il est urgent d'encourager et de soutenir, par tous les moyens, la petite industrie dans sa concurrence avec la grande industrie. Ce but peut être obtenu en partie, en protégeant l'éducation professionnelle de la jeunesse ouvrière d'aujourd'hui, et, sous ce rapport, le plus vif intérêt se fait jour dans tous les pays. L'État et les communes ont créé partout, au prix de grands sacrifices, des écoles professionnelles et de dessin, à l'effet de permettre à la jeunesse ouvrière de se former et de se perfectionner, et ont obtenu, sur ce terrain, des résultats excellents ». Un point est à noter : la Chambre de Commerce reconnaît que, pour soutenir la petite industrie, l'éducation professionnelle ne suffit que « en partie ». Et pourtant le développement de l'instruction technique est le seul remède qu'elle indique. Il est probable que les socialistes, s'il y en a à Luxembourg, ne s'en contentent pas, et que, là comme ailleurs, ils demandent des mesures d'exception contre les grands industriels et les gros négociants. Mais on comprend assez que la Chambre de Commerce ne songeât pas à les suivre sur ce terrain. En tout cas, on ne saurait qu'applaudir aux mesures préconisées par elle, pour fortifier l'enseignement technique donné à la jeunesse. C'est dans ce but que l'École industrielle et commerciale de Luxembourg a été réorganisée en 1892, de façon à comprendre, au-dessus d'une division élémentaire commune, deux divisions supérieures distinctes, préparant les jeunes gens, l'une aux carrières d'ingénieurs et de conducteurs de travaux, l'autre à celles de négociants et d'employés de commerce. Les programmes, qui sont contenus dans le rapport, paraissent heureusement rédigés.

Sous toutes ses formes, d'ailleurs, l'enseignement public a été de tous temps une des principales préoccupations des gouvernants luxembourgeois. Dès 1848, l'instruction primaire était déclarée obligatoire dans le

grand-duché. Depuis cette date, l'instruction secondaire a été, à son tour, singulièrement étendue et fortifiée, pour l'enseignement classique aussi bien que pour l'enseignement technique. Quant à l'instruction supérieure, le grand-duché a eu la sagesse de ne pas se permettre le luxe coûteux d'une Université; il envoie ses étudiants aux Universités allemandes et aux Facultés françaises. Mais il a organisé chez lui, à leur usage, une série d'examens juridiques, médicaux, scientifiques, etc., qui seuls ouvrent l'accès des carrières dans le grand-duché. On se rendra un compte très exact de cette organisation en lisant l'ouvrage que M. Pierre Ruppert, l'infatigable secrétaire général du gouvernement luxembourgeois, a consacré à la question. On y trouvera *tous* les textes qui ont régi l'enseignement secondaire et supérieur luxembourgeois, depuis un demi-siècle, avec l'indication précise de celles de leurs parties qui ont été abrogées et de celles qui sont encore en vigueur. Nous ne croyons pas qu'un semblable recueil existe en France. Il y rendrait pourtant les plus grands services, les pédagogues et tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement public ayant besoin d'avoir constamment sous la main les textes législatifs, décrets et arrêtés relatifs à la matière dont ils se préoccupent. Sur ce point encore, le Luxembourg donne à des pays plus peuplés un exemple qu'ils feraient bien de suivre.

RENÉ WORMS.

PIERRE ARMINJON, *L'administration locale de l'Angleterre*, Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

L'étude des institutions politiques et administratives de l'Angleterre a toujours offert un intérêt capital à ceux qui ont voulu apprendre les conditions de la vie sociale du pays. Là, plus qu'ailleurs, ces institutions portent l'empreinte de l'esprit et des aspirations de la nation, elles sont le produit d'une expérience souvent fort longue et leur formation a toujours été lente et progressive. Mais, depuis quelques années, on peut constater le commencement d'une ère nouvelle : les réformes les plus récentes reposent sur des idées un peu différentes de celles qui ont inspiré les anciennes institutions. On dirait qu'un souffle démocratique, venu du continent, a ébranlé l'édifice social de la vieille Albion et a modifié les conditions de l'évolution progressive et aristocratique du droit public.

Ce nouvel état de choses a donné un regain d'actualité à l'étude des institutions anglaises et inspiré différents travaux parmi lesquels l'excellent livre de M. Arminjon.

M. Arminjon, qui est un jurisconsulte doublé d'un historien, a étudié l'organisation et les fonctions des pouvoirs locaux de la Grande-Bretagne. L'organisation des différentes circonscriptions administratives, paroisses,

districts et comtés, a été décrite par lui depuis l'époque la plus reculée jusqu'aux temps modernes et particulièrement telle qu'elle résulte de la nouvelle loi du 15 mars 1894. L'auteur a étudié, ensuite, l'activité des autorités locales dans les différentes branches de l'administration — assistance publique, hygiène, voirie, police, instruction publique, finances, et il a, avec raison, insisté sur le caractère électif et populaire qu'ont attribué, à toutes ces autorités, les lois récentes et particulièrement celle de 1894. M. Arminjon montre aussi quels pouvoirs de contrôle appartiennent à l'autorité centrale vis-à-vis des autorités locales. Le *self government*, qui est l'autonomie des autorités locales, principe qu'on considère habituellement comme la base du droit public anglais, reçut, dans ces dernières années, des atteintes considérables, et n'est plus qu'une vérité théorique. Le *Local government Board*, qui correspond à peu de chose près à notre Ministère de l'intérieur, dispose aujourd'hui, en vertu des lois de 1888 et de 1894, de tous les moyens de contrôle qui appartenaient jadis aux autres départements ministériels, moyens qui ont même été considérablement accrus entre ses mains. Malgré ces nouvelles tendances centralistes, l'administration anglaise est loin de ressembler à l'administration française : à la différence de celle-ci, elle est collégiale et les autorités locales échappent à toute espèce de révocation ou de dissolution de la part de l'autorité centrale. En outre, l'administration locale est étrangère aux luttes des partis politiques, elle se borne à mettre en conflit deux classes sociales, différentes par leur origine et leurs intérêts : l'aristocratie et le peuple. Les nouvelles lois rendent de plus en plus ce conflit aigu, en faisant au peuple, au détriment des droits de l'aristocratie, plus large la part dans l'administration des affaires locales. L'élément représentatif et populaire intervient, aujourd'hui, dans la composition de la plupart des assemblées, dans la proportion des trois quarts des membres de celles-ci.

Avec une telle composition, l'exercice des pouvoirs que les lois de 1887 et de 1892 ont octroyé aux autorités locales devient terriblement inquiétant pour l'élément aristocratique du pays. Il faut remarquer, à ce propos, que ces lois ont accordé aux corps locaux le droit quasi-révolutionnaire d'évincer, moyennant juste indemnité, les propriétaires fonciers de leurs biens pour les céder aux journaliers ou simplement les leur louer pour une durée plus ou moins longue. Tant que la majorité, dans les assemblées locales, appartenait aux grands propriétaires, un pareil droit d'expropriation risquait fort de rester lettre morte et, en tous cas, son exercice n'atteignait les principaux intéressés que dans la mesure où ceux-ci y consentaient. Mais, depuis la loi de 1894, qui a donné à la composition des corps locaux un caractère plus démocratique, l'exercice du droit d'expropriation se trouve être à la disposition, et presque à la discrétion, des bénéficiaires eux-mêmes. Il est probable qu'ils en feront un usage beaucoup plus fréquent que leurs prédécesseurs.

Il y a là, principalement sur la question agraire, une lutte qui se dessine bien nettement entre les prolétaires et les grands propriétaires fonciers. Cette lutte, peut-être, sera grosse de conséquences pour l'avenir de la société britannique et aboutira au triomphe de la démocratie et à la suppression progressive de la grande propriété qui, telle qu'elle existe chez nos voisins, constitue non seulement une injustice et un scandale, mais, nous ne craignons de le proclamer, une honte sociale. M. Arminjon semble regretter la défaite prochaine de l'aristocratie anglaise et redouter les conséquences qu'aura cet événement pour les destinées du pays. Nous ne contestons pas la judicieuse remarque de M. Arminjon que l'aristocratie a été, jusqu'ici, la pierre angulaire de l'édifice social de l'Angleterre et qu'elle a contribué à porter le pays à sa grandeur actuelle. Mais de ce que cette aristocratie a été un élément de prospérité, il ne s'ensuit nullement qu'elle continuera toujours à l'être. Les conditions et la forme du gouvernement des peuples se transforment avec le temps et aussi avec les besoins nouveaux de chaque pays. Sans compter uniquement sur la loi de l'évolution, dont l'application est aussi fatale à l'existence des sociétés qu'à celle des individus, évolution qui consiste, en matière sociale, à élargir de plus en plus le groupe des personnes ayant le droit de participer au gouvernement des intérêts collectifs, il n'est pas téméraire d'avancer que l'aristocratie anglaise ne présente plus l'utilité qu'elle présentait jadis; l'éducation politique du peuple anglais paraît être achevée et l'éloignement des masses de la direction de la chose publique n'a plus sa raison d'être. Du reste, au point de vue de la prospérité sociale, on aurait peut-être de la peine à soutenir que l'aristocratie et la grande propriété anglaises ont donné des résultats bien satisfaisants.

Les dernières élections parlementaires ont fait triompher le parti conservateur et M. Arminjon ne doit pas en être mécontent. Il aurait, toutefois, tort de paraître plus rassuré sur les destinées de l'aristocratie britannique; il sait très bien que, en Angleterre, la lutte des partis politiques ne se confond pas avec la lutte des classes sociales. L'évolution démocratique, que nous sommes heureux de constater avec l'ouvrage que nous venons d'analyser, ne subit pas un temps d'arrêt.

NICOLAS POLITIS,

Docteur en Droit.

PAUL ROUGIER, *Précis de législation et d'économie coloniale*, Paris, 1895, 1 fort vol. in-12.

Le *Précis* de M. Paul Rougier est conçu sur un plan qui permet de passer successivement en revue, par un enchaînement naturel, toutes les questions coloniales, si intéressantes en elles-mêmes et d'une impor-

tance si immédiate à l'heure actuelle. M. R. débute par la définition et la classification des colonies en trois types : *C. de commerce*, *C. de peuplement*, *C. d'exploitation* : on y pourrait ajouter les colonies purement militaires, qui sont le premier stade de la vie coloniale. L'exposé de la légitimité et de l'utilité des colonies sert en quelque sorte de préliminaire à un historique très complet des colonies françaises avant le XIX^e siècle, et à un aperçu des systèmes de législation qui ont caractérisé les diverses phases de notre histoire coloniale. On pourrait regretter que, dans ce chapitre, ainsi que dans ceux où il traite de la législation civile et criminelle des colonies, M. R. n'ait pas apporté l'esprit de critique qu'on y pouvait espérer trouver. L'étude de l'organisation politique, administrative et municipale des colonies termine la première partie du livre et y occupe l'espace auquel elle a droit. Elle est suffisamment documentée pour être d'un puissant secours dans bien des cas, et donne une idée très nette de cette organisation coloniale si compliquée en apparence, si simple au fond. A signaler le paragraphe consacré aux banques coloniales et aux institutions de crédit. La seconde partie est entièrement consacrée à l'histoire des colonies françaises au XIX^e siècle, et à l'exposé des meilleurs moyens de colonisation. Appuyée sur des documents nombreux et bien choisis, cette étude approfondie et consciencieuse permet de se rendre compte des efforts qui ont été faits depuis 1845, et qui ont abouti à rendre à la France une partie de son empire colonial. Chaque colonie est l'objet d'une étude distincte très détaillée au point de vue administratif, économique et sociologique : il y a de précieux enseignements à en retirer en ce qui concerne les difficultés que présente la formation d'une nouvelle société et les précautions de toute nature à prendre pour en assurer le bon fonctionnement. On arrive ainsi par une succession d'idées toute naturelle à chercher le régime politique et administratif qui convient le mieux à nos colonies. L'étude des moyens de colonisation et de civilisation vient donc terminer le *Précis* de la façon la plus heureuse en donnant des idées générales quoique précises sur les grandes compagnies de colonisation ; l'emploi de la main-d'œuvre pénale et libre ; l'action militaire ; la propagande religieuse ; l'abolition de l'esclavage. Il y aurait des réserves à faire sur certaines des conclusions auxquelles arrive M. R., mais on ne saurait en mettre en doute l'impartialité. En somme, malgré un certain manque de critique, l'ouvrage de M. R. peut rendre les plus sérieux services, non seulement aux personnes qui veulent acquérir des notions générales sur les colonies, mais encore à celles qui cherchent la solution d'une question particulière, qu'elle soit politique, administrative, historique ou économique.

FR. DE ZELTNER,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

L. ARNAUD, *La Revision Belge*, Paris, in-8°, 1894.

Les passions politiques qui agitèrent si profondément la Belgique de 1890 à 1893, lors de la discussion des lois constitutionnelles, semblent apaisées, et les partis qui dirigeaient à ce moment l'opinion, paraissent avoir obtenu, dans la Constitution révisée de septembre 1893, les légitimes satisfactions qu'ils s'efforçaient d'atteindre. S'il est toujours difficile et imprudent de noter en pleine action les phases exactes et précises de la lutte, il ne manque point d'intérêt de retracer, après la pacification des esprits, les divers aspects du combat, les raisons et les influences qui l'ont déterminé et d'exposer avec impartialité les résultats acquis. C'est à cette pensée d'édification historique qu'obéit le livre de M. Arnaud. Il s'abstient de toute ambition polémique ; il ne marque point de ses sympathies telle conception politique ; il observe scrupuleusement et note exactement. Il ne nous offre pas davantage un commentaire de la nouvelle constitution belge ou des solutions toutes prêtes pour les difficultés qu'elle peut soulever. Mais il y a profit à rapprocher le spectacle des luttes pour la conquête des droits électoraux entreprise par les Belges du souvenir de nos propres efforts dans le cours du siècle. Et si l'on constate avec regret à quels obstacles, en matière politique, se heurte l'expérimentation, ne peut-on point, du dehors, suivre avec profit les conséquences des réformes élaborées dans des pays voisins ? Il sera ainsi donné à l'Europe d'apprécier les effets d'un mode de votation jusqu'alors inconnu, et dont la Belgique a résolu l'application, le vote plural.

En somme, ce petit volume, sans prétention dogmatique, d'apparence modeste, n'en aura pas moins un rôle fort appréciable, celui d'avoir fixé, d'une façon précise et impartiale, un point important de l'histoire constitutionnelle du XIX^e siècle.

ALFRED LAMBERT.

INFORMATIONS

C'est le lundi 30 septembre, à deux heures après-midi, qu'aura lieu la séance d'ouverture du second Congrès de l'Institut International de Sociologie. Les séances suivantes se tiendront le mardi 1^{er} octobre à neuf heures et demie du matin et à deux heures du soir ; le mercredi 2 octobre aux mêmes heures ; et le jeudi 3 octobre à neuf heures et demie du matin. Toutes se feront dans la salle des séances de la Société d'Anthropologie, 15, rue de l'École de Médecine, à Paris.

Plusieurs questions nouvelles se sont ajoutées à celles que nous indiquions, dans le dernier n° de la *Revue*, comme devant figurer à l'ordre du jour. Le programme actuel du Congrès comporte la discussion des questions suivantes : 1° les diverses conceptions de la sociologie ; 2° le matriarcat ; 3° l'évolution de la famille ; 4° le passage historique de la


propriété collective à la propriété individuelle (ou les causes de la dissolution de la communauté agraire); 5° y a-t-il une loi de l'évolution des formes politiques?; 6° le crime comme phénomène social; 7° la langue de la sociologie; 8° la loi de la rétrospection révolutionnaire et les lois de l'imitation; 9° les groupements des races et des métiers dans les sociétés primitives. Ces questions pourront d'ailleurs, vu les besoins du congrès, être discutées dans un ordre autre que celui qui vient d'être indiqué.

Les personnes qui souhaiteront assister aux séances devront demander au secrétaire général, M. René Worms (35, rue Quincampoix, Paris) des cartes d'entrée nominatives.

Nous avons su avec plaisir la création à Londres d'une Ecole des Sciences Economiques et Politiques, qui va fonctionner dès la prochaine rentrée scolaire. Placée sous le patronage et bénéficiant du concours pécuniaire de la Chambre de Commerce et de la Société des Arts de Londres, elle a pour directeur M. W.-A.-S. Hewins, et comporte des cours d'économie politique, de statistique, de commerce, d'histoire et de géographie commerciale, de législation commerciale et industrielle, de circulation et banques, d'impôts et finances, enfin de droit constitutionnel anglais et comparé. Elle fera des lectures publiques et des cours privés. Les élèves les plus avancés seront exercés aux recherches personnelles. Son enseignement formera des commerçants et des fonctionnaires instruits, aussi bien que les hommes d'étude. On ne peut que voir avec satisfaction cette création destinée à appliquer, aux questions concernant surtout l'industrie et le commerce, les méthodes de la science.

M. René Worms, directeur de la *Revue* fera cette année un cours public et gratuit de sociologie dans les locaux de l'Union Française de la Jeunesse (Paris, rue Montorgueil, 49, école Bussy). Le cours ouvrira le lundi 21 octobre prochain, à 9 heures du soir, et se continuera chaque lundi à la même heure. Il aura pour objet, la première année, une introduction générale à l'étude de la sociologie : objet, divisions, méthode et histoire de cette science.

Nous avons eu le regret d'apprendre la mort de M. Albert-Hermann Post, docteur en droit, juge au tribunal de Brême. Il était l'auteur d'ouvrages considérables sur le droit des peuples primitifs, en particulier des tribus africaines, et ses études avaient fait de lui un des maîtres de cette branche de la législation comparée qui confine le plus à l'ethnographie et à la sociologie.



OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

J. Conrad, Agrarkrisis in Deutschland (broch. grand in-8°).

H. Bendel, nochmals zur Einführung allgemeiner Handwerkschulen (broch. in-8°).

The London school of economics and political science (broch. in-8°).

Vadala-Papale, inconscio e conscio (in-8°).

Edmond Villey, le socialisme contemporain (in-8°).

R. Garofalo, la superstition socialiste, traduction française (in-8°).

Emile Levasseur, histoire de la démographie, conférence (broch. grand in-8°).

Maurice Bellom, la législation des sociétés de secours mutuels (broch. in-8°).

A. Giraud-Teulon, double péril social : l'Église et le socialisme (in-12).

Report on wages and hours of Labour, publié par le Board of Trade anglais (3 vol in-8°).

Report on Gain-Sharing, publié par le Board of Trade anglais (in-8°).

Lester Ward, the place of sociology among the science (broch. in-8°).

Louis Borno, la crise morale, conférence (broch. in-12).

Francis Walker, double taxation in the United States (in-8°).

Bulletin de l'Institut International de Statistique (in-4°).

Anatole Baju, principes du socialisme (in-12).

Études sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche, publiées par l'office du travail français : tome II, maladie, invalidité et vieillesse (in-8°).

Drs Correet Aubry, documents de criminologie rétrospective : Bretagne 17^e et 18^e siècles (in-4°).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. Leffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Les études récentes de Sociologie ⁽¹⁾

La sociologie est une science jeune; elle manifeste l'ardeur et parfois aussi les intempérances de la jeunesse; elle a des enthousiastes et elle a des détracteurs. Ces derniers lui reprochent jusqu'à son nom hybride, qui ne l'est cependant pas plus que celui de minéralogie. Ils lui reprochent de ne pas bien se définir elle-même, comme si aucune science était parfaitement définie. Ils lui reprochent, enfin, de ne pas avoir encore dégagé avec précision les procédés propres de sa méthode, comme si une science, au début, était obligée de déterminer sa manière de marcher, autrement qu'en marchant et en laissant au philosophe le soin des spéculations ultérieures sur la méthode. En fait, d'ailleurs, la sociologie est nettement définie depuis Auguste Comte : la science qui étudie les lois de la constitution et du développement des sociétés. Qu'est-ce qu'une société? En quoi diffère-t-elle de l'individu? Quel est le fait social le plus élémentaire? La société est-elle un organisme vivant ou une simple réunion d'individus? Ses lois rentrent-elles dans celles de la biologie, ou dans celles de la psychologie, ou constituent-elles un ordre spécial et original de relations?

(1) Ces pages ont été lues à l'Académie des sciences morales et politiques, en juillet 1895.

— Voilà, évidemment, des questions de haut intérêt, très différentes de celles que se posent, soit l'historien, soit l'économiste, soit le politique.

Comte affirme que les faits sociaux sont des faits naturels soumis aux lois naturelles. Avant lui, la conception purement biologique de la société était courante. Bacon et Pascal avaient comparé l'humanité à un seul homme, ses périodes à celles de la vie humaine. Les découvertes de la biologie avaient donné à ces métaphores un sens précis et les comparaisons étaient devenues des raisons. Il en était résulté une sorte de confusion de la sociologie avec la biologie : la première ne formait pas une science distincte. Par cela même, on s'en tenait au point de vue individualiste de la société : celle-ci, composée d'individus, apparaissait elle-même comme un grand individu soumis, en somme, aux mêmes lois biologiques que les autres : la profonde originalité, la spécificité des faits sociaux échappait.

Ce sera la gloire d'Auguste Comte que d'avoir montré dans les faits sociaux une sphère ayant sa valeur propre, ses lois propres, qui ne peuvent pas plus se ramener aux lois ordinaires de la pure physiologie que les lois de la physiologie ne se ramènent aux lois de la pure physique. L'application du darwinisme à la société humaine est un exemple du danger de vouloir réduire une science plus complexe à une autre plus simple, la sociologie à la biologie.

Auguste Comte ne méconnaît pas pour cela la dépendance de la sociologie par rapport à la psychologie, qui, elle-même, à ses yeux, rentre dans la biologie. « Puisque, dit-il, le phénomène social, conçu en sa totalité, n'est, au fond, qu'un simple développement de l'humanité, sans aucune création de facultés quelconques, toutes les dispositions effectives que l'observation sociologique pourra successivement dévoiler devront donc se retrouver, au moins en germe, dans ce type primordial que la biologie a construit par avance pour la sociologie (1) ».

En biologie, on distingue l'organisation, qui est statique, et la vie, qui est dynamique ; de même en sociologie, Comte distingue l'ordre social et le progrès social. Aristote avait déjà presque constitué la théorie de l'ordre social ; d'autre part, depuis le xviii^e siècle, on avait élaboré celle du progrès social ; mais on n'avait jamais présenté ces deux éléments dans leur véritable relation, qui n'est pas un antago-

(1) Cours de phil. posit., IV, 333.

nisme, mais une harmonie. A l'époque de Comte, eclectiques et doctrinaires se contentaient de compromis plus ou moins précaires ; il fallait arriver à une doctrine rigoureusement scientifique, vraiment positive, où l'ordre fût démontré la base statique du progrès, où le progrès fût démontré le développement dynamique de l'ordre. Comte, dans sa théorie de la société, essaya de concilier tout ce que l'école des conservateurs avait pu dire en faveur de l'ordre, tout ce que l'école des révolutionnaires avait pu dire en faveur du progrès. A vrai dire, il fit pencher la balance du côté de l'autorité ; son principe sociologique n'en demeura pas moins vrai.

Ce sera un des plus grands titres d'Auguste Comte que d'avoir donné à la sociologie, non pas seulement un nom (ce qui a déjà son importance pour bien marquer l'individualité et l'originalité d'une étude), mais encore et surtout une constitution scientifique. La France aura ainsi, dans un ordre d'idées qui sont d'intérêt capital, pris l'initiative. L'Angleterre, avec Stuart Mill et Spencer, a suivi l'impulsion et produit des œuvres de premier ordre : Stuart Mill a étudié la méthode de la science sociale ; Spencer a fait de beaux essais de description et de systématisation ; puis, dans le pays même d'Auguste Comte, comme aussi en Angleterre, on s'est arrêté quelque temps ; mais, depuis un certain nombre d'années, la sociologie a repris son importance, et c'est surtout en France que, de nos jours, le mouvement sociologique est considérable.

La définition, la méthode, les faits élémentaires et les grandes lois de la sociologie, ses applications les plus générales et, en un mot, tout ce qui constitue la philosophie de cette science, sont actuellement, chez nous, l'objet de recherches déjà très fécondes en résultats. Pour ne citer que les œuvres les plus récentes et dues aux plus jeunes, on ne saurait méconnaître l'originalité et la force des travaux de M. Gabriel Tarde et de M. Durkheim, qui avaient, d'ailleurs, été précédés par Guyau, M. Espinas, M. de Roberty et d'autres encore. M. Letourneau a publié aussi de bonnes études sur l'évolution de la propriété, du droit, de la civilisation, etc. (1) On sait que la *Revue de Sociologie* a été fondée sous la direction de M. René Worms qui, lui-même, a publié et s'appête à publier encore d'excellents travaux de sociologie. Enfin, grâce à la même initiative, a été fondé un Institut international de Sociologie dont le premier Congrès, on s'en souvient,

(1) Mentionnons aussi, en Belgique, les excellents livres de M. Greef.

fut tenu à Paris, en octobre 1894, sous la présidence de M. John Lubbock. Ce Congrès donna lieu à des lectures très variées, faites par des savants de divers pays. On trouvera ces lectures reproduites intégralement dans les *Annales de l'Institut international*, avec le beau discours inaugural de M. John Lubbock, qui contient des observations et documents sur les effets sociaux de la lutte des classes, sur ceux de l'instruction et de l'éducation en Angleterre.

Fustel de Coulanges est un de ceux qui ont rendu jadis le plus de services à la sociologie, et cependant sa qualité d'historien professionnel, jointe à son peu de compétence philosophique, lui a fermé les yeux à lui-même sur la valeur propre de la science qu'il contribuait à faire avancer. « Depuis quelques années, dit-il, on a inventé le mot sociologie. Le mot histoire a le même sens et signifie la même chose, du moins pour ceux qui le comprennent. L'histoire est la science des actes sociaux, c'est-à-dire la sociologie elle-même. »

Sans doute, peut-on répondre, l'histoire est ou du moins devrait être la science des actes sociaux; mais il est clair qu'elle les étudie seulement dans leurs manifestations passées, dans les faits de toute sorte qui les ont révélés, sous des formes diverses, à travers les siècles; elle ne les étudie pas en eux-mêmes, dans leurs lois propres, indépendamment des phénomènes et actions contingentes par lesquels ils ont pu se manifester dans le temps. La philosophie même de l'histoire, sans parler de l'histoire proprement dite, n'est qu'une application de la sociologie à l'explication et à l'appréciation du développement de l'humanité; elle n'est pas la sociologie elle-même. Aussi M. John Lubbock a-t-il parfaitement répondu à Fustel de Coulanges dans son discours d'ouverture : « Les hasards, les successions, les dynasties peuvent à peine entrer dans la sociologie, tandis que la discussion des questions touchant l'éducation, la santé, la condition des pauvres et beaucoup d'autres circonstances contribuant en grande mesure à la prospérité et au bien-être de l'humanité, n'ont pas fait pour ainsi dire partie de l'histoire, en tous cas jusqu'à présent. Il y a donc des portions de l'histoire qui ne rentrent pas dans le domaine de la sociologie, et des questions de sociologie ne rentrant pas dans le domaine de l'histoire. Comme il est triste que les historiens aient tellement négligé le rôle social de l'histoire ! Nous trouvons des pages et même des chapitres consacrés à des guerres, à des batailles, à des luttes pour le pouvoir, tandis que la condition sociale du peuple est entièrement omise ou traitée en une phrase ou deux. Il est dit que : heureux est le peuple qui n'a point d'histoire. — Point

d'histoire ! Il ne peut pas y avoir de peuple sans histoire. Il se peut que l'histoire se compose du développement et de la croissance tranquille et silencieuse d'un peuple, mais cela n'en est pas moins une histoire, et elle est, pour cette raison même, plus instructive et plus intéressante (1) ». M. John Lubbock a raison ; on peut seulement dire que lui-même paraît trop absorber la sociologie dans ses applications concrètes à ce qu'on nomme les questions sociales ou à la condition économique du peuple. La sociologie proprement dite étudie les lois mêmes de la vie en société, les formes que cette vie peut prendre, la succession de ces formes, en un mot, répétons-le, toutes les conditions d'équilibre et de mouvement dans les divers groupes sociaux. Elle demande des lumières à l'histoire comme aux autres sciences sociales, mais pour leur en rendre à son tour et pour leur donner surtout une unité de principes, de lois et de but. La sociologie donc bien est une science à part ; elle ne se confond pas plus avec l'histoire que la mécanique ne se confond avec la description des divers états du ciel aux diverses époques cosmographiques.

Dans la préface et dans différentes études que les *Annales* contiennent, M. René Worms a fort bien déterminé et il a même, pour son compte, appliqué les règles les plus générales de la méthode en sociologie, règles sur lesquelles on peut dire que l'accord est fait : « 1° considérer tous les phénomènes sociaux comme intimement liés les uns aux autres, sans en omettre aucun dans les recherches ; 2° en l'étude de chacun d'eux, procéder par la méthode objective plutôt que par la méthode subjective, observer, classer, induire, au lieu d'inventer et de construire ; 3° par suite, s'efforcer de bien connaître le monde social tel qu'il est, ce qui, seul, permettra de dire ce qu'il devrait ou devra être ; faire de la science avant de prétendre faire des réformes ; savoir pour agir, mais savoir avant d'agir. »

A l'objet et à la méthode de la sociologie se rattachent, dans le même volume, l'essai de M. Paul de Lilienfeld sur « la méthode organique appliquée à l'étude des phénomènes sociaux », puis le « programme de sociologie » proposé par M. Gumplowicz. Il y aurait, d'ailleurs, de très grandes réserves à faire sur ces deux études, l'une qui exagère la ressemblance des sociétés avec les organismes, l'autre qui prétend réduire la sociologie à une lutte des races ou des groupes sociaux.

(1) *Annales*, p. 2.

M. Gumplowicz pose très bien l'objet propre de la sociologie, ou, comme il dit, le « processus naturel » qu'elle doit étudier pour sa part et qui n'est l'objet d'aucune autre science. « Ce sont, dit-il, les mouvements des groupes humains et les influences exercées par eux réciproquement qui constituent le processus naturel formant l'objet de la sociologie. » Mais, de cette définition générale, qui est acceptable, le savant autrichien passe tout d'un coup à cette conclusion inattendue, incomplète, qui est une mutilation systématique de l'objet de la sociologie : « Chaque groupe humain, dit-il, tend à s'assujettir d'autres groupes afin d'améliorer, par les services de ceux-ci, son propre bien-être ». Selon M. Gumplowicz, ce sont « les actions et réactions des groupes conquérants et conquis », qui constituent l'objet de la sociologie. A nos yeux, c'est restreindre arbitrairement le lien social que d'y voir un simple *vinculum* imposé par la force. N'y a-t-il dans la société aucun lien de sympathie, d'imitation, de suggestion mutuelle ? N'y a-t-il aucun phénomène d'attraction pacifique, soit entre les sensibilités, soit entre les intelligences, soit entre les volontés ? Tout se réduit-il à la lutte des races et à la guerre ? M. Gumplowicz nous donne un exemple de l'esprit de système poussé à son dernier degré d'exclusivisme ; quelque talent qu'il apporte à soutenir son point de vue propre, quelque vérité partielle qu'il y ait dans son étude de l'élément de *lutte* sociale, on ne saurait lui accorder que l'idée de *coopération* et d'*union* ne soit pas encore plus fondamentale, au point de constituer l'idée sociale elle-même. La lutte est, au fond, anti-sociale, quoique ses effets puissent être finalement utiles. M. Gumplowicz prend pour l'essence de la société ce qui en est la limitation et la négation partielle. Ce qui unit les hommes, non ce qui les désunit, voilà ce qui fait d'eux une société véritable. Dans son ingénieux essai sur *la Justice et le Darwinisme*, M. Jacques Novicow abuse encore, selon nous, de l'idée de la lutte, dans laquelle il fait tout rentrer ; il abuse aussi de ce qu'il y a d'ambigu dans cette expression générale : *le triomphe des meilleurs*. M. Georges Simmel, un des meilleurs sociologues d'Allemagne, a apporté aux *Annales* une bonne contribution sur « l'influence du nombre des unités sociales sur les caractères des sociétés. »

M. Kovalewsky nous écarte un peu de la sociologie proprement dite, dans sa très savante étude sur le préhistorique en Russie ; M. Galton nous en rapproche davantage en étudiant les déviations physiques et mentales des enfants dans les écoles publiques ; M. Fiamingo aborde la question des « sans-travail » et M. Enrico Ferri, celle du socialisme, qu'il confond très mal à propos avec la sociologie. M. Tœn-

nies nous présente des considérations sociologiques sur l'industrie moderne, M. de Krauz, sur la psychiatrie et la dégénérescence ; M. Dorado rapproche la sociologie du droit pénal ; M. Posada étudie l'anarchisme au point de vue sociologique ; M. Combes de Lestrade s'occupe de la division du sol et de ses effets sociaux ; M. Mandello, de l'importance sociologique des agglomérations ; M. Abrikossof, de l'adaptation des individus au milieu social.

Ne pouvant tout passer en revue, nous nous arrêterons à l'essai très important de M. Gabriel Tarde sur la « sociologie élémentaire » qui fait le plus grand honneur aux études françaises de sociologie. Cet essai est tout ensemble une exposition des idées fondamentales de M. Tarde et une critique des idées d'un autre sociologue, lui aussi éminent, M. Durkheim, qui a récemment publié un travail très remarquable sur la méthode sociologique. Ces deux écrivains représentent deux tendances dominantes et contraires de la sociologie actuelle, l'une toute positiviste et objective, qui aboutit à considérer les faits sociaux comme des « choses » indépendantes des volontés humaines et ayant une sorte d'existence à part des individus ; l'autre, qui rattache la sociologie à la psychologie et la considère comme une sorte de psychologie collective. M. Tarde est de ceux qui prennent cette seconde direction.

La conception juridique du lien social est celle qui le ramène à un contrat, explicite ou implicite. A quoi M. Tarde répond qu'on est associé de fait sans avoir jamais contracté, même implicitement. — Mais on pourrait répliquer que le seul fait de vivre et d'agir au sein d'une société quelconque, alors même qu'on est contraint d'y vivre et d'y agir, entraîne, comme conséquence de ce consentement général, d'abord forcé, une série de consentements partiels ; que, en définitive, de bon cœur ou de mauvais gré, on finit par accepter, pour son compte, la convention sociale, et par essayer d'en tourner les avantages à son profit personnel. Il y a un désir fondamental de vivre en société, qu'il est impossible de mettre ici hors de compte. Donc, sans consentir à une foule de choses qui se passent dans toute société où on a été jeté de fait, on consent à une foule d'autres, et on se résigne à supporter le reste, ce qui est encore une manière d'acceptation « la mort dans l'âme ». Bref, il y a toujours un élément volontaire dans la participation d'un être intelligent à la vie sociale sous une de ses formes et dans un de ses lieux d'action. Et cet élément rationnel est beaucoup plus vraiment social que l'élément imitatif, qui est machinal et si voisin du mécanisme.

De même, la conception économique du lien social le ramène à un

échange de services. M. Tarde objecte qu'on est souvent membre de la même société, non seulement sans se rendre aucun service, mais même en se nuisant réciproquement. « C'est, dit-il, le cas des confrères, qui presque toujours se font concurrence ». Mais nous répondons que, si grande que soit une concurrence, elle implique cependant une participation fondamentale aux services mutuels de l'ordre social. La rivalité de deux marchands ne les empêche pas de coopérer, chacun pour leur part, de leur intelligence et de leur argent, au maintien et au développement de l'ordre social et même national. Or, sous ce rapport, ils se rendent des services mutuels, fussent-ils, pour d'autres choses, selon l'expression vulgaire, « à couteaux tirés. »

Tout n'est donc pas faux dans l'idée du service social. « On peut se rendre mutuellement, objecte encore M. Tarde, entre castes hétérogènes, de même qu'entre animaux différents, les services les plus signalés et les plus continus, sans former une société. » Nous ferons observer que, partout où il y a des services conscients et mutuels, il y a un commencement de lien social, alors même que, sous d'autres rapports, on appartiendrait à des sociétés particulières opposées et mêmes ennemies. Une société n'est pas la société. Celle-ci enveloppe tout ce qui a conscience d'être en mutualité de services, surtout de services volontaires. Il ne nous semble donc pas que le côté économique du lien social doive être négligé.

Enfin, certains sociologues donnent pour propriété caractéristique des actes sociaux d'être imposés du dehors par une contrainte quelconque, prenant une forme quelconque, depuis celle de la peine, jusqu'à celle de la simple coutume ou mode. Ici, c'est le côté déterminant de la société, non plus le côté volontaire, qui est mis en avant, et nous prenons une direction tout autre. Si M. Durkheim voulait dire que la force collective est ce qui constitue le lien social, se serait une exagération notoire; mais nous pensons qu'il veut seulement désigner sous le nom de *contrainte* collective tout ce qui exerce collectivement une influence déterminante sur l'individu, par quelque moyen que cette influence se manifeste. Il s'agit, selon nous, d'un déterminisme collectif. Or, ce point de vue a aussi sa vérité. Le principe même de l'imitation, mis en avant par M. Tarde, lorsqu'il aboutit à l'imitation-coutume, à l'imitation-mode, est une forme de détermination de l'individu par la collectivité.

Il ne nous semble donc pas que M. Tarde ait suffisamment dégagé ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans les principes différents du sien. Quant à ce dernier même, il ne nous paraît pas aussi fondamental

qu'il le suppose. Sans doute, on trouve partout dans la société humaine l'imitation, comme aussi parmi les singes. Et on peut se demander, si un singe qui imite ce qu'un homme fait devant lui, accomplit, pour cela, l'acte fondateur du lien social. Nous en doutons fort. Dans un troupeau de singes, dit M. Tarde, de chevaux, de chèvres, d'abeilles mêmes et de fourmis, le chef donne l'exemple de l'acte qu'il ordonne *in petto*, et le reste du troupeau l'imité. — Sans doute, mais, outre la simple imitation machinale, qui n'est qu'un moyen, il y a ici une intention commune d'échapper à un commun danger ou de prendre un commun plaisir, ne fût-ce que le plaisir d'agir ensemble, de crier, de gesticuler, de bondir ensemble. Et c'est ce désir commun, avec l'idée ou l'image du groupe toujours présent à l'esprit de chaque individu, qui établit entre les individus divers un commencement de lien social; ce n'est pas le fait brut de l'imitation.

Sans vouloir entrer à fond dans l'examen du problème, il nous semble donc que la société est constituée indivisiblement par un ensemble de nécessités collectives et par un consentement individuel, plus ou moins implicite, à ces nécessités. Il y a à la fois de l'involontaire et du volontaire dans le lien social, et l'individu doit avoir, fût-ce sous une forme confuse et inconsciente, le sentiment et l'intention de son lien avec autrui, pour faire vraiment partie d'une société digne de ce nom. Pas de société, sans un désir d'union, plus ou moins conscient et sans une représentation plus ou moins vague du tout dont on fait partie.

Selon M. Tarde, il y a deux faits psychologiques qui, quand ils passent par imitation d'un individu à l'autre, deviennent des faits sociaux : les croyances et les désirs. Un système de croyances et de désirs imités et propagés, voilà ce qui constitue le fond même de la sociologie; mais les croyances et les désirs mêmes qui en dérivent ou s'y joignent ont leurs lois logiques; il y a donc une logique sociale, par laquelle s'expliquent une multitude de phénomènes sociaux, qui même se retrouve dans tous les phénomènes sociaux, comme une de leurs conditions les plus essentielles.

C'est l'étude de cette logique, de ses lois et de leurs principales applications que M. Gabriel Tarde a tentée dans son dernier livre sur la *Logique sociale*. Entreprise nouvelle et de haute importance; ce serait déjà un mérite de l'avoir conçue; à plus forte raison en est-ce un, que de l'avoir, en partie, menée à bonne fin avec un talent très supérieur, un savoir étendu et varié, une ingéniosité d'esprit qui va jusqu'à une subtilité souvent nécessaire, une vaste imagination qui

entraîne à des analyses ordinairement heureuses, parfois hasardeuses; en même temps que le goût de l'analyse, une faculté de synthèse et de systématisation, à laquelle se reconnaît le vrai philosophe; voilà les qualités bien connues de M. Tarde, dont ce nouvel ouvrage nous apporte une preuve éclatante.

Une autre question, à laquelle les études récentes de sociologie apporteront de la lumière, c'est celle du progrès social. Autrefois, la société humaine s'était proposé un idéal fixe, sans concevoir de progrès.

A partir du ^{xvii}e siècle et surtout au ^{xviii}e, on se proposa un idéal infini, on rêva un progrès illimité. L'école de Saint-Simon et de Comte, mettant à profit les conceptions nouvelles des sciences biologiques, comprit que les lois de la vie et du progrès étaient subordonnées à la structure même des sociétés et que celle-ci ne varie pas sans limites ni au gré des volontés. Comme Kant, Auguste Comte admet la loi de continuité. « Il faut, dit-il, concevoir chacun des états sociaux consécutifs comme le résultat nécessaire du précédent et le moteur indispensable du suivant. » Comte a le mérite d'avoir vu que les développements spéciaux de l'activité humaine ne sont pas des époques *successives* de l'histoire, et que l'évolution sociale est, selon ses propres termes, un mouvement général collectif, résultant de la corrélation entre les mouvements particuliers qui la constituent. Reste à savoir quel est, dans le mouvement social, l'élément dominateur. On sait que Comte l'a cherché dans l'intelligence; il a conçu l'histoire de la société comme réglée par l'histoire de l'entendement humain. De là d'importantes discussions, que nous voyons se prolonger de nos jours. Selon l'école sociologique qui attribue aux éléments objectifs l'influence prépondérante, pour ne pas dire unique, la vie intellectuelle et consciente n'a pas l'importance que Comte suppose : la principale influence appartient à la vie organique et inconsciente, résultant elle-même des acquisitions séculaires les plus lointaines, fixées et intégrées dans les institutions, les coutumes, les lois, l'état économique, etc. Dans les sociétés comme dans les individus, les centres supérieurs de l'organisme, ceux de l'encéphale, ont pour fonction de coordonner la vie consciente, celle qui n'est pas encore incorporée à la vie automatique ou qui ne le sera jamais (1). Comte revenait, sans s'en douter, à la

(1) De Greef, *Transformisme social*, p. 224.

philosophie idéaliste, quand il admettait que les idées et les opinions gouvernent le monde. Pourtant, Auguste Comte ne méconnaissait pas la pression exercée par le passé sur le présent, puisqu'il admettait que le gouvernement des sociétés est exercé encore moins par les vivants que par les morts, beaucoup plus nombreux, beaucoup plus puissants et qui contribuent ainsi pour une plus large part à la formation du grand être humanitaire. En outre, dans l'organisme même de l'individu, est-il vrai que la vie végétative et animale soit vraiment directrice? — Fondamentale, oui sans doute, mais dirigeante, non; elle est au contraire dirigée. C'est la tête, après tout, qui mène le corps; sans doute elle ne peut pas lui faire accomplir ce dont il est organiquement incapable; mais la plasticité du cerveau est bien connue et, dans le domaine soumis à la volonté, les idées reprennent leur empire. Bien entendu, il ne s'agit pas d'idées pures et abstraites, mais d'idées développant des sentiments! Ce sont celles-ci qui constituent les vraies idées-forces. Un ferment, a-t-on dit, suffit pour produire une décomposition de forces et amener une recomposition; l'idée sert de ferment; son action n'est pas toujours visible, mais elle a un pouvoir de destruction et de rénovation.

Une notion qui joua un rôle capital dans le positivisme, c'est celle d'organisation, opposée à l'idée de liberté individuelle et de critique destructive. Pour le positiviste, l'organisation a, par elle-même et en elle-même, une valeur, parce que, dans l'ordre intellectuel, elle est un lien d'idées, dans l'ordre social, un lien de sentiments et de volontés. Pour les fondateurs de la sociologie, cette idée ne pouvait manquer de passer au premier plan. Saint-Simon parle sans cesse d'organiser : organisation de l'industrie, organisation de la science, organisation de la religion. Auguste Comte distingue, dans le progrès social de l'humanité, les époques critiques, où l'on soumet tout à l'examen pour préparer, par la destruction de l'ancien, l'avènement du nouveau, et les époques organiques ou d'intégration, où une nouvelle forme de société prend vie, prend corps.

Dans l'état organique, la variété est ramenée à l'unité : tous les faits de l'activité humaine sont classés, prévus, coordonnés par une théorie générale, où le but de l'action sociale est nettement défini. Dans l'état critique, la lutte des individualités, des libertés, des opinions et directions diverses devient prédominante. Selon Saint-Simon, il y a eu un état organique antérieurement à l'ère gréco-romaine, qui est philosophique et critique; la constitution de l'église chrétienne représente la deuxième période organique; avec la Réforme commence

la période critique où nous nous débattons encore. Cette conception a l'avantage de concilier la notion du progrès avec l'existence des périodes régressives ; mais les divisions tranchées sont impossibles ; il y a toujours en même temps des phénomènes de progression et d'autres de régression (1). Dans nos sociétés modernes, principalement, on ne saurait s'attendre à une stabilité générale comme celle de l'antique Orient. Les mouvements deviennent de plus en plus rapides et se produisent en tous sens. Stabilité absolue et absolue instabilité seraient d'ailleurs également mortelles.

Le Moyen-Age, à première vue, semble une décadence par rapport à l'antiquité : mais, ce qui constitue en lui un véritable progrès, c'est l'organisation spirituelle si puissamment établie par le catholicisme et qui, du domaine des idées et croyances, passa dans le domaine temporel, politique et social. Notre époque, aux yeux de Comte, n'est encore que critique : la science est en train de détruire l'ancien ordre d'idées et d'institutions, sans avoir pu encore faire surgir le monde nouveau ; mais une époque viendra de science et de philosophie positive, où se produira un nouvel organisme spirituel et social, bien supérieur encore, par sa cohésion, à celui du Moyen-Age et qui en aura tous les avantages sans en offrir les inconvénients. La philosophie scientifique renouvellera, par le savoir positif, les merveilles de la foi transportant les montagnes.

Comte admet finalement une évolution continue du genre humain, qui consiste dans une réalisation toujours plus complète de la nature humaine, et le problème qu'il traite est de trouver l'ordre de cette évolution (2). A quoi on a objecté : — Si cette évolution existe, la réalité n'en peut être établie que la science une fois faite. De plus, ce progrès sériaire et continu de l'humanité n'existe pas. Des sociétés particulières, formant des individualités distinctes, naissent et meurent sans que leur chute forme une série géométrique où chaque terme prolonge l'autre (3).

A en croire M. Durkheim, les étapes que parcourt l'humanité ne s'engendrent même pas les unes les autres. « On comprend bien que les progrès réalisés à une époque déterminée dans l'ordre juridique, économique, politique, etc., rendent possibles de nouveaux progrès ;

(1) M. de Greef a insisté sur ces dernières. Voir son *Transformisme social*.

(2) Durkheim, la *Méthode sociologique*.

(3) Durkheim, *ibid.*

mais en quoi les prédéterminent-ils ? Ils sont un point de départ qui permet d'aller plus loin ; mais qu'est-ce qui nous incite à aller plus loin ? Il faudrait admettre alors une tendance interne qui pousse l'humanité à dépasser sans cesse les résultats acquis, soit pour se réaliser complètement, soit pour accroître son bonheur, et l'objet de la sociologie serait de retrouver l'ordre dans lequel s'est développée cette tendance ». Mais, ajoute M. Durkheim, cette tendance n'est pas « donnée elle n'est que « postulée et construite par l'esprit d'après les effets » ; qu'on lui attribue. C'est une sorte de faculté motrice que nous imaginons sous le mouvement pour nous en rendre compte ; mais la cause efficiente d'un mouvement ne peut être qu'un autre mouvement, non une virtualité de ce genre (1). » Ce raisonnement exclut du nombre des facteurs de l'évolution sociale tous les facteurs psychiques, idées et désirs. Mais, répondons-nous, il n'est pas besoin d'admettre une virtualité, une tendance occulte au bonheur pour comprendre que, en fait, les hommes recherchent le plus grand bonheur possible, qu'ils ont des idées et des sentiments qui les mènent, etc. M. Durkheim oppose la conscience collective à la conscience individuelle, tout en reconnaissant qu'on ne peut « hypostasier » la première. Les états qui constituent la conscience collective, diffèrent, dit-il, spécifiquement de ceux qui constituent les consciences particulières, parce qu'ils ne sont pas formés « des mêmes éléments ». Les uns résultent de la nature de l'homme pris isolément, les autres de la combinaison d'une pluralité d'êtres de ce genre. « Ces résultantes ne peuvent donc pas manquer de différer, puisque les composants diffèrent à ce point (2). » Sans doute, mais les résultantes se produisent dans des consciences individuelles ; elles sont la partie de ces consciences où retentit l'action des autres consciences et des conditions sociales. Il nous semble donc impossible d'exclure, avec M. Durkheim, les considérations psychologiques du domaine propre de la sociologie.

En somme, la sociologie fait de nos jours d'incontestables progrès ; elle a seulement besoin de délimiter mieux son objet et sa méthode, de ne pas se perdre dans les recherches voisines telles que la morale, le droit, l'économie politique, la politique, l'ethnographie, l'anthropologie, l'histoire ; de ne pas oublier, dans l'étude de ce qui n'est pour

(1) Durkheim, p. 144.

(2) Durkheim, p. 128.

elle que des matériaux, l'édifice qu'elle doit construire. Mais on ne peut demander à une science qui débute la même sûreté et la même précision qu'à une science déjà en grande partie constituée et isolée des autres; de la confusion qu'offrent aujourd'hui les recherches de nos savants, l'ordre sortira et les questions dites sociales, en devenant sociologiques, deviendront scientifiques.

A. FOUILLÉE,
de l'Institut.

Un essai d'économie sociale

PAR UN AMÉRICAIN.

M. Albion W. Small, professeur en chef de sociologie à l'Université de Chicago, a publié l'année dernière, avec la collaboration de M. Georges E. Vincent, vice-chancelier du « Chatauqua system of education », un volume intitulé *An introduction to the Study of society*. L'Université de Chicago est de création récente; fondée dans un pays nouveau qui, peuplé d'hier, est fier de son développement rapide et dont l'esprit entreprenant se tourne plus spontanément vers l'avenir qu'il ne s'attache au passé, elle ne craint pas les nouveautés. Elle a inscrit le mot de « science sociale », sur son programme et elle a même institué en 1892, un « Department of sociology », c'est-à-dire, une section dont les cours, professés par plusieurs maîtres, sont consacrés à ce genre d'étude.

Quelques autres universités l'avaient un peu devancée dans cette voie, mais plus timidement. Quelques livres avaient été publiés, entre autres « *Introduction to the social philosophy* », de J. S. Mackensie, « *Sociology as a University study* », de Franklin H. Giddings. Mais le livre de M. Small est le premier qui, en Amérique, ait été composé spécialement pour les étudiants : c'est un manuel élémentaire de sociologie. A ce titre seul, il mériterait d'être signalé. Il le mérite, en outre, par le talent de l'auteur, qui expose avec simplicité et avec une parfaite clarté un sujet complexe, et qui s'est gardé le plus souvent de l'utopie dans un sujet qui y prête, et par le caractère dominant

d'une étude faite aux États-Unis, par un Américain, pour des étudiants américains.

L'ouvrage est divisé en cinq livres : l'origine et le but de la sociologie, l'histoire naturelle d'une société, anatomie sociale, physiologie et pathologie sociales, psychologie sociale.

C'est surtout le second, l'histoire naturelle d'une société, qui porte le cachet de son origine. L'auteur y raconte la formation d'une ville.

Dans une vaste prairie, sur le bord d'un cours d'eau arrive un pionnier avec sa femme, son chien, sa vache, son chariot traîné par deux bœufs qui contient le mobilier de la famille, un coq et quelques poules. Le site lui paraît favorable; il se fixe dans cette solitude. Il commence par préparer le sol d'un jardin et d'un champ, par planter et semer, vivant d'abord des provisions qu'il a apportées et auxquelles s'ajoutent le produit de sa pêche et de sa chasse, le lait de sa vache et les œufs de ses poules. Dès que les premiers travaux lui laissent quelques loisirs, il construit avec les arbres qu'il abat une cabane où il se trouve plus à l'abri que sous la bâche de son charriot. Sa femme fait la cuisine, s'occupe de l'intérieur, de la volaille et l'aide dans quelques-uns de ses travaux. Le soir ils causent de leurs amis qui sont loin, de leurs projets et de leurs espérances d'avenir; le dimanche ils lisent et commentent la Bible. Un enfant naît, puis deux autres; la famille s'agrandit et les devoirs sociaux augmentent. La mère élève ses enfants dont l'ainée, une dizaine d'années après, est devenue une compagne et une auxiliaire; elle prend soin du petit frère. Mais un enfant meurt; la douleur est aussi, comme le travail et l'affection, une des conditions nécessaires de la vie sociale.

Peu à peu, la solitude s'est peuplée. Il y a maintenant un dizaine de fermiers. Des relations se sont formées, des amitiés, et aussi des jalousies et des rivalités. Le commerce est né; quoique chacun produise à peu près sa subsistance, il y a des échanges de ce que l'un a contre ce que l'autre n'a pas. La division du travail apparaît aussi; il y a des gens de métier. Notre premier colon, qui occupe le bord de la rivière, conçoit l'idée de construire un bac pour faciliter le passage; le voilà entrepreneur de transports; gagnant de l'argent et encouragé par le succès, il entreprend le roulage. Quelques années après, un pont de bois, construit à frais communs, a remplacé le bac et déterminé la convergence en ce point des directions, puis des chemins divergents dans la contrée. Les arpenteurs du gouvernement sont venus dans l'intervalle et les habitants ont pu, en vertu de la loi du homestead, convertir en propriété légale ce qui n'était qu'une occupation de fait;

chacun entoure son domaine d'une clôture sommaire et tous se sont entendus pour charger quelques-uns d'entre eux de veiller à l'entretien du pont, des chemins, puis pour entretenir une école, et ils se sont cotisés pour payer la dépense. C'est une étape de plus dans la vie commune. L'organisation, — M. Small ne serait pas éloigné de dire l'organisme quoiqu'il avertisse les étudiants de ne pas confondre l'organisme animal avec l'organisme social — devient plus compliquée; la division du travail et la spécialité des fonctions apparaît.

On ne voit plus seulement un fermier qui fait le roulage à l'occasion; on trouve un charpentier, un forgeron, etc., parce qu'il y a assez d'habitants pour occuper à peu près tout le temps d'un homme au travail du bois et du fer et qu'un ouvrier qui exerce toujours le même métier fait mieux que celui qui ne le pratique qu'accidentellement. Dans le même temps, la diversité des conditions sociales s'est accentuée. Quand il n'y avait que des cultivateurs récemment installés et vivant de leur bétail et de leur récolte, il y avait déjà des différences, parce que partout les hommes sont inégaux en force et en intelligence et sont inégalement favorisés par les circonstances, mais elles étaient peu sensibles. Maintenant, il y a des champs en pleine culture et d'autres presque en friche; il y en a qui vivent dans un luxe relatif, pendant que d'autres végètent pauvrement ou ont dû quitter la place, après s'être ruinés; il y a des maîtres et des serviteurs; il y a plus de vices ou, du moins, plus d'occasions d'entraînement pour les natures vicieuses, parce qu'il y a des bars, des oisifs de l'un et de l'autre sexe et que le nombre des mauvais ménages a augmenté avec la population. Il s'est formé aussi dans l'agglomération générale des groupes particuliers, en vertu de certaines affinités; il y a des partis, des amitiés et des inimitiés.

Voici une particularité tout américaine. Des pionniers estimant que le lieu convient à la création d'une ville, forment une société, « town association », dans laquelle entrent plusieurs fermiers et qui, conformément à la loi, obtient la cession d'une section (carré d'un mille de côté), et achète une bande complémentaire de terre qui rend la future ville riveraine du cours d'eau. La corporation trace le plan des rues se coupant à angle droit, attribue un certain nombre de « lots » (terrains à bâtir) aux membres de la société, comme parts de fondateur, en donne, en outre, gratuitement quelques-uns pour attirer des hôteliers, des manufactures, etc., puis vend peu à peu les autres, en employant l'argent des ventes aux travaux de voirie et d'amélioration.

Le prix de ces terrains augmente avec la densité de la population et avec les commodités d'existence que procurent les travaux publics. Ce n'est d'abord qu'un village, mais ce village devient, avec les années ville et les constructions débordent hors du terrain primitivement concédé; il se forme une grande agglomération composée d'abord de plusieurs groupes administratifs qui, ayant beaucoup d'intérêts communs, sentent le besoin de les régler en commun et obtiennent une charte de cité. Alors, on construit de grands égouts, on amène de loin une bonne eau potable, on plante des parcs, on multiplie les ponts pour réunir les quartiers qui se sont peuplés des deux côtés de la rivière, on organise la police, les secours en cas d'incendie; on crée des écoles de plusieurs degrés et des bibliothèques publiques; maintes entreprises sont fondées qui n'étaient pas compatibles avec les faibles ressources de la vie rurale : omnibus, cars, journaux, hôtels à tout prix, grands magasins, théâtres, hôpitaux. La terre a augmenté considérablement de valeur dans la partie centrale; parmi les premiers colons, beaucoup font d'énormes bénéfices par la vente de leurs terres; mais, d'autre part, les moins fortunés ne peuvent plus en acheter; ils ne peuvent le faire que dans les faubourgs éloignés et beaucoup doivent se contenter d'être locataires. C'est encore une étape. La vie de la cité est plus intense que celle de la campagne; elle est aussi plus variée, plus active, plus mouvementée, bien qu'en même temps, la division du travail, de plus en plus complète, enferme davantage chacun dans une spécialité et que les groupes sociaux suivant les professions, les fortunes, les opinions, soient d'ordinaire séparés les uns des autres par des barrières souvent infranchissables.

Par cet exemple l'auteur veut montrer que les sociétés humaines se forment pour donner satisfaction aux besoins des individus qui les composent et que leurs organes se compliquent à mesure que ces besoins deviennent plus nombreux et plus divers, depuis la famille, groupe primordial et fondamental, jusqu'à la cité et à l'État. Santé, richesse, sociabilité, instruction, beau et bien, voilà, suivant lui, les six catégories de besoins individuels auxquelles correspondent l'accomplissement des fonctions physiques, la possession des biens, la satisfaction des instincts sociaux, l'activité intellectuelle, l'expansion du sentiment esthétique et les satisfactions de la conscience. La production et la consommation de la richesse qui suppose la relation de l'homme avec le sol et implique l'idée de propriété, sont choses essentielles dans la société et l'économie politique est la science sociale la plus

avancée : mais les relations économiques, quelque importantes qu'elles soient, ne constituent pas toute la vie sociale.

M. Small a essayé de faire voir, par un graphique, comment se compliquent et se diversifient les fonctions sociales à mesure que le groupe social devient plus nombreux. Protection mutuelle, activité économique, propagation de l'espèce, état social comprenant les relations sociales, sociabilité, l'éducation, la culture morale et la discipline, fonctions que la famille remplit et qu'il montre se subdivisant et se ramifiant au village, à la ville et à la cité en plus de quatre-vingts espèces que l'auteur, s'il l'avait voulu, aurait pu subdiviser encore bien davantage.

Il fait ainsi l'anatomie de l'organisme social, d'où il passe à la physiologie et à la pathologie, c'est-à-dire aux fonctions des organes et à leurs perturbations et il termine par la psychologie sociale ; groupement ingénieux, suggestif assurément, un peu subtil et même décevant parce que, malgré les réserves faites expressément par l'auteur, il induit l'étudiant à considérer la société comme un véritable corps animé, pensant et agissant, dans lequel les individus ne seraient que ses molécules organiques. On ne voit pas assez la place de la liberté individuelle et cependant, quelques soient les liens multiples dans lesquels la société enserme l'homme, il importe de montrer que cet homme a son initiative et sa responsabilité personnelles. « Dans cette esquisse préliminaire de M. Small, il suffit de marquer qu'il existe des phénomènes psychiques assez distincts des actes psychiques individuels pour constituer des groupes spéciaux ; il est utile de les distinguer et d'étudier l'opinion publique dans ses divers éléments ». Sans doute, il y a une sorte de psychologie sociale, parce que chaque nation, chaque groupe, grand ou petit, a ses idées particulières, ses connaissances, voire même ses préjugés, ses affections et ses antipathies, que des courants d'opinion s'y forment et s'y transforment incessamment influant sur la direction donnée aux actes communs du groupe. Il y a longtemps que l'on a signalé l'influence réciproque des mœurs sur les lois et des lois sur les mœurs : question délicate, mais dont on faisait communément un sujet de dissertation dans la classe de philosophie il y a une cinquantaine d'années. Il y a longtemps aussi qu'on connaît l'importance de l'éducation ; c'est elle qui, coulant l'homme dans le moule national, discipline l'individualité sans supprimer son originalité. Les sociétés humaines ont ainsi leur continuité d'existence et leur histoire ; mais les générations successives ne sont pas simplement les maillons de la chaîne ; elles sont les acteurs qui, après avoir reçu l'hé-

ritage accumulé de leurs devanciers, maintiennent, améliorent ou détériorent la destinée du groupe social.

« La sociologie est, dit M. Small, la philosophie du bien-être de l'humanité » — the philosophy of the human welfare. — Sujet, ajoute-t-il, sur lequel les hommes ont réfléchi de tout temps, dont les écrivains ont traité plusieurs parties depuis plus de deux cents ans, mais qui, en réalité, n'est la science de la sociologie que depuis une cinquantaine d'années à peine.

Il est vrai qu'il n'y a guère plus que les mots de : « Science sociale » et « Sociologie » qui se sont fait une place dans la nomenclature scientifique. Mais est-il vrai qu'il n'y ait pas plus longtemps que des philosophes ont traité en maîtres certaines parties de ce sujet et qu'aujourd'hui la science sociale soit fondée ? M. Small lui-même n'a pas eu la prétention d'exposer une science de ce genre : il a visé plus modestement un but plus prochain et plus nettement distinct : il a écrit une « Introduction à l'étude de la société » et il a atteint son but qui est de donner à des étudiants des universités américaines quelques notions propres à les guider dans l'étude des problèmes sociaux en relation avec la constitution publique de leur pays. Dans le tableau de la formation d'une ville et dans l'analyse de ses organes et de leur fonctionnement, c'est toujours le peuple américain qu'il a en vue. Son pionnier qui s'établit le premier dans la prairie, y arrive (et M. Small lui-même le dit) armé de toute l'instruction et de tout l'outillage de la civilisation. Les débuts de l'humanité ont été bien autrement rudes, et le drame des lentes et laborieuses origines des sociétés primitives a eu des péripéties bien diverses dont l'auteur ne parle pas : ce n'est pas son sujet. Combien ce sujet n'est-il pas intéressant à étudier soit par l'histoire et le développement d'une série de siècles soit par l'observation directe des sociétés qui existent aujourd'hui sur la terre et qui représentent presque toute la série des étapes par lesquelles l'humanité a passé depuis que l'homme a une histoire ? M. Small s'arrête dans sa description à la cité. Il ne dit pour ainsi dire rien de la formation de l'État, des constitutions politiques, de la diversité des gouvernements ni des différentes manières de colonisation. C'est au pionnier du Far west américain qu'il songe. Cependant les Russes ne colonisent pas la Sibérie de la même manière qu'un immigrant occupe un quart de section en vertu de la loi américaine de 1862. Il y a une grande variété de modes de colonisation, soit pour occuper une terre entièrement déserte, soit pour se substituer à une race plus faible, soit pour s'infiltrer dans les rangs d'une population fortement enracinée sur un sol. Tous ces modes sont

dignes d'intéresser le « sociologue » et sont propres à éclairer quelques coins du sujet qu'il essaie de fouiller.

La sociologie nous semble même devoir être définie en termes plus compréhensifs que ceux de bien-être ou de bonheur. La décadence n'est pas moins à étudier que la croissance; la pathologie que la physiologie. Il me semble que s'il existait une science faite qui méritât le nom de Sociologie, elle devrait être une exposition des lois générales suivant lesquelles les sociétés humaines, grandes ou petites, se forment, se maintiennent, se transforment et dépérissent. A ce titre, Montesquieu est un sociologue dont la largeur des vues n'a été, que je sache, dépassée par personne, malgré les erreurs de détail qu'on relève dans l'Esprit des lois; mais Montesquieu n'a traité que certains côtés de la question. Aucun écrivain n'est de force à les embrasser tous et à en saisir l'unité. Si ces lois étaient formulées, la sociologie serait la plus grande des sciences morales, parce qu'elle les engloberait presque toutes. Il y a des parties de ce grand dessein dont les contours et les lignes maîtresses sont à peu près déterminés : l'économie politique, par exemple, et, avec plus de précision encore, la démographie. Mais l'histoire, malgré les précieux enseignements qu'elle donne, n'est encore qu'un récit le droit naturel est flottant; le droit comparé est plus facile à préciser, mais l'étude est loin d'en être achevée. A mon avis, il y a des « Sciences sociales » plus ou moins avancées, il n'y a pas encore une « Science sociale ». Je ne crois pas que nous soyons près de la voir constituer. Mais je me garde bien de décourager ceux qui portent dans cette direction l'effort de leurs recherches; j'applaudis, au contraire, à leurs travaux; s'ils sont impuissants à élever le couronnement de l'édifice, ils ajoutent d'utiles matériaux à la base; les « sciences sociales » leur doivent beaucoup et ont certainement fait, de notre temps, de grands progrès en attendant que naisse la science sociale. Des livres, comme celui de M. Small, sont particulièrement utiles quand, donnant à la jeunesse des idées justes sur le vrai mouvement social, ils la mettent en garde contre l'utopie.

E. LEVASSEUR,
de l'Institut.

Les Paysans au Moyen-Age

XIII^e et XIV^e siècles

ETUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (Suite) (1).

II

CONDITION ÉCONOMIQUE DU PAYSAN AU MOYEN-AGE.

La rente de la terre. — Redevances en argent, en nature, en travail. — Singularité de certaines redevances. — Prélèvements"supplémentaires" du Seigneur, de l'Église, du Roi. — La prospérité du paysan souvent compromise par des calamités publiques, famines, guerres, crises.

Mesdames, Messieurs,

Je crois vous avoir montré, dans notre dernier entretien, que si l'art agricole au Moyen-Age n'était pas aussi arriéré qu'on se plaît à le dire, que si les paysans du XIV^e en savaient autant, sur plus d'un point de leur métier, que leurs descendants du XVIII^e, cependant la terre était loin d'être cultivée à souhait, et que le rendement en était médiocre. Faudrait-il en déduire immédiatement que Jacques Bonhomme gagnait peu, que la condition économique était misérable? Cette conclusion serait hâtive; car avant de se prononcer à ce sujet, il importe de bien connaître la seconde face du problème, de savoir ce qu'il payait à son seigneur, à combien s'élevait la rente de la terre. Il gagnait peu; mais s'il payait très peu, il pouvait se faire qu'il ne fût pas à plaindre. Que payait-il? Quelles redevances devait-il fournir à son propriétaire? Et quelle était, en somme, sa condition économique? Tel est le sujet que je me propose d'esquisser ce soir devant vous.

Vous entendez bien, Messieurs, ce que je veux dire par ces redevan-

(1) Voir le numéro de septembre de la *Revue*.

ces. Il ne s'agit pas ici de droits seigneuriaux, de ces droits variés que le seigneur prélevait sur tous les habitants, laboureurs ou non, à titre de souverain, taille, aide, péages, banvin, droit de moulin et bien d'autres ; ce sont là des droits politiques, sur lesquels on a disserté à l'infini, qui sont très connus, et dont je ne vous parlerai pas. Les redevances dont je vais vous entretenir sont celles que le seigneur prélevait sur ses tenanciers à titre de propriétaire ; elles n'avaient rien de politique, elles étaient purement économiques. Ce sont des droits du même genre que les propriétaires ruraux perçoivent encore sur leurs fermiers. Cette distinction faite, quelles étaient ces redevances payées à titre de loyer ? Ces redevances variaient à l'infini suivant les lieux et les personnes. Elles variaient d'abord selon la condition des tenanciers. En effet, parmi les tenanciers, il y avait des gens d'église, des nobles et des roturiers : les uns et les autres acquittaient diversement leur dette envers leur seigneur.

Les gens d'église, quand ils tenaient une terre, la possédaient à titre peu onéreux. Très souvent ils n'étaient astreints en retour qu'à des services pieux. Les prêtres ayant droit d'usage dans la forêt de Conches, en Normandie, soldaient leur dû en disant, chaque année, chacun trois messes dans le château de Conches ; après quoi, chaque curé devait payer un denier de charité, sous la forme de pain pour les pauvres. Sur le domaine de Cuxham non loin d'Oxford, le Prieur de la Sainte-Trinité de Wallingford possédait six acres de terre sans autre obligation que d'offrir au ciel ses prières pour le repos de l'âme du donateur. Il ne se ruinait pas. L'homme d'église payait de ses prières ou de ses services divins. Donnant, donnant. L'un recevait une terre, l'autre l'espoir de l'éternelle béatitude. C'était un échange de parfaits procédés, et, tout bien calculé, une excellente affaire de part et d'autre. Une belle terre valait bien quelques messes et ce n'était pas acheter son salut bien cher que de le payer d'un petit domaine.

De même aussi, quand un noble tenait une terre d'un autre seigneur, il ne s'abaissait pas jusqu'à la payer en deniers comptants ; c'était bon pour un roturier. Il la tenait en général à charge de service noble, c'est-à-dire qu'il s'engageait à suivre son seigneur à la guerre, dans des conditions fixées d'avance, à l'assister de ses conseils, à lui payer une aide dans un petit nombre de cas prescrits à l'avance. Ne vous y trompez pas, une obligation de ce genre est immensément variable : telle année ce n'était rien ; telle autre, surtout en raison de l'humeur batailleuse de nos ancêtres, c'était une lourde charge. A vrai dire c'était plutôt un lien de vassalité qu'un loyer, et je n'y insiste pas.

Tout autres étaient les charges qui pesaient sur les tenanciers quand ils n'appartenaient ni à la sainte Église, ni à la noblesse. Les redevances auxquelles ils étaient astreints n'avaient rien de spirituel ni de noble; elles étaient réelles, positives, terre-à-terre : elles tintaient tous les trois mois à l'oreille du seigneur. Ces redevances, que le tenancier fût serf ou libre, étaient de trois sortes : redevances en argent, redevances en nature, c'est-à-dire en produits agricoles (blé, vin, poules, etc.), redevances en journées de travail, ou, si vous préférez ce terme, en corvées. Imaginons une tenure dont la rente réelle et totale était de vingt livres; sur ces vingt livres, par exemple, un tenancier payait environ cinq livres en argent, la valeur de dix livres en blé et en volaille, l'équivalent de cinq livres en journées de travail. Ces redevances se payaient à des époques variables, souvent aux quatre termes, à la Saint-Michel, Noël, à Pâques, à la Saint-Jean; parfois en deux termes ou en trois, ou encore à l'époque d'une foire locale importante.

La portion qui se payait en argent ne représentait d'ordinaire qu'une faible partie du total. Voilà qui est étrange, dira-t-on. Cela tenait évidemment à la rareté du numéraire au Moyen-Âge. On payait peu en argent, par cette simple raison qu'il y avait peu d'argent en circulation, faute de mines fécondes, et aussi parce que l'Orient, en échange des épices et des marchandises précieuses qu'il envoyait chaque année en Europe, drainait peu à peu tout notre numéraire. Cette raison, à elle seule suffisante, rappelle l'histoire d'Henri IV et des vingt-quatre raisons qui devaient expliquer au roi, par la bouche d'un maire consciencieux, pourquoi l'on ne tirait pas des coups de canon pour célébrer son arrivée. Cependant il y avait encore une autre raison pour expliquer la petite part faite par les baux aux paiements en argent. Pendant longtemps les seigneurs avaient cru plus prudent de se faire payer en produits agricoles et en vivres. Avec l'argent ils n'étaient pas toujours sûrs de pouvoir se procurer le nécessaire, et ils risquaient de mourir de faim la bourse pleine. Ces temps-là étaient dépassés aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Mais les plis une fois pris sont lents à se défaire. L'habitude est une seconde nature, et l'on continuait de faire ce qui n'était ni indispensable ni très commode. Chose curieuse! Ces rentes se percevaient parfois, non d'une manière régulière, mais sous forme d'amende. Le vilain n'était assujéti à aucune redevance. Il pouvait cultiver sa terre, envoyer ses bêtes sur les pâturages communs, couper du bois dans les forêts, sans avoir rien à déboursier, sans payer aucune rente. Ce n'était pas rui-

neux, et cela vient à l'encontre de ce que l'on dit généralement de la rapacité des seigneurs. Quels excellents propriétaires ! Mais attendez la fin. S'il était surpris dans l'exercice de ses droits, il était condamné à l'amende, d'après un taux fixé par un tarif. A Hochstall, si un *colonger* était surpris coupant du bois, il payait l'amende ; s'il avait le temps de s'éloigner du tronc au delà de la portée d'une hache lancée à la volée, il était indemne.

Le Moyen-Age ne redoutait pas d'insérer dans les contrats ces petites clauses bizarres et compliquées. Mais alors le paysan devait être tenté d'agir à la dérobée ; aussi stipulait-on souvent qu'il n'eût pas à se cacher, que s'il enlevait son bois ouvertement, s'il criait trois fois en le coupant, il était à l'abri des poursuites. Ailleurs encore, l'amende ne commençait qu'au-delà d'une certaine limite, et cette limite était fixée de la plus étrange façon : à Sundhofen, en Alsace, les *colongers* pouvaient aller en forêt un jour avant Noël pour faire leur provision de bois, mais à la condition de prendre le même attelage qu'ils menaient au labour et de ne pas trop charger la voiture. S'ils attelaient à leur chariot plus de chevaux qu'à leur charrue, c'est qu'ils allaient couper trop de bois : ils étaient condamnés à une amende de trente schellings ; s'ils chargeaient tellement leur voiture que leurs chevaux eussent besoin d'élan pour l'enlever, ils devaient payer autant de fois trente schellings que les chevaux prendraient d'élan ; si la voiture se brisait sous le poids avant de parvenir à la maison, c'était encore une amende de trente schellings. C'est le cas de retourner un mot fameux et de dire, non « la propriété c'est le vol », mais « l'exploitation c'est le vol ». Bref, ce n'était que la gratuité apparente ; le bailli et le prévôt devenaient alors des policiers toujours en éveil : l'exploitation prenait la forme d'un abus obligatoire ; la redevance, celle d'une amende. Ce n'était qu'une fiction, au demeurant assez peu morale.

Les redevances du second genre, les redevances en nature, se payaient sous les formes les plus diverses : sous forme de blé, d'avoine, de pains, de poules et d'œufs, d'oies, de sarcelles, de perdrix, de moutons, surtout de poules et d'œufs. La prestation de ces redevances était entourée des formalités les plus variées, souvent bizarres, parfois aussi d'une naïveté touchante. Souvent, en Alsace, les paysans dont les femmes étaient en couches à l'époque des prestations en étaient dispensés ; parfois aussi, cette faveur ne leur était accordée qu'à une condition, c'est qu'ils serviraient à leur femme malade le poulet ou le chapon dont on les tenait quittes ; et alors, en guise de

preuve, ils devaient conserver, pour la montrer au collecteur seigneurial, la tête de la bête défunte. De son côté, le collecteur devait se garder de toute violence : les poules, disait-on en Alsace, avec ce bonheur d'expression qui est le privilège des simples, avec cette poésie vaguement mystique et tendre dont s'enveloppe toute pensée sur les bords du Rhin, les poules devront être demandées et cherchées d'une manière si calme que l'enfant ne soit pas éveillé dans son berceau, ni le coq effarouché sur son perchoir. La qualité et la quantité de ces redevances en nature étaient prévues à l'avance, et parfois de la manière la plus imagée, la plus concrète et la plus imprévue. En voici un exemple : à Sundhofen, chaque colonger devait fournir annuellement à son seigneur, entre autres objets, deux miches de pain le jour de la Saint-Étienne ; et de quelle dimension devaient être ces miches ? Elles devaient être telles que si un homme de taille moyenne, assis, en plaçait une debout sur ses pieds — singulière situation pour un pain — elle dépassât assez ses genoux pour que le valet du seigneur pût se rassasier en mangeant la partie dépassante.

Il faut avouer, Messieurs, que nos ancêtres, pour des gens simples, avaient parfois une imagination bien compliquée. A Dannemarie, les poules que les paysans étaient tenus de fournir au seigneur devaient avoir grandi suffisamment pour pouvoir voler du sol à l'échelle, de l'échelle à la mangeoire, de la mangeoire au perchoir. A Appenwiler, les fromages fournis par les colongers devaient être assez durs pour que, jetés contre un mur, ils rebondissent sans se briser. En revanche, le seigneur se montrait parfois des plus faciles sur la qualité de ces prestations : à Schwarzhofen, il acceptait l'avoine des paysans pourvu qu'une truie, enfermée trois jours durant sans nourriture, consentît à en manger. C'est ce qui s'appelle demander peu, car je n'ai pas osé dire que ces intéressants quadrupèdes se soient jamais montrés bien délicats, la nature les ayant dotés d'un tel groin qu'ils auraient de la peine à faire la petite bouche. A Bischoltz, le seigneur était plus accommodant encore : il s'engageait à recevoir le vin de ses tenanciers, fût-il acide au point que si un cheval y mettait le pied, le vin dût le lui ronger. En un mot, autant le seigneur se montrait parfois méticuleux sur la qualité de ses prestations, autant, dans d'autres lieux, il paraissait peu exigeant.

Certaines de ces redevances avaient un caractère tout différent, un caractère plaisant ou poétique. Le Moyen-Âge, quoi qu'on ait dit, aimait à rire, à égayer de quelques balivernes la monotonie de la vie féodale, de la vie du sombre donjon, comme de la pauvre chaumière. Aux

environs de Dieppe, au xiv^e siècle, les manants devaient venir chaque année à la viscomté, le jour de l'Épiphanie, avec un ménestrel portant cinq sous dans un hanap d'argent, trois têtes de porc crues avec trois pommes en leurs gueules, et des guirlandes de saucisses. Les moines de la Trappe avaient le droit d'envoyer en la forêt d'Ecouves les porcs de leur terre de Nuisement, sise à Sainte-Colombe sur-Risle. Mais, en retour, le jour de la Saint-Jean, ils devaient amener, outre leur troupeau, le verrat décoré d'un collier de fleurs au cou, et d'un bouquet de fleurs à la queue. Quel ravissant spectacle cela devait faire, des moines conduisant un troupeau de porcs, précédé d'un verrat ainsi orné ! Voici qui est tout à fait cocasse. A Bologne, en Italie, le tenancier des Bénédictins de Saint-Procule payait, à titre de redevance, la fumée d'un chapon bouilli ! Chaque année il apportait son chapon à l'abbé, entre deux plats, le découvrait, et, la fumée partie, il était quitte : il remportait son chapon. Ailleurs, les paysans attelaient solennellement quatre chevaux à une voiture, et sur cette voiture ils amenaient au seigneur, quoi ? un petit oiseau ou bien encore un arbre de mai orné de rubans. Voici qui est plus primesautier, plus patriarcal : à Beaumont-le-Roger, les hommes de Guillaume du Val devaient, le jour de la Trinité, venir devant lui danser et chanter une chanson. Mais la redevance poétique entre toutes était celle que les moines de Hauville devaient à Geoffroi de Graffart : cette redevance annuelle, c'était une guirlande de roses. Après tout, Messieurs, ce n'est pas chose vulgaire ni donnée à tout le monde, de rire en payant son terme : vous venez de constater que les paysans du Moyen-Age y réussirent quelquefois.

Ces redevances en nature se perpétuaient de père en fils, et ne changeaient pas avec les générations. Il en résultait parfois d'étranges conséquences. Quand un tenancier avait plusieurs fils, sa tenure était divisée entre eux ; les charges et, entre autres, les redevances en nature étaient aussi partagées en parties égales. Mais comment diviser en trois ou quatre la prestation d'une poule ou d'un mouton ? Il est mal aisé de fournir un tiers ou un quart de poulet vivant ; c'était aux héritiers, en pareil cas, de s'arranger entre eux ; mais vous devinez sans peine, connaissant l'esprit chicanier et retors des paysans, à combien de querelles, de procès, ces charges par indivis donnaient naissance. D'autant plus que ces partages n'affectaient pas toujours la simplicité de l'exemple que je viens de choisir. Il y en avait d'infiniment compliqués, et les feudistes ont relevé le cas de tenanciers devant la cent-quatre-vingt-seizième partie d'une poule. Allez donc vous entendre avec cent-quatre-vingt-quinze paysans pour le paiement com-

mun de quoi que ce soit ! J'ai peine à croire que cette poule-là ait jamais été fournie ; le cuisinier du seigneur pouvait en faire son deuil. C'est l'une des raisons pour lesquelles ces redevances devaient un jour disparaître ou plutôt se transformer en redevances d'argent, plus faciles à payer, et plus utiles à recevoir.

Les redevances en argent et en nature, une fois payées, le paysan avait encore à fournir une redevance en travail : c'était la troisième forme de la rente agricole. Il devait à son seigneur un certain nombre de journées de labeur chaque année. Pourquoi cela ? Voilà un usage qui n'est plus dans nos mœurs ; que ferait aujourd'hui un propriétaire d'une rétribution pareille de la part de ses fermiers ? Quelques écus sonnait clair font bien mieux son affaire. Mais n'oublions pas que les conditions n'étaient pas les mêmes. Le seigneur se réservait une large part de son domaine pour son usage personnel ; cette part, il fallait bien la cultiver : or, la classe des journaliers de campagne ne se forma que lentement. Durant les premiers siècles du Moyen-Âge, tout paysan avait son lot de terre, c'était un tenancier. Sans doute le seigneur avait bien un ou même quelques domestiques attachés au manoir ; mais, de là au personnel nécessaire à l'entretien du domaine, et surtout aux travaux exceptionnels de la moisson, de la vendange, du labourage, il y avait loin. Aussi mettait-il chacun de ses tenanciers en réquisition quelques journées par an : Pierre devait lui fournir, une ou deux fois par mois, un chariot attelé de bœufs ; Jacques avait pour tâche de venir labourer trois ou quatre jours chaque année. Tel autre devait étendre le fumier, ensemer, herser, sarcler. Tous prenaient part à la moisson. A Périer-sur-Andelle, en Normandie, le curé annonçait au prône, au commencement du mois d'août, que tous les habitants eussent à se rendre à la sciée des blés du seigneur ; chaque matin, le bailli sonnait du cor, et quiconque ne répondait pas à l'appel était passible d'une amende. Et ce n'était pas seulement pour les travaux des champs que les corvéables étaient mis à contribution ; ils étaient réquisitionnés pour les services les plus divers, pour l'entretien des bâtiments seigneuriaux et des roues du moulin, des écluses ; à la Haie-du-Puits, les hommes du seigneur devaient nettoyer les chambres et la salle du château. Ailleurs, ils avaient à garder les prisonniers, à les conduire au tribunal, à les escorter jusqu'au gibet. Bref, tout le service de la domesticité seigneuriale, ou peu s'en faut, reposait sur les tenanciers. Ce service n'était pas absolument gratuit ; on donnait aux corvéables un minime salaire, un peu plus s'ils amenaient un attelage, un denier, par exemple, environ quarante

centimes de notre monnaie; ou bien on les nourrissait. Le menu, Messieurs, était frugal; le couvert n'était pas mis sur des tapis de Turquie, on ne leur servait pas des reliefs d'ortolans; mais enfin, les tenanciers ne pouvaient pas se plaindre, ces jours-là, de mourir de faim : à Montebourg, en Normandie, on leur servait trois œufs et un quartier de fromage; s'il n'y avait pas de fromage, on leur donnait six œufs; en temps de carême, le seigneur soucieux de veiller au salut de leur âme leur refusait les œufs et le fromage, et leur donnait à la place trois harengs et des noix. Ce service d'alimentation n'était pas laissé à la gracieuseté du seigneur, il était obligatoire. Et comme les contrats au Moyen-Age veulent tout prévoir, pour le plus grand ennui, hélas ! des historiens qui ont à les parcourir et à les analyser, une clause stipulait à Appenwiler que lorsque l'heure du déjeuner sonnerait, si le maire ne servait pas à manger aux moissonneurs, chacun d'eux serait autorisé à prendre une gerbe de blé, à rentrer chez lui, à battre le blé, à porter le grain au meunier qui, en échange lui remettrait de la farine; qu'en possession de cette farine, il irait chez le boulanger faire cuire son pain, qu'il s'en rassasierait, et qu'ensuite seulement il retournerait à son travail, si la nuit n'était pas arrivée. Pauvre moissonneur, il devait, ces jours-là, avoir l'appétit patient, si l'on peut croire qu'une clause de ce genre ait jamais pu être appliquée. Mais ce n'était là, sans doute, qu'une stipulation comminatoire, que les gens de ce temps, comme cela arrivait souvent, firent aussi plaisante que possible. Même certains seigneurs faisaient largement les choses, comme vous allez en juger par le fragment de chartre que je vais vous lire. Il s'agit du vin d'Ystein, en Alsace, que les paysans de Huningue devaient envoyer à Bâle.

Lorsque le maire d'Ystein veut faire porter au prévôt son vin, il doit mettre un bateau vide à la disposition des colongers d'Huningue. Ceux-ci se rendront alors à Ystein, à la cour du maire, qui leur donnera à manger et à boire, et des noix en telle quantité que les coques leur dépassent les pieds. Pendant ce temps, le maire aura fait mettre le vin sur le bateau, il y joindra un demi-muid de vin rouge, que l'on boira en route. Les colongers conduiront le vin au port de Bâle, et pendant que les domestiques du prévôt déchargent le bateau, ils monteront à la cour du prévôt. Là, on leur servira abondamment à manger et à boire, on leur donnera même assez à boire, pour qu'ils ne puissent regagner leur bateau qu'en chancelant.

Ah ! ce n'était pas un partisan des sociétés de tempérance, ce sei-

gneur-là, il voulait que ses gens bussent sec et ferme. Voilà un contrat que Rabelais n'eût pas désavoué.

Mais c'était, en somme, un système très primitif; ces corvées pouvaient être des plus gênantes, des plus vexatoires, pour le paysan contraint de laisser ses travaux en suspens pour accomplir ceux du maître. De son côté, le seigneur pouvait être tenté de modifier l'ordre de ses cultures, ou d'aliéner, d'affermir une partie de son domaine, de telle sorte que les services de ces hommes lui seraient devenus inutiles. Les uns et les autres eurent bientôt intérêt à transformer ce système. En effet, depuis longtemps déjà, les baillis avaient pris l'habitude, dans les comptes qu'ils dressaient, d'estimer en argent, la valeur de chaque corvée : un tel, écrivaient-il, doit une journée de labour; elle vaut quatre deniers, ce qui signifiait : s'il ne vient pas il paiera quatre deniers. Un jour vint où on laissa aux tenanciers le choix entre l'accomplissement du travail et le paiement de l'amende; puis l'usage s'introduisit de ne fournir jamais la corvée, et de payer toujours l'amende; dès ce jour, il n'y eut plus de corvées, il y eut quelques redevances d'argent en plus. Quand cette transformation se produisit-elle? Elle commença dès le ^{xii}^e siècle, et se poursuivit, rapide ici, très lente ailleurs, à travers le ^{xii}^e, le ^{xiii}^e, le ^{xiv}^e, le ^{xv}^e siècles; au ^{xvi}^e siècle, la révolution était achevée. En même temps allait se développer une nouvelle classe rurale, très importante aujourd'hui, celle des journaliers de campagne, c'est-à-dire des paysans qui n'ayant pas de terre à eux, travaillent au service des cultivateurs plus fortunés.

Voilà, Messieurs, ce que le paysan devait fournir chaque année à son seigneur, en échange de la terre qu'il cultivait; de l'argent, des vivres et du travail, ce travail tendant chaque jour à se transformer en une somme d'argent. Mais, direz-vous, à combien s'élevait l'ensemble de ses redevances? C'est ce qu'il faudrait savoir, pour se faire une idée exacte de la condition économique du paysan, et c'est ce qu'il est malheureusement bien difficile de savoir avec certitude. Toutefois, de calculs très divers, et dans le détail desquels il m'est impossible d'entrer, il semble résulter que le total de ces redevances n'était pas élevé. Des minutieuses recherches faites par M. le vicomte d'Avenel, il ressort que la terre au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles, étant donné le prix d'achat, rapportait environ dix pour cent. Or, le propriétaire ne prélevait pour sa part que trois pour cent, s'il s'agissait de terres labourables, et que quatre pour cent, s'il s'agissait de vignes. Le reste demeurait au paysan, à savoir sept pour cent du produit des terres

labourables, et six pour cent du produit des vignes. Supposons un lot de terre rapportant mille francs par an : sur ces mille francs, le seigneur ne touchait que trois ou quatre cents francs, le reste était acquis au cultivateur.

Ces chiffres, que je vous donne, non comme des faits précis, indiscutables, mais comme des moyennes approximatives et vraisemblables, sont assez éloquents par eux-mêmes ; — tous les cultivateurs aujourd'hui ne gagnent pas autant — mais ils deviennent plus éloquents encore, si l'on se souvient que la vie était d'une simplicité primitive, comme j'aurai à vous le montrer dans ma prochaine conférence, que les occasions de dépenses étaient rares, qu'il fallait les chercher pour les trouver, et, d'autre part, que les charges publiques pesant sur les laboureurs étaient bien moins élevées alors qu'elles ne sont aujourd'hui. La concurrence, ce stimulant énergique, mais aussi cette cause si fréquente d'appauvrissement local dans le travail moderne, était, pour ainsi dire, nulle. Le paysan payait, en somme, peu d'impôts à son seigneur, la taille, et un certain nombre de petits droits à l'église, quelques deniers en tout ; il payait la dîme, c'est-à-dire le dixième ou à peu près, de toutes ses récoltes, et c'était là, à coup sûr, une lourde obligation. Mais, au total, qu'était-ce que tout cela, en comparaison des sommes énormes, écrasantes, que le paysan d'aujourd'hui doit distraire de son maigre budget pour les verser dans les coffres publics, en comparaison de cette oppression fiscale, qui pèse sur toutes les parties du territoire, avec une intensité croissante, et sans se relâcher jamais, en comparaison de ces années de jeunesse et de force productive qu'il doit sacrifier à la patrie, dépensant et ne gagnant rien, comprimé, étouffé, perdant le sang de ses veines, sous l'action de cette machine énorme de l'État, d'une complication si infinie, qu'on n'en peut comprendre les rouages, et qui fonctionne toujours, impassible et indifférente comme la vis d'un pressoir ! Le paysan d'aujourd'hui cultive mieux la terre que son ancêtre d'il y a six cents ans, en réalité il en tire de plus belles récoltes, et malgré cela, quand cette terre n'est pas à lui, quand il exploite le bien d'autrui, sa condition est plus précaire, parce qu'il est forcé de dépenser davantage pour sa propre subsistance ; de son bénéfice brut, il doit distraire une plus forte part pour son propriétaire, et surtout parce qu'il doit réserver une part de lion à ce minotaure qu'on appelle l'État.

Si je m'en tenais là, Messieurs, je risquerais de vous laisser sous une impression exagérée. Oui, la condition économique de Jacques Bonhomme, dans les années ordinaires, semble avoir été préférable à celle

de nos petits paysans ; et l'on a calculé que bon an mal an un petit tenancier anglais, marié et père de deux enfants, au ^{xiv}^e siècle, pouvait mettre de côté vingt shillings par année, c'est-à-dire de deux à trois cents francs. Combien aujourd'hui ne peuvent en faire autant ! Mais n'allez pas croire cependant que l'idéal fut réalisé ; il y a des ombres terribles au tableau que je dois vous esquisser : ce n'est pas encore là qu'il faut chercher l'âge d'or. Je n'ai tenu compte, dans mes calculs, que des années ordinaires, quand aucun accident ne venait troubler le cours normal des choses. Or, il est peu d'époques où l'accident soit aussi fréquent et exerce une action plus néfaste qu'au Moyen-Age : cette condition économique du campagnard, si calme, si simple, si prospère, des accidents imprévus, des calamités inévitables venaient à tout instant la compromettre et la transformer en la plus affreuse misère ; l'ordinaire est satisfaisant, mais l'extraordinaire est là, comme un vampire, qui rôde perpétuellement autour du paysan du Moyen-Age, qui le guette, qui fond sur lui et l'épuise.

De ces calamités, les plus fréquentes étaient la disette, l'intervention royale et la guerre.

La disette est un mot qui a perdu son vrai sens de notre temps ; il n'y a plus de disette, il n'y a plus de famine dans l'Europe occidentale ; quand la récolte d'un pays est insuffisante, immédiatement les blés de l'étranger, de l'Amérique, de la Russie, affluent, et au lieu de manger du pain du terroir, on consomme du froment qui a traversé des terres et des mers, qui a franchi des milliers de lieues avant de venir s'engloutir dans l'estomac d'un simple individu, et personne ne mange de la terre ni de l'herbe, personne ne meurt de faim. Il n'y a plus de disettes, il n'y a plus que de légères baisses ou de légères hausses dans les mercuriales du blé. Ah ! Messieurs, on n'en saurait dire autant du Moyen-Age ; une mauvaise récolte avait alors d'incalculables conséquences. Représentez-vous que le rendement par hectare était inférieur à ce qu'il est maintenant, et que la population rurale, au moins en France, au commencement du ^{xiv}^e siècle, n'était peut-être pas moins dense en moyenne qu'aujourd'hui ; en d'autres termes, les campagnes fournissaient moins d'aliments que de nos jours, et comptaient, cependant, autant de bouches à nourrir. Qu'une gelée tardive, que des pluies diluviennes vinssent compromettre la récolte — et ces fléaux étaient d'autant plus redoutables que l'art agricole était moins avancé — pensez-vous que les habitants de la région atteinte pussent s'approvisionner au dehors ? Nullement. Le blé était presque partout consommé sur place ; le commerce des céréales était à peu près nul ; enfin, les sei-

gneurs féodaux avaient grand soin, lorsqu'ils voyaient une province voisine affamée, de retenir le blé de leurs terres, de peur d'être atteints par la disette, ou tout au moins de prélever des droits énormes sur les blés dont ils autorisaient l'exportation ou qu'ils laissaient passer à travers leur seigneurie. Il ne leur répugnait pas plus qu'aux accapareurs du temps de Louis XV de spéculer sur la faim d'autrui : ce n'est pas d'aujourd'hui que charité bien ordonnée commence par soi-même. Qu'arrivait-il ? Le paysan ne tardait pas à épuiser ses maigres provisions ; quand ses greniers étaient vides, il mangeait des racines, de l'herbe, des bêtes mortes de maladie, parfois même de la chair humaine ; il souffrait, il tombait malade, et souvent il mourait ; famine et mortalité sont toujours associées dans les annales. Et ces désastres n'étaient pas rares ; les historiens n'ont pas relevé moins de vingt famines générales au cours du ^{xii}^e siècle, pas moins de dix famines au ^{xiii}^e siècle, et autant au ^{xiv}^e siècle. Les chroniqueurs ne tarissent pas sur l'épouvante où ces fléaux plongeaient les populations. D'où il résulte que, sans compter les disettes régionales, tous les dix ou vingt ans environ, l'ensemble des paysans de France était assailli par ces indicibles souffrances. Tous les dix ou vingt ans, sévissait la disette, et derrière elle, se levait la famine, comme un spectre semant sur ses pas les privations, la misère, la maladie et la mort.

Voilà, Messieurs, une première ombre au tableau enchanteur du bonheur simple, de l'heureuse médiocrité du paysan au Moyen-Age. En voici une autre : Le paysan, au Moyen-Age, n'avait pas qu'un seul seigneur, il en avait deux ; et le second, qui tendit de plus en plus à se superposer au premier jusqu'à l'éclipser, c'était le roi. Or, le roi était un protecteur puissant, mais onéreux. Non que les impôts royaux fussent encore bien lourds à l'époque étudiée par nous : c'est à la fin du ^{xiv}^e siècle seulement qu'ils commencent à se faire rudement sentir ; mais c'est que les rois de ce temps aiment à se déplacer, ils ont la manie de se déplacer, ils sont perpétuellement atteints, si j'ose m'exprimer ainsi, d'une maladie qu'on pourrait qualifier de *vialité aiguë*. Il était rare que le roi d'Angleterre, Jean sans Terre, passât un mois de suite au même endroit ; le plus souvent, il n'y restait pas une semaine ; en l'espace de quinze jours, on le trouve en cinq ou six lieux différents. En un an, Edouard III, au ^{xiv}^e siècle, changeait soixante-quinze fois de résidence, c'est-à-dire trois fois en moyenne par quinzaine. Or, ces déplacements ne lui coûtaient pas cher à lui-même, mais ils étaient ruineux pour le paysan, car le roi ne voyageait pas seul, il emmenait avec lui vingt-quatre archers de la garde, les officiers de

son palais, longtemps même il fut escorté de la chancellerie et d'une foule de plaideurs. Il fallait loger et nourrir tout ce monde : le roi sur son passage exerçait le droit de gîte et de pourvoyance; on réquisitionnait, à son intention et pour sa suite, bon souper, bon gîte et le reste. Vous devinez les effets d'un pareil droit, avec quelle mesure, dans quel sentiments d'équité les officiers royaux devaient se conduire. Quand le roi passait, ce n'était pas une occasion de fêtes, de réjouissances, comme est aujourd'hui le passage d'un souverain; c'était une dévastation à dix lieues à la ronde. Les pourvoyeurs officiels s'appropriaient les charrettes des paysans, même des gens de passage; ils leur prenaient leur blé, leur avoine, leur viande, leur vin ou leur bière. C'était une petite armée à entretenir, et l'on voyait des campagnards, fous de terreur, s'enfuir dans les bois, plutôt que d'avoir à subir les insatiables et hautaines exigences de ces officiers. D'innombrables règlements, il est vrai, promettaient que les fournisseurs seraient payés, indemnisés de tout ce qu'on leur aurait pris : mais comment se faire payer ? Les pourvoyeurs étaient légions : beaucoup ne tenaient leurs titres que d'eux-mêmes, et ceux-là ne payaient jamais. Les autres, les authentiques, payaient rarement : ils recevaient sans doute l'argent nécessaire, mais, je ne sais comment, cet argent s'égarait dans leur poche avant d'arriver aux paysans. Les plus honnêtes ne payaient qu'en partie. S'ils payaient la valeur de vingt quartiers de blé, ils emplissaient tellement les boisseaux qu'en réalité ils en prenaient vingt-cinq. Et c'étaient aussi des vexations, des insolences sans fin. Le seul moyen d'échapper à leurs prises était de les corrompre, de les acheter; les seuls arguments à faire valoir à leurs oreilles étaient les arguments sonnants, et sur les comptes des domaines seigneuriaux, on trouve assez souvent, naïvement consignée, la mention suivante : tant pour obtenir des pourvoyeurs la dispense de ces prestations. Mais ce procédé peu moral n'était pas à la portée de tous; seuls, les riches cultivateurs pouvaient y recourir; Pierre le laboureur en était incapable. Il n'avait qu'à se laisser dépouiller. Aussi les plaintes retentissaient-elles nombreuses et répétées, tant en France qu'en Angleterre, contre cet incroyable abus; le roi promettait toujours d'y donner satisfaction. Mais au lendemain de cette solennelle promesse, le mal auquel il était impuissant à remédier renaissait aussi redoutable, aussi douloureux aux malheureux qui en étaient victimes.

La famine, l'approche du roi, telles étaient les deux premières calamités qui, menaçant assez souvent le paysan, rendaient sa prospérité précaire. Quand il était atteint, il était ruiné pour longtemps. Et encore

ne vous ai-je pas parlé du plus terrible de ces fléaux, de celui qui pouvait atteindre le paysan, non seulement dans son avoir, mais aussi dans sa personne, dans son honneur, dans celui des siens,

Ce mal qui répand la terreur
Mal que le ciel en sa fureur,
Inventa pour punir les crimes de la terre.

ce n'était pas la peste, c'était la guerre. La guerre ne se faisait pas alors comme aujourd'hui. Aujourd'hui, une guerre est un duel entre deux armées qui tâchent de s'exterminer l'une l'autre, et ménagent les neutres dans la mesure du possible; au Moyen-Age, on faisait la guerre, moins aux troupes ennemies, qu'au pays ennemi. Une guerre était une entreprise de dévastation; on commençait au printemps, on vivait aux dépens de l'habitant, on brûlait les maisons, on ravageait les moissons, on mettait tout à feu et à sang, et quand arrivait l'automne, on s'arrêtait, on prenait ses quartiers d'hiver pour recommencer au printemps suivant. Quand une région avait servi, selon l'expression consacrée, de théâtre aux hostilités, elle était ruinée pour de longues années. Au ^{xiii}^e siècle ce fléau ne sévit que de temps en temps — trop souvent déjà — mais au ^{xiv}^e siècle, quand éclata la guerre de Cent Ans, la moitié de la France fut perpétuellement ravagée. On vit alors se constituer des bandes, célèbres sous le nom de *compagnies*. Ces bandes de soldats de profession, recrutés dans la lie de toutes les classes, étaient formées du rebut de la société, passant d'un camp dans l'autre, se donnant au plus offrant, c'étaient des gens prêts à toutes les besognes, quoique très dévôts, parce qu'aucun scrupule ne les retenait et qu'ils étaient sûrs de l'impunité; considérés cependant, parce que la guerre, qui n'a rien de noble en soi, a le singulier privilège d'ennobler tous ceux qui la font. La paix était-elle signée, chaque bande s'installait dans un château, en attendant que la guerre recommençât, et de là elle courait le pays, et quand elle l'avait bien ravagé, elle se faisait payer pour le quitter. Ils ne respectaient personne; mais c'étaient les paysans surtout qui avaient à souffrir de leur voisinage, car on ne risquait rien de s'attaquer à eux; ils devaient donner à ces routiers leur argent, leurs grains, leurs bestiaux; s'ils refusaient, on incendiait leur grange ou leur étable, et en quelques heures toute leur fortune, tout leur avoir se dissipait en fumée. Le paysan, déjà rusé, cachait son bien: mais les compagnons avaient des moyens à eux pour le contraindre à révéler le lieu de ses cachettes; un capitaine, nommé

Lion du Val, irrité de la résistance des habitants de Thieux, les enfuma comme des taupes dans l'église où ils s'étaient réfugiés. D'autres, pour les faire parler, recouraient à des procédés qui étaient en même temps des divertissements : ils les torturaient avec un véritable raffinement de cruauté ; ils leur cassaient les dents à coups de cailloux, ils leur coupaient les poings, ils les couchaient, la tête en bas, au fond d'un sac, après leur avoir garotté bras et jambes, ils leur écrasaient le ventre sous des enclumes énormes. J'en passe et des meilleurs. Que pouvait contre eux Jacques Bonhomme ? Se résigner et souffrir. Tant il est vrai que la guerre n'a pas été seulement la grande meurtrière des guerriers, la grande faucheuse d'hommes, mais qu'elle a comprimé à tout instant l'essor de l'humanité, écrasé la production, ruiné des régions entières, plongé dans la misère et dans le deuil des millions de travailleurs. La guerre apparaît dans l'histoire, depuis les origines de l'humanité, comme la grande ennemie de la production, comme la grande ennemie des classes laborieuses, comme la légitimation, pis que cela, comme la glorification du vol, de la lubricité, de l'assassinat.

La voilà, Messieurs, la condition économique du paysan au Moyen-Âge : rendement médiocre, mais peu de dépenses nécessaires, peu de charges privées ou publiques, par suite condition satisfaisante, voilà l'ordinaire. Mais l'extraordinaire n'est pas rare, et il est terrible : que la récolte soit perdue, que le roi vienne à passer, que la guerre soit voisine, le paysan devient le plus misérable des hommes ; il est appauvri pour longtemps, quelquefois ruiné, parfois même réduit à la mort. Quand aucune de ces crises ne fond sur lui, il n'est pas à plaindre, mais que l'une d'elles approche, et il peut être perdu. Ce qui domine en somme cette condition, c'est l'incertitude et l'inégalité.

C'est là, Messieurs, la condamnation sans appel d'un temps et d'un régime dans lesquels la prospérité du travailleur était ainsi constamment menacée par des accidents d'un caractère parfois épouvantable. Assurément je ne conteste pas les misères d'aujourd'hui. Mais n'allons pas nous couvrir de cendres, reporter notre enthousiasme et nos regrets sur les institutions d'un passé qui, s'il eut son beau côté, connut aussi son lot de calamités ; et quelles calamités que celles qui plongeaient dans le deuil des populations entières, où nul n'était jamais sûr du lendemain, où le travailleur, après des années de labeur et de prospérité relative, voyait tout à coup ses biens dilapidés et les êtres qu'il aimait le plus déshonorés ou mutilés ! Si nous avons aussi notre part, rappelons-nous la profonde pensée de l'historien Macau-

lay : « Plus j'étudie l'histoire, plus je vois que les misères de notre temps ne sont pas neuves; ce qui est nouveau, c'est l'intelligence qui les découvre et l'humanité qui les soulage ».

Non, ce n'est pas dans le Moyen-Age, comme le voudrait certaine école, qu'il faut nous retremper pour faire l'humanité heureuse. On a calomnié cette époque, on en faisait un âge de barbarie et de souffrances perpétuelles, c'était absurde. Mais, à notre tour, ne tombons pas dans l'erreur opposée. Sachons rendre justice au passé, mais ne nous faisons pas d'illusions, ne le dotons pas de vertus imaginaires; sachons le voir tel qu'il était, avec ses défauts comme avec ses qualités, et pénétrons-nous de cette pensée d'un philosophe anglais du xvi^e siècle, que si l'âge d'or est réalisable, il se trouvera non pas derrière nous, mais devant nous.

ANDRÉ RÉVILLE,

Archiviste-paléographe, agrégé d'histoire,

Professeur d'Histoires du travail à l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Étude psychologique sur la notion du crime chez les peuples musulmans.

Certaines appréciations que renferme cette étude, particulièrement celles qui sont relatives au caractère, à l'avenir, à la situation présente des races musulmanes, ne sont pas conformes à l'opinion générale. J'ai pu me tromper; je ne me suis peut-être pas transporté dans l'étoile Sirius pour étudier mes semblables avec impartialité; j'ai pu redouter un long voyage, où l'on n'est pas même certain d'arriver jamais au but.

Sans négliger les sources manuscrites, sans cependant leur donner une importance exagérée, j'ai surtout demandé des lumières à l'expérience des autres et à la mienne propre. S'il est un endroit, dans les sciences humaines, où l'on doit se méfier de ses prédécesseurs, c'est bien lorsque l'on s'occupe du monde musulman. Il diffère beaucoup plus du nôtre que le monde chinois ou hindou; ce qu'il est exactement, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de l'affirmer; pour le comprendre, il faut être presque un oriental. J'ai passé ma jeunesse

entière au milieu des tribus arabes, là où elles ont conservé en grande partie les mœurs antiques, sur les hauts plateaux algériens, et parmi les montagnes du massif kabyle. J'ai assisté à la lutte d'une civilisation contre une autre civilisation. Je donne ici, avec la plus grande franchise, le résultat de quelques observations, faites sans parti pris; les hommes qui ont vécu en contact avec des musulmans les auront peut-être vus autrement que moi, mais, j'ose l'assurer, sans une plus haute sincérité.

* *

L'Europe, bouleversée par les révolutions, qui portent au paroxysme les activités individuelles de ses habitants, ne considère point sans défiance les millions d'hommes qui, engourdis dans une torpeur profonde, rêvent à ses portes; elle craint le brusque réveil de ces hordes endormies, pêle-mêle avec leurs chevaux de guerre, elle craint de revoir ces sombres cavaliers qui, le sabre au poing, hurlent le nom d'Allah au milieu des massacres. Contre eux s'accumulent les défenses, les voies ferrées lentement s'avancent et coupent steppes et déserts, les bouches à feu se perfectionnent, l'assimilation se tente, essaye de modifier et les lois et les mœurs! Peines perdues! A toutes les tentatives, l'Islam oppose le mur d'acier de sa foi; la civilisation est un blasphème, elle est un attentat à la puissance de Dieu; et quand le frisson du sang secouera de nouveau ces faucheurs de l'Éternité, tout sera balayé, détruit, anéanti. Et l'homme devra reprendre son grand labeur (1).

Les races musulmanes ne sont pas de celles que tue le contact de la civilisation; elles ne constituent pas, comme les Primates australiens ou indiens, un accident ou un retard; elles se font, il est vrai, de

(1) Pour Chateaubriand, l'avenir des races humaines est dans l'un des deux termes de cette alternative : « Ou les nations, après un amas énorme de lumières, deviendront toutes éclairées et s'uniront sous un même gouvernement, dans un état de bonheur inaltérable, ou déchirées intérieurement par des révolutions partielles, après de longues guerres civiles et une anarchie affreuse, elles retourneront tour à tour à la barbarie. Durant ces troubles, quelques-unes d'entre elles, moins avancées dans la corruption et les lumières, s'élèveront sur les débris des premières, pour devenir à leur tour la proie de leurs dissensions et de leurs mauvaises mœurs : alors les premières nations tombées dans la barbarie en émergeront de nouveau et reprendront leurs places sur le globe; ainsi de suite, dans une révolution sans terme ». Et très certainement, Chateaubriand croyait que le second terme de l'alternative était plus que probable.

l'existence une conception tout autre que l'Europe, mais elles ne sont pas inférieures. Les peuples qui, pour eux, ont le fanatisme, ne peuvent être ni déçus, ni abâtardis (1). Ce fanatisme, bornant le monde de la pensée, supprimant ce qui peut troubler, ou même seulement embarrasser l'esprit, laisse s'épanouir la vie physique dans toute sa splendeur; les besoins du corps et les désirs charnels apaisés, qu'importe le reste?

En un livre se concentrent les sciences humaines et divines (2); savoir ce livre, c'est connaître l'univers; il n'est, dès lors, ni mystères, ni voiles; le sage subit sa destinée, il n'a point de regrets ou d'amertumes, il ne peut fuir la fatalité (3).

Chose étonnante, et peut-être unique en l'histoire des religions, les Saints de l'Islam ont ignoré les luttes contre le doute; ils ne disent pas, avec Tertullien, *credo quia absurdum*; en eux, la raison et la foi se confondent; la pensée pure, cet élan vers l'au-delà des mots, et à cause de cela, d'autant plus obscure qu'elle est élevée, leur est inconnue: ils se repaissent d'images, d'ingénieuses comparaisons, d'épithètes brillantes (4); saouls de soleil, l'en-dehors les a trop éblouis

(1) Il faut noter les immenses progrès de l'islamisme en Chine. Dans cinquante ans d'ici la Chine sera une puissance formidable parce que tous ses habitants seront musulmans.

(2) Il faut remarquer que, dans la pensée de Mohammed, le Coran n'est pas le livre définitif. « Ce livre est une déclaration adressée aux hommes; il sert de guide et d'avertissement à ceux qui craignent » (III, 5) — « A chaque époque son livre sacré » (XIII, 38) — Ceci est du moins l'opinion d'un certain nombre de musulmans de la classe supérieure. La religion juive a poussé cette idée de la sainteté d'un livre, le Talmud, à ses dernières limites. « Le Talmud, c'est la parole de Dieu ». Traité Erubin, fol. 13. 3. « Les paroles des rabbins, comme celles du Talmud, sont les paroles de Dieu ». Talmud-Bechaï sur le Pentateuque, p. 44, fol. 201. 40.

(3) « Tout ce qui arrive en ce monde est arrêté, en forme et en temps, dans un autre monde, avant de se produire [dans le nôtre] ». Abd-er-razzag. Traité de la prédestination et du libre arbitre. Tr. de Guyard.

(4) Une grammaire impeccable, un style précieux, un paradoxe exquis plaisent aux lettrés arabes; ils ont des recueils d'aphorismes, de sentences, de lambeaux de vers où ces qualités diverses se trouvent réunies. Voici, par exemple, comment le Mostatref parle de l'amitié: « Un poète a dit: j'ai entendu parler de l'ami, mais je ne l'ai pas vu — on dit cependant qu'il se trouve parmi les hommes — mais regarde-le comme une chose impossible — prends-le pour une métaphore du langage. — Abou D'erda disait: Les hommes ont été d'abord feuilles sans épines, puis ils sont devenus épines sans feuilles. — Djafer Sadik disait: Diminue tes connaissances parmi les

pour qu'ils aillent s'ensevelir dans les recherches abstraites de l'essence des choses. Les hautes intelligences parmi eux, et elles ne sont pas rares, ne comprennent point le travail pour le travail; leur but est d'acquérir pouvoir ou renommée; l'ambition seule les occupe; il en est qui sont fins politiques, adroits diplomates, excellents généraux; aucun n'est savant au sens propre du mot. Ainsi, en Perse (1), le « babisme » et le « bahisme » que certains de l'Occident ont considéré comme des insurrections contre la foi établie, ne sont, en réalité, que des factions politiques; au fond de toute révolte, voire même de toute révolution en pays musulman, il faut chercher, non pas une idée, mais un homme; il est des mécontents, il n'est pas de principes.

Mais, pourrait-on objecter, n'est-ce pas confondre les aptitudes particulières des races sémitiques (2) qui suivent la loi du Coran, avec celles des peuples musulmans? Chaque nation a un caractère distinctif, indépendant de la religion; or, les Arabes ne sont pas les seuls mahométans; les fellahs d'Égypte, les Berbères, les nègres du Soudan, les Turcs, les Persans, beaucoup d'Hindous et de Chinois le sont aussi. Il serait étrange que ces gens d'origines si différentes aient, pour ainsi dire, anéanti leur volonté dans un culte imposé, et que les barrières qui les séparaient aient disparu d'une façon complète sous le sabre égalitaire des envahisseurs.

Et cependant, s'il est un fait certain, indiscutable, c'est cette fusion

hommes, et ceux que tu connais, renie-les; si tu as cent amis, enlèves-en quatre-vingt-dix-neuf et méfie-toi du centième. — Les Arabes disent : L'ami est un nom qui désigne une chose sans nom, et un animal introuvable », etc. Cela continue pendant des pages entières. Notre moyen-âge, il est vrai, entendait la littérature à peu près de cette façon-là.

(1) La Perse est un pays occidental égaré en Orient; aryens de race, ses habitants sentent et conçoivent presque comme les gens d'Europe; l'oppression des schahs et des gouverneurs de province les a abêtis; ils se relèveront; les insurrections au nom d'El-Bab et de Bahac le prouvent; elles ont des prétextes de religion; un passage du livre sacré, torturé par un habile, peut être cause de longs bouleversements. « Le contre-sens aux époques d'autorité, dit Renan (Averroès et l'Averroïsme), est comme la revanche que prend l'esprit humain contre l'infailibilité du texte officiel. L'homme n'abdique sa liberté sur un point que pour la regagner sur un autre ».

(2) Chez les Juifs, le particularisme de la race se confond avec l'exclusivisme de la religion. « Les Juifs seuls sont des hommes, les autres nations ne sont qu'une variété d'animaux ». Talmud, traité Baba, m. folio 114. 2. « Les âmes des autres peuples viennent de l'esprit impur ». Talmud. Rabbi Menachem, f. 14. 1. « Dieu créa les non-Juifs avec la forme humaine en l'honneur des Juifs ». Talmud. Polemik, p. 12.

de races diverses en une seule; trois ou quatre cent mille cavaliers arabes ont suffi pour l'opérer; cette œuvre de diffusion du génie sémite a été si complète que maintenant l'on ne peut guère distinguer les peuples primitifs que par leurs caractères ethnographiques. Ils vivent tous la même vie, ils forment une masse compacte et irrésistible; et, sans doute, l'avenir leur appartiendra, car les peuples sceptiques sont les peuples destinés à mourir.

De même que le fervent moyen-âge n'estimait qu'un seul pouvoir logique, le pouvoir du prêtre, de même que, dans la sainte Russie, l'orthodoxe confond, en le tzar, les pouvoirs spirituels et temporels, de même les musulmans ne reconnaissent, comme légitime, que l'autorité d'un représentant de Dieu (1); ils ne s'accommodent point de nos sociétés compliquées. Le souverain condense, en sa personne, la puissance civile et la puissance religieuse; l'une complète l'autre et lui sert de sanction; dès lors, les prescriptions du chef de l'État seront absolues, nul n'aura le droit de s'élever contre elles ou contre ceux qui les font respecter (2); contrôler les actes du gouvernement serait une injure à Dieu : de là résultent de graves désordres dont pâtissent, c'est naturel, les faibles et les timides. Le remède, il ne viendra à l'idée d'aucun musulman d'aller le chercher dans la pitoyable organisation politique qui le régit; il s'en prendra aux fonctionnaires, qui le volent, aux brigands, qui le pillent, et surtout à la fatalité; il est curieux de constater la fausseté de jugement de ceux qui, en Orient, se déclarent partisans des idées avancées : « J'ai causé avec eux des heures entières... L'admiration et le respect qu'ils avaient pour leurs ancêtres, allaient de pair avec ceux qu'ils témoignaient à l'égard de Sa Majesté le Sultan... Ils étaient des révolutionnaires, mais des révolutionnaires loyaux, semblables à ces bons et braves Allemands qui voudraient bien avoir une république avec quelque grand duc à sa tête » (3).

(1) Nos Arabes d'Algérie se considèrent comme sujets du Sultan de Constantinople. Ils affectent de voir dans les Français des représentants du pouvoir ottoman qui leur aurait délégué une partie de ses droits.

(2) La force du musulman, c'est la résignation. « L'obéissance à des chrétiens... ne trouble pas la conscience des musulmans, car, disent-ils, rien n'arrive sans la volonté de Dieu, et puisque Dieu a donné la force aux chrétiens et leur a permis de soumettre les musulmans, les vrais croyants doivent se courber devant cette force qui est une émanation de la volonté de Dieu ». Rinn, Marabouts et Khouans. Alger, 1884 (Cette note doit être mitigée par la précédente).

(3) M. H. Vambéry. Deutsche Rundschau, oct. 1893.

Les musulmans ont toujours méconnu la souplesse de l'animal humain ; ils sont tout d'une pièce, ils ne comprennent ni les délicatesses ni les ménagements : ceci ou cela, disent-ils, ils ne peuvent concevoir ceci mitigé de cela. Conquérants par nature, ils sont un peuple de lutte, un peuple de marche ; ils détruiront, mais ne sauront réédifier.

Quoi qu'il en soit, l'esprit coranique ne pourra jamais pénétrer les races occidentales ; cette exagération du moi, qui est la clef de voûte du temple musulman, constitue pour elles un dogme étranger à leur nature propre (1) ; le christianisme, dont elles sont profondément pénétrées, rehausse trop l'effet collectif pour qu'elles ne réagissent point. Et sans doute, en fin de compte, elles auront le dernier mot. Et c'est ainsi qu'au milieu des troubles et des révolutions, l'humanité s'en ira au néant, par la voie que Goethe a si bien appelée le Progrès en spirale (2).

*
* *

Cette rapide esquisse du caractère des races musulmanes était nécessaire au début de cette étude : le crime, en effet, bien qu'un dans ses résultats, est divers dans ses procédés, et ses procédés varient avec le milieu, avec la société ambiante, ce qui ne veut pas dire que le crime disparaîtra lorsque s'écroulera la société ; l'homme est ainsi fait que son Moi se heurte sans cesse au Moi de son semblable ; le crime n'est, par suite, autre chose que l'impatience d'un égoïsme contrarié ; danger pour autrui, le criminel fait comme certains insectes : par un mimétisme voulu, il fond sa personnalité trop vive dans le courant qui entraîne les immenses foules du genre humain ; c'est pourquoi, en

(1) Un petit peuple, qui est une collectivité, prévaudra toujours sur des millions d'individus isolés et très forts ; l'idée d'une masse humaine durera, l'idée d'un homme mourra avec lui, si elle ne devient pas l'idée de la masse ; c'est une conséquence de la parole de Jehouda ben David, citée par Ibn Ezra (Commentaires sur Ps., II, 26. 27) « Les généralités demeurent éternellement, tandis que les particularités passent. » Cela est vrai en sociologie comme en philosophie.

(2) « La philosophie, écrit Frédéric Nietzsche, se trouve maintenant ramennée au point où elle était il y a deux mille ans : elle est obligée d'expliquer comment les choses naissent de leur contraire, par exemple le mouvement de l'inertie, la raison de l'irrationnel, la vérité de l'erreur : problème que, pendant deux mille ans, les métaphysiciens ont trouvé plus commode de nier. »

Europe, où les peuples évoluent constamment, le crime revêt des formes multiples, appropriées à la période traversée par la nation où il se produit; cela rend sa psychologie aussi délicate, aussi ardue que féconde en résultats imprévus, et ce sera un éternel honneur pour Cesare Lombroso, le promoteur génial des études criminalistes, et pour son école, d'avoir réussi à en fixer les points principaux. Chez les peuples musulmans, qui sont des peuples stationnaires, le crime a une expression d'invariabilité que nous chercherions en vain ailleurs; tel il était il y a des siècles, tel il est resté. Et cependant, les difficultés abondent en notre matière; l'homme criminel ne se présente pas d'une façon abstraite; l'observer sans tenir compte de bien des mobiles extérieurs ou antérieurs ne serait point scientifique; procéder a priori, surtout lorsque l'on a comme sujets d'expérience des gens originaires de ces climats torrides où, suivant Alfieri, « *la pianta uomo ci nasce più rigogliosa* » serait faire fausse route; les influences religieuses, l'éducation morale et physique, la famille, les instincts particuliers à la race, les préjugés de tribu ou de caste, les facultés intellectuelles de l'individu, ses impulseurs atavistiques ou nerveux, sont d'une trop haute importance pour être laissés de côté; nous aurons donc à les faire intervenir. Et même, faisons table rase des instincts criminels spéciaux, ne nous occupons ni du criminel-né, ni du criminel d'habitude; l'homme doux et paisible ne peut-il pas, poussé par certaines causes, commettre soit des actes de violence, soit des actes vils et infâmes qui lui répugneraient sans doute, s'il en voyait les conséquences? L'honneur, le patriotisme, une opinion politique exagérée, un intérêt pécuniaire ne sont-ils pas souvent sources de faits qu'à bon droit on nommerait crimes? Nous insisterons d'autant plus sur ces provocations inconscientes des passions nobles qu'elles sont plus fréquentes et plus irrésistibles dans le monde musulman (1).

L'Orient a la simplicité du crime et la simplicité du châtimement. Au contraire, en nos pays aryens (2), s'affirme une tendance indéniable, que

(1) Les capitalistes anglais qui, chaque année, accroissent dans de vastes proportions leur fortune en spéculant sur les riz, aux Indes, et affament des populations entières, sont, j'en suis persuadé, des hommes humains, incapables de passer devant un malheureux sans lui jeter une aumône, ou devant un pauvre animal roué de coups sans aller chercher le policeman. S'il en était autrement, ce serait à désespérer de l'humanité.

(2) Pour plus de simplicité, j'emploie le terme aryen dans le sens de l'an-

prouve à chaque instant l'expérience, que démontrent les statistiques, malgré sa tournure paradoxale ; plus ce qu'on est convenu d'appeler civilisation avance, plus le nombre des prescriptions et des défenses de la loi augmente, plus les occasions de la violer se présentent, plus s'accroît la criminalité, et plus le Code pénal se gonfle et devient le plus volumineux de tous les Codes. Ainsi, il est à peu près certain que si le progrès est un mot répondant à une réalité, la société idéale sera assurément digne d'aller coloniser ces pays tropicaux où les savants nous assurent que le refroidissement du soleil la forcera à se réfugier.

Ce n'est pas à dire que l'état de barbarie soit favorable à la vertu ; l'homme, à peine sorti des langes de l'animalité, a conservé les instincts de ses ancêtres ; il résume en quelque sorte leur méchanceté et leur grandeur (1) ; la vie humaine a pour lui peu d'importance : tuer est noble ; le courage, c'est ne pas craindre la mort ; plus on a commis de meurtres, plus on est considéré. Et telle est la puissance de l'atavisme que, à l'époque actuelle où, paraît-il, nous sommes en décomposition, les femmes, dont l'intellect est resté en retard de quelques siècles, ont encore

... le goût des héros, et le mufle
Hagard d'un scélérat superbe sous le buffle
Fait briller tendrement l'hiatus des fichus ;
Quand passe un tourbillon de drôles moustachus
Hurlant, criant, affreux, élégants, orgiaques,
Un doux soupir émeut les seins élégiaques (2).

Aussi bien, n'est-ce point sans raison que, comme le dit Ferrero, la femme est cruelle, et même très cruelle (3).

Les peuples musulmans, fixés à demeure à mi chemin entre la barbarie et la civilisation, ont une criminalité mixte ; chez eux,

cienne école. Les racines communes des peuples européens font donc d'eux des aryens.

(1) Retenu encore parmi eux par sa brutalité féroce, il leur échappe par le rêve ; la science des rapports, affaiblie dans la bête, s'accroît chez lui (réflexion) ; il *imite* les bruits de la forêt, les hurlements des fauves, et crée le langage ; l'habitant des vastes bois, qui ne perçoit pas les mêmes sons que l'habitant des déserts, ne parlera point comme eux ; de là, la différence des racines.

(2) Victor Hugo. Toute la lyre. Chœur des *Racoleurs*.

(3) Il n'y a pas de colère au-dessus de la colère de la femme. *Ecclésiaste*, XXV, 23.

les faits délictueux ne consistent pas seulement en violences, il faut y ranger en outre les dols, les extorsions frauduleuses, les faux, les ventes de consciences, les abus de confiance, etc., que les aborigènes australiens — c'est certain — ne connaissent pas(?) Mais, à cause du désordre et de la simplicité de l'État, et de l'ignorance des masses, le fort proteste contre le faible d'une manière plus ouverte qu'en Europe; les crimes (1) contre les personnes et contre les biens, ne sont point raffinés dans leurs moyens d'exécution, et ne se déguisent pas sous des apparences juridiques; l'homme volé sait qu'il est volé; comme Dieu l'a voulu, il ne se plaint guère; si plus tard Dieu veut que le volé vole à son tour le voleur, celui-ci se résignera et attendra une nouvelle occasion. Cette métamorphose incessante de l'oppressé en oppresseur et vice versa, est une preuve assez imprévue du manque de fondement objectif de la morale de l'Orient.

La morale, en effet, est un but, un idéal : telle chose est juste, donc elle doit être; chez les Européens, l'éducation est toute de morale; l'enfant est instruit dès son plus jeune âge à en respecter les prescriptions, et le remords est, pour le coupable d'occasion, une sanction du crime impuni (2); de plus, le pouvoir civil a le glaive de la justice toujours prêt, et l'opinion publique a le déshonneur (3). Les musul-

(1) Voici un exemple du peu de complexité des attentats; nous l'empruntons à un jurisconsulte chaféite, Abou Chodja; il s'agit de classer les criminels en catégories distinctes, et d'établir une échelle de peines correspondant à la gravité des délits : « Il y a quatre sortes de brigands, savoir : ceux qui ont tué des personnes sans voler, doivent être tués; ceux qui ont volé, sans avoir tué, ont les mains et les pieds amputés en sens contraire; ceux qui ont tué et volé seront amputés et mis à mort; ceux qui intimident les passants sur le chemin, sans voler et sans tuer, doivent être punis de réclusion et de châtimement correctionnel. » Que le vol soit minime ou considérable, la peine ne variera pas.

(2) Je n'entends parler ici que de la morale religieuse, dont la sanction principale est la croyance à une vie ultérieure. Il est une morale plus belle, plus noble que celle-ci, inaccessible au vulgaire, à cause de ses prescriptions purement philosophiques; elle complète l'autre et la relève. Si le sage se trompe, tant mieux pour lui : il devra être pardonné, parce qu'il aura fait le bien sans espoir de récompense.

(3) Rien de plus faux que la notion de la morale *a priori*; la morale s'est affirmée peu à peu avec l'homme. Les primitifs n'en ont nullement l'idée; et Nietzsche se trompe en la faisant créer de toutes pièces par la société. Sa définition « c'est un mensonge nécessaire pour tenir en respect la bête qui est en nous et qui, sans cela, nous mangerait », n'est qu'un paradoxe qui est en même temps un lieu commun.

mans, eux, ont les préceptes charnels du Coran; la religion leur fait un crime de certains actes, et c'est tout. Ils n'ont pas ce que nous appelons le sens moral.

Prenons, par exemple, un individu des classes populaires et laborieuses, un artisan, si vous voulez, ou bien un laboureur, et recherchons comment cet individu, choisi parmi de petites gens, comprendra ses devoirs envers les autres et envers lui-même; il est, certes, curieux de voir la façon dont se brise tout ressort dans une âme humaine. Dès sa première enfance, sa mère l'a couvert d'amulettes et lui a enseigné la haine du chrétien et la dissimulation; son père, qui traite sa femme en esclave et la bat comme une bête de somme, lui a appris qu'il est bon d'être le plus fort, et, en s'aplatissant devant les riches et les nobles, qu'il faut savoir à propos courber l'échine pour obtenir les faveurs; quelques notions religieuses, ramassées à droite et à gauche, en font, par leur formalisme étroit, un fanatique aveugle; il jeûne pendant le Ramadan, il dit les prières qu'ordonne le Coran; il invoque, sans cesse, le nom d'Allah! Il attend le Libérateur, qui doit détruire les non-croyants; il se tient à la lettre et ne se préoccupe pas de l'esprit. C'est à cela que se borne sa science; distinguer le bien du mal, le juste de l'injuste, nul autour de lui n'en est capable; du moment que satisfaire ses désirs est le but de la vie, les moyens sont indifférents et s'équivalent. Et notre homme du peuple a la conviction que pour gagner le ciel, il suffit de la seule qualité de musulman; il ne fait point la charité par pitié de l'infortune; s'il donne du pain au mendiant et de l'eau au voyageur, c'est simplement parce que l'exercice de cette vertu — toute arabe, et sucée avec le lait de sa nourrice, — lui méritera une meilleure place au paradis. Crédule autant que possible, il admet, sans examen, les miracles des marabouts, et subit, sans conteste, l'influence de ceux qui se prétendent leurs descendants (1); quand il s'agit de l'au-delà, rien ne l'étonne; pour le présent, il songe à vivre le mieux qu'il peut, et fait tout converger vers lui. Occupé de lui-même, il n'aperçoit point les autres; il les trompe et il les vole, si, en les trompant et en les volant, il trouve son intérêt. Bien qu'il ne

(1) ... Ils s'affilient de plus en plus aux ordres religieux... Ils ne mettent pas en doute leur caractère religieux, ils les acceptent comme ils acceptent les miracles des Aissaoua, « miracles dus à une perfection morale qui attire la faveur de Dieu sur les adeptes de cette secte. Rien n'arrive sans la permission de Dieu, et plus une chose est étrange, incompréhensible, en dehors des règles établies, plus l'intervention de Dieu est évidente... » Rinn., *op. cit.*, p. 105.

connaisse pas Tolstoï, il applique ses théories sur le non-agir et ne besogne que poussé par la nécessité. Si, pour l'illustre philosophe, « le travail n'est qu'un besoin, dont la privation nous cause un désagrément » (1), nous pouvons lui assurer que ne rien faire est un véritable idéal pour le musulman. Et voilà ce que la religion et la famille ont fait de notre individu.

Quant aux classes moyennes, elles ne sont guère au dessus du niveau intellectuel des humbles et des petits ; l'enfant, à l'école, récite mot pour mot les livres sacrés ; sa mémoire seule est exercée au détriment de son intelligence ; son jugement est annihilé, son esprit est borné ; des ombres d'idées et des paroles emplissent son cerveau. Il restera, sa vie entière, dans l'apathie, profondément imbu de cette croyance, qu'il est égal de faire ou de ne pas faire.

La classe moyenne, fixée dans les villes, est l'infime minorité ; elle est peu dangereuse, parce qu'elle craint l'action ; elle est aussi fanatique que l'immense foule qui végète autour d'elle, qui attend et qui espère.

*
*
*

Tout musulman est donc préparé au crime par son éducation ; la peur du châtiment physique est l'unique barrière qui puisse le retenir ; il n'est pas immoral, il est amoral ; l'amoralité est beaucoup plus à craindre que l'immoralité ; celle ci suppose l'existence d'une idée fondamentale de moralité ; sur cette idée fondamentale, repose l'idée de justice, dont la contingence, à son égard, est absolue ; l'une n'étant pas, l'autre ne peut être. Aussi, chez les Mahométans, assistons-nous à ce spectacle curieux de juges appuyant leurs sentences non sur le droit naturel, qu'ils ignorent, non sur l'esprit du droit positif, qu'ils ne savent pas dégager, mais sur des mots qu'ils discutent. Ils s'embrouillent dans la complexité des espèces, et leur vénalité est, pour ainsi dire, une preuve de leur bonne foi.

Les prescriptions religieuses répondent à des abstentions dans la pratique ; certains vieux usages de l'époque précoranique ont disparu devant le livre révélé ; mais d'autres ont été sanctionnés par lui ; ces derniers, nous les retrouvons presque tous dans la répression des faits qualifiés crimes.

La législation pénale des musulmans est enfantine pour un Euro-

(1) Tolstoï. Le non-agir.

péen; elle est admirablement appropriée aux mœurs et au caractère des peuples méridionaux; c'est un amalgame de coutumes primitives et de souvenirs confus du droit romain de l'époque impériale (1); le plus souvent on y voit apparaître, — qu'on nous pardonne l'expression, — toute la roublardise du sauvage (2) dont l'esprit est en même temps naïf et subtil. Remarquons, en passant, que les peines en Orient aboutissent toujours à une souffrance physique; les répressions abstraites, la mort civique ou civile du condamné, son isolement cellulaire, les longues années de prison, le casier judiciaire, la déportation, ne produiraient aucun effet sur le coupable musulman; il se croirait plus fort que la loi et se sentirait assuré de l'impunité (3). Le talion, la composition du meurtrier avec la victime, bases de la législation pénale chez les peuples sémites, ont été introduits par eux dans tout l'ouest de l'Asie et dans la partie septentrionale de l'Afrique. L'argent des riches les sauve, les pauvres sont frappés sans pitié. D'ailleurs les crimes de droit commun passent inaperçus de l'autorité administrative; c'est une affaire entre deux particuliers, un opprimé et un oppresseur, qui ne regarde qu'eux. Le gouvernement ne poursuit guère que les partis politiques; alors, juges et bourreaux rivalisent d'atrocité (4).

La tête à moitié tranchée, que les coups mal dirigés ont tailladée de plaies violettes sur la nuque, tombe sur la poitrine râlante de l'accusé, à côté duquel l'exécuteur aiguisé son sabre de fer émoussé; plus

(1) Les prescriptions du code musulman relatives aux biens et aux contrats sont presque toutes parallèles au droit romain. Mon ami Paul Sumien a démontré l'influence latine sur le contrat d'enzel (*Revue Algérienne de législation et de jurisprudence*, 1893); mais il ne faut pas généraliser. L'idée du tien et du mien se trouve à la base de toutes les législations du monde; de là, de curieuses coïncidences. Il faut une étude approfondie pour éviter le piège des dérivations arbitraires. Cf. à ce sujet, Fustel de Coulanges, *Institutions politiques de l'ancienne France*, livre III.

(2) Cf. par exemple Code de Sidi-Khalil, tit. XXXI, ch. II, art. 1969 et suivants.

(3) Les peuples méridionaux ne sont sensibles qu'aux peines qui influent sur l'imagination, aux peines dont la conséquence est une douleur corporelle. Depuis qu'en Italie la peine de mort a été remplacée par le régime de l'ergastola, la criminalité de ce pays s'est accrue du triple.

(4) « Les législations sémitiques ne connaissent guère qu'une seule peine, la peine de mort » (Renan. *Histoire des langues sémitiques*). Elles connaissent aussi la mutilation, l'amende, la réclusion. L'amende et la mutilation sont les conséquences du talion, qui est la législation sémitique par excellence. La réclusion a été empruntée à l'Occident dans les temps modernes.

oin, l'on entend les hoquets de mort d'un homme dont un pal traverse le foie et les poumons, et les tendons crispés de ses pieds grincent dans la poussière; de la bouche ouverte d'un étranglé pend une langue bleuâtre; des lames strient l'air et s'abattent sourdement, des membres sautent, des carcasses se fendent, des écorchés grimacent, des chapelets de nez et d'oreilles giclent sur la terre qui fume. Une vapeur âcre et rousse s'élève de l'immense horizon, et le sang répandu hurle son chant de gloire; il sert d'auréole aux bourreaux, il les grise :

Il leur rugit : assomme ! et l'écho répond : tue ! (1)

En Perse, en Turquie, en Egypte, le massacre seul a pu venir à bout des indépendants, des ambitieux; le monde mahométan a sa route tracée devant lui, il ne faut pas qu'il s'en écarte; ceux qui prétendent le transformer à leur profit sont des ennemis, ils doivent être supprimés; et, en réalité, ils ne constituent pas une force vive; l'énergie de l'Islam est ailleurs; elle réside dans la plèbe; misérable dès qu'il est né, supplicié s'il se révolte, bâtonné s'il se plaint, le Fellah abject, dès que le Prophète lui criera : « Va ! » se grandira à la hauteur d'un conquérant et s'anoblira par le fanatisme.

Hommes d'action avant tout, concentrés malgré eux dans une inertie absolue, leur immobilité les a abêtis; ils naissent, s'accouplent, s'énervent et meurent; ni individus, ni peuples, ni forces; ils sont assemblés, ils grouillent : une pensée plane. Ils sont abêtis, ils sont vicieux, ils ne sont pas corrompus; cela tient à leur habitat. Les pays de climat chaud sont, par excellence, les lieux d'expansion de la religion musulmane; le froid continu la transformerait, c'est-à-dire la tuerait, car, le froid, c'est le doute (2).

(1) Richepin. Les Blasphèmes.

(2) Les montagnards, gens de pays froids, sont, en général, réfractaires à toute perturbation venant du dehors; l'étranger qui se fixe parmi eux adopte, par la force même des choses, leur manière de vivre ou disparaît; on peut résister aux hommes, on ne saurait résister à une force brute; les Kabyles de l'Algérie se sont convertis, se sont soumis parfois, mais ne se sont pas laissés entamer; ils ont conservé leur langue et leurs coutumes nationales, et sont restés des Romains (?) ou des Berbères. Malgré des siècles de pression, aujourd'hui encore ils tranchent vigoureusement sur les tribus arabes avoisinantes : ils font tache. Le Kabyle luttera plutôt pour son indépendance que pour sa foi. Il est vrai qu'il s'agit là d'une exception, et, d'ailleurs, elle n'existe guère qu'à l'état de tendance.

La civilisation est la prise de possession d'une partie des énergies particulières par la masse; en Orient, religion et civilisation se confondent; et l'on peut dire que tout ce qui n'y est pas religion y est vice; or le vice est une transformation de l'énergie, tandis que le doute est sa perte totale : une société qui doute est une société corrompue, un individu qui croit ne peut être que vicieux; la corruption est un au-delà du vice; être corrompu, c'est aimer le vice et être blasé sur les satisfactions qu'il donne : plus les désirs sont contentés facilement, plus la civilisation augmente et aussi la corruption; de là cette conséquence : le vice n'est possible que chez un individu doué d'une certaine force de volonté; être vicieux, c'est être passionné, et être passionné, c'est croire; être corrompu, au contraire, c'est être sceptique. Aussi, toutes proportions gardées, le crime sera moins atroce chez celui qui l'accomplit avec passion que chez celui qui en jouit froidement. Les peuples musulmans ne savent pas être cruels comme les populations soupçonneuses des régions froides.

L'homme est un être plutôt mauvais; lorsque ses nerfs le guident, lorsque la passion l'affole, il peut redevenir féroce, il le devient sûrement en matière religieuse; il est moins difficile à un fanatique de pardonner un meurtre qu'un blasphème, un attentat à la majesté humaine qu'un attentat à la majesté divine, il méprise le non-croyant et hait l'hérétique (1). Les religions, quelles qu'elles soient, hormis celles qui, comme le confucisme ou le sinthoïsme de l'Extrême-Orient, consistent en une absence à peu près complète de dogmes (2), ont ces caractères communs; celui qui, le premier, a dit : voici mes tortures d'outre-tombe pour les maudits qui n'ont pas eu foi en moi (3), a indiqué à

(1) Pour le fervent musulman, de même que pour Bossuet, l'hérétique est celui qui a *une* opinion.

(2) Lamairesse. L'Inde avant le Bouddha. Cf. l'Introduction.

(3) Je ne puis être, en ce point, de l'avis de Renan : « L'islamisme, dit-il, comme tant de grandes créations religieuses, est toujours allé se fortifiant et obtenant de ses adeptes une foi plus absolue. Les compagnons de Mahomet croyaient à peine à sa mission surnaturelle; l'incrédulité dans les six premiers siècles de l'hégire avait été poussée jusqu'aux dernières limites. Dans les siècles modernes, au contraire, pas un doute, pas une protestation » (Averroès et l'averroïsme, p. 30). Mohammed à la parole vibrante et chaude, passionnée et émue, devait agir fortement sur l'esprit de ses auditeurs, ignorants et crédules. Les peuples méridionaux sont les seuls sur la terre à posséder la foi; le doute leur est étranger. Chez les Arabes d'Algérie, il suffit qu'un marabout surgisse pour que des centaines d'individus croient à sa mission divine et soient prêts à se faire tuer à sa suite. Mohammed ne se pré-

tous les fondateurs de cultes la voie douloureuse qu'ils devaient suivre sans hésiter; depuis des milliers de siècles les âmes n'ont pas évolué, la méthode n'a pas changé. Croyant à leur mission, les grands consolateurs ont entraîné les foules et suscité les martyrs; et une religion qui a dévoué des victimes volontaires à son dieu est assurée de l'immortalité humaine. Les sectaires ne craignant pas la mort pour eux, ne reculent pas devant le sang des autres, et c'est là l'origine du crime religieux.

Mais ce n'est pas seulement dans les impulsivités religieuses que se trouve l'originalité du crime chez les musulmans; elle est déterminée par leur organisation sociale, par leur isolement psychologique au milieu des vieilles civilisations : les Européens ont l'escroquerie et le chantage, les Orientaux ont le crime sexuel. Contrairement à Corre (1), nous admettons que les viols et les attentats à la pudeur sont des plus fréquents chez les peuples méridionaux, musulmans ou chrétiens. Ils ne sont ni grands buveurs ni grands mangeurs, ils ont peur du vin qui les rend méchants et les tue avec le soleil. Ils ont concentré toutes les ivresses sur un unique objet, la femme; chez eux l'amour ne sait pas attendre, il est brutal et insatiable; ils ne demandent à la personne aimée qu'une qualité : la lascivité; au besoin, ils seront héroïques ou sublimes pour s'assouvir; contenus par mille barrières, jaloux les uns des autres, ils se disputent les voluptés avec une férocité rageuse; chaque désir est contrarié par le désir de tous; de là les colères, les haines et les vengeances de l'Orient.

Une religion est une morale particularisée : tu te comporteras de telle ou telle façon avec tes semblables, faute de quoi tu seras châtié peut-être par les hommes, mais à coup sûr par Dieu; la morale est utilitaire (2), elle ordonne ou défend, elle est source de législation;

sentait pas comme Dieu, mais comme prophète; Renan a été trompé par l'évolution de la religion chrétienne, qui n'a été pendant plusieurs siècles qu'une vénération et une morale. Mais, quand, à la mort de Mohammed, on voit les Arabes enthousiastes s'élancer à l'assaut des derniers débris de l'empire romain, pénétrer l'Asie et l'Afrique, entamer l'Europe, peut-on douter de leur foi absolue en Allah et en son prophète?

(1) Corre. Crime et suicide.

(2) La morale religieuse ordonne la résignation. Les simples, qui ne réfléchissent pas, ne connaissent que la souffrance matérielle. Il y a une échelle très nettement déterminée dans les esprits : l'aristocrate (je prends ce mot dans son sens élevé) qui pense, le bourgeois qui jouit, la plèbe qui aspire à jouir. Si cette dernière avait la force, il est probable que sa rési-

l'homme décide sur l'acte, Dieu sur l'intention. « C'est à Dieu qu'appartient la dernière issue de toutes choses » (1).

Un livre condense les volontés suprêmes; il indique les signes extérieurs, les présomptions du péché; il dit comment on l'évite, comment on le rachète. « La piété ne consiste pas à tourner vos visages du côté du levant ou du couchant. Pieux est celui qui croit en Dieu et au jour dernier, aux anges et aux livres, aux prophètes, qui, pour l'amour de Dieu, donne de son avoir à ses proches, aux orphelins, aux pauvres, aux voyageurs et à ceux qui demandent; qui rachète les captifs, qui observe la prière, qui fait l'aumône, remplit les engagements qu'il contracte, qui est patient dans l'adversité, dans les temps durs et dans les temps de violences. Ceux-là sont justes et craignent le Seigneur » (2). Bien que Dieu s'adresse à la conscience de chacun, il veut un culte objectif. « Que leur commande-t-on, si ce n'est d'adorer Dieu d'un culte sincère, d'être dévoués à Dieu, d'observer la prière, de faire l'aumône? C'est la religion vraie » (3). Une bonne action peut racheter une mauvaise; la prière (4) invoque la compensation de Dieu, le pardon suit le repentir.

Le culte se fait sous une certaine forme minutieusement indiquée, les fidèles peuvent dès lors se reconnaître. L'ennemi de Dieu est celui qui ne lui rend aucun culte ou qui discute son culte (5), c'est — mais à un degré moindre, — celui qui, tout en observant la morale générale de la religion révélée, repousse le particularisme de cette morale.

Tous sont maudits. « Si vous pouvez vous procurer d'autres instruments que les leurs, ne vous servez pas des leurs; si vous n'en trouvez pas d'autres, lavez les leurs avec soin et servez-vous-en pour man-

gnation ne se contenterait pas d'espérances. La chair engloutira peut-être un jour l'esprit. Sera-ce un mal?

(1) Coran, XXII, 42 *in fine*.

(2) Coran, II, 172.

(3) Coran, XC, VIII, 4.

(4) Conçue de la sorte, la prière est un acte hautement religieux; hélas! le peuple n'est pas philosophe, il croit à la bonté du créateur pour la créature, et pour lui « la prière est en réalité une demande de miracle, puisque celui qui prie sollicite la Divinité de changer à son profit le cours que la nature suivrait sans cela. Le malade qui demande de guérir quand, selon l'ordre naturel, il devrait mourir, demande un miracle; il demande que, dans le cas où sa maladie serait mortelle, elle ne soit pas mortelle ». Renan. Dialogues philosophiques. 1^{er} Dialogue, 16.

(5) Avant de discuter Dieu, la philosophie discute le culte.

ger » (1). Le fidèle doit les éviter, le fervent doit les supprimer; c'est là le crime religieux.

Le crime religieux est la sanction humaine des interdictions divines; poursuivis l'impie, l'athée, le blasphémateur, le sacrilège, car Dieu ordonne avant tout de croire; poursuivis l'hérésiarque, le relaps, le khremsi, le schiite (2), car Dieu veut la pureté de la foi; poursuivis ceux qui rompent le jeûne, ceux qui offensent la divinité par un doute sur une de ses prescriptions, ceux qui discutent, ceux qui blâment, car Dieu veut qu'on l'adore avec le cœur et non avec la raison. Que le voisin dénonce son voisin, que le fidèle empêche le fidèle de sortir du sentier de Dieu; le sabre convertit le païen, châtie l'hérétique, corrige le croyant.

Rarement le crime religieux a eu pour victimes des chrétiens ou des juifs; Mohammed, en effet, ne les a pas rangés parmi les infidèles, il les appelle les gens des écritures; cette tolérance n'est singulière que pour les Occidentaux, où l'organisation religieuse est très serrée, très étroite, où une forte hiérarchie de prêtres maintient une société disparate, où le convaincu repousse le convaincu; les musulmans sont persuadés que les chrétiens et les juifs sont dans le bon chemin (3), bien qu'ils soient demeurés en arrière; Dieu s'est révélé à eux par des livres, il a inspiré la Bible et l'Évangile comme le Koran; ils n'ont pas encore ouvert les yeux, mais ils ont écouté le verbe divin et ils lui ont obéi. Il faut les mépriser, ils sont des gens inférieurs auxquels la bénédiction du miséricordieux a été refusée; ils ne sont pas nécessairement maudits. Aussi, en dehors des villes saintes, Médine, la Mecque, Jérusalem (4), qui ont été jadis l'écho des prophètes sacrés et qui seraient souillées par la présence du non-musulman, l'Islam a protégé les chrétiens, il les a laissés s'administrer eux-mêmes, selon la parole du livre: « Les gens de l'Évangile jugeront d'après l'Évangile » (5). Il sont indignes d'être craints.

(1) Balance de la loi, par le Cheikh Chaaroui, tr. in. du Dr Perron.

(2) Les schiites n'admettent pas l'incrédation du Koran. Cf. Caussin de Perceval, l'Islamisme, p. 133.

(3) « Parmi les juifs et les chrétiens, il y en a qui croient en Dieu et aux livres envoyés à vous et à eux, qui s'humilient devant Dieu et ne vendent point ses enseignements pour un vil prix. Ils trouveront leur récompense auprès de Dieu, qui est prompt à régler les comptes. » Koran, III, 198, 199. « Il nous est permis d'épouser les filles honnêtes des croyants et de ceux qui ont reçu les écritures. » Koran, V, 7.

(4) Et Mechhed chez les Schiites. Cf. Pontevès de Sabran, un raid en Asie.

(5) Koran, V. 51.

Les chrétiens sont au-dessous des hommes; si le raïa n'est pas persécuté pour sa foi, il est considéré comme esclave, non pas de tel ou tel souverain, mais de l'Islam entier; il sera accablé de lourds impôts, ses fils paieront la rançon du sang, ses filles la rançon de leur virginité; voilà pour les sujets. Les nations chrétiennes qui ne sont pas soumises, doivent l'être; entre les musulmans et elles il y a guerre perpétuelle; telle était la raison qui, aux yeux des docteurs de la foi, justifiait les déprédations continuelles des pirates barbaresques sur les côtes de la Méditerranée.

Le mépris systématique du musulman pour le chrétien va si loin que jamais un croyant n'accordera au Nasrani la connaissance de la langue arabe, qui est d'origine divine et par là même parfaite. « L'arabe du Koran, dit Renan (1), est, aux yeux du musulman, la langue d'Ismaël, révélée de nouveau au prophète; c'est la langue que Dieu parlera avec ses serviteurs au jour du jugement; seul, entre tous les idiomes, l'arabe est susceptible d'une grammaire; toutes les autres langues ne sont que des patois grossiers, incapables de règle » (2). Il faut convenir que l'arabe pur, ce plaisir de l'oreille et des lèvres, ce langage magnifique et sonore, à la grammaire admirable, d'une richesse de vocabulaire sans pareille, réductible à un nombre relativement minime de racines, de trois lettres chacune, n'est guère parlé aujourd'hui que par les lettrés (3); l'immense plèbe de l'Orient scande un mélange informe de turc, de persan et d'arabe, au milieu duquel serpentent les idiotismes provinciaux, les locutions vicieuses, et les

(1) Renan. Histoire des langues sémitiques, édit. de 1863, p. 370.

(2) L'entêtement des musulmans à ne pas comprendre l'arabe parlé par un chrétien est légendaire en Algérie. Aux premiers temps de la conquête, il arrivait souvent qu'un indigène capable de fournir tels ou tels renseignements précieux fût amené devant l'un de nos officiers, auquel une longue pratique avait rendu familière la langue arabe; l'officier interrogeait; l'indigène, d'un air indifférent, soupirait de temps en temps un tranquille « ma n'fehem'ch » (je ne comprends pas). Les interrogations faites, il y avait un silence; alors l'officier, fort calme, caressait doucement du regard le debbous (bâton) de son chaouch; ses yeux, souriant de plus en plus, choisissaient une place favorable sur la maigre échine de son interlocuteur, qui suivait attentivement cette mimique expressive. Il était bien rare que l'éloquence muette de l'officier n'eût aucun effet.

(3) « L'arabe se distingue de tous les autres dialectes sémitiques par une délicatesse, une richesse de mots et de procédés grammaticaux qui causent la plus grande surprise à ceux qui passent de l'hébreu et du syriaque à l'étude de l'idiome littéral ». Renan. Histoire des langues sémitiques, p. 346.

mots européens appliqués à des objets nouveaux. Le monothéisme, roi des déserts, rehausse encore cette uniformité du verbe ; les chrétiens d'Orient eux-mêmes ont de la peine à supporter une trinité en Dieu ; ils ne comprennent pas comment, étant trois, on peut être un ; cette double notion a visiblement embarrassé Mohammed, qui considère les chrétiens tantôt comme adorateurs d'un seul, tantôt comme adorateurs de trois ; de là plusieurs textes contradictoires, car s'il est bien de reconnaître un maître dans le ciel, c'est un crime épouvantable de diviser les attributs du seigneur souverain entre plusieurs divinités. En définitive, il ne s'est pas prononcé ; ses sévérités sont réservées aux idolâtres, à ceux qui ont un culte pour les astres, pour les forces de la nature, pour les créatures vivantes ; « pour ceux-là, dit-il, tuez-les au point d'en faire un grand carnage, et serrez fort les entraves des captifs » (1), c'est là un devoir de piété (2).

La psychologie particulière du musulman peut expliquer aussi sa tolérance, en dehors des causes objectives que nous venons d'indiquer ; nous avons montré déjà qu'à vrai dire la société n'existe pas chez les populations orientales ; il n'est que des individus ; cette énergique affirmation du moi repousse en seconde ligne le sentiment religieux, collectif par excellence ; la foi est vive, sans doute, mais elle plie devant l'assouvissement d'un désir physique. « Dieu permet que je me satisfasse, donc je peux me satisfaire. » Ainsi raisonne le croyant. Le fatalisme est propre aux peuples d'individus. Dieu fait bien ce qu'il fait, répètent-ils ; s'il y a des chrétiens, c'est que Dieu l'a ordonné ; dans quel but l'a-t-il ordonné ? Allah aâlam, il le sait (3).

Grâce à sa personnalité psychologique, l'islamite a une conception très nette de sa croyance, il voit avec certitude ce qui en est et ce qui n'en est pas ; le musulman-type n'a nul besoin de catéchisme (4) : il distingue sans discuter : et par là son fanatisme est atténué ; ne savoir

(1) Koran, XLVIII, 4.

(2) Cf. Talmud. Polemik, p. 20. « Si un païen tombe dans une fosse, on recouvre la fosse avec une pierre ».

(3) Le fatalisme est une immense confiance dans la bonté de Dieu. Les écrits philosophiques et moraux des arabes sont, en général, optimistes. « Nous avons créé l'homme de la plus belle façon » (Koran, XCV, 4.) « Tous les hommes naissent avec un bon naturel » (Ibn Khaldoun, Prolégomènes, t. I, p. 313.)

(4) Cf. dans Garcin de Tassy, *op. cit.*, la traduction du catéchisme sunnite de Mohammed ben Pir Ali Elberkeoui.

ni où commence ni où finit l'ordre de Dieu est un embarras pour une âme simple; livrée à elle-même, elle généralise ou retranche; livrée au prêtre, elle obéit; dans les deux cas le résultat est intolérance.

La mosquée n'est pas un endroit réservé aux prêtres, c'est une enceinte où l'on s'assemble (dj'maâ, assemblée) pour écouter la lecture du Koran; l'homme qui sait le saint livre est, entre tous, respectable; pouvoir le lire est une influence; illettré, le musulman a une sorte de superstition pour le caractère écrit; lui dire: cela est marqué à tel chapitre, c'est le dominer. Par suite, le clergé a très peu d'importance, parce que quiconque sait former les lettres sacrées est apte à enseigner; ses auditeurs seront d'autant plus édifiés que son débit sera bien cadencé, sa voix bien sonore, son commentaire bien imagé. Mais l'influence sur les masses est réservée aux grandes familles.

Un chérif, un descendant du prophète, craint comme chef politique, vénéré comme chef religieux, fier de ses ancêtres, convaincu qu'il ne dérogera pas aux prescriptions hautaines de son orgueil, entraînera plus facilement les foules que tel ou tel marabout. Ce dernier, s'il veut laver dans le sang le visage noir de poudre des cavaliers de l'Islam, devra solliciter l'appui de la richesse et de la puissance du seigneur patriarcal. Cependant on ne saurait refuser aux Saints musulmans tout crédit sur le peuple; ils font des miracles, aidés par les imaginations désordonnées qui, autour d'eux, voient la main divine dans les moindres particularités de leur manière de vivre; sous leurs pas, des sources jaillissent, d'un froncement de sourcils ils abaissent des montagnes, les femmes stériles sont fécondes après avoir prié avec eux; l'impuissant recouvre sa virilité, les troupeaux croissent, les pluies font les moissons énormes; le don des miracles est le signe de leur mission: ils sont des fous ou des habiles. Réduits à leurs propres forces ils ne peuvent rien; ils ne sont pas hommes d'action; ils conseillent, ils ne guident pas.

Le marabout est presque toujours membre d'une congrégation religieuse dont il accroît le prestige. Il est cheikh, il dirige la conscience des Khouans de la tribu qui en a fait son oracle. Est-il très intelligent, il opère une scission et se proclame chef suprême d'un ordre nouveau. Ses mérites ne cessent pas avec sa mort; son tombeau, gardé par ses descendants, le continue et engendre des miracles. L'ordre qu'il a fondé devient une force, redoutable parfois, qu'il faut ménager. Alliée au pouvoir temporel des chérifs, elle est un danger.

Le silence éternel du désert est troublé soudain, des milliers de cavaliers galopent, suivis de piétons demi-nus, armés de sabres et de

fusils rouillés; des drapeaux trouvent de taches vertes cette masse hurlante, conduite par un de ces hommes de grande tente dont la tête aristocratique et superbe domine et méprise. La bravoure naturelle de l'Arabe, excitée par le bruit et l'éclat des aciers, est changée en héroïsme par l'enthousiasme du croisé: aux cris de « *bismi l'lahi* » Dieu le veut, Dieu le veut, ils vont assaillir le chrétien; soldats ignorés de l'Islam, des sables ils ont fait surgir la guerre sainte. La terre musulmane est souillée par la présence du conquérant chrétien. Chaque goutte de sang versé lavera un péché; plus d'un brave bientôt va passer le Siratt. Un rugissement couvre le galop des chevaux: *bismi l'lahi r'rahmani r'rahimi*, au nom de Dieu clément et miséricordieux.

La guerre sainte est un devoir; elle constitue chez les peuples de foi le crime religieux par excellence; pour les musulmans le « combat dans le sentier d'Allah » est une source de béatitudes infinies. « Que ceux qui sacrifient la vie d'ici-bas à la vie future combattent dans la voie de Dieu; qu'ils succombent ou qu'ils soient vainqueurs, nous leur donnerons une récompense généreuse (1) ». Ne pas croire aux livres est être l'ennemi du souverain Maître; la pire offense envers la divinité est de la représenter par une image, une idole, un simulacre; il faut châtier ceux qui matérialisent l'être entre tous immatériel; il faut mettre à mort les contempteurs des ordres divins; en les forçant à renoncer à leur erreur ou à disparaître, on est agréable à Dieu; supprimer l'homme qui s'élève contre lui est se préparer une demeure au ciel; alors, guerre ouverte et trahison se valent; les moyens, quelque réprouvés qu'ils soient par l'opinion commune, sont nobles devant Dieu; ce que l'on nomme le droit des gens disparaît: les serments, les traités, les engagements réciproques n'ont plus la moindre autorité; le croyant doit arrêter l'offense qui attente à la majesté du Très-Haut en supprimant l'offenseur; le meurtre de l'infidèle est, pour un criminel endurci, un moyen de mériter le paradis; c'est un devoir de stricte piété. « Il y a, dit Abou-Khodja, sept conditions qui obligent à la guerre sainte, savoir: la foi, la majorité, la lucidité de la raison, la liberté, la virilité, la santé et l'aptitude à la guerre (2) ». Qu'un illuminé, de connivence avec les chefs de tribus, promette, dans un langage étincelant, aux ferveurs des guerriers nomades, les richesses du pillage, les enivrements

(1) Koran, IV. 76.

(2) Abou Khodja. Précis de jurisprudence musulmane (rite chafeite) Tr. de Keidjzer. Leyde, 1859.

de la tuerie, l'odeur de la poudre, l'idéale éternité dans les bras des houris, ils rouleront leurs tentes et s'élanceront en désordre; et commenceront le massacre des voyageurs, la mise à sac des fermes isolées, l'incendie des récoltes, la razzia des troupeaux. Le premier échec les découragera. C'est plutôt du brigandage qu'une guerre : c'est toujours la voie de Dieu.

Le chrétien ne tue pas le non-croyant pour obéir à la volonté suprême ou pour lui être agréable; il châtie le crime contre la foi dans l'intérêt du criminel déjà damné qu'il espère sauver; les inquisiteurs d'Espagne, traités de scélérats par les apôtres des philosophies hargneuses du dernier siècle, étaient sincères et croyaient, avec un peuple entier, exalter l'âme en purifiant le corps par la souffrance (1).

Or, c'est élever l'esprit que le concevoir souillé par les actions du corps, c'est élever Dieu que voir en lui seulement le pardon; le repentir lave le péché. Ainsi se résume une haute et subtile théologie — fausse sans doute, parce qu'elle est un particularisme, — mais qui cherche et discute avec sagacité la situation réciproque du créateur et de la créature.

Insusceptible de ferme culture intellectuelle, le musulman ne s'attardera pas à la poursuite du pourquoi de l'être et des choses; le meurtre de l'homme hostile à l'Islam lui sera plus tard un titre personnel de mérite; des frais jardins aux eaux courantes dont son acte lui vaudra l'entrée, il entendra son ennemi grincer des dents dans son vêtement de flammes; en ce monde, sa sensualité religieuse s'efforcera le plus souvent de se mettre d'accord avec sa sensualité matérielle. Ce n'est qu'en Orient qu'une secte comme celle des Ismaélis a pu naître et se développer (2); les délires charnels des haschischin, les terribles divagations des fumeurs de kif, conviennent à ces esprits tourmentés de désirs physiques, incessamment occupés à assouvir une haine ou un amour. Leur exubérance vitale, peu apte aux patients combats de l'aryen contre la nature qui lui dispute le bien-être, ré-

(1) Etendant cette idée jusqu'à ses extrêmes limites, je trouve qu'il est plus difficile de justifier les grandes hécatombes de la révolution française que les auto-da-fé. Mourir, tué par une convoitise, par quelqu'un qui veut jouir à votre place, a quelque chose de répugnant. Il est vrai que les biens du condamné de l'Inquisition étaient confisqués au profit de la royauté, mais cette mesure d'ordre civil n'avait rien de commun avec la religion.

(2) Cf. à ce sujet, Guyard. Un grand maître des Assassins au temps de Saladin; — *id.*, Fragments relatifs à la doctrine des Ismaélis.

clame la volupté immédiate. Martyrs des joies passées, enthousiastes des joies futures, les Ismaélis mouraient suppliciés, après avoir accompli les ordres sanglants du Grand Maître, et leurs yeux tournés vers le ciel y voyaient les immanences ineffables. Ils allaient en soupirant rejoindre les rêves qu'une grâce spéciale du Clément leur avait montrés bien réels; tandis que les bourreaux s'empressaient autour d'eux, il caressaient déjà la chair divine des vierges éternelles.

Accident de l'Islam, réprouvés par lui, les Isma'ilyyah étaient schiites d'origine; ils étaient la protestation du meurtre contre l'arbitraire de la tyrannie d'État. Les peuples foulés aux pieds se réfugient dans des doctrines mystérieuses et inaccessibles; la Perse, pays de poètes, pays qui souffre et qui sent, pays d'Occident perdu dans l'Orient, devait être le pays de la vengeance occulte; l'homme se résigne, là aussi, il est vrai; mais comme son âme n'est pas fataliste, l'abandon de sa volonté ne peut être que le résultat d'un long abrutissement; il s'adapte mal à la foi musulmane; son schisme le prouve; il va plus loin encore quand des novateurs se présentent. De vagues doctrines philosophiques, Allah reculé derrière des abstractions créatrices, un homme Elu, telles étaient les croyances des Assassins; l'initié ne voyait que l'Elu; le Fedâoui ne se dévouait qu'à son Seigneur et non à Allah. « Un démon à face humaine, appelé Sinân, dit Ibn Djobaïr des Ismaélis de Syrie, a été suscité parmi eux... Ils en ont fait un dieu qu'ils adorent et pour qui ils sacrifient leur vie... Ils en sont venus à un tel point d'obéissance et de soumission à ses ordres que, s'il commande à l'un d'eux de se précipiter du haut d'un rocher, il se précipite aussitôt. » Comment une croyance aussi éloignée de l'islamisme a-t-elle pu trouver des milliers de sectaires, des milliers de convaincus? La psychologie ici doit s'aider de l'ethnographie.

Les races européennes, de même que les races sémitiques, ont foi en l'intervention divine dans les affaires humaines; de temps en temps apparaissent des privilégiés qui viennent consoler ou ordonner; il y a accord sur l'existence de ces êtres, il y a divergence sur leur nature; le sémite verra en eux des émanations de la divinité; autement dit, des prophètes, des envoyés, des messies; l'européen reconnaitra de véritables incarnations du dispensateur suprême. Cela est très important; il y a des religions immatérielles et des religions sensibles; l'Européen n'a pas la conscience du dieu abstrait.

La différence est fondamentale; l'histoire universelle en indique les conséquences; du côté sémitique, il y aura obéissance après discussion et preuve matérielle (miracle); du côté européen, obéissance sans dis-

cussion et après simple affirmation. Le désir du *rassoul* est l'ordre médiat de Dieu, celui de l'incarné est cet ordre même. L'Arabe, le Turc vénèreront en leur prophète le souffle de Dieu, ils profiteront de ses miracles; ils le suivront s'il est d'accord avec leur pensée secrète; ils se feront tuer, non pour lui, mais pour Allah; le Persan, de race indo-européenne, se traînera derrière son Dieu incarné sans oser lui rien demander; aveugle et sourd, il accomplira ses ordres, et se fera tuer, non pour Allah, mais pour lui. L'aryen voyant toujours des possibilités tangibles, agira beaucoup plus vigoureusement que le sémite, dont la foi ne s'étonnera jamais et laissera à Dieu le soin de faire lui-même. Les musulmans sunnites repoussent avec horreur la pensée d'une incarnation divine, et haïssent les schiïtes, d'abord comme ennemis politiques, puis comme idolâtres; bien que ce dernier terme soit peut-être exagéré, il est certain qu'en Perse, l'organisation religieuse le laisse assez à penser « L'imam gouverne indivisiblement les affaires de l'Islam, et il confie son verbe aux moudjetéhids inspirés et dignes de recevoir la révélation. » L'ismaélisme est la conséquence naturelle et extrême des croyances schiïtes.

Les Turcs orthodoxes, maîtres de l'Asie orientale, massacrèrent à plusieurs reprises les schiïtes, que Timour Lenk vengea; après avoir détruit Alep et Damas, il les reconstruisit de vivants moellons; les guerres religieuses entre Persans et sunnites dépeuplèrent les pays les plus riches de l'antiquité. Mais ces luttes de croyances doivent sans doute être considérées comme des luttes de prépondérances. L'Egypte, les pays barbaresques, où les dissidents sont pourtant nombreux, n'ont point connu les grandes persécutions; c'est que le crime religieux est d'ordinaire aussi un crime social; on assassine le voyageur qui cherche à connaître certaines routes commerciales, on assassine le missionnaire qui vient dire aux esclaves: vous êtes libres; on assassine le colon, qui est une concurrence; on assassine le soldat, qui est une force: fanatisme en apparence, en réalité intérêt personnel.

A une époque de l'année, variable avec les races, les peuples deviennent volontiers agressifs; pendant le mois du Ramadan, le musulman, énervé par l'abstinence, se rappelle ses devoirs envers Dieu; sa ferveur irritable se manifeste par des actes; il respecte et entend faire respecter les grandes observances de l'Islam; il est sans pitié pour son coreligionnaire surpris à boire ou à fumer; en Algérie, terre française, il l'assomme; au Maroc et en Tripolitaine, il le tue. Il n'est danger pour l'Européen que lorsque le jeûne vient accroître les souffrances de la

saison chaude ; sa piété s'exaspère aux caresses étouffantes du sirocco, et il répand facilement un sang agréable à Dieu.

Quoi qu'il en soit, la tyrannie religieuse répugne à l'esprit musulman ; sa conception supérieure du divin, sa tendance à faire dériver le complexe du simple, le nombre de l'unité, l'élève bien au-dessus de l'âme aryenne : les Islamites sont les prêtres de l'humanité.

*
* *

L'homme primitif, cet être tout d'instinct dont la civilisation contient à grand'peine en nous les impulsivités féroces, n'éprouve que deux besoins, la faim et l'amour ; il lui faut de la nourriture et des femmes ; rassasié, il lui faut du sang. L'entrave la plus puissante pour lui est la peur ; elle est naturelle ; aucun philosophe n'est venu dire aux hommes : il est un Dieu ; ils ont tremblé devant la mort ; ils se sont agenouillés devant les effroyables tumultes des tempêtes et des inondations, et ils ont cru ; de là surtout sont nées les sociétés. Une société est un frein établi par une collectivité (famille ou *gens*) pour sauvegarder ses membres des convoitises des individus. Le faisceau des sociétés constitue la civilisation.

La révolte des instincts est le crime, en général ; mais comme les climats amènent des prédominances d'appétits, il y a lieu à des organisations sociales différentes ; le crime se spécialise, une société entière s'arme contre lui. Le Nord a la faim, le Midi a l'amour ; il est impossible de lutter ici comme on lutte là. Aussi le groupement musulman est-il ordonné pour des hommes d'une extrême sensualité physique. La digue n'a pas été assez forte ; devant l'envahissement de la matière, le génie d'une race a plié ; et c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de la décadence actuelle de l'Islam ; dans la péninsule arabique, les nomades étaient obligés à un perpétuel combat ; les razzias combinées longtemps à l'avance, exécutées avec rapidité et à l'improviste, les tenaient sans cesse en haleine et leur procuraient des troupeaux et surtout des femmes ; leurs activités surexcitées faisaient d'eux des guerriers rusés (1) et braves. Répandus en Orient, après la prédication koranique, ils ont pu à souhait se contenter au milieu de peuples denses et de mœurs relâchées. Ils sont demeurés braves, ils ont perdu

(1) D'après Joly (le Crime), la ruse suppose trois choses : un désir vif et surtout constant, une idée persistante, et l'habitude de tout sacrifier à la satisfaction de ce désir et à la réalisation de cette idée.

leurs qualités primitives de résistance et une partie de leur énergie. Combien superbes paraissent auprès d'eux les Bédouins pillards, les pasteurs du Turkestan, les tribus errantes des pays tartares : ces aventuriers, dont le désert protège la liberté, sont la réserve suprême de l'Islam : ils sont demeurés les ancêtres.

L'Arabe a des femmes comme il a des troupeaux : ceux-ci lui fournissent de la viande, de la laine et du lait, celles-là des enfants mâles qui seront un jour ses serviteurs ; plus il a de femmes, plus il est riche et puissant, plus il prend de précautions pour sauvegarder sa richesse. La loi religieuse, qui est aussi la loi civile, est d'accord avec lui ; elle lui permet de répudier, avec une très grande facilité, la femme adultère ou stérile. Il tuerait la brebis qui irait se faire tondre par le voisin ou qui n'augmenterait pas le croît du troupeau, à plus forte raison débarrassera-t-il sa tente d'une femelle infidèle ou inféconde.

L'amour, tel que l'entendent les Septentrionaux, cette obscure attirance de deux âmes qui veulent confondre leur tendresse, est inconnu aux musulmans ; leurs poètes érotiques ne sont ni enfiévrés, ni pantelants ; ils ont des mots superbes, ils n'ont que des mots ; ce ne sont pas des sensibles, ce sont des grammairiens. Leur idéal de la femme est en entier réaliste ; elle n'a que faire de qualités intellectuelles ; au besoin, le bâton est là pour la mâter ; elle est belle si elle est conformationnée de façon à avoir beaucoup d'enfants, elle est aimée en raison directe de leur nombre. Vieille, elle sera l'esclave des femmes plus jeunes qui l'auront remplacée auprès de son mari. Pour l'Arabe, l'amour n'est que la possession.

Les peuples patriarcaux estiment la femme à peine au-dessus de l'animal ; c'est une brute à forme humaine ; elle se plaît au mal, il semble que Dieu lui ait refusé la raison ; aussi son mari est-il son propriétaire, et cette propriété est précieuse non tant pour elle-même que pour ses produits ; sa valeur fait qu'elle doit être dissimulée aux regards d'autrui ; elle sortira peu, et toujours voilée : la voir est la convoiter ; le tiers qui aperçoit son visage outrage le mari ; si, de gré ou de force elle cède aux désirs d'un amant, elle n'est pas considérée comme coupable ; mais l'amant s'est servi d'un objet qui ne lui appartenait pas ; le légitime propriétaire pourra le tuer ainsi qu'il tuerait le voleur surpris à piller sa tente ; quand la femme s'abandonne à ses instincts, il n'y a pas déshonneur pour le mari ; il la châtier, suivant sa faute, il la battra, il lui coupera le nez ou les oreilles ; pour empêcher un nouvel attentat à ses droits, il se mettra à l'affût de l'amant et l'égorgera par derrière. Les parents du mort le vengeront peut-être,

les gens de la tribu ne s'occuperont pas du meurtre de la femme soupçonnée d'adultère. Le mari était libre de se débarrasser d'un être qu'il avait acheté et payé et qui se laissait aller à servir autrui.

L'Orient n'a pas compris la femme; il l'a privée d'une âme : la sensibilité; dès lors elle n'a plus été qu'une esclave inintelligente et abrutie, elle ignore le mal, la férocité du fauve lui est naturelle. Les pays qui, chaque jour, voient naître le soleil, n'ont reconnu dans la femme ni la mère, ni l'amante; leur infériorité vient de ce qu'ils ont ravalé l'amour et glorifié la force; il doit y avoir équilibre entre ces deux contre-poids de l'esprit humain; la femme est faite pour le détail comme l'homme pour l'ensemble, mais il ne faut pas supprimer le détail. La femme bête de somme ou chair à plaisir n'est plus elle. Par contre, rien ne retiendra plus l'homme qui voudra donner carrière à sa brutalité; ce ne sera pas la morale, puisque la morale ne règle que les rapports de semblable à semblable; ce ne sera pas la religion, qui consacre le principat des mâles; ce ne sera pas la pitié, car « cela ne souffre pas »; ce ne sera aucun autre sentiment, car on ne s'apitoie pas sur le sort d'une créature sans raison. Or, Dieu a consenti à ce que cette créature fût indispensable; par là même, il excuse les moyens de s'en emparer. Une crainte pourra arrêter celui qui désire, la possibilité de la vengeance du propriétaire; si ce dernier n'est pas redoutable, il passera outre. Ce n'est pas à telle ou telle femme qu'il s'attaque, c'est à un sexe; son amour sera plutôt brutal que lascif.

D'après Binet, ce qui inspire l'amour est autre chose que la recherche d'une impression physique, c'est ce qu'on peut appeler, d'un mot général, la recherche de la beauté. Cette définition n'est pas absolue, elle n'est pas vraie pour les pays musulmans où domine l'élément sémite. Là, l'homme est un ange moins que partout ailleurs; s'il est riche, calfeutrée en sa maison, sa femelle oisive n'a part ni aux travaux de dehors, ni aux légers labeurs du ménage; son esprit est vide, elle n'est qu'un corps, elle n'est qu'une jouissance physiologique. L'Arabe compare volontiers sa femme à une chamelle grasse et sur le point de mettre bas.

Convaincue de son inutilité relative, la femme de race sémite est sans coquetterie et sans grâce; dans son intérieur, elle se pare de lourds bijoux d'or; plus elle est couverte de choses précieuses, plus son mari la trouve désirable; le sémite ne conçoit pas l'amour plastique. Les Grecs n'avaient que celui-là; cela les différenciait des peuples barbares du Nord : ces derniers avaient l'amour de sentiment; la postérité de Sem est incapable d'imaginer la femme statue et la

femme amante; elle ne va pas au-delà de la chair; elle l'enferme dans une chasse grossière, elle lui rend un culte matériel et obscène.

La contrariété incessante de leurs désirs fatigue ou exaspère ces hommes, pour qui la vie calme des villes est une anomalie; la paresse raffine en eux le mauvais; jeunes, ils sont blasés; vieux, ils ne sont pas encore rassasiés. D'ordinaire, la décadence des mœurs est une décadence religieuse: ce n'est pas exact pour les musulmans; ils ne sont pas descendus, ils se reposent après le combat, en songeant au combat.

Leur ardeur au plaisir respecte les hautes murailles entre lesquelles Mohammed a étroitement resserré la famille. Ils rôdent, ils cherchent une victime; les enfants du sexe féminin, un peu plus libres que les femmes dans l'Orient, seront plus exposés. Ainsi naîtra le crime si fréquent en ces régions chaudes, le viol des filles non nubiles. La cause de l'attentat ne sera pas une perversion sadique, la joie de faire souffrir un être faible, ce ne sera pas un cynisme, car là, les filles savent à peine parler, qu'elles n'ont déjà rien à ignorer, ce sera un besoin. La vie nomade assoupissait les passions, la vie inactive les a réveillées.

La fréquence de ces sortes de crimes est le signe d'un manque d'équilibre; les institutions et les tendances de l'être ne concordent pas; l'état de barbarie ne se juxtapose à l'état de civilisation que dans les déserts, où l'inclémence des choses endurecit les mœurs; steppe de pierre ou jardin, l'Orient se contredit lui-même; les peuples y sont mal à l'aise, la fixité leur est presque défendue; on dirait un camp à l'intérieur duquel chacun garderait avec soin ses captives. La sobriété est côte à côte avec la mollesse, l'ombre et la fraîcheur succèdent sans transition aux plaines fendillées par les flammes solaires. Ces pays d'antithèses mettent continuellement en présence le monde moral et le monde physique; l'un n'absorbe pas l'autre; ils se pénètrent; le matérialisme des idées et des penchants complète le sensualisme des pratiques et des croyances religieuses; les musulmans n'ont pas établi de frontières entre le corps et l'esprit.

Leur complète inconscience en amour leur a fait méconnaître les conséquences pratiques de l'idée d'affection; la femme ne tente pas de s'élever au niveau de son mari, elle n'y pense même pas, et ne respecte en lui qu'un maître, dont la force brutale soutient l'intelligence. Il est le seul homme qu'elle ait vu en dehors de sa famille, elle a des devoirs, il n'en a pas. Il la répudiera facilement, ainsi qu'on rend un cheval en qui l'on découvre un vice rédhibitoire; il lui adjoindra des

compagnes, puisque la polygamie est un signe de richesse ; elle ne possède aucune des qualités spirituelles de l'occidentale, son ignorance de la pudeur la rapproche de l'animal, toutes les turpitudes lui sont habituelles. La famille est cloîtrée, et cependant elle n'est qu'un cloître ; il n'y a pas de lien moral rattachant l'un à l'autre ses différents membres. Le père est celui qui nourrit, ses femmes et ses fils le servent.

Cela fait le mâle très fort, mais cela n'est pas suffisant pour faire d'un peuple un grand peuple ; il faut qu'il y ait dans l'amour autre chose que le charnel ou que le calcul, il faut le sensibilisme, c'est-à-dire l'amour pour l'amour.

Nous ne pouvons songer un instant, dans nos possessions, à améliorer, du jour au lendemain, la façon dont les races indigènes conçoivent l'existence ; ce n'est point par des lois ou des institutions que nous les rendrons semblables à nous, avantage qui, d'ailleurs, nous semble douteux.

Comme l'a dit lord Stanley, la régénération de l'homme ne peut jamais devenir un procédé mécanique. Grâce à un contact incessant avec nous, nos musulmans prendront sûrement nos vices, en gardant les leurs ; ils s'arrêteront alors un temps, et quand ils songeront à prendre nos qualités, qui sait si nous en aurons encore ?

J. ROBERT ARNAUD.



NOTES

Le second Congrès de l'Institut International de Sociologie.

On se souvient peut-être encore du premier Congrès de l'Institut International de Sociologie, tenu à Paris, du 1^{er} au 4 octobre 1894, et dont nous avons rendu compte ici même (1). Avant de se séparer, ce premier Congrès, tout en laissant au bureau de l'Institut élu par lui le soin de fixer la date et le lieu de la prochaine session, avait exprimé

(1) Voir la *Revue* d'octobre 1895.

le désir qu'elle se fit dès 1895. Pour remplir ce vœu, le bureau, après mûr examen, estima que Paris était la ville la plus propre à réunir une seconde fois les sociologues des divers pays, et y convoqua un nouveau Congrès pour le 30 septembre de cette année. La Société d'Anthropologie voulait bien, cette année encore, prêter à cet effet son local.

Les prévisions pessimistes ne manquaient pas. Un Congrès par an, n'était-ce pas trop? y aurait-il une production suffisante de mémoires pour alimenter la session? Les sociologues voudraient-ils faire le sacrifice d'un déplacement long et coûteux pour se réunir de nouveau, si près du précédent Congrès? Et se retrouver deux fois de suite en une même ville, à la même date, dans le même local, était-ce une perspective bien faite pour les encourager? Quelques-uns des membres les plus autorisés du premier Congrès, le président même de l'Institut pour 1895, étaient empêchés, on le savait d'avance, de se rendre au second. Quelles chances de succès restait-il dès lors à celui-ci?

Le bureau toutefois, et notamment celui de ses membres auquel était réservée la plus lourde part de l'organisation, le secrétaire général, n'eut pas de défaillance. Le Congrès était annoncé. L'Institut se devait à lui-même de le faire, et de le bien faire. On était à la veille d'une bataille décisive. Il fallait la gagner, ou périr. On la gagna.

Le lundi 30 septembre, à deux heures de l'après-midi, s'ouvrit le Congrès. Retenu par la maladie, M. Albert Schœffle était suppléé à la présidence par M. Maxime Kovalewsky, ancien professeur à l'Université de Moscou, accouru de Kharkow quoique souffrant lui-même. A côté de lui prenaient place au bureau un autre des vice-présidents, M. Charles Letourneau, professeur à l'École d'Anthropologie, et le secrétaire général. Vingt-huit membres ou associés de l'Institut International de Sociologie assistaient au Congrès (1); dix autres y avaient envoyé des mémoires (2). C'était, en comptant à la fois les adhérents

(1) MM. Combes de Lestrade, Espinas, Kovalewsky, Letourneau, Manouvrier, Novicow, Raffalovich, Steinmetz, Tavares de Medeiros, Emile Worms, René Worms, membres. — MM. d'Araujo, Bonnet, Collinet, Coste, Decugis, Golberg, de la Grasserie, Herriot, John Jaffé, Kergall, de Krauz, Lambert, Limousin, Monin, Minzès, Rappin, de Zeltner, associés.

(2) MM. Ferri, Garofalo, Gumpłowicz, de Lilienfeld, Posada, Tœnnies, Westermarck, membres — MM. Abrikossof, Piche, Puglia, associés.

présents au Congrès et ceux qui y étaient représentés par leurs travaux, dix unités de plus qu'au Congrès de 1894. Il est vrai que, depuis un an, le nombre total des adhérents à l'Institut s'était élevé de cinquante-huit à quatre-vingt-dix.

Le discours d'ouverture de M. Maxime Kovalewsky fut consacré à montrer que les sociologues ont besoin d'une grande ampleur de vue, qu'ils ne doivent oublier, dans leurs recherches, aucun pays. Et pour le prouver, le président, jetant un regard sur sa propre patrie, oubliée ou méconnue, selon lui, par les sociologues de l'Europe Occidentale, indiqua que son évolution n'était pas fort différente de celles des nations qui composent cet Occident, bien qu'elle ne fût pas encore aussi avancée, déclarait-il, que la leur.

Après quelques paroles en réponse à ce discours, nous eûmes à présenter nous-même un rapport sur « les diverses conceptions de la Sociologie ». Nous y distinguons la Sociologie scientifique de la Sociologie appliquée; et chez les sociologues hommes de science, nous montrions l'esprit historique aux prises avec l'esprit philosophique. Nous nous efforcions d'établir que, loin de se combattre, ces diverses tendances devraient s'associer. Des observations sur la même question furent présentées par MM. de la Grasserie et Limousin et au nom de MM. Piche et Puglia. Puis M. Steinmetz, d'Arnhem en Hollande, donna lecture de quelques pages sur « la méthode de la Sociologie », qu'il voudrait plus précise et plus proprement scientifique qu'elle n'a été jusqu'ici. Enfin, M. Combes de Lestrade traita de « la langue de la Sociologie ». Il souhaite qu'elle renoncât aux expressions trop techniques, pour que notre science devînt, par ses résultats au moins, accessible à tous. De la discussion qui s'engagea sur ce point entre MM. Raffalovich, de Krauz, de la Grasserie, Monin et Limousin, il ressortit que du moins on ne refusait pas au sociologue le droit d'employer ou même de créer quelques expressions nouvelles, pour exprimer des idées jusque-là inaperçues.

Le mardi 1^{er} octobre, à neuf heures et demie du matin, on entendit un mémoire de M. Abrikossof, de Moscou, sur « l'individualisme et les formes du mariage ». L'auteur estime que la variété des tempéraments empêche de ramener à une loi générale l'évolution des relations domestiques. MM. de la Grasserie, Kovalewsky, Decugis et Letournau montrèrent que cette conclusion est beaucoup trop absolue. — Au nom de M. Westermarck, d'Helsingfors, fut présenté un travail intitulé « le matriarcat ». Le professeur finlandais y résume la théorie matriarcale en ces trois propositions : 1^o le matriarcat se rencontrerait chez les peuples infé-

rieurs en civilisation à ceux qui pratiquent le patriarcat; 2° il aurait partout précédé celui-ci dans l'humanité; 3° l'autorité paternelle serait un succédané de l'autorité de l'oncle maternel. Puis, successivement, il combat ces trois propositions, à l'aide d'un grand nombre de faits tirés de l'étude des civilisations inférieures. Les observations de MM. Kovalewsky, Steinmetz, de la Grasserie, Letourneau et les nôtres, tout en différant sur nombre de points de celles de M. Westermarck, ont dû faire comprendre au public que presque aucun sociologue ne considère plus, comme ayant été général au début de l'humanité, un état social où la mère aurait exercé sur ses enfants l'autorité que la loi et les mœurs attribuent au père dans nos pays et de nos jours.

Une seconde séance eut lieu le même jour, à deux heures après midi. Et, continuant d'abord le même ordre d'études, le Congrès écouta une communication de M. Louis Gumpłowicz, relative à « l'évolution de la famille ». Le professeur de Graz dit que le pouvoir paternel s'est établi, comme tous les pouvoirs, par la force, et que la famille actuelle, loin d'avoir précédé l'État, a été créée par lui. Nous avons été obligé de faire des réserves sur cette double thèse : l'autorité du père ne nous paraît pas avoir pu jamais reposer exclusivement sur sa force, et la famille nous semble antérieure à l'État qui l'aurait plutôt désorganisée qu'organisée. — Passant ensuite à un autre domaine, le Congrès a pris connaissance d'un travail considérable de M. Maxime Kovalewsky sur « le passage historique de la propriété collective à la propriété individuelle ». L'auteur établit que ce passage n'a pas uniquement, comme on le dit souvent, une cause économique, le souci de perfectionner le rendement; mais qu'il dépend aussi de causes politiques importantes : la formation de l'aristocratie, celle de la bourgeoisie, celle de la ploutocratie. MM. Letourneau, Steinmetz, de Lestrade, Raffalovich, de la Grasserie, Monin, eurent tour à tour la parole sur le sujet, en faisant connaître, à côté des phénomènes étudiés par M. Kovalewsky, d'autres faits empruntés aux régions les plus diverses.

Le lendemain, mardi 2 octobre, fut communiqué, à la séance du matin, un mémoire de M. Paul de Lilienfeld, sénateur russe. Il avait pour objet l'évolution des formes politiques, formes que l'auteur croit ne pas déceler l'état général d'une civilisation et n'en être, en somme, que la moindre partie. On comprend que de vives polémiques devaient s'élever sur ces points : MM. Emile Worms, Kergall, Limousin, Letourneau, Kovalewsky, y prirent part, tantôt louant, tantôt critiquant la doctrine du mémoire.

Plus animée encore fut la discussion de l'après-midi. M. de la Grasserie, dans une lecture traitant de « l'évolution de l'aristocratie », montrait le pouvoir passant successivement, au cours des âges, de la religion à la force, de celle-ci à l'argent, et devant un jour revenir à la science. Il est impossible d'indiquer, dans le peu de lignes dont nous disposons ici, la variété des opinions qu'émirent, sur la question, MM. de Lestrade, Monin, de Krauz, Golberg, Coste, Limousin, Steinmetz. Bornons-nous à dire que M. Novicow, ancien vice président de l'Institut, fit voir que les quatre facteurs distingués par M. de la Grasserie ont toujours, à quelque degré, coexisté dans n'importe quelle forme d'aristocratie. — La séance s'acheva par une communication de M. de Krauz, mettant en relation la « loi de la rétrospection révolutionnaire » de M. Paul Weisengrun avec « la théorie de l'imitation » de M. Tarde.

Le jeudi matin, 3 octobre, était réservé pour la dernière séance du Congrès. A propos d'un travail de M. Mécislas Golberg, sur « la formation des races et des métiers dans les sociétés primitives », M. Novicow s'attacha à montrer l'insuffisance de la notion de race en sociologie. Et ce fut l'occasion d'un débat intéressant sur les aptitudes des races inférieures, des races nègres en particulier, auquel MM. Limousin, Coste, Monin et Manouvrier se mêlèrent. — On ne put, après cela, vu l'heure déjà avancée, que donner connaissance des conclusions auxquelles étaient arrivés les auteurs des nombreux travaux envoyés au Congrès, sur la question du « crime considéré comme phénomène social », MM. Tönnies, Ferri, Garofalo, Puglia, Tavares de Medeiros. Tous ces sociologues ont reconnu de bonne foi que les causes sociales ne sont pas tout dans la genèse du crime; ils y ont tous ajouté les causes biologiques et quelques-uns ont aussi parlé des causes physiques. Après quoi nous avons dû conclure qu'il reste encore beaucoup d'inexpliqué, mais en ajoutant que cet inexpliqué n'est pas un inexplicable et que la science en viendra à bout tôt ou tard. — Lecture donnée des résolutions adoptées par l'Institut pour l'année suivante, M. le président Kowalewsky prononça quelques paroles résumant les travaux de la session, et la clôture.

Comme on le voit par ce qui précède, les séances du Congrès de 1895 ont été bien remplies. Les mémoires présentés ont été si nombreux, qu'il a fallu renoncer à les lire tous intégralement. Les discussions surtout ont eu de l'ampleur et de l'éclat. Elles ont pris même de plus larges proportions qu'en 1894. Sans cesser un seul instant d'être

parfaitement courtoises, elles eurent une animation qui contribua beaucoup à retenir le public aux séances du Congrès. Admis à ces séances sur invitations individuelles, ce public, plus compact encore que l'an dernier, ne cessa de montrer un intérêt soutenu pour nos travaux, sans se laisser rebuter par une température extrêmement peu propice. Parmi les assistants on remarquait des membres de l'Institut de France, des hommes politiques, des professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, des administrateurs, des publicistes en renom. La presse fit bon accueil au Congrès : tous les journaux de Paris et les plus grands organes de la province et de l'étranger en parlèrent avec sympathie. Un vœu que nombre d'assistants nous exprimèrent et que plusieurs périodiques ont reproduit, a été celui de voir paraître rapidement le tome II des Annales de notre Institut, qui doit contenir les travaux du Congrès de 1895. Rien ne pouvait nous être plus agréable que ce désir, et nous sommes certains que les éditeurs des Annales, MM. Giard et Brière, feront volontiers, comme nous-mêmes, tout le possible pour qu'il soit satisfait.

Les séances publiques du Congrès n'ont pas été les seules. Il y eut, en outre, cinq séances privées, dans lesquelles l'Institut procéda à des élections de membres et d'associés, à la nomination de son bureau ultérieur, et à l'examen de propositions relatives à la revision de ses statuts et règlements. Le président élu pour 1896 a été M. Alfred Fouillée, de l'Institut de France. Les vice-présidents désignés furent (par ordre alphabétique) : M. Gumersindo de Azcarate, député aux Cortès et professeur à l'Université de Madrid ; the Right Honourable Sir Leonard Courtney, membre de la Chambre des Communes ; M. Paul de Lilienfeld, sénateur russe, et M. Carl Menger, professeur à l'Université de Vienne. Le bureau fut chargé de décider s'il y aura un Congrès de l'Institut International de Sociologie en 1896, et, au cas où il se prononcerait pour l'affirmative, de fixer où et à quelle époque de l'année il aura lieu.

Dès maintenant, du reste, des rapporteurs autorisés ont accepté de traiter, dans la troisième session, plusieurs sujets qui présentent le plus haut intérêt pour l'avancement de notre science : la méthode graphique en sociologie, la différentielle sociale, les sociétés animales et les sociétés humaines préhistoriques, la représentation politique, l'individualisme et le socialisme dans la science et dans l'art social, le lien de l'évolution économique et de l'évolution politique, la sociologie dans l'enseignement supérieur, etc.

Faut-il dire enfin que, comme le Congrès de l'année précédente,

celui-ci a contribué à établir, entre ses adhérents, des liens de confraternité particulièrement cordiaux? La Russie, l'Angleterre, la Hollande, le Portugal, la Bulgarie y avaient des représentants, aussi bien que la France. Mais cette diversité des origines était complètement effacée dans les séances du Congrès et dans les réunions intimes qui s'y entremêlaient. Ici, comme là, il semblait que tous ces hommes n'eussent qu'une même patrie, n'ayant qu'un même objectif : la science et, par elle, le bonheur de l'humanité. Ceux qui gardent au fond du cœur quelque tendresse pour le rêve de la paix et de la fraternité universelle ont pu trouver là un spectacle singulièrement conforme à leurs aspirations.

RENÉ WORMS.

REVUE DES LIVRES

G. TARDE, *Les Lois de l'Imitation*, 2^e édition, Paris, 1895, in-8 de 428 pages.

Habent sua fata libelli. Le livre de M. Tarde sur les Lois de l'Imitation est le plus connu, le plus original, et, de l'aveu du plus grand nombre, le meilleur ouvrage de ce fécond écrivain. Pourtant, quoiqu'il en soit aussi le plus ancien, il a mis cinq ans à atteindre sa seconde édition, alors que la « Criminalité comparée », du même auteur, en est, depuis plus d'un an, à sa troisième, et la « Philosophie Pénale » à sa quatrième réapparition !

L'édition qui vient d'être publiée ne renferme, d'ailleurs, que peu de changements d'importance. Si nombre de retouches de détail ont été faites, nous ne trouvons guère à signaler, comme nouveaux, que deux morceaux étendus, une explication de la formation du régime féodal (fin du chapitre VI) et une étude sur les renaissances morales et esthétiques (fin du chapitre VII).

Dans sa préface, M. Tarde se justifie (excellamment, à notre avis) d'avoir étendu le sens du mot « imitation ». Et il indique qu'à côté du phénomène imitatif il faut faire place au phénomène directement contraire, celui de la naissance d'idées et d'actes par opposition à des façons de voir et d'agir admises. Mais quoi ! ces idées et ces actes nouveaux ne se répandent, ne créent des courants, que grâce à l'imitation qui vient aussitôt les reproduire. Leur diffusion à travers le monde, leur transformation, de faits individuels en faits proprement sociaux, loin d'ébranler la théorie générale de M. Tarde, viendrait donc, au contraire, croyons-nous, la confirmer.

RENÉ WORMS.

ADOLFO ZERBOGLIO, *Il Socialismo e le sue obiezioni più comuni*,
Palerme, 1895, 1 vol. in-16.

La littérature socialiste italienne vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage dû à l'éloquente plume de M. Zerboglio, avocat et professeur à la Faculté de Droit de Pise. Dans ce livre, qui est un sincère plaidoyer en faveur du socialisme, l'auteur répond aux objections les plus courantes que les défenseurs de la société bourgeoise ont l'habitude d'adresser aux promoteurs de la rénovation sociale. Nous n'avons pas l'intention de reprendre une à une ces différentes objections, de les apprécier et de contrôler la réponse plus ou moins péremptoire que l'auteur donne pour chacune d'elles. Ces questions sont familières aux lecteurs de la *Revue*, ils connaissent la valeur de ces objections; aussi nous sera-t-il permis de glisser rapidement là-dessus. En lisant ce livre, nous avons eu la satisfaction de constater que M. Zerboglio, tout enthousiaste qu'il soit des doctrines socialistes, est un socialiste raisonnant et anti-révolutionnaire, fervent partisan de la théorie de l'évolution sociale, qui croit à la transformation lente, progressive et pacifique du régime actuel. Son raisonnement loyal est celui d'un professeur et point celui d'un politicien; c'est pourquoi son socialisme, à la différence de celui des socialistes politiques, nous paraît, sur plus d'un point, très acceptable. Il répond suffisamment et écarte définitivement, à notre avis, les objections basées sur la prétendue égalité absolue que poursuit le socialisme, sur le danger de la suppression mal comprise de la propriété individuelle, sur la disparition de l'initiative personnelle, sur la monotonie de la future société socialiste, sur l'altération des notions de patrie et de famille, sur la démoralisation qui suivra l'avènement du régime préconisé et sur l'excitation à la haine des classes provoquée par la propagande socialiste. Sur tous ces points, nous croyons que la discussion n'est possible que de la part des défenseurs systématiques du régime actuel qui, réfractaires au progrès et insoucians des défauts de la société actuelle, ne veulent, à aucun prix, entendre parler de toute idée de réforme. Mais si nous sommes d'accord avec M. Zerboglio pour dire qu'une transformation du régime économique et social actuel est non seulement juste mais nécessaire, que cette transformation s'accomplira imperceptiblement, progressivement, sans aucune violence, si nous pensons que le privilège de la naissance est d'une iniquité criante et désirons que tout le monde entre dans la vie dans des conditions sociales et économiques à peu près égales, nous critiquons M. Zerboglio sur la réponse qu'il donne à certaines autres objections.

En supposant l'avènement du régime rêvé, tous les individus entreront en lutte également armés au point de vue économique et social et

ne différeront entre eux qu'au point de vue physique et intellectuel ; ceux qui seront, à tous égards, dans une situation semblable, et ce sera le cas du plus grand nombre, auront le choix de l'occupation qui les fera vivre. En présence de cette hypothèse, n'est-il pas à craindre que, à conditions à peu près égales, ce choix se porte sur les occupations les plus agréables et les moins aléatoires et que, en revanche, les occupations onéreuses et dangereuses soient délaissées ? et comment, dans cette éventualité, la société pourvoira-t-elle à ses besoins ? qui deviendra mineur, pêcheur ou égoutier, si ceux qui pourraient l'être veulent embrasser les métiers de maçon, de menuisier ou de boulanger ? Cette objection a souvent été faite aux socialistes et personne, à notre connaissance, n'y a répondu d'une façon péremptoire. Parmi les défenseurs des idées nouvelles, les uns n'ont même pas essayé, d'autres l'ont fait insuffisamment. M. Zerboglio appartient à cette dernière catégorie. La question, apparemment, l'embarrasse car, il n'y répond que d'une manière fugitive. « Les hommes dans la société socialiste, écrit-il, ne deviendront pas du coup fous et s'accommoderont avec l'amélioration possible, sans aucune prétention absurde ». Après s'être, pendant si longtemps, conformés aux plus dures nécessités de l'existence, il n'est guère probable qu'ils deviendront, du coup, intolérants et voudront s'adonner tous aux occupations les plus nobles et les plus agréables sans examiner, auparavant, si cela est ou non compatible avec la vie sociale ! (p. 13) Se contente qui pourra de cette réponse. Pour nous, elle ne nous satisfait guère. Nous voulons bien admettre, avec M. Zerboglio, que l'homme n'est ni bon ni mauvais mais qu'il est tel que les conditions de la vie l'obligent d'être, que, dans la société socialiste, il sera moins égoïste qu'aujourd'hui, parce que cette conduite lui sera dictée par son intérêt même. Mais de là à supposer que les hommes futurs seront à tel point altruistes qu'ils se sacrifieront gratuitement les uns pour les autres, c'est aller un peu loin. Il est possible, sinon probable, que l'humanité arrive un jour à ce degré de dévouement absolu et de sublime abnégation, et ce progrès n'a rien qui puisse étonner les partisans de la théorie de l'évolution. Mais il est également probable que plusieurs centaines ou milliers de siècles nous séparent de cette heureuse époque ; serait-ce à ce moment lointain que les socialistes, et avec eux M. Zerboglio, placent l'arrivée de l'humanité à l'Eldorado qu'ils rêvent ? Nous avons de la peine à le croire ; mais alors, l'objection reste entière.

La dissertation de M. Zerboglio nous semble, à un autre point de vue, prêter le flanc à la critique. On reproche au socialisme militant d'être une utopie parce que les idées qu'il préconise ne sont guère pratiques et parce que ses défenseurs ne donnent aucun programme précis de la société future. Ces idées, répond notre auteur, ne semblent pratiques qu'à ceux qui se figurent la société future telle qu'elle fonctionne aujourd'hui ;

les socialistes, du reste, ne peuvent donner que le programme des réformes immédiates et non pas celui de la société future, parce que les détails de ce dernier dépendront des circonstances. Sur l'ensemble, la réponse de M. Zerboglio se tient assez bien ; mais il y avait lieu de démontrer le caractère pratique de chacune des réformes immédiates réclamées par les socialistes et, ici, sur plus d'un article du programme des socialistes, nous nous trouverions certainement en complet désaccord avec M. Zerboglio. Mais ce n'est pas le moment d'ouvrir une pareille discussion.

Nous faisons remarquer plus haut que le raisonnement et le langage de l'honorable professeur italien diffèrent de ceux des socialistes politiques. Ceux-ci sont loin d'affirmer que les réformes sociales s'accompliront sans révolution et leur pensée se précise davantage lorsque, devant leurs électeurs, ils soutiennent la propagande par le fait ; ils ne se contentent pas d'annoncer une société qui ne différera de la nôtre que par l'atténuation ou la suppression de certaines inégalités sociales et dans laquelle le bonheur et l'égalité seront toujours relatifs. Mais ils dépeignent aux masses ouvrières désabusées une société dans laquelle le bonheur sera une réalité, voire le privilège des opprimés d'aujourd'hui qui seront les maîtres de demain. C'est cette tactique, aussi mesquine pour ses auteurs que dangereuse pour la société, qu'on ne saurait trop mépriser et combattre. Le socialisme, dans de telles conditions, n'est pas une utopie mais un mauvais mensonge.

Le socialisme sincère de M. Zerboglio tranche avec celui-ci, et si ses idées peuvent souvent être différemment appréciées, elles ne sont pas moins bonnes à connaître : car leur discussion ne peut donner lieu qu'à des résultats profitables. Si tous les socialistes étaient comme M. Zerboglio, la question sociale ferait un grand pas vers sa solution.

NICOLAS POLITIS.

Docteur en droit.

LÉON LALLEMAND, *Les congrès nationaux d'assistance et de répression aux États-Unis*, Paris, broch. in-8°, 1895.

On connaît l'admirable organisation de l'assistance publique en Angleterre, l'application de la loi des pauvres qui est la base, pour ainsi dire, de l'administration paroissiale. Le même système, à peu près, fonctionne dans la République des États-Unis de l'Amérique du Nord. La question de la bonne organisation de l'assistance publique et de la répression du paupérisme est, en Amérique, l'objet d'une étude poursuivie

depuis de longues années. Des assemblées annuelles se réunissent dans les différentes villes de l'Union pour rechercher le moyen le plus pratique de combattre le paupérisme. M. Lallemand a rendu compte, dans une courte mais intéressante étude, à l'Académie des Sciences morales et politiques, des travaux de ces assemblées annuelles. Son étude nous montre que, pour prévenir le paupérisme, les Américains pensent que les secours doivent être joints au travail. Quant à l'assistance publique, les établissements charitables qui relèvent du gouvernement des États doivent être rigoureusement organisés et surveillés, les secours à domicile doivent être, autant que possible, limités et l'initiative privée doit être non seulement laissée libre mais encouragée par les autorités. M. Lallemand conclut qu'on ne doit pas chercher à combattre le paupérisme avec les armes de la charité légale et la bienfaisance officielle. Il faut aller directement au pauvre, étudier ses besoins et lui inspirer le respect de sa personne et le désir de se suffire par ses propres forces. Il faut, en outre, un régime libéral et que les pouvoirs publics s'habituent à considérer les institutions privées comme de précieux auxiliaires. On ne peut que souscrire aux louables propositions de M. Lallemand.

NICOLAS POLITIS.

JULES PAYOT, *L'Éducation de la démocratie*, Paris, 1 vol. in-18, 1895.

La ruine des croyances religieuses, l'impuissance de la science à satisfaire les aspirations de l'âme et les besoins de l'intelligence ont fait place au découragement, précurseur de la décadence, ou à l'esprit de révolte avide de solutions brutales et matérielles. Une semblable situation appelle un remède prompt et énergique; il faut, sur cet océan qui menace de tempêtes terribles, montrer au pilote un port de salut. Où trouver l'un et l'autre? Dans une conception nouvelle de l'éducation de la démocratie, affirme M. Payot.

Jusqu'à Descartes, le principe de l'autorité était seul admis. On devait, sans discussion possible, accepter pour tous les problèmes des solutions dogmatiques; la raison n'était point seulement l'« ancilla theologiæ », mais encore l'esclave aveugle et muette de quelques penseurs. La réforme cartésienne ne semble pas avoir fait pour toujours table rase de ce servilisme, de cette sujétion déprimante de la raison, de cette abdication d'elle-même. Il faut donc restaurer l'esprit philosophique ou, en d'autres termes, proclamer à nouveau les droits de la raison, affranchie des préjugés de caste, de milieu ou d'éducation, et exerçant sur toute doctrine son office imprescriptible et naturel de contrôle impartial et libre. Mais, à de telles pratiques, ne risque-t-on point d'aggraver encore le mal du siècle, cet esprit de scepticisme qui fait d'incessants progrès, cette fureur

de doute qui, remettant tout en question, menace la société d'une terrible anarchie?

Sans doute, terrible serait le danger et trop évidentes les conséquences. Mais il ne s'agit point ici de faire le vide dans l'esprit. La nécessité d'une foi morale profonde est un postulat; c'est un « impératif catégorique », mais qui ne commande pas en vertu d'un pouvoir mystérieux et insaisissable; il est la condition même de l'organisation sociale; il laisse ouvertes les questions métaphysiques; il n'impose pas à la science un credo déterminé. La philosophie, aussi bien que les systèmes religieux, peuvent rivaliser d'émulation pour imposer le respect de la personnalité d'autrui.

Et quelle est la nature de ces croyances morales indispensables? On pourrait, s'il en était besoin, leur assigner un fondement métaphysique: peut-être, dans la réalité suprême, sommes-nous non seulement semblables, mais identiques. Mais des raisons expérimentales et positives prouvent encore cette solidarité étroite qui enchaîne ma vie, mon développement intellectuel, ma prospérité matérielle, mon passé et mon avenir à ceux de mes semblables, des générations qui ont été, et leur donne une décisive influence sur ceux des générations à venir, vérité aussi indéniable dans l'univers physique que dans le monde moral, prouvée par la simple observation, mais qui n'en exprime pas moins une poésie grandiose!

C'est donc ce sentiment profond de solidarité qu'il faut faire pénétrer dans l'âme de la jeunesse: le devoir présent est un devoir d'éducation. La tâche est double, négative et positive: livrons tout d'abord à l'égoïsme un combat sans merci, montrons les dangers de l'individualisme à outrance, chassons les préjugés de toutes sortes, signalons l'insanité de cette conception qui mesure la valeur de l'homme à autre chose qu'à ses qualités morales et intellectuelles, et reconstruisons ensuite l'édifice. Le moindre effort vers le bon se répercutant à l'infini, la moindre démarche aboutissant à d'incalculables conséquences, une sublime loi en découle, la loi d'amour et de travail, l'amour qui ne nous laissera indifférent à aucune souffrance imméritée, qui nous penchera avec une tendre sollicitude vers les humbles et les déshérités, le travail dont nous saurons mieux apprécier la grandeur: le règne de l'harmonie et de la paix sera venu pour le monde.

Telles sont les idées essentielles, parfois accentuées quelque peu au cours de cette rapide analyse, que renferme la précieuse brochure de M. Payot. Cette théorie de la valeur morale et de l'efficacité du principe de la solidarité sociale, qu'exprime souvent avec éloquence, toujours avec chaleur, M. Payot, nous l'avons nous-même maintes fois soutenue, nous y avons, à plusieurs reprises, donné notre pleine adhésion. C'est ce qui explique le scrupule que nous éprouvons à exprimer tout le bien que

nous pensons de cet excellent petit volume et à lui adresser les compliments qu'il nous semble mériter. Mais quelle critique, en vérité, pourrait-on formuler contre une doctrine qu'acceptent également le cœur et la raison?

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'Appel de Paris,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

J.-G. FICHTE, *Discours à la nation allemande*, traduit en français par
LÉON PHILIPPE. Paris, in-8°, 1895.

Les « Discours à la nation allemande » de Fichte prouvent, pour ainsi parler, expérimentalement ce principe que les idées mènent le monde, que c'est dans l'éducation nationale, forte et une, que réside le secret de la grandeur des peuples, et qu'elle seule peut leur assurer, dans le concert des nations, un rôle prépondérant ou à tout le moins considérable. Lorsqu'au commencement de ce siècle, l'Allemagne, écrasée par l'invasion napoléonienne, semblait irrémédiablement anéantie, alors qu'on pensait pouvoir proclamer le « finis Germaniæ », un philosophe vint, qui poursuivit, avec une ténacité qu'il faut admirer et une foi que rien ne put abattre, l'œuvre du relèvement de sa patrie : les malheurs de notre France en 1870 en furent le lointain mais indéniable résultat. A ce titre, il importait que la connaissance d'une telle œuvre se généralisât, et l'on doit savoir gré à un officier de notre armée d'avoir usé de ses loisirs de garnison pour la mettre à la portée du lecteur français. Ceux à qui le sort des armes se montra cruel, y puisent l'esprit et la confiance en l'avenir, et les utopistes, qui rêvent d'une pacification et d'une fraternité universelles, y verront la supériorité des idées sur les faits : tous en retireront cette fortifiante conviction que, si les victoires de la force sont éphémères, la raison est un merveilleux et invincible instrument.

C'est donc vers la jeunesse qu'il faut se tourner ; elle a la force et l'enthousiasme. Fichte comprit admirablement le rôle des Universités ; par elles, de proche en proche, se répandit dans toute l'Allemagne la doctrine du maître, qui ne cessa dès lors d'inspirer la politique des hommes d'État. Cette doctrine, toute imprégnée des idées nouvelles qui venaient de transformer la France, reposait sur le rôle nécessaire de l'Allemagne dans l'humanité. Mais une condition était indispensable pour assurer le triomphe de cette théorie : c'est par l'unité que la France avait accompli son extraordinaire Révolution, c'est grâce à l'unité, à l'intime cohésion, à l'union indissoluble de tous les cœurs allemands que l'avenir se montrera radieux. Et cerôle, dit Fichte, ne sera point usurpé : l'Allemagne est le type le plus parfait d'une nation, le sort de l'humanité est nécessairement lié an

sien, elle a le dépôt de tout ce qu'il y a de grand et de noble au monde, elle tient en ses mains le salut universel, il dépend d'elle de réaliser ses pleines destinées. Et elle y parviendra sans peine si tous concourent à l'œuvre commune : que les hommes d'État, les penseurs et le peuple prêtent, chacun dans la mesure de ses forces et de ses moyens, un patriotique appui à ceux qui veulent les réformes ; ils auront ainsi bien mérité des ancêtres, bien mérité des générations futures, bien mérité enfin de la Providence avec laquelle ils auront, dans leur humble sphère, collaboré au perfectionnement de l'humanité, de cette Providence qui veut sans nul doute accomplir ses mystérieux desseins par leur incarnation dans l'Allemagne. Que l'Allemagne reprenne donc possession d'elle-même, qu'elle cesse de prendre modèle sur l'étranger, qu'elle pense et qu'elle veuille : la pensée claire et libre, mise au service d'une volonté ferme et droite, triomphera toujours : c'est là d'ailleurs ce qu'a toujours estimé la pédagogie française.

Il y a donc tout profit à lire et à méditer les « Discours à la nation allemande ». Ils expriment avec éloquence cette théorie des idées-forces reprise récemment chez nous, ils posent les vrais principes de l'éducation, et ils apprennent qu'on doit se sacrifier à sa patrie et que la solidarité sociale n'est pas un vain mot.

ALFRED LAMBERT.

GASTON MOCH (PATIENS), *Alsace-Lorraine*. Paris, in-8°, 1895.

M. Gaston Moch a fait paraître, il y a quelques mois, un ouvrage intitulé « l'Alsace Lorraine devant l'Europe » et que nous signalions à ce moment à la patriotique attention de nos lecteurs (1). L'auteur, voyant avec raison, sans nul doute, dans la question d'Alsace-Lorraine la cause des armements qui ruinent les peuples d'Europe, y préconisait une solution rationnelle, encore que chimérique à l'heure présente : l'Alsace-Lorraine, consultée solennellement sur les destinées qui lui conviennent, déciderait si elle veut rester allemande ou faire retour à la nationalité française, moyennant d'équitables compensations accordées par notre pays. Ce livre a soulevé, de l'autre côté du Rhin, des critiques vives et amères : c'est à les réfuter qu'est consacré l'opuscule qui fait l'objet de cette notice. M. Moch détruit, avec une impeccable érudition, les prétendus arguments historiques, invoqués en faveur de l'origine allemande de l'Alsace-Lorraine et de la nécessité géographique de la maintenir dans sa situation actuelle. Ce débat vidé, il revient à sa thèse favorite, à

(1) Voir la *Revue de Sociologie* de décembre 1894.

laquelle on ne saurait souscrire avec trop d'ardeur, et qui veut substituer le régime du droit à celui de la force, le régime de la paix librement et loyalement consentie à celui d'une paix armée, dangereuse et inquiétante pour tous. Le rôle des Sociétés de la Paix lui semble ici tout indiqué : que par une incessante propagande, fortes des appuis considérables que leur accordent les hommes d'État et les penseurs, elles poursuivent leur œuvre de justice; qu'elles créent un mouvement décisif en faveur de l'arbitrage international, et que la question d'Alsace-Lorraine soit promptement résolue pour éviter les effroyables conséquences d'une guerre européenne toujours possible et la prolongation d'une crise économique aiguë. Que M. Moch, qui consacre son activité à cette noble entreprise, en reçoive ici toutes nos félicitations.

ALFRED LAMBERT.

EUGÈNE D'EICHTHAL, *Souveraineté du peuple et gouvernement*,
Paris, 1895, 1 vol. in-12.

Cet ouvrage, qui comprend trois études distinctes, est un livre de politique ayant l'histoire pour base; M. d'Eichthal se propose d'étudier la naissance, les changements et les applications de quelques principes aujourd'hui chers à la démocratie. Bien que ces principes se retrouvent dans tous les pays, c'est la France contemporaine que l'auteur a toujours en vue.

La première étude est consacrée à la souveraineté du peuple. M. d'E. suit les variations de cette doctrine depuis Aristote jusqu'à Rousseau; déjà formulée chez les anciens, elle devient, au moyen-âge, une arme entre les mains de l'Église qui, pour vaincre les pouvoirs temporels, l'oppose au droit divin des rois; Rousseau en fait un dogme absolu, sans reculer devant l'absurdité des conséquences extrêmes. L'influence de ce dogme a varié selon les penchants historiques de chaque nation; nulle part elle n'a été aussi grande que dans le pays façonné à l'égalité par le despotisme capétien. Or, la souveraineté du peuple, en pratique, n'est autre chose que le pouvoir de la majorité; le principe du nombre a donc remporté chez nous un triomphe excessif, préjudiciable aux droits des minorités, des corporations et des individus.

La seconde étude se rapporte au principe de la séparation des pouvoirs. Ce principe doit sa fortune à *L'Esprit des Lois*; Montesquieu s'est trompé en le considérant comme la base de la Constitution anglaise : il n'a pas vu que le principal rouage politique en Angleterre, c'est le cabinet, dans lequel s'opère la fusion du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. L'idée de la séparation des pouvoirs, qui n'est, d'ailleurs, jamais entièrement applicable, a l'inconvénient d'enlever toute autorité

au pouvoir exécutif, toujours dominé par l'autre. C'est la France qui est allée le plus loin dans cette voie, par amour de la logique politique, et par défiance contre le pouvoir exécutif qui avait essayé plusieurs fois de rétablir l'absolutisme.

Dans la troisième partie, l'auteur étudie le régime représentatif. Rousseau demandait le gouvernement direct du peuple par le peuple ; les hommes de 1789, voyant la chose impraticable, recoururent à la représentation ; ils s'inspirèrent de cette idée optimiste, soutenue par Montesquieu et Machiavel, que le peuple sait toujours choisir les meilleurs délégués. Ce régime, surtout avec le suffrage universel, a besoin d'une organisation ; malheureusement, on n'y est pas arrivé en France. La Chambre des députés ne représente pas le nombre ; le calcul des voix abstentionnistes et opposantes prouve que, depuis quinze ans, ses membres ont été les élus d'une minorité. Elle ne représente pas davantage des intérêts corporatifs et professionnels, mais seulement des intérêts locaux ; les députés reçoivent un mandat presque impératif pour les défendre. Ce mandat imposé par les comités, la Chambre l'impose au ministère, qui est sans force ; l'absence de chefs de partis augmente le désordre, et le régime représentatif aboutit, en France, à l'anarchie. Le besoin le plus pressant du jour, c'est que l'opinion publique exige le rétablissement d'un pouvoir capable de défendre l'intérêt général contre les intérêts particuliers. Point n'est besoin pour cela d'une nouvelle Constitution ; il suffit de rendre au Sénat et à la Présidence de la République le rôle qui leur appartient.

Voilà les principales idées de ce livre, qui est bien documenté, rempli d'observations justes. Peut-être aurait-il gagné en netteté si la partie doctrinale et historique avait été séparée de la partie contemporaine et critique ; on lui reprochera aussi un pessimisme parfois excessif. Mais l'auteur n'est pas un rétrograde ; il a le grand mérite d'écarter les formules toutes faites, de sacrifier les théories abstraites du gouvernement. Son ouvrage est utile pour tous ceux qui, aimant la démocratie, veulent lui assurer la stabilité.

GEORGES WEILL,

Docteur ès lettres, agrégé d'histoire.



REVUE DES PÉRIODIQUES

La Revue d'Économie politique.

La Sociologie a d'intimes rapports avec l'Économie politique. Sans doute celle-ci n'est, à envisager rigoureusement les choses, qu'un chapitre de celle-là et l'une fournit à l'autre des matériaux simplement juxtaposés qu'il importe de coordonner; sans doute, enfin, l'une se présente surtout sous l'aspect d'un art et l'autre semble plus proprement une science, et l'économiste, trop souvent, offre des solutions hâtives et toutes faites que la Sociologie déclare, en l'état actuel des connaissances humaines et du savoir positif, téméraires et mal assurées.

Mais les deux doctrines, celle-là plus complexe, celle-ci plus simple, ont du moins une origine commune, l'observation des faits sociaux. Si donc quelque publication économique se gardant d'inductions trop hardies, évitant les hypothèses brillantes mais incertaines, convaincue qu'elle ne saurait offrir à tout instant et en quelques pages l'infailible moyen de résoudre les plus graves problèmes et d'apporter aux maux réels et redoutables dont souffre la société de victorieux remèdes, si quelque publication, dis-je, garde cette attitude modeste et y joint encore d'autres qualités, ne mérite-t-elle pas sans conteste d'être saluée sympathiquement dans une *Revue de Sociologie*? Et si, après une lecture attentive et suivie de la *Revue d'Économie politique*, on s'efforce de préciser l'esprit qui l'anime et le caractère qu'elle dégage, voici, j'imagine, ce qu'on trouvera : Une dialectique sûre, quelquefois même un peu froide, mise au service d'idées sobres et sagaces; une observation impartiale et précise, dont les résultats sont exposés nettement et simplement; un certain éclectisme, encore que limité à des frontières assez étroites, permettant à certains collaborateurs de redouter toute réforme ou toute entreprise socialistes en réalité ou d'apparence, et à d'autres de ne les point voir d'un regard aussi dédaigneux; d'un mot, œuvre utile et précieuse, à laquelle certaines écoles peuvent faire des critiques, mais où toutes trouvent matière à réflexions utiles.

A s'arrêter plus particulièrement au premier semestre de la présente année, quelques études paraissent dignes d'une attention spéciale; non point que les autres soient inférieures ou dénuées d'intérêt, mais des circonstances toutes contingentes — celles de place et de

temps — nous imposent une sélection. Qu'il soit entendu qu'elle ne se fonde point sur un criterium emprunté à la valeur des articles. Tout d'abord — pour poursuivre l'ordre chronologique — signalons l'étude consacrée par M. Cauwès, l'éminent maître de la Faculté de droit de Paris, aux « commencements du crédit public en France », où il dissipe la confusion si fréquente entre le crédit personnel des rois et des princes et le crédit public ou de l'État, soumis à deux conditions essentielles : la personnalité civile de l'État, et la notion de sa durée indéfinie, la pratique de formes d'emprunt appropriées à la condition économique de l'État et justifiées par la perpétuité de sa durée. Il ne faut point se dissimuler qu'à l'origine, les emprunts participent souvent des contributions forcées et qu'ils ne sont pas toujours volontaires. Dès le xvi^e siècle se constituaient des rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Le numéro d'avril est occupé, pour une large part, par un travail dans lequel M. Charles Turgeon étudie les dangers de l'internationalisme ouvrier. Il en voit l'origine dans l'internationalisme juif; nous croyons plutôt, quant à nous, qu'il répond à un besoin profond de l'être, à l'instinct de conservation enclin à rapprocher ceux qui, à tort ou à raison, se croient exposés aux mêmes périls et menacés par un ennemi commun, et qu'il n'y a point là le fait particulier d'une race ou d'une secte : on se trouve, au fond, en présence de l'égoïsme humain, mais d'un égoïsme plus habile et calculant mieux. Quoi qu'il en soit de cette question d'origine, l'internationalisme ouvrier semble, à juste titre, inquiétant, et, pour redoutable que soit la question, il faut en signaler courageusement les conséquences. L'internationalisme ouvrier est un exclusivisme; non seulement il rejette des membres du groupe national, mais encore des membres du groupe social; de là découlent des corollaires nécessaires. Pour assurer le triomphe d'une classe, et l'on ne cesse de parler de la « lutte des classes », il faudra combattre les autres : c'est la guerre civile substituée aux guerres étrangères, c'est l'espoir de l'oppression, c'est le désir de la tyrannie. Il s'ensuit que la patrie disparaît, que la nation, unité non pas arbitraire, mais reposant sur une multitude de faits historiques et une communauté indéniable de souvenirs et d'intérêts, que la nation, dis-je, a vécu. Enfin, l'humanité elle-même, dont on semblait surtout poursuivre le bonheur, court, par le fait de ces théories, les pires dangers. Car tout groupe social, fût-ce le groupe humain tout entier, exige — non point une solidarité étroite, particulière, mais une solidarité universelle. Est-ce à dire que les nations doivent vivre chacune, « comme un empire dans un empire », sans communication avec le dehors, exclu-

sivement et jalousement renfermées en elles-mêmes ? Qu'on ne le suppose point : les nations peuvent s'associer sans s'amoindrir. Mais qu'on n'abdique point sa nationalité, qu'on respecte son drapeau ; sinon, c'est la lutte sans merci et sans pitié, sans noblesse et sans profit, la ruine générale sous prétexte de rénovation !

Nous ne nous dissimulons pas que l'ouvrier, réduit à ses seules forces individuelles, peut, en certaines conjonctures, être impuissant à lutter contre la misère ou contre l'oppression patronale ; la législation l'a si bien compris qu'elle a institué très libéralement des syndicats professionnels. Le travailleur est parfois victime, et nous entendons victime innocente, du chômage. Cette situation appelle un remède, l'assurance. Qu'on ne parle point ici d'entreprise chimérique, d'une réalisation impossible. M. Raoul Jay, dans le même numéro de la *Revue*, étudie un projet d'assurance dont est saisi le Grand Conseil de Bâle-Ville ; alimenté par les cotisations des ouvriers, subventionné par l'État, et même, si besoin est, par les subsides des patrons, la Caisse d'assurance naîtrait viable et prospérerait sans doute.

Socialisme, interventionnisme, diront certains. Qu'importe l'étiquette, si l'œuvre est féconde en heureux résultats, et nous pensons malaisément que le principe de la liberté ne puisse fléchir parfois devant les considérations humanitaires, et que, dût-on sembler porter atteinte à l'initiative individuelle, il faut prévoir et surtout prévenir l'imprévoyance et protéger l'ouvrier contre sa propre insouciance. Aussi bien ne s'agit-il pas le plus souvent de lui seul, mais d'une famille envers laquelle la société a des devoirs qu'elle ne doit point méconnaître. C'est donc une idée, dominante à notre époque, que celle de régénérer tout ou partie de la société et de la reconstruire sur des bases nouvelles pour diminuer la souffrance et le mal. Cette préoccupation, c'est précisément le socialisme. Analyser l'idée socialiste, en montrer les transformations, les aspects successifs, telle est la tâche fort instructive que s'est imposée M. Edmond Villey dans un mémoire couronné par l'Institut et dont il donne la substance dans un article du numéro de juin de la *Revue d'Economie politique*. Pour M. Villey, le socialisme français est plus dangereux que tout autre, sous la forme qu'il revêt à l'heure présente. Jadis, il se présentait sous forme de rêve, d'utopie ; il fut ensuite une sorte d'évangile et de prédication ; en Angleterre, il est pratique et conservateur ; en Amérique, il se révèle spiritualiste ; en Allemagne, le principe d'autorité demeure énergique. Mais le socialisme français serait révolutionnaire, athée et matérialiste, détracteur de l'autorité et sans initiative individuelle. Pour toutes ces

raisons, il serait notre dangereux ennemi. Je me demande s'il ne se produit pas en économie politique ce qui se rencontre en philosophie ; certains problèmes ne reposent que sur le langage et s'évanouiraient mêmesi, «à travers la paille des mots, on recherchait le grain des choses ». Le péril ici, c'est de se faire une conception souvent tout abstraite du socialisme, et de raisonner ensuite très logiquement sur une création de notre propre esprit. Sans doute, il est des révolutionnaires qui n'ont que des appétits matériels, sans doute il est des naïfs qui servent les ambitions de meneurs sans conscience et sans scrupules, et ceux-là on ne saurait les combattre avec trop d'énergie et avec une ardeur trop convaincue. Mais, il faut le dire aussi, on rencontre des socialistes dans tous les camps et dans tous les partis, et nous le sommes tous plus ou moins. Certes, la violence n'est point une arme, c'est l'aveu de la raison se déclarant impuissante ; mais j'imagine qu'il est bon de distinguer le socialisme intelligent, pondéré, ami de l'ordre et partisan d'une évolution rationnelle, des sectes révolutionnaires ; que cette sélection ferait tomber bien des préventions et qu'elle pourrait utilement réunir, dans une action commune et féconde, tous les esprits éclairés et sagaces qui veulent l'amélioration sociale.

Qu'on ne se méprenne point sur notre pensée : cette dernière réserve n'entraîne point une critique à l'égard de la *Revue d'Économie politique*. Elle poursuit une œuvre bonne et consacre ses efforts à l'étude impartiale des problèmes sociaux. En effet, chacun de ses numéros renferme un bulletin bibliographique où sont analysés, dans un esprit libéral, les ouvrages récents qui portent sur les questions économiques ; une chronique législative signale les projets ou les lois d'intérêt social ; enfin une partie de la *Revue*, dite « chronique économique », indique les manifestations de l'activité ouvrière et corporative, et les divers phénomènes de l'organisation, de la protection ou de la réglementation du travail. En bref donc, la *Revue d'Économie politique*, que dirigent des économistes notables et à laquelle collaborent des savants de divers pays, est une précieuse auxiliaire de la science sociale ; elle ne recherche point la popularité bruyante, elle se contente d'amasser des matériaux et de présenter des critiques sagaces des faits accomplis ; elle n'offre point une panacée universelle et infaillible et son rôle cependant est encore assez estimable.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'appel de Paris,

Associé de l'Institut international de Sociologie.

INFORMATIONS

Le lundi 21 octobre s'est ouvert, devant une cinquantaine d'auditeurs, le cours de sociologie fait à Paris par M. René Worms. Le professeur a, dans sa première leçon, résumé l'état de l'enseignement sociologique dans les différents pays. Il a montré le rôle de cet enseignement et de la sociologie elle-même dans le progrès général de la civilisation. — Le cours, public et gratuit, se continuera tous les lundis de 9 à 10 heures du soir, dans les locaux de l'Union Française de la Jeunesse, 49, rue Montorgueil (école Bussy). Il traitera, cette année, de l'objet, des divisions, de la méthode et de l'histoire de la sociologie.

M. le docteur Ch. Letourneau, professeur de sociologie à l'École d'Anthropologie de Paris, reprendra son cours à cette École (15, rue de l'École-de-Médecine), le samedi 9 novembre, et le poursuivra les samedis suivants, à 4 heures du soir. Il traitera de l'éducation dans les diverses races humaines.

M. Gabriel Tarde vient d'être appelé à faire, cette année scolaire, à l'École Libre des Sciences Politiques de Paris, un cours complémentaire sur « les éléments de la sociologie politique ». L'ouverture en sera ultérieurement annoncée par la *Revue*.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Raoul de la Grasserie, de l'Origine et de l'évolution première des Racines des langues (in-8°).

G. Gaetani, Mississipiani (in-12).

Ch. Rappoport, die Sociale Frage und die Ethik (in-12).

Almanach de la Paix pour 1896 (in-12).

G. Boissonade, Coup d'œil sur les progrès du Japon moderne (in-8°)

Daniel Fulcomer, Instruction in Sociology in institutions of learning (broch. in-8°).

Dr Julien Pioger, la Question sanitaire (in-12).

Georges Renard, Critique de combat, 2^e série (in-12).

Bulletin de l'Institut International de Statistique, tome IX, 1^{re} livraison (in-4°).

G. B. Milesi, la Negazione del libero arbitrio e il criterio del giusto (in-12).

Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1893 (in-4°).

Résultats du dénombrement de 1891 pour la ville de Paris, (in-4°).

Albert Gigot, les Assurances ouvrières et le socialisme d'État (broch. in-12).

Gaston Jèze, l'Occupation en droit international (in-8°).

Karl Marx, Critique de la philosophie du droit de Hegel (broch. in-8°).

B. Malon, l'Internationale, son histoire et ses principes (broch. in-12).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. P. P. P.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Le travail humain et ses lois

Qu'est-ce que le travail ?

Les économistes, en général, ne se préoccupent pas de le définir ou bien ils le définissent d'une façon arbitraire. Il est, en effet, malaisé de définir des phénomènes dont l'interprétation et la définition se rattachent à toute une conception de la société. Chacun de nous possède la notion du travail et sait distinguer celui qui travaille de celui qui ne travaille pas. Néanmoins, nous serions embarrassés pour donner une définition du travail.

Beaucoup d'économistes, toutefois, classifient et définissent sans la moindre hésitation; ce sont ceux qui tiennent moins à élucider les phénomènes économiques qu'à justifier la forme présente de la constitution économique de la société. Cherchant à justifier une phase économique dans laquelle le plus grand nombre doit se conformer aux conditions du travail ou périr, ils ne font que constater et exagérer un seul côté du phénomène du travail : la peine. Le travail n'est, pour eux, qu'un effort pénible. En présence de deux souffrances ou d'un péril et d'une souffrance, mourir de faim ou travailler, l'individu choisit le second parti.

Récemment encore, un économiste italien concluait que le travail est

tout effort pénible de l'homme (1). L'homme s'y soumet mais à contre-cœur, avec le désir de le réduire aux proportions les plus minimes ou de l'abandonner complètement. Les mêmes actes peuvent constituer le plaisir ou le travail ; ce qui les différencie, c'est leur *caractère pénible*. Tout acte désagréable est travail.

Cette conception, qui domine dans l'esprit de la plupart des économistes, est exagérée à dessein, par le plus grand nombre d'entre eux, pour arriver à démontrer non seulement l'avantage mais aussi la nécessité du régime capitaliste. Si le travail, en effet, est toujours une peine, c'est seulement en mettant le plus grand nombre des hommes dans la situation de ne posséder que leur force de travail et en les obligeant à employer cette force durant la majeure partie de la journée qu'on peut assurer le développement de la production. Tout ce qui se fait à contre-cœur, se fait à contre-cœur au commencement comme à la fin.

Plusieurs économistes et auteurs, avant et après Smith, bien qu'ils ne reconnaissent pas les avantages du salaire élevé et fassent dépendre la rémunération du travail de l'application de certaines lois d'ordre général (*wage found*), n'admettent pas qu'une heure de travail puisse être différente d'une autre heure de travail et se déclarent les adversaires acharnés de tout système d'association, volontaire ou obligatoire, ayant pour but d'éliminer l'élément de la fatigue et de réduire la durée de la journée de travail, c'est-à-dire de faire cesser le travail juste au moment où il se transforme en fatigue.

D'autres auteurs, de plus en plus nombreux depuis Fourier, pensent, au contraire, que le travail n'a aucun caractère pénible. L'homme a même une tendance naturelle au travail. Le seul inconvénient est que, dans notre système social, la vocation de chacun n'est pas libre et le défaut de variété ne permet pas au travail de se présenter sous une forme plus attrayante (2).

(1) Pantaleoni, *Principii di economia pura*, Florence, 1889, p. 126.

(2) « Le travail fait pourtant les délices de diverses créatures, comme castors, abeilles, guêpes, fourmis, qui sont pleinement libres de préférer l'inertie (*sic* !) : mais Dieu les a pourvues d'un mécanisme social qui attire à l'industrie et fait trouver le bonheur dans l'industrie. Pourquoi ne nous aurait-il pas accordé le même bienfait qu'à ces animaux ? Quelle différence entre leur condition industrielle et la nôtre ? Un Russe, un Algérien, travaillent par crainte du fouet ou de la bastonnade ; un Anglais, un Français, par crainte de la famine qui talonne leur pauvre ménage : les Grecs et les Romains, dont

Ce sont là deux conceptions dont l'une est l'antithèse de l'autre, mais qui contiennent toutes deux une part de vérité.

Aucune des définitions qu'on a données du travail ne répond, à vrai dire, à la réalité des faits. Smith et Ricardo ont considéré la chose tellement inutile qu'ils n'ont donné aucune définition du travail. Mais les définitions, les plus communément acceptées, sont souvent la négation même des théories de leurs auteurs. J-B. Say qui, un des premiers sinon le premier, a parlé des produits immatériels dit : « J'appelle *travail* l'action suivie à laquelle on se livre pour exécuter une des opérations de l'industrie, ou seulement une partie de ces opérations » (1). Si cette définition était vraie, elle ne reconnaîtrait comme travail que l'énergie humaine employée à la production industrielle. Hermann, un des rares auteurs qui ont osé affronter le péril d'une définition, dit que le travail est « la manifestation des forces intellectuelles, de la volonté, des organes corporels » ; définition certainement plus compréhensible, mais pas encore exacte (2). Plusieurs économistes se contentent de noter le caractère pénible du travail, mais ne vont pas au-delà. Deux seulement se sont occupés de cette question avec une certaine étendue ; ce sont Mangoldt et Cohn.

Mangoldt a peut-être donné la meilleure définition lorsqu'il a dit que le travail est « tout effort fait par un être vivant en vue d'un résultat » (3). Cette définition tout en reconnaissant au travail un caractère pénible, ne l'exagère pas, il est vrai, et s'applique seulement à certaines formes d'activité humaine.

on nous a vanté la liberté, travaillaient par esclavage et crainte du supplice, comme aujourd'hui nos nègres des colonies ». (Fourier, *Théorie de l'unité universelle*, Paris, 1838, t. 2, p. 249). Tandis que dans la société libre « les travaux les plus effrayants comme les rapports de terre » pour les hommes de l'avenir « ne sont que leurs moindres jeux ». (*Théorie des quatre mouvements*, 2^e édit., Paris, 1841, p. 244). Cette illusion de Fourier est celle de toutes les écoles anarchistes. Comp. Kropotkine, *The scientific basis of Anarchy* dans le *Nineteenth Century*, février 1887, p. 242, *The Coming Anarchy* dans la même revue, août 1887, p. 149-164 et *La Conquête du pain*, Paris, 1892 ; E. Reclus, *Anarchy* dans la *Contemporary Review*, mai 1884, p. 627-641. Que le travail devienne de moins en moins pénible, c'est là, du reste, l'opinion de beaucoup d'économistes, voire de la majeure partie des optimistes.

(1) J-B. Say, *Traité d'économie politique*, liv. I, chap. VII.

(2) P. B. W. von Hermann, *Staatsw. Untersuchungen*, 2^e édit. Munich, 1874, p. 167 et suiv.

(3) Mangoldt dans le *Deutsches Staats. Wörterbuch*. Stuttgart, t. I, v^o *Arbeit*.

Mais le seul économiste qui a peut-être ouvertement osé s'élever contre la définition, devenue une tradition de la science économique, ce fut G. Cohn (1). Il a reconnu que l'homme a une tendance naturelle à l'activité et que le mode d'emploi de cette tendance dépend de la forme économique du travail. Il a entrevu, peut-être le premier, que la peine, avant d'être un fait physiologique, est un fait psychique dérivant, dès lors, d'éléments variables.

Nous dirons, nous, que le *travail*, au point de vue de l'économie sociale, est toute énergie humaine employée en vue d'un but productif. L'examen des lois physiologiques et psychologiques du phénomène rendra cette définition plus claire.

Ce qui caractérise toute espèce organisée, c'est qu'elle est obligée d'accomplir un certain travail pour s'assurer les conditions de l'existence. L'araignée qui étend sa toile, le carnivore qui poursuit la proie désirée, la plante qui ébranle, pour sortir, l'écorce terrestre et tire, ensuite, de la terre la sève végétale qui doit la nourrir, d'une façon ou d'une autre travaillent. On peut dire que, au point de vue chimique, le travail s'accomplit de la même façon chez tous les animaux. Le carnivore, qui déploie toute son énergie musculaire pour bondir sur sa proie, est sujet aux mêmes lois physiologiques qu'un ouvrier qui dirige le mouvement d'une machine. Les muscles de l'un travaillent, en effet, de la même manière que ceux de l'autre, c'est-à-dire qu'ils présentent les mêmes combinaisons chimiques. Chez tous deux la fatigue agit de la même façon, chez tous deux il est des limites qui ne peuvent être dépassées sans peine. Mais ce qui, chez les plantes, est, peut-être, un mouvement inconscient et chez l'animal un mouvement instinctif devient chez l'homme un mouvement volontaire et conscient.

Il est inutile d'ajouter que l'homme, pas plus que les autres espèces, alors même qu'il accomplit les travaux les plus productifs, ne crée rien; il ne peut que transformer. En imprimant à la matière un mouvement, l'homme ne fait que l'approprier à ses fins, soit en déplaçant, soit en altérant la forme et la consistance moléculaire de cette matière.

Le travail est donc un fait d'ordre naturel. Il n'existe aucun être qui, pour le maintien et la reproduction de son existence, ne soit tenu à un certain travail.

(1) Gustave Cohn, *System der Nationalökonomie*, Stuttgart, 1885, t. I, p. 192 et suiv.

L'homme a dû seulement accomplir, dès le début de son existence, un travail plus dur encore que celui des autres espèces animales. La matière propre à son existence devenant, avec les progrès de l'espèce, de plus en plus rare, l'homme a dû lutter plus durement que les autres êtres. Aux premières époques de l'humanité, tout comme aujourd'hui, le travail est souvent devenu pour l'homme une fatigue, c'est-à-dire une peine physiologique. Ce fait a peut-être déterminé chez lui une espèce de répulsion pour toute idée de travail qui s'est même confondue avec l'idée de la peine. Travailler et peiner ont paru et ont été, et sont peut-être assez souvent encore, une même chose.

Un autre fait plus important a contribué à accroître la répulsion pour le travail : l'origine guerrière et la constitution sacerdotale des plus anciennes sociétés humaines. Déjà à l'époque où le genre humain a passé de l'état barbare à l'état pastoral puis à l'état agricole, les plus forts furent chargés de la défense commune et les classes sacerdotales, représentant le culte de l'idéal commun, n'eurent plus à travailler ; c'est ainsi que se formèrent des classes d'*élite*, qui s'abstinrent de tout travail manuel. Ce qui, à l'origine, n'était qu'une division embryonnaire du travail, a fini par être une distinction honorifique ; l'abstention du travail a paru, dès lors, et est encore synonyme de supériorité. L'adaptation physiologique au travail a, par conséquent, diminué chez des classes entières et, comme chacun apprécie toutes choses d'après sa situation propre, il en est résulté un accroissement graduel de la répulsion pour le travail. Par la suite l'anthropomorphisme a aussi contribué à la création d'un idéal religieux conformément aux conditions d'existence des ministres du culte.

Et comme les mythologies s'accordent en toute chose ! L'homme, à l'origine, dit-on, n'avait pas besoin de travailler, il n'avait qu'à étendre la main pour se nourrir et pour vivre. Pendant l'âge d'or et au sein du paradis terrestre l'homme vivait dans l'oisiveté la plus complète, ce n'est que plus tard, et par châtiment, qu'il dut travailler.

Je crois qu'il n'est rien de plus important, à ce point de vue, que de rechercher les mots qui, dans tous les langues aryennes, expriment l'idée du travail. S'il est vrai que la parole, cette fille aînée de la pensée, sert, plus qu'autre chose, à étudier la psychologie collective des peuples, cette recherche doit être d'un haut intérêt (1).

(1) Je dois, pour cette recherche, remercier le professeur M. Kerbaker, qui est, à juste titre, un des philologues les plus illustres d'Italie.

Or, tous les mots qui, dans ces langues, expriment l'effort productif de l'homme indiquent aussi la souffrance. Nous limitons cette recherche aux mots *lavoro*, *lavorare* etc.; *travail*, *travailler*, etc.; *fatica* *faticare*, etc.; *πόνος* *πονέω*, etc.; *ἔργον*, *ἐργάζομαι*, *werk*, *work*, etc.; *tractare*, *trallare*; c'est-à-dire aux expressions les plus communes qui servent, dans les langues aryennes, à indiquer l'emploi de l'énergie humaine dans un but productif. Mais bien certainement, une recherche plus étendue donnerait les mêmes résultats.

1. — En latin, *labor* (d'où tous les nombreux dérivés : *labor* et *laor* en provençal; *labor* en espagnol; *labeur* en français; *lavoro* en italien, etc.) exprime aussi labeur, effort pénible, tribulation. *Laborare capite*, *lateribus*, *fame*, *febri*, signifie aussi avoir mal à la tête ou aux flancs, endurer la faim ou la fièvre. Virgile, en exprimant justement l'idée de peine, dit : « *tot adire labore* » et ailleurs « *letumque labosque* » (1). Le terme sanscrit correspondant au latin *labor* est *rabhas*, effort, violence, impétuosité; synonyme que l'on retrouve dans le latin *rabies*. Et même l'expression indienne *rabh*, dans sa forme faible *rbh* (*arbh*) nous présente l'idée atténuée d'étudier, pourchasser, trouver, acquérir; en grec *λαρ*, *λάφυρον*, *λαμβάνω*.

Les dérivés germaniques *rabhas* ou *arbhas* (en latin *labor*) deviennent dans la langue gothique *arbaiths*, en allemand moderne *arbeit*, en anglo-saxon *earfedh* et *earfodh*. Même dans le vieil allemand le terme *arbeit* exprimait, de même que *labor*, non pas le travail mais la peine. Le second vers du poème des Niebelungen, pour indiquer des entreprises laborieuses, dit : *von vielen Arebeit*.

La signification de la vieille locution *labor* subsiste encore dans une large mesure, ainsi le terme français *labeur* n'indique qu'un travail long et pénible. Cette idée est encore mieux rendue par le terme anglais *labour* qui signifie directement : souffrance. « *To be in labour... to labour under...* » signifient « souffrir de... ».

L'anglo-saxon s'est servi, pour exprimer travail, travailler, d'une autre racine, qui, dans les langues germanique et grecque, est la même : *work* (*werk*), *ἔργον*.

En latin, pour dire : je travaille (*ἐργάζομαι*), c'est-à-dire pour n'éveiller aucune idée de peine, on est forcé de recourir à une périphrase et de dire : *opus facio... quaestum facio... elaboro in aliqua re*. Il n'existe pas, en latin, de locution équivalente aux termes : *lavoro*,

(1) Virgile : *Aeneides*, I, 10 et VI, 277.

arbeit, *εργον*, parce que les mots *labor*, *opus*, *opera*, *factum*, *facinus* expriment des idées différentes. Le seul mot qui, dans une certaine mesure, s'en approche est le vocable composé *opificium* qui indique la façon de l'œuvre.

Le terme *laborare*, dans le sens de travailler, ne se rencontre guère que dans la langue latine corrompue.

On rapporte que l'empereur S. Sévère aurait dit en mourant : *Laboremus!* qu'on traduit : *travaillons!* Mais dans le latin classique le terme *labor* n'était employé que pour exprimer la peine et la douleur.

2. — En français on se sert des mots *travail*, *travailler* pour rendre les termes italiens *lavoro*, *lavorare*. En italien, au contraire, *travaglio* conserve la vieille signification étymologique de peine, ennui, dérangement, désagrément, lassitude. Toutefois, quelque patois, comme le lombard et le piémontais, emploient *travai* dans le sens de travail. D'après un illustre philologue français, la locution *travail* ne servait d'abord qu'à indiquer des outils plus ou moins compliqués à l'aide desquels on faisait subir aux animaux des opérations chirurgicales ou qui servaient simplement à les ferrer. Ce n'est que par extension qu'il a été employé plus tard dans le sens d'instrument qui assujettit, fatigue, lasse. Mais le verbe *travailler* a été longtemps conservé dans le sens de *causer de la souffrance physique* (1).

Le mot *travail* dérive, d'après l'étymologie la plus probable, du terme *trabalium* du latin vulgaire qui signifiait une chose lourde, pesante, fastidieuse; l'adjectif *trabalis* appartient à la bonne langue latine. Peut-être dans le latin des provinces a-t-on employé le verbe *trabare* ou *intrabare*, comme on peut conjecturer du verbe français *entraver*, arrêter, apporter des obstacles.

Le terme *travaglio* a signifié, à l'origine, l'ennui qui résulte du travail forcé, impliqué de graves difficultés et d'obstacles.

Les Anglais ont acquis, d'après Marshall, leurs extraordinaires aptitudes commerciales grâce à une éducation lente et fatigante. A l'origine, ils ne se sentaient aucune vocation pour le commerce, ils préféraient rester dans leur pays et ils ne se mouvaient qu'à contre-cœur (2). Or, par un fait assez caractéristique, ils ont appelé le voyage *travel* et

(1) Littré. *Dictionnaire de la langue française*, Paris, 1876, t. IV, p. 2322-2323.

(2) Alfred Marshall, *Principles of Economics*, 2^e édit. Londres, 1891, t. I, liv. I, chap. III.

pour dire voyager ils emploient le verbe *to travel*, sans doute en considération de la peine que leur causaient les voyages et de la grande activité que requièrent les voyages dans les pays lointains.

3. — Si les mots *travaglio* et *lavoro* ont, étymologiquement, servi à exprimer l'idée de la peine, les mots *fatica*, *faticare* sont l'expression même d'une peine plus grande.

Même dans sa signification actuelle quelque peu atténuée, le terme *fatica* (fatigue) indique un sentiment douloureux avec difficulté d'agir, déterminé par un travail excessif ou trop prolongé (1). Il dénote toujours un effort et un ennui infligé au travailleur.

Le verbe *faticare* (fatiguer) exprime, dans son sens étymologique, quelque chose de terrible et d'insupportable.

Le verbe latin *fatisco* (et *fatiscor*) signifie s'affaiblir, se lasser, et se dit aussi pour les choses matérielles qui se détériorent. Le verbe actif *fatigo* signifie maltraiter, anéantir. L'adverbe *affatim* correspond à perdre haleine.

La racine originaire indo-européenne du latin *fati* (en grec $\chi\alpha\text{-}\tau\epsilon$, $\chi\acute{\alpha}\text{-}\sigma\kappa\omega$, $\chi\alpha\text{-}\tau\acute{\epsilon}\omega$ « je suis vide ») est *ghâ*, qui comprend l'idée de manquer, être privé. Le latin *fames* est de la même famille que *fati*, d'où dérive le terme italien *fatica*, fatigue. Dans certains patois, surtout de l'Italie méridionale, la locution *lavoro* n'est presque pas usitée et elle est remplacée par celle de *fatica*. Cette substitution n'est pourtant pas de pur hasard. Une étude suivie m'a, en effet, prouvé que dans les régions où cette substitution a lieu le travail est, en général, très long et très pénible. Dans la province de Basilicate, où, à cause de la malaria et de la stérilité du sol, la besogne du paysan est très dure, le travail n'est appelé autrement que *fatica* et les paysans *faticanti*.

4. — Les Grecs employaient, pour exprimer l'idée de travail, la locution $\pi\acute{o}\nu\omicron\varsigma$, $\pi\omicron\nu\acute{\epsilon}\omega$ (travailler). Or $\pi\acute{o}\nu\omicron\varsigma$ est employé, suivant les cas, pour indiquer aussi : labeur, ennui, misère, malheur, douleur. La procédure pénale du moyen-âge possédait certains adages qui nous paraissent odieux : *colonus ergo fur*, *pauper ergo mendax et falsus*. Mais c'est une opinion très ancienne que de considérer les pauvres comme responsables de leur misère et les malheureux comme coupables.

Le mot $\pi\omicron\nu\eta\rho\acute{\omicron}\varsigma$, qui dérive de $\pi\acute{o}\nu\omicron\varsigma$ (travail), est employé, outre la signification de malheureux et tourmenté (ne l'est-il pas celui qui

(1) Comp. Littré et Robin, *Dictionnaire de chirurgie et de pharmacie*, Paris, 1873, p. 581.

est forcé de travailler ?), pour exprimer aussi triste et méchant à peu près comme nous employons les mots malheureux et misérable pour dire personne louche, débauchée, canaille.. La constitution de la société s'est transformée, mais non la brutalité de certaines expressions humaines. La racine indo-européenne de πόνος est *span* (en grec σπεν, σπον.) qui dans l'actif signifie étendre, efforcer, tirer avec fatigue et au passif s'étendre, se tordre, s'efforcer, d'où πένομαι qui indique : je travaille pour vivre, je suis pauvre et, par suite, πενία, pauvreté, et πείνα (πέν-ια), disette, faim.

La misère devait donc être le seul, le grand stimulant du travail. La misère et le travail devaient même paraître une même chose.

Ce n'est qu'avec le temps que πόνος perdit son ancienne signification de peine et qu'on a pu dire φιλόπονος pour indiquer un homme actif ou laborieux.

5. — Le mot grec έργον (ἐργάζομαι), d'où vient *werk* et *work* qui indiquent, en allemand et en anglais, l'idée de travail, dérive d'une racine verbale qui signifie étreindre, contraindre efforcer (ἐργονμι = ἐτέρχ-νυ-μι et έργον = ἔτεργον). Le sanscrit nous donne *varg* : remuer avec force, exclure, serrer, courber, fermer. La dualité des deux termes, dont l'un signifie action, contrainte, l'autre travail, œuvre, se reproduit dans l'idiome germanique où à côté de la locution gothique *vaurk-jau* (en allemand moderne *wirken, werk*), nous rencontrons celles de *vrika, vrak* (je contrains, je force et je forçai, je contraignis, je luttai) qui se reproduit, à travers la langue teutonique (*alt und mittel hoch deutsh*), dans le verbe *ringen, rang*, au lieu de *vringen, vrang*, qui signifie s'alarmer, se débattre, lutter... En latin, il n'est resté qu'un seul son, dans son sens original des langues grecque et germanique, qui se rencontre dans le verbe *urgeo*, archaïque *virgeo* : forcer, pousser avec violence, vexer.

Ici encore, l'idée de peine et celle de contrainte se trouvent liées à celle de travail.

6. — Les mots *tractare, trattare* et leurs dérivés mériteraient une recherche minutieuse parce que l'idée de peine est profondément enracinée en eux.

Aujourd'hui les termes : *traiter, traitement, traité* éveillent plutôt l'idée de calme : un traité académique est, en réalité, non seulement quelque chose de tranquille mais, d'ordinaire, quelque chose de très ennuyeux. Rien ne révèle que ces termes, employés dans le sens de travail, aient eu, à l'origine, la signification d'action importune et violente. *Tractare* de *trac-tus* est un verbe fréquentatif et intense qui signifie *iterum atque iterum trahere*. Le verbe *trahere* signifie aussi tirer

avec force. Le vieil adage dit : *fata volentes ducunt nolentes trahunt*.

La racine indo-européenne est *tragh* et *targh* : déranger, inquiéter, agiter, vexer; en grec *θράσσω* équivaut à *τραχίω* et, dans la forme composée, *παράσσω* équivaut à *παραχίω* : d'où *παραχή*, c'est-à-dire tumulte, consternation.

Cette recherche pourrait encore être plus étendue et accompagnée d'exemples infinis. Mais ce qui vient d'être dit fait ressortir avec certitude que, de même et plus encore que la mythologie, la linguistique nous indique un fait qui est déjà évident par lui-même. C'est que tout les peuples aryens, c'est-à-dire tous ceux qui ont atteint le plus haut degré de civilisation, n'eurent, presque à toutes les époques, que les mêmes termes pour indiquer la peine et le travail.

Cicéron avait déjà été frappé par la corrélation des notions de peine et de travail dans les langues anciennes et c'est même une page de ce grand orateur qui m'a suggéré le besoin de cette recherche (1).

Le travail a paru et a été une peine et les peuples qui nous ont précédés ont sanctionné, dans leur langage, cette corrélation entre le travail et la douleur.

Et le travail n'est pas seulement la peine, c'est aussi la contrainte, l'affliction et, souvent, la misère.

Le moyen-âge, qui, si calomnié, incompris et ténébreux, porta dans ses flancs la civilisation moderne et fit entrevoir au monde une conception plus large de la vie, releva enfin la dignité du travail et enleva peu à peu leur signification originare, de souffrance et d'angoisse, aux expressions que le langage antique employait pour indiquer l'énergie humaine appliquée à la production.

Il y a, dans l'histoire de Grèce et de Rome, une profonde lacune que ne peuvent combler ni la lumière intellectuelle de la plus pure civilisation hellénique, ni la gloire militaire du plus grand empire de l'antiquité; c'est le mépris des humbles. Le travail ne fut jamais considéré comme une chose digne et fut presque entièrement réservé aux esclaves. C'était une peine que les hommes libres savaient soigneusement éviter. Non seulement le travailleur, l'humble ouvrier, le paysan ne furent secondés par la science, mais encore, en Grèce (2) comme à Rome (3), ils furent méprisés par les philosophes et les savants.

(1) Cicéron, *Tuscul.*, liv. II, chap. XIV.

(2) Comp. Platon, *République*, V. III, 4; Aristote, *Politique* III, 5 et IV, 8; Xénophon, *Economiq.*, IV, 2; Plutarque, *Périclès*, 2, etc., etc...

(3) Comp. Cicéron, *De officiis*, I, 42; *Pro Flacco*, 18; *Pro domo sua*, 33; Sé-

Les philosophes grecs, dit un élégant historien du christianisme, en songeant à l'immortalité de l'âme, furent tolérants pour les iniquités de monde (1).

Il est bon, maintenant, de rechercher quelles sont les fonctions physiologiques du travail, comment il se produit, quelles sont les causes de sa durée et de son intensité plus ou moins grandes, afin de faire ressortir le caractère et les bases du travail humain et de montrer jusqu'à quel point est fondée la vieille croyance et jusqu'à quel point l'on doit accepter l'opinion des économistes.

« On sait, dit J. Mill, que l'action de l'homme peut être réduite à des éléments très simples. Il ne peut, en effet, que produire un mouvement; il peut mouvoir les choses pour les approcher ou les éloigner les unes des autres; les propriétés de la matière font le reste.... Rigoureusement parlant, c'est la matière même qui produit les effets. Tout ce que les hommes peuvent faire, c'est de placer les objets créés par la nature dans une certaine position » (2).

Le travail est, comme on l'a dit, un fait de l'ordre naturel, en tant qu'on l'envisage comme l'effort de tout être vivant pour assurer son existence et sa reproduction. Claude Bernard a remarqué, avec beaucoup de justesse, que le mouvement musculaire constitue la principale fonction animale et que, dès lors, le système musculaire est le centre des phénomènes manifestés chez les êtres vivants (3).

Travailler signifie fonctionner, vivre. Nous disons que la feuille de l'humble plante travaille lorsqu'elle décompose l'acide carbonique qui se trouve autour d'elle, dans l'air; que la semence travaille lorsqu'elle est soumise aux phénomènes de la germination; que l'arbre travaille lorsqu'il absorbe du sol végétal les éléments nutritifs et les transporte à travers tous les organes de la plante. Chez l'animal le muscle travaille quand il se contracte, quand il fait un effort; le nerf travaille quand il transmet une impression sensible ou motrice; le cerveau travaille quand il éprouve une sensation ou détermine un mouvement.

néque, *De benef.* VI, 18; Valère-Maxime, IX, liv. V et II, 10; Suétone, *Claud.* 22, etc.

(1) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, 8^e édit., t. I, p. II.

(2) J. Mill, *Eléments d'économ. polit.*, traduction Parisot, Paris, 1823, I, 8-9.

(3) C. Bernard, *Leçons sur les propriétés des tissus vivants*, p. 157.

Travail et mouvement sont, d'ordinaire, la même chose.

Un fait, largement constaté par les physiologistes, est que, dans l'échelle zoologique, tout animal, depuis le plus inférieur jusqu'au plus élevé, a une température supérieure à celle de l'atmosphère ambiante qui le protège, de la sorte, contre l'action réfrigérante de l'évaporation. Partout où il y a de la vie il y a de la chaleur, ce qui caractérise la cellule vitale c'est qu'elle développe de la chaleur.

Le travail et le mouvement doivent être considérés comme une transformation de calorique (1).

Becquerel et Breschet ont prouvé, à l'aide de l'aiguille thermo-électrique, que tout muscle qui se contracte se réchauffe lors même qu'il est séparé de l'animal. Le réchauffement varie suivant la tension du muscle; dans le muscle séparé de l'animal il oscille entre 0°,001 et 0°,18. Il y a donc, chez les individus qui travaillent, un rapport entre la tension musculaire et l'augmentation de température, entre le travail produit et la quantité de chaleur musculaire parue et disparue (1).

L'élévation de la température du muscle qui se contracte a donc pour cause une perte; il y a des matières que nous introduisons dans notre organisme qui se transforment en chaleur et c'est cette chaleur qui, à son tour, se transforme en mouvement et en travail.

Lavoisier avait dit, déjà, que le travail musculaire se réduit à une absorption d'oxygène et à une exhalation d'acide carbonique plus grandes; mais quelles sont les matières qui se transforment, dans le muscle, en activité? (3)

La physiologie du mouvement animal, et surtout sa partie relative à la nature du travail, est restée, jusqu'à une époque récente, presque un champ inexploré (4). On peut déduire, de toutes les recherches qui ont été faites, la vérité de la doctrine de Lavoisier, à savoir que le muscle en activité absorbe plus d'oxygène et émet plus d'acide carbonique que le muscle qui est en état de repos, et, en outre, que la

(1) Comp. Marvaud, *Les aliments d'épargne*, 2^e édit., Paris, 1844, p. 5-7, 70 et 82.

(2) Comp. Gauthier, *Traité de chimie biologique*, Paris, 1891, chapitre sur le *Mécanisme de l'effort et du travail musculaire*.

(3) Gauthier, *loc. cit.*

(4) Sur les doctrines de Borelli, de Sténone et, en général, des précurseurs des théories nouvelles sur le mouvement animal, v. A. Mosso, *La fatica*, 2^e édit. Milan, 1891, chap. III. (Il y a une traduction française de cet ouvrage faite sur la 5^e édit. italienne par le Dr Langlois. N. du T.)

quantité d'acide carbonique produit est beaucoup plus considérable que celle de l'oxygène. Le travail détermine une consommation d'hydrates de carbone, de glycogène et de sucre, etc.

Liebig, et d'autres après lui, avait cru que la source de la force musculaire est dans la décomposition de l'albumine. Mais cette hypothèse a été démentie par plusieurs expériences. Fick et Wislicenus firent l'ascension du Faulhorn et calculèrent la quantité de travail accompli. Ils comparèrent ensuite ce travail à l'équivalent mécanique de la quantité d'albumine consommée, dans le même laps de temps, en la déterminant d'après la quantité d'azote éliminé, et ils observèrent que la plus grande partie du travail accompli ne pouvait pas se couvrir avec la consommation d'albumine. Ce qui prouvait, jusqu'à l'évidence, que l'albumine ne peut pas être le seul substratum matériel du travail et que celui-ci est dû, pour la plus grande partie, à la consommation de substances non azotées.

Les recherches sur l'échange matériel de Voit, de Pettenkofer et de Voit, et de plusieurs autres observateurs — recherches dont je me suis longuement occupé dans l'essai sur l'*Alimentation* — aboutissent toutes à la même conclusion, en montrant comment l'élimination de l'acide carbonique est sensiblement augmentée, tandis que celle de l'azote reste invariable (1). Aujourd'hui, il n'y a plus aucun doute sur l'importance de l'albumine pour la conservation de la vie et pour le développement, ni sur la fonction des hydrates de carbone comme sources de force musculaire.

Dans chaque mouvement interviennent des éléments multiples : le nerf qui en détermine l'apparition, la fibre musculaire qui l'exécute, les vaisseaux sanguins qui fournissent les matériaux.

Nous ne savons pas encore quelle est la nature du nerf.

Nous savons beaucoup mieux quelles sont les causes qui déterminent la contraction et le travail du muscle. Les muscles se composent de fibres très minces, à forme de petits tuyaux, qui contiennent une substance albumineuse très contractile. Le muscle peut, en effet, se raccourcir, dans son maximum de contraction, presque au tiers de sa longueur (2).

(1) V. Olof Harmmarsten, *Manuale di chimica fisiologica*, traduct. de Malerba, Naples, 1893, chap. IX. V. sur les bases physiologiques du travail, R. Dalla Volta, *La riduzione delle ore di lavoro ed i suoi effetti economici*. Florence, 1895, p. 25-26.

(2) Mosso, *op. cit.*, p. 84.

Il suffit d'une excitation du nerf, si faible que l'instrument le plus sensible ne saurait la mesurer, pour produire un changement chimique dans le muscle et déterminer une contraction. Le muscle, de même que les machines qui sont construites en vue du travail spécial qu'elles doivent accomplir, possède, suivant son volume et sa forme, une force spéciale de travail. Marey a établi, par de nombreuses expériences, que le travail d'un muscle est proportionnel à son volume et à son poids. L'organisme, comme toute machine, se sert du levier pour utiliser la force mécanique et pour l'adapter au travail qu'il veut faire. D'après Marey, presque tous les leviers du corps sont des leviers du troisième genre; la force musculaire s'applique entre le point d'appui et la résistance. L'effort que peut, par conséquent, développer l'extrémité du levier est accru proportionnellement de façon que le produit de la force pour son parcours, c'est-à-dire le travail, reste le même (1).

Marey a démontré, avec une admirable clarté, qu'une grande partie des nombreux mécanismes que l'homme a inventés et appliqués aux industries se trouvent dans le corps humain dans lequel règne une admirable harmonie entre l'organe et la fonction et dans lequel chaque muscle a une conformation spéciale en vue des mouvements à exécuter.

Sous l'action du repos, le muscle diminue, s'atrophie, s'altère, tandis que l'exercice en exagère la nutrition et en augmente le volume.

Entre les deux périodes distinctes et extrêmes de la contraction et du relâchement, il y en a une autre, intermédiaire, c'est celle du repos; le *tonus* musculaire. La fibre musculaire n'atteint jamais la période du relâchement complet. Nous n'avons pas à rechercher ici si le *tonus* musculaire est un effet d'innervation ou si, comme d'aucuns le pensent, il dépend de causes d'une autre nature.

Les nobles s'appellent, aujourd'hui encore, les hommes de sang *bleu*. C'est une prétention bizarre puisque les hommes de sang *bleu* sont, au contraire, les masses ouvrières. Les expériences de Claude Bernard ont démontré que, lorsque le muscle se trouve dans la période du *tonus* musculaire, le sang a une couleur légèrement noire. Lorsque, au contraire, le muscle se contracte, tout l'oxygène se consomme et le sang devient noir (2).

(1) Marey, *La machine animale et Du mouvement dans les fonctions de la vie*, Paris, 1868, p. 206 et s.

(2) Cl. Bernard, *Propriété des tissus vivants*, p. 372.

La mécanique animale prouve que l'homme, envisagé comme un agent de travail, est régi par des lois mécaniques.

Comme dans la machine, le muscle, moteur animé, se sert de la chaleur pour produire le travail. Du reste, le système musculaire est une machine extraordinairement parfaite. Tandis que les machines les plus perfectionnées n'utilisent, en effet, que 12 0/0 de la force disponible, le système musculaire en utilise 20 0/0 en travail extérieur utile.

Suivant le degré d'adaptation de l'organe, l'utilisation de l'énergie est plus grande et l'effet moins considérable. Celui qui n'est pas habitué à un travail donné se fatigue après quelques mouvements. Ce qui ne dépend pas seulement du fait que les muscles nécessaires à ce genre de mouvement sont peu développés, mais aussi et surtout du fait que la personne inexpérimentée met en mouvement, outre les muscles dont elle a besoin, tous les autres, c'est-à-dire qu'elle fait une série de mouvements désordonnés et décomposés là où il ne faut qu'une série de mouvements moins fatigants.

La spécialisation technique n'est, au fond, que l'habitude, c'est-à-dire l'imitation de soi-même, par suite de laquelle les mouvements, originairement volontaires et conscients, deviennent plus automatiques et coûtent la plus petite quantité d'énergie; ainsi la longue résistance au travail n'est déterminée, en général, que par cette spécialisation des masses.

« C'est un fait général, dit Helmholtz, que les mouvements compliqués qui exigent le concours d'un grand nombre de muscles s'accomplissent avec beaucoup moins d'effort quand l'exercice nous a perfectionnés à les faire. Il suffit de rappeler la violence des efforts faits par les nageurs et les patineurs inexpérimentés et la sûreté des personnes habituées à ces exercices (1). »

Il est désormais certain que le travail est une réaction chimique. Le muscle n'est pas un organe qui se consomme, c'est l'appareil, le foyer dans lequel se produit la transformation de la force. Les matières alimentaires, préparées par la digestion, sont apportées par le sang et reçoivent toutes, plus ou moins, suivant leur composition chimique, l'influence de l'oxygène; ce sont des combustibles (2). Mosso a prouvé, d'une façon encore plus complète, quelles sont les bases chimiques du

(1) Helmholtz, *Optique physiologique*, p. 616.

(2) Lacassagne, *Op. cit.*, p. 228.

travail. Tout effort musculaire produit certaines substances (acide carbonique, lactique, etc.), et ce sont ces substances qui déterminent un véritable empoisonnement, dans les phénomènes qui accompagnent la fatigue (1).

La différence entre le travail et la fatigue est évidente. Le travail est simplement l'acte qui produit un changement de configuration dans un système, en opposition à une force qui résiste à ce changement (2). Ce n'est, au fond, que l'application de l'énergie qui résulte de la vie même. L'énergie de travail de chaque individu dépend de son énergie vitale. Mais toutes les fois que l'homme accomplit un exercice au-delà des limites de son énergie, il se produit le phénomène de la fatigue. Le travail n'est pas nécessairement une sensation pénible, mais la fatigue l'est toujours.

Lorsqu'on sépare un muscle sur un animal vivant et qu'on fait passer à travers ce muscle un courant électrique, on voit que, durant le passage du courant, le muscle se contracte. Si l'expérience se prolonge, la contraction diminue peu à peu et finalement le muscle ne se contracte plus. C'est alors, par conséquent, que survient la fatigue.

Mais si l'on fait intervenir un stimulant plus puissant, représenté par un courant plus fort, le muscle se contracte à nouveau. Arrive toutefois un moment où, quelle que soit la force du courant, la contraction ne se produit plus.

Dans le premier cas, la fatigue est relative; dans le second, elle est absolue; la fatigue de l'homme, au contraire, est toujours relative puisque la sensation douloureuse qui l'accompagne et qui agit sur la volonté empêche que, en se prolongeant, elle devienne jamais absolue.

Les différences qui existent, à ce point de vue, entre homme et homme, sont énormes. Il y a des athlètes qui ne résistent pas à une petite fatigue intellectuelle, il y a, au contraire, des hommes physiquement faibles, ayant une énergie musculaire insignifiante, qui, par suite d'une longue habitude, supportent de véritables fatigues intellectuelles (3).

Quand une personne dit qu'elle a beaucoup trop mangé ou bu, elle

(1) Mosso, *Op. cit.*, p. 146 et suiv.

(2) Clerk Maxwell, *Matter und motion*, p. 59.

(3) Mosso, *op. cit.*, p. 149 et suiv. Les bases physiologiques du travail intellectuel sont toutefois les mêmes que celles du travail manuel (Mosso, *op. cit.*), et ce travail éveille la même répugnance. Comp. G. Ferrero, *Le travail mental est-il agréable ou pénible?* dans la *Revue des Revues* du 15 septembre 1894.

ne donne pas la mesure de cet excès. Les variations entre deux individus sont si grandes que si nous ne connaissions la personne en question et ses habitudes nous pourrions difficilement indiquer quel est l'excès auquel elle s'est livrée.

Il en est de même dans les phénomènes du travail et de la fatigue. La différence d'énergie physique, l'habitude, la volonté, sont des causes qui font varier ces phénomènes et empêchent de trop généraliser les résultats particuliers alors même que les expériences ont été faites sur un très grand nombre d'individus.

Il y a toutefois un point certain.

La douleur et le plaisir sont des phénomènes psychiques avant de devenir des phénomènes physiologiques. La répulsion pour le travail ou la libre et volontaire exécution de celui-ci dépendent, en grande partie, de la volonté. La fatigue aussi est *anticipée* par la volonté avant d'être ressentie par l'organisme (1).

En reconnaissant même que le travail est un fait pénible, il est certain que son caractère pénible est déterminé, en grande partie, par la forme de la distribution des richesses et, par conséquent, par la conception de la vie. Dans une société où tout le monde travaille et dans laquelle la répartition des richesses impose le travail à tous, la volonté et l'envie de ne pas travailler, en supposant même qu'elles existent, agissent d'une façon faible ; l'homme n'anticipe pas, par l'imagination, l'arrivée de la fatigue et, dans la mesure de ses forces, il travaille sans peine. Tandis que dans une société où la forme économique met les classes supérieures dans la possibilité de ne pas travailler, l'idée que le travail est une peine est un fait psychique avant d'être un fait physiologique.

L'ouvrier, qui travaille pour d'autres et participe à la production sans être, comme cela arrive généralement aujourd'hui, intéressé à la distribution, travaille à contre-cœur et ressent l'effet préjudiciable de la fatigue, qu'il anticipe par la pensée, avant même qu'elle soit réellement survenue. Toutes les fois que l'ouvrier participe aux bénéfices et est poussé par un stimulant intérieur, non seulement il ressent beaucoup moins la fatigue, mais il en retarde l'arrivée.

La lassitude du muscle est due, comme on sait, au travail trop prolongé qui accumule à l'intérieur du muscle des substances dont l'injec-

(1) Ceci est assez bien démontré par Lagrange, *Physiologie des exercices du corps*, Paris, 1888, p. 53 et suiv.

tion suffit pour produire une diminution de l'irritabilité et même un abaissement du pouvoir électro-moteur.

L'épuisement ou la lassitude musculaire ne s'efface que par la restauration des forces du muscle, c'est-à-dire en enlevant les produits de la fatigue, en y faisant, au moyen de la circulation du sang, arriver de l'oxygène et en en faisant sortir de l'acide carbonique, de la créatine, de la créatinine, de l'acide lactique, etc.

Ce qui domine toutefois dans le travail, est l'élément subjectif, c'est-à-dire la sensation psychique qui annonce la fatigue avant même qu'elle soit arrivée et qui empêche, d'ordinaire, que le travail soit prolongé jusqu'à l'épuisement du muscle (1).

La volonté n'a pas sur le muscle la même influence que les agents physiques et mécaniques, parce que, à la différence de la première qui ne peut obtenir la contraction du muscle quand on atteint une certaine limite de travail, ceux-ci peuvent encore sans difficulté arriver au but.

Il y a une fatigue *subjective* et une fatigue *objective*. Cette dernière a lieu lorsqu'une altération chimique, survenue dans la composition du muscle, l'empêche de continuer l'exercice qu'il accomplit. La fatigue subjective est, au contraire, variable, comme toutes les impressions sensitives et elle peut avoir lieu toutes les fois que survient une modification chimique, même très superficielle, dans la composition du muscle.

Un très grand nombre de faits prouve, jusqu'à l'évidence, que la fatigue a son siège beaucoup plus dans les centres nerveux que dans les muscles (2).

Toutes les fois, en effet, que le travail a lieu sans la participation du cerveau, il se continue au-delà des limites ordinaires et la fatigue survient lentement. J'ai pu observer moi-même, dans une centaine de cas, qu'au contraire, toutes les fois que l'on travaille à contre-cœur, la fatigue survient vite. La volonté anticipe donc la sensation. J'ai vu des ouvriers qui, mal payés, travaillaient à contre-cœur, se lasser au bout de quelques heures et présenter les phénomènes de la fatigue.

On comprend que, dans une société où la supériorité permet de se soustraire au travail, l'imitation, cette forme sociale dont la valeur

(1) Lagrange, *op. cit.*, p. 50.

(2) Lagrange, *op. cit.*, p. 55. V. aussi Carrieu, *De la fatigue et de son influence pathogénique*, Paris, 1878, et Keim, *De la fatigue et du surmenage au point de vue de l'hygiène et de la médecine légale*, Lyon, 1886.

n'est pas encore suffisamment connue, doit anticiper et accentuer les phénomènes de la fatigue et doit aussi, ce qui désormais est un fait général, donner au travail un caractère de douleur et de peine supérieur à celui qu'il comporte nécessairement. Nous pouvons retenir que :

1^o Le travail est un fait fonctionnel ;

2^o La fatigue est une sensation douloureuse qui sert, d'ordinaire, d'indice sûr d'une limite qu'on ne peut dépasser sans préjudice ;

3^o La fatigue, avant d'être un fait physiologique, est un fait psychique ;

4^o La limite, changeante et variable, entre le travail et la fatigue est déterminée, avant tout phénomène physiologique, par un phénomène psychique.

Une vieille croyance métaphysique, professée encore aujourd'hui par la majorité des économistes, consiste à dire que, à la différence de la machine brute qui ne possède que l'énergie qu'on lui transmet, la machine animale crée l'énergie. Nous savons aujourd'hui que le travail intellectuel et le travail mécanique ont les mêmes bases et que, loin de naître *ex nihilo*, ils résultent de la combustion des aliments que nous introduisons dans notre organisme. Par conséquent, toutes les fois que nous n'y introduisons pas le nécessaire, la machine animale, à la différence de la machine brute, peut vivre encore pendant quelque temps et fonctionner, mais elle ne vit et ne fonctionne qu'en se consommant elle-même et en s'épuisant progressivement (1).

S'il est difficile d'indiquer le passage du travail à la fatigue, qui varie d'une personne à l'autre et se trouve soumis à des influences psychiques, beaucoup plus qu'à des influences physiologiques, il est plus difficile encore d'indiquer à quel moment exact commence l'épuisement, à quel moment le travail ne peut plus se produire sans l'usure de l'organisme (2).

(1) Marey l'a parfaitement démontré dans son livre *La machine animale*, en se basant sur ses expériences propres et sur celles de Voit, de Pettenkofer et de nombreux physiologistes.

(2) Tous les travaux des économistes laissent à désirer sous le point de vue spécial. La meilleure étude est celle du professeur Erismann, de Moscou, qui relate environ cent mille observations sur des personnes des deux sexes occupées comme ouvriers de fabrique de 8 à 80 ans. Comp. Fr. Erismann,

Stanley Jevons, qui, malgré ses subtilités de mathématicien, est un des rares économistes qui aient étudié les bases physiologiques et psychologiques du travail, dit que : « l'expérience prouve que lorsque le travail est trop prolongé l'effort nécessaire pour l'accomplir devient toujours plus pénible. Le travail, limité à quelques heures par jour, est, plus que tout autre chose, un véritable plaisir, mais aussitôt que la spontanéité de l'énergie s'affaisse, la continuation du travail devient pénible. Et l'effort devient de plus en plus intolérable au fur et à mesure que l'on arrive à une lassitude complète » (1).

C'est pourquoi, à la différence des économistes de son école qui définissent le travail comme un fait *toujours* pénible et qui arrivent à ce paradoxe insoutenable que le travail est un effort pénible de l'homme, Jevons pense que le travail n'a rien de pénible en soi. Le travail qui ne dure qu'un certain nombre d'heures peut être un fait agréable puisqu'il répond à une activité intérieure ; il devient seulement pénible au moment où il se transforme en fatigue et intolérable lorsque la fatigue commence à produire l'épuisement.

Tout cela est parfaitement vrai et confirmé par l'expérience de tous les jours. Comment, toutefois, se fait-il que même la première période du travail, c'est-à-dire celle qui devrait être agréable, ne soit accomplie qu'à contre-cœur ? Comment se fait-il que tout le monde cherche à s'y soustraire ? Deux faits qu'il est impossible de méconnaître, l'expliquent suffisamment. Le premier est que, dans toutes les sociétés humaines en général, le travail n'est presque jamais limité au point idéal indiqué par Jevons ; le second que, à côté de ce simple fait qui détermine la répulsion pour tout travail et nous fait confondre la peine avec le travail, la forme économique de la société, qui exonère toute une classe du lourd et douloureux fardeau, détermine la répulsion psychique même pour les emplois d'énergie qui n'auraient pas autrement le caractère de peine.

Au point de vue exclusivement physiologique, le travail, dans la première période de Jevons, ne devrait pas avoir et n'a pas par lui-même un caractère de peine parce qu'il répond à un besoin d'activité néces-

Untersuchungen über die Körperliche Entwicklung der Fabrikarbeiter in Central Russland; Einfluss der Beschäftigungsart. — VII Internationaler Congress für Hygiene und Demographie zu Wien 1887. — Ergänzungen zu den Heften I bis XXXIII, p. 118. Comp. aussi Lagrange, op. cit., chap. VI et VII.

(1) Stanley Jevons, *The theory of political economy*, Londres, 1888, 3^e édit., p. 171.

saire au *self maintenance* et à la *live normally* de l'organisme. Il est difficile de comprendre qu'on puisse considérer comme pénible ce qui n'est, au fond, que la satisfaction d'un besoin.

D'après la théorie de Spencer, le plaisir et la douleur sont des phénomènes liés entre eux qui ont été tous deux nécessaires à l'évolution. Qu'est-ce que le plaisir? C'est un état de conscience que nous cherchons à créer et à maintenir. Qu'est-ce que la douleur? C'est un état de conscience que nous cherchons à éviter et à éloigner (1). Or, les espèces qui ont pu progresser ont été justement celles chez qui le plaisir a été attaché aux sensations utiles et la peine aux sensations préjudiciables (2).

Très longtemps même avant Spencer, Verri avait considéré la douleur comme le mauvais traitement ou l'irritation violente de notre physique, ou comme la peur d'un pareil mauvais traitement et le plaisir tout simplement comme une cessation plus ou moins rapide de la douleur (3).

Ce qui caractérise la doctrine des pessimistes est de croire que la peine précède le plaisir; d'après eux, il n'y a que la peine qui soit positive, quant au plaisir, il n'est que l'apaisement d'une peine pré-existante (4). Le perspicace physiologue allemand Rolph — si prématurément enlevé par la mort — a cherché à donner à cette thèse un fondement scientifique. D'après lui, toute matière organisée croît par diffusion, c'est-à-dire en absorbant et en s'appropriant, par le moyen de la croissance, les matériaux nécessaires à la vie. La diffusion est une série de mouvements ou *endosmose* qui absorbe les éléments favorables en primant l'*exosmose* et cette diffusion est un effet mécanique. D'après Rolph, tous les phénomènes de la vie s'expliqueraient par cette doctrine. Il n'y a, pour lui, aucune limite d'assimilation par endosmose; chaque cellule, et par conséquent chaque organisme, souffre d'*insatiabilité* et il y a une *faim mécanique* qui est la conséquence de toutes les actions des organismes vivants. A une période donnée de

(1) Spencer, *Psychology*, chap. III.

(2) Spencer dit même expressément : « Sentient existence can evolve only on condition that pleasure-giving acts are life-sustaining acts... ». *Data of Ethics*, 1879, p. 83.

(3) Verri, *Discorso sulla indole del piacere e del dolore* §§ VI et VII.

(4) Comp. Renouvier, *Schopenhauer et la métaphysique du pessimisme* dans l'*Année philosophique* de 1892, Paris, 1893, p. 5; Fouillée, *La psychologie des idées forces*, Paris, 1893, t. I, p. 77 et 95.

l'évolution, correspondant à la faim mécanique, se développe une faim psychique qui se manifeste essentiellement sous la forme de peine et à côté de laquelle le plaisir n'est qu'un phénomène secondaire et dérivé. La douleur existe par conséquent comme un mobile fatal de l'univers (1).

Toute cette théorie, même au point de vue physiologique, n'est vraie que dans une faible partie. Il y a des plaisirs qui ne présupposent aucune peine préexistante ayant servi à se les procurer. Ainsi, par exemple, notre organisme peut, tout en se trouvant dans un parfait équilibre et ne ressentant aucune souffrance, éprouver une sensation de plaisir intense due à l'ouïe d'une musique délicieuse ou à la contemplation d'une grande œuvre d'art. Et il en est ainsi de toutes les formes supérieures de la vie dont le plaisir devient, au moyen de la pensée qui le *précède*, le plus sûr stimulant de toute activité.

Sans doute, les infinies discussions sur les bases physiologiques des sensations de plaisir et de douleur n'ont pas établi l'accord entre les physiologistes. Nous savons, toutefois, qu'il y a dans les nerfs un double travail chimique; un travail *négatif* de réparation, qui consiste dans la formation de composés albuminoïdes, et un travail *positif* de dépense, qui consiste dans leur réduction en combinaisons plus simples (2). En état de repos, ces deux travaux moléculaires ont lieu simultanément et tendent à s'équilibrer; mais il suffit que le plus petit agent extérieur vienne exciter le nerf pour que l'équilibre soit rompu et qu'il se produise un mouvement de perte nerveuse lequel provoque un mouvement de réparation simultanée. Ces deux mouvements du nerf sont également nécessaires et ils doivent même être proportionnés entre eux pour que la vie subsiste. La réparation nerveuse qui accumule la force a toujours pour résultat et pour but l'exercice qui emploie la force. L'animal, dit Fouillée, ne peut se contenter de réparer les pertes de son système nerveux; il doit employer ce dernier pour chercher sa nourriture et se défendre; il doit travailler pour se conserver (3). La vie même n'est qu'un mouvement incessant de décomposition et de recomposition et plus ces deux actes sont rapides plus la vie est intense. L'exercice normal, à savoir la consommation pro-

(1) Comp. sur tout ceci Nitti, *La popolazione e il sistema sociale*, Turin 1894, p. 27 et s.

(2) Comp. Fouillée, *op. cit.*, p. 59.

(3) Fouillée, *op. cit.*, p. 60.

portionnée de force, est une condition nécessaire pour se maintenir et progresser. Mais le plaisir ne dure qu'en tant que la perte subie par l'organisme est suffisamment compensée par le travail d'acquisition que fait ce même organisme ; au delà d'une certaine limite, en même temps que l'intensité augmente, le plaisir tend à se transformer en peine (1). Aucune sensation n'est plus agréable que celle de la lumière venant après les ténèbres, mais la sensation agréable ressentie à la vue de la lumière du jour naissant diminue lorsque cette lumière dépasse un certain degré d'intensité, puis le plaisir disparaît pour faire place à une sensation douloureuse. L. Dumont a pu dire, en exagérant cette thèse, que le plaisir et la douleur ne sont pas, comme les sensations, les notions, les connaissances, les conceptions des phénomènes réels, mais ils sont plutôt, et pour mieux dire, le passage même d'un phénomène à l'autre ; ils correspondent, en somme, à un changement et non à un état (2).

Toute sensation se rattache en réalité à une mort partielle de quelque chose qui se trouve dans l'organisme. Dans tout organisme, il y a, en effet, deux mouvements opposés, l'un qui tend à la conservation de la substance, l'autre qui tend à sa destruction ; en d'autres termes, l'un tend à la vie et l'autre à la mort, et la vie n'est que l'ensemble des forces qui constituent le pouvoir de développement et de résistance.

Mais comment se fait-il que le travail qui est l'exercice de l'activité nécessaire au développement fonctionnel, loin d'être un fait agréable, soit, en général, considéré comme un fait pénible ? Ce résultat n'est-il pas en opposition avec la nature même du phénomène ?

Nous savons que tous les êtres organisés, de l'humble plante à l'homme, sont, au point de vue chimique, composés des mêmes substances de l'ambiant dans lequel ils vivent et que les besoins de chacun d'eux sont un effet de variations dans leur composition et n'obéissent qu'aux substances de l'ambiant. Au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle animale, les besoins deviennent plus larges et plus complexes et la matière nécessaire à l'existence se trouve être moindre. Il en résulte que les êtres supérieurs doivent, même pour assurer leur *live normally*, faire des efforts notables et agir avec énergie sur l'ambiant. Il en résulte aussi que, malgré le développement parallèle des

(1) Comp. Richard Jennings, *Natural elements of political economy*. Londres, 1855, chapitre : *Law of the variation of sensations*.

(2) L. Dumont, *Théorie scientifique de la sensibilité*, chap. IV.

besoins et de l'activité, le pouvoir de satisfaction de l'ambiant n'augmente pas proportionnellement. De là, une affliction douloureuse qui accentue la sensation pénible en déterminant la nécessité d'une plus grande énergie.

Au point de vue social, il arrive que tous les besoins naissent d'ordinaire, chez une petite *élite*. Mais l'imitation, qui peut être considérée comme loi générale de la société humaine, tend à les propager rapidement (1), toutes les fois que, ce qui arrive rarement et même presque jamais, les modifications du milieu ambiant en permettent la satisfaction. Bien que l'accroissement indéfini des besoins agisse comme stimulant de toutes les énergies et soit la cause de tous les progrès, il a toutefois pour effet, malgré toutes les découvertes industrielles, de rendre le travail nécessairement pénible. C'est un dynamisme continu, c'est une transformation perpétuelle. Et l'énergie employée à l'appropriation des conditions nécessaires au développement, c'est-à-dire le travail, dépasse toujours les limites d'un exercice fonctionnel destiné à maintenir l'équilibre et à produire la croissance et devient, d'ordinaire, une souffrance.

Le travail n'est donc pas, de sa nature, pénible, ce sont les formes qu'il est obligé de revêtir qui lui donnent ce caractère. Et, d'un autre côté, la forme de constitution économique de la société rend âpre le phénomène psychique de la souffrance, en soustrayant les classes supérieures à l'emploi productif de leur activité et en rendant le travail une prérogative douloureuse de la classe inférieure.

FRANCESCO S. NITTI,

Professeur à l'Université de Naples,

Directeur de la *Riforma Sociale*,

Membre de l'Institut international de Sociologie.

Traduit par NICOLAS POLITIS,

Docteur en droit.

(La fin prochainement).

(1) Tarde a longuement développé cette loi de l'imitation dans *Les lois de l'imitation*, Paris, 1890, et *Logique sociale*, Paris, 1895. Mais beaucoup d'autres avaient déjà, avant lui, entrevu ce phénomène. V. surtout Jolly, *L'imitation dans ses rapports avec la philosophie, la morale et la médecine*, dans les *Annales médico-psychologiques*, 1846, t. I, p. 317 et s. et Bagehot, *Les lois scientifiques du développement des nations*, Paris, 1879.

Les Paysans au Moyen-Âge

XIII^e et XIV^e siècles

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ¹

(suite)

III

LE PAYSAN DANS LA VIE PRIVÉE

Maison, mobilier, costume, nourriture. — Les mœurs : distractions et fêtes.
— L'assistance publique : la charité monastique et la bienfaisance communale. Nombreux hôpitaux de villages ; comment ils disparaissent.

Mesdames, messieurs,

L'historien de l'avenir, qui voudra faire connaître à ses contemporains quelle fut la condition des classes laborieuses à la fin du XIX^e siècle, n'aura pas achevé sa tâche quand il aura décrit par le menu le degré d'avancement de la technique et le salaire des ouvriers : s'il s'en tenait là, son tableau serait très incomplet. Il devra, en outre, esquisser une peinture de la vie quotidienne de l'ouvrier, de la façon dont il était logé, vêtu, nourri, de ses mœurs, de l'assistance qui lui était fournie en cas de malheur, et, d'autre part aussi, de son état d'esprit, de ses idées politiques et sociales. En un mot, il devra présenter à ses lecteurs l'ouvrier extérieur et l'ouvrier intime. Si périlleux, si difficile que soit ce travail de reconstruction en ce qui concerne le paysan du Moyen-Âge, car les documents sont clairsemés, souvent insuffisants, et parfois contradictoires, ce sujet est fait pour nous tenter, et je n'hésite pas à l'entreprendre devant vous. Comment faut-il se figurer Jacques Bonhomme dans la vie privée, dans la vie de tous les jours ? Tel sera l'objet de notre entretien aujourd'hui.

Cette vie, je vous l'ai laissé prévoir dans ma dernière conférence,

(1) Voir la *Revue* de septembre et d'octobre 1895.

était d'une extrême simplicité : c'est cette simplicité qui explique en partie l'aisance moyenne du laboureur au Moyen-Age; dépensant fort peu, il gagnait facilement de quoi vivre.

La maison du paysan était une chaumière sordide; l'art de bâtir en briques s'était perdu depuis le temps de la décadence romaine; et quant à la pierre de taille et au silex, c'étaient des matériaux dont seuls les seigneurs et les églises s'offraient le luxe. Dans les huttes des tenanciers, la charpente était faite d'un treillage de lattes de bois, et, en guise de mortier, on noyait ces lattes dans de la boue ou de l'argile; elles étaient, en somme, construites en torchis; dans les plus misérables, les interstices du treillis étaient simplement bouchés à l'aide de paille ou de foin. Le toit était fait de chaume, sauf dans les pays où les pierres à feuilles plates, comme l'ardoise, étaient communes; dans les campagnes où le bois était très abondant, les maisons étaient quelquefois couvertes d'aisseules ou planchettes de bois. Sous les pieds, pas de plancher, la terre nue, ou tout au plus, la terre battue. S'il y avait un étage, ce qui n'était pas fréquent, il se composait de soupentes, servant de chambre à coucher, et où l'on parvenait à l'aide d'une échelle ou d'un escalier informe. Les cheminées étaient fort rares : il n'y en avait que dans les maisons des paysans les plus riches, des gros bonnets de l'endroit; ceux-là avaient une haute cheminée dont le manteau s'élevait autant que la pièce elle-même, assez vaste pour que l'on y pût rôtir des bêtes entières sur un beau feu de bois, pour que toute la famille pût s'y blottir les soirs d'hiver et s'y réchauffer. Mais les plus pauvres, les plus nombreux, n'avaient point de cheminée : ils allumaient le feu au beau milieu de leur chaumière, sur unâtre en terre battue; quant à la fumée, elle s'échappait par où elle pouvait, soit par la porte, soit par un trou pratiqué au plafond. Pas de fenêtres non plus; la cabane, le plus souvent, prenait jour par la porte; ou, si des ouvertures étaient percées dans la muraille, elles étaient très petites. Et ne croyez pas que ces fenêtres minuscules fussent garnies de vitres, — le verre était un produit coûteux, qui ne pénétrait pas dans les campagnes, — elles restaient béantes, quitte à ce qu'on les bouchât en hiver avec du foin ou de la paille; ou si le paysan poussait l'élégance jusqu'à les clore, c'était à l'aide d'un simple treillage, ou d'un volet en bois, ou d'une petite pièce de toile huilée, imperméable. La défiance n'opérait pas encore ses ravages dans son âme, car il ignorait l'art de s'enclorre, de se barricader chez lui; à sa porte, il ne faisait pas ajuster, comme nous, verroux et chaînes de sûreté; elle n'avait même pas de serrure, et se fermait avec une simple

cheville de bois : « Tire la chevillette », dit la grand' mère du petit Chaperon rouge, « et la bobinette cherra ». Enfin — chose que nous avons aujourd'hui de la peine à concevoir — l'homme des champs ne connaissait pas alors la lumière artificielle : la chandelle était encore un produit coûteux, car la graisse valait aussi cher que la viande de boucherie, et le prix d'une livre de chandelle équivalait au prix d'une journée d'ouvrier. A ce taux-là, le paysan économe, comme nous le connaissons encore, devait certainement s'en passer, c'était du luxe que de s'éclairer, et il n'éprouvait le besoin d'aucun luxe. Dès que la nuit tombait, la chaumière n'était plus qu'une cave éclairée par l'âtre. Pour nous, Messieurs, familiers comme nous le sommes avec la lumière artificielle, qui prolongeons de nuit notre activité du jour, qui continuons de travailler, de nous prodiguer après que le soleil est couché, qui trouvons que les quinquets à l'huile sont d'un autre monde, et que l'éclairage au gaz sent déjà son ancienneté, qui illuminons, chaque soir que Dieu fait, nos villes à profusion, qui sommes habitués, en un mot, à faire de la nuit le jour, comment pouvons-nous nous figurer les longueurs de l'hiver au Moyen-Âge, la vie d'un paysan qui, lorsque la mauvaise saison commençait, s'enfermait dans sa cabane obscure, sans vitre, sans cheminée, et demeurait inoccupé et engourdi durant les douze, quinze, dix-sept heures de ténèbres consécutives, sans une chandelle pour regarder autour de lui ; c'était une vie d'Esquimaux. Aussi de quel œil d'admiration enthousiaste un paysan de ce temps ne devait-il pas contempler l'église du village, où la chaleur l'invitait à goûter le bien-être, où le luminaire maintenait un demi-jour perpétuel, où l'encens enivrait de ses fumées de pauvres narines ignorantes de tout autre parfum ! Avec quelle joie ne devait-il pas entrevoir la fin des privations de l'hiver, et quelle béatitude était la sienne quand il pouvait saluer le retour du printemps, qui le rendait à la vie, à ses travaux et à ses champs bien-aimés !

Autant la chaumière était primitive, autant le mobilier était simple. La pièce essentielle, capitale, du mobilier, était le lit. Et encore n'y en avait-il pas toujours, et plus d'un campagnard reposait-il, à l'instar de ses bêtes, sur une litière. Les riches tenanciers possédaient un grand lit, un lit immense, un lit de famille, où couchaient le père, la mère, les enfants, tous ensemble, et s'il passait un hôte de distinction et qu'on voulût lui faire honneur, c'est dans ce lit-omnibus, déjà bassiné par la chaleur de toute une famille, qu'on le conviait à prendre place. Honni soit qui mal y pense ! Cette promiscuité, qui nous

étonne, ne choquait personne. Le Moyen-Age ignorait nos pudeurs, et il n'était pas extraordinaire, par les grosses chaleurs de l'été, de voir les moissonneurs travailler tout nus dans les champs. Le lit, du reste, était confortable, en France surtout; qu'il se composât de matelas, qu'il fût de plume ou de paille et garni de coussins et de couvertures. Les lits anglais étaient plus primitifs, car ils ne comportaient pas de couvertures; c'étaient de simples couchettes, et l'on s'y étendait tout habillé. Citons aussi, parmi les meubles que l'on trouvait le plus souvent dans les chaumières, la table rectangulaire, sur laquelle on mangeait, les bancs qui entouraient le foyer, la huche au pain, le buffet en bois sculpté ou peint, où les riches enfermaient leurs plus beaux habits et leurs économies, la boîte à sel pendue au manteau de la cheminée, la louche, un peu de vaisselle et quelques armes. Mais, chez les tenanciers les plus pauvres, le mobilier ne comprenait pas tout cela; il se réduisait à quelques vieilles étoffes et un peu de vaisselle. Voulez-vous savoir, par exemple, à combien les collecteurs de l'impôt royal en Angleterre, à la fin du ^{xiii}^e siècle, sous le règne d'Édouard I^{er}, évaluaient le bien de pas mal de paysans? Ce bien, comprenant non seulement le mobilier, mais aussi la maison d'habitation, était évalué assez communément à quelques shillings, à une centaine de francs peut-être. Pauvre mobilier dans une pauvre chaumière! Rappelons-nous cependant que le vilain de ce temps souffrait rarement du froid: les forêts étaient nombreuses, et les frais de transport si coûteux que l'on consommait sur place dans les villages d'énormes quantités de bois; le combustible était laissé souvent à discrétion, ou peu s'en faut, et tel paysan, qui ne s'accordait pas le luxe d'un lit, s'offrait de splendides flambées comme plus d'un citoyen est forcé de s'en refuser aujourd'hui.

Le costume du laboureur laissait moins à désirer que sa cabane et que ses meubles. Il n'était pas d'une élégance raffinée, il n'accusait pas les heureuses proportions de ses formes, mais il le tenait chaud. En général, les miniatures de manuscrits et les sculptures nous montrent le vilain portant la cotte, c'est-à-dire une sorte de robe de drap, serrée à la taille par une ceinture; par dessus, il était vêtu d'une surcotte, sorte de manteau de drap tombant jusqu'à mi-jambe. Ses jambes étaient couvertes de chausses ou de culottes, espèce de guêtres de drap grossier, serrées autour du mollet, et à ses pieds, sauf dans les temps de grande misère, auquel cas il marchait pieds nus, il portait des souliers de cuir à lacets. Quant à la coiffure, il n'en portait d'ordinaire point: le chapeau, qui nous apparaît comme un adjuvant indis-

pensable à la dignité humaine et à la santé de nos crânes, fut considéré jusqu'au ^{xiii}^e siècle comme un meuble superflu : depuis le ^{xiii}^e siècle, la mode du couvre-chef se répandit ; mais combien modeste il était encore, et qu'on était loin du chapeau à plumes et du gibus ! Les élégants se contentaient de s'affubler d'un petit béguin semblable à ceux que portent les bébés, et laissaient pendre une mèche coquette sur leur front ; d'autres enfonçaient leur puissante cervelle dans une petite toque comme en portent encore les enfants de chœur. Mais les masses, et notamment les paysans, n'entrevoient pas l'utilité de ces affiquets : ou bien ils restaient la tête découverte, ou bien ils portaient le chaperon, qui fut la coiffure populaire, la casquette du Moyen-Age. Le chaperon était une pélerine, avec ou sans manches, augmentée d'un capuchon. Le costume des femmes, par lequel j'aurais dû commencer (à tout seigneur tout honneur), ne différait guère de celui des hommes. Ah ! elles n'étaient point coquettes, les campagnardes du Moyen-Age ! Comme leurs pères et leurs maris, elles portaient la cotte et le surcot, mais avec cette différence que le surcot, au lieu de descendre jusqu'à mi-jambe, était presque aussi long que la cotte, et descendait jusqu'aux talons. Point de chausses non plus ; la culotte, sous quelque forme que ce fût, apparaissait à leur esprit positif comme un chiffon parfaitement inutile. Le point sur lequel les élégantes portaient tous leurs soins était la coiffure ; elles ornaient leurs cheveux de rubans et de galons. Les plus riches inséraient jusqu'à sept mètres de ruban dans leurs cheveux ; les jeunes filles se coiffaient en cheveux ; les femmes d'un certain âge mettaient leurs cheveux dans un bonnet ; certains de ces bonnets, parfois élégants, se sont perpétués jusqu'à notre époque. Le ruban et le bonnet pouvaient être jolis, mais l'ensemble, malgré tout, l'était rarement.

J'ajoute que pour se garantir du froid les uns et les autres, hommes et femmes, doubtaient en hiver leur surcot d'une fourrure de mouton, d'agneau ou de lapin, et je gage qu'ainsi vêtus ils souffraient moins de la bise et de l'hiver que nous avec nos manteaux à la mode. A tout le moins, le laboureur de ce temps était infiniment mieux vêtu qu'il ne devait l'être, trois cents ans plus tard, en ce ^{xvii}^e siècle, qu'on appelle le grand siècle, et qui fut le siècle de fer pour les classes laborieuses de France.

Mais, direz-vous, sous ces vêtements de laine, très chauds assurément, mais un peu rudes à la peau, ne portaient-ils point de linge ? Eh bien ! ici il faut distinguer entre le ^{xiii}^e siècle et ceux qui le suivirent. Jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle, le linge est un produit de luxe ; les

riches seuls portent une chemise en fine laine ou en toile; c'est encore un vêtement si rare, si précieux, qu'on en fait l'objet de dons charitables, fastueux, de dispositions testamentaires. Les riches lèguent leurs chemises aux pauvres, à des hôpitaux, quelquefois à des amis : c'est un des moyens auxquels ils recourent pour augmenter leurs chances d'éternel salut. Pour ne pas détériorer sa chemise, on s'en dépouillait soigneusement avant de se mettre au lit; comme de curieuses miniatures nous le révèlent, on couchait nu. Au xiv^e siècle, la fabrication de la toile se perfectionne, et la chemise, moins coûteuse, fait son entrée dans le monde, se répand jusque dans les campagnes; de simples valets de ferme en portent dès ce temps. Vous entrevoyez, Messieurs, toute la portée de cette transformation. Ce fut une révolution intime dont les conséquences, au point de vue de l'hygiène, furent considérables. La laine cessa d'être en contact avec le corps, c'est-à-dire de l'irriter et d'aggraver les maladies de peau. Aussi, un docte historien, membre de l'Institut de France, mort tout récemment, déclarait-il que ce qu'il y a de plus remarquable, au xiv^e siècle, ce n'est pas Dante, ni Froissard, ou même Pétrarque; ce n'est pas la guerre de Cent Ans, la boussole ou le canon, c'est la chemise, et il proposait d'appeler ce temps *le siècle de la chemise*.

Mal logé, peu meublé, lourdement vêtu, le paysan du Moyen-Age a pour signe distinctif d'être sale : il est très sale. Les gens du Moyen-Age, bien que moins sales qu'on ne l'a été à d'autres époques, sous Louis XIV, par exemple, à la cour même du grand roi, où les ablutions n'étaient guère en honneur (une grande dame de ce temps avouait ne s'être pas *décrassé* les mains depuis huit jours), étaient loin d'avoir notre passion de la propreté. Leur jugement ne paraîtra donc pas suspect. Eh bien! les écrivains de ce temps, et notamment les auteurs de fableaux, ne tarissent pas sur la malpropreté du paysan. L'un l'appelle (pardonnez-moi ce mot naturaliste) le *vilain puant*, et dit qu'il est né de l'incongruité d'un âne. Un autre l'accuse de ne jamais se faire la barbe. Boivin veut se déguiser en croquant :

Onze mois et plus estait remese
Sa barbe qu'ele ne fu rese.

Rutebeuf dit qu'après leur mort, l'enfer même ne veut pas d'eux, tant ils sentent mauvais. Celui-là raconte qu'un vilain s'est égaré dans la rue des Epinettes, à Montpellier, et que là, à peine a-t-il fait deux pas, qu'il s'évanouit, suffoqué. Pourquoi? Parce que la rue des

Epinettes est le quartier des épiciers, et que l'odeur des épices lui est montée au cerveau. Comment le ranimer ? Un prud'homme, un bourgeois passant par là, qui avait beaucoup d'expérience, et aussi beaucoup de mépris pour le pauvre paysan, suggère, pour le ressusciter, de substituer au parfum des épices une odeur qui lui soit plus familière, de lui placer sous le nez une pelletée de fumier. Conclusion morale : Nul ne se doit *desnaturer*. La saleté est l'élément du vilain ; il s'y complait, il y veut rester. Les auteurs de ces fableaux, les jongleurs, pauvres hères sortis des rangs du peuple, et qui vivaient en parasites auprès des riches bourgeois et des seigneurs, leur prodiguant les flatteries, caressant leurs plus sots instincts d'orgueil, n'ont pas assez de railleries méchantes, de féroces invectives à l'égard des paysans, auxquels ils attribuaient tous les vices, et qu'ils voulaient voir plus rudement traités. Sans tendresse, sans commisération, ils ne comprenaient pas que l'homme qui travaille comme une bête de somme ne peut guère se soigner plus qu'une bête de somme ; que la culture de la terre n'aide pas à la propreté, que le campagnard ne pouvait pas se faire un idéal de propreté, parce que cet idéal, personne ne le connaissait alors, ni les seigneurs, ni les bourgeois, ni l'Église, qui enseignait le mépris du corps et qui a fait, depuis, de la malpropreté systématique, une vertu, un marche-pied pour atteindre à la béatification et au titre de saint. Rien d'étonnant à ce que le paysan ait eu ce défaut.

Ils leur reprochaient aussi, comme certains économistes aiment encore à le faire à l'égard des humbles, pour se dispenser de les plaindre, ils leur reprochaient de se trop bien nourrir. Ah ! dit l'un,

Plaust à Dieu, le roi puissant
 Que je fusse roi des vilains !
 A mal port fussent arivé!...
 Moult eussent en moi mal sire,
 Il deussent mengier chardons,
 Roinsces, espines et estrain (paille)
 Au diemanche por du fain
 Et du petaz en la semaine...
 Ils deussent parmi les landes
 Pestre avec les bucs (bœufs) cornus
 A III piez aler toz nus.

Se traitaient-ils donc si bien ? Faisaient-ils chaque jour des repas de Gargantua ? En aucune façon : leur alimentation était des plus simples, comme vous allez le voir. Ils mangeaient beaucoup de pain

et beaucoup de légumes, des fèves, des choux, des raves, des oignons, des poireaux, des orties, et dans le Midi beaucoup d'ail. L'ail n'a jamais cessé, dans ses parages, d'exercer sa souveraineté parfumée. Pas de pommes de terre, elles étaient inconnues. Les légumes se mangeaient souvent en soupes, et l'un des mets les plus appréciés était la soupe aux pois bien épaisse, où la cuiller ne se noyait pas, mais où elle s'embourbait une fois enfoncée. En fait d'autres aliments, il y avait les œufs et le poisson; non le poisson frais, que, vu la durée et les difficultés du transport, les pauvres ne pouvaient guère s'offrir qu'à proximité de la mer, mais le poisson salé, et tout particulièrement le hareng salé, dont les classes laborieuses faisaient alors une consommation énorme. Elles mangeaient aussi passablement d'un autre mets qui ne figure plus sur nos menus, c'était le *craspois*, c'est-à-dire la chair de baleine et des autres cétacés; ces espèces, en effet, que l'on pourchasse depuis des siècles, ont eu la lâcheté de fuir devant nos baleiniers; elles ne fréquentent plus que dans les mers polaires; et si parfois l'on rencontre une baleine dans les mers du Nord ou dans la Manche, c'est sans doute quelque originale aimant la solitude ou éprise de soleil, qui vient faire une villégiature, une saison chaude dans nos parages. Au Moyen-Age, les baleines étaient moins sauvages, pour la plus grande satisfaction des classes pauvres qui se nourrissaient de leur chair salée. Quant à la viande, à la viande de bœuf, elle figurait rarement sur la table des laboureurs; ils n'en mangeaient qu'aux grands jours, et même en certains pays on tirait de cet usage un vocable très imagé pour désigner les jours de fête, on les appelait « les jours de viande. » En revanche le lard, les charbonnées ou tranches de lard grésillées à grand feu, constituaient ce que l'on pourrait appeler le plat de résistance des paysans aisés; mais les plus pauvres n'en mangeaient pas tous les jours. En somme, du pain, des œufs, du poisson et du lard, voilà quels étaient les éléments essentiels de l'alimentation du paysan. Tout porte à croire que cette liste ne s'est guère modifiée depuis un certain nombre de siècles, sauf l'introduction de quelques nouvelles plantes : le sarrasin, la pomme de terre. « Au couvent de Jumièges », nous dit Delisle (1) « le maréchal recevait journallement deux pains de petit poids, une mesure de vin de moyenne qualité, ou d'autre boisson du couvent, et un plat de la cuisine, savoir six œufs ou quatre harengs, ou quelque chose d'équi-

(1) *Classes rurales*, p. 189-191.

valent. Un pensionnaire des moines de Saint-Ouen employé aux vignes de Gani avait, pendant les vendanges, deux pains par jour, des pois, du lard et du sel. Les religieux de Saint-Victor de Bayeux fournissaient à Vincent de Ver tenancier, le jour qu'il hersait les terres du prieuré, un pain blanc, un pain bis, un galon de boire, cinq œufs ou trois harengs. En 1268, les moines de Beaumont-le-Roger s'engagèrent à fournir à Richard du Moulin et à sa femme jusqu'à leur mort, tous les jours, une miche, deux pains mitoyens, de la boisson du couvent ou un galon de cidre ou de bière; trois jours par semaine, un plat de viande; les autres jours six œufs; en carême, quatre harengs; tous les mois un boisseau de pois; trente sous par an Normandie ».

J'ajoute qu'en certains pays, notamment en Angleterre et en Languedoc, les campagnards mangeaient un peu plus de viande; les Anglais surtout, grands éleveurs, avaient déjà pour la viande de bœuf la prédilection qu'ils ont encore. L'évêque de Lincoln, Robert Grossetête, traçant au ^{xiii}^e siècle les règles de l'économie rurale, disait qu'il devait toujours y avoir dans la huche, pour les journaliers et les ouvriers du domaine, du pain de froment, de la viande, du fromage et de l'ale. Un siècle après, le poète William Langland, dans son épopée bien connue intitulée *Pierre le Laboureur*, se plaignait de ce que les journaliers dédaignaient la bière et le lard, et réclamaient de la viande, ou du poisson frais, « et cela chaud, plus chaud encore, pour dégeler leurs entrailles. » Mais n'oublions pas que les campagnes anglaises étaient exceptionnellement prospères au Moyen-Âge. La viande était peut-être aussi appréciée ailleurs, mais on en consommait forcément beaucoup moins. Enfin, au risque même d'être taxé de gourmandise, je suis bien obligé de déclarer qu'une alimentation de ce genre n'était pas exquise, tant s'en faut; ce qui, en dernière analyse, la caractérise, c'en est d'abord la monotonie.

Les aliments sont peu variés, et tous les jours que Dieu fait, le paysan mange à peu près la même chose. En second lieu, les épices n'y trouvent presque pas de place : le poivre était cher, le sucre était inconnu dans les campagnes, et ce qui en tenait lieu, c'était le miel; mais les paysans n'étaient pas habiles dans l'art d'élever les abeilles. La cuisine sans poivre ni sucre devait avoir peu de saveur; on consommait énormément de sel; on faisait un véritable abus des salaisons, du poisson salé, du lard salé, et pire encore, de la viande salée. Or, si fortifiant que soit le sel, absorbé en de pareilles quantités, il a pour effet de pousser aux maladies de la peau. Si vous vous rappelez qu'avec cela les vêtements de laine étaient en contact immédiat avec le

corps, que la malpropreté du paysan était repoussante, vous vous expliquerez sans peine que les maladies de la peau aient été si fréquentes et si incurables au Moyen-Age, que le scorbut, le mal des ardents, qui faisait tomber les membres articulation par articulation, que la lèpre, les ulcères, les dartres aient été si longtemps des fléaux communs. Voilà plus qu'il n'en faut, n'est-il pas vrai, pour tempérer l'enthousiasme qu'inspire parfois l'heureuse simplicité d'antan, pour modérer nos regrets du bon vieux temps.

Est-elle d'ailleurs si pure, si patriarcale qu'on veut bien le dire, cette vie du bon vieux temps? Vous allez en juger vous-même. Ceci m'amène, en effet, à étudier les mœurs de Jacques Bonhomme, les distractions, les fêtes qu'il se donnait.

Les mœurs du paysan laissaient infiniment à désirer. Elles étaient d'abord d'une violence inconcevable. Les campagnards se battaient à tout propos, et hors de propos. Avaient-ils quelque injure à venger, quelque grief à faire valoir? Ils ne recouraient aux tribunaux qu'après avoir usé de tous les autres moyens; aussi les rixes étaient-elles très ordinaires, et l'on se battait avec tant d'acharnement qu'il n'était pas rare de voir l'un des antagonistes rester sur le carreau, ou même les deux, et le combat cesser faute de combattants. Les meurtres étaient très fréquents, jusque dans les plus petits villages : vous savez combien les crimes sont exceptionnels aujourd'hui dans les campagnes ; un assassinat est un événement mémorable dans la vie paisible des champs ; il répand la terreur à dix lieues à la ronde, et l'on en parle encore au bout de plusieurs années ; longtemps après on dit la « la ferme du crime », « le bois du crime », pour désigner, soit une ferme, soit un bois où un meurtre a été commis. Au Moyen-Age, les crimes sont monnaie courante, et les archives judiciaires ne tarissent point sur ce sujet. Jugez-en par un exemple pris entre mille : voici le relevé des principales affaires criminelles jugées en 1285 dans une seule circonscription du comté de Norfolk, circonscription qui comptait trente-deux paroisses. Je laisse de côté les délits les moins remarquables, voies de fait, simples vols, etc., et je relève encore : seize vols avec effraction, cinq rixes mortelles, cinq suicides, douze assassinats ; et cette année n'a rien d'exceptionnel. Les campagnes étaient bondées de malfaiteurs ; ils couraient les grands chemins, se tapissaient dans les fossés, les taillis, les buissons du bord, et de là, ils se ruaient sur les voyageurs non armés. Rien n'était plus aisé que de recruter dans les villages une bande de rôdeurs, de malandrins, capables de toutes les audaces, prêts à toutes les besognes, sauf au travail

régulier. Il faut avoir lu les actes judiciaires de ce temps pour concevoir l'étendue des méfaits dont ces troupes se rendaient coupables : elles pénétraient par effraction dans les fermes, tuaient ou terrassaient les hommes, enlevaient les femmes, les outrageaient ou les mettaient à rançon, s'emparaient du blé, des récoltes, des fruits, allaient même jusqu'à couper les arbres qu'elles emportaient sur des chariots. C'étaient de véritables razzias dont les paysans honnêtes et travailleurs payaient les frais. Et la justice, direz-vous, restait-elle inactive en face de pareils méfaits ? Inactive, non ; mais impuissante, trop souvent. Il aurait fallu, pour réfréner de pareilles mœurs, un véritable déploiement de force publique, et cette force manquait. En voulez-vous un exemple ? Le voici : en 1342, une bande que conduisait un chevalier s'empara, en pleine grande route en Angleterre, d'une cargaison d'épicerie que deux hommes conduisaient au marché ; l'un de ceux-ci parvient à s'échapper, et court avertir le bailli de Lichfield. Le bailli réunit une troupe, poursuit les coupables et les rattrape ; un véritable combat s'engage, et après une série de vicissitudes, la justice l'emporte, les épices sont reprises, quatre des coupables sont décapités, la bonne cause triomphe, le drame finit bien. Mais patience, ce n'est qu'un entr'acte. Le chevalier va recueillir de nombreux complices ; c'est lui à son tour qui poursuit le bailli, qui le retrouve et le bat, et les fameuses épices retombent entre ses mains. Vous direz peut-être qu'ayant déployé tant d'énergie et de valeur, il les avait bien gagnées. Ce n'était pas l'avis des deux hommes primitivement dépouillés, qui, plongés dans la détresse, volés, battus et non contents, n'osèrent plus demander secours à la justice locale, et adressèrent une pétition désespérée à leur seigneur, le comte d'Arundel. C'est cette pétition, dont l'original existe encore dans les archives anglaises, qui nous renseigne sur toute cette ténébreuse affaire.

Voilà qui est suggestif, n'est-ce pas, et qui vous montre, car c'est un exemple choisi entre mille, combien les mœurs étaient rudes, violentes, combien la société d'alors était incomplètement organisée, combien l'homme était réduit à ses propres forces, et trouvait peu d'appui au dehors dans la lutte pour la vie. Le revolver n'était pas inventé, mais le bâton et le couteau étaient des compagnons de route dont il était prudent de ne pas se séparer.

Les mœurs des campagnards au Moyen-Âge étaient totalement dépourvues aussi de cette pureté que les poètes, les auteurs des *Bergeries* leur prêtent avec tant de complaisance : « Quand on parcourt les registres d'officialité, » dit l'éminent historien des *Classes Agricoles* de

Normandie, M. Léopold Delisle, « on reste confondu à la vue des désordres qui régnaient dans les paroisses rurales. L'ivrognerie était très répandue : dès l'aurore des jours de fête, les hommes allaient au cabaret, ils y jouaient, et, quand ils avaient bu, ils criaient et se battaient. Les mariages se traitaient, non comme des affaires de cœur, mais comme de pures affaires d'argent, et il était très fréquent de voir des fiancés, de futurs époux, plaider l'un contre l'autre à la cour de l'évêque pour obtenir de nouveau leur liberté, s'étant aperçus un peu tard, que la spéculation qu'ils avaient combinée n'allait pas réussir. L'adultère était très fréquent, et l'exemple partait de haut, puisque le curé du village était à l'ordinaire l'un des principaux coupables ; ce curé, les fableaux nous le représentent, non comme ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un célibataire souvent très vertueux et relativement instruit, mais comme un gaillard solide, fort en poigne et « fort en gueule », qui avale des patenôtres, marmotte quelques mots de latin sans les comprendre, vend les sacrements, joue aux dés, prête à la petite semaine, boit et met à mal ses paroissiennes, bien qu'il vive agréablement dans son presbytère avec la « prêtresse » sa femme. Au surplus les paysans ne se plaignaient pas d'avoir des prêtres mariés ; quand même les prélats austères et les moines leur disaient que les prêtresses en punition de leur indignité devaient être, après leur mort, changées en juments noires et éternellement chevauchées par le diable. Les campagnards voyaient d'un œil indulgent les unions peu canoniques de leurs curés, parce qu'ils les considéraient comme une garantie de tranquillité et d'honneur pour leur propre foyer domestique, perpétuellement menacé par les entreprises des curés célibataires ; tous les moyens étaient bons aux curés séducteurs, s'il faut en croire les fableaux : l'argent, les belles paroles, la violence même. Et vous voyez d'ici les scènes qui égayaient la vie publique au village, quand le mari surprenait le coupable ; ici, il poursuivait le prêtre à coups de bâton et lui lançait son chien aux trousses ; ailleurs, plus malin et plus froid, il le faisait chanter, le forçait en le menaçant de dénonciation auprès de l'évêque, à déboursier « la forte somme ». Si celui qu'on appelait l'homme de Dieu donnait de tels exemples, vous devinez quel pouvait être le degré de moralité de la masse : les passions régnaient à peu près sans frein. La voilà, Messieurs, la pure morale du bon vieux temps. Les voilà, les pastorales dont les derniers échos nous sont parvenus dans les œuvres de Berquin et de Florian : l'ivrognerie, l'immoralité, la spéculation déshonorante, au moins aussi répandues alors qu'aujourd'hui. Reconnaissons cependant, à

l'honneur du paysan, que, dès ce temps, ces vices étaient tempérés, contenus en lui par ces belles habitudes d'économie, de simplicité et de labeur infatigable, de santé physique qui ont toujours compté parmi ses qualités les plus bienfaisantes. Mélange de grossiers défauts et de vertus élevées, le campagnard de ce temps était comme les hommes de tous les temps, ni ange ni bête; seulement, c'est par de profondes racines qu'il plongeait dans l'animalité primitive.

Le paysan aimait à se distraire, à s'amuser, vous venez d'en avoir la preuve. Mais aux passe-temps d'une pureté contestable, dont je vous ai dit un mot, et qui malheureusement sont de tous les siècles, il en ajoutait d'autres qui ne sont plus autant en honneur aujourd'hui, et nous avons lieu d'en regretter quelques-uns. C'était d'abord la danse : les hommes du Moyen-Age étaient de passionnés danseurs. Les romans de chevalerie nous représentent des seigneurs dansant des semaines de suite, oubliant au sein de la danse leurs haines et leurs vengeances. De même, dans les paroisses rurales, la danse, pour être moins élégante, moins galante, n'en était pas moins appréciée; il n'y avait pas de jour de fête, souvent pas de beau dimanche qui, au village, ne se terminât par des danses, par des rondes à caractère. Chose à noter et qui a en partie disparu, les exercices physiques y étaient aussi pratiqués : les paysans se défiaient à la course, à la lutte, au pugilat. Ailleurs, on jouait aux barres, à l'arc, aux boules, aux quilles, aux abat-tis, passe-temps dans lequel on concourait à qui ferait tomber le premier un volatile, un coq, une oie, du jet d'un bâton ou d'une pierre. De véritables *matches* s'engageaient entre les habitants de deux villages voisins ou entre deux classes d'un même village, entre les célibataires d'une paroisse et les hommes mariés : et c'étaient des parties interminables, passionnées. Le plus populaire de ces jeux, était le jeu de *soule* ou de *choule*, qui consistait à se disputer une balle ou un ballon, soit avec le pied, soit avec le poing, ou encore avec un bâton à crosse; c'est ce jeu que les Anglais nous ont emprunté et dont ils ont fait le *foot-ball*. On y jouait avec une véritable fureur; les parties duraient jusqu'à la nuit, la balle se perdait dans les forêts ou tombait à la mer, et pour la retrouver les joueurs se lançaient dans les taillis ou se jetaient dans l'eau jusqu'au cou. Dès cette époque, ces jeux-là n'allaient pas sans plaies ni bosses, il y avait des yeux crevés, des bras rompus, des jambes cassées. Mais c'était sans doute un attrait de plus, car chaque année, quand revenait la belle saison, on se livrait à ce passe-temps avec un peu plus de frénésie.

La vie quotidienne au village était donc plus variée qu'on ne le croit

généralement. Il y avait de plus un personnel nomade beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui, perpétuellement en route comme le Juif errant, allant, sans se lasser jamais, d'une paroisse à l'autre, et dont les passages incessants rompaient à tous moments la monotonie de la vie ordinaire. C'était, un jour, des bateleurs qui esquissaient devant les villageois assemblés des danses à caractère, peut-être d'importation orientale, des faiseurs de tours, des équilibristes qui dansaient sur leurs mains, ou encore sur des couteaux, des jongleurs, des pitres qui provoquaient le rire par les moyens les plus crus, quelquefois même les plus ignobles, et tels qu'on ne les tolérerait plus sur aucune place publique. Huit jours après, c'étaient des ménestrels de carrefour ou chanteurs ambulants, qui allaient de place en place débitant leurs plaintes, leurs mélodies, où ils développaient interminablement les aventures de quelque chevalier, ou l'histoire romanesque d'une croisade, ou encore les entreprises galantes de quelque damoiseau. Les prédicateurs étaient aussi des ambulants qui amentaient la foule sur les carrefours, prodiguant les excitations contre les riches, les heureux du siècle; c'étaient des moines mendiants, dominicains, franciscains, les uns prêchant avec conviction, de sens très pratique, pleins d'une philosophie positive; les autres allant de chaumière en chaumière, conseillant les maris, courtisant les femmes, ayant dans leur besace de quoi faire plaisir à tout le monde, du fil, des aiguilles, des onguents, de la mercerie, ou encore des indulgences, des brevets de bonnes œuvres, des bons sur le ciel, des *pardons* tout chaud venus de Rome; ils allaient, la besace au côté, le bâton à la main, couverts de médailles des divers sanctuaires où ils avaient passé; des pèlerins de profession, toujours en route d'un sanctuaire à l'autre, mendiant pour vivre, mais racontant en retour de bien belles histoires; décrivant, par exemple, la ville de Rome, fondée jadis par la duchesse de Troie. dont les habitants païens à l'origine furent rachetés par Pierre et par Paul, où l'on voyait onze mille corps de martyrs, où il suffisait de se rendre pour gagner douze mille ans d'indulgence, où l'on montrait aux pèlerins des langes de l'enfant Jésus, des fragments de la multiplication des pains et la verge d'Aaron, où peut-être l'on montrait encore, comme quelques siècles auparavant, un fragment du buisson ardent dans lequel le Seigneur parla à Moïse. Un autre jour, c'était le colporteur déroulant sa balle à chaque village; le vendeur d'herbes, de spécifiques, qui faisait le boniment sur la grande place, qui guérissait toutes les maladies, arrachait les dents sans douleur et se moquait des charlatans. Tous ces nomades, — race si curieuse, et qui a presque

entièrement disparu aujourd'hui au détriment du pittoresque — attiraient des foules ; ils remplaçaient le journal de notre temps ; ils tenaient le villageois au courant des grandes nouveautés, ils distraient, amusaient, instruisaient le paysan.

Mon intention était aussi de vous parler de l'assistance publique dans les campagnes, de vous montrer combien l'assistance prodiguée par les églises et les couvents était théâtrale et insuffisante, qu'elle n'allait qu'aux « bons pauvres », bien dressés, aux genoux tout calleux à force de prosternations, et toujours présents aux abords des sanctuaires, et de vous expliquer que dans chaque village, ou peu s'en faut, la communauté des habitants venait au secours des plus nécessiteux et avait créé un petit hôpital, desservi par des frères et par des sœurs qui étaient nourris aux frais de l'institution. Dans un département comme celui de l'Aube, il n'y avait pas moins de soixante-deux de ces hôpitaux. Les malades étaient bien traités, mieux que dans les hôpitaux de l'ancien régime ; chacun avait son lit, et les femmes en couches étaient isolées ; seuls, les voyageurs ou les pauvres non malades couchaient à quatre ou cinq dans le même lit. Mais, dès le ^{xiv}^e siècle, ces fondations commencèrent à mentir à leurs statuts ; les frères et sœurs firent entrer leurs parents et amis dans la congrégation qui, peu à peu, absorba pour elle-même la totalité des revenus. Quant aux malades, aux voyageurs, aux pauvres, on ne les accueillait plus. Ici, frères et sœurs vivent en concubinage et ne reçoivent personne ; là, il n'y a plus ni frères, ni sœurs, et ce sont les marguilliers qui touchent les revenus, et les statuts synodaux de Limoges, en 1329, déclarent déjà que ces établissements charitables servent d'asile à des faibles et à des femmes de mauvaise vie. Aussi, au ^{xv}^e siècle, ces maisons de Dieu disparurent-elles peu à peu, et quand, au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles, on réorganisa les hôpitaux en France, on en retira l'administration au clergé qui avait démerité, et on lui laissa seulement le soin immédiat des malades. Ce fut la première phase de la laïcisation des hôpitaux, dont la seconde s'accomplit en France à l'heure actuelle.

La voilà, Mesdames et Messieurs, la vie quotidienne ordinaire du paysan au Moyen-Âge. Je me flatte de l'idée que maintenant ce campagnard du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècles n'est pas pour vous une simple abstraction, que vous le voyez en pied, non seulement aux champs derrière sa charrue ou sa bêche à la main, mais aussi dans sa sordide chaumière, pauvrement meublé, peu éclairé, mais bien chauffé, pesamment vêtu, nourri d'une manière monotone et peu hygiénique, très rude aussi, dur aux autres comme à lui-même, violent, ne craignant pas de

verser le sang, d'une moralité primitive, mais âpre au gain, infatigable au travail, ardent aux exercices physiques et aux jeux de toute sorte, curieux comme un enfant, se pressant autour des nomades, des charlatans de toute espèce qui venaient lui parler du vaste monde qu'il ignorait. Vous le voyez, vous le reconnaîtrez au besoin au détour du chemin. C'est, en résumé, un homme à peine dégrossi que le paysan du Moyen-Age : sa personne est lourde, peu soignée ; ses vêtements sont de gros vêtements, sa nourriture est une grosse nourriture, ses plaisirs sont de gros plaisirs. Il n'a rien de raffiné encore : il a la peau épaisse, la main rude, et les idées n'affluent pas à son cerveau encore un peu engourdi. Il vit largement, mais pense peu ; il n'a pas à souffrir du surmenage intellectuel. Que se passe-t-il en ce cerveau, que sait-il, que pense-t-il, que rêve-t-il ? Tel est le point qui me reste à envisager, et c'est à cette étude de l'état d'esprit du paysan que je vous convie pour notre prochaine et dernière réunion.

ANDRÉ RÉVILLE,

Archiviste-paléographe, Agrégé d'histoire,
Professeur d'histoire du travail
à l'Hôtel-de-ville de Paris.

Une Faculté des Sciences Sociales

I

Les sciences sociales sont dès maintenant enseignées, à l'état fragmentaire il est vrai, dans presque toutes les Universités. Pour ne parler que des *sciences* proprement dites, il existe des chaires d'anthropologie, de psychologie, de linguistique ; plusieurs autres traitent de géographie politique, d'ethnographie, de démographie ; un grand nombre sont consacrées à l'histoire des divers peuples, ou parfois même des diverses provinces ; une certaine quantité ont pour objet l'histoire des institutions économiques, des lettres, des arts et des sciences, de la religion, du droit, des constitutions politiques. L'on voit même des cours consacrés à des disciplines qui ne sont, à proprement parler, que des auxiliaires des sciences sociales, que des *méthodes* d'investigation : la statistique, l'archéologie, l'épigraphie, la paléographie, la

numismatique. Quant aux enseignements relatifs aux arts sociaux, ils sont innombrables : les Facultés de droit s'attachent entièrement à des arts sociaux, l'art juridique, l'art économique, l'art politique ; l'art moral et pédagogique se traite dans les Facultés des Lettres (Facultés de Philosophie dans les Universités de type allemand) ; et les leçons que dispensent les Facultés de Médecine s'inspirent de préoccupations sociales parfois autant que de considérations proprement biologiques. Mais laissons de côté les arts sociaux, et ne nous occupons ici que des sciences sociales (1). Ce qui manque à l'enseignement de celles-ci, c'est, d'une part, d'être complet, et c'est, d'autre part, d'être logiquement coordonné. Des cours existent, seulement il n'y en a pas pour toutes les sciences sociales, et ceux qui fonctionnent ne sont pas suffisamment reliés entre eux, mais au contraire dispersés dans les divers établissements d'enseignement supérieur. Une tentative de synthèse a été faite, il y a quelques années, par l'Université Libre de Bruxelles, qui a créé une École des Sciences sociales. Pourtant il faudrait encore à cette dernière, pour se constituer en Faculté, un personnel distinct de celui des autres corps enseignants, tant en professeurs qu'en élèves ; il lui faudrait aussi les moyens de transformer ses cours simplement annuels en chaires ayant une assiette définitive, et chacune un titre et un programme bien défini. Quelque intéressante et instructive que soit cette tentative, on ne peut donc pas considérer qu'elle a, jusqu'à présent du moins, complètement résolu le problème. Il nous reste, par suite, à trouver la voie qui conduira à la solution.

Quand nous disons « la solution », ce n'est pas que nous prétendions que celle-ci doive forcément être unique. Dans des pays différents, on conçoit parfaitement que des mesures différentes puissent et peut-être même doivent être prises. Les Universités allemandes ne sont pas construites sur le même type que les Universités françaises, en admettant qu'on ait le droit de parler, comme nous le faisons, d'Universités françaises, alors que ce terme n'a pas encore reçu chez nous la consécration légale, qu'il mérite à tant d'égards. En Allemagne, où les Facultés de Philosophie embrassent à la fois l'enseignement des sciences mathématiques, physiques et naturelles, et celui de

(1) Les lecteurs qui voudraient voir définie avec plus de précision la distinction de ces domaines, pourraient se reporter à nos études : *Classification des sciences sociales* (*Revue internationale de Sociologie*, septembre 1893), et *La science et l'art en matière sociale* (*Annales de l'Institut international de Sociologie*, t. I).

la philologie, des lettres, de l'histoire, de la philosophie proprement dite — correspondant ainsi tout ensemble à nos Facultés des Sciences et à nos Facultés des Lettres — il est à penser qu'il serait possible, et peut-être avantageux, d'y faire entrer aussi l'enseignement des sciences sociales, sans créer pour lui d'organe nouveau. Mais nous ne nous occuperons ici que de la France, dont le système universitaire nous est plus familier, et se retrouve d'ailleurs chez tous les peuples de culture latine et chez quelques autres encore. Comment donc, chez elle, pourrait-on introduire cet enseignement complet et coordonné des sciences sociales que nous souhaitons?

Un premier point nous paraît certain : c'est que cet enseignement ne pourra être donné intégralement — et notre conception le veut intégral — que par l'État. Nous avons dit nous-même, dans un précédent article (1), qu'on pourrait peut-être espérer de l'initiative privée la création d'un laboratoire de sociologie. Mais ici il s'agit d'une organisation autrement vaste, embrassant au moins une vingtaine de chaires, dont la plupart devraient elles-mêmes se compléter par une bibliothèque ou un laboratoire spécial; avec un personnel nombreux de professeurs et d'assistants, avec une clientèle scolaire considérable, avec des grades ayant une valeur officielle. L'État seul, en France, peut en instituer une semblable. Sans doute, il est aux États-Unis des Universités fondées par des particuliers; sans doute l'Université Libre de Bruxelles, dont nous parlions il y a un moment, et aussi sa sœur cadette (pour ne pas dire sa rivale) la Nouvelle Université de la même ville, ont une origine analogue; sans doute enfin on trouve en Italie des Universités municipales, qui souhaiteraient d'ailleurs fort, dit-on, devenir des Universités royales. Mais en France on ne saurait espérer, *ici*, rien de semblable. En dehors des Facultés d'État, qu'existe-t-il chez nous comme enseignement supérieur? Des Facultés catholiques? Ce n'est pas de ce côté que les sciences sociales peuvent attendre de bien grands secours. L'École Libre des Sciences Politiques? Mais la récente réforme des Facultés de Droit de l'État semble devoir lui porter un coup redoutable. L'École d'Anthropologie? Mais elle ne vit elle-même que grâce aux subsides de l'État. Qu'on le souhaite ou non, c'est donc à celui-ci qu'il est indispensable de s'adresser si l'on veut constituer l'enseignement intégral des sciences sociales.

(1) *Un Laboratoire de Sociologie* (*Revue internationale de Sociologie*, septembre 1895).

Mais où le placer, cet enseignement, dans les établissements d'État existants? On songe tout d'abord aux Facultés de Droit. Ne viennent-elles pas, par une réforme toute récente, de développer beaucoup leur enseignement politique et économique, en le sanctionnant même par un doctorat nouveau? Et ne se trouvent-elles pas ainsi embrasser le plus grand nombre des études sociales? Malheureusement il faut reconnaître que l'esprit dans lequel elles les poursuivent n'est pas suffisamment celui de la *science*. Dans la plupart des chaires de la Faculté de Droit, on fait de l'*art*, ou plutôt même de la *pratique* : le commentaire des textes et l'application de leurs principes aux espèces particulières est le principal souci des professeurs, surtout des professeurs de droit privé, qui restent les plus nombreux. La création des cours d'histoire du droit et les larges applications qui ont été faites des méthodes historiques dans l'investigation juridique, ainsi que l'étude récente des législations comparées et de la statistique, doivent tendre à modifier cet état de choses. Mais cette modification est loin d'être complète, et même il est impossible qu'elle le soit. La méthode exégétique ne peut pas, en effet, être éliminée de l'enseignement du droit. Elle répond à un besoin qui est, lui aussi, vraiment fondamental : celui de préparer des praticiens, qui sachent résoudre les mille difficultés que font naître les relations sociales, dans un sens conforme à l'esprit et à la lettre des lois existantes. Les Facultés de Droit ont pour fonction de former des hommes d'action, ce qui est déjà une fort belle tâche; elles n'ont pas ou elles n'ont que fort subsidiairement pour fonction de former des hommes de science. L'enseignement des *sciences* sociales n'y serait donc pas à sa vraie place. Ces Facultés ne seraient d'ailleurs pas préparées à les accueillir toutes. Verrait-on aisément instituer chez elles des cours sur l'histoire des beaux-arts, des lettres, des sciences, des religions? A coup sûr non, avec les idées régnantes. Il ne faut donc pas songer à faire, de l'enseignement des sciences sociales, une portion, fût-ce une section semi-autonome, des Facultés de Droit.

L'on se retourne alors du côté des Facultés des Lettres. N'enseignent-elles pas l'histoire sous toutes ses formes, la psychologie, la philologie et la morale? L'esprit historique et scientifique n'y fait-il pas chaque jour des progrès, plus rapides même que dans les Facultés de Droit? Cela est vrai, mais cela ne suffit pas. Des objections analogues aux précédentes nous frappent ici encore. On enseigne déjà, dans les Facultés des Lettres, l'histoire des littératures, celle des beaux-arts, celle des doctrines morales, celle des États; on y pourra

enseigner aussi celle de la famille et celle des mœurs. Remarquons cependant que, lorsqu'on a eu à créer des chaires d'histoire des religions et d'histoire des sciences, ce n'est pas dans les Facultés des Lettres qu'on les a placées, mais bien au Collège de France, c'est-à-dire dans un établissement dont le programme est singulièrement plus large, puisqu'il embrasse, au moins en puissance, l'ensemble des connaissances humaines. Et peut-être les Facultés des Lettres seraient-elles moins préparées encore à enseigner l'histoire des phénomènes économiques (1) et celle de l'organisation juridique. D'un autre côté, leurs maîtres ne sont pas, pour la plupart, suffisamment au courant des méthodes et des découvertes de la biologie, dont l'étude doit faire partie de l'éducation préliminaire de tout sociologue. Ils voient trop les choses par leur côté esthétique et subjectif, pas assez par leur côté scientifique et objectif. Leurs habitudes d'esprit, les traditions dont ils sont imprégnés, font d'eux des lettrés délicats et des pédagogues parfois remarquables, et c'est elles nécessairement qu'ils s'efforcent d'inculquer à leurs élèves. On voit que ce n'est pas là, à franchement parler, un milieu bien propre à la constitution de sciences encore toute nouvelles.

Faudrait-il donc confier l'enseignement des sciences sociales aux Facultés des Sciences? En logique pure, nous n'y verrions pas d'obstacle absolu. Dans ces Facultés, en effet, et dans elles seules, on construit la science en elle-même et pour elle-même. Les sciences sociales, après tout, ne pourraient que gagner à prendre un contact plus intime avec les sciences naturelles, physiques et mathématiques. On objecte que leurs méthodes sont très différentes de celles de ces dernières. Mais la méthode de sciences sociales diffère moins, après tout, de la méthode des sciences naturelles que celle-ci ne diffère de la méthode des sciences mathématiques; pourtant mathématiques et biologie sont bien enseignées dans une même faculté; on comprendrait donc — idéalement — qu'à celle-ci ressortit aussi la sociologie. Seulement nous devons reconnaître que, en France, les esprits ne sont pas suffisamment préparés à cette extension. Les sciences

(1) Le cours d'histoire économique, créé pour M. Pigeonneau à la Sorbonne, a disparu à la mort de celui-ci. Le cours d'histoire de l'économie sociale, créé à la même Faculté pour M. Espinas, et qui pourrait être une revue de l'évolution économique des organismes sociaux, se restreint à une revue, d'ailleurs approfondie, des doctrines économiques, et particulièrement de celles qui ont été émises depuis deux siècles par les écrivains socialistes.

sociales apparaissent à la plupart de nos concitoyens comme ayant un domaine tout à fait distinct de celui des autres sciences. Les moralistes et les jurisconsultes poussent les hauts cris quand on les compare aux biologistes. Et réciproquement ce n'est pas sans quelque inquiétude que ces derniers verraient placer à côté de leur enseignement celui de sciences moins avancées que les leurs, et par lesquelles ils craindraient presque d'être compromis. De là vient qu'aucun cours de science sociale n'existe jusqu'à présent dans les Facultés des Sciences. Si donc on voulait attribuer à celles-ci l'enseignement nouveau, il faudrait le créer de toutes pièces. Dans ces conditions, ne vaudrait-il pas mieux en faire le lot d'un corps distinct que l'introduire par force dans un organisme qui ne l'appelle pas ?

Cette solution — la création d'un corps enseignant nouveau et spécial pour nos sciences — est, au fond, la seule satisfaisante. L'administration si éclairée de l'enseignement supérieur français a créé ou laissé créer divers cours de sciences sociales dans les Facultés existantes (1). Mais ceux-ci, dépourvus de sanction, privés d'auditeurs qui leur soient propres (2), ne se trouvent pas là à leur véritable place. Quand ils se seront multipliés, ils sentiront le besoin de se grouper entre eux et par là même de se séparer de ceux auxquels il sont à présent unis par un lien plus ou moins factice. Il conviendrait, ce nous semble, de hâter cette évolution, et au lieu d'instituer isolément des cours de sciences sociales, ici dans une Faculté des Lettres, là dans une Faculté de Droit, de grouper dès maintenant ceux qui existent, avec adjonction d'enseignements nouveaux, en un faisceau autonome.

Mais quelle forme et quel nom donner à ce groupe nouveau ? Il existe à Paris une École des Hautes Études, consacrée aux recherches de science pure. Elle compte dès maintenant cinq sections : une pour les sciences mathématiques, une pour les sciences physiques, une

(1) Il existe à la Faculté des Lettres de Bordeaux un cours complémentaire (officiel) de science sociale, fait par M. Durkheim, professeur-adjoint. A la Faculté des Lettres de Lyon, le professeur de philosophie, M. Alexis Bertrand, fait un cours populaire de sociologie, rémunéré par la municipalité. A la Faculté des Lettres de Montpellier, M. de Lapouge avait fait autrefois, et M. Marcel Bernès fit après lui un cours libre de sociologie. Dans les Facultés de Droit, M. Duguit à Bordeaux et M. Hauriou à Toulouse avaient institué par leurs élèves des séminaires ou conférences de sociologie.

(2) Voir l'article de M. Marcel Bernès, *Quelques réflexions sur l'enseignement de la sociologie* (*Revue internationale de Sociologie*, août 1895).

pour les sciences naturelles, qui ont toutes trois tendance à laisser absorber leur personnalité par celle d'autres grands établissements scientifiques, Collège de France, Muséum ou Sorbonne; et deux autres qui ont chacune une individualité plus marquée, la section des sciences historiques et philologiques, et la section des sciences religieuses. Le plan primitif de l'école comportait aussi une section des sciences économiques, qui ne fut jamais organisée. A la place qu'elle eût dû occuper, ne pourrait-on mettre une section des sciences sociales? Il y aurait à cela tout ensemble des avantages et des inconvénients. Le premier avantage serait que la création, si elle était faite dans les mêmes conditions que celle de la section des sciences historiques et philologiques et de la section des sciences religieuses, coûterait fort peu de choses. L'installation serait faite dans des bâtiments dépendant de la Sorbonne, et les professeurs seraient rémunérés d'une façon plus que modeste. L'autre avantage serait que la science s'élaborerait là dans des conditions fort analogues à celles des séminaires allemands, c'est-à-dire dans une intime communauté entre les maîtres et les élèves, sans auditeurs frivoles, loin du bruit des discussions passionnées et stériles. — Mais il y a la contrepartie. D'une part, les sciences sociales ne peuvent être ainsi tenues à l'écart du mouvement de la société. Ce ne sont pas des bénédictins qui peuvent les constituer : il y faut le sens de la vie, au moins autant que l'érudition livresque. Destinées à agir sur le monde social, nos sciences doivent lui tenir de près. Il faut que chacun puisse en profiter, il faut que les cours qui leur seront consacrés s'ouvrent largement au grand public. Or, à l'École des Hautes Études, il n'y a que des salles étroites, perdues au fond de couloirs, naguère encore toutes juchées au troisième étage d'un escalier odieux, et plus faites pour repousser l'auditeur que pour l'appeler ou le retenir. S'il est bon et même nécessaire que les futurs professeurs des sciences sociales disposent de cabinets et de laboratoires plus retirés où ils pourront creuser avec quelques disciples de choix les arcanes de la science, il est indispensable d'un autre côté qu'ils aient de grands amphithéâtres, accessibles à tout venant, où ils exposeront sous forme synthétique les résultats de leurs recherches. Cela coûtera plus cher sans doute, mais à défaut de cette dépense leur science demeurera inutile. Il faut donc, pour cette création nouvelle, autre chose que le type consacré par les sections antérieurement existantes de l'École des Hautes Études. — Il y a une autre raison encore pour renoncer ici à ce type. L'École des Hautes Études est une institution unique en son genre. Elle a son siège

à Paris, et il n'existe en province aucun établissement similaire. Or les sciences sociales doivent être libéralement diffusées, non seulement dans la capitale, mais aussi dans toutes les provinces. Il importe qu'elles soient, sinon immédiatement, au moins un jour, enseignées dans tous les centres universitaires. — Pour toutes ces raisons, nous croyons qu'il est nécessaire de créer, dans ce but, de véritables *Facultés des Sciences Sociales*, faisant partie intégrante de ces ensembles qui s'appelleront bientôt, en France comme partout ailleurs, les Universités, et néanmoins distinctes des Facultés de Droit, des Lettres et des Sciences. Ces Facultés représenteraient la science dans le domaine social, les Facultés de Droit et des Lettres y représentant l'art à des points de vue différents; tout comme les Facultés des Sciences actuelles représentent, elles aussi, la science proprement dite dans les domaines mathématique, physique et biologique, tandis que nos différentes écoles d'ingénieurs, nos écoles d'agriculture et nos Facultés de Médecine représentent l'art et la pratique dans ces mêmes domaines. Il est évident, d'ailleurs, que si les ressources en personnel, en matériel et en numéraire manquaient (comme c'est très probable) pour constituer immédiatement de semblables facultés dans les nombreuses villes universitaires que possède la France, il ne faudrait procéder à leur création que progressivement. On commencerait naturellement par Paris — et nous en dirons le moyen à la fin de cet article — pour continuer par les centres provinciaux, selon leur ordre d'importance. Mais quelque lenteur que les nécessités doivent imposer dans l'exécution de ce plan, il n'en faut pas moins énergiquement maintenir que l'idéal est là : *avoir une Faculté des Sciences Sociales dans chacune de nos Universités françaises.*

II

Ces Facultés, dont nous demandons la constitution, quel devrait être leur programme?

Il devrait comprendre, croyons-nous, l'intégralité des sciences sociales. Mais que faut-il entendre par là? La solution serait longue à exposer, si nous ne l'avions déjà développée dans de précédents articles (1). Au lieu de nous étendre, nous aurons donc à condenser,

(1) Voir notamment : *La Sociologie (Revue internationale de Sociologie, janvier 1893)* et *l'Organisation scientifique de l'histoire (Id., septembre 1894)*.

pour fixer, en très peu de mots, l'objet de ces enseignements nouveaux.

Parmi les sciences sociales, il en faut distinguer de deux catégories. Les unes sont concrètes et descriptives, les autres sont abstraites et comparatives. Une sociologie complète, en effet, parcourrait d'abord toutes les sociétés, dans un ordre déterminé par leurs affinités d'origine et de civilisation, en étudiant chacune d'elles dans ses formes et ses fonctions; puis elle tenterait une synthèse, en dégagant l'évolution de chaque forme et de chaque fonction à travers toutes les sociétés. A cette double marche de la science doit correspondre une double série de chaires. Nous en donnerons ici la liste, étant entendu que cette liste est une liste *minima*, et que souvent il y aurait intérêt à créer, à côté de la chaire magistrale, un ou deux cours complémentaires pour creuser plus à fond telle ou telle partie du domaine qu'elle embrasse.

La sociologie descriptive part des sociétés les plus rudimentaires pour aboutir aux sociétés les plus élevées. Il y aurait donc, au minimum, une chaire pour les sociétés infra-humaines, c'est-à-dire pour les sociétés végétales et animales; une chaire pour les sociétés humaines originaires et préhistoriques; une chaire pour les sociétés humaines de l'Afrique indigène; une pour celles de l'Océanie, une pour celles de l'Amérique (toujours en n'y considérant, bien entendu, que les populations autochtones); une pour celles de l'Extrême-Orient (Japon, Chine et Indo-Chine); une pour les sociétés dites touraniennes (Tartares, Turcs, Ougro-Finois, Dravidiens, etc...); une pour les sociétés dites sémitiques (Assyrie, Judée, Phénicie, Arabie, etc...); une pour les anciennes sociétés aryennes; une pour les sociétés européennes, de l'ère chrétienne à la Renaissance; une pour les sociétés qui, depuis le xvi^e siècle, se sont partagé l'Europe et ont essaimé dans les deux mondes. Il existe certainement des indécisions dans la délimitation de ces domaines : l'Égypte ancienne, les populations berbères, les Étrusques, etc... pourraient être revendiqués par plusieurs enseignements; mais les progrès mêmes de la science finiraient par lever ces incertitudes et par attribuer à chaque chaire un contenu plus nettement déterminé. En tous cas, cette indécision relative est un mal auquel un enseignement ne peut jamais totalement échapper, par cette raison qu'il vise à reproduire la nature, et que dans la nature tout est continuité.

Quant à la sociologie comparative, elle se divise elle-même, nous l'avons montré ailleurs, en deux sections : l'anatomie comparée des

simultanément le sol sablonneux et la grande propriété terrienne, c'est-à-dire dans les parties sablonneuses du Nord-Est de l'Allemagne (1) ». L'exportation de l'eau-de-vie représentait encore, dans le quinquennium de 1885-1889, la valeur annuelle de 20 millions environ; elle est tombée, dans la dernière période quinquennale, à 5 millions, grâce aux droits de douane et aux impôts ». Les principaux acheteurs de l'eau-de-vie allemande sont les pays européens du vin, en première ligne l'Espagne et le Portugal, puis la France, l'Italie et la Suisse (2). On réimporte donc en Allemagne, sous forme de vin du Midi, une quantité considérable de l'alcool de pommes de terre, qui a été produit dans la plaine froide et stérile du Nord-Est.

Mais toutes ces industries d'exportation que nous venons d'énumérer, écoulent une grande partie de leurs produits — pour plusieurs c'est même la plupart — à l'intérieur de l'Empire. La consommation des produits industriels, et surtout ceux de la grande industrie, a, naturellement, augmenté d'une manière extraordinaire. Ce qui est caractéristique pour notre siècle, ici comme partout, c'est la consommation des produits de coton, qui peut être mesurée par celle du coton *brut*, dont nous avons déjà donné les chiffres comparés. Le vêtement historique des Allemands avait été la *toile de lin*, qui, pour la plus grande partie, était filée par la ménagère elle-même; à côté du lin, l'habit de drap comme vêtement de dimanche et de fête. La victoire du coton est également un signe de la prolétarisation des ménages. — La consommation du fer brut se rapporte beaucoup plus à l'usage technique et productif, qu'à l'individuel : en 1860, elle était de 18 kilog. environ par tête; en 1893, de 98 k. 7. La consommation de la houille et de la lignite (houille brune) a également monté, depuis 1872, de 1,021 kilog. à 1,905 kilog. par tête. L'usage de la bière est, au contraire, significatif pour la manière générale de la vie; il s'est élevé, sur le territoire douanier allemand, depuis 1374, de 92,6 à 108,5 litres par tête, mais cette moyenne est de beaucoup dépassée en Wurtemberg et, surtout, en Bavière, où la consommation atteint, et même parfois dépasse, 200 litres.

Quant à la consommation de l'alcool pur comme boisson, qui est le signe d'un mal moral si intense, nous n'avons malheureusement

(1) V. d. Goltz, dans le *Schönberg's Handbuch der politischen Oekonomie*, II, 79.

(2) Von Scherzer, *Das wirthschaftliche Leben der Völker*, p. 179.

pas de mesure pour suivre la croissance de ce mal; mais cette croissance a pris des dimensions plus grandes dans la troisième dizaine d'années du siècle, quand le prix de l'alcool de pommes de terre a baissé; actuellement, la consommation s'élève à 4 litres $1/2$ à peu près par tête. La consommation du *sucre brut* a été évaluée, en 1871-1872, à 5 k. 7; en 1893-1894, à 10 k. 1 par tête. — Une importance moindre pour l'exportation, mais considérable pour la consommation nationale, appartient à l'industrie allemande du *tabac*, qui reçoit une partie de sa matière première également de la culture nationale. — Cette industrie doit son extension principalement à cette circonstance, que la fabrication des cigares a graduellement remplacé celle plus simple, au point de vue technique, du tabac haché et en rouleaux, — ce qui est, en même temps, cause et effet du changement du goût, qui, en Allemagne, beaucoup plus que partout ailleurs, s'est tourné vers les cigares, — une des formes pourtant les moins saines de l'usage du tabac. La consommation totale s'est peu augmentée pendant la vie de la dernière génération : de 1 k. 4 elle est devenue de 1 k. 5 par tête; elle est probablement restée sensiblement égale depuis 100 ans. La fabrication des cigares est, pour la plupart, une *industrie domestique*, à laquelle participent souvent les femmes et les enfants. Ce travail est souvent exécuté aussi dans les établissements pénitenciers.

Dans tout le *domaine industriel*, la lutte entre les entreprises plus et moins grandes, dont nous avons plusieurs fois parlé, devenait, pendant toute la durée du siècle, de plus en plus forte, et se généralisait toujours; et on sait, que plus la concurrence est libre, et plus elle favorise la victoire définitive des grandes entreprises. Nombre de *métiers plus fins* sont déjà presque tombés dans l'oubli grâce à cette victoire; d'autres ont disparu avec le changement des modes, plusieurs mènent encore une existence, qui d'ailleurs s'affaiblit, en se restreignant aux réparations ou bien en se rattachant au petit commerce des produits industriels.

Ce processus a exercé dans ce siècle l'influence la plus destructive sur la filature manuelle; ensuite, les produits manuels en gros métal et en bois s'en sont le plus ressentis. Parmi les métiers ordinaires les plus répandus, c'est la *menuiserie* et la fabrication des chaises, qui sont de plus en plus supplantées par les fabriques. Ce n'est que récemment que la situation critique a atteint aussi les métiers qui sont les plus répandus dans la population et qui jusqu'à présent étaient les plus propres à assurer à un homme une existence moyenne indépendante : ceux de cordonnier et de tailleur. Il est vrai que là aussi le capital

marchand et la machine à coudre ont depuis longtemps agi dans le sens de la concentration; mais la petite entreprise et le travail pour des clients qui commandent et consomment immédiatement, restait pourtant prédominante.

Dans ces dernières dix années, ce sont surtout les *cordonniers* qui ont rencontré une concurrence supérieure des grandes fabriques disposant de nombreuses machines spéciales, qui fournissent le même produit, par parties, dans le sixième de temps employé par les cordonniers manuels, et donnent en outre des salaires beaucoup plus élevés à leurs ouvriers (1).

Quant à l'*agriculture*, l'industrie qui, comme mère de toutes les autres, reste toujours très différente d'elles, il faut dire avant tout que son importance relative a sans cesse diminué au courant du siècle. Elle n'est pas restée intacte des progrès techniques.

Au début du siècle, *Albert von Thaer* enseignait les principes de l'*économie nationale rurale*, indiquant l'exemple des fermes anglaises qui augmentaient fortement leur produit net par le drainage et l'élevage scientifique. Vers le milieu du siècle *Liebig* fonda la *chimie agricole*, qui contribua puissamment à l'introduction des engrais artificiels. L'usage des machines ne s'est accru que dans les dernières dizaines d'années; seul l'usage de la machine à battre le blé, actionnée par les chevaux, est devenu général, mais la même machine mue par la vapeur n'est pas inconnue dans les grands domaines. La charrue à vapeur n'est employée que dans des cas isolés. On a indubitablement obtenu une forte augmentation du *produit brut*; l'augmentation du *produit net* l'avait longtemps accompagnée, mais dans les *dernières dix années* on a assisté à un retour persistant en arrière. La cause principale en est la diminution des prix du blé, et aussi l'augmentation des charges de l'exploitation. En outre, les revenus d'un grand nombre de propriétaires terriens sont déprimés par les intérêts de la dette hypothécaire élevée, qui a monté sans cesse avec l'augmentation de la valeur monétaire du sol et devient de plus en plus sensible grâce à la diminution du revenu net, d'autant plus que les propriétaires ne sont point inclinés à réduire leur *standart of life*. Dans cette direction poussent impérieusement les idées de classe, surtout là où la grande propriété terrienne est la condition du rang social, comme c'est la tradition en Prusse. La grande propriété terrienne, détenue pour la plupart par les nobles et

(1) Comp. E. Francke, *Die Schuhmacherei in Bayern*, Stuttgart, 1893.

prédominante dans les provinces prussiennes anciennes et orientales, imprime son caractère aux *intérêts ruraux* en Prusse.

Dans les provinces occidentales et nouvelles, comme aussi dans les autres pays allemands — seuls les deux Mecklembourg présentent une exception considérable — c'est la *propriété paysanne* qui est dominante; mais elle est très différente en ce qui concerne son étendue et sa valeur.

Il n'y a que l'Allemagne du Nord où les chevaux soient employés de préférence par les paysans agriculteurs; dans les montagnes du Centre et du Sud, on emploie encore fort fréquemment les bœufs à l'attelage de la charrue. En même temps la propriété est plus divisée dans ces contrées, ce qui parfois est justifié au point de vue économique par une culture très intensive; cela est surtout vrai pour les vallées des fleuves, où réussissent la vigne, les arbres fructifères, le houblon, le tabac. Souvent, à une pareille culture ou à un pareil jardinage, se joint une activité industrielle assez développée, et alors les ouvriers, sédentaires et possédant des parcelles de terre, demandent des salaires d'autant moins élevés pour leur travail à la maison ou à l'atelier, qu'ils ne comptent pas exclusivement sur ce salaire. A côté existe encore, dans l'Allemagne du Sud, sur une grande étendue, la *propriété communale* (*Allmend*), qui est donnée aux membres de la communauté pour l'exploitation, « et ceci sous forme d'allotissements déterminés, que les membres ayant droit reçoivent individuellement pour un certain temps ou viagèrement » (1). Le *fermage*, en général, n'a pas de rôle important en Allemagne; les fermes *pures* ne forment que 15,7 0/0 de toutes les terres (1882); ensuite, il y a 20,7 0/0 de terres, dont les propriétaires afferment des terres en outre des leurs; celles-ci sont représentées le plus fortement parmi les terres tout à fait petites (moins de 2 hectares) et tout à fait grandes (depuis 200 hectares) : là elles sont 24,9 0/0, ici 22,8 0/0 (2). Le fermage des grandes terres, qui s'était accru en même temps que le revenu net augmentait, paraît être affaibli par la crise agricole. Il a une importance spéciale en Prusse sous forme de fermage des biens domaniaux, que cet État possède encore au nombre de 1,070, avec 340,556 hectares de la surface utile. — Tout le domaine rural a subi, le siècle durant, l'influence de la tendance à constituer la propriété *libre*, isolée

(1) Buchenberger, *Agrarwesen und Agrarpolitik*, I, 294.

(2) *Id.*, p. 170.

et absolue, qui a pour effet l'assimilation de la propriété de la terre à la propriété des biens meubles, ou (comme on dit) la mobilisation de la propriété terrienne. Il s'en est suivi, d'abord, l'apparition d'une classe spéciale d'ouvriers agricoles (spécialement dans le Nord-Est de l'Allemagne), dont la propriété a été graduellement absorbée par les seigneurs, et qui ont perdu par les partages de la propriété communale leur part du champ commun ; ensuite, aussi une diminution des terres des paysans en faveur de l'agglomération ou de la parcellation, par voie soit d'une vente libre, soit de la succession libre et égale. Ces changements ont aussi favorisé le développement de la grande industrie, qui a besoin de l'affluence continuelle des forces ouvrières. Mais ils ont, en même temps, constamment provoqué et renforcé l'*émigration*, dont le courant principal se dirige vers les États-Unis de l'Amérique.

La *population*, en général, s'est constamment accrue en Allemagne dans la durée de ce siècle. La seule cause de cette croissance est le nombre plus grand de naissances que de décès, car l'émigration a dépassé l'immigration. Cet excédent de naissances est différent dans les contrées différentes ; en général, il est plus grand dans le Nord, à cause d'une mortalité moindre (surtout en ce qui concerne les enfants), et dans l'Est, à cause d'une natalité plus forte. Mais la répartition de la population en est devenue de plus en plus indépendante. En premier lieu, les villes et les agglomérations du même genre, les centres industriels, ont attiré un nombre toujours croissant d'individus. Ce nombre n'était, au début du siècle, que 22 0/0 (au plus) du total de la population (22 millions) ; à sa fin (1895), il est 50 0/0 des 52 millions (1). Et ce grossissement a été généralement d'autant plus fort, que les endroits où il avait lieu étaient déjà plus peuplés. Les centres ayant plus de cent mille habitants, qui n'étaient que deux au commencement du siècle (Berlin et Hambourg), sont 8 en 1871, — 26 en 1890 ; ceux de vingt à cent mille habitants étaient 20 au commencement, 75 en 1871, — 124 en 1890. L'accroissement annuel dans la période 1867-85 par mille de la population moyenne était le suivant :

Dans la première classe (les plus grandes villes)	26,6
Dans la deuxième classe.	23,6
Dans la troisième (5 à 20,000 habitants).	18,3

(1) Ceci selon l'évaluation. Le prochain dénombrement a lieu le 2 décembre 1895.

Dans la quatrième (2 à 5,000 habitants).	9,9
Dans la cinquième (localités ayant moins de 2,000 habitants).	2,0

Une partie considérable de ces derniers accroissements est à reporter encore sur les *faubourgs* des villes moyennes et grandes (1). L'accroissement des villes de la première classe est, en outre, de beaucoup dépassé par Berlin, devenu la capitale de l'empire, où il est de 33,6 0/0.

Cette croissance générale des villes continue encore aujourd'hui, et à peu près dans la même proportion; elle caractérise le dernier tiers du siècle. Comme la croissance de la population peut être évaluée en moyenne à 10 pour mille, il s'en suit donc que les localités moindres cèdent sans cesse une partie de leur population aux plus grandes; cela est d'ailleurs prouvé par d'autres voies aussi. L'affluence dans les grandes villes dépasse de beaucoup l'émigration. Ce mouvement était encore insignifiant dans le premier tiers du siècle; il s'est accru dans le deuxième avec la multiplication des chemins de fer (en Prusse, la population des villes, non compris l'armée, s'élevait, en 1834, à 25,64 0/0; en 1864, à 29,84 0/0; mais celle des villes au-dessus de 10,000 habitants représente 7,08 0/0 et 14,66 0/0); les chemins de fer ont exercé une influence essentiellement centralisatrice, favorable aux centres *industriels*. Mais, en général, à côté de ce flux qui va de la campagne dans les villes, des petites dans les grandes villes, une migration se produit des provinces rurales dans les provinces industrielles, c'est-à-dire, en Allemagne, principalement de l'Est à l'Orient; elle augmente et complète en partie l'afflux local dans les villes, en partie elle va remplir les vides produits dans les campagnes. Ainsi, dans les dernières dizaines d'années les territoires purement agricoles, des vieilles provinces prussiennes avant tout, où prédomine la propriété seigneuriale, et aussi des deux Mecklembourg, où il en est de même, ont vu leur quantité absolue d'habitants diminuer; récemment a commencé une compensation partielle par l'immigration de la *Pologne russe*. La Pologne doit aussi fournir les forces ouvrières, pour remplacer ceux des ouvriers qui, sans émigrer définitivement, cherchent en été des salaires plus élevés et s'emploient surtout en Saxe à la culture de la rave sucrée : on les appelle *Sachsengänger* (2). — L'émigration

(1) Brückner. dans *Allgemeine Statist. Archiv.*, I, 153.

(2) La population polonaise appelle ces nomades : « *obieźysasy* », *coureurs de Saxe*, — mot qui a même passé dans l'usage commun avec la signification du *coureur du monde*.
(Note du Traducteur.)

gration transocéanique se compose aussi en majeure partie d'éléments ruraux; les provinces agricoles polonaises de la Prusse y prennent une large part, et aussi les pays du Sud-Ouest : le Wurtemberg et le grand-duché de Bade; dans les premières règne la grande propriété seigneuriale; dans les seconds, la parcellation du sol. L'émigration totale de l'Allemagne depuis les vingt dernières années du siècle est évaluée à environ 5,4 millions; la perte moyenne annuelle de la population, à 1,7 pour 18 41-50, à 2,8 *par mille* pour 18 81-90.

L'émigration, et encore plus *le mouvement intérieur* de la population, qui se traduit en nuptialité, natalité et mortalité, se trouvent en dépendance déterminée des transformations et des crises de la vie économique. Surtout les chiffres concernant les mariages et les naissances présentent un reflet direct de la situation, une illustration des événements: Il serait donc instructif au plus haut degré de pouvoir, avec leur aide, approfondir l'évolution sociale de tout le siècle. Les livres ont été régulièrement tenus dans tous les pays de l'Allemagne, mais nous manquons, pour les époques plus reculées, de chiffres certains de la population totale, auxquels la nuptialité et la natalité doivent être comparées. Ce n'est que depuis 1840 que les données ont pu être soumises au travail de systématisation, qui se trouve dans le 44^e volume de la *Statistique de l'Empire Allemand*. Pourtant, en ce qui concerne l'État le plus grand, la Prusse, et ses provinces anciennes, on peut apercevoir le mouvement dont il s'agit déjà depuis 1816. Eh bien, les premières années qui suivirent la fin de la période des guerres napoléoniennes avaient été extrêmement favorables à la fondation de nouveaux ménages. Il est aussi très remarquable que le nombre des mariages a *constamment* diminué en Prusse, d'une dizaine d'années à l'autre, jusqu'à 1870, et que même la moyenne des cinq années — si extraordinairement stimulantes — de 1871-75 n'a pas atteint celle de 1831-40 (1). Ensuite, elle est tombée fortement, ici, comme dans les autres parties du pays, comme d'ailleurs dans toute l'Europe; cela a continué jusqu'à 1881, où commence une faible et lente élévation. Dans l'empire entier, la quantité des mariages depuis 1841, après une élévation de 1860 à 1880, est descendue *au-dessous* du nombre initial. Pour le nombre des naissances, la même chose; surtout la proportion des naissances illégitimes a constamment diminué

(1) Considérée par rapport à 1,000 personnes non mariées âgées au-dessus de 14 ans : voir *Preussische Statistik*, XLVIII, p. 104.

depuis 1866, ce qui est dû essentiellement à l'abolition des entraves au mariage légal dans les pays du Sud. Jusqu'à 1860 environ, les nombres des mariages et des naissances se trouvent exactement en proportion inverse des prix du seigle; depuis cette date, les courbes deviennent indépendantes l'une de l'autre : évidemment, cela tient à ce que la prospérité de l'*industrie* devient le facteur principal pour la majorité du peuple. Elles sont interrompues par les diminutions nécessaires dues aux guerres de 1866 et de 1870-71. — Le nombre des mariages — nous parlons ici de la Prusse contemporaine — calculé par rapport au nombre de la population, est considérablement plus élevé dans les villes que dans les campagnes; cependant le nombre des naissances est beaucoup moins grand dans les villes, quoique les naissances illégitimes y soient plus nombreuses. La mortalité croît toujours dans les villes. On peut donc calculer d'une façon mathématique qu'à mesure que croît la proportion de la population des villes par rapport au total de la population, les chances de sa *croissance naturelle* (par l'excédent des naissances sur les décès) doivent diminuer. En réalité, cette croissance naturelle est encore considérable en Allemagne (en comparaison avec celle de 1840-50), parce que la mortalité générale, *malgré* la croissance des villes, a considérablement diminué; cela est dû à la diminution de la proportion des enfants et des vieillards (surtout hommes) dans la population, et aussi aux améliorations hygiéniques, qui ont été les plus efficaces précisément dans les villes. Le choléra, qui apparut avec le caractère épidémique pour la première fois en 1831 et 1832, intervient comme facteur déprimant spécialement dans la période de 1850-60. Une part considérable dans la croissance naturelle de la population appartient aux provinces *slaves* de la Prusse, dont les habitants se distinguent par une nuptialité et une natalité, — quoique, naturellement, aussi par une mortalité — élevées. Mais, en général, l'accroissement moyen annuel de la population, qui dépassait encore 1 0/0 dans la période de 1816-1830, a été moins grand dans la dizaine d'années de 1880-90.

FERDINAND TOENNIES,

Professeur à l'Université de Kiel,

Membre de l'Institut International de Sociologie.

Traduit par C. DE KRAUZ.

(La fin prochainement).

REVUE DES LIVRES

RICCARDO DALLA VOLTA, *Della beneficenza nel presente momento storico, appunti critici*. Florence, in-16, 1895.

L'examen de la question de l'assistance publique prend, de plus en plus, une large part dans l'étude des problèmes sociaux. La suppression du paupérisme et l'amélioration des classes les plus malheureuses, qui sont dans les principaux articles du programme des socialistes, doivent, en effet, être l'objet des préoccupations constantes de tous ceux qui travaillent pour le bien commun. Saisissant l'occasion d'une publication récente de M. Luchini, sur les institutions publiques de bienfaisance d'après la législation italienne, M. Dalla Volta étudie, dans cet opuscule, extrait de *l'Économiste de Florence*, la question de l'assistance publique, au point de vue historique italien et au point de vue scientifique, en cherchant à délimiter le conflit entre partisans et adversaires de la charité légale.

Il combat l'idée de Luchini que l'influence de l'économie politique classique, jointe à l'ignorance sociale du pays, soit l'unique cause du caractère disparate de la législation sociale italienne. Pour M. Dalla Volta, la vraie raison est que l'Italie, au moment de son unité, ne se trouvait pas en position de recevoir le secours de la loi dans les questions sociales. On se trouvait en face d'éléments si différents de ceux qu'on rencontrait en Allemagne et en Angleterre, que les moyens employés dans ces pays, essayés et appliqués en Italie, devaient être, et, en fait, ont été tout à fait inefficaces.

L'auteur montre, ensuite, qu'en Angleterre, terre classique de l'assistance légale, le nombre des pauvres et l'importance du paupérisme n'ont pas diminué. Seulement, la rigueur des maisons charitables de travail, que la loi de 1834 a rendues de véritables établissements pénitentiaires, a éloigné beaucoup d'indigents et les a mis, en fait, à la charge de la charité privée qui prend, aujourd'hui, des proportions énormes. On peut donc prédire que, dans un avenir prochain, en Angleterre, l'assistance légale se réduira aux cas d'impérieuse nécessité et d'incapacité permanente.

Sur le terrain scientifique, il faut remarquer que la doctrine évolutionniste considère l'assistance publique comme un obstacle à l'application naturelle de la loi de la sélection et en désirerait la suppression. Spencer dit toujours que, avec nos sentiments actuels, il est impossible de laisser le principe de la survivance des meilleurs s'appliquer dans

tout son empire. On voit, dès lors, que les idées altruistes sont en conflit avec la théorie de l'évolution et le problème semble insuluble. Le seul moyen terme admissible serait, d'après M. Dalla Volta, de n'appliquer l'idée d'assistance publique qu'avec un certain tempérament. A la différence de la justice, qui, nécessaire à l'équilibre social et, partant, à l'intérêt public, peut être exercée légalement, la bienfaisance n'est que d'intérêt privé et doit être exercée par la seule initiative privée. En d'autres termes, il faut autant que possible limiter les effets de l'assistance sur la loi de la sélection. Il faut donc, dit l'auteur, rechercher une philanthropie scientifique qui exclue la bienfaisance légale; celle-ci est, de sa nature, uniforme, immuable, rigide et, pour ainsi dire, mécanique, elle est incapable de régénérer les faibles et d'inspirer la prévoyance; celle-là au contraire, peut, tout en servant nos idées altruistes, tenir compte des lois biologiques et psychologiques. Les conclusions du publiciste italien sont certainement très acceptables, elles demandent seulement à être précisées davantage au point de vue pratique, car, en cette matière surtout, les formules philosophiques n'offrent qu'un intérêt tout à fait relatif.

NICOLAS POLITIS,
Docteur en droit.

RAYMOND DUGAY, *La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique, pratique*. Paris, 1895, 1 vol. in-16°.

L'agriculture constitue à coup sûr l'un des facteurs les plus puissants de la production des richesses, c'est une source inépuisable de forces vitales et de prospérité pour le pays; aussi est-ce avec grande raison que l'on cherche les moyens de la protéger et d'en assurer le développement. L'organisation des assurances agricoles rentre dans cet ordre d'idées. Elle aura pour but de répartir entre le plus grand nombre des agriculteurs les pertes considérables, provenant des risques agricoles, comme la grêle, la gelée, la mortalité du bétail, qui, aujourd'hui, sont supportées par les victimes directes de ces accidents; elle aura aussi, très probablement, pour effet de prévenir dans une certaine mesure les pertes dues à la gelée et à la mortalité des animaux agricoles, en développant, chez les propriétaires intéressés, l'esprit de prévoyance et d'entreprise. M. Dugay étudie les inconvénients économiques résultant, pour l'agriculture, des risques agricoles et insiste particulièrement sur la mortalité du bétail.

La grande difficulté de l'organisation de ces assurances est de savoir sur quelles bases elles seront établies et quel sera le rôle que l'État y jouera. C'est un côté de l'éternelle question de l'intervention de l'État dans le domaine des faits économiques qui, à l'exemple de la question

de principe, est l'objet des plus grandes divergences de vues. M. Dugay a pris soin de développer l'histoire de la question des assurances agricoles, en étudiant le projet de Napoléon III, en 1867, et ceux proposés pendant les deux dernières législatures. Il examine en détail le projet du Gouvernement qui, à la différence des autres projets, n'admet, ni ne repousse le principe de l'intervention de l'État, mais se tient à un juste milieu en se contentant d'instituer des caisses d'assurances mutuelles auxquelles le Trésor public doit venir en aide. M. Dugay se déclare partisan de ce dernier système et il faut reconnaître que le projet de M. Viger paraît être, entre tous, celui qui présente le plus de garanties et de chances de succès.

Le livre de M. Dugay n'a pas certainement la prétention d'être un traité même élémentaire des assurances agricoles, car l'auteur n'entre pas d'une façon suffisante dans la discussion, soit des opinions qu'il écarte, soit de celles qu'il semble embrasser; ce serait sortir de l'ordre d'idées de la *Revue* que d'analyser cette proposition et de suivre M. Dugay dans l'étude des questions qu'il a envisagées.

Toutefois, on doit dire à l'honneur de son auteur, que le livre dont il s'agit est très documenté, bien qu'il n'y ait pas de renvois aux sources, et que, dans sa première partie, il contient d'importants renseignements statistiques sur les risques agricoles. C'est à ce titre qu'il nous a paru intéressant pour nos lecteurs de leur présenter le livre de M. Dugay.

NICOLAS POLITIS

BARON R. GAROFALO, *La Superstition socialiste*.

Paris, in-8°, 1895.

Les systèmes socialistes ont eu ces dernières années, de nombreux adversaires.

De telles théories, séduisantes au premier chef, scientifiques et profondément humanitaires d'apparence, veulent être combattues sans relâche comme sans faiblesse. Non point qu'il résulte de cette attitude hostile une pleine et béate adhésion à l'ordre de choses existant et un funeste aveuglement qui ne verrait point la nécessité de certaines réformes urgentes et impérieuses, mais est-ce approuver sans réserve et sans quelque protestation la thèse que montrer l'inanité et le danger de l'antithèse? Malgré les estimables travaux déjà parus sur cette question, il y avait encore place pour une œuvre nouvelle, celle-ci condensant pour le public intellectuel, pour ce groupe de penseurs qui, après avoir fait le tour des systèmes, n'en a retiré que l'indécision et de flottantes doctrines, condensant, dis-je, les arguments essentiels qu'on peut présenter contre le socialisme. C'est le point de vue auquel s'est placé le

baron Garofalo, c'est en partant de ces prémisses qu'il a écrit un remarquable livre.

Sa réfutation suit un ordre fort méthodique. Dans une première partie, il bat en brèche cette forteresse scientifique où se retranche le socialisme : positiviste, il ne saurait l'être non plus qu'évolutionniste : le propagateur le mieux informé et le plus autorisé de ces doctrines, Herbert Spencer, s'est formellement expliqué à cet égard et ses sentiments hostiles envers le socialisme se sont manifestés avec une énergie dont on n'a point perdu le souvenir. Le Darwinisme, de son côté, mène à des conclusions plutôt individualistes, en tout cas fort aristocratiques ; et ce semble une amère dérision que de l'invoquer à l'appui de doctrines collectivistes ou de la théorie du nivellement. Est-il, d'autre part, une méthode plus scientifique que la méthode expérimentale, et qu'est, en matière sociologique l'expérimentation, sinon surtout l'étude de l'histoire, résolument négligée par le socialisme qui y apprendrait l'insuccès des plus notables tentatives collectivistes ? Et peut-on nier que ce mouvement répressif, qui ramènerait l'humanité à l'enfance des peuples, ne lui fasse connaître du même coup les hontes de la barbarie ?

Ces prétentions scientifiques écartées, le socialisme s'accorde-t-il mieux avec la logique ? Il affirme à maintes reprises que nous assistons à une accumulation formidable des capitaux aux mains de quelques ploutocrates, de jour en jour moins nombreux, et que bientôt le fait même de cet acaparement rendra facile et universellement voulue l'expropriation des usurpateurs. Mais alors, se demande-t-on, qu'est-il besoin de la violence, pourquoi la propagande révolutionnaire pour obtenir un résultat qui, de lui-même, fatalement et à brève échéance ne peut manquer de se produire ? La lutte des classes semble avoir précisément un but opposé, celui de retarder l'accumulation capitaliste, d'où devait sortir, comme d'un théorème, son corollaire le collectivisme. Et cependant ce collectivisme apportera au monde régénéré toutes les vertus aujourd'hui méprisées ; le crime aura disparu, la misère sera ignorée, les temps seront accomplis : la justice régnera partout. Et, pour hâter l'heure de son avènement, on ne trouve rien mieux que de recourir à la plus flagrante des injustices, l'expropriation brutale et sans indemnité. Et qui assure que, dans l'organisation nouvelle, les appétits les plus dangereux ne se manifesteront plus, qui prouve que « la bête humaine » saura toujours se contenir, qu'à certain ne répugnera pas le travail même égalitaire, que le matériel de l'Etat collectiviste sera respecté comme une arche sainte, et, tout au contraire, n'aura-t-on point besoin alors d'une multitude, plus considérable que dans les sociétés actuelles, de fonctionnaires et d'administrateurs et d'une force armée pour tout maintenir dans l'ordre ? On ne connaîtra plus de riches ; mais ce sera

l'universelle misère avec la tyrannie de l'anonymat et de l'irresponsabilité, la plus terrible de toutes peut-être.

Le socialisme a-t-il une morale? Telle est la question qu'envisage ensuite M. Garofalo. L'homme sent en lui l'impérieux besoin d'un idéal qui, s'il varie avec chacun, se manifeste chez tous. Le sauvage lui-même, dès qu'il s'est péniblement affranchi de la lutte pour l'existence, se plait à la danse; l'activité de jeu, celle qui se dépense sans but immédiatement utilitaire, tout être intelligent et libre la pratique. Or, le socialisme ne songe qu'à l'estomac; il ne poursuit que la satisfaction des appétits et des jouissances matérielles, il repousse la charité comme injurieuse, il fait germer la haine et l'envie, en niant la légitimité de la propriété, en affirmant que seul le travail manuel mérite rémunération.

Et quelle serait la civilisation de la société collectiviste? Tous ses membres seraient astreints à un travail limité et déterminé; les beaux arts, dont n'a que faire le tube digestif, seraient rigoureusement bannis, l'instruction non professionnelle demeurerait sans emploi comme sans raison, l'aristocratie intellectuelle aurait vécu, le pouvoir tomberait aux mains d'ignorants, de politiques sans expérience et sans méthode et l'on conçoit malaisément son exercice moral et avantageux dans de telles conditions. Et pour établir ce régime, imaginez au nom de l'universelle fraternité, au nom d'un altruisme impatient, la plus sanglante des révolutions qu'aurait jamais connues l'histoire.

Avant d'en terminer avec le socialisme, M. Garofalo met en demeure la société de se défendre. Elle le peut, à son avis, de différentes façons, par la propagande adverse, par des remèdes naturels aux abus du capitalisme, par la restauration du principe d'autorité, par le respect de l'individualisme.

Mais il est un coefficient essentiel dont M. Garofalo ne semble pas tenir compte ici, je veux dire l'égoïsme humain. Certes, nous croyons la violence coupable et stérile; sans nul doute le socialisme révolutionnaire n'échappe à aucun des griefs très légitimes que notre auteur formule contre lui avec une énergie fort justifiée; assurément le collectivisme aboutirait à l'irréremédiable misère et ravalerait l'homme au rôle de machine; mais s'ensuit-il que le socialisme ne jette pas un cri d'alarme parfois justifié et ne fasse entendre des protestations dont on devra reconnaître le mérite? L'interventionnisme nous semble nécessaire pour la protection de quelques-uns des grands intérêts généraux; à côté du principe de la liberté doit rayonner le principe de la solidarité. Voilà, nous semble-t-il, ce qu'il faut retenir du socialisme, voilà son arme de combat; il appartient à tous de s'en servir et de substituer au règne de la force dont on nous menace le règne de l'amour et de la concorde.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour de Paris,
Associé de l'Institut International de Sociologie.

HENRY DYER, *The Evolution of Industry*, London et New-York, in-8°, 285 pages, 1895.

A la question posée par Hitze dans sa « Quintessenz der sozialen Fragen » — « *trouver une organisation sociale correspondant aux conditions modernes de la production comme l'organisation du Moyen-Age répondait aux simples conditions de production existant alors dans la ville et à la campagne* » — M. Henry Dyer a essayé de donner une solution dont il nous expose la première partie dans son *Evolution of Industry*, se réservant de nous faire connaître l'organisation de la Société dans une publication postérieure. Son but est ici donc d'estimer la valeur des différents facteurs qu'on rencontre dans les problèmes de l'industrie, de coordonner les composantes réelles de façon à donner une idée de l'organisation résultante; de montrer que les diverses parties de la vaste organisation du travail ont des composantes communes, et qu'elles développent une organisation de l'industrie telle qu'elle trouvera les conditions nécessaires au développement et à la prospérité de la communauté.

Nous passerons rapidement sur la première introduction et sur les « *conditions du développement* », qui peuvent être intéressantes au point de vue philosophique, mais qui n'auraient pas dû retenir si longtemps l'auteur, d'autant plus qu'« il ne doit pas, dit-il, dépasser les limites assignées à la grandeur de son ouvrage ». M. H. Dyer examine d'abord ces ghildes qui eurent un si grand éclat et qui dégénérèrent souvent, par l'abus du monopole, en associations despotiques; puis l'industrie individuelle, qui n'est pas pour faire le bonheur de l'humanité. Les hommes, en effet, ont des intérêts communs, et l'histoire du développement des *Trade Unions* est la preuve irréfragable, non pas de la vérité, mais de la nécessité de cette opinion. Suivent quelques considérations sur la position des femmes, qui ne sont guère que la répétition de ce qui traîne partout. Mais à partir de ce moment, l'auteur qui semble plus homme d'action qu'historien, nous donne sur la coopération, sur le contrôle municipal, sur le contrôle de l'État moderne, sur la vie industrielle, sur les ghildes modernes, une série de chapitres très intéressants et où, à propos de chaque spécialité, fourmillent les traits d'observation personnelle et d'une éducation économique des plus développées.

Il nous faudrait disposer de beaucoup de place (de volumes) pour discuter les conclusions de M. H. Dyer. Bornons-nous à en donner une en laissant au lecteur le soin d'apprécier à part soi : La société, dans un avenir peu éloigné, sera un agrégat d'individualisme, de trade-unionisme, de coopération, de socialisme municipal et de socialisme d'État.

M. H. Dyer, sans proscrire absolument l'imagination (quel mot vague !), ne veut pas entendre parler d'utopistes.

En dernier lieu, sachons gré à l'auteur de ne pas se laisser entraîner trop loin dans la comparaison entre l'organisme et la société. Bien des sociologues, actuellement, laissent trop à l'imagination, et — à ce point de vue — prennent trop souvent des comparaisons pour des raisons.

L. BRANDIN.

A. GIRAUD-TEULON, *Double péril social : l'Église et le Socialisme*. Paris, in-8°, 1895.

M. Giraud-Teulon estime que la société court un double péril, ou plus exactement emploie un remède plus dangereux que le mal lui-même. Elle voit dans le socialisme qui monte l'effet certain et tangible de l'affaiblissement de la foi religieuse, et le mot qui a fait fortune : « Revenons à Dieu » lui semble être le suprême moyen de défense. C'est en apportant de nouveau à l'Église la fidèle, l'entière soumission de jadis que la bourgeoisie évitera l'horrible cataclysme qui consommerait sa ruine sanglante. L'Église, d'après la thèse de M. Giraud-Teulon, bien loin d'opposer aux sectes révolutionnaires une digue efficace, leur fournit ses principes essentiels, leur offre la base sur laquelle elles pourront construire l'édifice que l'on sait. Les Pères de l'Église chrétienne ont maudit le droit de propriété, ont subordonné la famille humaine à la famille religieuse, déclaré l'autorité religieuse supérieure à la puissance paternelle. Et si, parfois, elle a protégé ces deux institutions, elle n'a fait alors qu'obéir à des nécessités transitoires ; enfin la nation disparaît devant la catholicité, « le ciel absorbe la terre », les papes prétendent à la souveraineté absolue sur les consciences et affirment qu'il faut sacrifier les exigences de l'État aux droits de l'Église. Elle ne s'est pas uniquement maintenue sur ce terrain doctrinaire ; elle a, ces dernières années, pris place dans la mêlée politique et le socialisme chrétien, en maintes rencontres, s'est uni au socialisme laïque. Le corollaire nécessaire, c'est la séparation de l'Église et de l'État ; toutefois, il faut agir avec prudence, réglementer scrupuleusement et fortement le droit d'association, et l'heure peut-être n'a-t-elle pas encore sonné. Jusque là maintenons le Concordat ; par une évolution fatale, à la métaphysique religieuse se substituera une religion fondée sur l'humanité et le devoir. Tant il est vrai que l'idéal moral apparaît comme un élément scientifique positif, qu'il s'est manifesté à un certain moment de l'humanité, remplaçant la force matérielle et brutale par l'intelligence et l'altruisme, puis s'est ensuite transmis héréditairement de façon à faire partie intégrante de cet organisme.

Mais cette valeur intellectuelle a subi les lois de l'hérédité, elle a passé plus ou moins intégrale, plus ou moins pure dans les générations suivantes, à telles enseignes que l'égalité théorique de l'homme n'est

qu'un des plus grossiers sophismes des écoles socialistes, à la réfutation desquelles notre auteur consacre la seconde partie de son livre. La seule égalité réelle et certaine, c'est l'égalité anatomique. Déclarer que du point de vue intellectuel et moral tous les hommes se valent, c'est ni plus ni moins que réaliser une abstraction métaphysique; c'est renouveler la vieille théorie scolastique du conceptualisme, alors qu'on a pu justement dire que *l'homme* n'existe pas, que seuls *les hommes* existent. Et si l'on songe que sur cette base fuyante s'édifie toute la doctrine du communisme, on n'éprouvera point de peine à la réfuter. Les faits, d'ailleurs, y suffiraient, puisque l'histoire nous apprend que les progrès de la civilisation ont eu pour point de départ nécessaire la disparition du communisme, et que le droit de propriété a été l'agent indispensable du développement intellectuel. Et toutes ces erreurs ne viennent-elles pas de la conception inexacte qu'on se fait de la liberté et de l'égalité, lorsqu'on ne voit pas qu'il s'agit de l'égalité civile et de libertés individuelles se limitant réciproquement? Et pourrait-on jamais obtenir, dans la société que l'on rêve, une égale somme d'efforts de la part de chacun; comment empêcherait-on la paresse, d'où résulterait la diminution des subsistances devant la progression géométrique de l'accroissement des familles? Un peuple qui en arriverait là deviendrait, à brève échéance, la proie des peuples voisins plus avisés.

Aussi, d'après M. Giraud-Teulon, doit-on se garder de toute compromission avec les partis extrêmes, et faut-il les amoindrir en réformant le suffrage universel.

Peut-être notre auteur, auquel nous n'hésitons pas à reconnaître un réel talent, juge-t-il l'Église avec quelque sévérité excessive. Il ne faut point oublier le rôle qu'elle a rempli dans le monde, en conservant, au milieu des luttes qui remplissent notre histoire, un certain patrimoine d'idées morales, en maintenant dans le devoir, par les fortes croyances qu'elle inculquait, plusieurs générations. Et si, à l'heure actuelle, on peut soutenir que cette attitude doit être abandonnée par elle, n'y a-t-il pas de l'ingratitude à lui refuser tout mérite historique?

Quant à la conduite à tenir devant le péril socialiste, doit-elle être toute de mépris hautain et d'intraitable résistance? Ce ne serait, nous semble-t-il, ni juste ni politique: tout en affirmant ce qui ne saurait trop énergiquement être affirmé, à savoir que le communisme serait la mort psychologique de l'individu et la ruine de la société, étudions les revendications du socialisme et sachons reconnaître ce qu'il y a en elles de légitime et de réalisable. Ces réserves faites, il n'en faut pas moins reconnaître que l'œuvre de M. Giraud-Teulon est de celles qui ne doivent point être passées sous silence.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour de Paris,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

REVUE DES PÉRIODIQUES

La Revue Socialiste.

Le socialisme paraît souvent plus séduisant en théorie qu'en pratique, mais les derniers numéros de la *Revue Socialiste* ne sont pas faits pour confirmer cette impression. La doctrine qu'on y voit exposée est mêlée à des récriminations au-dessus desquelles la véritable science paraissait planer jusqu'à ce jour, et l'on ne voit pas ce que la thèse de l'extension des attributions de l'État peut gagner à l'emploi de certains procédés pamphlétaires, railleurs et injurieux, qui donnent lieu de croire que les revendications sociales seraient inspirées uniquement par la haine et par l'envie, et doivent faire considérer tout essai de nationalisation comme une confiscation arbitraire. Si la *Revue Socialiste* veut rester digne de Benoît Malon et des préoccupations idéalistes dont elle a quelquefois fait preuve, il faudra qu'elle renonce aux polémiques de personnes comme elle en a menées contre plusieurs ministres de ce temps, et que par contre elle retire le qualificatif d'*amis* à ceux qu'elle ne mentionne que pour dire qu'ils ont défendu et glorifié la commune (avril 1895, p. 507).

Les numéros dont nous rendons compte aujourd'hui (janvier à juillet 1895) contiennent cependant une étude en deux articles qui, par le caractère de leur auteur comme par les prétentions de leur titre, semblaient annoncer enfin une réponse à la question si souvent posée de savoir quel pourrait être le fonctionnement des services industriels après l'avènement de l'ère promise. Nous voulons parler des deux articles intitulés « organisation socialiste » que M. Jaurès a publiés dans les numéros de mars et d'avril. Malheureusement la lecture attentive de ce travail où le plus vigoureux esprit du parti socialiste a su condenser tous les arguments qu'il croit sérieux en faveur de son système, nous donne lieu de douter qu'on soit déjà en possession d'un moyen efficace pour assurer la combinaison et l'harmonie de tous les organes économiques sous la contrainte paternelle des pouvoirs sociaux.

Le régime précis dont notre auteur prétend nous esquisser à l'avance le plan de réalisation, c'est le *collectivisme* qui seul, dit-il, est « la formule concrète du socialisme » (p. 258). Les lois de protection ne lui suffisent pas, car, avec l'institution actuelle de la propriété, « le désordre social est tel que des lois de protection peuvent être tournées en lois d'aggravation par la fatalité des faits » (p. 261). Le but est donc de concentrer entre les mains de la nation tout le capital et tout l'outillage, tout en laissant les moyens de consommation et de jouissance à la disposition des particuliers. Ce principe initial comporte déjà, et M. Jaurès

est trop bon logicien pour ne pas l'admettre, la faculté pour le particulier de limiter sa consommation, par conséquent d'épargner, et par surcroît de disposer, *inter vivos* ou *mortis causa*, du montant de son épargne. Mais, dès ici, on se demande quel pourra être l'avantage de cette prétendue liberté, vu que l'épargne perdrait la plus grande partie de son utilité, le jour où il ne serait plus possible de l'affecter à des placements productifs. Et que dire de la raison que M. Jaurès invoque pour prouver que la réglementation de la production ne paraîtra pas tyrannique — à savoir que la propriété collective sera déléguée par la nation aux individus, et pourra devenir pour ceux-ci l'équivalent de la propriété exclusive qu'ils avaient précédemment ? N'est-il pas à craindre que cette délégation, réalisable sans doute pour la propriété foncière, puisse conduire la propriété industrielle à un régime plus tyrannique encore que celui de l'exploitation en régie, à cause des conditions minutieuses que devraient nécessairement prévoir les cahiers des charges ? M. Jaurès semble se douter lui-même de l'insuffisance de son argument, car il termine son premier article en déclarant que ses contemporains ont les yeux trop fixés sur le présent pour comprendre les descriptions de l'avenir, et que sans les appréhensions que font naître les soulèvements de la misère et les doléances du prolétariat, il serait aussi difficile pour un socialiste d'émouvoir les bourgeois que pour les fantaisistes chats du *Chat-Noir* de griffer la lune. Le caractère scientifique de cette métaphore n'échappera certainement à aucun lecteur.

Suite de l'argumentation. Pour ajouter des traits plus séduisants encore à la description de l'organisation collectiviste, M. Jaurès entreprend de prouver qu'il n'y aurait plus alors ni la contrainte, ni la bureaucratie, ni les monopoles de l'État actuel dont on reprocherait bien à tort, paraît-il, aux socialistes de préparer l'accroissement indéfini. Comment cela ? Le paradoxe touche ici au merveilleux ; c'est parce que, nous dit-on, l'État socialiste serait l'État de tout le monde au lieu d'être celui d'une classe privilégiée de la population. Or, l'État de tout le monde pourrait recourir, sans soulever de protestations, à des procédés d'administration et même à des mesures de répression qui paraissent abusives quand on les impute au gouvernement de la minorité. Evidemment M. Jaurès n'a jamais entendu parler de la Cour du Roi Pétaud, ou bien il oublie que les ambitions et les rêves des gouvernés croissent dans la mesure des droits qu'ils croient avoir sur le gouvernement et conduisent ainsi, non pas à la satisfaction générale, mais à une somme plus considérable de déceptions et de griefs. Comment croire, d'autre part, qu'il suffira que l'État soit devenu socialiste pour que ses fonctionnaires soient guéris de leur arrogance actuelle et de leur routine aussi servile que stérile ? M. Jaurès est persuadé que le fonctionnaire ne serait plus suspect le jour où il ne serait employé qu'au service de la cause commune au lieu

d'être utilisé par un pouvoir arbitraire pour les intérêts particuliers, et il est persuadé aussi que si le fonctionnaire n'était plus suspect à raison de ses actes, il cesserait de l'être à raison de ses opinions. De là une liberté d'allures et de conscience renaissant par enchantement de la servitude universelle. Le charme pourrait bien être rompu cependant par la faute du fonctionnaire lui-même, qui, pour être employé au service de l'intérêt le plus général, ne perdrait peut-être pas toujours de vue cette liberté de consommation et de jouissance que le collectivisme veut réserver à ses sujets, et chercherait plus d'une fois à s'assurer des faveurs spéciales par des moyens concussionnaires. Il faut tenir compte, en effet, de l'égoïsme et de l'insubordination qui font le fond de la nature humaine et qui opposeront toujours un sérieux élément de résistance à la réalisation de l'idéal collectiviste. Bien des réformes préconisées par M. Jaurès pourront, sans doute, entrer, tôt ou tard, dans la pratique, mais elles ne deviendront efficaces que dans la mesure où on trouvera les moyens de les appuyer sur des considérations d'intérêt. A moins que les mobiles intimes de l'homme ne chaugent d'ici. Mais cette conversion ne sera jamais l'œuvre d'un appel à la haine ou d'une invocation à la « commotion socialiste », pour employer l'euphémisme de M. Jaurès.

J. FAUCHER,
Docteur en Droit.

INFORMATIONS

Dans le cours de sociologie qu'il a récemment inauguré à Paris, M. René Worms a jusqu'à présent traité les questions suivantes :

1^{re} leçon : de l'enseignement sociologique; rôle de la sociologie dans la civilisation; — 2^e leçon : distinction du monde cosmique, du monde vivant et du monde social; — 3^e leçon : de la science et de l'art, particulièrement dans les études sociales; — 4^e leçon : des diverses espèces de sciences, et notamment de sciences sociales.

Les leçons suivantes auront pour objet la définition précise du corps social et de ses éléments.

Rappelons que ce cours, public et gratuit, se fait tous les lundis soirs, de 9 à 10 heures, dans les locaux de l'Union Française de la Jeunesse (école Bussy, 49, rue Montorgueil).

Le mercredi 6 novembre, M. Henry Michel, ancien élève de l'École Normale Supérieure, agrégé de philosophie, a soutenu, devant la Faculté des Lettres de Paris, les deux thèses suivantes pour le doctorat :

1^o *L'individualisme de Stuart Mill* (thèse latine);

2^o *L'idée de l'État* (thèse française).

Le jury, le public et la presse se sont accordés à donner au candidat

les plus flatteuses marques d'estime pour ses travaux imprimés et pour la manière dont il les a défendus oralement.

..

Une « Société de Sociologie de Paris » est en voie de formation. La *Revue* reviendra sur son organisation quand elle sera devenue définitive. D'ici à là, les personnes qui souhaiteraient faire partie de la Société pourront s'adresser, à cet effet, au directeur de la *Revue*.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

- Report of the Massachusetts Board on the unemployed (fort in-8°).
 JULES MICHEL. — Manuel d'économie sociale (in-12°).
 R. DE LA GRASSERIE. — Le Code civil mexicain (in-8°).
 JEAN ROUQUET. — Les Caisses d'épargne (in-8°).
 CHARLES BENOIST. — De l'Organisation du suffrage universel (in-12°).
 ALFREDO NICEFORO. — Esame di una centuria di criminali (br. in-8°).
 ALFREDO TORTORI. — La Sociologia e il diritto commerciale, tome I (in-8°).
 L. F. ARDY. — L'Equilibrio sociale (in-8°).
 A. DES CILLEULS. — Contradictions fiscales (br. in-8°).
 A. DES CILLEULS. — Anciens et nouveaux octrois (br. in-8°).
 A. DES CILLEULS. — Les grandes Agglomérations devant l'économie sociale (br. in-8°).
 L. BEAURIN-GRESSIER. — L'Impôt dans une famille parisienne (br. in-8°).
 GUILLAUME DE GREEF. — L'Évolution des croyances et des doctrines politiques (in-12°).
 PAUL-FRÉDÉRIC GIRARD. — Manuel de droit romain, 1^{er} fascicule (in-8°).
 GEORGES BONJEAN. — Enfants révoltés et parents coupables (in-12°).
 HENRY MICHEL. — L'Idée de l'État (gr. in-8°).
 JACQUES LOURBET. — La Femme devant la science (in-12°).
 R. DE LA GRASSERIE. — De l'obligation pour les travailleurs de s'abstenir de travail à certains jours déterminés (br. in-8°).
 C. PROTOPODESCU. — Sociologia si dreptul (br. in-8°).
 C. PROTOPODESCU. — Ancheta agrara (br. in-12°).
 ERNST SCHUTZE. — Die Studentenschaft und die soziale Frage (br. in-8°).
 LESTER WARD. — Sociology and cosmology (br. in-8°).
 JOHN CUMMINGS. — Poor Laws of Massachusetts and New York (in-8°).
 Second annual Report of the Labour Department of the Board of Trade (in-8°).
 Bibliographia sociologica, publiée par l'Office International de bibliographie de Bruxelles (in-8°).
 A. BOCHARD. — Les impôts arabes en Algérie (br. in-8°).
 CH. LETOURNEAU. — La guerre dans les diverses races humaines (in-8°).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. P. P. P.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

Programme d'un cours de sociologie générale.

INTRODUCTION A LA SOCIOLOGIE GÉNÉRALE (1)

I

Un coup d'œil jeté sur l'histoire de la sociologie, en même temps qu'il nous révèle l'imperfection de cette science, nous donne la raison de cette imperfection, et nous indique, par suite, jusqu'à un certain point, les moyens d'y porter remède.

Dans la Grèce antique, où naissent les recherches politiques et sociales, ce qui s'oppose surtout à leur développement, c'est : 1^o la trop courte durée du gouvernement libre ; 2^o les lacunes de l'esprit scientifique, parmi lesquelles il faut surtout signaler l'absence presque complète d'une méthode vraiment expérimentale.

Inversement, il est aisé de voir que, dans les temps modernes, les progrès de la sociologie ont suivi de près l'extension du régime démocratique et la formation des sciences positives de la nature. L'intérêt

(1) Les leçons dont on trouvera ci-dessous le programme, ont été professées à la Faculté des lettres de Montpellier pendant l'année 1894.

croissant qui s'est attaché à ce genre d'études est dû surtout à la première de ces causes; de la seconde, la sociologie a reçu sa primitive organisation.

1° Lorsque la vie publique est peu intense, l'attention ne se porte guère sur des institutions que l'on regarde comme immuables; mais avec l'accession de tous à la vie sociale, l'esprit se tourne de ce côté; et soit dans l'action même, soit à côté d'elle, naissent des systèmes plus ou moins nombreux, qui peu à peu se corrigent les uns par les autres, en même temps qu'ils s'assouplissent par l'expérience. Ainsi, lentement, émerge des sentiments ou des réflexions de tous, comme une œuvre vraiment collective, la notion de plus en plus riche et plus vive des conditions de l'existence et du développement de la société.

2° Mais ce qui manque d'abord à ces premières ébauches des conceptions sociologiques, c'est une idée commune et précise qui les coordonne et les organise. La sociologie existait déjà virtuellement dans les sentiments profonds des hommes avant de parvenir à la conscience réfléchie et de se déterminer comme science; et sa première détermination sérieuse, elle la doit, en fait, à l'imitation des sciences positives et surtout de la biologie. Cette sociologie, toute objective et naturaliste d'intention, est vraiment la première origine de la science sociologique; et c'est avec raison qu'Auguste Comte est regardé comme le fondateur de la science nouvelle.

Seulement, tandis que le concours de ces deux causes accélère la formation de la sociologie, la façon dont il s'établit introduit en elle dès l'origine des germes de difficultés, et par suite de transformations futures. Fondé chez l'homme public sur l'action même, l'intérêt pour les choses sociales se mêle pour lui à bien des illusions sur la possibilité des changements brusques et des créations instantanées; à ses yeux la volonté réfléchie joue le premier rôle dans la formation des sociétés; aisément il compte pour rien la tradition et le fait acquis. L'homme de science, au contraire, qui cherche le déterminisme des faits sociaux, le conçoit ici selon ce qu'il est ailleurs, et subordonne toute la vie des sociétés à des lois naturelles, indépendantes de la volonté et de la conscience humaines, dont il réduit infiniment l'action, quand il ne va pas jusqu'à la nier tout à fait.

De là, dans la sociologie contemporaine, des oppositions qui sont loin d'avoir cessé aujourd'hui même. On ne peut pas regarder l'idée de la sociologie comme arrêtée dès maintenant: car la nature de son objet, qui est avant tout pratique, ne permet pas de donner tort à l'avance aux hommes d'action, plus rapprochés de la réalité dont ils

parlent, et dont la défiance pourrait bien prouver tout au moins l'étroitesse des systèmes proposés par les théoriciens. Ces systèmes sont d'ailleurs nombreux, et paraissent irréductibles entre eux ; les mêmes faits prennent un sens tout autre et une portée bien différente, suivant le point de vue auquel on se place pour les interpréter. Dès lors une première étude générale, historique et critique, s'impose à quiconque veut aborder les problèmes sociaux ; et, tout en poursuivant les recherches particulières et concrètes, hors desquelles on demeure dans un formalisme abstrait, il est nécessaire de répondre à des questions telles que celles-ci :

1^o Une science des sociétés est-elle possible ?

2^o Peut-on admettre l'existence d'une sociologie générale distincte des sciences sociales particulières ?

3^o Cette sociologie générale peut-elle rentrer exactement dans l'idée que l'on se fait de telle ou telle autre science, ou bien est-elle, au contraire, distincte de toute autre par la nature de son objet ?

4^o Comment doit-on concevoir l'objet et les principales divisions de cette sociologie générale, et, par suite, quel programme d'études peut-on se proposer dans ces recherches ?

5^o Enfin, et d'après la réponse faite aux précédentes questions, quels seront l'esprit et les procédés généraux de l'investigation sociologique ?

II

EXAMEN DES OBJECTIONS FAITES A LA POSSIBILITÉ D'UNE SCIENCE SOCIOLOGIQUE

« Sur dix personnes, dit H. Spencer, il y en a neuf, qui, en faisant dépendre directement les événements humains de l'action imprévisible de la Providence, ou de l'action également imprévisible des individus, nient implicitement la science sociale. »

A. — *La Sociologie et la Providence.*

Un examen sommaire de la question suffit à écarter l'opposition que l'on établit parfois entre l'idée de Providence et l'existence de la science sociale. Non seulement on peut observer, avec H. Spencer, que cette opposition rabaisserait la Providence, mais on peut dire que les

sciences de la nature pourraient être contestées par des raisons analogues, sous le prétexte que les lois qu'elles énoncent sont autant d'entraves à l'action divine.

La croyance à la Providence s'accorde d'ailleurs tout aussi bien avec la supposition d'un enchaînement régulier des phénomènes qu'avec l'hypothèse contraire.

C'est qu'au fond les deux problèmes ne sont pas de même ordre, et que les termes mêmes n'en sont pas comparables. La négation de la sociologie au nom de la Providence implique : 1° une explication métaphysique, que la science ne saurait pas plus affirmer que nier ; 2° l'absence de régularités et de similitudes dans les phénomènes sociaux ; supposition discutable, qui n'a rien de commun avec la croyance à la Providence, et qui se rapporterait plutôt à l'opinion de ceux qui nient la sociologie au nom de la liberté humaine.

B. — *La Sociologie et la liberté.*

En quel sens et dans quelle mesure y a-t-il contradiction entre l'affirmation de la liberté et l'existence de la sociologie ?

a) Examinons d'abord l'opposition des deux thèses, telle qu'elle se présente à l'ordinaire.

1° *Thèse du libre arbitre.* — La vie sociale est faite d'actions humaines ; la société est composée d'individus. Or, les actions humaines sont libres ; la volonté, qui les accomplit, est un commencement absolu ; ainsi, à chaque instant, commencent des millions de séries nouvelles d'événements ; de là des perturbations innombrables. La perturbation en matière sociale est la règle. Ou bien la science des sociétés néglige l'homme, et son action dans les événements sociaux ; et, dans ce cas, elle ne relie plus entre eux que des faits physiques ; elle n'a plus rien de social. Ou bien elle tient compte de l'homme ; et, pour elle, toute similitude disparaît de l'avenir au passé ; il n'y a pas de prévisions possibles ; il n'y a plus de science. Il ne reste plus qu'à retracer après coup l'histoire du passé social ; la sociologie se réduit à l'histoire, et celle-ci n'est pas une science.

2° *Thèse du déterminisme objectif.* — Les volontés, les actions individuelles sont déterminées. Sans doute, les faits sociaux sont plus complexes que d'autres, et, en grande partie, les causes des actions humaines nous échappent. La sociologie est encore incomplète. Mais elle est possible, et pour être, elle exige l'affirmation du déterminisme. Il y a partout, au fond des choses, des similitudes. L'histoire n'est pas

une rapsodie, elle est faite d'événements liés suivant des lois naturelles que l'archéologie et la statistique nous font connaître, et qui s'appliqueront à tout l'avenir comme elles se sont appliquées à tout le passé.

3^e *Examen critique des deux thèses.* — Des deux côtés on s'accorde à affirmer l'antinomie de la liberté et de la science; et, tandis que les uns optent pour la première, les autres lui opposent la seconde.

1. Remarquons d'abord que, sous la forme que j'ai indiquée, l'affirmation de la liberté appelle nécessairement des restrictions :

Les événements sociaux ont des facteurs physiques, comme ils ont des facteurs humains; la vie économique dépend non seulement du travail humain, qui utilise les forces naturelles, mais de la quantité et de la disposition de ces forces; et plus on remonte vers des groupes primitifs, plus grande est l'importance relative de ces facteurs objectifs dans la vie sociale.

De plus, l'action humaine ne saurait jamais être regardée comme entièrement libre : l'organisation, l'hérédité physique et mentale jointes au milieu, et à l'action même de la société sont, en général, les facteurs dominants de l'action individuelle; et, dans la mesure où nous connaissons le tempérament d'un homme, nous pouvons nous risquer à faire des prévisions sur les actes qu'il accomplira dans telle ou telle circonstance bien déterminée.

Si même on admet l'existence du libre arbitre, il faut bien reconnaître que la volonté libre n'est qu'un élément généralement secondaire dans le groupe très complexe des facteurs de nos actions; et l'acte volontaire, une fois effectué, s'insère lui-même dans le déterminisme social, et devient le commencement d'une série de conséquences entièrement prévisibles.

Considérons enfin que le nombre et l'importance des facteurs déterminables des faits sociaux s'accroissent à mesure que se poursuit l'évolution des sociétés et nous concluons qu'une science sociale reste possible dans les limites de la croyance à la liberté. L'affirmation du libre arbitre limite la portée de la sociologie, mais n'en supprime pas la possibilité.

2. D'autre part, la thèse extrême du déterminisme objectif est elle-même insuffisante. L'archéologie et la statistique ne contiennent pas toute l'histoire. Jamais un événement n'en reproduit exactement un autre; et l'application stricte du déterminisme substitue à la réalité vraie un schématisme abstrait qui l'appauvrit singulièrement, et souvent la dénature. Le déterminisme répond à la condition logique de la

science, qui est la clarté; mais il cadre imparfaitement, si on l'applique sans réserve, et qu'on lui donne valeur absolue, avec l'extrême complexité de la réalité sociale. Il faut admettre qu'il y a des irrégularités en matière sociale, que les lois sociologiques établies sur l'analyse des faits passés, ne sont pas des lois exactes et exhaustives, mais n'ont qu'une valeur d'approximation; enfin, que des prévisions sûres ne peuvent être obtenues ici que si l'on s'en tient aux généralités, et dans des limites assez restreintes.

3. En somme, si l'on ne veut pas raisonner dans l'abstrait, la question pendante entre le déterminisme et le libre arbitre se réduit déjà à ceci : lorsque nous trouvons, dans ceux des faits sociaux qui dépendent des volontés, des commencements de série que nous ne pouvons pas simplement réduire à des entrecroisements, ou à des coïncidences de séries antérieures, et que nous constatons la croyance à un acte libre, faut-il regarder cette interprétation comme une idée positive et valable ou comme une illusion par laquelle nous suppléerions à notre ignorance des causes? En d'autres termes, lorsque nous touchons aux limites extrêmes de notre science, devons-nous faire fond sur la croyance au libre arbitre, ou admettre la possibilité d'une extension nouvelle de notre savoir?

De ce point de vue déjà la négation de toute science sociale au nom du libre arbitre est impossible; mais, en revanche, l'existence même de la croyance à la liberté est l'indice de la limitation de notre science; et les lois sociales, considérées comme lois objectives, ne semblent, même sous leur forme la plus générale, pouvoir dépasser la valeur de relations approchées.

Toutefois, le débat subsiste, et une question se pose encore : la science sociale déjà existante doit-elle être considérée comme un fragment d'une science plus étendue, et qui serait adéquate à la réalité sociale? ou bien les progrès de la science objective des sociétés seraient-ils nécessairement limités par l'existence d'actes vraiment libres? Cette question n'est pas sans importance; suivant qu'on la résoudra dans un sens ou dans l'autre, si le contenu actuel du savoir n'est pas changé, du moins l'esprit en sera modifié en même temps que l'orientation : et ceci est à considérer lorsqu'il s'agit d'un objet dont le principal intérêt est un intérêt pratique.

Comment donc cette difficulté doit-elle être résolue? Je crois que, tant que la question se posera de cette manière et qu'on discutera sur l'existence objective, et la réalité *acquise et définie* du libre arbitre, tous les avantages resteront à la solution déterministe. On vient de

voir en effet, que le déterminisme doit être admis dans une large mesure même par les partisans du libre arbitre. Ce n'est pas tout : le libre arbitre, conçu comme je viens de l'indiquer, reste une simple hypothèse, que les progrès constants de l'analyse objective, et la découverte successive de nouveaux facteurs des faits sociaux, doivent rendre de plus en plus improbable.

Peut-être même l'idée de liberté ainsi conçue est-elle contradictoire : en faisant de la liberté un facteur des événements sociaux, on en fait une réalité donnée, un certain quantum de force ; c'est-à-dire qu'on détermine la liberté même, et qu'au moment où on croit l'affirmer, implicitement on la supprime. L'opposition des deux thèses est mal établie. On dit : Étant donné *tout* le présent, ou bien il est certains événements futurs qui ne peuvent être prévus, entre autres tous ceux qui proviennent de l'action de la volonté libre ; ou bien *tous* les événements futurs peuvent être prévus, et déduits de la totalité donnée des événements qui constituent le présent. — A quoi je réponds : dans cette alternative, le déterminisme a pour lui toutes les probabilités ; et même il est seul concevable ; l'affirmation du libre arbitre est absurde, parce qu'il est absurde d'admettre *une totalité* qui ne serait pas quelque chose de *déterminé*. Disons mieux : présenter le libre arbitre sous cette forme, c'est se condamner à reconnaître qu'il est, non relativement, mais absolument un mystère, et qu'on l'admet, bien qu'il soit tout à fait hors de la pensée.

b) Mais cette façon traditionnelle, et toute intellectualiste de poser le problème ne me paraît nullement s'imposer, comme définitive ; et je crois que si l'on rétablit la question dans ses termes vrais, on ne verra plus la même opposition du libre arbitre au déterminisme, ou de la sociologie au libre arbitre ; bien plus, qu'on n'aura trouvé le moyen de donner à la science sociale son sens exact que lorsqu'on aura replacé la liberté parmi les conditions des événements sociaux.

Le déterminisme est une conséquence nécessaire de cette supposition, inséparable de la science objective, qu'il existe à un moment donné une *totalité* de phénomènes d'un certain ordre, ou que, du moins, faisant abstraction de toute durée, et par suite de tout changement dans les limites de cet instant, on considère cette totalité comme existante.

Mais c'est là une double convention : 1^o c'est par convention que nous supposons une totalité existante en un certain moment ; 2^o c'est par convention que nous faisons de la notion de ce moment quelque chose de réel, ou du moins une réalité qui se suffirait à elle-même.

Ces deux conventions s'appellent, d'ailleurs, l'une l'autre, et sont nécessaires à la formule de toute loi naturelle, à toute science objective.

Seulement nous ne pouvons conclure de là qu'elles épuisent partout et toujours, le donné, quel qu'il soit, qui est l'objet de notre savoir. On peut même dire que, à des degrés différents, selon qu'il est lui-même plus ou moins défini d'avance par convention, tout donné dépasse cette double détermination : 1^o parce qu'il est plus ou moins indéfini, et n'est pas exactement assimilable à un *quantum* ; 2^o parce qu'il n'est pas enfermé dans un moment indivisible de durée, toute durée étant continue et divisible.

De ce point de vue le réel apparaît toujours ouvert, jamais achevé ; la croyance à la liberté est la naturelle expression mentale de cet aspect des choses ; l'aspiration à la liberté est le signe de l'effort pour remplir de nous-même ce vide, cet inachèvement des choses, qui, d'ailleurs, se remplira même sans nous.

Cet effort est, lui-même, bien faible de résultats ou même tout à fait vain, s'il n'est solidaire ; de sorte que la liberté est inséparable de la solidarité, de cette solidarité vraie qui agit du dedans pour organiser ce qu'elle fonde, et qui ne se contente pas de juxtaposer des individualités et des œuvres comme on amoncelle les pierres au bord des chemins.

Le déterminisme objectif nous fournit une première ébauche de la science des sociétés, une image lointaine de la solidarité ; il est vrai en gros pour des sociétés primitives, faiblement socialisées encore, et et qui ne sont fortes que par une solidarité toute extérieure. Aussi bas dans l'échelle sociale, je placerais, d'une part, la société à castes, fortement liée par le seul effet de la tradition ou d'une autorité étrangère, et, d'autre part, la horde indisciplinée, variable, mobile, où l'indépendance des individualités encore incomplètement conscientes de leurs propres conditions d'existence empêche le lien social de s'affermir. Dans l'une se trouve réalisé un développement supérieur en apparence, mais auquel fait défaut le principe qui l'assurerait et lui donnerait un sens social ; c'est une production physique ou biologique, imitant la vie sociale plutôt que ce n'est une société. Dans l'autre, au contraire, la force interne existe, sans être encore parvenue à la complète possession de soi, et si l'effort interne est déjà intense, il est mal déterminé, il va au hasard, et il se retourne contre lui-même parce qu'il cherche la liberté dans la seule individualité, alors qu'elle n'est que dans la solidarité vraie, dans le sacrifice partiel de soi.

Plus cette opposition s'atténue et se fond en accord, par un

retour à la solidarité et par la conscience croissante du principe interne de cette solidarité, plus le groupe s'élève dans la hiérarchie sociale.

A la sociologie, le déterminisme donne des cadres, et fournit une première matière. Le sens du vouloir collectif assouplit ces cadres, et leur donne un contenu plus riche. La sociologie ne peut isoler le réel de l'idéal, la théorie de la pratique : ses lois, exprimées en formules objectives, sont imparfaitement exactes. Mais elles indiquent un idéal en voie de réalisation. Ainsi comprise, la sociologie est une science, dans la mesure où l'idéal est déjà saisissable au-delà du réel, mais c'est une science qu'on ne saurait confondre avec les sciences purement objectives, et qui a ses conditions propres.

En résumé, une sociologie est possible ; et cette sociologie n'exclut ni le déterminisme, ni la liberté. Elle ramène l'un et l'autre à leur vrai sens, en cessant de les réaliser pour en faire des notions idéales. L'une serait l'expression approchée du donné, réduit par convention à ce qui en lui est objectif, c'est-à-dire déjà consolidé ; l'autre exprime plutôt le donné pris dans son mouvement même, dans son passage constant et toujours partiellement indéterminé d'un état à un autre, de l'actuel à l'idéal.

III

SOCIOLOGIE GÉNÉRALE ET SCIENCES SOCIALES PARTICULIÈRES.

Si l'on admet la possibilité d'une science des faits sociaux, on peut soutenir qu'il existe seulement des sciences sociales indépendantes les unes des autres ; ou bien que ces sciences sont solidaires, mais que la sociologie n'en est que la somme, ou enfin qu'on doit, à côté d'elles, constituer une sociologie générale qui donnerait, en quelque sorte, aux sciences spéciales, leurs principes derniers.

a) On ne soutient plus guère aujourd'hui, du moins théoriquement, la première de ces opinions, mais, ce qui est plus grave peut-être, on la met trop souvent en pratique. C'est ainsi qu'on admettra, par exemple, une science du milieu social (*géographie*), une science de l'homme physique et moral (*anthropologie*), une science économique, une science du droit, une science politique, chacune ayant un domaine entièrement distinct et pouvant se développer dans une parfaite indépendance vis-à-vis des autres.

1. On s'appuie, pour défendre cette opinion, soit sur l'histoire des sciences sociales, qui montre la politique, le droit, la morale, l'économie politique, etc., naissant et se développant isolément, à des époques ou dans des groupes sociaux tout à fait distincts; — soit sur l'analogie des autres sciences, dont la détermination comme sciences positives date de leur division même.

Le principal obstacle que rencontre la formation de la sociologie, c'est que l'on veut y trop embrasser à la fois. Il n'y a pas, en réalité, *une* société, mais *des* sociétés; il n'y a pas seulement des sociétés, mais dans chacune d'elles une multitude d'états de société successifs; enfin chacun de ces états se compose d'un grand nombre de phénomènes sociaux, qu'il faut analyser, définir ou décrire séparément.

2. Il est évident que l'on peut étudier à part des faits qu'on a définis isolément. Mais cela est-il nécessaire? et est-ce même exact?

L'argument qu'on tire de l'analogie des autres sciences n'est pas une preuve suffisante, et d'ailleurs n'est vrai qu'en partie: car il y a en toute science deux mouvements qui se complètent, sans jamais s'identifier tout à fait; l'un, de spécialisation, qui va vers les détails, l'autre de généralisation, qui va vers les ensembles. Si les sciences de la nature subordonnent le second au premier, c'est en tant qu'elles sont, avant tout, théoriques ou analytiques. Les sciences sociales, au contraire, sont orientées surtout vers la pratique; et elles doivent tenir compte de l'étroite connexité de tous les facteurs de l'action humaine. De plus, à mesure que les sociétés s'élèvent davantage, elles réalisent une plus parfaite unité interne; une dépendance plus constante s'établit entre toutes les conditions qu'elles supposent. Aussi les sciences sociales restent purement théoriques et abstraites, insuffisantes par suite dans la mesure où elles s'isolent.

L'histoire même de ces sciences, qu'on invoque pour justifier leur séparation, peut nous fournir une multitude d'exemples de leur impuissance, tant qu'elles restent isolées (exemples pris aux théories politiques de l'antiquité, à l'économie politique du XVIII^e et du XIX^e siècle, à la science du droit, à la morale contemporaine).

b) 1. Montrer la solidarité des sciences sociales, ce n'est pas encore justifier l'existence d'une sociologie générale; et le nombre est grand aujourd'hui des économistes, juristes ou moralistes qui, admettant la mutuelle dépendance des études sociales, ne croient pas cependant qu'il puisse exister une sociologie générale distincte des sciences spéciales (1). Chaque science sociale est une vue sur la société; la socio-

(1) Cf. *Revue de Sociologie*, août 1895. Quelques réflexions sur l'enseignement de la Sociologie.

logie n'est que la somme des sciences sociales particulières. Il est, pratiquement, impossible d'unifier le divers, de simplifier le complexe, de fixer le changement au point d'arriver à le saisir dans une seule et même conception. Une sociologie générale ne peut être qu'une sociologie de convention, une construction chimérique, un système substitué au réel.

2. De cette thèse j'accepte volontiers les prémisses; les sciences sociales particulières sont seules en état de bien saisir et de bien exprimer tous les détails concrets de la vie sociale. Une sociologie qui prétendrait se passer d'elles serait toute abstraite et vaine. Mais aussi cette largeur d'esprit qu'apportent les savants dont nous parlons à l'étude des problèmes économiques, politiques, juridiques ou moraux, ils la doivent à un sentiment plus juste de l'unité sociale, à des vues d'ensemble sur la société; et ces vues, qui seraient d'autant plus sûres qu'elles seraient plus approfondies, sont précisément ce qui constitue l'objet d'une sociologie générale. La sociologie générale n'existe pas sans les sciences sociales, qui lui fournissent la matière de ses recherches; elle progresse à mesure que se développent les études spéciales. Mais, inversement, celles-ci sont exclusives, trop absolues et abstraites sans cette sociologie générale qui les dirige et les éclaire sur la portée de leurs résultats.

Sociologie générale et sciences sociales particulières répondent à deux problèmes complémentaires et inséparables, à deux directions de l'esprit, légitimes l'une et l'autre, et dont la distinction comme le progrès simultané, sont nécessaires surtout à une science qui se fait, et dont on peut dire qu'en aucune de ses branches elle n'est définitivement constituée.

c) Cette sociologie générale, il faut bien marquer ce qu'elle doit être, et se garder, comme d'un écueil dangereux, d'une conception réaliste qui séparerait l'objet de cette science pour l'ériger en réalité distincte.

C'est ainsi que, suivant une conception analytique, d'ailleurs très claire, et qui a été soutenue, on peut, à côté de l'étude séparée des facteurs de la vie sociale, chercher les lois d'association ou d'opposition de ces facteurs; et ce serait là l'objet propre de la sociologie considérée comme science. Il resterait ensuite à dégager la forme commune des lois d'associations, la cause générale des conflits qui se produisent entre les éléments divers, et ce serait là comme une philosophie des faits sociaux, une véritable sociologie générale.

On va même jusqu'à dire que seul le mode d'union des facteurs est vraiment social, que les facteurs pris à part ne le sont pas, et qu'ils

ne revêtent un caractère social que dans la mesure où leurs rencontres se font suivant des lois constantes, parce que cela seul détermine la société, et la distingue de la somme des facteurs physiques, biologiques, psychologiques, dans lesquels elle se décompose.

Mais cette conception est bien purement formelle; elle ferait de la sociologie une œuvre toute théorique, en partie verbale, et qui porterait, d'ailleurs, bien des modes différents de réalisation (1). Peut-on soutenir qu'il n'y a de social que la loi d'expansion des phénomènes? et peut-on donner une formule ou un mot comme suffisant à rendre cette loi d'expansion, parce qu'il est possible, avec cette formule ou ce mot, de traduire, plus ou moins directement, et plus ou moins simplement, un assez grand nombre de faits sociaux? Il faut se défier de la tendance de notre esprit à tout simplifier; c'est un besoin logique, qui peut aisément s'accommoder à tout. La réduction de faits très complexes à une même expression est souvent la marque d'une grande ingéniosité d'esprit, et d'une merveilleuse habileté dialectique; elle n'annonce pas en général un sens suffisamment profond de la réalité. Moins qu'en toute autre science, en sociologie, on peut confondre une simple notation avec une véritable explication des phénomènes.

Le défaut principal des conceptions purement analytiques de ce genre, c'est de supposer que les parties préexistent réellement au tout, et de faire de la société comme telle une résultante. Attribuant d'abord une réalité propre à des éléments qui n'existent tout à fait à part que dans la pensée de l'analyste, elles doivent, par suite, réaliser aussi les liens logiques qu'elles établissent entre ces éléments.

Auguste Comte avait raison de dire qu'en sociologie il faut aller d'abord du composé au simple, parce que le tout est donné avant les parties. On peut aller plus loin et dire que l'idée même du composé, qui appelle l'idée du simple, est un concept de valeur toute approximative, et nullement adéquat à la réalité donnée.

Le problème sociologique se pose d'abord dans le sentiment immédiat que nous avons de la vie sociale et de ses divers aspects, et par cela même il ne peut jamais suffire de coordonner toutes les définitions des multiples éléments que notre analyse a distingués dans cet ensemble, pour en reconstituer l'exact équivalent.

C'est dire que les cadres du déterminisme objectif ne peuvent con-

(1) On pourrait utilement comparer à cet égard les conceptions de M. Tarde, de M. J. Pioger, de M. Durkheim.

tenir un objet d'ordre pratique tel que la vie sociale; et ceci nous permet de déterminer déjà la direction d'ensemble qui convient à la sociologie générale.

Il n'y a pas société partout où il y a des éléments semblables juxtaposés ou coordonnés entre eux; pour que le lien de plusieurs éléments associés devienne social, il faut déjà que les rapports objectifs saisissables à l'observation extérieure recouvrent et expriment un accord interne, plus ou moins nettement conscient, parfois voulu et réfléchi, plus souvent senti seulement d'une façon confuse et lointaine, par suite incomplètement consolidé, susceptible de changement, partiellement idéal. Et la puissance plastique interne de variations est un caractère fondamental du groupement social, et prend une force plus grande à mesure que ce groupement se distingue mieux de tout autre, et parvient à des stades plus élevées de son évolution.

De plus, ainsi rapportée à son principe interne, la société n'est pas un produit contingent de facteurs plus simples, d'espèce différente; le groupe social ne peut sortir que d'un groupement plus ou moins nettement défini, par voie d'enveloppement ou de développement. Si l'on peut concevoir une origine première d'une association mécanique d'éléments objectifs, on n'en peut imaginer une d'un principe interne de solidarité. *La société est un fait primitif, variable seulement dans sa forme et dans son degré de perfection.*

Le groupement social considéré non pas dans une forme constante ou dans le nom commun qui en exprimera commodément les formes diverses, mais dans ses conditions communes d'existence ou d'évolution, apparaît ainsi comme un objet dont l'étude doit être faite, si l'on veut bien comprendre chaque phénomène social en particulier; et cet objet est précisément celui de la sociologie générale.

Ainsi, la sociologie générale n'est pas toute la science des sociétés; elle n'a pas une matière propre, distincte en réalité, de la matière des sciences sociales particulières. Elle est la science de la société prise comme société; et par suite elle repose sur les sciences spéciales; elle ne s'en sépare dans sa matière ou ne prétend se substituer à elles qu'en devenant systématique et arbitraire. Elle ne s'en distingue que par la plus grande généralité de son point de vue.

La sociologie générale, c'est, en somme et avant tout, la fixation du point de vue propre aux sciences sociales. Elle s'appuie sur des observations de faits, s'inspire d'un sentiment pratique, et ainsi elle est l'esprit qui convient à toute étude sociale, la philosophie de ces études.

IV

EXAMEN DES PRINCIPALES CONCEPTIONS DE LA SOCIOLOGIE CONSTITUÉES A L'ANALOGIE
DES AUTRES SCIENCES.

Un problème se pose maintenant. S'il y a une sociologie générale, qu'on ne peut ni confondre avec la somme des sciences sociales particulières, ni distinguer d'elles par la matière sur laquelle elle porte, et qui est la détermination concrète de l'esprit de ces sciences, comment faut-il développer l'idée de cette science?

Le problème a été résolu de plusieurs façons, et, on l'a vu, la plupart des sociologues modernes ont d'abord cherché à constituer la sociologie par un rapprochement de la science nouvelle et de l'une des sciences déjà existantes.

On peut signaler deux grandes directions dans ces multiples tentatives, et opposer entre elles : 1^o les interprétations objectivistes ou naturalistes, qui, rapprochant la sociologie des sciences de la nature, en font avant tout une œuvre d'analyse, une science théorique, et considèrent les sociétés comme des choses soumises dans leur existence et leur évolution à des lois nécessaires ; 2^o les interprétations subjectivistes ou purement idéalistes, qui, rapprochant la sociologie de la psychologie, fondent la société sur un accord des volontés, la considèrent comme une œuvre d'art et, en quelque sorte, comme un système conventionnel, arbitrairement déterminé.

En réalité, on passe presque insensiblement d'un point de vue à l'autre ; et de l'objectivisme au subjectivisme, nous examinerons les principales théories de la sociologie moderne.

A. — *La sociologie et les sciences de la nature inorganique.*

a) On a regardé, quelques-uns regardent encore les influences du milieu physique comme la cause déterminante des états sociaux. Montesquieu attribuait au climat, à la nature et à la configuration du sol, une importance capitale à cet égard. Buckle va plus loin encore dans le même sens. D'autres établissent une dépendance étroite des phénomènes sociaux par rapport aux lois générales de l'univers, etc.

b) Il n'est pas utile de s'arrêter longuement à discuter ces concep-

tions, qui, omettant le caractère avant tout concret de la science sociale, en réduisent l'objet à quelques propriétés abstraites dont il serait simplement la somme; c'est une façon beaucoup trop strictement analytique d'envisager la sociologie. La société n'est en rien comparable à un corps inorganique; et ce qui importe le plus, ce n'est pas de signaler la corrélation évidente des faits sociaux et des faits physiques, mais d'expliquer ce qui distingue la société, et, par suite, tous les faits sociaux des autres objets de science.

Cette conception ne fournit, d'ailleurs, qu'une explication beaucoup trop indirecte, et peu scientifique par suite. Si la température, le sol, le climat, la flore, la faune d'une région influent sur l'état de la société qui l'habite, cette influence ne se fait sentir que par l'intermédiaire des tempéraments, et des mœurs que ces causes contribuent à déterminer.

L'influence du milieu physique ne suffit même pas à expliquer l'état organique ou mental des êtres qui la subissent; à plus forte raison, ne rend-elle pas compte de l'état social. Sa valeur est surtout limitative; et cette limitation même est très inconsistante, parce que les sociétés, en se compliquant, multiplient constamment les moyens de la tourner, de la combattre, de l'annuler et même d'en changer tout à fait le sens.

On pourra dire, avec Aug. Comte, que les causes physiques n'ont guère pour effet que d'accélérer ou de ralentir les changements sociaux; et, avec H. Spencer, on ajoutera que leur rôle diminue à mesure que se poursuit l'évolution sociale, c'est-à-dire à mesure que la société se définit mieux et existe d'une façon plus indépendante.

Enfin, Comte observe très justement qu'il ne faut pas oublier l'influence inverse, l'influence de la société sur la nature, qui croît à mesure que l'autre décroît. La nature peu à peu se socialise, l'homme s'en fait un instrument. Voilà en quel sens surtout, il y a, dans les sociétés supérieures, relation de la vie sociale au milieu physique. L'étude de la nature à ce point de vue est indispensable à la sociologie. La sociologie n'est pas un chapitre de la physique; mais, en revanche, la physique peut être considérée comme une introduction nécessaire à la sociologie.

B. — *Des diverses conceptions biologiques de la sociologie.*

L'explication des phénomènes sociaux par leur réduction immédiate à des composantes physiques est aujourd'hui une exception

même dans la sociologie naturaliste. Il est bien évident qu'une société a une spontanéité propre, que les phénomènes qu'elle présente ne sont pas seulement une réponse immédiate à l'action directe du milieu ; il est certain aussi qu'elle n'est pas une simple association d'éléments inertes, mais qu'elle est composée d'êtres vivants. Aussi la comparera-t-on de préférence à un organisme très compliqué, à un organisme d'espèce supérieure ; et par là on coordonnera la sociologie à la biologie. Cette assimilation domine toute la sociologie naturaliste contemporaine. Seulement, les uns affirment nettement l'exactitude et la réalité de cette analogie ; les autres prétendent s'en servir seulement comme d'un guide ; mais ce n'est guère, la plupart du temps, qu'une atténuation de la thèse précédente ; et on pourrait, jusqu'à un certain point, expliquer cette différence de hardiesse des uns et des autres dans la même affirmation, par ce fait que les uns admettent l'identité actuelle et constante des sociétés aux organismes, tandis que, suivant les autres, la notion d'organisme social serait plutôt une notion idéale, représentant la limite naturelle de l'évolution des sociétés, mais incomplètement réalisée dans les sociétés actuelles.

De là deux formes principales de la conception biologique.

a) *Assimilation complète de la société à un organisme.*

Cette assimilation peut se faire de deux façons :

1° Toute société se compose d'êtres vivants ; tout fait social se laisse donc dissocier en éléments qui sont les actions effectuées par ces êtres dans un certain milieu externe. Les individus sont les composantes de la société. « L'être humain, dit H. Spencer, est le problème final de la biologie, et le facteur initial de la sociologie. »

2° La société elle-même est un organisme individuel, soit qu'on la considère dans son évolution (H. Spencer), soit qu'on la décompose en ses facteurs :

α) Dans l'évolution sociale, comme dans l'évolution organique :

1) Le point de départ nous est donné comme un état simple et indéfini, relativement homogène (petites hordes errantes).

2) C'est par différenciations successives et coordination des parties différenciées (division du travail et coopération) que se poursuit l'évolution des sociétés et des organismes.

3) Des deux côtés la croissance se traduit par une augmentation de masse et de volume : les sociétés plus développées sont plus denses et

plus étendues, qu'elles se soient multipliées du dedans ou accrues par l'annexion violente ou l'association pacifique.

4) A l'accroissement de masse et de volume répond la complication graduelle de structure et de fonction, par division du travail, en allant des fonctions plus générales aux fonctions plus spéciales, et par dépendance mutuelle croissante des fonctions.

5) L'analogie se complète parce que, des deux côtés, l'évolution est limitée dans le temps ; les sociétés naissent et croissent, puis décroissent et meurent, comme les individus.

6) Si, des deux côtés, l'évolution se poursuit parallèlement, on retrouvera dans les sociétés l'équivalent exact des éléments dans lesquels on peut décomposer un organisme (Cf. Fouillée : *Science sociale*).

1) L'individu est, dans la société, l'équivalent de l'élément anatomique dans l'organisme.

2) Comme les cellules se groupent pour former des tissus, dont les propriétés sont diverses, ainsi la société nous présentera des groupements élémentaires différents les uns des autres (familles, races, villes, provinces, professions, classes sociales) (Cf. Worms : *Revue de Sociologie*, 1893, p. 441).

3) Ces tissus, combinés suivant divers modes, donneront à leur tour les organes spéciaux et les systèmes d'organes, les grands appareils de la vie sociale ; l'industrie, le commerce, le gouvernement, sont évidemment comparables aux systèmes musculaire, circulatoire, nerveux, et aussi indispensables à toute société que ces systèmes le sont à tout organisme. D'un autre point de vue, on distinguera, de part et d'autre, les parties externes, ou de relation et de résistance, et les parties internes, ou de nutrition.

4) Enfin, on pourra même aller, si, du point de vue psycho-physiologique, on appelle âme l'unité formelle de l'organisme, jusqu'à en retrouver l'analogie dans l'unité sociale et dans les organes qui l'expriment, c'est-à-dire dans l'État.

De tout cela, il résulte que la division générale applicable aux deux sciences sera la même : on distinguera non pas seulement, avec Aug. Comte, une statique et une dynamique, mais plus exactement encore une morphologie et une physiologie sociales.

3. Sans sortir des principes du pur naturalisme, il est aisé de reconnaître ce qu'il y a d'incomplet et d'inexact dans cette assimilation stricte des sociétés aux organismes. Les sociologues naturalistes ont fait eux-mêmes cette remarque, soit en observant de plus près et dans

le détail, les deux séries de phénomènes (par exemple il est des phénomènes sociaux, tels que l'émigration, qui n'ont pas de corrélatif biologique); soit parce qu'ils tenaient plus encore (par exemple H. Spencer) à l'individualisme qu'à l'assimilation des sociétés aux organismes, et que celle-ci leur a semblé incompatible avec celui-là.

α) Suivant Aug. Comte les différences se ramènent à des différences de complexité et de plasticité; les sociétés sont plus complexes et plus souples que les organismes vivants.

β) Pour Spencer : 1) L'organisme social est discret, disséminé dans l'espace, tandis que l'organisme individuel est concret : les parties de l'un peuvent lui préexister, et l'agglomération est une de ses origines, surtout dans les sociétés supérieures, tandis que l'organisme vivant, dans ses formes les plus élevées, ne se reproduit que par développement interne, à partir d'une origine commune.

2) L'organisme individuel est symétrique, l'organisme social ne l'est pas.

3) Le premier se compose de parties insensibles, l'autre d'éléments qui sont tous sensibles; dans l'organisme, c'est le tout qui est sensible; dans la société, ce sont les parties.

4) D'où cette conséquence que dans l'un les parties sont subordonnées au tout, tandis que dans l'autre le tout est fait pour les parties. Et, par ce détour, Spencer pense avoir justifié son individualisme radical. Il va même, après s'être servi de l'analogie des sociétés aux organismes et en avoir affirmé la réalité (*Introduction à la science sociale*), jusqu'à dire qu'elle n'est qu'un échafaudage provisoire, et dont on pourrait se passer (*Principes de Sociologie*).

γ) On peut aisément diminuer la portée des différences signalées par Spencer, et détruire les conclusions qu'il en tire, en faisant remarquer (Fouillée) :

1) Que la dispersion dans l'espace n'est qu'un fait secondaire, dont notre façon de connaître nous fait exagérer l'importance, et qui n'exclut nullement l'existence d'un tout concret.

2) Qu'il ne faut ni exagérer la symétrie de l'organisme, ni méconnaître que l'apparente asymétrie des sociétés pourrait bien s'expliquer par leur complexité.

3) Que rien ne prouve que l'organisme ne soit pas sensible en toutes ses parties, ou que la sensibilité n'existe dans la société que chez les individus considérés isolément.

4) Des deux côtés, il y a donc coordination du tout et des parties, et l'un ne va pas sans les autres.

δ) Nous sommes ainsi ramenés aux différences indiquées par Aug. Comte, et qui ont été reprises et développées par G. de Greef (*Introduction à la sociologie*) :

1) La société offre plus de facilité que l'organisme à la séparation des parties ou à leur réparation (émigration, conquête).

2) Ses mouvements internes sont plus longs, de périodes plus étendues; et la durée de la vie sociale est infiniment plus grande que celle de l'individu.

3) La société présente une hétérogénéité plus grande de fonctions et de structure, et aussi une plus complète dépendance mutuelle des fonctions et des organes.

4) A l'inverse des organismes, les sociétés les plus élevées sont aussi les plus fécondes.

5) Dans les sociétés, il s'établit une indépendance croissante de la fonction vis-à-vis de l'organe, de sorte que la fonction peut précéder l'organe, ou l'organe, la fonction.

6) L'accord des conditions physiques ou externes et des conditions internes de la vie sociale, devient plus parfait dans les sociétés que dans les organismes, à mesure que l'action de l'homme socialise plus complètement la nature.

Ce sont là les différences signalées par Aug. Comte, mais présentées d'une façon plus nette et indiquées comme se réalisant progressivement au cours de l'évolution sociale.

Comment les expliquera-t-on? On peut le faire de deux façons, soit en renonçant immédiatement à l'objectivisme exclusif, soit simplement en substituant à l'assimilation complète et actuelle des sociétés aux organismes, une assimilation idéale, destinée à se réaliser progressivement, mais non encore acquise. C'est cette dernière solution qui nous éloigne le moins de la précédente, et c'est celle que nous devons d'abord considérer.

b) *Assimilation purement idéale des sociétés aux organismes.*

On ne peut assimiler les sociétés existantes à des organismes supérieurs, analogues à l'organisme humain, puisque ces organismes, malgré leur complexité, sont toujours une coordination bien définie de parties elles-mêmes définies, limitées dans leur fonction spéciale, tandis que les sociétés sont des réalités éminemment plastiques, constamment variables, de croissance irrégulière, dont les parties ne sont pas mécaniquement dépendantes les unes des autres, et n'ont, en

général, avec les fonctions qu'elles remplissent, qu'une liaison contingente.

Mais ne pourrait-on du moins considérer les sociétés comme des organismes très imparfaits en leur genre, à cause de leur complexité très grande? On conclurait de là que la plasticité sociale est un phénomène temporaire, d'intensité décroissante, et qui devrait peu à peu disparaître au cours de l'évolution sociale.

A cette conception pourrait se rattacher l'idée chère aux sociologues, depuis Aug. Comte, et devenue banale, que tout ce qui, dans l'état social est variable, est anarchique, et que les sociétés doivent passer à travers des périodes successives de rénovation (progrès) et de consolidation (ordre), jusqu'à ce que la totalité des éléments qu'elles contiennent soit définitivement organisée.

Alors, se trouverait atteinte la phase finale que sous des formes, d'ailleurs différentes, la plupart des théoriciens se représentent comme étant la perfection de l'humanité.

Telle est, dans la sociologie objective, l'idée la plus haute qu'on puisse se faire de la marche progressive de la solidarité; cette solidarité n'est déjà plus une simple coordination mécanique et extérieure, réalisée par contrainte, telle que nous la présentent certaines sociétés inférieures; c'est une solidarité organique, déjà plus intérieure, en ce qu'elle résulte de la spontanéité vitale du groupe, de la différenciation naturelle de ses fonctions; mais, l'harmonie et l'unité sociales sont toujours une œuvre finie, produit naturel et inconscient de lois objectives, dont on se représente d'ailleurs diversement les effets, et qui, suivant les uns se poursuit lentement et paisiblement (Durkheim), suivant d'autres, au contraire, émerge à la longue de luttes et de conflits plus ou moins violents (Gumplowicz).

La société, qui n'est encore aujourd'hui assimilable qu'à un organisme très inférieur, tend d'elle-même à se rapprocher des organismes supérieurs. Mais alors, l'analogie des sociétés aux organismes, si elle cesse d'être, dans le détail, un moyen sûr de connaître la constitution sociale, devient, dans une certaine mesure, un instrument de prévision: là où les organismes supérieurs nous offrent des organes spéciaux qui n'ont pas d'analogue dans les sociétés, nous pouvons parfois supposer que des organes analogues apparaîtront plus tard par des différenciations nouvelles dans des phases plus élevées de l'évolution sociale (Durkheim).

Avant de faire la critique de cette conception, on peut affirmer sa supériorité sur la précédente; le naturalisme sociologique que nous

avons vu progresser d'une conception physique et abstraite à une conception organique de la vie sociale où l'on tient déjà compte de l'énergie propre de la société, s'élève encore de la première forme toute statique de cette théorie à une conception dynamique, qui cherche le parallélisme de la société à l'organisme, non plus dans les choses elles-mêmes, mais seulement dans la loi de leur évolution.

Ici encore, l'analogie reste réelle entre la société et l'organisme; l'organisme est, pour la sociologie objective, le plus complexe des produits de la nature; et la société n'est encore qu'une sorte d'organisme plus complexe que toute autre, plus retardée par suite dans son évolution, mais toujours finie, comme doit l'être toute chose matérielle.

c) *Critique de la conception biologique.*

Deux questions se posent maintenant : la société est-elle vraiment un organisme? En quel sens peut-on dire que l'individu est l'élément dernier de la vie sociale?

1° *La société n'est pas un organisme.* — On peut d'abord remarquer que, l'assimilation actuelle et complète de l'une à l'autre étant impossible, l'assimilation idéale n'est qu'une simple hypothèse, un postulat du naturalisme, qui se pose d'avance comme vrai sans examen, en admettant que la société ne saurait être qu'un produit naturel (c'est-à-dire objectif), et que l'organisme est l'espèce la plus complexe qui existe parmi ces produits. Mais si nous réservons la question, rien ne nous fera d'avance pencher à affirmer plutôt qu'à nier cette assimilation.

Elle n'en continuera pas moins, cependant, de se présenter comme un premier guide utile à suivre, toutes les fois qu'on arrivera à la sociologie, en partant des sciences objectives; car, il est naturel de profiter, en abordant une science nouvelle, des résultats acquis en d'autres sciences, plus simples peut-être dans leur objet, mais déjà plus développées.

Seulement cet appui, naturel au début, finit par devenir dangereux aux mains de ceux qui s'en servent et qui se fient à lui.

Je ne dirai pas qu'ils sont trompés par l'emploi d'un mot très élastique et vague, le mot organisation; ce serait les supposer vraiment naïfs à l'excès.

Mais il y a bien des objections à faire, hors de celle-là, à la théorie biologique; je signalerai celles qui me semblent le plus décisives :

1. Tout ce que l'observation des sociétés nous apprend, nous pourrions le connaître, l'énoncer, en saisir le rôle exact et la valeur, sans

nous aider d'aucune comparaison biologique. Pour bien des savants contemporains, la théorie mécanique est une simple expression des phénomènes physiques, et n'a pas de valeur par elle-même; souvent même elle devient encombrante; mais, du moins, peut-on soutenir que la généralité et la précision de la notion de mouvement lui donnent une réelle supériorité sur toute autre. Ici, rien de semblable, nous n'avons qu'une comparaison commode si on n'en abuse pas, mais qui n'apprend rien, et devient décevante, si on la croit explicative.

2. Il y a d'autant moins de raison de se servir de cette analogie que la société se distingue très nettement de l'organisme individuel, et que, comme le fait justement remarquer de Greef, « si les phénomènes sociaux ne présentent aucun caractère nouveau, si ce n'est au point de vue de la complexité et de la masse, il n'y a pas lieu de leur assigner une place distincte ».

3. Mais serrons la question de plus près : cette comparaison nous fait oublier certains caractères fondamentaux de la vie sociale : on a déjà vu que les sociétés diffèrent des organismes par la durée de leur existence, par leur plasticité très supérieure, par une indépendance plus grande de la fonction vis-à-vis de l'organe. Il faut maintenant ajouter que ces différences ne sont pas seulement actuelles et destinées à décroître, puis à disparaître; la différence que nous révèle l'observation des sociétés dans les limites où elle est renfermée est plus importante et porte sur la direction même de l'évolution des deux sortes de réalités.

α) On admet aisément que les sociétés vivent un temps bien plus long que les organismes. Mais on peut aller plus loin et dire qu'il n'y a pas pour elles de raisons naturelles de mourir, et que la mort sociale, si universelle qu'elle paraisse, est un phénomène purement accidentel. Sans doute, une association particulière établie en vue d'un objet défini ne peut avoir qu'un temps, Mais une société naturelle n'est pas déterminée de cette manière; et si on veut l'enfermer dans une certaine définition, on pourra bien dire qu'elle meurt; mais, en ce sens, elle meurt à chaque instant, et cette mort perpétuelle n'est en réalité que l'expression de ses constantes variations dans notre connaissance analytique, toujours trop pauvre pour égaler l'idée que nous nous en faisons à ce qu'elle est véritablement. Nous ne trouvons guère qu'à l'état d'exception, dans l'histoire des sociétés, l'équivalent de ce phénomène nettement tranché qu'on appelle la mort de l'organisme vivant; inversement, nous ne voyons pas des organismes, arrivés à

la décrépitude, se renouveler pour fournir une nouvelle carrière.

Il est vrai que peut-être la mort n'est aussi qu'un accident pour l'élément vivant, et ne devient une nécessité qu'avec la différenciation organique, et chez les organismes déjà compliqués. Mais il n'en subsiste pas moins, des sociétés aux organismes, cette différence profonde que dans les sociétés supérieures, la mort accidentelle et brusque fait place, de plus en plus fréquemment, à des transformations tantôt plus lentes, tantôt plus rapides, mais jamais subites, au lieu que la mort devient, pour les organismes supérieurs, une nécessité inéluctable. D'un point de départ analogue, l'évolution se poursuit donc, des deux côtés, en sens opposé; avec le développement, les différences augmentent progressivement, en ce qui concerne la durée de l'existence, entre les sociétés et les organismes.

β) C'est une remarque analogue que l'on peut faire au sujet de la plasticité sociale. Les sociétés mal définies et incohérentes qu'on donne comme étant les sociétés primitives, et qui sont certainement les antécédents de toutes les autres, ne sont encore qu'une matière sociale informe, plastique, si l'on veut, en ce qu'elle subit aisément toute action étrangère; mais elles n'ont en elles qu'un principe très faible de plasticité; elles sont encore très peu socialisées. Les sociétés qui leur succèdent souvent dans le temps, nous présentent (sociétés à castes) l'exemple le plus complet dans la série sociale de groupes fermés, presque entièrement assimilables à de vastes mécanismes, et recevant leur impulsion de l'autorité d'un individu ou d'une classe ou caste dirigeantes. Mais, si l'on continue de suivre la marche progressive de l'évolution sociale, on verra que les sociétés supérieures présentent un degré croissant de plasticité propre; et que, dégagées de plus en plus de l'action directrice d'une contrainte externe, elles deviennent de plus en plus aptes à un nombre croissant de fonctions, savent de plus en plus aisément parer aux actions imprévues du milieu, ou réalisent, au contraire, dans ce milieu des dispositions nouvelles de plus en plus nombreuses, dont elles se servent pour satisfaire à leurs besoins.

γ) De là, dans ces sociétés, indépendance croissante de la fonction et de l'organe; la fonction naissant du besoin qu'on éprouve, et s'accomplissant d'abord par l'intermédiaire des organes déjà existants et appropriés à d'autres usages; ou bien le désir de la fonction faisant créer de nouveaux organes, destinés à la remplir, avant même qu'elle soit devenue un besoin, et qu'elle résulte du jeu naturel de la vie sociale.

En résumé, irrégularité beaucoup plus grande de structure, de durée, de fonctions; voilà la plus apparente des différences qui séparent la société de l'organisme. Mais ce qui rend cette différence irréductible, c'est qu'elle croît au cours de l'évolution, les sociétés ne traversant des formes stables et définies, analogues à celles des organismes supérieurs, que pour développer plus tard une puissance interne croissante de renouvellement. La première marque vraiment distinctive du groupe social, c'est qu'il implique dès le début, un élément de variation qui finit, dans les sociétés les plus élevées, par devenir prépondérant.

2° *L'élément social n'est pas l'organisme individuel.* — La plasticité propre des sociétés une fois constatée, on peut en chercher l'origine dans les facteurs constitutifs du groupe social.

On dit volontiers que l'atome social est l'individu, de sorte que les actions sociales étant de simples composés des actions individuelles, l'analyse confirme la réduction des sociétés aux organismes, déjà posée directement par l'étude purement descriptive du groupe.

En accordant tout d'abord l'exactitude de cette thèse, remarquons qu'elle servirait au besoin à expliquer la différence profonde des sociétés et des organismes, et à nous faire considérer le *superorganisme* social comme irréductible à l'organisme individuel. Car un des traits essentiels de l'individualité est la conscience, qui est précisément un principe interne de variation et qui pourrait rendre compte de l'irrégularité des mouvements sociaux.

Mais aussi, de cette remarque, résulte l'inexactitude d'une identification entre le rôle de l'individu dans la société et le rôle de l'élément anatomique dans l'organisme.

L'élément anatomique est la matière organique; et il est, avec beaucoup d'autres éléments semblables, baigné dans un milieu intra-organique destiné à assurer la connexion et les relations des éléments entre eux. L'individu dans la société est, à la fois, matière sociale et agent médiateur.

Ce n'est donc pas en tant qu'individu qu'il est l'élément social, mais en tant qu'il a une tendance à s'étendre hors de soi, et qu'ainsi il commence à former avec d'autres individus, de petits groupes naturels (tels que la famille primitive); et ce n'est pas en êtres individuels organisés et conscients, indépendants les uns des autres, qu'une analyse exacte décompose la société, mais bien plutôt en groupements élémentaires, hors desquels l'individualité elle-même ne saurait être représentée à l'esprit.

L'individu n'est le dernier terme de l'analyse sociologique que si l'on suppose à l'avance la société réductible par analyse quantitative à des éléments derniers, eux-mêmes bien définis et indécomposables.

La sociologie biologique est fidèle aux principes du naturalisme; mais ce sont ces principes eux-mêmes qu'il faudrait critiquer, et que rien n'autorise à poser, dès le début, comme incontestables, au point qu'il serait possible de les sous-entendre.

3. Il ne reste plus qu'un seul moyen de conserver encore l'analogie des sociétés aux organismes, c'est de la retourner et de considérer l'organisme individuel comme une espèce de société très imparfaite, en soutenant que la définition objective de l'organisme n'a, elle-même, qu'une valeur d'approximation et que l'organisme individuel comporte encore un minimum de variabilité interne. En fait, d'ailleurs, la biologie est redevable à la sociologie de bien des notions importantes (la division du travail, la lutte pour la vie, les colonies animales); et sous l'influence de la considération des faits sociaux, l'idée d'organisme, peu à peu, se rectifie et s'élargit; sous les dehors déjà consolidés des choses, on retrouve, d'autant mieux qu'on étudie des réalités plus complexes, le principe interne et partiellement idéal qui les vivifie.

Du mécanisme pur, qui omet la spontanéité sociale et reste manifestement impuissant à expliquer les faits sociaux, le naturalisme a dû s'élever à une conception évolutionniste, qui met au premier rang, dans les facteurs de la vie sociale, le milieu intra-social, et fait de ce milieu la réalité elle-même; mais l'objectivisme l'oblige encore à définir ce milieu comme une simple résultante, dont l'existence, postérieure à celle de ses éléments mécaniques, n'est qu'en apparence d'espèce différente; et la nature du groupe social échappe encore à cette analyse; c'est que, pour la bien saisir, il faut changer de point de vue, tenir compte de considérations d'ordre idéal et subjectif, et chercher, dans les croyances ou les aspirations collectives, l'expression la plus exacte du principe interne de la solidarité sociale.

C. — *Sociologie et psychologie.*

L'observation directe nous montrant l'importance capitale de la variabilité comme élément de la vie sociale, et la conscience apparaissant dans l'individu comme un principe de changement, il devient naturel de demander maintenant aux lois psychologiques l'explication des phénomènes sociaux; et, des conceptions biologiques de la socio-

logie, nous passons ainsi à des conceptions psychologiques, qu'on peut, tout d'abord, essayer d'enfermer elles-mêmes dans les limites du naturalisme.

Il s'agit ici surtout d'une conception analytique qui ferait dériver les lois sociales des lois psychologiques. « Les lois des phénomènes sociaux, dit Stuart Mill, ne sont que les lois des actions et passions des êtres réunis en sociétés. »

a) *La sociologie et la psychologie objective.*

1° Le principe de cette première conception, c'est que la vie sociale est réductible à l'action de la partie la plus complexe et la plus instable de l'organisme individuel, c'est-à-dire du cerveau.

H. Spencer admet parfaitement la dépendance immédiate des phénomènes sociaux par rapport à la nature mentale de l'homme, et, dans son *Introduction à la science sociale*, il critique vivement les hommes politiques, qui, tout en reconnaissant cette dépendance, refusent de s'appuyer sur une connaissance précise des lois de la nature humaine et s'en tiennent à un pur empirisme.

C'est ainsi, dit-il, qu'on ignore ou qu'on feint d'ignorer que l'action des hommes dépend de leurs sentiments et non de leurs connaissances.

Dans ses *Principes de Sociologie*, traitant la même question au point de vue de l'évolution, il déclare que si, dès les débuts de la vie sociale, les facteurs émotionnels (impulsivité et imprévoyance) ont une grande influence sur les événements, les facteurs intellectuels font, alors, complètement défaut, et sont plutôt le produit que la cause du progrès social.

Dans le même sens, M. de Greef déclare qu'entre la sociologie et la psychologie il y a ceci de commun que des deux côtés la méthode et le raisonnement conscients sont l'exception, que l'inconscience domine la volonté réfléchie, et que, comme les fonctions fondamentales de la nutrition sont dans l'organisme inaccessibles à la conscience, de même les fonctions économiques ne sont pas, dans la société, l'œuvre de la réflexion.

En tout ceci, les facteurs psychiques sont considérés du dehors, comme des facteurs qui s'ajoutent à d'autres, et on les réduit à ceux qui paraissent se déterminer le plus complètement par des causes organiques. De ces conceptions, on peut dégager deux idées dominantes :

1. La nature émotive de l'homme détermine seule ses actions, et, par suite, est le seul facteur psychologique des faits sociaux.

2. L'action de l'intelligence sur la société est nulle; et si même on suppose que l'individualité préexiste à la vie sociale, on devra dire que l'effet du progrès social est de la diminuer progressivement, de la rendre de plus en plus illusoire; de sorte que la socialisation graduelle de l'être répondrait à la disparition progressive de la conscience réfléchie.

2^e Avant d'indiquer ce qui fait l'insuffisance fondamentale de cette théorie, on peut montrer dans le détail en quoi pèchent les propositions qui la résument.

On peut accorder, tout d'abord, aux sociologues naturalistes l'influence directe du sentiment sur les actes, la nécessité pour toute idée de se traduire en sentiment afin de devenir efficace, et, par suite, la faiblesse des idées abstraites.

Mais la distinction nette des sentiments et des idées n'a rien de réel, ou tout au moins rien d'absolu, et résulte d'une simple classification analytique; une conviction éclairée a plus de force pratique qu'un sentiment indéterminé.

Si, de plus, il est vrai de dire que le progrès de la réflexion est inséparable du progrès social, et conditionné par lui, il ne s'ensuit pas que l'intelligence *ne soit qu'un produit* de la société; et on ne montre pas comment celle-là aurait pu naître en totalité de celle-ci.

Enfin, il n'est pas vrai que ce soit la complète homogénéité du sentiment le plus inconscient qui constitue, à l'origine, toute la vie mentale; mais il existe, dès le début, des lueurs de réflexion, et quelques inventions individuelles; et d'autre part, le développement progressif de la socialité est loin d'entraîner la disparition graduelle de la conscience individuelle; il n'y a pas antithèse de la société et de l'individu, et le développement de l'une est en étroite connexion avec le développement de l'autre.

Voici, maintenant, le principal défaut de toute cette psychologie objective dans l'explication des phénomènes sociaux. Parmi les faits psychologiques dont Spencer cherche à déterminer le rôle dans la vie sociale, il n'est question que des sentiments et des idées; et l'émotion n'étant pour lui que la réponse immédiate du dedans à l'impression organique, l'idée n'étant qu'un reflet diffus du sentiment, ce qui demeure absent, c'est toujours le mental avec ses caractères propres. — Or, la présence du dedans mental est attestée par l'insuffisance empirique de la séparation du sentiment et de l'idée; ce qui fonde l'un

et l'autre, ce qui en fait la force et l'unité réelle, c'est l'activité mentale, plus ou moins consciente, dont la présence est non seulement donnée dans le sentiment immédiat, mais exigée par l'insuffisance de toute explication qui prétend se passer d'elle.

Seulement, la réintroduction du vouloir comme moyen propre de la mentalité n'est pas la superposition à l'idée ou au sentiment d'un élément nouveau; c'est le signe d'un changement définitif de point de vue, la renonciation à une théorie purement objective. Il n'y a de vraiment subjectif que le vouloir; et le vouloir est un principe interne de développement. C'est ce principe qui, vu du dehors et comme objet, se traduit en une multitude d'états successifs ou simultanés, qui sont des sentiments ou des idées.

b) *Sociologie et psychologie subjective.*

Nous voici donc amenés à sortir définitivement de l'objectivisme exclusif, qu'à vrai dire on ne maintenait que par un artifice dans une théorie psychologique des faits sociaux; et nous pouvons nous demander ce que vaut une sociologie fondée vraiment sur la psychologie (1).

1° Si nous consultons la psychologie subjective sur la nature du groupement social, elle nous répondra que les sociétés sont des associations plus ou moins irrégulières et instables d'êtres conscients, dont les sentiments, les convictions, les aspirations expliquent les divers phénomènes de la vie sociale.

De plus, une volonté plus ou moins consciente d'elle-même étant le fond de l'esprit individuel, nous expliquerons immédiatement par elle la variabilité et la souplesse très grande des états de société. Et la volonté étant d'autant plus plastique qu'elle est plus consciente, nous dirons que la plus grande plasticité des sociétés supérieures s'explique par le plus profond développement des volontés qui les composent.

(1) Il est à peine besoin de faire observer ici que je ne discute pas ici une sociologie pour laquelle les faits sociaux seraient des faits psychologiques par cette seule raison que ce sont des faits dont nous avons conscience. En ce sens tous les faits sont psychologiques; et une pareille conception de la sociologie ne résout aucune des difficultés pendantes, elle se concilie avec les théories les plus opposées: naturalisme et idéalisme se ramènent également à elle: c'est l'expression générale et vague d'un fait que l'on a l'habitude de sous-entendre; et il serait d'une excessive naïveté d'opposer cette conception à telle ou telle doctrine sociologique existante.

La société, ainsi comprise, est donc fondée sur un accord de ses membres. Cet accord peut être déterminé par les circonstances, et, lorsque les volontés sont faiblement conscientes, ce sont ces circonstances qui attirent surtout notre attention ; mais, plus les volontés sont éclairées, plus cet accord devient visible et explicite, et devient le lien solide et effectif qui maintient l'unité sociale. En d'autres termes, la société tend à se fonder sur un contrat, c'est-à-dire sur le consentement de tous ses membres (Fouillée).

La société apparaît ainsi comme quelque chose qui, à chaque instant se fait, qui se dégage peu à peu de ce qui n'était d'abord qu'une simple juxtaposition de parties ; d'une juxtaposition de ce genre, nous ne pouvons faire une société que si nous y voyons un rudiment de la société contractuelle.

Au naturalisme sociologique se trouve ici substituée une doctrine purement idéaliste, pour qui la variabilité appartient en propre à la société, parce qu'elle est un caractère distinctif des unités sociales, c'est-à-dire des volontés conscientes qui sont les éléments sociaux.

2° Ce qui nous a conduits à cet idéalisme radical, c'est l'insuffisance des conceptions qui éliminent le dedans mental des unités sociales, c'est leur impuissance à rendre compte, soit de chaque état de société pris à part, soit du passage constant d'un état de société à un autre. Mais il reste à savoir si cet idéalisme ne présente pas aussi des difficultés qui nous obligent à le rectifier et au besoin à en modifier le fondement.

Voici quelques-unes des principales objections qu'il soulève :

1) Si, à l'exemple de l'ancienne psychologie métaphysique, nous faisons de l'individualité consciente un absolu, nous pourrions bien savoir par expérience que la société existe ; mais nous lui donnerons un fondement trop peu solide, et tout à fait arbitraire. — Puisque la société est, c'est que les hommes ont convenu de s'associer ; mais il reste toujours possible qu'ils fassent des conventions différentes ; et de plus, chacun d'eux pris à part est toujours bien fondé à se soustraire, s'il le veut, au groupement social. Nous ne rendons pas un compte suffisant, par ce principe, de l'universalité de la vie sociale et de son caractère de fait primitif et naturel.

2) Si, d'ailleurs, la société est simplement un produit des volontés de tous ses membres, non seulement il doit y avoir des variations sociales, mais ces variations doivent être brusques, ininterrompues et illimitées ; il ne doit pas exister de régularités ni par suite de science sociale. Et nous sommes ramenés aux antiques systèmes qui attri-

buaiient au législateur une action toute puissante sur la structure sociale. Nous opposons au naturalisme la doctrine qu'il avait voulu remplacer, parce qu'il en avait vu toutes les faiblesses et l'incompatibilité avec une observation attentive des faits.

3) Sortirons-nous d'embarras en disant que le groupement des individus a d'abord été provoqué par les circonstances, par les nécessités pratiques de l'existence, par la communauté de besoins et d'intérêts jointe au rapprochement sur le même sol, à la parenté, à la similitude de langage et de croyances; et qu'enfin la durée du groupement ainsi produit a dû lui donner déjà par elle seule une force très grande? Mais cela revient à soutenir que la volonté libre des individus intervient simplement pour sanctionner un lien traditionnel déjà puissant. On sort par là, du pur idéalisme, et on élargit la doctrine.

Mais on lui donne une expression qui est loin d'être la plus juste; on oppose trop radicalement les deux sortes de conditions, objectives et subjectives, sur lesquelles repose la société. La conscience qui s'éveille commence par se défier de ce qu'elle reçoit du dehors, et ne l'accepte que si elle le trouve conforme à sa nature, à ses besoins, à ses tendances secrètes. Si la seule base première du lien social était à chercher dans un concours de circonstances objectives, la volonté consciente, au lieu de la confirmer, l'infirmerait d'autant plus qu'elle serait mieux en possession d'elle-même.

Si elle l'appuie, c'est qu'elle le trouve en rapport avec sa nature, c'est qu'elle n'est pas elle-même purement individuelle, et, qu'en d'autres termes, le groupement social n'est pas un simple produit secondaire, né des circonstances ou d'un acte arbitraire des volontés, mais une condition d'existence et de développement de l'individualité elle-même.

Cela revient à dire que l'existence universelle du groupe social, l'impossibilité de le regarder comme purement conventionnel, et de n'y voir que variabilité et incohérence, sont autant de raisons qui nous obligent à rectifier la psychologie individuelle, si nous voulons fonder sur elle la sociologie.

Comme on l'a déjà montré des sciences de la nature et de la biologie, la psychologie ne peut guère être mise en relation exacte avec la sociologie que si elle est elle-même renouvelée par des considérations sociologiques.

c) La psychologie renouvelée par la sociologie.

1° Lorsqu'on cherche à donner à la vie sociale un fondement psy-

chologique, on fait en général remarquer qu'il existe en nous des sentiments et des tendances égoïstes et altruistes, ces dernières se dégageant peu à peu des premières, qui dominent au début, et formant avec la sociabilité le phénomène le plus élevé de la vie psychique, le lien de l'individu et de la société.

On fait observer que, d'ailleurs, la société nous offre les deux sortes d'éléments, l'égoïsme individuel ayant pour corrélatif les dispositions prédatrices, qui dominent dans les sociétés primitives, et l'altruisme répondant à la coopération sociale (de Greef).

Enfin, on fait sortir insensiblement la sympathie volontaire de l'égoïsme à plusieurs, du simple besoin d'être ensemble, pour accroître le plaisir de chacun (Fouillée).

Mais ce n'est là qu'une simple description du processus probable des phénomènes successifs; et il reste à expliquer comment un égoïsme à plusieurs a pu se changer en sympathie consciente. — Ajoutons que la sociabilité n'est pas la société et qu'elle en diffère comme un simple état de conscience diffère d'une réalité objective.

Enfin, bien que l'union pour la lutte, l'alliance destinée à mieux satisfaire les instincts égoïstes des alliés, ait pu demeurer longtemps le fait capital de la vie sociale, et donner déjà à la société une individualité définie, bien que la vie intérieure du groupe soit faible tout d'abord, et que chaque individu garde son indépendance pour tout ce qui n'est pas action défensive ou offensive au dehors, cette association formée pour repousser les dangers extérieurs, n'aurait aucun caractère social, si elle ne supposait déjà un rudiment de sociabilité, un principe interne d'union. Nous ne devons pas être dupes de cette illusion, par suite de laquelle, tant que nous restons étrangers à l'objet de notre connaissance, nous ne nous attachons qu'au dehors des choses. Ainsi faisons-nous, quand, parce que les formes sociales primitives se déterminent surtout par les nécessités de la lutte, nous oublions que cela même résulte de la nature des individus, qui ne peuvent exister dans l'isolement. Ce qui est dû à la lutte extérieure, c'est un certain mode de groupement, non le groupement lui-même; et nous devons dire, ou bien que, si nous parvenions à supprimer par la pensée toute cause de conflit, nous ne supprimerions pas pour cela la nécessité pour l'existence et la conservation de l'individu d'un groupement très élémentaire, ou, mieux encore, que nous ne pouvons faire disparaître toute lutte et aussi toute société qu'en faisant disparaître l'individu lui-même.

Sans doute, la solidarité n'est, au début, que très faiblement cons-

ciente; mais nous ne pouvons pas davantage considérer l'égoïsme comme un fait primitif. Tout au plus dirons-nous qu'il se détermine le premier devant la réflexion, que dans la lutte la conscience s'éclaire, et que, par la lutte, ce qui se marque le mieux tout d'abord, c'est l'opposition des individus : ainsi arrivera-t-il que l'égoïsme dominera dans la conscience réfléchie, tant que celle-ci ne sera pas en complète possession d'elle-même, et tant que, s'arrêtant à une analyse incomplète du domaine intérieur, elle n'aura pas vu que sans une sociabilité inconsciente et un groupement élémentaire qui la soutient, l'égoïsme lui-même n'aurait aucune possibilité de naître.

La notion d'individualité mentale, considérée comme réalité distincte, n'est qu'une abstraction : la société n'est pas un produit des individualités qui s'unissent; elle est contemporaine de l'individualité. Placés dans l'individualité seule, nos sentiments sympathiques sont inexplicables; ils n'existent comme un idéal que s'ils ont déjà, dans le groupe, un commencement de réalisation. L'individualisme égoïste, posé comme seul existant au début, non seulement implique la négation de la société, qu'on ne pourrait jamais comprendre en partant de lui, ou qui n'aurait que la valeur d'une rencontre fortuite et passagère, mais il contient encore sa propre négation anticipée, puisque l'individu lui-même est un produit social.

2° La faiblesse de la conception psychologique de la sociologie est donc l'exagération de l'individualisme subjectif.

La conscience est un dedans, sans doute; mais considérée seulement sous cet aspect, elle n'est plus qu'une forme abstraite. Si nous voulons la saisir dans sa plénitude, elle est volonté; et la volonté n'a rien de purement subjectif : car elle est action; elle n'est que par l'expansion, l'effort solidaire, par la société.

L'idéalisme pur est en matière sociale insoutenable, la pure contingence qu'il implique ne répondant pas à l'état social; dans la société le principe interne de changement rencontre à chaque instant une détermination partielle, un commencement de consolidation qu'il s'impose à lui-même en se réalisant.

On peut essayer de traduire cette insuffisance de l'individualisme, même dans une conception toute extérieure de la vie sociale. C'est ce qu'a fait M. Tarde en signalant l'importance de la loi d'imitation : *naturellement*, les hommes s'imitent les uns les autres, ou mieux l'inférieur imitant le supérieur devient peu à peu son égal et l'imitation devient alors réciproque.

Cette expression de la nécessité du lien social même dans la vie

individuelle a été accueillie comme une thèse de grand intérêt et, de fait, elle traduit commodément une foule de phénomènes, tels que l'expansion d'un sentiment ou d'une passion dans les masses ; elle donne de beaucoup une image sensible. Mais lorsqu'on veut l'universaliser, on finit par être obligé d'employer, pour l'appliquer, des procédés trop détournés et de forcer le sens des mots ; le phénomène d'imitation suppose une action progressive interne, et il arrive souvent que les similitudes sont dues à de tout autres causes ou qu'elles sont spontanées et non pas acquises. De sorte qu'en s'astreignant à employer cette expression, on est obligé d'exclure comme non sociaux bien des phénomènes qui le sont certainement, et de travestir beaucoup d'autres faits qu'on veut bien admettre au nombre des faits sociaux.

La vraie raison de ces insuffisances, c'est que cette expression est encore toute analytique et formelle ; c'est qu'elle suppose que l'individualité est d'abord posée, se manifeste par des inventions, et qu'ensuite seulement elle s'aliène graduellement elle-même par son contact avec d'autres, et par les suggestions qu'elle en reçoit. On constate ainsi du dehors seulement l'expansion nécessaire de l'individu ; et le besoin d'imiter demeure comme un problème posé au terme de toute cette analyse.

Pour retrouver la vérité, il faut suivre le mouvement inverse, et allant du dedans au dehors, montrer dans l'individualité une notion abstraite, dans l'individu un produit qui peut devenir un obstacle ou un aide au développement de la socialité, suivant qu'il s'érige ou non en absolu, qu'il ne prend pas ou qu'il prend conscience de sa dépendance, et qu'il incline, par suite, à l'égoïsme ou à l'altruisme.

La société crée donc l'individualité, et celle-ci, réagissant sur celle-là, soutient à son tour ou combat la vie sociale. Ce sont choses inséparables, et comme, si l'on part des dehors de la vie sociale pour essayer de la réduire par analyse à des conditions physiques ou purement biologiques, on laisse échapper toujours le principe interne du groupement ; de même, si pour mieux saisir la nature intime du lien social on part du subjectivisme de la psychologie individuelle, on ne peut en tirer qu'une pure abstraction, un idéal sans réalité.

Si la société est une réalité qui se fait, qui se détermine par la direction même de ses changements, elle n'est pas pure incohérence ; une conception exclusivement subjective ne l'exprime pas toute. Ce sera, par suite, dans un mouvement alternatif du dehors au dedans et du dedans au dehors, dans l'emploi d'abord successif des deux voies d'accès, que se déterminera l'objet propre de la sociologie. Les doc-

trines qui font de la sociologie un simple prolongement, soit de la physique et de la biologie, soit de la psychologie, sont des méthodes complémentaires érigées à tort en systèmes ; et qu'il faut unir au lieu de les opposer.

D. — *Conclusion.*

De tout ce qui précède, il résulte que, loin de se rattacher à telle ou telle autre science, la sociologie, comme l'affirmait déjà Auguste Comte, les modifie toutes, et leur apporte quelque chose de nouveau, ne fût-ce qu'un sentiment plus juste de leur portée vraie.

La sociologie a donc son objet propre ; la société est quelque chose de *sui generis*, et nous pouvons déjà dégager des recherches précédentes une indication d'ensemble sur la signification de cet objet pour la pensée et sur la manière de le déterminer.

Il est à la fois et inséparablement objectif et subjectif, réalité consolidée et principe idéal de changement. On ne peut considérer le lien social comme une simple combinaison de mouvements, tout entière contenue dans l'observation de ce qui est et de ce qui a été ; et il n'est pas non plus un lien purement contractuel, qui serait tout arbitraire et ne pourrait passer de l'état de simple représentation subjective dans la conscience de l'individu à l'état de réalité constituée dans la nature.

Ces deux sortes d'expressions ne conviennent qu'imparfaitement, l'une et l'autre, à la société, et seul, le concours des deux, peut donner un premier sentiment plus juste de ce qu'elle est en réalité ; suivant les cas, l'une ou l'autre sera plus aisément applicable, et le langage prendra la forme de la méthode qu'on aura suivie. Mais il ne pourra jamais suffire de les juxtaposer l'une à l'autre ; il s'agit de bien autre chose ; et chacune d'elles ne peut servir que d'auxiliaire indirect pour introduire peu à peu dans l'esprit une notion plus juste et plus large de la réalité sociale.

Le problème sociologique apparaît ainsi plus compliqué que tout autre, et la solution n'en saurait être acquise que lentement et progressivement. Il devient, par là, aisé de comprendre comment les hommes politiques opposent aux enseignements des sociologues de profession cette résistance passive qui indignait tant H. Spencer ; cette attitude trouve bien souvent sa justification dans l'étroitesse des formules systématiques que le savant leur propose, dans l'irréductibilité, évidente

pour quiconque est en contact direct avec les choses, des événements réels à ces formules.

Il nous reste maintenant à reprendre le problème d'une façon plus directe, en cherchant à déterminer la nature du lien social, et les diverses conceptions que l'on peut s'en faire dans les limites que nous venons de tracer.

MARCEL BERNÈS,

Professeur de philosophie au lycée de Montpellier,
Associé de l'Institut International de Sociologie.

(*La fin prochainement*).

Le travail humain et ses lois

(Suite et fin)

Certaines écoles économistes se font, d'ordinaire, de grandes illusions sur le développement de la richesse dans les sociétés humaines en espérant que, avec une bonne distribution, l'on pourra réduire le travail au minimum. Nous pensons que, même dans les sociétés les plus avancées, l'homme n'a pas encore le droit de se réjouir des progrès accomplis. L'on croit rêver quand on regarde les chiffres que la statistique met sous nos yeux. Tout le monde sait que le cheval ordinaire a une force moyenne de travail sept fois supérieure à celle de l'homme et que, à son tour, le cheval-vapeur fait le travail de trois chevaux ordinaires; c'est-à-dire que la force du cheval-vapeur, par rapport à celle de l'homme, est de $3 \times 7 = 21$. Nous savons que même un pays industriellement pauvre comme l'Italie a, en machines fixes et locomobiles, en locomotives, en vapeurs de la marine marchande, une force de 756,502 chevaux-vapeur (1); tandis que la petite Belgique dis-

(1) Bodio, *Di alcuni indici misuratori del movimento economico in Italia*, 2^e édit., Rome, 1895, p. 51. On ne tient naturellement pas compte de la force des machines à vapeur de la marine de guerre, parce que ces machines ont un but opposé à celui de la production; mais on peut rappeler que cette force était, en 1890, de 479,948 chevaux-vapeur.

pose de 853,397 chevaux-vapeur et la France industrielle de 5,011,900 chevaux-vapeur (1). Le fait d'avoir maîtrisé les forces aveugles de la nature a donné, par conséquent, à l'Italie comme une armée d'environ seize millions d'esclaves qui travaille à son profit; il y en a dix-huit millions qui travaillent pour la Belgique et plus de cent cinq millions pour la France. Bien d'autres forces naturelles ont été maîtrisées par l'homme; l'Italie possède 600,000 chevaux-vapeur de forces hydrauliques (2). Pour un pays prospère comme la France, où la force des machines est si grande et où les machines à vapeur font le travail de cent cinq millions d'hommes, on peut dire que, étant donné qu'il y a beaucoup moins de dix millions d'ouvriers adultes, tout ouvrier a sous sa domination une douzaine d'ouvriers qu'il fait travailler. L'illusion est si grande qu'elle a troublé les meilleurs esprits. Stuart Mill a pu dire que c'est seulement dans les pays moins avancés que l'accroissement de la production peut avoir quelque importance, car dans les pays avancés on n'a besoin que d'une meilleure distribution des richesses (3). Cette illusion a autorisé plusieurs écoles socialistes à dire que, dans un avenir prochain, il suffira d'un travail de trois à quatre heures par jour, travail qui n'aura aucun caractère pénible et n'atteindra jamais la limite de la fatigue, pour que le genre humain puisse vivre dans la richesse (4).

Ce n'est là qu'une pure fantasmagorie, que la baisse croissante des prix des produits industriels a même propagée davantage; une fantasmagorie dangereuse qui n'a presque aucune base réelle. L'humanité

(1) Pour la France et la Belgique, V. *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie en 1889*, Paris, Ministère des travaux publics, 1891; et E. Harzé, *Statistique des mines, minières, carrières, mines métallurgiques et appareils à vapeur en Belgique en 1888 et en 1889*. Bruxelles, Ministère des travaux publics, 1889-1890.

(2) Bodio, *loc. cit.*

(3) J. S. Mill, *Principes d'économie politique* (trad. franç.), t. II, p. 294.

(4) Cette dangereuse et funeste illusion se trouve un peu partout dans les auteurs socialistes. Lafargue, si imbu de l'esprit marxiste, affirmait (*Le droit à la paresse*), Paris, 1883) que, à l'époque où le collectivisme sera organisé, les ouvriers ne travailleront plus que trois heures par jour. En 1884, un socialiste déclara devant le tribunal de Leipzig que deux heures même suffiraient. V. la *Gazette de France* du 19 décembre 1884. Nagnère Stiegler (*Quatre écoles d'économie sociale*, Genève, 1890) soutenait que, au moment où le collectivisme fonctionnera, on ne travaillera plus que trois heures. Ce n'est donc pas seulement Bellamy qui, dans le *Looking Backward*, parle d'une limite de quatre heures!

avance *pede claudo*, timide et incertaine (1). Toutes les grandes découvertes, toutes les grandes applications n'ont augmenté que très peu la production de ces industries qui répondent aux besoins premiers de l'espèce humaine. L'industrie agricole n'est susceptible que d'un développement modéré; l'industrie de l'édifice, si nécessaire pour la santé et pour la vie, est loin de se développer conformément aux besoins. La statistique, hélas! dissipe vite cette facile illusion. Le fait de pouvoir aller commodément d'un pays à un autre, le fait de pouvoir communiquer facilement, le fait de pouvoir disposer de beaucoup de produits manufacturés sont très satisfaisants et contribuent à développer les sentiments et les formes supérieures de la vie, mais le problème reste toujours le même et il est loin de s'acheminer vers une solution raisonnable. Après tant de progrès industriels, la statistique est là pour nous dire que, si les prix des produits industriels et ceux des transports ont grandement baissé, les prix des produits agricoles et ceux des logements restent stationnaires et même augmentent (2).

Étant donnée la différence des classes sociales, les besoins qui apparaissent dans celles d'en haut se propagent, à l'aide de la loi de l'imitation, dans celles d'en bas. L'augmentation des besoins, loin donc de suivre le mouvement ascendant de la richesse, le précède et le défaut de concordance a toujours un caractère douloureux. Le besoin sera toujours, de sa nature, infiniment extensible, lors même qu'une meilleure répartition aura pour effet de faire graduellement diminuer l'élément désir.

Un autre fait notable contribue à l'augmentation de la répulsion psychique pour le travail. Non seulement la plupart des travaux industriels ont un caractère pénible, mais ils contiennent aussi un élément de risque. Aucune grande découverte industrielle ne s'est accomplie sans douleur; aucune grande application ne s'est faite sans le sacrifice de milliers de victimes humaines, sacrifice nécessaire à la civilisation. Si les statistiques des accidents du travail sont plus douloureuses à cause de la présente forme économique, basée sur la concurrence

(1) Ceci a été parfaitement démontré par Gide, *Principes d'économie politique*, 4^e édit. Paris, 1894, p. 372-378.

(2) Tous les *index numbers* de ces derniers temps, ainsi que les recherches de Soetbeer, Rogers, d'Avenel, de Foville, etc., tendent à mettre ce fait en lumière. Comp. pour les auteurs qui se sont occupés de cette question, Nitti,

La misura delle variazioni di valore della moneta, dans la *Riforma Sociale* de 1895, année II, t. III.

plus anarchique, elles ne peuvent pourtant pas être considérées comme la prérogative de certaines sociétés. Les machines à vapeur tuent plus d'hommes que n'en ont tués les guerres les plus cruelles. Chaque kilomètre de chemin de fer coûte, en moyenne, une vie humaine, et l'exploitation de chaque centaine de kilomètres cinq ou six infortunes par an. Comme il y a par le monde plus de 500,000 kilomètres de chemins de fer, il a fallu, pour les construire, le sacrifice d'un demi million d'hommes et il faut, pour les exploiter, le sacrifice annuel de trente mille hommes (1).

J'ai examiné en détail le tableau de tous les métiers, dressé par l'empire allemand comme base de l'assurance obligatoire (2); c'est peut-être le tableau le plus large et le plus complet qui soit. Or, à tous les métiers ayant un caractère vraiment productif, correspond toujours un caractère pénible. Les métiers qui ne comportent aucun danger sont rares, et plus rares encore ceux dans lesquels le travail est exempt de préjudice et dont le long exercice ne produit pas des formes particulières de souffrance et de dégénérescence. L'organisme humain a, heureusement, de si grandes facultés d'adaptation qu'il réussit assez souvent à résister victorieusement aux maux qui le menacent. Mais cela n'empêche pas la répulsion pour le travail d'être toujours latente.

Si l'ouvrier ne devait travailler que dans la limite de la première période de Jevons, on comprend que le phénomène n'aurait rien de douloureux et de triste. Mais en réalité, même dans les sociétés les mieux organisées, là où le progrès industriel a réussi à accomplir les plus profondes transformations, le travail n'a pas perdu son caractère originaire.

L'homme ne fuit pas seulement la fatigue, mais le travail lui-même, et il ne s'y soumet que pour échapper à une peine supérieure. Il en est maintenant ainsi et il en a toujours été de même.

Il semble, à première vue, qu'on puisse trouver, dans l'existence de l'humanité, des périodes qui démentent cette terrible nécessité. Mais, si l'on veut se donner la peine d'observer attentivement ces périodes, on verra qu'elles ne diffèrent pas des autres.

(1) Gide, *op. cit.*, p. 375.

(2) V. la publication officielle américaine *Compulsory Insurance in Germany*, faite sous la direction de Carroll D. Wright, par John Graham Brooks, Washington, 1895, p. 279 et s.

En Orient comme en Occident, partout où il y a des sociétés organisées, l'homme socialement supérieur, à la condition que cette supériorité soit certaine, abandonne le travail ou la partie la plus dure de celui-ci. Cette jouissance est si vive et si vraie, qu'il ne lui suffit pas de la posséder lui-même, sa vie durant, il veut aussi en faire bénéficier ceux qu'il aime. Le mandarin de l'Indo-Chine, qui laisse démesurément pousser ses ongles et les retourne ensuite savamment en spirale, afin de pouvoir montrer qu'il n'a jamais accompli un travail manuel, ne diffère pas beaucoup du bourgeois qui travaille pendant des années, jusqu'à épuisement de ses forces, pour pouvoir ne rien faire plus tard et assurer, à ceux qui le suivront, *l'otium cum dignitate*.

Il est vrai que l'homme qui introduit dans l'organisme, avec l'aliment, ce qui se transformera en énergie musculaire doit, à peine de dégénérescence, développer une activité correspondante ; mais, comme il évite toute chose pénible, cette activité se produit le moins péniblement possible. Le *sportman* et le viveur développent aussi une énergie physique, souvent même une grande énergie, qui est supérieure à celle d'un ouvrier moyen, mais tous deux se résigneraient plutôt à souffrir autrement qu'à faire ce que fait l'ouvrier moyen.

Il peut sembler, et cela a même été surabondamment répété, que le progrès des moyens techniques ait rendu le travail beaucoup plus facile. L'homme qui, pour se procurer de la farine, devait casser le grain entre deux lourdes meules avec peine et fatigue en se servant seulement de ses bras, travaillait davantage ou, en tout cas, travaillait plus péniblement que celui qui surveille aujourd'hui la machine à vapeur accomplissant ce travail ingrat.

Mais ce n'est point exact. L'ouvrier moderne qui surveille et dirige la machine ne travaille pas moins durement et à contre-cœur que Plaute lorsqu'il tournait péniblement la meule du moulin. En outre, la notion de peine est tout à fait relative, et l'organisme humain s'adapte si facilement à toute amélioration qu'il n'en ressent presque pas les conséquences favorables. Les progrès humains ne se sont jamais accomplis d'un seul coup, mais ils ont été lents et gradués, et l'homme s'y est habitué peu à peu. L'esclave, qui cassait le grain avec tant de peine, accomplissait certainement un travail très lourd, mais tous les travaux étaient encore en relation dans la société où il vivait : le travail des classes élevées, comme celui des classes inférieures, était très lourd. Il n'est pas démontré que celui qui met du charbon dans la machine du moulin à vapeur travaille moins péniblement que Plaute lorsqu'il tournait la meule. Mais le serait-il qu'il faudrait reconnaître

que l'esclave avait, relativement aux travaux accomplis, une adaptation physiologique et surtout psychique tout autre que celle de l'ouvrier moderne. Cette limite d'activité, qui varie dans toute société et à chaque époque, indique justement le passage du travail à la fatigue. L'ouvrier moderne, qui a une force d'adaptation toute différente, nourrit à l'égard de la machine à vapeur le même sentiment que nourrissait l'esclave à l'égard de la meule. La notion de travail se rattachait à cette époque à des moyens techniques très différents des moyens actuels et l'adaptation se produisait, par conséquent, d'une façon toute différente. Non seulement l'habitude, mais aussi la volonté, qui détermine et précède, comme nous avons vu, la fatigue, opéraient nécessairement bien autrement qu'aujourd'hui. Il n'y a pas d'illusion pire et plus préjudiciable que celle qui tend à démontrer que le travail manuel peut, en devenant plus facile, être accompli sans peine et sans effort, presque avec plaisir (1).

Stuart Mill s'était déjà, avec une cruelle intuition, douté que les découvertes industrielles, loin de rendre le travail plus facile, l'ont rendu plus lourd (2).

En laissant de côté les questions de degré — qui sont, nous l'avons dit, peu propres à nous faire facilement comprendre dans quelle mesure la proportion de peine est inhérente non seulement aux causes extrinsèques, comme l'instrument technique, mais surtout aux causes intrinsèques, comme l'adaptation physiologique et l'idée de la vie, — lorsque l'on entre dans une mine carbonifère ou dans une forge, qu'on monte sur le *tender* d'une machine à vapeur, qu'on assiste, un instant,

(1) C'est une illusion que partagent la plupart des écrivains socialistes et bon nombre d'économistes. Comp. Louis Bourdeau : *Les forces de l'industrie*, Paris, 1834, et *La conquête du monde animal*, Paris, 1885; G. de Molinari, *L'évolution économique au XIX^e siècle*, Paris, 1880, et Martin, *Le travail humain*, Paris, 1878. Courcelle-Seneuil (*Traité d'économie politique*, 3^e édit., Paris, 1891, t. I, p. 33). L'un des rares économistes qui aient assez bien défini le travail, croit que ce dernier devient de plus en plus facile. Cheysson a cherché à le démontrer dans cette *Revue*, année I, t. I.

(2) « It is questionable — dit Mill — if all the mechanical inventions yet made, have lightened the day's toil of any human being. » *Principles of political economy*, liv. I, chap. vi, § 2. Marx (*Das Kapital*, t. I, chap. xv) a aussi posé le problème et l'a même résolu. Il soutient, du reste, ce qui est hors de doute, que l'introduction des machines n'a pas eu pour but de rendre le travail moins pénible.

au mouvement tourbillonnant des métiers à vapeur, on doit se demander, avec une certaine émotion, si vraiment le forgeron, le cocher antique et le tisserand accomplissaient autrefois des travaux plus pénibles. L'industrie moderne, qui réduit fatalement l'ouvrier industriel au rôle d'un simple régulateur, suivant tous les mouvements de la machine, et l'oblige à une attention continue, presque douloureuse, ne paraît pas moins dure que l'industrie ancienne. Le travail du bâtiment et celui des champs n'ont pas été beaucoup modifiés. Le paysan romain, qui passait la journée à la campagne, sous l'ardeur du soleil et le froid de la neige, travaillait peut-être davantage mais non moins à contre-cœur que le paysan d'aujourd'hui.

Ceux qui nient tout caractère pénible au travail et en donnent comme preuve le fait que les classes supérieures s'adonnent souvent volontairement à des exercices plus pénibles, ne tiennent pas compte d'un élément très important : l'élément psychique. Il est vrai que Louis XVI passait des journées entières à fabriquer des serrures, qu'un remarquable économiste français, Walras, aime relier, lui-même, ses livres (1), qu'Arriodante-Fabretti, archéologue et littérateur, était, dit-on, un compositeur typographe très actif, de ses propres œuvres, qu'un grand nombre de *sportmen* accomplissent des exercices très pénibles, comme le canotage, l'alpinisme, la danse, mais ces faits ne prouvent pas grand'chose. L'homme ne se plaît à de pareils exercices que lorsqu'ils sont déterminés chez lui par un vrai besoin que ses semblables ne ressentent pas. On peut même dire que ces exercices sont accomplis avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils sont réservés à un petit nombre d'individus et qu'ils marquent une distinction. Dans ce cas, l'activité, même lorsqu'elle atteint la fatigue, devient agréable. Mais la même activité devient pénible, dès que l'homme est astreint à travailler pour s'épargner une peine supérieure ou pour s'assurer une jouissance ultérieure. Il n'y a pas de travail productif sans continuité, sans régularité, sans spécialisation technique. Suivant les conditions dans lesquelles il s'accomplit, le même exercice peut être, pour deux personnes différentes, une activité agréable ou une activité pénible, un *sport* ou un travail. L'alpiniste qui gravit une montagne accompagné de son guide, dépense la même énergie physique que ce dernier ; la différence tient seulement à un fait subjectif,

(1) Charles Gide : *Professioni liberali e lavoro manuale* dans la *Riforma Sociale* du 25 janvier 1895.

à savoir le but poursuivi par chacun d'eux : tandis que l'un, même en se fatiguant, éprouve un plaisir, l'autre, même sans se fatiguer, ne ressent nullement les mêmes sensations agréables. Celui qui danse pour danser s'amuse, mais celui qui danse pour vivre s'en abstiendrait très volontiers. Quelqu'un peut cultiver une espèce botanique et s'exposer même volontiers au soleil et aux intempéries pour améliorer ses cultures, mais s'il cultive pour vivre, il n'ira s'exposer aux ardeurs du soleil que si la nécessité l'y contraint. En d'autres termes, l'activité sportive diffère du travail non seulement par un fait psychique, mais aussi par la façon dont elle s'explique.

Le travail implique, en général, comme nous avons vu, trois éléments de caractère particulier : la continuité, la régularité, la spécialisation.

Ceux qui ont considéré le travail comme attrayant ont, nécessairement, dû le dépouiller de ces éléments et le rendre extrêmement varié. Fourier, dans son phalanstère, fait changer d'occupation dix fois par jour le pauvre et le riche (1).

(1) Voici, d'après Fourier, la journée de deux *harmoniens*, un riche (Mondor) et un pauvre (Lucas) :

Journée de Lucas au mois de juin :

Heures

- à 3 1/2, lever, préparatifs.
- à 4, séance à un groupe des écuries.
- à 5, séance à un groupe de jardiniers.
- à 7, *le déjeuner*.
- à 7 1/2, séance au groupe des faucheurs.
- à 9 1/2, séance au groupe des légumistes sous tente.
- à 11, séance à la série des étables.
- à 1, *le dîner*.
- à 2, séance à la série des silvains.
- à 4, séance à un groupe de manufactures.
- à 6, séance à la série d'arrosage.
- à 8, séance à la bourse.
- à 8 1/2, *le souper*.
- à 9, séance de fréquentation amusante.
- à 10, *le coucher*.

Journée de Mondor en été :

Heures. — Sommeil de 10 h. 1/2 du soir à 3 h. du matin.

- à 3 1/2, lever, préparatifs.
- à 4, cours de lever public, chronique de la nuit.
- à 4 1/2, *le délité*, premier repas suivi de la parade industrielle.
- à 5 1/2, séance au groupe de la chasse.
- à 7, séance au groupe de la pêche.
- à 8, *le déjeuner*, les gazettes.
- à 9, séance à un groupe de culture sous tente.
- à 10, séance à la messe.
- à 10 1/2, séance au groupe de la faïssanderie.
- à 11 1/2, séance à la bibliothèque.
- à 1, *le dîner*.
- à 2 1/2, séance au groupe des serres fraîches.
- à 4, séance au groupe des plantes exotiques.
- à 5, séance des viviers.
- à 6, *le gouter* à la campagne.
- à 6 1/2, séance au groupe des mérinos.
- à 7, séance à la bourse.
- à 9, *le souper*, 5^e repas.
- à 9 1/2, cours des arts, concert, bal, spectacle, réceptions.
- à 10 1/2, *le coucher*.

Tous les travaux qui ont un caractère productif, aussi bien dans l'antiquité qu'aujourd'hui, ne sont et n'ont été accomplis que pour se soustraire à une peine supérieure ; la contrainte, qui est une forme de souffrance, a déterminé, dans le passé et détermine de nos jours, le phénomène du travail. La contrainte avait, dans l'antiquité, un caractère violent, elle a aujourd'hui un caractère moins dur, mais la base est restée la même. L'esclavage n'était, en effet, qu'une association coercitive ; l'esclave, proie de conquête, travaillait non seulement par nécessité, mais aussi par contrainte. Dans la société capitaliste, l'association a, en apparence, une forme libre, mais, au fond, elle a, pour base, la force coercitive : la classe salariée qui ne dispose que de sa force de travail, est obligée de la vendre à la classe capitaliste. Ce n'est pas seulement l'intérêt qui domine, comme disent les économistes, c'est-à-dire qu'il n'y a pas seulement un contrat, mais une association forcée. Contrat implique quelque chose qu'on peut faire ou ne pas faire, mais la classe salariée n'a point le choix. Elle ne peut que vendre son travail ou bien périr. Si donc l'association est libre dans sa forme extérieure, elle est toujours coercitive dans sa structure intime.

Le travail, n'a en soi, dans une certaine limite, rien de possible. Mais contribuent à lui donner ce caractère certains faits qu'on peut résumer ainsi :

1° Tout travail dépasse, d'ordinaire, la première période indiquée par Jevons comme non pénible.

2° Tout travail est rendu plus pénible par ce fait qu'une classe de la société s'y soustrait et que l'imitation tend à déterminer la répulsion imitative.

3° La plupart des travaux productifs ont non seulement un caractère pénible, mais contiennent aussi un élément de risque qui est, de sa nature, pénible.

4° Les difficultés de la production des matières utiles à la subsistance, à savoir les matières que l'organisme humain peut chimiquement s'assimiler, n'ont aucune tendance à diminuer et, dès lors, l'effort productif doit nécessairement se maintenir intense.

Fourier trouve que l'hygiène raffinée et la variété des occupations rendront tout travail assez agréable et, par conséquent, « les harmoniens dormiront fort peu. » Comp. Fourier : *Le nouveau monde industriel et sociétaire*, 3^e édit., Paris, 1829, p. 67-68.

De ces quatre causes, la première pourra devenir susceptible de réduction lorsque, avec une répartition plus large, l'élément désir diminuera et la concurrence pourra être, en partie du moins, éliminée. La deuxième, dépendant seulement des rapports sociaux, se modifiera avec eux. Quant aux deux dernières, elles ne pourront qu'être influencées, mais persisteront toujours comme causes actives de répulsion.

Par conséquent, dans la société actuelle comme dans la société future, le travail ne sera accompli, en général, qu'à l'aide de stimulants d'ordre inférieur mais jamais à l'aide d'une disposition naturelle ou de sentiments d'ordre supérieur. Le sentiment du devoir ne peut exercer son influence que dans les petites sociétés. De même que la pierre jetée à l'eau détermine, à la surface, une série de cercles concentriques dont les mouvements vibratoires sont de plus en plus faibles à mesure que les cercles s'élargissent, de même, les sentiments d'ordre supérieur perdent graduellement, en s'élargissant, leur intensité jusqu'au point où ils n'ont plus aucune force. Dans une petite société communiste ne comprenant qu'une vingtaine d'individus, chacun d'eux peut, sans répulsion, accomplir, pour le bien commun, toute la part de travail qui lui revient. Mais si les confins de l'association s'élargissent, l'intensité de ce sentiment égoïste diminue. Dans une nation parvenue à un régime communiste parfait et comprenant 20 millions d'ouvriers qui travaillent huit heures par jour, chaque heure de travail d'un ouvrier représentera 1/160,000,000 de la production quotidienne. Il est naturel que, même dans les sociétés très avancées, le sentiment du devoir ne puisse, dans ce cas, que perdre de son intensité jusqu'à ne plus agir que faiblement ou ne pas agir du tout et à s'arrêter devant la plus petite peine (1). Pour toutes ces raisons, le travail, dans toute société, ne pourra être déterminé que par des causes comprises entre les deux pôles extrêmes de la contrainte et de l'intérêt : pour ne pas perdre de son intensité, il ne pourra se détacher de l'un sans se rapprocher de l'autre.

Tout ce qui a été dit jusqu'ici ne concerne guère la question de savoir si les bases de la contrainte doivent être différentes des bases

(1) Les sociétés communistes, qui ont jusqu'ici existé, n'ont jamais été que de petites associations. Il suffira de tenir compte de celles des Etats-Unis d'Amérique. Comp. S. Cognetti de Martiis : *Il socialismo negli Stati Uniti d'America*, Turin, 1891, 1^{re} partie; James : *Communism in America*, New-York, 1879, et tous les autres nombreux travaux sur la matière.

actuelles et si la forme coercitive actuelle, dans laquelle l'ouvrier participe à la production sans participer à la répartition, est morale et conforme aux besoins des temps nouveaux. C'est une question d'un ordre tout différent, pour laquelle le socialisme scientifique a apporté une poussée nouvelle d'idées de faits, et qui sera étudiée à part.

Ce qui constitue, dans les sociétés actuelles, le plus grand danger est que le travail dépasse toujours la première période de Jevons, souvent même la seconde, et se transforme en fatigue, c'est-à-dire en épuisement et en douleur.

De même que celui des individus, l'intérêt de toute société exige que la somme des énergies soit employée à la production sans perte notable. Il n'est pas de machine, quel que soit son perfectionnement, qui utilise toute l'énergie qui lui est transmise; il n'est pas de société dans laquelle une telle perte n'ait lieu. L'effort de toute association arrivée à un certain développement est et doit être tel qu'il tende à réduire cette perte à son minimum et que le travail produise le maximum dont il est capable sans dégénérer en fatigue. Le grand danger de la société capitaliste réside dans ce fait : c'est que la répulsion initiative pour le travail est encore accrue par la forme économique de la société; sous l'influence de la concurrence, la masse des ouvriers est très souvent condamnée à la fatigue, qui, en atteignant l'organisme et en diminuant les énergies potentielles, empêche tout développement physique, constitue une prédisposition permanente à toutes les infirmités et produit souvent la dégénérescence de peuples entiers.

L'American Federation of Labour, la grande association qui constitue peut-être le syndicat le plus considérable de défense du travail, a pris pour règle (1) :

*Whether you work by the piece or by the day,
Decreasing the hours increases the pay*

« Que vous travailliez à la tâche ou à la journée, vous augmenterez le salaire, en diminuant vos heures de travail ». C'est un principe qui, dans sa rigueur, n'est pas exact; il est, en effet, puéril de croire

(1) Emile Waxweiler : *Les hauts salaires aux Etats-Unis*, dans la *Revue Sociale et politique* de Bruxelles, 1894, n° 4, p. 277.

que le simple fait de la diminution des heures de travail suffise à augmenter le salaire et la production. Mais le principe contraire n'est pas non plus exact. La production de tout ouvrier n'est en raison directe ni de ses heures de travail, ni de ses efforts.

Il faut distinguer ici deux points de vue différents : le point de vue individuel et le point de vue social. Les calculs sur la valeur de la vie humaine (on en a fait beaucoup les uns plus différents que les autres) (1) se basent tous sur la possibilité, du moins approximative, d'indiquer l'énergie physique d'un ouvrier moyen. Cette énergie physique, — que personne n'a et ne peut mesurer, parce que l'organisme, bien qu'il soit une machine, est une machine d'un genre entièrement divers, chez qui existe une volonté — n'est qu'une abstraction. Nous parlons de l'énergie moyenne d'un ouvrier de la même manière que du niveau général des prix ; les deux choses sont de simples abstractions.

Dans tous les cas, il est certain que l'ouvrier dispose potentiellement d'une certaine quantité d'énergie qui, toutefois, dans une certaine limite, est susceptible d'augmentation et de diminution. Un ouvrier, qui a une alimentation suffisante, ne peut produire sans préjudice au-delà d'une certaine mesure. Au-delà de cette limite, s'il continue à travailler, il s'expose totalement à la fatigue et à l'épuisement et ne produit qu'en usant son propre organisme.

Or, il existe, entre l'intérêt du capitaliste et celui de la société, une cruelle antithèse. Le capitaliste achète toujours la puissance de travail de l'ouvrier pour un bref délai ; il n'a pas d'intérêts indirects et éloignés et ne cherche qu'à réaliser un grand bénéfice. S'il est nécessaire, à cette fin, que l'ouvrier se consume, et celui-ci ne sait ou ne peut résister à la pression du capitaliste, la production se développe parallèlement à la dégénérescence de l'ouvrier. Si, par hasard, l'ouvrier venait à s'affaiblir tellement qu'il fût incapable de produire, le capitaliste le renverrait sans hésitation. — Le contrat de salaire est un contrat à brève échéance et le capitaliste ne peut se préoccuper que de l'intérêt immédiat.

(1) On en a même fait beaucoup trop ; mais ils n'ont qu'une valeur assez faible. Farr calculait la valeur moyenne de chaque anglais à 3,975 francs ; Chadwich, de son côté, l'évaluait à 5,000 livres. Rochard a présenté au congrès d'hygiène de la Haye un calcul qui fixait la valeur de chaque individu à 1,007 livres. Les calculs de Kapp, de Young de Engel, etc., diffèrent les uns des autres. A. de Foville a assez bien mis en lumière la difficulté de ces calculs : *L'évaluation du capital humain* dans l'*Economiste français* du 4 septembre 1875.

La perte d'énergie, déterminée par ce fait, est tout au préjudice de la société; celle-ci voit, en effet, diminuer l'énergie de l'ouvrier moyen, augmenter la morbidité et, partant, la mortalité, le développement physique des masses se déprimer, et augmenter plutôt que diminuer les causes de dépression et de régression. Il est, par conséquent, naturel que toute association arrivée à un certain développement, qui a en vue des buts plus éloignés, sente, en présence de cette opposition des intérêts particuliers et des intérêts généraux, le besoin et le devoir d'intervenir.

Mais les formes de cette intervention sont très difficiles à déterminer. La production est encore, dans la plupart des pays du monde, tellement irrégulière, incertaine et différente, à cause des bases physiologiques et surtout psychiques du travail, que toute intervention limitative, basée sur la contrainte, doit se heurter à de très grandes difficultés pratiques. Les recherches ne doivent donc pas se diriger sur l'utilité et la nécessité de la limitation, qui, pour tous ceux qui ont de bonne foi étudié la question, sont hors de doute, mais sur les formes d'une telle limitation coercitive.

Il est désormais certain qu'il y a une limite de travail qu'un ouvrier moyen ne peut sans préjudice dépasser, parce qu'autrement il marche vers la fatigue et la dégénérescence.

Les phénomènes physiologiques et psychiques de la fatigue sont encore, peut-on dire, un champ inexploré. Mais des nombreuses observations des physiologistes résultent bien des conséquences qui ont véritablement la valeur d'une loi.

La première est *que le travail accompli par un muscle fatigué, lui nuit davantage qu'un travail accompli dans des conditions normales* (1). C'est une loi que nous vérifions tous les jours sur nous-mêmes. Quand nous faisons une longue marche ou que nous gravissons une montagne, l'effort pénible s'accroît au fur et à mesure que la fatigue nous surprend. Nous avons souvent fait des kilomètres sans aucune difficulté et, cependant, lorsque la fatigue a commencé, le dernier kilomètre nous a paru sans fin. Celui qui se met à étudier peut, au commencement, aller très vite et travailler même plusieurs heures de suite; mais, à un certain point, la fatigue survenant, les heures qui s'écou-

(1) Mosso, *op. cit.*, p. 185 et s. Comp. aussi A. Mosso : *Le leggi della fatica studiate nei muscoli dell' uomo*, dans les *Atti della R. Accademia dei Lincei*, 1888, p. 410-426, et le travail portant le même titre du Dr Arnoldo Maggiora, *ibid.*, p. 450 et s.

laient si vite, lui paraissent ne jamais devoir passer. La dernière demi-heure le fatiguera peut-être davantage que les trois ou quatre premières heures.

Mosso et Maggiora ont fait, sur cette question, des expériences très remarquables qui donnent à cette loi une base inébranlable.

Après avoir observé que pour les muscles flectisseurs des doigts, épuisés par une série de contractions faites à l'ergographe, il fallait deux heures au moins pour faire disparaître les traces de la fatigue, ils ont réduit la période de repos à la moitié et ont vu que le muscle, qui ne s'était pas suffisamment reposé, donnait un travail moindre (1).

D'après des expériences de Mosso faites avec le ponomètre, l'espace parcouru par le doigt, quand il cesse le travail utile de toute contraction, est, au commencement, faible, mais il est trois fois supérieur quand le muscle est fatigué. D'après Mosso, l'explication la plus simple de ce fait est que l'excitation donnée au muscle pour sa contraction est beaucoup plus grande quand celui-ci est fatigué que quand il ne l'est pas, et que le muscle fatigué ne peut s'arrêter avec une égale facilité lorsque sa contraction est commencée, à cause de la plus grande intensité dont dépend sa contraction même. Quand le muscle est fatigué, il se contracte donc avec une plus grande difficulté et le nerf doit lui fournir une excitation beaucoup plus grande (2). La courbe obtenue par le ponomètre montre que, tandis que le travail mécanique, produit par le muscle, tend à diminuer, l'effort nerveux croît progressivement et croît aussi l'intensité des processus qui constituent la contraction (3).

Les expériences très ingénieuses du Dr Maggiora ont, en outre, prouvé que, si la force du muscle ne s'épuise complètement et qu'on lui évite les dernières contractions qu'il accomplit pour s'épuiser, il se fatigue moins et reste capable de produire, dans les conditions les plus favorables de repos, une quantité de travail mécanique supérieure au double de ce qu'il produirait en travaillant jusqu'à complète fatigue (4).

L'ouvrier donc *qui persiste à travailler malgré sa fatigue*, ressent non

(1) Maggiora, *loc. cit.* ; Mosso, *La fatica*, p. 184.

(2) Nous laissons ici de côté la question de savoir si le nerf se fatigue aussi à son tour, c'est une question à peine effleurée par les physiologistes Comp. Hermann : *Handbuch des Physiologie*, t. I, p. 9.

(3) Comp. Mosso. *Le leggi della fatica*, etc., p. 421-422.

(4) Maggiora, *loc. cit.*, p. 452-456.

seulement un effet nuisible et organique supérieur, mais *produit un effet utile et mécanique inférieur*.

Si un muscle, qui, pour s'épuiser complètement, doit se contracter un certain nombre de fois, trente par exemple, ne se contracte que quinze fois seulement et se repose ensuite pendant la moitié du temps qui lui serait nécessaire pour se restaurer après épuisement complet, il peut reprendre son exercice sans ressentir les effets de la plus grande brièveté du temps de repos. Ce fait, dit Mosso, montre que dans les premières contractions l'épuisement de la force est moins grand que dans les contractions suivantes et que la fatigue ne croît pas en proportion du travail accompli. En additionnant, en effet, les hauteurs successives auxquelles le poids a été soulevé, l'on voit que, dans les premières contractions, la quantité de travail mécanique est beaucoup plus considérable que dans les contractions successives (1).

Quand le muscle est fatigué, il a épuisé l'énergie normale dont il pouvait disposer ; s'il veut se contracter encore, il doit faire un effort supérieur, avoir recours à l'aide intense des nerfs. Mais, malgré l'action constante des nerfs, le muscle se contracte toujours plus faiblement et, par conséquent, à une dépense plus grande d'énergie ne correspond plus qu'un effet utile inférieur. C'est ce qui explique comment les peuples soumis à de longues journées de travail finissent par produire avec une intensité moins considérable ; c'est ce qui explique, en outre, ce qui paraît de prime abord un paradoxe économique, que le coût de l'unité de travail soit, d'ordinaire, moindre dans les pays où la journée de travail est courte que dans ceux où la journée de travail est longue (2).

Certains auteurs avaient noté le singulier fait que les accidents sont plus fréquents dans les dernières heures qu'au début du travail. Ils

(1) Mosso, *La fatica*, p. 184.

(2) Un des plus intelligents et des plus cultivés inspecteurs de travail de la Suisse, après avoir mis en lumière ce fait très important, ajoute : « L'Allemagne et la France, d'après toutes apparences, ne réduiront pas la journée de travail ; en Autriche se détermine une vive agitation contre la limitation légale de la journée de travail, agitation qui, dans les circonstances présentes, aura probablement du succès ; l'Italie conserve le travail de nuit. Leurs ouvriers deviendront de plus en plus incapables d'efforts productifs (*leistungsunfähiger*), tandis que les nôtres se fortifieront et alors arrivera, ce qui est déjà plusieurs fois arrivé, que nous serons encore une fois supérieurs à nos voisins ». Blodier, dans les *Berichte der Fabrikinspectoren*, 1882-83, p. 11.

attribuaient, d'ordinaire, ce fait très important et très significatif seulement à des causes d'ordre psychique, à la perte d'entrain et au peu d'assiduité de l'ouvrier, tandis que cela dépend d'un fait purement physiologique, à savoir du fait que l'attention est en raison inverse de la durée et de l'intensité du travail. On peut retenir comme une loi constante que *tout travail a une limite au-delà de laquelle, si l'effort continue, l'attention décroît et finit par disparaître complètement.*

C'est une chose que nous constatons tous les jours, même sur nous. Un capitaine me disait que, au début d'une grande marche, les soldats sont prompts et attentifs; mais, au bout d'un certain nombre d'heures de marche, l'attention peu à peu décroît. Il devient, alors, difficile de maintenir l'ordre; les soldats buttent à tous les obstacles, marchent au hasard, se laissent tomber dans les fossés. Si on les soumet encore à un effort extrême, ils avancent inégalement, sans rien voir, se séparant de plus en plus, indifférents même au péril. L'attention va peu à peu en s'épuisant.

L'homme arrive difficilement jusqu'à l'épuisement complet, jusqu'au défaut total d'attention. Ceci est, au contraire, fréquent chez les animaux. Les oiseaux émigrants, qui doivent traverser la mer, épuisent souvent, dans cette traversée, toute leur énergie et touchent la terre dans un état complet d'épuisement. Il n'y a plus aucune attention chez eux. Les cailles se laissent tomber sans rien voir; elles se heurtent alors contre les arbres, contre les murs des maisons, aveuglées par la fatigue (1).

Au moment des moissons, quand le travail, très dur, dégénère presque toujours en fatigue, j'ai vu, dans certaines provinces du Midi, des moissonneurs se mettre à l'ombre, après le travail, dans un état presque complet d'étourdissement. Ils étaient tellement indifférents à ce qui se passait autour d'eux qu'on eût dit qu'ils ne voyaient ni ne sentaient rien.

Mosso, ayant observé le cerveau de quatre pigeons qui avaient fait le voyage de Bologne à Turin, a voulu le comparer au cerveau de quatre autres pigeons qui étaient restés au repos. La différence était tellement grande que chacun pouvait la saisir à l'œil nu; chez les pigeons qui avaient voyagé le cerveau était pâle, presque anémié (2). Ainsi les animaux, comme l'homme ressentent après une longue fatigue, de la difficulté à penser et leur attention s'épuise.

(1) Mosso, *op. cit.*, p. 23.

(2) Mosso, *op. cit.*, p. 25.

L'ouvrier qui travaille est, d'abord, prudent et attentif; il évite tout danger parce que son attention est éveillée. Au fur et à mesure que la sensibilité décroît par l'effet de la fatigue et que son attention diminue, il ne voit et ne sent pas le danger. Les accidents du travail, les malheurs ainsi appelés accidentels, sont plus fréquents chez les peuples astreints à des journées de travail épuisantes, justement par la même raison qui fait que ces accidents sont plus fréquents pendant les dernières heures qu'au début du travail. « Le nombre des accidents — a affirmé l'Institut impérial allemand des assurances — croît de façon extraordinairement rapide, à mesure que la fatigue et la faiblesse de l'ouvrier se développent insensiblement » (1).

D'après la statistique officielle allemande, les accidents se répartissent, pour les différentes heures du jour, de la façon suivante :

De 6 à 7 du matin	435 accid.	De 12 à 1 du soir	587 accid.
» 7 » 8 —	794 »	» 1 » 2 —	745 —
» 8 » 9 —	581 »	» 2 » 3 —	1037 —
» 9 » 10 —	1069 »	» 3 » 4 —	1243 —
» 10 » 11 —	1598 »	» 4 » 5 —	1178 —
» 11 » 12 —	1590 »	» 5 » 6 —	1308 —
		» 6 » 7 —	979 —

Si nous faisons abstraction des deux premières heures, durant lesquelles, d'ordinaire, le plus grand nombre des ateliers ne sont pas encore ouverts, et de la dernière, durant laquelle une bonne partie des ateliers ferment, l'évidence du phénomène nous frappe aussitôt. Pendant les deux premières, de 8 à 10, les accidents sont au nombre de 1650; pendant les deux heures suivantes les accidents montent rapidement presque jusqu'au double, à 3,188. Et ce chiffre serait plus élevé encore, si le travail, dans certains ateliers, ne s'interrompait vers les 11 1/2. De 12 à 1 heure il y a peu d'accidents parce que les ouvriers, en général, se reposent. Mais, après 1 heure, la proportion des heures du matin se trouve reprise pour atteindre, durant la dernière heure, de 5 à 6, le maximum. De 6 à 7 la plupart des ateliers sont fermés, par conséquent le chiffre de 979 représente assez facilement la plus haute

(1) « Die Darstellung lässt deutlich erkennen das die Zahl der Unfälle mit der allmählig eintretenden Ermüdung und Abspannung der Arbeiter ausserordentlich rasch zunimmt ». *Statistik der Entschädigungspflichtigen Unfälle für das Jahr 1887. Amtliche Nachrichten des Reichs-Versicherungsamts*, numéro du 15 mai 1890, p. 281.

limite des accidents. Si, durant cette heure, travaillaient tous les ateliers, le nombre des accidents apparaîtrait plus considérable non seulement relativement, mais même absolument par rapport aux autres heures de la journée (1).

La fatigue atténue donc peu à peu la sensibilité (2) et détruit l'attention (3).

Celui qui a vu un groupe de paysans fatigués revenir des champs, peut se rendre compte de ce phénomène. Pendant la dernière partie de la journée ils ont travaillé automatiquement, sans fixer presque le regard ; ils reviennent comme absorbés, presque toujours en silence, en traînant les pieds avec ce mouvement caractéristique qui indique l'abandon. En marchant, ils ne regardent rien et ils évitent les obstacles, comme par instinct, sans les fixer. Tristes armées, qui inspirent toujours une mélancolie intime et profonde !

Ainsi, tout acte, qui emploie une quantité d'énergie, au delà d'une certaine limite, diminue la tension générale et tend à détruire l'attention et ses effets actifs (4).

(1) V. sur cette question R. van der Borcht : *Statistik der Entschädigungspflichtigen Unfälle in Deutschem Reich für 1887*, dans les *Archiv für soziale Gesetzgebung*, année III, p. 539 et s. et Max Schippel : *Die erste umfassende Unfallstatistik in Deutschland* dans *Die Neue Zeit*, année IX, t. I, p. 384 et s.

(2) V. J. Delbœuf : *Eléments de psychophysique*, Paris, 1883, p. 41. Cet auteur reconnaît toutefois (p. 92) la difficulté qu'il y a à donner une formule des rapports entre la fatigue et le travail : « La formule de l'épuisement — dit-il — nous a paru rétive à l'expérimentation ».

(3) Il est inutile d'insister ici plus longuement sur la nature de l'attention. V. pourtant Bain : *The psycho-physical process in attention*, Londres, 1890, t. II, p. 154 ; Ribot : *Psychologie de l'attention*, Paris, 1889, p. 32 et s., et surtout N. Lange : *Beiträge zur theorie der sinnlichen Aufmerksamkeits und der activen Apperception* dans les *Philosophische Studien*, t. IV, p. 395 et s. Le fait que la fatigue détruit l'attention avait été déjà mis en lumière il y a un siècle par A. Crichton : *An inquiry into the nature and origin of mental derangement*, Londres, 1798, t. I, p. 280.

(4) Comp. Féré : *La pathologie des émotions*, Paris, 1892, p. 116 ; Warren P. Lombard : *The effect of fatigue on voluntary muscular contractions* dans *The American Journal of Psychology*, 1890, p. 41 et G. Dwelshauvers : *Psychologie de l'apperception et recherches expérimentales sur l'attention*. Bruxelles, 1890. « Chez les sujets fatigués — dit Féré — la paupière tombe, la convergence des yeux devient difficile, la position des yeux manque de stabilité, le regard est vague et paraît dirigé au loin, dans le vide. Le défaut de la convergence, qui est une des conditions nécessaires à la fixation de l'attention, coïncide avec l'incapacité de travail intellectuel ». *Op. cit.*, p. 150.

Or l'attention, comme Darwin l'a admirablement montré, est, de toutes les facultés, la plus importante pour le développement de l'intelligence humaine (1).

L'excès de travail musculaire, chez les classes qui y sont condamnées, en supprimant l'attention, *empêche le développement de l'intelligence*. Qui-conque a accompli une marche très pénible sait qu'on ne se souvient presque jamais de ce qui est arrivé durant la dernière partie de cette marche. Plusieurs alpinistes déclarent que, lorsqu'ils font une ascension fatigante, ils sont obligés de se faire, chemin faisant, des points de repère, parce que, en revenant, ils ne peuvent se souvenir de rien. Si, donc, un exercice modéré active les facultés intellectuelles, un exercice fatigant les limite. L'action excitante de l'exercice opère, au début, dans un sens croissant, mais, parvenue à une certaine limite, elle opère dans un sens décroissant. Le travail manuel revêt, maintenant, dans la plupart des métiers, des formes qui le rendent incompatible avec le travail intellectuel. Les peuples qui sont, au point de vue ethnique, les plus adroits et les plus intelligents, s'ils sont astreints à un travail fatigant, ne réussissent pas à expliquer leurs attitudes. Mais l'instinct de conservation conduit souvent ces peuples, même dans ce cas, à des formes qui semblent socialement préjudiciables, et qui, toutefois, les mettent à même de développer leur intelligence et de se sauver du *dépérissement* (2). Les méridionaux qui sont astreints à des longues journées de travail, travaillent sans attention, lentement; une torpeur bienfaisante les pénètre et les sauve, une torpeur instinctive qui les empêche de dégénérer d'une façon complète et rapide. Le fait que l'ouvrier méridional développe une faible énergie tout en travaillant plusieurs heures par jour, représente la victoire bienfaisante de l'instinct de conservation.

Coulomb a démontré, avec plusieurs exemples, que, chez les ouvriers des usines, l'effet utile de la contraction musculaire diminue rapidement avec l'importance constante de la force vaincue et que l'effet utile devient nul quand le fardeau est excessif. D'après lui, la fatigue, qui arrête momentanément le développement de la force mécanique, se manifeste d'autant plus vite que la dépense de cette force a été faite rapidement (3).

(1) Darwin : *The Descent of man*, t. I, p. 44.

(2) Comp. Delbœuf, *op. cit.*, p. 41 et s.; Mosso, *op. cit.*, p. 189, 215 et 243 et s.; G.-T. Fechner, *Elemente der Psychophysik* 1860, p. 450.

(3) Coulomb : *Résultat de plusieurs expériences destinées à déterminer la*

Féré, qui a étudié cette question, a pu constater que l'exercice musculaire excessif empêche toujours le développement des facultés intellectuelles (1). Nous avons déjà vu que le travail opère en déterminant certains phénomènes chimiques. La fatigue n'est autre chose que la sensation douloureuse produite par la présence, dans l'organisme, de produits de désassimilation (2).

Il arrive souvent que des individus nourris d'une façon insuffisante accomplissent des travaux pénibles allant jusqu'à l'épuisement. Dans ce cas, ces individus vont contre ce que nous appellerons l'épuisement chronique dans lequel l'organisme se dépouille peu à peu de ses matériaux utiles et de ses tissus les plus nécessaires à la vie. Aussi n'est-il pas rare de voir des athlètes de cirque et des paysans très forts mourir poitrinaires. Lorsque l'exercice est assez rude et l'alimentation très abondante, l'organisme répare ses pertes et tend à se consolider. Mais lorsque, au contraire, comme cela arrive fréquemment, la perte de chaleur, déterminée par le travail, n'est pas suffisamment compensée, l'organisme s'use.

Ce n'est pas toujours, dit Lagrange, une profession exigeant de grands efforts musculaires qui produit l'épuisement, c'est souvent, et presque toujours, dans la vie industrielle, une occupation demandant un grand nombre d'heures de travail. Les combustions ne sont pas, dans ce cas, très violentes et les détritiques qu'elles produisent ont le temps d'être éliminés. Les produits de désassimilation ne s'accumulent pas dans l'organisme et il n'y a, par conséquent, pas d'auto-intoxication, mais plusieurs des matériaux organiques sont détruits et l'organisme subit des pertes notables (3).

Il se peut que l'ouvrier continue plus longtemps le travail entre-

quantité d'action que les hommes peuvent fournir par leur travail journalier, suivant les différentes manières dont ils emploient leurs forces, dans les *Mémoires de l'Institut, sc. math. et phys.*, année VII, t. II, p. 381.

(1) Féré, *op. cit.*, chap. IV : *L'exercice physique insuffisant ou excessif*. Un physiologiste italien dit qu'il est inutile de donner l'instruction obligatoire à celui qui a une nourriture insuffisante et est obligé de trop travailler. Albertoni, *La fisiologia et la questione sociale*, Bologna, 1890, p. 23.

(2) Lagrange, *op. cit.*, p. 120; Mosso, *op. cit.*, p. 146.

(3) Lagrange, *op. cit.*, p. 142. Le Dr Maggiora (*loc. cit.*), a, en outre, tiré de ses expériences les deux lois suivantes : « 1° Le jeûne, pour peu qu'il modifie la force de la première contraction, diminue la résistance des muscles au travail ; 2° L'épuisement de la force musculaire, produit par le jeûne, disparaît rapidement à l'aide de la nourriture et le muscle conserve, par la suite, son énergie primitive ».

pris sans ressentir les douloureux effets de la fatigue. Mais, toutes les fois qu'il a perdu une certaine partie des matériaux dont il a besoin, l'organisme ne présente plus, aux influences extérieures, la résistance nécessaire et se trouve exposé à tous les maux. La fatigue *constitue une prédisposition permanente à toutes les infirmités.*

La démonstration de cette loi se trouve dans le fait que, entre riches et pauvres, non seulement la mortalité est différente, mais la morbidité se trouve soumise à des influences si diverses que l'on peut dire qu'il y a une véritable pathologie différente pour chacune de ces deux classes sociales. Bien des maladies populaires ne dépendent que d'un vrai surmenage, d'un travail épuisant et pénible, qui prédispose à toutes les infirmités.

On a beaucoup exagéré, dans ces derniers temps, l'influence des causes extérieures, comme la salubrité des locaux dans lesquels travaillent les ouvriers, et l'on a, en revanche, très peu compris l'importance du pouvoir de résistance de ceux qui travaillent. Les rapports des inspecteurs des ateliers ont, au contraire, constamment observé que, là où le travail est trop prolongé et dégénère en fatigue, la salubrité même des locaux ne garantit pas l'ouvrier contre les conséquences de la fatigue et de l'épuisement.

Celui qui entre dans les ateliers de dentelle, dit un inspecteur du travail de la Suisse, ateliers qui ont presque tous des locaux bien aérés, grands, bien éclairés, ne doute même pas que les ouvriers qui y travaillent puissent ressentir le plus petit préjudice. Et pourtant, des ouvriers qui y entrent pleins de vigueur et de force montrent tous les indices de la fatigue, dépérissent lentement et présentent une faible résistance à toutes les maladies (1), dès qu'ils sont soumis à un travail très prolongé.

Supposons qu'un homme accomplisse un travail très prolongé, qui ne dépasse pas toutefois la mesure de ses forces (nous avons vu que pour que l'épuisement se produise il n'est pas nécessaire que ce travail exige de grands efforts musculaires), et que le lendemain, il recommence le même exercice. La chose n'est point étrange, parce que c'est justement ce qui arrive ordinairement dans la vie de tous les jours. Les détritits du travail de la veille n'ont pas été tout à fait éliminés, et, en attendant, le travail en accumule de nouveaux. Cela dure souvent longtemps parce que l'épuisement est très lent; mais la maladie

(1) *Berichte der Fabrikinspectoren*, 1879, p. 14.

survient, presque toujours, fatalement, comme le corollaire indispensable du désordre fonctionnel (1).

Il arrive fréquemment que les médecins qui soignent les ouvriers se trouvent en présence de fièvres continues qui présentent tous les symptômes de la typhoïde sans qu'il y ait eu contagion de cette maladie et sans qu'aucune cause extérieure puisse expliquer l'infection. On recherche alors les causes qui ont précédé la maladie et l'on trouve toujours un abus d'exercice, un excès de travail qui a produit un véritable état typhoïde, un état d'infirmité qui a toutes les formes des fièvres typhoïdes (2).

L'on voit souvent, dans l'armée, surgir de véritables épidémies de fièvres typhoïdes après les marches trop prolongées.

La fatigue de l'organisme agit donc comme condition prédisposant à la maladie. L'on peut dire qu'il n'y a pas de grandes fatigues militaires qui ne soient suivies de véritables épidémies de fièvres typhoïdes (3).

Pour la même raison, les paysans, qui sont pourtant habitués à supporter toutes les inclemences de l'atmosphère, sont atteints, d'ordinaire, après la fatigue des récoltes, d'insolations et de fièvres. Que ce soit l'organisme fatigué qui agit par autointoxication, ou bien qu'il présente une résistance moindre et, partant, une aptitude plus grande à toutes les maladies, dans les deux cas, la fatigue agit comme cause directe ou comme cause indirecte de toutes les maladies et peut être considérée elle-même comme un déséquilibre douloureux, comme une dangereuse perte d'énergie vitale.

Toutes les observations démontrent que si le tissu musculaire s'atrophie par inaction, il s'atrophie aussi par excès de travail, parce que, dans ce dernier cas, il s'use lui-même. Tandis que, au contraire, une alimentation suffisante et un travail proportionné ne font qu'en augmenter le poids et la vigueur.

(1) Lagrange, *op. cit.*, p. 131.

(2) V. sur ces auto intoxications, la discussion dans les comptes-rendus de l'Académie de médecine, mars 1886. V. aussi Lagrange, *op. cit.*, p. 133 et suivantes.

(3) Comp. Lèques, *Études sur l'hygiène des bataillons alpins*, dans les *Archives de médecine militaire*, 1880, t. II, p. 373 et suiv.; Kelsch, dans la *Revue hygiénique* du mois d'août 1890; Lagrange, *loc. cit.* V. aussi L. Cognetti de Martüs : *Il lavoro e le malattie nervose*, dans le *Giornale degli economisti*, de juillet 1895.

Crichton, de son temps déjà, avait montré de quelle façon sinistre la fatigue agit sur la sensibilité et sur l'agilité et comment elle est la cause qui prédispose à toutes les maladies (1).

Quand tout un peuple et toute une classe se trouvent soumis à la fatigue, non seulement ils voient diminuer leur pouvoir productif, non seulement ils voient la morbidité s'étendre et succombent plus facilement à la mort, mais ils sont condamnés à une véritable déchéance physique. C'est le cas des ouvriers des solfatares de Sicile, où l'épuisement a déterminé une véritable dégénérescence. « Le dégât que produit l'épuisement sur l'homme — écrit le professeur Mosso — apparaît avec évidence dans la dégénérescence de notre race dans certaines régions d'Italie. Dans la province de Caltanissetta, par exemple, pendant les quatre années qui se sont écoulées entre 1881 et 1884, sur 3,762 ouvriers des solfatares qui se sont présentés au recrutement, 203 seulement furent déclarés aptes pour le service militaire; 1,634 furent réformés; 1,835 furent renvoyés à un examen ultérieur; 1,249 furent réformés pour défaut de taille; 69 pour défaut d'ampleur thoracique, 64 pour constitution faible; 25 pour mauvaise conformation du thorax; 43 pour hernie; 48 pour déviation du rachis; 20 pour autres déformations corporelles; 7 pour varicocèle volumineux; 18 pour cachexie palustre; 18 pour cécité et 73 pour causes diverses. Voilà donc une province qui, sous le beau ciel d'Italie, sur un sol fertile, sur une terre féconde en richesses, sur 3,672 jeunes gens de vingt ans, ne compte que 203 aptes à porter les armes! » (2)

Et Mosso continue: « La première fois que je me rendis en Sicile, j'y fus envoyé en qualité de médecin militaire, chargé des opérations du recrutement à l'intérieur de l'île. Je me rappelle encore, comme si c'était aujourd'hui, une petite église dans laquelle se trouvaient, près de l'autel, les maires et le lieutenant des carabinieri et, derrière la balustrade, la foule en nombre. Je visitais les conscrits derrière le grand autel, dans le chœur, et avais autour de moi une file de jeunes gens nus, noirs, maigres et, au milieu d'eux, quelques hommes gros, gras, blancs comme s'ils fussent d'une autre race. C'étaient les pauvres et les riches. Parfois défilaient devant nous tous les conscrits de communes entières, sans qu'on pût trouver, parmi eux, un jeune homme capable de porter les armes, tant les efforts et la fatigue avaient

(1) Crichton, *op. cit.*, t. I, p. 532 et suiv.

(2) Mosso, *op. cit.*, p. 193-194.

déformé et affaibli ces populations. « Les maires étaient humiliés de tant de dégradation. Ce sont des *carusi*, me disaient-ils; c'est-à-dire des ouvriers qui, dès leur enfance, ont travaillé à porter le soufre » (1).

L'épuisement est d'autant plus pénible lorsqu'il survient à un âge où le développement n'est pas encore complet. Il conduit alors fatalement à la dégénérescence. Le Dr Giordano de Lercara (Sicile) a vu des ouvriers des solfatares qui, ayant été soumis dès un âge tendre à un régime fatigant, étaient encore impubères à quinze, à dix-huit, à vingt, voire même à vingt-deux ans (2).

Les statistiques ne signalent pas encore le parallélisme entre les longues journées de travail et les cas de fatigue, d'une part, et la très grande morbidité, d'autre part, mais aucun médecin, qui ait une connaissance même superficielle des phénomènes du travail, ne se refuse à l'admettre.

Un fait de non moindre importance, constaté par les médecins presque partout et qui nous permet de comprendre pourquoi les peuples soumis à de longues journées de travail sont souvent très excitables sans présenter une grande résistance dans les luttes industrielles, est que *la fatigue détermine chez les individus et chez les peuples qui y sont soumis*, une faiblesse irritable, une excitation excessive et presque toujours *une faible volonté*. Il est assez difficile qu'ils puissent et qu'ils veuillent opposer une résistance tenace (3). C'est ce qui explique, ce qui, de prime abord, semble un paradoxe social, que les classes et les peuples les plus opprimés, ceux qui ont un régime de vie vicieux, qui

(1) Mosso, *op. cit.*, p. 194-195.

(2) Le Dr Giordano a présenté, au dernier congrès national de médecine de Palerme, les très importants résultats de ses recherches sur les mineurs siciliens. Colajanni (*I lavoratori delle zolfare di Sicilia*, dans la *Riforma Sociale* du 10 juin 1894), donne quelques développements aux propositions de Mosso et de Giordano. V. sur ce qui a été écrit sur cette question et sur la décadence physique des mineurs siciliens et sur leur faible productivité actuelle, Nitti: *La législation du travail en Italie. Difficultés que rencontre son établissement*, dans la *Revue d'économie politique* de 1892 et P. Villari, *La Sicilia e il socialismo*, dans la *Nuova Antologia* de juillet 1895.

(3) Féré, *op. cit.*, p. 165. V. aussi, sur cette très importante question, Féré, *La fatigue et l'hystérie expérimentale* dans les *Comptes rendus de la Société de Biologie*, 1890, p. 284, et *Le surmenage scolaire* dans le *Progrès médical* de 1887, p. 111 et 131; Holland, *Chapters on mental psychology*, 2^e édit., Londres, 1858, p. 170; Léjonne, *L'influence du paludisme sur le développement des névroses*, Lyon, 1890; Féré, *Hystérie et fatigue*, dans les *Comptes rendus de la Société de Biologie*, 1885, p. 497; etc.

travaillent le plus longuement et réparent le moins possible les pertes subies sont capables d'une rapide violence, mais jamais d'une longue et tenace résistance.

La résistance au travail est déterminée en grande partie par l'habitude. Cela résulte surtout du fait que c'est l'exercice seulement qui nous apprend à n'user, dans chaque mouvement, que certains muscles déterminés et à le faire sans une notable dispersion de force. Cela tient aussi à une conformation physiologique spéciale, à un changement matériel opéré dans la structure des organes qui accomplissent le travail. Quand on dit que quelqu'un s'est endurci au travail, le verbe s'endurcir est pris non pas au sens figuré, mais au sens propre. Le travail produit, dans les tissus du corps, des changements de nutrition qui les rendent plus durs et plus résistants (1). Nous pouvons donc conclure que *tout organe qui travaille subit une modification matérielle dont résulte une plus grande aptitude à supporter le travail sans en souffrir.*

Cette loi physiologique dissipe l'utopie des écoles économiques qui, dans le but de supprimer la répulsion pour le travail, désireraient que les occupations fussent très variées et la spécialisation technique réduite dans certaines limites. C'est, bien au contraire, cette spécialisation qui rend possible la longue résistance et assure le développement et l'augmentation de la production.

Toutes les espèces animales sont organisées en vue du travail qu'elles accomplissent; à la longue les os, qui semblent et sont si durs, se modifient sensiblement par les muscles en vue des buts à atteindre. C'est dans ce sens que la fonction crée l'organe. Les ouvriers de certains métiers ont un aspect caractéristique qui les fait tout de suite distinguer. Un médecin militaire, qui, durant de longues années, a assisté aux opérations du recrutement, m'assurait que, en examinant les conscrits nus, il s'aperçoit presque toujours de la profession qu'ils exercent.

Non seulement les organes externes, mais aussi les organes internes subissent, sous l'influence du régime musculaire, des modifications favorables à l'exécution de l'exercice fréquemment accompli. Si le travail, au lieu d'être pénible seulement par la forme qu'il revêt d'ordinaire, l'était toujours de sa nature, il ne devrait et il ne pourrait y avoir une adaptation, parce qu'il n'y a pas d'adaptation pour la dou-

(1) Lagrange, *op. cit.*, p. 168.

leur. Si l'on souffre des dents, l'on souffre aussi bien pendant la dernière heure que pendant la première, aujourd'hui comme demain, comme le lendemain, comme dans un an. Il n'y a pas d'adaptation possible. Chez le travailleur, au contraire, l'adaptation se produit toujours, et ce n'est que l'habitude qui sert à déterminer la limite qui marque le passage du travail à la fatigue.

La fatigue est, en même temps, un fait physique et une sensation interne; nous arrivons, par conséquent, à nous en apercevoir non pas lorsqu'elle survient, mais lorsqu'elle atteint une certaine intensité. *Celui qui est habitué à un exercice ne s'aperçoit jamais de l'arrivée de la fatigue.* Lorsque cent personnes se trouvent, depuis plusieurs heures, dans une salle, aucune d'elles ne se rend compte que l'air y est corrompu; si, au contraire, l'on y entre tout à coup, on éprouve une sensation désagréable. Mais cela n'empêche que même ceux qui se trouvent dans la salle ressentent l'action préjudiciable de l'atmosphère (1).

Ce phénomène, d'après lequel celui qui est habitué ne s'aperçoit pas de l'arrivée de la fatigue tandis qu'il en ressent les effets préjudiciables, est déterminé aussi par ce fait que les organes internes sont insensibles. Nous sommes conformés de manière que notre sensibilité puisse nous défendre contre les agents du monde extérieur et nous procurer les excitations, douloureuses ou agréables, qui sont utiles à notre conservation; les nerfs sensibles, dont l'excitation produit le plaisir ou la douleur, se trouvent presque tous dans la peau (2). Les organes internes, y compris le cerveau, sont insensibles; c'est ce fait qui nous empêche de nous rendre compte de nos sensations internes.

En outre, l'habitude aggrave ce fait et l'étend même, jusqu'à un certain point, aux sensations externes qui pourtant sont parfaites. Si nous immergeons la main dans un récipient rempli d'eau n'ayant même qu'un seul degré de chaleur en plus que la main, nous ressentons la différence de la température. Mais si, au contraire, la main laissée plongée, l'eau est lentement rechauffée, il faudra qu'elle atteigne un degré de chaleur relativement beaucoup plus élevé pour que nous ressentions la différence de température.

(1) « L'intensité de la sensation ne dépend pas uniquement de l'intensité de la cause excitante, mais encore de la masse de la sensibilité, ou de la force que les organes intéressés possèdent à ce moment. » Deboveuf, *op. cit.*, p. 41.

(2) Mosso, *op. cit.*, p. 266.

L'ouvrier qui travaille ne s'aperçoit donc pas de l'arrivée de la fatigue ou, pour mieux dire, il ne s'en aperçoit que lorsqu'elle atteint une certaine intensité. C'est la principale raison pour laquelle il ne sait et il ne peut se sauvegarder; c'est la principale raison pour laquelle toute société, qui veut empêcher une trop grande dispersion d'énergie, doit, nécessairement, avoir recours à la limitation coercitive. Les variations entre les individus et les variations entre les travaux sont, il est vrai, très grandes, mais il y a pourtant une limite réelle, ayant une valeur simplement approximative, qu'on peut appliquer à celui que les physiologistes appellent : un ouvrier moyen (1).

C'est cette limite seule, excessive peut-être pour des ouvriers faibles et en revanche basse pour des ouvriers forts, qui pourra sauver la masse des ouvriers de l'épuisement et de la dégénérescence et qui, loin de mettre les nations qui l'appliqueront dans un état d'infériorité, pourra, au contraire, accroître leur énergie et développer leur activité productive.

Le travail, comme fait fonctionnel, est soumis aux lois que nous avons essayé d'exposer; lois d'ordre général auxquelles l'activité psychique, dont la nature nous est encore en grande partie inconnue, réussit souvent à se soustraire. Elle ne s'y soustrait pourtant pas sans préjudice, ni sans danger, et, comme dans la légende antique, la colère de Dieu tue le violateur des lois naturelles ou, ce qui est pis encore, le condamne à la dégénérescence. Le maréchal de Turenne se

(1) Quelle peut être cette limite? La sûreté avec laquelle se prononcent certaines écoles socialistes est plus qu'excessive et, d'un autre côté, il y a encore peu d'expériences physiologiques. Pettenkofer et Voit ont mis, dans une chambre de verre, hermétiquement fermée, un vigoureux ouvrier, nourri d'une alimentation mixte à peu près la même que celle qu'il prenait d'ordinaire, et lui ont fait tourner une roue autour de laquelle il y avait un poids de 25 k. En déduisant les interruptions pour le repas et le repos, on a constaté que l'ouvrier avait travaillé neuf heures et même d'une façon suffisamment pénible. Les deux physiologistes se sont donné la peine d'analyser les aliments et de noter le poids de l'ouvrier à l'entrée et à la sortie. Il en est résulté que, pendant neuf heures de travail, l'ouvrier avait consommé, sous la forme d'acide carbonique, 192 grammes d'oxygène plus qu'il n'en avait pu aspirer pendant le même laps de temps. Il y avait donc un *déficit*, et, pour le couvrir, l'ouvrier avait dû dépenser 20 0/0 de la provision d'oxygène emmagasiné dans tout son corps. Comp. sur ces expériences, Marey *loc. cit.* La limite de huit heures, pour un ouvrier moyen qui accomplit un travail ordinaire, serait-elle tout à fait arbitraire?

disait avant la bataille : « Tu trembles, carcasse ; tu tremblerais bien davantage, si tu savais où je vais te conduire. » La volonté l'emportait, chez lui, sur l'hésitation naturelle et la fatigue du corps. Dans notre société, celui qui ne dispose que de sa force de travail et est obligé de la vendre doit très souvent accomplir des exercices dont il n'est pas capable et il doit, comme le capitaine français, imposer, par un effort de volonté, à son propre corps et à sa propre âme. Mais tout cela n'a pas lieu sans préjudice et sans cette énorme dispersion d'énergie, qui est le plus grand danger pour une société dans laquelle l'extension des besoins rend plus que jamais nécessaire la plus parfaite économie des forces.

FRANCESCO S. NITTI,

Professeur à l'Université de Naples,

Membre de l'Institut international de Sociologie.

Directeur de la *Riforma Sociale*.

Traduit par NICOLAS POLITIS,
Docteur en droit

Les Paysans au Moyen-Age

XIII^e et XIV^e siècles

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES ¹

(suite et fin)

IV

ÉTAT D'ESPRIT DU PAYSAN.

L'école et l'instruction au village. — Simplicité proverbiale et dévotion enfantine. — Mais esprit de révolte. — Rôle social des prédicateurs populaires. — Sentiments irrévérencieux envers les hautes classes. — Fréquence des émeutes et des hérésies. — Le paysan plus révolutionnaire qu'aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,

L'homme, a dit Pascal, est un animal qui pense. Si la pensée est

(1) Voir la *Revue* de septembre, octobre et novembre 1895.

l'élément suprême qui différencie l'homme des autres animaux, qui en fait un être à part, qui l'élève au-dessus de la bestialité primitive, laquelle gît toujours au fond de lui, c'est cet élément essentiel qu'il faut saisir, pénétrer en lui pour le bien connaître. Savez-vous ce qu'un homme pense? Vous le connaissez. Le soupçonnez-vous? Vous entrevoyez sa nature. L'ignorez-vous? Cet homme, quelque connaissance extérieure que vous ayez de lui, reste pour vous un étranger. C'est avec cette même préoccupation, malheureusement trop rare, qu'il faut étudier et décrire l'homme dans l'histoire. Il ne suffit pas d'étudier les grands faits auxquels il participe, les grandes transformations auxquels il a été mêlé. C'est son état d'esprit, ce sont ses sentiments et ses pensées les plus familières qu'il s'agit de retrouver, car c'est l'état d'esprit de l'homme qui cause ses actes, c'est par cette cause intime qu'il faut les expliquer. Et cette étude approfondie, si délicate, si difficile, il ne faut pas seulement la faire sur les grandes individualités de l'histoire. Il importe de l'étendre aux masses, de rechercher, toutes les fois que les documents le permettent, ce que les multitudes ont pensé, quels ont été leurs sentiments communs sur les choses publiques, quel a été leur état d'âme, religieux, politique et social. Ainsi conçue, l'histoire est plus qu'une énumération de faits, puisqu'elle s'attache à faire revivre, non seulement les faits extérieurs, mais les hommes aussi, jusque dans leurs plus intimes replis. A ce degré, elle devient hautement instructive et confine à la philosophie, puisqu'en reliant sans cesse les actions aux pensées qui les ont dictées, en analysant la genèse de ces pensées mêmes, en reconstruisant l'esprit des générations passées, elle s'élève au-dessus de la narration, et aspire à faire connaître et comprendre tout l'homme à travers les siècles. Ainsi conçue l'histoire est une psychologie perpétuelle.

Tentons, Messieurs, ce travail de reconstitution en ce qui concerne le paysan au Moyen-Age; tâchons de nous représenter, quoique les documents soient bien fragmentaires, quelques-unes des pensées qui agitaient alors un cerveau de paysan, lequel, du reste, ne pensait guère. Que savait-il? Que croyait-il? Que rêvait-il en matière politique et sociale? En un mot, quel était l'état d'esprit des populations agricoles au Moyen-Age?

Et, d'abord, que faut-il admettre au sujet de l'instruction publique dans les campagnes, au Moyen-Age?

Cet âge, vous le savez, a eu longtemps ses détracteurs systématiques : ils ne voyaient en ce temps que barbarie, exploitation inhumaine des humbles, superstition et stagnation de la pensée. Seulement,

l'homme est ondoyant et divers, il ne redoute pas de changer d'avis, son esprit se plaît à la variété, comme son cœur et comme son estomac. Quand une opinion très absolue est de mode, on peut prédire, presque à coup sûr, qu'une opinion diamétralement opposée la remplacera. C'est ce qui est arrivé pour le Moyen-Age; aux détracteurs systématiques ont succédé des admirateurs enthousiastes, tellement épris de cette époque qu'ils rêveraient de nous y ramener. Thèse aussi puérile en somme que la première. Une des idées les plus chères à ces mystiques amants d'un âge à jamais disparu, c'est que l'instruction était alors très répandue, que les écoles étaient très nombreuses, et certains vont même jusqu'à affirmer que la proportion des illettrés, dans les campagnes, n'était probablement pas plus forte qu'aujourd'hui. Messieurs, ce qui est vrai, c'est qu'il y eut des écoles de villages en grand nombre à partir du ^{xiii}^e siècle. Le chroniqueur connu sous le nom de *Continueur de Guillaume de Nangis* nous dit que la peste de 1348, la peste noire que Boccace a immortalisée, fit tant de ravages dans les campagnes, qu'on ne sut plus où trouver des maîtres pour enseigner la grammaire aux enfants des hameaux. Une pareille remarque ne s'expliquerait pas, s'il n'y avait pas eu, dès ce temps, tout un personnel d'instituteurs ruraux. Mais qu'étaient-ce que ces écoles? De véritables affaires, des entreprises lucratives. L'école était, le plus souvent, sous le patronage seigneurial, c'était le seigneur qui l'avait instituée, et c'est lui qui, d'ordinaire, se réservait le droit de nommer le *grammairien*. C'est vous dire que l'enseignement n'était pas gratuit et que les seigneurs en tiraient un certain bénéfice, à tel point qu'ils s'opposaient énergiquement, quelquefois par la force, à la fondation d'écoles rivales de la leur, et que dans leurs moments de gêne il leur arrivait de vendre leur droit de patronage, comme ils vendaient leur moulin ou leurs terres. Personne, du moins, n'osera soutenir qu'il s'agisse ici de passion désintéressée pour la diffusion des lumières. Qu'étaient-ce, d'autre part, que les maîtres, ces grammairiens? De pauvres diables disposés à partager avec le seigneur les bénéfices de l'enseignement ou à les prendre à forfait, d'une ignorance profonde et de mœurs grossières. Ici, les magisters se gourment entre eux; là leur principale récréation, même aux heures de classe, consiste à regarder des combats de coqs; partout leur grande préoccupation est de faire rentrer le casuel, et ils y ont infiniment de peine. A Torcy, près Longueville en Normandie, le grammairien trouve un ingénieux moyen de se faire payer par le cabaretier qui lui doit quarante sous pour l'instruction de son fils : il s'installe à la taverne, boit jusqu'à extinc-

tion et refuse de déboursier quoi que ce soit. C'est sa manière de se faire payer. Eh bien, Messieurs, pouvez-vous croire qu'avec de pareilles écoles, les paysans aient été bien cultivés? D'abord, aucun document ne nous signale d'écoles de filles au Moyen-Age; en d'autres termes, la moitié des classes agricoles de ce temps était entièrement dépourvue d'instruction. La moitié de la population! rien que cela! Voilà déjà qui n'est pas mal pour une époque où l'instruction populaire aurait été très générale. De plus, que faut-il penser de l'instruction des garçons? Si peu que l'on payait pour envoyer un enfant en classe, c'était une bien lourde charge pour des paysans qui, vous le savez, se refusaient tout luxe, tout superflu, sauf le boire, même beaucoup du nécessaire. Aujourd'hui que l'instruction est gratuite et obligatoire, que de peine n'a-t-on pas à obtenir des parents pauvres qu'ils envoient leurs enfants, non aux champs, mais à l'école! Au Moyen-Age où l'enseignement n'était imposé à personne et où nul ne l'avait sans le payer, il aurait fallu une passion désintéressée pour que l'instruction eût été généralement répandue. Je ne peux croire à tant de vertus. Seuls, les paysans riches ou ambitieux devaient envoyer leurs fils à l'école; cette limitation n'en ouvrait la porte qu'à une infime minorité. Et encore les meilleurs sujets, les moins rebelles à l'instruction, étaient presque toujours destinés à l'Église; ils devenaient *clercs*, ils allaient remplir les rangs de l'innombrable police ecclésiastique, ils quittaient leur village, ils étaient perdus pour le travail des champs. Les autres qui quittaient l'école à huit ans, ne devaient plus rien savoir à vingt ans; signer leur nom peut-être, d'où l'erreur de certains partisans de cet âge d'or. Un écrivain humoristique, Karl, dans une de ses spirituelles boutades, disait qu'au sortir du collège on se partage en deux groupes : les uns n'ont jamais rien su; les autres ont tout oublié. J'ai bien peur que ce jugement amer n'ait été terriblement vrai des tenanciers du Moyen-Age. C'est là un argument qu'aucun historien, à ma connaissance, n'a encore relevé. Rien n'est plus instructif à cet égard que de constater l'un des usages de la procédure criminelle au Moyen-Age : quand un malfaiteur avait commis un crime, il commençait presque toujours par se dire *clerc* et par se réclamer du *for ecclésiastique*, c'est-à-dire des tribunaux de l'Église. Pourquoi? Parce que ces tribunaux ne condamnaient jamais à la peine de mort, tandis que les cours laïques étaient prodigues de ce châtiment. Elles condamnaient à mort, non seulement pour les meurtres, mais aussi pour de simples vols, pour des vols de linge, des vols de poules, et la peine de mort, c'était la pendaison pour les hommes, et l'ensevelissement vivant pour

les femmes, vu que la pendaison des femmes était, pour la foule, un supplice indécent. Pour éviter un tel châtiment, il valait bien la peine d'aller chez le barbier, et de se commander une tonsure, une « couronne », comme on disait alors. Mais l'habit ne fait pas le moine. Eh bien ! savez-vous quel était le criterium, l'épreuve à laquelle on recourait pour contrôler le dire de l'accusé ? On lui mettait un livre sous les yeux, et on lui demandait de lire ; neuf fois sur dix, il en était totalement incapable, ce qui prouvait qu'il avait menti. Savait-il lire au contraire ? On acceptait son dire, sauf à le vérifier encore. Ce qui prouve qu'en dehors du clergé très peu de personnes savaient lire, et qu'à posséder une pareille instruction, il y avait déjà probabilité de « clergie ». Une pareille épreuve serait dérisoire aujourd'hui. En résumé, instruction nulle pour les femmes, très rudimentaire pour les paysans aisés, à peu près nulle pour la masse. Tel est, à mon sens, le bilan de l'instruction publique dans les campagnes au Moyen-Age.

Ainsi, le paysan a la cervelle courte et peu déliée. Il n'écrit pas, n'entretient pas de correspondance ; il ne lit pas non plus, ne puise pas d'idées neuves dans des livres. Toute sa science est faite de traditions recueillies de père en fils ; ce qu'il sait, il l'a appris par ouï-dire ; rien ne lui permet de contrôler ce qu'il entend ; ce qu'on lui affirme, il le croit, à moins toutefois que ces affirmations ne choquent trop rudement ses habitudes traditionnelles, ou ne contrarient ses intérêts. Rien ne l'étonne ; car l'étonnement, c'est le commencement de la science. Voilà le premier trait à retenir de son caractère ; sans instruction personnelle, il n'acquiert pas de pensée personnelle, sa pensée ne sera le plus souvent que le reflet de celle d'autrui ; aussi, — et ce second trait est la conséquence du premier, — c'est souvent un naïf, un grand enfant, que le paysan du Moyen-Age.

C'est sous cet aspect peu flatteur pour son esprit que les contemporains nous le dépeignent. L'homme des champs, dit l'auteur d'un fableau, est un animal carré, gauche « *et de laide hure* ». C'est un mélange de sottise et de naïveté. Sa femme le trompe ouvertement, sans qu'il s'en doute. Brifaut, qui va au marché d'Abbeville, vendre de la toile que sa ménagère a filée, se la laisse escamoter dans la foule, et fait des excuses à son voleur. Tel autre, qui vient à Paris, s'arrête à contempler la galerie des rois qui décore la façade de Notre-Dame. Il reconnaît Pépin et Charlemagne, « *vez-ci Pépin* », dit-il, « *vès-là Charlemainne* ». Et pendant ce temps, un pick-pocket survient, — le mot n'existe pas, mais le personnage est de tous les temps — et lui coupe par derrière sa bourse ou, comme on l'appelait au Moyen-Age,

d'un bien beau nom, son « aumônière ». Comme l'a fort bien dit l'auteur d'une étude très intéressante sur la société d'après les fableaux parue dans la *Revue Bleue*, il y a quelques années, le vilain, s'il faut en croire ces satires, résumait en lui Gribouille et La Palice, il ne parlait qu'en proverbes, et la sagesse des nations était toute sa sagesse. C'est là à coup sûr l'un des aspects du paysan intime au Moyen-Age. Nous verrons tout à l'heure qu'il y a des réserves à faire à cette description par trop pessimiste.

Donc, le paysan intime nous est représenté comme un naïf, impropre à la pensée. Mais n'oublions pas que ce sont les jongleurs, ces ennemis dédaigneux du villageois, qui nous le représentent ainsi, et n'acceptons que sous bénéfice d'inventaire. Cette naïveté, le villageois l'apportait aussi dans ses croyances ; il était dévot plutôt que religieux ; la métaphysique, les grands problèmes, l'absolu, la morale, la conscience, tout cela n'était pas fait pour lui. La religion, ce n'était pas pour lui ce lien mystique qui rattache l'individu à l'infini, qui unit la conscience à la grande conscience de l'univers, qui relie la personne humaine à l'ordre universel ; la religion, pour lui, c'était des pratiques, et des pratiques d'une nature plus ou moins cabalistique, assurant des chances de bonheur à qui les accomplirait. Malheur, au contraire, à qui les négligerait ! Celui-là s'exposait à toutes les calamités. Il importait, à ses yeux d'homme pratique, de se mettre en règle avec Dieu. Mais Dieu était pour le paysan de ce temps un potentat, un monarque si éloigné, si inaccessible, qu'il était impossible de l'atteindre ; mieux valait s'adresser aux puissants de sa cour, à la Vierge et aux saints. Dieu existe à peine au Moyen-Age ; la Vierge et les saints attirent à eux toute la religion des masses. La Vierge est la grande médiatrice, l'espoir des déshérités ; son culte répond à certains sentiments de tendresse que l'abolition du culte de certaines déesses laissait en souffrance ; elle favorise de ses miracles ceux qui la prient avec ardeur, elle prodigue ses biens à ceux qui font vœu d'être siens, fussent-ils même des brigands. Et les paysans ne sont pas les seuls à professer cette foi naïve et ritualiste. Le dominicain Étienne de Bourbon, qui écrivait au ^{xiii}^e siècle, nous narre l'histoire d'un brigand, mais d'un bon brigand, comme vous allez en convenir. Il n'oubliait jamais de jeûner aux vigiles des fêtes de Marie ; quand il volait (et cette faiblesse lui était fréquente), il ne manquait jamais de dire un *Ave Maria*, de prier la Vierge de ne pas le laisser mourir en état de péché ; aussi sa bienheureuse patronne ne l'abandonna-t-elle pas : il fut pris, condamné à la potence et pendu, mais il ne mourut pas : comment cela ?

Un jour, deux jours, trois jours durant, quoique pendu, quoique ballotté au gré des vents, il resta vivant ; à la fin, les gens de justice, intrigués, le détachèrent ; alors, il déclara que la Vierge, pendant les trois jours, l'avait soutenu par les pieds pour l'empêcher de mourir. La justice humaine ne pouvant plus se montrer rigoureuse envers le favori des dieux, on le grâcia, et il devint honnête homme.

Si telle était la conception qu'un homme instruit, distingué, de ce temps, se faisait du culte de la Vierge, vous devinez sans peine à quel niveau pouvait être la religion du paysan. Ce n'était pas seulement la Vierge, il y avait aussi les saints qu'il honorait de la plus étrange façon, avec lesquels il entretenait le commerce le plus imprévu. Donnant, donnant ; il les priait, il accomplissait certains actes qu'il savait leur être agréables, mais en retour les bienheureux lui devaient leurs bienveillants services. Ces saints, ces demi-dieux, n'étaient pas les mêmes partout : il y avait d'abord des saints provinciaux ; ainsi le patron des Lorrains était saint Nicolas, celui des Bourguignons était saint André. Mais il y avait aussi de petits saints, des saints in-18, si j'ose me permettre cette expression irrévérencieuse, qui n'étaient connus et honorés que dans un canton, que dans de très petits endroits, dont le pape, dont l'évêque peut-être n'avait jamais entendu parler, saints bretons, basques, auvergnats, à physionomie étrange, sentant parfois l'hérésie, rudes et barbares, comme leurs adorateurs, qu'il fallait gagner par des présents, et quelquefois même contraindre par des coups. C'étaient souvent d'anciennes divinités locales païennes, adaptées aux formes chrétiennes, et très étonnées sans doute de se voir travestir en saints. Le paysan avait des saints en grand nombre, pour tous les besoins de la vie ; il en avait tout exprès pour garder sa chaumière, protéger ses bêtes, mûrir la moisson : ainsi, saint Eloi guérissait les chevaux, saint Didier détruisait les taupes. Mais il en avait de bien plus extraordinaires encore. Jouant sur le sens de son nom, les Béarnais croyaient que saint Plouradou empêchait les enfants de pleurer, que saint Séquaire faisait sécher le linge. Voilà des bienheureux auxquels nourrices et ménagères devaient sans doute faire d'abondantes dévotions. Dans un village de Bretagne, saint Guirec, dont un village tire son nom, donnait des maris aux filles qui craignaient de coiffer sainte Catherine, mais pour cela elles devaient aller à sa statue qui était en bois, et lui piquer des épingles dans le corps : cette superstition n'est pas encore tombée tout à fait dans cette localité. A Montmartre, qui était alors un village des environs de Paris, les femmes imploraient saint Raboni, parce qu'il « rabonnissait » les ma-

ris acariâtres. Une vieille tradition, dont je ne garantis pas l'absolue exactitude, raconte qu'une parisienne, malheureuse en ménage et peu favorisée de Raboni, fit le pèlerinage de Montmartre pour implorer sa protection ; quatre jours après, le mari meurt : « Que ta bonté est grande, saint Raboni » s'écrie-t-elle dans un élan d'ineffable reconnaissance, « tu accordes plus qu'on ne te demande ! ». Aujourd'hui, hélas ! à peu près partout du moins, saint Raboni, saint Guirec, et ils nous manquent terriblement, sont morts ; nous en sommes réduits, pour remplacer saint Guirec, aux agences matrimoniales, et pour remplacer saint Raboni, nous n'avons que le divorce. Le paysan avait-il la goutte ? il invoquait saint Genou ; avait-il des crampes ? il priait saint Crampon ; avait-il mal aux yeux ? il suppliait sainte Claire ; avait-il la teigne ? il honorait qui ? je vous le donne en cent, saint Aignan, qu'il appelait saint Teignant. Mais le plus invraisemblable de tous ces saints fut saint Guinnefort, honoré au ^{xiii}^e siècle par les paysans de Villeneuve, dans les Dombes. Ce saint était un chien, un pauvre lévrier, tué injustement par son maître dans les circonstances suivantes : Un jour que le chien gardait le berceau d'un enfant, un serpent était venu qui allait dévorer le petit. Le lévrier l'étrangla. Le maître, en rentrant, aperçut les langes de l'enfant et la gueule du chien également ensanglantés. Il croit que le chien a mangé l'enfant, il tire son épée et tue la bête. Mais peu après il voit l'enfant sain et sauf et il découvre le cadavre du serpent ; la lumière se fait dans son esprit, il reconnaît son injustice et fait enterrer le lévrier honorablement. Mais la justice divine n'était pas satisfaite et elle vengea l'innocente victime : le château fut détruit et le seigneur dut s'expatrier. Alors les paysans du voisinage, émus de ce drame, émus aussi de voir un chien si manifestement protégé par la divinité, rendirent les hommages divins à saint Guinnefort ; chien et martyr, il fut adoré comme le patron des petits enfants. Une mère avait-elle un enfant malade, elle le portait dans un bois voisin de son tombeau, le déposait sur une paille au pied d'un arbre, allumait de chaque côté de sa tête un petit cierge, et le recommandant au génie du lieu, s'en allait sans retourner la tête, et assez loin pour ne plus le voir et ne plus entendre ses vagissements. Je ne sais si l'enfant guérissait, mais ce qui arrivait parfois, c'est que les cierges mettaient le feu à la paille ou que le loup venait croquer le petit être. Le dominicain Etienne de Bourbon, passant par là, fit honte aux habitants de leurs superstitions, fit raser le bois, déterrer le pauvre lévrier qui fut brûlé sur un bûcher. Il n'avait pas de chance, celui-là ; victime de son

vivant, il fut encore poursuivi après sa mort. Tous les prélats n'étaient pas aussi zélés, et beaucoup de ces cultes étranges se maintinrent longtemps dans les campagnes; ils toléraient pour la plupart ces dévotions naïves, satisfaits de la bonne intention.

La voilà, la religion du paysan au Moyen-Age : des pratiques superstitieuses, puériles. Ajoutez à cela la peur du diable dont il voyait partout la main velue, le pied fourchu, la crainte des fées, des nains, des korrigans, qui entraînaient dans leurs rondes diaboliques les voyageurs attardés dans la lande, des lavandières qui battaient perpétuellement leur linge maudit sur le bord des ruisseaux. Son ciel est peuplé d'êtres surnaturels, les uns bienfaisants qu'il faut se concilier, les autres redoutables, dont il importe d'avoir une saine défiance; le ciel descend aussi perpétuellement sur la terre que l'enfer y remonte. Naïf dans la vie quotidienne, il est, en religion, superstitieux comme un enfant. Il a peur de son ombre, il prend ses rêves pour des réalités.

Mais un autre trait de caractère qui tempère cette sottise, c'est que le paysan est fort intéressé. La vie est dure. S'il peut, de temps à autre, acheter un lot de terre, c'est parce qu'il travaille ferme, qu'il se prive de tout ce qui ne lui est pas indispensable, qu'il économise quelques deniers sur son logement, quelques deniers sur sa nourriture, quelques deniers sur ses vêtements. De telles habitudes de parcimonie dénotent qu'il sait compter, qu'il a déjà la passion de la terre et qu'il doit être difficile de le tromper quand ses intérêts sont en jeu. Aussi les fableaux nous montrent-ils cette autre face du paysan, l'âpreté au gain. Le campagnard qui se voit menacé dans son avoir n'hésite pas à batailler, à raisonner, à plaider, à défendre ses droits devant le bailli du seigneur. « Sire », dit un villageois dont on voulait restreindre les droits d'usage, « au temps de mon aïeul et de mon bisaïeul nos vaches furent par ces prés, nos brebis par ces cépées ». Tout niais qu'il soit, quand il se croit frustré, il lutte même contre son seigneur, et dès lors il n'y a plus de hiérarchie sociale qui tienne.

Mais, Messieurs, il y a plus que cela, et le paysan nous apparaît souvent, non seulement comme un raisonneur, mais aussi comme un insolent, comme un irrespectueux, comme un être aigri et révolté. Un conte assez plaisant de cette époque met en scène un de ces campagnards gouailleurs, à la main rude et qu'on ne mâte pas facilement. Le voici résumé en quelques mots : Un seigneur avait annoncé qu'il tiendrait une cour plénière et qu'il régalerait tous ceux qui s'y rendraient. Son sénéchal, méchant homme cupide, enrageait de cette générosité, et cherchant

à passer sa mauvaise humeur, il avise un des convives et l'apostrophe en termes violents : « Voyez l'avaleur depois, » dit-il, « voyez comme il est joyeux, ah ! cela lui va de farcir son ventre de purée ; qu'il soit noyé dans une fosse d'aisance, celui qui lui enseigna le chemin. » Le vilain se signe et lui demande où il doit s'asseoir. « Tiens », dit le sénéchal, en lui allongeant un soufflet, ce qui s'appelait une *buffe*, et en jouant sur le double sens du mot, « assieds-toi sur ce buffet-là ». Le campagnard ne dit rien, empoche son soufflet, mais il se jure à lui-même de se venger. Pendant la fête, le seigneur promet une robe d'écarlate à celui qui dira ou fera la meilleure farce. Chacun s'épuise en grimaces et en chansons ; enfin, notre vilain s'approche, et assène une formidable gifle sur la joue du sénéchal. Grand émoi ! le seigneur interroge le paysan : « C'est très simple, » fait celui-ci, « quand je suis arrivé, votre sénéchal qui est un félon et un glouton m'a donné une « buffe » et, en manière de plaisanterie, il m'a dit de m'asseoir sur ce buffet, qu'il me le prêtait. Maintenant que j'ai bien bu et mangé, sire comte, il me fallait bien le lui rendre. Et si celui-là ne lui convient pas, me voici tout près à lui en donner un autre ». On rit, et le gaillard emporta la robe d'écarlate.

Ceci, Messieurs, n'est qu'une plaisanterie assez lourde. Mais souvent le paysan nous apparaît farouche, il frappe, il brûle, il pille, il se révolte contre les seigneurs, il se révolte contre l'Église. Dans le Languedoc albigeois, les terres d'églises sont audacieusement usurpées. Quand saint Dominique vient prêcher à Carcassonne, on lui attache des bouchons dans le dos. « Il y en a, » dit un écrivain du temps, « qui haïssent Dieu, sainte Église et sainte Gentillesse. » Comment expliquer cette attitude ? N'y a-t-il pas contradiction entre ce nouveau pli d'esprit et les premiers que je vous ai décrits, entre ces allures de matamores, et parfois de fous furieux, et la niaiserie, la naïveté dont je vous parlais d'abord ? Il n'y en a pas, comme je vais vous le montrer.

La pensée du paysan, vous ai-je dit, est avant tout un reflet. Sans instruction, il croit ce qu'on lui dit, s'en remet à la sagesse d'autrui, pourvu que ce qu'il entend ne contrarie pas trop ses intérêts. Or, imaginez pour un instant que les campagnes au Moyen-Âge aient été traversées par des politiciens, des provocateurs, en politique ou en religion, dénigrant l'ordre social ou religieux, prêchant le mépris des puissants, décrivant avec complaisance une organisation plus équitable, et même à l'occasion appelant aux armes les habitants des campagnes. Ces agitateurs devaient certainement être écoutés, et leurs idées accueillies sans critique, sans connaissances préalables, sans discussion sérieuse, comme des paroles d'évangile, devaient déposer au

fond de l'âme de leurs auditeurs des levains de mécontentement, de rancune, et des ferments de révolte pour l'avenir. C'était fatal. Et alors, simples et niais comme vous les connaissez, rudes et violents comme je vous les ai décrits, ces paysans-là pouvaient devenir les plus brutaux, les plus indomptables, les plus forcenés des émeutiers. Bien loin de se contredire, tout cela s'enchaîne et se complète.

Eh bien, Messieurs, cette hypothèse s'est précisément réalisée, et j'attire toute votre attention sur ce fait qui a rarement été relevé comme il le méritait. Ce personnel nomade dont je vous parlais dans ma dernière conférence, ce personnel de chanteurs, de ménestrels, de prédicateurs populaires qui allait sans cesse de paroisse en paroisse, qui rompait à tout instant la monotonie de l'existence villageoise, ce personnel a souvent compris, notamment au ^{xiv}^e siècle, un grand nombre d'agitateurs qui semaient autour d'eux le mécontentement et la haine. Leur rôle social a dû être immense.

Divers indices nous révèlent l'action des chanteurs de carrefour. Au commencement du ^{xv}^e siècle, on dénonçait en Angleterre les ménestrels du pays de Galles, de ce pays qui se révoltait toujours et quand même contre la suprématie britannique; on les dénonçait comme les principaux auteurs de cette agitation. Par leurs chants, disait-on, ils encourageaient les insurgés gallois à la résistance. Quand les paysans d'Angleterre se révoltèrent en 1381, s'emparèrent de Londres, mirent trois ministres à mort et firent trembler l'aristocratie et la haute Église, ils chantaient deux vers ainsi conçus :

Quand Adam bêchait, quand Ève filait,
Où donc était le gentilhomme ?

Ces deux vers, c'était le refrain d'une chanson vulgaire, que tous savaient par cœur, parce que, depuis longtemps déjà, ils l'entendaient répéter à leurs oreilles. Enfin, c'est en ce même ^{xiv}^e siècle que l'on commence à chanter, dans les campagnes anglaises, les aventures de Robin Hood ou Robin des Bois. Ce Robin Hood primitif, ce n'est nullement le type de l'Anglo-Saxon, ennemi irréconciliable des conquérants Normands et qui vit dans les bois plutôt que de se soumettre; ce dernier, c'est le Robin Hood artificiel, savant, des siècles qui ont suivi. Robin Hood est, au ^{xiv}^e siècle, un franc tenancier très pieux qui se charge de résoudre à sa façon la question sociale, qui est en révolte permanente contre les riches seigneurs et les fastueux prélats, qui les dépouille courageusement, et qui ne démerite pas cependant

devant Dieu, parce qu'il distribue entre les pauvres le produit de ses meurtres et de ses vols. La voilà, Messieurs, la morale civique dont les chanteurs ambulants berçaient les misères rurales. C'est l'épopée du communisme. « Chansons que tout cela, » direz-vous. Patience : à force de chanter les choses, on s'y habitue et on les fait. Et le noble, l'évêque qui s'endormait au murmure des vers psalmodiés par le chanteur, se réveillait au tumulte de la foule des paysans amassés devant Londres; et il y eut des massacres pour démontrer que ces axiomes, trop longtemps colportés, n'étaient pas que des chansons.

Mais les plus actifs, les plus puissants, les plus violents de ces éducateurs du peuple au Moyen-Âge, ce ne furent pas les ménestrels, ce furent les prédicateurs. Ah! il y en avait beaucoup de ces prédicateurs nomades, qui, effrayés des crimes du monde, couraient de paroisse en paroisse pour prêcher la conversion. Quelques-uns, comme Richard Rolle qui, en Angleterre, au ^{xiv}^e siècle, attirait les foules autour de lui, se contentaient de développer des thèses morales et s'efforçaient seulement de ramener les hommes au bien. D'autres, comme les prédicateurs Albigeois, comme les prêtres de Wyclif en Angleterre, répandaient des doctrines nouvelles et propageaient la révolte en religion, c'est-à-dire l'hérésie. D'autres enfin, et c'étaient les plus nombreux, prêchaient sur les sujets les plus divers, mais remplissaient leurs sermons des diatribes les plus violentes contre les heureux du siècle, contre les riches, les gens de loi, les seigneurs, les prélats, contre le roi lui-même. Beaucoup de ces sermons sont parvenus jusqu'à nous; on les retrouve dans les manuscrits de nos bibliothèques; j'en ai parcouru un grand nombre, et j'ai été stupéfait de constater combien ces prêcheurs avaient leur franc-parler, avec quelle dureté et quel mépris ils traitaient les hautes classes de la société, et combien de haine sociale, combien de révolte en germe il y avait dans leurs oraisons. Que font les riches de leur argent? dit l'un. Nourrissent-ils les pauvres, comme le Christ le leur a enseigné? Non; ils s'habillent de vêtements précieux, se nourrissent de mets délicats, dépensent avec des histrions et des ribaudes; quant aux pauvres, ils n'en ont cure. Hélas! combien il y a de pauvres errant à travers la ville, nus et déchaussés, et nul n'est là pour les nourrir. Ce sont les riches qui ruinent le pays; c'est à cause d'eux que le peuple a de la peine à vivre. Et cependant leur bien appartient aux indigents. D'abord, ils l'ont ravi, volé aux pauvres, qui ne pouvaient leur résister; ensuite, Dieu ne leur a permis d'acquiescer ces richesses que pour en faire charité. Si les riches ne distribuent pas de leur vivant leurs

biens aux pauvres, qu'ils tremblent, leur supplice se prépare. Et les gens de loi ? Les gens de loi sont des misérables qui se vendent au plus offrant ; il n'y a pas de loi pour les pauvres ; la loi n'existe qu'en faveur des riches ; un pauvre, si juste que soit sa cause, la perd toujours ; le riche gagne son procès, il lui suffit pour cela d'offrir au juge un cheval, une robe, une misérable paire de bottes. Les hommes de lois sont les pires ennemis du pauvre. Les seigneurs ne sont pas moins maltraités : ils n'ont plus aucune des vertus antiques, ils exploitent leurs paysans, leur richesse est faite de spoliations. Les grands portent des vêtements de pourpre... ah ! ils ont raison ! des vêtements de pourpre, rouges du sang des pauvres sur lesquels ils vivent ! Et cependant, direz-vous, ils sont en paix avec les pauvres : oui, comme le bourreau est en paix avec ses victimes. Les officiers seigneuriaux sont des corbeaux d'enfer, qui suivent leurs maîtres comme les corbeaux suivent les loups. Et les prélats, ils sont la honte de l'Église, ce sont des brigands. Et les rois, ils viennent au monde, non pour nous donner quelque chose, mais pour nous prendre du nôtre, pour nous piller... Aucune classe n'échappe aux invectives de ces aboyeurs, chacune est stigmatisée. Si tel est le style de ces sermonnaires les plus réputés de ce temps, et qui ont traversé les siècles pour parvenir jusqu'à nous, vous pouvez imaginer le ton des pauvres prêcheurs de village, misérables, sortis des rangs du peuple, qui parlaient souvent à l'insu de l'évêque, qui amebaient les gens et dont les sermons ne furent sans doute jamais rédigés. Et vous pouvez deviner aussi les sentiments que les paysans devaient nourrir à l'égard des seigneurs, quand ils étaient excités ainsi par des hommes plus instruits qu'eux, qui leur parlaient avec la double autorité de l'arbitre désintéressé et du religieux. Même certains de ces prêcheurs ne se contentaient pas de dénoncer les hautes classes, d'accuser l'ordre existant ; ils prênaient un ordre social nouveau ayant pour base le communisme, et dont ils poussaient le peuple à hâter l'avènement. Les Franciscains furent les plus ardents à propager cette doctrine. Écoutez, sur ce sujet, le discours d'un de ces prédicateurs populaires, John Ball, qui parcourait les campagnes anglaises de 1360 à 1380, et voyez s'il était possible de tenir aux humbles un langage plus provocateur : « Bonnes gens, les choses ne poent bien aler en Engletière, ne yront jusques a tant que ly bien iront tout de commun, et que il ne sera ne vilains, ne gentilshoms, que nous ne soions tout ouny. A quoy faire sont cil que nous nommons signeur plus grant maistre de nous ? A quoy l'ont il desservy ? Pourquoi nous tiennent il en servitude ? Et se venons tout

d'un pere et d'une mere Adam et Eve, en quoy poent ils dire ne monstrier, que il sont mieux signeur que nous, fors par ce qu'il nous font guaighier et labourer ce que il despendent ? Il sont vestu de velours et de camocas (sorte de satin), fourrés de vair et de gris, et nous sommes vesti de povres draps. Ils ont les bons vins, les espisses et les bons pains, et nous avons le saille (1), le retrait (2) et le peuille (3), et buvons l'aige (4). Il ont le sejour et les biaux manoirs et nous avons le paine et le travail et le pleue et le vent, as camps (5), et faut que de nous viegne et de nostre labeur ce dont il tiennent les estas. Nous sommes appelés serfs et batu, se nous ne faisons présentement leur service. Et se n'avons souverain a qui nous nous puissions plaindre, ne qui en vossist oïr ne droit faire. Alons au roy : il est jovenes, et li remonstrons nostre servitude, et li dissons que nous vollons qu'il soit autrement, ou nous y pourverons de remède. Se nous y alons de fait et tout ensemble, toutes manieres de gens qui sont nommés serf et tenu en servitude, pour estre afranchi, nous sievront. Et quand li rois nous verra ou orra, ou bellement ou au trement, de remede il y pourvera (6). » L'effet ne s'en fit pas attendre. En 1381, les paysans d'Angleterre s'insurgeaient, et le prêtre John Ball était un de leurs chefs.

Ainsi se complète à nos yeux l'état d'esprit du paysan au Moyen-Âge. D'abord il est ignorant, âpre au gain et violent, voilà les traits fondamentaux de son caractère. Étant ignorant, il est niais, naïf, superstitieux, et il accepte les yeux fermés ce qu'on lui dit, et comme les nomades, ses conseillers ordinaires, l'excitent sans cesse contre les hautes classes de la société, il est animé à leur égard des sentiments les plus irrévérencieux. Étant âpre au gain, la voix de l'intérêt en lui parle également contre ces hommes haut placés dont il est le tributaire, il ne les aime pas, il se défie d'eux. Enfin étant violent, il lui arrive mainte fois de s'insurger, de se battre, de piller et de tuer. Voilà pourquoi les émeutes des paysans furent très nombreuses au Moyen-Âge. En certains domaines d'Angleterre, la sédition fut endémique au ^{xiv}^e siècle. Le paysan d'aujourd'hui, à mesure qu'il devient propriétaire, se montre le citoyen conservateur par excellence; le

(1) Seigle.

(2) Rebut.

(3) Paille.

(4) Eau.

(5) Aux champs,

(6) Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove, IX, 388-9.

paysan du Moyen-Age était toujours prêt à courir aux armes; c'était l'un des grands révolutionnaires de ce temps.

J'ai fini, Messieurs. Le voilà à peu près reconstitué — bien sommairement, hélas ! et pourtant je crains déjà d'avoir lassé votre patience, — le portrait du travailleur des champs au Moyen-Age. Et s'il nous faut résumer brièvement les points principaux de cette étude, je dirai que Jacques Bonhomme travaillait beaucoup et récoltait peu, qu'il n'était pas trop à plaindre cependant, à moins qu'un accident, qu'une famine, qu'une guerre vint compromettre sa prospérité, parce que ses charges publiques étaient à peu près nulles et ses dépenses minimales; je rappellerai que sa vie était d'une invraisemblable simplicité, si simple qu'aucun manœuvre ne consentirait aujourd'hui à l'accepter pour lui; j'ajouterai enfin que, par l'esprit, il ressemblait beaucoup à un enfant, ignorant, simple, superstitieux comme un enfant, soumis à toutes les influences comme un enfant, brutal et prompt à la révolte comme un enfant, mais avec le sentiment de son intérêt en plus, et ce sentiment le rendait laborieux, opiniâtre, acharné, infatigable au travail. En somme, mélange de grossiers défauts mais aussi d'admirables qualités, de ces qualités profondes, de sobriété, d'endurance, qui faisaient rire les jongleurs, qui font sourire encore les beaux esprits, mais qui préparent et entretiennent les fortes races. Ah ! il n'analysait pas son moi, Jacques Bonhomme, il ne se perdait pas dans la pensée pure, dans les nuages de la réflexion; mais il savait ce qu'ignorent les beaux esprits, il savait agir, il savait travailler, il savait peiner, il savait souffrir. L'esprit était primitif, mais le corps était vigoureux et l'âme était indomptablement énergique.

Pour nous, Messieurs, qui ne sommes pas non plus des oisifs, qui savons de combien de petits sacrifices est faite une vie de perpétuel labeur, qui sentons parfois la lassitude, le découragement nous gagner, saluons au passage, saluons comme un frère, malgré tous ses défauts, cet infatigable laboureur du Moyen-Age, penché sur sa charrue, ou sur sa faux, par le froid, par la pluie, par le soleil brûlant, qui connut parfois aussi les lassitudes, les découragements, les révoltes; qui assura, par son travail, la nourriture, l'existence même de tous les heureux, de tous les favorisés de son temps, et réclama vainement un peu plus de justice dans la répartition des biens de ce monde; qui fut perpétuellement à la peine et ne fut jamais à l'honneur; qui, en fait de palmes civiques, ne recueillit que les sarcasmes les plus violents, les invectives les plus féroces. Honorons, par le

souvenir, 'ce déshérité qui resta inconnu de son vivant, anonyme après sa mort, et dont on pourrait résumer l'existence par cette belle épitaphe : Il grandit, il vécut, il mourut en travaillant.

ANDRÉ RÉVILLE,

Archiviste-paléographe, Agrégé d'histoire,
Professeur d'histoire du travail à l'Hôtel-de-ville de Paris.

REVUE DES LIVRES

ALFRED FOUILLÉE. *Tempérament et caractère selon les individus, les sexes et les races.* — Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

M. Fouillée, après avoir donné à la sociologie ces excellents ouvrages qui s'appellent *l'Idée du Droit, la Propriété et la Démocratie, la Science Sociale contemporaine*, s'en était écarté pendant quelque temps pour se consacrer à des travaux de philosophie générale, susceptibles, d'ailleurs, d'applications sociales importantes. Il nous revient plus complètement aujourd'hui avec son nouveau livre sur *le Tempérament et le Caractère*. Sans doute, il s'agit ici de physiologie et de psychologie, mais de physiologie et de psychologie sociales : le sujet même obligeait l'auteur à distinguer les uns des autres les divers types organiques et mentaux qu'on rencontre parmi les hommes, et cette distinction est l'une des tâches principales de la sociologie descriptive.

Avec raison, selon nous, M. F. sépare dans l'individu le tempérament, qui est d'ordre purement biologique, et le caractère, qui est d'ordre psychique. Quant aux tempéraments, il trouvait devant lui l'ancienne théorie, qui les divise en quatre classes : le sanguin, le bilieux, le nerveux et le flegmatique. Fidèle à sa méthode, il ne rejette pas cette antique classification, il l'interprète à la lumière des idées scientifiques modernes. C'est surtout du livre de MM. Geddes et Thomson sur l'évolution du sexe qu'il s'inspire ici. Il a été frappé du fait que les physiologistes distinguent en deux grandes séries les faits vitaux : phénomènes d'assimilation, d'entrée, d'intégration, phénomènes de désassimilation, de sortie, de désintégration ; ou, comme disent MM. Geddes et Thomson, phénomènes anaboliques et phénomènes cataboliques. Partant de là, M. F. conclut qu'il y a deux grands types de tempéraments : celui qui tend surtout à intégrer, celui qui tend surtout à désintégrer. L'un est réceptif ; l'autre, moteur. Celui-là reçoit de M. F. le nom de tempérament

sensitif; celui-ci, le nom de tempérament actif. Mais, parmi les sensitifs, il faut distinguer ceux dont la réaction est prompte de ceux dont la réaction est plus lente, mais aussi plus intense : les premiers sont les « sanguins » de l'ancienne classification, les seconds en sont les « nerveux ». Maintenant, parmi les actifs, certains le sont complètement; leur réaction est à la fois prompte et intense; ce sont les « colériques », les « bilieux »; d'autres, au contraire, les « flegmatiques », n'ont qu'une réaction lente et faible, et l'on ne voit guère de raison de les placer au nombre des actifs, si ce n'est que leur apathie leur permet encore moins d'être rangés entre les sensitifs. — M. F. applique le même principe de classification à l'étude des variations d'un même caractère. L'enfant est plutôt sensitif; l'homme mûr, plutôt actif. La veille est un état d'activité; le sommeil, un état de sensibilité. L'auteur montre ensuite l'influence du tempérament sur le bonheur, et fait voir de la façon la plus heureuse que les préceptes de la morale et de la pédagogie doivent nécessairement se plier à cette différence des tempéraments. — Il resterait seulement à savoir si le principe même de leur classification, tel que le donne M. F., est complètement admissible. On pourrait à cet égard lui objecter qu'il n'est pas possible de concevoir un organisme dans lequel la désintégration prédomine, d'une manière constante, sur l'intégration, puisqu'évidemment on ne peut désassimiler que ce qu'on s'est d'abord assimilé. Mais, ce qui nous semble exact, c'est qu'en effet, dans l'organisme, il y a prédominance, tantôt de la partie sensitive de l'appareil nerveux et tantôt de sa partie motrice; qu'il en naît des différences entre les organismes des divers individus et entre les états successifs d'un même organisme; qu'ainsi la neuro-physiologie, sinon la physiologie générale, donne bien un point d'appui à la classification que nous venons d'analyser.

Les types de caractères ne se classent pas, pour M. F., comme les types de tempéraments. Ici, en effet, intervient un phénomène nouveau, l'intelligence proprement dite. Aussi, à côté du caractère sensitif et du caractère volontaire, faut-il placer, suivant notre auteur, le caractère proprement intellectuel. Il y a, dans ce second livre de l'ouvrage, une foule de remarques justes et de grand intérêt. Peut-être ne suffiront-elles pas, toutefois, à convaincre de la nécessité qu'il y avait de reprendre ici la théorie des trois facultés de l'esprit, quand l'auteur avait si justement adopté, pour les tempéraments, la simple bi-partition entre les phénomènes sensitifs et les phénomènes moteurs, l'intellectualité n'étant, à vrai dire, qu'une forme supérieure de l'organisation des uns et des autres.

Le troisième livre est consacré à montrer la différence physiologique et psychique des sexes. M. F. y condense, en une soixantaine de pages, les données les plus sérieuses de la question « féministe ». Il ramène l'opposition des sexes à celle du tempérament assimilateur et sensitif

et du tempérament désassimilateur et actif; le premier est, naturellement, représenté par la femme, le second par l'homme. Si générale que soit cette vue, on demeure, en lisant M. F., frappé de l'ingénieuse richesse des détails par lesquels il l'a illustrée et de l'art avec lequel il a su les faire servir à sa démonstration. La conclusion pratique est qu'il faut, entre les sexes, égalité sans doute, mais surtout différenciation dans les fonctions sociales : thèse à laquelle nous adhérons pleinement.

Enfin, M. F., traite des différences de caractère suivant les races. Le problème est ici d'une telle complexité ethnographique qu'on ne peut pas s'étonner si l'éminent auteur n'en a touché que les sommets. Ni les blancs, ni les jaunes, ni les noirs, ne sont des unités psychiques indécomposables. Mais de nouvelles recherches seules pourront permettre de les décomposer scientifiquement. Les vues de l'auteur sur le progrès possible des races inférieures par l'éducation et surtout par le croisement, et sa foi en la supériorité durable des blancs (à moins de croisements amenant à leur niveau les races aujourd'hui inférieures), sont à opposer à des doctrines trop répandues aujourd'hui sur la radicale infériorité de certaines fractions du genre humain et sur l'élimination progressive des races plus élevées par ces fractions inférieures.

Est-il besoin de conclure maintenant que le nouveau livre de M. F. est, en tous points, digne de ses aînés; qu'il constitue une étape heureuse dans l'évolution du large l'esprit qu'il l'a conçu; qu'enfin sa lecture se recommande à tous ceux qui veulent voir des idées scientifiques traduites en un beau langage, en vue d'une action juste et efficace?

RENÉ WORMS.

CHARLES BENOIST. *De l'Organisation du suffrage universel: la crise de l'État moderne.* — Paris, 1895, 70 pages in-12.

Dans cet intéressant petit livre, qui est le premier d'une série, l'auteur montre que ce qui fait le danger du suffrage universel tel qu'il est aujourd'hui pratiqué, c'est son caractère *inorganique*. Le corps électoral est émietté; les votants n'ont entre eux aucune cohésion stable; ils ne sont réunis qu'un instant, devant l'urne du scrutin. Dès lors rien d'étonnant s'ils se laissent guider dans leurs choix par des comités improvisés, sans mandats, composés le plus souvent d'hommes incompetents — quand du moins les votes ne sont pas obtenus par la corruption ou la pression administrative. Le remède serait d'organiser par avance le corps électoral. De prochaines études de M. Benoist doivent nous en dire le moyen.

R. W.

RAOUL DE LA GRASSERIE. *De l'unification des législations des différents peuples.* — Paris, 1895, broch. in-8°.

On traite souvent d'utopie l'idée de ramener à l'unité les lois si variées des nations. M. de la Grasserie s'inscrit en faux contre cette qualification. Il indique avec une grande sagacité comment l'unification serait réalisable. Il réfute d'abord les objections sérieuses qu'on y peut faire. La plus forte est que la diversité des régimes politiques amènera toujours la diversité dans les lois civiles. L'auteur répond en montrant les principes du Code civil français se répandant peu à peu, en notre siècle, dans les pays bien différents du nôtre par leur constitution politique. Puis il donne la marche à suivre pour opérer l'unification elle-même. Il faut commencer par les matières où elle est déjà en partie accomplie, grâce au développement des relations internationales : droit maritime, droit commercial, propriété littéraire et artistique, droit international privé. Le droit civil viendra ensuite ; puis, peut-être, le droit pénal et le droit administratif. Le droit constitutionnel pourra demeurer le plus longtemps en dehors de ce mouvement. On voit que, par cette étude précise et modérée, la théorie de l'unification des législations sort du vague et de la chimère, pour entrer dans le domaine de l'idéal réalisable.

R. W.

VICOMTE G. D'AVENEL. *La fortune privée à travers sept siècles.*
Paris, 1895, in-8°.

M. d'Avenel nous en voudrait certainement si nous disions que la partie la plus remarquable de son ouvrage est l'avant-propos dont il le fait précéder. Aussi bien, exprimée sous cette forme brutale, notre pensée serait-elle mal traduite. Nous voulons uniquement déclarer par là qu'on peut glaner d'excellentes choses dans cette préface, généralement considérée comme morceau d'apparat, et qu'on perdrait fort à la négliger, ainsi que la coutume s'en généralise. On y trouve, pour ainsi parler, le résumé de la philosophie qui se dégage du livre lui-même et le lecteur nous permettra de nous y arrêter quelques instants en sa compagnie.

En matière économique et sociale, il est particulièrement dangereux de procéder *a priori* et de faire de la métaphysique ; on ne peut de la sorte qu'aboutir à des constructions chimériques, à des rêves séduisants parfois, à de pures utopies ; c'est un effort dans le vide. Comme l'observe très judicieusement M. d'Avenel, le témoignage de l'expérience des siècles mérite ici d'être recueilli. On ne s'est guère préoccupé — et avec quel luxe de détails, quel minutieuse précision — que de l'histoire

politique et militaire de la France; l'histoire économique et financière de notre pays présente, sans doute, un intérêt plus considérable encore, ou à tout le moins, l'une et l'autre peuvent-elles se prêter un mutuel et précieux office; l'union de l'économie politique et de l'histoire serait féconde. Les stratagèmes des généraux, les habiletés des diplomates, les mœurs des grands, l'élévation ou la décadence des empires, ce sont là matières qui s'usent. Mais l'étude des rapports des riches et des pauvres, des progrès du bien-être, les résultats matériels de la civilisation, la condition des ouvriers et des paysans, méritent une attention toujours soutenue. Il en résulte cette conclusion que « les faits politiques ou sociaux et les phénomènes économiques sont indépendants lés uns des autres... » et que « les résultats de la civilisation moderne sont en vérité extraordinaires ». Sur le premier point, nous faisons quelques réserves : à notre sens, les lois peuvent influencer sur les rapports du capital et du travail, en les déterminant d'une façon équitable, en pesant par le droit de grève et d'association syndicale sur le taux des salaires, en protégeant l'ouvrier contre le risque professionnel, en l'assurant contre le chômage et les infirmités de la vieillesse. Si nous croyons fermement que la question sociale est surtout une question morale, nous pensons aussi qu'il faut en quelques rencontres triompher de l'égoïsme des uns et transformer parfois des errements peu en rapport avec le principe de la solidarité social, et que ce rôle appartient au législateur. Quant au second point, il semble parfaitement justifié par les documents d'une précision mathématique réunis par M. d'Avenel et dans l'étude desquels il est temps de pénétrer.

L'auteur commence par définir, de façon fort nette et fort instructive, le pouvoir de l'argent de l'an 1200 jusqu'en 1800; il examine sa valeur relative aux diverses époques comparativement au prix des diverses marchandises dont la consommation est nécessaire, en tenant compte du rendement des métaux précieux, dont il enregistre les fluctuations diverses et les transformations successives de valeur suivant la volonté des princes et des rois. Vient ensuite une histoire fort complète du taux de l'intérêt, du crédit et du commerce d'argent. Au Moyen-Age, les fortunes mobilières disparaissent peu à peu; celles des temps modernes subissent une dépréciation énorme : mille francs de revenus du XVIII^e siècle sont aujourd'hui réduits à 3 fr. 70, par suite de la dépréciation de la monnaie, de la diminution du pouvoir de l'argent et par le fait de l'abaissement du taux de l'intérêt. En outre, les fortunes ont changé souvent de mains; les grandes fortunes actuelles sont de date récente. Et cet amoindrissement du taux de l'intérêt aboutit pour la classe ouvrière à une double conséquence; si d'une part, l'ouvrier met aujourd'hui deux ou trois fois plus de temps à devenir rentier que jadis, il recueille, d'autre part, le principal fruit de la rémunération toujours plus faible assignée au capital.

La fortune mobilière semblait, au Moyen-Age, moins estimable que la fortune immobilière. « *Res mobilis, res vilis* », telle est la formule qui dominait les conceptions économiques jusqu'à la Révolution. Il est donc rationnel, après avoir fait l'histoire de l'argent, de présenter celle plus importante encore de la terre. C'est à cette étude que M. d'Avenel consacre la seconde partie de son livre. Et tout d'abord, il approfondit la condition du serf et les influences qui ont décidé de son affranchissement; puis celle du paysan et de ses droits, des revenus fonciers et des fermages, des impôts sur le sol comparés aux quatre contributions directes d'aujourd'hui. Il note les transformations des anciens procédés agricoles, de la valeur des terres labourables et de leurs revenus, du prix et des loyers des maisons au Moyen Age et dans les temps modernes. Les propriétaires fonciers suivront-ils les propriétaires mobiliers dans la décadence dont ils sont victimes, on peut le conjecturer, mais cette décadence sera accompagnée, pour le travailleur agricole aussi, d'une hausse considérable des salaires.

Qu'on songe que tous ces points, que nous avons à peine mentionnés, sont traités par M. d'Avenel avec une abondance extrême de détails, que des statistiques, puisées aux meilleures sources, les enrichissent et l'on s'imaginera aisément la somme de travail que représente un tel ouvrage. Sans doute, on ne peut, dans un rapide compte-rendu, qu'en esquisser à grands traits la physionomie générale, mais quelle source précieuse de renseignements pour qui voudrait traiter tel problème particulier sur l'argent, l'intérêt, le commerce de banque, la propriété mobilière ou immobilière à travers les siècles! Le livre de M. d'Avenel peut donc tenir une place des plus honorables dans la littérature économique parce que, outre la mine de renseignements de toutes sortes qu'il découvre au lecteur, il dégage quelques-unes de ces conclusions essentielles qui s'imposent aux méditations du sociologue.

ALFRED LAMBERT,

Avocat à la Cour d'appel de Paris,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

G. B. MILESI. *La negazione del libero arbitrio ed il criterio del giusto nella ricerca della legge sociale*. Milan, 1894, 1 vol. in-12°, 332 p.

Cet intéressant petit livre, encore inconnu en France, rentre dans le cadre de cette *Revue*. L'histoire des institutions et le droit comparé ne sont pour l'auteur que des exemples et des illustrations : son but est plus élevé; son livre est un livre de philosophie du droit autant que de sociologie.

Le problème de la négation du libre arbitre a été traité jusqu'ici, à l'envie, par les théologiens et les philosophes; l'auteur l'étudie dans ses

rapports avec la *loi sociale*, et la recherche de la *loi sociale* forme le but de son livre. Le point de départ de ses efforts est qu'il n'y a pas de société — animale ou humaine — qui vive sans loi ; qui dit société, dit en même temps règle, consciente ou non, pour la régir. Comment, partant de là, trouver la réponse au problème ? Il faut la chercher dans une synthèse formée par la manière abstraite et idéale dont vivent les hommes honnêtes dans la vie pratique. La loi sociale est donc la loi de morale et de justice. L'auteur considère cette loi comme une loi naturelle, au même titre que les lois scientifiques, toutes incompatibles avec le libre arbitre.

Mais, une fois trouvée cette loi naturelle du juste, faut-il en préciser les contours d'une façon idéale ? Non, M. Milesi combat, à ce propos, les doctrines philosophiques antérieures, Spinoza, Kant et Fichte et les modernes qui cherchent à concilier le droit et la liberté, Spencer et Stuart Mill ; or, la liberté est limitée de toutes parts, principalement par le fait que l'homme en société est, malgré lui, soumis à la loi sociale, c'est-à-dire au juste. Cette loi idéale ne peut être trouvée, ni dans le droit civil, ni dans le droit commercial, ni dans les sciences d'État ; elle se déduit de l'observation des actes de la vie humaine pratique.

La conséquence prévue et logique du livre est que l'auteur supprime ou réduit tout ce qui tient au pur individualisme ; l'individu ne pourrait pas disposer de ses droits (comme l'a démontré Ihering). La loi sociale tend à ces résultats qui nous paraissent aujourd'hui contraires au droit positif.

Cette recherche théorique et philosophique de la loi du juste, n'est autre qu'une application intéressante du *matérialisme économique*. Les résultats en sont importants et parfaitement adéquats aux thèses modernes sur le développement des institutions. L'auteur part d'un lemme « que toute société suppose une loi qui la régit » ; il aboutit à cette déduction « que la loi est celle du juste ». Peut-être eût-il été nécessaire d'en multiplier les applications aux institutions juridiques et économiques et de rechercher comment le droit se rapproche de la loi juste, comment aussi on peut forcer les lois positives à s'en rapprocher. Ce sera, sans doute, un jour l'objet d'un nouveau volume de M. Milesi.

PAUL COLLINET,

Chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille,
Associé de l'Institut International de Sociologie.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Annales de l'Institut des Sciences Sociales de Bruxelles. — Bibliographia Sociologica.

I

Les Annales de l'Institut des Sciences Sociales de Bruxelles n'ont, malgré l'analogie des titres, qu'une ressemblance assez lointaine avec les Annales, connues de nos lecteurs, de l'Institut International de Sociologie. C'est que les deux corps dont elles émanent ont des caractères différents. Celui-ci est une association d'hommes de science des divers pays; celui-là est plutôt un établissement local d'enseignement supérieur. Lorsque, il y a deux ans environ, une scission se produisit parmi les professeurs de l'Université Libre de Bruxelles, ceux d'entre eux qui appartenaient à la fraction la plus avancée, socialistes pour la plupart, quittèrent le corps existant et allèrent fonder, en concurrence avec lui, le Nouvelle Université de Bruxelles. A côté des cours ouverts au public, ils y établirent un ensemble de laboratoires et de séminaires destinés à la culture approfondie et au perfectionnement de la science. L'ensemble de ces lieux de recherches constitue l'Institut des Hautes-Études, assez analogue à l'École des Hautes-Études de Paris. Et l'une des sections de cet Institut des Hautes-Études fut l'Institut des Sciences Sociales, libéralement doté, croyons-nous, par le grand industriel et sénateur belge M. Ernest Solvay. Cet Institut ne faisait d'ailleurs pas exclusivement appel aux professeurs de la Nouvelle Université, car nous voyons figurer parmi ses chefs un professeur et ancien recteur de l'Université Libre elle-même, M. Hector Denis.

Dès ses débuts, l'Institut bruxellois des Sciences Sociales voulut démontrer sa vitalité par des productions. Il commença donc la publication d'Annales, qui paraissent sous périodicité régulière, comme supplément à la *Revue Universitaire*, mais dont les divers fascicules peuvent être réunis à la fin d'une année en un volume. Celui-ci doit avoir, d'après l'annonce, trois cents pages au moins; les quatre fascicules qu'on nous a envoyés, et dont chacun semble correspondre à un trimestre de l'année scolaire, en ont, dans leur ensemble, deux cent rente-deux seulement. La publication des Annales se fait sous la

direction d'un comité, composé de MM. Guillaume Degreeef, Hector Denis, Ernest Solvay et Emile Vandervelde. Elle comporte des travaux originaux, des plans de recherches proposés par les maîtres à leurs élèves, et des analyses d'ouvrages.

La série s'ouvre par une étude de M. Solvay intitulée « comptabilisme et proportionnalisme social ». L'auteur défend la thèse de l'impôt unique sur les successions, et il le déduit de l'ensemble d'un système de transformations sociales dont les principaux seraient : 1^o le remplacement du numéraire par un crédit que l'État ouvrirait à chaque individu en récompense de son travail ; 2^o la représentation exacte et proportionnelle de tous les intérêts dans l'organisation politique et sociale. M. Hector Denis indique ensuite un plan de recherches se rattachant à cette hypothèse.

Dans le second fascicule, nous trouvons un autre plan de recherches, fort complet, donné par M. Degreeef sur la question du transformisme social. Beaucoup des questions y indiquées ont été traitées, au moins quant à leurs grandes lignes, par ce même auteur, en un livre analysé ici-même (1). Puis M. Emile Vandervelde, dans un article bien ordonné et bien écrit, nous fait connaître l'histoire et l'organisation présente du parti ouvrier belge : il semble, d'après lui, que la principale force de ce parti résulte actuellement dans les coopératives de consommation.

Une étude très sérieuse et très instructive de M. Hector Denis sur le mutualisme de Proudhon et les principes de sa Banque d'échange (toujours envisagés dans leurs rapports avec l'hypothèse de M. Solvay) figure dans le quatrième fascicule. Le reste des Annales est occupé par des analyses étendues : des *Deutsche Kern-und Zeitfragen*, de M. Schœffle (par M. H. Vanderrydt) ; de l'*History of Trade Unionism* de Sydney et Béatrice Webb (par M. Arthur Hirsch) ; du premier volume des *Gedanken ueber die Socialwissenschaft der Zukunft*, de M. Paul de Lilienfeld (par M. H. Vanderrydt) ; du livre de M. Degreeef sur le *Transformisme social* (par M. L. de Brouckère) ; enfin de *Statistik und Gesellschaftslehre*, de M. G. von Mayr (par M. Emile Vinck).

La publication bruxelloise, en somme, se recommande par le caractère sérieux et approfondi des recherches qu'elle a entreprises. On doit lui souhaiter de limiter de moins en moins son effort à la démonstration d'une seule thèse, pour se concilier ainsi l'intérêt de tous ceux qui s'attachent, sans parti pris, à l'étude des phénomènes sociaux.

(1) Voir la *Revue*, n^o d'avril 1895.

II

La seconde publication que nous devons signaler, nous vient également de Bruxelles. MM. Henri La Fontaine et Paul Otlet, avocats à la Cour d'appel de cette ville, avaient, depuis plusieurs années, fondé un Sommaire méthodique des traités, revues et monographies de Droit, où ils indiquaient les titres de toutes les études juridiques parues dans les divers pays. L'an dernier, ils ont créé un sommaire analogue pour les travaux de sociologie, en faisant entrer sous cette rubrique tout ce qui concerne les sciences sociales et les arts sociaux. Ce Sommaire de Sociologie paraît aujourd'hui sous une forme nouvelle. Il se rattache désormais à une entreprise plus vaste, à un essai de bibliographie générale. L'Office international de Bibliographie établi à Bruxelles a, en effet, pris sous ses auspices cette publication, en la faisant entrer dans le répertoire bibliographique universel qu'il a entrepris. Ce répertoire doit comprendre l'indication de l'intégralité des travaux édités partout et sur toute matière. Bien entendu on commencera par donner l'indication des travaux qui se publient actuellement ; après quoi, on remontera dans le passé. Pour chaque travail décrit, seront indiqués le titre, le nom de l'auteur, le lieu et la date de la publication, le format, et, s'il y a lieu, la Revue ou le volume dont il est extrait. En outre, il sera attribué à chaque travail un numéro d'ordre, permettant de le retrouver dans le répertoire universel. Celui-ci est, à cet effet, divisé d'après le système de classification décimale, proposé par M. Melvil Dewey. Les dix grandes séries sont ainsi intitulées : ouvrages généraux ; philosophie ; religion ; sociologie ; philologie ; sciences ; sciences appliquées ; beaux-arts ; littérature ; histoire. On voit immédiatement ce que ce système a de commode, mais aussi d'arbitraire et même d'étroit, puisqu'on y chercherait vainement (sauf peut-être dans les sciences appliquées), la place des publications relatives à la plupart des professions. Il est vraisemblable que l'Office international de Bibliographie a commencé simultanément à réunir les matériaux de ces dix séries. On annonce la prochaine apparition d'une bibliographie astronomique et d'une bibliographie philologique. Mais nous n'avons reçu que la publication relative à la série sociologique. Celle-ci est intitulée *Bibliographia Sociologica* ; elle est la transformation des Sommaires Méthodiques de Droit et de So-

ciologie de MM. Lafontaine et Otlet, et paraît sous leur direction. Conformément au principe de la classification décimale, elle se divise elle-même en dix sections : sociologie en général ; statistique ; science politique ; économie politique ; droit ; administration ; assistance et assurance ; enseignement ; commerce et transport ; coutumes et vie populaire.

L'ordre de ces subdivisions n'est sans doute pas parfait ; cependant c'est un ordre, et dans un répertoire il est admis (peut-être un peu trop aisément) que la classification peut être artificielle.

Quoi qu'il en soit, le volume in-8° de la *Bibliographia Sociologica* que nous avons sous les yeux comprend, en 160 pages environ, un dépouillement très utile des principales publications de science sociale et d'art social parues en 1894 et 1895. Pour le rendre plus profitable encore, il y aurait quelques additions à y faire, et aussi quelques corrections (car les fautes d'impression, si dangereuses dans un répertoire bibliographique) n'y manquent malheureusement pas (1). Mais enfin, tel qu'il est, il constitue déjà un instrument de travail utile. C'est, croyons-nous, le premier qui ait été tenté en matière sociologique. De là, sans doute, les nécessaires imperfections du début. Elles disparaîtront par la suite, on peut du moins l'espérer, et la *Bibliographia Sociologica* méritera d'avoir sa place sur la table de travail de tous ceux qui cultivent nos sciences.

RENÉ WORMS.

INFORMATIONS

Le cours public de sociologie de M. René Worms a compris, dans ses 3^e-10^e leçons, l'exposé des questions suivantes : définition de la société ; distinction de la société et de la race ; distinction de la société,

(1) Une remarque, à cette occasion. Notre *Revue* est citée de quatre façons différentes par le recueil. Page 1, elle se nomme *R. int. de Sociologie* ; page 2, *R. int. de Soc.* ; page 3, *Revue intern. de Soc.* ; page 4, *R. intern. de Soc.* Ce sont là de petits détails, infimes si l'on veut, mais qui n'en sont pas moins fâcheux. Ils prouvent, en effet, que le travail des divers collaborateurs du recueil n'a pas été revu par une main unique, ce qui est regrettable.

de l'État, du peuple et de la nation ; théories diverses sur la société (théorie physique, théorie organique, théorie psychologique, théorie supra-organique) ; éléments du corps social.

L'examen de cette dernière question sera continué dans les leçons suivantes, qui reprendront, à partir du lundi 13 janvier, tous les lundis, de 9 à 10 heures du soir, 49, rue Montorgueil, à Paris.

* * *

Il a été récemment fondé, à Hartford (Connecticut, États-Unis), un *Collège de Sociologie*. Il comprend trois années d'études ouvertes aux deux sexes, et à la fin desquelles est délivré le diplôme de « bachelier en sociologie ». Son programme, dont nous ne connaissons que les lignes générales, entend la sociologie au sens le plus large. Le Collège compte joindre, à l'enseignement proprement dit, des recherches et des publications.

* * *

La Société de Sociologie de Paris, dont nous avons annoncé la création dans notre dernier numéro, a tenu, en novembre, une série de réunions préparatoires, pour l'élaboration de ses statuts et de son plan. Elle s'est définitivement constituée dans une séance tenue le mercredi soir 11 décembre. Après une allocution du président du bureau provisoire, M. Tarde, les statuts ont été votés dans leur ensemble. Puis a été agité le problème de « la notion de la sociologie », mis à l'ordre du jour. M. René Worms a posé la question ; MM. Ad. Coste, Tarde, de Krauz, Limousin, L. Favre ont successivement pris sur elle la parole. On s'est aisément mis d'accord sur ce point, que toutes les doctrines sociologiques seraient admises dans les discussions de la nouvelle Société.

Les séances de la Société se tiendront régulièrement le second mercredi de chaque mois, à huit heures et demie du soir, dans la salle des conférences de l'Hôtel des Sociétés savantes (28, rue Serpente). La prochaine aura lieu, en conséquence, le mercredi soir 8 janvier.

La cotisation annuelle est de cinq francs.



CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante, que nous nous faisons un devoir de reproduire intégralement :

15 décembre 1895.

Monsieur le Directeur,

Je vous prie d'effacer de la liste de vos collaborateurs mon nom que j'y avais maintenu sur votre demande formelle. Je ne saurais être à la fois directeur de la *Revue Socialiste* et collaborateur d'un recueil où cette Revue a été appréciée d'une façon qui me paraît manquer de mesure et d'équité.

Agréé, je vous prie, l'assurance de mes sentiments distingués.

GEORGES RENARD,

Professeur à l'Université de Lausanne.

Nous avons demandé à M. Georges Renard sa collaboration lors de fondation de la *Revue Internationale de Sociologie*, époque où il n'avait encore la direction d'aucun autre recueil. Cet écrivain de talent voulut bien écrire, pour notre *Revue*, une chronique du mouvement social de la Suisse française, que nous avons publiée en 1893. Postérieurement, Benoît Malon vint à mourir, et la direction de la *Revue Socialiste*, après un interrègne de quelques mois, fut remise à M. Georges Renard. Celui-ci nous écrivit, à cette date, qu'il lui devenait impossible, par suite de ses nouvelles fonctions, de continuer à écrire pour nous une chronique annuelle. Nous lui répondîmes que, regrettant de ne plus pouvoir compter en lui un collaborateur effectif, nous maintenions son nom parmi ceux des écrivains inscrits sur la couverture de notre *Revue* qui nous ont, à un moment quelconque, honoré de leur concours.

Aujourd'hui, sur la demande de M. Georges Renard, son nom disparaît de notre couverture. Cette détermination a été motivée, chez le directeur de la *Revue Socialiste*, par la publication, dans le dernier n° de notre *Revue* d'un compte-rendu de M. J. Faucher sur le périodique que lui-même dirige. Il appartient à nos lecteurs d'apprécier si ce compte-rendu, comme le pense M. Georges Renard, « manque de mesure et d'équité ». Nous n'ajouterons, pour notre part, qu'une seule remarque. La *Revue*

Internationale de Sociologie, dans son premier numéro (*Notre Programme*, page 2), a nettement déclaré que « nos collaborateurs garderont tous leur pleine indépendance, la *Revue* laissant à chacun d'eux la responsabilité des idées qu'il émettra ». C'est l'application de ce principe que nous avons fait au compte-rendu de M. Faucher, comme nous la faisons sans cesse. M. Faucher a été laissé libre de dire ce qu'il pense de la *Revue Socialiste*, sans que la *Revue Internationale de Sociologie* eût, par là, l'intention d'engager une polémique avec ce recueil. Notre *Revue*, dont le but est essentiellement scientifique, se propose de faire connaître les faits sociaux et les lois sociales, non d'ajouter des projets de réorganisation intégrale de la société à la multitude de ceux qui existent déjà. Elle n'a donc et ne saurait avoir aucune ligne de conduite propre en matière de *politique sociale*, matière sur laquelle elle est obligée de faire connaître à ses lecteurs les systèmes émis par d'autres, mais sur laquelle elle se refuse à prendre parti elle-même. C'est un principe invariable de notre *Revue*, qu'ici il n'était peut-être pas inutile de rappeler.

RENÉ WORMS.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

MARIANO ARAMBURU. — Le Capacidad civil (in-8).

HENRY DUNNING MACLEOD. — Gresham's Law (br. in-8).

HENRY DUNNING MACLEOD. — Bimetallism in France (br. in-8).

FRANÇOIS DAVID. — Le droit augural et la divination officielle des Romains (in-8).

PIETRO SITTA. — La regolarita dei fenomeni sociali (in-4).

GEORGES RAUX. — La République et le Concordat de 1801 (in-12).

ED. DREYFUS-BRISAC. — Le Contrat social de J.-J. Rousseau, édition critique (in-8).

L'industrie dans le grand-duché de Luxembourg en 1894 (in-4).

Annuaire statistique de la France pour 1892-93-94 (in-4).

MARIE ROMAN. — Le Tourment d'une femme (in-12).

- MAURICE HEINS. — Les étapes de l'histoire sociale en Belgique (in-8).
RAOUL DE LA GRASSERIE. — Le Code Civil Péruvien (in-8).
C. BOUGLÉ. — Les Sciences sociales en Allemagne (in-12).
A. LANG. — Mythes, cultes et religions, traduction française par
LÉON MARILLIER (in-8).
LOUIS GUMPCOWICZ. — Actions et phénomènes (broch. in-8).
MAURICE BOURGUIN. — La mesure de la valeur et la monnaie (in-8).
EMERSON. — Les Surhumains, traduction française par JEAN IZOLET
(in-12).
FRANTZ FUNCK-BRENTANO. — La Famille fait l'État (broch. in-8).
JOHN M. ROBERTSON. — Buckle and his critics (in-4).
GASTON MOCH. — Autour de la conférence inter-parlementaire (in-12).
GEORGES VILLE. — Les champs d'expérience scolaire, deux rapports
(in-4).
GEORGES VILLE. — L'école des engrais chimiques (in-12).
L. BODIO. — Della protezione degli emigranti italiani in America
(broch. in-8).
D. LEVI-MORENOS. — Condizione della pesca e pescatori (broch. in-8).
LOUIS WUARIN. — Une vue d'ensemble sur la question sociale (in-12).
-

TABLE DES MATIÈRES

PARUES DANS LE TROISIÈME VOLUME DE LA REVUE (1895)

ARTICLES

	Pages
ARENAL (Concepcion). — Quelques observations sur le délit collectif	341
ARNAUD (J. Robert). — Étude psychologique sur la notion du crime chez les peuples musulmans.	848
BALICKI (Sigismond). — L'organisation spontanée de la société politique	437 et 533
BERNÈS (Marcel). — Quelques réflexions sur l'enseignement de la Sociologie.	629
BERNÈS (Marcel). — Programme d'un cours de Sociologie générale.	981
BUTEL (Pierre). — Les institutions de prévoyance des ouvriers mineurs	551
BUYLLA (Adolfo). — L'idée et le caractère scientifique de l'économie	89
DUFOURMANTELLE (Maurice). — État actuel de la question du dimanche et des jours de fête chez les peuples de la race allemande.	643
FOUILLÉE (Afred). — Les études récentes de Sociologie	813
GOLBERG (Mécislas). — L'immoralité de la science	656
GRASSERIE (Raoul de la). — La forme graphique de l'évolution	717
HAUSER (Henri). — Une grève d'imprimeurs au xvi ^e siècle (1539-1542).	597
LAPOUGE (G. de). — Transmutation et sélection par éducation	169
LEVASSEUR (Émile). — Un essai d'économie sociale par un Américain	826
LILIENFELD (Paul de). — La pathologie sociale.	1, 190, 261, et 388

	Pages
LOUTCHISKY (Ivan). — Études sur la propriété communale dans la Petite-Russie.	464
NITTI (Francesco S.). — Le travail humain et ses lois.	897 et 1015
NOVICOW (Jacques). — Essai de notation sociologique.	280
RÉVILLE (André). — Les paysans au moyen-âge. 761, 833, 921 et	1042
STARCKE (C.-N.). — La morale et les lois naturelles	124
WESTERMARCK (Édouard). — Le mariage par capture et le mariage par achat.	23
WORMS (René). — La Sociologie et le droit.	35
WORMS (René). — Un laboratoire de Sociologie	777
WORMS (René). — Une faculté des sciences sociales.	936

MOUVEMENT SOCIAL

Allemagne, par Ferdinand TOENNIES.	953
Autriche, par Louis GUMFLOWICZ	142
Belgique, par Oscar PYFFEROEN.	504
États-Unis, par John M. VINCENT	617
France, par Maurice DUFOURMANTELLE	421
Italie, par Giuseppe FIAMINGO	222 et 291
Portugal, par J. J. TAVARES DE MEDEIROS	53
Russie, par Alexandre TRATCHEVSKI.	676
Suisse, par Virgile ROSSEL.	789

NOTES

Le second Congrès de l'Institut International de Sociologie, par René WORMS	876
---	-----

REVUE DES LIVRES

AGUILÉRA (M.). — L'idée du droit en Allemagne depuis Kant	83
ARION (Charles). — Le paysan en Roumanie	156
ARMINJON (Pierre). — L'administration locale de l'Angleterre	805
ARNAUD (Léopold). — La revision belge.	810
AVENEL (Vicomte G. d'). — La fortune privée à travers sept siècles.	1060
BEAUNE (Gaston). — La terre australe inconnue : les Nouvelles-Hébrides	149
BENOIST (Charles). — La politique.	155

	Pages
BEÑOIST (Charles). — De l'organisation du suffrage universel . . .	1059
BEVAN (W. L.). — La littérature économique anglaise : sir William Petty	255
BOCQUET (Lucien). — Le célibat ecclésiastique jusqu'au Concile de Trente	433
Bourse du travail dans le grand-duché de Luxembourg (la) . . .	804
BRECKENRIDGE (R. M.). — The Canadian banking system, 1817-1890.	714
CORNIQUET (Louis). — Le Homestead.	154
DALLA VOLTA (R.). — Della beneficenza nel presente momento . .	969
DE BAETS (Maurice). — L'homme de génie selon Lombroso. . .	625
DE GREEF (Guillaume). — Le transformisme social.	330
DÉVOT (Justin). — Cours d'instruction civique.	82
Digeste de la déclaration faite devant la commission royale (anglaise) du travail	81
DUBOIS (Ernest). — Les trade-unions et les associations professionnelles en Belgique	78
DUGAY (Raymond). — La question des assurances agricoles. . .	970
DUMAS (Jacques). — Le problème foncier en Angleterre	152
DYER (Henry). — The evolution of industry	974
EICHTHAL (Eugène d'). — Souveraineté du peuple et gouvernement.	890
Enseignement moyen et supérieur dans le grand-duché de Luxembourg	805
FICHTE (J.-G.). — Discours à la nation allemande, traduits en français par Léon PHILIPPE.	888
FOUILLÉE (Alfred). — Tempérament et caractère selon les individus, les sexes et les races	1057
GAROFALO (R.). — La superstition socialiste	971
GIDE (Charles). — Almanach de la coopération française pour 1895.	158
GIRAUD-TEULON (A.). — Double péril social : l'église et le socialisme	975
GIRAULT (Arthur). — Principe de colonisation et de législation coloniale.	254
GRASSERIE (R. de la). — De l'unification des législations des différents peuples.	1062
GUYOT (Yves). — La propriété : origine et évolution (réfutation de la thèse de Paul LAFARGUE)	800
Industrie dans le grand-duché de Luxembourg en 1893.	804
IZOULET (Jean). — La cité moderne : métaphysique de la sociologie.	328
KIDD (Benjamin). — Social evolution.	796
LAFARGUE (Paul). — La propriété : origine et évolution (thèse communiste).	800
LAINÉ (Georges). — La crise sociale en Sicile	79

	Pages
LALLEMAND (Léon). — Assistance et répression aux États-Unis. .	885
LIESSE (André). — La question sociale	250
LYON (Camille) et TEISSIER (G.). — Les opérations de bourse et l'impôt du timbre.	713
MARX (Karl). — Le capital, 3 ^e volume	708
MILESI (G.-B.). — La negazione del libero arbitrio e il criterio del giusto	1062
MOCH (Gaston) [PATIENS]. — Alsace-Lorraine.	889
MOYERSON (R.). — L'enseignement primaire dans les Pays-Bas.	528
NERINCX. — L'enseignement primaire en Angleterre.	528
NOVICOW (Jacques). — Les gaspillages des sociétés modernes . .	322
NOVICOW (Jacques). — La guerre et ses prétendus bienfaits. . .	324
PAYOT (Jules). — L'éducation de la démocratie	886
Petite industrie (salaires et durée du travail) : l'alimentation à Paris	79
PIOGER (Julien). — La vie sociale, la morale et le progrès . . .	321
POINSARD (Léon). — La question monétaire	155
POLITIS (Nicolas). — Les emprunts d'État en droit international.	432
PRINS (Adolphe). — L'organisation de la liberté et le devoir social.	522
RECLUS (Elie). — Le primitif d'Australie	149
RENARD (Georges). — Critique de combat	157
ROCHETIN (Eugène). — La caisse nationale de prévoyance ouvrière.	250
ROUGIER (Paul). — Précis de législation et d'économie sociale . .	808
SEREIX (Rafael Alvarez). — Fechas prehistoricas y porvenir de las razas	431
SEREIX (Rafael Alvarez). — El dominio del capital.	802
TARDE (Gabriel). — La logique sociale	325
TARDE (Gabriel). — Essais et mélanges sociologiques	327
TARDE (Gabriel). — Les lois de l'imitation, 2 ^e édition	882
TEISSIER (Georges). — Voir LYON (Camille).	
VACHER (L.). — Le Homestead aux États-Unis	252
WESTERMARCK (Edouard). — Origine du mariage dans l'espèce humaine	705
WINTERER (abbé). — Le socialisme contemporain	434
WORMS (Emile). — La politique commerciale de l'Allemagne . .	799
ZERBOGLIO (Ad.). — Il socialismo e le sue obiezioni	883

Le tome I des Annales de l'Institut international de Sociologie est analysé dans l'article de M. A. Fouillée sur les études récentes en sociologie.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Annales de l'Institut des Sciences sociales de Bruxelles	1064
Bibliographia sociologica	1066

	Pages
Echo des Communes.	332
Political Science Quarterly.	335
Publications of the American Economic Association.	529
Revista de Derecho y de Sociologia	627
Revue d'Économie politique	892
Revue de l'École d'Anthropologie	257
Revue de Métaphysique et de Morale.	165
Revue Philosophique	160
Revue des Revues	334
Revue Socialiste	977
Review of Reviews	85
Science Sociale.	337
Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft.	530

CORRESPONDANCE

Lettre de M. Georges Renard	1069
---------------------------------------	------

INFORMATIONS

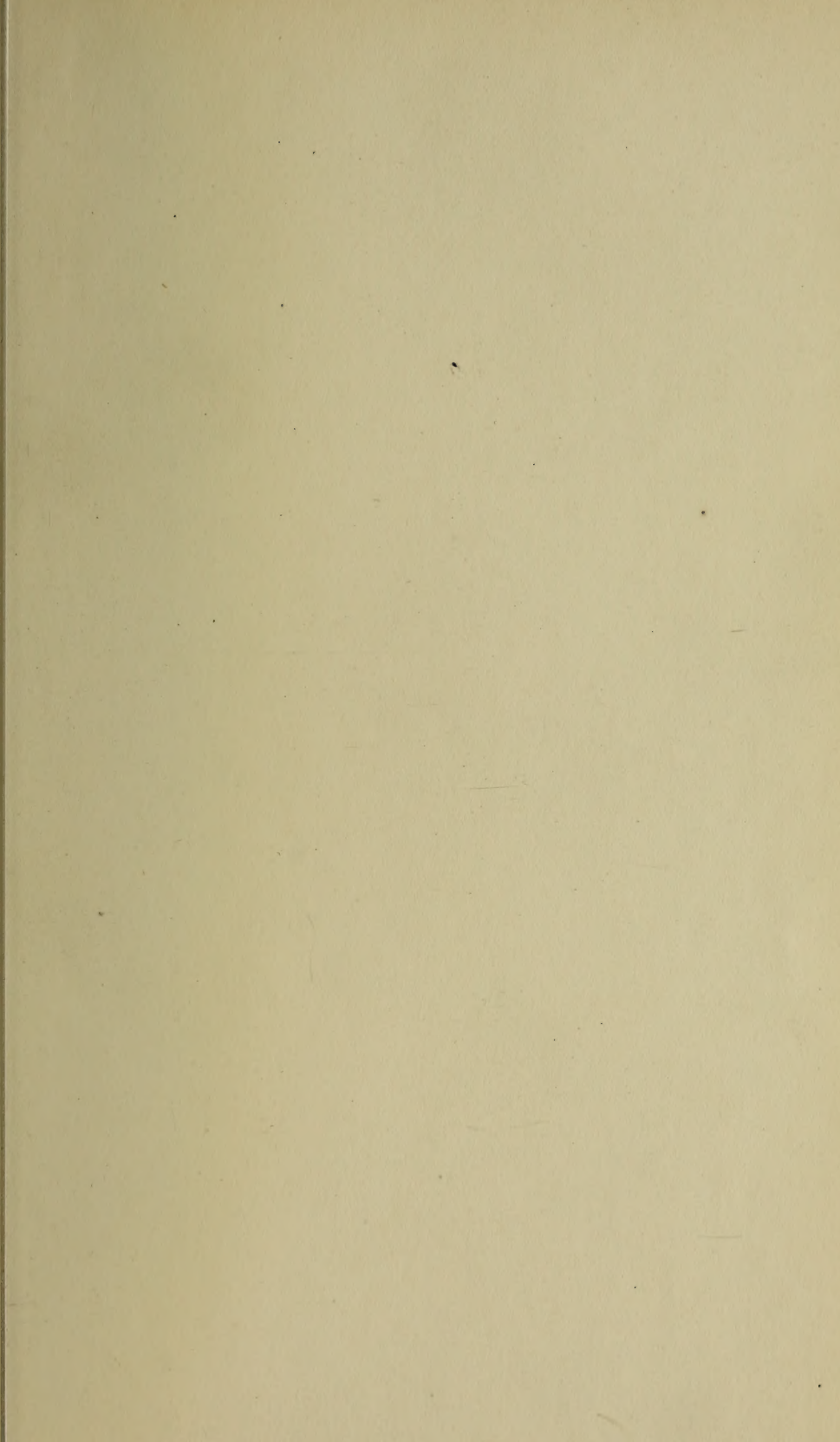
A la fin de chacun des numéros mensuels de la *Revue*, se trouvent des informations sur les faits qui se sont produits dans le mois écoulé et qui peuvent intéresser les sociologues, par exemple, en matière d'enseignement, d'expositions, de congrès, d'associations scientifiques, de nominations.

BIBLIOGRAPHIE

La dernière page de chacun de nos numéros donne la liste des ouvrages récents déposés au Bureau de la *Revue*.

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 106961540